



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

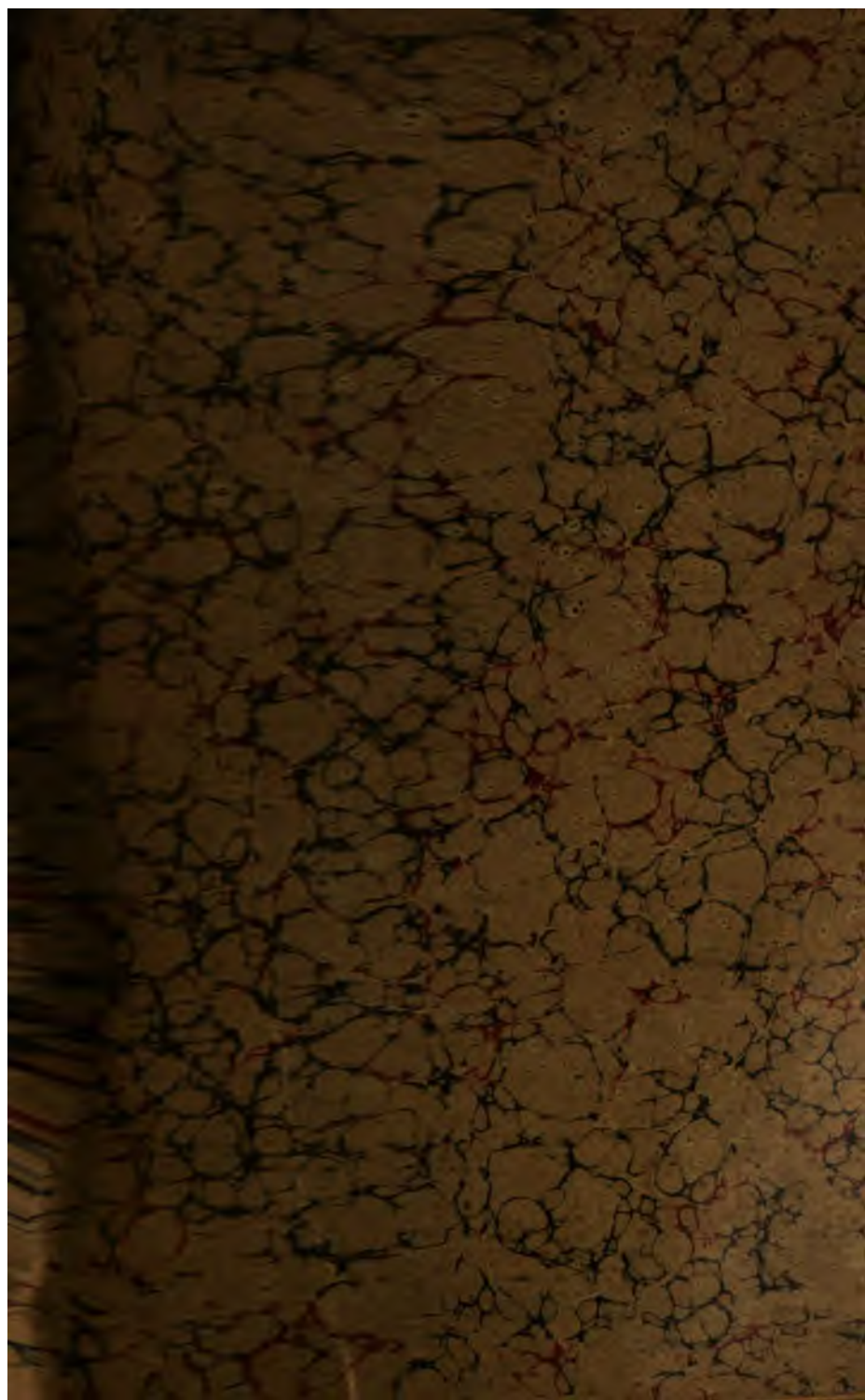
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

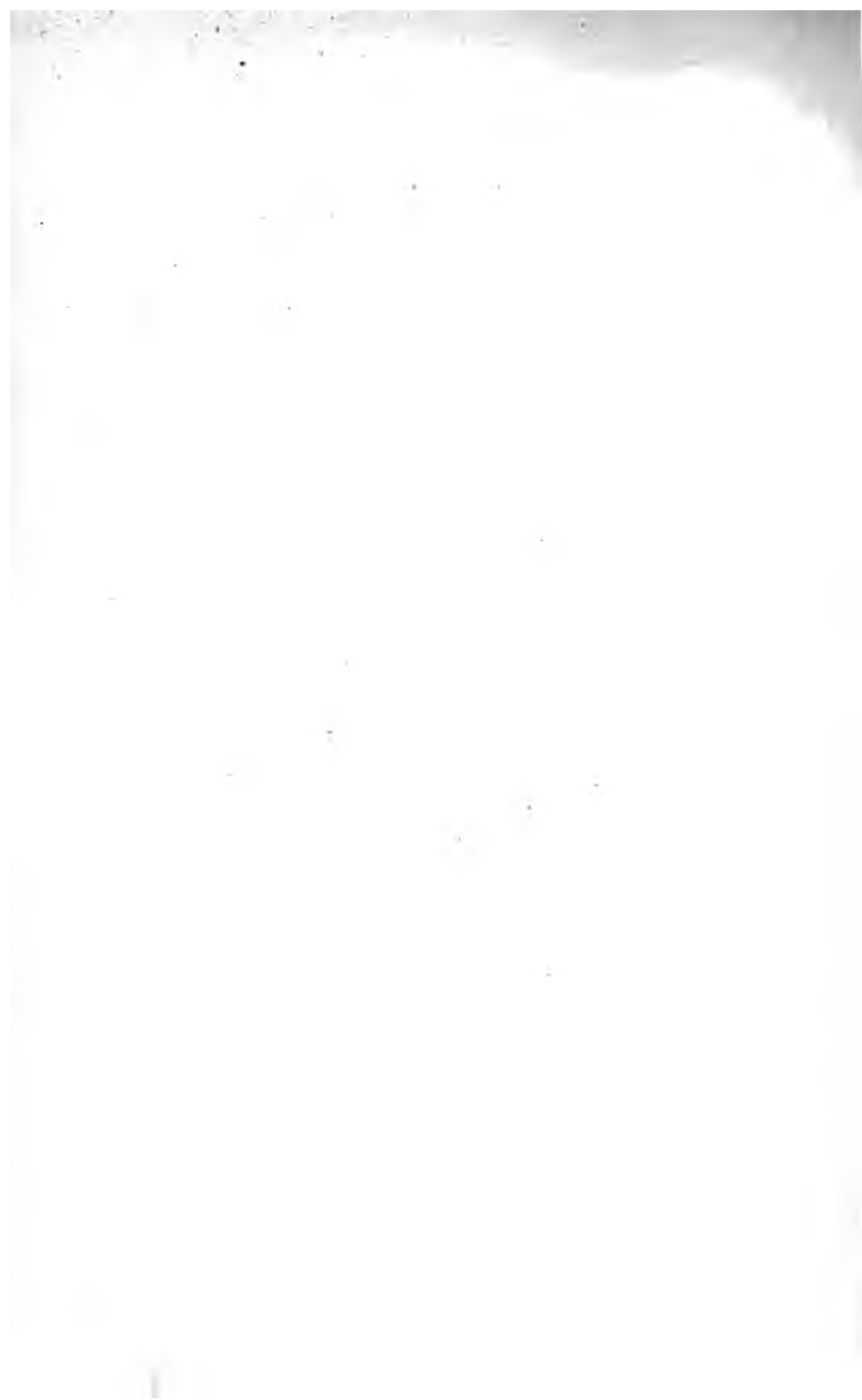
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

STANFORD UNIVERSITY LIBRARY







BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

PREMIER SEMESTRE DE 1897,

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER JUSQU'AU 30 JUIN 1897.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME CINQUANTE-QUATRIÈME.

N^{os} 1836 à 1876.



STANF

PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC XCVII.

349.44
F81
12th ser.
v. 54

594826

REAL OF MATS

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME LIV DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
ACTES ANTERIEURS			
AU 1 ^{er} SEMESTRE 1897.			
23 Mars 1880.	Loi autorisant les indigènes et-après, naturalisés Français, à choisir pour noms patronymiques, savoir : <i>Belkacem ben Essaid</i> , le nom de <i>Bahmane</i> (<i>Belkacem Bensaid</i>), et <i>Ali ben Amar</i> , le nom de <i>Ben Amar</i>	1844	328
29 Mars 1897.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1845	386
22 Avril.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Nancy-Saint-Georges (ligne de Champigneulle à Jarville), compagnie des chemins de fer de l'Est.....	<i>Ibid.</i>	466
23.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
11 Mai.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma et prolongements sur la ligne de Soukharas à Tébessa.....	<i>Ibid.</i>	467
25.	DÉCRET qui déclare classée comme faisant partie intégrante de la route nationale n° 57 le chemin vicinal ordinaire n° 6 de la commune de Saint-Nabord (Voages).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Ibid.</i>	DÉCRET qui proclame cinquante-quatre cessions de brevets d'invention.....	1858	969
19.	DÉCRET relatif au service hospitalier en Algérie.....	1855	873
20.	DÉCRET qui reporte au 31 décembre 1899 le délai fixé par l'article 3 du décret du 15 janvier 1886 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification et d'élargissement de la route départementale n° 4, de Genève à Chamoni.....	1845	467
27.	DÉCRET qui autorise la reconstruction du pont suspendu sur lequel la route nationale n° 138, franchit la Sarthe à Beaumont (Sarthe).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24 Juin.	DÉCRET qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition.....	1858	975
10 Août.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'établissement entre Bellevue, la Bérardière et Montmartre, des voies de surface destinées à remplacer la ligne secondaire du Clapier à la Bérardière.....	1836	17
14.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour le dégagement du lit du Rhône en amont et en aval des arches de rive gauche du pont Saint-Esprit (Vaucluse) et la construction d'une nouvelle arche marinière au même pont.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
14 Août 1896.	DÉCRET relatif à la remise d'un immeuble à l'administration des domaines.	1843	271
19.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894.....	1839	104
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1894.....	1841	197
23.	DÉCRET qui modifie l'article 41 des cahiers des charges annexés aux lois des 8 juin 1838 et 9 décembre 1891 relatives à l'établissement de deux lignes de chemin de fer d'intérêt local dans le département de la Haute-Savoie.	1838	92
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'article 23 du cahier des charges de la concession du tramway d'Annemasse à Samoëns, annexé au décret du 29 décembre 1888.....	<i>Ibid.</i>	93
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement de deux lignes de tramways dans le département de Loir-et-Cher.....	<i>Ibid.</i>	112
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le sieur <i>Decaen</i> à maintenir, à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer, les contreforts de sa maison située en bordure de la halte de la Demi-Lune (ligne d'Harfleur à Montivilliers).....	1841	223
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui proclame soixante et une cessions de brevets d'invention.....	1845	329
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique le chemin de fer reliant la partie sud de la mine de Champigneulle au chemin de fer de l'Est.....	1846	469
27.	DÉCRET portant concession à la corporation des patrons pêcheurs du Lavandou, d'une parcelle de lais de mer faisant partie du lais de mer sis au quartier du Lavandou, commune de Bormes (Var).....	1836	17
29.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1838	95
1 ^{er} Sept.	DÉCRET relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics.....	1841	200
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la Société anonyme de tonnage et de remorquage de l'Olse à établir un service de tonnage à vapeur sur chaîne noyée entre Chaunay et Janville.....	1846	473
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, portant réglementation du service d'outillage de la chambre de commerce de Bordeaux, sur les quais et dépendances du port de cette ville.....	<i>Ibid.</i>	479
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise les travaux à exécuter, dans la traversée de Paris, pour la transformation, en ports droits, d'une partie des ports de tirage de la gare d'Austerlitz, de Saint-Bernard, des Invalides, du Gros-Cailhou, de l'île des Cygnes et de Javel et des banquettes de la Conférence et de Billy, etc.....	1851	774
6.	DÉCRET qui supprime le commissariat de police existant à Gimont (Gers) et qui crée un commissariat de police aux halles centrales de la ville de Paris.....	1836	18
7	DÉCRET relatif à la pêche dans les eaux françaises du lac Léman.....	1841	202
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, pour l'installation sur trottoir de la voie du tramway de Saint-Etienne à Rive-de-Gier, entre l'octroi de Saint-Etienne et de Saint-Chamond.....	<i>Ibid.</i>	223

Année des Lois et Décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
7 Sept. 1895.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, ligne de Philippeville à Constantine.....	1849	711
Idem.	Décret qui approuve les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements pour augmentation du matériel roulant sur la ligne de Soukarras à Tébessa. [Les dispositions précédentes remplacent l'article 1 ^{er} du décret du 16 décembre 1895, approuvant déjà lesdites dépenses].	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la Société générale des chemins de fer économiques, pour la construction d'un quai d'embarquement pour bestiaux à la halte de Launoy, sur la ligne de Châteaumeillant à la Guerche.....	1851	774
Idem.	Décret qui autorise M. Jeannot, dit Valentin, à construire une fosse sur le terrain qu'il possède à droite du chemin de fer de Poitiers à Limoges et à moins de deux mètres du pied du talus de cette voie ferrée, près de la gare de Montmorillon.....	1847	628
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un tramway entre Lyon et Caluire.....	1846	481
Idem.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie franco-algérienne en vue de l'établissement d'un pont à bascule à la gare Méchéria.....	1856	934
Idem.	Décret qui modifie le tracé, dans la traversée de Vézou, de la ligne de tramway des Quatre-Cheminés à Vézou, déclaré d'utilité publique par décret du 29 octobre 1892.....	1860	1178
Idem.	Décret portant que la Grande-Ecluse du Nord, récemment construite au port de Dunkerque, prendra la dénomination d'Ecluse-Trystram.....	Ibid.	1179
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1841	203
Idem.	Décret qui approuve la substitution à MM. Claret et Thauvard, de la société anonyme dite Compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan, comme rétrocessionnaire du tramway de Grenoble (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Chapareillan.....	1846	490
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans la ville de Nantes, de deux lignes de tramways à traction par moteurs à air comprimé, et approuve la rétrocession de ces lignes à la compagnie des tramways de Nantes.....	1850	716
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Honfleur, Saint-Malo et Bayonne.....	1841	204
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	Ibid.	206
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds d'avances versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure.....	Ibid.	209
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux aux ports d'Alger et de Philippeville.....	Ibid.	210

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
18 Sept. 1896.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais de manœuvre et d'entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais.....	1841	211
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux relatifs à l'amélioration des ports de Dunkerque, de Cette et de Rouen.....	1842	260
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	1843	272
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour indemnités allouées à des agents des ports de Boulogne et de Calais.....	<i>Ibid.</i>	274
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de pontons sur la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune de Duperré (Alger).....	<i>Ibid.</i>	275
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution du nivellement général du département du Pas-de-Calais.....	<i>Ibid.</i>	276
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.....	<i>Ibid.</i>	277
23.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	1841	215
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	1843	278
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le pavement de l'indemnité allouée à divers agents de la navigation.....	1844	297
10 Octobre.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique le prolongement, dans le département de Meurthe-et-Moselle, d'une ligne de tramway du pont d'Essey au Bon-Coin (réseau de Nancy ou de sa banlieue).....	1851	746
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution de la société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer à la compagnie anglo-française de tramways comme rétrocessaire du réseau de tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer.....	1853	809
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le traité passé entre la ville de Cherbourg et M. Etienne Laval, pour la rétrocession du réseau des tramways de Cherbourg et sa banlieue.....	1854	844
13.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, au port de Rouen, d'un pont à transbordement pour la traversée de la Seine.....	1856	906

DATE des Lois et DÉCRETS.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
16 Oct. 1895.	DÉCRET qui reporte au 1 ^{er} août 1897 le délai fixé par l'article 1 ^{er} du décret du 18 août 1893 pour les expropriations de la ligne de tramway de Saint-Vallier au Grand-Serre (Drôme).	1857	968
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la construction d'un pont fixe en acier en remplacement du pont suspendu de Fleuryville (Saône-et-Loire) sur la Saône (route nationale n° 6 annexe).	1860	1179
18.	DÉCRET qui supprime deux réserves de pêche établies, par le décret du 22 décembre 1894, sur la rivière d'Oise canalisée dans le département de Seine-et-Oise et les remplace par une réserve unique en amont du barrage de l'île-Adam.	1854	847
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'organisation de l'école nationale supérieure des mines.	1855	874
21.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.	1851	757
27.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	1854	848
28.	DÉCRET qui approuve la substitution aux concessionnaires primitifs de la société anonyme dite <i>compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère</i> , comme concessionnaire du réseau de chemins de fer d'intérêt local du département du Finistère.	<i>Ibid.</i>	850
31.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	<i>Ibid.</i>	851
31 Novembre.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893 et 1894.	1851	758
5.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables aux travaux d'amélioration des ports maritimes.	1846	491
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration des ports maritimes.	1850	729
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration et d'extension des ports maritimes.	1851	762
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement de l'indemnité allouée aux officiers et maîtres de port chargés de la perception des recettes des grues du port d'Alger.	1852	787
7 m.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	<i>Ibid.</i>	788
7.	DÉCRET portant affectation au département des finances (administration des douanes) une parcelle de terrain sur laquelle est construit le corps de garde du quai de Locudy (Finistère).	1836	18
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement.	1837	21
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	22

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
7 Nov. 1896.	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.....	1837	23
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	24
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Somme à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	25
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à divers travaux de navigation intérieure.....	1838	639
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux relatifs à la navigation intérieure.....	1853	822
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la société générale des chemins de fer secondaires pour l'établissement de barrières à un passage à niveau sur la ligne de Châteaumeillant à la Guéret.....	1863	1415
9.	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement.....	1837	26
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	27
11.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire destiné à venir en aide aux victimes des inondations.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie le nombre des membres du comité consultatif des chemins de fer.....	1854	851
15.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'entretien des phares, balais et balises.....	1852	790
17.	Décret qui déclare d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 5, dans la traverse d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie).....	1863	1415
19.	Décret qui autorise la rectification du pont suspendu de Bourgsaint-André, sur le Rhône route nationale n° 86.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
20.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux sur le réseau des chemins de fer de l'Etat.....	1852	792
21.	Décret relatif à l'exploitation de la forme de radoub du port de commerce de Rochefort.....	1854	853
24.	Décret qui réaffecte au service des ponts et chaussées un terrain situé sur le territoire de la commune de Montreuil-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), dépendant de la route nationale n° 5.....	1865	1479
27.	Loi qui distrait de la commune d'Angoulins (Charente-Inférieure) la section de Châtelainon et l'Érige en commune distincte.....	1839	101
<i>Idem.</i>	Loi qui distrait de la commune de Gourdan (Haute-Garonne) le hameau de Seillhan et l'Érige en municipalité distincte.....	<i>Ibid.</i>	102
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Bonnet (Drôme).....	<i>Ibid.</i>	104
30.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'inspection des carrières du département de la Seine.....	1854	856
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.....	1857	938

ANNEE ou 2 ANNEES	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	VERSION des Buletins.	PAGES.
De 1847	Loi qui autorise la ville de Cambray (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt.	1840	149
1848	Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	150
1849	Décret qui déclare d'utilité publique, dans le département de la Haute-Savoie, la construction d'une ligne de Tramway entre Annecy et Thonon.	1855	882
1850	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.	1840	151
1851	Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	152
1852	Loi qui approuve des engagements pris par le département d' Eure-et-Loir.	Ibid.	Ibid.
1853	Loi qui autorise le département du Gers à contracter deux emprunts.	1841	193
1854	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	195
1855	Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	Ibid.
1856	Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	196
1857	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt.	1842	225
1858	Loi qui autorise le département du Tarn à contracter un emprunt.	Ibid.	226
1859	Loi qui autorise la ville de Marritz (Basses-Pyrénées) à contracter un emprunt.	Ibid.	227
1860	Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	228
1861	Décret qui distrait du régime forestier, pour être remis à la commune de plein exercice d'El-Ancort, des terrains dépendant de la forêt domaniale de M'silah, commune du Bouslier, arrondissement d'Oran, département d'Oran.	Ibid.	261
1862	Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 67 de la loi de finances du 16 avril 1896, concernant les pensions des inspecteurs des forêts.	1844	298
1863	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1863, un crédit supplémentaire pour subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.	1812	329
1864	Décret qui modifie l'article 4 du décret du 12 juillet 1861, relatif à l'organisation du personnel des officiers et maîtres de port proposés à la police des ports maritimes de commerce.	1856	917
1865	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la mine d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel et d'un raccordement, sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agnoncourt.	1857	943
1866	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans la ville du Mans (Sarthe).	Ibid.	947
1867	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien à l'égard d'Alger à Oran, pour les gares d'Algerville, de Relizane et de Tlemcen.	1865	1479
1868	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan et la construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire.	1854	856

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
12 Déc. 1896.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893, 1894 et 1895.....	1854	858
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.	1857	958
13.	Loi qui distrait de la commune de Gentilly (Seine) la section du Kremlin-Bicêtre et l'érige en municipalité distincte.....	1842	229
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	231
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie.....	1854	862
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours de fer exécutés par l'État.....	1856	918
14.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique la création d'un port de commerce à Bougie (Constantine).....	<i>Ibid.</i>	920
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la substitution à la compagnie française des chemins de fer à voie étroite de la société anonyme dite <i>compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine</i> comme repreneur du réseau de tramways d'Ille-et-Vilaine.....	<i>Ibid.</i>	921
15.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la remonte des haras.	1844	300
16.	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894.....	1843	279
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réorganisation du service de la justice à la Guyane.....	1844	301
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réorganisation du service de la justice à la Côte-d'Ivoire.....	<i>Ibid.</i>	310
17.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.....	1842	231
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	232
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	233
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	234
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	235
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un engagement pris par la ville de Nantes (Loire-Inférieure) et autorise cette ville à s'imposer extraordinairement.....	1842	236
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des colonies un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894.....	1851	764
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction d'une cale au port de Delflys et l'amélioration du port de Philippeville.	1856	922
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway entre Montmorency, Enghien et Saint-Gratien (Seine-et-Oise).....	1859	1123
18.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.....	1842	237
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux dépenses de l'enseignement primaire à la charge des communes dans la colonie du Sénégal.	1844	315

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Dec. 1896.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1896...	1844	316
19.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Bilaire-de-Brens à Jallieu.....	1849	661
21.	Loi qui autorise le département de l'Aisne à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire.....	1842	237
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	238
Idem.	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt.....	Ibid.	239
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	240
Idem.	Loi qui autorise le département du Cantal à contracter un emprunt.....	Ibid.	241
Idem.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt.....	Ibid.	242
Idem.	Loi qui autorise le département du Jura à contracter un emprunt.....	Ibid.	243
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt.....	Ibid.	244
Idem.	Loi qui autorise le département d'Oran à contracter un emprunt.....	Ibid.	245
Idem.	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt.....	Ibid.	246
Idem.	Loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	246
Idem.	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Grues (Vendée).....	Ibid.	247
23.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location d'immeubles à Nantes.	1844	317
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de construction de trottoirs et caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune d'Affreville (Alger).....	1857	960
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de trottoirs le long de la route nationale n° 1, dans la traverse de la commune de Birtouta (Alger).....	Ibid.	961
Idem.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Valenciennes à établir et à administrer des grues pour la manutention des marchandises sur le port public de l'Escaut, à Valenciennes.....	1860	1159
Idem.	Décret qui reporte au 20 mai 1897 le délai fixé par l'article 2 du décret du 20 mai 1893 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Grenoble à Vizille par Gieres et Uriage...	1867	1552
24.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt.....	1842	248
Idem.	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	249
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	Ibid.	250
Idem.	Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt.....	Ibid.	251
Idem.	Loi qui autorise le département du Lot à contracter un emprunt.....	Ibid.	251
Idem.	Loi qui autorise le département de la Sarve à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	253

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
24 Déc. 1896.	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt.....	1842	254
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	255
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office, en 1897, une imposition extraordinaire sur la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées).....	<i>Ibid.</i>	256
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt.....	1847	501
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	502
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	503
25.	Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1842	256
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	257
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Finistère à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	258
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Dijon (Côte-d'Or) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	259
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	260
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réorganisation de l'assessorat en Cochinchine.....	1844	318
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	1847	504
26.	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Mellah, commune de Messer (Oran).....	1860	1179
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Harridj, commune de Messer (Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale d'El-Ksar, commune de Tilmount (Oran).....	1870	1647
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Sidi-Youb, commune de Tilmount (Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains boisés dépendant de la forêt de Hannach, commune de Messer (Oran).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine-Inférieure, d'une ligne de tramway électrique entre Rouen, Blosseville-Bonssecours et Mesnil-Esnard.....	1862	1353
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les travaux à effectuer et les dépenses à faire par la compagnie de Bône à Guelma et prolongements dans la gare de Soukarras.....	1869	1615
29.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements, à l'industrie chevaline.....	1846	493
30.	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter les legs faits par divers pour l'école d'application du service de santé du Val-de-Grâce.....	1836	18
31.	Loi qui modifie l'article 6 du décret du 29 juillet 1896 relatif à l'admission temporaire des blés importés pour la mouture.....	1846	494

DATES des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
31 Décembre 1896.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Etienne	1857	962
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	1860	1169
Idem.	DÉCRET qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France	1861	1181
Idem.	DÉCRET qui déclare authentiques les tableaux de la population de l'Algérie	Ibid.	1321
Idem.	DÉCRET qui déclare authentique le tableau de la population des sections de communes non chef-lieux ayant au moins mille habitants de population agglomérée en Algérie	Ibid.	1347
1 ^{er} SEMESTRE DE 1897.			
1 ^{er} Janvier 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien du casernement de la garnison de Sézanne (Marne).	1838	96
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'organisation de magasins au quartier Saint-Joseph à Bastia.	Ibid.	97
4.	DÉCRET relatif aux forêts et au contrôle des récépissés qui engagent le Trésor public.	1846	495
5.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Pyrénées-Orientales, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1836	2
Idem.	DÉCRET relatif aux taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal.	1846	496
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour dépenses relatives à la navigation intérieure.	1856	924
6.	DÉCRET portant nomination d'un conseiller d'Etat.	1836	3
8.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam.	Ibid.	1
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieur.	1839	139
Idem.	DÉCRET qui distrairait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation des terrains dépendant de la forêt domaniale des Righas, commune d'Hammam-Righa, arrondissement de Miliana (Alger).	Ibid.	147
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux dépenses du renouvellement de l'cadastre.	1846	497
Idem.	DÉCRET qui fixe le cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Bordeaux.	Ibid.	498
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affectés aux dépenses du personnel de l'hydraulique agricole.	1847	624
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	1855	899

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES
8 Janvier 1897.	DÉCRET portant organisation du service de la trésorerie à Madagascar.	1858	926
Idem.	DÉCRET qui approuve le tarif pour la perception des droits de péage au bac d'Isles-les-Meldeuses, sur la rivière de la Marne, au territoire de la commune d'Armentières (Seine-et-Marne).	Ibid.	934
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Nice (Alpes-Maritimes).	1863	1389
Idem.	DÉCRET qui autorise le raccordement de la fonderie Ruelle, à Quiévrechain (Nord), avec le chemin de fer des mines de Crespin.	Ibid.	1390
Idem.	DÉCRET qui approuve la substitution à M. J. Edmond Coignet, Léon Franey et Paul Grosselin, de la société anonyme dite <i>Compagnie des Tramways mécaniques des environs de Paris</i> , comme rétrocessionnaire de la ligne de tramway de Saint-Germain-en-Laye à Poissy.	Ibid.	1392
Idem.	DÉCRET qui autorise le sieur Thomas à construire à la limite même du chemin de fer de Montluçon à Moulins un appentis sur un terrain en bordure de ce chemin de fer dans la traversée de la commune de Montluçon.	1868	1584
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera prélevé, sur les crédits alloués annuellement au ministre des travaux publics, pour la construction des ponts une somme de sept cent cinquante mille francs applicable à la construction du pont Alexandre III à établir sur la Seine à Paris dans l'axe de l'esplanade des Invalides.	1870	1648
10.	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par les sieurs de Finance, Oudin et autres élèves et supérieur du séminaire de Moulins (Allier).	1848	644
Idem.	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Maris, curé de Salat-Ayoal à Provins (Seine-et-Marne).	Ibid.	645
Idem.	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Coudron, desservant de l'église succursale de Grez-sur-Loing (Seine-et-Marne).	Ibid.	730
11.	DÉCRET qui autorise M. Borelli (Paul-Afred-Casimir-Jérôme) à ajouter à son nom patronymique celui de Plagniol.	1836	18
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Robin (Marie-Emile-Georges), à ajouter à son nom patronymique celui de Harroq.	Ibid.	19
Idem.	Loi qui approuve les conventions passées : 1° entre l'Etat et la ville d'Oran ; 2° entre ladite ville et la société immobilière d'Oran, pour la cession et la transformation d'établissements militaires.	1867	1521
12.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 16 août 1896 du conseil général de l'Aude.	1836	19
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'établissement de passerelles aux portes militaires de Salais, de Martigny et de Parnes, à Dunkerque.	1838	98
Idem.	DÉCRET qui admet à circuler en franchise, par la poste, en cas de mobilisation, la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires.	1850	732
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramway entre le Petit-Ivry et les Halles centrales de Paris.	1864	1417
13.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, pour les dépenses de la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure).	1862	1364
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, pour les dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).	Ibid.	1366

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
13 janvier 1897.	Décret qui approuve la substitution à M. Cornillon de la compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Fourvière et à Lorysse, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local dans la ville de Lyon.....	1863	1393
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de prolongement du boulevard de rive gauche, au port de Rouen.....	1869	1615
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, d'une ligne de tramway à traction mécanique entre l'Hôpital-du-Dey, commune d'Alger, et la Colonne-Voirol, commune de Mustapha.....	1871	1650
Idem.	Décret qui autorise : 1° l'exécution des travaux de dragage sur la Loire ; 2° l'acquisition du matériel de dragage nécessaire à l'exécution de ces travaux et à l'entretien du chenal du fleuve.....	1873	747
14.	Décret qui fixe le cadre du personnel du Journal officiel.....	1836	4
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution de travaux dans les ports maritimes.....	1857	963
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la dérivation de la Scarpe autour de Douai et l'achat d'un matériel de dragage pour la Basse-Loire.....	1864	1429
15.	Décret qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises.....	1836	5
Idem.	Décret qui interdit l'importation en France des drilles, chiffons, etc., ainsi que des cuirs verts, peaux, débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée.....	Ibid.	7
Idem.	Décret qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Laon (Aisne), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui affecte au département de la marine des terrains domaniaux, situés au cap Ferret, commune de la Teste (Gironde).....	1850	732
16.	Décret qui autorise M. Chaix (Edouard-Michel) à ajouter à son nom patronymique celui de Bryan.....	1836	19
Idem.	Décret qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'Etat, à accepter pour l'école militaire d'infanterie de Saint-Maixent le legs du capitaine Schourer.....	1837	67
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.....	1843	280
Idem.	Décret qui complète l'article 1 ^{er} du décret du 22 mars 1875, relatif aux droits de chancellerie à payer, pour les autorisations, de porter des décorations étrangères.....	1850	733
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	Ibid.	734
Idem.	Décret suspendant la faculté de former un recours en revision contre les jugements des conseils de guerre maritimes dans la partie de l'île de Madagascar en état de siège.....	Ibid.	735
Idem.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux dépenses de l'Exposition de 1900.....	1856	928

DATES des s et décréta.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES
16 janvier 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux dépenses de l'Exposition de 1900.	1856	929
Idem.	Loi qui autorise la concession à la chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure), de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice.	1860	1149
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Nîmes à contracter un emprunt.	1861	1367
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de la Rochelle à contracter un emprunt.	Ibid.	1369
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	1871	1664
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, un crédit supplémentaire pour dépenses non susceptibles d'évaluation fixe.	Ibid.	1665
Idem.	DÉCRET qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès.	1876	1827
18.	DÉCRET portant concession à la commune de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), d'une parcelle de terrain retranchée du lit de la Nivelle sur le territoire de ladite commune de Saint-Jean-de-Luz.	1837	67
Idem.	DÉCRET portant concession à M. Reischer, d'une parcelle de terrain à conquérir sur la mer au quartier de la-Madrague-de-Montrédon sur le littoral de Marseille.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	1848	647
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1895, 1894 et 1895.	1850	736
19.	DÉCRET qui interdit l'importation en France et en Algérie, ainsi que le transit à travers ce pays, des drilles, chiffons, etc., des cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée.	1836	8
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Saint-Nazaire, canton de Bourge-de-Visa, arrondissement de Moissac (Tarn-et-Garonne), portera désormais le nom de Saint-Nazaire-de-Valentane.	1838	90
Idem.	DÉCRET portant que la commune de Bordères-près-Arreau, arrondissement de Bagnères, portera désormais le nom de Bordères-Louron.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant qu'un adjoint en sus du nombre désigné par la loi sera nommé dans la section de Guagno-les-Bains, commune de Poggiolo, canton de Sozia, arrondissement d'Ajaccio (Corse).	1839	147
Idem.	DÉCRET portant qu'un adjoint, en sus du nombre désigné par la loi sera nommé dans la section de Bourcefranc, commune de Marennnes (Charente-Inférieure).	1840	190
20.	Loi qui ouvre au ministre des colonies, sur l'exercice 1897, un crédit extraordinaire pour les fanfaillles de M. Rousseau, gouverneur général de l'Indo-Chine.	1837	28

LÉGISLATION DES LOIS ET DÉCRETS	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des BULLETINS.	PAGES.
1871	Décret portant que les dispositions du décret du 15 janvier 1864 étendant la juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) sur communes de Marquette et de Marquien-Bacoul (Nord) sont et demeurent rapportées, et que la juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est venue à la commune de Marquien-Bacoul (même département).	1837	67
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi d'Arcachon (Gironde).	1838	69
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Civray (Vienne).	Ibid.	70
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Condé-sur-Escaut.	Ibid.	71
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Coray (Finistère).	Ibid.	72
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure).	Ibid.	Ibid.
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Lamoignon (Loire-Inférieure).	Ibid.	73
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Melen.	Ibid.	74
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi du Meudon (Loire).	Ibid.	75
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes).	Ibid.	Ibid.
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).	Ibid.	76
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Nantua (Ain).	Ibid.	77
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Palais (Morbihan).	Ibid.	78
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Pont-Frègue (Calvados).	Ibid.	Ibid.
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise).	Ibid.	79
1871	Loi qui proroge une sursis à l'octroi de Roscoff (Finistère).	Ibid.	80
1871	Loi qui proroge des sursis à l'octroi de Tournon (Bouches-du-Rhône).	Ibid.	81
1871	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1866, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de voies ferrées sur les quais du port de Philippeville.	1871	1666
1871	Décret qui modifie le tarif annexé au décret du 7 mai 1866, relatif aux droits à percevoir au bac des Gaves sur l'Allier.	1872	1715
1871	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la mise en état et le parachèvement de la ligne d'Alençon à Condé par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	Ibid.	Ibid.
1871	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter par le syndicat de Mougoux (Gironde) pour la régularisation et le redressement des digues de l'arsenal sur la rive droite de la Garonne.	1873	1747
1871	Décret portant nomination d'un conseiller d'Etat en service extraordinaire.	1836	9
1871	Décret portant homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Brest.	1858	648
1871	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes de fin de l'exercice 1865, 1866 et 1867.	1850	749

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGE
23 Janvier 1897.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway entre Lyon et Gazelet-Villeurbanne (convention et cahier des charges y annexé).....	1838	8.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des Finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des services 1893, 1894 et 1895.....	1841	21
24.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des Invalides de la marine, exercice 1897, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation.....	1848	64
Idem.	DÉCRET rendant applicables à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les établissements français de l'Inde les dispositions du décret du 31 juillet 1896 relatif aux épreuves écrites de la première série de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.....	1862	137
25.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton d'Hérisson (Allier) à tenir une audience supplémentaire à Cosne-sur-l'Oeil.....	1848	650
26.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un député.....	1836	10
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la quatrième circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	11
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement du Blanc (Indre), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	12
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Libourne (Gironde), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	13
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	14
Idem.	Loi portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-maitres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation.....	1837	29
27.	DÉCRET relatif à l'introduction, en France et en Algérie, des marchandises provenant de Bombay, de Kurratchi ou de toute autre localité où l'existence de la peste aura été constatée.....	1836	16
28.	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs fait par le colonel de gendarmerie en retraite de Célert de Kermannony, en faveur des enfants mineurs des militaires de la gendarmerie de l'arrondissement de Castres (Tarn).....	1837	68
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Hirson (Aisne).....	1843	265
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Passy (Seine-et-Oise).....	Ibid.	266
Idem.	Loi qui approuve une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général.....	Ibid.	267
Idem.	Loi sur les récompenses nationales.....	1847	506
Idem.	DÉCRET qui fixe la part proportionnelle du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande à affecter, en 1897, aux subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins, etc.....	1850	741

NOS des Lois et Décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
1871.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1871	1667
Id.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	Ibid.	1668
7.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Ain, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1836	16
Id.	Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, des crédits provisoires applicables au mois de février 1897; 2° autorisation de passer, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.....	1837	29
Id.	Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministères, sur l'exercice 1897, par la loi du 29 janvier 1897.....	Ibid.	33
Id.	Loi qui autorise des virements à l'octroi de Bourgoin (Isère).....	1843	269
Id.	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Vouziers (Ardennes).....	Ibid.	270
30.	Décret portant que la commune de Bordères, canton et arrondissement de Tartes (Hautes-Pyrénées) portera désormais le nom de Bordères-sur-l'Écluse.....	1840	290
Id.	Décret portant que la commune de Beaumont, canton de Saint-Florent-le-Vieil, arrondissement de Chalet (Maine-et-Loire) portera désormais le nom de Beaumont-en-Mauges.....	Ibid.	Ibid.
Id.	Décret portant que la commune de Celles, canton de Mussy-sur-Seine, arrondissement de Beaune-sur-Seine (Aube), portera désormais le nom de Celles-sur-Marce.....	Ibid.	Ibid.
Id.	Décret portant que la commune de Saint-Cyprien, canton de Gonnes, arrondissement de Rodez (Aveyron), portera désormais le nom de Saint-Cyprien-sur-Dourdou.....	Ibid.	Ibid.
Id.	Décret portant que la commune de Sallou, canton de Lons, arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), portera désormais le nom de Sallanvignes.....	Ibid.	Ibid.
Id.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rumengol (Finistère).....	1843	270
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie).....	Ibid.	282
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Amboise (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	283
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Baillou (Nord).....	Ibid.	284
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise).....	Ibid.	285
Id.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Digne (Basses-Alpes).....	Ibid.	286
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne).....	Ibid.	287
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Guéret (Creuse).....	Ibid.	288
Id.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Landregat (Nord).....	Ibid.	289
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Dizé (Vosges).....	Ibid.	290
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Mamey (Ain).....	Ibid.	291
Id.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Lux (Basses-Pyrénées).....	Ibid.	292
Id.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).....	Ibid.	293

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins	PAGES
30 Janv. 1897.	DÉCRET qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de l'honon (Haute-Savoie)	1843	294
Idem.	DÉCRET qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes)	Ibid.	295
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895	1844	322
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895	Ibid.	323
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895	Ibid.	325
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des chemins de fer à voie étroite, d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat	1854	841
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Bougie à contracter un emprunt	1862	1371
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, attribuée à la ville et à la chambre de commerce de Paris	Ibid.	1374
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, pour les dépenses de la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure)	Ibid.	1375
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique et concède à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest des voies ferrées destinées à desservir les quais du bassin de Penhoët au port de Saint-Nazaire	1865	1454
Idem.	Loi qui autorise la ville de Liseux (Calvados) à contracter un emprunt et à proroger des surtaxes d'octroi	1867	1533
Idem.	Loi qui approuve un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue de Marseille	1869	1585
31.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement de voies ferrées sur les quais du port de la Pallice	1872	1697
2 Février	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône) à l'effet d'élire un député	1839	140
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un député	Ibid.	141
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Beauvais (Oise) à l'effet d'élire un député	Ibid.	142
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Bédiers (Hérault) à l'effet d'élire un député	Ibid.	143
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Cahors (Lot) à l'effet d'élire un député	Ibid.	144
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Donai (Nord) à l'effet d'élire un député	Ibid.	145
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Gray (Haute-Saône) à l'effet d'élire un député	Ibid.	146
Idem.	DÉCRET portant concession à M ^{me} Defos, née Calviniac, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation sur la rive droite de la Garonne au lieu dit « Nongaroliss » commune de Grenade	1840	191
Idem.	DÉCRET portant concession à MM. Gijodot et Fougier, de deux atterrissements formés sur la rive gauche du Rhône au territoire de Pourcieu-Amblagnieu (Isère)	Ibid.	Ibid.

ANNEES ORDRE DES LOIS ET DECRETS.	TITRES DES LOIS ET DECRETS.	NUMEROS DES BULLETINS.	PAGES.
Ann.	Décret portant concession à M ^{re} Hubert d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, commune de Grenade (Haute-Garonne).....	1840	191
2.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours, versés au Trésor pour des travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.....	1842	262
Ann.	Décret portant que la commune de Saint-Vincent-d'Excideuil, canton de Savignac-lez-Eglises, arrondissement de Périgemeux (Dordogne) portera désormais le nom de Saint-Vincent-sur-Isle.....	1843	296
Ann.	Décret portant que la commune de Cambo, arrondissement de Bayonne (Basses-Pyrénées) portera à l'avenir le nom de Cambo-les-Bains.....	1848	659
Ann.	Décret portant que la commune d'Athies, canton et arrondissement de Laon (Aisne) prendra désormais le nom d'Athies-sous-Laon.....	1858	1115
Ann.	Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1867	1534
1.	Décret relatif aux taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Amérique, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fidji, des Nouvelles-Hébrides et des îles Seychelles.....	1848	651
5.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie).....	Ibid.	629
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	630
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Baillieux (Nord).....	Ibid.	631
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise).....	Ibid.	Ibid.
Ann.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Digne (Basses-Alpes).....	Ibid.	632
Ann.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne).....	Ibid.	633
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Guéret (Creuse).....	Ibid.	Ibid.
Ann.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Guilvinec (Finistère).....	Ibid.	634
Ann.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landrecies (Nord).....	Ibid.	635
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Morez (Jura).....	Ibid.	636
Ann.	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).....	Ibid.	Ibid.
Ann.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).....	Ibid.	637
Ann.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Thionville (Haut-Rhin).....	Ibid.	638
Ann.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes).....	Ibid.	639
Ann.	Décret portant règlement sur l'indigénat en Annam-Tonkin.....	1862	1376
6.	Décret qui autorise M. Weill (Gabriel-Henri) à ajouter à son nom patronymique celui de Martignan.....	1836	19
Ann.	Loi modifiant : 1 ^{re} les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893 relatives aux rengagements des sous-officiers ; 2 ^e la loi du 17 décembre 1892, relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer ; 3 ^e la loi des cadres du 25 juillet 1893.....	1850	713
Ann.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses relatives à la navigation.....	1871	1669

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAG.
7 Févr. 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses militaires à Douai.....	1852	79
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location du magasin d'habillement de Montpellier.....	Ibid.	79
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).....	1853	82
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de canalisation exécutés par le service des eaux de Versailles et de Marly.....	1862	137
Idem.	DÉCRET déterminant les conditions auxquelles les dispositions de la loi du 26 juin 1896 sur la nationalité sont applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.....	1863	1394
8.	Loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables.....	1847	506
Idem.	DÉCRET relatif aux lettres déposées après les levées générales, dans les bureaux des communes de Cligny-la-Garenne, Saint-Ouen-sur-Seine, Saint-Denis-sur-Seine et Pantin.....	1853	828
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône).....	Ibid.	829
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la confection du plan parcellaire de la digue à la mer en Camargue.....	Ibid.	830
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au traitement du secrétaire du Herd-Book français.....	Ibid.	831
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs).....	Ibid.	832
9.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Carvin (Pas-de-Calais) à tenir une audience supplémentaire à Hénin Liétard.....	1844	326
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais d'acquisition d'un immeuble en vue du dégagement de l'ancienne cathédrale de Laon.....	1850	742
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.....	1853	833
Idem.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Bolassy-Saint-Léger (Seine-et-Oise) à tenir une audience supplémentaire à Villeneuve-Saint-Georges.....	Ibid.	834
Idem.	DÉCRET qui institue dans le département de l'Isère un comité local des habitations à bon marché.....	1863	1400
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1871	1670

Dates des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	SÉRIÉS des Bulletins.	PAGES.
10 Fév. 1896	Décret portant que la juridiction du commissaire de police de Carnaux (Tarn) est étendue à la commune de Bessières (même département), et qu'il est créé un commissariat de police à Charbonnières (Rhône)...	1844	124
Idem.	Loi tendant au rétablissement de postes de courriers-greffiers dans divers tribunaux...	1850	715
Idem.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 20 août 1896 du conseil général des Bouches-du-Rhône...	1839	147
Idem.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 20 août 1896 du conseil général du Var...	Ibid.	148
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques...	1883	885
Idem.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques...	1863	1401
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un emprunt...	1867	1536
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement...	Ibid.	1536
Idem.	Loi qui approuve un engagement pris par la ville de Nyon (Ain) et autorise cette ville à s'imposer extraordinairement...	Ibid.	1537
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1897 une somme non employée en 1896, applicable à la construction de diverses lignes de chemins de fer...	1871	1672
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux exécutés à divers édifices diocésains...	1848	653
Idem.	Loi sur la militarisation et l'organisation des guetteurs des électro-sémaphores de la marine...	1880	715
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894, 1895 et 1896...	1851	768
Idem.	Décret qui affecte provisoirement à l'exploitation forestière de la baie de Troux la section mobile de relégués précédemment employée à des travaux de défrichements sur le domaine de la Guaménille (Nouvelle-Calédonie)...	1863	1403
Idem.	Décret complétant le texte de l'article 27 du décret du 3 juin 1896 réorganisant le service de la justice à Madagascar...	Ibid.	1403
Idem.	Décret qui autorise le juge de paix du canton de Breteville-sur-Lalau (Calvados) à tenir, chaque mois, une audience supplémentaire à Saint-Silvain...	1851	766
Idem.	Décret portant concession à la société anonyme des forges et chantiers de la Méditerranée d'une parcelle de bois de saier situés à la Bréne, quartier des Monts-de-Mars...	1858	1415
Idem.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Nantes à contracter un emprunt...	1863	1404
Idem.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur...	1841	221
Idem.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Eure à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur...	Ibid.	222

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	ÉTAT GÉNÉRAL
16 Fév. 1897.	Décret qui déclare d'intérêt public la source minérale dite des Vieux-Bains, située sur le territoire de la commune de Hammam-bou-Hadjar (Oran).	1853	836
Idem.	Décret qui fixe les conditions d'admission temporaire des blés tendres entrant dans la composition des biscuits sucrés pour l'exportation.	1863	1406
Idem.	Loi relative à la propriété foncière en Algérie.	1867	1538
Idem.	Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1542
Idem.	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt.	Ibid.	1543
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.	Ibid.	1544
Idem.	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt.	Ibid.	1545
Idem.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1546
Idem.	Loi qui autorise le département de la Savoie à modifier l'affectation d'un reliquat d'emprunt.	Ibid.	1547
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Amiens (Somme) à contracter un emprunt.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Vernueil (Cher).	Ibid.	1548
17.	Décret qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'Etat, à accepter la donation faite au 1 ^{er} régiment de tirailleurs algériens par M ^{me} Henriette Morelle, veuve Moreau.	1844	327
Idem.	Décret modifiant celui du 6 mai 1896 sur les conditions d'admission à l'emploi de pilote dans les grands ports du premier arrondissement maritime.	1851	767
Idem.	Décret portant affectation au département de la marine de l'ancienne caserne déclassée de l'île Mokhe (Finistère).	Ibid.	768
Idem.	Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département du Tarn, le tableau de population n° 3, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.	1861	1350
Idem.	Décret modifiant les attributions de la direction des finances et du contrôle près la résidence générale de Madagascar.	1863	1408
18.	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.	1848	654
19.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.	Ibid.	656
20.	Décret qui autorise M. Thomas, dit Collignon (Benoit) à ajouter à son nom patronymique celui de Collignon.	1836	19
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'extension du périmètre d'octroi de la ville d'Epinal.	1865	1409
Idem.	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.	1869	1586
Idem.	Loi qui autorise le département du Gard à modifier le taux d'intérêt de deux emprunts à contracter.	Ibid.	1588
Idem.	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bouque (Côte-d'Or) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1589
Idem.	Loi qui distrait la commune de Clamart (Seine) du canton de Sceaux et la rattache au canton de Vanves.	Ibid.	1590

ANNÉE N° et date	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Buletins	PAGES
1870	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.	1870	1619
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux travaux de rectification des digues de la basse Seine.	1871	1673
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration des ports de Bône et de Rouen et la construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville.	1872	1708
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	Ibid.	1709
21.	Loi qui autorise le département de la Corse à modifier l'affectation d'un reliquat d'emprunt.	1869	1591
23.	Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1897, pour les dépenses des chambres et bourses de commerce de l'Algérie.	1853	837
24.	Décret qui nomme deux membres de la commission de revision des documents à fournir aux Chambres.	1851	769
25.	Décret portant modification au dix-huitième paragraphe de l'article 8 du décret du 10 avril 1894 qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui crée à Lille (Nord) un onzième commissariat de police pour le service de la sûreté.	1854	871
26.	Loi portant 1 ^{re} ouverture sur l'exercice 1897 des crédits provisoires applicables au mois de mars 1897; 2 ^e autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.	1840	153
Idem.	Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministères, sur l'exercice 1897, par la loi du 26 février 1897.	Ibid.	157
Idem.	Décret relatif à la vente des objets mobiliers appartenant à l'Etat ou régis par l'administration des domaines.	1848	657
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Dié (Vosges).	1854	842
Idem.	Décret qui distrait du régime forestier pour être remis au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale d'Hass-Daho, commune de Tilmount (Oran).	1861	1351
Idem.	Décret qui distrait du régime forestier pour être remis au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Tabassa, commune de Ténès (Alger).	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Courçon à Epennes.	1866	1481
27.	Décret qui approuve la concession faite à la ville de Honfleur (Calvados) d'un emplacement à conquérir sur le domaine public maritime entre le phare de l'Hôpital et la jetée de l'Ouest, à Honfleur.	1848	659
Idem.	Loi qui distrait de la commune de Saint-Leu (Réunion) la localité des Trois-Bassins et l'érige en commune distincte.	1854	843
1 ^{re} Vers.	Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Gazaniol pour l'évêché de Constantine.	1864	1430
2.	Décret qui autorise le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de l'Etat, à refuser le legs d'un tableau de L. Robert fait au Louvre par M. Justin Brissac.	1859	1148

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	NUMÉROS
3 Mars 1897.	DÉCRET portant que sur l'émoulement du legs universel fait à l'Etat par M. <i>Henri Giffard</i> , il est alloué une somme de vingt-cinq mille francs à la société d'Alphonse Franques pour la propagation de la langue française.	1846	500
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la fabrication et la vente des spiritueux en Algérie.	1864	1431
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt.	1869	1592
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1593
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1594
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1595
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un engagement pris par la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) et autorise ladite ville à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1596
4.	Loi modifiant l'organisation des régiments d'infanterie.	1847	508
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circumscription et du procès-verbal de bornage de divers ouvrages dépendants de la place de Brest.	1864	1437
6.	Loi relative à un échange de terrains entre l'Etat et M. <i>Bêche</i> .	1851	745
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895.	1857	965
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1896.	1860	1271
7.	DÉCRET relatif aux droits de consommation à percevoir à Madagascar et dans ses dépendances.	1864	1438
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un contrat d'échange entre l'Etat et la société « La Jeunesse d'Arce » de terrains dans la ville d'Epinal.	1866	1519
8.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1895, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'orphelinat d'Alfort.	1865	1463
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au service des remonte.	<i>Ibid.</i>	1464
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de boulevards au Prytanée militaire de la Flèche.	<i>Ibid.</i>	1465
9.	DÉCRET modifiant les décrets des 27 janvier et 9 février 1897, relatifs aux procénances des pays contaminés de la peste.	<i>Ibid.</i>	1466
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.	1869	1596
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1597
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1599
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office, en 1897, une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Hilaire-Estours (Haute-Vienne).	<i>Ibid.</i>	1600
10.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance des juges de paix relative à la révision des listes électorales.	1865	1467
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.	<i>Ibid.</i>	1468

ANNEE du Décret	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
1865	Décret qui augmente le nombre des juges et juges suppléants du tribunal de commerce de Marseille.	1865	1469
1859	Loi qui approuve une convention portant cession par l'Etat au département du Var d'un terrain militaire à Toulon.	1859	1117
1865	Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'Etat par cette compagnie en 1867.	1865	1449
1865	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1867, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.	Ibid.	1470
1865	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1867, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.	Ibid.	1471
1865	Décret qui approuve la concession à M. Maury d'une parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne au lieu dit les Flots, commune de Malause (Tarn-et-Garonne).	1865	1519
1865	Décret qui approuve la concession à l'Association des communes intéressées au chemin de grande communication n° 84 du département du Calvados d'une parcelle de terrain située sur le littoral de la commune de Langrune près du moulin de Luc.	Ibid.	Ibid.
1865	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Jura à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1867	625
1865	Décret portant que la commune de Craponne, arrondissement du Puy (Haute-Loire) portera désormais le nom de Craponne-sur-Arzon.	1864	871
1865	Décret portant que la commune de Frontenay, canton d'Allu, arrondissement de Mort (Deux-Sèvres) portera désormais le nom de Frontenay-Bahaa-Bolant.	Ibid.	872
1865	Décret portant affectation au département de la marine du fort Saint-Louis et des terrains militaires attenant à ce fort (Toulon).	1865	1472
1867	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Mayers (Sartre) à l'effet d'élire un député.	1867	626
1865	Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Voulziers (Ardennes) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	627
1865	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1867, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieur.	1865	1473
1865	Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1867, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.	1864	865
1865	Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Allier, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1865.	1861	1350
1865	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1867, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	1865	1474

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGE
23 Janvier 1897.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway entre Lyon et Conest-Villeurbanne (convention et cahier des charges y annexé).....	1838	81
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des Finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.....	1841	219
24.	DÉCRET qui ouvre au budget annexé de la caisse des invalides de la marine, exercice 1897, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation.....	1848	649
Idem.	DÉCRET rendant applicables à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les établissements français de l'Inde les dispositions du décret du 31 juillet 1896 relatif aux épreuves écrites de la première série de la dernière partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.....	1862	1370
25.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton d'Hérison (Allier) à tenir une audience supplémentaire à Casnac-sur-l'Oeil.....	1848	650
26.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un député.....	1836	10
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la quatrième circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	11
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de l'arrondissement du Blanc (Indre), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	12
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Libourne (Gironde), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	13
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère), à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	14
Idem.	Loi portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-maitres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnues impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation.....	1837	29
27.	DÉCRET relatif à l'introduction, en France et en Algérie, des marchandises provenant de Bombay, de Kuratchi ou de toute autre localité où l'existence de la peste aura été constatée.....	1836	16
28.	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs fait par le colonel de gendarmerie en retraite de Cillart de Kermisguy, en faveur des enfants mineurs des militaires de la gendarmerie de l'arrondissement de Castres (Tarn).....	1837	68
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Héron (Aisne).....	1843	265
Idem.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Passy (Seine-et-Oise).....	Ibid.	266
Idem.	Loi qui approuve une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général.....	Ibid.	267
Idem.	Loi sur les récompenses nationales.....	1847	506
Idem.	DÉCRET qui fixe la part proportionnelle du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande à affecter, en 1897, aux subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins, etc.....	1850	741

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
1887.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1871	1667
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	Ibid.	2668
Idem.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Finistère, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1836	16
Idem.	Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, des crédits provisoires applicables au mois de février 1897; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.....	1837	29
Idem.	Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1897, par la loi du 29 janvier 1897....	Ibid.	33
Idem.	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Bourgoin (Isère).....	1843	269
Idem.	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Vouziers (Ardennes).....	Ibid.	270
Idem.	Décret portant que la commune de Bordères, canton et arrondissement de Tarbes (Hautes-Pyrénées) portera désormais le nom de Bordères-sur-Léchez.....	1840	190
Idem.	Décret portant que la commune de Bourgneuf, canton de Saint-Florent-le-Vieil, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire) portera désormais le nom de Bourgneuf-en-Mauges.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret portant que la commune de Celles, canton de Mussy-sur-Seine, arrondissement de Bar-sur-Seine (Aube), portera désormais le nom de Celles-sur-Ource.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret portant que la commune de Saint-Cyprien, canton de Conques, arrondissement de Rodez (Aveyron), portera désormais le nom de Saint-Cyprien-sur-Dourdon.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret portant que la commune de Sallau, canton de Lens, arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), portera désormais le nom de Sallaumines.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Rumengol (Finistère).....	1843	270
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie).....	Ibid.	282
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	283
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Bailleul (Nord).....	Ibid.	284
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise).....	Ibid.	285
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Digne (Basses-Alpes).....	Ibid.	286
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne).....	Ibid.	287
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Guéret (Creuse).....	Ibid.	288
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Landrecies (Nord).....	Ibid.	289
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Dié (Vosges).....	Ibid.	290
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Mores (Jura).....	Ibid.	291
Idem.	Décret qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).....	Ibid.	292
Idem.	Décret qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).....	Ibid.	293

DATES des lois et décrets	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS	NUMÉROS des Bulletin	PAGE
30 Janv. 1897.	DÉCRET qui autorise la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Thonon (Haute-Savoie).	1843	29
Idem.	DÉCRET qui autorise la prorogation de surtaxes à l'octroi de Villafrañca (Alpes-Maritimes).	Ibid.	29
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893/1894.	1844	321
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1894/1895.	Ibid.	323
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895/1896.	Ibid.	325
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des chemins de fer à voies étroites, d'Usorche à Talle, de la ligne précédente à Treilhac et de Talle à Argentat.	1854	841
Idem.	DÉCRET qui autorise la chambre de commerce de Doulog à contracter un emprunt.	1862	1371
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, attribuée à la ville et à la chambre de commerce de Paris.	Ibid.	1374
Idem.	DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, pour les dépenses de la chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).	Ibid.	1375
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique et bon usage la compagnie des chemins de fer de l'Ouest des voies ferrées destinées à desservir les quais du bassin de Penhoët au port de Saint-Nazaire.	1865	1454
Idem.	Loi qui autorise la ville de Lixieux (Calvados) à contracter un emprunt et à proroger des surtaxes d'octroi.	1867	1533
Idem.	Loi qui approuve un avenant au traité du 20 octobre 1884, passé entre la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la basse mer sud de Marseille.	1869	1886
31.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement des voies ferrées sur les quais du port de la Pallice.	1872	1697
2 Février	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription d'Alz (Bouches-du-Rhône) à l'effet d'élire un député.	1839	140
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	141
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Beauvais (Oise) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	142
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Bédiers (Hérault) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	143
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Cahors (Lot) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	144
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Douai (Nord) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	145
Idem.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Gray (Haute-Saône) à l'effet d'élire un député.	Ibid.	146
Idem.	DÉCRET portant concession à M ^{me} Defos, née Guibinac, d'une parcelle d'alluvions en vue de la formation sur la rive droite de la Garonne au lieu dit « Nougaret » commune de Grenade.	1840	191
Idem.	DÉCRET portant concession à MM. Gijbels et Kengier, de deux attentelements formés sur la rive gauche du Rhône au territoire de Pourcieu-Amblagnieu (Isère).	Ibid.	Ibid.

RÈGNE LOI N° DE SÉRIE	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
Fon. 147.	Décret portant concession à M ^{lle} Hubert d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, commune de Gornade (Haute-Garonne).....	1840	191
1.	Décret qui ouvre, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, apr. l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour des travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.....	1842	202
Mém.	Décret portant que la commune de Saint-Vincent-d'Elcimil, canton de Savignac-les-Églises, arrondissement de Périgord (Dordogne) portera désormais le nom de Saint-Vincent-sans-Isle.....	1843	296
Mém.	Décret portant que la commune de Cambo, arrondissement de Bayonne (Basses-Pyrénées) portera à l'avenir le nom de Cambo-les-Bains.....	1848	659
Mém.	Décret portant que la commune d'Ithies, canton et arrondissement de Laon (Aisne) prendra désormais le nom d'Ithies-sous-Laon.....	1858	1115
Mém.	Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à contracter un emprunt et à s'engager extraordinairement.....	1867	1534
1.	Décret relatif aux taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Amérique, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fidji, des Nouvelles-Hébrides et des îles Seychelles.....	1848	651
5.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie).....	Ibid.	629
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).....	Ibid.	630
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Baillieux (Nord).....	Ibid.	631
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise).....	Ibid.	Ibid.
Mém.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Digne (Basses-Alpes).....	Ibid.	632
Mém.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne).....	Ibid.	633
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Guéret (Creuse).....	Ibid.	Ibid.
Mém.	Loi qui autorise une surtaxe à l'octroi de Guéville (Finistère).....	Ibid.	634
Mém.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Landrecies (Nord).....	Ibid.	635
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Morez (Jura).....	Ibid.	636
Mém.	Loi qui autorise des surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Las (Basses-Pyrénées).....	Ibid.	Ibid.
Mém.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes).....	Ibid.	637
Mém.	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Thénion (Haute-Savoie).....	Ibid.	638
Mém.	Loi qui proroge des surtaxes à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes).....	Ibid.	639
Mém.	Décret portant règlement sur l'indigénat en Annam-Tonkin.....	1862	1376
6.	Décret qui autorise M. Weil (Gabriel-Henri) à ajouter à son nom patronymique celui de Martignan.....	1836	19
Mém.	Loi modifiant : 1 ^{re} les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893 relatives aux rengagements des sous-officiers ; 2 ^e la loi du 17 décembre 1892, relative à l'augmentation du nombre des décorations accordées aux armées de terre et de mer ; 3 ^e la loi des cadres du 25 juillet 1890.....	1850	713
Mém.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses relatives à la navigation.....	1871	1669

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	Pa
7 Févr. 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses militaires à Douai.....	1852	75
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la location du magasin d'habillement de Montpellier.....	<i>Ibid.</i>	79
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).....	1853	82
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de canalisation exécutés par le service des eaux de Versailles et de Marly.....	1862	137
Idem.	DÉCRET déterminant les conditions auxquelles les dispositions de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité sont applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.....	1863	1394
8.	Loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congrégables.....	1847	506
Idem.	DÉCRET relatif aux lettres déposées après les levées générales, dans les bureaux des communes de Clichy-la-Garenne, Salut-Ornen-sur-Seine, Saint-Denis-sur-Seine et Pantin.....	1853	828
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône).....	<i>Ibid.</i>	829
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la confection du plan parcellaire de la digue à la mer en Camargue.....	<i>Ibid.</i>	830
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au traitement du secrétaire du Herd-Book français.....	<i>Ibid.</i>	831
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs).....	<i>Ibid.</i>	832
9.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Carvin (Pas-de-Calais) à tenir une audience supplémentaire à Hénin-Liétard.....	1844	326
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux frais d'acquisition d'un immeuble en vue du dégagement de l'ancienne cathédrale de Laon.....	1850	742
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.....	1853	833
Idem.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Boissy-Saint-Léger (Seine-et-Oise) à tenir une audience supplémentaire à Villeneuve-Saint-Georges.....	<i>Ibid.</i>	834
Idem.	DÉCRET qui institue dans le département de l'Isère un comité local des habitations à bon marché.....	1863	1400
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1871	1670

NOM du titulaire	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	ANNÉES des Bulletin.	PAGES.
M. de Lamoignon.	Décret portant que la juridiction du commissaire de police de Carmaux (Tarn) est étendue à la commune de Bessières (même département), et qu'il est créé un commissariat de police à Charbonnières (Rhône).	1841	224
Idem.	Loi tendant au rétablissement de postes de commissaires-greffiers dans divers tribunaux.	1850	714
Idem.	Décret qui déclare nulle et de nul effet les délibérations en date des 17, 18 et 19 août 1896, 14 octobre 1896 et 29 août, 1896 du conseil général des Bouches-du-Rhône.	1839	147
Idem.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération en date du 30 août 1896 du conseil général du Var.	Ibid.	148
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.	1863	885
Idem.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	1863	1401
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un emprunt.	1867	1535
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1536
Idem.	Loi qui approuve un engagement pris par la ville de Noyon (Oise) et subordonne celle-ci à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1537
Idem.	Décret qui reporte à l'exercice 1897 une somme non employée en 1896, applicable à la construction de diverses lignes de chemins de fer.	1871	1672
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux relatifs à divers édifices diocésains.	1848	653
Idem.	Loi sur la militarisation et l'organisation des guélers des électro-stations de la marine.	1860	715
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	1851	765
Idem.	Décret qui affecte provisoirement à l'exploitation forestière de la base de Fray la section mobile de relégues précédemment employée à des travaux de défrichements sur le domaine de la Ouaméne (Nouvelle-Calédonie).	1863	1402
Idem.	Décret complétant le texte de l'article 27 du décret du 9 juin 1896 réorganisant le service de la justice à Madagascar.	Ibid.	1403
Idem.	Décret qui autorise le juge de paix du canton de Breteuil-sur-Laut (Eure-et-Loir) à tenir, chaque mois, une audience supplémentaire à Saint-Sylvain.	1851	766
Idem.	Décret portant concession à la société anonyme des forges et chantiers de la Méditerranée d'une parcelle de 144 de mer situés à la Seyne, quartier des Mousses.	1858	1115
Idem.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Nantes à contracter un emprunt.	1863	1404
Idem.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	1841	221
Idem.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Indre à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	Ibid.	222

DATE des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	NUMÉROS des pages.
16 Fév. 1897.	Décret qui déclare d'intérêt public la source minérale dite des Vieux-Bains, située sur le territoire de la commune de Hammam-bou-Hadjar (Oran).....	1853	836
Idem.	Décret qui fixe les conditions d'admission temporaire des blés tendres entrant dans la composition des biscuits sucrés pour l'exportation.....	1863	1406
Idem.	Loi relative à la propriété foncière en Algérie.....	1867	1538
Idem.	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1542
Idem.	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt.....	Ibid.	1543
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	Ibid.	1544
Idem.	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt.....	Ibid.	1545
Idem.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1546
Idem.	Loi qui autorise le département de la Savoie à modifier l'affectation d'un reliquat d'emprunt.....	Ibid.	1547
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Amiens (Somme) à contracter un emprunt.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Vernueil (Cher).....	Ibid.	1548
17.	Décret qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'Etat, à accepter la donation faite au 1 ^{er} régiment de tirailleurs algériens par M ^{lle} Henriette Hérelle, veuve Morcau.....	1846	327
Idem.	Décret modifiant celui du 6 mai 1896 sur les conditions d'admission à l'emploi de pilote dans les grands ports du premier arrondissement maritime.....	1851	767
Idem.	Décret portant affectation au département de la marine de l'ancienne caserne déclassée de l'île Molène (Finistère).....	Ibid.	768
Idem.	Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département du Tarn, le tableau de population n ^o 3, déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.....	1861	1350
Idem.	Décret modifiant les attributions de la direction des finances et du contrôle près la résidence générale de Madagascar.....	1863	1408
18.	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.....	1848	654
19.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.....	Ibid.	656
20.	Décret qui autorise M. Thomas, dit Collignon, (Benoit), à ajouter à son nom patronymique celui de Collignon.....	1838	19
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'extension du périmètre d'octroi de la ville d'Epinal.....	1863	1409
Idem.	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.....	1869	1586
Idem.	Loi qui autorise le département du Gard à modifier le taux d'intérêt de deux emprunts à contracter.....	Ibid.	1588
Idem.	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Braune (Côte-d'Or) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	1589
Idem.	Loi qui distrait la commune de Clamart (Seine) du canton de Sceaux et la rattache au canton de Vanves.....	Ibid.	1590

N°	TITRES, LOIS, DÉCRETS, ETC.	NUMÉROS des Boullins.	PAGES.
1870	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.	1870	1619
1871	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux travaux de rectification des digues de la basse Seine.	1871	1873
1872	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration des ports de Bône et de Rouen et la construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville.	1872	1708
1873	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1868, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	Ibid.	1709
1874	Loi qui autorise le département de la Corse à modifier l'affectation d'un reliquat d'emprunt.	1869	1591
1875	Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir, en 1877, pour les dépenses des chambres et bureaux de commerce de l'Algérie.	1883	837
1876	Décret qui nomme deux membres de la commission de révision des documents à fournir aux Chambres.	1881	769
1877	Décret portant modification au dix-huitième paragraphe de l'article 6 du décret du 10 avril 1864 qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).	Ibid.	Ibid.
1878	Décret qui crée à Lille (Nord) un onzième commissariat de police pour le service de la sûreté.	1884	871
1879	Loi portant : 1 ^{re} ouverture sur l'exercice 1897 des crédits provisoires applicables au mois de mars 1897 ; 2 ^e autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.	1880	153
1880	Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministères, sur l'exercice 1897, par la loi du 26 février 1897.	Ibid.	157
1881	Décret relatif à la vente des objets mobiliers appartenant à l'Etat ou reçus par l'administration des domaines.	1888	657
1882	Loi qui proroge une surtaxe à l'octroi de Saint-Dié (Vosges).	1884	843
1883	Décret qui distrait du régime forestier pour être remis au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale d'Ass-Dahou, commune de Tifouni (Oran).	1881	1351
1884	Décret qui distrait du régime forestier pour être remis au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Talassa, commune de Ténès (Algérie).	Ibid.	Ibid.
1885	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Corcoron à Epanness.	1886	1481
1886	Décret qui approuve la concession faite à la ville de Hanoï (Calvados) d'un emplacement à conquérir sur le domaine public maritime entre le phare de l'Empire et la jetée de l'ouest, à Hanoï.	1888	689
1887	Loi qui distrait de la commune de Saint-Paul (Nord) la localité des Trois-Bassins et l'ergé ou commune distincte.	1884	843
1888	Décret portant réception de la bulle d'investiture canonique de M. Gazanot pour l'évêché de Constantinople.	1864	1430
1889	Décret qui autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'Etat, à réviser le legs d'un tableau de L. Robert fait au Louvre par M. Justin Brissac.	1889	1148

DATES des lois et décrêts.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	Numéros des Bulletins.	Page
3 Mars 1897.	DÉCRET portant que sur l'annulation du legs universel fait à l'État par M. <i>Morin Giffard</i> , il est attribué une somme de vingt-cinq mille francs à la société d'Albanie française pour la propagation de la langue française.	1846	500
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la fabrication et la vente des spiritueux en Algérie.	1864	1431
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt.	1865	1592
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1593
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Inde à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1594
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1595
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve un engagement pris par la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) et autorise ladite ville à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1596
4.	Loi modifiant l'organisation des régiments d'infanterie.	1847	508
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de divers ouvrages dépendant de la place de Brest.	1864	1437
6.	Loi relative à un échange de terrains entre l'État et M. <i>Becker</i> .	1851	745
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895.	1857	966
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'Agriculture un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs de l'exercice 1895.	1860	1271
7.	DÉCRET relatif aux droits de consommation à percevoir à Madagascar et dans ses dépendances.	1864	1438
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un contrat d'échange entre l'État et la société « la Jeune-d'Arc » de terrains dans la ville d'Épinal.	1866	1519
8.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'orphelinat d'Épinal.	1865	1463
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au service des remontes.	<i>Ibid.</i>	1464
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de boulevards au Prytanée militaire de la Flèche.	<i>Ibid.</i>	1465
9.	DÉCRET modifiant les décrets des 27 janvier et 9 février 1897, relatifs aux provenances des pays continués de la peste.	<i>Ibid.</i>	1466
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.	1865	1596
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1597
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	1599
<i>Idem.</i>	Loi qui établit d'office, en 1897, une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Eulais-Estours (Haute-Vienne).	<i>Ibid.</i>	1600
10.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance des juges de paix relative à la révision des listes électorales.	1865	1467
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du cadastre.	<i>Ibid.</i>	1468

NOM du député	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	ANNEES des Bulletin.	PAGES.
10.	Décret qui augmente le nombre des juges et juges suppléants du tribunal de commerce de Marseille....	1865	1469
11.	Loi qui approuve une convention portant cession par l'Etat au département du Var d'un terrain militaire à Toulon.....	1859	1117
12.	Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'Etat par cette compagnie en 1897.....	1865	1449
13.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.....	Ibid.	1470
14.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	Ibid.	1471
15.	Décret qui approuve la cession à M. Maury d'une parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne au lieu dit <i>les Hauts</i> , commune de Malauc (Tarn-et-Garonne).....	1866	1519
16.	Décret qui approuve la cession à l'association des communes intéressées au chemin de grande communication n° 84 du département du Calvados d'une parcelle de terrain située sur le littoral de la commune de Langrune près du moulin de Tur.....	Ibid.	Ibid.
17.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Jura à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1847	625
18.	Décret portant que la commune de Craponne, arrondissement du Puy (Haute-Loire) portera désormais le nom de <i>Craponne-sur-Arzon</i>	1856	871
19.	Décret portant que la commune de Fontenay, canton d'ault, arrondissement de Nant (Deux-Sèvres) portera désormais le nom de <i>Fontenay - Aulhan - hohan</i>	Ibid.	872
20.	Décret portant affectation au département de la marine du fort Saint-Louis et des terrains militaires attenants à ce fort (Toulon).....	1866	1472
21.	Décret qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Mantes (Seine-et-Oise) à l'effet d'élire un député.....	1847	626
22.	Décret qui convoque le collège électoral de l'arrondissement de Voudiers (Allier) à l'effet d'élire un député.....	Ibid.	627
23.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieure.....	1865	1473
24.	Décret relatif à une contribution spéciale à percevoir en 1897, pour les dépenses de diverses chambres et bourses de commerce.....	1854	865
25.	Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Ariège, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.....	1861	1350
26.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.....	1865	1474

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGE
20 Mars 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.....	1865	147
Idem.	DÉCRET qui affecte à l'administration des domaines trois parcelles de terrains domaniaux de la commune de Mauguio (Hérault).....	1866	148
Idem.	DÉCRET qui nomme les membres de la commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'exercice 1896.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	Ibid.	149
Idem.	DÉCRET relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière de pêche.....	Ibid.	1491
Idem.	Loi qui autorise le département de la Corvée à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1869	1600
Idem.	DÉCRET portant que le commissariat de police existant à Hasparren (Basses-Pyrénées) est et demeure supprimé et qu'il est créé un commissariat de police à Fumay (Ardennes).....	1871	1684
21.	DÉCRET qui autorise M. Richard (Ulysse-Félix) et M. Richard (Ulysse-Félix) à ajouter à leur nom patronymique celui de Delisle.....	1838	99
Idem.	DÉCRET qui ouvre des crédits supplémentaires pour le service des pensions civiles.....	1866	1492
22.	DÉCRET relatif à la liquidation des pensions départementales.....	1849	710
Idem.	DÉCRET qui autorise la création à Paris, quartier d'Auteuil, d'un établissement des Petites-Sœurs des Pauvres.....	1866	1494
Idem.	DÉCRET qui modifie l'article 185 du règlement général de pilotage du cinquième arrondissement maritime (quartier de la Nouvelle).....	Ibid.	1496
23.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Bonnefonds (Loire).....	Ibid.	1497
24.	Loi portant modification à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (hommes exclus de l'armée).....	1859	1119
Idem.	DÉCRET qui institue dans le département de la Loire un comité local des habitations à bon marché.....	1866	1500
Idem.	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Blanchard, desservant de Souday (Loir-et-Cher).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé Bailly, curé de Donzy (Nièvre).....	Ibid.	1501
25.	DÉCRET qui approuve la concession au département des Bouches-du-Rhône de parcelles de lals de mer situées à Marseille, entre le ruisseau de Mirabeau et la batterie de Mourépiand.....	1862	1437
Idem.	DÉCRET qui institue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Nice.....	1866	1503
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour allocation à l'association des inventeurs et artistes industriels.....	1868	1554
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes téléphoniques.....	1868	1555

NOM des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
M. Emile	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1866, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques.	1868	1556
M.	Décret qui ouvre au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1866, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines.	Ibid.	1557
M.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget annexé de la caisse des invalides de la marine (exercice 1865).	Ibid.	1558
26.	Loi qui autorise des dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer.	1863	1385
27.	Décret approuvant l'acte passé, le 9 novembre 1866, portant substitution de la société Jules Lamreaux et compagnie dans le bénéfice et les obligations de la concession accordée à M. le Dierker par décret du 13 avril 1861 d'un terrain provenant du lit du Blavet, au lieu dit « Kérolies », commune d'Hennebont (Morbihan).	1864	1447
M.	Décret approuvant la concession faite à M. de Bregnot d'une parcelle de terrain maritime située au lieu dit « Bîles de la Cligues », sur la rive droite de l'étier du Poulguen (Loire-Inférieure).	Ibid.	Ibid.
M.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Cherbourg (Manche).	1863	1559
M.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune du Croisic (Loire-Inférieure).	Ibid.	1562
28.	Décret qui modifie le règlement général de pilotage de l'Algérie (station d'Alger).	Ibid.	1565
29.	Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1867.	1847	509
M.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1866, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieur.	1868	1566
M.	Décret portant réduction de la taxe des télégrammes échangés entre la France et l'Algérie.	Ibid.	1567
M.	Loi qui autorise le département de l'Aude à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement.	1869	1601
M.	Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter un emprunt.	Ibid.	1603
M.	Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	Ibid.	1604
M.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à contracter divers emprunts de conversion.	Ibid.	1605
M.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.	1870	1617
30.	Décret portant nomination d'un maître des requêtes et d'un auditeur de 1 ^{re} classe au Conseil d'Etat.	1863	838
M.	Décret portant nomination d'un auditeur de 2 ^e classe au Conseil d'Etat.	Ibid.	839
M.	Loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1866.	1865	1451
M.	Décret portant règlement des concours pour la nomination des auditeurs de 2 ^e classe au Conseil d'Etat.	1868	1569
M.	Décret qui porte de dix-huit à vingt et un le nombre des membres de la chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône).	Ibid.	1575

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Folios.	PAGES
31 Mars 1897.	DÉCRET qui abroge les dispositions limitatives des décrets des 16 décembre 1871 et 28 octobre 1879, applicables à une certaine catégorie de médailles militaires.	1857	96
<i>Idem.</i>	Loi concernant la cession à la compagnie des chemins de fer du Nord des terrains militaires déclassés comprenant la gare d'Aire-sur-la-Lys et ses abords.....	1859	111
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde la franchise postale à certaines correspondances relatives au service de l'exposition internationale de Bruxelles de 1897.....	1868	157
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'Etat, à accepter le legs fait par M ^{me} Millot, veuve du général de ce nom, aux trois régiments ci-après : 60 ^e d'infanterie, 18 ^e d'infanterie et 1 ^{er} régiment de tirailleurs algériens.....	1873	174
1 ^{er} Avril.	Loi qui approuve une convention passée entre l'Etat et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest et déclassée la section du chemin de fer de Vitry à Fougères et à Moidrey comprise entre Pontorson et Moidrey..	1866	1483
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation en Annam et au Tonkin de diverses lois relatives au service postal et télégraphique.....	1868	1578
2.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Brest (Finistère) à l'effet d'élire un député.....	1848	657
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la juridiction du commissaire de police de Saint-Vithiel (Meuse) est étendue aux communes de Chauvencourt et des Paroches (même département), et que le commissariat de police de Cuxac-d'Aude (Aude) est supprimé.....	1864	1448
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte la disposition du décret du 13 décembre 1866 qui a transféré de Romans (Drôme) à Valence (même département) l'établissement principal des sœurs du Saint-Sacrement.....	1868	1579
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un emprunt.....	1870	1618
3.	DÉCRET qui autorise M. Passart (Jean-Marius) et M ^{lle} Passart (Anne-Marie) à ajouter à leur nom patronymique celui de Monier.....	1840	191
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise M. Senure (Jean-Baptiste) à faire précéder son nom patronymique de celui de Freynat.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de l'instruction publique et des beaux-arts une parcelle de terrain pour l'agrandissement de la faculté des sciences de l'université de Rennes.....	1870	1621
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes (service de la justice), sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la reconstitution des registres de l'état civil de Montélimar (Drôme).....	<i>Ibid.</i>	1622
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui distrair du régime forestier, pour être remis au service des domaines, en vue de la colonisation, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Chetaba, commune d'Ain-Smara (Constantine).....	<i>Ibid.</i>	1623
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers travaux militaires.....	<i>Ibid.</i>	1624
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant modification du décret du 30 mars 1895, organisant la surveillance du procureur général sur les établissements pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie et celle du procureur de la République sur ceux de la Guyane.....	1872	1710
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit une taxe spéciale sur certaines marchandises de provenance indirecte importées à la Guinée française.....	<i>Ibid.</i>	1711

DATE des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
5 avril 1897.	Loi qui autorise la colonie de Madagascar à convertir l'emprunt contracté en 1886 et à procéder à l'émission d'obligations amortissables en soixante ans, garanties par le gouvernement de la République française.....	1863	1386
Mém.	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.....	1872	1685
Mém.	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	1686
Mém.	Loi qui autorise la ville d'Épernay (Marne) à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1687
Mém.	Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1688
6.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Aube à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1848	658
Mém.	Loi modifiant l'article 174 du Code d'instruction criminelle relatif à l'appel des jugements de simple police.....	1852	777
Mém.	Loi concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels.....	1868	1553
Mém.	Décret qui œuvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'instruction publique.....	<i>Ibid.</i>	1581
Mém.	Décret qui œuvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	1870	1625
Mém.	Décret qui œuvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'enseignement primaire.....	<i>Ibid.</i>	1626
Mém.	Décret qui œuvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses publiques.....	<i>Ibid.</i>	1628
7.	Loi relative au régime des sucres.....	1852	778
Mém.	Décret qui œuvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses militaires.....	1870	1629
8.	Loi qui modifie l'article 48 de la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.....	1863	1388
Mém.	Loi portant ouverture, sur l'exercice 1897, d'un crédit d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853).....	1866	1484
Mém.	Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt.....	1872	1688
Mém.	Loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.....	<i>Ibid.</i>	1689
9.	Loi qui œuvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1897, un crédit extraordinaire destiné au paiement de dépenses occasionnées par l'épidémie de peste aux Indes.....	<i>Ibid.</i>	1690
Mém.	Décret qui promulgue, dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 20 juin 1896, modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile.....	<i>Ibid.</i>	1712
Mém.	Décret qui approuve la concession à M. Laporte et à M ^{me} Moutonq d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit «Saint-Projet», commune d'Espédales (Tarn-et-Garonne).....	1874	1779

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGE
10 Avr. 1897.	Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de la mission Hourst sur le cours du Niger, de l'exposition nationale et coloniale de Rouen et de l'exposition internationale d'Atlanta (Géorgie).....	1856	901
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1897, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation.....	1870	163
Idem.	Loi qui autorise le département du Gard à contracter deux emprunts.....	1872	169
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt.....	Ibid.	169
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Angoulême (Charente) à contracter un emprunt.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	1872	169
Idem.	Loi qui autorise la ville de Remiremont (Vosges) à contracter un emprunt.....	Ibid.	169
Idem.	Loi qui autorise la commune d'Asnières (Seine) à contracter un emprunt.....	Ibid.	169
Idem.	Loi qui modifie les limites territoriales des communes de Nogent-sur-Marne et de Joinville-le-Pont (Seine).....	Ibid.	169
12.	DÉCRET qui charge le gouverneur général de l'Algérie de statuer sur les questions relatives aux impôts arabes qui peuvent être actuellement réglées par des décisions ministérielles.....	1870	1631
13.	Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin.....	1866	1486
Idem.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune du Mont-Dore, d'un chemin de fer d'intérêt local, du pont Meynadier, sur la Dordogne, au «Salon-du-Capucins».....	1875	1781
14.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1855	900
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la construction du canal de la Saygonade (Haute-Garonne).....	1872	1713
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 un crédit non employé en 1896, affecté à l'élargissement d'un chemin forestier de la série de Blandas.....	Ibid.	1713
Idem.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt.....	1873	1717
Idem.	Loi qui autorise le département de la Manche à contracter un emprunt.....	Ibid.	1718
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une somme non employée en 1896, affectée à la remonte des haras.....	Ibid.	1719
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux de curage du Nouveau-Vistre (Gard).....	Ibid.	1720
15.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération, en date du 7 avril 1897, du conseil général de la Seine.....	1851	775
Idem.	DÉCRET qui déclare nulle et de nul effet une délibération, en date du 10 avril 1897, du conseil général de la Seine.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise : 1° un emprunt par la chambre de commerce de la Roche-sur-Yon ; 2° la perception d'une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.....	1866	1486

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
15. 10. 1897.	Loi portant : 1 ^{re} annulations de crédits sur l'exercice 1896, 2 ^e ouverture de crédits sur l'exercice 1897 (dépenses de l'exposition internationale de Bruxelles)....	1866	1487
Idem.	Décret relatif aux mesures sanitaires applicables en France et en Algérie aux provenances des pays contaminés de peste.....	<i>Ibid.</i>	1504
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus des sources d'Ain-Beida.....	<i>Ibid.</i>	1505
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage formant la zone des fortifications de la place de Bougie.....	<i>Ibid.</i>	1506
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications de la batterie du Rocher-Picouleau, dépendant de la place de Djidjelli.....	1870	1632
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus sud de Tenès.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du fort de Montbard, dépendant de la place de Montbrillart....	<i>Ibid.</i>	1633
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et des procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications d'ouvrages dépendant de la place de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	1634
Idem.	Décret portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de la place de Calais.....	<i>Ibid.</i>	1635
16.	Loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine....	1851	783
Idem.	Loi relative à la cession, à la ville de Boulogne-sur-Mer, des terrains des anciennes fortifications de la Haute-Ville.....	1857	937
Idem.	Décret qui admet à circuler en franchise la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires.....	1860	1173
Idem.	Décret qui fixe les taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux expédiés directement de France à Costa-Rica.....	<i>Ibid.</i>	1177
Idem.	Loi portant application à Madagascar du tarif général des douanes.....	1872	1697
17.	Décret portant inscription d'office d'un crédit au budget du département de Constantine pour l'exercice 1897.....	1851	771
Idem.	Décret portant inscription d'office d'un crédit au budget du département de Constantine pour l'exercice 1897.....	<i>Ibid.</i>	772
Idem.	Décret qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 10 avril 1897, du conseil général de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	775
Idem.	Notification de l'accession du Gouvernement britannique, pour la colonie anglaise de Ceylan, à la convention télégraphique internationale signée à Saint-Petersbourg le 20 juillet 1875.....	1870	1630
Idem.	Décret qui admet à circuler en franchise par la poste les lettres simples provenant ou à l'adresse des militaires ou marins détachés en Côte.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
18.	Décret qui fixe le prix de vente en Corse des tabacs fabriqués dans la métropole.....	1861	1140

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGE
18 Avril 1897.	DÉCRET qui fixe le prix de vente en Corse des poudres à feu.....	1864	1443
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux déclarations en douane des marchandises arrivant ou à destination de l'étranger.....	1870	1637
19.	DÉCRET qui convoque le collège électoral de la deuxième circonscription de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), à l'effet d'élire un député.....	1855	901
21.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura).....	1873	1721
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la remonte des haras.....	<i>Ibid.</i>	1721
23.	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juin 1896 sur les Halles centrales de Paris.....	1852	795
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rapporte le décret du 20 juillet 1896, relatif à l'importation en France des drilles, chiffons, linges, hardes, etc., venant d'Égypte.....	1873	1723
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.....	1859	1134
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Belfort.....	<i>Ibid.</i>	1146
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.....	1862	1379
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de la guerre une parcelle de terrain dépendant de la forêt domaniale de Souillac.....	<i>Ibid.</i>	1381
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre de la guerre à accepter l'abandon gratuit, par la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, de diverses parcelles de terrain, à Colmars (Alpes-Maritimes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET rangeant la commune de Marhoum (Oran) parmi les communes inscrites au tableau C annexé au décret du 31 décembre 1891, fixant les indemnités de résidence allouées au personnel de l'enseignement primaire en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	1383
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour dépenses militaires.....	1870	1637
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant les articles 3 et 4 du décret du 4 octobre 1889 constitutif des tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des condamnés aux travaux forcés.....	<i>Ibid.</i>	1639
26.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.....	1865	1476
28.	DÉCRET relatif aux droits à percevoir des aspirants aux certificats d'études supérieures et au diplôme de licenciés en sciences.....	1870	1640
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, pour l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'érection d'un monument aux morts, dans le cimetière du Père-Lachaise.....	<i>Ibid.</i>	1641

DATE du Vote et du décret.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
18 Avril 1897.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'érection, à Nantes, d'un monument à la mémoire des enfants de la Loire-Inférieure morts pour la patrie.	1870	1642
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de re-struction de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse.	Ibid.	1643
Idem.	Décret supprimant le conseil de guerre de Diégo-Suarez et constituant deux conseils de guerre et un conseil de revision permanents à Tananarive.	Ibid.	1644
Idem.	Décret portant réglementation de la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie.	1853	1646
30.	Décret portant que la juridiction du commissaire de police de Charbonnières (Rhône) est étendue aux communes de Dardilly, la Tour-de-Salvagny et Marcy-Étoile (même département).	Ibid.	840
Idem.	Décret qui autorise la commune de Neully (Seine) à percevoir une taxe de balayage à l'égard des voies de communication livrées à la circulation.	1863	1410
1 ^{er} Mai.	Loi modifiant, en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les articles 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.	1876	1795
2.	Décret qui porte de deux à quatre le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Tirascon.	1863	1412
Idem.	Décret qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor par diverses communes du département de Meurthe-et-Moselle pour les dépenses du renouvellement de leur cadastre.	1873	1724
Idem.	Décret portant réglementation du cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Reuilly.	Ibid.	1725
Idem.	Décret concernant l'établissement et l'inspection des crèches.	Ibid.	1726
3.	Décret qui charge le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'intérim du ministère de l'intérieur.	1851	773
Idem.	Décret qui crée une justice de paix à Béja (Tunisie).	1856	902
Idem.	Décret qui convoque le collège électoral de la première circonscription de Lannion (Côte-du-Nord) à l'effet d'élire un député.	1856	930
Idem.	Décret relatif aux experts médecins devant les tribunaux en Algérie.	1873	1727
Idem.	Décret qui autorise le juge de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne) à tenir des audiences foraines à Clerp.	Ibid.	1730
5.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1893.	1854	866
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	Ibid.	868
Idem.	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	Ibid.	869
Idem.	Décret qui autorise à circuler en franchise la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires.	1864	1443

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGE
5 Mai 1897.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'érection à Aigues-Vives (Gard) d'un monument à la mémoire d'Emile Jamais.	1875	1791
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais de l'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.	<i>Ibid.</i>	1797
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux dépenses de restauration de l'église de Mormans (Marne).	<i>Ibid.</i>	1798
6.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	1866	1806
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'affranchissement des lettres de convocation aux examens expédiées par les recteurs d'académie, les doyens des facultés, les directeurs des écoles supérieures du gouvernement et les inspecteurs des académies.	1873	1730
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1897, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation.	<i>Ibid.</i>	1731
7.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor affecté à la location du magasin d'habillement de Nantes.	<i>Ibid.</i>	1732
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	<i>Ibid.</i>	1733
8.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 un crédit non employé en 1896, affecté à l'entretien des tombes militaires.	1856	931
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'interim du ministère de l'intérieur.	1859	1147
9.	DÉCRET portant homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Belfort.	1873	1734
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de délimitation et du bornage des zones de servitudes de la batterie de Toga, à Bastia.	<i>Ibid.</i>	1736
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de délimitation et bornage de la zone de servitudes de la batterie du Creux-Saint-Georges, à Toulon.	<i>Ibid.</i>	1737
10.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.	1866	1809
11.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger.	1873	1738
12.	DÉCRET qui accorde la franchise postale à la correspondance officielle échangée entre le contrôleur civil à Gafsa (Tunisie) et le commandant supérieur du cercle de Tébessa (Algérie).	<i>Ibid.</i>	1739

DATE des Lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
23 Mai 1897.	<i>DÉCRET qui fixe la taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés par la voie de Roumanie (via Constanta) à destination des bureaux autrichiens établis en Turquie.</i>	1873	1739
Idem.	<i>DÉCRET qui nomme deux membres de la commission des comptes des ministres pour l'exercice 1892 et l'année 1893.</i>	Ibid.	1740
14.	<i>DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Tartas (Landes) à tenir des audiences foraines à Rion.</i>	Ibid.	1741
Idem.	<i>DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Saint-Clair (Manche) à tenir des audiences foraines à Cerisy-la-Foret.</i>	Ibid.	Ibid.
15.	<i>DÉCRET qui ouvre au ministre de la justice et des cultes un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895.</i>	1863	1413
16.	<i>DÉCRET portant que M. Scellier (Louis-Henri-Georges) est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de de Gisors.</i>	1850	743
17.	<i>DÉCRET qui modifie, pour certains arrondissements, le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement.</i>	1864	1445
18.	<i>DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Vendée, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.</i>	1856	932
Idem.	<i>DÉCRET qui attribue au département de l'instruction publique le crédit supplémentaire ouvert par la loi du 8 avril 1897 pour l'inscription des pensions civiles.</i>	1873	1742
Idem.	<i>DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse.</i>	Ibid.	1743
19.	<i>DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Basses-Alpes, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.</i>	1866	933
Idem.	<i>DÉCRET qui conserve la qualité d'officier de police judiciaire aux administrateurs et adjoints de communes mixtes placés hors cadres et mis à la disposition du service de la sûreté générale.</i>	1873	1744
Idem.	<i>DÉCRET qui attribue aux inspecteurs de la police de sûreté, chefs de poste, la qualité d'officier de police judiciaire.</i>	Ibid.	1745
Idem.	<i>DÉCRET relatif aux pouvoirs et attributions des inspecteurs de la police de sûreté de l'Algérie.</i>	Ibid.	1746
20.	<i>DÉCRET portant modification du règlement de pilotage du quatrième arrondissement maritime.</i>	1874	1749
22.	<i>DÉCRET qui autorise M. Besson (Joseph-François-Théophile) à ajouter à son nom patronymique celui de Lénaud.</i>	1851	775
Idem.	<i>DÉCRET qui autorise M. Gulsanz (Ferdinand) à substituer à son nom patronymique celui de Seignac.</i>	Ibid.	Ibid.
Idem.	<i>DÉCRET qui modifie diverses circonscriptions péni-tenciaires.</i>	1866	1513
Idem.	<i>DÉCRET qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'un bac sur le Chétif, à Saint-Aimé (Oran).</i>	Ibid.	1516
Idem.	<i>DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par les abbés Verrière, curé de Condrieux (Rhône), Neux et Ternia, vicaire de la même paroisse.</i>	Ibid.	1518
Idem.	<i>DÉCRET qui affecte au département de la guerre un terrain dépendant de la forêt domaniale de Braconné.</i>	1874	1762

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES
23 Mai 1897.	DÉCRET qui crée un polygone exceptionnel en avant du front 26-27 de l'enceinte de la place de Besançon....	1874	17
25.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'érection à Valence d'un monument à la mémoire de Bancel.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor applicable aux travaux de curage de la pièce d'eau des Suisses dans le domaine de Versailles.....	Ibid.	176
27.	DÉCRET qui nomme un membre de la commission de revision des documents à fournir aux Chambres.....	Ibid.	176
Idem.	DÉCRET portant modification à l'article 47 du décret du 9 novembre 1853 sur les pensions civiles.....	Ibid.	176
Idem.	DÉCRET qui approuve la concession à M ^{me} de Marville, née de Preissac, d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit « Mauvers », commune de Verdun (Tarn-et-Garonne).....	1876	182
29.	DÉCRET qui autorise M. Royer (Charles) à ajouter à son nom patronymique celui de Cheureau.....	1852	307
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses d'entretien de la propriété de Léon Gambetta, dite « des Jardies », à Sévres.....	1874	176
Idem.	DÉCRET qui fixe les taxes à acquitter pour l'affranchissement des correspondances à destination du protectorat britannique à Sarawak.....	Ibid.	177
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 un crédit ouvert à titre de fonds de concours au département de la marine pour travaux de percement du boulevard Grignan, à Toulon.....	Ibid.	1771
Idem.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une somme restée sans emploi en 1896, affectée aux travaux à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine..	Ibid.	1774
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger..	1876	1814
3 Juin.	DÉCRET qui autorise le juge de paix du canton de Decize (Nièvre) à tenir des audiences foraines à la Machine.....	1874	1773
4.	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.....	1867	1549
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la marine un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.....	1871	1674
Idem.	DÉCRET portant homologation du bornage du polygone exceptionnel de Fives-Saint-Maurice, à Lille.....	1874	1774
Idem.	DÉCRET qui ouvre au budget annexe de la caisse des invalides de la marine, exercice 1897, un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation.....	1876	1815
5.	DÉCRET qui autorise M. Cartier (Charles-Bernard) et M. Cartier (Jean-Marie-Joseph) à ajouter à son nom patronymique celui de Bresson.....	1855	903
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Emmanuel (Bernard-Augustin) à ajouter à son nom patronymique celui de Pradier.....	Ibid.	Ibid.

Année du loi et décret.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des Bulletins.	PAGES.
Juin 1897.	Décret qui reporte à l'exercice 1897 divers crédits non employés en 1896, affectés aux réparations d'édifices diocésains.	1869	1607
1.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	<i>Ibid.</i>	1609
9.	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, un crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour dépenses militaires.	1871	1681
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'exécution de la carte régulière de la régence de Tunis.	<i>Ibid.</i>	1683
10.	Décret qui rapporte les dispositions de l'article 7 du décret du 3 mars 1897 concernant la fabrication des spiritueux en Algérie.	1869	1610
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon.	1874	1775
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'enseignement primaire.	<i>Ibid.</i>	1776
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses de l'enseignement primaire.	1875	1799
11.	Décret qui autorise M. Westphalen (Louis-Edouard) et M. Westphalen (Maurice-Edouard-Adrien) à ajouter à leur nom patronymique celui de Lemaitre.	1856	935
<i>Idem.</i>	Décret qui crée un polygone exceptionnel dans la deuxième zone des services de la place de Montlouis.	1869	1610
15.	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Landes à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	<i>Ibid.</i>	1611
<i>Idem.</i>	Décret qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Pas-de-Calais, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.	<i>Ibid.</i>	1612
<i>Idem.</i>	Décret qui modifie l'article 4 du décret du 16 mai 1884 relatif à la perception des droits universitaires en Algérie.	1875	1800
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour décoration d'édifices publics.	<i>Ibid.</i>	1801
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux de restauration de l'église Saint-Léger, à Soissons.	<i>Ibid.</i>	1802
16.	Décret portant homologation du plan de circonscriptions et du procès-verbal de bornage de la zone des fortifications de la place d'Ain-ben-Khéili (redoute et camp baraqué).	1874	1777
<i>Idem.</i>	Décret qui admet à échanger en franchise la correspondance de service échangée entre divers fonctionnaires.	1876	1817
17.	Décret qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Aveyron, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.	1875	1803

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NOMÉROS des Bulletin.	PA
17 Juin 1897.	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Lozère, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.....	1875	11
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.....	<i>Ibid.</i>	11
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Vendée, le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.....	<i>Ibid.</i>	11
18.	DÉCRET modifiant le régime du cabotage algérien.....	<i>Ibid.</i>	11
21.	Loi qui ouvre au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, un crédit supplémentaire au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine (fonds ordinaire de secours).....	1871	16
<i>Idem.</i>	Loi qui proroge jusqu'au 31 mai 1898 la loi du 13 janvier 1893 en ce qui concerne les primes à la filature de la soie.....	1876	18
22.	DÉCRET qui convoque les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine-Inférieure, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un sénateur.....	1869	16
23.	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone des fortifications de la place d'Ain-Sefra (redoute et camp baraqué).....	1874	17
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone extérieure du blockhaus des dunes dépendant de la place d'Ain-Sefra.....	<i>Ibid.</i>	17
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone extérieure des fortifications du fort Lapin, à Calais.....	<i>Ibid.</i>	17
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant le remboursement des cautionnements des comptables de l'Etat.....	1875	18
24.	Loi qui autorise l'acquisition par l'Etat des bâtiments du collège Sainte-Barbe.....	1876	181
26.	DÉCRET portant déclaration d'abus dans une lettre de l'évêque de Clermont adressée, le 16 avril 1897, à plusieurs établissements religieux de son diocèse.....	1875	180
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une somme non employée en 1896 affectée à divers travaux et dépenses militaires.....	1876	181
27.	DÉCRET qui autorise M. Jacob (Isidore-René) à ajouter à son nom patronymique celui de Paquin.....	1802	138
28.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer, constatés par le compte définitif de l'exercice 1895.....	1868	158
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une somme non employée en 1896 applicable aux dépenses de colonisation.....	1869	161
<i>Idem.</i>	DÉCRET modifiant celui du 12 janvier 1894, relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur.....	1876	182
29.	DÉCRET qui fixe le quantité de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou à des traitements de faveur du 1 ^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898.....	1875	1810

— 1 —

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1836.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32162. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire pour la régularisation des Dépenses de l'Expédition du Siam.*

Du 8 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 12 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, sur l'exercice 1896, pour le remboursement des avances faites, du 4 septembre 1893 au 30 septembre 1894, par les trésoriers-payeurs de la Cochinchine et du protectorat de l'Annam et du Tonkin, un crédit extraordinaire de quatre millions huit cent mille francs (4,800,000'), qui sera inscrit à un chapitre spécial, xxxii bis, sous le libellé : *Régularisation des dépenses de l'expédition du Siam.*

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1896. A cet effet, les évaluations de recettes du budget général de l'exercice 1896 sont augmentées d'une somme égale de quatre millions huit cent mille francs (4,800,000') qui sera inscrite au paragraphe 5 sous la rubrique : *Produits de l'émission d'obligations du Trésor pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam.*

3. Le ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence de quatre millions huit

cent mille francs (4,800,000'), des obligations amortissables par moyen d'annuités terminables en 1923. Ces obligations seront prises dans celles que le ministre a été autorisé à créer par l'article 13 de la loi du 27 décembre 1894 pour la liquidation des caisses vicinales et scolaires.

4. Toutes les dépenses relatives au Laos et à l'expédition du Siam engagées postérieurement au 30 septembre 1894, seront supportées par les budgets de la Cochinchine, du Cambodge et du protectorat de l'Annam et du Tonkin, dans une proportion qui sera déterminée par décret.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des colonies,

Signé : GEORGES COCHET.

Signé : ANDRÉ LEROUX.

N° 32163. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département des Pyrénées-Orientales, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 5 Janvier 1897.
(Promulgué au Journal officiel du 7 Janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 Janvier 1896 portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 même mois;

Attendu le décès de M. Emmanuel Arago, sénateur du département des Pyrénées-Orientales,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Pyrénées-Orientales sont convoqués pour le dimanche 17 janvier 1897, à l'effet de nommer leurs délégués suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Pyrénées-Orientales, se réunira au chef-lieu le dimanche 21 février 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32164. — DÉCRET portant nomination d'un Conseiller d'État.

Du 6 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 7 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mai 1872, portant réorganisation du Conseil d'État;

Vu l'article 4 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, relative à l'organisation des pouvoirs publics;

Vu la loi du 13 juillet 1879, relative au Conseil d'État;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Vel-Durand*, préfet du département du Nord, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, en remplacement de M. du Mesnil, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé conseiller d'État honoraire.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Président du Conseil d'État,

Signé : J. DARLAN.

N° 32165. — DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel du Journal officiel

Du 14 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 janvier 1884⁽¹⁾, fixant le cadre du personnel de l'administration du *Journal officiel*;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le cadre du personnel fixe de l'administration des journaux officiels comprend :

- 1 directeur,
- 1 secrétaire général,
- 1 chef du service administratif,
- 1 secrétaire de la rédaction,
- 1 secrétaire adjoint,
- 1 caissier agent comptable,
- 1 chef du matériel et du service intérieur,
- 1 commis principal,
- 8 employés,
- 1 garçon de recettes.

2. Les traitements des fonctionnaires, employés et agents énumérés à l'article précédent seront soumis à la retenue prévue par la loi sur les pensions civiles et imputés sur les crédits du chapitre des dépenses fixes du personnel d'administration.

3. Les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

Directeur, trois classes.....	10,000 ^f	11,000 ^f	12,000 ^f .
Secrétaire général :			
1 ^{re} classe.....			8,000 ^f
2 ^e classe.....			7,000
Secrétaire de la rédaction et caissier agent comptable :			
1 ^{re} classe.....			7,000 ^f
2 ^e classe.....			6,500
3 ^e classe.....			6,000
Chef du service administratif :			
1 ^{re} classe.....			8,000 ^f
2 ^e classe.....			7,500
3 ^e classe.....			7,000

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 826, n° 14075.

Secrétaire adjoint de la rédaction, chef du matériel et du service intérieur, commis principal :

1 ^{re} classe.....	5,000 ^f
2 ^e classe.....	4,500
3 ^e classe.....	4,000

Employés :

1 ^{re} classe.....	4,000 ^f
2 ^e classe.....	3,700
3 ^e classe.....	3,300
4 ^e classe.....	3,000
5 ^e classe.....	2,700
6 ^e classe.....	2,400
7 ^e classe.....	2,100

Carton de recettes :

1 ^{re} classe.....	2,100 ^f
2 ^e classe.....	1,900
3 ^e classe.....	1,700

4. Les frais de rédaction des journaux officiels seront imputés sur les crédits du chapitre des dépenses variables de personnel d'exploitation et d'administration.

5. Sont rapportés les décrets des 21 janvier 1884 et 31 janvier 1887 relatifs à l'organisation du personnel de l'administration du *Journal officiel*.

6. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir du 1^{er} février 1897.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32166. — **DÉCRET** qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises.

Du 15 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale, les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret »;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1872, qui a abaissé le droit établi par l'article précité;

Vu l'article 3, 2^e, de la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896, qui rétablit à cinquante centimes pour cent le droit sur les titres étrangers émis dans l'article 6 de la loi du 13 mai 1863,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1897, du droit de timbre établi par l'article 3, 2^e, de la loi du 28 décembre 1895, est la suivante :

Allemagne.....	Mark.....	1 ^{fr} 22 ^{cs}
Angleterre.....	Livre sterling.....	25 20
	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Autriche-Hongrie..	Florin.....	2 06
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	2 59
Bésil, Canada Cap.....	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Danemark.....	Emprunts. Couronné. Change fixe.....	1 40
	Obligations domaniales 1878. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Égypte.....	Emprunt 3 p. o/o 1885. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Pastre.....	25 20
Espagne.....	Emprunts. Pécunia. Change fixe.....	25 20
		
États-Unis.....	Dollar.....	5 16
	Consolidés 4 p. o/o. Dollar. Change fixe.....	5 00
Finlande.....	Emprunt. Mark. Change fixe.....	1 00
Hollande.....	Florin.....	1 05
	Emprunts. Florin. Change fixe.....	1 10
Norvège.....	Emprunts. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Portugal.....	Rente 3 p. o/o. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
Russie.....	Rouble.....	2 64
	Emprunts 4 p. o/o 1882. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Suède.....	Emprunts intérieurs. Rouble. Change fixe.....	4 00
	Emprunt 3 p. o/o 1895. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
Turquie.....	Emprunts 4 p. o/o 1896 et 1897. Livre sterling. Change fixe.....	25 20
	Emprunt 4 p. o/o 1896. Livre sterling. Change fixe.....	25 25
Uruguay.....	Emprunt 4 p. o/o 1896. Livre sterling. Change fixe.....	25 25

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1897.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Imprimé par la Direction des Finances, le 15 Janvier 1897.

N° 32167. — DÉCRET qui interdit l'importation en France des Drilles, Chiffons, etc., ainsi que les Cuirs verts, Peaux, Débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la Peste aurait été constatée.

Du 15 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire;

Vu l'avis du comité de direction des services de l'hygiène,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est interdite jusqu'à nouvel ordre l'importation en France des drilles, chiffons, linges de corps, hardes, vêtements portés et objets de literie, etc., (non transportés comme bagages), ainsi que les cuirs verts, peaux, débris frais d'animaux, onglons, sabots, etc., venant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : GEORGES COCHET.

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32168. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Laon (Aisne) à l'effet d'élire un Député.

Du 15 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1);

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;
Vu le décret du 23 juillet 1893⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;
Attendu le décès de M. Cuissart, député de la première circonscription de Laon (Aisne),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Laon (Aisne) est convoqué pour le dimanche 7 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **LOUIS BARTHOU**.

N° 32169. — **DÉCRET qui interdit l'importation en France et en Algérie, ainsi que le transit à travers ces pays, des Drilles, Chiffons, etc., des Cuirs usés, Peaux fraîches, Débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes, où la peste aurait été constatée.**

Du 19 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 20 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire;

Vu le décret du 15 janvier 1897⁽²⁾;

Vu l'avis du comité de direction des services de l'hygiène;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est interdite jusqu'à nouvel ordre l'importation en France et en Algérie des drilles, chiffons, linges de corps, bardes, vêtements

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1566, n° 26771.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 32167.

portés et objets de literie ayant servi (non transportés comme bagages), ainsi que les cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, ongles, sabots, venant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée.

2. Est également interdit le transit à travers la France ou l'Algérie des objets désignés à l'article 1^{er}, toutes les fois que ce transit donne lieu à un débarquement ou à une manipulation quelconque.

3. Est rapporté le décret du 15 janvier 1897.

4. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32170. — DÉCRET portant nomination d'un Conseiller d'État en service extraordinaire.

Du 21 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 23 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mai 1872, portant réorganisation du Conseil d'État;
Vu l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1879, relative au Conseil d'État;
Vu la loi du 30 novembre 1895, élevant de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. *Quinette de Rochsmont*, directeur des routes, des mines et de la navigation au ministère des travaux publics, inspecteur général des ponts et chaussées, est nommé conseiller d'État en service extraordinaire, en remplacement de M. *Guillain*, qui a été nommé député.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice et des Cultes,
Président du Conseil d'État,

Signé : J. DARLAN.

N° 32171. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un Député.

Du 26 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;
Vu les décrets organique et réglementaire du 5 février 1882;
Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;
Vu le décret du 13 juillet 1895, portant convocation de tous les collèges électoraux;
Vu l'extraît des procès-verbaux des délibérations de la Chambre des députés, duquel il résulte que, dans la séance du 7 décembre 1896, la Chambre a déclaré que les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 22 novembre 1896, dans la première circonscription de Bordeaux, ont été régulières, et qu'après avoir constaté que le candidat qui avait obtenu la majorité relative des suffrages était décédé avant la proclamation du scrutin, il y avait lieu de proclamer la vacance du siège législatif,

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Bordeaux (Gironde) est convoqué pour le dimanche 21 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus.

3. Les maires des communes ou, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 5 février 1882, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **LOUIS BARTHOU.**

2172. — **DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la quatrième circonscription de Bordeaux (Gironde) à l'effet d'élire un Député.**

Du 26 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organiques et réglementaires du 2 février 1852 (1);

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 (2) portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la proposition de loi du 17 mars 1896 de la quatrième circonscription de Bordeaux (Gironde);

Décrète :

Article 1^{er}. Le collège électoral de la quatrième circonscription de Bordeaux (Gironde) est convoqué pour le dimanche 21 février 1897, à l'effet d'élire un député.

Article 2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

Article 3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale, arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

Article 4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

nom patronymique celui de *Collignon*, et à s'appeler légalement, à l'aveu, *Thomas-Collignon* au lieu de *Thomas dit Collignon*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an x en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 20 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 20 Mars 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

3171. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Libourne (Gironde) à l'effet d'élire un Député.

Du 26 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 Janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889 qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1889;

Vu la loi du 17 juillet 1889 qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 portant confirmation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Chénier-Saint-Martin, député de la deuxième circonscription de Libourne (Gironde),

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Libourne (Gironde) est convoqué pour le dimanche 21 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1889, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, quinze jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1897.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR :

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32175. — **DÉCRET** qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère) à l'effet d'élire un Député.

Du 26 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 (1);

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 (2) portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Antonin Dubout, député de la première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère).

DÉCRÈTE:

Le collège électoral de la première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère) est convoqué pour le dimanche 21 février 1897 à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1897.

Signé: FELIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé: LOUIS BARTHOU.

(1) 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

(2) 1^{re} série, Bull. 486, n° 3636.

3176. — DÉCRET relatif à l'Introduction, en France et en Algérie, des marchandises provenant de Bombay, de Kuratchi ou de toute autre localité où l'existence de la Peste aura été constatée.

Du 27 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu la loi du 3 mars 1822;

Vu le décret du 4 janvier 1896 ⁽¹⁾, portant règlement de police maritime sanitaire,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. À partir de la promulgation du présent décret, aucune marchandise provenant directement ou indirectement de Bombay, de Kuratchi ou de toute autre localité où l'existence de la peste aura été constatée, ne pourra pénétrer en France ou en Algérie que par un des ports suivants :

Marseille, Pauillac, Saint-Nazaire, le Havre, Dunkerque et Alger.

2. Tout colis contenant des linges de corps ayant servi ou n'ayant pas servi, des hardes ou vêtements ayant servi ou n'ayant pas servi, des objets de literie ayant servi ou n'ayant pas servi, des tapisseries, des meubles, des marchandises consistant en dentelles, chiffons, chairs, verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, os, fémurs, sabots, et ayant quitté après le 5 février, un des ports de l'océan Indien autres que ceux reconnus contaminés de peste, depuis Mascate, y compris les ports du golfe Persique jusqu'au cap Comorin, sera accompagné d'un certificat d'origine visé par un agent consulaire français.

3. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies des peines prévues par la loi du 3 mars 1822.

4. Le présent décret sera publié et affiché ainsi que la loi du 3 mars 1822, dans tous les ports de France.

5. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 27 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

formément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, trente centimes de centime (0^e 30) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32194. — *Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement.*

Du 7 Novembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 novembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans à partir de 1897, cinq centimes (0^e 05) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 3178. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics), portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement entre Bellevue, la Béraudière et Montmartre, des voies de surface destinées à remplacer la ligne secondaire du Clavier à la Béraudière, conformément aux dispositions du plan présenté par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, le 17 décembre 1895;

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ladite compagnie est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 mai 1841;

3° La déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation du présent décret;

4° Les terrains acquis seront incorporés à la concession des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (*Lorient, 10 Août 1896.*)

N° 3179. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

I. Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions générales des avant-projets dressés par les ingénieurs du service spécial du Rhône, les 26 février 1894, 27 mars 1894, 26 novembre 1894 et 27 janvier 1896, les travaux à exécuter :

1° Pour le dégagement du lit du Rhône, en amont et en aval des arches de rive gauche du pont Saint-Esprit (Vaucluse);

2° Pour la construction d'une nouvelle arche marinière au même pont à l'aval de celle existant contre le rive droite (Gard).

II. La dépense, évaluée à cinq cent trente-cinq mille francs, sera imputée sur les crédits inscrits annuellement à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration des rivières.

III. La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux projetés n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à dater du présent décret. (*Paris, 14 Août 1896.*)

N° 3180. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 30 mai 1896, devant le maire de la commune d'Hyères, spécialement délégué à cet effet par arrêté préfectoral du 28 avril précédent, portant concession à la corporation des patrons pêcheurs du Lavandou, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix principal de trois cent quarante-six francs quatre-vingt-huit centimes, productif d'intérêts à cinq pour cent à compter du 1^{er} janvier 1896, date de l'entrée en jouissance effective, d'une parcelle de lais de mer d'une contenance de deux cent trente et un mètres carrés vingt-cinq décimètres carrés, faisant partie du

lais de mer sis au quartier du Lavandou, commune de Bormes (Var), inscrite au cadastre sous le n° 973, section F, et figurée par une teinte rose et les lettres B, A, Y, Z, sur le plan annexé au contrat. (*Le Havre, 27 Août 1896.*)

N° 32181. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Le commissariat de police existant à Gimont (Gers) est et demeure supprimé.

Il est créé, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 11 juin 1896 relative à la réglementation du régime des halles, un commissariat de police aux halles centrales de la ville de Paris. (*Le Havre, 6 Septembre 1896.*)

N° 32182. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) portant affectation au département des finances (administration des douanes), d'une parcelle de terrain de onze mètres carrés neuf décimètres carrés, sur laquelle est construit le corps de garde du quai de Loctudy (arrondissement de Quimper, département du Finistère) et désignée au plan ci-joint par une teinte rouge. (*Paris, 7 Novembre 1896.*)

N° 32183. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter des ouvrages, moulages et pièces d'anatomie pathologique, offerts à l'école d'application du service de santé du Val-de-Grâce par divers donateurs. (*Paris, 30 Décembre 1896.*)

N° 32184. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Borelli (*Paul-Alfred-Casimir-Jérôme*), né le 3 janvier 1873, à Marseille (Bouches-du-Rhône), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Plagniol*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Borelli-Plagniol*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 11 Janvier 1897.*)

N° 32185. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Robin (*Marie-Émile-Georges*), né le 24 octobre 1868, à Logelbach

(Haut-Rhin), demeurant à Lyon (Rhône), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Herzog*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Robin-Herzog*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 11 Janvier 1897.)

N° 32186. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération du 26 août 1896, par laquelle le conseil général de l'Aude a réparti entre les divers arrondissements le montant du principal de 1890, destiné à servir de base au calcul des centimes départementaux sur la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties. (Paris, 12 Janvier 1897.)

N° 32187. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Chair (Edouard-Michel), né le 16 mai 1844, à Marseille (Bouches-du-Rhône), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Ryan*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Chair-Ryan*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 16 Janvier 1897.)

N° 32188. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Weil (Gabriel-Henri), né le 16 octobre 1861, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Martignan*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Weil-Martignan*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 6 Février 1897.)

N° 32189. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Thomas dit Collignon (Benoit), professeur, né le 11 juillet 1850, à Metz (Moselle), demeurant à Dijon (Côte-d'Or), est autorisé à ajouter à son

nom patronymique celui de *Collignon*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Thomas-Collignon* au lieu de *Thomas dit Collignon*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 20 Février 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20 Mars 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

N° 3201. — Loi portant concession de Pensions proportionnelles aux Quartiers-Maitres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus incapables à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation.

Du 26 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 28 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les dispositions de l'article 3 de la loi du 5 août 1879 sur les pensions du département de la marine et des colonies sont applicables aux quartiers-maitres et aux matelots de toutes spécialités du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux chefs armuriers, maitres, seconds maitres et quartiers-maitres armuriers et aux armuriers de la marine.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BERNARD.

N° 3202. — Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, des Crédits provisoires applicables au mois de février 1897 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.

Du 29 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

§ 1^{er}. — CRÉDITS ACCORDÉS.

ART. 1^{er} Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général

N° 32191. — *Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 7 Novembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 novembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de soixante-dix mille francs (70,000^{fr}), remboursable en treize ans à partir de 1897 et applicable au paiement des sommes dues au sieur *Monlaü*, entrepreneur de la prison cellulaire de Corte, suivant décision du conseil d'État en date du 3 mai 1895.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Corse est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant treize ans à partir de 1897, un centime treize centièmes (1^{fr} 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-dix mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

4 Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de vingt et un mille francs (21,000^f) pour l'inscription au Trésor public des dépenses militaires de son département à liquider dans le courant du mois de février 1897.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

9. Le ministre des finances est autorisé à proroger jusqu'au 28 février 1897 les effets de la convention intervenue, le 29 mars 1878, avec la Banque de France, ratifiée par la loi du 13 juin suivant et prorogée en vertu de la loi du 24 décembre 1896, relative à l'avance de 80 millions de francs faite par la Banque de France au Trésor.

10. Le ministre des finances pourra continuer, pendant le mois de février 1897, l'émission des bons du Trésor autorisée par l'article 45 de la loi du 28 décembre 1895, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

11. La ville de Paris pourra continuer, pendant le mois de février 1897, l'émission des bons de la caisse municipale autorisée par l'article 55 de la loi du 28 décembre 1895, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

12. Le montant des subventions que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant le mois de février 1897, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de deux cent mille francs (200,000^f).

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

13. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant le mois de février 1897, sur les fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de quatre cent dix-sept mille francs (417,000^f). Les crédits provisoires nécessaires au paiement des dépenses seront ouverts par décrets de fonds de concours dans la limite et à mesure de la réalisation des versements.

Les crédits non employés en fin d'exercice et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

Ces autorisations de travaux se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

formément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, trente centièmes de centime (0^e 30) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32194. — Loi qui autorise le département des Landes à s'imposer extraordinairement.

Du 7 Novembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 novembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Landes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trois ans à partir de 1897, cinq centimes (0^e 05) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 3203. — **DÉCRET portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux Ministres, sur l'exercice 1897, par la loi du 29 janvier 1897.**

Du 29. Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 janvier 1897, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1897, pour les dépenses de leurs départements pendant le mois de février 1897;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit provisoire montant à deux cent quarante-deux millions trois cent vingt et un mille seize francs (242,321,016^{fr}), ouvert aux ministres, sur l'exercice 1897, par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 29 janvier 1897, pour les dépenses du budget général de leurs départements, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément aux états A et B ci-annexés, savoir : deux cent trente-huit millions soixante-douze mille deux cent cinquante-six francs (238,072,256^{fr}) pour la France et quatre millions deux cent quarante-huit mille sept cent soixante francs (4,248,760^{fr}) pour l'Algérie.

2. Le crédit provisoire montant à sept millions quatre cent vingt-huit mille quatre cent soixante-six francs (7,428,466^{fr}) ouvert aux ministres par l'article 2 de la loi précitée, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1897, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

3. Le ministre des finances et les ministres des autres départe-

ments sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin*
lois.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL.

117 A.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1897. (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
DETTE CONSOLIDÉE.		
Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi et décret du 17 janvier 1894.)	59,409,602 ⁶	
Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1 ^{er} mai 1825.)	"	
TOTAL	59,409,602	
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.		
Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878; décret du 16 juillet 1878.)	"	
Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1876; décret du 5 juin 1875; loi du 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	
Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1897. Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.	"	
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872.	"	
Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	"	
Remboursement, par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.	"	
Remboursements, par annuités, des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.	"	
Intérêt et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne. (Loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	2,036,000 ⁶	
Remboursement, par annuités, aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	"	
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance.	"	
Annuités pour chemins stratégiques.	"	
Remboursement, par annuités, aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes.	4,799	
Relevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées.	"	
Remboursement, par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1888. (Reboisement des montagnes.)	"	
Annuités aux compagnies de chemins de fer.	198,500	
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1 ^{er} août 1860 et 20 mai 1863.)	"	
Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels.	"	
Annuités aux villes d'Aix et de Marseilles pour construction d'une manufacture d'Allumettes et de magasins.	15,202	
Intérêts de la dette flottante du Trésor.	1,600,000	
Intérêts de capitaux de cautionsnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	763,500	
TOTAL de la dette remboursable à terme ou par annuités.	4,517,001	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des cré- dits
	DETTE VIAGÈRE.	
XXIV.	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mars 1817, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, article 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890, 10 mars 1891, 13 avril 1893 et 29 décembre 1894.).....	
XXV.	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.).....	
XXVI.	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 4 juin 1814.).....	
XXVII.	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....	
XXVIII.	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 6-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.).....	
XXIX.	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, article 9.)....	
XXX.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	
XXXI.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 26 juin 1853.).....	
XXXII.	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....	
XXXIII.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires.....	
XXXIV.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	
XXXV.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	
XXXVI.	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860, et décret du 21 novembre 1860.).....	
XXXVII.	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....	
XXXVIII.	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	
XXXIX.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	
XL.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (L. du 30 août 1883.).....	
XLI.	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....	
XLII.	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	
XLIII.	Part contributive de l'Etat dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	
XLIV.	Allocations supplémentaires : 1 ^{er} aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2 ^o aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3 ^o aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi.....	
	TOTAL de la dette viagère.....	
	TOTAL de la 1 ^{re} partie.....	63,92

NOM des chapitres.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
II^e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.		
XIV.	Dotation du Président de la République.....	50,00
XV.	Frais de maison du Président de la République.....	"
XVI.	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République.....	"
XVII.	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	383,33
XVIII.	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés.....	617,64
TOTAL de la 2^e partie.....		1,050,97
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
L.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale du ministère.....	291,24
LI.	Inspection générale des finances.....	65,00
LII.	Personnel central des administrations financières.....	131,37
LIII.	Indemnités diverses.....	3,82
LIV.	Matériel de l'administration centrale.....	58,00
LV.	Impressions.....	16,91
LVI.	Dépenses diverses de l'administration centrale.....	17,29
LVII.	Frais de trésorerie.....	12,50
LVIII.	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine.....	117,08
IX.	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	336,66
LX.	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances.....	51,00
XI.	Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances, comprenant les frais de personnel et de matériel à leur charge.....	172,78
XII.	Personnel de la Cour des comptes.....	125,00
XIII.	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes.....	5,00
XIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	17,08
XV.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la 3^e partie.....		1,420,78
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XVI.	Personnel de l'administration des contributions directes.....	334,37
XVII.	Dépenses diverses de l'administration des contributions directes.....	15,82
XVIII.	Frais relatifs aux rôles des contributions directes.....	"
XIX.	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées.....	"
XX.	Frais de distribution des avertissements.....	"
XXI.	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif).....	1,23
XXII.	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre).....	1,66
XXIII.	Mutations cadastrales.....	"
XXIV.	Dépenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties.....	"
XXV.	Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre.....	1,66
XXVI.	Rémises proportionnelles des percepteurs. Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers.....	940,25
XXVII.	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes.....	37,50
XXVIII.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France.....	22,90
XXIX.	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs.....	16,66
XXX.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1,308,60
XXXI.	Personnel de l'atelier général du timbre.....	22,72
XXXII.	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	11,50
XXXIII.	Matériel de l'atelier général du timbre.....	520,20
XXXIV.	Dépenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	149,09

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des ouvr.
LXXXIII.	Personnel de l'administration des douanes.....	2,528,
LXXXIV.	Laboratoire de l'administration des douanes.....	24,
LXXXV.	Matériel de l'administration des douanes.....	36,
LXXXVI.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	112,
LXXXVII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	2,643,
LXXXVIII.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	35,
LXXXIX.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	485,
XC.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....	45,
XCI.	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'administration des contributions indirectes.....	93,
XCII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....	26,
XCIII.	Personnel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	186,
XCIV.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'Etat.....	1,600,
XCV.	Pensions de retraites des préposés et des ouvriers des manufactures de l'Etat.....	4,
XCVI.	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'Etat.....	57,
XCVII.	Matériel de l'administration des manufactures de l'Etat.....	433,
XCVIII.	Bâtiments des manufactures de l'Etat.....	44,
XCIX.	Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat.....	3,
C.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat.....	31,
CI.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'Etat.....	80,
CII.	Achats et transports.....	14,180
	TOTAL de la 4^e partie.....	26,053,
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
CIII.	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées.....	50,
CIV.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....	595,
CV.	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débits admis en surseance indéfinie.....	4,
CVI.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France.....	1,760,
CVII.	Primes à l'exportation de marchandises.....	10,
CVIII.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	37,
	TOTAL de la 5^e partie.....	2,347,
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} partie. — Dette publique.....	63,926,
	2 ^e partie. — Pouvoirs publics.....	1,050,
	3 ^e partie. — Service général.....	1,420,
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	26,053,
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	2,347,
	TOTAL pour le ministère des finances.....	94,799,
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.	
	1^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{re} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	43
II.	Matériel de l'administration centrale.....	3
III.	Personnel du Conseil d'Etat.....	87
IV.	Matériel du Conseil d'Etat.....	5

NATURE des dépenses.	MINISTÈRE ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
I.	Personnel de la Cour de cassation.....	95,583 ¹
VI.	Menues dépenses de la Cour de cassation.....	2,692
VII.	Cours d'appel.....	512,736
VIII.	Cours d'assises.....	3,800
IX.	Tribunaux de première instance.....	955,041
X.	Tribunaux de commerce.....	15,384
XI.	Tribunaux de police.....	7,892
XII.	Justices de paix.....	701,083
XIII.	Juge des appellations d'Andorre.....	250
XIV.	Frais de justice criminelle en France.....	434,903
XV.	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.....	10,708
XVI.	Secours et dépenses imprévues.....	6,250
XVII.	Collection des lois étrangères. (Personnel.).....	417
XVIII.	Collection des lois étrangères. (Matériel.).....	1,250
XIX.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	166
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL.....		2,886,605
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BELGICAL.		
XXII.	Personnel de la justice française en Tunisie.....	24,166 ¹
XXIII.	Frais de justice criminelle en Tunisie.....	4,000
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		2,915,071
2 ^e SECTION. — SERVICE DES CULTES.		
I ^{re} .	Personnel des bureaux des cultes.....	18,334 ¹
II.	Matériel des bureaux des cultes.....	3,000
III.	Impressions.....	667
IV.	Secours et dépenses diverses.....	1,000
V.	Traitements des archevêques et évêques.....	"
VI.	Traitements des curés.....	"
VII.	Allocations aux vicaires généraux.....	"
VIII.	Allocations aux chanoines.....	"
IX.	Allocations aux desservants et vicaires; binage.....	"
X.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	56,250
XI.	Moblier des archevêchés et évêchés.....	1,583
XII.	Loyers et rentes pour évêchés.....	"
XIII.	Entretien des édifices diocésains.....	44,417
XIV.	Graves réparations des édifices diocésains.....	72,917
XV.	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	28,750
XVI.	Inspection et direction des travaux diocésains.....	7,167
XVII.	Secours pour églises et presbytères.....	145,167
XVIII.	Personnel des cultes protestants.....	"
XIX.	Indemnités et secours aux deux Eglises protestantes.....	15,667
XX.	Dépenses des séminaires protestants.....	"
XXI.	Personnel du culte israélite.....	11,128
XXII.	Dépenses du séminaire israélite.....	"
XXIII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	4,250
XXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
XXV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 2 ^e section. — Cultes.....		410,297
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Justice.....		2,915,071 ¹
2 ^e section. — Cultes.....		410,297
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes.		3,325,368

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRE ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouv. etc.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	67,2
II.	Matériel de l'administration centrale.....	16,3
III.	Archives, bibliothèques, publications de documents diplomatiques.....	3,0
IV.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.....	560,3
V.	Traitements des élèves chanciers et commis; indemnités du personnel auxiliaire.....	54,4
VI.	Traitements des agents à la disposition du ministre et des agents en disponibilité.....	12,3
VII.	Frais de représentation des agents diplomatiques.....	136,3
VIII.	Entretien des hôtels appartenant à la France. (Achat de mobilier.).....	20,4
IX.	Allocations aux établissements français en Orient et en Extrême-Orient (Japon, Chine, etc.) et secours aux écoles et frais divers de caisse.....	58,3
X.	Frais de correspondance télégraphique.....	32,3
XI.	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement.....	287,3
XII.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.....	10,4
XIII.	Frais de voyages et de courriers.....	48,3
XIV.	Primes d'ancienneté de séjour.....	6,4
XV.	Présents diplomatiques.....	2,4
XVI.	Missions.....	8,3
XVII.	Secours.....	15,0
XVIII.	Dépenses secrètes.....	66,4
XIX.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	5,3
XX.	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader.....	5,4
XXI.	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger.....	8,3
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire
XXIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 3^e partie.....		1,437,4
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XXIV.	Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	5,4
TOTAL de la 4^e partie.....		5,4
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des affaires étrangères.....		1,442,8
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale.....	136,0
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	33,3
III.	Inspections générales administratives.....	18,3
IV.	Secours personnels à divers titres.....	25,0
V.	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départe- tements.....	422,5
VI.	Frais des élections sénatoriales.....	487,0
VII.	Dépenses fixes du personnel d'administration des <i>Journaux officiels</i>	6,6
VIII.	Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des <i>Journaux officiels</i>	68,8
IX.	Dépenses du matériel des <i>Journaux officiels</i>	28,5
X.	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	1,6
XI.	Subventions aux sociétés de secours mutuels.....	67,5
XII.	Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.....	75,0

	MINISTÈRE ET SECTEUR.	MONTANT des crédits ouverts.
III.	Personnel des bureaux des préfetures.....	317,800
IV.	Personnel des bureaux des sous-préfetures.....	89,000
V.	Frais matériels d'administration des préfetures.....	68,242
VI.	Frais matériels d'administration des sous-préfetures.....	48,576
VII.	Indemnités à d'anciens fonctionnaires seras devenus Français.....	417
VIII.	Matériel des cours d'appel.....	35,834
IX.	Reconstruction de la cour d'appel de Paris.....	18,750
X.	Reconstruction du palais de justice de Besançon.....	4,167
XI.	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers.....	667
XII.	Subvention aux sociétés de tir et de gymnastique.....	2,500
XIII.	Démolition des frontières.....	417
XIV.	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet.....	
XV.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	5,834
XVI.	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1872.).....	
XVII.	Annuités à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 21 juillet 1887.....	66,668
XVIII.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.).....	12,500
XIX.	Subvention aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux.....	583,334
XX.	Carte de la France au 1/100,000.....	8,334
XXI.	Dépenses du conseil supérieur de l'assistance publique.....	833
XXII.	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts.....	16,667
XXIII.	Subvention à la maison nationale de Charenton.....	4,167
XXIV.	Subventions aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	6,667
XXV.	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.....	16,334
XXVI.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.....	19,584
XXVII.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.....	5,917
XXVIII.	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.....	7,917
XXIX.	Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893.....	12,500
XXX.	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés.....	408,334
XXXI.	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés.....	82,084
XXXII.	Frais de protection des enfants du premier âge.....	70,000
XXXIII.	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.....	11,667
XXXIV.	Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables.....	49,247
XXXV.	Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.....	16,667
XXXVI.	Assistance médicale gratuite.....	120,833
XXXVII.	Frais d'administration du service de l'assistance médicale gratuite.....	2,083
XXXVIII.	Académie de médecine et institut Pasteur.....	8,900
XXXIX.	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.....	5,834
XL.	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.....	3,667
XLI.	Personnel des établissements thermaux affermés.....	1,225
XLII.	Matériel des établissements thermaux affermés.....	350
XLIII.	Personnel du service sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène publique de France.....	25,584
XLIV.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	9,584
XLV.	Vente annuelle des pharmacies et magasins de drogues, fabriques et dépôts d'eaux minérales.....	20,834
XLVI.	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres.....	271,325
XLVII.	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	874,162
XLVIII.	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	122,439
XLIX.	Agents secrets de sûreté générale.....	100,000
L.	Secours aux étrangers réfugiés.....	9,800
LI.	Secours aux anciens commissaires de police.....	18,834
LII.	Dépenses du service de l'émigration.....	667
LIII.	Frais de rapatriement.....	7,500

ments sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N°	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
XL	Solde de l'artillerie	2,388,200 ^f
LI	Solde du génie	347,280
LII	Solde du train des équipages militaires	306,630
LIII	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	2,937,300
LIV	Garde républicaine	391,810
LV	Vivres. (Personnel.)	18,710
LVI	Vivres. (Matériel.)	3,215,830
LVII	Vande fraîche et conserves	5,472,720
LVIII	Pourrages	5,332,790
LIX	Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	30,240
LX	Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	716,780
LXI	Service des convois militaires	271,350
LXII	Service de l'indemnité de route	672,940
LXIII	Service des indemnités extraordinaires de voyage et de missions extraordinaires	122,000
LXIV	Habilleinent et campement. (Personnel d'exploitation.)	122,640
LXV	Habilleinent et campement. (Matériel d'exploitation.)	4,344,480
LXVI	Lits militaires	911,940
LXVII	Transports spéciaux	64,280
LXVIII	Recrutement	
LXIX	Réserve et armée territoriale	25,280
LXX	Justice militaire (frais généraux et prisons)	89,100
LXXI	Ateliers et pénitenciers militaires	12,230
LXXII	Remonte générale	1,500,000
LXXIII	Procurement des chevaux et mulets	5,000
LXXIV	Masses du harnachement	532,120
LXXV	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	107,230
LXXVI	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	1,975,000
LXXVII	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	123,500
LXXVIII	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	577,000
LXXIX	Établissements du génie. (Personnel.)	88,000
LXXX	Établissements du génie. (Matériel.)	1,204,170
LXXXI	Chauffage et éclairage	29,200
LXXXII	Invalides de la guerre. (Personnel.)	9,050
LXXXIII	Invalides de la guerre. (Matériel.)	18,530
LXXXIV	Solde de non-activité, soldes et gratifications de réforme	75,700
LXXXV	Secours	212,670
LXXXVI	Secours aux anciens militaires ayant accompli 14 années de services antérieurement à la loi du 23 juillet 1884	20,830
LXXXVII	Dépenses secrètes	44,170
LXXXVIII	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	187,410
LXXXIX	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance	"
LXXXX	Dépenses des exercices clos	"
LXXXXI	Appels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1897 et non frappées de déchéance	"
LXXXXII	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutilisés	"
Dépenses remboursables.		
LXXXXIII	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	24,320
LXXXXIV	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	2,890
TOTAL		50,743,250
DEPENSES EXTRAORDINAIRES.		
PREMIÈRE PARTIE.		
LXXXXV	Équipages de campagne	"
LXXXXVI	Armement des places	"
LXXXXVII	Armement des côtes	"
LXXXXVIII	Équipages de siège	47,500 ^f
LXXXXIX	Armes portatives	490,000
LXXXXX	Munitions	1,197,000
LXXXXXI	Dépenses diverses	"
LXXXXXII	Frontière de l'Est	"
LXXXXXIII	Plats de la frontière du Sud-Est	4,160
LXXXXXIV	Magasins à poudres	"
LXXXXXV	Genies de fer	"

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des an- nées
2 ^e PARTIE.		
XXXIV.	Équipages de campagne.....	824
XXXV.	Armement des places.....	34
XXXVI.	Armement des côtes.....	14
XXXVII.	Expériences. (Artillerie.).....	2
XXXVIII.	Bâtimens et machines. (Artillerie.).....	2
XXXIX.	Places du Nord.....	6
XL.	Défense de Cherbourg.....	6
XLI.	Casernemens.....	14
XLII.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	104
XLIII.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....	
XLIV.	Construction de chemins stratégiques.....	14
XLV.	Amélioration aux forts isolés.....	84
XLVI.	Télégraphie et aérostation militaires.....	14
XLVII.	Fortifications (frontières et côtes).....	24
XLVIII.	Organisation défensive du Cotentin.....	
XLIX.	Réserve (procès, transports, etc.). — Génie.....	14
L.	Subsistances.....	14
LI.	Habillement.....	4
LII.	Service de santé.....	14
LIII.	Améliorations aux hospices civils des départemens.....	34
LIV.	Harnachement.....	14
LV.	Chemins de fer.....	84
LVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
LVII.	Dépense des exercices clos.....	
LIX.	TOTAL.....	3,54
RÉCAPITULATION.		
	Dépenses ordinaires.....	50,74
	Dépenses extraordinaires.....	3,64
	TOTAL du ministère de la guerre.....	54,38
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
3 ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
TITRE I ^{er} .		
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENS ET SOLDES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	94
II.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à l'admini- stration centrale.....	34
III.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à Paris.....	124
IV.	Personnel du service hydrographique.....	4
V.	Officiers de marine et officiers mécaniciens.....	224
VI.	Équipages de la flotte.....	2,64
VII.	Troupes de la marine.....	1,04
VIII.	Gendarmerie maritime.....	64
IX.	Inspection des services administratifs.....	24
X.	Personnel technique.....	144
XI.	Commissariat de la marine.....	124
XII.	Personnel administratif (corps secondaires).....	274
XIII.	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.).....	144
XIV.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différens cultes.....	174
XV.	Surveillance des pêches et police de la navigation. (Personnel.).....	54

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.

TITRE II.

DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.

170.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	990,978
171.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.....	564,778
172.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.....	95,482
173.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.....	120,578
174.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.....	76,338
175.	Vivres. — Salaires.....	42,279
176.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions navales.....	383,489
177.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie.....	69,856
178.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres.....	32,622
179.	Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.).....	29,423

TITRE III.

DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.

180.	Matériel de l'administration centrale.....	20,483
181.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	3,056,436
182.	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie.....	2,000,000
183.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.....	735,826
184.	Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte.....	416,667
185.	Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie.....	68,083
186.	Constructions navales et service général des ports. — Achats et construction des bâtiments de servitude.....	63,750
187.	Constructions navales et service général des ports. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude.....	121,006
188.	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution.....	558,136
189.	Artillerie. — Poudres et munitions.....	804,410
190.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.....	41,285
191.	Matériel de torpillerie.....	198,183
192.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux menus et grandes améliorations.....	339,509
193.	Travaux d'approfondissement de la Charente.....	26,667
194.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.....	204,167
195.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant.....	114,750
196.	Habilleinent. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	380,588
197.	Métaille coloniale.....	1,667
198.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	1,826,763
199.	Encasement.....	53,921
200.	Matériel de médecine, de sciences, d'art et de religion.....	135,202
201.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales.....	296,229
202.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie.....	84,879
203.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles.....	20,883
204.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques.....	11,461
205.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres.....	5,425
206.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	65,206
207.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives. — Impressions. — Livres et reliures.).....	82,988

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MOYEN des DEPES
TITRE IV.		
DÉPENSES COMMUNES.		
LIV.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	191
LV.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	311
LVI.	Gratifications, secours et subventions.....	91
LVII.	Pêches et navigation commerciale. (Matériel de surveillance. — Subventions. — Encouragements. — Récompenses.).....	11
LVIII.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	881
LIX.	Dépenses secrètes.....	1
LX.	Dépenses diverses.....	21
LXI.	Reconstruction du magasin de montage et du magasin de machines à Toulon.....	24
LXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Même
LXIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem
LXIV.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....	Idem
	TOTAL du ministère de la marine.....	21,506
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE		
ET DES BEAUX-ARTS.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	81
II.	Matériel de l'administration centrale.....	22
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique.....	23
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....	30
V.	Administration académique. (Personnel.).....	144
VI.	Administration académique. (Matériel.).....	13
VII.	Facultés. (Personnel.).....	779
VIII.	Facultés. (Matériel.).....	228
IX.	Bourses de l'enseignement supérieur.....	44
X.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes.....	24
XI.	École des hautes études.....	26
XII.	École normale supérieure.....	42
XIII.	Collège de France.....	42
XIV.	École des langues orientales vivantes.....	13
XV.	École des chartes.....	5
XVI.	École française d'Athènes.....	9
XVII.	École française de Rome.....	6
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....	33
XIX.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....	50
XX.	Observatoire de Paris.....	21
XXI.	Bureau central météorologique.....	18
XXII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	5
XXIII.	Observatoires des départements.....	35
XXIV.	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc.....	1
XXV.	Bureau des longitudes.....	15
XXVI.	Institut national de France.....	54
XXVII.	Académie de médecine.....	6
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Personnel.).....	35
XXIX.	Bibliothèque nationale. (Matériel.).....	22
XXX.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.).....	6
XXXI.	Bibliothèques publiques.....	17
XXXII.	Catalogue des manuscrits et incunables.....	1
XXXIII.	Archives nationales.....	16
XXXIV.	Services généraux des bibliothèques.....	3
XXXV.	Sociétés savantes.....	7

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

MONTANT
des crédits
ouverts.

XXIV.	Subscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux.....	16,416 ⁴
XXV.	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	14,583
XXVI.	Voyages et missions scientifiques et littéraires.....	11,687
XXVII.	Musée ethnographique. — Musée Guimet.....	5,543
XX.	Institut français d'archéologie orientale au Caire.....	16,105
XXI.	Publications diverses. — <i>Journal des savants</i>	13,583
XXII.	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	11,733
XXIII.	Lycées nationaux.....	800,000
XXIV.	Collèges communaux de garçons.....	309,065
XXV.	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	169,137
XXVI.	Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges.....	"
XXVII.	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.....	248,000
XXVIII.	Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires.....	768,783
XXIX.	Écoles normales professionnelles de Vierzon, Voiron et Armentières.....	23,791
XXX.	Enseignement primaire supérieur.....	193,927
XXXI.	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur.....	64,816
XXXII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.....	9,945,018
XXXIII.	Créations d'écoles et d'emplois.....	"
XXXIV.	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.....	361,636
XXXV.	Allocations diverses.....	60,000
XXXVI.	Enseignement primaire. — <i>Général des écoles</i> . — Inspection médicale. — Subventions facultatives.....	10,833
XXXVII.	Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires.....	65,416
XXXVIII.	Enseignement primaire et enseignement primaire supérieur. — Secours et allocations.....	171,600
XXXIX.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.....	"
XL.	Service des constructions scolaires (enseignement primaire).....	"
XLI.	Service des constructions scolaires (enseignement secondaire).....	172,500
XLII.	Service des constructions scolaires (enseignement supérieur).....	55,500
XLIII.	Matériel scientifique et installation des établissements d'enseignement supérieur.....	33,333
XLIV.	Création de deux lycées de jeunes filles.....	"
XLV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"
XLVI.	Dépenses des exercices clos.....	"

TOTAL de la 1^{re} section.....

15,434,668

2^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.

Personnel de l'administration centrale.....	26,250 ⁴
Matériel de l'administration centrale.....	4,333
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.....	9,491
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées.....	3,500
Frais divers des inspections et frais de mission.....	"
Académie de France à Rome. (Personnel).....	1,075
Académie de France à Rome. (Matériel).....	11,368
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel).....	22,572
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel).....	10,166
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel).....	9,548
École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel).....	2,802
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.....	1,750
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	5,000
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.....	15,120

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des Ouvr.
XV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)..	1
XVI.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)....	
XVII.	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements.....	1
XVIII.	Théâtres nationaux.....	12
XIX.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.....	
XX.	Palais du Trocadéro.....	
XXI.	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	
XXII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les dépar- tements.....	10
XXIII.	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages.....	1
XXIV.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	
XXV.	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.).....	3
XXVI.	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.).....	2
XXVII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.).....	1
XXVIII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.).....	
XXIX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.).....	
XXX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.).....	
XXXI.	Musées nationaux. (Personnel.).....	5
XXXII.	Subvention de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique.....	1
XXXIII.	Musées nationaux. (Matériel.).....	1
XXXIV.	Musées départementaux et municipaux.....	
XXXV.	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.....	
XXXVI.	Expositions à Paris et dans les départements.....	
XXXVII.	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée.....	2
XXXVIII.	Musée de Cluny.....	
XXXIX.	Musée de sculpture comparée du Trocadéro.....	
XL.	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.....	
XLI.	Personnel des bâtiments civils.....	
XLII.	Entretien des bâtiments civils.....	6
XLIII.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	4
XLIV.	Personnel des palais nationaux.....	1
XLV.	Entretien des palais nationaux.....	5
XLVI.	Grosses réparations des palais nationaux.....	2
XLVII.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.....	
XLVIII.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	2
XLIX.	Personnel des régies des palais nationaux.....	2
L.	Matériel des régies des palais nationaux.....	2
LI.	Conservation du garde-meuble.....	2
LII.	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction.....	4
LIII.	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands tra- vaux.....	1
LIV.	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration.....	1
LV.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles... ..	1
LVI.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.....	10
LVII.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation.....	
LVIII.	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché.....	11
LIX.	Arc de Triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration.....	1
LX.	École nationale d'agriculture de Grignon.....	1
LXI.	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire.....	4
LXII.	École vétérinaire d'Alfort. — Couverture de la cour des hôpitaux... ..	1
LXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	
LXIV.	Dépenses des exercices clos.....	
	Total de la 2 ^e section.....	1,141

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Instruction publique.....	15,434,668 ¹
2 ^e section. — Beaux-arts.....	1,140,042
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts.....	16,574,710

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	50,300 ¹
Personnel du service de l'administration centrale.....	6,000
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	7,700
Achats de livres, abonnements aux revues et journaux.....	"
Impressions.....	2,300
Conservatoire national des arts et métiers. (Personnel.).....	25,000
Conservatoire national des arts et métiers. (Matériel.).....	15,000
Écoles nationales d'arts et métiers. (Personnel.).....	48,500
Écoles nationales d'arts et métiers. (Matériel.).....	58,300
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. (Personnel.).....	10,800
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. (Matériel.).....	14,300
École nationale d'horlogerie de Glaces.....	4,800
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'école centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement....	2,500
Bourses à l'école centrale des arts et manufactures.....	4,000
École pratique de commerce et d'industrie (Personnel.).....	35,000
Encouragements à l'enseignement industriel.....	27,900
Encouragements à l'enseignement commercial.....	14,500
Enseignement industriel et commercial. — Inspections, conseils et commissions.....	4,300
Comité consultatif des arts et manufactures.....	2,700
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	"
Conseil supérieur du travail.....	800
Inspection du travail dans l'industrie.....	53,000
Personnel des poids et mesures.....	80,000
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	"
Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures.....	1,000
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres....	1,800
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres.....	700
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale..	2,500
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale.....	13,000
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau interna- tional institué à Berne pour la protection de la propriété indus- trielle.....	"
Syndicats professionnels.....	1,000
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit.	10,000
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	1,000
Bonifications aux pensions de retraite. — Allocations à la vieillesse..	"
Frais de surveillance des sociétés et établissements divers.....	3,000
Rédaction du <i>Moniteur</i> officiel du commerce et impressions de com- merce extérieur.....	3,700
Expertises, valeurs de domaines, etc.....	3,000
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions.	7,500
Missions commerciales.....	"

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des OUVRES
IV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)..	12
XV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)...	1
XVII.	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements.....	12
XVIII.	Théâtres nationaux.....	12
XIX.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.....	12
XX.	Palais du Trocadéro.....	12
XXI.	Indemnités et secours. (Théâtres.).....	12
XXII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départe- ments.....	10
XXIII.	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages.....	30
XXIV.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.).....	3
XXV.	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.).....	3
XXVI.	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.).....	3
XXVII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.).....	11
XXVIII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.).....	11
XXIX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.).....	1
XXX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.).....	1
XXXI.	Musées nationaux. (Personnel.).....	5
XXXII.	Subvention de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique.....	4
XXXIII.	Musées nationaux. (Matériel.).....	1
XXXIV.	Musées départementaux et municipaux.....	1
XXXV.	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.....	1
XXXVI.	Expositions à Paris et dans les départements.....	1
XXXVII.	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée.....	8
XXXVIII.	Musée de Cluny.....	1
XXXIX.	Musée de sculpture comparée du Trocadéro.....	1
XL.	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.....	1
XLI.	Personnel des bâtiments civils.....	6
XLII.	Entretien des bâtiments civils.....	6
XLIII.	Grosses réparations des bâtiments civils.....	4
XLIV.	Personnel des palais nationaux.....	10
XLV.	Entretien des palais nationaux.....	5
XLVI.	Grosses réparations des palais nationaux.....	2
XLVII.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.....	1
XLVIII.	Service des eaux de Versailles et de Marly.....	2
XLIX.	Personnel des régies des palais nationaux.....	2
L.	Matériel des régies des palais nationaux.....	2
LI.	Conservation du garde-meuble.....	2
LII.	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction.....	4
LIII.	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands tra- vaux.....	1
LIV.	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration.....	11
LV.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles... 1	1
LVI.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.....	10
LVII.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation.....	1
LVIII.	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché.....	11
LIX.	Arc de Triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration.....	1
LX.	École nationale d'agriculture de Grignon.....	1
LXI.	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire.....	4
LXII.	École vétérinaire d'Alfort. — Couverture de la cour des hôpitaux... 1	1
LXIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	1
LXIV.	Dépenses des exercices clos.....	1
	Total de la 2 ^e section.....	1,160

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Instruction publique.....	15,434,668 ^f
2 ^e section. — Beaux-arts.....	1,140,042
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts.....	16,574,710

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	50,300 ^f
Personnel du service de l'administration centrale.....	6,000
Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	7,700
Achats de livres, abonnements aux revues et journaux.....	"
Impressions.....	2,300
Conservatoire national des arts et métiers. (Personnel.).....	25,000
Conservatoire national des arts et métiers. (Matériel.).....	15,000
Écoles nationales d'arts et métiers. (Personnel.).....	48,500
Écoles nationales d'arts et métiers. (Matériel.).....	58,300
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. (Personnel.).....	10,800
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. (Matériel.).....	14,300
École nationale d'horlogerie de Cluses.....	4,800
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'école centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement....	2,500
Bourses à l'école centrale des arts et manufactures.....	4,000
École pratique de commerce et d'industrie (Personnel).....	35,000
Encouragements à l'enseignement industriel.....	27,200
Encouragements à l'enseignement commercial.....	14,500
Enseignement industriel et commercial. — Inspections, conseils et commissions.....	4,300
Comité consultatif des arts et manufactures.....	2,700
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers.....	"
Conseil supérieur du travail.....	800
Inspection du travail dans l'industrie.....	53,000
Personnel des poids et mesures.....	80,000
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.....	"
Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures.....	1,000
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres....	1,600
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres.....	700
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale....	2,500
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale.....	13,000
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau interna- tional institué à Berne pour la protection de la propriété indus- trielle.....	"
Syndicats professionnels.....	1,000
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit.	10,000
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	1,000
Bonifications aux pensions de retraite. — Allocations à la vieillesse....	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	3,000
Rédaction du <i>Moniteur</i> officiel du commerce et impressions du com- merce extérieur.....	3,700
Expertises, valeurs de domaines, etc.....	3,000
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions.	"
— Missions commerciales.....	7,500

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	en des ou
XXXIX.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au bulletin international des douanes.....	:
LX.	Encouragements aux pêches maritimes.....	1
XLI.	Subvention à la marine marchande.....	1
XLII.	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....	
XLIII.	Primes à la filature de la soie.....	
XLIV.	Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....	
XLV.	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	
XLVI.	Office du travail et Statistique générale.....	
XLVII.	Recensement quinquennal des professions.....	
XLVIII.	Exposition universelle de 1900.....	
XLIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
L.	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		1,3
2 ^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
I ^{re} .	Traitement du personnel de l'administration centrale.....	1
II.	Matériel de l'administration centrale.....	
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
IV.	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 3 ^e partie.....		1
IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
V.	Personnel des postes et des télégraphes (agents).....	4,0
VI.	Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....	3,4
VII.	Remises au personnel des postes et des télégraphes.....	1
VIII.	Indemnités diverses et secours.....	8
IX.	Chaussure et habillement.....	2
X.	Matériel des bureaux.....	7
XI.	Impressions et publications.....	1
XII.	Transport des dépêches postales.....	9
XIII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	1
XIV.	Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....	5
XV.	Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement.....	2
XVI.	Transformation du réseau téléphonique de Paris.....	
XVII.	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations.....	1,1
XVIII.	Dépenses diverses.....	1
XIX.	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....	
XX.	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée.....	1
XXI.	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....	
XXII.	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	8
XXIII.	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon.....	5
XXIV.	Remunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....	
XXV.	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie.....	21
XXVI.	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien.....	21
XXVII.	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique.....	1
XXVIII.	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunex, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....	
TOTAL de la 4 ^e partie.....		11,9

MINISTÈRES ET MARITIME.

MONTANT
des crédits
ouverts.V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS,
NON-VALEURS ET PRIMES.

Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	250,000 ^f
Départition de produits d'amendes.....	250

TOTAL de la 5 ^e partie.....	250,250
--	---------

RÉCAPITULATION DE LA 2^e SECTION.

3 ^e partie. — Service général.....	180,520 ^f
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des im- pôts et revenus publics.....	14,895,698
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	250,250
TOTAL de la 2 ^e section.....	15,326,468

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	1,306,400 ^f
2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	15,326,468

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	16,632,868
--	------------

MINISTÈRE DES COLONIES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.1^{re} Dépenses communes.

Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	53,333 ^f
Traitements et indemnités aux fonctionnaires et agents détachés temporairement à l'administration centrale.....	13,500
Matériel de l'administration centrale.....	12,248
Frais de dépêches télégraphiques.....	9,333
Service central des marchés.....	11,250
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole....	13,750
Inspection des colonies.....	25,917
Secours et subventions.....	3,500
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins.....	58,958
Frais d'impression pour les services de l'État aux colonies.....	5,000

2^e Dépenses civiles.

Personnel des services civils.....	41,630
Personnel de la justice.....	122,500
Personnel des cultes.....	50,167
Service des travaux publics.....	3,750
Matériel des services civils.....	1,425
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....	27,500
Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. — Service géographique.....	5,617
Participation à l'Exposition universelle de 1900.....	667
Missions dans les colonies.....	17,500
Bourses coloniales.....	2,500
Études coloniales.....	833
Émigration de travailleurs aux colonies.....	5,833
Troisième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français.....	30,000
Subvention au budget local du Congo français.....	196,083
Subvention au budget local de Madagascar.....	166,667
Subvention au service local de certaines colonies.....	61,526
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion.....	95,109
Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan.....	64,000
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	106,500

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des en- cours
3^e Dépenses militaires.		
XXX.	Troupes aux colonies et comités technique.....	481
XXXI.	Gendarmerie coloniale.....	131
XXXII.	Commissariat colonial.....	61
XXXIII.	Inscription maritime.....	1
XXXIV.	Agents des vivres et du matériel.....	21
XXXV.	Hôpitaux. (Personnel.).....	81
XXXVI.	Hôpitaux. (Matériel.).....	51
XXXVII.	Vivres et fourrages.....	271
XXXVIII.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....	111
XXXIX.	Matériel de casernement, de campement et de couchage.....	21
XL.	Matériel des services militaires.....	121
XL I.	Défenses des colonies.....	61
XL II.	Frais d'occupation du Soudan.....	521
XL III.	Frais d'occupation de la Guinée française.....	21
XL IV.	Dépenses en Annam et au Tonkin.....	2,061
XL V.	Dépenses militaires à Madagascar.....	1,221
4^e Service pénitentiaire.		
XL VI.	Administration pénitentiaire. (Personnel.).....	21
XL VII.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.).....	341
XL VIII.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.).....	101
XL IX.	Administration pénitentiaire. (Matériel.).....	111
5^e		
XL.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
XL I.	Dépenses des exercices clos.....	
XL II.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....	
TOTAL pour le ministère des colonies.....		7,271
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	61
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	1
III.	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographes, entretien des machines, etc.....	11
IV.	Mérite agricole et médailles agricoles.....	
V.	Inspection de l'agriculture.....	
VI.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	121
VII.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	61
VIII.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	141
IX.	Encouragements à l'agriculture et au drainage; délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....	161
X.	Primes à la sériciculture.....	
XI.	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	
XII.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....	41
XIII.	Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.).....	
XIV.	Primes pour la destruction des loups.....	
XV.	Statistique agricole décennale de 1892.....	
XVI.	Personnel des écoles vétérinaires.....	61
XVII.	Matériel des écoles vétérinaires.....	1
XVII bis.	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.....	
XVIII.	Service des épiphytes.....	
XIX.	Consommations en nature (établissements agricoles.).....	

	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
II.	Indemnités pour abattage d'animaux.....	17,500'
III.	Traitement du personnel des haras.....	29,000
IV.	Frais de tournées du personnel des haras.....	12,000
V.	Gages des sous-agents des haras.....	95,000
VI.	Secours et gratifications de monte. — Médicaments aux hommes....	7,500
VII.	Habilleinent des gagistes des haras.....	10,900
VIII.	Bâtimens, constructions, réparations, etc., dépenses diverses des haras.....	17,300
IX.	Frais de conduite, frais de monte, salaires.....	"
X.	Ferrure, soins aux chevaux, sellerie, carrosserie, etc.....	17,100
XI.	Nourriture des chevaux et juments et de leurs produits.....	166,800
XII.	Consommation en nature dans les établissemens des haras.....	"
XIII.	Remonte des haras.....	104,200
XIV.	Encouragemens à l'industrie chevaline en France.....	129,100
XV.	Personnel de l'hydraulique agricole.....	31,000
XVI.	Police et surveillance de l'aménagement des eaux.....	21,700
XVII.	Etudes et travaux exécutés par l'État.....	53,300
XVIII.	Solventions pour travaux de l'hydraulique agricole.....	44,200
XIX.	Garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de l'hydraulique agricole.....	91,700
XX.	Surveillance de sociétés et établissemens divers.....	1,450
XXI.	Assainissement des marais communaux.....	"
XXII.	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses.....	1,500
XXIII.	Secours pour pertes matricielles et événemens malheureux.....	197,500
XXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XXV.	Dépenses des exercices clos.....	"
	TOTAL de la 3 ^e partie.....	1,798,450
IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XXVI.	Personnel des agents des forêts dans les départemens.....	217,273'
XXVII.	Personnel des préposés dans les départemens.....	244,692
XXVIII.	Indemnités et secours au personnel.....	63,213
XXIX.	Personnel de l'enseignement forestier.....	12,083
XXX.	Matériel de l'enseignement forestier.....	24,125
XXXI.	Amélioration et entretien des forêts et des dunes et cours d'eau.....	400,000
XXXII.	Restauration et conservation des terrains en montagne.....	1,200,000
XXXIII.	Aménagemens et exploitations.....	80,000
XXXIV.	Chasses. — Entretien des chasses non affermées.....	6,000
XXXV.	Impositions sur les forêts domaniales.....	150,833
XXXVI.	Droits d'usage. — Frais d'instances. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts.....	21,666
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	2,419,783
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
XXXVII.	Remboursemens sur produits divers des forêts, etc.....	2,346'
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	2,346
RÉCAPITULATION.		
3 ^e partie. — Service général.....		1,798,450'
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....		2,119,783
5 ^e partie. — Remboursemens et restitutions, etc.....		2,346
	TOTAL pour le ministère de l'Agriculture.....	4 320,579

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des chapitres
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
DÉPENSES ORDINAIRES.		
III^e PARTIE. SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	16
II.	Frais de voyage et de mission.....	
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	33
IV.	Enseignement et école des ponts et chaussées.....	1
V.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.....	2
VI.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	66
VII.	Personnel du corps des mines.....	5
VIII.	Enseignement et école des mines.....	2
IX.	Personnel des contrôleurs des mines.....	3
X.	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines.....	30
XI.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	2
XII.	Personnel des gardes de navigation, éclusiens, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	19
XIII.	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.....	2
XIV.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.....	
XV.	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	1
XVI.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	7
XVII.	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.....	2
XVIII.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au congrès international des chemins de fer.....	4
XIX.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.....	
XX.	Frais généraux du service de surveillance des mines, carrières, carrières et appareils à vapeur.....	2
XXI.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	
XXII.	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux.....	
XXIII.	Secours.....	5
XXIV.	Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'Etat.....	Mém
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles.....	1
XXVI.	Publications de l'administration, des travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistiques et publications diverses. — Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes.....	1
XXVII.	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.....	33
XXVIII.	Entretien des chaussées de Paris.....	
XXIX.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	46
XXX.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	47
XXXI.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	52
XXXII.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.).....	12
XXXIII.	Matériel des mines.....	
XXXIV.	Participation de la France dans les dépenses de l'Office central des transports internationaux par chemins de fer.....	
XXXV.	Dépenses des exercices primés non frappées de déchéance.....	
XXXVI.	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL des dépenses ordinaires.....		5,21

CHAPITRE N°	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'Etat.		
XXIII.	Remboursements des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	243,275 ¹
XXIV.	Avenants aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	.
XXV.	Avenants aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	.
XX.	Avenants à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'Etat. (Article 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.).....	2,000,000
XXI.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'Etat, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'Etat par suite de déchéances définitives. — Dépenses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée.....	.
XXII.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	.
XXIII.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français.....	.
XXIV.	Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local.....	100,000
XXV.	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	76,000
XXVI.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens.....	.
§ 2. — Travaux.		
XXVII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	25,000
XXVIII.	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	25,000
XXIX.	Routes nationales. — Réparations et travaux neufs.....	33,333
L.	Constructions des routes forestières de la Corse.....	8,333
LI.	Construction de ponts.....	50,000
LII.	Ponts à péage dépendant des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	.
LIII.	Amélioration des rivières.....	250,000
LIV.	Etablissement et amélioration de canaux de navigation.....	583,333
LV.	Travaux de défense contre les inondations.....	25,000
LVI.	Amélioration et extension des ports maritimes.....	575,000
LVII.	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers.....	12,500
LVIII.	Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique).....	5,858
LIX.	Carte géologique détaillée de la France.....	7,750
LI.	Routes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1,000,000
LII.	Rachat de lignes de chemins de fer.....	.
LIII.	Réseau de l'Etat. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant.....	383,333
TOTAL des dépenses extraordinaires.....		5,403,715
RÉCAPITULATION.		
Dépenses ordinaires.....		6,115,634 ¹
Dépenses extraordinaires.....		5,403,715
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...		11,519,349

MINISTÈRES ET SERVICES.

RÉCAPITULATION

DES CRÉDITS PROVISOIRES DE L'EXERCICE 1897. (France).

1^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des Finances			6⁷,926,
2^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des Finances			1,050,
3^e PARTIE. — Services généraux des ministères	Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. — Service de la justice. 2,915,071 2 ^e section. — Service des cultes. 3,355,368	6,270,439
	Ministère des affaires étrangères.		1,437,477
	Ministère de l'intérieur.		6,373,974
	Ministère des finances.		1,050,780
	Ministère de la guerre.	Dépenses ordinaires. 50,743,250 Dépenses extraordinaires. 54,255,400	104,998,650
	Ministère de la marine.		21,505,856
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique. 1,130,042 2 ^e section. — Service des beaux-arts. 1,130,042	2,260,084
	Ministère du commerce et de l'industrie.	1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie. 1,306,400 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes. 1,306,400	2,612,800
	Ministère des colonies.		4,758,885
	Ministère de l'agriculture.		4,758,885
	Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires. 16,115,634 Dépenses extraordinaires. 5,403,715	21,519,349
	Ministère des finances.		26,033,222
	Ministère des affaires étrangères.		5,000
	Ministère du commerce et de l'industrie.	Postes et des télégraphes. 1,306,400	1,306,400
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)		3,119,783
4^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.			13,37,
5^e PARTIE. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère des finances.		145,607
	Ministère de l'intérieur.		2,74
	Ministère du commerce et de l'industrie. — postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.		150,250
TOTAL général des crédits provisoires de l'exercice 1897. (France.)			238,07

BUDGET GÉNÉRAL.

général, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1897. (Algérie.)

CHAPITRE SPÉCIAL	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Frais de la trésorerie d'Algérie.....	41,855
II.	Dépenses des exercices périmés, non frappés de déchéance.....	.
III.	Dépenses des exercices clos.....	.
	TOTAL de la 3^e partie.....	41,855
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
IV.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	31,153
V.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	36,740
VI.	Personnel de la topographie en Algérie.....	89,167
VII.	Matériel de la topographie en Algérie.....	10,542
VIII.	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires.....	250
IX.	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	108,133
X.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	2,400
XI.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	69,033
XII.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	33,548
XIII.	Imposition à la charge de l'État pour le service de la propriété indigène.....	250
XIV.	Personnel des douanes en Algérie.....	113,436
XV.	Laboratoires des douanes en Algérie.....	1,267
XVI.	Matériel des douanes en Algérie.....	9,979
XVII.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	8,471
XVIII.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	91,060
XIX.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	28,054
	TOTAL de la 4^e partie.....	563,473
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
II.	Remboursements sur produits des douanes.....	9,008
III.	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	7,758
IV.	Repartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes.....	3,225
V.	Repartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	186,804
VI.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	834
VII.	Dépensements, non-valeurs et secours.....	29,625
	TOTAL de la 5^e partie.....	237,250
	RÉCAPITULATION.	
3 ^e partie. — Service général.....		41,855
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....		563,473
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....		237,250
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances.....	842,578

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
2^e PARTIE.		
XXXIV.	Équipages de campagne.....	824,000 ¹
XXXV.	Armement des places.....	31,250
XXXVI.	Armement des côtes.....	116,580
XXXVII.	Expériences. (Artillerie.).....	29,170
XXXVIII.	Bâtiments et machines. (Artillerie.).....	83,330
XXXIX.	Places du Nord.....	"
XL.	Défense de Cherbourg.....	86,670
XLI.	Casernements.....	150,000
XLII.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	108,330
XLIII.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....	"
XLIV.	Construction de chemins stratégiques.....	16,670
XLV.	Amélioration aux forts isolés.....	83,330
XLVI.	Télégraphie et aérostation militaires.....	12,500
XLVII.	Fortifications (frontières et côtes).....	86,880
XLVIII.	Organisation défensive du Cotentin.....	"
LI.	Réserve (procès, transports, etc.). — Génie.....	14,170
LII.	Substances.....	12,500
LIII.	Habillement.....	6,670
LIV.	Service de santé.....	14,580
LV.	Améliorations aux hospices civils des départements.....	31,250
LVI.	Harnachement.....	3,330
LVII.	Chemins de fer.....	83,330
LVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
LIX.	Dépense des exercices clos.....	"
	TOTAL.....	3,512,250
RÉCAPITULATION.		
	Dépenses ordinaires.....	50,743,250 ¹
	Dépenses extraordinaires.....	3,612,150
	Total du ministère de la guerre.....	54,255,400
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
TITRE I^{er}.		
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENTS ET SOLDES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	90,281 ¹
II.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à l'admini- stration centrale.....	56,336
III.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à Paris ..	126,288
IV.	Personnel du service hydrographique.....	8,938
V.	Officiers de marine et officiers mécaniciens.....	229,826
VI.	Équipages de la flotte.....	2,649,326
VII.	Troupes de la marine.....	1,070,205
VIII.	Gendarmerie maritime.....	63,720
IX.	Inspection des services administratifs.....	20,024
X.	Personnel technique.....	144,751
XI.	Commissariat de la marine.....	132,353
XII.	Personnel administratif (corps secondaires).....	272,259
XIII.	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.) ..	143,163
XIV.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	123,558
XV.	Surveillance des pêches et police de la navigation. (Personnel.).....	62,975

CHIFFRES ANNALES	MINISTÈRES ET SERVICES	MONTANT des crédits ouverts.
VI.	Transports des détenus et des libérés (Algérie).....	5,167 ^f
VII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.).....	833
VIII.	Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.).....	458
IX.	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.).....	1,792
X.	Exploitations agricoles en Algérie.....	2,500
XI.	Dépenses accessoires des services pénitentiaires en Algérie.....	467
XII.	Dépenses des exercices périmés, non frappés de déchéance.....	.
XIII.	Dépenses des exercices clos.....	.
	TOTAL de la 3^e partie.....	169,766
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie.....	20,000^f
	TOTAL de la 1^{re} section.....	189,766
	2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	45,273 ^f
	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	5,333
	Publications et impressions diverses en Algérie.....	4,333
	Subsides, secours et récompenses en Algérie.....	14,583
	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	128,798
	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	39,009
	Personnel du service de sûreté générale et force publique en Algérie.....	54,229
	Matériel du service de la sûreté en Algérie.....	2,209
	Assistance publique en Algérie.....	227,880
	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	26,959
	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	5,000
	Dépenses de colonisation en Algérie.....	185,000
	Dépenses secrètes en Algérie.....	10,000
	Service sanitaire en Algérie.....	5,007
	Visite des pharmacies en Algérie.....	958
	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance (Algérie).....	.
	Dépenses des exercices clos (Algérie).....	.
	TOTAL de la 2^e section.....	752,667
	RÉCAPITULATION	
	1 ^{re} section. — Services centralisés à Paris.....	189,766 ^f
	2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	752,667
	Total général pour le Ministère de l'Intérieur.....	942,433
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE	
	ET DES BEAUX-ARTS.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	Frais de passage:.....	5,216 ^f
	Administration académique. — Personnel.....	6,990
	Administration académique. — Matériel.....	700
	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.....	41,433
	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel.....	7,596

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des CHIFFRES
VI.	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes.	
VII.	Lycées nationaux.	3
VIII.	Bourses et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements.	
IX.	Collèges communaux de garçons.	
X.	Enseignement secondaire des jeunes filles.	
XI.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.	
XII.	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel.	2
XIII.	Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires rattachées à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.	24
XIV.	Enseignement primaire des indigènes.	5
XV.	Instruction publique musulmane.	
XVI.	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.	
XVII.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire.	
XVIII.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire.	
XIX.	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.	
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.	
XXI.	Dépenses des exercices clos.	
	TOTAL de la 1^{re} section.	46
	1^{re} SECTION. — BEAUX-ARTS.	
I ^{re} .	Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger.	
II.	Monuments historiques en Algérie.	
III.	Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux).	1
IV.	Travaux ordinaires en Algérie (construction et entretien des édifices du culte musulman).	
V.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.	
VI.	Dépenses des exercices clos.	
	TOTAL de la 2^e section.	1
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Instruction publique.	46
	2 ^e section. — Beaux-arts.	1
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	47
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
	1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{re} .	Personnel des poids et mesures.	
II.	Matériel des poids et mesures.	
III.	École nationale d'apprentissage de Dellys.	
IV.	Enseignement technique.	
V.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.	
VI.	Dépenses des exercices clos.	
	TOTAL de la 3^e section.	

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.

Dépenses des exercices périmés.

IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.Personnel..... 297,49⁰⁰Dépenses diverses..... 178,03⁷

..... 6,104

..... 481,63⁹

RÉCAPITULATION

2^e section. — Commerce et Industrie..... 16,200⁰2^e section. — Postes et Télégraphes..... 481,63⁹..... 497,83⁹

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	MONTANT des crédits ouvres
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
DÉPENSES ORDINAIRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
§ 1^{er}. — Personnel.		
I ^{er} .	Personnel des travaux publics en Algérie.....	11
§ 2. — Entretien.		
II.	Entretien des routes en Algérie.....	2
III.	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.).....	2
IV.	Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	2
V.	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.).....	1
VI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	1
VII.	Dépenses des exercices clos.....	1
TOTAL des dépenses ordinaires.....		46
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.		
VIII.	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	2
IX.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens.....	2
X.	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	2
§ 2. — Travaux.		
XI.	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie.....	2
XII.	Amélioration des ports en Algérie.....	2
XIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie.....	5
TOTAL des dépenses extraordinaires.....		25
RÉCAPITULATION.		
Dépenses ordinaires.....		46
Dépenses extraordinaires.....		25
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics.....		71

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PROVISOIRES DU BUDGET GÉNÉRAL
DE L'EXERCICE 1897.

(ALGÉRIE.)

Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. — Service de la justice.	229,030 ^f	270,658 ^f
	2 ^e section. — Service des cultes...	41,628	
Ministère des finances.....			41,855
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section. — Services centralisés à Paris.....	169,766	922,433
	2 ^e section. — Gouvernement géné- ral de l'Algérie.....	752,667	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1 ^{re} section. — Instruction publique.	466,431	492,264
	2 ^e section. — Beaux-arts.....	25,833	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	1 ^{re} section. — Commerce et indus- trie.....	16,200	16,200
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	0	
Ministère de l'Agriculture.....			112,270
Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires.....	459,833	719,597
	Dépenses extraordinaires.....	259,764	
TOTAL de la 3 ^e partie.....			2,575,277
4 ^e PARTIE. Frais de régie, perception et exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....		563,473 ^f
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télé- graphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....		481,639
	Ministère de l'Agriculture. (Forêts.).....		371,121
TOTAL de la 4 ^e partie.....			1,416,233
5 ^e PARTIE. Rembourse- ments et réductions.	Ministère des finances.....		237,250 ^f
	Ministère de l'intérieur.....		20,000
TOTAL de la 5 ^e partie.....			257,250
TOTAL GÉNÉRAL de l'état B.....			4,248,760 ^f

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'EXERCICE 1897.

ÉTAT C.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES.	MONTANT des crédits ouverts.	
		par chapitre.	par se
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	1^{er} Service administratif.		
I ^{er} .	Personnel du service administratif.	5,546	
II.	Matériel du service administratif.	7,785	
III.	Dépenses diverses du service administratif.	1,665	
	2^e Service d'exploitation.		
	DÉPENSES FIXES D'EXPLOITATION.		
IV.	Personnel.	14,866	
V.	Matériel.	541	
	DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'UNE ÉVALUATION FIXE.		
VI.	Personnel.	35,000	
VII.	Matériel.	38,411	
VIII.	Dépenses éventuelles et compléments de pensions aux ouvriers, et pensions aux veuves d'ouvriers.	500	
IX.	Dépenses d'ordre (achat d'or et d'argent pour la fa- brication des médailles).	83,453	
X.	Service des monnaies de bronze.	95,000	
XI.	Achat de métal et frais d'affinage pour l'entretien des monnaies courantes.	10,416	
XII.	Application au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.		
XIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.		
XIV.	Dépenses des exercices clos.		
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	IMPRIMERIE NATIONALE.		
I ^{er} .	Dépenses fixes d'administration (personnel).	3,500	
II.	Dépenses fixes d'exploitation (personnel).	3,500	
III.	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation (ma- tériel).	37,222	
IV.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (personnel).	346,765	
V.	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (matériel).	250,000	
VI.	Dépenses éventuelles.	790	
VII.	Dépenses des exercices clos.		
VIII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.		

		MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par service.
LIBRON DÉPENSES			
Dépenses ordinaires			
I.	Grande chancellerie (personnel).....	18,107	
II.	Grande chancellerie (matériel).....	4,467	
III.	Travaux extraordinaires. -- Gratifications, sans em- plois. -- Dépenses diverses.....	1,250	
IV.	Frais relatifs au domaine d'Ecouen.....	378	
V.	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	4,250	
VI.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	189	
VII.	Pensions viagères concédées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	21	
VIII.	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	180,763	
IX.	Traitements des médaillés militaires.....	419,060	
X.	Maison d'éducation de Saint-Denis (personnel).....	14,705	
XI.	Maison d'éducation de Saint-Denis (matériel).....	8,292	
XII.	Secours de l'Ecouen (personnel).....	8,287	
XIII.	Secours de l'Ecouen (matériel).....	18,375	
XIV.	Secours des Loges (personnel).....	5,742	1,349,060
XV.	Secours des Loges (matériel).....	17,588	
XVI.	Secours aux élèves.....	333	
XVII.	Depenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....		
XVIII.	Depenses des exercices clos.....		
Dépenses extraordinaires			
Travaux de réfection et de restauration dans les bâ- timents de la grande chancellerie.....		833	
Dépenses d'ordre			
Prix de décorations et médailles.....		6,250	
Prix et frais d'expédition de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères.....			
-- Distribution à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....		11,417	
Remboursements de sommes versées à charge de répartition.....		167	
Versement à la caisse des travaux manuels des Loges.....		49	
Emploi des recettes avec affectation spéciale (Loges).....			
MINISTÈRE DE LA MARINE			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE			
Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....		3,979	
Frais de matériel de l'établissement des invalides à Paris et dans les ports.....		1,250	
Demi-soldes et pensions qui ont dû être versés des 13 mai 1791, 11 avril 1861 et 8 août 1885.....		4,000	
Prestations annuelles de secours et gratifications de ré- forme renouvelables.....		100,000	
Secours aux marins naufragés ou à leurs familles.....			
Subventions aux hôtels de marins.....			
Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, de montres, etc.....		8,883	1,53,623
Dépenses diverses: remboursement de trop per- çus, etc.....		4,166	
Distribution des revenus provenant des legs et do- nations faits à l'établissement des invalides de la marine.....		6,127	
Dépenses des exercices clos.....			
Dépenses des exercices périmés non frappées de dé- chéance.....			
Paiement d'arrérages de demi-soldes et pensions dé- rivées portant sur exercices clos.....			

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts	
		par chapitre.	par ann.
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.			
I ^{er} .	Personnel.....	44,500	
II.	Matériel.....	13,500	55
III.	Versement à la réserve.....		
IV.	Dépenses des exercices clos.....		
CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.			
I ^{er} .	Intérêts à servir aux déposants.....	1,748,624	
II.	Dépenses du personnel.....	263,215	
III.	Dépenses du matériel.....	26,087	
IV.	Dépenses diverses et accidentelles.....	2,916	2,054
V.	Excédent des recettes sur les dépenses à attribuer au compte de la dotation (art. 16 de la loi du 9 avril 1881).....		
VI.	Dépenses des exercices clos.....		
MINISTÈRE DES COLONIES.			
CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION.			
I ^{er} .	Service des obligations garanties.....	95,109	
II.	Administration générale et frais généraux.....	12,083	
III.	Chemin de fer.....	62,500	
IV.	Port.....	63,986	254
V.	Dépenses de parachèvement.....	30,833	
VI.	Dépenses des exercices clos.....		
CHEMIN DE FER DU SOUDAN.			
I ^{er} .	Entretien du personnel du génie militaire chargé de l'exploitation et de la construction.....	14,000	
II.	Entretien de la voie.....	10,417	
III.	Exploitation. — Traction.....	18,750	127
IV.	Travaux neufs et acquisition du matériel roulant.....	84,167	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
CHEMIN DE FER DE L'ÉTAT.			
I ^{er} .	Direction.....	41,350	
II.	Conseil du réseau.....	1,250	
III.	Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe (exploitation, matériel et traction, voie et bâti- ments, gratifications, secours et indemnités, gares et troncs communs).....	2,590,000	2,590
IV.	Impôts et assurances.....	63,000	
V.	Dépenses des exercices clos.....		
VI.	Dépenses des exercices clos.....		
VII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....		
TOTAL général de l'état C.....			7,421

Vu pour être annexé au décret du 29 Janvier 1897.

Le Ministre des Finances,

Signé : GEORGES COMBES

1896. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la guerre) portant que le ministre de la guerre, au nom de l'État, est autorisé à accepter le legs de la collection de cartouches fait à l'école militaire d'infanterie de Saint-Maixent par le capitaine Scheurer du 4^e régiment des zouaves, décédé à Paris, le 14 avril 1896.

Une inscription rappellera le nom du donateur et les fonctions d'officier de tir qu'il a exercées pendant quatre ans à cette école.

Le ministre de la guerre, au nom de l'État est autorisé à accepter le don de cent francs de rente trois pour cent fait à l'école militaire d'infanterie par les cohéritiers du capitaine Scheurer.

Les arrentages de cette rente seront employés à la création d'un prix annuel de tir, qui sera décerné sous le nom de *prix Scheurer* à l'élève de l'école militaire d'infanterie reconnu le plus digne de cette récompense par son instruction dans le tir. (Paris, 16 Janvier 1897.)

32205. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 30 août 1896, devant le sous-préfet de Bayonne, délégué à cet effet par le préfet des Basses-Pyrénées, portant concession, au profit de la commune de Saint-Jean-de-Luz, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement de la somme de deux cent quatorze francs trente et un centimes, d'une parcelle de terrain d'un hectare quarante-deux ares quatre-vingt-sept centiares, retranchée du fit de la Nivelle, sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), figurant au plan cadastral sous le n° 87 de la section A et définie par les lettres B. S. T. U. V. X. Y. C. B. sur le plan annexé audit acte. (Paris, 18 Janvier 1897.)

32206. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 15 novembre 1896, devant le préfet des Bouches-du-Rhône, portant concession à M. Reisacher, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de cent quatre-vingt-cinq francs cinquante centimes, d'une parcelle de terrain, d'une contenance de trente-sept mètres carrés dix centièmes, à conquérir sur la mer, au droit de sa propriété, au quartier de la Madrague-de-Montredon sur le littoral de Marseille, la dite parcelle teintée en rose sur le plan annexé à la convention. (Paris, 18 Janvier 1897.)

32207. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que les dispositions du décret du 15 janvier 1894, étendant la juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) aux communes de Marquette et de Marcq-en-Baroeul (même département) sont et demeurent rapportées.

La juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est étendue à la commune de Marc-en-Baroeul (même département). (Paris, 24 Janvier 1897.)

N° 32208. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (com-
signé par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre
au nom de l'État, à accepter le legs d'une somme de deux mille francs
fait par M. de ~~Alauzet~~ *Kerminguy*, ancien chef de gendarmerie en retraite
en faveur des enfants mineurs des militaires de la gendarmerie de
rondissement de Castres (Tarn). (Paris, 28 Janvier 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin*
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imp-
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1838.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32209. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Arcachon (Gironde).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée, au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi d'Arcachon (Gironde), savoir :

1^o Un franc cinquante-quatre centimes (1^{fr} 54) par hectolitre de

2^o Un franc (1^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-seize centimes par hectolitre de vin et de neuf francs par hectolitre d'alcool pur établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement de l'emprunt d'un million de cent mille francs contracté en 1881.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année,

au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32210. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Civray (Vienne)*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement la prorogation de la surtaxe de soixante-douze centimes (0^e 72) par hectolitre sur le vin, actuellement perçue à l'octroi de Civray (Vienne). Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-huit centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent exclusivement affecté au remboursement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32211. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 21 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord), savoir :

1^{re} Trois francs quatre-vingts centimes (3^{fr} 80) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

2^{re} Quatre francs (4^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et de six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 16 juillet 1896.

L'administration locale, est tenue de justifier chaque année, au 1^{er} janvier, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	DÉPENSES ORDINAIRES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Personnel des travaux publics en Algérie.....	115,750
II.	Entretien des routes en Algérie.....	278,833
III.	Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises).....	16,583
IV.	Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	3,667
V.	Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux).....	15,000
VI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.
VII.	Dépenses des exercices clos.....	.
	TOTAL des dépenses ordinaires	459,833
	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.	
VIII.	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	91,083
IX.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens.....	110,348
X.	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	58,333
	§ 2. — Travaux.	
XI.	Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie.....	.
XII.	Amélioration des ports en Algérie.....	110,348
XIII.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie.....	58,333
	TOTAL des dépenses extraordinaires	259,764
	RÉCAPITULATION.	
	Dépenses ordinaires.....	459,833
	Dépenses extraordinaires.....	259,764
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics.....	719,597

la prorogation de la surtaxe de sept francs (7^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi d'Elbeuf (Seine-inférieure).

Cette surtaxe est indépendante du droit de dix-huit francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté au paiement des dépenses indiquées dans la délibération municipale du 16 juin 1896.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Loi qui prorogée une Surtaxe d'Octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure).

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 28 janvier 1897).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1901 inclusivement, la prorogation de la surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement de la dette communale, conformément à la délibération du 25 mai 1896.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en

recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32215. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Melun (Seine-et-Marne).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1901 inclusivement la prorogation de la surtaxe de dix francs (10^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-vie et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Melun (Seine-Marne).

Cette surtaxe est indépendante du droit de douze francs par hectolitre d'alcool, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent spécialement affecté au remboursement de l'emprunt d'un million quatre cent deux mille trois cent huit francs autorisé par la loi 30 mars 1895.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32216. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Mende (Lozère).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Mende (Lozère) :

1^{re} Quarante-huit centimes (0^{fr} 48) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles ;

2^o Un franc cinquante centimes (1^{fr} 50) par hectolitre sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est exclusivement affecté aux travaux désignés dans la délibération du conseil municipal de Mende, du 5 juillet 1896.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32217. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Menton (Alpes-Maritimes).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement,

la prorogation de la surtaxe de trois francs quatre centimes (3^{fr} 40) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes).

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-seize centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent, spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en cette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32218. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre inclusivement, des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), savoir :

1° Six francs (6^{fr}) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles.

2° Sept francs (7^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent, spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-deux mille francs contracté par la ville de Montreuil-sur-Mer, en vue de la création d'une école d'enfants de troupe.

L'administration locale est tenue de justifier, chaque année,

effet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : **PELLET-BAUDRE**.

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY**.

• N° 3219. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Nantua (Ain).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, prorogation, à l'octroi de Nantua (Ain), des surtaxes actuelles de dixante-deux centimes (0^{fr} 62) par hectolitre de vin et de trois francs par hectolitre d'alcool par contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre sur les vins et de six francs par hectolitre sur les spiritueux, perçus à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au effet, de l'emploi de ce produit dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : **PELLET-BAUDRE**.

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY**.

N° 32220. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi du Palais (Morbihan).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement la prorogation, à l'octroi du Palais (Morbihan), des surtaxes qui sont actuellement perçues, savoir :

Un franc soixante-douze centimes (1^f 72) par hectolitre de vin;
Quarante-quatre centimes (0^f 44) par hectolitre de cidre;

Huit francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin, de cinquante-six centimes par hectolitre de cidre et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32221. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Pont-l'Évêque (Calvados).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement

la prorogation des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Pont-Évêque (Calvados), savoir :

Un franc vingt centimes (1^r 20) par hectolitre de vin;

Deux francs (2^r) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32222. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Pontoise (Seine-et-Oise).

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise), savoir :

Un franc quarante-deux centimes (1^r 42) par hectolitre de vin tant en cercles qu'en bouteilles;

Six francs (6^r) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc trente-six centimes et de neuf francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts contractés par la ville.

L'administration communale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant de recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32223. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Roscoff (Finistère).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1901 inclusivement la prorogation de la surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Roscoff (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi par hectolitre d'alcool pur, à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée à l'article précédent sera exclusivement affecté aux travaux prévus dans la délibération du conseil municipal de la ville de Roscoff, en date du 21 juin 1896.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant de recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32234. — Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône).

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, à partir du 1^{er} janvier 1897 jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, des surtaxes actuellement perçues à l'octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône) :

1^{re} Vingt-six centimes (0^e 26) par hectolitre de vin;

2^e Trois francs (3^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et six francs par hectolitre établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article qui précède est spécialement affecté au paiement de la subvention allouée aux hospices.

L'administration municipale est tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32235. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Etablissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de Tramway entre Lyon et Cusset-Villeurbanne (convention et cahier des charges y annexés).

Du 23 Août 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 31 août 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries entre Lyon et Cusset-Villeurbanne, avec embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 7-12 mars, 9-10 mai 17-18 juin, 19 août 1890, 18 octobre-9 novembre 1892, 31 août-8 septembre 1893, 1^{er} juin 1894, 11-13 et 14 juin, 11 juin-9 juillet, 12-26 novembre 1895;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽²⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 6 avril, 28 juillet et 28 septembre 1893;

Vu les avis de la chambre de commerce de Lyon, en date des 4 mai 17 août et 9 novembre 1893;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale du Rhône, en date des 21 avril 1893 et 6 juillet 1895;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux donnée, le 5 avril 1893 par le directeur du génie à Lyon, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽¹⁾;

Vu la convention passée, le 6 août 1896, entre le maire de Lyon, agissant au nom de la ville, et la compagnie lyonnaise de tramways, pour rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 22 novembre 1892 et 21 octobre 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 novembre 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1881⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, suivant les dispositions générales du plan dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries entre Lyon et Cusset-Villeurbanne, avec embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville de Lyon est autorisée à pourvoir à la construction et l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les d

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n^o 10547.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n^o 816.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 661, n^o 11212.

positions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 6 août 1896, entre le maire de Lyon, au nom de la ville, et la compagnie lyonnaise de tramways, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 23 Août 1896,

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUREL.

CONVENTION.

Entre la ville de Lyon, représentée par M. le docteur Gaillon, grand officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, son maire, agissant en vertu :

- 1° De la loi du 5 avril 1834 ;
- 2° De la loi du 11 juin 1880 ;
- 3° Des délibérations du conseil municipal de Lyon, en date des 8 février 1892, 15 décembre 1893, 2 octobre 1894 et 23 avril 1895,

D'une part,

Et la compagnie lyonnaise de tramways, dont le siège est à Lyon, avenue des Ponts, n° 132, représentée par M. Désiré d'Estouvelles, directeur honoraire au ministère de la guerre, commandeur de la Légion d'honneur, président du conseil d'administration de ladite compagnie, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration, en date du 10 mai 1893, ci-annexée,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Lyon s'engage à demander, dès à présent, à l'État la concession d'une ligne de tramway partant de Lyon, place des Cordeliers, rive droite du Rhône, pour aboutir à Cusset, hameau de Villeurbanne, avec embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet.

2. La ville de Lyon s'engage à rétrocéder cette concession à la compagnie lyonnaise de tramways, qui, de son côté, s'oblige par la présente convention à accepter cette rétrocession, à exécuter les travaux et faire l'exploitation à ses frais, risques et périls, sans subvention ni garantie d'intérêt, comme substitution aux droits et obligations de la ville de Lyon, tels qu'ils sont établis dans un cahier des charges dressé conformément au type annexé au décret du 6 août 1881 et joint à la présente convention.

3. Dans le cahier des charges, il est dérogé au type réglementaire :

a. Pour l'article 11, qui prévoit des arrêts fixes et non des arrêts en pleine voie à la demande des voyageurs ;

b. Pour l'article 13, qui comporte :

1° Des prix de transport des voyageurs qui sont établis par sections et non par kilomètre et comprennent tous les impôts ;

2° Le transport des enfants qui voyagent gratuitement au-dessous de quatre ans et ont place entière au-dessous de cet âge ;

c) Pour les articles 6, 10, 11, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 38 et 41 qui sont supprimés ou modifiés comme ne s'appliquant pas au genre de service tramway, qui est affecté au transport des voyageurs seulement.

4. La compagnie lyonnaise de tramways s'engage à payer annuellement à la ville de Lyon, pour droit de stationnement à raison de l'exploitation de cette ligne, somme de mille huit cents francs (1,800^f) à forfait.

5. La compagnie lyonnaise de tramways s'engage à n'employer pour la construction et l'exploitation que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française.

6. Avant la signature de l'acte de concession, le rétrocessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de quinze mille francs (15,000^f) numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

7. Le rétrocessionnaire devra faire élection de domicile à Lyon.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle aura été faite au secrétariat de la préfecture du Rhône.

8. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, d'impression ou autres auxquels la présente convention pourra donner lieu, seront à la charge de la compagnie rétrocessionnaire.

Fait en double exemplaire à Lyon, le 6 août 1896.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : D. D'ESTOUVELLES.

Lu et approuvé :

Pour le maire de Lyon :

L'Adjoint délégué,

Signé : BAILLET-LALIFFET.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 18 septembre 1896, folio 22, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Deloye.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries. La traction aura lieu par moteur mécanique.

Tracé.

2. La ligne principale partira de la place des Cordeliers, près du pont Lafayette, empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Quai de l'Hôpital, pont Lafayette, quai des Brotteaux, rue Begeaud, boulevard Brotteaux, cours Vitton, place de la Bascule, cours Vitton prolongé.

L'embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet partira de la place de la Bascule et empruntera la grande rue des Charpennes.

Pour la traversée du pont Lafayette, la ligne empruntera les voies de la ligne du pont Lafayette à l'asile de Bron, déjà concédée à la compagnie lyonnaise de tramways.

Si, pendant une période d'un an à dater de l'ouverture à l'exploitation, les accidents se renouvelaient trop souvent, le concessionnaire devra, sur la réquisition de l'administration, reporter la tête de ligne au bout du pont Lafayette, sur la rive gauche du Rhône.

Délais d'exécution.

1. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de quatre mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne et son embranchement puissent être terminés et livrés à l'exploitation dans un délai d'un an à partir de la date de l'approbation des plans d'exécution.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

1. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres (4^m).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera réglée de façon qu'entre les parties les plus saillantes de deux véhicules qui se croisent il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m).

Le maximum des déclivités est fixé à deux centièmes (0^m 02). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — PAVÉS ACCESSIBLES AUX VOITURES ORDINAIRES.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

En outre, pour les sections du parcours comprises entre la place de la Bascule et le chemin vicinal n° 4 de la République, d'une part, et entre le chemin du Grand-Croix et le terminus de la place Croix-Luizet, d'autre part, le pavage pourra être établi en deux bandes distinctes dites « bâtarde ».

Le chemin vicinal ordinaire n° 4 de la République et le terminus de Cusset,

la prorogation de la surtaxe de trois francs quatre centimes (3^{fr} 04) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes).

Cette surtaxe est indépendante du droit de quatre-vingt-seize centimes perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHER.

N° 32218. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), savoir :

- 1° Six francs (6^{fr}) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles ;
- 2° Sept francs (7^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes et six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de quatre cent vingt-deux mille francs contracté par la ville de Montreuil-sur-Mer en vue de la création d'une école d'enfants de troupe.

L'administration locale est tenue de justifier, chaque année, au

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité. Pour les voies posées avec rails noyés dans la chaussée, les rails seront en acier et du poids de seize kilogrammes (16^k) au moins par mètre courant; les contre-rails seront en acier et du poids de douze kilogrammes cinq cents grammes (12^k 500) au moins par mètre courant. Ils seront posés sur des coussinets en fonte de huit centimètres (0^m 20) de hauteur reposant sur des traverses espacées d'un mètre (1^m) d'axe en axe.

Sous les réserves indiquées au décret du 30 janvier 1894, le concessionnaire est dispensé, à titre révocable, d'établir des contre-rails avec pavage dans la partie de ligne comprise entre le chemin vicinal n° 4 de la République et le terminus de Cusset.

Pour les voies posées sans contre-rails, les rails seront en acier du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant.

Le concessionnaire aura la faculté, sous réserve de l'approbation de l'administration, de remplacer le système de voies avec rails et contre-rails par tout autre système de voie, notamment d'employer le rail à crochets. Dans ce cas, le poids du rail devra, qui sera également en acier, ne sera pas inférieur à vingt-huit kilogrammes (28^k) par mètre courant.

Gares et stations.

11. Les trains auront des arrêts fixes.

Le nombre et l'emplacement de ces arrêts seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections noyées dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des bandes de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux voies.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des limites ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans les deux sens, est fixé à trente par jour entre Lyon et Cusset, et à quinze par jour entre la place de la Bascule et la place Croix-Luizet.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne devra pas dépasser trente mètres (30^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

N° 33220. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi du Palais (Morbihan).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation, à l'octroi du Palais (Morbihan), des surtaxes qui y sont actuellement perçues, savoir :

Un franc soixante-douze centimes (1^f 72) par hectolitre de vin;

Quarante-quatre centimes (0^f 44) par hectolitre de cidre;

Huit francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin, de cinquante-six centimes par hectolitre de cidre et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établies à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement de la dette communale.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 33221. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Pont-l'Évêque (Calvados).*

Du 20 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement,

ant précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui ont été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus belles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Le produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les indemnités auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le régime et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des biens mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'Etat.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie de l'Etat, une nouvelle autorité serait soumise à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sans recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, en vue du cautionnement, deviendra la propriété de l'Etat et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixes par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de son cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sans recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstruit dans le mois de la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS

ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire, et sous la condition expresse qu'il en remplira toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée

de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés sont des prix fermes comprenant tous les impôts :

INDICATION DES SECTIONS.	PRIX		
	de péage.	de transport.	TOT.
De Lyon (origine de la ligne), au terminus de Gussel, et vice versa :			
1 ^{re} classe.	0 ^e 168	0 ^e 084	0 ^e
2 ^e classe.	0 10	0 05	0
De Lyon (origine de la ligne) à la place de la Bascule, et vice versa :			
1 ^{re} classe.	0 14	0 06	0
2 ^e classe.	0 07	0 03	0
De la place de la Bascule au terminus de Gussel, et vice versa :			
1 ^{re} classe.	0 10	0 05	0
2 ^e classe.	0 07	0 03	0
De la place de la Bascule à la place Croix-Luizet, et vice versa :			
1 ^{re} classe.	0 10	0 05	0
2 ^e classe.	0 07	0 03	0

Les prix ci-dessus sont applicables quel que soit le parcours effectué sur la section.
Les enfants au-dessous de quatre ans tenus sur les genoux seront transportés gratuitement ; au-dessus de cet âge ils payeront place entière.

Dans les trains ouvriers que la compagnie s'engage à faire chaque jour à 1 d'un dans chaque sens à l'ouverture du service, toutes les places seront de deux classe et le prix sera uniformément de cinq centimes (0^e 05) par place.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens ; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Bagages.

24. Les bagages que les voyageurs sont autorisés à garder avec eux ne devront avoir plus de cinquante centimètres (0^m 50) de longueur dans tous les sens.

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables aux trains « de théâtre » que le concessionnaire serait amené à faire.

Dans les cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le public, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs entreprises une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient être conclus entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ou de relations ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux voyageurs. En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des traités qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises utilisant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 25 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète concurrence entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures.

36. (Supprimé.)

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du contrôle, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de la recette de la ligne de 50 francs (50^c) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu à la caisse du trésorier-payeur général du département, dans les six mois après la date du décret de concession.

38. (Supprimé.)

39. (Supprimé.)

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries entre Lyon et Cusset-Villeurbanne, avec embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 7-12 mars, 9-10 mai, 17-18 juin, 19 août 1890, 18 octobre-9 novembre 1892, 31 août-8 septembre 1893, 1^{er} juin 1894, 11-13 et 14 juin, 11 juin-9 juillet, 12-26 novembre 1895;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 6 avril, 28 juillet et 28 septembre 1893;

Vu les avis de la chambre de commerce de Lyon, en date des 4 mai, 17 août et 9 novembre 1893;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale du Rhône, en date des 21 avril 1893 et 6 juillet 1895;

Vu l'adhésion directe à l'exécution des travaux donnée, le 5 avril 1895, par le directeur du génie à Lyon, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 6 août 1896, entre le maire de Lyon, agissant au nom de la ville, et la compagnie lyonnaise de tramways, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 22 décembre 1892 et 21 octobre 1895;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 8 novembre 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries entre Lyon et Cusset-Villeurbanne, avec embranchement de la place de la Bascule à la place Croix-Luizet.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville de Lyon est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dis-

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10547.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

Vu l'article 41 des cahiers des charges annexés aux lois des 8 juin 1888 et 9 décembre 1891 et ci-dessus visés;

Vu la demande présentée, le 10 octobre 1895, par la société des chemins de fer du Salève à l'effet d'obtenir le relèvement des tarifs à appliquer sur les lignes dont il s'agit;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur la demande de la compagnie et, notamment, le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 18 mars 1896;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Savoie, en date du 14 avril 1896;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef du contrôle, en date des 9 novembre 1895 et 26 mai 1896;

Vu les lettres du préfet de la Haute-Savoie, en date des 16 novembre 1895 et 30 mai 1896;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 26 décembre 1895;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'article 41 de chacun des cahiers des charges annexés aux lois précitées des 8 juin 1888 et 9 décembre 1891, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Les prix à percevoir pour le transport des voyageurs, d'Étrembières aux Treize-Arbres et de Veyrier aux Treize-Arbres, sont portés de trois francs vingt centimes (3^f 20) et cinq francs (5^f) à quatre francs cinquante centimes (4^f 50) pour la simple course, et à sept francs (7^f) pour l'aller et le retour.

Une fois par mois, du 1^{er} juin au 30 septembre, la société des chemins de fer du Salève devra mettre en circulation un train de plaisir aux prix fixés primitivement par les cahiers des charges.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 23 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TROUET.

2217. — DÉCRET qui modifie l'article 23 du Cahier des charges de la concession du tramway d'Annemasse à Samoëns, annexé au décret du 29 décembre 1888.

Du 23 Août 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 28 août 1896.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des travaux publics;

c) Pour les articles 6, 10, 11, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 38 et 39, qui sont supprimés ou modifiés comme ne s'appliquant pas au genre de service du tramway, qui est affecté au transport des voyageurs seulement.

4. La compagnie lyonnaise de tramways s'engage à payer annuellement à la ville de Lyon, pour droit de stationnement à raison de l'exploitation de cette ligne, la somme de mille huit cents francs (1,800^f) à forfait.

5. La compagnie lyonnaise de tramways s'engage à n'employer pour la construction et l'exploitation que du personnel français et du matériel fixe et roulant de provenance française.

6. Avant la signature de l'acte de concession, le rétrocessionnaire déposera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de quinze mille francs (15,000^f) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

7. Le rétrocessionnaire devra faire élection de domicile à Lyon.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle aura été faite au secrétariat de la préfecture du Rhône.

8. Les frais de timbre, d'enregistrement et d'expédition, d'impression ou autres, auxquels la présente convention pourra donner lieu, seront à la charge de la compagnie rétrocessionnaire.

Fait en double exemplaire à Lyon, le 6 août 1896.

Le Président du Conseil d'administration,

Signé : D. D'ESTOUVILLÉS.

Lu et approuvé :

Pour le maire de Lyon :

L'Adjoint délégué,

Signé : BAILLET-LALFET.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 18 septembre 1896, folio 22, case 18. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Deloye.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et éventuellement des messageries.
La traction aura lieu par moteur mécanique.

Tracé.

2. La ligne principale partira de la place des Cordeliers, près du pont Lafayette, et empruntera les voies publiques ci-après désignées.

Quai de l'Hôpital, pont Lafayette, quai des Brotteaux, rue Bugeaud, boulevard des Brotteaux, cours Vitton, place de la Bascule, cours Vitton prolongé.

supprimées et remplacées par les suivantes :

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. 4.	fr. v.	fr. c.
0 045	0 026	0 07

minimum de chargement de sept mille cinq cents kilo-

grammes (1900⁰) :

tarif des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du
présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 23 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

3222. — DÉCRET qui autorise le Ministre des travaux publics, sur l'exer-
cice 1896, au Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études
et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 29 Août 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget
général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par
chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit
exercice ;

Vu l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant
l'exercice 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État,
sur le fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor,
conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883,
ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum
de quatre-vingts millions de francs, sur lesquels la somme à constituer
en forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-
même le maximum de soixante-dix millions de francs ;

Sur les décrets n° 98, 129, 199, 214 et 259 des 16 mars⁽¹⁾, 2 avril⁽²⁾,
21 mai⁽³⁾, 10 juin⁽⁴⁾ et 16 juillet 1896⁽⁵⁾, qui ont ouvert au ministre des tra-
vaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours versés
par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois
du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à trois millions
de cinquante mille francs ;

Sur l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁶⁾ sur la comptabilité publique,
relatif à l'emploi des fonds de concours ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1799, n° 31497.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1801, n° 31514.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1811, n° 31683.

⁽⁴⁾ 11^e série, Bull. 1811, n° 31687.

⁽⁵⁾ 11^e série, Bull. 1817, n° 31805.

⁽⁶⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

la voie pourra être établie dans un empierrement de vingt centimètres (0" 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0" 50) au moins de chaque côté.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1" 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Dans le cas où la ville de Lyon déciderait d'établir le pavage en bois dans les rues et places empruntées à la place de celui en pierre qui existe actuellement, le concessionnaire s'engage à faire cette substitution à ses frais dans l'intérieur de la voie et dans la zone de cinquante centimètres (0" 50) de largeur extérieure à chaque rail, c'est-à-dire dans toute la largeur du pavage construit, ou entretenu par lui. Le concessionnaire deviendra dans ce cas propriétaire des pavés en pierre.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de pierres cassées de deux mètres cinquante centimètres (1" 90) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0" 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6"), mesurée au dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0" 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0" 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canneau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0" 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0" 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1" 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1" 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2" 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0" 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la quantité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

l'article 51 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

la lettre du ministre des finances;

DÉCRÈT :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLIX :

Mise en œuvre du génie — Matériel, de la première section (service ordinaire) du budget de l'exercice 1896, un crédit de six cent vingt-cinq francs (625) qui sera affecté à l'entretien du casernement de la ville de Serravallo (Marne).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Serravallo.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 1^{er} janvier 1897.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : BILLOT.

ART. 30. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'organisation de Magasins au quartier Saint-Joseph, à Bastia.

Du 1^{er} janvier 1897.

PRÉSENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur la proposition du ministre de la guerre,

la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses,

ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

la délibération du conseil municipal de la ville de Bastia, en date du

septembre 1896, aux termes de laquelle cette ville s'engage à contribuer,

une somme de cinq cents francs, à l'organisation de magasins au har-

gement au quartier Saint-Joseph;

la récépissé constatant que le versement de ladite somme de cinq cents

francs a été effectué au Trésor par la ville de Bastia, le 5 novembre 1896;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du

budget de l'exercice 1840;

l'article 51 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de con-

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre 1^{er} *Établissements du génie — Matériel*, de la première section (sauf ordinaire) du budget de l'exercice 1896, un crédit de cinq cents francs (500^f), qui sera affecté à l'organisation de magasins au hachement au quartier Saint-Joseph, à Bastia.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Bastia.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32231. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'Exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de passerelles aux portes militaires de Calais, de Mardyck, et de Fumes Dunkerque.

Du 12 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Dunkerque, le 1^{er} 1896, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser au Trésor une somme de quatre mille sept cents francs à titre de fonds de concours pour l'établissement de passerelles pour piétons aux portes militaires de Calais de Mardyck et de Fumes;

Vu le récépissé constatant que le versement de ladite somme de quatre mille sept cents francs a été effectué par la ville de Dunkerque, le 1^{er} novembre 1896;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840,

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 6 janvier 1897.

Décide :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre des *Matériel*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de quatre mille sept cents francs qui sera affecté à l'établissement de passerelles pour les pontons militaires de Calais, de Mardyck et de Furnes.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée par la ville de Dunkerque, à titre de fonds de concours.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURI

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre

Signé : BILLOT.

32. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (pris par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Bour-de-Visa (canton de Bour-de-Visa, arrondissement de Moissac, département de Tarn-et-Garonne), portera à l'avenir le nom de Saint-Nazaire. (Paris, 19 Janvier 1897.)

33. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (pris par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Bour-de-Visa (département des Hautes-Pyrénées, arrondissement de Bagnères-de-Louron), portera à l'avenir le nom de Bagnères-de-Louron. (Paris, 19 Janvier 1897.)

34. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (pris par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que :

1. Richard (Ulise - Félix), né le 17 mars 1846, à Saint-Simon

2. Richard (Ulysse - Félix), né à Saint-Simon (Charente), le 31 octobre 1846, et demeurant tous deux à Vibrac (Charente),

sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Delisle et, en conséquence, à l'avenir, Richard-Delisle;

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an xi et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (Paris, 21 Mars 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1839.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

32235. — *Loi qui distrait de la commune d'Angoulins (Charente-Inférieure) la Section de Châtelailлон et l'érige en commune distincte.*

Du 27 Novembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 29 novembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le territoire de la commune d'Angoulins (arrondissement de Rochelle, département de la Charente-Inférieure) est divisé en deux communes dont les chefs-lieux sont fixés aux bourgs d'Angoulins et de Châtelailлон, et qui en porteront respectueusement les noms.
La limite entre ces deux communes est déterminée conformément à la ligne indiquée par un liséré vert figuré au plan annexé à la présente loi.

Ces dispositions recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la séparation sont réglées comme il

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Rhône, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lyon, le 6 août 1896.

Lu et approuvé :

Pour le Maire de Lyon :

Le Président du Conseil d'administration ;

L'Adjoint délégué,

Signé H. D'ESFORVELLES.

Signé : BALLET-GALLIFFET.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 18 septembre 1896, folio 22, case 18. Réçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : *Moysé*.

N° 32226. — *Décret qui modifie l'article 44 des Cahiers des charges annexés aux lois des 8 juin 1888 et 9 décembre 1891, relatives à l'établissement de deux lignes de Chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Haute-Savoie.*

Du 23 août 1896.

(Brouillé au Journal officiel du 24 août 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics

Vu, avec la convention de concession et le cahier des charges y annexé, la loi du 8 juin 1888, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, du chemin de fer d'intérêt local d'Étrémbières au plateau des Treize Arbres, sur le Grand Salève, concédé par le département à MM. de Meuron et Guénod;

Vu, avec la convention de concession et le cahier des charges y annexé, la loi du 9 décembre 1891, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le même département, du chemin de fer d'intérêt local partant de Veyrier pour aboutir à la ligne précédente, à la station de Monnetier-Mornex, et concédé aussi par le département à MM. de Meuron et Guénod;

Vu les décrets des 4 juillet 1891⁽¹⁾ et 14 avril 1892⁽²⁾, qui ont approuvé la substitution à MM. de Meuron et Guénod de la société des chemins de fer du Salève, comme concessionnaire des lignes déclarées d'utilité publique par les lois des 8 juin 1888 et 9 décembre 1891;

Vu le décret du 18 décembre 1895⁽³⁾, qui a autorisé la société des chemins de fer du Salève à créer dans ses voitures des compartiments de luxe pour lesquels serait établi un prix particulier à fixer par le préfet de la Haute-Savoie;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1419, n° 23977.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1481, n° 25116.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1768, n° 30889.

sement de Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne), est divisé en deux communes, dont les chefs-lieux sont fixés aux villages de Gourdan et de Seilhan, et qui en porteront respectivement les noms.

La limite entre ces deux communes est déterminée conformément à la ligne A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, figurée au plan d'assemblage annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Les autres conditions de la séparation sont réglées comme suit :

1° Les biens indivis immobiliers de la commune de Gourdan, consistant notamment en bois, prairies, carrières, etc., devront, si demande en est faite soit par Gourdan, soit par Seilhan, être partagés entre ces deux communes, à raison du nombre de feux existant dans chacune d'elles. A défaut de partage desdits biens, leurs produits, s'il en existe, seront répartis, d'après les mêmes bases, entre lesdites communes;

2° Il en sera de même des fonds pouvant exister dans la commune de Gourdan, à la date de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale;

3° La commune de Seilhan sera seule chargée du remboursement de l'emprunt de six mille francs (6,000^f) contracté en vertu d'un décret du 29 novembre 1880 pour l'agrandissement de sa maison d'école;

4° Les biens appartenant au bureau de bienfaisance de Gourdan seront partagés entre le bureau de bienfaisance de Gourdan et la commune de Seilhan, proportionnellement à la population municipale de ces deux communes, sous réserve des droits privatifs qui pourraient résulter d'actes de fondation en faveur de l'une ou de l'autre commune.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOTIS BARTHOU.

Vu le décret du 29 décembre 1888⁽¹⁾, qui a :

1° Déclaré d'utilité publique l'établissement du tramway d'Annemasse à Samoëns, avec embranchements de Bonne à Bonneville et de Saint-Jeoire à Marignier;

2° Concédié ce tramway et ces embranchements au département de la Haute-Savoie;

3° Approuvé le traité passé entre le département et M. Alesmonières, pour la rétrocession de l'entreprise; ensemble ledit traité;

Vu le décret du 14 juin 1890⁽²⁾, qui a approuvé la substitution à M. Alesmonières de la compagnie des chemins de fer économiques du Nord, comme rétrocessionnaire des lignes de tramway et embranchements dont il s'agit;

Vu le cahier des charges annexé au décret ci-dessus visé, du 29 décembre 1888, et notamment l'article 23;

Vu les propositions présentées, le 27 mars 1894, par la compagnie des chemins de fer économiques du Nord, et tendant à la suppression de l'embranchement de Saint-Jeoire à Marignier et au relèvement des tarifs au-dessus des maxima fixés par le cahier des charges de la concession;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur les propositions de la compagnie, en ce qui touche le relèvement des tarifs et, notamment, le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 8 juin 1895;

Vu les délibérations du conseil général de la Haute-Savoie, en date des 24 août 1894 et 22 août 1895;

Vu la lettre de la compagnie des chemins de fer économiques du Nord, en date du 15 novembre 1895;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef du contrôle, en date des 27 juillet 1894, 16 janvier, 18 juillet et 20 novembre 1895;

Vu la lettre du préfet de la Haute-Savoie, en date du 28 novembre 1895;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 27 avril 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et, notamment, l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions ci-après de l'article 23 du cahier des charges de la concession du tramway d'Annemasse à Samoëns et embranchements, annexé au décret précité du 29 décembre 1888, relatives au tarif spécial par wagon complet de marchandises transportées à petite vitesse :

PRIX		
des	de	
progr.	trans-	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
Minimum de chargement : cinq mille kilogrammes (5,000 ^k) :		
Marchandises des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classes.....	0 035	0 015 0 05

(1) XII^e série, Bull. 1227, n° 20451.

(2) XII^e série, Bull. 1235, n° 22367.

seize centimes et comprenant vingt-six créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1892, 1893 et 1894 ;

Ve l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Ve la lettre du ministre des finances, en date du 14 août 1896 ;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1892, 1893 et 1894, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1892, 1893 et 1894, un crédit supplémentaire de cent neuf mille sept francs quatre-vingt-seize centimes (109,007⁹⁶), destiné à payer vingt-six nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	181 ⁸⁷
Exercice 1893	484 19
Exercice 1894	108,341 90
TOTAL ÉGAL.....	109,007 96

2. L'ordonnement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant, série non comprise.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1896.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 19 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURTEL.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1892, 1893

NOMBRES des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES
26	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Seine-et-Oise.	MM. Goiffon et Jorre.	Remboursement de douane imposés sur ture de bois étrangers (service d'entretien gation de la Seine).
2 ^e SECTION.				
52	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Bordeaux. Loir-et-Cher.	M. Jonon, entrepre- neur. M. Gérard, proprié- taire.	Intérêts, en 1892, de de 500 ^e (ligne de Sal Buisson). Remboursement d'im- ment payés (ligne Sargé).
27	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Rhône. Seine-et-Oise.	MM. Meunier père et fils (en faillite). M. H. Feys, syn- dic, liquidateur. MM. Goiffon et Jorre.	Fournitures diverses 1893, pour le service Rhône. Remboursement de douane imposés sur ture de bois étrangers (navigation de la S Fourniture d'affiches l'adjudication de tra- gages à exécuter, e port de Trouville.
29	Ports maritimes. Tra- vaux ordinaires (en- retien et grosses réparations).	Calvados.	M. Pagny, imprimeur.	Fourniture d'affiches l'adjudication de tra- gages à exécuter, e port de Trouville.
2 ^e SECTION.				
54	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Dordogne. Loir-et-Cher. Administration des chemins de fer de l'État.	M. Jonon, entrepre- neur. M. Gérard, proprié- taire. La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Intérêts, en 1893, de de 500 ^e (ligne de Sal Buisson). Remboursement d'im- ment payés (ligne Sargé). Part de l'État dans le d'établissement de Libourne. A déduire : Valeur du tériel supprimé et tré en magasin (g de Ruffec), supérieur au montant des tra- cés de
RESTE À PAYER.				

pour l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

BUDGET DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
par mois.	par chapitre.	par exercice.	
FACILITÉS.			
184 95	184 95		Réclamation des intérêts produits le 4 mai
20 00			
21 92	21 92		
22 87			Le remboursement de la somme principale de différente à l'année 1884 a été autorisé par la l. 13 juillet 1896. Le remboursement des intérêts afférents à l'ex. 1891 a été autorisé par une loi du 13 juillet 1896
FACILITÉS.			
15 45			Mémoire présenté par le syndic de la faillite le 20 février 1896.
16 43			Voit note ci-dessus, chapitre 26, exercice 1892
17 96			Facture présentée le 11 décembre 1895.
18 00			
19 00			Voit note ci-dessus, chapitre 52, exercice 1892
20 00			Voit note, même nom, chapitre 52, exercice 1892
21 77			484 10 Décompte présenté par la compagnie le 23 juillet 1896.
22 76			
23 76			

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonne- ment ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES
54	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (suite.)	Paris (direct).	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Remboursement de la et intérêts afférents faites pour l'achat de la gare de Buzet (ligne de Gap).....

3	Personnel du corps des ponts et chaussées. Enseignement et école des ponts et chaussées.	Paris (direct).	M. Georges Carré, libraire.	Fourniture de trois à la Revue des sciences appliquées (année 1894).....
24	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	Idem.....	Le même.....	Fourniture de deux à la Revue des sciences appliquées (année 1894).....
26	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.	Alpes (Hautes-).	M. Brassier, entrepreneur.	Indemnités allouées de reconstruction nationale n° 85, à la location d'une voie Pont-d'Ain).....
29	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Ain.....	M. Foray (Joseph).	Transport d'un bateau land à Pont-d'Ain)
		Alpes (Basses-).	M ^{me} veuve Buron..	Remboursement des dépenses de location des lots de Duranc et du Bas
		Rhône.....	Le receveur principal des contributions indirectes à Digne.	Fourniture diverse 1894, pour le service Rhône.....
			MM. Meunier père et fils (en faillite).	
			M. H. Feys, syndic, liquidateur.	

2^e SECTION

67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Alpes (Hautes-).	M. Chaumeton, entrepreneur.	Indemnité transactionnelle des travaux de la déviation de la ligne de la gare de Baridel, de la ligne d'Aspres-les-Veynes. Intérêts du 16 au 31 décembre 1894.....
		Corse.....	M. Vignole, entrepreneur.	TOTAL.....
		Côte-d'Or....	Le département de la Côte-d'Or.	Solde de l'entrepreneur de la ligne de la gare de la Côte-d'Or. Subvention pour la construction d'un chemin de communication n° 17 sous le chemin de la gare aux Laumes). Intérêts du 20 au 31

ÉTAT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
par nature.	par chapitre.	par exercices.	
57 10 ⁰			Les remboursements afférents aux exercices périmés ont été autorisés par la loi du 13 juillet 1896.
TOTAL.			
60 00	60 00		Mémoire présenté le 20 mai 1896.
60 00	60 00		Idem.
6,000 10	6,000 10		Créance non acquittée dans les délais réglementaires par suite du refus du créancier d'accepter les prix proposés. Réclamation de l'intéressé en date du 16 mars 1896.
10 00			Idem.
12 00			Etats de frais d'adjudication transmis par le sous-directeur des contributions indirectes du département des Basses-Alpes, le 12 mars 1896.
106 10	141 35		Voir note, même nom, chapitre 27, exercice 1893.
12 25			
TOTAL.			
14,186 09			Payment non effectué dans les délais réglementaires par suite d'une réclamation de l'entrepreneur contre le règlement de son décompte définitif.
14,751 79			Le montant des dépenses de cette entreprise a été réglé définitivement par une décision ministérielle en date du 17 décembre 1896.
69 00			Crédit mis à la disposition des ingénieurs du contrôle, le 20 août 1894, et demeuré sans emploi par suite d'un malentendu.
		108,341 ⁹⁰	

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 21 Mars 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

1° Les édifices ou immeubles affectés à l'usage public deviendront, après la séparation, la propriété exclusive de la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés;

2° Les fonds pouvant exister dans la caisse de la commune d'Angoulins, à la date de la promulgation de la présente loi, et qui ne seraient grevés d'aucune affectation spéciale, seront partagés entre les deux communes au prorata du nombre des feux existant dans chacune d'elles;

3° La commune de Châtelailon sera seule tenue du remboursement des emprunts de cinq mille huit cents francs (5,800'), mille quatre cents francs (1,400') et cinq mille six cent cinquante francs (5,650') contractés en vertu des décrets et arrêtés des 13 novembre 1882, 25 novembre 1885 et 1^{er} février 1894, pour la construction des chemins vicinaux ordinaires n° 3 et 4, et pour l'installation d'une maison d'école.

La même commune contribuera au service de l'emprunt de soixante-quatre mille francs (64,000'), autorisé par décret du 19 juillet 1895, par le versement de l'annuité correspondant au remboursement de la somme de six mille deux cent cinquante francs (6,250') comprise dans ledit emprunt pour l'établissement d'un bureau de poste et de télégraphe à Châtelailon.

Le surplus du passif communal restera à la charge de la commune d'Angoulins.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1896.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 32236. — *Loi qui distrait de la commune de Gourdan (Haute-Garonne) le hameau de Seilhan et l'érige en municipalité distincte.*

Du 27 Novembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 29 novembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire de Gourdan (canton de Barbazan, arrondis-

la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;
la les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 10 août 1881⁽²⁾, 20 mars 1882⁽³⁾;
le Conseil d'État entendu.

Décret :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Loir-et-Cher, suivant les dispositions générales des lois ci-dessus visés, de deux lignes de tramways, à traction mécanique, destinées au transport des voyageurs et des marchandises : 1^{re} entre Montrichard et le raccordement, à Cellettes, avec le chemin de fer d'intérêt général de Saint-Aignan-Noyers à Blois (faubourg de Blois); 2^e entre Oucques et Vendôme.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme faite et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits tramways ne sont pas accomplies dans le délai de quatre ans à partir de la date du présent décret.

2 Le département de Loir-et-Cher est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation des lignes de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3 Est approuvée la convention passée, le 10 août 1896, entre le département de Loir-et-Cher, agissant au nom du département, et la compagnie des tramways de Loir-et-Cher, pour la concession des tramways mentionnés, conformément aux conditions du bordereau des prix annexé au cahier des charges y annexé, lequel sera applicable aux tramways de la Motte-Beuvron à Blois et de Blois à Ouzouer-le-Vieux.

4 La dite convention, le bordereau des prix, le cahier des charges, ainsi que les plans d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

5 Pour l'application des articles 15 et 36 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1881, le maximum de la charge annuelle pouvant incomber au Trésor pour l'ensemble des lignes désignées à l'article 3 est fixé à cent cinquante mille cinq cent cinquante-quatre francs trente-cinq centimes (135,554³⁵), comprenant le maximum de quatre-vingt-huit mille huit cents francs (88,800⁰⁰) fixé par le décret du 23 décembre 1896.

6 Le montant de la subvention annuelle du Trésor sera réglé pour le maximum du capital de premier établissement et l'intérêt à servir sur ce capital d'après les bases fixées à la convention annexée au décret.

(1) *Bull.* 629, n° 10747.
(2) *Bull.* 664, n° 11222.

(3) XII^e série, *Bull.* 695, n° 11818.

cret du 23 décembre 1886 et à la convention du 10 août 1896 et
frai d'exploitation d'après la convention précitée du 10 août 1896.

Dans tous les cas où, conformément à cette convention, le dé-
tement participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viend-
au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés p-
département.

5. Il est interdit à la compagnie des tramways de Loir-et-4
sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou
directement, dans une opération autre que la construction ou
ploitation des lignes de tramways qui lui sont concédées ou ré-
dées, sans y avoir été préalablement autorisée par décret, éti
en conseil d'Etat.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution
présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au Havre, le 23 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le dix août.

Entre :

M. Duréault, chevalier de la Légion d'honneur, officier d'Académie, préfet de
et-Cher, agissant pour le compte du département, en vertu de la loi du 2
1880 et des décrets des 6 août 1882, 20 mars 1882, 23 décembre 1885 et 30
1894, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette
en vertu des délibérations du conseil général en date des 20 janvier et 22 août
14 septembre 1893 et 14 avril 1896, et des délibérations de la commission de
mentale en date des 2 décembre 1893, 13, 24 juin et 10 août 1896.

D'une part;

Et M. Faliès, administrateur délégué de la société anonyme dite Compagnie
tramways de Loir-et-Cher, dont le siège social est à Blois, rue du Haut-Bourge
déjà concessionnaire dans le département des deux lignes de tramways à va-
voie d'un mètre (1^m), de Blois à Ouzouer-le-Marché et de Lamotte-Beuvron-
(Vienne), en vertu du décret du 23 décembre 1886, qui a déclaré ces deux
d'utilité publique et en a homologué la concession par le département à M. Fa-
du décret du 16 juin 1891, qui a autorisé la substitution de ladite société à M.
ledit M. Faliès agissant aujourd'hui au nom et pour le compte de ladite société
vertu des pouvoirs réguliers qui lui ont été délégués par ladite société, à co-
par les délibérations du conseil d'administration en date des 11 août 1895 et 1
1896,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de Loir-et-Cher concède à la compa-
gny tramways de Loir-et-Cher, qui accepte, l'établissement et l'exploitation des deu-
velles lignes de tramways à vapeur, à voie d'un mètre (1^m), ci-après :

1^{re} Ligne de Montrichard à Blois, partant de Montrichard, où elle sera en

avec la part de Montrichard de la ligne de Tours à Vierzon, — passant par ou près Puteux, Poullievoy, Sambin, Monthou-sur-Bièvre et les Montils, — se raccordant avec la ligne d'intérêt général de voie d'un mètre (x^m) de Saint-Aignan à Blois, concédée à la compagnie des chemins de fer d'Orléans par la loi du 30 mars 1893, à son près la station de Cellottes (avant la traversée du Beuvron), — et empruntant jusqu'à Blois (faubourg de Vienne), à titre de tronçon commun, la partie de ladite ligne de Saint-Aignan à Blois comprise entre ce point de raccordement et la gare terminale de Blois (Vienne).

La compagnie des tramways de Loir-et-Cher s'engage à faire circuler ses voitures sur les lignes déjà concédées depuis le raccordement du tramway de Montrichard avec Blois sur le chemin de fer d'intérêt général de Saint-Aignan-Noyers à Blois (faubourg de Vienne) jusqu'à Blois (faubourg de Vienne);

2^e ligne d'Oucques à Vendôme, partant de la gare actuelle d'Oucques de la ligne de tramway à vapeur de Blois à Ouzouer-le-Marché, avec laquelle elle sera raccordée, passant par ou près Épiais, Faye, Rocé et Areines — et aboutissant à la gare de Vendôme de la ligne d'intérêt général de Blois à Vendôme et Pont-de-Braye, avec laquelle elle sera raccordée.

3. Cette concession est faite pour un laps de temps qui commencera à la date du décret déclaratif d'utilité publique des deux lignes définies ci-dessus et prendra fin le 31 décembre 1936, date de l'expiration de la concession des lignes de Blois à Ouzouer-le-Marché et de Lamotte-Beuvron à Blois, — étant entendu que pour ces dernières lignes le département, par la présente convention, renonce à la faculté qu'il s'était réservée par l'article 16 du cahier des charges de la concession de ces deux lignes antérieures, de faire cesser ladite concession à l'expiration de la trentième année et que cette renonciation prendra date à partir de la déclaration d'utilité publique des nouvelles lignes.

4. Cette concession est faite en vertu de la loi du 11 juin 1880 et des règlements d'administration publique pour l'exécution de cette loi et aux charges, clauses et conditions de la présente convention, ainsi que du cahier des charges et du bordereau des prix qui y sont annexés, à l'exécution desquels la compagnie des tramways de Loir-et-Cher déclare s'engager.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type des tramways annexé au décret du 6 août 1881, sauf l'adjonction des articles 7 bis, 7 ter et 32 bis et les modifications introduites aux articles 6, 7, 11, 12, 15, 17, 19, 21, 32 et 38.

5. Au point de vue de l'entretien et de l'exploitation, du rachat et de la déchéance, des tarifs et conditions de transport, des services publics et des clauses diverses, les nouvelles lignes faisant l'objet de la présente concession ne formeront qu'un réseau avec les deux lignes déjà en exploitation, de façon à constituer un réseau unique régi par les mêmes charges, clauses et conditions.

À cet effet, à partir du jour de l'approbation de la présente concession par le décret déclaratif d'utilité publique des nouvelles lignes, le cahier des charges annexé à la présente convention sera seul appliqué dans tous ses effets à la fois à ces deux nouvelles lignes de Montrichard à Blois (Vienne) et d'Oucques à Vendôme, ainsi qu'à ces anciennes lignes déjà exploitées de Lamotte-Beuvron à Blois (Vienne) et de Blois à Ouzouer-le-Marché.

Les dispositions également applicables aux deux anciennes lignes énumérées ci-dessus les articles 14 et 15 de la présente convention.

6. La construction et l'armement des deux lignes de tramways à vapeur qui font l'objet de la présente convention seront faits par la compagnie concessionnaire. Ils comprendront :

a) la totalité des dépenses en travaux et fournitures d'objets mobiliers et immobiliers nécessaires au complet établissement et à l'exploitation de ces deux lignes, notamment :

1^{er} les études et la confection des projets définitifs, les plans de bornage et procès-verbaux de bornage et la confection des atlas d'ouvrages, etc.;

2^o les acquisitions de terrains nécessaires à l'établissement de la plate-forme des lignes, de leurs stations et de toutes leurs dépendances, telles que déviations de chemins, chemins et cours d'eau et ateliers de réparations, à l'exception toutefois de ceux de la nature des voies publiques de toute catégorie nécessaire à l'assiette des lignes

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices 1892, 1893 et 1894

NUMÉRO des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	SOMME DES CRÉANCES.
EXERCICE				
BUDGET				
1^{re} SECTION. —				
26	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).	Seine-et-Oise.	MM. Goiffon et Jorje.	Remboursement de droits de douane imposés sur la fourniture de bois étrangers, en 1892 (service d'entretien de la navigation de la Seine).....
2^e SECTION. —				
52	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Bordeaux..... Loir-et-Cher.....	M. Jonon, entrepre- neur. M. Gérard, proprié- taire.	Intérêts, en 1892, d'une somme de 600 ^{fr} (ligne de Saint-Denis à Buisson). Remboursement d'impôts indé- ment payés (ligne de Tours à Sargé).....
EXERCICE				
BUDGET				
1^{re} SECTION. —				
27	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Rhône..... Seine-et-Oise.	MM. Mignier père et fils (en faillite). M. H. Feys, syn- dic, liquidateur. MM. Goiffon et Jorje.	Fournitures diverses faites, en 1893, pour le service spécial de Rhône. Remboursement de droits de douane imposés sur la fourni- ture de bois étrangers, en 1893 (navigation de la Seine).....
29	Ports maritimes. Tra- vaux ordinaires (en- retien et grosses réparations).	Calvados.....	M. Pagny, imprimeur.	Fourniture d'affiches en vue de l'adjudication de travaux de drag- ages à exécuter, en 1893, au port de Trouville.....
2^e SECTION. —				
54	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Bordeaux..... Loir-et-Cher..... Administration des chemins de fer de l'État.	M. Jonon, entrepre- neur. M. Gérard, proprié- taire. La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Intérêts, en 1893, d'une somme de 600 ^{fr} (ligne de Saint-Denis à Buisson). Remboursement d'impôts indé- ment payés (ligne de Tours à Sargé). Part de l'État dans les dépenses d'établissement de la gare Libourne..... 434 ^{fr} A déduire: Valeur du ma- tériel supprimé et ren- tré en magasin (gare de Ruffec), supérieure au montant des travaux exécutés de..... 127
RESTE À PAYER.....				307

devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

N°	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
72.				
REDAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
1	131 ¹ 95 ^c	131 ¹ 95 ^c		Réclamation d'intérêts produite le 4 mai 1896.
2	25 00			Le remboursement de la somme principale de 500 ^f afférente à l'année 1884 a été autorisé par la loi du 13 juillet 1896. Le remboursement des impôts afférents à l'exercice 1891 a été autorisé par une loi du 13 juillet 1896.
3	24 92	49 92		
73.				
REDAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
4	25 45			Mémoire présenté par le syndic de la faillite le 10 février 1896.
5	95 98			Voir note ci-dessus; chapitre 26, exercice 1892.
6	24 92			Facture présentée le 11 décembre 1895.
7	25 00			Voir note ci-dessus; chapitre 52, exercice 1892.
8	24 77			Voir note; même nom, chapitre 52, exercice 1892.
9	24 77			Décompte présenté par la compagnie le 23 avril 1896.
10	24 77			
11	24 77			
12	24 77			
13	24 77			
14	24 77			
15	24 77			
16	24 77			
17	24 77			
18	24 77			
19	24 77			
20	24 77			
21	24 77			
22	24 77			
23	24 77			
24	24 77			
25	24 77			
26	24 77			
27	24 77			
28	24 77			
29	24 77			
30	24 77			
31	24 77			
32	24 77			
33	24 77			
34	24 77			
35	24 77			
36	24 77			
37	24 77			
38	24 77			
39	24 77			
40	24 77			
41	24 77			
42	24 77			
43	24 77			
44	24 77			
45	24 77			
46	24 77			
47	24 77			
48	24 77			
49	24 77			
50	24 77			
51	24 77			
52	24 77			
53	24 77			
54	24 77			
55	24 77			
56	24 77			
57	24 77			
58	24 77			
59	24 77			
60	24 77			
61	24 77			
62	24 77			
63	24 77			
64	24 77			
65	24 77			
66	24 77			
67	24 77			
68	24 77			
69	24 77			
70	24 77			
71	24 77			
72	24 77			
73	24 77			
74	24 77			
75	24 77			
76	24 77			
77	24 77			
78	24 77			
79	24 77			
80	24 77			
81	24 77			
82	24 77			
83	24 77			
84	24 77			
85	24 77			
86	24 77			
87	24 77			
88	24 77			
89	24 77			
90	24 77			
91	24 77			
92	24 77			
93	24 77			
94	24 77			
95	24 77			
96	24 77			
97	24 77			
98	24 77			
99	24 77			
100	24 77			

N° des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonne- ment ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
54	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Suite.)	Paris (direct).	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Remboursement de frais généraux et intérêts afférents aux dépenses faites pour l'agrandissement de la gare d'Aspres-Buëch (ligne de Grenoble Gap).....
EXERCICE				
BUDGET				
1^{re} SECTION				
3	Personnel du corps des ponts et chaussées. Enseignement et école des ponts et chaussées.	Paris (direct).	M. Georges Carré, libraire.	Fourniture de trois abonnements à la <i>Revue des sciences pures et appliquées</i> (année 1894).....
24	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.	Idem.....	Le même.....	Fourniture de deux abonnements à la <i>Revue des sciences pures et appliquées</i> (année 1894).....
26	Routes et ponts. Grosses réparations et restaurations.	Alpes (Hautes-).	M. Brassier, entrepreneur.	Indemnités allouées pour travaux de reconstruction de la route nationale n° 85, à Terre-Dieu
		Ain.....	M. Foray (Joseph).	Location d'une voiture (Priey Pont-d'Ain).....
29	Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaires (entretien et grosses réparations).....	Alpes (Basses-).	M ^{me} veuve Baroin..	Transport d'un bateau (Port-Grand à Pont-d'Ain).....
		Rhône.....	Le receveur principal des contributions indirectes à Digne.	Remboursement des frais d'adjudication des lots de pêche de Durance et du Buëch.....
			MM. Meunier père et fils (en faillite). M. H. Feys, syndic, liquidateur.	Fournitures diverses faites, en 1894, pour le service spécial du Rhône.....
2^e SECTION. — DÉPENSES				
67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	Alpes (Hautes-).	M. Chaumeton, entrepreneur.	Indemnité transactionnelle solde des travaux d'infrastructure de la déviation en terrain, à travers le col de Baridel, de la ligne de Crêt-Aspres-les-Veynes... 14,136
		Corse.....	M. Vignole, entrepreneur.	Intérêts du 16 au 31 décembre 1894..... 50
		Côte-d'Or....	Le département de la Côte-d'Or.	TOTAL..... 14,186
				Solde de l'entreprise de pose de voie et ballastage de la section de la ligne de Meaux à Compiègne comprise entre Vaux-la-Petite et Corté.....
				Subvention pour travaux de construction d'un aqueduc et sous le chemin de grande communication n° 17 (ligne d'Arc aux Laumes). (Décision ministérielle du 20 août 1894.)

Le concessionnaire aura soin de maintenir le nombre de trains nécessaire par le trafic, tant en voyageurs qu'en marchandises.

Le préfet pourra, en outre, après avis du contrôle et la compagnie entendue, évaluer l'insuffisance de trains supplémentaires moyennant une allocation de soixante centimes (0° 70) au plus par kilomètre parcouru, étant stipulé que la dépense et la recette correspondante n'entreront pas en compte dans la formule d'exploitation.

Quant les dépenses annuelles réellement faites et dûment justifiées, y compris les salaires et frais d'administration, qui sont fixés à forfait au dixième des dépenses locales contrôlées et arrêtées, n'atteindront pas, par kilomètre, le maximum fixé par la formule :

$$F = 1,200 + \frac{2R}{3},$$

et seront majorées, à titre de prime d'économie, des deux tiers de la différence entre ce maximum et le montant des dépenses réelles. Ce sont les dépenses réelles, entendues, s'il y a lieu, de cette prime d'économie, qui seront comptées à la compagnie concessionnaire comme dépenses d'entretien et d'exploitation.

En cas d'insuffisance de recettes quand la recette brute kilométrique annuelle, imputée, pour les lignes de tout le réseau considérées dans leur ensemble, sera inférieure à la dépense kilométrique annuelle d'entretien et d'exploitation calculée comme il est stipulé ci-dessus.

Il n'y aura excédent dans le cas contraire.

Les recettes brutes, impôts déduits, seront inférieures aux dépenses d'entretien et d'exploitation, calculées comme il vient d'être dit ci-dessus, c'est-à-dire insuffisantes pour couvrir la somme réservée à la compagnie, les insuffisances par rapport à la somme seront à la charge de la compagnie jusqu'au moment où elle pourra se rembourser comme il est dit ci-après.

Les insuffisances s'ajouteront la moitié du total des insuffisances déjà portées ou à porter au compte des insuffisances pour les lignes de Blois à Ouzouer-le-Marché et de Blois-Bourges à Blois (Vienne), tel qu'il sera arrêté à la clôture de l'exercice qui sera la mise à l'exploitation des lignes de Montrichard à Blois et d'Ouzouer à Vienne, étant entendu que la compagnie renonce à l'autre moitié de ces insuffisances.

Les recettes brutes, impôts déduits, seront supérieures aux dépenses d'entretien et d'exploitation calculées comme il est dit plus haut, l'excédent sera, tout d'abord, conservé par la compagnie pour se rembourser, sans intérêt, des insuffisances calculées à ce moment comme il est dit au paragraphe précédent.

Le surplus seulement sera attribué au département pour venir en déduction des versements du capital de premier établissement et effectuer, s'il y a lieu, les versements que le département pourrait avoir à faire à l'État par application de l'article 12 ci-dessus.

La compagnie devra constituer un fonds de réserve pour le renouvellement de son matériel fixe et roulant.

En effet, elle devra prélever annuellement sur les parts de recettes qui lui sont attribuées à titre de prime d'économie, dans les dépenses d'entretien et d'exploitation, en compte, comme il est dit à l'article 14 ci-dessus, jusqu'à concurrence de cinquante francs (150°) par kilomètre, des sommes annuelles destinées à former le fonds de réserve dont le maximum est limité à deux mille francs (2,000°) par kilomètre.

Les versements annuels seront suspendus tant que le fonds de réserve sera au-dessous de deux mille francs (2,000°) par kilomètre et recommenceront quand ce fonds de réserve sera entamé, jusqu'à ce qu'il soit ramené de nouveau au complet de deux mille francs (2,000°) par kilomètre.

Le fonds de renouvellement restera la propriété de la compagnie, qui en touchera les intérêts et rentrera en libre possession de ce qui n'aurait pas été dépensé à l'expiration de la concession. Mais la compagnie sera tenue de le déposer à une caisse de dépôt au département et, en dehors des intérêts, elle ne pourra en retirer une somme quelconque qu'avec l'autorisation du préfet et seulement pour solder les dépenses du service du contrôle aura reconnues avoir le caractère de dépenses de renouvellement.

N° 32253. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 30 août 1896, par laquelle le conseil général du Var a émis un vœu dans le sens de la séparation des églises et de l'État. (*Paris, 11 Février 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

Sont pour l'ensemble des deux lignes :

En ce qui concerne le capital de premier établissement, à cinquante et un kilomètres (51^{km});

Et en ce qui concerne l'exploitation, à cinquante-neuf kilomètres cinq cents mètres (59^{km} 500^m).

17. La compagnie concessionnaire s'engage à n'employer dans la construction et l'exploitation que des matières et du matériel de provenance française et à n'utiliser que des Français comme agents de l'exploitation.

18. La validité de la présente convention est subordonnée à la déclaration d'utilité publique des lignes de Montrichard à Blois (faubourg de Vienne) et d'Oucques à Blois, et à l'allocation par l'État du maximum de la subvention autorisée par la loi du 21 juin 1880 et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

Pour la Compagnie des tramways
de Loir-et-Cher :

L'Administrateur délégué,

Signé : FALIÈS.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Signé : DURÉAULT.

Acté à Blois, le 27 juin 1896, folio 55, case 8. Reçu un franc vingt-cinq centimes compris. — Signé : Pullasse.

SÉRIE DES PRIX.

NATURE DES DÉPENSES.	PRIX.
I^{re} PARTIE. — INFRASTRUCTURE.	
I. — FRAIS D'ÉTUDES.	
1. Frais d'études, de surveillance et de direction des travaux et frais généraux en général. Le kilomètre de tramway concédé.	1,000 ^f 00 ^c
II. — TERRAINS.	
2. Terrains. — Les dépenses réelles d'acquisition de terrains seront remboursées à la compagnie avec une majoration de 15 pour 100 pour frais généraux, frais d'administration et avances de capitaux.	
III. — TRAVAUX.	
1^{re} section. — Terrassements et ouvrages accessoires.	
Terrassements, déblais de toute nature, y compris transport et emploi. Le mètre cube.....	1 80
Travaux accessoires sur les parties en déviation, règlement, perrés, murs de soutènement, gazonnage dans les talus, armoirissements. Le kilomètre de tramway établi en déviation.....	1,000 00
Rectification des routes et chemins et cours d'eau. Passages à niveau, passages de dessertes et chemins ruraux. Le kilomètre de tramway concédé.....	600 00
Établissement de banquettes en gazon pour séparer la voie de la chaussée, caniveaux, parapets, drains à pierres sèches, rectification des chaussées en empiétement, enfin tous travaux accessoires sur les routes et chemins empruntés par le tramway. Le kilomètre de tramway établi sur routes et chemins.	2,200 00

NUMÉROS d'ordre.	NATURE DES DÉPENSES.	PRIX.
2 ^e section. — <i>Ouvrages d'art.</i>		
1 ^{er} Ouvrages pour l'écoulement des eaux.		
7	Bases de trente centimètres de diamètre. Le mètre linéaire....	10 ⁵
8	Bases de quarante centimètres de diamètre. Le mètre linéaire....	30
9	Aqueducs de soixante centimètres d'ouverture. Le mètre linéaire.....	60
10	Ponceaux d'un mètre d'ouverture. Le mètre linéaire.....	115
11	Ponceaux d'un mètre cinquante centimètres d'ouverture. Le mètre linéaire.....	145
12	Ponceaux de deux mètres d'ouverture. Le mètre linéaire.....	200
13	Ponceaux de trois mètres d'ouverture. L'un.....	3,500
14	Ponts de quatre mètres d'ouverture. L'un.....	4,500
15	Pont de six mètres d'ouverture.....	6,500
16	Le passage supérieur sur le chemin de fer de Juvisy à Tours et l'élargissement des ouvrages de la ligne de Vendôme à Blois (État) seront payés sur facture avec majoration de 8 pour 100 pour frais généraux.	
2 ^e Ouvrages pour le rétablissement des voies de communication.		
17	Le kilogramme de fer.....	0
18	Béton de chaux hydraulique. Le mètre cube.....	16
19	Maçonnerie de moellon de pierre sèche. Le mètre cube.....	4
20	Maçonnerie de moellon de chaux hydraulique. Le mètre cube.....	12
21	Pierre de taille des carrières du pays. Le mètre cube.....	70
22	Moellon piqué ou tétu des carrières du pays. Le mètre cube.....	40
23	Taille de pierre, surface vue. Le mètre carré.....	8
24	Surface vue du moellon piqué. Le mètre carré.....	8
25	Surface vue du moellon tétu. Le mètre carré.....	5
(Il est entendu que les prix unitaires ci-dessus, du numéro 17 au numéro 25, ne sont applicables qu'aux travaux non prévus en bloc dans les autres prix de la série.)		
II ^e PARTIE. — SUPERSTRUCTURE.		
I. — VOIE ET MARCHE-PIED.		
26	Voie en acier, en rails Vignole de quinze kilogrammes le mètre linéaire posés sur traverses espacées de quatre-vingts centimètres, d'axe en axe, y compris boulons et éclisses en fer, tirefonds, fourniture de ballast, pose et consolidation jusqu'à complet bourrage des traverses. Par mètre linéaire.....	17
27	Changements, croisements de voie, par appareil et non compris les voies. L'un.....	80
28	Plaques tournantes. L'une.....	1,400
29	Ponts à bascule. L'un.....	2,500
30	Grues fixes. L'une.....	3,000
31	Alimentation d'eau. L'une.....	500
II. — STATIONS.		
32	Remise pour une machine, avec dortoir. L'une.....	5,000
33	Gares terminus de Montrichard et de Vendôme. Bâtiment des voyageurs, halle couverte, quais, trottoirs, cours, etc., y compris les raccordements avec les gares d'Orléans et de l'État. L'une.....	15,000

NATURE DES DÉPENSES.		PRIX.
34	Gares de bifurcation de Gelbottes et d'Oucques, complément d'aménagements à la charge des lignes de Montrichard à Blois et d'Oucques à Vendôme. L'une.....	10,000 ⁰⁰
35	Complément d'aménagements de la gare de Blois (Vienne), part contributive de la ligne de Montrichard à Blois.....	35,000 00
	Stations intermédiaires, savoir :	
	Empierrement des cours, quais à bestiaux, abri avec petit magasin ou guérite en fer et briques, savoir :	
36	Pour une station de 1 ^{re} classe.....	3,500 00
37	Pour une station de 2 ^e classe.....	3,000 00
38	Pour une station de 3 ^e classe.....	2,500 00
39	Petit abri et aménagements divers pour une halte.....	800 00
40	Téléphone, y compris fourniture et pose. Le kilomètre de ligne.....	300 00
	III ^e PARTIE. — MATÉRIEL ROULANT.	
41	Locomotive du poids de quinze tonnes en ordre de marche.	
	L'une.....	25,000 00
42	Voiture à voyageurs. L'une.....	5,000 00
43	Voitures, fourgons-poste. L'une.....	4,500 00
44	Fourgons. L'un.....	3,500 00
45	Wagons couverts ou tombereaux. L'un.....	3,000 00
46	Wagons plats. L'un.....	1,500 00
47	Grues roulantes. L'une.....	6,000 00
48	Frein à vide continu à installer sur la machine. Par machine.....	1,500 00
49	Frein à vide, à huit sabots, pour voitures-fourgons, avec appareils de commande à l'intérieur. Par véhicule.....	1,000 00
50	Frein à vide, à quatre sabots, pour voitures et fourgons. Par véhicule.....	500 00
51	Boyaux et raccords destinés à réunir les wagons pour la communication de l'appareil de la machine avec les voitures et les fourgons. Par wagon.....	200 00
52	Pièces de rechange.....	25,000 00
NATURE DES DÉPENSES.		QUANTITÉS.
	Matériel roulant et pièces de rechange.	
Locomotives.....		6
Voitures.....		4
Voitures motrices.....		4
Voitures.....		2
Voitures complètes.....		2
Voitures.....		2
Bois de coussinets pour locomotives.....		2
Bois montés des voitures et wagons.....		4
Bois de ressorts de suspension pour voitures.....		2
Bois de garde-voitures et wagons.....		1
Bois de ressorts de suspension pour wagons.....		4
Bois à huile.....		14
Bois de voitures et wagons.....		20
Bois de voitures et wagons.....		6
Bois de voitures et wagons.....		14

NATURE DES DÉPENSES.	QUANTITÉ
Tampons de machines.....	3
Faux tampons de machines.....	2
Crochets de traction.....	15
Ressorts de traction.....	15
Ressorts de choc.....	2
Rails de huit mètres.....	20
Boulons d'éclisse.....	500
Tire-fonds.....	1,500
Boulons assortis pour machines, voitures et wagons.....	500
Glaces pour voitures, fermetures de portes et petites pièces diverses pour voitures et wagons, telles que mains de choc, menottes de suspension, axes, clavettes, etc.	

NOTA. Les travaux d'entretien, depuis l'ouverture jusqu'au 31 décembre de l'année courante seront payés sur états justificatifs et dans la proportion fixée par la convention.

Dressé en triple pour être annexé à la convention de concession en date du 10 août 1896.

Pour la compagnie des tramways
de Loir-et-Cher :

L'Administrateur délégué,

Signé : FAILLÉ.

Le Préfet de Loir-et-Cher.

Signé : DUNEAULT.

Enregistré à Blois, le 27 juin 1896, folio 55, case 10. Reçu un franc vingt centimes, décimes compris. — Signé : Pallasse.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges destiné au transport des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par moteur mécanique.

Tracé.

2. Les deux lignes concédées sont les lignes suivantes, savoir :

1^{re} La ligne de Montrichard à Blois (faubourg de Vienne), à construire, soit entre Montrichard (où elle se raccordera avec la gare de Montrichard du chemin de fer de Tours à Vierzon) et son raccordement avec le chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre (1^{er}) de Saint-Aignan à Blois (Vienne) en un point à déterminer ou près Cellettes, avant la traversée du Beuvron et empruntant ensuite, à ce tronçon commun, la partie de ce chemin de fer comprise entre ce point de raccordement et la gare de Blois (Vienne), qui servira de gare commune et, à exploiter les gares de Montrichard et Blois (Vienne) ;

La ligne d'Oucques à Vendôme, à construire en entier entre la station d'Oucques et la gare de Vendôme (où elle se raccordera à la gare de Vendôme du chemin de fer d'intérêt local de Blois à Pont-de-Braye), et à exploiter entre les gares d'Oucques et de Vendôme.

Délais d'exécution.

1. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de l'approbation des projets d'exécution des tracés et des terrassements. Ils seront poursuivis et terminés dans un délai de deux ans, sous la réserve spécifiée à l'article 11 de la convention et qui concerne la ligne de Montrichard à Blois.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

2. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres (2^m). y compris toutes saillies, notamment celle des marchandises latérales; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres (3^m).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre cinquante centimètres (1^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

3. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m). Une partie droite de vingt mètres (20^m) au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à trente centimètres (0^m 30) par mètre. Une partie horizontale de vingt mètres (20^m) au moins devra être ménagée entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La compagnie concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

4. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage ou dans un empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition de la compagnie concessionnaire, qui restera chargée d'établir à ses frais ce pavage ou cet empièchement.

La chaussée pavée ou empièchée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), permettant à une voiture ordinaire de se tenir pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Entre les rails, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et le matériel de l'arrêt extérieure de la voie publique. Toutefois, le préfet pourra autoriser la réduction de cette largeur au-dessous d'un mètre dix centimètres (1^m 10) dans des sections déterminées où l'étude détaillée des projets d'exécution le justifiera.

tion le fera reconnaître comme indispensable, mais sans que la distance entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et la verticale passant par la limite de propriété riveraine puisse descendre au-dessous d'un mètre quarante centimètres (1^m 40).

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de gravier ou de sable de la localité admise par le service, contrôlé, d'un mètre quatre-vingt centimètres (1^m 80) au moins de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) pour une route nationale cinq mètres soixante centimètres (5^m 60) pour une route départementale, cinq mètres (5^m) pour un chemin de grande communication, quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour un chemin vicinal d'intérêt commun, quatre mètres (4^m) pour un chemin vicinal ordinaire, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route. Dans le cas où ces emplacements seraient supprimés après autorisation, ils seraient remplacés par la compagnie concessionnaire au moyen de gazon en nombre suffisant.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au maximum d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un décaissement pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur, intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route. Toutefois le préfet pourra autoriser la réduction de cette largeur au-dessous d'un mètre dix centimètres (1^m 10) dans des sections déterminées où l'étude détaillée des projets d'établissement le fera reconnaître comme indispensable, mais sans que la distance entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et la verticale passant par la limite de propriété riveraine puisse descendre au-dessous d'un mètre quarante centimètres (1^m 40).

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne feront pas saillie sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

7 bis. Dans toutes les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des chemins, c'est-à-dire en déviation, l'on observera les dispositions suivantes :

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté de la voie entre le bord extérieur des rails et l'arête supérieure du ballast, sera telle de façon que cette arête se trouve sur la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquetta de largeur telle que l'arête de cette banquetta se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) de la partie la plus saillante du matériel roulant.

La compagnie concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés et rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux. Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie et après avis du service de contrôle.

Elle sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant toute la durée de la concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente

Incidents d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux, et de prévenir l'insalubrité pouvant provenir des chambres d'emprunt.

Elle établira de même les communications publiques ou particulières que l'exécution de ses travaux l'obligera à modifier.

Elle s'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, pontons, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divisions d'eau et des chemins publics et particuliers seront en maçonnerie, en fer et en acier.

1^{er}. Les terrains seront acquis, les terrassements et ouvrages d'art seront exécutés et les rails seront posés pour une voie seulement, sauf dans les gares et stations et sur en pleine voie pour l'établissement d'emplacements pour le dépôt des matériaux d'entretien s'il y a lieu.

La compagnie ne sera jamais tenue d'établir une seconde voie.

Les points seront jugés des cas où il y aura lieu de dispenser la compagnie de paquets et de barrières aux passages à niveau, la compagnie entendue et sans recours au ministre des travaux publics.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

La largeur des larges à réserver est fixée d'après les cotes suivantes :

1^{re} Deux trottoirs, un mètre dix centimètres (1^m 10);

2^{de} Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir.

3^{de} Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

4^{de} Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées rémanifiées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition de la compagnie concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et de poids de quinze kilogrammes (15^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses.

Les traverses seront de dix par longueur de huit mètres (8^m) et de onze par longueur de dix mètres (10^m). Elles auront au moins un mètre soixante centimètres (1^m 60) de largeur, dix à onze centimètres (0^m 10 à 0^m 11) d'épaisseur et quinze centimètres (0^m 15) de largeur.

INDICATEUR des chapitres et services.	LIEU de l'accommo- dement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État. (Suite.)	Paris (direct).	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Remboursement de frais généraux et intérêts afférents aux dé- penses faites pour l'agrandisse- ment de la gare d'Aspres-sur- Buëch (ligne de Grenoble à Gap).....

EXERCICE

BUDGET

1^{re} SECTION

Personnel du corps des ponts et chaus- sées. Enseignement et école des ponts et chaussées.	Paris (direct).	M. Georges Carré, libraire.	Fourniture de trois abonnements à la <i>Revue des sciences pures appliquées</i> (année 1894).....
Matériel et dépenses diverses de l'admini- stration centrale.	Idem.....	Le même.....	Fourniture de deux abonnements à la <i>Revue des sciences pures appliquées</i> (année 1894).....
Routes et ponts. Grosses réparations et res- taurations.	Alpes (Hautes-).	M. Brassier, entre- preneur.	Indemnités allouées pour travaux de reconstruction de la route nationale n° 85, à Terre-Dieu.
	Ain.....	M. Foray (Joseph).	Location d'une voiture (Priey, Pont-d'Ain).....
		M ^{me} veuve Buroin..	Transport d'un bateau (Pont-Ga- land à Pont-d'Ain).....
Navigation intérieure. Rivières. Travaux ordinaux (entretien et grosses répara- tions).....	Alpes (Basses-).	Le receveur princi- pal des contribu- tions indirectes à Digne.	Remboursement des frais d'adju- dication des lots de pêche de la Durance et du Buëch.....
	Rhône.....	MM. Meunier père et fils (en faillite). M. H. Feys, syn- dic, liquidateur.	Fournitures diverses faites, en 1894, pour le service spécial du Rhône.....

2^e SECTION. — DÉPENSES

	Alpes (Hautes-).	M. Chaumeton, en- trepreneur.	Indemnité transactionnelle pour solde des travaux d'infrastructure de la déviation en souterrain, à travers le col de Crest Baridel, de la ligne de Crest à Aspres-les-Veynes... 14,135 fr.
			Intérêts du 16 au 31 dé- cembre 1894..... 30 fr.
			TOTAL..... 14,165 fr.
Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État....	Corse.....	M. Vignole, entre- preneur.	Solde de l'entreprise de pose de voie et ballastage de la section de la ligne de Messana à Corte comprise entre Vizzavona et Corte.....
	Côte-d'Or....	Le département de la Côte-d'Or.	Subvention pour travaux de con- struction d'un aqueduc établi sous le chemin de grande com- munication n° 17 (ligne d'Ép- nac aux Laumes). (Décision mi- nistérielle du 20 août 1894.)..

Nombre minimum des trains.

14. Le nombre minimum des trains qui devront être faits chaque jour, dans chaque sens, d'un bout à l'autre de chaque ligne, est fixé à trois.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure, armé compris.

Les machines locomotives seront revêtues de manière à cacher le mécanisme.

Les voitures de toutes classes seront chauffées.

En outre la fixation pour les deux nouvelles lignes, par l'article 5 de la convention, de l'effectif du matériel roulant à imputer à leur compte primitif de premier établissement, et nonobstant le maintien pour les deux anciennes lignes du minimum de l'effectif antérieurement fixé à douze locomotives, trente-deux voitures à voyageurs et soixante-quatre wagons et fourgons, la compagnie sera tenue d'avoir toujours le matériel roulant nécessaire pour les besoins de l'exploitation de tout le réseau.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession des deux lignes mentionnées à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret déclaratif d'utilité publique, et elle prendra fin le 23 décembre 1936, en même temps que la concession des lignes de Blois à Ouzouer-le-Marché et de Lamotte-Beuvron à Blois (Vienne).

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits de la compagnie concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie concessionnaire sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments de gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc., ainsi que du matériel roulant à l'effectif stipulé pour les nouvelles lignes par l'article 5 de la convention et, pour les anciennes lignes, par l'article 15 ci-dessus du présent cahier des charges, et aussi du matériel roulant qui serait imputé au compte complémentaire d'établissement des nouvelles lignes en vertu de l'article 10 de la convention, ou l'équivalent de tout ce matériel fixé à l'amiable ou à dire d'experts.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus des tramways et de les employer à rétablir en bon état les voies ferrées et leurs dépendances, ainsi que le matériel roulant devant faire retour au département à l'effectif minimum stipulé au paragraphe précédent, si la compagnie concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, en surplus de celui qui est stipulé ci-dessus comme lui revenant de plein droit, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les prendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts,

mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée à la compagnie concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si la compagnie concessionnaire le requiert, de se prendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, la compagnie concessionnaire sera tenue de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de prendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation des tramways pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais de la compagnie concessionnaire, sans qu'elle puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Le rachat de l'une quelconque des lignes entraînera de plein droit le rachat toutes les autres lignes du réseau de Loir-et-Cher tel qu'il a été défini à l'article 4 de la convention.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation de tout le réseau, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du réseau entier tel qu'il est défini à l'article 4 de la convention, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat relevant les fractions des produits nets annuels attribués à la compagnie concessionnaire par la convention pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, en y comprenant les prélèvements opérés pour la constitution d'un fonds de réserve pour renouvellement; on en déduira les fractions attribuées à la compagnie des produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira la fraction annuelle moyenne du produit net moyen des cinq autres années.

Cette fraction annuelle moyenne du produit net moyen formera le montant de l'annuité qui sera due et payée à la compagnie concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur à la fraction attribuée à la compagnie concessionnaire du produit net de la dernière des sept années précédentes pour terme de comparaison.

A cette annuité s'ajoutera, pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession, l'annuité qu'en vertu de la convention le département a à servir à la compagnie concessionnaire pour faire face à l'intérêt et à l'amortissement de la fraction fournie par elle du capital de premier établissement.

La compagnie concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

En cas de rachat, la compagnie concessionnaire fera gratuitement remise au département du matériel roulant à l'effectif minimum stipulé à l'article 17 ci-dessus.

La compagnie concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empiétant par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si la compagnie concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définis, si elle n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, si, après la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sans recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, sera le cautionnement pour les deux nouvelles lignes, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faut-il par la compagnie concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par elle d'avoir rempli ses diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, elle encourra, savoir :

Si l'on est encore dans la période de construction des deux nouvelles lignes, soit la perte partielle, soit la perte totale des cautionnements afférents aux nouvelles et aux anciennes lignes à l'article 38 du présent cahier des charges, soit la déchéance ;

Si les nouvelles lignes sont entrées à l'exploitation, soit la perte partielle, soit la perte totale de l'ensemble des cautionnements stipulés audit article 38 et, en outre, la perte partielle ou totale des annuités restant à servir pour le remboursement de la somme non encore amortie de la fraction du capital de premier établissement fournie par elle, soit la déchéance.

Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sans recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans les deux premiers cas, les cautionnements devront être reconstitués dans le cas de la décision ministérielle, mais le département restera définitivement libéré des annuités ou fractions d'annuités dont la perte aura été prononcée par la décision ministérielle.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la compagnie concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où la compagnie concessionnaire aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAUX ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser la compagnie concessionnaire des travaux et dépenses qu'elle aura à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle remplira exactement toutes les obligations, elle est autorisée à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAL
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe).....	0 05	0 025	0 075
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte, toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.	0 01	0 005	0 015
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huitres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogués. — Epicerics. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulrières. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12	0 08	0 20

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30
0 60	0 40	1 00

ne peut de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de
ne peut plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de
de sept à dix tonnes.
de plus de dix tonnes.

Les machines locomotives seront considérées comme ne traî-
nant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voya-
geurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au-
dessus de celui qui serait perçu sur la locomotive avec son
marchand sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être
supérieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Les wagons à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule ban-
quette dans l'intérieur.

Les wagons à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans
l'intérieur, omnibus, diligences, etc.

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront
lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront
majorés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de
prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les
voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voya-
geurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième
classe.

Les wagons de déchargement à deux ou quatre roues, à vide.

Les wagons, lorsqu'ils seront chargés, payeront en sus du prix
ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEILS.

Grande vitesse.

La structure des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cer-
ceils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi-
ture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.

Le cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera
transporté, par les trains ordinaires, dans un compartiment isolé,
au prix de.

Sur les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie
concessionnaire qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ces transports à ses frais et
par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour
le transport.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
parcouru sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour
six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après
le plan cadastral de chaînage dressé contradictoirement par la compagnie concession-
naire et le service du contrôle. Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte,
et en cas de bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés
sur cette base seront soumis à l'homologation du préfet.

En aucun cas, il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route
un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les
stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

cret du 23 décembre 1886 et à la convention du 10 août 1896 et les frais d'exploitation d'après la convention précitée du 10 août 1896.

Dans tous les cas où, conformément à cette convention, le département participerait aux recettes de l'exploitation, l'Etat viendrait, au prorata de sa subvention, en partage des bénéfices réalisés par le département.

5. Il est interdit à la compagnie des tramways de Loir-et-Cher, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways qui lui sont concédées ou rétrocédées, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'Etat.

6. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 23 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le dix août.

Entre :

M. Durault, chevalier de la Légion d'honneur, officier d'Académie, préfet de Loir-et-Cher, agissant pour le compte du département, en vertu de la loi du 21 juin 1880 et des décrets des 6 août 1882, 20 mars 1882, 23 décembre 1885 et 30 janvier 1894, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, et en vertu des délibérations du conseil général en date des 20 janvier et 22 août 1885, 14 septembre 1893 et 14 avril 1896, et des délibérations de la commission départementale en date des 2 décembre 1893, 13, 24 juin et 10 août 1896.

D'une part;

Et M. Faliès, administrateur délégué de la société anonyme dite *Compagnie des tramways de Loir-et-Cher*, dont le siège social est à Blois, rue du Haut-Bourg, n° 5, déjà concessionnaire dans le département des deux lignes de tramways à vapeur, à voie d'un mètre (1^{re}), de Blois à Ouzouer-le-Marché et de Lamotte-Beuvron à Blois (Vienne), en vertu du décret du 23 décembre 1886, qui a déclaré ces deux lignes d'utilité publique et en a homologué la concession par le département à M. Faliès, et du décret du 16 juin 1891, qui a autorisé la substitution de ladite société à M. Faliès, ledit M. Faliès agissant aujourd'hui au nom et pour le compte de ladite société, en vertu des pouvoirs réguliers qui lui ont été délégués par ladite société, à cet effet, par les délibérations du conseil d'administration en date des 11 août 1893 et 18 juin 1896,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de Loir-et-Cher concède à la compagnie des tramways de Loir-et-Cher, qui accepte, l'établissement et l'exploitation des deux nouvelles lignes de tramways à vapeur, à voie d'un mètre (1^{re}), ci-après :

1^{re} Ligne de Montrichard à Blois, partant de Montrichard, où elle sera raccordée

B. n° 1839.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets de colis quinqué emballés à part s'ils ont partie d'envois simultanés pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k). La bécasse de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoquée par les entrepreneurs de messageries de voyage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis. Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie concessionnaire. En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature et plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

Dans le cas où la compagnie concessionnaire jugerait convenable, soit pour le voyage total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'elle est tenue à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai d'un mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises. Toute modification de tarif proposée par la compagnie concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches. La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880. La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur. Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit. Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie concessionnaire aux indigents. En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le prix et sur le transport.

Détails d'expédition.

La compagnie concessionnaire sera tenue d'effectuer constamment avec soin, rapidité et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés. Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent ou à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport. Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu sur l'ordre de leur inscription à la gare de départ. Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par un récépissé de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie concessionnaire sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Détails de livraison.

Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés en gare dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :
Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de toutes

et de leurs dépendances, qui sera livrée gratuitement à la compagnie concessionnaire;

Tous les travaux d'infrastructure, y compris l'appropriation du sol des voies publiques traversées ou empruntées;

Tous les travaux de superstructure;

Tous les travaux de raccordement de la ligne de Montrichard à Blois (Vienne) avec la gare de Montrichard du chemin de fer de Tours à Vierzon et de la ligne d'Oucques à Vendôme avec la gare de Vendôme du chemin de fer de Blois à Pont-de-Braye, ainsi que les aménagements complémentaires nécessaires à la gare de Blois (Vienne), du tramway de Blois à Lamotte-Beuvron, pour y recevoir et desservir les trains de la ligne de Montrichard à Blois, et à la station d'Oucques, du tramway de Blois à Ouzouer-le-Marché, pour y recevoir et desservir les trains de la ligne d'Oucques à Vendôme;

Les ateliers de réparation de la voie et du matériel avec leur outillage;

Le matériel fixe;

La partie du mobilier des gares affectée à l'usage du public;

Le matériel roulant, limité à cinq locomotives, quatorze voitures à voyageurs et trente-deux wagons et fourgons;

Et les trois cinquièmes des frais d'entretien de la voie et des terrassements depuis l'ouverture à l'exploitation jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivante.

6. Les dépenses ainsi faites par la compagnie, conformément à l'article 5 ci-dessus, seront réglées dans les conditions suivantes :

Les travaux et fournitures seront comptés d'après les quantités réellement faites ou livrées et aux prix unitaires de la série des prix ci-annexés.

Les travaux et fournitures imprévus qui ne pourraient pas être réglés par cette série seraient comptés d'après leur prix de revient effectif qui, toutefois, serait augmenté d'une majoration de quinze pour cent (15 p. 0/0) sur la fraction des dépenses afférentes à ces travaux et fournitures exécutés directement par la compagnie, afin de lui tenir compte de la rémunération d'entreprise;

Les acquisitions de terrains seront comptées d'après les dépenses réelles effectuées par la compagnie, majorées de quinze pour cent (15 p. 0/0) pour frais généraux, frais d'administration et avance des capitaux.

L'ensemble des dépenses ainsi réglées sera majoré, pour frais de constitution du capital et de réalisation des emprunts, d'une somme fixée à forfait à un franc vingt centimes pour cent (1^{er} 20 p. 0/0) de ces dépenses totales.

En tout cas et quoi qu'il arrive, le montant total des dépenses dont le département aura à tenir compte à la compagnie, y compris les majorations dont il vient d'être parlé, ne pourra jamais dépasser le chiffre obtenu en multipliant la somme de quarante et un mille francs (41,000) par kilomètre par le total des longueurs à compter, au point de vue de la construction, pour ces deux nouvelles lignes, conformément à l'article 16 ci-après, en faisant application, s'il y a lieu, des maxima stipulés dans cet article 16.

Dans le cas où le montant total des dépenses effectives faites conformément à l'article 5 ci-dessus et réglées comme il vient d'être stipulé au présent article, y compris les majorations prévues plus haut, n'atteindrait pas le chiffre maximum stipulé au paragraphe précédent, il serait alloué en outre à la compagnie, à titre de prime d'économie, les deux tiers de l'écart entre ce montant total des dépenses effectives ainsi réglées et ce maximum.

C'est le chiffre définitif alloué à la compagnie, y compris cette prime d'économie, s'il y a lieu, qui fixera le montant du compte primitif du capital de premier établissement à porter en compte, tant en ce qui concerne la compagnie qu'en ce qui concerne le département et l'État.

7. Sur les dépenses à porter en compte à la compagnie, conformément aux stipulations des articles 5 et 6 ci-dessus, constituant le capital primitif de premier établissement, le département payera chaque mois à la compagnie des acomptes au fur et à mesure de l'exécution des dépenses et jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de ces dépenses, constatées par des états de situation approuvés par l'administration, sans que le total de ces acomptes puisse dépasser les quatre cinquièmes du maximum fixé à l'article 6 ci-dessus.

8. Lorsque ces deux lignes seront achevées et que chaque ligne aura été l'objet

Traitements particuliers.

visation spéciale du préfet, il est interdit à la compagnie
 d'entreprendre, à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire di-
 vers des entreprises de transport de voyageurs ou de mar-
 chandises sous quelque dénomination ou forme que ce puisse
 être, sans l'assentiment préalable du conseil d'administration.

Art. 39 du règlement d'administration publique
 tendre pour assurer la plus complète éga-
 lité dans leurs rapports avec le tramway.

recevoir pour le matériel prêté.

Indemnité de la fourniture et de l'envoi
 des industriels desservant des carrières, des
 mines ou d'une redevance qui est fixée à douze cen-
 times par premier kilomètre et à quatre centimes (0'04) par
 kilomètre au-delà du premier, lorsque la longueur de l'embranchement
 est inférieure à 100 mètres.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-
 veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voya-
 geurs.

Service des postes.

La compagnie concessionnaire sera tenue de recevoir dans ses voitures, aux
 départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un
 agent. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura
 une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entre-
 prise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, con-
 formément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir
 à la compagnie concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de
 dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

La compagnie concessionnaire pourra être tenue de fixer, d'après les convenances
 de l'administration des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial
 imposera à la compagnie concessionnaire, déduction faite du produit qu'elle aura
 à en tirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit sub-
 ventée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré
 par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera dési-
 gné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

La somme que la compagnie concessionnaire doit verser d'avance chaque année

15. Il sera fait masse des recettes et des dépenses d'entretien et d'exploitation de ces quatre lignes constituant le réseau de Loir-et-Cher tel qu'il est constitué d'après l'article 4 ci-dessus.

Les chiffres de recettes brutes, impôts déduits, et des dépenses d'entretien et d'exploitation, par kilomètre et par an, qui entrent dans les calculs à faire pour l'application de la loi du 11 juin 1880 et des décrets portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, seront établis en divisant le total, tant des recettes brutes, impôts déduits, que des dépenses d'entretien et d'exploitation de l'année écoulée, par le total des longueurs de toutes les lignes comptées, pour les deux anciennes lignes, d'après leurs longueurs effectives et officielles figurant actuellement dans les comptes et, pour les deux nouvelles, conformément à l'article 16 ci-après, en faisant application, s'il y a lieu, des maxima qui sont stipulés dans cet article 16.

En ce qui concerne l'exploitation, la ligne de Montrichard à Blois sera considérée comme aboutissant à la gare de Blois (faubourg de Vienne), d'où les trains normaux partiront et où ils devront aboutir, indépendamment des trains du chemin de fer d'intérêt général de Saint-Aignan à Blois (faubourg de Vienne). Toutefois, les trains de cette ligne, tout en restant entièrement et distinctement constitués sur tout leur parcours entre les gares extrêmes de Montrichard et de Blois, pourront être attelés en tête ou en queue des trains du chemin de fer de Saint-Aignan à Blois et remorqués par les machines de ces trains. La longueur à compter sera fixée ainsi qu'il est stipulé à l'article 16 ci-après, en ajoutant à la longueur effective, chaînée de Montrichard au point de jonction avec le chemin de fer de Saint-Aignan à Blois, la longueur chaînée, elle aussi, du tronc commun emprunté à ce chemin de fer. Les recettes de cette ligne seront les recettes totales jusqu'en gare de Blois (Vienne). Dans les dépenses figureront les sommes attribuées à cette ligne dans la ventilation des frais d'entretien et d'exploitation du tronc commun de Cellottes à Blois (Vienne) et de la gare commune de Blois (Vienne), d'après les accords intervenus ou à intervenir à ce sujet entre toutes les parties intéressées, ou, au besoin, d'après les règles à imposer d'office par le ministre des travaux publics, toutes les parties intéressées entendues.

Il en sera de même pour la ligne d'Oucques à Vendôme en ce qui concerne l'usage du tronc commun avec la ligne de Blois à Ouzouer-le-Marché et de la gare commune d'Oucques.

14. La compagnie sera chargée, à ses risques et périls, de l'entretien et de l'exploitation de toutes les lignes du réseau de Loir-et-Cher, tel qu'il est défini à l'article 4 ci-dessus.

La dépense kilométrique d'entretien et d'exploitation à porter en compte chaque année ne pourra excéder le chiffre maximum F, résultant de la formule :

$$F = 1,200 + \frac{2R}{3},$$

dans laquelle R représente la recette brute kilométrique, impôts déduits, calculée comme il a été dit à l'article 13 ci-dessus, étant stipulé que toutes les lignes doivent être exploitées avec un nombre de trains par jour et dans chaque sens d'en moins, savoir :

Trois trains, tant que la recette brute kilométrique annuelle, impôts déduits (R), est inférieure à cinq mille francs (5,000'');

Quatre trains, quand la recette brute kilométrique annuelle, impôts déduits (R), sera comprise entre cinq mille et six mille cinq cents francs (5,000 et 6,500'');

Et ainsi de suite, à raison d'un train de plus par chaque augmentation de mille cinq cents francs (1,500') dans la recette brute kilométrique, impôts déduits (R).

Toutefois, dans le cas où l'ensemble des recettes brutes, impôts déduits, de tout le réseau, serait inférieur à deux mille francs (2,000') par kilomètre et par an, la compagnie serait autorisée à ne faire circuler que deux trains par jour et dans chaque sens sur celles des lignes dont la recette brute kilométrique annuelle, impôts déduits, serait inférieure à deux mille francs (2,000'). En tout cas, cette mesure ne pourrait être applicable qu'après l'expiration de la troisième année qui suivra l'ouverture à l'exploitation des nouvelles lignes.

Il est bien entendu que les nombres des trains par jour et dans chaque sens stipulés

32240. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts*, sur l'exercice 1896, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire supérieur*.

Du 8 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses des affaires de l'instruction publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état ci-joint, constatant qu'il a été versé par la ville de Beaucaire au 31 décembre 1896, une somme de mille quatre cent soixante-quinze francs pour servir, pendant l'exercice 1896, au paiement des traitements des instituteurs et institutrices de l'école primaire supérieure de ladite ville exerçant dans des classes créées sous la réserve que la ville de Beaucaire se chargera du paiement des traitements de ces fonctionnaires et versera le montant de cette somme au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Sur l'avis du ministre des finances, en date du 30 décembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur la section (Service de l'instruction publique), sur l'exercice 1896, chapitre XLII : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de mille quatre cent soixante-quinze francs (1,475¹⁵).

Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32241. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône) à l'effet d'élire un Député.

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 5 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Leydet, député de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription (Bouches-du-Rhône) est convoqué pour le dimanche 28 février à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, présenteront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1566, n° 2671.

Ann. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un Député.

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés, notamment en ses articles 8 et 11;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu le décret, en date du 27 décembre 1896, nommant M. *Paul Doumer*, député de la première circonscription d'Auxerre (Yonne), gouverneur général de l'Indo-Chine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488. 11^{re} 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 32243. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Beauvais (Oise) à l'effet d'élire un Député.

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. Lesage, député de la première circonscription Beauvais (Oise),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription Beauvais (Oise) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897 l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 2 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau indiquant ces modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 3677.

F 3244. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault) à l'effet d'élire un Député.

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Cot, député de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault),

Décrète :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

Art. 2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

Art. 3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, feront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32243. — **DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Beauvais (Oise) à l'effet d'élire un Député.**

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel

du 28 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Sur la proposition du ministre de l'Intérieur;

Vu la loi organique du 22 mai 1862 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1869 sur le scrutin uninominal et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets (du 2 février 1852 (1);

Vu la loi du 22 mai 1862 sur les candidatures multiples;

Vu le décret du 22 mai 1862 sur la convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu que la loi du 13 février 1869 a fixé la première circonscription de Beauvais à l'effet d'élire un député;

D'où il résulte que la première circonscription de Beauvais est constituée par les

DÉCRET :

ART. 1. — Le Collège électoral de la première circonscription de Beauvais est convoqué pour l'élection du 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

Le Collège électoral sera constitué par les électeurs inscrits sur les listes électorales au 1^{er} janvier 1897.

Le Collège électoral sera réuni à l'article 8 de la loi du 22 mai 1862, à l'effet d'élire un député.

Le Collège électoral sera réuni le 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

Le Collège électoral sera réuni le 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

FÉLIX FAURE

que le Collège électoral de la deuxième circonscription (Nord) à l'effet d'élire un Député.

1897.

(à 4 février 1897.)

REPUBLIQUE FRANÇAISE,

Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur.

Loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

La loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

La démission de M. Dubois, député de la deuxième circonscription de Paris (Nord),

Décret:

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Paris (Nord) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, pourront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

tion le fera reconnaître comme indispensable, mais sans que la distance entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et la verticale passant par la limite de la propriété riveraine puisse descendre au-dessous d'un mètre quarante centimètres (1^m 40).

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de gravier ou de sable de la localité admise par le service du contrôle, d'un mètre quatre-vingt centimètres (1^m 80) au moins de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) pour une route nationale, cinq mètres soixante centimètres (5^m 60) pour une route départementale, cinq mètres (5^m) pour un chemin de grande communication, quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) pour un chemin vicinal d'intérêt commun, quatre mètres (4^m) pour un chemin vicinal ordinaire, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés en dépôt des matériaux d'entretien de la route. Dans le cas où ces emplacements seraient supprimés après autorisation, ils seraient remplacés par la compagnie concessionnaire au moyen de gares en nombre suffisant.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-canal pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route. Toutefois, le préfet pourra autoriser la réduction de cette largeur au-dessous d'un mètre dix centimètres (1^m 10) dans des sections déterminées où l'étude détaillée des projets d'exécution le fera reconnaître comme indispensable, mais sans que la distance entre le matériel roulant (toutes saillies comprises) et la verticale passant par la limite de la propriété riveraine puisse descendre au-dessous d'un mètre quarante centimètres (1^m 40).

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties en déviation.

7 bis. Dans toutes les parties où la voie ferrée sera établie en dehors des routes et chemins, c'est-à-dire en déviation, l'on observera les dispositions suivantes :

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté de la voie entre le bord extérieur des rails et l'arête supérieure du ballast, sera établie de façon que cette arête se trouve sur la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus de ballast, une banquettes de largeur telle que l'arête de cette banquettes se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) de la partie la plus saillante du matériel roulant.

La compagnie concessionnaire établira le long de la voie ferrée les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et l'écoulement des eaux. Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie et après avis du service du contrôle.

Elle sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant toute la durée de la concession, en se conformant aux dispositions approuvées par l'autorité compétente,

N° 32148. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, les terrains, d'une contenance de soixante-douze hectares soixante-cinq ares dix centiares, dépendant de la forêt domaniale des Righas, commune d'Ismam-Righa, arrondissement de Miliana, département d'Alger, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (*Paris, 8 Janvier 1897.*)

N° 32149. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Guagno-les-Bains, commune de Poggiolo, canton de Soccia, arrondissement d'Ajaccio, département de la Corse.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an X (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (*Paris, 19 Janvier 1897.*)

N° 32150. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations des 17, 25 et 28 août 1896, par lesquelles le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis ou renouvelé les vœux suivants tendant :

1° A la séparation de l'Église et de l'État, à la suppression du budget des cultes et à l'application des décrets relatifs aux congrégations non autorisées;

2° A la revision de la Constitution de 1875;

3° A l'abrogation de la loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes;

4° Au remplacement du ministère actuel. (*Paris, 11 Février 1897.*)

N° 32151. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 14 octobre 1896, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a voté une somme de mille francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses des ouvriers mouleurs-noyauteurs de Marseille victimes du chômage. (*Paris, 11 Février 1897.*)

N° 32152. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 29 août 1896, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a voté une somme de cinq cents francs pour faciliter la tenue, à Marseille, d'un congrès des conseils d'arrondissement. (*Paris, 11 Février 1897.*)

N° 32253. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contu
signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet
délibération, en date du 30 août 1896, par laquelle le conseil géné
du Var a émis un vœu dans le sens de la séparation des églises et
l'État. (Paris, 11 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du Bu
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impre
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1840.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32254. — *Loi qui autorise la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 décembre 1896.)

Le SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cannes (Alpes-Maritimes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3' 75 p. o/o), une somme de deux cent mille francs (213,000^f) destinée à pourvoir aux frais de construction d'un hôtel des postes et des télégraphes et remboursable en quarante ans, tant à l'aide des annuités à recevoir de l'État qu'à l'aide d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la ville municipale.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32255. — *Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 6 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^{fr} 51 p. 0/0), une somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^{fr}), remboursable en trente ans, destinée à pourvoir aux frais d'établissement de plusieurs écoles.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans à partir de 1897, soixante centimes de centime (0^{fr} 60) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million deux cent vingt-trois mille francs (1,223,000^{fr}) environ, sera affecté au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

L'emprunt d'un million cinq cent mille francs autorisé par la loi du 31 janvier 1884 est réduit à la somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^f) et l'imposition de quatre-vingts centièmes de centime additionnels, établie par la même loi, sera réduite à quarante-cinq centièmes de centime (0^e 45).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 37256. — Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, quatre cent trente-six centièmes de centime (0^e 436) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement affecté aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite établie à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

		PRIX		
		de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes (2 ^e classe).....	0 05	0 025	0 075
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte, toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 01	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulères. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables.....	0 05	0 03	0 08

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12	0 08	0 20

31312. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) à l'effet d'élire un Député.

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés, notamment en ses articles 8 et 11;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu le décret, en date du 27 décembre 1896, nommant M. Paul Doumer, député de la première circonscription d'Auxerre (Yonne), gouverneur général de l'Indo-Chine,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription d'Auxerre (Yonne) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **LOUIS BARTHOU.**

⁽¹⁾ *Série, Bull. 488, nos 3636 et 3637.*

⁽²⁾ *III^e série, Bull. 1566, n° 26771.*

N° 32243. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Beauvais (Oise) à l'effet d'élire un Député.*

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. *Lesage*, député de la première circonscription Beauvais (Oise),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription Beauvais (Oise) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897 à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 2 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau indiquant ces modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **LOUIS BARTHOU.**

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1566, n° 36771

N° 344. — **DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault) à l'effet d'élire un Député.**

DU 2 FÉVRIER 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Col, député de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault),

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Béziers (Hérault) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, feront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition de la compagnie concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition de la compagnie concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins des tramways, droits de gare au départ et à l'arrivée, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition de la compagnie concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. La compagnie concessionnaire sera tenue de faire, soit par elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition de la compagnie concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

La compagnie concessionnaire opérera le chargement et le déchargement des colis expédiés en grande vitesse, messageries, bagages, etc., et, d'une manière générale, de tous les colis susceptibles d'être chargés ou déchargés par le personnel accompagnant les trains, colis dont le poids individuel est limité à trois cents kilogrammes (300^{kg}). Elle ne sera pas tenue d'effectuer le chargement ni le déchargement de toutes es autres marchandises.

Colis postaux et petits colis de moins de cinq kilogrammes.

32 bis. La compagnie concessionnaire pourra être tenue de coopérer au service des colis postaux conformément aux lois, conventions, règlements et tarifs sur la matière.

Toutefois cette disposition ne s'appliquera, en ce qui concerne la livraison des colis postaux à domicile, qu'aux localités où les services de factage et de camionnage sont obligatoires pour la compagnie.

N° 3226. — **DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Douai (Nord) à l'effet d'élire un Député.**

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 4 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur :

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Dubois, député de la deuxième circonscription de Douai (Nord),

Désire :

Art. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Douai (Nord) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 2^{de} série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 32241. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône) à l'effet d'élire un Député.*

Du 2 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 5 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. *Leydet*, député de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône).

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône) est convoqué pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

F 32148. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, les terrains, d'une contenance de soixante-douze hectares soixante-cinq ares dix centiares, dépendant de la forêt domaniale des Righas, commune d'Hammam-Righa, arrondissement de Miliana, département d'Alger, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (Paris, 8 Janvier 1897.)

F 32149. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Guagno-les-Bains, commune de Poggiolo, canton de Soccia, arrondissement d'Ajaccio, département de la Corse.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil, en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 floréal an X (8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des lois et règlements de police. (Paris, 19 Janvier 1897.)

F 32150. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulles et de nul effet les délibérations des 17, 25 et 28 août 1896, par lesquelles le conseil général des Bouches-du-Rhône a émis ou renouvelé les vœux suivants tendant :

1° A la séparation de l'Église et de l'État, à la suppression du budget des cultes et à l'application des décrets relatifs aux congrégations non autorisées;

2° A la revision de la Constitution de 1875;

3° A l'abrogation de la loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes;

4° Au remplacement du ministère actuel. (Paris, 11 Février 1897.)

F 32151. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 14 octobre 1896, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a voté une somme de mille francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses des ouvriers mouleurs-noyadeurs de Marseille victimes du chômage. (Paris, 11 Février 1897.)

F 32152. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 29 août 1896, par laquelle le conseil général des Bouches-du-Rhône a voté une somme de cinq cents francs pour faciliter la tenue, à Marseille, d'un congrès des conseils d'arrondissement. (Paris, 11 Février 1897.)

N° 32253. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet délibération, en date du 30 août 1896, par laquelle le conseil général du Var a émis un vœu dans le sens de la séparation des églises et l'État. (*Paris, 11 Février 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1840.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32254. — *Loi qui autorise la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 6 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cannes (Alpes-Maritimes) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3¹ 75 p. 0/0), une somme de deux cent mille francs (213,000^f) destinée à pourvoir aux frais de construction d'un hôtel des postes et des télégraphes et remboursable quarante ans, tant à l'aide des annuités à recevoir de l'État qu'à l'aide d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la ville municipale.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32255. — *Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 6 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^{fr} 51 p. 0/0), une somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^{fr}), remboursable en trente ans destinée à pourvoir aux frais d'établissement de plusieurs écoles.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans à partir de 1897, soixante centièmes de cent (0^{fr} 60) additionnels au principal de ses quatre contributions rectes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million deux cent vingt-trois mille francs (1,223,000^{fr}) environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

L'emprunt d'un million cinq cent mille francs autorisé par la loi du 31 janvier 1884 est réduit à la somme de sept cent cinquante mille francs (750,000) et l'imposition de quatre-vingts centièmes de centime additionnels, établie par la même loi, sera réduite à quarante-cinq centièmes de centime (0° 45).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 37256. — Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement.

Du 1 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 18 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, quatre cent trente-six centièmes de centime (0° 436) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement affecté aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite et à sa charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32257. — *Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Allier est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, trente-sept centimes (0^e 37) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement appliqué aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mises en charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32258. — *Loi qui approuve des Engagements pris par le département d'Eure-et-Loir.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ART 1^{er}. Est approuvé l'engagement pris par le conseil général d'Eure-et-Loir, dans sa séance du 21 août 1885, de contribuer, par le moyen de subventions annuelles, dans la limite d'une période

rente ans, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par les communes, en vue de faire face aux dépenses de construction, d'appropriation et d'installation des édifices scolaires.

2. Est également approuvé l'engagement pris par le conseil général d'Eure-et-Loir, dans sa séance du 3 avril 1894, de contribuer, au moyen de subventions annuelles, dans la limite d'une période de dix ans, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par les communes pour faire face aux dépenses de travaux des chemins vicinaux à subventionner en exécution de la loi du 12 mars 1880.

3. Il sera fait face par le département d'Eure-et-Loir à l'exécution des engagements prévus dans les articles 1 et 2 précités au moyen du prélèvement sur les ressources normales du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

3254. — Loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1897 des Crédits provisoires applicables au mois de mars 1897; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics.

Du 26 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 27 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

TITRE 1^{er}.

§ 1^{er}. — CRÉDITS ACCORDÉS.

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, au titre du budget général de l'exercice 1897, des crédits provisoires montant à la somme totale de deux cent cinquante-deux millions huit cent quatre-vingt-huit

mille trois cent vingt francs (252,888,320^f) et applicables au 1^{er} de mars 1897.

2. Il est ouvert aux ministres, au titre des budgets annuels rattachés pour ordre au budget respectif de leur département, à l'exercice 1897, des crédits provisoires montant à la somme totale de sept millions deux cent trente et un mille trois cent dix francs (7,231,310^f) et applicables au mois de mars 1897.

3. Les crédits ouverts par les articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont répartis, par ministères et par chapitres, au moyen d'un décret du Président de la République.

Ils se confondront, d'ailleurs, avec les crédits qui seront accordés pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

§ 2. — IMPÔTS AUTORISÉS.

4. La perception des impôts indirects et des produits et revenus publics continuera d'être opérée, jusqu'au 1^{er} avril 1897, conformément aux lois en vigueur.

Continuera d'être faite, pendant le mois de mars 1897, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Continuera également d'être faite, pendant le même mois, la perception, conformément aux lois existantes, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.

TITRE II.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

5. La nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à ouvertures de crédits supplémentaires par décrets pendant la session des Chambres est fixée, pour le mois de mars 1897, conformément à l'état G annexé à la loi de finances du 28 décembre 1896.

6. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit provisoire de quatre cent dix-sept mille francs (417,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du mois de mars 1897.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

7. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit provisoire de deux cent dix-sept mille francs (217,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du mois de mars 1897.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

8. Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de vingt et un mille francs (21,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires de son département à liquider dans le courant du mois de mars 1897.

Ce crédit se confondra avec celui qui sera accordé pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

9. Le ministre des finances est autorisé à proroger jusqu'au 31 mars 1897 les effets de la convention intervenue; le 29 mars 1895 avec la Banque de France, ratifiée par la loi du 13 juin suivant et prorogée en vertu de la loi du 29 janvier 1897, relative à l'avance de 80 millions de francs faite par la Banque de France au Trésor.

10. Le ministre des finances pourra continuer, pendant le mois de mars 1897, l'émission des bons du Trésor autorisée par l'article 45 de la loi du 28 décembre 1895, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

11. La ville de Paris pourra continuer, pendant le mois de mars 1897, l'émission des bons de la caisse municipale autorisée par l'article 55 de la loi du 28 décembre 1895, jusqu'à concurrence du maximum fixé par ledit article.

12. Le montant des subventions que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant le mois de mars 1897, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de cinquante mille francs (50,000^f).

Ces autorisations d'engagement se confondront avec celles qui sont accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

13. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant le mois de mars 1897, sur les fonds avancés par les chambres de commerce, villes, départements et autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant au maximum à la somme de quatre cent dix-sept mille francs (417,000^f). Les crédits provisoires nécessaires au paiement des dépenses seront portés par décrets de fonds de concours, dans la limite et à mesure de la réalisation des versements.

Les crédits non employés en fin d'exercice et les ressources correspondantes ne pourront être reportés aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi.

Ces autorisations de travaux se confondront avec celles qui seront accordées pour l'année entière par la loi de finances de l'exercice 1897.

14. Les travaux à exécuter pendant le mois de mars 1897, soit par les compagnies de chemin de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds qu'elles mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32255. — *Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 6 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante et un centimes pour cent (3^{fr} 51 p. 0/0), une somme de sept cent cinquante mille francs (750,000^{fr}), remboursable en trente ans et destinée à pourvoir aux frais d'établissement de plusieurs écoles.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1897, soixante centièmes de centime (0^{fr} 60) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à un million deux cent vingt-trois mille francs (1,223,000^{fr}) environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

32360. — DÉCRET portant répartition, par ministères et par chapitres, des Crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1897, par la loi du 26 février 1897.

Du 26 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 26 février 1897, qui a ouvert aux ministres des crédits provisoires sur l'exercice 1897, pour les dépenses de leurs départements pendant le mois de mars 1897;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRET:

Art. 1^{er}. Le crédit provisoire montant à deux cent cinquante-trois millions huit cent quatre-vingt-huit mille trois cent vingt francs (252,888,320^f), ouvert aux ministres sur l'exercice 1897, par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 26 février 1897, pour les dépenses du budget général de leurs départements est réparti, par ministères et par chapitres, conformément aux états A et B ci-joints, savoir : deux cent quarante-huit millions six cent deux mille six cent cinquante-neuf francs (248,602,659^f) pour la France et quatre millions deux cent quatre-vingt-cinq mille six cent soixante-un francs (4,285,661^f) pour l'Algérie.

2. Le crédit provisoire montant à sept millions deux cent trente-trois mille trois cent dix francs (7,231,310^f), ouvert aux ministres par l'article 2 de la loi précitée, au titre des budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'exercice 1897, est réparti, par ministères et par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

3. Le ministre des finances et les ministres des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des*

Fait à Paris, le 26 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL.

ÉTAT A. *État général, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires de l'exercice 1897. (France.)*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SOMME des cr dits
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	
	DETTE CONSOLIDÉE.	
I.	Rentes 3 1/2 p. o/o (Loi et décret du 17 janvier 1894.)	
II.	Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1 ^{er} mai 1825.)	
	TOTAL	
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	
III.	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 12 juin 1894; décret du 16 juillet 1878.)	
IV.	Annuité de conversion de l'emprunt Moëgaw. (Loi du 31 mai 1876; décret du 5 juin 1875; loi du 26 décembre 1894 et 28 décembre 1896.)	7.23
V.	Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1897.	
VI.	Intérêt des obligations du Trésor à court terme, émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.	1.56
VII.	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts de 1871 et 1872.	
VIII.	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	
IX.	Remboursement, par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.	
X.	Remboursement, par annuités, des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.	
XI.	Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la société générale algérienne. (Loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	
XII.	Remboursement, par annuités, aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	
XIII.	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance.	
XIV.	Annuités pour chemins stratégiques.	
XV.	Remboursement, par annuités, aux villes pour construction d'hôtels des postes et des télégraphes.	
XVI.	Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépassement sur les deux versants de la frontière des Pyrénées.	
XVII.	Remboursement, par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations des avances faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1888. (Reboisement des montagnes.)	6
XVIII.	Annuités aux compagnies de chemins de fer.	
XIX.	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1 ^{er} août 1860 et 20 mai 1863.)	
XX.	Annuité à la ville de Roubaix pour la construction de l'école des arts industriels.	
XXI.	Annuités aux villes d'Aix et de Marmande pour construction d'une manufacture d'allumettes et de magasins.	
XXII.	Intérêts de la dette flottante du Trésor.	1.22
XXIII.	Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1843, art. 7.)	1.22
	TOTAL de la dette remboursable à terme ou par annuités	12.2

CHAPITRE SPÉCIAL.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MONTANT des crédits ouverts.
	DETTE VIAGÈRE.	
XXX.	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 26 mars 1847, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, art. 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 18 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 16 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 21 août 1881, 11 mai 1882, 2 août 1882, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890 et 10 mars 1891, 23 avril 1893 et 29 décembre 1894.).....	188,145
XIV.	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.).....	
XV.	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 8 juin 1814.).....	3,000
XVI.	Pensions de donataires dépossédés (Loi du 26 juillet 1821.).....	71,400
XVII.	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 25 juillet 1881 et 16 mars 1882.).....	13,351,000
XVIII.	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1883, art. 9.)...	8,450,000
XIX.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	
XX.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	3,975
XXI.	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 15 juin 1850.).....	18,125
XXII.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....	
XXIII.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	17,581,400
XXIV.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....	23,250
XXV.	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	3,325
XXVI.	Anciens donataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	54,688
XXVII.	Annuité à la caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	2,175,000
XXVIII.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1861.).....	1,191,900
XXIX.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	132,750
XXX.	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....	11,231
XXXI.	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....	34,313
XXXII.	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1861.).....	1,250
XXXIII.	Allocations supplémentaires : 1 ^{re} aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2 ^o aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3 ^o aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892 ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi.....	841,885
	TOTAL de la dette viagère.....	54,736,917
	TOTAL de la 1 ^{re} partie.....	67,202,763

CHAPITRES NOMINAUX	REVENUS ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts
2^e PARTIE. — FONCTIONS PUBLIQUES.		
125.	Salaires du Président de la République	500
126.	Frais de maison du Président de la République	75
127.	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	75
128.	Depenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	383
129.	Depenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	615
Total de la 2 ^e partie		1,198
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
L.	Trattement du ministre et personnel de l'administration centrale du ministère	291
LI.	Inspection générale des finances	65
LII.	Personnel central des administrations financières	131
LIII.	Indemnités diverses	3
LIV.	Matériel de l'administration centrale	60
LV.	Impressions	16
LVI.	Depenses diverses de l'administration centrale	17
LVII.	Frais de trésorerie	12
LVIII.	Trattements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	117
LIX.	Fonds d'allocation alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine, pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	336
LI.	Trattements fixes des receveurs particuliers des finances	51
LII.	Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais de personnel et de matériel à leur charge	174
LIII.	Personnel de la Cour des comptes	125
LIII.	Matériel et depenses diverses de la Cour des comptes	4
LIV.	Depenses des exercices primés non frappées de déchéance	17
LIV.	Depenses des exercices clos	Même
TOTAL de la 3 ^e partie		1,524
4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXVI.	Personnel de l'administration des contributions directes	336
LXVII.	Depenses diverses de l'administration des contributions directes	11
LXVIII.	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	
LXIX.	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	
LXX.	Frais de distribution des avertissements	
LXXI.	Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	
LXXI bis.	Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	
LXXII.	Mutations cadastrales	
LXXII bis.	Depenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties	
LXXIII.	Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre	
LXXIV.	Remises proportionnelles des percepteurs. Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	94
LXXV.	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	5
LXXVI.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	17
LXXVII.	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	1
LXXVIII.	Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,30
LXXIX.	Personnel de l'atelier général du timbre	1
LXXX.	Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1
LXXXI.	Matériel de l'atelier général du timbre	1
LXXXII.	Depenses diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	14

CHAPITRES ARTICLES	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
LXXXIX.	Personnel de l'administration des douanes.....	2,528,353 ⁰
LXXX.	Laboratoire de l'administration des douanes.....	24,992
LXXV.	Matériel de l'administration des douanes.....	36,524
LXXIV.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....	112,392
LXXIII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....	2,643,943
LXXII.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....	33,998
LXXI.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contributions indirectes.....	485,533
LX.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....	45,283
LX.	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'administration des contributions indirectes.....	93,333
LXII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....	46,666
LXIII.	Personnel de l'administration des manufactures de l'État.....	184,000
LXIV.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'État.....	1,518,000
LXV.	Pensions de retraites des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État.....	137,000
LXVI.	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et ouvriers des manufactures de l'État.....	125,000
LXVII.	Matériel de l'administration des manufactures de l'État.....	439,000
LXVIII.	Bâtiments des manufactures de l'État.....	37,000
LXIX.	Constructions nouvelles des manufactures de l'État.....	0
C.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'État.....	31,000
CL.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'État.....	0
CLII.	Achats et transports.....	6,514,000
TOTAL de la 4 ^e partie.....		18,117,155
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
CLIII.	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées.....	1,600,000 ⁰
CLIV.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....	695,916
CLV.	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie.....	4,166
CLVI.	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France.....	339,900
CLVII.	Primes à l'exportation de marchandises.....	10,000
CLVIII.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	37,500
TOTAL de la 5 ^e partie.....		2,687,482
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} partie.	— Dette publique.....	67,202,263 ⁰
2 ^e partie.	— Pouvoirs publics.....	1,108,643
3 ^e partie.	— Service général.....	1,424,619
4 ^e partie.	— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	18,117,155
5 ^e partie.	— Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	2,687,482
TOTAL GÉNÉRAL du ministère des finances.....		90,630,162
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.		
	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	43,083 ⁰
	Matériel de l'administration centrale.....	6,000
	Personnel du Conseil d'État.....	87,331
	Matériel du Conseil d'État.....	6,332

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Montant des mandats payés
V.	Personnel de la Cour de cassation.....	95
VI.	Menues dépenses de la Cour de cassation.....	3
VII.	Cours d'appel.....	513
VIII.	Cours d'assises.....	3
IX.	Tribunaux de première instance.....	965
X.	Tribunaux de commerce.....	15
XI.	Tribunaux de police.....	7
XII.	Justices de paix.....	701
XIII.	Juge des appellations d'Andorre.....	
XIV.	Frais de justice criminelle en France.....	456
XV.	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.....	10
XVI.	Secours et dépenses imprévues.....	6
XVII.	Collection des lois étrangères. — Personnel.....	
XVIII.	Collection des lois étrangères. — Matériel.....	
XIX.	Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements.....	
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Même
XXI.	Dépenses des exercices clos.....	Même
	TOTAL.....	2,882
	DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BELGICAL.	
XXII.	Personnel de la justice française en Tunisie.....	24
XXIII.	Frais de justice criminelle en Tunisie.....	4
	TOTAL de la 1^{re} section. — Justice.....	2,909
	2^e SECTION. — SERVICE DES CULTES.	
I.	Personnel des bureaux des cultes.....	14
II.	Matériel des bureaux des cultes.....	1
III.	Impressions.....	
IV.	Secours et dépenses diverses.....	
V.	Traitements des archevêques et évêques.....	154
VI.	Traitements des curés.....	1,054
VII.	Allocations aux vicaires généraux.....	84
VIII.	Allocations aux chanoines.....	64
IX.	Allocations aux desservants et vicaires. — Rénage.....	5,244
X.	Pensions et secours ecclésiastiques.....	64
XI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	2
XII.	Loyers et rentes pour évêchés.....	2
XIII.	Entretien des édifices diocésains.....	54
XIV.	Grosses réparations des édifices diocésains.....	74
XV.	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales.....	34
XVI.	Inspection et direction des travaux diocésains.....	34
XVII.	Secours pour églises et presbytères.....	432
XVIII.	Personnel des cultes protestants.....	232
XIX.	Indemnités et secours aux deux églises protestantes.....	24
XX.	Dépenses des séminaires protestants.....	4
XXI.	Personnel du culte israélite.....	24
XXII.	Dépenses des séminaires israélites.....	
XXIII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	4
XXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Même
XXV.	Dépenses des exercices clos.....	Même
	TOTAL de la 2^e section. — Cultes.....	7,558
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Justice.....	2,909
	2 ^e section. — Cultes.....	7,558
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes...	10,467

CHAPITRE NOMBRE	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	67,333 ⁷
II.	Matériel de l'administration centrale.....	16,500
III.	Archives, bibliothèque, publications de documents diplomatiques..	3,083
IV.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.....	560,275
V.	Traitements des élèves chanciers et commis; indemnités du personnel auxiliaire.....	54,833
VI.	Traitements des agents à la disposition du ministre et des agents en disponibilité.....	12,500
VII.	Frais de représentation des agents diplomatiques.....	136,683
VIII.	Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier.	20,833
IX.	Allocations aux établissements français en Orient et en Extrême-Orient (Japon, Chine, etc.); secours aux écoles et frais divers de culte..	58,333
X.	Frais de correspondance télégraphique.....	32,750
XI.	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement.	—
XII.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.....	20,416
XIII.	Frais de voyages et de courriers.....	48,333
XIV.	Primes d'ancienneté de séjour.....	6,666
XV.	Présents diplomatiques.....	2,916
XVI.	Missions.....	8,333
XVII.	Secours.....	15,000
XVIII.	Dépenses secrètes.....	66,666
XIX.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.....	5,292
XX.	Allocation à la famille d'Abd el Kader.....	10,000
XXI.	Constructions et grosses réparations d'hôtels à l'étranger.....	8,333
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXIII.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
	TOTAL de la 3^e partie.....	1,154,978
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
XIV.	Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	5,000 ⁰
	TOTAL de la 4^e partie.....	5,000
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des affaires étrangères.....	1,159,978
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	Traitement du ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale.....	121,880 ⁰
	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	23,334
	Inspections générales administratives.....	16,666
	Secours personnels à divers titres.....	35,844
	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	418,833
	Frais des élections sénatoriales.....	78,750
	Dépenses fixes du personnel d'administration des Journaux officiels.	6,667
	Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des Journaux officiels.....	68,812
	Dépenses du matériel des Journaux officiels.....	28,584
	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.).....	1,625
	Subventions aux sociétés de secours mutuels.....	67,500
	Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.....	75,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONT des cr d'au
XIII.	Personnel des bureaux des préfectures	31
XIV.	Personnel des bureaux des sous-préfectures	8
XV.	Frais matériels d'administration des préfectures	6
XVI.	Frais matériels d'administration des sous-préfectures	4
XVII.	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5
XVIII.	Matériel des cours d'appel	1
XIX.	Reconstruction de la cour d'appel de Paris	
XX.	Reconstruction du palais de justice de Besançon	
XXI.	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	
XXII.	Subventions aux sociétés de tir et de gymnastique	
XXIII.	Délimitation des frontières	
XXIV.	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	
XXV.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	
XXVI.	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	
XXVII.	Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 25 juillet 1887	
XXVIII.	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	1
XXIX.	Subvention aux départements pour l'achèvement des chemins vicinaux. Carte de France au 1/100,000	54
XXX.	Dépenses du conseil supérieur de l'Assistance publique	
XXXI.	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	1
XXXII.	Subvention à la maison nationale de Charenton	
XXXIII.	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	
XXXIV.	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles	1
XXXV.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris	1
XXXVI.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry	
XXXVII.	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Bordeaux	
XXXVIII.	Remboursement de frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	
XL.	Participation de l'Etat aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4
XLI.	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	1
XLII.	Frais de protection des enfants du premier âge	
XLIII.	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	
XLIV.	Contributions de l'Etat aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	1
XLV.	Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence	
XLVI.	Assistance médicale gratuite	1
XLVII.	Frais d'administration du service de l'assistance médicale gratuite	
XLVIII.	Académie de médecine et institut Pasteur	
XLIX.	Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	
L.	Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	
LI.	Personnel des établissements thermaux affermés	
LII.	Matériel des établissements thermaux affermés	
LIII.	Personnel du service sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène publique de France	
LIV.	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	
LV.	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	
LVI.	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	2
LVII.	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	2
LVIII.	Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1
LIX.	Agents secrets de sûreté générale	1
LX.	Secours aux étrangers réfugiés	
LXI.	Secours aux anciens commissaires de police	
LXII.	Dépenses du service de l'émigration	
LXIII.	Frais de rapatriement	

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
LIV.	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.....	480 ^f
LIV.	Personnel du service pénitentiaire.....	412,021
LIV.	Entretien des détenus.....	859,000
LIV.	Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires. — Frais supplémentaires ; reprise et acquisition du matériel industriel et agricole. — Règlement d'inventaire ; organisation des ateliers en régie directe. — Frais de missions dans l'intérêt des régies.....	9,167
LIV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires.....	2,667
LIV.	Transport des détenus et des libérés.....	29,167
LIV.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires. (Services à l'entreprise.).....	6,667
LIV.	Mobilier du service pénitentiaire. (Services à l'entreprise.).....	3,167
LIV.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier. (Services en régie.).....	43,653
LIV.	Exploitations agricoles.....	16,817
LIV.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire.....	7,217
LIV.	Subventions aux institutions de patronage.....	10,000
LIV.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....	5,834
LIV.	Subventions aux départements pour l'exécution des lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893.....	14,584
LIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
LIV.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la 3 ^e partie.....		5,898,657
V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
LIV.	Remboursement sur le produit du travail des détenus.....	145,667 ^f
TOTAL de la 5 ^e partie.....		145,667
RÉCAPITULATION.		
3 ^e partie. — Service général.....		5,898,657 ^f
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....		145,667
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....		6,044,324
MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale et salaire des hommes de peine et ouvriers employés de l'administration centrale.....		204,910 ^f
Officiers détachés à l'administration centrale.....		98,310
Matériel de l'administration centrale.....		22,550
Médaille coloniale.....		8,420
Frais généraux d'impressions.....		46,680
Service géographique. (Personnel.).....		69,980
Service géographique. (Matériel.).....		21,050
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques.....		9,950
Solde de la télégraphie militaire.....		13,700
Télégraphie militaire. (Matériel.).....		26,850
Service des chemins de fer. (Matériel.).....		10,420
État-major général et service d'état-major.....		975,310
Contrôle. — Intendance militaire. — États-majors particuliers.....		1,175,540
Écoles militaires. (Personnel.).....		688,780
Écoles militaires. (Matériel.).....		269,580
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes.....		844,910
Solde de l'infanterie.....		8,041,730
Solde des troupes d'administration.....		325,260
Solde de la cavalerie.....		2,436,110

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.
XIX.	Solde de l'artillerie.....
XX.	Solde du génie.....
XXI.	Solde du train des équipages militaires.....
XXII.	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique.....
XXIII.	Garde républicaine.....
XXIV.	Vivres. (Personnel.).....
XXV.	Vivres. (Matériel.).....
XXVI.	Viande fraîche et conserves.....
XXVII.	Fourrages.....
XXVIII.	Service de santé. (Personnel d'exploitation.).....
XXIX.	Service de santé. (Matériel d'exploitation.).....
XXX.	Service des convois militaires.....
XXXI.	Service de l'indemnité de route.....
XXXII.	Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires.....
XXXIII.	Habillement et campement. (Personnel d'exploitation.).....
XXXIV.	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.).....
XXXV.	Lits militaires.....
XXXVI.	Transports spéciaux.....
XXXVII.	Recrutement.....
XXXVIII.	Réserve et armée territoriale.....
XXXIX.	Justice militaire. (Frais généraux et prisons.).....
XL.	Ateliers et pénitenciers militaires.....
XLI.	Remonte générale.....
XLII.	Recensement des chevaux et mulets.....
XLIII.	Masse de harnachement.....
XLIV.	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.).....
XLV.	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.).....
XLVI.	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.).....
XLVII.	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.).....
XLVIII.	Établissements du génie. (Personnel.).....
XLIX.	Établissements du génie. (Matériel.).....
L.	Chauffage et éclairage.....
LI.	Invalides de la guerre. (Personnel.).....
LII.	Invalides de la guerre. (Matériel.).....
LIII.	Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme.....
LIV.	Secours.....
LIV bis.	Secours aux anciens militaires ayant accompli six années de services antérieurement à la loi du 23 juillet 1881.....
LV.	Dépenses secrètes.....
LVI.	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve.....
LVII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....
LVIII.	Dépenses des exercices clos.....
LIX.	Rappel de dépenses payables sur revenus antérieures à l'exercice 1897 et non frappés de déchéance.....
LX.	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutilles.....
	<i>Dépenses remboursables.</i>
LXI.	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.).....
LXII.	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.).....
	TOTAL de la 1^{re} section.....
	2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.
	1^{re} PARTIE.
LXIII.	Équipages de campagne.....
LXIV.	Armement des places.....
LXV.	Armement des côtes.....
LXVI.	Équipages de siège.....
LXVII.	Armes portatives.....
LXVIII.	Munitions.....
LXIX.	Dépenses diverses.....
LXX.	Frontière de l'Est.....
LXXI.	Places de la frontière du Sud-Est.....
LXXII.	Magasins à poudre.....
LXXIII.	Chemins de fer.....

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
II ^e PARTIE.		
XXXI.	Équipages de campagne.....	186,670 ¹
XXXII.	Armement des places.....	51,250
XXXIII.	Armement des côtes.....	116,580
XXXIV.	Expériences. (Artillerie.).....	29,170
XXXV.	Bâtiments et machines. (Artillerie.).....	83,330
XXXVI.	Places du Nord.....	
XXXVII.	Défense de Cherbourg.....	66,670
XXXVIII.	Caserneement.....	150,000
XXXIX.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....	108,330
XL.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....	
XLI.	Construction de chemins stratégiques.....	16,670
XLII.	Amélioration aux forts isolés.....	83,330
XLIII.	Télégraphie et aérostation militaire.....	12,500
XLIV.	Fortifications, frontières et côtes.....	85,830
XLV.	Organisation défensive du Cotentin.....	
XLVI.	Réserve. (Procès, transports, etc.) [Génie.].....	14,170
XLVII.	Substances.....	12,500
XLVIII.	Habillemeut.....	6,670
XLIX.	Service de santé.....	14,580
L.	Améliorations aux hospices civils des départements.....	31,250
LI.	Harnachement.....	3,330
LII.	Chemins de fer.....	83,330
LIII.	Depenses des exercices périodiques non frappées de déchéance.....	
LIV.	Depenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 2 ^e section.....		2,024,780
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Service ordinaire.....		49,871,570 ¹
2 ^e section. — Dépenses extraordinaires.....		2,024,780
TOTAL du ministère de la guerre.....		51,896,350
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
TITRE I ^{er} .		
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENTS ET SOLDE.		
	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	96,570 ¹
	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à l'admini- stration centrale.....	36,336
	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à Paris.....	126,288
	Personnel du service hydrographique.....	8,938
	Officiers de marine et officiers mécaniciens.....	829,826
	Équipages de la flotte.....	2,649,326
	Troupes de la marine.....	1,070,205
	Gendarmerie maritime.....	63,720
	Inspection des services administratifs.....	20,924
	Personnel technique.....	144,751
	Commissariat de la marine.....	131,353
	Personnel administratif. — Corps secondaires.....	272,459
	Personnel et agents divers (Écoles, justice, police, surveillance).....	143,165
	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	173,558
	Surveillance des pêches et police de la navigation. (Personnel.).....	52,975
TITRE II.		
DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.		
	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	990,978
	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvision- nement de la flotte.....	564,778

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts
XVIII.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.....	95,
XIX.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.....	120,
XX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.....	70,
XXI.	Vivres. — Salaires.....	42,
XXII.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions navales.....	383,
XXIII.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Artillerie.....	69,
XXIV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Vivres.....	32,
XXV.	Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.).....	29,
TITRE III.		
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.		
XXVI.	Matériel de l'administration centrale.....	20
XXVII.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	3,064
XXVIII.	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie....	2,000
XXIX.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.....	73
XXX.	Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte.....	410
XXXI.	Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie.....	6
XXXII.	Constructions navales et service général des ports. — Achats et con- struction des bâtiments de servitude.....	6
XXXIII.	Constructions navales et service général des ports. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude.....	12
XXIV.	Artillerie. — Armes. — Établissements et reconstitution.....	554
XXXV.	Artillerie. — Poudres et munitions.....	80
XXXVI.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.....	4
XXXVII.	Matériel de torpillerie.....	194
XXXVIII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.....	33
XXXIX.	Travaux d'approfondissement de la Charente.....	1
XL.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.....	20
XLI.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant.....	11
XLII.	Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	38
XLIII.	Médaille coloniale.....	
XLIV.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.).....	1,244
XLV.	Casernement.....	5
XLVI.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.....	13
XLVII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et maga- sins. — Constructions navales.....	28
XLVIII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et maga- sins. — Artillerie.....	2
XLIX.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et maga- sins. — Torpilles.....	2
L.	Outillage et service général des ports et arsenaux, chantiers et maga- sins. — Travaux hydrauliques.....	1
LI.	Outillage et service général des ports et arsenaux, chantiers et maga- sins. — Vivres.....	
LII.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représenta- tives.).....	4
LIII.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indem- nités représentatives.) — Impressions. — Livres et reliures.....	20

MINISTÈRES Spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits ouverts.
TITRE IV.		
DÉPENSES COMMUNES.		
LIV.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	195,833 ¹
IX.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	318,676
IXA.	Gratifications, secours et subventions.....	91,469
IXB.	Pêches et navigation commerciale (Matériel de surveillance. — Subventions. — Encouragements. — Récompenses).....	20,947
IXC.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	883,866
X.	Dépenses secrètes.....	1,667
XI.	Dépenses diverses.....	21,333
XII.	Reconstruction du magasin de montage et du magasin de machines à Toulon.....	29,167
XIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XIV.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
XV.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....	Mémoire.
TOTAL du ministère de la marine.....		21,539,151

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	81,797 ¹
II.	Matériel de l'administration centrale.....	22,642
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique..	23,875
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....	30,916
V.	Administration académique. (Personnel.).....	144,515
VI.	Administration académique. (Matériel.).....	13,655
VII.	Facultés. (Personnel.).....	779,723
VIII.	Facultés. (Matériel.).....	226,666
IX.	Bourses de l'enseignement supérieur.....	100,666
X.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes....	24,166
XI.	École des hautes études.....	26,250
XII.	École normale supérieure.....	42,965
XIII.	Collège de France.....	42,400
XIV.	École des langues orientales vivantes.....	12,500
XV.	École des chartes.....	5,750
XVI.	École française d'Athènes.....	9,115
XVII.	École française de Rome.....	6,000
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....	33,010
XIX.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....	50,815
XX.	Observatoire de Paris.....	21,125
XXI.	Bureau central météorologique.....	18,565
XXII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	5,920
XXIII.	Observatoires des départements.....	35,000
XXIV.	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc.....	1,000
XXV.	Bureau des longitudes.....	12,083
XXVI.	Institut national de France.....	57,250
XXVII.	Académie de médecine.....	6,291
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Personnel.).....	35,666
XXIX.	Bibliothèque nationale. (Matériel.).....	22,666
XXX.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.).....	6,667
XXXI.	Bibliothèques publiques.....	18,133
XXXII.	Catalogue des manuscrits et incunables.....	1,666
XXXIII.	Archives nationales.....	16,333
XXXIV.	Services généraux des bibliothèques.....	3,250
XXXV.	Sociétés savantes.....	7,916

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Montant des cap- ouven
XXXVI.	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux.....	16
XXXVII.	Encouragements aux savants et gens de lettres.....	14
XXXVIII.	Voyages et missions scientifiques et littéraires.....	17
XXXIX.	Musée ethnographique. — Musée Guimet.....	5
XL.	Institut français d'archéologie orientale au Caire.....	16
XLI.	Publications diverses. — <i>Journal des savants</i>	13
XLII.	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	11
XLIII.	Lycées nationaux.....	921
XLIV.	Collèges communaux de garçons.....	1,136
XLV.	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	674
XLVI.	Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges.....	284
XLVII.	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.....	254
XLVIII.	Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires.....	761
XLIX.	Écoles nationales professionnelles de Verson, Voinon et Armentières.....	21
L.	Enseignement primaire supérieur.....	204
LI.	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur.....	6
LII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.....	9,941
LII bis.	Création d'écoles et d'emplois.....	
LIII.	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.....	36
LIV.	Allocations diverses.....	9
LV.	Enseignement primaire. — Calottes des écoles. — Inspections médicales. — Subventions facultatives.....	1
LVI.	Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires.....	6
LVII.	Enseignement primaire et enseignement primaire supérieur. — Secours et allocations.....	42
LVIII.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.....	
LIX.	Service des constructions scolaires. (Enseignement primaire.).....	
LX.	Service des constructions scolaires. (Enseignement secondaire.).....	17
LXI.	Service des constructions scolaires. (Enseignement supérieur.).....	1
LXII.	Matériel scientifique et installation des établissements d'enseignement supérieur.....	
LXIII.	Création de deux lycées de jeunes filles.....	1
LXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	
LXV.	Dépenses des exercices clos.....	
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		17,61
2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.		
I.	Personnel de l'administration centrale.....	
II.	Matériel de l'administration centrale.....	
III.	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.....	
IV.	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des modèles.....	
V.	Frais divers des inspections et frais de mission.....	
VI.	Académie de France à Rome. (Personnel.).....	
VII.	Académie de France à Rome. (Matériel.).....	
VIII.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.).....	
IX.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.).....	
X.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.).....	
XI.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.).....	
XII.	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.....	
XIII.	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.....	
XIV.	Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'arts décoratifs et d'art industriel.....	

	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Pe	
	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Ma	
	Secours du Conservatoire et écoles nationales de musique	
	départements.	
	Théâtres nationaux.	
	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	
	Palais du Trocadéro.	
	Indemnités et secours. (Théâtres.)	
	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les dépar	
	tements.	
	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Pri	
	national et bourses de voyages.	
	Indemnités et secours. (Beaux-arts.)	
	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	
	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	
	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	
	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	
	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	
	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	
	Musées nationaux. (Personnel.)	
	Subvention de l'Etat aux musées nationaux pour acquisition d'objets	
	ayant une valeur artistique, archéologique ou historique.	
	Musées nationaux. (Matériel.)	
	Musées départementaux et municipaux.	
	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.	
	Expositions à Paris et dans les départements.	
	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art	
	et de moulage pour les musées de Cluny et de sculpture com	
	parée.	
	Musée de Cluny.	80
	Musée de sculpture comparée du Trocadéro.	5
	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.	4
	Personnel des bâtiments civils.	6
	Entretien des bâtiments civils.	8
	Grosses réparations des bâtiments civils.	66
	Personnel des palais nationaux.	40
	Entretien des palais nationaux.	10
	Grosses réparations des palais nationaux.	55
	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.	25
	Service des eaux de Versailles et de Marly.	
	Personnel des régies des palais nationaux.	2
	Matériel des régies des palais nationaux.	2
	Conservation du garde-meuble.	1
	Ecoles des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de cou	
	struction.	
	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands tra	
	vauz.	
	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de	
	restauration.	
	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles.	
	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.	
	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation.	
	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du	
	musée national Adrien Dubouché.	
	Arc de triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration.	
	École nationale d'agriculture de Grignon.	
	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les	
	services de la médecine opératoire.	
	École vétérinaire d'Alfort. — Couverture de la cour des hôpitaux.	
	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	
	Dépenses des exercices clos.	

TOTAL de la 2^e section.

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Instruction publique	
2 ^e section. — Beaux-arts	
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale. . .
II.	Personnel du service de l'administration centrale
III.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale
IV.	Achats de livres, abonnements aux revues et journaux
V.	Impressions
VI.	Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel
VII.	Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel
VIII.	Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel
IX.	Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel
X.	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel
XI.	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel
XII.	École nationale d'horlogerie de Cluses
XIII.	Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement. . .
XIV.	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures
XV.	Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel
XVI.	Encouragements à l'enseignement industriel
XVII.	Encouragements à l'enseignement commercial
XVIII.	Enseignement industriel et commercial. — Inspections, conseils et commissions
XIX.	Comité consultatif des arts et manufactures
XX.	Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers
XXI.	Conseil supérieur du travail
XXII.	Inspection du travail dans l'industrie
XXIII.	Personnel des poids et mesures
XXIV.	Matériel et dépenses diverses des poids et mesures
XXV.	Dépenses de la commission internationale du mètre et du bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures
XXVI.	Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres
XXVII.	Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres
XXVIII.	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale. .
XXIX.	Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale
XXX.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau interna- tional institué à Berne pour la protection de la propriété indus- trielle
XXXI.	Syndicats professionnels
XXXII.	Encouragement aux associations ouvrières de production et de crédit
XXXIII.	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse
XXXIV.	Bonification aux pensions de retraites. — Allocations à la vieillesse. .
XXXV.	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers
XXXVI.	Rédaction du <i>Moniteur officiel du commerce</i> et impressions du com- merce extérieur
XXXVII.	Expertises, valeurs de douanes
XXXVIII.	Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions. Missions commerciales

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au bulletin international des douanes.		
Encouragements aux pêches maritimes.....		575 ^f
Subvention à la marine marchande.....		291,666
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....		1,500,000
Primes à la filature de la soie.....		833
Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....		"
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....		"
Office du travail et statistique générale.....		1,083
Reconnement quinquennal des professions.....		7,916
Exposition universelle de 1900.....		12,500
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....		"
Dépenses des exercices clos.....		"
TOTAL de la 1^{re} section.....		2,331,561
2^e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
Traitement du personnel de l'administration centrale.....		158,437 ^f
Matériel de l'administration centrale.....		22,083
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....		"
Dépenses des exercices clos.....		"
TOTAL de la 2^e partie.....		180,520
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Personnel des postes et des télégraphes (agents).....		4,026,166 ^f
Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....		3,413,861
Rémun. au personnel des postes et des télégraphes.....		160,990
Indemnités diverses et secours aux agents des postes et des télégr.....		860,794
Chaussure et habillement des agents des postes et des télégraphes...		283,239
Matériel des bureaux des postes et télégraphes.....		700,923
Impressions et publications des postes et des télégraphes.....		195,512
Transport des dépêches postales.....		906,581
Appareils et matériel technique d'exploitation des postes et des télégraphes.....		143,330
Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....		541,576
Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. —		
Dépenses de premier établissement.....		256,983
Transformation du réseau téléphonique de Paris.....		41,666
Assu. à la Caisse des dépôts et consignations.....		"
Dépenses diverses.....		175,057
Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....		29,584
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée.....		112,639
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....		20,831
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....		829,834
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon.....		506,974
Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....		73,334
Subvention au service maritime de l'Australie et la Nouvelle-Calédonie.....		258,995
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien.....		160,387
Subvention au service maritime de la côte occidentale d'Afrique.....		41,738
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Navo et du Gabon.....		"
TOTAL de la 4^e partie.....		13,740,976

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

**V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS,
NON-VALEURS ET PRIMES.**

XXIX.	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes
XXX.	Répartition de produits d'amendes
	TOTAL de la 5^e partie.....

RÉCAPITULATION DE LA 2^e SECTION.

3 ^e partie. — Service général.....	
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	
TOTAL de la 2 ^e section.....	

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	
2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	
TOTAL général pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	

MINISTÈRE DES COLONIES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} Dépenses communes.

I.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale
II.	Traitements et indemnités aux fonctionnaires et agents détachés temporairement à l'administration centrale
III.	Matériel de l'administration centrale
IV.	Frais de dépêches télégraphiques
V.	Service central des marchés
VI.	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole
VII.	Inspection des colonies
VIII.	Secours et subventions
IX.	Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins
X.	Frais d'impression pour les services de l'État aux colonies

2^e Dépenses civiles.

XI.	Personnel des services civils
XII.	Personnel de la justice
XIII.	Personnel des cultes
XIV.	Service des travaux publics
XV.	Matériel des services civils
XVI.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires
XVII.	Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux — Service géographique
XVIII.	Participation à l'Exposition universelle de 1900
XIX.	Missions dans les colonies
XX.	Bourses coloniales
XXI.	Études coloniales
XXII.	Émigration de travailleurs aux colonies
XXIII.	Troisième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français
XXIV.	Subvention au budget local du Congo français
XXV.	Subvention au budget local de Madagascar
XXVI.	Subvention au service local de certaines colonies
XXVII.	Subvention au budget annexe du chemin de fer et port de Réunion
XXVIII.	Subvention du budget annexe du chemin de fer du Soudan
XXIX.	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
3° Dépenses militaires.		
XXII.	Troupes aux colonies et comité technique.....	485,417
XXIII.	Gendarmerie coloniale.....	136,833
XXIV.	Commissariat colonial.....	69,958
XXV.	Inscription maritime.....	4,167
XXVI.	Agents des vivres et du matériel.....	27,333
XXVII.	Hôpitaux. Personnel.....	83,333
XXVIII.	Hôpitaux. Matériel.....	53,333
XXIX.	Vivres et fourrages.....	275,000
XXX.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....	116,667
XXXI.	Matériel de casernement, de campement et de couchage.....	25,000
XXXII.	Matériel des services militaires.....	120,333
XXXIII.	Défenses des colonies.....	66,667
XXXIV.	Frais d'occupation du Soudan français.....	526,000
XXXV.	Frais d'occupation de la Guinée française.....	25,000
XXXVI.	Dépenses en l'Annam et au Tonkin.....	2,063,333
XXXVII.	Dépenses militaires à Madagascar.....	820,833
4° Service pénitentiaire.		
XXXVIII.	Administration pénitentiaire (Personnel).....	217,875
XXXIX.	Administration pénitentiaire (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage).....	344,167
XL.	Administration pénitentiaire (Frais de transport).....	104,167
XLI.	Administration pénitentiaire (Matériel).....	115,833
5°.		
XLII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"
XLIII.	Dépenses des exercices clos.....	"
XLIV.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....	"
TOTAL pour le ministère des colonies.....		7,467,839

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

XLV.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	64,033
XLVI.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	8,333
XLVII.	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographes, entretien des machines, etc.....	17,235
XLVIII.	Mérite agricole et médailles agricoles.....	"
XLIX.	Inspection de l'agriculture.....	8,000
L.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	123,050
LI.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....	65,800
LII.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	145,000
LIII.	Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et heures de voyages. — Dépenses diverses.....	165,500
LIV.	Primes à la sériciculture.....	"
LV.	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	"
LVI.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....	43,000
LVII.	Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.).....	800
LVIII.	Primes pour la destruction des loups.....	800
LIX.	Statistique agricole décennale de 1892.....	4,100
XL.	Personnel des écoles vétérinaires.....	38,995
LI.	Matériel des écoles vétérinaires.....	40,775
LII.	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.....	5,084
LIII.	Service des épizooties.....	18,750
LIIV.	Consommations en nature. (Établissements agricoles.).....	"

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.
VII.	Mobiliier des services pénitentiaires en Algérie (services à l'entre- prise).....
VIII.	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliier pénitentiaires en Algé- rie (services en régie).....
IX.	Exploitations agricoles en Algérie.....
X.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie.....
XI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
XII.	Dépenses des exercices clos.....
	TOTAL de la 3 ^e partie
	V ^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.
XIII.	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie.
	TOTAL de la 1 ^{re} section
	2 ^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.
I.	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....
II.	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....
III.	Publications et impressions diverses en Algérie.....
IV.	Subsides, secours et récompenses en Algérie.....
V.	Personnel de l'administration civile en Algérie.....
VI.	Matériel de l'administration civile en Algérie.....
VII.	Personnel du service de sûreté générale et force publique en Algérie.....
VIII.	Matériel du service de la sûreté en Algérie.....
IX.	Assistance publique en Algérie.....
X.	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....
XI.	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....
XII.	Dépenses de colonisation en Algérie.....
XIII.	Dépenses secrètes en Algérie.....
XIV.	Service sanitaire en Algérie.....
XV.	Visite des pharmacies en Algérie.....
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. (Algérie.)
XVII.	Dépenses des exercices clos. (Algérie.).....
	TOTAL de la 2 ^e section.....
	RÉCAPITULATION.
	1 ^{re} section. — Service centralisés à Paris.....
	2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur.....
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.
	III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.
	1 ^{re} SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.
I.	Frais de passage.....
II.	Administration académique. — Personnel.....
III.	Administration académique. — Matériel.....
IV.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.....
V.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel.....
VI.	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes.....
VII.	Lycées nationaux.....
VIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nation- ales et dégrèvements.....

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits ouverts.
II.	Collèges communaux de garçons.....	32,794 ^f
II.	Enseignement secondaire des jeunes filles.....	10,260
III.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.....	7,000
III.	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel.....	29,510
III.	Enseignement primaire — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.....	252,000
IV.	Enseignement primaire des indigènes.....	59,158
IV.	Instruction publique musulmane.....	7,412
IV.	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.....	"
IV.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire.....	"
IV.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire.....	7,916
IV.	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.....	11,166
IV.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"
IV.	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		558,776
2 ^e SECTION. — BEAUX-ARTS.		
	Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger.....	3,000 ^f
	Muséums historiques en Algérie.....	6,250
	Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux).....	11,250
	Travaux ordinaires en Algérie (constructions et entretien des édifices du culte musulman).....	8,333
	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"
	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 2 ^e section.....		28,833
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Instruction publique.....		558,776 ^f
2 ^e section. — Beaux-arts.....		28,833
TOTAL GÉNÉRAL du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....		587,609
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
1 ^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.		
	Personnel des poids et mesures.....	3,559 ^f
	Matériel des poids et mesures.....	2,260
	École nationale d'apprentissage de Delft.....	10,000
	Enseignement technique.....	333
	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"
	Dépenses des exercices clos.....	"
TOTAL de la 1 ^{re} section.....		16,152

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

I.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	
II.	Dépenses des exercices clos	

**IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.**

III.	Personnel de l'Algérie	9
IV.	Matériel de l'Algérie	1
V.	Dépenses diverses de l'Algérie	

TOTAL de la 2^e section.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Commerce et industrie	
2 ^e section. — Postes et télégraphes	4

**TOTAL du ministère du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes.**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I.	Inspection de l'agriculture	
II.	Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales	
III.	Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales	
IV.	Subventions à diverses institutions agricoles	
V.	Concours en Algérie et en Tunisie	
VI.	Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	3
VII.	Encouragements à l'agriculture en Algérie	
VIII.	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie	
IX.	Travaux hydrauliques en Algérie	5
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	
XI.	Dépenses des exercices clos	

TOTAL pour la 3^e partie.

**IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.**

XII.	Personnel des agents des forêts et des préposés en Algérie	9
XIII.	Personnel des préposés indigènes et chaouchs en Algérie	
XIV.	Indemnités au personnel des forêts en Algérie	5
XV.	Travaux des forêts en Algérie	20
XVI.	Dépenses diverses du service des forêts en Algérie	

TOTAL pour la 4^e partie.

RÉCAPITULATION.

3 ^e partie. — Service général	14
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	37

TOTAL du ministère de l'agriculture.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
ouverts.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

DÉPENSES ORDINAIRES.

§ 1^{er}. — Personnel.

Personnel des travaux publics en Algérie.....	115,750 ^f
---	----------------------

§ 2. — Entretien.

Entretien des routes en Algérie.....	278,834
Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fanaux et balises.).....	46,585
Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses relatives aux ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....	3,667
Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et travaux.).....	15,000
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.
Dépenses des exercices clos.....	.

TOTAL des dépenses ordinaires.....	459,834
------------------------------------	---------

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.

Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie.....	.
Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens....	.
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	.

§ 2. — Travaux.

Travaux neufs des routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie.....	91,084 ^f
Amélioration des ports en Algérie.....	110,348
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie...	58,333

TOTAL des dépenses extraordinaires.....	259,765
---	---------

RÉCAPITULATION.

Dépenses ordinaires.....	459,834 ^f
Dépenses extraordinaires.....	259,765

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics.	719,599
--	---------

MINISTÈRES ET SERVICES.

RÉCAPITULATION

DES CRÉDITS PROVISOIRES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (ALGERIE.)

Ministère des finances.		
3 ^e PARTIE. Services généraux des ministères.	Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. — Service de la justice. 227,186 ⁷
		2 ^e section. — Service des cultes.... 167,650
	Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} sect. — Service centralisé à Paris. 169,768 ⁷
		2 ^e section. — Gouvernement général de l'Algérie..... 752,672
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	1 ^{re} section. — Instruction publique. 558,776 ⁷
		2 ^e section. — Beaux-arts..... 28,833
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	
	Ministère de l'agriculture.....	
	Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires..... 459,835 ¹
		Dépenses extraordinaires..... 259,765
TOTAL de la 3 ^e partie.....		2,7
4 ^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.
		Ministère de l'agriculture (forêts).....
	TOTAL de la 4 ^e partie.....		1,4
5 ^e PARTIE. Rembourse- ments et restitutions.	Ministère des finances.....	
	Ministère de l'intérieur.....	
TOTAL de la 5 ^e partie.....		
TOTAL général de l'état B.		

ANNEXES RATTACHÉES POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'EXERCICE 1897.

Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires.

DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts.	
	par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
VARIATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
<i>1^{er} Service administratif.</i>		
Personnel du service administratif.....	5,764 ¹	
Matériel du service administratif.....	14,400	
Dépenses diverses du service administratif.....	1,126	
DÉPENSES FIXES D'EXPLOITATION.		
<i>2^e Service d'exploitation.</i>		
Personnel.....	14,866	
Matériel.....	541	
DÉPENSES D'EXPLOITATION NON SUSCEPTIBLES D'ÉVALUATION FIXE.		156,435 ¹
Personnel.....	30,000	
Matériel.....	50,000	
Dépenses éventuelles et compléments de pensions aux ouvriers, et pensions aux veuves d'ouvriers.....	1,000	
Dépenses d'ordre. (Achat d'or et d'argent pour la fabrication des médailles.....)	83,333	
Service des monnaies de bronze.....	45,000	
Achat de métal et frais d'affinage pour l'entretien des monnaies courantes.....	10,416	
Application au Trésor de l'excédent des recettes sur les dépenses.....	"	
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	"	
Dépenses des exercices clos.....	"	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
IMPRIMERIE NATIONALE.		
Dépenses fixes d'administration (Personnel).....	14,609	
Dépenses fixes d'exploitation (Personnel).....	8,569	
Dépenses fixes d'administration et d'exploitation (Matériel).....	17,292	
Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (Personnel).....	216,763	
Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une éva- luation fixe (Matériel).....	250,000	
Dépenses éventuelles.....	760	
Dépenses des exercices clos.....	"	
Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	"	507,973

CHAPITRES spéciaux.	DÉPENSES.	MONTANT des crédits ouverts.	
		par chapitre.	par an.
	LÉGION D'HONNEUR. — Dépenses ordinaires.		
I.	Grande chancellerie (Personnel).....	18,166 ^f	
II.	Grande chancellerie (Matériel).....	4,467	
III.	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux employés. — Dépenses diverses.....	1,250	
IV.	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	380	
V.	Secours aux membres de l'ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	4,250	
VI.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires mis à la retraite de 1814 à 1861.....	188	
VII.	Pensions viagères concédées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	20	
VIII.	Traitements et suppléments de traitements des membres de l'ordre.....	780,750	
IX.	Traitements des médaillés militaires.....	418,175	
X.	Maison d'éducation de Saint-Denis (Personnel).....	14,706	
XI.	Maison d'éducation de Saint-Denis (Matériel).....	38,792	
XII.	Succursale d'Écouen (Personnel).....	6,288	
XIII.	Succursale d'Écouen (Matériel).....	18,375	
XIV.	Succursale des Loges (Personnel).....	5,741	
XV.	Succursale des Loges (Matériel).....	17,588	
XVI.	Secours aux élèves.....	334	1,341
XVII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"	
XVIII.	Dépenses des exercices clos.....	"	
	Dépenses extraordinaires.		
XIX.	Travaux de réfection et de restauration dans les bâtiments de la grande chancellerie.....	834	
	Dépenses d'ordre.		
XX.	Prix de décorations et médailles.....	6,250	
XXI.	Prix et frais d'expédition de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	11,416	
XXII.	Remboursement de sommes versées à charge de restitution.....	166	
XXIII.	Versement à la masse des travaux manuels des Loges.....	"	
XXIV.	Emploi des recettes avec affectation spéciale (Legs).....	50	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
I.	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des Invalides.....	34,757	
II.	Frais de matériel de l'établissement des Invalides à Paris et dans les ports.....	1,250	
III.	Demi-soldes et pensions qui en dérivent (Lois des 13 mai 1791, 11 avril 1881 et 8 août 1885).....	4,000	
IV.	Fonds annuel de secours et gratifications de réforme renouvelables.....	100,000	
V.	Secours aux marins naufragés ou à leurs familles, subventions aux hôtels de marins, etc.....	"	
VI.	Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, de naufrages, etc.....	8,333	
VII.	Dépenses diverses, remboursements de trop perçus, etc.....	4,166	
VIII.	Distribution des revenus provenant de legs et donations faits à l'établissement des Invalides de la marine.....	6,117	
IX.	Dépenses des exercices clos.....	"	
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	"	
XI.	Paiement d'arrérages de demi-solde et pensions dérivées portant sur exercices clos.....	"	

DÉPENSES.		MONTANT des crédits ouverts.	
		par chapitre.	par service.
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.			
I.	Personnel.....	44,750 ^f	58,333 ^f
II.	Matériel.....	13,583	
III.	Versement à la réserve.....	.	
IV.	Dépenses des exercices clos.....	.	
CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.			
I.	Intérêts à servir aux déposants.....	1,518,766	1,824,984
II.	Dépenses du personnel.....	263,215	
III.	Dépenses du matériel.....	40,087	
IV.	Dépenses diverses et accidentelles.....	2,916	
V.	Excédent de recettes sur les dépenses à attribuer au compte de la dotation (art. 16 de la loi du 9 avril 1881).....	.	
VI.	Dépenses des exercices clos.....	.	
MINISTÈRE DES COLONIES.			
CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION.			
I.	Service des obligations garanties.....	94,777	253,943
II.	Administration générale et frais généraux.....	12,083	
III.	Chemin de fer.....	62,500	
IV.	Port.....	53,750	
V.	Dépenses de parachèvement.....	30,833	
VI.	Dépenses des exercices clos.....	.	
CHEMIN DE FER DU SOUDAN.			
I.	Entretien du personnel du génie militaire chargé de l'exploitation et de la construction.....	14,000	127,334
II.	Entretien de la voie.....	10,417	
III.	Exploitation. — Traction.....	18,750	
IV.	Travaux neufs et acquisition du matériel roulant..	84,167	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.			
I.	Direction.....	41,250	2,695,500
II.	Conseil du réseau.....	1,250	
III.	Dépenses non susceptibles d'une évaluation fixe (exploitation, matériel et traction, voie et bâti- ments, gratifications, secours et indemnités, gares et troncs communs).....	2,590,000	
IV.	Impôts et assurances.....	63,000	
V.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	.	
VI.	Dépenses des exercices clos.....	.	
VII.	Excédent des recettes sur les dépenses à verser au Trésor.....	.	
TOTAL général de l'état G.....			7,231,310

pour être annexé au décret du 26 Février 1897.

Le Ministre des finances.
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32261. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant qu'un adjoint en son nombre déterminé par l'article 73 de la loi du 5 avril 1884 sera nommé dans la section de Bourcefranc, commune de Marennes, canton de l'arrondissement de Marennes, département de la Charente-Inférieure.

Il remplira, dans cette section, les fonctions d'officier de l'état civil en se conformant aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 11 mai 1802 (révisé le 8 mai 1802) et pourra y être chargé de l'exécution des règlements de police. (Paris, 19 Janvier 1897.)

N° 32262. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Bardères (canton et arrondissement de Tarbes, département des Hautes Pyrénées) portera à l'avenir le nom de *Bardères-sur-l'Échez*. (Paris, 30 Janvier 1897.)

N° 32263. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Eneuf (canton de Saint-Florent-le-Vieil, arrondissement de Cholet, département de Maine-et-Loire) portera à l'avenir le nom de *Bourgne Manges*. (Paris, 30 Janvier 1897.)

N° 32264. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de (canton de Mussy-sur-Seine, arrondissement de Bar-sur-Seine, département de l'Aube) portera à l'avenir le nom de *Colles-sur-Ourses*. (Paris, 30 Janvier 1897.)

N° 32265. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Cyprien (canton de Conques, arrondissement de Rodez, département de l'Aveyron) portera à l'avenir le nom de *Saint-Cyprien-sur-Dourdou*. (Paris, 30 Janvier 1897.)

N° 32266. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de (canton de Lens, arrondissement de Béthune, département du Pas de Calais) portera à l'avenir le nom de *Sallaumines*. (Paris, 30 Janvier 1897.)

N° 32267. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co signé par le ministre des finances) qui approuve, sous les conditions stipulées, l'acte passé devant le maire de la commune de Grenade (Garonne), le 14 novembre 1896, portant concession anticipée à M-

Colombier, moyennant le prix de cent soixante-dix-sept francs trois centimes, d'une parcelle d'alluvion d'une contenance d'un hectare quatre-vingt-dix-sept ares quatre-vingt-neuf centiares, en voie de formation au droit de sa propriété sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit «*caparalis*» dans la commune de Grenade. (*Paris, 2 Février 1897.*)

1866. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé le 17 octobre 1896, devant le maire de Crémieu (Isère), portant concession anticipée à MM. Gigodot et Feugier, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'un prix de quatre cent dix francs, de deux parcelles d'une superficie respective de soixante-seize ares dix-neuf centiares et d'un hectare huit ares quatre-vingt-quinze centiares, formées au long de la propriété des concessionnaires, territoire de Porcieu-Combagnon, par le dépôt de déblais sur la rive gauche du Rhône et dans la lône de la serre, figurés par un liséré violet et par les lettres A, B, C, D, E et F, G, H, I, J, K, sur le plan annexé au contrat. (*Paris, 2 Février 1897.*)

1867. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve, sous les conditions stipulées, l'acte passé devant le maire de la commune de Grenade (Haute-Garonne) le 17 octobre 1896, portant concession anticipée à M. et M^{me} Habert, moyennant le prix de quatre cent trente francs cinquante-cinq centimes, d'une parcelle d'alluvion d'une contenance de trois hectares cinquante ares cinquante centiares en voie de formation au droit de sa propriété, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit «*l'île de la Hille*», dans la commune de Grenade, quartier de la Hille. (*Paris, 2 Février 1897.*)

1870. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

M. Passart (Jean-Marius), né le 24 septembre 1873, à Unieux (Loire),
M^{me} Passart (Anne-Marie), née au même lieu, le 1^{er} janvier 1875, y
étant tous deux,
sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Monier, et à
user légalement, à l'avenir, Passart-Monier;

Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour
opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du
dit décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal
et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil
(*Paris, 3 Avril 1897.*)

1871. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Seauve* (*Jean-Baptiste*), négociant, né le 29 octobre 1840, à Étienne (Loire), y demeurant, est autorisé à faire précéder son nom patronymique de celui de *Preynat*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Preynat-Seauve*;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État (Paris, 3 Avril 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 15 Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1841.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32272. — *Loi qui autorise le département du Gers à contracter deux Emprunts.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Le département du Gers est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3^{fr} 75 p. o/o), une somme de trois cent mille francs (300 000^{fr}), réalisable en quatre ans, de 1897 à 1900 inclusivement, réalisable par périodes de trente ans prenant leur point de départ aux réalisations successives et applicable aux travaux de grosses réparations des routes départementales et des chemins vicinaux de première communication.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Gers est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-quinze centimes pour cent (3' 75 p. o/o), une somme de cinq cent soixante-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingts francs quarante-huit centimes (579,480' 48), remboursable en trente ans à partir de 1897 et applicable au remboursement par anticipation des emprunts autorisés en vertu des lois des 23 juillet 1886, 17 juillet 1889, 9 janvier 1890, 30 décembre 1890 et 14 avril 1892.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

3. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement des emprunts de trois cent mille francs et de cinq cent soixante-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingts francs quarante-huit centimes autorisés par les articles 1 et 2 ci-dessus seront prélevés :

- 1° Sur les recettes ordinaires du budget départemental;
- 2° Sur des versements annuels à effectuer par le ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts;
- 3° Sur le produit de l'imposition extraordinaire d'un centime seize centièmes autorisée par l'article 2 de la loi du 14 avril 1892;
- 4° Et subsidiairement sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N^o 1843. — Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement.

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, un centime soixante-huit centièmes (1^e 77) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux dépenses du service des aliénés et du service des enfants assistés, maltraités et moralement abandonnés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N^o 3227. — Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement.

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1897, 1898 et 1899, un centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre con-

tributions directes, pour en affecter le produit tant aux travaux musée *Dobrée* qu'au paiement de subventions pour l'amélioration de la Vilaine et pour l'estacade de la Noveillard, près de Pornic.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32275. — *Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, neuf centimes (0^e 09) en 1897, sept centimes (0^e 07) en 1898 et quatre centimes (0^e 04) en 1899, pour en affecter le produit aux dépenses du service des aliénés et du service des assistés, maltraités ou moralement abandonnés.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Art. 6. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1894.

Du 19 Août 1896.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'état ci-annexé, montant à deux cent vingt et un francs dix centimes et comprenant sept créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics pour l'Algérie, additionnellement aux restes à payer constatés dans le compte définitif de l'exercice 1894;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 août 1896;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par le budget de l'exercice 1894 et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans le projet de loi de règlement dudit exercice,

DICRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans le compte définitif du ministère des travaux publics pour l'exercice 1894, état B (Algérie), un crédit supplémentaire de deux cent vingt et un francs dix centimes (n° 10), destiné à payer sept nouvelles créances liquidées à la charge dudit exercice, conformément à l'état ci-joint.

L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos de l'Algérie, au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant.

Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1896.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 19 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

État nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES
2	Entretien des routes en Algérie.	Alger.....	M. Jourdan, li- braire.	Fourniture de cartes en vue des travaux de la route nauti- que d'Alger à Constantine
3	Travaux ordinaires en Algérie. Ports mari- times, phares, fa- naux et balises.	Constantine..	M. Puccini (Phi- lippe), imprimeur, propriétaire-gérant du Courrier de Bône.	Frais d'insertion, d' d'apposition d'affiches à l'avis d'adjudication de balise au port
			M. Pisani, crieur public.	Idem.....
			M. Taieb Elie, affi- cheur.	Idem.....
			M. Gebinger, affi- cheur.	Idem.....
			M. Boyer, afficheur.	Idem.....
			M. Roulleau, affi- cheur.	Idem.....

un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice

ARTS

100 60	221 ^f 10 ^e	Retard imputable à l'intéressé. ment de produire son mémoire.
3 00		Retard provenant d'une erreur d pièces.
3 00		Idem.
3 00		Idem.
3 00		Idem.
3 00		Idem.
3 00		Idem.

N° 32277. — **DÉCRET** relatif à l'organisation de l'Administration centrale du Ministère des travaux publics.

Du 1^{er} Septembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 8 septembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'article 16 de la loi de finances du 29 décembre 1882, ainsi conçu :
« Avant le 1^{er} janvier 1884, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel*. Aucune modification ne pourra être apportée que dans la même forme et avec la même publicité »;

Vu les décrets des 27 mars 1885⁽¹⁾, 3 septembre 1888⁽²⁾, 18 décembre 1889⁽³⁾ et 4 août 1893⁽⁴⁾, réorganisant l'administration centrale des travaux publics;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le tableau indiquant le nombre et les attributions des divisions et des bureaux dont se composent le cabinet et les directions, ainsi que le nombre des chefs de division, chefs et sous-chefs de bureau, est modifié ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES SERVICES.		DIRECTEURS.	CHEFS de division.	CHEFS de bureau.
CABINET DU MINISTRE.				
Bureau du cabinet et de l'enregistrement. Service spécial du contrôle des dépenses engagées. Bibliothèque du ministère. Souscriptions et abonnements.....		1		1
DIRECTION DU PERSONNEL ET DE LA COMPTABILITÉ.....		1		
Division du personnel.	1 ^{er} bureau. — Administration centrale. Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. Écoles. Personnel du contrôle et de la surveillance des chemins de fer. Questions militaires. Distinctions honorifiques.....			1
	2 ^e bureau. — Conducteurs des ponts et chaussées. Contrôleurs des mines. Agents inférieurs.....		1	1
	3 ^e bureau. — Pensions. Secours. Retenues pour la retraite. Contrôles. Matricules. Annuaire, etc.....			1

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 920, n° 15337.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1194, n° 19776.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1298, n° 2116.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1574, n° 2262.

DÉSIGNATION DES SERVICES.		DIRECTEURS.	CHEFS de division.	CHEFS de bureau.	SOUS-CHEFS de bureau.
Division de la comptabilité.	1 ^{er} bureau. — Opérations centrales de comptabilité. Ordonnancement. Préparation du budget. Caisse.....	•		1	3
	2 ^e bureau. — Comptabilité des ponts et chaussées et des mines.....	•	1	1	1
	3 ^e bureau. — Service intérieur. Archives. Service central d'expéditions et d'autographes.....	•		1	2
	DIRECTION DES ROUTES, DE LA NAVIGATION ET DES MINES....	1			
Division des routes et ponts.	1 ^{er} bureau. — Routes nationales.....	•		2	1
	2 ^e bureau. — Routes départementales. Police du roulage. Voies ferrées sur les quais des ports.....	•	1	1	1
Division de la navigation.	1 ^{er} bureau. — Ports maritimes. Phares et balises.....	•		1	1
	2 ^e bureau. — Rivières navigables et flottables.....	•	1	1	2
	3 ^e bureau. — Canaux de navigation.....	•		1	1
Division des mines.	1 ^{er} bureau. — Mines.....	•		1	1
	2 ^e bureau. — Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur....	•	1	1	1
DIRECTION DES CHEMINS DE FER.....		1			
Division des concessions, du budget et du contrôle financier.	1 ^{er} bureau. — Questions relatives à la construction des chemins de fer et aux concessions. Préparation du budget de la construction des chemins de fer....	•		1	1
	2 ^e bureau. — Vérification des comptes des compagnies.....	•	1	1	1
Division des travaux.	1 ^{er} bureau. — Travaux sur les réseaux du Nord, de l'Est, de l'Ouest, de Paris-Lyon-Méditerranée, de grande et de petite ceinture.....	•		1	2
	2 ^e bureau. — Travaux sur les réseaux de l'Etat, d'Orléans et du Midi.....	•	1	1	1
Division de l'exploitation commerciale.	1 ^{er} bureau. — Tarifs et frais accessoires.	•		1	1
	2 ^e bureau. — Transports des administrations publiques. Rapports des agents de chemins de fer et des compagnies. Conventions internationales.....	•	1		1
Division de l'exploitation technique et statistique.	1 ^{er} bureau. — Exploitation technique...	•		1	2
	2 ^e bureau. — Statistique des chemins de fer.....	•	1	1	1
TOTAUX.....		3	9	22	29

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 1^{er} Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

III^e Série.

12..

N° 32278. — DÉCRET relatif à la Pêche dans les eaux françaises du lac Léman

Du 7 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi du 22 décembre 1882, portant approbation de la convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementation de la pêche dans les eaux frontières de ces deux pays ; notamment l'article 3 de cette loi ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions à remplir pour être autorisé à pêcher dans le lac Léman avec des engins autres que la ligne flottante tenue à la main, les droits concédés aux pêcheurs par les permis, les prix minimum de ces permis, ainsi que les mesures de police auxquelles sera soumis l'exercice de la pêche » ;

Vu le règlement d'administration publique, en date du 27 juillet 1888 rendu en exécution de la loi susvisée ;

Vu les propositions des ingénieurs en date des 13 juillet, 28-31 octobre 1895, 25 février, 15 juin 1896, tendant à la revision du décret susvisé du 27 juin 1883 ⁽¹⁾ ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur ces propositions ;

Vu les lettres du préfet de la Haute-Savoie, des 6 mars et 20 juin 1896 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 1879 ;

Vu les lois des 15 avril 1829 et 31 mai 1865 ;

Vu le décret du 26 août 1865 ⁽²⁾ ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont seules autorisées à pêcher dans les eaux françaises du lac Léman, isolément ou en compagnie, avec tous engins et procédés prohibés par les lois et règlements et aux époques et lieux où la pêche n'est pas interdite sur le lac, les personnes munies d'un permis délivré par le préfet de la Haute-Savoie, sur la proposition de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé du service de la pêche.

2. Il ne sera pas délivré de permis aux receveurs du produit de la pêche, aux agents spéciaux institués pour la surveillance de la pêche dans le lac, aux parents et alliés en ligne directe, frères et beaux frères, oncles et neveux de ces agents, ni aux personnes qui, ayant été punies pour contravention de pêche, n'ont pas satisfait aux obligations encourues.

3. Tout permissionnaire qui, dans l'espace d'une année, a encouru deux condamnations pour infraction aux lois et règlements de la pêche, peut être privé de la faculté de renouveler son permis.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 784, n° 13440.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1336, n° 1365.

4. Les barques et les batelets employés à l'exploitation de la pêche porteront à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot « pêche », ainsi que le numéro d'inscription de la barque sur un registre tenu par l'ingénieur de l'arrondissement de Thonon. Les lettres et les numéros auront au moins dix centimètres (0^m 10) de hauteur et seront inscrits en noir sur un fond blanc.

5. La redevance due à l'Etat pour la délivrance du permis est fixée à six francs (6^f) et doit être acquittée, préalablement à la délivrance du permis, entre les mains du receveur des contributions indirectes.

6. Le décret susvisé du 27 juin 1883 est et demeure rapporté.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TORRELL.

1896. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Etudes et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'Etat.

Du 17 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Sur la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par nature, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Sur l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'exercice 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'Etat, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingts millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de soixante-dix millions de francs;

Sur les décrets n° 98, 129, 199, 214, 259 et 315 des 16 mars⁽¹⁾, 2 avril⁽²⁾, 10 mai⁽³⁾, 10 juin⁽⁴⁾, 16 juillet⁽⁵⁾ et 29 août 1896⁽⁶⁾, qui ont ouvert au ministère des travaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions an-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1799, n° 31497.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1801, n° 31544.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1811, n° 31683.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 1811, n° 31687.

⁽⁵⁾ 11^{re} série, Bull. 1817, n° 31807.

⁽⁶⁾ 11^{re} série, Bull. 1838, n° 32258.

nexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels n tant à quatre millions sept cent cinquante mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publi relative à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 24774 et 25635) du receveur central du départe de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 31 juill 8 août 1896, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orlé une somme totale d'un million six cent mille francs (1,250,000' + 350,0 pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des con tions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 septembre 1896

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXXI : *Ét et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi fonds de concours versés par les compagnies du Midi et d'Orlé en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel million six cent mille francs (1,600,000').

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent moyen des ressources encaissées par le Trésor, au compte : *F de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exé des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pr décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Angoulême, le 17 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURRELL.

N° 32280. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'ex 1896, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pa payement des indemnités allouées aux agents chargés du Service mété gique des ports de Boulogne, Dieppe, Honfleur, Saint-Malo et Bayonne.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du bud général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition

⁽¹⁾ M^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit service;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par diverses chambres de commerce, pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés, pendant l'année 1896, du service météorologique des ports de Honfleur, Saint-Malo, Boulogne, Bayonne et Dieppe, une somme totale de mille quatre cent vingt francs, savoir :

CHAMBRES DE COMMERCE.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
Calvados...	1122	23 avril 1896.	Pont-l'Évêque.	La chambre de commerce de Honfleur	240 00
Ile-et-Vilaine.	735	28 fév. 1896.	Saint-Malo...	La chambre de commerce de Saint-Malo.	340 00
Pas-de-Calais.	82	7 janv. 1896.	Boulogne-sur-Mer.	La chambre de commerce de Boulogne.	360 00
Basses-Pyrénées.	242	17 janv. 1896.	Bayonne...	La chambre de commerce de Bayonne.	240 00
Seine-Inférieure.	1279	15 mars 1896.	Dieppe.....	La chambre de commerce de Dieppe.	240 00
TOTAL comme ci-dessus.					1,420 00

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre XII : *Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille quatre cent vingt francs (1,420^f), applicable au paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Honfleur, Saint-Malo et Bayonne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TORRES.

N° 32281. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers pour contribuer, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896 ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre L^{XXI} : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cent cinquante-quatre mille sept cent vingt-neuf francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (154,729⁹) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **A. TURBIL.**

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

NUMÉRO.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
	La Société des forges et visseries de Saint-Hippolyte.	Besançon.....	6495	30 décembre.	2,000 ^f 00 ^s
	La commune d'Ouhans.	Pontarlier.....	2778	15 novembre.	500 00
	La commune des Grés.	Idem.....	3166	27 décembre.	1,000 00
Boubs.	Idem.....	Idem.....	3167	Idem.	100 00
	La commune de Charquemont.	Montbéliard..	4001	25 novembre.	1,541 12
	La commune de Fournet-Blanche-roche.	Idem.....	4002	Idem.	313 93
	La commune de la Bosse.	Idem.....	4039	26 novembre.	180 00
Me-et-Vilaine.	La commune de Chanteloup.	Redon.....	2229	16 novembre.	195 00
Haute-Loire.	Le département....	Le Puy.....	1889	28 décembre.	3,500 00
	La commune des Avanchers.	Mouliers.....	2274	29 octobre.	50 00
	La commune de Saint-Germain.	Montmorillon.	2291	24 décembre.	400 00
ANNÉE 1896.					
	La commune de Wassigny.	Rethel.....	120	14 janvier.	1,500 ^f 00 ^s
	La commune de Mesmonst.	Idem.....	121	Idem.	171 12
Meuse.	La commune de la Neuville-lès-Wassigny.	Idem.....	122	Idem.	33 08
	La commune de Novion.	Idem.....	1924	15 juin.	1,066 66
Me.	La commune de Chassy.	Troyes.....	1725	23 avril.	1,000 00
Me.	Le département....	Aurillac.....	2011	29 juin.	11,432 50
Me.	La commune de Montbiers.	Besançon.....	419	29 janvier.	200 00
	Idem.....	Idem.....	2496	29 mai.	200 00
	La ville de Besançon.	Idem.....	3155	9 juillet.	25,000 00
	La commune de Sédac.	Idem.....	3212	13 juillet.	1,000 00
	La commune de Jussy-Vennes.	Baume.....	2306	15 juin.	2,000 00
Me.	La commune de d'Alains.	Idem.....	1311	Idem.	1,400 00
	La commune d'Ouhans.	Pontarlier....	384	14 février.	500 00
	La commune de Moulebon.	Idem.....	351	15 février.	1,000 00
	La commune d'Arc-sous-Cicon.	Idem.....	1280	2 juil.	2,000 00
	La commune de Morteau.	Idem.....	1386	15 juin.	500 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RÉCETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Landes	Le département....	Mont-de-Marsan.	1970	20 juin.	34,919 ^f 50
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1971	<i>Idem</i> .	159 50
Haute-Loire.	Le département....	Le Pay.....	639	4 juin.	3,500 00
Loire-Inférieure.	Le département....	Nantes.....	5361	22 juin.	44,246 00
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	5362	<i>Idem</i> .	4,033 00
Marne....	La commune de Saint-Souplet.	Reims.....	3332	17 mai.	1,000 00
Meuse....	La commune de Saint-Mihiel.	Commercy....	2268	15 juin.	2,500 00
Oise.....	La commune d'Antilly.	Senlis.....	1878	13 mai.	100 00
	La commune de Cuvergnon.	<i>Idem</i>	1879	<i>Idem</i> .	400 00
Savoie....	Divers souscripteurs.	Moutiers....	437	8 avril.	702 50
Vienne....	La commune de Villeuort.	Montmorillon.	87	14 janvier.	135 00
Haute-Vienne.	La commune de Peyrilhac.	Limoges.....	3644	13 juin.	500 00
Vosges....	La commune de Damblain.	Neufchâteau.	1576	13 mai.	800 00
Yonne....	La commune de Dracy.	Auxerre.....	2939	16 juillet.	1,000 00
TOTAL.....					154,729 80

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 154,729 fr. 99 ouvert au ministre des travaux publics pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LVI : Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Ardennes....	Établissement du chemin de fer d'Hirson à Amagne (1,066 ^f 66 ^c + 1,500 ^f + 171 ^f 12 ^c + 233 ^f 08 ^c).....	2,197 00
Aube.....	Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....	1,000 00
Cantal.....	Établissement du chemin de fer d'Aurillac à Saint-Denis.	11,432 00
Doubs.....	Établissement des chemins de fer de Besançon à la frontière suisse, de Gilley à Pontarlier et de Vonnancourt à Saint-Hippolyte (2,000 ^f + 500 ^f + 200 ^f + 500 ^f + 200 ^f + 2,000 ^f + 2,000 ^f + 1,400 ^f + 1,000 ^f + 25,000 ^f + 1,000 ^f + 100 ^f + 500 ^f + 180 ^f + 313 ^f 93 ^c + 1,541 ^f 12 ^c + 2,000 ^f).....	40,435 00
Ille-et-Vilaine.	Établissement du chemin de fer de Châteaubriant à Rennes et à Vitre.....	195 00
Landes.....	Établissement du chemin de fer de Dax à Saint-Sever (34,919 ^f 55 ^c + 159 ^f 53 ^c).....	35,079 00
Haute-Loire..	Établissement du chemin de fer de Sembadel à Saint-Bonnet (3,500 ^f + 3,500 ^f).....	7,000 00

NATURE DES TRAVAUX.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Ligne Nantes.	Etablissement des chemins de fer de Nantes à Segré et de Châteaubriant à Saint-Nazaire (44,246' 10" + 4,033' 90").	48,280' 00"
Ligne.	Etablissement du chemin de fer de Béthenville à Chal- lange.	1,000 00
Ligne.	Etablissement du chemin de fer de Léronville à Sedan.	2,500 00
Ligne.	Etablissement du chemin de fer d'Ornoy à Marcueil-sur- Oucq (400' + 400').	800 00
Ligne.	Etablissement du chemin de fer d'Albertville à Moutiers (702' 50" + 500').	1,402 50
Ligne.	Etablissement du chemin de fer de Poitiers au Blanc (240' + 135').	535 00
Ligne-France.	Etablissement du chemin de fer de Limoges au Dorat.	500 00
Ligne.	Etablissement du chemin de fer de Chalindrey à Mirecourt.	800 00
Ligne.	Etablissement du chemin de fer de Triguères à Clancay.	1,000 00
TOTAL.....		154,729 99

*Ann. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exer-
cice 1896, un Crédit à titre de fonds d'avances versés au Trésor, applicable
aux Travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supé-
rieure.*

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget
général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par
chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit
exercice;

vu l'article 66 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics
est autorisé à exécuter, pendant l'année 1896, sur les fonds à verser à titre
d'avances par les chambres de commerce, villes, départements et autres
collectivités, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'éle-
vant, au maximum, à la somme de quatre millions sept cent mille francs;

vu la déclaration (n° 219) du trésorier général du département de la
Gironde, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 8 janvier 1896, par
la chambre de commerce de Bordeaux, une somme de quatre cent cinquante
mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de tra-
vaux relatifs à l'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde su-
périeure;

considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au mi-
nistère des travaux publics sur l'exercice 1896, en vertu de l'article 66 pré-
vu de la loi du 28 décembre 1895, ne s'élèvent qu'à la somme de six cent
mille francs, inférieure de quatre millions sept cent mille francs à celle qui
est fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

sur l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique.

Arrête l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1896, chapitre 2 *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Bordeaux, un crédit additionnel de quatre cent cinquante mille francs (450,000^f) applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde au fleuve.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURTEL.

N° 32283. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux aux Ports d'Alger et de Philippeville.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu les récépissés (n° 6) du trésorier-payeur du département d'Alger (n° 3) du payeur particulier de l'arrondissement de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 20 février 1896, par les chambres de commerce d'Alger et de Philippeville, une somme totale de cent quatre-vingt-quinze mille francs (185,000^f), à titre de fonds de concours, pour les travaux d'achèvement et prolongement de la jetée nord du port d'Alger et d'amélioration du port de Philippeville ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre III : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent quatre-vingt-quinze mille francs (195,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux d'achèvement du prolongement de la jetée nord du port d'Alger.....	145,000 ^f
Travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	195,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics

Signé : A. TURREL.

32264. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Frais de manœuvre et d'entretien du Pont de Vic, sur le canal de Calais.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

En la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par titre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

En l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Sur série, Bull. 1045. n° 10527.

Vu la déclaration (n° 3389) du receveur particulier des finances de l'logne-sur-Mer (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public le 22 juin 1896, par la ville de Calais, une somme de mille francs, applicable partie aux frais de manœuvre du pont de Vic, sur le canal de Calais, et partie à l'entretien dudit ouvrage;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que ladite somme de mille francs doit être répartie entre les chapitres VIII et XXII de la main d'œuvre suivante :

CHAP. VIII. Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers, etc.....	750
— XXII. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires.....	250
TOTAL ÉGAL.....	1,000

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de mille francs (1,000^{fr}) parti de la manière suivante entre les chapitres ci-après désignés :

CHAP. VIII. (Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce). — Frais de manœuvre du pont de Vic, sur le canal de Calais)...	750
— XXII. (Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires. — Entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais).....	250
TOTAL ÉGAL.....	1,000

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

17285. — **DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.**

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes, des chambres de commerce et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LIV : *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à sept cent dix-neuf mille trois cent vingt-huit francs cinquante centimes (719,328^{fr} 60), et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

ÉTAT A.

*État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publi-
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.*

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Nord.....	La compagnie des mines de l'Escarpelle.	Douai.....	7237	14 décembre.	1,800
Rhône.....	La ville de Lyon...	Lyon.....	16012	16 octobre.	200,000
Seine.....	Le département...	Paris.....	13099	7 novembre.	72,000
	La commune de Charenton.	Idem.....	16976	12 décembre.	92,000
ANNÉE 1896.					
Loire-Inférieure.	La chambre de commerce de Nantes.	Nantes.....	4649	10 juin.	225,000
Nord.....	La ville de Douai...	Douai.....	925	15 février.	87,728
Pas-de-Calais.	La ville d'Arras...	Arras.....	1026	22 février.	21,500
Seine.....	Le département...	Paris.....	11612	9 avril.	20,000
TOTAL....					719,328

ÉTAT B.

*Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 719,328 fr. 60 ouvert au profit
des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours sur le budget de l'exercice
1896, deuxième section; chapitre LII (Amélioration des rivières).*

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Loire-Inférieure.	Acquisition d'un matériel de dragages pour les travaux de la Basse-Loire.....	225,000
Nord.....	Exhaussement des porées en amont de l'écluse n° 2 de la dérivation de la Scarpe..... 1,100 ⁰⁰	88,828
Pas-de-Calais.	Travaux de dérivation de la Scarpe autour de Douai (expropriation des terrains).. 87,728 60	
Rhône.....	Agrandissement du rivage extérieur qui constitue le port d'Arras, sur la Scarpe.....	21,500
Seine.....	Reconstruction du pont d'Ainay, sur la Saône.....	200,000
	Établissement d'un port aux Carrières-Charenton (20,000 ⁰⁰ + 72,000 ⁰⁰ + 92,000 ⁰⁰).	184,000
TOTAL.....		719,328

1886. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.

Du 23 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi de fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 septembre 1896.

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LI : *Lacunes et réparations des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.* — *Réparations extraordinaires travaux neufs*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quatre-vingt-neuf mille soixante-neuf francs huit centimes (89,069⁰⁸) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

Art. 2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par l'emploi des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Art. 3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 23 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publi-
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récép- sés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Aisne.....	La ville de Chauny.	Laon.....	5478	13 juillet.	5,000
Gard.....	La commune de Sommières.	Nîmes.....	3262	7 novembre.	630
Gers.....	La commune de Solomiac.	Lectoure.....	1007 <i>bis.</i>	17 août.	162
Loire.....	Le département....	Saint-Étienne.	6155	19 décembre.	200
	La commune de Balbigny.	Roanne.....	5595	23 décembre.	1,488
Meuse.....	La commune de Gondrecourt.	Commercy....	5022	20 décembre.	600
Savoie (Haute-).	La ville d'Anne- masse.	Saint-Julien...	2356	23 décembre.	7,250
Seine- Inférieure.	La commune de Veules.	Yvetot.....	2182	17 juin.	400
Seine- et-Oise.	La commune de Richebourg.	Mantes.....	1569	6 septembre.	200
Deux- Sèvres.	La commune de Mauzé.	Niort.....	3960	14 septembre.	200
	Le département....	<i>Idem</i>	1459	16 octobre.	150
ANNÉE 1896.					
Allier.....	La commune de Bourbon.	Moulins.....	2190	15 juin.	1,500
	La commune de Saint-Pourçain.	<i>Idem</i>	2417	24 juin.	300
	La ville de Mont- luçon.	Mouluçon....	585	13 février.	3,318
Alpes (Hautes-).	La commune de Veynes.	Gap.....	996	23 avril.	1,200
Charente- Inférieure.	La ville de la Ro- chelle.	La Rochelle...	1179	21 mars.	5,200
Corse.....	La ville de Saint- Florent.	Bastia.....	241	28 janvier.	266
Côtes- du-Nord.	La ville de Dinan.	Dinan.....	1186	25 avril.	281
	La commune de Plounevez-Moëdec.	Lannion.....	1013	13 mai.	125
	La commune de la Souterraine.	Guéret.....	756	25 février.	500
Creuse....	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	757	<i>Idem</i> .	500
	Le département....	<i>idem</i>	2399	4 juin.	300
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1300	<i>Idem</i> .	300
	La commune de Gouzon.	<i>Idem</i>	2763	27 juin.	800
Gers.....	Le département....	Auch.....	1561	13 mai.	560
	La commune de Solomiac.	Lectoure.....	847	25 avril.	161
Ille- et-Vilaine.	La commune de Saint-Méen.	Montfort.....	482	14 avril.	4,700
Indre- et-Loire.	La commune de Souvigné.	Tours.....	4068	23 avril.	5,750
Loire.....	La ville de Rive-de- Gier.	Saint-Étienne.	1950	14 mars.	4,000

PARTI- CULIERS.	PARTIES VERSANTES.	RECHUTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
	Le département . . .	Nevers	114	10 février.	1,000 ^f 00 ^c
	La commune de Landrecies . . .	Vesnes	3117	16 juin.	2,000 00
	La compagnie du tramway de Ba- yonne à Biarritz .	Bayonne	1623	13 avril.	7,000 00
Finances Basses-	La ville de Bayonne .	Idem	1773	20 avril.	600 00
	La ville de Biarritz .	Idem	1774	Idem.	600 00
	Idem	Idem	2110	15 mai.	7,000 00
	La commune de Villefranche . . .	Villefranche . . .	425	25 janvier.	3,000 00
Service Route- d'écoulement.	La commune de Valleiry	Saint-Julien . . .	870	13 mai.	3,000 00
	La commune de Yvetot	Yvetot	1337	15 avril.	400 00
	La ville d'Eu	Dieppe	1521	17 mars.	2,250 00
	La ville de Saint- Cloud	Versailles	3892	9 avril.	2,000 00
Seine- et-Mac.	La commune de Trici	Idem	4558	15 avril.	357 00
	La commune de Franconville . .	Pontoise	954	1 ^{er} février.	300 00
Tara- n-Garonne.	La commune de Bourret	Montauban	1766	13 avril.	625 00
	La commune de la Mothe-Achard .	Les Sables	768	25 mars.	1,850 00
	La commune de Fontenay-le- Comte	Fontenay-le- Comte	2325	2 mai.	5,500 00
	La commune de Laignan	Poitiers	2448	17 juillet.	100 00
	La commune de Gy-l'Évêque . . .	Auxerre	2916	13 juillet.	2,500 10
				TOTAL	89,069 08

ÉTAT B.

partition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 89,069 fr. 08
 affecté au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget
 résumé de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre 11 : Lacunes et rectifications
 des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des
 routes thermales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs.

PARTI- CULIERS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	Construction d'un égout collecteur dans les traverses de Chauny (routes nationales n° 37 et 38)	5,000 ^f 00 ^c
	Construction de bordures de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Montluçon (route nationale n° 145)	3,328 ^f
	Élargissement du pont de Gaduel, dans la traverse de Saint-Pourçain (route nationale n° 9)	300
	Élargissement de la route nationale n° 153, dans la traverse de Bourbon	4,500
Alpes Hautes- Savoie.	Construction de deux égouts dans la traverse de Veynes (route nationale n° 94)	1,200 00
	Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route nationale n° 137, dans la traverse de Tsadon	5,200 00
	Prolongement du parapet de la route nationale n° 194, dans la traverse de Saint-Florent	266 67

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.		MONTANT des crédits.
Côtes-du-Nord.	Construction d'un canal égout collecteur sous la route nationale n° 166, à Dinan (place Duclos). 284 ^f 31 ^c		
	Établissement de caniveaux pavés dans la traverse de Plouvez-Moëdec (route nationale n° 12).....	125 00	409 ^f
Creuse.....	Construction de trottoirs dans la traverse de la Souterraine (route nationale n° 142) (500 ^f + 500 ^f).....	1,000 ^f	
	Construction d'un aqueduc dans la traverse de Gouxon (route nationale n° 145) (300 ^f + 300 ^f + 800 ^f).....	1,400	1,400
Gard.....	Élargissement de la route nationale n° 110, dans la traverse de Sommières.....		630
Gers.....	Amélioration de la route nationale n° 128, dans la traverse de Solomiac (162 ^f 50 + 162 ^f 50 + 560 ^f).....		885
Ille-et-Vilaine.	Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Saint-Méen (routes nationales n° 164 bis et 166)...		4,700
Indre-et-Loire.	Construction de caniveaux dans la traverse de Souvigné.....		5,750
	Élargissement du pont d'Egarande, sur le Gier. 4,000 ^f		
Loire.....	Construction d'un égout dans la traverse de Balbigny (100 ^f + 1,268 ^f).....	1,468	5,468
Meuse.....	Construction d'un aqueduc dans la traverse de Gondrecourt (route nationale n° 66).....		600
Nievre.....	Rectification de la route nationale n° 78, à la côte de Billy-Chevannes.....		1,000
Nord.....	Rectification de la route nationale n° 145, dans la traverse de Landrecies.....		2,000
	Élargissement de la route nationale n° 10, entre les bornes 3 ^e 600 et 3 ^e 900 (7,000 ^f + 7,000 ^f).....	14,000 ^f	
Pyrénées (Basses-).	Arrosage de la route nationale n° 10, entre Bayonne-Biarritz et Biarritz-la-Négresse (600 ^f + 600 ^f).....	1,200	15,200
Rhône.....	Amélioration de la route nationale n° 6 dans la traverse des faubourgs du Nord et du Midi, à Villefranche.....		3,000
	Construction d'un égout dans la traverse d'Annemasse (route nationale n° 206).....	7,250 ^f	
Savoie (Haute-).	Élargissement de la route nationale n° 206, dans la traversée de Valleiry.....	3,000	10,250
	Amélioration de la route nationale n° 25, dans la traverse de Veules (400 ^f + 400 ^f).....	800 ^f	
Seine-Inférieure.	Construction de bordures de trottoirs dans la traverse d'Eu (route nationale n° 25).....	2,250	3,050
	Plantations d'arbres sur les trottoirs de la route n° 13, dans la traverse de Triel.....	357 ^f	
	Amélioration de la traverse de Richebourg (route nationale n° 183).....	700	
Seine-et-Oise.	Plantations d'arbres sur la route nationale n° 14, entre Franconville et Sannois.....	300	2,357
	Élargissement de la route nationale n° 187, en façade de l'ancien parc de Béarn.....	3,000	
Sèvres (Deux-).	Construction d'un égout dans la traverse de Maugé (route nationale n° 11 (130 ^f + 130 ^f)).....		500
Tarn-et-Garonne.	Amélioration de la route nationale n° 128 et dans la traverse de Bourret.....		615
	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de la Mothe-Achard (route nationale n° 160).....	1,850 ^f	
Vendée.....	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Fontenay-le-Comte (route nationale n° 138 bis).....	5,500	7,350
Vienne.....	Amélioration de la traverse de Lusignan (route nationale n° 150).....		100
Yonne.....	Amélioration de la route nationale n° 77, dans la traverse de Gy-l'Évêque.....		2,500
	TOTAL.....		89,069

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre XII : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent quatre-vingt-quinze mille francs (195,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux d'achèvement du prolongement de la jetée nord du port d'Alger.....	145,000 ^f
Travaux d'amélioration du port de Philippeville.....	50,000
TOTAL ÉGAL.....	<u>195,000</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics
Signé : A. TURREL.

N° 32284. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Frais de manœuvre et d'entretien du Pont de Vic, sur le canal de Calais.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045. n° 10527.

*État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer
portés dans les comptes définitifs des exercices.*

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	1 en
1893.	CHAPITRE LXXXV. Dépenses diverses de l'enregistrement.	Le receveur des domaines à Arras. Art. 7 : Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants ⁽¹⁾ .	3 ¹ 75 ^e	3 ¹ 75 ^e	
	CHAPITRE LXXIII. Institutions destinées à améliorer la situation du personnel des manufactures de l'État.	M ^{me} Michel, veuve Ferry (ses héritiers. Art. 1 ^{er} , § 2 : Tabacs. Arrérages de secours annuels ⁽²⁾	50 72	50 72	
	CHAPITRE LXXX. Matériel de l'enregistrement...	M. Leclercq, entrepreneur à Beauvin. Art. 1 ^{er} : Entretien et réparations des bâtiments du domaine de l'État et des biens séquestrés ⁽³⁾	75 00	99 00	
		M. Dubuisson, architecte à Lille ⁽³⁾	24 00		
1894.	CHAPITRE LXXXVIII. Matériel des contributions indirectes.	Le receveur principal des contributions indirectes à Béziers (Hérault). Art. 1 ^{er} , § 3 : Frais d'emballage et de transport d'un échantillon de vin blanc destiné à l'analyse ⁽⁴⁾	2 05	2 05	
	CHAPITRE XC. Dépenses diverses des contributions indirectes.	M. Marc, ex-commissaire de police à Bourgoin, demeurant à Paris, boulevard Raspail, n° 224. Art. 2 : Vacation pour le service de la garantie ⁽⁵⁾	6 00	6 00	
1895.	CHAPITRE LXXVII. Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires.....	Le trésorier-payeur général de l'Aude. Art. 1 ^{er} : Remises sur amendes dues aux percepteurs de l'arrondissement de Castelnaudary ⁽⁶⁾	126 99	132 41	
		Le même. Art. 4 : Frais de distribution des avertissements dus à divers percepteurs de l'arrondissement de Castelnaudary ⁽⁶⁾	5 42		

⁽¹⁾ Supplément de droit d'enregistrement sur un jugement d'envoi en possession d'une amorce en déshérence, avance par le comptable et non régularisé. — ⁽²⁾ La date du décès de la titulaire n'étant pas connue à la clôture de l'exercice, la créance n'a pas été comprise dans l'état des restes à payer. — ⁽³⁾ La vérification et la réception des travaux effectués ayant été opérées tardivement, ainsi que la régularisation des pièces nécessaires à la justification de la dépense, la créance n'a été comprise dans l'état des restes à payer à la clôture de l'exercice. — ⁽⁴⁾ Le prélèvement avait lieu le 17 décembre 1894, mais, par suite de la nécessité de procéder à une contre-analyse des résultats favorables au négociant n'ont été connus qu'après la clôture de l'exercice, la créance ne put être comprise dans l'état des restes à payer. — ⁽⁵⁾ Le titulaire ayant disparu sans avoir réglé sa créance à la clôture de l'exercice, ladite somme avait été par erreur déduite des dépenses engagées sur l'exercice 1895 et restant à payer. — ⁽⁶⁾ Régularisation de l'avance faite aux intéressés, le comptable désigné ci-dessus, les sommes en question n'ayant pas, par suite d'un oubli du veur particulier de Castelnaudary, été mandatées avant la clôture de l'exercice.

CHAPITRE.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE CIII. Achats et transports. (Manufactures de l'Etat.	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Complément des frais de transport de phosphore expédié, en 1895, par les entrepôts de Nantes et de Saint-Julien sur la manufacture d'allumettes de Marseille ⁽¹⁾	9 ⁶ 77 ^c	9 ⁶ 77 ^c	142 ⁶ 18 ^c
TOTAL.....				303 70

Il y a erreur dans les évaluations des distances et dans l'application des tarifs, reconnue après la clôture de l'exercice.

Le présent état à la somme de trois cent trois francs soixante-dix centimes.
Paris, le 23 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

3188. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 16 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du mois;

l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat, duquel il résulte, dans la séance du 15 janvier 1897, il a été procédé, conformément à l'article 3 de la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort qui a

1^{re} série, Bull. 190, n° 4942.

désigné le département d'Indre-et-Loire comme devant être un sénateur en remplacement de M. Cordier, sénateur inamovible.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département d'Indre-et-Loire sont convoqués pour le 28 février 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers municipaux, des conseillers d'arrondissement et des délégués du département d'Indre-et-Loire, se réunira au chef-lieu le 4 avril 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32289. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Isère à l'effet de nommer leurs délégués et en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 16 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du même mois;

Vu l'extrait des procès-verbaux des délibérations du Sénat, duquel il résulte que, dans la séance du 15 janvier 1897, il a été procédé, conformément à l'article 3 de la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Nièvre.....	Le département ...	Nevers.....	114	10 février.	1,000 ^f 00
Nord.....	La commune de Landrecies.	Avesnes.....	3117	16 juin.	2,000 00
Pyrénées (Basses-).	La compagnie du tramway de Bayonne à Biarritz.	Bayonne.....	1623	13 avril.	7,000 00
	La ville de Bayonne.	Idem.....	1773	10 avril.	600 00
	La ville de Biarritz.	Idem.....	1774	Idem.	600 00
Rhône.....	Idem.....	Idem.....	2110	13 mai.	7,000 00
	La commune de Villefranche.	Villefranche...	425	25 janvier.	3,000 00
Savoie (Haute-).	La commune de Valley.	Saint-Julien...	870	13 mai.	3,000 00
Seine-inférieure.	La commune de Veules.	Yvetot.....	1337	15 avril.	400 00
	La ville d'Eu.....	Dieppe.....	1521	17 mars.	2,250 00
	La ville de Saint-Cloud.	Versailles.....	3892	9 avril.	2,000 00
Seine-et-Oise.	La commune de Triel.	Idem.....	1558	15 avril.	357 00
	La commune de Pontoise.	Pontoise.....	954	1 ^{er} février.	300 00
Tarn-et-Garonne.	Franconville.	Montauban..	1766	13 avril.	625 00
	Bourret.	Les Sables....	768	15 mars.	1,850 00
Vendée.....	La commune de la Mothe-Achard.	Fontenay - le - Comte.	2325	1 mai.	5,500 00
	Fontenay - le - Comte.				
Vienne.....	La commune de Lusignan.	Poitiers.....	1448	17 juillet.	100 00
Yonne.....	La commune de Gy-l'Évêque.	Auxerre.....	2916	13 juillet.	2,500 10
TOTAL....					89,069 08

ÉTAT B.

Répartition, par chapitre et par entreprise, d'un crédit additionnel de 89,069 fr. 08 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LI : Lacunes et rectifications des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales. — Réparations extraordinaires et travaux neufs.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Aisne.....	Construction d'un égout collecteur dans les traverses de Chauny (routes nationales n° 37 et 38).....	5,000 ^f 00
	Construction de bordures de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Montluçon (route nationale n° 145).....	
Allier.....	Élargissement du pont de Gaduel, dans la traverse de Saint-Pourçain (route nationale n° 9).....	8,128 00
	Élargissement de la route nationale n° 153, dans la traverse de Bourbon.....	
Alpes (Hautes-).	Construction de deux égouts dans la traverse de Veynes (route nationale n° 94).....	1,200 00
Charente-inférieure.	Amélioration du mode d'écoulement des eaux de la route nationale n° 137, dans la traverse de Tasson.....	5,200 00
Corse.....	Prolongement du parapet de la route nationale n° 194, dans la traverse de Saint-Florent.....	266 67

N° 32392. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co-
signé par le ministre de l'intérieur) portant :

La juridiction du commissaire de police de Carmaux (Tarn) est éte-
à la commune de Rosières (même département).

Il est créé un commissariat de police à Charbonnières (Rhône). (P
10 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux .
Ministre de la Justice et des Cultes ,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Im-
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1842.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 3293. — *Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à contracter un Emprunt.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. 1^{re}. Le département des Deux-Sèvres est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3¹ 63 p. 0/0), une somme de trente-quatre mille francs (34,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à la gré et à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Toutes les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à cet égard à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-quatre mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32294. — *Loi qui autorise le département du Tarn à contracter un Emprunt.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Tarn est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1897 exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionnés en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-cinq mille francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des cen

désigné le département de l'Isère comme devant être appelé à élire un sénateur en remplacement de M. Théry, sénateur inamovible, décédé.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Isère sont convoqués pour le dimanche 28 février 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de l'Isère, se réunira au chef-lieu le dimanche 4 avril 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32290. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui autorise, par dérogation aux prescriptions de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, le sieur De-caen, propriétaire à Montivilliers (Seine-Inférieure), à maintenir à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer, soit à huit mètres quatre-vingts centimètres de l'axe des voies principales, les contreforts de sa maison située en bordure de la halte de la Demi-Lieue (ligne d'Har-fleur à Montivilliers). (*Le Havre, 23 Août 1896.*)

N° 32291. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1^{er} Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter, conformément au projet présenté, le 28 juillet 1893, par la compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Etienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, pour l'installation, sur trottoir, de la voie du tramway de Saint-Etienne à Rive-de-Gier, entre l'octroi de Saint-Etienne et de Saint-Chamond;

2^o La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux mentionnés dans l'article 1^{er} ne sont pas accomplies dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation du présent décret. (*Paris, 7 Septembre 1896.*)

N° 32292. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant :

La juridiction du commissaire de police de Carmaux (Tarn) est étendue à la commune de Rosières (même département).

Il est créé un commissariat de police à Charbonnières (Rhône). (*Paris, 10 Février 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 * Avril 1897.

Le Garde des Sceaux.
Ministre de la Justice et des Cultes,

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

3297. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire pour Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.*

Du 4 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire de trois cent quinze mille francs (315,000 fr.) qui sera inscrit au chapitre XLII : *Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1896.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

3298. — *Loi qui distrait de la commune de Gentilly (Seine) la section du Kremlin-Bicêtre et l'érige en municipalité distincte.*

Du 13 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 17 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Le territoire de Gentilly (canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine) est divisé en deux communes dont les chefs-lieux sont fixés à Gentilly et au Kremlin-Bicêtre qui en porteront respectivement les noms.

La limite entre ces deux communes est déterminée conformément

N° 32296. — *Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. La ville de Rochefort (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs cent (4^e p. o/o), une somme de trois cent mille francs (300,000 fr.) remboursable en trente-cinq ans et destinée au paiement d'une dette préexistante promise à l'État pour les travaux d'approfondissement de la Charente.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec émission d'obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente-cinq ans à partir de 1897, cinq centimes additionnels (5^e 60) au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de cinq cent soixante-deux mille francs (562,000 fr.) environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

3297. — Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire pour Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.

Du 4 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. — Il est ouvert au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire de trois cent quinze mille francs (315,000 fr.) qui sera inscrit au chapitre XLII : Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail et secours d'extrême urgence.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1896.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

3298. — Loi qui distrait de la commune de Gentilly (Seine) la section du Kremlin-Bicêtre et l'érige en municipalité distincte.

Du 13 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 17 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. Le territoire de Gentilly (canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine) est divisé en deux communes dont les chefs-lieux sont fixés à Gentilly et au Kremlin-Bicêtre et qui porteront respectivement les noms.
La limite entre ces deux communes est déterminée conformément

N° 32296. — *Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 2 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 8 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Rochefort (Charente-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de trois cent mille francs (300,000'), remboursable en trente-cinq ans et destinée au paiement d'une subvention promise à l'État pour les travaux d'approfondissement de la Charente.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente-cinq ans à partir de 1897, cinq centimes soixante centièmes (5^e 60) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant produire en totalité une somme de cinq cent soixante-deux mille francs (562,000') environ, pour rembourser l'emprunt en capital et intérêts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 3299. — Loi qui autorise la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à s'imposer extraordinairement.

Du 13 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 17 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

EST LA SUIVANTE. — ARTICLE UNIQUE. La ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

Pendant dix-neuf ans à partir de 1897, dix centimes (0^e 10);

Pendant huit ans à partir de 1916, cinq centimes (0^e 05);

Pendant huit ans à partir de 1924, deux centimes (0^e 02).

Le produit de ces impositions, évalué, en totalité à la somme de deux millions deux mille francs (2,002,000^e) environ, servira à compléter le gage des emprunts précédemment contractés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32300. — Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 20 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

EST LA SUIVANTE. — ART. 1^{er}. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, soixante centièmes de centime (0^e 60) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable

aux dépenses du service de l'assistance médicale gratuite mise à charge par la loi du 15 juillet 1893.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des cent extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

2. L'imposition extraordinaire de vingt centimes additionnel principal des quatre contributions directes, que le département d'Eure-et-Loir est habilité à percevoir en vertu de la loi du 1^{er} 1890, ne sera mise en recouvrement pendant l'année 1897, conformément au vote émis par le conseil général, que jusqu'à concurrence de dix-sept centimes cinquante-neuf centièmes (17⁵⁹).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32301. — *Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à contracter un Emprunt.*

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Le département de Loir-et-Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3⁸⁵ p. o/o), une somme d'un million six cent soixante-douze mille huit cents francs (1,672,800^f), remboursable en quarante ans à partir de 1898 et applicable aux dépenses d'exécution des lignes de tramways de Montrichard à Blois et de Blois à Vendôme, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret du 23 août 1896.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires : 1° au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt d'un million six cent soixante-douze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus; 2° au paiement de la somme destinée à l'amortissement de la part contributive du département desdites lignes, dans la limite et suivant les conditions et stipulations prévues par la convention annexée au décret du 10 août 1896, seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32302. — Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter un Emprunt.

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
 Art. 1^{er}. Le département du Morbihan est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quatre-vingt-dix-sept mille huit cents francs (97,800^{fr}), remboursable en trente ans à partir du 1^{er} janvier 1908 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix-sept mille huit cents autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32303. — *Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un Emprunt.*

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois pour cent (3⁶³ p. 0/0), une somme de cinquante-deux mille quatre cents francs (52,400^{fr}) remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 18 août 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec ou sans émission d'obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la Société de Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-deux mille quatre cents francs

l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

32304. — *Loi qui autorise la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à contracter un Emprunt.*

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. La ville de Meaux (Seine-et-Marne) est autorisée à contracter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (p. 0/0), savoir :

1^{re} somme de deux cent soixante-treize mille trois cent soixante-francs (273,364^{fr}) remboursable en vingt et un ans ;

2^e somme de cinquante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-francs (54,193^{fr}) remboursable en vingt-six ans ;

3^e somme de neuf cent dix-neuf mille sept cent onze francs (919,111^{fr}) remboursable en trente-cinq ans.

Ces sommes destinées à pourvoir tant à la conversion de six emprunts antérieurement contractés en vertu des lois, arrêtés préfectoraux et délibérations municipales des 10 juillet 1882, 28 juin 1883, 27 juillet 1887, 26 avril 1889, 23 juin 1892 et 27 février 1895, qu'à la construction d'un réseau d'égouts et à l'achèvement de l'hôtel de ville.

Le remboursement des sommes ci-dessus au moyen des annuités de l'État et de prélèvements sur les taxes d'abatage et sur les revenus ordinaires.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit à gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

En cas d'absence ou d'insuffisance des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

L'emprunt d'un million neuf cent soixante-douze mille deux cent quatre-vingt-dix-huit francs précédemment autorisé par la loi 30 septembre 1893 ne sera pas réalisé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32305. — *Loi qui approuve un Engagement pris par la ville de Nantes (Loire-Inférieure) et autorise cette ville à s'imposer extraordinairement*

Du 17 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé l'engagement pris par la ville de Nantes (Loire-Inférieure), aux termes d'une délibération municipale en date du 29 juillet 1895, d'allouer à la chambre de commerce, pendant trente ans, une subvention annuelle de quarante-neuf mille cent cinq francs cinquante centimes (49,305^f 50), en vue du remboursement d'un emprunt d'un million huit cent mille francs ladite chambre se propose de contracter pour les travaux de dragage de la basse Loire.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant trente ans à partir de 1897, deux centimes soixante-centièmes (2^e 68) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, évalué en totalité à un million quatre cent soixante-dix-neuf mille francs (1,479,000^f) environ, servira au paiement de la subvention prévue à l'article 1^{er} ci-dessus.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32306. — *Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.*

Du 18 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, un centime quatre-vingt-cinquièmes (1° 81) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit aux travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 307. — *Loi qui autorise le département de l'Aisne à modifier l'affectation d'une Imposition extraordinaire.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. L'imposition extraordinaire d'un centime additionnel (0° 01) au principal des quatre contributions directes que le département de l'Aisne est habilité à percevoir, en vertu de la loi du 15 juillet 1896, pendant les années 1897, 1898, 1899, 1900 et 1901

pour les travaux de parachèvement des chemins vicinaux ordinaires à classer dans le réseau des chemins de grande communication dans le réseau des chemins d'intérêt commun pourra, pendant la durée de sa perception, être appliquée, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à l'entretien des chemins définitivement classés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32308. — *Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Allier est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, quinze cent (ou 15) additionnels au principal des quatre contributions directes dont le produit sera et restera exclusivement applicable au payement des garanties d'exploitation du réseau ferré d'intérêt local du département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des contributions extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32309. — *Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un Emprunt.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 23 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département des Alpes-Maritimes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de cent treize mille cent dix francs (103,110^{fr}), remboursable en vingt-trois ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à mentionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent treize mille cent dix francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés, jusqu'à due concurrence, sur le produit de l'imposition extraordinaire de cinq centimes cinquante sur les centimes autorisée par la loi du 25 novembre 1890.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

pour les travaux de parachèvement des chemins vicinaux ordinaires à classer dans le réseau des chemins de grande communication ou dans le réseau des chemins d'intérêt commun pourra, pendant toute la durée de sa perception, être appliquée, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à l'entretien des chemins ainsi définitivement classés.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32308. — *Loi qui autorise le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Allier est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1897, quinze centimes (0^f 15) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera et restera exclusivement applicable au paiement des garanties d'exploitation du réseau ferré d'intérêt local de ce département.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

**N° 32311. — Loi qui autorise le département du Cantal
à contracter un Emprunt.**

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
est :**

Art. 1^{er}. Le département du Cantal est autorisé, conformément
à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un
taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois cen-
tes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent un mille six
cents francs (101,600^f) remboursable en trente ans à partir de 1898
et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de
grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu
de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,
ou à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre
des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit
auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale
des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de
France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer
à gré seront préalablement soumises à l'approbation du mi-
nistre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembourse-
ment de l'emprunt de cent un mille six cents francs autorisé par l'ar-
ticle ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraor-
dinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de
finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32310. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent quarante et un mille six cent trente-six francs (141,636^f) remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Ardèche est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quarante-quatre centièmes de centime (0^e 44) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quarante et un mille six cent trente-six francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32311. — *Loi qui autorise le département du Cantal
à contracter un Emprunt.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur
suit :

ART. 1^{er}. Le département du Cantal est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de cent un mille six cents francs (101,600^{fr}) remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent un mille six cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32312. — *Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un Emprunt.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 0/0), une somme de trente-sept mille francs (37,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-sept mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32315. — Loi qui autorise le département d'Oran à contracter un Emprunt.

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département d'Oran est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser trois francs quatre-vingt-centimes pour cent (3' 80 p. 0/0), amortissement non compris, une somme d'un million de francs (1,000,000'), applicable à l'exécution de travaux de vicinalité et remboursable en vingt-cinq ans.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32316. — Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un Emprunt.

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformé-

ment à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quarante-huit mille francs (48,000^{fr}) remboursable en trente ans à partir de 1897 exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ou naires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-huit mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32317. — *Loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Valence (Drôme) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-quatre ans à partir de 1897, treize centimes (0^{fr} 13) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à huit cent quatre-vingt mille francs environ, servira à compléter le gage de l'emprunt de trois millions huit cent cinquante mille francs antérieurement contracté en vertu de la loi du 18 février 1891.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32318. — *Loi qui établit d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Grues (Vendée).*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office sur la commune de Grues (Vendée), pendant vingt-cinq ans à partir de 1897, une imposition extraordinaire de onze centimes quatre-vingt-cinq centièmes (11⁸⁵) additionnelle au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à la somme de huit mille six cent soixante-quinze francs (28,675¹) environ, sera à rembourser un emprunt de dix-huit mille quatre cent francs (18,415¹) que ladite commune doit contracter, en vertu de l'arrêté préfectoral du 30 mai 1896, pour subvenir aux frais de construction de l'école de garçons et d'agrandissement de l'école de

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

ment à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3' 63 p. o/o), une somme de quarante-huit mille francs (48,000^f) remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-huit mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32317. — *Loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à s'imposer extraordinairement.*

Du 21 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Valence (Drôme) est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant vingt-quatre ans à partir de 1897, treize centimes (0^f 13) additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

3330. — Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ART. 1^{er}. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3^{fr} 65 p. o/o), une somme de cent trente-six mille francs (136,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1898 applicable à la construction d'une caserne de gendarmerie à Fou-

Le emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au profit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département d'Ille-et-Vilaine est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, dix-huit centimes de centime (0^{fr} 18) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent trente-six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32319. — *Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un Emprunt.*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent six mille francs (106,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent six mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

32372. — Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter un Emprunt.

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1°. Le département de la Loire-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-cinq pour cent (3' 65 p. o/o), une somme de neuf cent soixante-vingt-six francs soixante-cinq centimes (963,026' 65) remboursable en trente-six ans à partir de 1898 et destinée au paiement, par annuités des trente-six annuités restant dues à l'État, de 1898 à 1934, à raison de l'exécution des lignes ferrées d'intérêt local de Saint-Yzaire à Châteaubriant et de Nantes à Segré.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit de France.

Toutes les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de quelque nature qu'ils soient, seront préalablement soumises à l'approbation du ministre des Finances.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de neuf cent soixante-trois mille vingt-six francs et cinquante centimes autorisé par l'article 1° ci-dessus seront prélevés conformément aux articles 4 et 5 de la loi du 30 juillet 1895 : 1° sur les ressources normales du budget départemental; 2° sur le produit de l'imposition extraordinaire de quatre-vingt-quinze centimes de centime, à valoir sur l'imposition extraordinaire de trois centimes quarante centimes autorisée par la loi du 17 décembre 1890, pour le service de l'emprunt destiné à l'amélioration du chemin de fer d'intérêt local de Nantes à Legé; 3° sur le produit de l'imposition extraordinaire de quatre-vingt-quinze centimes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes que le département de la Loire-Inférieure est habilité à percevoir, en vertu de l'article 5 de la loi du 30 juillet 1895, pendant les années à partir de 1921.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32323. — *Loi qui autorise le département du Lot à contracter un Emprunt.*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quatre-vingt-six mille quatre cents francs (86,400^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-six mille quatre cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

F 3324. — Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au *Journal officiel* du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
Art. 1^{er}. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. 0/0), une somme de quinze mille soixante-six francs (15,066^f), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de quelque nature qu'ils soient, seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, sept centimes additionnels (0^e 07) au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quinze mille soixante-six francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32325. — *Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la
suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé formellement à la demande que le conseil général en a faite, prunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois soixante-trois centimes pour cent (3⁶³ p. o/o), une somme, treize mille cent cinquante-trois francs (113,153⁶³), remboursable trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent treize mille cent cinquante-trois francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé: FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Phlé — *Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — L'article 1^{er}. Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois cent pour cent (3^{fr} 63 p. 100), une somme de trente-cinq mille trois cent quatre-vingt-onze francs (35,391^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à subventionner en vertu de la loi du 12 mars

1896. L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à la discrétion du conseil général, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à cet effet seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département de Vaucluse est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quatre-vingt-sept millièmes de centime (0^{fr} 097) additionnels au principal de ses contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente-cinq mille trois cent quatre-vingt-onze francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32327. — *Loi qui établit d'office, en 1897, une Imposition extraordinaire sur la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées).*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1897, sur la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées), une imposition extraordinaire de cent centimes soixante-six centièmes (111⁶⁶) additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit, évalué à la somme de mille cinq cent quarante-neuf francs quatre-vingt-sept centimes (1,549⁸⁷) environ, servira à couvrir le déficit du budget primitif de 1896.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32328. — *Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 25 décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante centimes pour cent (3⁶³ p. o/o), une somme de quarante-cinq millions de francs (45,000⁰) remboursable en trente ans à partir de 1898 et dont le service sera applicable aux travaux des chemins vicinaux à sectionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence,

ance, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Alpes est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, de 1898 à 1913 inclusivement, vingt-six centimes de centime (0^e 26) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts au remboursement de l'emprunt de quarante-cinq mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

3. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-cinq mille francs précité seront levés, de 1914 à 1927 inclus, suivant la demande du conseil général, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32329. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un Emprunt.*

Du 25 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux

d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de vingt-sept mille francs (27.000^f), remboursable en douze ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-sept mille francs autorisé par l'article ci-dessus seront prélevés sur le produit des impositions extraordinaires autorisées par les lois des 14 août 1879 et 8 avril 1882.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32330. — *Loi qui autorise le département du Finistère à contracter un Emprunt.*

Du 25 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Finistère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de vingt et un mille cent soixante et onze francs (21.971^f), remboursable en seize ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence

soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt et un mille neuf cent soixante et onze francs à contracter en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit de l'imposition extraordinaire d'un centime cinquante centièmes autorisée par la loi du 14 mars 1883.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32331. — Loi qui autorise la ville de Dijon (Côte-d'Or) à changer l'affectation de fonds d'Emprunt.

Du 25 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Dijon (Côte-d'Or) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de quatre-vingt-dix-neuf mille francs (9,000^f) sur l'emprunt de onze millions trois cent soixante-dix-huit mille francs approuvé par la loi du 16 avril 1892.

Cette somme servira à la transformation de l'ancien lycée de garçons en lycée de jeunes filles.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32332. — *Loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à contracter un Emprunt.*

Du 25 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Montpellier (Hérault) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3¹ 53 p. o/o), une somme de six cent soixante-huit mille neuf cents francs (668,900^{fr}), remboursable en trente et un ans au moyen d'un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale et destinée tant à convertir les emprunts antérieurement contractés par les hospices de la ville, qu'à pourvoir à la construction d'une maternité et d'une clinique obstétricale.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32333. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux relatifs à l'amélioration des Ports de Dunkerque, de Cette et Rouen.*

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

En la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

L'article 66 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1896, sur les fonds à verser par avances par les chambres de commerce, villes, départements et particuliers intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant, au maximum, à la somme de quatre millions sept cent cinquante francs;

Les déclarations (n° 2742 et 4111) du receveur central du département de la Seine et (n° 4835) du trésorier-payeur général du département de la Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 21 janvier, 5 février et 15 mai 1896, par la ville de Dunkerque et par les chambres de commerce de Cette et de Rouen, une somme totale de six cent cinquante mille francs (200,000' + 300,000' + 100,000') pour concourir, avec les fonds affectés, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1896 et relatifs à l'amélioration des ports de Dunkerque, de Cette et de Rouen;

L'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

La lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1896, chapitre LVII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de six cent mille francs (600,000') réparti, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Amélioration et extension du port de Dunkerque.....	200,000'
Amélioration du port de Cette.....	300,000
Amélioration du port de Rouen.....	100,000
TOTAL ÉGAL.....	600,000

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent par l'emploi des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURRIE.

N° 32334. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de ce versés au Trésor pour les Travaux de canalisation d'eau exécutés, soins du service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 3 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des particuliers, des communes ou des particuliers pour concourir, avec l'État, à des dépenses d'intérêt public donnent lieu à l'ouverture d'un décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui sont accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans la caisse du trésorier général du département de Seine-et-Oise par divers particuliers pour concourir aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1896, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XLVII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de onze mille cinq cent cinquante (11,505¹) applicable aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 3 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBARD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

NUMÉRO D'ORDRE.	PARTIES versées.	CHAPITRES et motifs des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
		CHAPITRE XLVII. SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.			
	M. Poupinet, au Chesnay.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue du Bel-Air, au Chesnay.	2825	11 mars 1896.	250 ⁶⁰⁰
	M. Sebold, à Ver- sailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue de l'École, à Versailles.	10306	5 sept. 1896.	650 00
	M ^{me} veuve Jouan- neau, à Dreuil- ly-sur-Seine.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue des Fonds- Huguenots et du sentier du Bois-des-Dames, à Vau- cresson.	10585	7 sept. 1896.	1,980 00
	M. Cotheret (Louis), à Saint-Cloud.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Armengaud, à Saint-Cloud.	9952	27 août 1896.	700 00
	M. Guénard de Mussy, au Ches- nay.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Laurent- Guadet, au Chesnay.	5659	22 mai 1896.	1,300 00
	M. Speiser, à Saint-Cloud.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue de Garches, à Saint-Cloud.	4015	11 avril 1896.	300 00
	M. Lecomte (Jean- Louis), à Bou- logne-s.-Seine.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Folie, à Vaucresson.	3620	1 ^{er} avril 1896.	975 00
	M. Enot, à Ver- sailles.	Canalisation par l'eau d'une partie du quai de Saint- Cloud, à Saint-Cloud.	3688	2 avril 1896.	1,000 00
	M. Chocquet, à Saint-Cloud.	Idem	3689	Idem.	1,000 00
	M. Jeanson, à Paris.	Idem	5060	6 mai 1896.	1,000 00
	M. Cochelin, à Saint-Cloud.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue du Chemin- de-Fer et de la rue Armen- gaud, à Saint-Cloud.	5437	16 mai 1896.	1,200 00
	M. Cerré, à Ver- sailles.	Canalisation par l'eau dans les limites de la villa Du- voisin, rue des Chantiers, n° 79, à Versailles.	3712	3 avril 1896.	850 00
	M. Fouques-Du- parc, au Ches- nay.	Canalisation par l'eau d'une partie de l'avenue du Chesnay, au Chesnay.	8102	15 juillet 1896.	300 00
				TOTAL	11,505

N° 32335. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui, du régime forestier, pour être remis à la commune de plein exercice d'El-Ancor, les terrains, d'une contenance totale de cent dix-huit soixante-dix-sept ares, dépendant de la forêt domaniale de M'silab mune de Bousfer, arrondissement d'Oran, département d'Oran, qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (Paris, 28 Avril 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de distribution nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1843.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32336. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Hirson (Aisne).*

Du 28 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
Art. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1897 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi d'Hirson (Aisne), savoir :

1^{re}. Sur les vins, dix francs douze centimes (2^{fr} 12) par hectolitre de vin tant en fût qu'en bouteilles ;

2^e. Sur les cidres, quatre-vingt-quatorze centimes (0^{fr} 94) par hectolitre de cidres, et hydromels.

Les surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de cinquante-six centimes perçus à titre de taxes principales sur les mêmes boissons.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est entièrement affecté au paiement des dépenses énoncées dans la délibération municipale du 13 octobre 1896.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au moment de l'emploi de ce produit, dont le compte général, tant en recette qu'en dépenses, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

N° 32335. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui distrait du régime forestier, pour être remis à la commune de plein exercice d'El-Ancor, les terrains, d'une contenance totale de cent dix hectares soixante-dix-sept ares, dépendant de la forêt domaniale de M'silah, commune de Bousfer, arrondissement d'Oran, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret. (Paris, 2 Décembre 1896.)



Certifié conforme :

Paris, le 28 * Avril 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

1838. — *Loi qui approuve une Convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la Dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général.*

Du 28 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

Art. 1^{er}. Est approuvée la convention annexée à la présente loi et faite, à la date du 6 novembre 1894, entre le ministre des travaux publics et le ministre des finances, agissant au nom de l'État, et le préfet de la Haute-Vienne, agissant au nom du département, pour le règlement et le paiement du solde dû à l'État, sur les subventions promises pour l'établissement des chemins de fer d'intérêt général de Limoges à Eymoutiers, de Limoges au Dorat, de Saillat à Bussières-le-Dort, d'Eymoutiers à Meymac et de Limoges à Brive par Uzerche.

Ladite convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs plus les frais du département.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre
des Travaux publics,
Signé : A. TURTEL.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

CONVENTION.

Fait huit cent quatre-vingt-quatorze et le six novembre,

entre le ministre des travaux publics et le ministre des finances, agissant au nom de l'État, et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part ;

M. Eugène Sée, préfet du département de la Haute-Vienne, agissant au nom du département, en vertu d'une délibération du conseil général, en date du 24 août

D'autre part ;

Il est dit et convenu ce qui suit :

Le département de la Haute-Vienne reconnaît devoir à l'État les sommes suivantes, pour les engagements pris par lui de subventionner l'établissement des lignes de chemins de fer de Limoges à Eymoutiers, de Limoges au Dorat, de Saillat à Bussières-le-Dort, d'Eymoutiers à Meymac et de Limoges à Brive par Uzerche, savoir :

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32337. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Poissy (Seine-et-Oise).*

Du 28 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la prorogation des surtaxes ci-après, actuellement perçues à l'octroi de Poissy (Seine-et-Oise), savoir :

Un franc (1^f) par hectolitre de vin tant en cercles qu'en bouteilles;

Quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de six francs perçus à titre de taxes principales sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration locale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recettes qu'en dépenses, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

La présente convention sera enregistrée au droit fixe de trois francs (3'), aux frais du département.

Le Préfet du département,

Signé : E. SÈS.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des finances,

Signé : R. POINCARÉ.

La, pour être annexé à la loi du 28 janvier 1897, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés.

Le Président de la République française,

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre
des travaux publics,*
Signé : A. TURREL.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32339. — LOI qui autorise des Surtaxes à l'Octroi de Bourgoin (Isère).

Du 29 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est autorisée, du 1^{er} janvier 1897 au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception, à l'octroi de Bourgoin (Isère), des taxes suivantes :

Un franc douze centimes (1^{fr} 12) par hectolitre de vin;
Six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.
Les surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool pur, établis à titre de taxes principales.

Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont spécialement affectées à l'amortissement des emprunts communaux. L'administration municipale sera tenue de justifier chaque année, par l'emploi du produit de ces surtaxes dont un compte sera rendu, tant en recettes qu'en dépenses, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32340. — *Loi qui autorise des Surtaxes à l'Octroi de Vouziers (Ardennes).*

Du 29 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 30 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception à l'octroi de Vouziers (Ardennes), des surtaxes ci-après :

- 1° Quatre-vingts centimes (0^f 80) par hectolitre sur les vins ;
- 2° Cinquante centimes (0^f 50) par hectolitre sur les cidres, poirés et hydromels.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes sur les vins et de cinquante-six centimes sur les cidres, poirés et hydromels, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article qui précède est spécialement affecté à l'exécution des travaux de pavage visés dans la délibération municipale du 20 mars 1896.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont un compte général, tant en recettes qu'en dépenses, devra être fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32341. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Rumengol (Finistère).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1901 inclusivement,

la prorogation de la surtaxe de douze francs (12^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Ramengol (Finistère).

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par hectolitre d'alcool pur, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement des emprunts communaux.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32342. — *DÉCRET relatif à la remise d'un Immeuble à l'Administration des domaines.*

Du 14 Août 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la loi du 23 avril 1853 (art. 12), déterminant les règles à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le décret du 14 janvier 1896 portant concession de logements dans des bâtiments de l'État à divers services des ponts et chaussées et des mines;

Considérant que ledit décret a notamment concédé à un cantonnier des routes nationales la jouissance d'une maison, d'un hangar et d'un terrain sis sur le territoire de la commune de Jemmapes (département de Constantine, Algérie);

Considérant que ledit immeuble et ses dépendances sont devenus sans utilité pour le service des ponts et chaussées et qu'il convient, dès lors, d'en faire la remise aux domaines;

Vu l'avis conforme de M. le gouverneur général de l'Algérie en date du 28 mai 1896,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. L'immeuble ci-dessus désigné et ses dépendances sont remis à la disposition de l'administration des domaines.

2. Les ministres des finances et des travaux publics sont ~~cha~~ chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Août 1896.

Signé FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32343. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor. l'exécution de Travaux publics.*

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des départements, des communes et des particuliers pour courir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre xxxix : *Roads, ponts. — Entretien et réparations ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à soixante-dix-mille cinquante-neuf francs vingt-cinq centimes (78,059²⁵) réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

Des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

PROVINCES.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépiés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Allez....	La ville de Montluçon.	Montluçon...	4380	22 octobre.	217 ¹ 10 ⁰
Re- st-Vienne.	La commune de Lohéac.	Redon.....	764	18 avril.	128 55
ANNÉE 1896.					
Alpes- Maritimes.	La compagnie des tramways de Nice.	Nice.....	3462	4 juillet.	566 67
Artois....	La ville d'Annonay.	Tournon.....	1417	23 avril.	3,000 00
Bordeaux.	La commune de Brionne.	Bernay.....	976	25 mars.	600 00
Caronne Rhone.	Le département...	Toulouse....	3377	19 mai.	7,000 00
	La ville de Bordeaux.	Bordeaux....	4774	28 mai.	11,400 00
Creuse...	La ville de Libourne.	Libourne....	1655 (perte)	30 avril.	222 06
	La ville de Blaye..	Blaye.....	867	28 avril.	289 30
	La compagnie fermière des eaux de Vichy.	Paris.....	66	2 janvier.	22,000 00
	La société du gaz général de Paris.	Idem.....	7698	7 mars.	5 95
	La ville de Paris...	Idem.....	9278	20 mars.	5,000 00
	M. Bourguignon...	Idem.....	9749	25 mars.	40 00
	La commune de Montrouge.	Idem.....	10052	28 mars.	189 73
	La ville de Saint-Denis.	Idem.....	10186	Idem.	109 76
	M. Coueffin et Andas.	Idem.....	10689	31 mars.	4 21
	M. Roly.....	Idem.....	13436	25 avril.	11 20
	M. Leclerc.....	Idem.....	14323	30 avril.	50 70
	La compagnie française d'éclairage et de chauffage par le gaz.	Idem.....	14658	2 mai.	13 88
	La compagnie des eaux de la banlieue de Paris.	Idem.....	14659	Idem.	1,080 28
	M ^{me} veuve Guislain.	Idem.....	14660	Idem.	38 75
	M ^{me} veuve Bogaerts.	Idem.....	14792	4 mai.	23 40
	La compagnie des chemins de fer nantais.	Idem.....	16335	19 mai.	190 88
	La compagnie parisienne du gaz.	Idem.....	17294	27 mai.	368 99
	La compagnie générale des eaux.	Idem.....	19297	15 juin.	3,507 84
	La compagnie fermière des eaux de Vichy.	Idem.....	21411	1 ^{er} juillet.	22,000 00
TOTAL.....					78,059 25

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 78,059 fr. 25 ouvert au vu des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre XXIX : Routes et ponts. — Entretien réparations ordinaires.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Allier.....	Acquisition d'une parcelle de terrain dans la traverse de Montluçon (route nationale n° 145)..... 217 ¹ 10 ⁰	
Alpes- Maritimes.	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy (22,000 ^f + 22,000 ^f)..... 44,000 00	44,217
Ardèche.....	Entretien du pavage de la route nationale n° 7 dans les traverses des rues de France et Masséna, à Nice.....	560
Eure.....	Réfection du pavage de la route nationale n° 82 dans la traverse d'Annonay.....	3,000
Garonne (Haute-).	Amélioration de la route nationale n° 138 dans la traverse de Brionne.....	600
Gironde.....	Entretien de la route thermale n° 1.....	7,000
Ille- et-Vilaine.	Entretien des traverses de Bordeaux (routes nationales n° 10, 132 et 136)..... 11,400 ^f 00 ⁰	
Seine.....	Entretien des routes nationales n° 10 bis et 89 dans les traverses de Libourne..... 222 06	11,912
	Entretien des revers des trottoirs de la route nationale n° 137 dans la traverse de Blaye..... 289 39	
	Élargissement de la route nationale n° 177 dans la tra- verse de Lohéac.....	128
	Entretien du pont des Arts et de la passerelle de Passy..... 5,000 ^f 00 ⁰	
	Entretien des tranchées ouvertes sur les chaus- sées des routes nationales du département de la Seine (5 ^f 95 + 40 ^f + 189 ^f 73 + 109 ^f 76 + 4 ^f 21 + 11 ^f 20 + 50 ^f 70 + 13 ^f 88 + 1,080 ^f 28 + 38 ^f 75 + 23 ^f 40 + 190 ^f 88 + 368 ^f 99 + 3,507 ^f 84)..... 5,635 57	10,635
	TOTAL.....	78,059

N° 32344. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses allouées à des Agents des Ports de Boulogne et de Calais.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les récépissés (n° 95 et 1056) du receveur particulier de l'arrondissement de Boulogne (Pas-de-Calais), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 8 janvier et 25 février 1896, par la compagnie du South-Eastern-Railway de Boulogne et par la chambre de commerce de Calais, une somme totale de trois cent vingt francs (320^f + 300^f), à titre de fonds de concours, pour le paiement des indemnités allouées au gardien des feux de la jetée ouest du port de Boulogne ainsi qu'aux agents chargés de la manœuvre d'une sirène à main installée sur le musoir de la jetée est du port de Calais; Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre XIV : *Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois cent vingt francs (320^f), applicable au paiement des indemnités allouées au gardien des feux de la jetée ouest du port de Boulogne ainsi qu'aux agents chargés de la manœuvre d'une sirène à main installée sur le musoir de la jetée est du port de Calais.

2 Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

32345. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de Ponceaux sur la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune de Daperré (Alger).

Don 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 1) du receveur particulier de l'arrondissement d'Orléansville (département d'Alger), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 6 mars 1896, par la commune de Duperré, une somme de quatre cents francs, à titre de fonds de concours, pour la construction de ponceaux destinés à remplacer les caniveaux à double revers situés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de ladite commune;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, première section, chapitre II : *Entretien des routes en Algérie*, article 1^{er}, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quatre cents francs (400^f), applicable à la construction de ponceaux destinés à remplacer les caniveaux à double revers situés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune de Duperré (département d'Alger).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUNNEL.

N° 32346. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution du Nivellement général du département du Pas-de-Calais.

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les déclarations (n° 1355) du trésorier général du département du Pas-de-Calais et (n° 848) du receveur particulier de l'arrondissement de Béthune (même département), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 30 mars et 13 juin 1896, par le département et par la commune de Lens, une somme totale de six mille neuf cents francs (6,500' + 400'), à titre de fonds de concours, pour l'exécution du nivellement général du département du Pas-de-Calais et pour la fourniture d'exemplaires du répertoire graphique des repères de la commune de Lens;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LIX : Nivellement général de la France — Opérations et représentation graphique, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de six mille neuf cents francs (6,900') applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Nivellement général du département du Pas-de-Calais.....	6,500'
Fourniture d'exemplaires du répertoire graphique des repères de la commune de Lens.	400
TOTAL ÉGAL.....	6,900

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

32347. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le payement du Traitement de l'Eclusier chargé de la manœuvre des portes du canal de Bourgidou.*

Du 18 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

Sur la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, pa

chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 3063) du trésorier général du département du Gard, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 octobre 1895, par la compagnie des canaux de Beaucaire, une somme de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes, à titre de fonds de concours, pour le paiement du tiers du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 septembre 1896,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre **xiii** : *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents du service de la navigation intérieure et du service des ports maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent quarante-trois francs trente-trois centimes (243^f 33), applicable au paiement du tiers du traitement de l'écluseur chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 18 Septembre 1896.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **A. TURREL.**

N° 32348. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Etudes et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 23 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 20527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la déclaration (n° 1612) du trésorier général du département de la Sarthe, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 28 mars 1896, par le département, une somme de deux cent cinquante mille francs, à titre de fonds de concours, pour l'établissement des chemins de fer de Mamers à Mortagne, Sablé à Sillé-le-Guillaume et de Thorigné à Courtalain;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 septembre 1896,

Décret:

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget financier de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI: *Études travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), applicable à l'établissement des chemins de fer de Mamers à Mortagne, de Sablé à Sillé-le-Guillaume et de Thorigné à Courtalain.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 23 Septembre 1896.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé: GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: A. TURREL.

2349. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894.

Du 16 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

En l'état des créances liquidées à la charge du département des colonies, et conformément aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894;

En l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

En l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces deux articles, les créances comprises

dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget des exercices précités et que leur montant n'excède pas les reliquats des crédits à annuler en clôture d'exercice ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894, un crédit supplémentaire de neuf cent mille huit cent quarante-six francs quatre-vingt-dix centimes (900,846^f 90^c), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés en double expédition au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862 :

Exercice 1892.....	236 ^f 25 ^c
Exercice 1893.....	567 94
Exercice 1894.....	900,042 71
TOTAL.....	900,846 90

2. Le ministre des colonies est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources ordinaires de l'exercice courant.

4. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32350. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget des exercices ci-dessus désignés et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice,

DÉCRÈT :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de cent dix mille cinq cent quatre-vingt-sept francs vingt-quatre centimes (110,587^f 24), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAUX.
Exercice 1893.....	2,447 ^f 90 ^c	36 ^f 20 ^c	2,484 ^f 10 ^c
Exercice 1894.....	4,971 63	3,317 09	8,288 72
Exercice 1895.....	77,575 67	22,238 75	99,814 42
TOTAUX.....	84,995 20	25,593 04	110,587 24

Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces créances sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32351. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi d'Aix-les-Bains (Savoie).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu les délibérations du conseil municipal d'Aix-les-Bains (Savoie) date des 24 novembre, 5 décembre 1895, 4 janvier, 9 février et 25 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 22 décembre 1893;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie), en vertu de la loi du 22 décembre 1893, savoir :

1^o Trois francs trente-six centimes (3^{fr} 36) par hectolitre de

2^o Quatorze francs (14^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes sur les vins et de six francs sur les spiritueux, établis à titre de taxes principales.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent spécialement affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY.**

N° 32352. — DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Sur la délibération du conseil municipal d'Aubagne (Bouches-du-Rhône),

Datée du 9 août 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Sur l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Sur la loi du 28 avril 1816;

Sur la loi du 31 décembre 1873;

Sur la loi du 19 juillet 1880;

Sur la loi du 5 avril 1884;

Sur la loi du 19 mars 1894;

Sur la loi du 29 janvier 1897;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Sur les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897
uniquement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à
l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), en vertu de la loi du 19 mars
1894, savoir :

Trente-six centimes (0^e 36) par hectolitre de vin;

Six francs (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-
de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre cen-
times et de six francs par hectolitre établis, à titre de taxes princi-
pales, sur les mêmes boissons.

Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent, est
uniquement affecté au paiement des terrains acquis pour la con-
struction du canal (délibération du conseil municipal, en date du
9 décembre 1889).

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'em-
ploi de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles
elles sont autorisées.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32353. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Bailleul (Nord).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Bailleul (Nord), en date du 13 août 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général du Nord, en date du 26 août 1896;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 décembre 1891;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, des surtaxes sur les boissons actuellement perçues à l'octroi de Bailleul (Nord), en vertu de la loi du 24 décembre 1896, savoir :

Six francs quarante-quatre centimes (6^{fr} 44) par hectolitre de vin en cercles et en bouteilles;

Onze francs quatre-vingts centimes (11^{fr} 80) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc soixante centimes et neuf francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des travaux énoncés dans la délibération municipale du 13 août 1896.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32354. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Clermont (Oise).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Clermont (Oise), en date du 23 juin 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général de l'Oise, en date du 18 août 1896;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 28 février 1892;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897 inclusivement, des surtaxes d'un franc douze centimes (1^f 12) par hectolitre de vin et de quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçues à l'octroi de Clermont (Oise), en vertu de la loi du 28 février 1892.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes et de six francs établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit de ces surtaxes est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire aux dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 32355. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Digne (Basses-Alpes).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Digne (Basses-Alpes), du 24 mai 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 24 février 1894;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'Etat entendues.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, de la surtaxe de six francs (6^{fr}) par hectolitre pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes, actuellement perçue à l'octroi de Digne (Basses-Alpes), en vertu de la loi du 24 février 1894.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs par litre de titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 6 n° 560.

N° 32356. — DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de la Ferté-Macé (Orne).

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de la Ferté-Macé (Orne), en date du 29 mai 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816,

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 19 mars 1894;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Sur les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897, du paiement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de la Ferté-Macé (Orne), en vertu de la loi du 19 mars 1894, ainsi :

1^{re} Deux francs trente centimes (2^f 30) par hectolitre de vin;

2^e Neuf francs (9^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Les surtaxes sont indépendantes des droits d'un franc vingt centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool, et à titre de taxes principales.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de la dette communale.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Paris, Bull. 66, n° 560.

N° 32357. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Guéret (Creuse).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Guéret (Creuse), en des 2 février, 2 juillet et 28 août 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu les avis de la commission départementale de la Creuse, en date du 1^{er} juin et 18 juillet 1896;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1893;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendu

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les bois à l'octroi de Guéret (Creuse), en vertu de la loi du 27 décembre 1893, savoir :

1° Deux francs douze centimes (2¹ 12) par hectolitre de vin;

2° Quatre francs (4¹) par hectolitre d'alcool pur contenu dans eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt-huit centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre d'alcool établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est exclusivement affecté au remboursement des emprunts indiqués dans la délibération municipale du 26 février 1893.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

(1) 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 33358. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Landrecies (Nord).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Sur les délibérations du conseil municipal de Landrecies (Nord), en date du 23 et 30 juillet, et du 1^{er} octobre 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Sur l'avis de la commission départementale du Nord, en date du 7 octobre 1896;

Sur l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Sur la loi du 28 avril 1816;

Sur la loi du 31 décembre 1873;

Sur la loi du 19 juillet 1880;

Sur la loi du 5 avril 1884;

Sur la loi du 20 décembre 1895;

Sur la loi du 29 janvier 1897;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

Décret :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897 au plus tard, de la surtaxe de cinq francs (5^f) par hectolitre de vin en cercles qu'en bouteilles, actuellement perçue à l'octroi de Landrecies (Nord) en vertu de la loi du 20 décembre 1895.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc vingt centimes par hectolitre, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

Le produit de la surtaxe autorisée par l'article qui précède est affecté au paiement des travaux indiqués dans la délibération municipale du 30 juillet 1896.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de la surtaxe duquel cette ressource extraordinaire est autorisée.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32359. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Morez (Jura).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Morez (Jura), en date du 17 février et 10 juillet 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'avis du conseil général du Jura, en date du 22 août 1896;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 13 janvier 1892;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à l'octroi de Morez (Jura), en vertu de la loi du 13 janvier 1897, savoir :

1° Soixante-deux centimes (0^{fr} 62) par hectolitre de vin en fûts et en bouteilles;

2° Six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre-vingt centimes et de six francs perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté au paiement de la subvention votée par la commune pour la construction d'un chemin de fer.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de la destination de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

N° 3360. — DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Dié (Vosges).

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Dié (Vosges), en date du 15 février 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 27 décembre 1893;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Sur les propositions de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897, provisoirement, de la surtaxe suivante, actuellement perçue au tarif de l'octroi de Saint-Dié (département des Vosges), savoir :

Une surtaxe de soixante-six centimes (0^{fr} 66) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles, autorisée par la loi susvisée du 31 décembre 1893.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc quatre-vingt-cinq centimes par hectolitre perçu, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32361. — *DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes à l'Octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), en date des 16 février et 19 juillet 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 23 mars 1894;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée, sous réserve de la réduction proposée par le conseil municipal, la prorogation, jusqu'au 28 février 1897 inclusivement, des surtaxes perçues sur les boissons à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), en vertu de la loi du 23 mars 1894, savoir :

1^o Deux francs (2^{fr}) par hectolitre de vin;

2^o Six francs (6^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs par hectolitre perçus, à titre de taxes principales, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de la destination de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles elles sont autorisées.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ V^e série, Bull. 66, n° 560.

N° 32362. — *DÉCRET qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Sisteron (Basses-Alpes).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Sur les délibérations du conseil municipal de Sisteron (Basses-Alpes), en date des 27 février et 22 octobre 1896, relatives à l'octroi de cette commune;

Sur l'avis de la commission départementale des Basses-Alpes, en date du 15 juin 1896,

Sur l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Sur la loi du 28 avril 1816;

Sur la loi du 31 décembre 1873;

Sur la loi du 19 juillet 1880;

Sur la loi du 5 avril 1884;

Sur la loi du 6 mars 1894;

Sur la loi du 29 janvier 1897;

Sur les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897 au plus tard, de la surtaxe de six francs (6') par hectolitre d'alcool contenu dans les eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et autres boissons, actuellement perçue à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes), en vertu de la loi du 6 mars 1894.

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs établi, à titre de principale, sur les mêmes boissons.

Le produit de cette surtaxe est spécialement affecté à l'amortissement de la dette municipale.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire aux dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
GROGES COCHERY.

Bull. 66, n° 560.

N° 32363. — *Décret qui autorise la prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de Thonon (Haute-Savoie).*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Thonon (Haute-Savoie) date du 1^{er} septembre 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu la loi du 8 janvier 1892;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendu

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février inclusivement, de la surtaxe de quatre-vingt-six centimes (0^{fr} 86 hectolitre de vin, actuellement perçue à l'octroi de Thonon (Haute-Savoie), en vertu de la loi du 8 janvier 1892.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-quatre centimes établi, à titre de taxe principale, sur la même boisson.

2. Le produit de cette surtaxe est affecté au service de la commune.

L'administration locale est tenue de justifier au préfet de l'emploi de cette ressource extraordinaire aux dépenses en vue desquelles elle est autorisée.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

**N° 32364. — DÉCRET qui autorise la prorogation de Surtaxes
à l'Octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes).**

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 31 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la délibération du conseil municipal de Villefranche (Alpes-Maritimes),

du 9 février 1896, relative à l'octroi de cette commune;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾;

Vu la loi du 28 avril 1816;

Vu la loi du 31 décembre 1873;

Vu la loi du 19 juillet 1880;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Vu les lois des 23 mars 1894 et 23 mars 1895;

Vu la loi du 29 janvier 1897;

Vu les observations du ministre de l'intérieur;

Les sections de l'intérieur et des finances du Conseil d'État entendues,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la prorogation, jusqu'au 28 février 1897
ensuite, des surtaxes actuellement perçues sur les boissons à
l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes), en vertu des lois des
mars 1894 et 23 mars 1895, savoir :

1. Quatre-vingt-seize centimes (0^{fr} 96) par hectolitre de vin;

2. Trois francs (3^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les
eau-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Les surtaxes sont indépendantes des droits de soixante-quatre cen-
times et de six francs par hectolitre perçus, à titre de taxes princi-
pales, sur les mêmes boissons.

Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est
entièrement affecté à l'amortissement de la dette municipale et à
l'exécution des travaux énumérés dans la délibération municipale du
9 février 1896.

L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'em-
ploi de ces ressources extraordinaires aux dépenses en vue desquelles
elles sont autorisées.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32365. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co-
signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de S
Vincent-d'Excidenil (canton de Savignac-les-Églises, arrondissement
Périgueux, département de la Dordogne) portera à l'avenir le nom
Saint-Vincent-sur-l'Isle. (Paris, 3 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 5 * Mai 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du B
au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'impre
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1844.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

2366. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement de l'Indemnité allouée à divers Agents de la navigation.

Du 26 Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics ;

sur la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget annuel des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice ;

sur l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours ;

sur le récépissé (n° 25534) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 7 août 1896, par l'administrateur du journal « la Navigation », une somme de six cent vingt-quatre francs, à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée aux neuf éclusiers à raison de l'envoi périodique audit journal, pendant le premier semestre de 1896, de renseignements concernant les mouvements de la batellerie sur diverses voies navigables ;

sur la lettre du ministre des finances, en date du 25 septembre 1896,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

I^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

II^e série.

budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres attachés au service de la navigation intérieure et au service des maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours crédit additionnel de six cent vingt-quatre francs (624^f), appliqué au paiement de l'indemnité allouée à neuf éclusiers à raison de l'envoi périodique au journal « la Navigation » de renseignements concernant les mouvements de la batellerie sur diverses voies navigables.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 26 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32367. — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 67 de la loi de finances du 16 avril 1895, concernant les Pensions des Inspecteurs des forêts.

Du 3 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 4 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'agriculture, ministre des finances,

Vu l'article 67 de la loi de finances du 16 avril 1895, ainsi conçu :

« Les dispositions de la loi du 4 mai 1892 relatives aux pensions des agents et préposés forestiers domaniaux ou mixtes sont applicables aux inspecteurs des forêts ayant passé par les emplois subalternes. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi. Les pensions des inspecteurs susvisés, qui ont été liquidées depuis la promulgation de la loi du 4 mai 1892, seront revisées » ;

Vu la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles et le règlement d'administration publique du 9 novembre ⁽¹⁾ suivant ;

Vu la loi du 22 juin 1878 sur les pensions des officiers ;

Vu la loi du 4 mai 1892 sur les pensions des agents et préposés forestiers

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 104, n° 869.

communaux ou mixtes et le règlement d'administration publique du 17 août ⁽¹⁾
 ;
 le décret du 18 novembre 1890 ⁽²⁾, réorganisant le corps militaire des
 forestiers ;
 le Conseil d'État entendu,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Les pensions des inspecteurs des forêts sont liquidées
 conformément aux dispositions de la loi du 4 mai 1892 et du décret
 réglementaire du 17 août 1892.

Toutefois bénéficieront seuls de ces dispositions les inspecteurs
 qui ont passé par les emplois subalternes, soit depuis l'emploi de
 sous-inspecteur, soit depuis l'emploi d'élève à l'école nationale forestière.

2 Les inspecteurs des forêts ne peuvent prétendre à une pension
 d'ancienneté liquidée pour leurs services civils d'après les tarifs de
 l'armée que s'ils comptent trente années, au moins, de services en-
 tièrement rendus dans l'armée ou dans l'administration des forêts.

3 L'assimilation que comporte l'application de l'article 67 de la
 loi du 16 avril 1895 est la suivante :

Inspecteurs des forêts de toutes classes : chef de bataillon.

4 L'article 67 de la loi du 13 avril 1895 et le présent règlement
 sont applicables aux pensions non encore inscrites et à celles inscrites
 antérieurement à la date du 4 mai 1892, soit en faveur des inspec-
 teurs, soit en faveur des veuves et orphelins de ceux de ces agents
 qui, à leur décès, étaient en possession d'une pension de retraite
 liquidée depuis la loi du 4 mai 1892, ou qui, décédés en activité de
 service, se trouvaient dans les conditions voulues pour obtenir une
 pension.

Celles de ces pensions qui sont inscrites depuis le 4 mai 1892
 sont revisées et liquidées à nouveau d'après les bases du présent
 règlement.

Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, et le ministre
 des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution
 du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié
 au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
 Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
 Ministre de l'agriculture,
 Signé : J. MÉLINE.

N° 32368. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Remonte des Haras.*

Du 15 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les trente-cinq déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de deux cent cinquante mille quatre cent cinquante-huit francs trente-cinq centimes, provenant du prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit de deux cent cinquante mille quatre cent cinquante-huit francs trente-cinq centimes (250,458¹/₃₅) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxx : *Remonte des haras.*

Ce crédit sera affecté aux dépenses prévues par la loi du 2 juin et le décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

¹ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32369. — *DÉCRET portant réorganisation du Service de la Justice à la Guyane.*

Du 16 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 24 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1828 ⁽¹⁾ et le décret du 20 février 1886 sur l'organisation judiciaire à la Guyane;

Vu le décret du 26 février 1875 instituant une justice de paix à compétence étendue sur le territoire du Maroni;

Vu le décret du 21 juin 1880 ⁽²⁾ instituant six justices de paix à la Guyane;

Vu le décret du 22 août 1887 portant création d'un emploi de troisième juge au tribunal supérieur et d'un emploi de premier lieutenant de juge au tribunal de première instance de Cayenne, et fixant à six mille francs le traitement du juge de paix du Maroni;

Vu le décret du 19 mai 1889 ⁽³⁾ supprimant les justices de paix de Kourou, Mana, Oyapock et Roura, et rattachant la justice de paix de Mana à celle du Maroni;

Vu le décret du 19 juin 1889 qui investit le greffier du Maroni des fonctions de notaire;

Vu le décret du 27 avril 1891 ⁽⁴⁾ supprimant l'emploi de premier lieutenant de juge et instituant un emploi de substitut du procureur de la République,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. Le territoire de la Guyane est divisé en deux arrondissements judiciaires :

1^{er} L'arrondissement de Cayenne, comprenant le territoire des communes de Cayenne, d'Oyapock, d'Approuague, de Kaw, de Rémière, de Matoury, de Roura, de Tonnégrande, de Montsinéry, de Macouria, de Kourou, de Sinnamary et d'Iracoubo;

2^o L'arrondissement du Maroni, comprenant le territoire des communes de Saint-Laurent-du-Maroni, de Mana, de l'Ilet-Portal et les territoires du haut Maroni.

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, Bull. 55.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 546, n° 9571.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1258, n° 20920.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1404, n° 23699.

TITRE II.

CHAPITRE I^{er}.

TRIBUNAUX DE PAIX.

2. La juridiction du juge de paix de Cayenne s'étendra sur tout l'arrondissement. Toutefois, des juges de paix suppléants exerceront conjointement avec lui les fonctions de juge de paix en matière civile, commerciale et de simple police à Oyapock, Approuague, Kourou et Sinnamary.

Il leur sera alloué pour frais de bureau une indemnité fixée par arrêté du gouverneur.

3. Les justices de paix d'Approuague et de Sinnamary sont supprimées.

4. Dans l'arrondissement du Maroni, les fonctions de juge de paix seront remplies par le juge président du tribunal de première instance de Saint-Laurent-du-Maroni.

Il remplira les fonctions de juge conciliateur et fera tous les actes attribués aux juges de paix, tels que les appositions et levées de scellés, les avis de parents, les actes de notoriété et autres actes dans l'intérêt des familles.

Il lui sera adjoint un suppléant de juge de paix résidant à Mana, qui y remplira les fonctions de juge de paix et recevra pour frais de bureau une indemnité fixée par arrêté.

5. Les fonctions du ministère public auprès du tribunal de simple police de Cayenne, du juge-président de Saint-Laurent-du-Maroni, siégeant comme juge de simple police, et des suppléants résidant à Oyapock, Approuague, Kourou, Sinnamary et Mana, seront remplies par le commissaire de police et, à défaut de commissaire de police, par le commandant de gendarmerie ou par un agent de la force publique désigné par le procureur général.

6. Les secrétaires de mairie continueront d'exercer les fonctions de greffier de justice de paix.

Ils recevront, à titre de frais de service, une indemnité de cinq cents francs (500^f) par an.

Il pourra leur être alloué, en outre, des droits de greffe et de copie qui seront fixés par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Ils exerceront également les fonctions de notaire dans les conditions fixées par le décret du 28 août 1862, concernant les actes authentiques passés dans les quartiers.

7. Les fonctions d'huissier près des tribunaux de paix pourront être remplies par les agents de la force publique.

8. La compétence des tribunaux de paix en matière civile, com -

merciale et de simple police est fixée conformément aux lois, ordonnances et décrets actuellement en vigueur.

CHAPITRE II.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

9. Le tribunal de première instance de l'arrondissement de Cayenne siégeant au chef-lieu sera composé :

- 1° D'un juge-président ;
- 2° D'un lieutenant de juge ;
- 3° De deux juges suppléants rétribués ;
- 4° D'un procureur de la République ;
- 5° D'un greffier et de deux commis assermentés.

10. Les postes de premier et de second substitut du procureur de la République sont supprimés.

11. Dans l'arrondissement du Maroni, le tribunal de première instance siégeant à Saint-Laurent-du-Maroni sera composé :

- 1° D'un juge-président ;
- 2° D'un procureur de la République ;
- 3° D'un greffier-notaire et d'un commis greffier.

12. Le tribunal de première instance de Saint-Laurent-du-Maroni prononcera en dernier ressort dans toutes les affaires de la compétence des juges de paix et de simple police.

Il connaîtra, en outre, des jugements rendus en premier ressort par le juge de paix suppléant de Mana.

En matière civile et commerciale, la compétence du tribunal de première instance de Saint-Laurent-du-Maroni est réglée conformément aux dispositions des lois réglant la compétence des tribunaux de première instance de la métropole.

En matière correctionnelle, il connaîtra en premier ressort de tous les délits et de toutes les infractions aux lois et règlements sur le commerce étranger, le régime des douanes et les contributions directes.

13. En matière civile, commerciale, le mode de procéder devant le tribunal de Saint-Laurent-du-Maroni sera réglé par l'article 8 du titre II, livre I^{er}, par les articles 156, 158 et 159 du titre VIII et par l'article XXV du livre II du Code de procédure civile, moins les articles 426, 436 et 442.

CHAPITRE III.

DE LA COUR D'APPEL.

Le tribunal supérieur de la Guyane est supprimé. Il est institué à Cayenne une cour d'appel dont la juridiction s'étend sur toute la colonie et qui sera composée :

- 1° D'un président ;
- 2° De deux conseillers ;

3° D'un conseiller auditeur;

4° D'un greffier en chef et d'un commis greffier assermenté.

Les fonctions du ministère public près la cour d'appel seront exercées par un procureur général et un substitut du procureur général.

15. Elle connaîtra en dernier ressort de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance en matière civile et commerciale; elle statuera sur les demandes d'annulation formées par les parties ou le ministère public contre les jugements en dernier ressort rendus par les tribunaux de paix en matière civile qu'en matière de simple police.

Elle connaîtra, en outre, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance en matière correctionnelle et en ce qui concerne les contraventions aux lois et règlements sur le commerce étranger, les douanes et les contributions indirectes.

16. Les arrêts seront rendus par trois juges. Si, par suite d'empêchement, le nombre des magistrats nécessaires pour rendre l'arrêt incomplet, le président y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger, suivant l'ordre de leur ancienneté des membres du tribunal de première instance et, à défaut, des avocats ou avoués, suivant l'ordre du tableau.

CHAPITRE IV.

DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

17. La chambre des mises en accusation, supprimée par le décret du 20 février 1886, est rétablie.

Elle sera composée d'un conseiller, président, désigné tous les trois mois par le président de la cour; du juge-président du tribunal de première instance de Cayenne et d'un juge suppléant rétribué.

En cas d'empêchement, le conseiller sera remplacé par un autre membre de la cour ou, à défaut, par le président du tribunal.

Il sera pourvu au remplacement des autres membres par des magistrats du tribunal ou de la justice de paix, suivant l'ordre d'ancienneté, et, à leur défaut, par les avocats ou avoués, suivant l'ordre du tableau.

18. La chambre d'accusation connaît :

1° Des instructions relatives aux affaires qui sont de la compétence des cours d'assises et qui lui seront renvoyées par les juges d'instruction;

2° Des oppositions formées aux ordonnances du juge d'instruction.

Sont déclarés applicables à la Guyane les articles 133, 134, et ainsi que le chapitre I^{er} du titre II, livre II, du Code d'instruction criminelle métropolitain.

19. Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires d'instruction ne sera ouvert qu'après l'arrêt de condamnation. Le pourvoi formé avant ne sera pas suspensif.

Les moyens de cassation contre les actes de procédure et contre les arrêts de renvoi pourront être invoqués sur le pourvoi contre l'arrêt de condamnation. La cour de cassation annulera, s'il y a lieu, la procédure depuis et y compris le premier acte nul.

CHAPITRE V.

DE LA COUR D'ASSISES.

20. La cour d'assises connaît de toutes les affaires qui lui seront envoyées par la chambre des mises en accusation, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle métropolitain, de tous les crimes et délits prévus par les lois sur la presse et qui ne sont pas déferés à une autre juridiction par des dispositions spéciales.

21. Elle sera composée :

1° Du président de la cour d'appel assisté de deux membres de la cour ;

2° De quatre assesseurs.

Le procureur général ou son substitut y portera la parole. Le greffier en chef ou le commis greffier y tiendra la plume.

22. Si, depuis la notification faite aux assesseurs en exécution de l'article 892 du Code d'instruction criminelle colonial, le président de la cour d'assises est dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des conseillers de la cour nommé par le gouverneur délégué pour l'assister.

En cas d'empêchement des autres membres de la cour, ils seront remplacés par des conseillers n'ayant pas connu de l'affaire et, à défaut de conseiller, par les membres du tribunal qui se trouvent dans les mêmes conditions, ou par le juge de paix, ou par un avocat agréé.

CHAPITRE VI.

DES ASSESSEURS.

1. Nul ne pourra être assesseur, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'il ne jouit de ses droits politiques et de famille, ou s'il est dans un des cas d'incapacité ou d'incompatibilité établis par les articles suivants.

2. Sont incapables d'être assesseurs :

Les individus qui ont été condamnés, soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement ;

Ceux qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour certains crimes par la loi ;

3° Les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics;

4° Les condamnés à un emprisonnement de trois mois au moins.

Toutefois, les condamnations pour délits politiques ou de presse n'entraîneront que l'incapacité temporaire dont il est parlé au paragraphe 11 du présent article;

5° Les condamnés à l'amende ou à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires publics, attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, délit d'usure; les condamnés à l'emprisonnement pour outrages aux bonnes mœurs, attaques contre les principes de la propriété et les droits de famille, délits commis contre les mœurs par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, pour vagabondage ou mendicité, pour infraction aux dispositions des articles 69, 70 et 72 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et aux dispositions de l'article 423 du Code pénal, de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 et de l'article 1^{er} de la loi des 5-9 mai 1855, pour les délits prévus par les articles 134, 142, 143, 174, 251, 305, 363, 364, § 3, 365, 366, 387, 389, 399, § 2, 400, § 2, 418 du Code pénal;

6° Ceux qui sont en état d'accusation ou de contumace;

7° Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués;

8° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France;

9° Ceux auxquels les fonctions de juré ont été interdites en vertu de l'article 396 du Code d'instruction criminelle ou de l'article 42 du Code pénal;

10° Ceux qui sont sous mandat d'arrêt ou de dépôt;

11° Sont incapables, pour cinq ans seulement à dater de l'expiration de leur peine, les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois pour quelque délit que ce soit, même pour les délits politiques ou de presse;

12° Sont également incapables les interdits, les individus pourvus de conseils judiciaires, ceux qui sont placés dans un établissement public d'aliénés en vertu de la loi du 30 juin 1838.

25. Les fonctions d'assesseurs sont incompatibles avec celles de député, de membre titulaire du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de commissaire de police, de ministre du culte et de militaire en activité de service dans les armées de terre et de mer.

Ne peuvent être assesseurs les domestiques et serviteurs à gage. Sont dispensés les septuagénaires.

26. Le collège des assesseurs se composera de vingt membres; il sera en outre dressé une liste de dix assesseurs supplémentaires résidant au chef-lieu. C'est sur cette liste que seront pris, par ordre d'inscription, les assesseurs destinés à remplacer, au moment du tirage, les assesseurs titulaires absents, empêchés ou frappés d'incapacité.

27. Ces listes seront dressées chaque année, dans le courant de

novembre, par une commission composée du juge-président, du juge de paix et de deux conseillers généraux par rang d'âge.

Les listes arrêtées et signées séance tenante seront déposées au greffe de la cour d'appel. Une copie sera transmise par le greffier au directeur de l'intérieur, qui la fera insérer au *Journal officiel* et au *Bulletin* de la colonie. Une autre copie sera affichée dans la salle d'audience de la cour d'assises.

28. Au jour fixé pour l'ouverture des assises, les assesseurs prendront place par rang d'âge après les magistrats.

29. Lorsqu'un procès criminel paraîtra devoir se prolonger, la cour pourra, avant l'ouverture des débats, ordonner qu'elle s'adressera un magistrat appelé dans les conditions indiquées par l'article 23, et qu'il sera tiré au sort un assesseur de plus, en vue du remplacement d'un des magistrats ou des assesseurs qui ne pourront continuer de siéger. En ce cas, le ministère public et l'accusé auront chacun le droit de récuser un assesseur.

30. Les juges et assesseurs délibèrent en commun sur les questions de fait résultant de l'acte d'accusation ou des débats.

La décision de la cour, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la seule majorité, sans que le nombre des voix puisse être exprimé, le tout à peine de nullité.

Les juges statuent seuls sur les questions de compétence, sur l'application de la peine, sur les incidents de droit et sur les dommages-intérêts.

CHAPITRE VII.

DU MINISTÈRE PUBLIC.

31. Les fonctions du ministère public sont spécialement et personnellement confiées au procureur général.

Il porte la parole aux audiences quand il le juge convenable.

32. Le procureur général exerce les fonctions et les attributions énumérées par les articles 70 à 80 inclus de l'ordonnance du 31 décembre 1828, et celles définies par les articles 118 à 129 inclus de l'ordonnance du 17 août 1828.

Un décret déterminera le rang qu'il doit occuper au conseil privé.

33. Le substitut du procureur général ne participera à l'exercice des fonctions du procureur que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de former.

En cas de dissentiment, le procureur général portera la parole.

34. Le procureur de la République remplit les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance et participe, sous la direction du procureur général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent chapitre.

Il est placé sous les ordres du procureur général.

TITRE III.

CHAPITRE I^{er}.

I^{re} SECTION. — TRAITEMENT.

35. Le traitement des magistrats du service judiciaire à la Guyane est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

II^e SECTION. — CONDITIONS D'ÂGE ET D'APTITUDE.

36. Les conditions d'âge et d'aptitude pour les magistrats titulaires de la cour d'appel et des tribunaux de première instance et des tribunaux de paix et pour les greffiers et commis greffiers sont les mêmes qu'en France.

III^e SECTION. — DU COSTUME.

37. Les membres de la cour d'appel et du parquet général, les membres des tribunaux et des parquets de première instance, greffiers et commis greffiers, les juges de paix, porteront le costume fixé par le titre VII de l'ordonnance du 21 décembre 1828, à l'exception de la toge, qui sera en étoffe de laine noire pour les audiences ordinaires et en étoffe de laine rouge pour les audiences solennelles de la cour d'appel.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

38. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu par la cour d'appel et la cour d'assises, elle pourra renvoyer l'affaire devant la même cour.

A défaut d'un nombre suffisant de magistrats n'ayant pas connu de l'affaire, le président y pourvoira en appelant des magistrats étrangers ayant droit de siéger, des membres du tribunal de première instance, le juge de paix, et, à leur défaut, des avocats ou avoués par ordre d'inscription au tableau.

39. Sont abrogés le décret du 28 février 1875, instituant une justice de paix à compétence étendue au Maroni, le décret du 21 février 1880, instituant des justices de paix à Approuague et Sinnamary, le décret du 20 février 1886 et toutes les dispositions des lois, ordonnances et décrets contraires au présent décret.

40. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel des colonies*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : J. DARLAN.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LÉON.

N° 32370. — *DÉCRET portant réorganisation du Service de la Justice à la Côte d'Ivoire.*

Du 16 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 20 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 15 mai 1889⁽¹⁾, portant réorganisation de la justice au Sénégal;

Vu le décret du 1^{er} août 1889⁽²⁾, réglant l'organisation politique et administrative des Rivières du Sud, des établissements français de la Côte d'Ivoire et des établissements français du golfe de Bénin;

Vu le décret du 17 décembre 1891, portant organisation de la colonie de la Guinée française et dépendances;

Vu le décret du 11 mai 1892⁽³⁾, portant organisation du service de la justice dans la colonie de la Guinée française et dépendances;

Vu le décret du 10 mars 1893, constituant en trois colonies distinctes les possessions françaises de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Bénin;

Vu le décret du 12 avril 1896⁽⁴⁾, réglant le recours en cassation des arrêts rendus par le conseil d'appel de la Guinée française,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. La colonie de la Côte d'Ivoire cesse de relever, au point de vue judiciaire, du conseil d'appel de la Guinée française.

TITRE II.

DE LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE.

2. Il est institué, dans la colonie de la Côte d'Ivoire, une justice de paix à compétence étendue, dont le siège est fixé à Grand-Bassam.

3. Les fonctions de juge de paix, de greffier et d'huissier sont remplies par des fonctionnaires, officiers ou agents désignés par le gouverneur.

Les fonctions du ministère public sont remplies par le commandant de police ou, à défaut, par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

Le greffier remplit, en outre des attributs de sa charge, les fonctions de notaire.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1258, n° 20917.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1279, n° 21279.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1485, n° 25185.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1780, n° 31132.

Le tribunal de paix de Grand-Bassam connaît :

En premier ressort, de toutes les affaires attribuées aux juges en France, de toutes les actions personnelles et mobilières la valeur n'excède pas mille cinq cents francs (1,500^f) et des actions immobilières jusqu'à cent francs (100^f) de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail;

En premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal d'appel dont il sera parlé plus loin, de toutes les autres affaires.

En matière commerciale, sa compétence est celle des tribunaux de commerce de la métropole.

La procédure dans les affaires énumérées à l'article précédent à moins d'impossibilité reconnue, celle déterminée pour les tribunaux de paix en France.

Les affaires civiles portées devant le tribunal de paix de Grand-Bassam sont dispensées du préliminaire de conciliation.

Toutefois, dans toutes les causes, excepté dans celles qui requièrent célérité ou celles où le défenseur est domicilié dans une localité éloignée de Grand-Bassam, aucune citation ne peut être donnée sans que préalablement le juge de paix ait appelé devant lui les parties par exploit, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 2 mai 1855.

Indépendamment des fonctions départies au juge de paix par le Code de procédure civile et le Code de commerce, le tribunal de paix de Grand-Bassam a les attributions dévolues au président des tribunaux de première instance.

Il surveille spécialement l'administration des successions vacantes.

Le tribunal de paix de Grand-Bassam connaît en matière de police et de police correctionnelle, lorsque le prévenu est étranger européen ou assimilé :

En premier et dernier ressort, de toutes les contraventions définies par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, lorsque la peine consistera seulement en une amende ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel la peine est prononcée n'excédera pas deux mois;

En premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal d'appel dont il sera parlé plus loin, des délits à l'occasion desquels aura été prononcée une peine supérieure à celles indiquées dans le paragraphe précédent.

En matière correctionnelle et de simple police, le juge de paix suit la procédure des tribunaux de simple police en France.

Toutefois il sera investi, en tout cas, des pouvoirs conférés par les articles 268 et 269 du Code d'instruction criminelle, et les juges pourront être exécutés sans signification préalable.

0. En matière correctionnelle et de simple police, les fonctions

du ministère public seront remplies par le titulaire de cet emploi prévu à l'article 3 ci-dessus.

Le juge de paix sera saisi par le ministère public ou, directement, à la requête de la partie civile.

11. La compétence territoriale de la justice de paix de Grand-Bassam comprendra toute la Côte d'Ivoire.

12. Des arrêtés du gouverneur pourront autoriser ou ordonner la tenue d'audiences foraines.

TITRE III.

DE LA JURIDICTION D'APPEL.

13. L'appel des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de paix de Grand-Bassam est porté devant un conseil d'appel siégeant au chef-lieu et composé du gouverneur ou de son délégué, président, et de deux assesseurs choisis, au commencement de chaque année, par le gouverneur parmi les fonctionnaires ou officiers en service dans la colonie.

Lorsqu'un des assesseurs sera absent ou empêché, il sera pourvu d'office par le gouverneur à son remplacement.

Les fonctions du ministère public seront remplies par le titulaire désigné à l'article 3 ci-dessus.

14. Les jugements en dernier ressort rendus en toute matière par le tribunal de paix de Grand-Bassam pourront être attaqués par la voie de l'annulation devant le conseil d'appel, pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

Lorsque celui-ci annulera un jugement rendu par la justice de paix, il prononcera le renvoi de l'affaire devant le même tribunal, qui devra se conformer, pour le point de droit, à la doctrine adoptée par le conseil d'appel.

Les dispositions du décret du 12 avril 1896, réglant le recours en cassation des arrêts rendus par le conseil d'appel de la Guinée française, sont applicables au conseil d'appel de la Côte d'Ivoire.

TITRE IV.

DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.

15. Le conseil d'appel, constitué en tribunal criminel, connaît des crimes commis sur les territoires dépendant du gouvernement de la Côte d'Ivoire, et de toutes les affaires déferées en France aux cours d'assises.

16. Lorsque le tribunal criminel devra procéder au jugement d'une affaire dans laquelle sont impliqués comme accusés des Européens ou assimilés, il s'adjoindra le concours de deux assesseurs supplémentaires.

27. Ceux-ci ont **voix délibérative** sur la question de culpabilité.

La **condamnation est prononcée** à la majorité de trois voix contre un.

28. Les deux **assesseurs supplémentaires** prévus à l'article 16 sont tirés par la **voie du sort** sur une liste de douze fonctionnaires ou agents de nationalité française, dressée chaque année, dans la seconde quinzaine de décembre, par le secrétaire général, approuvée par le gouverneur.

29. Le juge de paix remplira les fonctions de magistrat instructeur; les fonctions du ministère public et celles de greffier seront exercées par les titulaires de ces emplois, prévus à l'article 3 du présent décret.

Le **tribunal criminel** est saisi par le ministère public.

30. Les formes de la procédure ainsi que celles de l'opposition au jugement du tribunal criminel sont, à moins d'impossibilité constatée, les mêmes que celles qui sont suivies en matière correctionnelle en France.

31. Les décisions du tribunal criminel ne sont pas sujettes à appel. Elles sont susceptibles du recours en cassation.

32. Les crimes et délits ayant un caractère politique ou qui sont de nature à compromettre l'action de l'autorité française seront jugés par le tribunal criminel sans le concours des assesseurs supplémentaires.

TITRE V.

LÉGISLATION.

1. En toute matière, le tribunal de Grand-Bassam se conforme à la législation civile, commerciale et criminelle du Sénégal, en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

2. Les administrateurs, résidents et chefs de poste sont officiers de police judiciaire.

Ils peuvent procéder à l'arrestation du délinquant en cas de crime ou de flagrant délit.

3. Toutes les fois qu'un indigène de leur ressort se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit nécessitant une instruction, ils pourront, sans attendre une réquisition du magistrat compétent, se transporter à cette instruction et détenir les prévenus pendant tout le temps de sa durée.

4. L'instruction terminée, ils dirigeront, s'il y a lieu, le prévenu devant le tribunal correctionnel de Grand-Bassam, en le faisant accompagner des pièces de l'enquête.

5. Le juge qu'il n'y a ni crime ni délit, ils mettront le prévenu en liberté, sans pouvoir pour cela rendre une ordonnance de non-lieu. Les pièces de l'instruction seront envoyées au juge de paix, qui, sui-

vant les circonstances, classera l'affaire, demandera un supplément d'enquête, prononcera le renvoi du prévenu devant le tribunal correctionnel ou en fera saisir le tribunal criminel.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

27. Sont maintenues les juridictions indigènes actuellement existantes, tant pour le jugement des affaires civiles entre indigènes que pour la poursuite des contraventions et délits commis par ces indigènes envers leurs congénères.

28. Les indigènes pourront, en tout état de cause, saisir de leurs procès les tribunaux français.

29. Le secrétaire général, au chef-lieu du gouvernement, ou, en cas d'absence, le fonctionnaire qui le remplace, ainsi que les administrateurs dans leurs cercles et les résidents ou chefs de poste, rempliront les fonctions d'officier de l'état civil.

Ils tiendront en triple expédition les registres, dont un exemplaire restera déposé au greffe de la justice de paix, un autre au greffe du conseil d'appel; le troisième sera envoyé au ministère des colonies pour être classé aux archives coloniales, conformément à l'ordonnance du 16 juin 1876.

30. Le juge de paix de Grand-Bassam prête serment verbalement ou par écrit devant le conseil d'appel.

Le juge de paix reçoit le serment de son greffier.

Le conseil d'appel reçoit le serment de ses membres.

31. Avant d'entrer en fonctions, les administrateurs, résidents, chefs de poste qui sont officiers de police judiciaire prêtent, verbalement ou par écrit, devant le tribunal de paix de Grand-Bassam, le serment prescrit pour les magistrats de l'ordre judiciaire.

32. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions du décret du 15 mai 1889, portant organisation de la justice au Sénégal, et celles du décret du 11 mai 1892, organisant le service judiciaire dans la Guinée française et dépendances.

33. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel des ministères des colonies*.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBON.

Signé : J. DARLAN.

F 3371. — DÉCRET relatif aux dépenses de l'enseignement primaire à la charge des communes dans la colonie du Sénégal.

Du 18 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des colonies;

sur l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

sur l'article 46, n° 11, du décret du 10 août 1872 ⁽¹⁾, portant organisation des communes municipales au Sénégal et dépendances,

Arrête :

Art. 1^{er}. Les dépenses de l'instruction primaire sont obligatoires pour les communes de la colonie du Sénégal dans les conditions déterminées par l'article 54 du décret susvisé du 10 août 1872.

Sont à la charge des communes :

Les traitements et allocations attribués aux instituteurs et institutrices tels qu'ils auront été déterminés par un arrêté du gouverneur général rendu en conseil privé;

La construction ou la location et l'entretien des maisons d'école, le logement des maîtres ou les indemnités représentatives;

Les frais d'éclairage des classes;

La rémunération des gens de service, fixée par le gouverneur général en conseil privé;

L'acquisition, l'entretien, le renouvellement du mobilier scolaire et du matériel d'enseignement;

Les registres et imprimés à l'usage des écoles.

Les traitements et allocations seront mandatés par le directeur de l'intérieur et acquittés suivant le mode établi en matière de cotisations municipales.

Ils seront payés mensuellement et par douzièmes, sur le vu d'états établis par les maires et certifiés par le directeur de l'intérieur.

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et du Sénégal et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Série, Bull. 110, n° 1461.

N° 32372. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1894.*

Du 18 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1894;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1894 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de deux mille deux cent quatre-vingt-cinq francs vingt centimes (2,285^f 20), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil, Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Etat sommaire de créances constatées après la clôture de l'exercice 1894
destinées à faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.

NOM DE L'ORDONNATEUR OU DU MANDATAIRE	LIEU DE L'ORDONNANCEMENT OU DU MANDATEMENT	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET des créances.	NOMBRE D'ORDRES des créances.	MONTANT DES CRÉANCES	
					par nature.	par chapitre.
II.	Côte-d'Or..	Comice agricole de Montigny- sur-Aube.	Subvention en 1894.	1	300' 00'	300' 00'
III.	Isère.....	Syndicat de St- Georges - de- Commier.	Idem.....	2	490 00	490 00
IV.	Var.....	Copoduovo	Indemnité de tournées.	3	62 50	62 50
V.	Hérault...	M. Broune-Caba- son.	Frais de confec- tion de plans.	4	40 00	1,432 70 (1)
VI.	Isère.....	M. Hostache (Clé- ment) et M ^{me} Corréard (Eu- génie), épouse.	Prise d'acquisi- tion de terrain vendu à l'État.	5	1,392 70	
TOTAL.....						2,285 20

Les calculs sont faits jusqu'au 31 décembre 1896.

3. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Location d'immeubles à Nantes.

Du 23 Décembre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre de la guerre;

la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses de la guerre pour l'exercice 1896;

la convention passée entre l'État et la ville de Nantes, le 3 février 1896, relative à la location des immeubles occupés, dans cette place, par le matériel d'habillement;

Vu le récépissé constatant qu'une somme de mille cinq cents francs a été versée par ladite ville, le 20 juillet 1896, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896;

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section (*Service ordinaire*) du budget de l'exercice 1896, une somme de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affectée à la location des immeubles occupés, dans la place de Nantes, par le ministère central d'habillement.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1896.

Signé : **FÉLIX FAURE**

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre de la guerre,

Signé : **BILLOT.**

N° 32374. — DÉCRET portant réorganisation de l'Assessorat en Cochinchine.

Du 25 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* des 26-27 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 17 mai 1895 ⁽²⁾, portant réorganisation de la justice en Cochinchine et au Cambodge;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1712, n° 17124.

Vu le décret du 16 octobre 1896⁽¹⁾, portant réorganisation de la justice en Cochinchine,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ART. 1^{er}. Les crimes commis sur le territoire de la Cochinchine par des Français ou autres Européens et assimilés, soit seuls, soit de complicité avec des Annamites ou Asiatiques et assimilés, sont déférés à la cour criminelle siégeant à Saigon.

2. Cette attribution de compétence, spéciale à une catégorie d'accusés, ne modifie en rien, à l'égard des Annamites ou Asiatiques et assimilés, la compétence territoriale des cours criminelles siégeant à Mytho, Vinh-Long, Long-Xuyen et Saigon, compétence qui reste, quant à eux, définie et limitée par les articles 37 et suivants du décret du 17 mai 1895 et par les articles 10 et suivants du décret du 16 octobre 1896.

TITRE II.

DE LA COUR CRIMINELLE DE SAIGON SIÉGEANT EN MATIÈRE EUROPÉENNE.

3. Il sera établi en Cochinchine un collège de soixante notables français, dont les membres seront appelés à faire partie, en qualité d'assesseurs, de la cour criminelle de Saigon lorsqu'elle aura à juger des accusés français, européens ou assimilés.

4. Dans ce cas, la cour se compose, indépendamment des magistrats indiqués aux paragraphes 1 et 2 de l'article 39 du décret du 17 mai 1895, et du greffier ou de l'un de ses commis assermentés, de quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur la liste prévue à l'article 6 ci-après.

5. Nul ne pourra être inscrit sur la liste des assesseurs s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

6. La liste formant le collège des assesseurs français sera dressée chaque année, dans la seconde quinzaine de décembre, par une commission composée ainsi qu'il est dit à l'article 40 du décret du 17 mai 1895. Les mêmes notables français peuvent être indéfiniment inscrits sur la liste dressée chaque année.

7. Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre d'un culte quelconque et de militaire en activité de service dans les armées de terre et de mer.

8. Il n'est rien innové aux autres dispositions du chapitre II du

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1827, n° 31960.

titre IV du décret du 17 mai 1895, en ce qui concerne la forme et la composition des cours criminelles appelées à connaître des crimes commis par les indigènes ou Asiatiques et assimilés.

TITRE III.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR CRIMINELLE DE SAIGON SIÉGEANT EN MATIÈRE EUROPÉENNE.

9. En matière européenne, le tirage au sort des assesseurs fin se fait en la chambre du conseil de la première chambre de la d'appel, en présence du ministère public, du greffier, des accusés et de leurs conseils.

A cet effet, le président de la cour criminelle ou le conseiller délégué par lui dépose un à un dans une urne, après les avoir entendus à haute et intelligible voix, les noms des soixante notables portés sur la liste des assesseurs et écrits sur des bulletins.

Ne sont point admis dans l'urne les noms des assesseurs déjà tirés depuis l'établissement de la liste générale ou absents de la colonie au moment du tirage, pas plus que les noms des assesseurs qui, au moment du tirage, se trouveraient avoir déjà siégé deux fois successivement au cours de l'année en qualité d'assesseurs titulaires ou de suppléants d'assesseurs titulaires absents ou empêchés.

Le procureur général pourra assister au tirage lui-même, ou un de ses substituts, ou par le magistrat qu'il aura délégué.

10. Cette première opération terminée, le président ou le conseiller délégué retire successivement chaque bulletin de l'urne et en note le nom qui s'y trouve inscrit.

11. Les accusés, quel que soit leur nombre, ou leurs conseils ont la faculté d'exercer cinq récusations péremptoires : le ministère public pourra en exercer deux. Lorsque les accusés ne se seront pas concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations sera tiré au sort entre eux, d'après la gravité de l'accusation.

Dans le cas d'accusation de crimes de même gravité contre plusieurs individus, l'ordre des récusations sera déterminé entre ceux-ci par le tirage au sort.

12. La liste des assesseurs de jugement est définitivement fixée lorsque le magistrat chargé du tirage a obtenu par le sort le nombre d'assesseurs nécessaire au service de la session, sans qu'il y ait eu de récusation, ou lorsque les récusations ont été épuisées. Les assesseurs ainsi désignés font partie de la cour criminelle pour le jugement des affaires européennes inscrites au rôle de la session. Le président devra également, sur les réquisitions du ministère public, être assisté au sort de la même manière de deux assesseurs supplémentaires pour remplacer, le cas échéant, les assesseurs titulaires.

13. Si, au jour indiqué, un ou plusieurs des assesseurs titulaires ou supplémentaires n'avaient pas satisfait à la citation, le nombre

Assesseurs serait complété par le président de la cour criminelle. Les nouveaux assesseurs seront pris, par la voie du sort, parmi les assesseurs résidant à Saïgon. Le ministère public et l'accusé auront chacun le droit de récuser un des assesseurs du chef-lieu que le sort aura désignés pour le remplacement de chaque assesseur absent ou empêché. L'assesseur ainsi désigné sera tenu de siéger dans les affaires criminelles pendant toute la durée de la session.

1. Les membres de la cour d'appel et les assesseurs prononcent ensemble sur la position des questions, sur toutes les questions de fait et sur l'application de la peine.

2. Les membres de la cour d'appel connaissent exclusivement des questions de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture de la session pendant le cours des débats.

3. La déclaration de culpabilité ne pourra être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

4. La procédure indiquée aux articles 70 à 79 inclus, 83 à 108 et 110 et 111 du décret du 17 mai 1895 reste en vigueur en matière européenne.

5. Il n'est d'ailleurs rien innové aux dispositions de la 3^e section du titre V du décret susvisé du 17 mai 1895, sur les modes de procéder en ce qui concerne la poursuite et la répression des crimes commis par les indigènes ou Asiatiques et assimilés.

6. Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

1. Une indemnité de frais de route, tant pour l'aller que le retour, et de séjour sera accordée à tout assesseur obligé de se déplacer à plus de quatre kilomètres de Saïgon.

2. Cette indemnité sera fixée par arrêté du gouverneur général, sur le conseil privé, sur la proposition du lieutenant gouverneur et du procureur général chef du service judiciaire en Cochinchine et au Tonkin.

3. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Signé : J. DARLAN.

1894, un crédit supplémentaire de quatre mille quatre cent dix francs trente-huit centimes (4,419'38), montant des créances gnées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des états nominatifs ont adressés au ministère des finances, conformément à l'article du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le tant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

ÉTAT nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice 1894 et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordon- nement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET des créances.	NOMBRE d'articles des créances.	MONTANT DES	
					par	nature.
CHAPITRE IX. Encouragements à l'agriculture.	Savoie.....	La société frai- tière de Saint- Remy.	Subvention al- louée par déci- sion du 13 dé- cembre 1894.	1	230	00 ⁰
CHAPITRE L. Restauration et conservation des terrains en montagne.	Basses Alpes.	M. Jauffred (Ja- lien).	Solde du prix d'un immeuble, ac- quis par l'État.	2	4,137	23
CHAPITRE LIV. Impositions sur les forêts do- maniales.	Idem.....	M. Griend (Eu- gène).	Remboursement de contribu- tions.	3	37	60
	Idem.....	M. Barbaroux (Jacques).	Idem.....	4	7	26
	Idem.....	Le percepteur de Thoard.	Idem.....	5	7	30
TOTAL.....					4	

NOTA. Ces créances ont été signalées tardivement au service de la comptabilité.

77. — **DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif d'exercice 1895.**

Du 30 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Sur l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture et additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif d'exercice 1895;

Sur l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Sur l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être payées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1895 et que leur montant n'excède pas les restants de crédits disponibles par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de treize mille huit cent quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-trois centimes (13,887⁸³), montant des créances désignées au tableau ci-annexé et pour lesquelles des mandats nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLIN.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Paris, Bull. 1045, n° 10527.

*ÉTAT nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice 1895
et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice*

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordon- nancement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET des créances.	NOMBRE D'ORDRE des créances.	MONTANT DES
					par nature.
CHAPITRE VI. Personnel de l'enseignement agricole.	Gironde....	La chambre syn- dicale des ou- vriers jardi- niers.	Allocation pour cours publics en 1895.	1	200 ⁰⁰ 00 ⁰⁰
CHAPITRE IX. Encouragements à l'agriculture.	Paris.....	M. P. Cottant...	Travaux exécutés pour le con- cours agricole de Paris en 1895.	2	9,498 00
	Idem.....	M. H. Rabec....	Idem.....	3	3,426 61
CHAPITRE XIII. Allocations, dé- penses admini- stratives et traitement, etc.	Isère.	Le syndicat d'Au- bervives.	Subvention.....	4	391 60
CHAPITRE XL. Secours pour per- tes matérielles, etc.	Lozère....	M. Nouet (An- toine).	Secours.....	5	3 00
CHAPITRE XLVI. Personnel de l'en- seignement for- estier.	Basses- Alpes.	M. Martin (Léon).	Frais de voyage..	6	147 62
CHAPITRE XLIX. Restauration et conservation des terrains en montagne.	Idem.....	M. Jauffred (Ju- lien).	Intérêts du prix de terrains cé- dés à l'État.	7	200 00
CHAPITRE LI. Aménagements et exploitations.	Hautes- Pyrénées.	M. Duhar.	Indemnité pour travaux d'amé- nagement.	8	21 00
					TOTAL.....

NOTA. Ces créances ont été notifiées au service de la comptabilité postérieurement à l'établissement de la situation définitive de l'exercice.

N° 32378. — DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Car (Pas-de-Calais) à tenir une Audience supplémentaire à Hénin-Liétar

Du 9 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des

La loi du 29 ventôse an IX ;

l'article 42 du code de procédure civile ;

La loi du 21 mars 1896 ;

En délibération, en date du 12 novembre 1896, par laquelle le conseil municipal de Hénin-Liétard a émis le vœu que le juge de paix du canton de Hénin-Liétard soit autorisé à tenir des audiences supplémentaires à Hénin-Liétard et qu'il lui soit alloué une indemnité pour ce magistrat et son greffier ;

Le Conseil d'État entendu,

Arrêt :

Le juge de paix du canton de Carvin (Pas-de-Calais) est autorisé à tenir, chaque quinzaine, une audience supplémentaire à Hénin-Liétard.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,

ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

1897. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter la donation de quatre cents francs de rente sur l'État français, trois pour cent perpétuel, faite au 1^{er} régiment de tirailleurs algériens par M^{me} Henriette Hérelle, veuve de M. Frédéric Moreau, pour répondre au vœu de son fils, M. Frédéric Moreau, capitaine au 1^{er} régiment, décédé à Madagascar le 22 juillet 1896.

Les arrérages de cette rente seront employés à la fondation de six prix annuels en faveur des sous-officiers, caporaux et soldats français et indigènes du 1^{er} régiment de tirailleurs algériens, lesquels prix porteront la dénomination de *Fondation Frédéric-Moreau*.

Ces prix, qui seront délivrés en argent, seront décernés, chaque année, du 1^{er} au 31 janvier, et, pour la première fois, en janvier 1897, de la manière suivante :

- Un prix de cent francs à un sous-officier français ;
- Un prix de cent francs à un sous-officier indigène ;
- Un prix de cinquante francs à un caporal ou à un soldat français ;
- Un autre prix de cinquante francs à un caporal ou à un soldat indigène ;

- Un prix de cinquante francs à un caporal ou à un soldat indigène ;
- Un autre prix de cinquante francs à un caporal ou à un soldat indigène ;

Les bénéficiaires de ces prix devront compter plus de trois ans de service, ils seront choisis parmi les hommes d'une excellente conduite, et n'ayant jamais eu de punition pour ivresse. (Paris, 17 Février 1897.)

N° 32380. — *Noms patronymiques choisis, à la suite de la loi du 23 mai par des indigènes algériens naturalisés Français.*

NUMÉROS d'ordre.	DATE DU DÉCRET de naturalisation.	NOMS DES INDIGÈNES NATURALISÉS tels qu'ils figurent dans le décret.	NOMS PATRONYMIQUES choisis.
1	2 décembre 1884.	BELKACEM BEN ESSAÏD.....	DAHMANE (BELKACEM BEN
2	26 octobre 1885.	ALI BEN AMAR.....	BEN AMAR.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Mai 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Union nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1845.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

3381. — DÉCRET qui proclame 61 Cessions de Brevets d'invention.

Du 18 Janvier 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

Arrête :

1°. Sont proclamées :

une cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 14 août de la même année, au sieur Étienne Taesch fils, demeurant à Paris, rue Pascal, n° 40, par le sieur Étienne Taesch père, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 novembre 1881, pour un nouveau taquet automatique servant à pointer les feuilles de papier et destiné à simplifier beaucoup ce travail.

une cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 22 juin de la même année, au sieur Ambroise Denèsle, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue Trudaine, n° 16, par le sieur Boixo, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 mars 1894, conjointement avec les sieurs Papelier et Gaillot, pour un nouveau système de traction des bateaux le long des quais.

une cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 20 septembre de la même année, à la société anonyme du « Métal Delta » et des « Alliages métalliques » dont le siège est à Paris, rue de la Victoire, n° 56, par la société The Pittsburgh Reduction Company dont le siège est à Pittsburgh (États-Unis d'Amérique), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 mars 1894, conjointement avec les sieurs

XII Série.

tior de quinze ans qu'elle a pris, le 2 avril 1889, pour des perfectionnements dans la production de l'aluminium.

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 20 septembre même année, à la société anonyme du « Métal Delta » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Victoire, n° 56, par la société *The Pittsburgh Reduction Company*, dont le siège est à Pittsburgh (Etats-Unis d'Amérique), d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 2 avril 1889, pour des perfectionnements dans la production de l'aluminium et de ses alliages.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 27 septembre même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Victoire, n° 52, par la société anonyme du « Métal Delta » et des « Alliages métalliques », ayant également son siège social rue de la Victoire, n° 52, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1889, par la société *The Pittsburgh Reduction Company*, et dont elle est devenue cessionnaire des perfectionnements dans la production de l'aluminium.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 27 septembre même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Victoire, n° 56, par la société anonyme du « Métal Delta » et des « Alliages métalliques », ayant également son siège social rue de la Victoire, n° 56, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1889, par la société *The Pittsburgh Reduction Company*, et dont elle est devenue cessionnaire des perfectionnements dans la production de l'aluminium et de ses alliages.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 12 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 21 août de la même année, à la société E. Fourcy et fils et compagnie, dont le siège est à Corbeil (Seine-et-Oise), par le sieur Moride, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 août 1892, conjointement avec le sieur Delhotel, pour un nettoyage rapide.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 28 septembre même année, à la société Chandon et compagnie, dont le siège est à Paris (Marne), par le sieur Suisse, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 août 1892, par le sieur Marot et dont il est devenu cessionnaire, pour pal injecteur indépendant.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 19 octobre même année, à la dame Villain, née Fanny-Marguerite Godeau, demeurant boulevard de la Villette, n° 165, par le sieur Villain, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 juillet 1884, pour un système de meubles pliants et démontables.

10° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 16 juillet de la même année, à la société des chaudières et voitures à vapeur, système Scotte, dont le siège est à Paris, rue de Provence, n° 56, par le sieur Scotte, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 octobre 1894, pour chaudière Field perfectionnée.

11° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 16 juillet de la même année, à la société des chaudières et voitures à vapeur, système Scotte, dont le siège est à Paris, rue de Provence, n° 56, par le sieur Scotte, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 octobre 1894, pour voiture à vapeur à traction, système Scotte.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 3 août de la même année, à la société française des « Bandes métalliques », dont le siège est à Paris (Seine-et-Oise), quai de Seine, n° 116, par le sieur Bésan, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 août 1892, pour un système de bandes métalliques.

ont qu'ils pris, le 12 octobre 1893, pour machines à presser et confectionner du carton ou autres et articles similaires.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 11 octobre de la même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Pépinière, n° 14, par les sieurs Bernard, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 17 mai 1887, pour un procédé d'extraction industrielle de l'aluminium par l'électrolyse des fluorures de ce métal.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 11 octobre de la même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Pépinière, n° 14, par les sieurs Bernard, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 10 septembre 1887, pour un système de pile à double action calorifique et électrique applicable à la fusion, à l'affinage des métaux, au traitement des minerais, à la formation d'alliages, etc.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 11 octobre de la même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Pépinière, n° 14, par les sieurs Bernard, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 7 janvier 1888, pour des procédés dans l'extraction industrielle de l'aluminium par l'électrolyse des fluorures de ce métal.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 28 octobre 1895, faite, suivant acte en date du 11 octobre de la même année, à la société industrielle de « l'Aluminium » et des « Alliages métalliques », dont le siège est à Paris, rue de la Pépinière, n° 14, par les sieurs Bernard, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 21 juillet 1891, pour de nouveaux alliages d'aluminium et leurs applications industrielles.

Acte enregistré au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 30 octobre 1895, passé les 5 et 7 octobre de la même année, pardevant Meurice, notaire à Roubaix, aux termes duquel les sieurs Dratz et la société d'Amat et compagnie, dont le siège est à Roubaix, ont déclaré résilier la cession en date des 27 et 29 janvier 1897 par laquelle les sieurs Dauts ont accordé à M. A. Cochetoux et compagnie, portant aujourd'hui la dénomination de société d'Amat et compagnie, la licence d'exploitation du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 9 janvier 1888, pour un nouveau procédé de teinture ou peinture.

La récession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 31 octobre 1895, faite, par acte en date des 15 et 18 octobre de la même année, au sieur de Mestre, par le sieur de Champion, de ses droits à une invention de quinze ans pris, le 18 décembre 1886 et dont il était devenu cessionnaire, pour un nouveau bouchon destiné au bouchage hermétique des vins de champagne et autres mousseux.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 12 octobre de la même année, au sieur Desfort, par le sieur Seguy, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 23 novembre 1894, pour serrure et gâche électrique, et des signaux à distance au moyen d'un tableau sans bouton de rappel.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 21 et 22 octobre de la même année, au sieur Léon Gammont, demeurant à Paris, rue Saint-Roch, n° 57, par M. P. Richard, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1887, par Hanan, et dont il est devenu cessionnaire pour un appareil photographique à poche avec châssis-boîte d'escamotage dit : Omnigraphe.

La cession de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 novembre 1895, telle qu'elle résulte du procès-verbal dressé le 3 octobre de la même année, par M. Morel d'Arleux, notaire à Paris, aux termes duquel la sieur Palletier (Philippe-François-Léon), demeurant à Paris, rue Bonaparte, n° 30, est devenu propriétaire du brevet d'invention de

quinze ans pris, le 8 janvier 1892, par la société J. Jubelin et Delannoy, gratte-pieds à lames d'acier et traverses torses.

22° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 7 novembre 1895, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 2 octobre de la même année, par M^r Morel d'Arès à Paris, et aux termes duquel le sieur Pelletier (Philippe-François-Léon) à Paris, rue Bonaparte, n° 30, est devenu propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mai 1893, par le sieur Jubelin, pour perfectionnements au grillage ondulé ou autre.

23° La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture de l'Oise, le 7 novembre 1895, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 17 octobre de la même année, par M^r Paringaud à Compiègne (Oise), et aux termes duquel la dame de Beaussier, demeurant à Lataule (Oise), est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1887, par le sieur de Beaussier, pour un appareil à élever l'eau.

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 8 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 25 octobre de la même année, au sieur Alexandre Nagel, demeurant à Vienne, par les sieurs Puskas, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 juillet 1892, par Théodore Puskas, pour organisation et agencement d'une chronique télégraphique.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 8 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 6 et 10 novembre de la même année, à la société A. Tobler, Mot et compagnie, dont le siège est de la Bourse n° 12, par les sieurs Tobler, Mot, Bardol, Godard, Viard et autres, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1892, par les sieurs Tobler, pour système de régulateur à gaz dit l'Automatique.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 16 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 27 et 28 octobre de la même année, à la société dite *Compagnie électro-sucrière*, ayant son siège à Paris, boulevard de la Gare, n° 123, par la société des « Machines magnétiques Gramme », de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1894, par les sieurs Javaux, Gallois et Dupont, pour procédé d'épuration des jus de canne à sucre.

27° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 16 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 27 et 28 octobre de la même année, à la société dite *Compagnie électro-sucrière*, ayant son siège à Paris, boulevard de la Gare, n° 123, par la société dite *Raffinerie C. Say*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 30 octobre 1894, pour application de l'électrolyse au traitement des jus sucrés provenant de la canne à sucre ou plantes analogues.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 16 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 27 et 28 octobre de la même année, à la société dite *Compagnie électro-sucrière*, ayant son siège à Paris, boulevard de la Gare, n° 123, par la société dite *Raffinerie C. Say*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 1^{er} avril 1895, pour perfectionnements apportés au traitement d'épuration des jus sucrés par l'application de l'électrolyse.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 16 novembre 1895, faite, suivant acte en date des 27 et 28 octobre de la même année, à la société dite *Compagnie électro-sucrière*, ayant son siège à Paris, boulevard de la Gare, n° 123, par les sieurs Javaux, Gallois et Dupont, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 16 janvier 1894, pour procédé d'épuration des jus sucrés.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 19 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 2 novembre de la même année, au sieur René Henry, fabricant d'objets de campement, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 207, par la dame Villain, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1884, par le sieur Villain, et devenue cessionnaire, pour un système de meubles pliants transportables.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 21 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp Grusonwerk, dont le siège est à Magdebourg (Allemagne), par la société par actions Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 6 mai 1891, pour affût à embrasure minima avec réglage de coulisses.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 21 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp Grusonwerk, dont le siège est à Magdebourg (Allemagne), par la société par actions Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 22 mars 1892, pour affût cuirassé à pivot avec pivot de tir et pivot d'oscillation séparés.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 21 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp Grusonwerk, dont le siège est à Magdebourg (Allemagne), par la société par actions Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 21 novembre 1892, pour dispositif hydrostatique destiné à régler et à l'abaissement des bateaux.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre 1895, à Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 1888, pour perfectionnements apportés au mécanisme qui sert à armer la culasse des pièces à tir rapide.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 11 septembre 1880, pour des perfectionnements apportés aux canons à tir rapide, montés sur roues.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 15 novembre 1888, pour un marteau à bec percuteur pour canons se chargeant par la culasse.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 29 novembre 1888, pour un dispositif écartant les dangers que les canons à tir long feu présentent dans les canons se chargeant par la culasse, en mouvement de recul de la capsule d'amorce.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 29 novembre 1888, pour un mode de construction destiné à écarter les dangers, dans les canons se chargeant par la culasse, résultant des charges de tir, et cela en utilisant le recul du canon.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 19 décembre 1888, pour dispositif pour soulager le coin de fermeture des canons se chargeant par la culasse.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Moselle, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krupp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la

société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 19 mai 1892, pour éperon d'ancrage articulé dans la crasse de l'affût et soumis à une pression élastique, pour affûts montés sur roues.

41^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krüpp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 19 mai 1892, pour affût monté sur roues avec éperon d'arrêt et frein à piston contre le recul.

42^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krüpp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 23 juillet 1892, pour un procédé de fabrication des rebords des douilles de gargarises.

43^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krüpp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 5 septembre 1892, pour bague de serrage pour arrêter la tête réglable des fusées à temps.

44^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krüpp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 9 septembre 1892, pour une gargousse constituée par la réunion d'un sachet et d'une douille métallique avec appareil d'inflammation.

45^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 20 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 octobre de la même année, à la société Fried. Krüpp, ayant son siège à Essen (Allemagne), par la société par actions en liquidation Grusonwerk, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 15 décembre 1892, pour système d'amarce pour douilles de gargarises.

46^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 mai 1892, à la société anonyme pour la fabrication des tuiles isolantes à attaches brevetées, ayant son siège à Paris, rue Chauchat, n° 7, par le sieur Sturm, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1888, par le sieur Eggmann, et dont il est devenu concessionnaire, pour perfectionnement apporté aux toitures à tuiles creuses et aux machines à briques pour la fabrication de ces tuiles.

47^e La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 29 mai 1892, à la société anonyme pour la fabrication des tuiles isolantes à attaches brevetées, ayant son siège à Paris, rue Chauchat, n° 7, par le sieur Sturm, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 février 1892, pour un nouveau système de tuile plate creuse et son procédé de fabrication.

48^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1895, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 18 juin de la même année, par M^e Magne, notaire à Paris, et aux termes duquel la Banque parisienne, ayant son siège social à Paris, rue Chauchat, n° 7, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1888, par le sieur Eggmann, pour perfectionnement apporté aux toitures à tuiles creuses et aux machines à briques pour la fabrication de ces tuiles.

49^e La mutation de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 novembre 1895, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication dressé le 18 juin de la même année, par M^e Magne, notaire à Paris, et aux termes duquel la Banque parisienne, ayant son siège social à Paris, rue Chauchat, n° 7, est devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le

leur égar, par le sieur Stearn, pour un nouveau système de colle plate creuse au procédé de fabrication.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 16 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 11 novembre de la même année, au sieur Henri Pison, demeurant à Paris, rue de Berry, n° 47, par le sieur Ballard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 juin 1895, pour sa machine sans fer ni demi-fer pour les cheveux, dit le rapide.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 17 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 31 octobre de la même année, à la société Albert Lecœur et compagnie, ayant son siège à Rouen, rue du Mont-Sibaudet, n° 98, par le sieur Chandelier, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 novembre 1887, pour une machine à mousser les boissons carbonées et dont les organes se débrouvent et s'ajustent d'eux-mêmes à l'usage continu.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 18 novembre 1895, faite, suivant acte en date du 21 octobre de la même année, au sieur Albert Hoster, demeurant à Saint-Nicolas-d'Almont (Seine-Inférieure), par le sieur Robinson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1894, pour l'utilisation du bois dit bambou, ainsi que de ses dérivés, pour la construction des vélocipèdes et voitures de courses dites y, de tous modèles et de tous systèmes.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1 décembre 1895, faite suivant acte en date du 15 novembre de la même année, au sieur Pansard, par le sieur Pansard, de ses droits à un brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1894, par les sieurs Hannonic et Pansard, et la société Pansard et Parent est devenue cessionnaire, pour un système de selle perfectionnée pour vélocipèdes.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Gironde, le 7 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 15 novembre de la même année, à la compagnie générale aérohydraulique, ayant son siège à Bordeaux, Peyronnet, n° 16, par le sieur Nabouleix, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 janvier 1892, pour pasteurisateur spiroïdal G. Nabouleix.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 10 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 30 septembre de la même année, au sieur Philippe Barbry, demeurant à Gravelle-Sainte-Marie (Seine-Inférieure), rue d'Harfleur, n° 45, par le sieur Nodon, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 septembre 1894, pour un procédé de réduction électrolytique des permanganates et chromates.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 18 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 9 décembre de la même année, au sieur Blot, par le sieur Lebœuf, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 29 mai 1893, pour perfectionnements apportés à la fabrication des accumulateurs genre Planté.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 9 décembre de la même année, au sieur Arthur Dear, négociant à Londres, S. W. (Angleterre), 28, rue Street, par le sieur Bilderback-Gomess, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 juin 1889, pour des perfectionnements dans l'enlèvement des fourrures, plumes, poils, soies et autres semblables productions dermiques animales, de leurs accessoires, et dans leur transport sur des montures artificielles.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 7 décembre de la même année, au sieur Secretan, par le sieur Henri Rousson, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 4 novembre 1894, pour photogramètre rationnel.

La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 13 décembre 1895, au sieur Gustave-Prosper Renault, fabricant de bimbeloterie, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 43, par le sieur Jean Favre de Thierrens, agissant au nom

et comme administrateur de la faillite du sieur Chaillet, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1890, par ledit sieur Chaillet, pour escalier pliant.

60° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 10 décembre même année, à la société John Cave and Sons, dont le siège est à Rushmore, thamptonshire (Angleterre), par le sieur Stanes, agissant au nom et comme dateur de la société *The Wear and Waterproof Leather Co limited*, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 août 1894, par ladite société, pour perfectionnement le traitement des cuirs et peaux tannés et dans la fabrication des objets en cuir.

61° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Gironde, le 27 décembre 1895, faite, suivant acte en date du 7 décembre même année, au sieur Fernand-François Landoye, comptable, et à la dame Marie-Blanche Grignon, demeurant à Bordeaux, par la dame veuve Grignon, des droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1890, par la H. Grignon et fils, pour une clé à guillotine pour l'ouverture de toutes les conserves ou autres.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Janvier 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. MESUREUR.

N° 32382. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention
et des Certificats d'addition.*

Du 19 Mars 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention et les certificats d'addition délivrés pendant le quatrième trimestre de l'année 1895, tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 Mars 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : G. MESUREUR.

BREVETS D'INVENTION.

144. Brevet de quinze ans, 22 avril 1895; Clasen, représenté par Levesque, à rue de Maite, n° 48. — Procédé pour la fabrication de plaques photographiques.
145. Brevet de quinze ans, 25 mai 1895; Maserkopff (M^{te}), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour retrousser les robes de dames.
146. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 décembre 1908) pris, le 4 juin 1895, par Pitt, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau chemin de fer pour amusements.
147. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Pagès et Darbonnaf, avenue du Stand, à Montpellier (Hérault). — Étonneuses frigorifiques ainsi que leurs applications.
148. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Quinquarlet, à Troyes. — Appareil de pompage automatique des liquides.
149. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Rechtseiner, représenté par Augier, à Avenue Parmentier, n° 9. — Dispositif de fixation pour tours.
150. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Derolland, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garnitures pneumatiques pour harnais.
151. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Hall, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à traiter le cuir et autres substances analogues.
152. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Mades, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux filtres à cadre.
153. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Leblond, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Appareil distributeur d'eau pour water-closets.
154. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Leboucher et Dutheil, représentés par M^{re} Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de roue incassable à rayons entrecroisés et à rayons à traction uniplane pour roues de tous genres.
155. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Tillinghast, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux pneumatiques.
156. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Leblond et Caville (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chauffage des huiles minérales.
157. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Gibault, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les raccords symétriques à serrage automatique par la pression intérieure, destinés à la réunion des conduites de circulation de vapeur, air, gaz ou liquides quelconques pour tous usages industriels, et en particulier à celui du chauffage des voitures de chemin de fer.
158. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Havard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de raccord instantané pour tuyaux de conduite.
159. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Segrestan, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Rince-bouteilles.
160. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Paterson, représenté par M^{re} Boulton, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements apportés aux boutons de gants, de chaussures, de jambières, de corsets, de porte-monnaie, etc.
161. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Brotherhood, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Appareil de sûreté perfectionné pour faciliter l'eau entraînée par de l'air comprimé.
162. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Fougeirol, représenté par Armengaud

jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Broche à graissage au crapaudine élastique destinée au moulinage de la soie.

247962. Brevet de quinze ans, 6 juin 1895; Margutti, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle voiture sans tramways.

247963. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Sève et compagnie (Hudry, n° 10, à Courbevoie (Seine). — Système de ferrures pour châssis et autres ouvrages de menuiserie ou charpente.

247964. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Montupet, à Paris, rue n° 19. — Torréfaction des cuirs, cornes et autres matières.

247965. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Mermillot, représenté par Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau système de corde à l'âme à la barre d'harmonie dans les instruments à cordes.

247966. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Ferraris et Arno, représentation, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements des pour le démarrage des moteurs électriques dans les distributions à courants.

247967. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Mathieu, à Paris, rue n° 13. — Perfectionnements aux appareils hydrauliques.

247968. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Villard, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — à débit rapide évitant toute perte de gaz.

247969. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Emil Sonadini et compagnie représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, Henri IV, n° 31. — Procédé et appareil pour la fabrication des chaînes de

247970. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Potes, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux pompes lubrifiantes pour cylindres.

247971. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Gœnzel, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux appareils de graissage.

247972. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; G. Abelin et compagnie représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Nouveau bureau central téléphonique.

247973. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Lenoire, représenté par Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Système de moyen géométrique en plusieurs parties.

247974. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Stern, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil hygiénique pour couper pour servir les petits pains.

247975. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Manil, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Arrêt de personne perfectionné.

247976. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Mertens, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaîne de bicyclette à pivots et maillons trempés pouvant tourner sur ces pivots.

247977. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Mertens, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chaîne motrice pour bicyclette

247978. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Cayrol, représenté par à boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux bocs à gaz.

247979. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Gérard, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système de machine à tondre le

247980. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Friedlaender, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Machine à récolter les

247981. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Caillot, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Système de fourneau perfectionné

1881. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Virot, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour l'arrêt instantané de tout mouvement mécanique.

1882. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Ferrand, représenté par Armesgaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Table de toilette hygiénique pour les malades et chirurgiens.

1883. Brevet de quinze ans, 7 juin 1895; Favos, représenté par Armesgaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Télémètre à prisme complet.

1884. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Ginoès, à Comégades (Alpes-Maritimes). — Nouvelle sorte dite *soie Ginoès*.

1885. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Astruc, à Castres (Tarn). — Nouvelle sorte de fil dite *mauserelle*.

1886. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Joubert, représenté par Aulanier, rue Saint-Esprit, n° 25, à Saint-Etienne. — Raquette pas ouvert pour fabriquer les chaussures et tous autres genres de nouveautés.

1887. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Nézeaux, rue du Faubourg-de-Tournai, à Lille (Nord). — Nouveau système d'assemblage des tubes.

1888. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Heinen et Honoré-Colson, rue Motte, n° 20, à Tourcoing (Nord). — Nouveau moteur à gaz, système Heinen et Colson.

1889. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Sicard et Faite, rue du Printemps, à Toulouse. — Pile électrique à un seul liquide au chlorure de sodium ou de zinc sulfaté de zinc.

1890. Brevet de dix ans, 12 juin 1895; Paul-Cocks, avenue de Dozulé, villa Lémire, à Cabourg (Calvados). — Nouveau système de buvettes à huile et à sel combinées pour l'assainissement de la malade.

1891. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Ogé, rue Voltaire, n° 5, à Angers. — Méthode de renflouage et d'imperméabilisation des navires.

1892. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; L. Loustalot et compagnie (société), à Avian, n° 4, à Bordeaux. — Application aux couvercles de boîtes en fer-blanc, dites à la conserve alimentaire, d'un taton permettant, après piquage préalable, l'écoulement rapide, évitant toute rentrée d'air atmosphérique dans ces boîtes.

1893. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Gasquet, élisant domicile chez le sieur Gout, rue Notre-Dame, n° 120, à Bordeaux. — Système de chaudière chauffant automatiquement, à température fixe quelconque, le liquide qu'elle reçoit, et thermo-régulateur.

1894. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Jaillard, représenté par Augier, à Paris, rue Parmentier, n° 9. — Caoutchouc sans fer ni demi-fer pour les chevaux, dit *gum*.

1895. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Barbier et Bénard (société), à Paris, rue Duval, n° 82. — Appareils électriques pour phares.

1896. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Bernardet, à Paris, rue de Turin, n° 1. — Système de distribution de scintilles en papier ou en toute autre matière, qui s'allume automatiquement.

1897. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Hartwimmer et Kramer, représentés par G. L. à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Moteur rotatif.

1898. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Reeves, représenté par la société Becamé et C^{ie}, à Paris, avenue de la République, n° 2. — Perfectionnements aux ancras.

1899. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Silbermann, représenté par Nambard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Disposition appliquée à des fourneaux de cuisine pour absorber la fumée.

1900. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Fitch, représenté par la société Asci et C^{ie}, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

1901. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Chalignon, représenté par Bouvret, à Paris, rue de la Harpe, n° 10. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Perfectionnements aux moteurs à gaz pauvre, auto-gazogènes.

248003. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Hodder, représenté par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les métiers à tisser des nattes, tapis, etc., en fils de noix de coco, de chanvre et autres matières.

248004. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Blum, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à teindre les soies et autres produits textiles.

248005. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Blum, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à teindre les soies et autres produits textiles.

248006. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Okic, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé de fabrication du savon à la tormentille à froid.

248007. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Zobel, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Lampe électrique à incandescence et à filaments de réserve.

248008. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Jordis, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé électrolytique pour précipiter les métaux et alliages métalliques.

248009. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Nagel, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Boîte à déjeuners.

248010. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Raclet, représenté par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Système de chauffage à l'air chaud.

248011. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Lindsay, Henderson et Houghton, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Attache perfectionnée pour attelages.

248012. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Bräuer, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouveau lavabo perfectionné.

248013. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Baur, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis n° 15 bis. — Selle avec mécanisme pour la sécurité du cavalier.

248014. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Dzondi, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif pour faire des chainettes en sucre et autres matières analogues.

248015. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Claret et Vuilleumier, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveaux perfectionnements à la traction électrique par distributeurs automatiques, système Claret et Vuilleumier.

248016. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Minet et Margot, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de revêtement de l'aluminium par d'autres métaux et en particulier le cuivre et l'argent.

248017. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Bürgin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Récipient à liquide, avec dispositif pour empêcher l'écoulement du contenu, lors du renversement du récipient.

248018. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Mac Mordie et Daggott, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux phonographes.

248019. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Lutzmann, Furmann, Spiel, Brückner et Menneckf, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux véhicules automobiles.

248020. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Pélatan et Clerici, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement à l'extraction électrolytique des métaux précieux.

221. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Hutchinson et Hickman, représentés à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Méthode nouvelle ou améliorée pour le traitement du laitier basique obtenu dans la fabrication du fer acier par les procédés basiques Bessemer et Siemens et autres procédés analogues le but de rendre ce laitier plus efficace lorsqu'il est employé comme

222. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Tichy, représenté par Maulvault, à rue Richelieu, n° 15. — Système d'appareil de natation Propeller ou à propulsion.

223. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Ehrhardt, représenté par la société Ler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la fabrication de roues et de poulies à rais ou à corps pleins en fer et en acier.

224. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Zeidler, représenté par la société Maet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Horloge électrique.

225. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Mallen, représenté par la société Maet et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cuvette verticale à parois transparentes et démontables pour les opérations de développement en photographie.

226. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Alexandre, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sirène-jouet perfectionné.

227. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Pohl, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de grip universel pour tramways électriques.

228. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Grangé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de monture pour verres à lunettes et à lames.

229. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Back, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil à dérouler, mesurer et couper le fil et les étoffes.

230. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Danziger, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'électrodes.

231. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Bouch-Tremayne, représenté par le grand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux harnais et spécialement dans les colliers, attelles et attaches des traits.

232. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Hellot, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Plastron-filet de sécurité système pour la natation, les sauvetages, etc.

233. Brevet de quinze ans, 8 juin 1895; Kossuth, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine rotative à pistons.

234. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Morton, représenté par la Société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Améliorations aux couvercles métalliques de fourneaux de pipes.

235. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Peyre, à Camarès (Aveyron). — Nouveau four autoclave pour bidons, marmites et autres ustensiles, et particulièrement pour bidons destinés au transport du lait pour la fabrication du fromage de Gruyère.

236. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Robert, rue de la Grande-Planche, à Troyes. — Disposition faisant de grands revers sur les métiers rectilignes à chaîne marchant mécaniquement.

237. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Société anonyme des ateliers de construction et fonderie de Castres, à Castres (Tarn). — Turbine à vapeur Schabaver à débit en mince paroi.

238. Brevet de dix ans, 12 juin 1895; Costes, rue des Amidonniers, n° 39, à Paris. — Système de petit équipement pour l'armée.

248030. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Bueasing, représenté par de Massenat, à Paris, rue La Bruyère, n° 3 bis. — Dispositif de frein.

248040. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Dreyfus, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les jarretières.

248041. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Stern, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tonneau démontable.

248042. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Pinther, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chauffage au poussier de charbon.

248043. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Jaha, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Seringue de poche à répétition.

248044. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Pellet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de lampe électrique à arc et incandescence combinés.

248045. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Martin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de jouet dit *Le Treuil*.

248046. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; société dite *Mannheimer Gummi, Guttapercha und Asbest Fabrik*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de compteur automatique à liquide.

248047. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Shone et Ault (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de distribution d'eau permettant de desservir les maisons d'habitation et autres édifices par une alimentation auxiliaire supplémentaire.

248048. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Beechey, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux compteurs à gaz automatiques ainsi qu'aux autres appareils fonctionnant par l'introduction d'une pièce de monnaie.

248049. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Holden, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'extraction des charbons qui se trouvent dans les laines de toute nature.

248050. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Demazy, rue des Villegranges, n° 28, aux Lilas (Seine). — Entonnoir-filtre pour faire le café.

248051. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Baier et Schneider (société), représentée par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Enveloppe protectrice pour cahiers d'écoliers et cahiers d'écritures de toutes sortes.

248052. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Lockwood, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil perfectionné pour contrôler le mouvement des boîtes à navettes d'un métier à tisser.

248053. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Minop, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils de production de gaz.

248054. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Gibbs et Wright, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux patins à roulettes, pneumatiques et autres, et à leur fabrication.

248055. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Schmidt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'alimentation des échangeurs tubulaires des chaudières à vapeur.

248056. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Von der Linde, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication d'acide acétique par le pyro-acétate de chaux sous le vide.

248057. Brevet de quinze ans, 10 juin 1895; Nobel, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé pour étamer ou farger des bouches à feu et autres pièces métalliques creuses et pour boucher les fissures ou autres cavités qui peuvent s'y trouver.

108. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Roger, représenté par Casalunga, 1, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les voitures automobiles.
109. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; société dite *Compagnie française d'exploitation des procédés Thomson-Houston*, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux freins électriques.
110. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Bentley, représenté par de Mestral, 1, rue Taibout, n° 41. — Nouvel ourlet pour tissus cousus.
111. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Vaughton junior, représenté par la *Société internationale des inventions modernes*, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 11. — Perfectionnements aux verrous ou cadenas servant à protéger contre les vélocipèdes laissés sans garde, mais applicables également à d'autres objets.
112. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Della Torre et Mancini, représentés par la *Société internationale des inventions modernes*, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 11 bis. — Allumeur instantané automatique électrique pour brûleurs de gaz et les systèmes.
113. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Divine, représenté par Grimonat et fils, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 41. — Perfectionnements dans la poudre.
114. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Marzari, représenté par Armengaud et fils, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés dans la mise des affûts de canon.
115. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; raison commerciale *Fried. Krupp*, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Frein à recul et provoquant le retour automatique en batterie des affûts transportés.
116. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Anschau, représenté par la société Anschau et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de serrures à scellés et clés destinés.
117. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Thomson, représenté par la société Thomson et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les armes de chasse pour water-closets.
118. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Spencer, représenté par la société Spencer et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à tourner, percer, fileter et façonner des vis, écrous et autres articles.
119. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Roos, représenté par la société Roos et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Fabrication de produits de réaction para-phénitidine et de paraanisidine d'une part avec l'acide amygdalique, d'autre part et l'acide citrique d'autre part.
120. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Hall, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les têtes à billes.
121. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Van Oostrum et Lavenberg, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements apportés pour attacher des objets de vêtement.
122. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Petitfils, Weiss et Sandron, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Boucle-agrafe portative à déclenchement automatique sans mécanisme ni ressort.
123. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Randall et Shallicross, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à poser une bande de fils sur un fil métallique.
124. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Randall et Shallicross, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Couverture de fils électriques.
125. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Duryea, représenté par Chevillard, 1, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les véhicules automobiles.

248076. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Reichsritter von Léon, représenté par Chevillard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Disposition pour rendre constants des éléments galvaniques.

248077. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Leblois, Piceni et compagnie (société), représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé et appareil perfectionnés pour le traitement automatique de toutes matières et particulièrement des matières textiles.

248078. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; société *The Leland and Fanicone Manufacturing Company*, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux machines à rogner.

248079. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Porcher et Winterflood, représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux fontaines à eau chaude dites *Geysers*.

248080. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Bothwell, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil à pression de fluide pour gouverner les navires.

248081. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Fletcher, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les paravents.

248082. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Carsley et Betts, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux foyers pour générateurs à vapeur et autres destinations.

248083. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Ottelet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanique à double échappement.

248084. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Hart junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux supports de bicycles.

248085. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Hart junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les porte-parapluies.

248086. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Orell, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils servant à attacher les chevaux attelés.

248087. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Scott, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux porte-voix pour transmetteurs téléphoniques.

248088. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Flusin, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouveau pêne pour serrures d'une seule pièce sans soudure, et ses moyens de fabrication.

248089. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; B.-A. Hjorth et compagnie (société), représentée par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Mécanisme pour varier la course des parties de machines à mouvements d'arrière et d'avant.

248090. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Paufigue frères (société), représentée par la société J. Buffaud et A. Tavian, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 37, à Lyon. — Utilisation de la force vive des gaz passant dans les carneaux, ou les gaines de cheminées ou sortant des cheminées, pour obtenir une force motrice.

248091. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Bleyberg, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Corps incandescents recouverts d'une couche d'émail ou de couleur d'émail.

248092. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Richardy, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Grille pour pierres d'évier, système A. Richardy.

248093. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Gurd, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils d'éclairage automatique, pour fourneaux à gaz.

194. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Dégrange, représenté par Rabilloud, de Saz, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les roues à armatures métalliques.
195. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Traub, rue de la Loge, n° 3, à Lyon. — Matières du pavage le long des rails de tramways, système Traub.
196. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Marquaille, à Walincourt (Nord). — Bras de chasse taquet des métiers à tisser à la mécanique.
197. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Bauny, rue du Faubourg-Cérès, n° 25, à Paris. — Poinçonneuse à chaud et à froid, à l'usage de la maréchalerie et autres arts métalliques.
198. Brevet de dix ans, 15 juin 1895; Morel fils, faisant élection de domicile à Poussier, rue Rambuteau, n° 5, à Mâcon. — Système de poussinières en fil galvanisé.
199. Brevet de dix ans, 17 juin 1895; Frappier et Dupont, à Belfort. — Système de commande à câbles lâches, par balancier ou levier, et poulies de tension, mise en marche alternative, dans les deux sens, et à arrêt instantané.
200. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Auerbach (D^m), à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 18. — Procédé nouveau pour la fabrication des houppes.
201. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Archambault de Beaune, à Paris, rue de la Harpe, n° 16. — Système de bouchage qui permet au liquide contenu dans une bouteille ou un flacon de sortir par jet à l'agitant, et empêche de remplir à nouveau la bouteille ou le flacon une fois vide, ce qui évite ainsi toute contrefaçon du produit *stilligaz*.
202. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Sandranié, représenté par Boramé et Compagnie, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Perfectionnements à la construction des bras et les pieds des vélocipèdes de tous genres.
203. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Rolin et Minard, à Paris, place des Capucines, n° 10. — Nouveau protecteur applicable aux roues de tous systèmes pneumatiques, dit *l'invulnérable*.
204. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Lainé, représenté par Armengaud et Compagnie, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Chemise à deux plastrons intermédiaires.
205. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Buno-Varilla, représenté par Armengaud et Compagnie, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'avancement et de manœuvre des dragues sans chaînes ni ancrages.
206. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Neumann et Köhler, représentés par Bouchon de canon de la Manufacture d'Armes, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouchon de canon de la Manufacture d'Armes, combiné avec un protecteur de la bouche dudit canon.
207. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Greenfield, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à coudre au moyen d'agrafes les feuilles de papier et matières analogues.
208. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; A. Thirion et fils (société), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 160. — Tiroid à détente de vapeur.
209. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Brooks, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux selles de cycles.
210. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Ferrero, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cuirasse élastique en acier pour bandages des roues de cycles et autres véhicules.
211. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Nobbe et Hiltner, représentés par Bouchon de canon de la Manufacture d'Armes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé d'inoculation aux cultures des légumineuses de cultures pures de bactéries de racines.
212. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Anderson, représenté par la société Anderson, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour la production de photographies en couleurs.
213. Brevet de quinze ans, 12 juin 1895; Firelli et compagnie (société), à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour la production de photographies en couleurs.

représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés au matériel composant les enveloppes des tubes pneumatiques (chambres à air) pour bandages de vélocipèdes.

248114. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; White, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans la construction des cylindres employés comme cylindres sécheurs dans les machines à papier et d'autres usages analogues.

248115. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Schubert, représenté par Grismont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Bas à tirants élastiques.

248116. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Jahr et Münsberg, représentés par Grismont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé pour la production de graisse alimentaire facile à digérer.

248117. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Von Brauk, représenté par Grismont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvelle chaise de chambre.

248118. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Taverdon, à Paris, avenue Gobelin, n° 30. — Filtre rotatif aspirant et foulant.

248119. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Ford et Maher, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Savon perfectionné.

248120. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Arnoult, Moritz et Canvet, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de traitement des tissus ayant pour but de produire la séparation et le nouage des fibres constituant en vue de modifier leur aspect et d'obtenir des effets spéciaux, et appareil qui s'y rapporte.

248121. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; société anonyme la Compagnie Salubrité, à Paris, rue de l'Arcade, n° 39. — Application de l'éjecteur à vaporisation pour le vidage pneumatique.

248122. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Schutte et Regelin, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lits pour malades.

248123. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Berner, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Réclame pour costumes et objets semblables mis en montre.

248124. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Nubling et Schwarzschild, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de fermeture pour récipients de tout genre.

248125. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Sondermann, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux locomotives et aux moteurs à cylindres combinés.

248126. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Hompesch et compagnie, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif en métal et caoutchouc pour vaporisateurs.

248127. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Ziegler-Reinscher, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé d'appareil pour la fabrication de cylindres comprimés en celluloïd pour l'impression en gravure ou en relief de clichés photographiques.

248128. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; de Olekiewicz, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 15 bis. — Dispositif pour soulever les rails.

248129. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Wakfer, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux étrépeaux de cheval.

248130. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Otto et Verley, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication de la vanilline.

248131. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Pollock, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux étrépeaux de cheval.

de la Chambrée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux bocs pour la
sûreté de l'eau et autres fluides.

32. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Fouquier d'Héronnel, représenté par
son jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Boîte-magasin servant à
recueillir les graines de betteraves et autres.

33. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Verger, représenté par Armengaud
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Memento horaire bijou.

34. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; Herrburger, à Paris, rue de l'Évan-
gélisme, n° 16. — Nouveau modèle de taquet d'étouffoir pour mécanique de piano à
queue.

35. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; de Pierre de Bernis, quartier Sainte-
Marthe à Marseille. — Système formulaire de correspondance sans l'emploi des enve-
loppes.

36. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Rebon jeune, rue Terrusse, n° 27, à
Marseille. — Réservoir de chasse à fermeture automatique, dit *le rapide*.

37. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Blachère, représenté par Ducassou,
Boussac, n° 16, à Marseille. — Réservoir de chasse à débit fixe ou facultatif.

38. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Farington, rue de Paris, n° 3, à
Paris. — Perfectionnements dans l'emploi et l'application de l'asphalte dit *comprimé*
à la construction des chaussées.

39. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Goujon, à Toulon. — Système de
régulation du torrent.

40. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Galinier, à Lalande (Haute-Garonne).
— Système de cauchiquetage.

41. Brevet de quinze ans, 13 juin 1895; société dite, *Spiritus-glühlicht Gesellschaft*
représentée par la société Matray, Litzelmann et compagnie, à Paris, bou-
levard de la Chapelle, n° 31. — Brûleur pour lampe incandescente à gaz d'alcool.

42. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Bailly et Gesnel, le premier, rue du
Général-Stanislas, n° 40, à Nancy, et le deuxième, à Neuilly (Meurthe-et-Moselle).
— Appareil à circoverseurs sphériques et à soufflerie à réglage facultatif, système
de Gesnel.

43. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Berdeaux et Barbier (société), à
Compiègne (Aisne). — Mécanisme avec frein à patin y adapté, devant éviter les
accidents sur les lignes ferrées.

44. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Roux, représenté par Valteau, rue du
Général, n° 65, à Bordeaux. — Verrou de sûreté avec serrure de condamnation.

45. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Fonda, représenté par Aulanier, rue
de la Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Rouleau perfectionné pour machine à
papier.

46. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Étienne fils aîné, à Givry-en-Argonne.
— Nouvelle combinaison ayant pour but d'améliorer les manèges fixes à
cable.

47. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Soudé, rue de la Gare, n° 14, à Or-
léans. — Disposition nouvelle d'écrans de circulation à l'intérieur des chaudières
à vapeur ou plusieurs foyers.

48. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Green, représenté par la Société inter-
nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Per-
fectionnements apportés aux crayons.

49. Brevet de dix ans, 14 juin 1895; Dupré, à Paris, rue Jacques-Cœur,
n° 10. — Nouvelle potin à l'usage des personnes qui se servent du vélocipède, dit
vélo.

50. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Schmidt, représenté par Nauhardt,
boulevard de Magenta, n° 30. — Foyer à alimentation mécanique.

51. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Leemann, représenté par Blétry aîné,
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Roues de voitures avec couronnes de
caoutchouc.

248152. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Ham, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux broches pour métiers à filer.

248153. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; H. Müller et compagnie, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionné d'échelle de sauvetage en cas d'incendie.

248154. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Borssat, représenté par Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz à pétrole et autres.

248155. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Lefforgue, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau de réservoir de chasse.

248156. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Smith, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils frigorifiques.

248157. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Bricault, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Canne-pistolet en cuivre démontable.

248158. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; de Palacio, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de tramway aérien à suspendu.

248159. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Maurel, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de vélocepede.

248160. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Ferrand frères (société), représentés par Chasseveut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de navigation.

248161. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; de Bruyn, représenté par Chasseveut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'une pièce spéciale.

248162. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Klima, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Balles de sauvetage.

248163. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Tcherniac, représenté par Arjeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de préparation des sulfocyanates par les azotites et l'acide sulfhydrique.

248164. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Tcherniac, représenté par Arjeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de préparation d'ammoniaque et de sulfures, de régénération du soufre de l'acide sulfhydrique ainsi que de purification des gaz contenant de l'acide sulfhydrique et analogues.

248165. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Courtecuisse, représenté par rue Nationale, n° 284, à Lille. — Perfectionnements dans les mécanismes de serrage qui soient leur échappement et leur nature, permettant d'obtenir par un moyen d'une force constante un échappement constant réglé et dénommé échappement à soleil.

248166. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Henneton, rue Solférino, n° 10. — Perfectionnements aux enroulements des induits de machines électriques.

248167. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Diederichs, à Bourgoin (Isère). — Appareil à trefuser mécaniquement les écheveaux d'un textile quelconque.

248168. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Jeanperrin, à Paris, rue du Brunet, n° 30 (villa Marceau, n° 9). — Garage articulé pour bicyclettes.

248169. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Rombach, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de compteur à gaz à paiement par jeton.

248170. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Morrissey et Thomas, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Perfectionnements aux procédés et aux dispositifs pour ramoner les tuyaux de chaudières.

1. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Dold, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif servant à la transformation de la force en chaleur.

2. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Alexandre Paul et Edmond de Siblescu, à Paris, rue Chaptal, n° 71, à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau système de roues pour tous véhicules.

3. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Grove, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Four à sécher, à fumer ou à griller.

4. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Binder, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lanterne pour

5. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Honegger et Mahler, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle machine à graisser.

6. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Billwiller, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau tissu pour la confection de bandes, ceintures, etc.

7. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Jacquin, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de régulateur de vitesse à force centrifuge différentielle.

8. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; del Pino y Vazquez, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue Léo-Delibes, n° 5. — Vermout genre champagne quant aux

9. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Flamant, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'un nouveau café pouvant remplacer le café.

10. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Ageron et Maron, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine magnéto-dynamique pour l'éclairage des véhicules, voitures, wagons, etc.

11. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Oehlmann, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Innovations aux brûleurs pour lampes à incandescence.

12. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Bremshey et compagnie (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Charnière pour parapluie.

13. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Smith, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la construction d'une douille qui reçoit la tige directrice dans les bicyclettes et autres vélocipèdes à l'avant.

14. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Chartier, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé instantané de reports photographiques.

15. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; compagnie pour la fabrication des moteurs et matériel d'usines à gaz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de mesure de la puissance.

16. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; société des usines suisses de métaux, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation d'un nouvel alliage argentin.

17. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Frentzen, Hoeninghaus et Mulwidson, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine de contrôle.

18. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Baill, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnement appliqué aux machines à vapeur.

248152. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Ham, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux broches pour métiers à filer.

248153. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; H. Müller et compagnie (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'échelle de sauvetage en cas d'incendie.

248154. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Borssat, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz, moteurs à pétrole et autres.

248155. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Lefforgue, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de réservoir de chasse.

248156. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Smith, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils frigorifiques.

248157. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Bricault, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Canne-pupitre en cuivre démontable.

248158. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; de Palacio, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de tramway aérien à porteur suspendu.

248159. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Maurel, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de vélocipède.

248160. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Ferrand frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de navette perfectionnée.

248161. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; de Bruyn, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication d'une pierre artificielle.

248162. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Klima, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Ballon flottant de sauvetage.

248163. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Tcherniac, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de préparation des sulfocyanates par les azotites et l'acide sulfhydrique.

248164. Brevet de quinze ans, 14 juin 1895; Tcherniac, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de préparation d'ammoniaque et de sulfures, de régénération du soufre de l'acide sulfhydrique, ainsi que de purification des gaz contenant de l'acide sulfhydrique et analogues.

248165. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Courtecuisse, représenté par Boivin, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Perfectionnements dans les mécanismes d'horlogerie quels que soient leur échappement et leur nature, permettant d'obtenir au moyen d'une force constante un échappement constant réglé et dénommé échappement soleil.

248166. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Henneton, rue Solférino, n° 152. — Perfectionnements aux enroulements des induits de machines électriques.

248167. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Diederichs, à Bourgoin (Isère). — Appareil à trafuser mécaniquement les écheveaux d'un textile quelconque.

248168. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Jeanperrin, à Paris, rue du Général Brunet, n° 30 (villa Marceau, n° 9). — Garage articulé pour bicyclettes.

248169. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Rombach, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de compteur à gaz à paiement préalable.

248170. Brevet de quinze ans, 15 juin 1895; Morrissey et Thomas, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux procédés et aux dispositifs pour ramoner les canaux de chaudières.

des électrolytiques et spécialement dans la production par l'électricité d'agents de blanchiment et leurs usages, et dans les électrodes et les appareils employés dans

1814. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; société *Badische Anilin und Soda*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques de la série de la benisidine.

1811. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; *Wehrfritz*, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Glace-réfecteur pour globes (tombes, calottes, etc.), recouvrant une installation d'éclairage non électrique.

1812. Brevet de quinze ans, 27 mai 1895; Péchot et Monje, rue du Coq, n° 8, à Paris. — Appareil dit *auto-onilleur* à dôme aérofuge et à siphon, système Péchot et

1813. Brevet de quinze ans, 31 mai 1895; Gathe, rue Sadi-Carnot, n° 8, à Mustapha (Alger). — Réfrigérant, système Gathe.

1814. Brevet de quinze ans, 31 mai 1895; Boy, rue Buneautré, à Mustapha (Alger). — Système de réfrigérant destiné à refroidir les bières, les moûts de vins et tous autres liquides.

1815. Brevet de quinze ans, 4 juin 1895; Trottier, au Fondouk (Alger). — Réfrigérateur à vapeur.

1816. Brevet de quinze ans, 5 juin 1895; Belhomme, rue Doria, n° 1, à Alger. — Appareil à vins et lies à pression.

1817. Brevet de quinze ans, 17 juin 1895; Beschot, à Guingamp (Côtes-du-Nord). — Machine-brodequin.

1818. Brevet de dix ans, 19 juin 1895; Vincent, représenté par Gain, à Cleary (Loire-et-Loire). — Piège servant à prendre vivants les oiseaux de proie et animaux nuisibles.

1819. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Hoberly et Decock, représentés par Augier, à Roubaix. — Perfectionnements à la rameuse à chemins chauffés.

1820. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Voelker, représenté par Drucques, à Paris. — Purgeur-épurateur de fil à grande surface grillée, applicable à tous les textiles.

1821. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Cottrelle (les sieurs), rue de Beauvais, n° 53, à Amiens. — Appareil servant à constater les arrivées sur un champ de bataille et autres applications où il est utile de connaître un ordre d'arrivée de divers éléments ou le temps employé à un parcours quelconque, dit *chronopolygraphe*, système Cottrelle.

1822. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Aréna, rue Saint-Jacques, n° 5, à Narbonne. — Machine de mandoline destinée à monter les cordes dans tous les tons de la gamme.

1823. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Tower, représenté par Augier, à Paris, rue Parmentier, n° 9. — Perfectionnements apportés aux attelages.

1824. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; compagnie parisienne d'éclairage et chauffage par le gaz, à Paris, rue Condorcet, n° 6. — Système de brûleur à gaz, consommant d'air forcé, destiné aux manchons incandescents afin d'obtenir une flamme de grande intensité.

1825. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; compagnie parisienne d'éclairage et chauffage par le gaz, à Paris, rue Condorcet, n° 6. — Système d'allumage des brûleurs à gaz à l'aide de l'étincelle électrique.

1826. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; compagnie parisienne d'éclairage et chauffage par le gaz, à Paris, rue Condorcet, n° 6. — Système de brûleur à gaz à incandescence, à entraînement d'air par le seul tirage de la cheminée.

1827. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Weiss, représenté par Mauvaut, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux métiers à produire des textiles circulaires ou tubulaires.

1828. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Bergeron, à Paris, rue de Rivoli, n° 10. — Moteur minute, tantôt à pétrole ou à gaz, tantôt à vapeur.

248229. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Ribbe, représenté par Danzer, à rue Cambon, n° 19. — Plaques d'électrode double pour accumulateurs.

248230. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Banner, représenté par Des Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés au traitement des huiles.

248231. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Chrétien, représenté par Louis Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Support facilitant l'impression, reproduction ou image photographique obtenue par le procédé photographique pur, ou par un procédé quelconque dérivé de la photographie.

248232. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Diricq, à Paris, rue du Grand-Pont, n° 20. — Frein à vélocipèdes.

248233. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Morsching, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Appareil pour découper les betteraves et autres fruits.

248234. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Michel-Dansac, à Paris, rue de Valenciennes, n° 29. — Procédé de révélation, obtention et fixation des couleurs naturelles sans impression, reproduction ou image photographique obtenue par le procédé photographique pur, ou par un procédé quelconque dérivé de la photographie.

248235. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Guillaume, représenté par J. Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Clou-crampon à glace sans rivure pour chevaux et autres animaux.

248236. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Heinrich, représenté par J. Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Graisseur centrifuge.

248237. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Wright, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de coussinet à galet pour roulement pour cycles et véhicules.

248238. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Müller, représenté par la société L. et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de foyer fumivore.

248239. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Hoe, représenté par la société L. et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les machines à mettre sous bande les journaux et autres publications.

248240. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; société *The Wallis Chlorine Limited*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les appareils et procédés servant à la fabrication du chlore.

248241. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Peters, représenté par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Coupe-papier réversible.

248242. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Rapiéff, représenté par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux fusées pour obus explosibles.

248243. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Konopinski (les sieurs), représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil mesureur de liquide.

248244. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Imray, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans la fabrication des pipes.

248245. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Good, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux machines à filer.

248246. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Duge, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour la mesure de la force, de signaux de commandement ou autres, depuis un endroit du navire jusqu'à l'autre.

248247. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Rohleder, représenté par la Compagnie internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Système de fermeture à verrou de sûreté.

248248. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Appenzeller, représenté par la

Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Porte-lampe pour les machines à coudre.

104. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Frank et Kohn, représentés par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux échafaudages.

105. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Lantz, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pince à oblitérer des chemins de fer ou autres billets similaires.

106. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Comminge, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux arêts d'écrou.

107. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Tabourin, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau système à air comprimé dit *système Tabourin*.

108. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Merichenski et Moffat, représentés par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 39. — Nouvel appareil perfectionné de production de gaz d'huile.

109. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Werner, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil permettant de photographier les photographies animées.

110. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Koch, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Lampe avec ficelle d'alimentation intérieure.

111. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Dubois frères (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouvelle lampe à essence brûlant par incandescence.

112. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Clarke, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil perfectionné pour nettoyer les tuyaux.

113. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Morgan et Loring, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à dresser ou façonner les boîtes ou articles analogues.

114. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Krauss, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de baignoire à bascule.

115. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Denton, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareils perfectionnés pour l'alimentation des animaux et autres animaux.

116. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Farcot, avenue de la Gare, n° 17, à Paris (Seine). — Perfectionnements aux pompes élévatoires.

117. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Golder, représenté par la société Louis Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux supports des rails pour chemins de fer.

118. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Johnson, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les projectiles.

119. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Denayrouze, représenté par Armenengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chauffage au gaz à brûleur intime préalable du gaz et de l'air.

120. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Hall, représenté par Armenengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de bouchage des bouteilles.

121. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Kaiser et Wilbrand, représentés par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Platine d'arme à feu automatique.

122. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Galloway (M^{me}), représentée par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Amazone perfectionnée.

248268. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Luey, représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les habillages cycles.

248269. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Nicuwlund, représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur polyphasé asynchrone.

248270. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Dickerson, représenté par Th. à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les pressoirs appareils propres à utiliser le gaz combustible.

248271. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Wodierka, représenté par Th. à Paris, boulevard de Magenta, n° 95. — Appareil marqueur.

248272. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Sauvée, représenté par la société et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans les cylindres cylindriques pour machines à imprimer rotatives.

248273. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Lefebvre, rue Deltéral, n° 5, Saint-Gervais (Seine). — Appareil de graissage sous pression pour machines à et en particulier pour le graissage des cylindres de machines à vapeur.

248274. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Henry, représenté par Casali, Paris, rue des Halles, n° 15. — Bineuse « la Biterroise ».

248275. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Société alsacienne de constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière. — Perfectionnements aux systèmes de tramways électriques avec conducteurs terrains.

248276. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Menneret, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'anneaux à l'usage du montage des bretelles.

248277. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Wilson-Clyma, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les dispositifs de ventilation appliqués à l'industrie.

248278. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; de Montricher, représenté par Th. à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Système d'évacuation des eaux-vannes par les cunettes-déversoirs.

248279. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Dick, représenté par la société et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à graver.

248280. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Dassenoy, représenté par Th. à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bandage pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules.

248281. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Brückner, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour vélocipédistes.

248282. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Centonze, représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Compas elliptique Centonze.

248283. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Fuzacke, représenté par Bédry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Application à l'éclairage par incandescence des brûleurs à pétrole, aux hydrocarbures, à l'esprit de vin, etc.

248284. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Dubail, Monnain, Froessard, société (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta. — Nouveau pendant pour montres à remontoir.

248285. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Reelf, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte-sachet.

248286. Brevet de quinze ans, 19 juin 1895; Major Gémisson et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil aseptique pour l'injection de médicaments.

248287. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Berbey, à Saint-Seine-Fabrice (Or). — Bonbon dit bonbon de vanille.

101. Brevet de cinq ans, 21 juin 1895; Poirier, avenue du Mail-Donges, n° 65. — Bride de sûreté évitant les accidents de toute nature.
102. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Chave, à Cavaillon (Vaucluse). — Roue en fer, ou en tôle, en tôle doublée en bois à l'intérieur, en tôle galvanisée, en bois et en tout métal, suivant la convenance de l'usager, tonneau se mont. dit tonneau *Chave*.
103. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Fougeyrolles, d'Escures et Rousseau, àphis-Gallien, n° 77, à Bordeaux. — Système de bouchage de sûreté pour les tonneaux.
104. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Thounin, à Moncontant (Deux-Sèvres). — Véloce-pède antitripideur sans chaîne.
105. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Lasalle, à Mondulouzon (Allier). — Vélo duplicateur pour bicyclette et toutes machines automobiles.
106. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Hugoanet, rue du Priséuré, n° 5, à Lamoignon. — Bande increvable à adapter à toutes les roues de bicyclettes à pneu sans distinction.
107. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Ferlay, représenté par Grimont et Lamoignon, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Système de publicité sur les cornets en papier, paquets et boîtes en carton.
108. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Gauchet, représenté par Lanier, à Lamoignon, n° 40. — Convertisseur rationnel pour la decarburation des métaux et la fabrication de l'acier. (Procédé et système Antony Gauchet.)
109. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Harris et Engel, représentés par Lamoignon, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Instrument universel particulièrement destiné aux charpentiers.
110. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Rasmus, représenté par Danzer, à Lamoignon, n° 19. — Perfectionnements aux couteaux et porte-couteaux de poche.
111. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Donehill, représenté par Armengaud et Lamoignon, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Chaudières à vapeur surechauffées par usage direct des gaz de combustion.
112. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Krieger, représenté par Blétry aîné, à Strasbourg, n° 2. — Procédé de dégraissage du cuir.
113. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Mücke, représenté par la Société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à battre pour la fabrication d'objets en caoutchouc.
114. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Schlatter, représenté par la Société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Vélo pour vélocipèdes.
115. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Rasithel, représenté par la Société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à forer pour dentistes.
116. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Garnier, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes en fer et autres métaux malléables servant d'étais.
117. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Hahn, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bouton mécanique.
118. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Laussedat, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication des clefs servant à les musclets des bouteilles de vins de Champagne et autres.
119. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Labitte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de générateur portatif et ses diverses applications.
120. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Dothée, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de tresse à effet changeant et ses diverses applications.

248308. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Armstrong, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Étais ou enveloppes pour écheveau.

248309. Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Schütte et Poppe (société), sentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de l à contrepoids.

248310. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Chameroy, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les balais autres instruments de pesage à impression du poids.

248311. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; société dite *compagnie des Niel*, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les moteurs à gaz, à essence, à pétrole et autres hydrocarbures.

248312. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Desgrez et Ley-James père, sentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau moyen appliqué aux métiers mécaniques rectilignes à bonneterie permettant de produire automatiquement et mécaniquement de nouveaux articles de bonneterie façonnés avec tous les dessins à jours.

248313. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Johannsen, représenté par Louis Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les appareils à hélice pour gouverner les vaisseaux.

248314. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; société *The Home Embroidery Machine Co.*, représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil à faire la broderie sur tissus.

248315. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Société des moteurs gazogènes, Paris, rue du Louvre, n° 15. — Appareil de mise en marche automatique pour les moteurs à gaz pauvre.

248316. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Orliac, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Patin pour boutons de manivelle de devants de cols de chemises et tous autres usages.

248317. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; de Bellescize, représenté par Armand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine universelle à diviser dans la fabrication du pain.

248318. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Vial, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Propulseur Vial.

248319. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Hartog junior, représenté par la Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les méthodes employées pour la fabrication des emporte-pièces destinés au découpage de caractères et vignettes à jour.

248320. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; de Naeyer et compagnie (société), représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Épurateur de papier.

248321. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Brasseur aîné, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Distributeur portatif d'engrais liquides de liquides insecticides ou autres.

248322. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Faure, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moteurs à pétrole et à gaz.

248323. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Tenting, à Paris, rue Curial, n° 1. — Nouvelle transmission de mouvement pour véhicules automobiles.

248324. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Kühn, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à dessiner des lignes courbes.

248325. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Rossbach-Rousset, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe hydraulique.

248326. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Selle et Otten, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Toupe à musique.

248327. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Ulrici, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Four à gaz.

248328. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Wing, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à coudre les boutons.

248329. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Société française d'alimentation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la conservation des matières alimentaires et notamment du beurre.

248330. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Perdrizet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Produit industriel nouveau imitant les émaux cloisonnés et son procédé de fabrication.

248331. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Starley, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la fabrication des clefs à écrous réglables.

248332. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Compagnie anonyme des forges de Châtillon et Commentry, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de douilles ou d'étuis pour cartouches, munis d'un fond rapporté.

248333. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; Fiedler, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Procédé pour produire des flammes sur la surface des eaux.

248334. Brevet de quinze ans, 21 juin 1895; von Laaba, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Ciseaux à couper et à bâtir.

248335. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Henry, à Paris, rue Daubenton, n° 13. — Appareil pour onduler les cheveux dit l'*ondulant*; onduleur automatique.

248336. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Agénie, rue du Château, n° 8, à Neuilly (Seine). — Cacheteur multiplicateur pour la fabrication des cachets médicaux.

248337. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Grésélit, à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 99. — Moulin broyeur à lames démontables, applicable à la meunerie ou au broyage de toutes autres matières.

248338. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Barbet, à Paris, rue d'Assas, n° 76. — Perfectionnements aux appareils à distiller et à rectifier.

248339. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Bürgin, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux bicycles avec moteur à hydrocarbures, à deux cylindres.

248340. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; de Baranoff, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau procédé d'extraction du soufre en partant du sulfate de chaux.

248341. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; d'Adhémar, représenté par Postel-Vinay, à Paris, rue des Volontaires, n° 19. — Perfectionnement aux commutateurs multiples.

248342. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Mondini, représenté par Gondrand, à Paris, rue de la Douane, n° 22. — Wagon réfrigérant destiné au transport des denrées alimentaires.

248343. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Landsfield, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux porte-journaux.

248344. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Serban, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de ferrure pour chevaux.

248345. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Philips, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé d'acidulage de laines, chiffons de laine ou tissus de laine destinés à être carbonisés ou blanchis.

248346. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; de Trey, représenté par Dumas, à

Paris, rue Saint-Georges, n° 19. — Nouveau genre de fondeurs pour anfractuosités.

248347. Brevet de quinze ans, 22 juin 1896; société anonyme des ateliers de constructions mécaniques d'Escher Wyss et compagnie, représentée par la société Br et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Roues de friction avec rapport variable pour transmission pour arbres d'équerre ou obliques.

248348. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; société Lucotte frères, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Application aux étuis en carton pour cosmétiques.

248349. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Pinckney, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux chaudières à vapeur.

248350. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Compagnie parisienne de coloration d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Procédé de préparation d'acide purpurine-sulfonique.

248351. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Compagnie parisienne de coloration d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Procédé de destruction partielle ou totale de bétanaphthol sur la fibre au moyen de persulfates.

248352. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Gold, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les dispositifs de tuyaux de frein et autres.

248353. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Gordon, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Voiture perfectionnée pour transporter les tentes et accessoires militaires ou autres.

248354. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Bréard, représenté par Chasseval, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de récipient pour la stérilisation et conservation de produits de tous genres.

248355. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Camiz et Belloni, représentés par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à la régénération de l'huile de graissage employé à bord des navires à vapeur, ou tout établissement industriel se servant de machines.

248356. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Grisez, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé d'aération, d'oxydation et d'oxygénation du moût de bière pendant son refroidissement en vase clos.

248357. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Lins (MM.), représentés par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rouleaux de pression enveloppe rigide à support élastique, destinés à distribuer la semence dans les semailles.

248358. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Pongs, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Plume tire-ligne.

248359. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Frémont, représenté par M. de Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau poinçon dit poinçon alésureur.

248360. Brevet de quinze ans, 22 juin 1895; Mullarky et Kingston, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux machines à coudre les bottes, souliers, cuirs, harnais, courroies, etc., du système Carey.

248361. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Henry, avenue de Pézenas, à Paris. — Appareil dit tête de brancard de labour perfectionnée.

248362. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Vincent, à Narbonne. — Appareil Rondelle brisée et pièce à soupape de retenue, remplaçant le robinet à air, pour pompe à bière.

248363. Brevet de dix ans, 24 juin 1895; Chevillard, à Cozes (Charente-Inférieure). — Ferrure à cheval.

248364. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Raton, à Coutiches (Nord). — Machine réfrigérante à double fond d'une disposition nouvelle.

104. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Pradiers, rue de l'Université, n° 11, à Paris. — Véhicules à vapeur.
105. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Brézet, rue Bayard, n° 36, à Toulouse. — Porte-manteau réclame.
106. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Legros, à la Clémenterie, commune de Saint-Genès (Seine-et-Oise). — Procédé pour l'amélioration de la race des abeilles.
107. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Mahieu, rue des Soupirants, n° 118, à Paris. — Application nouvelle au métier à tulle se servant de navettes dites chariots, dans lesquelles est mise une bobine en cuivre contenant la matière première à tisser.
108. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Allègre et Guillot (société), représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé de vernis ou composition destinée à l'entretien des meubles, boiseries, parquets, etc., dit *brillant ménagère*.
109. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Allègre et Guillot (société), représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Procédé et machine servant au nettoyage des métaux, tels que cuivre, argent, métal blanc, zinc, etc., etc., dit *brillant ménagère*.
110. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Escorbis (M^{re} veuve), représentée par M^{re} veuve de Sano, n° 66, à Lyon. — Nouvelle serrure de sûreté.
111. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Der Zacarian, représenté par la société Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements apportés aux métiers mécaniques de tréfileries dits à tirage continu ou à filières.
112. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Calmel, à Pau. — Nouveau procédé pour les pilules et capsules médicamenteuses.
113. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Robert, rue de la Grande-Planchette, n° 10, à Paris. — Moteur à poudre pouvant s'appliquer avantageusement aux bicyclettes en raison de son peu de poids et de sa grande puissance.
114. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Hyvert, à Carcassonne. — Système d'attelage destiné principalement à relier automatiquement les grands réseaux de chemins de fer (postes et télégraphes) aux grands réseaux du genre Bréguet (chemins de fer).
115. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Richard, rue Contrescarpe, n° 13, à Paris. — Application d'un nouvel appareil de propulsion pour donner de la vitesse aux machines à vapeur.
116. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Peyrès, à Barlest (Hautes-Pyrénées). — Machines à armoires articulées, pliantes et démontables.
117. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Mondon et Boiteau, à Cadillac-sur-Mer (Gironde). — Nouveau système de pompe.
118. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Rodary, à Besançon. — Moteur à vent soufflant composé, cherchant constamment son orientation en tournant dans le sens du vent, quelles que soient les directions du vent; à régulateur automatique de vitesse acquise, à puissances et à vitesses facultatives ou à arrêt instantané; à commande des châssis; à tringles à glissoir au régulateur, billes de roulement au régulateur.
119. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Castel et Palissier frères (société), représentés par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Métier servant à tisser la ganse princesse liée avec la tresse en cours de fabrication.
120. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Sabatier, représenté par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Indicateur enregistreur de la vitesse des ventilateurs de mine ou de tous autres appareils.
121. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Newman, représenté par Leveque, à Paris. — Appareil d'optique pour l'examen des petites surfaces.

248384. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Schröppel, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux sièges et cônes de soupapes.

248385. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Knickmeyer, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Tasses, soucoupes et autres à boire et plateaux, pourvus d'inscriptions et d'ornements servant de réclame.

248386. Brevet de quinze ans, société *Metalhoaren-Fabrik vorm. Fr. Zickert* présentée par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé pour la séparation de la mélasse des bas produits, au moyen de l'air comprimé.

248387. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Kugler, représenté par Nauh Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositif pour fixer les fils électriques isolateurs.

248388. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Rappaport, représenté par la internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Babillard avec mouvement ascendant et descendant.

248389. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Wagner, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Appareil pour rincer les bouteilles.

248390. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Eddy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux sellettes à roues.

248391. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Barnes (MM.), représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les sellettes.

248392. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Saison, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les lampes à incandescence.

248393. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Lenoir fils, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Peinture sur bois, cuir, etc., obtenue par une impression à chaud, colorée ensuite à l'aide de couleurs à l'huile ou à l'eau.

248394. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Ed. Serigiers et compagnie (s) représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de rampe d'allumage, pour becs à incandescence ou autres.

248395. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Lucas, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Support mobile pour vélocipèdes pouvant être adapté à n'importe quelle partie quelconque de la machine.

248396. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Nivet, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Pneumatique pour roues de voitures et véhicules quelconques.

248397. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Shiels, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à traire.

248398. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Deruad, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel appareil permettant de doser et de donner la température voulue aux douches simples et de barèges, appelé *barégeur écossais*.

248399. Brevet de cinq ans, 24 juin 1895; Levy et Bardach, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Moteur de force à ressort pour vélocipèdes.

248400. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Chamboredon, à Paris, rue de la Harpe, n° 81. — Signal de bicyclette dit *the Chouette's Signal*.

248401. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; société des constructions hygiéniques représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 6. — Perfectionnements apportés aux baraques et constructions démontables et portatives.

248402. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 mai 1909) pris, le 24 juin 1895.

Schell, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard Strasbourg, n° 6. — Procédé perfectionné pour traiter et raffiner les huiles pendant ou après leur extraction de noix, de fèves, de graines, etc.

103. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; société *Union Fabrik Chemischer Produkte*, représentée par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Touraille à se-

104. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Sébillot, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de centrateur pour le traitement des minerais d'or et autres métaux.

105. Brevet de quinze ans, 24 juin 1895; Horsfield, Kaye et Dearnley, représentés par Boulton (M^{re}), à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Nouvelle énigme ou nouveau système pouvant s'adapter aux annonces et à d'autres buts.

106. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; société *Farbenfabriken, vorm. Fried. und C.*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 81. — Procédé de la préparation des matières colorantes de la série des eurhodines.

107. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Grandchamp et Rivière, représentés par Maas, à Paris, rue de la Tombe-Issoire, n° 37. — Système de fermeture à articules de voitures, tombereaux et wagons.

108. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Sautereau et Boyoud, à Paris, rue de la Harpe, n° 31. — Traitement des ordures ménagères et gadoues.

109. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Bartz, représenté par Grimont et Lemaire, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Attaches servant à fixer soi-même les talons et les talons aux chaussures.

110. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Henry Lepaute fils (société), représenté par Mauvaulx, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés aux mouvements d'horlogerie actionnant les phares et autres appareils tournants.

111. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Coltelloni et M^{re} de Goyon de Goyon, à Paris, avenue de Villiers, n° 119. — Appareil de distillerie capillaire pour diviseur et multiplicateur de condensation et de rectification des alcools. — Nouveau système P. Coltelloni.

112. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Grandemange, à Paris, rue Lafayette, n° 119. — Nouveaux systèmes d'appareils à levain pour la panification.

113. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Baron, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Procédé pour l'amélioration du pétrole.

114. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; société dite *the Weaver Jacquard and Shuttle Company*, représentée par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveaux systèmes Jacquard pour métiers.

115. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; société dite *the Weaver Jacquard and Shuttle Company*, représentée par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouveaux systèmes à navettes électriques pour métiers à tisser.

116. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Hugo Kohl et compagnie (société), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil servant à séparer l'eau de la vapeur, comprenant un dispositif de décharge.

117. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Râab, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour instruments de chirurgie.

118. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Heilmann fils, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Pédalier système J.-J. Heilmann fils.

119. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Cooley, Noble et Trévor, représentés par Cooley, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à fabriquer des câbles.

120. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Smith, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les seringues et les pompes à jet continu.

248421. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Poindexter, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les billes.

248422. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Mollinedo, représenté par Chassevent, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fromage au cacao.

248423. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Montross, représenté par Chassevent, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à fabriquer les allumettes.

248424. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Girard, à Paris, rue de Dantzig, n° 53. — Nouveau système de lit en fer ou autre métal, à mouvement tubulaire accordéon.

248425. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Lyman, représenté par Chassevent, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux hausses et les guidons pour armes à feu.

248426. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Hodge, représenté par Chassevent, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux serrures et verrous.

248427. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Senior et Ferner, représentés par Chassevent, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans la production de coke destiné à la fonderie et à d'autres usages, ainsi que dans les moyens employés pour cette production.

248428. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Tache, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 104. — Boisseaux et wagons en poterie à parois renforcées et évidées pour le renformis.

248429. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Farbus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveaux brûleurs pour becs à incandescence.

248430. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Leroy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système de fermeture pour boutons de chemise.

248431. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Burnham et Alsop, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vélos et bicyclettes.

248432. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Goodhue (MM.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vélos et bicyclettes.

248433. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Wright, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à vapeur d'eau ou autres vapeurs.

248434. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Johnson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour la fabrication des mèches hélicoïdales perfectionnées.

248435. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Sellers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la construction des pièces d'artillerie se chargeant par la culasse.

248436. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Knight, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les instruments de mesure des lignes interrompues.

248437. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Bretaudeau, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil stérilisant la vapeur surchauffée servant d'étuve sèche à volonté.

248438. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Bricard frères (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les serrures.

248439. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Marchand, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil photographique à châssis à escamoter.

248440. Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Hofmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les serrures.

Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Brault et Jeantaud, représentés par
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareil pour préparer
de vins de seltz et autres liquides mousseux.

Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Brault et Jeantaud, représentés par
à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouvelles dispositions pour
de la vitesse des véhicules électriques sur rails ou sur routes.

Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Dumont, faisant élection de domicile
à Paris, rue de l'Hérault, n° 5, à Mâcon. — Ongle métallique remplaçant l'ongle
dans ses fonctions.

Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Bravais, rue Royale, n° 66, à Orléans.
appelé *germoir orléanais*, système L. Noel, pour l'essai des qualités
des grains et graines.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Pothier, à Paris, rue Saint-Maur,
un appareil servant à reproduire les dessins de toutes grandeurs par le vide,
selon le brevet n° 239435.)

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Breuss, faisant domicile chez Berni-
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 63. — Présence-capuchon de bec à incan-

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Armstrong, représenté par la société
Anclman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionne-
ments au paquetage des écheveaux de fil.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Miller, représenté par la société
Anclman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionne-
ments pour maintenir en place les chevaux attelés.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Arnoult, faisant élection de domicile
à Paris, rue de Wattignies, n° 10. — Nouveau semoir à engrais à
deux cylindres en bois.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Beuren, à Paris, rue Legendre,
— Perfectionnements aux moteurs à gaz.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Leblond, représenté par Fayollet, à
à Paris, n° 16. — Système d'appareil ou réservoir de chasse applicable à
des canots de water-closets et particulièrement aux cuvettes actuellement en

Brevet de quinze ans, 25 juin 1895; Fuchs, représenté par Armand
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et appareil pour activer la
des plantes et pour détruire les microbes nuisibles, en particulier le phyl-

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Mac Culloch, représenté par Arsen-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication des
broyés rouges de fer à l'aide de peroxyde de fer hydraté.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Garnier et Loissillon, représentés par
à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Éclairage
électrique au moyen de l'essence minérale et d'un manchon éclairant et pro-
pionétique du gaz.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Spiro, représenté par Thérion, à Paris,
à Boumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire,
à l'encre.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Spiro, représenté par Thérion, à Paris,
à Boumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à écrire
à l'encre.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1896; Muleur, représenté par Chassevent,
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boîte en métal souple et avec
hygiénique.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Fay, représenté par Chassevent, à
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de commande de sonnerie
à tout mécanisme d'horlogerie.

Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Bunker, représenté par Chassevent,

à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les selles de pédes.

248459. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Schadt, représenté par W Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Échelle pouvant se replier avec des barreaux charnière dans les deux montants latéraux.

248460. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Kenning, représenté par W Paris, rue de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements à des roulettes de fau autres roues et dans la manière de les fabriquer.

248461. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; Nobel, représenté par Arm jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Projectile à objurateur agi pression radiale.

248462. Brevet de quinze ans, 26 juin 1895; société *Pneumatic Tyre Company* représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de montage et de fixage des jantes métalliques sur les roues de véhicules.

248463. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Dalmas, à Clermont-Ferrand. — Appareil perfectionnant tous véhicules, tels que bicyclettes, voitures à moteur en utilisant les trépidations par les cahots de la route.

248464. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Lépaulard et M^{me} Lépaulard Gauthier, représentés par Cossas, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 16. — Machine barboteur à vapeur pour acides et mordants pour la teinture.

248465. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Steinhart, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux châlits métalliques.

248466. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Bucholz et Kemmer, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pied bords pour machines à coudre, servant à l'application des passepoils, effets d'habillement et les coiffures, pourvu à l'intérieur du cornet à charnière, tant le lacet, d'un tube en position centrée pour le liséré, et pourvu d'un cordonnet dans le sens de la largeur.

248467. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Doering, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Vase à couvercle se fermant automatiquement.

248468. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Jähde, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil retenir la navette, composé d'un arbre muni d'un certain nombre de barres fixes dessus.

248469. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Janssen, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Couteau avec feuilles à détacher avec appareil adapté au-dessus du bloc pour maintenir les feuilles relevées.

248470. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Rolshoren et Auer, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Manteau se fermant automatiquement quand on y suspend un vêtement et ne se rouvert qu'à l'aide d'une clef.

248471. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Mac Calloch, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Méthode d'oxydation des sels de fer pour les transformer en persels.

248472. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Doyen, représenté par Matray, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de ferme-porte de porte l'insensible.

248473. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Verchère, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Perfectionnements dans les lampes électriques.

248474. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Pearson, représenté par T Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Distributeur automatique pour désinfectants applicables à toutes les canalisations d'eau.

248475. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; C.-F. Kinderman et compa

représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine à écrire.

30. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Dzondi, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour fixer la gaze dans les cylindres tamiseurs.

31. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Kosanke, Fuhr et Krausse, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil indiquant la durée du nombre d'entretiens téléphoniques.

32. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Veldhuis, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux labyrinthes.

33. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Korte, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à fabriquer les cigarettes.

34. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Ewdokimoff et Nadieine, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux téléphones.

35. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Menne, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil de laminage des métaux, etc.

36. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Müller, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pile secondaire.

37. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Müller, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de véhicule électro-moteur pour recevoir sa commande, soit d'un trolley, soit d'un accumulateur, à l'usage des chemins de fer électriques.

38. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Müller, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Application d'un accumulateur pour les chemins de fer électriques.

39. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Lundberg, Hallgren et la société de ciment, représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux fours pour cuire le ciment de Portland, le ciment romain ou le ciment ou chaux hydraulique.

40. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Sartori, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les moyens d'empêcher les infiltrations par les joints ou fissures des portes et fenêtres.

41. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Johnston et société *Bovril limited*, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10. — Nouvelle méthode pour la fabrication et la conservation de l'albumine pour denrées alimentaires.

42. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Bloch, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture en amiante pour fermetures de boîtes à conserves.

43. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Jaenel, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tire-bonde pour boudons à crampons.

44. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Schoenleber, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Malle de voyage pour le transport d'un nombre de chapeaux de dames.

45. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Maréchal, Ruchon et compagnie, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de montage des bouts de pipes.

46. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Josselin, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

47. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Hirst (MM.) et Beaumont, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de chauffage perfectionné, utilisant la chaleur des gaz provenant des foyers de généra-

248494. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; de Souza, représenté par
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil automatique
le labourage mécanique.

248495. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; société dite *Action-Gesellschaft
Anilin-Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta
— Procédé de production de matières colorantes jaunes tirant sur mordants
liques.

248496. Brevet de quinze ans, 27 juin 1895; Michaud, représenté par
sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les
employés pour obtenir des clichés, zincs ou galvanos pour les machines à
rotatives.

248497. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Riedinger, représenté par
Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé et appa-
tenir secs et propres le cuir chevelu et les cheveux.

248498. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Beaussart, élisant donat
Horiot, à Paris, rue de Flandre, n° 121. — Procédé et appareil centrifuge
sonné propres au lavage et à l'enrichissement des phosphates de chaux natu-
qu'à la séparation de leurs déchets.

248499. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Plantard, à Paris, rue Ron-
— Voiture automobile à air comprimé.

248500. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Nerson, représenté par
Paris, rue de Richefeu, n° 15. — Nouvelle boîte en cartonnage et son
fabrication.

248501. Brevet (brevet anglais devant expirer le 31 décembre 1908) pris
1895, par Whitaker, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges.
Perfectionnements apportés aux grues, aux malaxeurs à mortier et autres
analogues.

248502. Brevet (brevet anglais devant expirer le 22 février 1909) pris
1895, par Hinde, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de
n° 59. — Système perfectionné d'épingle à chapeau.

248503. Brevet (brevet anglais devant expirer le 11 juin 1909) pris, le 25
par Hinde, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Proven-
— Perfectionnements apportés aux épingles à friser.

248504. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Leoni, représenté par la Soc-
nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n°
Appareil vendeur encaisseur automatique pour billets, tickets, etc., à co-
mobiles disposés en cercle.

248505. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Gross, représenté par la Soc-
nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n°
Perfectionnements à des appareils pour le soutirage des liquides.

248506. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Rucker, représenté par
Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Linge
métiers à tisser les figures et dessins.

248507. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Herrmann, représenté par
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Plume à réservoir d'encre et ré-

248508. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Meirowsky, représenté par
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit à base de m-
isolations électriques.

248509. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Gilbert-Russell, représenté par
ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans
sitifs visuels des armes à feu.

248510. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Létrange, représenté par B-
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Vélovalise.

248511. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Pagniez, représenté par G-
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application nouvelle des véhicules
biles comme moteurs fixes.

10. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Royé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de portes-pierres à rangées multiples applicable aux machines dites lapidaires.

11. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Powell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les moteurs à vapeur.

12. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Harnelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Graisseur à huiles à marche alternante.

13. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Worth, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la destruction des punaises et autres insectes.

14. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; F. Dalsace et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de formation de l'aspect des feuillures.

15. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Jean Rod Geigy et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la fabrication de nouvelles matières colorantes dérivant de la para-anilidine et contenant un groupe «azo» et un groupe «hydrazone».

16. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Sautter, Harlé et compagnie (société), représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Dynamo polymorphe à transformations.

17. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Kügler, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 10. — Bouchon avec capuchon pour fermer les suppositoires creux.

18. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Menot, représenté par la société de fils aîné, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Nouveau dispositif de commandes organes de détente variable Farcot ou autres.

19. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Johansen et Kjoer, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de mire pour tir à feu.

20. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Johansen et Kjoer, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de mire à vue artificielle, à l'usage des armes à feu.

21. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Chaburn, représenté par la société de fils aîné, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils destinés à transmettre les ordres, etc., d'une partie ou poste d'un navire à une autre et à des usages analogues.

22. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Prinzier (M.) et société Briegleb et compagnie, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Sables de moulage.

23. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Semmier et Bleyberg (société), représentée par Bort, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Machine à couper les câbles, barres à façon, etc.

24. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Whitaker, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à presser les pantalons ou autres vêtements, le linge de table, etc.

25. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Whitaker et Ashby, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à presser les vêtements, le linge, etc.

26. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Osenbrück, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour produire le froid par évaporation d'une solution ammoniacale saturée à une pression excédant la pression atmosphérique.

27. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Grumbacher, représenté par la société Grumont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Modification dans le procédé servant à l'élévation de l'eau au moyen de l'air comprimé.

248530. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Fries, représenté par la Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Brosse servant à toyage des vélocipèdes.

248531. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Clever, représenté par la Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Serrure munie ressort d'arrêt en forme d'S.

248532. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Hochgesend, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de ses applications aux soupapes, valves, clapets et autres appareils d'obturation.

248533. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Société française d'alimentation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Biscuit alimentaires pour les animaux.

248534. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; société dite *Actien-Gesellschaft Anilin-Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de production de matières colorantes azoïques.

248535. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Ducoin, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garde-crotte parisien.

248536. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Neubauer, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Innovation dans les machines à broder.

248537. Brevet de quinze ans, 28 juin 1895; Heberle et société Johannes W. représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour l'ouverture et la fermeture des vasistas.

248538. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Löwenthal, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vêtements.

248539. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; société *The United Horse Nail Company limited*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil perfectionnés pour découper les blancs ou flans de fer à cheval et autres.

248540. Brevet de quinze ans, 11 juin 1895; Taib, Mestre et Cellerin (M^{rs}), représentés par Réjou, rue Desmoyen, n° 7, à Constantine (Algérie). — Nouveau système de bouchage inviolable.

248541. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Lavanant, avenue Malaussène, à Nice. — Almanach militaire d'un genre tout spécial dit *almanach de la vie* l'usage des hommes libérables de l'armée de terre et de mer.

248542. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Marouby, rue d'Ornano, à Bordeaux. — Nouveau procédé de préparation des bains photographiques.

248543. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Joannard, à Paris, passage des Eaux, n° 4. — Nouvelle tétérille en caoutchouc sans soudure et à soupape d'arrêt.

248544. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Hallot, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cuvette de seau à soupape mobile.

248545. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Société française des munitions, de tir et de guerre, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 30. — Système de balle avec enveloppe métallique à l'arrière, applicable à toutes les armes à feu pour tir de précision.

248546. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Renard, rue Chevreton, à Fontenay-sous-Bois (Seine). — Propulseur et ses différentes applications aux engins et aux bateaux, à la navigation aérienne sans ballon et à la direction des ballons.

248547. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Seary et Garroli, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 15 bis. — Appareil de sauvetage en cas d'incendie.

248548. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Sagot (M^{rs}), rue de Paris, à Clichy-la-Garenne (Seine). — Raidisseur de fils, tendant à éviter toutes les courbures dans lesdits fils, par un système de rochet extérieur avec adaptation de deux parties intérieures.

248549. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Béchaux fils, édisant domicilié

35. à Paris, rue de Saintonge, n° 56. — Perfectionnements apportés dans les machines aux organes destinés à mettre l'eau au contact du café moulu.

360. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Lucke, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Album à timbres-poste.

361. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Hansen et Primand, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Avertisseur électrique et automatique d'incendie.

362. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Primand, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à nettoyer les couteaux.

363. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Lipa et Clizinsky, représentés par Nauhardt, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouvel appareil de mouture et concassage.

364. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Korritter, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil pour enlever des porte-plume les plumes.

365. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Mistral-Bernard, représenté par la société An et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareils pour la préparation des câbles à fouler afin de les transformer en Rolikarden.

366. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; société *The White Patent Railjoint Co Limited*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux attaches pour joints de rails de railways et tramways.

367. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Cauchemont, à Paris, rue Douai, n° 80. — Nouveau système de transmetteur variable de vitesse et de force machines industrielles domestiques ou autres.

368. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Lacollonge, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Arbre de couche à revêtement en caoutchouc.

369. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Caille, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la fabrication des câbles.

370. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Savoie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de panier pour les câbles.

371. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Muirhead, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans la transmission de signaux par les câbles télégraphiques sous-marins.

372. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Taylor, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les conducteurs pour télégraphes.

373. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Lütje, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Thermomètre pour le degré de fièvre dans l'anus.

374. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Chillingworth, représenté par la société Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour des tabulures sur des tubes en fer forgé, en acier, etc.

375. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Maulhiot, Gluttrou et Gennari, à Paris, boulevard de Magenta, n° 20. — Gélatine-phosphatée farinée; vermicelline de gélatine et machines servant à la préparation desdits produits.

376. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Jackson, représenté par Jossé, à Paris, boulevard de Magenta, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la fabrication des machines employées à cet effet.

377. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Quatrebœufs, à Paris, rue Tournefort, n° 11. — Nouveau système d'appareil photographique.

378. Brevet de quinze ans, 1^{er} juillet 1895; Abrahamson-Roxendorff, représenté par Arnegand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de machine à vapeur intérieure.

248530. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Fries, représenté par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — *toyage des vélocipèdes.*
248531. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Clever, Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — *ressort d'arrêt en forme d'S.*
248532. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; Hoesevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *ses applications aux soupapes, valves, clapets et a.*
248533. Brevet de quinze ans, 29 juin 1895; male, représentée par Chassevent, à Paris, biscuits alimentaires pour les animaux.
248534. Brevet de quinze ans, 29 juin Anilin-Fabrikation, représentée par Chassevent, n° 11. — *Procédé de production de Matière des docks et électrique pour peser*
248535. Brevet de quinze ans, 29 juin à Paris, boulevard de Strasbourg, n° Bourg, représenté par à percer vilebrequin.
248536. Brevet de quinze ans, 29 juin à Paris, boulevard de Strasbourg, 1895; Wright et Paterson, représentés par l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — *passage pour boîtes à graisse.*
248537. Brevet de quinze ans représentés par Blétry aîné, à l'ouverture et la fermeture de 2 juillet 1895; Torterotot, représenté par à Nouvelle coupe de gants.
248538. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Leblanc, représenté par à Lyon. — *Gant de peau perfectionné.*
248539. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Bony, représenté par Bony, n° 2. — *Procédé et Machine à piétiner, système P. Bony.*
248540. Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Côte, représenté par Bony, à Lyon. — *Métier parallèle-brodeur au point de chaînet.*
248541. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Cherpin, rue du Mail, n° de bouchage in Machine motrice hydraulique.
248542. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Bony, représenté par Bony, à Nice. — *Al Drague pour canaux étroits.*
248543. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Luciani, à Paris, rue de la République, n° 34. — *Nouveau procédé de fabrication de l'amiante Luciani, peinture de nature ou combiné avec le blanc de céruse ou de zinc ou autres substances.*
248544. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Price, représenté par de P. — *Perfectionnements dans les ciseaux.*
248545. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Longue, représenté par Bony, à Paris, rue Labryère, n° 3 bis. — *Double vilain.*
248546. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Romme, représenté par Bony, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — *Nouveau four pour boulangerie et pâtisserie.*
248547. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Thiébaud, représenté par Bony, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — *Nouveau procédé pour obtenir directement des dessins moirés, chinés, ondulés, ombrés en toute couleur et matière.*
248548. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; compagnie Goodyear, à Paris, rue de Malte, n° 48. — *Perfectionnements aux bottes ou chaussures à semelles de liège et aux moyens de les fabriquer.*
248549. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Denton, représenté par Bony, à Paris, rue de Malte, n° 48. — *Perfectionnements dans la construction des colonnes de feuilles métalliques ondulées.*
248550. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; compagnie française pour

ouston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements d'énergie électrique.

Brevet 1895; compagnie française pour l'exploitation, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnement sectionner les lignes aériennes pour

compagnie française pour l'exploitation, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements.

compagnie française pour l'exploitation, n° 27. — Perfectionnements.

in, représenté par la société boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —

; Bellocq et Gummersbach, à Paris, rue de la

Brevet 1895; Claude, rue de Bérulle, n° 2, à des condensateurs aux lampes à arc à courants

ans, 2 juillet 1895; Topf, représenté par Stutz, à Paris, rue des Victoires, n° 48. — Chaussure à empeigne ajourée en maille à l'eau.

de quinze ans, 2 juillet 1895; Morel, représenté par Armengaud, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de voiture à cheval in-

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Bourgeois, représenté par Armengaud, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux machines à l'effet de changer les navettes dans le cas de manque de trame.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; société The American Lasting Machine, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à monter les chaussures.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Røpert, représenté par Casalonga, rue des Halles, n° 15. — Clef à écrous à serrage automatique.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Nordling, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Disposition de l'attache des boutons et boutons semblables.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Day, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de fabrication des engrais au phosphate

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Freudenberg, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils téléphoniques permettant les communications téléphoniques entre les postes sans l'intermédiaire d'employés spéciaux.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Johnson, représenté par la société des fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de moyen de roues de

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Langelier, représenté par la société des fils, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à emboutir.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Langelier, représenté par la société des fils, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à emboutir.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Parlat et Meyer, représentés par la société des fils, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machines

à râcler, purger et à lisser les fils de soie, de schappe, de coton, de laine, de ramie.

248609. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; La Force, représenté par Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Bandage pneumatique pour vélocipèdes et autres véhicules.

248610. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Frowein, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Passer.

248611. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Stam, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Station électrique centrale pour système simplifié de fils conducteurs.

248612. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Laurent, représenté par Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux brûleurs pour huile ou à hydrocarbures.

248613. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Carnaud, représenté par Arjeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de soudage des conserves et autres articles analogues.

248614. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; de Luca, représenté par Arjeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Distribution équilibrée, chînes à vapeur.

248615. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; société anonyme industrielles blissements Arbel, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mode de fabrication sans soudure, par étirage et forgeage, des ponts, plongeurs, boisseaux ou pièces similaires.

248616. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Saunders, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — pour meubles, tentes, estrades, etc.

248617. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Arndt, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — électrique pour enregistrer à distance les oscillations ou indications de l'instruments de pesage et de mesurage, comme par exemple les balances dynamomètres de traction, les pyromètres, etc.

248618. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Hansen, représenté par Châ à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Almanach de cuisine avec bulletin mission.

248619. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Reynaud frères (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné machine à mesurer les étoffes.

248620. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Hart junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les de bicyclettes.

248621. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Lemaire-Vallé fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de bouton fil métallique flexible pour ganterie ou autres usages.

248622. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Philippart (les sieurs), représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau collier matique pour chevaux.

248623. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Philippart (les sieurs), représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Rayons souproues de vélocipèdes et autres véhicules.

248624. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Conduite câble électrique à isolement partiel d'air et procédé de sa fabrication.

248625. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; The International Powder Company, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Poudre sans fumée.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Lacombe, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dromographe ou appareil à enregistrer automatiquement les passages des coureurs cyclistes sur la piste d'essai.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Long, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouchon verseur pour carafes à glaces et autres.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Merrill et Jones, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux instruments de musique.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Meyer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil pour la dissolution des gaz dans les liquides jusqu'à saturation.

Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Rowand, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositifs automatiques de sécurité pour circuits électriques.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Duquenoy, élisant domicile rue de Valenciennes, n° 15, à Lille. — Nouveau manipulateur pour le télégraphe Morse ou autres télégraphes à signaux.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Piquet, à Dortan (Ain). — Jeu de la famille.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Lancrenon, à Paris, rue Lafayette, 10. — Système d'accouplement, soit avec boyau en caoutchouc, soit complètement métallique, pour le chauffage des voitures de chemins de fer par la vapeur combinée avec l'air comprimé, ou par l'eau chaude, et pour les freins à air comprimé.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Pilkington (les sieurs), Bishop et son fils, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux machines à laminier et autres machines analogues.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Pleyaud, représenté par la société Pleyaud et fils aîné, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Nouveau bouchon bi-obturateur étanche et verseur spécialement applicable aux boisons gazeuses.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Bailey, représenté par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens pour nettoyer les autres articles.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Mc-Nair (M^{lle}), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-oreiller perfectionné pour diverses destinations similaires.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Linde, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé et appareil pour produire la glycérine.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Pich et Ehrenberg et Co. (société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Filtre plat et autres.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; Bratt, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine perfectionnée pour monter des briques.

Brevet de quinze ans, 3 juillet 1895; d'Andréa, représenté par la société d'Andréa et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouveau procédé pour mouiller et apprêter les fils de lin ou de chanvre, leurs filasses, leurs cordes et toute autre matière filamenteuse dans le filage mouillé et demi-mouillé sur machines à filer existantes.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Unzel, à Paris, rue Clausel, n° 22. — Perfectionnements aux cartons dont le couvercle et la boîte proprement dite sont en une seule feuille de carton.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Laffly, rue de la Plaine, n° 18 bis, à Paris.

à Boulogne-sur-Seine (Seine). — Chemin de fer rural composé d'un rail u d'un chariot porte-scau, propre au transport des sables d'extraction des égon

248644. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Bourgeois, représenté par à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux boie e ture.

248645. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Roy, à Paris, rue la Victoi — Nouveau procédé de tannage rapide avec le concours de machines spéciale ploi facultatif de l'électricité, procédé dénommé *tannage à la machine amérie*

248646. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Paulin, représenté par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Bandage pne pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.

248647. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Schneider, représenté pa à Paris, rue Cambon, n° 19. — Jeu de dés et tourniquet à mécanique avec c

248648. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Aymonnet, à Paris, Arago, n° 54. — Système d'appareils propres à obtenir automatiquement d'une ou plusieurs trompes, un mélange de plusieurs liquides, en proportion

248649. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Pieper, représenté par T Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chaudière destinée à produire de surchauffée.

248650. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Main, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements app cycles, omnibus et autres véhicules.

248651. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Schlenzig senior et Körns sentés par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel. Anche de résonance pour accordéons, orgues, harmoniums et autres instr anche, en porcelaine, grès, argile, ciment, plâtre, verre, leurs éléments c sitions.

248652. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Ledain et Lasseaux (M^{re}), re par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Produit insecticide dit la f

248653. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Boudin, Lemoumyer et B représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Régulateur po

248654. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Carnely et Dautel, représs Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Générateur bi trique et impolarisable dit *pile française* à l'oxychlorure de zinc.

248655. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Peck (M^{re}), représentée p ciété Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. ment combiné pour le vélo et la promenade.

248656. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Weaver et Lévy, représs la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, Bicyclette ajustable à deux selles de côté.

248657. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Poth, représenté par la so tray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perf ments aux cintres pour vêtements.

248658. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Delaunay-Belleville et c (société), à Saint-Denis (Seine). — Nouvelle disposition de compresseurs d'ai

248659. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Koller et Regan, représent société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pe nements apportés aux chargeurs télescopiques pour charbon.

248660. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Marco Mendoza, représs société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — système d'escamotage à double magasin et à plaques interchangeable par de deux volets accouplés.

248661. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Goll, représenté par Am jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de distribution d la ventilation.

248662. Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Hamolle et Chedville (société

Brevet de quinze ans, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tasse à surface d'amiante.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Bachtoud, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moteur à hydrocarbures liquides, comme l'etc.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; société *Badische Anilin und Soda*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de préparation de colorants polyazoïques bleus, noir-bleu ou noir verdâtre et la soie.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Brauns, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la fabrication de couleurs au falcool, respectivement dans l'eau.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Terjung et Schmidt, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Canne-parapluie.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Germain, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de globe perfectionné pour pile et à gaz.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Balny, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de charnière pour meubles et ses

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Hollerbaum et Schmidt (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication de tableaux à pendre au mur et produisant un effet plastique.

Brevet de quinze ans, 4 juillet 1895; Bullier, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation électrolytique des électrolytes des métaux alcalins et alcalino-terreux.

Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Mameron, rue de la Liberté, n° 88, à Paris. — Distributeur électro-mécanique pouvant faire sonner l'heure à plusieurs heures, avec un seul mouvement.

Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Guinet, représenté par Roussel, rue de la Liberté, n° 25, à Saint-Étienne. — Nouveau propulseur à ailes pour la direction

Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Moguet, rue Mailléfer, n° 6, à Saint-Étienne. — Système de préparation de fil floché servant à la fabrication des tissus.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Clemetson, représenté par Le Roy, rue de l'Assomption, n° 62. — Nouvel appareil servant à perforer et réunir le papier et objets similaires.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Hirsch, représenté par Armengaud aîné, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de la soie.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Société alsacienne de constructions, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Déroulage de la chaîne pour encolleuses, à mouvement différentiel.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Friderichsen, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour la fabrication d'un

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Thirion, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle machine à boucher les bou-

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Abraham et Meisel, représentés par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les ma-

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Luque et Azcarate, représentés par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle machine à fabriquer des cigarettes.

Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Jones et Phillips, représentés par

de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés dans la cation de bottes et de souliers.

248682. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Flower, représenté par de Paris, rue Taitbout, n° 41. — Graisseur perfectionné pour essieux.

248683. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Gorham, représenté par de Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les lits de malades.

248684. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Sturm, représenté par Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau système de mouleuse mécanique pour céramiques.

248685. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Krug et Valfer, représentés seivent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Busc de corset avec garnituree par un ressort à boudin aplati.

248686. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Grégoire, représenté par Cl à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chaudière à cuire le grain, système goire.

248687. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Guary et Meyer, représentés Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de rotatif.

248688. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; de Tray, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Support pour les pinces dans les opérations dentaires.

248689. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Thomson, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil enregistreur les encaissées.

248690. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; Wesser et compagnie, représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements les attaches des laquets ou chasse-navettes aux sonnettes ou chasseurs de mécaniques.

248691. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Pilain, représenté par Bre Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau système de carburateur.

248692. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Bourg, représenté par Del Tête-d'Or, n° 44, à Lyon. — Assemblage de crémaillères à dents inclinées fonction de plan incliné ou coin.

248693. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Raymond, à Saint-Via Inférieure). — Bicyclette à excentriques et à bielles.

248694. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; van Hoorick (M^{me} veuve), rue de Rennes, n° 134. — Système Antoine Fleche, destiné à conserver leur en toutes circonstances d'obstacles ou de mauvais état des routes aux toutes espèces et aux véhicules à roues de toutes espèces.

248695. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Société anonyme du gén Temple, représentée par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Per ments aux chaudières multitubulaires.

248696. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Kolbe, représenté par de Paris, rue Taitbout, n° 41. — Procédé de désinfection et de conservation.

248697. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Devernay, rue Louis-Blanc Alfortville. — Brancard instantané et démontable.

248698. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Beau, représenté par Armen, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de chaudière à chauffage

248699. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Heibling, représenté par A. ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication électrolytique manganèse, ferro-chrome, ferro-aluminium, ferro-nickel et en général d alliages à base de fer.

248700. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1896; Liss, représenté par la société et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Voie de chemin de fer à traverses

248701. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Kolbe, représenté par de

de Taibost, n° 41. — Procédé pour conserver et sucrer les matières alimen-

2. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Schnakenberg, représenté par la
Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Chau-
r à vapeur.

3. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Griffin, représenté par Stutz, à Paris,
Boulevard des Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux bandages herniaires.

4. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Hansen, représenté par Becker, à
Strasbourg, n° 6. — Appareil photographique à escamotage avec
différentiel.

5. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Anderson, représenté par Becker, à
Strasbourg, n° 6. — Nouvel assemblage de tuyaux.

6. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Gütermann et compagnie (société),
représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Stras-
bourg, n° 6. — Machine à faire le bobinage croisé.

7. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Meyer, représenté par Casalunga, à
Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition pour la modification de la commande dans
les vélocipèdes.

8. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Leroy, représenté par la société
Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil d'induction
électrique marchant à l'introduction d'une pièce de monnaie.

9. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; compagnie dite *The Continental Ciga-
rrette limited*, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard
Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine pour faire les cigarettes.

10. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Lalain, représenté par la société
Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tronc avertisseur

11. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Hufennus, représenté par la société
Hufennus, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Dispositif permettant de soutacher sur
une étoffe à broder.

12. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Portebois, représenté par Chassevent,
Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cadre de bicyclette avec

13. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Henry, représenté par Chassevent,
Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de meubles pliants avec support
à bras croisés articulés.

14. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Hochgesand, représenté par Chasse-
vent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné d'articulation
des organes de machines ayant un mouvement et

15. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Johnston, représenté par Chasse-
vent, Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs
pour faciliter l'arrivée des feuilles de papier provenant de la pile aux presses à
papier et autres.

16. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Géraud, rue de la Caserne, n° 1,
Paris. — Nouveau système de tire-bouchons.

17. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1896; Levallois, rue de la Grosse-Horloge,
Paris. — Application d'une cheminée métallique pouvant servir de support
pour transformer les lampes ordinaires à pétrole en fourneaux économiques.

18. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Levallois, rue de la Grosse-Horloge,
Paris. — Application d'un clapet avec guide à vis aux lances d'arrosage.

19. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Merrienne, représenté par Limaré
et Vasselin, n° 22, à Fécamp. — Nouveau système de sauriserie.

20. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Lafon, boulevard de Caudéran,
Bordeaux. — Confection de nouvelles tentes de magasin avec lames en bois
pour remplacer la toile, dites *tentes à la Française*.

248721. Brevet de quize ans, 15 juillet 1895; Malvezin, rue du Becq-déran (Gironde). — Appareil dit *pasteurisateur Frantz Malvezin*, à plaques mobiles, avec ou sans filtrage et réfrigération supplémentaire.

248722. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Niesold, représenté par l'internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, 1. — Porte-pantalons en fil de fer, caractérisé par deux parties recourbées de seule pièce, dont l'une est disposée librement.

248723. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Obry, représenté par la Société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n°. Appareil pour le tir automatique des pièces de marine dans la position horizontale ou des deux axes de navire.

248724. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Delannay-Belleville, à Paris, Douai, n° 40 ter. — Nouveau graisseur à condensation à débit visible.

248725. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Ricci, représenté par la dame à Paris, rue Legrange, n° 5. — Revolvers perfectionnés et armes à feu tactiques.

248726. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Zerba, représenté par la dame à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Système de boîte à feu pour l'utilisation minérales comme combustible.

248727. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Bandu, représenté par B à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fours à gerie ou autres.

248728. Brevet de quinze ans, 6 juillet 1895; Rother, représenté par B à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coussinet à billes pour transmissions.

248729. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Bagnon, à Paris, rue de St. — Perfectionnement apporté aux bicyclettes de tous systèmes dans l'application suspension directe, réglable et indépendante des cadres existants.

248730. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Ghioni, à Paris, rue Ventadour et Braive, à Paris, rue Basfroi, n° 53. — Buste de corset nouveau système noir.

248731. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; société *Actien-Gesellschaft Nobel*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière. Cartouche ne présentant aucun danger d'explosion pour mines grisoutières.

248732. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Péniaïkoff, représenté par A aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'aluminium seul ou combiné avec d'autres sulfures.

248733. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Jacquot, représenté par A aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de direction pour voitures automobiles.

248734. Brevet de quize ans, 8 juillet 1895; Doinet-Lefevre et Pigis, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux saxophones, clarinettes basses, clarinettes aîles, etc.

248735. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Nisbet, représenté par Danz rue Cambon, n° 19. — Sac de voyage perfectionné.

248736. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Ulmann et compagnie, représentée par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Lime circulaire à dents de scies avec doigt d'avancement pour la lame.

248737. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Peireano, représenté par A à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Vaporisateur pour hydrocarbures volatils.

248738. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Bourdès, à Paris, boulevard Quinet, n° 37. — Préservateur-régulateur pour le brûleur Bunsen appliqué à l'incandescence par le gaz.

248739. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; François, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à débit pouvant à volonté forer des trous et creuser des rainures.

248740. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Gressly Muller et la dame

- Grady, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle
1851. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Lefebvre, à Paris, rue Brard, n° 10. —
1852. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Grassé, représenté par Payot, à Paris, rue de la Harpe, n° 161. — Mécanisme à aléthes pour machine à margarine.
1853. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Borchardt, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Projectile à moyau blindé.
1854. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; société *Mtto Maschinenbau-AG* (Mitsubishi), Beck und Henkel, représentée par Chaussevent, à Paris, boulevard de
1855. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; système de voie suspendue à aiguilles fixes.
1856. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Ch. Eggimann et compagnie (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bloc
1857. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; société civile d'études ou syndicat
1858. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; société civile d'études ou syndicat
1859. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; société civile d'études ou syndicat
1860. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Deckers et Boese (société), représenté
1861. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Deckers et Boese (société), représenté
1862. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Knöschke et Eppensteln, représentés
1863. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Knöschke et Eppensteln, représentés
1864. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Gœtz, représenté par Armengaud
1865. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Gœtz, représenté par Armengaud
1866. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1867. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1868. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1869. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1870. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1871. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1872. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1873. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1874. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1875. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1876. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1877. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1878. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1879. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1880. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1881. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1882. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1883. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1884. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1885. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1886. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1887. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1888. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1889. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1890. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1891. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1892. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1893. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1894. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1895. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1896. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1897. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1898. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1899. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-
1900. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; Felten et Guillaume (société), repré-

vence, n° 59. — Perfectionnements dans les appareils destinés à la fabrication des plaques de blindage.

248761. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; société dite *Pottier et Stryman*, représentée par la société *Brandon et fils*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux sièges ou banquettes de wagons.

248762. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Guissman et Dan*, représentés par la société *Brandon et fils*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les ceinturons.

248763. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Gusman et Valentini*, représentés par *Meyer*, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Service postal électrique.

248764. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Elvers*, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mode de fermeture de sûreté et d'ouverture de déversement pour récipients des liquides explosibles.

248765. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Heinzeling*, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme pour maintenir les châssis de fenêtres mobiles.

248766. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Hill et Hoadley*, représentés par *Thirion*, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

248767. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; société dite *The United States and Guaranty Company*, représentée par *Thirion*, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils à réparer les pavages en asphalte.

248768. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Raworth*, représenté par *Thirion*, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

248769. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Carter*, représenté par *Blé*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

248770. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Fumet*, représenté par *Matray, Litzelman et compagnie*, à Paris, boulevard Henri IV, n° 51. — Système de sûreté à colonne de fumée équilibrée et à modérateur automatique de tirage.

248771. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Brinkmann*, représenté par *Matray*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil pour régler et arrêter la marche des navires, les ailes des hélices de propulsion.

248772. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Friedmann*, représenté par *Matray*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Roulette pour meubles.

248773. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Klose*, représenté par *Beck*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Clef anglaise.

248774. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Schweiger*, représenté par *Beck*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Châssis pliants pour études à peintres artistes.

248775. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Van Kerckhove*, représenté par la société *Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour téléphone.

248776. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; société dite *Deutsche Eisenwerk Dröge et C.*, représentée par la société *Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Tonneau avec rebord protecteur rentrant et écarté avec cercle de roulement perforé.

248777. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Meisel*, représenté par la société *Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à numérotter.

248778. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *Donovan*, représenté par *Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme de moulage des poulies.

248779. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; *M. Gaupilat et compagnie*.

Brevet par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Douille renforcée pour balles à tir réduit.

200. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Stephenson, représenté par Delom, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machines à piquer les matelas.

201. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Marsden, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Mécanisme perfectionné pour faire de la glace.

202. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; St-John, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les harpes et instruments de musique analogues.

203. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Boyd, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Timbre-avertisseur perfectionné pour véhicules.

204. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 mai 1909), pris le 9 juillet 1895, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication du gaz et aux appareils destinés à cette fabrication.

205. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Mayer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements destinés à la fabrication de la huile.

206. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Peconnet, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'écrier.

207. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Boyer, représenté par Armengaud fils, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Genre de tissus-tapisseries avec damier.

208. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Bonbon, représenté par Armengaud fils, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle patte de ceinture de cuir.

209. Brevet de quinze ans, 9 juillet 1895; Mond, représenté par Armengaud fils, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau procédé de réduction de cylindres métalliques.

210. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Barlow, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les bandages pour cycles et automobiles.

211. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Kühn, représenté par la société de Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Robinet à double occlusion.

212. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Reininghaus, représenté par la société de Gents, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvelle brosse à dents.

213. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Pieper, représenté par Casalunga, boulevard des Halles, n° 15. — Appareil pour régler ou mesurer les courants électriques.

214. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Dredge, représenté par la société de Litzman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements employés pour découper les doublures de cravates, écharpes, etc.

215. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Edoux et compagnie (société), représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de manœuvre pour ascenseurs électriques.

216. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Price, représenté par Armengaud fils, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de bouchage L. A. Price, pour autres récipients contenant des conserves alimentaires ou toutes autres substances.

217. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Pluyaud, représenté par la société de fils aîné, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Nouveau système de fabrication de siphon pour boissons gazeuses.

218. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Bruhn, représenté par Blétry aîné,

à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de contrôle pour d'un mouvement de rotation.

248799. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Steffens, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commande étagée à chaîne.

248800. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Mossberg, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans nets à cylindres.

248801. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Millington, représenté vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour et la distribution des poudres dentifrices.

248802. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Crakauer, représenté vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour patrons de vêtements.

248803. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Odelin, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fabrication des passoires, passe-bouillons, etc.

248804. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Gléboff, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'éclairage électrique et des trains de chemins de fer.

248805. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Guénée, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Moteur à vapeur.

248806. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Vinyes et Delzens, représenté Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système transbordable pour fruits et légumes frais.

248807. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Boccard, représenté par Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement à la décoloration des tissus.

248808. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Decombe et Grenié, représenté Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Lit articulé à utilisations en campagne.

248809. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Bouchez à Heutréguil — Patins pour chevaux travaillant sur un plan incliné mobile et spéciale qui actionnent les batteuses dites *trépineuses*.

248810. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Oudar-Florin, rue de n° 4, à Roubaix. — Appareil à détruire les mouches et les insectes volants.

248811. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Mareard, à Niort (Deux-Chausses végétales hygiéniques.

248812. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Grollmann, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Porte-plume perfectionné.

248813. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Farcot, avenue de la Gare Saint-Ouen (Seine). — Perfectionnements aux moteurs à champ tournant.

248814. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Toppa, représenté par à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Calorifère perfectionné.

248815. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Heilmann et compagnie représenté par Darmer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau sphéromètre.

248816. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Donnan, représenté par à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau terramètre perfectionné.

248817. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Luez et Beyer (les deux représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Appareil pour la fabrication des matières grasses alimentaires.

248818. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Le Compagnon et Giffard représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Moteur à gaz sans trépidation et à pistons opposés.

248819. Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Coppock junior, représenté Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Mastic pour entretien et des bandages de cycles.

- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Martini et Grube, représentés par Maray, Litelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à lever le sable, le gravier, les charbons, les minerais et autres matériaux.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Lambert et Nigff, représentés par Maray, Litelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine automatique à tailler les vis de bois.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Société des agrafes françaises, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système pour vêtements.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; d'Elbosc, à Paris, passage Saint-Mary, agrafe de cartes-reclames, ayant la forme et la dimension des cartes à jouer, destinées à faire de la publicité commerciale.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Gharassimoff, représenté par la société et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de traction au cableaux par câble flottant.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Nash, représenté par Blotry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement aux tire-boutons.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Janszen, représenté par Thirion, à boulevard Beaumarchais, n° 95. — Diaphragme perfectionné pour téléphone.
- Brevet de quinze ans, 20 juin 1895; Basia, rue de l'Union, n° 25, à Angoulême. — Adhérence et alliages des métaux à l'aluminium.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Janszen, représenté par Thirion, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de communications téléphoniques.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Voltz, représenté par Thirion, à boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé pour construire des armoires de supports, des parois, des murs, des plafonds, etc., réfractaires.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Millar, représenté par la société et fils, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication des fibres en filatures à la confection de tissus.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Zimmermann, représenté par la société et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Composition destinée à des incrustations dans les chaudières à vapeur.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Boas, Rodrigues et compagnie, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Mesureur hygiénique pour le lait et autres liquides.
- Brevet de quinze ans, 11 juillet 1895; Bonneteau et Hurel, représentés par Delom jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Serrure perfectionnée.
- Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Ranson, représenté par Augier, avenue Pavmentier, n° 9. — Procédé de décoloration et de clarification des sucres raffinés et en sucrerie permettant de produire des sucres raffinés directs et abaissant considérablement le prix de revient en raffinerie.
- Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Royer, à Paris, rue Sedaine, n° 37. — Machine à d'un porte-allumettes avec frottoir sur les calendriers, tableaux-annonces, etc.
- Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Mauhiot, Glutron et Gennari, à Paris, rue des Sablois, n° 26. — Procédé de préparation spéciale et ignorée jusqu'à présent de toutes les pierres calcaires en général pour servir à la photographie sous toutes les applications, soit sous forme de carrelages, imitation faïence, soit pour les appartements et dans toutes les applications possibles, tant dans la décoration des bâtiments que dans tous les arts d'agrément tels que paysages, portraits, etc.
- Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Carrier, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 130. — Mouvement mécanique dit *encliquetage Carrier*.

Metrey, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri-IV, n° 31. — Perfectionnements apportés à la construction des meubles.

248878. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Schaller, représenté par Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Filtre pour théière.

248879. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Tropas, représenté par Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Serrure à combinaisons portatifs.

248880. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Smith, représenté par Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Petit joueur de tambour mécanique.

248881. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Hacking et Brand, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lampes électriques.

248882. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Lepage et Grommitz, représentés par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Frein applicable aux voitures ou autres véhicules légers.

248883. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Vissler, représenté par Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements apportés aux chapelets.

248884. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Martinotti, représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil et procédé de fabrication continue des vins mousseux.

248885. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Collin, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'étuve à double effet par chaleur sèche et chaleur humide dite *étuve du docteur Despagne*.

248886. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Leroy, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de moteur hydraulique.

248887. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Simal, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de spéculum à ouverture.

248888. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Charles, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ballon ou bilboquet automatique.

248889. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Hochgesand, représenté par sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de ferme métérique et ses diverses applications.

248890. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Thorp, représenté par Paris, rue Lagrange, n° 5. — Instrument d'optique pour l'essai des diamants.

248891. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Gauthier et compagnie, représentée par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Système de foin circulaire remplaçant les garnitures dite *presse-étoupes*, pour les cylindres d'un mouvement rotatif, dans lesquels doit circuler de la vapeur, des gaz entrant et sortant par les axes.

248892. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Badoni et Panchaud, représentés par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Mètre.

248893. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Myer, représenté par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils d'arrosage sous forme de pluie.

248894. Brevet de quinze ans, 24 avril 1895; Pourcet, boulevard de Paris, n° 177, au Havre. — Répétiteur électrique d'angle de gouvernail pour navires à vapeur et perfectionné.

248895. Brevet de quinze ans, 18 juin 1895; Malgat, à Villefranche (Ardennes). — Brancard placé à dos de mulet et faisant fonction de litière, de nouveau mode de transport des blessés.

248896. Brevet de quinze ans, 5 juillet 1895; E. Ducretet et L. Lejeune, à Paris, rue Claude-Bernard, n° 75. — Gazomètre portatif destiné à la production de l'acétylène.

248858. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Tebeau, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé mécanique pour enlever les incrustations formées à la surface extérieure des tubes, sans faire sortir ces derniers de la chaudière.

248859. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Seguin, représenté par Surry-Montast, à Paris, boulevard de Magenta, n° 84. — Agrafe-éclair à goupilles pour buses et autres usages.

248860. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1894; Coseet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Moyen pour roues de vélocipèdes.

248861. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Lamplough, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareils régulateurs automatiques de températures.

248862. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Mackenzie (M^{me}), représentée par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux crochets et aux croilets pour attacher les vêtements.

248863. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Personne de Sennévoy, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouvelle fermeture à combinaisons.

248864. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Wittenberg, représenté par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 61. — Machine à presser les navets en tranches.

248865. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Richer, à Paris, impasse Exelmans, n° 2. — Système d'électro à charnière articulée avec son armature polarisée.

248866. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Günther, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 39. — Mécanisme à damasser pour métiers mécaniques à tisser.

248867. Brevet de quinze ans, 12 juillet 1895; Leblond, à Paris, avenue Villemain, n° 12. — Perfectionnements apportés aux jantes et rayons de vélos.

248868. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Baldwin (M^{me}), représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les appareils pour la production et la combustion du gaz destiné au chauffage des chaudières et des fours.

248869. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Cazaubon et fils (société), à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 43. — Robinet à orifice direct, à fermeture rapide ou instantanée, avec siège en métal inoxydable et clapet à bande élastique.

248870. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Monmon, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 63. — Procédé et dispositif de torsion pour la fabrication du grillage métallique.

248871. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Bentley et Bentley (M^{me}), représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux triangles à rideaux.

248872. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Broillot, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Appareil perfectionné pour produire l'anesthésie locale.

248873. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Rusp frères (société), représentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Commandes sans chaîne avec disposition permettant l'échange des renvois pendant la marche, notamment pour bicyclettes et véhicules analogues.

248874. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Vaultier, représenté par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Paraffammes économiques.

248875. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Rougeaux, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de frein pour vélocipèdes.

248876. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Herrmann, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Support pour maintenir la tête droite.

248877. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; Steiner, représenté par la société

248916. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1895; Schiedges, représenté par son père, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Innovation de laveuse pour tissus.

248917. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1895; Schiedges, représenté par son père, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tambour à chardons pour tambours.

248918. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1895; Siebert et Harlt, représentés par Jaffeux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif de déclap automatique des organes de fermeture pour conduites de gaz ou d'eau.

248919. Brevet de quinze ans, 15 juillet 1895; Friederici, représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement foyers de chaudières et autres.

248920. Brevet de quinze ans, 2 juillet 1895; Cellier, à Duperré (Alger) chine automatique à peigner le palmier, l'alfa ou la ramie.

248921. Brevet de quinze ans, 10 juillet 1895; Tabone, rue de la Bonzaire à Alger. — Machine à fabriquer le M'Hamsa ou pâte alimentaire arabe.

248922. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Durin, rue des Forges, Montluçon (Allier). — Procédé pour la fermeture hermétique des montres.

248923. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Simonet, à Quintin (Nord). — Machine à dégraisser, débouillir, blanchir, laver, rincer, transporter la cellulose les déchets de coton filés, les chiffons, les laines, les bois, les papiers.

248924. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Vergnac, représenté par son père, à Paris, rue de la Mairie, à Bergerac (Dordogne). — Phonographe-jouet.

248925. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Feuillet, rue du Caire, Marseille. — Presse automatique à estamper le savon.

248926. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Thiebaut, représenté par son père, à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau produit pour emballage.

248927. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Badgley et Thompson (présentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnement appareils à traiter, travailler et manipuler les composés bitumineux ou similaires articles fabriqués avec ces composés, ainsi qu'à l'art qui s'y rattache.

248928. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; compagnie française pour l'application des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux régulateurs pour courant alternatif.

248929. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Fischer, représenté par son père, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Porte-cordon pour rideaux, stores.

248930. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Tempel, représenté par son père, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil transmetteur automatique des températures maxima et minima.

248931. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Hugot et Prioux, représentés par Lanier, à Paris, rue Lemercier, n° 40. — Nouvelles poignées mobiles et pour guidons de vélocipèdes et autres destinations.

248932. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Aymonnet, à Paris, à Arago, n° 54. — Système tournant de bassins de décantation, applicable à un quelconque.

248933. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Swift, représenté par son père, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moyens ou pour peser des marchandises ainsi que pour calculer et indiquer leur prix.

248934. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Bacon, représenté par son père, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements appareils destinés à élever l'eau et autres liquides par de l'air ou un gaz sous pression.

248935. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Bacon, représenté par son père, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements appareils destinés à élever l'eau et autres liquides par de l'air ou un gaz sous pression.

248936. Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Blount, représenté par Blé à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux fermetures.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Kamm, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux appareils pour faciliter des conducteurs électriques destinés principalement aux emplois militaires.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Périchon, représenté par Casanovi, rue des Halles, n° 15. — Système de lessivage méthodique de la laine.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Crandall, représenté par Delom, boulevard de la Chasse-d'Artin, n° 38 bis. — Appareil électrique pour signaux.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Downey, représenté par Becker, à Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les voitures.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Downey, représenté par Becker, à Strasbourg, n° 6. — Système de drainage pour écuries.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Johnson, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil permettant de régler automatiquement la chaleur dans les appartements.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Mergier et Boscher, représentés par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de réfrigérateur de chambre.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Doyen, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte pliante pour plate-forme de pont.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Bossling, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de bandes de billards, à tension et à élasticité réglables.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Pagniez, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'installation de secours en cas d'incendie.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Hébrard, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de garniture protectrice des chaudières à vapeur et autres.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Fresno, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les roues.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Dahlgren et Svensson, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux tours à vapeur.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Foxcroft, Blanchard et Wood, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la commande des vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Mannesmann, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication des tubes sans soudure.

Brevet de quinze ans, 16 juillet 1895; Suparvielle, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de semelles de chaussures à grosse couture au crochet.

Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Demange, à Verdun (Meurthe-et-Moselle). — Foyer à récupération et à accumulateur fumivore.

Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Andrieux, représenté par Good, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 70. — Robinet à écoulement limité dit Stop, système M. Andrieux.

Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Crouillard, à Paris, rue du Faubourg-Denis, n° 40. — Application aux bretelles de pantalon d'un système de boutons-angles et de boutons à gorges ou crochets, permettant d'ajuster les bretelles derrière et devant et d'en rendre le port plus agréable.

Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Menges, représenté par Armengaud

ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux vanomètres.

248957. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Delay, représenté par son fils, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Laminé universel pour

248958. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Picot, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication et applications d'une pierre artificielle.

248959. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Herbet, représenté par son fils, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Appareil chauffeur-mélangeur applicable aux bains et douches.

248960. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; de Groussilliers et (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil pour la récupération des dissolvants pour collodionner du papier.

248961. Brevet de quinze ans, 13 juillet 1895; M. Enhill et Richard sentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Perfectionnements aux lits pliants.

248962. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Stark, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux harpes à pédales.

248963. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Weber-Jacquel, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de clou à divers travaux de charpenterie et, notamment, à la fixation des rails des chemins de fer sur leurs traverses.

248964. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Hochgesand, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné au graissage dans les divers organes où la pression peut varier.

248965. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Fromental, représenté par son fils, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de châssis à tension réglable à volonté.

248966. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Ausseil, rue Bergère, n° 10. — Appareil dit cylindro-presseur Ausseil servant à la fabrication des graines et autres.

248967. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Société générale de brevets. — Nouvelle disposition de poinçonnage sur les métiers rectilignes pour les articles à côtes, pour l'obtention de marques, lettres, jours, dessins variés.

248968. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Lefèvre, à Paris, quai de la Seine, n° 152. — Cycle sans chaînes, système E. Lefèvre.

248969. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Lapointe, à Paris, rue Saint-Denis, n° 9. — Perfectionnements dans les machines à laver et rincer les fioles, récipients.

248970. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; A. Brimon, ses fils et ses associés, représentés par Dänzer, à Paris, rue Cambou, n° 19. — Nouvelle vis pour chaussures.

248971. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Focroulle, représenté par son fils, à Paris, rue Cambou, n° 19. — Palan à double frein automatique de système Ch. Focroulle.

248972. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Wagner, représenté par son fils, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Filière à tarauder les filets de vis avec coussinets et disposition pour conduire droit la filière.

248973. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Dousson, à Paris, rue de la Chapelle, n° 6. — Solidification du pétrole.

248974. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Wilson, représenté par son fils, à Paris, rue de Provence, n° 39. — Machines à incendie chimiques.

248975. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Dellwick, représenté par son fils, à Paris, rue de la Chapelle, n° 6.

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil de production du gaz à l'eau.

248976. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Malicot et Blin (société), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau mécanisme de commande pour tandem, triplette, quadruplette, etc.

248977. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Fontenailles et Désormaux (société), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Obtention rapide du sucre raffiné.

248978. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Schmittmann, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux mandrins de tours à alésier.

248979. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Schmidt, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Instrument en forme de pistolet pour l'introduction et la pulvérisation de médicaments en poudre à l'intérieur de canaux ou conduits dans le corps humain.

248980. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Brandt, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Presse à main (sergent).

248981. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Püttmann, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement apporté aux porte-manteaux.

248982. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Pais, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la fabrication d'un bourage bon et peu coûteux pour trous d'hommes de chaudières, montages, etc.

248983. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Dranille, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau robinet avec pièces de commande entièrement isolées du liquide, s'ouvrant indifféremment à droite ou à gauche, à écoulement régulier, évitant les crachements et les coups de béliet, atténuant l'usure des pièces de commande et d'obturation.

248984. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Pohl, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Etui pour allumettes disposées en deux rangées reliées à charnière.

248985. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Société des produits céramiques et réfractaires de Boulogne-sur-Mer, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Ouvette hygiénique à ventilation combinée.

248986. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Essfeldt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Modèles de modes à confection.

248987. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Paquet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transmission de mouvement plus particulièrement applicable aux vélocipèdes.

248988. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Ball, représenté par la société Berand et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Procédé et machine pour fabriquer les tubes.

248989. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Loulky, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine à gaz et à hydrocarbures, à deux cylindres placés l'un en face de l'autre et à manivelles calées à cent quatre-vingts degrés.

248990. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Loulky, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Bicyclette actionnée alternativement ou simultanément pour un moteur et par les pieds.

248991. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Molman, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Poêle à magasin et à feu continu muni de deux chéfs pour changer le tirage et permettre au feu de brûler à volonté en haut ou en bas.

248992. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; Power, représenté par Becker, à

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux pour empêcher l'eau de geler dans les tuyaux et réservoirs.

248993. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; de Dion et Bouton, représenté Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Dispositif de fixation d'un cylindre et de sa culasse au bâti d'un moteur à explosion.

248994. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; de Dion et Bouton, représenté Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux organes des moteurs à explosion.

248995. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; de Dion et Bouton, représenté Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Moteur à explosion à cylindres apposés.

248996. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; de Dion et Bouton, représenté Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Régulateur électrique pour moteurs à explosion.

248997. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; de Dion et Bouton, représenté Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Carburateur rotatif pour moteurs à explosion ou autres applications.

248998. Brevet de quinze ans, 18 juillet 1895; société dite *Internationale Chamois C.*, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Doublures pour raidir les vêtements de dames.

248999. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Moreau et fils (société), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Application de deux presses mobiles en acier divisées sur les métiers à tisser, à des systèmes dits *hollandais*, *Auroy* ou *saxons*.

249000. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Revol, représenté par R. Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé d'émaillage ou glaçage d'objets en produits obtenus.

249001. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Souel, représenté par R. Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux tables d'opérations.

249002. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Gabert, Barthélemy et co (société), élisant domicile chez Bernard, rue Pierre-Corneille, n° 39, à Paris. — Chariot porte-outils de machines à buriner et découper les métaux.

249003. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Brunel, représenté par R. Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux bicyclettes et autres véhicules à pédales.

249004. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Lamarque, représenté par R. Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux machines à polir les tissus.

249005. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Boudin, élisant domicile chez M^{me} veuve Roussel, hôtel des Trois-Piliers, à Poitiers. — Porte-plume avec des soupapes.

249006. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; P.-A. de Menou et co (société), à Paris, rue de Berry, n° 48. — Sels français destinés à servir de base à la parfumerie antiseptique.

249007. Brevet de quinze ans, Macdonald, représenté par la société Bras et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moteurs électriques aux tramways.

249008. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Dresser, représenté par la société de la Brasserie de la Courneuve, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé et appareil perfectionnés pour la fabrication de malt pailleté et de produits alimentaires.

249009. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Badische, Anilin und Soda (société), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé pour la préparation de matières colorantes du groupe des rhodamines par le moyen de l'acide phthalonique.

249010. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Kleine et Tempel, représentés par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour annoncer le niveau de l'eau et la pression de la vapeur.

249011. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Sortais, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux moteurs à gaz, à pétrole ou à air carburé.

249012. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Rosenwald frères (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des articles de confection désignés sous le nom de baleines.

249013. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Otto, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Soupape de réduction à contrepoids variant automatiquement.

249014. Brevet de quinze ans, 19 juillet 1895; Franck, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de brancard-hamac.

249015. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Magnier, élisant domicile boulevard d'Alsace-Lorraine, n° 93, à Anziens. — Fermeture de sûreté, articulée et à double effet, principalement à l'usage des wagons de chemins de fer et des voitures.

249016. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; des Corats, à Billezois (Allier). — Marteau-outils.

249017. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Bein, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Électrolyse sans emploi de diaphragmes.

249018. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Carenou, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Procédé de dégomme, de décorticage et de décoloration des matières textiles végétales.

249019. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Lafosse, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour maîtriser les chevaux.

249020. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; J.-B. Syreizol aîné et J. Carrère (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Fabrication d'espadrilles à semelles tressées imperméables.

249021. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Delaloe, représenté par Lanier, à Paris, rue Lemer cier, n° 40. — Machine de cabinet de physique, essayant les métaux et autres matières à la traction en prenant l'unité comme section.

249022. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Farcot, avenue de la Gare, n° 17, à Saint-Ouen (Seine). — Nouveau système de collecteur.

249023. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Oesinger, représenté par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Procédé de fabrication de la vanilline.

249024. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Friedheim, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements apportés aux machines à aiguiser et à contourner les dents de scies.

249025. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Kaim, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Mécanisme de répétition pour pianos, avec soudure perfectionnée, nouveau réglage de l'arrêt et nouvelle lanière.

249026. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Urban, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Ferme-porte mécanique.

249027. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Kern, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de foyer à gaz applicable aux cheminées, fourneaux, etc.

249028. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Lansell, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la méthode et dans les appareils destinés à élever l'eau des mines ou d'autres travaux analogues à l'aide de l'air comprimé.

249029. Brevet de quinze ans, 17 juillet 1895; Société des moteurs et voitures automobiles système Filtz, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Accouplement élastique par compression pour arbres de transmission et toutes autres applications.

249030. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Moskowitz, Adler (MM.) et Myers, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'éclairage.

rage électrique perfectionné pour voitures de chemins de fer et dynamo des système.

249031. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Vincent, représenté par veuf, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de clou-craimpou ferrure des chevaux.

249032. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; d'Arsonval, représenté par à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé pour la production.

249033. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Abrahamson-Roxendorff, par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pompe demi-rotative.

249034. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; de Ferrières, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Construction vélocipédique dénommée *selette normale universelle*.

249035. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Lang, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil automatique pour la canne à pêche.

249036. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Société anonyme pour la production de la force par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines électriques à channes.

249037. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Société Pneumatique Tyre Co représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les valves.

249038. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Cartiaux, représenté par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de sécherie pour continues à fabriquer le papier ou le carton.

249039. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Burkhard père et fils, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monter et plaquer les chapeaux-revolver.

249040. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Ullmann, représenté par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-cigare à musique et à automatique simultanée.

249041. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Durin, rue de Rome, Marseille. — Hélice Durin.

249042. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Gavoy, boulevard Lazare n° 31, à Toulon. — Porte-pédale sur levier à bielle, articulé ou non, pour cipedes, système Victor.

249043. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Josseume, rue Lesage Rennes. — Nouveau modèle de moteur à gaz.

249044. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Josseume, rue Lesage Rennes. — Nouveau modèle de moteur à gaz.

249045. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Fery, à Longwy-Haut (Me Moselle). — Nouveau système d'appareil de lessiveuse économique avec un alimenteur d'eau, faisant économie de combustible.

249046. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Laporte, rue Porte-Dijon à Bordeaux. — Clavette universelle destinée à fixer entre elles les diverses divisées de la forme à chaussure pour hommes, dames et enfants, quel que mode de cette division de la forme.

249047. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Alfred Fischesser et co (société), représenté par Garçon, à Paris, boulevard de la Tour-Maubourg. — Production de matières colorantes du groupe des phthalidines.

249048. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Hanin, à Paris, rue Doud n° 16. — Appareil de vol mécanique.

249049. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Carret et compagnie représentée par Wattier, à Paris, rue de Nazagran, n° 5. — Application à

teurs appareils de chauffage ou producteurs de chaleur, d'un faisceau tubulaire à circulation directe ou indirecte, permettant d'augmenter considérablement la surface de chauffe.

249050. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Boisselot, à Paris, boulevard Chauvelot, n° 35. — Système appelé amortisseur de chocs et de vibrations pour boes à incandescence ou autres.

249051. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; société dite Compagnie de l'industrie électrique, représentée par de Mestral, à Paris, rue Talibout, n° 41. — Système d'éclairage électrique.

249052. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Jacob, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de conservation des substances solides organiques alimentaires.

249053. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; société anonyme des établissements Weyer et Richemond, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux moteurs à fluide élastique et spécialement aux machines à vapeur.

249054. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Ditmar, représenté par Jaffoux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Brûleur à pétrole pour lumière à incandescence.

249055. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Ledénia, représenté par Jaffoux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Soutien de tringle resp. de rosette déplaçable et facile à attacher.

249056. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Stéphanon, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil auto-compteur mesureur.

249057. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Luckow, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour obtenir rationnellement des oxydes, suroxydes et sels insolubles ou difficilement solubles en faisant des bains de sels fortement dilués et en faisant agir le courant électrique.

249058. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Allin, représenté par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Ferme-portes.

249059. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Thurzo, représenté par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Modifications aux chaussures, aux viroles de béquilles, ainsi qu'aux viroles de cannes et autres.

249060. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Krause, représenté par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux irrigateurs.

249061. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Hohenberg, représenté par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Peinture intérieure pour réipients métalliques.

249062. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Stauber, représenté par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Machine pour la manipulation de la tourbe.

249063. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Gachot, représenté par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux colliers et selles des chevaux et autres animaux de selle ou de trait.

249064. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Sommer et Polzin, représentés par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Mors pour chevaux dit l'excelsior.

249065. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Max, Kray et compagnie (société), représentée par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Appareil extincteur pour lampes à pétrole.

249066. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Grunding et Noelte, représentés par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Boîte démontable en carton.

249067. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Gattang et Paupy, à Paris, rue

Secrétan, n° 37. — Application d'une poudre métallique dite *brillantine*, sur les sortes de cravates.

249068. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; société dite *Actien-Gesellschaft Anilin-Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta. — Procédé de production de colorants azoïques teignant le coton non mordant.

249069. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Postel jeune, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de boutons pour chemises, cols, manchettes, etc.

249070. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Ruhfus, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Carnet de poche avec crayon à l'intérieur dans une découpeure.

249071. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Charolois, représenté par F. à Paris, rue Drouot, n° 16. — Transmetteur microphonique et son procédé de construction.

249072. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Asche, représenté par J. à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux boîtes à ture facile et à décollage.

249073. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Myers, représenté par Th. à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Outil pour réparer les bandages de

249074. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Pouzyna, représenté par Th. à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de traverses en bois pour de fer, à base concave ou biaisée.

249075. Brevet de quinze ans, 22 juillet 1895; Gritzner, représenté par Th. à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Surchauffeur à foyer à action directe.

249076. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Faure (MM.), Allées-Mat. Bayonne. — Inchavirabilité et insubmersibilité des bateaux à voile, par l'application du procédé d'oscillations transversales sur pivots de la mâture et quille lestée.

249077. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Roussel, à Nîmes. — Application d'un système de suspension montée sur chariot, pour les échaudeuses pour le traitement contre la pyrale et autres maladies de la vigne.

249078. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Wuichet, cours Gouffé, à Marseille. — Machine à tisser le scourtin.

249079. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Lemoigne, à Breteuil (O). — Séchage sans combustible et sans décoloration des phosphates naturels préparés pour l'emploi direct par la culture, spécialement des phosphates colorés à la demande des consommateurs.

249080. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Thiele, représenté par Rou. du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Presse à écrous.

249081. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Varley, représenté par Br. rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Procédé de teinture noire sur coton.

249082. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Alfred Motte et compagnie (S) représentée par Druesnes, rue des Arts, n° 75, à Roubaix. — Nouvel électrolytiques.

249083. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Cuignet, représenté par Dr. rue des Arts, n° 75, à Roubaix. — Nouvelle machine à teindre les textiles et veaux.

249084. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Burin, rue de Bouvines, à Fives-Lille (Nord). — Appareil dit *forge four à chaud*.

249085. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Landes, à Saint-Élix (G). — Moteur à presse hydraulique.

249086. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Bossard, représenté par L. à Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour la galvanoplastie.

249087. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Martin, représenté par M. à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'appareil macérateur applicable aux têtes, thésiers, etc., et autres articles de ménage.

249088. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Correcher et Bellwar, représentés par Manivault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau procédé pour effectuer les injections et les nouveaux instruments ou appareils injecteurs dépourvus de canal, de pointe ou de piton qui permettent de le réaliser.

249089. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux contrôleurs série parallèle.

249090. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1894; Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux freins électriques.

249091. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Ewing junior, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de télégraphe écrivant.

249092. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Prioux et Hugot, représentés par Lanier, à Paris, rue Lemercier, n° 40. — Nouveaux procédés pour souder tous les métaux.

249093. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Rohmann, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Commutateur électrique.

249094. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Brandstaedter, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Tamis à plat à ondulations ou à cellules.

249095. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; société *Troy Laundry Machinery Company limited*, représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machines à repasser.

249096. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Mehling, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Traitement du métal fondu.

249097. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Lamplugh, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Nouvelle selle de vélocipède.

249098. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Saxby, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Application à la manœuvre à distance des changements de voies d'un appareil de calage talonnable, pouvant être actionné par transmission à deux fils, ou par transmission rigide.

249099. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Fischer et Morrill, représentés par Faber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Calendrier-Janus pouvant en tout temps être placé en avant ou en arrière.

249100. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Higham, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux lampes électriques à arc.

249101. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Toupet fils, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de frein actionné par le pédalier pour vélocipèdes.

249102. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Weaver, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux montures de binocles.

249103. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Leblanc, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux boutons.

249104. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Bellocq et Gummersbach, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 104. — Mors de sûreté.

249105. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Reüter, représenté par Jaffieux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Métier Jacquard avec appareil réduisant le nombre des cartons.

249106. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Duncker, représenté par Jaffieux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Tiroir coffre-fort incombustible.

249107. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Société anonyme des verreries

réunies hongroises, représentée par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Cylindre de verre présentant toute garantie contre la casse.

249108. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Rush junior, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les boîtes de montres.

249109. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; société dite *The Rubber Tire Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de caissonnet perfectionné.

249110. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Morgan, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de joint à vapeur.

249111. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Park, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de frein perfectionné à fluidité de pression.

249112. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Young, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication de bandages pneumatiques.

249113. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Dumont, Blancan et Bourry, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'appareil dit *clichographe*, système *G. Dumont, Blancan et Bournisien*.

249114. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Donné, Mathias et Cooper, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les gonds pour portes, volets, etc., à fermeture automatique.

249115. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Bernheimer et Manger, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pignon de commande de chaîne avec disposition d'échange des renvois pour bicyclettes.

249116. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Bichel et Schulte, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'acétylène non explosible pour l'éclairage, le chauffage et l'allumage.

249117. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Judd, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à tisser des semelles de chaussures.

249118. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Pratt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jantes élastiques ou faisant coussin pour moyeux pour les serrer ou les maintenir sur les roues.

249119. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Lavocat et Candlot, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les stéchoirs pour pâtes de ciment Portland.

249120. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Fellows, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Clefs pour ouvrir les boîtes en tôle laminée.

249121. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Bonta, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Dispositif pour arrêter les cars électriques ou pour faire varier leur vitesse au moyen de leurs moteurs.

249122. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Mathews, représenté par la Société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux moteurs pour hydrocarbures.

249123. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Reynal, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appuie-coudes amovible pour voyageurs en chemins de fer et autres destinations.

249124. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Stubbs, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Méthode de carburation des moteurs des plaques de blindage.

249125. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Devlin, représenté par Armand jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines pour apposer les timbres-poste et autres timbres ou cachets et à fermer les enveloppes.

249126. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Brougier, représenté par Bes

189127. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Kynaston, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Thermomètre à éprouvette pour tambours à vapeur.
189128. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Kynaston, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les méthodes et machines pour suspendre les rideaux de fenêtre et autres analogues.
189129. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Esquillot, rue de la Course, n° 23, Paris. — Panneau merveilleux destiné à remplacer le bois massif ou plaqué avec le grand avantage, tant au point de vue de la solidité que de l'économie.
189130. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Delgutte, rue du Faubourg-de-Bordeaux, n° 187, à Lille. — Système de plafond métallique enduit.
189131. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Heuzé-Cormerais, route de Paris, à Mayenne. — Nouvelle machine : le mouvement perpétuel universel A. Heuzé-Cormerais.
189132. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Boulet fils, représenté par Armandiné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Application de l'aldéhyde formique et acétique dans les industries de la sucrerie.
189133. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; de Clugny, représenté par Armandiné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'alimentation équilibrée de l'agent comburant pour foyers lumineux de toutes natures.
189134. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Hooker (MM.), représentés par Lombard-Gonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Accumulateur électrique fluide à pression.
189135. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Hooker (MM.), représentés par Lombard-Gonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine perfectionnée pour couper le papier, le carton et autres matières semblables.
189136. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Mousseau, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans l'installation des foyers dans les fours pour boulangers, pâtisseries, etc.
189137. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Dawson, représenté par de Mestral, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Perfectionnements dans les moteurs à huile.
189138. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Gloystein, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appui-main pour écrire.
189139. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Fickert, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Siphons pour pissoirs, éviers, etc., avec fermeture d'huile et fermeture du tube d'urgence.
189140. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Stecké, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Poêle à gaz et à charbon.
189141. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Dunham, représenté par la société Litelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de machine pour glaces brisées.
189142. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Matras frères (société), représentée par la société Matray, Litelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine avec ventilateur pour plantes telles que houblons, tabacs et fruits de toutes sortes.
189143. Brevet (brevet anglais devant expirer le 24 décembre 1908) pris, le 24 juillet 1895, par Westwood et Paull, représentés par Sulliger, à Paris, boulevard de la Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques.
189144. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Perdurat, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chalumeau pouvant servir comme feu et recevoir d'autres applications.
189145. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Bellem, représenté par la société Lemoine et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Boule mystérieuse.
189146. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Benno von Donat, représenté par Lemoine et Kastler, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de chocolat et de cacao renfermant de l'albumine.

249146. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Burg, représenté par Bille, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil à composer et distribuer automatiquement les caractères d'imprimerie.

249147. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Garchey, représenté par Arnoult, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Découpeur à couteaux

249148. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Unger, représenté par Arnoult, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chauffage et dispositif d'alimentation automatique pour des combustibles menus ou petits morceaux.

249149. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; Société pour l'industrie chimique, à Bâle, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la production de nouveaux colorants polyazoïques complexes.

249150. Brevet de quinze ans, 24 juillet 1895; compagnie de Fives-Lille, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau procédé de traitement des masses cuites.

249151. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1896; Octave, à Dijon. — Instrument agricole appelé *javeleuse ramasseuse* en petite dimension et *javeleuse retour* grand modèle.

249152. Brevet (brevet anglais devant expirer le 15 avril 1909) pris, le 25 juillet 1896, par Allen, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Perfectionnements aux lanternes optiques.

249153. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Wüst, représenté par le Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Matelas à rembourrage enlevable et à ressorts changeables.

249154. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Wüst, représenté par le Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour l'aération des lits.

249155. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Reichelt, représenté par le Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bouteille

249156. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Friedmann, représenté par le Matray, à Paris, place Mazas, n° 1. — Appareils perfectionnés combinant le transport et la distribution simultanée d'emballages circulaires.

249157. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Harries, représenté par Le Bonnevillier, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Coiffe protectrice pour les cigares et cigarettes.

249158. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; de Hulster, représenté par le Matray, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Produits remplaçant le caoutchouc, la gutta-percha, l'ébonite, etc.

249159. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Chatard, représenté par Arnoult, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mode de traitement des débris végétaux dits *ordures ménagères* en vue de leurs applications industrielles.

249160. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Gresham (MM.), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux appareils et dispositions employés pour le chauffage des voitures de chemin de fer et tramways, et dont certaines parties sont applicables au transport des fluides sous pression, dans d'autres buts.

249161. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Delvigne, représenté par Arnoult, à Paris, rue Taibout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux appareils de condensation pour machines à vapeur.

249162. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Serve, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux moteurs rotatifs à vapeur.

249163. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Bomo, représenté par Fournier, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Nouvelle disposition de poêle-cheminée en fonte apparente, pour chauffage des appartements, etc.

249164. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Lancott (MM.) et Metcalf,

100. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Piau, représenté par la société Piau et fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans des corsets.

101. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Piaud, représenté par la société Piaud et fils aîné, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Système de coussinet à revêtements concentriques, de billes, cylindres cônes, ou surfaces de révolution.

102. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Schindler, représenté par Jaffoux, à Bordeaux Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil auxiliaire pour tailleurs prenant les mesures et les reportant directement sur les patrons.

103. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Nube, représenté par Jaffoux, à Bordeaux Saint-Denis, n° 15 bis. — Paupières mobiles pour têtes de poupées.

104. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Tourneau, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de commande des bicyclettes, tandems, etc.

105. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Tourneau, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les voitures.

106. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Poyser, Haywood et Acland, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

107. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Reck, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Régulateur automatique de la pression de la vapeur.

108. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Graf et Böhlend, représentés par Graf, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de tringle pour rideaux.

109. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'extincteur d'incendie.

110. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Chaboche, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle disposition pour calorifères de chauffage applicable aux foyers fixes ou portatifs.

111. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Dumas, représenté par Péguin, rue de la République, n° 8, à Lyon. — Écrou élastique indesserrable.

112. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Hummel, représenté par la société Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans la disposition des compteurs pour moteurs électriques à courant alternatif.

113. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Leuzinger, représenté par la société Dubreuil et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouvelle rivure de la tête d'aigle.

114. Brevet de quinze ans, 25 juillet 1895; Vermorel, à Villefranche-sur-Rhône. — Poudre anticryptogamique.

115. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; société anonyme des mécaniques représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans le système Verdot.

116. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Deloule frères (société), représentés par Deloule, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Pompe à double effet.

117. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Pagnon, représenté par Péguin, rue de la République, n° 8, à Lyon. — Patin à roulette pneumatique à équilibre stable.

118. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Pagnon et Chabert, représentés par Pagnon, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Appareil réfrigérant, continu, portatif ou fixe.

119. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Richard, rue Duhamel, n° 12, à Lyon. — Système de brûleur ininflammable à l'injecteur pour le gaz d'éclairage et de chauffage.

120. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Tresca frères et compagnie (so-

ciée, représentée par Babiloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à battre libre pour le tissage de la soierie.

249185. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Marangos, boulevard n° 8, à Marseille. — Appareil élévateur à vis sans fin, dénommé *élevé* destiné à la manutention des grains et céréales et particulièrement au et au chargement des navires.

249186. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Wagemer, représenté à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareil nécessaires à lames et lagues de ressorts en fil métallique.

249187. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Kämpf (MM.), représenté à Paris, rue de Malte, n° 45. — Système de fermoir pour en porte-monnaie, boutons mécaniques, etc., et perfectionnement aux sur l'emploi du fermoir.

249188. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Waters, représenté à Paris, rue de Malte, n° 68. — Perfectionnements aux moyens de la loupes.

249189. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Farcot fils, à Paris, n° 189. — Perfectionnements aux moteurs rotatifs utilisant la vitesse d'un fluide liquide ou gazeux.

249190. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Somasco, représenté par grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements roulants employés dans l'armée française pour la cuisson du pain en ca

249191. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Tooley, représenté à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les sa musettes pour chevaux et autres animaux.

249192. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Wigzell, représenté à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans le raleur.

249193. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Pasquier, à Paris, boulevard Germain, n° 244. — Perfectionnement à la valve du caoutchouc pneumatique Dunlop pour vélocipèdes.

249194. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Kuntz, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 30. — Procédé pour déterminer la position verticale des manivelles et arbres coudés de et pour mesurer les angles de rotation des axes.

249195. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Baugé, avenue Victor lancourt (Seine). — Nouveau système de frein dit *le rapide*.

249196. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Domon fils et Meyer avenue de la Motte-Piquet, n° 67. — Cyclomètre universel.

249197. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Bosio, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouvelle disposition dans les ra tions des chevaux de l'armée et la machine pour la confection de ces la

249198. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Daverio, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cuvier à laver les grains et en matrières, trop légères, pierreuses ou sableuses.

249199. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Gebr. Eimecke (société tée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Gazelles moteurs à pétrole.

249200. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Allagnon (les sieurs), à get-de-l'Isle, n° 155, à Vitry-sur-Seine (Seine). — Machine à cigarettes fonctionnant sans aucun concours manuel, à boudin continu, avec ferme tivement mécanique) et empiissage simultanés.

249201. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Hessberger, représenté à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareils électriques dont le est basé sur la variation de résistance du bismuth dans le champ magnéti

249202. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Adolphe Frubinscholt et

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Thermomètre à éprouvette pour tambours à griller.

249127. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Kynaston, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les méthodes et organes pour suspendre les rideaux de fenêtre et autres analogues.

249128. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Esquillot, rue de la Course, n° 23, à Bordeaux. — Panneau merveilleux destiné à remplacer le bois massif ou plaqué avec un grand avantage, tant au point de vue de la solidité que de l'économie.

249129. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Delgutte, rue du Faubourg-de-Tournai, n° 187, à Lille. — Système de plafond métallique enduit.

249130. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Heuzé-Cormerais, route de Paris, à Mayenne (Mayenne). — Nouvelle machine : le mouvement perpétuel universel A. Heuzé-Cormerais.

249131. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Boulet fils, représenté par Armand-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Application de l'aldéhyde formique et acétique dans les industries de la sucrerie.

249132. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; de Clugny, représenté par Armand-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'alimentation équilibrée de l'agent comburant pour foyers lumineux de toutes natures.

249133. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Hooker (MM.), représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Accumulateur hydraulique fluide à pression.

249134. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Hooker (MM.), représentés par Lombard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Machine perfectionnée à guillotine pour couper le papier, le carton et autres matières semblables.

249135. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Mousseau, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans l'installation des foyers mobiles dans les fours pour boulangers, pâtisseries, etc.

249136. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Dawson, représenté par de Mestral, à Paris, rue Tailbout, n° 42. — Perfectionnements dans les moteurs à huile.

249137. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Gloystein, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appui-main pour écrire.

249138. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Fickert, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Siphons pour pisseirs, éviers, etc., avec ou sans fermeture d'huile et fermeture du tube d'urgence.

249139. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Stecke, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Poêle à gaz et à charbon.

249140. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Dunham, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Dispositif de fixation pour glaces brisées.

249141. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Matras frères (société), représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Séchoir avec ventilateur pour plantes telles que houblons, tabacs et fruits de toutes sortes.

249142. Brevet (brevet anglais devant expirer le 25 décembre 1908) pris, le 24 juillet 1895, par Westwood et Paull, représentés par Sulliger, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 43. — Perfectionnements apportés aux bandages pneumatiques.

249143. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Perducat, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chalumeau pouvant servir d'allume-feux et recevoir d'autres applications.

249144. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Bellem, représenté par la société Grimon et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Boule mystérieuse jouet.

249145. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Benno von Donat, représenté par Biétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de chocolat et de cacao renfermant de l'albumine.

249222. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Kraus et Brückner, re
Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Pompe à air à double effi
249223. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Hellige et Wanke, re
Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Système de fermeture pour
249224. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Combret, à Paris, rue
n° 39. — Alliages d'aluminium.
249225. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Combret, à Paris, rue
n° 39. — Fabrication d'extraits aromatiques ou parfums naturels conc
dérivés.
249226. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Braunstein frères (s
sentée par Payollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau genre de
par l'introduction dans la pâte de matières permettant d'obtenir des
mentation.
249227. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Compagnie parisien
d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Stra
— Procédé de préparation de matières colorantes azoïques.
249228. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Watkins, représen
ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux
des présences des ouvriers.
249229. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Richard, à Paris,
n° 15. — Armures gallo-russes.
249230. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Carassale, représen
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédés et appareils pou
des boîtes à allumettes.
249231. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Trouvé, représenté pa
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de massag
249232. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Mattern, représenté p
Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle capsule pour boutei
249233. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; société dite *The Maxim
Guns and Ammunition Company limited*, représentée par Thirion, à Par
Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans les canons automatiq
Maxim.
249234. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Lainé, représenté p
Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'obtura
tique destiné à fermer le pas des portes pour empêcher l'air de passer de
249235. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Morison, représenté p
Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionneme
arbres de couche pour machines marines.
249236. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Eite et Todd, représen
à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 88 bis. — Perfectionnements app
canisme de commande de bicycles, tricycles et autres vélocipèdes.
249237. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Navarein, à Paris,
n° 5. — Émaux cloisonnés transparents.
249238. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Green (M^{re}), repré
vesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Porte-allumettes écran pour fan
249239. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Braquier, représenté pa
Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Bonbon à base de café.
249240. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Anderson (MM.), rep
Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfect
apportés aux patins-cycles ou patins à roulettes.
249241. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; société *Actien Maschine
vorm. Venuleth und Ellenberger*, représentée par Armengaud aîné, à Paris
Poissonnière, n° 21. — Cylindre compresseur à chauffage intérieur ave
placés à l'intérieur.
249242. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Steller, représenté par
Paris, rue Cambon, n° 19. — Godet graisseur.

(société), représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tour jablier et dresser les têtes de foudres.

249203. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Janasson et Ellison, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Porte-entil applicable aux tours, raboteuses, mortaiseuses, et autres machines-outils analogues.

249204. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Daumas, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareils pour l'extraction de l'or de ses minerais.

249205. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Klein, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Compteur perfectionné pour omnibus, tramways, bateaux, etc.

249206. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Pellerin de Lastelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Selle pour bicyclettes.

249207. Brevet de quinze ans, 26 juillet 1895; Richard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Application de l'acétylène à la mise en marche des voitures automobiles, bateaux, etc.

249208. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Nicolas, à Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle). — Diverses améliorations s'appliquant à la marche d'une voiture et comprenant : coussinet à rouleaux et systèmes de démarrage.

249209. Brevet de dix ans, 30 juillet 1895; Francin, rue des Jardiniers, n° 16 et 18, à Nancy. — Machine à redresser verticalement les poils des tissus de toutes sortes.

249210. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Dubrule, rue de Pouilly, n° 3, à Tourcoing. — Palier graisseur à bague mobile en forme de ressort circulaire.

249211. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Delcroix, rue Latine, n° 20-22, à Roubaix. — Assemblage des rouleaux formés de douves en bois et spécial pour les couples de métiers à tisser.

249212. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Defontaine, élisant domicile à Paris, rue d'Amsterdam, n° 16. — Perfectionnements apportés aux sabots de pieux à branches en fer et culot en fonte.

249213. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Levesque, représenté par Petkowski, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine à écrire en caractères typographiques.

249214. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Chabaury, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Couverture de panier, corbeilles et tous récipients pour fruits, légumes, etc.

249215. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Struck, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Train de vélocipède suspendu à ressort.

249216. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Hammerstein, représenté par Papeux, à Paris, rue d'Enghien, n° 11. — Monture de parapluie et ombrelle, sous le nom *Marguerite*.

249217. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Soula, avenue de la République, n° 7, à Ivry (Seine). — Moteur produisant la force motrice gratuite obligatoire et à volonté par l'application de la pente sans fin.

249218. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; de Backer, représenté par Augier, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

249219. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Symons, représenté par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Classeur perfectionné formant couverture de livre pour brochures et livraisons.

249220. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Ibbotson, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements dans ou concernant les jonctions des rails.

249221. Brevet de quinze ans, 27 juillet 1895; Stephan, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Four à moufle pour dentistes, à deux cavités centrales pour le réglage de la cuisson.

gers. — Système de préservation du pied du cheval auquel est donné le nom de semelle française.

249263. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Ebeling, représenté par I de Beausset, n° 16, à Marseille. — Procédé et dispositions mécaniques pour la conservation des liquides.

249264. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Guyonnet-Bonnaud (as Deyries, n° 11, à Bordeaux. — Machine à griser.

249265. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Roy, à Saint-Ciers-Laronde). — Perfectionnements aux presses continues à hélice entraînées.

249266. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Georgeon, rue Lafontaine Bordeaux. — Nouveau système d'embrayage appliqué aux machines à cisure, à polir, etc.

249267. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Vignier, rue Lamartine Bordeaux. — Ferrures pour lits et armoires.

249268. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Dutilh, route du Médoc le Bouscat, près Bordeaux. — Le Bioscope ou appareil révélateur d'inhalations.

249269. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Vernhes, cours Saint-Jacques Bordeaux. — Nouveau système de fer à repasser.

249270. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Genevière, rue Ferbas, n° 10 Bordeaux. — Systèmes de poutres et planches combinées.

249271. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Don Simoni, à Paris, queduc, n° 13. — Système de chaudière à vapeur.

249272. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Jacquet, à Paris, rue n° 54. — Fabrication des abat-jour à tête démontable c'est-à-dire se livrant en plusieurs pièces, et la fabrication des carcasses servant à la confection d'un jour.

249273. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Hébert et compagnie représentée par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 84. — E premier ou appareil rotatif à imprimer dit l'Éclair.

249274. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Detalmo di Brazza représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à enregistrer fonctionnant après insertion d'une monnaie.

249275. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux contrôleurs série parallèle.

249276. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Perfectionnements apportés aux lampes à arc à courants alternatifs.

249277. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Delsart, représenté par Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Glacage et polissage mécanique des plans ou moulurés.

249278. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Finley, représenté par la et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareil pour l'exécution des pressions comprenant du texte et des gravures.

249279. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Orloff, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de brochage des livres.

249280. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Knoche, représenté par internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis. — Procédé pour la fabrication d'une nouvelle base pour laques et vernis.

249281. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Lepage, représenté par Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Boulon d'articulation indéchirable aux ciseaux, sécateurs, outils de chirurgie et autres instruments à articulation.

249243. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Campe, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de tablettes à écrire à surfaces blanches pour l'usage des écoliers et son mode de fabrication.

249244. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Bagnoli, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Thermo-ventilateur automatique.

249245. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Gabriel et Ehrlich, représentés par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Mécanisme pour empêcher des collisions sur les chemins de fer.

249246. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Hebel, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Bandes métalliques pour la protection des garnitures de faux.

249247. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Fecker, représenté par Jaffaux, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour la fabrication de laine hygiénique pour vêtements de dessous.

249248. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Beauflis et Lefevre, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvel isolateur, applicable aux lampes et fourneaux à pétrole, évitant le suintement.

249249. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Thiébaud, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication des bidons en aluminium ou autre.

249250. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Tognola et Gunther, représentés par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication d'encre ou de couleurs pour l'impression, la lithographie, le timbrage, etc.

249251. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Kohler et Estebenet, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tirelire-calendrier incrochetable.

249252. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Société *The Universal gas Light and Fuel-Syndicate limited*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans la fabrication du gaz.

249253. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Société *Bundy Manufacturing Co*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les appareils enregistreurs de temps.

249254. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Dibb et Viskers, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Isolateur pour poteaux télégraphiques et téléphoniques.

249255. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Leuenberger, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Construction rationnelle de chambres de cuisson pour pierres artificielles.

249256. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Askam, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils pour séparer les matières de grosseur ou de poids spécifique différents.

249257. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Brault et Jeantaud, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Frein à enroulement.

249258. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; Chiron, rue de Paris, n° 67, à Brest. — Contrôleur de rondes et de veilles.

249259. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Gruel, rue Tous-Vents, n° 3, à Rouen. — Nouveau système de boîte de roue de voiture à graissage continu automatique.

249260. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Moitroux, rue de Rousies, à Ferrière-la-Grande (Nord). — Embrayage à friction par coins circulaires rotatifs actionnés par un parallélogramme.

249261. Brevet de quinze ans, 29 juillet 1895; société *The Enterprise Manufacturing Company of Pennsylvania*, représentée par Armengaud aîné, à Paris. — Perfectionnements apportés aux appareils à couper ou hacher la viande.

249262. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Prince, rue Paul-Bert, n° 14, à An-

249300. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Keasbey, représenté par G à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la tion des réchauffeurs d'eau d'alimentation.

249301. Brevet de quinze ans, Lefranc et compagnie (société), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système pour la peinture artistique.

249302. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Hollub, représenté par G à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de sûreté mobile applicable aux mesures en général.

249303. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; société dite *The Homesteading Company Limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de n° 11. — Perfectionnements apportés aux robinets, faussets et autres valves.

249304. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Johnson, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des drilles ou forets à hélices.

249305. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Bartsch, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Robinet et fermeture automatique pour canalisations d'eau comprenant l'intercalaire d'un filtre.

249306. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; société dite *Sachsische Maschinen Actien Gesellschaft*, représentée par la société Marillier et Robelet, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil à faire des rainures pour les roues.

249307. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Kitchen, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements apportés aux valves.

249308. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Voit, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Matelas à pistons distributeurs.

249309. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; von Leistner et Goetter, représentés par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux systèmes ou jeux de constructions servant aussi bien à de véritables constructions que comme jouets d'enfants.

249310. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Wanke et Hellige, représentés par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Arrêtoir à crémaillère pour les fenêtres.

249311. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Gordon, représenté par T à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

249312. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Deem, représenté par T à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif perfectionné applicable aux bouchons de bouteilles contenant des vins ou autres liquides en vue d'arrêter les effluves.

249313. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Constantz, représenté par T à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés à la construction des pianos, pour en augmenter la sonorité.

249314. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Scoville, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux robinets ou robinets.

249315. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Williams, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication des matières ou produits à l'épreuve du feu et des intempéries.

249316. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Compagnie parisienne de fabrication d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation d'acide métanitralinique sulfonique et de ses sels.

249317. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; société anonyme des matières premières et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de vinification perfectionné (invention Rosenstiehl).

249318. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Cadot et Denis, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Allumeur magnétique rotatif.

249319. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; société Francisque Voland et compagnie, représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à orner les tissus.

249320. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Biles, représenté par Freydlér-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Interrupteur permettant l'allumage à distance, d'une ou de plusieurs lampes.

249321. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Zukowski, représenté par Lépinette, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de moulin à vent.

249322. Brevet de quinze ans, 5 août 1895; Cibron, rue Rabelais, n° 18, à Niort. — Système de chèvre-levier destiné principalement à soulever les essieux pour le lavage et le graissage des roues de voitures.

249323. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Moreau, à Feuquières (Somme). — Genre de serrure.

249324. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; d'Aimé, à Arcis-sur-Aube (Aube). — Machine à vaniser destinée à produire des dessins sur un tissu de métier rectiligne à mailles françaises.

249325. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Schwartz et Amende, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans l'installation des meules employées dans la mouture.

249326. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1896; Moannin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de wagon pour le transport des vins et des liquides en général.

249327. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Reverdy, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de bandage pour la contention des hernies.

249328. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Dixon, représenté par la dame Boulon, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Système d'appareil à pétard pour voies ferrées.

249329. Brevet de quinze ans, 23 juillet 1895; Marc et Baudat, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bouchon de sûreté pour empêcher le remplissage frauduleux des bouteilles de marque.

249330. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Allcock, représenté par la dame Boulon, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements aux parasols, en-tout-cas, parapluies, etc.

249331. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Dussopt, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de moteur à ressort à remontage facile applicable aux bicyclettes.

249332. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Tellenne, représenté par Gardet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moteur baromobile et de vibrations.

249333. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; Goussard, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les métiers rectilignes de bonneterie.

249334. Brevet de quinze ans, 31 juillet 1895; société *Berndorfer Metallwaaren Fabrik Arthur Krupp*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux cartouches.

249335. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Michallet, à Lorette (Loire). — Four à chaux et ciments au gaz.

249336. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Gody, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau système de remontage avec décliquetage en arrière pour montres à clé.

249337. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Régis Draghicenu, à Paris, rue Volta, n° 42. — Nouveau système de commande pour vélocipèdes.

par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux balances densi-volumétriques du système Sourbé. Basculer densi-volumétrique compensateur.

249377. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Pitiot et Cayol, allées des Capucins n° 36, à Marseille. — Nouveau mode d'emballage devant servir au transport des espèces de marchandises, emballage ou enveloppe servant plusieurs fois et à son expéditeur sous le volume le plus réduit.

249378. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Delecourt, boulevard de la République n° 50, à Roubaix. — Application de l'hélice en briqueterie, dit *hélice élévatrice de terres à briques*.

249379. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Borel, à Yssingeaux (Haute-Loire). — Nouveau système de billard dit *billard Borel*.

249380. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Maurel, avenue de la Gare à Nice. — *Alambic de ménage*.

249381. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; Biessy, à Belmont (Isère). — Nouveau système de baratte.

249382. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Simbozelle (M^{me} veuve), par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — *Tannage des cuirs et peaux*.

249383. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Buxtorf, représenté par J. Buxtorf aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de Jacquard mécanique, pour la production de dessins maille unie, bouclés, bouclés-épinglés à deux ou plusieurs couleurs.

249384. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Truchot, à Paris, rue de Valenciennes n° 73. — Appareil de changement de marche pour cycles.

249385. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Constam et Gastner, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de fabrication des corps éclairants employés dans l'éclairage électrique.

249386. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Edwards, représenté par Stoll, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux jumelles et instruments analogues.

249387. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Fuhrhans, représenté par J. Fuhrhans, Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — *Protège-lèvres pour verres à boire*.

249388. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Wetzel, représenté par C. Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Garnitures d'étalage pour fixer simultanément l'objet à montrer et la carte de prix.

249389. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Adolphe Fruhinsholz et C^{ie} (société), représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Mécanisme de coupe mécanique rapide de tonneaux à douves et fonds comprimés en tout de bois, avec pose simultanée des fonds.

249390. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Small, représenté par J. Small, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chevaux.

249391. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Grossmann, représenté par J. Grossmann, Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de fermeture pour portes à l'abri des effractions.

249392. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Richard et Vannes, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Procédé de fabrication directe de l'éthylène.

249393. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Bachert, représenté par C. Bachert, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les compte-bustibles.

249394. Brevet de quinze ans, 3 août 1895; Lecaisne, représenté par J. Lecaisne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau tissu et ses moyens de fabrication.

Paris, rue Guilhem, n° 5. — Système de machine à laminer les bandages, jantes ou roulements, ainsi que les bourrelets des roues forgées en une seule pièce soit en fer, soit en acier ou en tout métal.

249357. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Armstrong, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les appareils de propulsion pour vaisseaux ou navires.

249358. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Bigot, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Etan à rotule système Bigot pour la confection des chaussures.

249359. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; société ardoisière de l'Anjou, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à fendre l'ardoise.

249360. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Borgatta, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel instrument dit *Ghinétophore automatique Borgatta* permettant d'effectuer rapidement des levés de plans.

249361. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Comboul, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel appareil électrolyseur.

249362. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Dale (M^{re}), représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les épingles de sûreté.

249363. Brevet de quinze ans, 1^{er} août 1895; Létrange, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure à crémaillère indépendante.

249364. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Lainé, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 94. — Divers perfectionnements des appareils de sondage.

249365. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Perrier fils, à Paris, rue Michel-Bizot, n° 164. — Système de châssis à petit bois et verres débordants.

249366. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Beaunier et Mathieu, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Nouveau contrôleur électrique de ronde.

249367. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Wicke et Weise, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Support de triangles à rideaux.

249368. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Poutet, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 236. — Application d'un pivot mercuriel aux affûts de tous systèmes.

249369. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Staudigl et Wodraschka, représentés par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouveau genre de verres de lampes.

249370. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Serrant, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Paneteuse destinée à fournir le pain frais aux armées en campagne.

249371. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Vilcoq, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil tendeur régulateur du fil pour métiers employés dans la fabrication des tissus et autres usages.

249372. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Macé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil servant à diriger les petits bateaux.

249373. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Bauer et Fried, représentés par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvel appareil sanitaire pour water-closets.

249374. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Pagnard, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé permettant de rembourrer les navires au moyen de l'air comprimé.

249375. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; Prat, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à carder la laine, la bourre, le crin, et d'une façon générale, toutes les matières employées pour rembourrer les matelas, sièges, etc.

249376. Brevet de quinze ans, 2 août 1895; compagnie de Fives-Lille, représentée

Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Méthode de produire une diversité de coloration sur les étoffes de soie ainsi que les étoffes moitié soie.

249416. Brevet de quinze ans, 5 août 1895; Tucker, représenté par Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements aux appareils les tickets et à enregistrer leur nombre.

249417. Brevet de quinze ans, 5 août 1895; Michel, représenté par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de dessins à plusieurs couleurs sur tissu coton à l'aide de matières colorantes azoïques.

249418. Brevet de quinze ans, 5 août 1895; de Laval, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnement dans les générateurs à vapeur.

249419. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; Revel, à Clermont-l'Hérault. — Nouveau procédé de conservation des matières animales.

249420. Brevet de quinze ans, 5 août 1895; Tillier, à Ambérieu-en-Bugey. — Support à bascule pour sommiers.

249421. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; Carrier, aux Battoirs-Nantua (Ain). — Nouveau moulin augmentant le travail du blé, tout en le simplifiant.

249422. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; Laurens, avenue de Rome, n° 82, à Castres (Tarn). — Système de coulisse de lit, à billes, appelé l'escalier.

249423. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Ferrand, à Paris, quai de la Ville, n° 36. — Nouveau porte manteau tablette.

249424. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Barney, représenté par la Compagnie, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés à la construction des charbonniers avec trappe de déchargement employés pour le transport du charbon et des débris.

249425. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Wagner, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux vérificateurs.

249426. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Béranger et Vautrin (société), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Laine, gratter ou graser les tissus, laine, coton ou autres textiles.

249427. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Schönfeld, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau genre de chaussure.

249428. Brevet de quinze ans, 10 août 1895; Kaboth, Demnig et Kuntze, représentés par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Pince-nez à ressorts sphériques pour le fixage des ressorts, des pincettes et des verres.

249429. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Harris, représenté par la Compagnie, Paris, rue Taitbout, n° 41. — Compteur d'électricité.

249430. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Rost, représenté par la Compagnie, Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de distribution réglant la consommation.

249431. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Robinson, représenté par la Compagnie, Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux portes de fournaies.

249432. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Tenting, à Paris, rue Curie. — Vaporisateur de pétrole applicable aux moteurs à gaz et à essence.

249433. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Molé, représenté par la Compagnie, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'attache pour cravates.

249434. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Bort (M^{re}), représenté par la Compagnie, Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux agrafes et les portes.

249435. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Hamann, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Commande pour corps rotatif applicable à la commande de la roue motrice des velocipèdes.

249436. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Nies, représenté par la Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2.

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux raccords des bandages de roues.

249437. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Roensch, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouton fermoir.

249438. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Judson et Lyman (M^{mes}), représentés par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils à faire les lacets en fils métalliques servant à réunir les bouts des courroies de transmission.

249439. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; H. Duplouch et Ed. Henry (société), représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil dit *diastémomètre*, destiné à la mesure des distances en photographie.

249440. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Manoury, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans le traitement des jus et sirops provenant des cannes à sucre et autres plantes saccharifères.

249441. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Caumont, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de guidé dit *bordeuse* Derby.

249442. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Henry, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'arme à feu automatique.

249443. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Abell, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'attaches pour cordons et dispositifs analogues.

249444. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Handloser, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les pédales de bicyclettes et vélocipèdes en général.

249445. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Renault, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Camion à arrière-train mobile pour le transport des fers, tôles, etc.

249446. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; société *The Westinghouse Brake & Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les tampons et les barres de traction.

249447. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Ogden et Cumings, représentés par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil perfectionné pour nettoyer les tuyaux des appareils à distribuer la bière.

249448. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; J.-B. Doublier et E. Huguiet (société), représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Machine à couper le papier en bandes.

249449. Brevet de quinze ans, 6 août 1895; Pervilhac et Travers, représentés par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux machines à polir les tissus.

249450. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Falque et Ferrat (société), représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux corsets.

249451. Brevet de quinze ans, 8 août 1895; Doucet, représenté par Goubillon, rue Ney, n° 71, à Lyon. — Nouveau système de compas dit *compas à volutes*.

249452. Brevet de quinze ans, 10 août 1895; Pateau, à Thiers (Puy-de-Dôme). — Application de longues-vues à des couteaux de poche et de table.

249453. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Hopper, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux moulins actionnant les machines à vent.

249454. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Newell, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les poulies.

249455. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Drans, Moritz et Chant, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Ponceau, n° 22. — Machine ou appareil perfectionné pour faire des objets gaufrés, plissés ou tuyautés en papier, métal ou autre matière.

249456. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Brand, représenté par N. Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de cuisson de fils en m précieux, tels que fils de cuivre, de bronze phosphoreux, etc.

249457. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Maurer, représenté par N. Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour renforcer le con chaussures, par exemple des souliers en caoutchouc.

249458. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Becker (MM.) et Langer, par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Denis, n° 15 bis. — Mécanisme d'embrayage automatique pour voitures d de fer, etc.

249459. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Nube, représenté par la So nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° Fraiseuse permettant d'attaquer la pièce en ouvrage simultanément ou altern par le haut, le bas et les côtés, avec plateau à mouvement circulaire et di montage.

249460. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Barrière, à Paris, rue Sa n° 22. — Perfectionnements dans les vélocipèdes à mouvement pédal axes.

249461. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Kassner, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé permettant d le sucre de cannes et autres genres de sucre des solutions saccharines, extraits végétaux, mélasse, etc., ainsi que de les séparer les uns des autre récupérant l'agent séparateur.

249462. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Ostermann, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pompe à hélice.

249463. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Müller, représenté par la et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Mécanisme marqueur pour les n contrôle de ronde.

249464. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Alberts, représenté par la et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareil distillatoire.

249465. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Gayraud et Deschamps, à premier, boulevard Poissonnière, n° 27; le deuxième, rue d'Hauteville, Presse rotative à main et à moteur avec encres automatiques.

249466. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; de Méritens, à Paris, rue n° 28. — Nouvelle lampe électrique à arc, sans aucun mécanisme.

249467. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Beauthière, représenté par Bl à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur à simple effet, expansion et à échappement indirect.

249468. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; société anonyme la Précisi sentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Décler silencieux électro-magnétique pour horloges.

249469. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; de la Sauce, représenté par et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé et apparei lèvement, sans poussière, des immondices.

249470. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Clerc, représenté par Cha Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de trompe à mercure perfé

249471. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Knoch, représenté par Ch à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de platine ou s tique pour rails.

249472. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Moore et Brown, représen Boulon (M^m), à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements appor lampes.

249473. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Mayer, représenté par Boul à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Bicyclettes à manivelles.

249474. Brevet de quinze ans, 7 août 1895; Otto, représenté par Delom.

Tailbout, n° 41. — Pince pour fixer les stores et rideaux servant aussi à
pages.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Ripley, représenté par Dumas, à
Saint-Georges, n° 29. — Procédé et appareil perfectionnés pour l'enlève-
neige dans les rues ou autres endroits.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Schütz, représenté par Neuhardt, à
Magenta, n° 30. — Brosse à dents réglable.

Brevet de quinze ans; 14 août 1895; Walcher, représenté par Grimont et
Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Épulpeur Eger ou appareil pour
les liquides (jus, solutions sucrées, etc.) des pulpes, cossettes, fibres
des, et d'autres matières en suspension.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Pélissier et Chevrier (M^{lles}), repré-
sant la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42.
chauffe-mains pour leviers de manœuvre.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Heuber, représenté par la société
Belman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pierre arti-

Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 mars 1909) pris, le 14 août
Pearson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11.
d'avertisseur thermométrique perfectionné.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Youlten, représenté par Chassevent,
Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les croisées.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Leclair, représenté par Maulvaut,
de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la construction
des vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Knight, représenté par Becker, à
Magenta de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les bandages pneu-

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Knight, représenté par Becker, à
Magenta de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les valves pour ban-
dages.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Defay, à Paris, rue Cambronne,
Magenta, rue Cambronne, n° 14. — Système de transmission pour la bicy-

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Netzhammer, représenté par Blétry
Magenta, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Graisseur automatique par la vapeur
d'eau.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Otto, représenté par Blétry, à
Magenta de Strasbourg, n° 2. — Frein récupérateur système Vogel.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Ch. et E. Turiault (société), repré-
sant Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Obturateur à guillo
appareils photographiques faisant la pose et l'instantané.

Brevet de quinze ans, 14 août 1895; Gray, représenté par Bonnet, à Paris,
Magenta, n° 95. — Perfectionnements dans les bandages de roues.

Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Trobach, représenté par Engelfred,
Magenta, Saint-Quentin, n° 8. — Lampe à lumière par incandescence pour com-
bustibles.

Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Tirolloy, à Paris, rue de la Banque,
action automatique et régulière du gaz acétylène dans un petit gazomètre
mise par le carbure de calcium mis en présence de l'eau.

Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Becker, représenté par la société Ma-
gelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Imprimés dans
des places restées libres sont pourvues de réclames collées ou timbrées.

Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Toepfer, représenté par la société
Belman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Machine à
lever de pression pour les types.

249648. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Peizeler, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux foyers de chaudières et autres.
249649. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Timmer, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour brosser et desserrer l'écheveau après encollage.
249650. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Sternberg et Delattre, par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit.
249651. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Hulse, représenté par Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux lampes et fourneaux.
249652. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Samain, représenté par Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil de chasse pour water-closets et toilette dans les immeubles.
249653. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Derriey, à Paris, avenue Pasteur. — Perfectionnements apportés aux machines à imprimer en rotation.
249654. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Brownell, représenté par Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs aux obturateurs photographiques.
249655. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Keiner, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bouchons et obturateurs automatiques.
249656. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Silberstein et Korn, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux appareils de vente automatiques.
249657. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Beau et Daillet, représentés par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carafe à glace perfectionnée.
249658. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Denans, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Robinet d'arrêt à deux sections parallèles.
249659. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Pottin, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de contrôle mécanique et des recettes dans les théâtres et autres établissements publics à entrée payante.
249660. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Accault, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour impression au moyen de pâtes ou de papiers ou toiles mixtionnées.
249661. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; société Action Gesellschaft Fabrikation, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta. — Procédé de production de matières colorantes azoïques.
249662. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Buteaud, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour la production de l'acétylène pour ses diverses applications.
249663. Brevet de quinze ans, 16 août 1895; Rébikoff, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'éclairage électrique des trains de chemins de fer.
249664. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Lesieur, représenté par Paris, boulevard Arago, n° 11. — Nouvelle application de la baleine dans la construction des roues en général.
249665. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Hénard, à Paris, rue Saint-Martin, n° 58. — Salle hexagonale à parois réfléchissantes.
249666. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Ameloot et Durand, chez Paris, boulevard Saint-Martin, n° 27. — Fabrication d'un cuir artificiel et indéchirable.
249667. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; von Schenck, représenté par Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication de polysulfure.

10. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Meyer, représenté par la société Maillan et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour la couche extérieure silicieuse des tiges de rotin.
11. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Graber et Hepworth, représentés par M^{re} Littry, Lincman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Aménagements apportés aux machines à ligner le papier.
12. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Fleuss, représenté par de Mestral, à Paris, Taibout, n° 41. — Perfectionnements dans les roues à bandages pneumatiques.
13. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Rheims, Anscher et compagnie (soi-disant représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Jante à bandage pneumatique pour roues de voitures.
14. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; raison sociale Joss et Lœwenstein, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chemises, fronts de tête avec des cravates imitées.
15. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Graber et Hepworth, représentés par la internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 14. — Perfectionnements se rapportant aux machines à ligner le papier.
16. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Uhlenbroich, représenté par M^{re} Bourgeois, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements apportés aux grilles fumivores mécaniques à vapeur et autres.
17. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Ricci, représenté par M^{re} Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Fusils et autres armes à feu automatiques.
18. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Klaiber, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Enveloppe protectrice pour lame de rasoir.
19. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Lucas, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux porte-papiers pour cigarettes.
20. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Notté, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux freins automatiques avant et arrière, à enroulement sur le moyen des roues avec ou sans patins, applicables à deux et quatre roues.
21. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Conti, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur de pression à double effet.
22. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; J. Maldant Dupoy et compagnie (soi-disant représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'écriture graphique pour compteurs à gaz à paiement préalable et appareils à compteurs automatiques en général.
23. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Christie, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les pianos à cadres.
24. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Société industrielle des téléphones (batteries électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les commutateurs des téléphones.
25. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Asche, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé et appareil pour le soudage des métaux.
26. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Giraud, place de la Corderie, n° 3, à Paris. — Bourrelet sourdine.
27. Brevet de dix ans, 20 août 1895; Guillemot, à Lons-le-Saulnier (Jura). — Roue à rincer les futailles.
28. Brevet de cinq ans, 21 août 1895; Gabaret, place de la République, à Paris (Seine-et-Oise). — Vannette, crible à avoine, paroi en tôle étamée.

249687. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Korth, représenté par la société nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis, reil et procédé pour copier des lettres et autres écritures.

249688. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Compain, représenté par Par à Paris, rue du Temple, n° 160. — Perfectionnements apportés à l'imprimerie matique articulé.

249689. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; les fils de Conil aîné (société) représentée par Parmentier, à Paris, rue du Temple, n° 160. — Genre de ligne la vigne appelée *Attache perpétuelle éclair*.

249690. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Chaix, à Paris, rue Denfert-Rochereau, n° 18. — Support rotatif de selles de vélocipèdes et autres sièges.

249691. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Morin, représenté par Compain, à Paris, rue de Chabrol, n° 67. — Système de machine motrice rotative Compain.

249692. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Wassmuth, représenté par Compain aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil de pulvérisation.

249693. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Thevenet Le Boul, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif de traction à conducteurs souterrains.

249694. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Stampacchia et Rodda, représentés par la société Matray, Lizelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 1. — Nouvelle boîte à cartouches en une seule pièce, en fer ou en acier, pour chasse.

249695. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Mottura, représenté par de la Paris, rue Taibout, n° 41. — Robinet à rotations pour extraction d'eau des machines, forcées s'ouvrant facilement par la force centrifuge due à un petit effort et se fermant automatiquement peu à peu sans coup de bélier, lorsque la force vive engendrée par l'effort vient s'éteindre et cesser.

249696. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Société pour l'industrie chimique, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la fabrication de colorants diazoïques asymétriques pour laine de nuance bleue à noir.

249697. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Brown, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement apporté aux bidons en métal pour faciliter leur ouverture.

249698. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Fraenkel, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Étui métallique pour plusieurs objets à cirage ou autres.

249699. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Fraenkel, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Boîte à compartiments séparés pour le rangement nécessaire d'astiquage.

249700. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Menégaut, représenté par Bleuse, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Verrou indicateur pour water-chasse.

249701. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Denayrouze, représenté par Compain jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour l'utilisation des résidus de mèches à incandescence par le gaz, usées ou cassées.

249702. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Conti, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de voiture automobile à propulsion.

249703. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Pearce, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de fermoir.

249704. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Société anonyme d'exploitation des graisseurs à alimentation pneumatique, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de poulie ou roue métallique perfectionnée.

249705. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Rovida et Oneto, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à usage sur les locomotives, tenders et autres véhicules semblables.

1. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Ciurea, représenté par Chassevent, à Colard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil autoclave pour le lavage et le séchage du linge.
2. Brevet de quinze ans, 19 août 1895; Babion, à Paris, rue Boulard, n° 42. — Procédé de l'effet de halo pour les plaques photographiques.
3. Brevet de quinze ans, 8 juillet 1895; de Laguarigue de Surveilliers, à France (Martinique). — Procédé de l'utilisation des essoreuses centrifuges à la séparation des sucres en morceaux de poids et volume déterminés.
4. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Messian-Lengrand (M^{re}), représentée à Lille, rue du Cateau, à Cambrai. — Construction et applications du filtre pour l'essorage de divers produits lavés ou résultant du lavage, notamment les produits alimentaires.
5. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 février 1909) pris, le 22 août 1895, représenté par Vanleefdael, rue Damiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnement dans les ensouples d'ourdissage et de tissage.
6. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Benoit, rue Dheilly, n° 26, à Amiens. — Procédé d'appropriation de la vitesse d'un fluide.
7. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Weyl et Aubertin, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 38. — Procédé de nettoyage des chaudières à vapeur.
8. Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 février 1909) pris, le 20 août 1895, représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Capsule adhésive pour bouteilles, jarres et autres vases.
9. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Marquart, représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Mode de préparation de l'iodoforme hexaméthylénique en combinaison avec les halogénures alcooliques.
10. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Schlegel, représenté par Becker, à Strasbourg, n° 6. — Fourneau de chauffage et générateur avec système de chauffage de l'air de ventilation et de l'air ambiant en circulation.
11. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Mac Laughlin, représenté par Becker, à Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les cheminées de chauffage.
12. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Drzewiecki, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à gaz ou à pétrole qui brûle des hydrocarbures sans volant, applicable à la propulsion des véhicules et à tous usages.
13. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Lundovist, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à vent.
14. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Raab, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur de courant alternatif avec système de déplacement variable des phases produit dans les consommateurs de courant.
15. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Dodge, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils destinés au transport des matières ou marchandises de toutes natures.
16. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Mac Laughlin, représenté par la société Gordon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de traitement des métaux en vue de son emploi comme garniture pour donner de la raideur aux articulations, et le nouveau produit ainsi obtenu.
17. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Maxfield et Brown, représentés par la société Gordon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à fabriquer les cigarettes.
18. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Bergeron, à Paris, rue de Rivoli, n° 10. — Nouvelle disposition de cordes destinée à remplacer les chaînes et courroies de transmission.
19. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Kühne, représenté par Augier, à Paris, rue Parmentier, n° 9. — Roue en disques d'aluminium.

249725. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Holtzman, à Paris, rue de G^{...} n° 87. — Treuil.

249726. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Regnault, à Paris, rue du Petit n° 28. — Obtention de la farine semi-torréfiée et son emploi comme substantiel.

249727. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Wraith et Dean, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Frein pour vélocipèdes.

249728. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Schanschieff, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux simulateurs électriques.

249729. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; F. Volland et compagnie (société) représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de frappe ou de moirage des tissus à poils, tels que les velours et les peluches.

249730. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Tyrée, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Seau à traire perfectionné.

249731. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Tyrée, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil pour le seignement de l'écriture.

249732. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Tyrée, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Pompe perfectionnée pour le remplissage de lampes et autres usages analogues.

249733. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Ahlswede, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Couverture pour la préservation pour les dents.

249734. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Sanford-Burton, représenté par la société à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux appareils optiques déformant la figure humaine et autres objets.

249735. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Denans, représenté par Blais à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de robinets de puisage à intermédiaires entre deux obturations.

249736. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Fefel, représenté par Blétré à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tissus et finis binés dans la broderie ou surcouture.

249737. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Martin, représenté par Blais à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau mode de fermeture de chemises de balles.

249738. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Sanders, représenté par Blais à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à peaux pour la chapellerie.

249739. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Fielder, représenté par Blais, Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Jouet.

249740. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Schaefer, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Bras à coulants pour voitures de voyage.

249741. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Davy, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes électriques à gaz.

249742. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Hovell, représenté par Armée jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines pour animaux.

249743. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Pirlot, représenté par Armée jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fusil mesure pour se conformer à volonté.

249744. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Compagnie générale pour la

10. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Jary (MM.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour la production de la glace transparente et pure, système de

11. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Jary (MM.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouvelle composition applicable à des travaux décoratifs.

12. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Quinson et Romain (société), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tige pour suspensions, lampadaires, etc.

13. Brevet de quinze ans, 20 juillet 1895; Comba, à Constantine (Constantine). —

14. Brevet de dix ans, 8 août 1895; Baños, à Sidi-bel-Abbès (Oran). — Applique en fer à T ou à cornière se substituant aux attelles en bois existant ordinaire pour animaux de trait.

15. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Géry, représenté par Aulanier, rue Tardy, n° 15, à Saint-Étienne. — Perfectionnements aux lisses sans nœuds emises pour la fabrication des rubans et tissus quelconques.

16. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Renard et Lucas, rue de Patoux, à Jardy. — Horloge électrique à contact instantané.

17. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Carpentier, Grande-Rue, n° 83, à — Machine à écharbonner les laines brutes ou lavées.

18. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Robert, rue du Lycée, à Lorient. — Le sauvetage (bouées, ceintures, gilets, etc.), contenant un nouveau corps d'un mélange de liège râpé et de noir de fumée non calciné.

19. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Ravonneaux, à Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or). — Selle de bicyclette appelée *selle hygiénique Xaennovar*.

20. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; P. Tholon, D. Rahamier, J. Galet et (société), aux Eglisottes (Gironde). — Procédé pour obtenir un enduit imperméable à l'eau.

21. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Groselier, rue de Madrid, n° 7, à — Moyeu de roue antivibrateur à ressort en spirale pour vélocipèdes.

22. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Michel, à Carignan (Ardennes). —

23. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Kirchner (M^{re}), représentée par Dumas de Beusset, n° 16, à Marseille. — Entre-deux, rubans et autres objets en fils ou cordons de caoutchouc et leur procédé de fabrication.

24. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Kirckmajer, représenté par Durassou, Beusset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements dans les fers à cheval.

25. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Bridge, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement apporté au perçage des cartons destinés aux métiers à tisser ou autres.

26. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Labezin, à Paris, avenue de Verdun 114. — Application d'un foyer hydraulique dans les fours de boulangerie

27. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Postel-Vinay, à Paris, place Saint-Lavie, n° 10, et Rechniewski, à Paris, rue Lagrange, n° 11. — Système pour réduire les effets d'électrolyse des tuyaux placés en terre à proximité servant de retour de courant dans les tramways électriques.

28. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Walther, représenté par la société Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la fabrication de corps à incandescence pour lampes élec-

29. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Walther, représenté par la société Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements à la fabrication des filaments et autres corps pour lampes à incandescence.

249725. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Holtzman, à Paris, n° 87. — Treuil.

249726. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Regnault, à Paris, n° 28. — Obtention de la farine semi-torréliée et son emmentaire.

249727. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Wras, société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. —

249728. Brevet de quinze ans, 20 août 1895; Sch Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — P mulateurs électriques.

249729. Brevet de quinze ans, 20 août 1895 présentée par la société Assi et Genès, à Paris, frappe ou de moirage des tissus à poils, t

249730. Brevet de quinze ans, 20 août rillier et Robelet, à Paris, boulevard R tionné.

249731. Brevet de quinze ans, rillier et Robelet, à Paris, boule seignement de l'écriture.

249732. Brevet de quinze rillier et Robelet, à Paris, be pour le remplissage de lam

249733. Brevet de qu Marillier et Robelet, a préservation pour les

249734. Brevet de à Paris, rue Notre optiques déform

249735. Br à Paris, boule intermédiaire

249736. Paris, bo binés da

2497 à Paris chem

2 à P le

Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Meinzer, représenté par Wi de Mazagran, n° 5. — Armoire universelle.

Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Jameron, représenté par Chas boulevard de Magenta, n° 21. — Procédé permettant d'éviter les co en mer.

Brevet de quinze ans, 21 août 1895; société du filtre Grandjean, par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau syst

Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Ed. Serigiers et compagnie (s présentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bec de andescence, muni d'une rampe d'allumage.

249781. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Reuther (Carl), de la mais Reuther, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° compteur à eau.

249782. Brevet de quinze ans, 21 août 1895; Heurtebise, représenté par B à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Servo-moteur principalement desti

...ne dynamo actionnant un ascenseur hydro-élec-

1895; Kraus et Brückner, représentés par
- Pompe à air à plusieurs cylindres.

...er Söhne (Société), représentée par
...re élastique pour pantalon rem-

Thiers (Puy-de-Dôme). —

...norama de vues photo-

...présenté par Rabilloud,
... au montage des filtres à

...Milon, représenté par Rabilloud,
...ment aux charrues.

...95; Schramm, représenté par Frey-
... n° 31, à Lyon. — Appareil de chauffage à
...n contenu d'eau élevé.

...1 août 1895; Dumas, représenté par Péguin, rue
- Épinglé à cheveux à branches hélicoïdales.

...e ans, 22 août 1895; Coche, représenté par Frey-
de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau robinet, sys-

et de quinze ans, 23 août 1895; Dervieux, représenté par Rabilloud,
...e, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les moteurs à explosion,
...e, etc.

Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Coche et Toussaint, représentés par
...reul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système

Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Brousse, représenté par Rabilloud,
...e, n° 66, à Lyon. — Procédé de décoration dit *ceramo-peinture*.

Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Court, représenté par Rabilloud,
...e, n° 66, à Lyon. — Utilisation des appareils de chauffage à vapeur ou
...au refroidissement des locaux pendant l'été.

Brevet de quinze ans, 23 août 1895; de Swarte, représenté par Gay, rue
...n, n° 9, à Rouen. — Perfectionnements dans le mode de régularisation des

Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Maussion, rue Crébillon, n° 19, à
...Procédé permettant d'élever les liquides au moyen de l'air comprimé ou
...pression et d'utiliser le poids du liquide élevé comme agent de force

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Castaing, à Villeneuve (Landes). —
...isme de bélier hydraulique.

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Leperche, représenté par Boramé et
...Paris, avenue de la République, n° 8. — Escaliers à marches démontables.

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Dieumégard, représenté par Maul-
...rue de Richelieu, n° 15. — Système perfectionné de ferrures de lits et
...bles, dénommée *ferrure la Pratique*.

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Mac Caig, représenté par M^{me} Boul-
...Lagrange, n° 5. — Arrangement perfectionné pour chauffer l'eau pour
...esthétique.

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Greville-Williams, représenté par la
...Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. —
...nements apportés aux appareils pour reproduire à distance, à l'aide de
...les dessins et images de toute espèce.

Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Le Keux, représenté par de Mestral,

à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Machine à sécher et à carboniser les matières tiles.

249803. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Giffard, représenté par Blézy à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à air froid pour la fabrication de la glace dure à très basse température et la vulgarisation du froid dans tous les cas domestiques usuels, hygiéniques et alimentaires quelconques.

249804. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Leckebusch, représenté par aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement apporté aux corsels.

249805. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Zimmer, représenté par Chas à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de meule pour le polissage du câble principalement au polissage et à la taille des pierres fines ou fausses.

249806. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Delarue, représenté par Chas à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'encartage des boutons.

249807. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Brenot, représenté par Chasse à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pulvérisateur mobile sur les récipients de tous genres.

249808. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Kjeldseil, représenté par Chas à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication de pierres artificielles en ciment sans ajout artificiel au mélange de ciment brut en vue d'augmenter la résistance contre les intempéries et les effets extérieurs.

249809. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Robertson, représenté par Chas à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les agents d'affilage des couteaux en ruban des machines à fendre le cuir.

249810. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Thomas, représenté par Car à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer les tubes de chaudières.

249811. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Theisen, représenté par Arn jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans la distillation des liquides et appareil approprié à ce but.

249812. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; de Palacio, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Chemin de fer aérien.

249813. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Henderson, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de bandes de billards.

249814. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Bunau-Varilla, représenté par Mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine productrice de tubes rotative.

249815. Brevet de quinze ans, 22 août 1895; Chwalla (MM.), représenté par à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et moyens employés pour préparer (tendre et dérailler) les tissus.

249816. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Molinier frères et Gorgot (J) à Paris, rue Fresque, n° 3, à Nîmes. — Mirette universelle.

249817. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Valette, aux Quatre-Routes à Paris, rue de Cavagnac (Lot). — Mitrailleuse et canon Valette.

249818. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Granges, à Agen. — Bivouac liquide portative à courant continu pouvant aussi poinçonner et cisailier.

249819. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Baudin, à Paris, rue Saint-3 n° 9. — Système applicable à la direction des ballons ou ballon dirigeable.

249820. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Biagiotti et Bruhn, à Paris Faubourg-Saint-Jacques, n° 72. — Moulage par la pâte de lettres en relief façon marbre (lettres gravées).

249821. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Longeot aîné, à Paris, rue V n° 4. — Nouveau four à chaudière vaporisatrice pour faire cuire les plâtres de plâtre, ciments, albâtres, etc., et tous les agglomérés en général.

249822. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Coube, représenté par Ca à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau matelas hygiénique.

21. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Kochlin, représenté par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Contrôleur de torsion et de marche pour métiers.
22. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Colomb, représenté par Armengaud à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Ceinture extensible.
23. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; compagnie française des moteurs à constructions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Locomotive à gaz avec voiture accouplée.
24. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Seitz, représenté par Wattier, à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Innovation apportée à des presses-filtres.
25. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Bobet, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils à comprimer et embouteiller des eaux ou boissons gazeuses.
26. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Japy frères et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Marque pour jeux.
27. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Japy frères et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Contrôleur électrique de jeux.
28. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Japy frères et compagnie (société), représentée par Faugé, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Contrôleur de rondes pouvant fonctionner pendant sept jours.
29. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Wetzel, représenté par Grimon et Grimon, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Tableau-étalage avec porte-objets en métal malleable.
30. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Schindler, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de grains de forme en aluminium ou en magnésium.
31. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Jansen, représenté par Benoît, à Paris, rue Martel, n° 14. — Perfectionnements apportés aux presses à copier.
32. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Theisen, représenté par Armengaud à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour dessécher des matières pulvérulentes ou fibreuses.
33. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Jefferson, Lishman et Clapham, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de perfectionnement des arbres, paliers, tourillons, etc.
34. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Robertson, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour faire fonctionner les indicateurs de stations dans les wagons de chemins de fer.
35. Brevet de quinze ans, 23 août 1895; Billot, représenté par Fayolle, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux chaudières tubulaires.
36. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Guillemare, à Saint-Cernin-de-Larche (Puy-de-Dôme). — Procédé de coloration en jaune d'or, à froid sans filtrage de l'huile de lin communiquant, à volonté, toutes les teintes imaginables, etc.
37. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Schneider, représenté par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à lier les gorges ou les bottes de foin.
38. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Nichol et Redman, représentés par la maison Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux méthodes de suspension des manchons et bec à incandescence.
39. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Boinelle, représenté par Armengaud à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux roulettes de lits, spécialement aux roulettes de lit.
40. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Dispot, représenté par Grimon et Grimon, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements à la des becs à incandescence.

249843. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Bernheim, représenté par et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvel extincteur portatif *pyroclaste*.

249844. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Murphy, représenté par Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements d'attelage à ressort pour

249845. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Prolhac fils, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau de pompe dit *pompe universelle*.

249846. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Wagner, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil aspirer des gaz de toute espèce en vue de les analyser.

249847. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Brown, Boveri et co (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence. — Système de parafoudre.

249848. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Brown, Boveri et co (société), représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence. Dispositif de commande électrique pour métiers à tisser.

249849. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Cointepas, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné pour lettres, papiers, etc.

249850. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Antoine frères (société), représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement montres avec pont de barillet à chapeau.

249851. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Amans, représenté par Paris, rue Dronot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux phonographes.

249852. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Villemain, représenté par Paris, rue Drouot, n° 16. — Aspirateur-injecteur.

249853. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; les fils d'Adolphe Mougin, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle situation de mécanisme d'horlogerie applicable aux pendules, horloges, ré-

249854. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Denans, représenté par Blé à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réservoir sous pression, à double d'échappement d'eau, à débit et capacité facultatifs, incongelable et sans fi-

249855. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Krüger, représenté par Ch à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lampe pour l'éclairage, descence par l'esprit-de-vin et autres combustibles liquides.

249856. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Mercier, représenté par Bert boulevard Saint-Denis, n° 7. — Mode de fixer les poignets sur les guidons cipèdes.

249857. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Vachette frères (société) sentée par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Loqueteau à doublement.

249858. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Messier de Saint-James et Laffay, représentés par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle rotative.

249859. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; de Dion, Bouton et la société et Michel, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 5. Dispositif d'allumage électrique pour moteurs à explosion.

249860. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; de Dion, Bouton et la société et Michel, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 5. Pile hermétique dite *l'étincelle*.

249861. Brevet de quinze ans, 24 août 1895; Baudoin et Schribaux, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé destiné à la concentration des liquides.

- R. n° 1845.
 1892. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Askham, représenté par Delom, à perfectionnements aux appareils pour broyer, pulvériser ou désintégrer les substances.
 1893. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Pritchard, représenté par Delom, à Boucle sans ardillon.
 1894. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Slack et Clark, représentés par la rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — ou ornementer les pots de fleurs, les autres articles similaires en argile ou en toute autre matière plastique.
 1895. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Ranquet, représenté par la société frères, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Allumoir à pétrole ou essence, permettant de supprimer les allumettes dans les établissements publics, dans le petit Parisien.
 1896. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Miaczynski et Puciata, représentés à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de foyer fumivore.
 1897. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Pers, à Paris, rue de Miromesnil, — Nouveau principe d'utilisation de l'air comprimé appliqué comme force motrice dans les machines motrices, etc.
 1898. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Vialle, à Paris, rue de Courcelles, — Nouveau moteur dit turbine centrifète à air chaud, système Vialle.
 1899. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Broadbent, représenté par Blétry à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Tire-lignes perfectionné pour tracer pointillées ou brisées.
 1900. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Witzel, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Monture des pierres pour bijoux et autres.
 1901. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Seguin, représenté par Graef-Beau-Paris, rue Lafayette, n° 203. — Nouveau moteur à pétrole pour bateaux.
 1902. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Laverrière père et fils (société), à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Robinet à siphon de vidange des liquides.
 1903. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; raison commerciale Chem. Techn. U. (D^r Popp et D^r Becker), représentés par Armengaud aîné, à Paris, Institut (D^r Popp et D^r Becker), représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de fabrication d'un mordant pour dermes.
 1904. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Drzewiecki, représenté par Armen-à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de bicyclette dit le.
 1905. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Joly, représenté par Bonnet, à Paris, — Nouvel appareil chrono-photographique.
 1906. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Wintgens aîné, représenté par la internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, — Mécanisme de tension à charge croissante pour contre-bagues de mul-
 1907. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Pasquier, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de poinçonneuse-cisaille tour-
 1908. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Wesselmann et Böcker, représentés à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les.
 1909. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Wesselmann et Böcker, représentés à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif pour la diminution pour corps tournant ou glissant.
 1910. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Schindler, Schweitzer et la société Industrielle, représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Moissonneuse circulaire à bras.

249881. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Eunson, représenté par la Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Pré-appareil pour mesurer, déverser et presser le verre fondu.

249882. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; de Dion et Bouton, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Carburateur rotatif.

249883. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Pilkington, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau jouet optique.

249884. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Härje, représenté par la soc et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé pour produire des saccharos en obtenant des sirops de sucre clairs et agréables au goût, et nouveau li lavage servant pour la réalisation de ce procédé.

249885. Brevet de cinq ans, 26 août 1895; Jaume fils aîné, à Béziers. — système de boîte à clapet dit *clapet-phénix*.

249886. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Head, à Montferrand (Puy-d — Porte-charbon pour frotteur de machines dynamo pour éviter les coups d fenduit.

249887. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; société Daniel, Fauquet et co et M. Beltzer, route de Lyons-la-Forêt, n° 32, à Romen. — Perfectionnements dans la fabrication des bichromates alcalins à l'aide des bisulfates et sulfates pondants.

249888. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; de Mestré, rue Saint-Brie à Reims. — Perfectionnements aux machines à boucher les vins mousseux.

249889. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Vallet-Rogez, représenté par rue Nationale, n° 284, à Lille. — Pince à lin à charnière simplifiée.

249890. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Delorme et Castoldi, rue n° 44, à Lyon. — Nouveau genre ou moyen de transmission de mouvement plus ou moins grande.

249891. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Tain, à Villeurbanne (R Métier à tordre directement en filature.

249892. Brevet de quinze ans, 26 août 1895; Raidelet, représenté par l avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application du carbure de calcium et carbure de calcium à la destruction des insectes nuisibles à l'agriculture.

249893. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Koppel, représenté par Br Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements dans la fixation des rails de fer sur les traverses.

249894. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Perrin, représenté par l avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements aux moteurs à gaz et

249895. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Tournier, représenté par l avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements dans les appareils piques forme jumelles.

249896. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Requier et Heusser, rue n° 51, à Marseille. — Machine à forger, par pression hydraulique, les têtes et leurs écrous.

249897. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Lafue, rue Girard-le-Bleu Arles (Bouches-du-Rhône). — Perfectionnements au galarème.

249898. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Niel (M^{re}), représentée par à Paris, rue de Malte, n° 48. — Gazogène auto-régulateur.

249899. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Pool, représenté par la Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouveau système de tuyau de décharge à s

249900. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Philippe, à Paris, boulevard n° 244. — Essieu à pignon.

249901. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; compagnie française pour tion des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Ma veaux et utiles pour synchroniser la marche des machines électriques.

249902. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Pélégri, représenté par

103. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Gaillhem, n° 5. — Système de reliure applicable aux références, albums, cartes de dentelles et passementeries, journaux illustrés, etc., dit *bibliorhapté* à aiguilles.
104. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Ferguson, Stump et Whitridge, créés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Lubrificateur automatique.
105. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Grist, représenté par la société Louis et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux appareils d'évaporation des hydrocarbures pour les moteurs à gaz ou à pétrole.
106. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Clerc, représenté par la société Louis et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Nouvelles dispositions pour les manivelles motrices pour les cycles et autres véhicules mécaniques.
107. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Chase, représenté par de Mestral, 106, rue Tailbout, n° 44. — Machine dite *Stereoscopic panorama*.
108. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; von Gajewski et Braun, représentés par Louis et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Mécanisme aiguilleur automatique pour tramways.
109. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Cummer, représenté par la société Louis et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à essorer.
110. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Hoe, représenté par la société Branckmann, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine perfectionnée à imprimer en continu, imprimant plusieurs continus à la fois.
111. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Hargreaves, représenté par la société Louis et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la fabrication des chlorates de soude et de potasse.
112. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Bedford, représenté par la société Louis et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Moyen perfectionné pour saturer artificiellement l'air destiné à être employé dans les mines ou autres endroits.
113. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; société *The Glow night Lamp Company*, représentée par Meyer, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de lampe à incandescence.
114. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Marshall et Boynton, représentés par Louis et fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pompes pour bicyclettes et bicyclettes.
115. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Strauscheidt, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil en forme de pince pour saisir les semelles de chaussures et actionné à la main ou au pied.
116. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Lafond, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur-totalisateur pour additions multiples et leurs sous-multiples.
117. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Ancelle, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux serrures d'armes à feu.
118. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; de Pons, à Paris, rue Radziwill, n° 1. — Fontaine ménagère réfrigérant hygiénique.
119. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Baird, représenté par la société Assi, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements dans le mécanisme des véhicules de chemins de fer et autres.
120. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Gaffney, représenté par la société Louis et fils, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Support à billes utilisable comme roulements et pour d'autres usages.
121. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Stock, à Paris, rue des Haudriettes, n° 1. — Thermomètre électrique avec un ou plusieurs contacts mobiles.

249921. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Rankin et Ludington, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à dresser ou tailler les pierres.

249922. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; K. Heilbrunn Söhne (société), sentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Soupape à pendule pour instruments à touches, harmoniums, etc., à jeu nique.

249923. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Tjerneld, représenté par Chm à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé et appareil pour la bution régulière des ébauches de clous pour l'alimentation des machines à les clous de fer à cheval et autres analogues.

249924. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Ronay, représenté par B Paris, rue Cambon, n° 19. — Ruche.

249925. Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 juin 1909) pris, le 8 août par Fenby et Read, représentés par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les mèches, incombustibles, brûlant les huiles hydroc ou hydrocarbures.

249926. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Sauter, représenté par Arm jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de robinet.

249927. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Bupervielle, représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau genre de et de montage des semailles de semailles.

249928. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Berg et Chevalier (société), sentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pa simili-gravure lithographique.

249929. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Parket, représenté par B Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvel appareil de sauvetage pour

249930. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Hughes, représenté par de thal, à Paris, rue Lahruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les appare enregistreur ou timbrer le moment exact et la date.

249931. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Batsche, représenté par G Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé et appareils de nettoyage d cacao et autres matières granuleuses, et des céréales.

249932. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Bommel (M^{re}), à Paris, B Barbès, n° 18. — Biberon stérilisateur ou flacon nourricier à prise d'air indé

249933. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Moritz, Arnault et Caneco sentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pa appareils pour le métallisation des objets non conducteurs de l'électricité et p culièrement des fibres quelconques et produits industriels qui en résultent.

249934. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Lizon, représenté par Arm aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de pince-nez a angulaire automatique.

249935. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Mann et Hermand, repréa Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionne lampes électriques ou régulateurs à arc.

249936. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Cox frères (société), repréa la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, a Allume-feu dit l'universel.

249937. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Runge, représenté par la s tray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Netto brocces.

249938. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Scherding, représenté par B Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Boîte à fumée rationnelle pour chaudi laires de tous genres.

249939. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Döbrentey, représenté par à Paris, rue Cambon, n° 19. — Coude pour tuyaux de poêle servant à régler

100. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Mouchette, représenté par la société Gais, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Harnais métallique d'attelage.

101. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Bollincka, représenté par Illétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux organes d'admission et d'appui des cylindres de machines à vapeur et autres machines motrices.

102. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Cox frères (société), représentés par H. Haffler et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau papier tue-mouches, papier glue universel dit *le destructeur*.

103. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Gaffré, représenté par la société Ma Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé de fabrication des polychromes secrets ou changeantes.

104. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Herrenschildt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 21. — Nouveau système de stéréoscope photographiques.

105. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Grafton, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de rideau mobile en acier ondulé.

106. Brevet de quinze ans, 28 août 1895; Mc Larty, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils pour les minéraux terrestres et analogues en vue de prospecter ou pour d'autres buts ainsi aux opérations de forage en général.

107. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Ollivier, à Paris, rue Denfert-Rochereau, n° 18. — Sella de vélocipède à variation rationnelle de souplesse.

108. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Mercier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 84. — Nouvelle disposition dénommée *pile Martheux*, applicable à divers usages et spécialement à la pile canons *Phénix*.

109. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Zeier, représenté par la société Assi, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Equerre à tracer les patrons de chaussures.

110. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; société *Elektricitäts Aktiengesellschaft Schackert und Co.*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Electro-aimant à attraction uniforme.

111. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; V. Demerbe et compagnie (société), domiciliée à Paris, boulevard des Capucines, n° 12. — Système de voie charrettement métallique pour faciliter le roulage sur les voies publiques et pour l'entretien des routes pavées ou empierrées.

112. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; V. Demerbe et compagnie (société), domiciliée à Paris, boulevard des Capucines, n° 12. — Système de voie entièrement métallique posée sur béton pour tramways et chemins de fer économiques.

113. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Pifre, à Paris, boulevard de Courcelles, n° 174. — Dispositions mécaniques et électriques pour la mise en marche des machines électriques actionnant des pompes.

114. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Dangny, à Paris, rue de l'Eure, n° 7. — Porte intérieure instantanée pour portes.

115. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Panhard et Levassor (société), à Paris, rue d'Alger, n° 19. — Perfectionnements aux roues de voitures avec bandage caoutchouc.

116. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Barker, représenté par la société Barker & Co., à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés à la construction des vélocipèdes.

117. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Wunderlich, représenté par Grumont, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Dispositif de réglage du niveau électrolytique dans les éléments galvano-électriques.

118. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Gray, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil perfectionné destiné à être employé pour le signal de départ dans les courses.

249959. Brevet (brevet anglais devant expirer le 8 mars 1909) pris, le 3 août par Tresh, représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Dévidage.

249960. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Bersier, représenté par Buisson, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Servo-moteur électrique.

249961. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; de Moerloose, représenté par Buisson, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Décortication chimique permettant de la féculé indivise dépourvue de toutes matières extractives.

249962. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Boyd (les sieurs), représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux métiers à bobiner le fil, ou filé en couches coniques sur bobines, busettes, canettes, retenir le fil pendant le dévidage.

249963. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Le Bris, représenté par Billaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil pour la dessiccation de toutes matières craignant le contact direct du feu et exigeant une température capable d'être graduée à volonté.

249964. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; société *Actien-Gesellschaft für Sprach-Patente*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg. — Appareil téléphonique portatif.

249965. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Vivent, représenté par Chabert, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à peindre les boîtes.

249966. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Lambert, représenté par Chabert, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de cartes photographiques à colle.

249967. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Verdet et compagnie (société anonyme), représentée par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Transmission de mouvement à grande adhérence, pour bicyclettes et machines similaires.

249968. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Green, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Crampons mobiles pour fers à cheval.

249969. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Pinchon, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Insensibilisateur, système Pinchon.

249970. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Van Noorden, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés à la transmission de mouvement pour vélocipèdes.

249971. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Krohn (les sieurs) et Sattler, représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Procédé perfectionné pour éviter l'emploi frauduleux des étiquettes sur les bouteilles et s'appliquant également dans des buts analogues.

249972. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Prada, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Accrocheur automatique de véhicules de chemin de fer et tramways.

249973. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Robardet, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de portes persiennes en fer.

249974. Brevet de quinze ans, 29 août 1895; Wittig, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour fixer les clés à béquilles des serrures bec-de-cane.

249975. Brevet de quinze ans, 17 août 1895; Francovich et Gadan, à Constantinople. — Nouveau grand diorama géographique mouvant et en relief avec éclairage intérieur.

249976. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Auset, représenté par Dumas, à Bausset, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements aux organes de la machine à décorquer la ramie dite *la gauloise*.

249977. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Belin, à Tarbes (Hautes-Pyrénées). — Système de mouvement central à déclenchement instantané de la machine à monter les rampes, adapté aux bicyclettes en général.

Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Mense, à l'Isle-sur-Sorgues (Vaucluse). — Application des tiges du *vitis vinifera* à la fabrication d'une nouvelle sorte de cellulose ou pâte de *vitis vinifera* et pour la transformation de l'écorce de raisin armanteux en fils et tissus.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Le Moal et Guétat, à Paris, rue de Valenciennes, n° 210 bis. — Générateur à alimentation aortique inextensible et à vaporisation instantanée.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Nielsen et Fourny, représentés par L. L. L., à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les chalutiers de pêche pour les chaluts.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Ollivier, à Paris, rue Croix-Nivert, n° 10. — Cab automobile.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Noelte, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyen de roue accouplé à la boîte d'essieu, qui se fait facilement enlever de l'essieu de la voiture.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Noelte, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voiture d'enfant à roue amovible et transportable en panier.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Bardin, rue Petit, n° 11, à Saint-Denis. — Nouveaux systèmes de moteur électrique.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Gebrüder Schmidt (société), représentés par la société Anst et Genes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Bateau de dessin.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Becker, représenté par Wattier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 5. — Appareil à timbrer pour imprimer des marques de dimensions et largeurs.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Wolfenstein, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour la fabrication d'un nouvel explosif.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Schaefer (M^{lle}), représentée par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de fermeture pour les fentes des robes de femmes.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Wood, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les pompes à vapeur propres à être employées dans la réfrigération et dans la fabrication de la glace.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; société dite *Asien-Gesellschaft für Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de matières colorantes de la série des rosindulines.

Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Schmidt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fixation des rails dans les véhicules de tous genres.

Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Parsonne, représenté par de Moens, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Véhicule-béquilles automotrices.

Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Greflo, place de l'Église, n° 11, à Paris (Seine). — Système de bouchage ou fermeture hermétique.

Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Jacques, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé de production de la lumière et de la chaleur.

Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Body, représenté par Josse, à Paris, boulevard d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de désagrégation chimique des pyrites complexes en vue d'extraire rapidement les métaux qu'elles contiennent, que l'or, l'argent, l'arsenic, l'antimoine et le tellure.

Brevet de quinze ans, 31 août 1895; *Société Lee Lamp (Parent) Company Limited*, représentée par Josse, à Paris, boulevard d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lampes à pétrole pour brûler les hydrocarbures liquides.

249997. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Stiel, représenté par la société don et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Plaques en émail pour le revêtement de parois et moule pour leur fabrication.

249998. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Loyer, représenté par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Billeur.

249999. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Zacherl, représenté par Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil insufflateur économiseur pour insecticides dit *Insufflateur Zacherline*.

250000. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Denans, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Joint hermétique et flexible à compression et dilatation libres, obtenu par ligatures et torsions.

250001. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Hylton-Foster, représenté par sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Sac de voyage perfectionné.

250002. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Ahrens, représenté par Statu, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif de transmission pour un alternatif.

250003. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Chéron et Follin, représenté par société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Poudre en engrais aggloméré.

250004. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Bowden, représenté par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux bandages et tubes pneumatiques.

250005. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Prein et Korfmann, représenté par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements apportés aux machines à entailler les couches.

250006. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Korfmann, représenté par Paris, rue Cambon, n° 19. Nouveau dispositif de guide pour forêts et tarières.

250007. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Mathian (M^{re}), représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle composition dite *Hydrologène* pour la peinture, les enduits et les apprêts.

250008. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Société chimique des Rhônes, anciennement Gilliard, P. Monnet et Cartier, représentée par jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements à la fabrication de la vanilline par l'aldéhyde protocatéchique.

250009. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Canard (M^{re}), à Paris, des Petits-Pères, n° 1. — Référence pour relier les tissus ou la musique.

250010. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Martinet, à Paris, renaissance, n° 34. — Table à jeux dite *Playe-table*.

250011. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; société Franz Frères, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé pour conserver entiers les animaux de boucherie une fois abattus.

250012. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Morrisson, représenté par Caron, à Paris, boulevard Beauchouart, n° 17. — Frein de voitures.

250013. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Wackernie, à Paris, Belles-Feuilles, n° 15. — Système d'épuration économique des jus sucrés.

250014. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Hall et Thornton, par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour façonner de petits articles métalliques et les moyens à employer à cet effet.

250015. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Le Redotte, à Paris, Bonne-Nouvelle, n° 17. — Emploi du magnésium et de ses alliages dans l'industrie.

250016. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; de Pétroff, représenté par Boulin (M^{re}), à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Assainissement des grands égouts le système combiné Serge de Pétroff.

250017. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Ives, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de roue perfectionnée.

249978. Brevet de quinze ans, 2 septembre 1895; Mense, à l'Isle-sur-Sorgues (Vaucluse). — Application des tiges du *vitis vinifera* à la fabrication d'une nouvelle cellulose, dite *cellulose* ou *pâte de vitis vinifera* et pour la transformation de l'écorce de cet arbrisseau sarmenteux en fils et tissus.

249979. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Le Moal et Guétat, à Paris, rue Michel-Bizot, n° 210 bis. — Générateur à alimentation aortique inexplosible et à vaporisation instantanée.

249980. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Nielsen et Fournay, représentés par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les chariots ou plateaux de pêche pour les chaluts.

249981. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Ollivier, à Paris, rue Croix-Nivert, n° 227. — Cab automobile.

249982. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Noelte, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Moyen de roue accouplée à la boîte d'essieu, et pouvant être facilement enlevé de l'essieu de la voiture.

249983. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Noelte, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voiture d'enfant à roue amovible et transformable en panier.

249984. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Bardin, rue Petit, n° 11, à Saint-Denis (Seine). — Nouveau système de moteur électrique.

249985. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Gebrüder Schmidt (société), représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Bateau de désinfection.

249986. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Becker, représenté par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Appareil à timbrer pour imprimer des marques de toutes grandeurs et largeurs.

249987. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Wolfenstein, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour la fabrication d'un nouvel explosif.

249988. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Schaefer (M^{lle}), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Dispositif de fermeture pour les fentes des robes de femmes.

249989. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Wood, représenté par la Société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les pompes de condensation propres à être employées dans la réfrigération et dans la fabrication de la glace.

249990. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; société dite *Actien-Gesellschaft für Anilin Fabrikation*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de préparation de matières colorantes de la série des rosindulines.

249991. Brevet de quinze ans, 30 août 1895; Schmidt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fixation des rais dans les roues des véhicules de tous genres.

249992. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Parsonne, représenté par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Véhicule-béquilles automotrices.

249993. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Greffo, place de l'Église, n° 11, à Vitry-sur-Seine (Seine). — Système de bouchage ou fermeture hermétique.

249994. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Jacques, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système de production de la lumière et de la chaleur.

249995. Brevet de quinze ans, 31 août 1895; Body, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de désagrégation chimique des pyrites de composition complexe en vue d'extraire rapidement les métaux qu'elles contiennent, tels que l'or, l'argent, l'arsenic, l'antimoine et le tellure.

249996. Société *Lee Lamp (Parent) Company Limited*, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux lampes à pétrole ou lampes pour brûler les hydrocarbures liquides.

par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux machines à cigarettes.

250036. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Sépulchre, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Garniture métallique des verres de lampes.

250037. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Sépulchre, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Modifications apportées à la huile minérale ou végétale.

250038. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Anthon et Sohnne, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé et appareil pour le tant d'exécuter des traits de scie en spirale.

250039. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Blanchot, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication des fromages dits *Fromages à la Couronne*.

250040. Brevet de dix ans, 3 septembre 1895; Cowan, représenté par Blum, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux mesures et aux machines à mesurer les quantités des liquides.

250041. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Goodwin, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux systèmes de conducteurs électriques aériens.

250042. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Knobloch, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation de force motrice pour l'utilisation des mouvements de la marée.

250043. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; société *The United Alkali Works Limited*, représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs ou connexes aux fours pour traiter les produits chimiques minéraux ou autres matières analogues.

250044. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Fellows, représenté par son fils aîné, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Boîtes en métal laminé pour le transport des matières minérales.

250045. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Douglas, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux scies.

250046. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Baynes, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Crochet de support pour les parapluies, ombrelles, etc.

250047. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Carter, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les systèmes de comptabilité multiples pour la comptabilité.

250048. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; société dite *The Patent Steel Chain and Cable Company Limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des chaînes et dans les appareils employés à cet effet.

250049. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Sörgel, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Traineau à commande à pédale.

250050. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Purdon, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les freins pour les wagons et véhicules analogues.

250051. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Bazin et Leroy, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Châssis à rouleaux pour les véhicules.

250052. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Caron, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Turbine à vapeur pour les machines à vapeur.

250053. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Fairbanks, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les dispositifs d'aspiration pour les machines à fabriquer le papier.

250054. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; Marburg, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à fabriquer le papier.

1. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; E.-J. Hussey et compagnie (société), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines et souffleries rotatives.
2. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Larchevêque et Policard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 46. — Nouvel appareil avertisseur électrique pour la durée des pâtes céramiques.
3. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Deneys, représenté par Baudouin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour fabriquer de nouvelles couleurs.
4. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Schneider et compagnie (société), représentée par Baudouin, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 1. — Alliages de l'acier avec le manganèse et le chrome et application de ces alliages à la fabrication des blindages.
5. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Hanson, représenté par Armand, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux mécanismes de fermetures de culasse des cannes-fusils.
6. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Read, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux tire-boucs.
7. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Bilfinger, représenté par la société Mittelmann et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil automatique pour l'allumage automatique et à distance des lampes incandescentes.
8. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Étard, représenté par Biétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Table-lit.
9. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Headland, représenté par la société et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux lanternes de sûreté employées dans les mines et autres endroits.
10. Brevet de quinze ans, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle chemise hygiénique.
11. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Dupont, représenté par Armand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à produire les fils à tricoter lui-même.
12. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Société anonyme des matières et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction des parfums à base alcoolique des essences naturelles (Invention Haller).
13. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1896; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de téléphone multiple.
14. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; société dite *The Gas Lighting and Power Company Limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour régler l'alimentation des lampes et spécialement destinés à être appliqués aux appareils pour carburer ou éclairer au gaz.
15. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Fortin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.
16. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Société anonyme pour le traitement des métaux, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les batteries voltaïques secondaires.
17. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; de Loma, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de sûreté applicable aux cycles pour éviter les accidents provenant de la rupture des fourches.
18. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Cases, à Paris, boulevard Saint-

Michel, n° 44. — Nouveau procédé de construction de cartes typographiques plans cotés à relief stéréoscopique.

250073. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Deissler, représenté par ciété Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Séparation d'alliages méta mélangés.

250074. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Bennetz, représenté par longa, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Oeillère pouvant être changée de position enlevée.

250075. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; société Hungaria Kuns Schwefelsäure und Chemische Industrie Actien-Gesellschaft et M. Adler, représenté Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Arrêt de sûreté pour vis.

250076. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Christen, représenté par let, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnement aux lorgnettes, jumelles.

250077. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Daydé et Pillé (société), sentée par Fayollet, à Paris. — Système de caissons démontables permettant ter des murs en maçonnerie sous l'eau, sans incorporation de métal dans les tions.

250078. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Hœpfner, représenté par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application d'anodes solub mettiant de réaliser une économie d'énergie électrique.

250079. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Ladd, représentée par vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les m explosion.

250080. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Blanc, représenté par ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Soupape à fermeture auto en cas de rupture de tuyaux de vapeur et facultative à tout moment.

250081. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Petzholtz, représenté par ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Combustion de fumée à l' du carneau.

250082. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Heymann, représenté par ciété internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis. — Support pour couteaux, fourchettes et cuillers, se fixant aux assiettes plats.

250083. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Franck-Valéry (les siez présentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Lampe à incandescence au moyen des hydrocarbures liquides.

250084. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Lafforgue, représenté par ciété Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cou dale à fond sphéroïdo-parabolique et à amorçage automatique pour bas de cabinets d'aisances.

250085. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Peck, représenté par B Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les sép centrifuges.

250086. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Peck, représentés par B Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les sép centrifuges.

250087. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Hilberg, représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et appare production d'un produit entièrement stérilisé et prêt pour l'envoi, tel par ex lait, du bouillon, ou autres aliments.

250088. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Mannesmann, représ Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé et a pour former, laminier et calibrer les tubes et autres corps creux.

250089. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Société anonyme pour mission de la force par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Par levard de Strasbourg, n° 23. — Appareil permettant de transformer un cours natif monophasé en courant continu ou réciproquement.

Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les pompes, machines et souffleries rotatives.

250055. Brevet de quinze ans, 3 septembre 1895; E.-J. Hussey et compagnie (société), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements apportés aux seringues vaginales.

250056. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Larchevêque et Policard, à Paris, boulevard de Magenta, n° 46. — Nouvel appareil avertisseur électrique pour la durée du coulage des pâtes céramiques.

250057. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Deneys, représenté par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour fabriquer de nouvelles laques de couleur.

250058. Brevet de quinze ans, Schneider et compagnie (société), représentée par de Lagrange, à Paris, boulevard Malesherbes, n° 1. — Alliages de l'acier avec le molybdène et le chrome et application de ces alliages à la fabrication des blindages.

250059. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Hanson, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux mécanismes de fermetures de culasse des cannes-fusils.

250060. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Read, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux tire-bouchons.

250061. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Bilfinger, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil automatique pour l'allumage automatique et à distance des lampes incandescentes à gaz.

250062. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Étard, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Table-lit.

250063. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Headland, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux lanternes électriques de sûreté employées dans les mines et autres endroits.

250064. Brevet de quinze ans, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle chemise hygiénique.

250065. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Dupont, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à produire les dessins dans le tricot lui-même.

250066. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Société anonyme des matières colorantes et produits chimiques de Saint-Denis, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé d'extraction des parfums à fonction alcoolique des essences naturelles (invention Halter).

250067. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; société anonyme pour la transmission de la force par l'électricité, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de téléphone multiple.

250068. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; société dite *The Gas Lighting Improvement Company Limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils pour régler l'alimentation des fluides, et spécialement destinés à être appliqués aux appareils pour carburer ou enrichir le gaz.

250069. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Fortin, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à mesurer le cuir.

250070. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; Société anonyme pour le tra a électrique des métaux, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais n° 95. — Perfectionnements dans les batteries voltaïques secondaires.

250071. Brevet de quinze ans, 4 septembre 1895; de Loma, représenté par Bonnet à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de sûreté applicable aux cycl en vue d'éviter les accidents provenant de la rupture des fourches.

250072. Brevet de quinze ans, 5 septembre 1895; Cases, à Paris, boulevard Saint-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine destinée aux greffes aux ceps de vignes.

250112. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Mors, représenté par Chas à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil destiné à produire un enchevêtrement réciproque des aiguilles des chemins de fer avec les disques à di-

250113. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Chambard, représenté par Chas, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système d'armature pour manchons de becs à gaz à incandescence.

250114. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Burton, représenté par Chas, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de régulateur de vitesse pour moteurs à pétrole et autres.

250115. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Poirot, représenté par V à Paris, rue de Mazagan, n° 5. — Perfectionnements apportés dans la fabrication des cames ou excentriques.

250116. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Strehlebert, représenté par V, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement dans la fabrication du phosphore.

250117. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Souligoux, représenté par V, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication des fils, barres, tubes, plaques, etc., en métal mixte argent et fer ou acier.

250118. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Société des produits céramiques et réfractaires de Boulogne-sur-Mer, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Jonction siphoniale pour chutes de cabinet d'égout et canalisations d'eaux vannes.

250119. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Société corse pour le traitement des bois, représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre. — Application de l'aluminium à la confection du matériel servant à la fabrication d'extraits de bois pour la tannerie et la teinture.

250120. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Doudard de la Grèce, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de chauffage à vaporisation instantanée.

250121. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Rigaud, représenté par V, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de charriage pour le chanvre.

250122. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; Bideaux fils, représenté par V, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de manivelle pour les câbles aux pédales des cycles et en général à toutes machines.

250123. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; compagnie industrielle des céderas Raoul Pictet, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux presse-étoupes.

250124. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; The United Alkali Company (société), représentée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58. — Perfectionnements aux appareils destinés à la décomposition du sel ordinaire pour la production du sulfate de soude ou des usages analogues.

250125. Brevet de quinze ans, 6 septembre 1895; de Dion et Bouton, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Interrupteur et interrupteur inverseur de courant pour bobines d'induction.

250126. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Colbert, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 60. — Bouchon l'antifraude.

250127. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Neveux, représenté par V, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compteur d'énergie électrique.

250128. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Hegershoff, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 47. — Système d'actionnement pour centrifuges à main.

18129. Brevet de quinze ans, 27 août 1895; Tarcher, rue de Paris, n° 50, à Vincennes. — Moteur à leviers combinés, mouvement perpétuel.

18130. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Bachmann, représenté par Baumann, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de vente automatique imitant une scène de théâtre.

18131. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Sargeant et Phipps, représentés à Nemours, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les distributions pour usages agricoles.

18132. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Smith, représenté par Mennessier, à Paris, rue Tiquetonne, n° 82. — Perfectionnements dans et relatifs aux résistances électrothermiques pour circuits électriques.

18133. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Bardin (M^{re}), représentée par Bardin, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Carreaux mosaïque liège à dessins.

18134. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Franke, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 154. — Perfectionnements aux dispositifs de fixation des châssis de fenêtres.

18135. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Kessler, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de commande à changement de sens de fil des broches des métiers à filer ou à retordre les matières textiles.

18136. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Bannets, représenté par Casanovi, à Paris, rue des Halles, n° 25. — Support de musique à trois pieds pouvant se transformer en buffet.

18137. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Junkers, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à plusieurs cylindres.

18138. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Déri, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de pavé en bois garni de caoutchouc.

18139. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Pieper, représenté par Brandon, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Arme à barillet munie d'un magasin à ressort et d'un éjecteur automatique (système A. Garcia Reynoso).

18140. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Campe, représenté par Diétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil producteur de gaz adapté pour l'éclairage.

18141. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Martin, représenté par Armenant, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de bi-métal d'argent.

18142. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; Sclaverand, représenté par Armand Jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de cylindre articulé sur son support pour garnitures pneumatiques.

18143. Brevet de quinze ans, 7 septembre 1895; société chimique des usines du Nord, anciennement Gilliard, P. Monnet et Cartier, représentée par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture de récipient à une ou plusieurs issues capillaires ou autres utilisées pour le transport et la manipulation de liquides volatils, tels que le chlorure d'éthyle, le chlorure de méthyle, etc.

18144. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1895; Barbé, à Youlezac (Corrèze). — Nouveau système de râtière et de souicière sans feu.

18145. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Grelet, rue Victor-Noir, n° 20, à Paris (Seine). — Moteur rotatif à gaz de houille ou de pétrole.

18146. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Gautier, à Paris, rue Beauregard, n° 25. — Système de traction électrique pour fiacres et voitures publiques.

18147. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Hæbcke, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cadre employé dans la fabrication des caisses, fermé par l'air comprimé.

18148. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Josephson, représenté par la So-

ciété internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Appareil à mesurer les longueurs de pièces de tissus en rouleaux ou en balles.

250149. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Mertin, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Nouveau dispositif pour vélocipédistes.

250150. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Bieler, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Nouveau procédé pour souder les boîtes métalliques minces.

250151. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Lehnert, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Calotte pour talons formant matelas élastique et se posant dans les chaussures.

250152. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Madaus, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Éclisse en tôle.

250153. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Mayberg, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dévidoir pour fil métallique.

250154. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Buob, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Plaque de transpiration pour s'enlever et se remplacer facilement.

250155. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Hansen, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine pour la fabrication d'objets en terre ou de grès.

250156. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Häuser et compagnie (société internationale des inventions modernes), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à vis réglable.

250157. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Malézy, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à caver, applicable à l'exploitation des mines et carrières.

250158. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Von Zemlényi, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Jeu d'échecs portatif, spécialement aux touristes.

250159. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Thorpe (M^{re}), représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements de lampes ou fourneaux à huile.

250160. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Le Gouarant de Tromp, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Berne, n° 29. — Nouveau système de roues élastiques sans tige, en caoutchouc, pour bicyclettes, véhicules, etc.

250161. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Leman, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Valve pour bicyclette dite système Charley.

250162. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Leman, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Valve pour bicyclette dite système Charley.

250163. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Depinox et Pinon, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux pulvérisateurs de liquides.

250164. Brevet de quinze ans, 9 septembre 1895; Morel, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau genre de persiennes à recouvrement, en tôle ondulée.

250165. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1895; André, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Nouveau système de four à récupération de chaleur et à double circulation, pour applications diverses.

250166. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Wissel et compagnie (société internationale des inventions modernes), à Paris, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouvelle ornements pour velours et tous tissus méti.

167. Brevet de quinze ans, 11 septembre 1895; Boduin, passage du Commerce Amiens. — Produit dit *crème rose*.

168. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Geay, rue des Augustins, n° 1, Angers, et Moignard, avenue de Juillet, n° 5, à Limoges. — Instrument géodésique à faire des levés de plans et à déterminer les distances, les différences de niveau et le relief du terrain sans faire usage d'une mire.

169. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Richelet, place du Marché, n° 6, Le Perret. — Nouveau système de transmission de la force motrice.

170. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Pruden, représenté par Good, 10, rue de Rivoli, n° 70. — Foyer de chaudière à vapeur.

171. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Thomas, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les brosses propres au nettoyage des navires et des édifices.

172. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; White et Middleton, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les moteurs à gaz.

173. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Wetherill et Amritage, représentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux paillasons, essuie-pieds, tapis d'escaliers et autres genres de tapisseries dans la méthode, les moyens et les appareils propres à la fabrication de ces articles.

174. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1895; Pupin, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans le transmetteur de la force pour la transmission des signaux.

175. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Duncan, Suberbie et Michaux, représentés par Menmons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Moteur à pétrole.

176. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Pitt, représenté par Menmons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements aux machines à vapeur et aux moteurs.

177. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Shumann, représenté par Grand aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines pour encasturer des fils métalliques dans du verre.

178. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Mennier et de Bengy Puyvallée, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif d'avertisseur et d'enregistreur des signaux de la voie sur les locomotives.

179. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Stiens, représenté par de Mesmaison, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les lampes à incandescence.

180. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Welin, représenté par de Mesmaison, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Canons à tir rapide.

181. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Maas et Olausson, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 15 bis. — Dispositif de ruissellement empêchant les dépôts de vapeur sur les vitres des magasins.

182. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Carlett et Jost, représentés par la société L. Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement pour tuyaux.

183. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Gombes, représenté par la société L. Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les machines à vapeur à plusieurs cylindres.

184. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; société *The Pneumatic Engineering Company of West Virginia*, représentée par la société L. Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les appareils servant à lever l'eau à l'aide de l'air comprimé.

185. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Lamare, représenté par la so-

ciété Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. —
tème d'annonce par cycles.

250186. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Bock, représenté par Blétry,
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Voie aérienne.

250187. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Tisdale et Gould, repré-
par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements
avertisseurs d'incendie électriques.

250188. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Tisdale et Gould, repré-
par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements
avertisseurs d'incendie électriques.

250189. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; société *Farbenfabriken
Fried Bayer und C^e*, représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais,
— Procédé pour la préparation de colorants azoïques basiques.

250190. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Reagan, représenté par B
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chaudières
dans les foyers employés avec celles-ci.

CERTIFICATS D'ADDITION.

Lebach, 8 juin 1895, brevet 230231. (Récipient à ordures ménagères se fermant
s'ouvrant automatiquement pendant le transport et pendant le déversage.)

Hélouis et de Saint-Père, 22 juin 1895, brevet 247065. (Procédé de teinture
mordançage photographique.)

Cardon, 24 juin 1895, brevet 208422. (Broyeuse-teilleuse pour matières texti-
De Chardonnet, 19 juin 1895, brevet 231230. (Procédé perfectionné de fabri-
de la soie artificielle.)

Morel, 27 juin 1895, brevet 246375. (Système d'échardonnage des matiè-
menteuses, laine, coton, etc.)

Farkas, 14 juin 1895, brevet 246962. (Bec à incandescence perfectionné.)

Berthelot, 11 juin 1895, brevet 192244. (Perfectionnements dans les mé-
bonneterie.)

Monnier et Poirier, 25 juin 1895, brevet 238992. (Robinet autoclave, à
automatique tout en métal et sans aucune garniture, s'adaptant à tous les ap-
fonctionnant sous pression de vapeur, eau, air, etc.)

Ramolfo, 18 juin 1895, brevet 228710. (Système de fauteuil-lit.)

Marini, 21 juin 1895, brevet 245337. (Nouveau système de construction des co-
et matelas imperméables.)

Édoux, 21 juin 1895, brevet 244455. (Système nouveau consistant dans la m-
marche et l'arrêt mécanique des moteurs à gaz ou à pétrole au moyen de la
motrice de l'eau sous pression.)

Thomann, 20 juin 1895, brevet 242453. (Selle de vélo avec assiette de selle
divisée ou non divisée.)

Richard, 21 juin 1895, brevet 247458. (Frein pneumatique pour bicyclettes
sur l'emploi de la pompe de la machine.)

Tarbouriech-Nadal, 19 juin 1895, brevet 247632. (Trainé-vélos omnium.)

Lurné frères (Société), 14 juin 1895, brevet 236629. (Système perfection-
bouche d'égout.)

Société anonyme des chaînes en acier sans soudure (système Onry), 8 juin
brevet 239416. (Procédé de fabrication de chaînes en acier sans soudure.)

Henry, 25 juin 1895, brevet 243388. (Système de tentes à toitures indépendantes.)

Société *The Gum Tragasol Supply Company*, 22 juin 1895, brevet 233664. (No-
gomme dite gomme *Tragasol*.)

Bing, 21 juin 1895, brevet 243826. (Perfectionnements aux fermetures auto-
des récipients, boîtes et flacons de conserves, de liquides stérilisés, etc.)

Tobler, 20 juin 1895, brevet 221696. (Système de régulateur à gaz dit l'*automatique*.)

Lacôte, 21 juin 1895, brevet 247441. (Nouveau système de chauffage.)

Greefkens, 22 juin 1895, brevet 256338. (Machine à dessiner ou à écrire.)

Evenden, 14 juin 1895, brevet 233347. (Perfectionnements aux barattes centrifuges.)

Fonteret, 18 juin 1895, brevet 240408. (Nouvel instrument dit *arroseuse* et système de culture avec rails dérivant de son application.)

Paulin-Dejante, 22 juin 1895, brevet 245972. (Porte-balayette, système P. Dejante.)

Société générale des freins Lipkowski, 15 juin 1895, brevet 223244. (Frein continu automatique à air comprimé.)

Bascary, 17 juin 1895, brevet 243765. (Appareil de chauffage des voitures et des wagons de chemins de fer.)

Rimailho, 22 juin 1895, brevet 240196. (Laboratoire portable permettant la manipulation en pleine lumière des plaques photographiques impressionnées pour le passage aux bains révélateur et fixateur.)

Max Greeven et compagnie (Société), 12 juin 1895, brevet 233645. (Système de machine pour laver les écheveaux de fil.)

Volgrand, 14 juin 1895, brevet 244778. (Perfectionnements dans la teinture des tissus.)

Crépet, 21 juin 1895, brevet 247648. (Nouveau procédé de décoration des tissus.)

Lefebvre, 17 juin 1895, brevet 236137. (Système à siphon pour le fonctionnement automatique des réservoirs et chambres de chasse, s'appliquant aussi aux réservoirs de chasse à tirage des water-closets.)

Skwirsky et les sieurs Erentschek, 18 juin 1895, brevet 236976. (Moteur à air électrique et hydro-atmosphérique.)

Beltzer, 11 juillet 1895, brevet 247782. (Nouveau procédé pour la régénération des bichromates alcalins des eaux résiduaires provenant particulièrement des bains de teinture en noir d'aniline.)

Winkler (les sieurs), 18 juin 1895, brevet 220110. (Voiture d'arrosage.)

Hoffmann, 14 juin 1895, brevet 243305. (Machine à écrire à distance, dite *telescripteur*.)

Descroix, 14 juin 1895, brevet 244711. (Plate-forme basculante servant au transbordement des marchandises en vrac.)

Rouart frères et compagnie (Société), 15 juin 1895, brevet 191639. (Appareils de conservation des denrées alimentaires ou autres au moyen du froid.)

Voigt et Hasfner (Société), 18 juin 1895, brevet 246495. (Résistances électriques.)

Duru, 5 juillet 1895, brevet 242147. (Perfectionnements dans les appareils de chauffage, poêle à combustion lente, calorifères, etc.)

Sulot, 18 juin 1895, brevet 246663. (Verre hygiénique.)

Hantz (M. et M^{me}), 14 juin 1895, brevet 245945. (Système perfectionné de lampe à pétrole avec manchon incandescent.)

Gjers, 11 juin 1895, brevet 236517. (Perfectionnements dans la construction et le travail des fourneaux de fusion et de chauffe.)

Arnoult (M^{re}), 17 juin 1895, brevet 245504. (Appareils divers dénommés *ventilofiltre saturateur*, poêle, foyer et fourneau ventilofiltres saturateurs et pièces annexes.)

Garnier, 2 juillet 1895, brevet 240101. (Ensemble de moyens et procédés pour la fabrication des liqueurs de consommation et notamment de l'absinthe.)

Guiraud, 12 juin 1895, brevet 229253. (Nouveau système d'hélice pour vélocipèdes.)

Deliry, 18 juin 1895, brevet 242363. (Système de changement de vitesses automatiques par tambour à circonférence variable applicable aux vélocipèdes, aux vélocimanes et aux voitures à traction mécanique.)

Cuny-Pierron et Klein, 18 juin 1895, brevet 245908. (Bandage élastique pour de roues.)

Bonnardel, 20 juin 1895, brevet 232081. (Perfectionnement dans la fabrication des chaussures.)

Hubert, 20 juin 1895, brevet 241873. (Nouveau système de ferrure pour chaussures.)

Plantié, 18 juin 1895, brevet 239328. (Feuille complète pour correspondre.)

Côte, 6 juin 1895, brevet 235999. (Moteur perpétuel applicable à l'industrie, à l'agriculture et à la locomotion.)

Chauveau et Guichard, 7 juin 1895, brevet 239118. (Nouveau système de rotatif dit *moteur Chauveau*.)

Farcot, 10 juin 1895, brevet 242804. (Perfectionnements dans les moteurs à sance vive et dans leur mode de transmission.)

Farcot, 10 juin 1895, brevet 242805. (Perfectionnements aux moteurs à vive actionnés par des liquides chauds ou par des mélanges en proportions de fluides liquides et gazeux.)

Billard, 2 juillet 1895, brevet 244567. (Châssis photographique pneumatique la reproduction des dessins industriels et autres.)

Larson, 7 juin 1895, brevet 232425. (Appareil à saisir les tuyaux lors étirage.)

Montupet, 7 juin 1895, brevet 238421. (Chaudière à vapeur à tube en dilatation libre, à circulation intensive et à extracteur de tartre.)

Sautter, Harlé et compagnie (Société), 2 juillet 1895, brevet 237748. (Système de machines à courants alternatifs simples ou polyphasés.)

Weise, 4 juillet 1895, brevet 241977. (Procédé de fabrication de plaques d'lateurs pour batteries secondaires.)

Ostheimer brothers (Société), 2 juillet 1895, brevet 245395. (Méthode et pour isoler les conducteurs électriques.)

Werlein, 6 juillet 1895, brevet 233996. (Procédé de durcissement des alumineuses par fusion électrique.)

Prélot, 5 juin 1895, brevet 245273. (Système de transmission à change vitesse et de sens de marche par couronnes extensibles et courroie-câble applicable à tous mécanismes et notamment aux véhicules automobiles.)

Villard et Bonnaffous, 6 juin 1895, brevet 246424. (Nouvel appareil d'em perfectionné dit *embrayage progressif rationnel*.)

Wed. S. Benedictus (Société), 1^{er} juillet 1895, brevet 239779. (Système de des registres, livres, etc., permettant de les ouvrir à plat.)

G. Aboilard et compagnie (Société), 16 juillet 1895, brevet 245985. (Réson phonique à source d'électricité centrale.)

A. Leonhardt et compagnie (Société), 20 juillet 1895, brevet 200401. (F de matières colorantes rouges.)

Société *Farbenfabriken vormals Friedr. Bayer und C^o*, 19 juillet 1895, brevet (Procédé pour la préparation de matières colorantes azoïques.)

Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 24 juillet 1895, brevet 248210. (pour la préparation de matières colorantes azoïques de la série de la benzidine)

Société *Badische Anilin und Soda Fabrik*, 24 juillet 1895, brevet 248210. (pour la préparation de matières colorantes azoïques de la série de la benzidine)

Theryc et Oblasser, 28 juin 1895, brevet 225644. (Accumulateur électrique)

Vasseur et Repelin, 3 juillet 1895, brevet 246224. (Application à la fabrication jouets de la représentation des plantes et des animaux fossiles.)

Wilcken et Bourgois, 29 juin 1895, brevet 240769. (Nouvel appareil de l'usage des water-closets et des chasses à faire dans les égouts, dit *le desideratum*.)

Wilcken et Bourgois, 29 juin 1895, brevet 240769. (Nouvel appareil de l'usage des water-closets et des chasses à faire dans les égouts, dit *le desideratum*.)

- 29 juin 1895, brevet 239746. (Nouveau produit ferrugineux.)
- 29 juin 1895, brevet 240851. (Système de fermeture des vases à capsule.)
- Barth et Fischer, 1^{er} juillet 1895, brevet 247668. (Étui pour protéger et désinfecter les thermomètres de médecins.)
- Barth et Maturé, 29 juin 1895, brevet 245202. (Nouveau système de fusil à répétition.)
- Bell, 1^{er} juillet 1895, brevet 247038. (Système de montage des fleurets, épées, etc.)
- Bayer, *Bayerische Anilin und Soda Fabrik*, 26 juin 1895, brevet 248210. (Procédé de préparation de matières colorantes azoïques de la série de la benzidine.)
- Benson, 1^{er} juillet 1895, brevet 210944. (Système de pipe perfectionnée.)
- Boubaud de Beaune, 26 juin 1895, brevet 248101. (Système de bouchage qui empêche le liquide contenu dans une bouteille ou un flacon de sortir par jet en l'agitant, et qui empêche de remplir à nouveau la bouteille ou le flacon une fois vide, ce qui évite toute contrefaçon du liquide, dit *stérilisateur*.)
- Burd, 21 juillet 1895, brevet 244103. (Perfectionnement apporté aux lampes au gaz employées particulièrement pour la photographie.)
- Burd, 17 juillet 1895, brevet 246141. (Moyen de dresser les photographies.)
- Burd, 27 juin 1895, brevet 240844. (Foyer économique et fumivore avec un distributeur d'air d'alimentation du foyer.)
- Burd, Huguenin et compagnie (Société), 2 juillet 1895, brevet 231316. (Système de matières colorantes nouvelles.)
- Burd, 6 juillet 1895, brevet 236894. (Nouveau système de classe.)
- Burd, 27 juin 1895, brevet 243493. (Porte-parapluie pour vélocipèdes, bicyclettes et autres véhicules.)
- Burd, *The Overman Wheel Company*, 6 juin 1895, brevet 240385. (Perfectionnements apportés aux axes des manivelles des vélocipèdes.)
- Burd, 3 juin 1895, brevet 243767. (Charrette pliante pour enfants.)
- Burd, 28 juin 1895, brevet 243596. (Brûleur à gaz à mélange intime de l'air et du gaz.)
- Burd, 29 juin 1895, brevet 246768. (Système de bec pour l'éclairage au moyen du gaz et autres gaz riches en carbone.)
- Burd, 7 juin 1895, brevet 237394. (Instrument destiné à voir les épreuves photographiques polychromes, dit *stéréochromoscope*.)
- Burd, 12 juillet 1895, brevet 230897. (Perfectionnements aux presses servant à presser l'huile ou d'autres liquides des substances qui les contiennent.)
- Burd, *Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer und C^o*, 10 juin 1895, brevet 240621. (Procédé pour la préparation de nouvelles matières colorantes rouges à violettes.)
- Burd, 19 juillet 1895, brevet 245324. (Flacon compte-gouttes calibré.)
- Burd, 20 juillet 1895, brevet 244495. (Auto-reliquet Gorrillot.)
- Burd, 16 juillet 1895, brevet 240101. (Ensemble de moyens et procédés pour la préparation des liqueurs de consommation et notamment de l'absinthe.)
- Burd, 10 juillet 1895, brevet 232247. (Solidification de l'huile de pétrole.)
- Burd, 10 juillet 1895, brevet 240479. (Brûleur dit brûleur Galtier.)
- Burd, 16 juillet 1895, brevet 241666. (Perfectionnements apportés aux appareils servant à brûler le gaz d'éclairage ou autre fluide contre paiement d'avance.)
- Burd, 15 juillet 1895, brevet 248133. (Memento-horaire bijou.)
- Burd, *Société parisienne de couleurs d'aniline*, 28 juin 1895, brevet 242933. (Procédé de préparation des couleurs d'aniline.)

de préparation d'une combinaison d'argent stable dont la solution aqueuse précipitable ni par le blanc d'œuf, ni par le sel commun.

Dard, 10 juillet 1895, brevet 231056. (Système de reliure fixe à feuillets dants et individuellement dégageables, particulièrement applicable aux éditeurs.)

Beller, 13 juillet 1895, brevet 238632. (Appareil-registrateur pour lettres.)

Pellet, 5 juillet 1895, brevet 248044. (Système perfectionné de lampe électrique et incandescence combinés.)

Wilhelm, 29 juin 1895, brevet 205793. (Système de transmission et d'envoi des ordres, et en particulier des ordres à bord des navires et appareils à cet effet.)

Cavroy, 12 juillet 1895, brevet 246673. (Presse-étuve pour agglomérer les sucres en blocs.)

Pennink, 27 juin 1895, brevet 245997. (Générateur de gaz sous pression.)

Société *Farbenfabriken vorm. Fried. Bayer und C.*, 11 juillet 1895, brevet 245997. (Procédé pour la préparation de matières colorantes tirant sur mordants au moyen de la dinitroanthraquinone.)

Michaud, 29 juin 1895, brevet 202626. (Nouvelle machine à imprimer.)

Trillon, 20 juin 1895, brevet 237897. (Nouveau procédé de fabrication de moules à fermeture hermétique.)

Derome, 25 juin 1895, brevet 240940. (Fourneau pour le chauffage d'une boulangerie.)

Henry, 19 juin 1895, brevet 220479. (Élévation de l'eau dans les maisons comprimées.)

Camuset, Lamboi et Sée, 19 juillet 1895, brevet 238320. (Carbonate instantané.)

Singlun, 12 juin 1895, brevet 239255. (Perfectionnement aux aubes de turbines.)

Dathis fils, 10 juillet 1895, brevet 245544. (Nouveau procédé de panification.)

Quinquarlet, 16 juillet 1895, brevet 247947. (Appareil de dosage automatique de liquides.)

Chaix, 13 juillet 1895, brevet 244989. (Nouveau coussin de selle de vélocipède.)

Bonnet, 18 juillet 1895, brevet 247562. (Multiplicateur Henry Bonnet, applicable à tous les genres de vélocipèdes.)

Société dite *Sachsische Cartonnagen Maschinen Actien-Gesellschaft*, 9 juillet 1895, brevet 234062. (Machine à faire des assemblages au moyen d'agrafes en tôle.)

Vivent, 12 juillet 1895, brevet 239996. (Machine à percer plus spécialement pour les boulons.)

Lacarrière, Delatour et compagnie (Société), 25 juin 1895, brevet 241777. (Appareil à gaz avec allumage par l'électricité.)

Canet, 11 juillet 1895, brevet 216937. (Perfectionnements apportés aux bouches à feu.)

Chorretier, 16 juillet 1895, brevet 245496. (Nouveau système de rotule applicable à tous usages.)

Pifre et Brillié, 10 juillet 1895, brevet 243657. (Perfectionnements dans les manœuvres électriques de moteurs électriques.)

Matière, 27 juin 1895, brevet 226601. (Tricycle inversable dit l'excursionneur.)

Endrès, 1^{er} juillet 1895, brevet 240382. (Nouveau vélocipède suspendu à deux roues à vitesses.)

Perreau, 28 juin 1895, brevet 245007. (Support dénommé l'indispensable pour la suspension complète des bicyclettes en vue de leur remisage ou de leur voyage.)

Chénier, 18 juin 1895, brevet 237922. (Système de brûleur Bunsen perfectionné.)

Berthelot, 12 juillet 1895, brevet 192244. (Perfectionnements dans les machines à laver la bonneterie.)

et *Les-James* père, 10 juillet 1895, brevet 248312. (Nouveau moyen appliqueurs mécaniques rectilignes à bonneterie, permettant de produire automatiquement et mécaniquement de nouveaux articles de bonneterie façonnés avec des dessins à jours.)

2 juillet 1895, brevet 247994. (Système de chaudière chauffant et réglant automatiquement, à température fixe quelconque, le liquide qu'elle reçoit, appelés *chaudières*.)

8 juillet 1895, brevet 246784. (Système d'embrayage des métiers à filer le coton.)

12 juillet 1895, brevet 246795. (Gazogène perfectionné.)

13 juillet 1895, brevet 225149. (Système de distribution de la vapeur dans les machines par levier à coulisse.)

15 juillet 1895, brevet 183825. (Façonnage mobile à hauteur variable pour les marchandises.)

17 juillet 1895, brevet 240480. (Canapé-lit simple et canapé-lit à usage d'opérateur.)

18 juillet 1895, brevet 238175. (Perfectionnements aux machines à coudre les étoffes.)

19 juillet 1895, brevet 230081. (Perfectionnements dans les garnitures et les fenêtres.)

20 juillet 1895, brevet 244325. (Nouveau système de construction légère et d'éléments céramiques susceptibles d'être filés.)

21 juillet 1895, brevet 247481. (Appareil ayant pour but d'empêcher les ouvriers travaillant dans les foudres, cuves à vin, fours à chaux et tous les fours, d'être atteints par le feu.)

22 juillet 1895, brevet 216234. (Système de propulsion électrique à hélice et autres.)

23 juillet 1895, brevet 243223. (Perfectionnements apportés dans les machines à vapeur permettant de hausser ou baisser la selle instantanément par le moyen d'une manivelle.)

24 juillet 1895, brevet 245850. (Mécanisme de changement de vitesse pour les machines à vapeur.)

25 juillet 1895, brevet 239856. (Machine à fabriquer les bouteilles et autres récipients en verre ou autre matière vitrifiable.)

26 juillet 1895, brevet 237910. (Porte-manteau.)

27 juillet 1895, brevet 235434. (Perfectionnements aux dispositifs servant à la manœuvre des sas.)

28 juillet 1895, brevet 223244. (Frein automatique à air comprimé.)

29 juillet 1895, brevet 242875. (Store mobile et sans attache.)

30 juillet 1895, brevet 240815. (Installation téléphonique n'exigeant pas chez les abonnés l'appel du bureau central, ni pour les annonceurs de fin de ligne, ces deux signaux étant transmis automatiquement.)

31 juillet 1895, brevet 246887. (Nouveaux systèmes de microphones à pile.)

1 août 1895, brevet 239050. (Procédé de traitement de la calamine.)

2 août 1895, brevet 245699. (Procédé perfectionné de fabrication de l'acier au cuivre et autres métaux par l'électrolyse.)

3 août 1895, brevet 240480. (Canapé-lit simple et canapé-lit à usage d'opérateur.)

4 août 1895, brevet 240621. (Machine à fabriquer des pastilles de couleurs.)

5 août 1895, brevet 249814. (Machine productrice de force rotative.)

Tauziet, 4 septembre 1895, brevet 242537. (Porte-chapeau automatique pour dans les théâtres, concerts, salles de conférences, etc.)

E. Ducretet et L. Lejeune (Société), 5 septembre 1895, brevet 248896. (Gaz portatif destiné à la production et à l'utilisation du gaz acétylène.)

Dulier, 5 septembre 1895, brevet 233532. (Perfectionnements dans les procédés pour enlever les impuretés de la fumée.)

Philipot, 31 août 1895, brevet 246928. (Procédé d'imperméabilisation des peaux.)

Heller et Schindler, 6 septembre 1895, brevet 236081. (Perfectionnements aux agrafes de gants, de chaussures, etc.)

Boutes, 3 septembre 1895, brevet 241210. (Perfectionnement dans les procédés pour les armes à feu.)

Harilaos, 4 septembre 1895, brevet 241846. (Nouveau genre de stéréoscope publicitaire dans les lieux publics.)

Hackel et Schultheiss (Société), 5 septembre 1895, brevet 188497. (Genre de notes ou appareil à classer les papiers.)

Herold, Bayer et Balatsch, 4 septembre 1895, brevet 244115. (Procédé de nettoyage par voie chimique des produits fabriqués en laine ou poils, à moitié terminés.)

Boucher, 2 septembre 1895, brevet 236321. (Système de bouchage pour les bouteilles irremplissables.)

Baron, 5 septembre 1895, brevet 176829. (Application nouvelle à la propulsion sous-marine d'engins de propulsion d'une grande puissance.)

Caillol, 4 septembre 1895, brevet 245955. (Invention ayant pour but d'actionner les bateaux à aubes par la force du courant et un système de commande permettant en outre d'employer l'électricité comme force motrice.)

Violet-Chabrand, 6 septembre 1895, brevet 233543. (Ceinture de sauvetage.)

Adams, 24 août 1895, brevet 227369. (Élévateur hydraulique automatique pour écouler les immondices provenant des égouts ou à d'autres usages analogues.)

Derichs et la société Hegenscheidt frères, 24 août 1895, brevet 241766. (Perfectionnements aux compteurs à eau du système Kennedy à distribution par turbine.)

Falrot frères, 31 août 1895 (Société), brevet 247015. (Perfectionnements dans les machines à essayer les matériaux.)

Thiroux, 24 août 1895, brevet 243315. (Appareil et dispositif particuliers pour la mise en route automatique des moteurs à gaz en général, soit à soupapes, soit à pistons.)

Durand, 6 septembre 1895, brevet 241216. (Transformateur de vitesse de rotation applicable spécialement aux bicyclettes, tricycles, tandems de tous systèmes.)

Amadou, 5 septembre 1895, brevet 246528. (Système de suspension pour les cadres de vélocipèdes, basé sur l'élasticité donnée par des ressorts interposés entre le cadre et les essieux des roues.)

Tourneau, 6 septembre 1895, brevet 249169. (Perfectionnements dans les véhicules à moteur pour voitures.)

Avrial, 27 août 1895, brevet 213391. (Nouvelle machine à coudre portative directe, marchant par la pression de la main ou du pied.)

Schindler-Jenny, 28 août 1895, brevet 235637. (Nouveau corps de chariot électrique et son application à des systèmes d'allumoirs.)

Klatte, 28 août 1895, brevet 218628. (Procédé de laminage de chaînes sautoires avec une barre de section en croisillon.)

Vuillaume, 28 août 1895, brevet 242146. (Perfectionnements aux machines à filer les métaux.)

Édouard Lippmann et compagnie (Société), brevet 247442, 26 août 1895. (Mode de forage par l'emploi du battage électrique.)

Bunau-Varilla, 26 août 1895, brevet 249533. (Laveur-trieur centrifuge.)

E. Ducretet et L. Lejeune (Société), 27 août 1895, brevet 248896. (Gazomètre portatif destiné à la production et à l'utilisation du gaz acétylène.)

J. Maldant, Dupoy et compagnie (société), 16 août 1895, brevet 246924. (Système de compteur à gaz à paiement préalable.)

Farkas, 17 août 1895, brevet 248429. (Nouveau système de brûleur pour bec à incandescence.)

E. Ducretet et L. Lejeune (Société), 26 août 1895, brevet 248896. (Gazomètre portatif destiné à la production et à l'utilisation du gaz acétylène.)

Joux, 21 août 1895, brevet 243297. (Obturbateur du sûre assurant le changement des plaques dans les chambres photographiques.)

Lenoble, 30 août 1895, brevet 242404. (Perfectionnements aux appareils photographiques.)

Société dite *Spiritus Glühlicht Gesellschaft Phöbus*, 28 août 1895, brevet 248141. (Brûleur pour lampe incandescente à gaz d'alcool.)

Pitiot, 31 août 1895, brevet 249377. (Nouveau mode d'emballage devant servir au transport de toutes espèces de marchandises, emballage ou enveloppe servant plusieurs fois et retournant à son expéditeur sous le volume le plus réduit.)

Wagner, 24 août 1895, brevet 245622. (Grilles à secousses.)

Bénech, 24 août 1895, brevet 246303. (Fourneaux de campagne démontables, dits *fourneaux F. Bénech aîné*.)

Molé, 23 août 1895, brevet 230799. (Perfectionnements dans les attaches pour cravates.)

Moradelli, 29 août 1895, brevet 242832. (Appareil électrique pour déteiler les véhicules des trains de chemins de fer.)

Girardin, 2 septembre 1895, brevet 238965. (Verrou électrique de sûreté.)

Verdot, 24 août 1895, brevet 242331. (Système de fourche à armature de renforcement pour bicyclettes et cycles en général.)

Hanisch et Adamy, 14 août 1895, brevet 245784. (Procédé pour la fabrication des pinceaux.)

Tacheron, 13 août 1895, brevet 240620. (Nouveaux systèmes de boutons de manchettes et fixe-manchettes.)

Evette et Schaeffer (Société), 20 août 1895, brevet 246847. (Perfectionnements aux saxophones.)

Bouas (M^{me}), 20 août 1895, brevet 227844. (Nouveau mode de confection de chapeaux de soie haute forme, ainsi que des *jokeys* feutre et chemises feutre.)

Doudart de la Grée, 28 août 1895, brevet 243138. (Nouveau générateur à vaporisation instantanée à chauffe intensive.)

Perdrizet, 28 août 1895, brevet 248330. (Produit industriel nouveau imitant les émaux cloisonnés et son procédé de fabrication.)

Benz et Schlecht, 26 août 1895, brevet 247538. (Règle à coulisseau pour la pose des ressorts d'ameublement.)

Burlot, 23 août 1895, brevet 244000. (Nouveau jouet dit : *moulin à surprise*.)

Dugay, 3 septembre 1895, brevet 236073. (Système de bonde applicable au transport des vins, cidres, bières et autres liquides en fermentation.)

Barbet, 24 août 1895, brevet 247821. (Nouveau procédé de fabrication de la levure pressée.)

Tindal, 23 août 1895, brevet 248897. (Système d'appareil pour stériliser et épurer l'eau au moyen de l'ozone.)

Perdrizet, 21 août 1895, brevet 248330. (Produit industriel nouveau imitant les émaux cloisonnés et son procédé de fabrication.)

Canet, 17 août 1895, brevet 236072. (Affût à tir rapide monté sur roues.)

Bride et Lachaume, 16 août 1895, brevet 242670. (Système perfectionné de filtre.)

De Laire et compagnie (Société), 19 août 1895, brevet 195360. (Procédé de catation de musc artificiel et de carbones nitro-hydrogénés du groupe C. 11 II)

Alfred Cabane et compagnie (Société), 23 août 1895, brevet 240937. (Liquides Alfred Cabane et compagnie.)

Société anonyme des établissements Weyher et Richemont, 19 août 1895, 249053. (Perfectionnements apportés aux moteurs à fluide élastique et spécialement aux machines à vapeur.)

Société d'études et d'exploitation des navires rouleurs Bazin, 19 août 1895, 222367. (Navire-rouleur express, système Bazin.)

Heinen et Honoré-Colson, 23 août 1895, brevet 247989. (Moteur à gaz Heinen et Honoré-Colson.)

Montardon fils et compagnie (Société), 20 août 1895, brevet 239720. (Appareil de sauvetage en cas d'incendie.)

Lange, 20 août 1895, brevet 245001. (Brosse rotative pour la pose des autres travaux analogues.)

Lacôte, 21 août 1895, brevet 232324. (Machine à décortiquer la ramie.)

Girbes, 17 août 1895, brevet 233745. (Nouveaux procédés mécaniques d'assemblage à bloc, sans brasure au cuivre, ni vis, ni goupille, de tubes cylindriques ou dans des douilles de raccord de même forme, dit l'indissoluble.)

Cassart de Fernelmont, 21 août 1895, brevet 227061. (Nouveau régulateur automatique de pression pour chaudière à vapeur.)

Daix, 7 mai 1895, brevet 238376. (Nouveau couteau dit lame idéale et couteau pour coupe-racines appliqué particulièrement à la formation des betteraves.)

Bénuraud, 22 août 1895, brevet 241071. (Chevalet de pointage pour tir.)

Danonville, 7 juin 1895, brevet 234499. (Système de bouchage hermétique sans cordon supérieur.)

Houdart, 20 août 1895, brevet 159161. (Système de chauffage des vins ou autres dans le but de les conserver sans les vieillir (application rationnelle du Pasteur.)

Kleemann, 21 août 1895, brevet 230579. (Procédé de préparation du safran.)

Le Blanc, 5 juin 1895, brevet 240149. (Appareil stérilisateur de liquides.)

Tacheron, 5 juin 1895, brevet 240620. (Nouveaux systèmes de boutons à manchettes et fixe-manchettes.)

Léger, 5 juin 1895, brevet 244506. (Système d'ondulateur flexible pour papier.)

Berthon, 13 juin 1895, brevet 239184. (Comptoir dit bar électrique.)

Montupet, 7 juin 1895, brevet 218896. (Appareil séparateur rectificateur de lait.)

Le Sœur, 17 juillet 1895, brevet 242077. (Lampe à gaz à récupération.)

Richard, 29 juillet 1895, brevet 249183. (Système de brûleur à injection pour le gaz d'éclairage et air mélangé.)

Société The Universal Gas Light and Fuel Syndicate limited, 29 juillet 1895, 249252. (Perfectionnements dans la fabrication du gaz.)

Besse, 8 juin 1895, brevet 238078. (Nouveau classeur à reliure mobile pour journaux, revues illustrées et publications quelconques.)

Chrétien, 13 juin 1895, brevet 240562. (Planchette à écrire à inclinatoire avec application à un pupitre scolaire portatif.)

Schomburg, 25 juillet 1895, brevet 227607. (Isolateur pour conducteurs électriques permettant de fixer les fils conducteurs sans l'emploi de fils d'attache.)

Schweitzer, 6 juin 1895, brevet 245005. (Genre de cahier de papier à spirale assurant la prise facile du papier.)

Delamare-Deboutteville et Malandin, 10 août 1895, brevet 220743. (Moteur à air carburé perfectionné.)

Bunge, 12 août 1895, brevet 236797. (Sasseur à tamis circulaire.)

du, 13 août 1895, brevet 220247. (Aiguille de sûreté pour chemins de fer.)

du, 13 août 1895, brevet 220001. (Bébé automate respirant, parlant et dor-

ant, 10 août 1895, brevet 236731. (Nouveau piège perpétuel à rats l'in-

ter la Force motrice gratuite», 10 août 1895, brevet 227288. (Appareil domes-
tilisation à haute température dit le stérilisateur.)

tion, 10 août 1895, brevet 246048. (Ventouse pneumatique sans pompe et
pouvant être posée par quiconque.)

et Darbousse, 20 juillet 1895, brevet 247946. (Étouffeuses frigorifiques ainsi
applications.)

du, 13 août 1895, brevet 226845. (Perfectionnements dans les manches et poi-
gnets à repasser.)

du, 10 août 1895, brevet 248549. (Perfectionnements apportés dans les café-
s organes destinés à mettre l'eau en contact du café moulu.)

du fils, 10 août 1895, brevet 248549. (Perfectionnements apportés dans les
s organes destinés à mettre l'eau en contact du café moulu.)

giers et compagnie (société), 10 août 1895, brevet 248394. (Système d'allu-
mpe d'allumage, pour bocs à incendies ou autres.)

du, 9 août 1895, brevet 222197. (Pressoir rotatif.)

medier, 26 juillet 1895, brevet 227348. (Laveur-épierreur automatique.)

telever, 9 août 1895, brevet 230047. (Machine à battre à manège.)

mann et compagnie (société), 26 juillet 1895, brevet 240657. (Charrue à
manée par l'électricité.)

du, 27 juillet 1895, brevet 245006. (Machine à étêter et à arracher les botte-

du, 12 août 1895, brevet 192231. (Vélocipède dit victorieux.)

du, 10 août 1895, brevet 247162. (Tricycle à deux places côte à côte.)

ard, 9 août 1895, brevet 249508. (Perfectionnements dans la commande
ttes.)

la société Béjot et compagnie, 12 août 1895, brevet 167321. (Système de
le pour extirpateurs, herbes, scarificateurs et autres machines agricoles

du, 9 août 1895, brevet 245951. (Système de bouteille en verre ne pouvant
pas rupture, dite bouteille Laroue.)

du, 10 août 1895, brevet 247357. (Perfectionnements aux foyers de boulan-
oyer mobile.)

du, 24 août 1895, brevet 222904. (Nouveau système de levage pour futailles.)

du, 10 août 1895, brevet 240816. (Perfectionnements apportés aux foyers à

française de l'Héliogène (irradiateur à gaz), 10 août 1895, brevet 241491.
à gaz dit héliogène.)

et Marchand, 25 juillet 1895, brevet 245026. (Appareils perfectionnés pro-
vaporisation et la combustion du pétrole ordinaire, dit lampant, avec ou
sage de naphthaline, pour tous les genres de chauffage, servant à l'allumage
ar pour moteurs détachants, etc.

du, 13 août 1895, brevet 239025. (Perfectionnements aux freins continus
des chemins de fer.)

entrale des freins Liphowski, 5 août 1895, brevet 223244. (Frein continu
à air comprimé.)

du, 1895, brevet 219196. (Perfectionnements aux dispositifs de commande
de machines à vapeur ou à un autre fluide moteur.)

du, 4 août 1895, brevet 238069. (Dispositifs perfectionnés pour le collage
fabriquées.)

- Bampf, 27 juillet 1895, brevet 215056. (Perfectionnements aux métiers à tisser.)
- Smith, 3 août 1895, brevet 214892. (Perfectionnements dans les systèmes de fer ou tramways électriques.)
- Brune, 12 août 1895, brevet 216267. (Appareil à sulfater à dos de cheval.)
- Thomé, 13 août 1895, brevet 216045. (Nouveau système de four à air et chaleur continue dit *four Diagène*.)
- Bonjour, 2 août 1895, brevet 221392. (Nouveau mécanisme hydrostatique.)
- Muller et Roger Société, 30 juillet 1895, brevet 237571. (Système de pression.)
- Sturminger, 13 août 1895, brevet 241895. (Système de treuil à vapeur pour tirer les remorques.)
- Castoldi, 27 juillet 1895, brevet 204479. (Nouvelle machine à broder au chainette et à entraînement universel.)
- Lehrun, 26 juillet 1895, brevet 235681. (Système de locomotive électrique.)
- Société Badische, Anilin und Soda-Fabrik, 29 juillet 1895. (Production de composés pouvant servir à préparer des combinaisons diazoïques et leur application à la fabrication des matières colorantes.)
- Dubois, 31 juillet 1895, brevet 216490. (Perfectionnements apportés aux manteaux.)
- Breil, 12 août 1895, brevet 225690. (Tourne-broche, système Breil.)
- Salomon, 27 juillet 1895, brevet 243689. (Nouveau système de chaufferettes et pour voitures, chaufferettes dites *hygiéniques*.)
- Le Blant, 5 août 1895, brevet 221417. (Perfectionnements dans la manœuvre avant-trains des voitures mécaniques et véhicules non tirés.)
- Canet, 27 juillet 1895, brevet 236072. (Affût à tir rapide monté sur roues.)
- Vezac, 8 août 1895, brevet 240471. (Système de bouteille ne pouvant être remplie qu'une fois.)
- Guillem, 1^{er} août 1895, brevet 242666. (Système de bouchage de sûreté inextinguible.)
- Société anonyme du générateur du Temple, 27 juillet 1895, brevet 248480. (Perfectionnements aux chaudières multitubulaires.)
- Dickerson, 16 juillet 1895, brevet 245930. (Perfectionnements dans les procédés pour la production et la liquéfaction du gaz acétylène.)
- Japy frères et compagnie (Société), 5 août 1895, brevet 244418. (Dispositifs spéciaux des organes de moteurs à pétrole ou à gaz destinés aux usages de traction.)
- Carron, 26 juillet 1895, brevet 239175. (Palier élastique.)
- Doloire, 23 juillet 1895, brevet 242419. (Système de tamis à surface plane à spirale et à cascade.)
- Scheffer, 20 juillet 1895, brevet 242812. (Dissociateur bonificateur des vapeurs pour le lavage méthodique des vapeurs, système Scheffer.)
- Barathon, 1^{er} août 1895, brevet 247172. (Perfectionnements apportés aux vélocipèdes, notamment en vue de leur transformation en vélocipèdes nautiques.)
- Mauger, 12 août 1895, brevet 244575. (Adaptation des dynamos sans accouplement aux bicyclettes actuelles, permettant de produire de l'électricité à volonté et de vaincre la fatigue des cyclistes dans les rampes et sur de longs parcours.)
- Dezecot, 27 juillet 1895, brevet 240511. (Changement de vitesse instantané des vélocipèdes.)
- Tatin et Tanière, 5 août 1895, brevet 243880. (Petits moteurs à vapeur pour les véhicules légers.)
- Tenting, 6 août 1895, brevet 248323. (Nouvelle transmission de mouvement pour les véhicules automobiles.)

- 2 août 1895, brevet 211011. (Arrêt de persiennes en fer ou acier laminé et estampé.)
- 6 août 1895, brevet 245473. (Couverture mobile équilibrée, à liens articulés.)
- Bauer, 3 août 1895, brevet 239641. (Ceinture d'étuis pneumatiques.)
- 31 juillet 1895, brevet 245046. (Dispositifs tendant à éviter les collisions en temps de brume ou de neige.)
- 13 août 1895, brevet 240663. (Nouveau système de lit en fer, système à ressorts.)
- Man, 1^{er} août 1895, brevet 245534. (Nouveau système de roulettes pour chariot.)
- 12 août 1895, brevet 249001. (Perfectionnements aux tables d'opérations.)
- 2 août 1895, brevet 244973. (Système de pulvérisateur de table pour le café et toutes autres matières.)
- de Honoré, 5 août 1895, brevet 237545. (Application du système des vélos à toutes les sortes de voitures, etc.)
- 10 août 1895, brevet 239524. (Nouveau procédé de filtration de l'eau et la stérilisation des matières filtrantes.)
- 15 août 1895, brevet 247787. (Machine dynamo-électrique à courant continu bipolaire ou multipolaire tournant à l'intérieur de l'induit.)
- 17 juillet 1895, brevet 233575. (Système de charpente volante, tente-tente des forains, chantiers en plein vent, etc.)
- Fred. Bayer et C^e, 18 juillet 1895, brevet 238521. (Procédé de préparation des azotiques inaltérables pour la teinture et l'impression.)
- 30 juillet 1895, brevet 246793. (Potiche calendrier réclame.)
- 2 août 1895, brevet 244955. (Lanterne à l'épreuve du vent, à bec rond.)
- 1^{er} août 1895, brevet 248206. (Système de calendrier perpétuel avec journaux et compagnie (Société), 22 juillet 1895, brevet 248394. (Système dit rampe d'allumage pour becs à incandescence ou autres.)
- 19 juillet 1895, brevet 233433. (Serre à roulettes ou glissières à commandes démontables.)
- père et fils, 22 juillet 1895, brevet 240913. (Dynamostat, utilisant la force par le mouvement des corps flottants, et neutralisant les inconvénients du roulis.)
- 19 juillet 1895, brevet 220247. (Aiguille de sûreté pour chemin de fer.)
- 23 juillet 1895, brevet 246854. (Perfectionnements dans les machines à tailler et séparer les points dans la fabrication des chaussures.)
- Hennequin, 23 juillet 1895, brevet 233809. (Nouveau système de régulation pour lampes à arc.)
- et Piana (Société), 3 août 1895, brevet 240585. (Nouveau cadre métallique aux fourneaux potagers à la marseillaise.)
- 31 juillet 1895, brevet 243687. (Machine rotative à imprimer en plusieurs formats variable.)
- 25 juillet 1895, brevet 226845. (Perfectionnements dans les manches et le fer à repasser.)
- 3 août 1895, brevet 244843. (Allumeur minéral pour brûleur à incandescence par le gaz.)
- 2 août 1895, brevet 245457. (Système d'éclairage au gaz par incandescence mélange intime du gaz et de l'air.)
- 17 juillet 1895, brevet 247808. (Support de bec à gaz à incandescence avec cheminée.)

O'Keenan, 23 juillet 1895, brevet 259110. (Perfectionnements aux bicyclettes à la façon de les transformer en quadrimotives.)

Hénault, 23 juillet 1895, brevet 246977. (Tube pliant s'adaptant à toutes les industries employant les tubes telles que la vélocipédie, les brancards de voitures, etc.)

Vu pour être annexé au décret en date du 19 mars 1896.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : G. MESUREUR.

N° 32383. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'achèvement de la gare de Nancy-Saint-Georges (ligne de Champigneulle à Nancy), conformément aux indications générales du plan dressé, le 1895, par l'ingénieur principal de la compagnie des chemins de fer de l'Est;

2° Pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux, la compagnie des chemins de fer de l'Est est substituée aux droits et obligations qui dérivent pour l'administration de la loi du 3 novembre 1882;

3° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit ne sont pas terminés dans un délai de trois ans à compter de la promulgation du présent décret. (Paris, 22 Avril 1896.)

N° 32384. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, conformément au projet ci-après :

Ligne d'Alger à Oran.

Projet d'établissement de deux transversales et de six plaques transversales pour relier les voies 4, 6 et 8 de la gare d'Oran-Marine, présenté le 1895, avec un détail estimatif montant à vingt et un mille francs, y compris douze pour cent pour frais généraux, intérêts et amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après approbation par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour le calcul du droit de partage des bénéfices, et jusqu'à concurrence d'un million de vingt et un mille francs, au compte général de premier établissement des lignes du réseau algérien, conformément à la convention du 1863, approuvée par les lois et décrets du 11 juin suivant, et à l'article 1er du décret du 20 septembre 1863. (Paris, 23 Avril 1896.)

1895. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

ont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de
de Bone-Guelma et prolongements pour l'établissement de nouvelles
de garage et de dépôt, la construction d'une remise pour quatre ma-
ches avec annexe et l'installation d'un réservoir d'alimentation à la gare
charbottaine, sur la ligne de Souk-Ahras à Tébessa, conformément au
présenté, le 9 septembre 1895.

Les dépenses résultant de l'exécution de ce projet seront imputées sur le
de deux millions de francs ouvert, conformément à l'article 3 de
l'ordonnance du 23 mai 1885 approuvée par la loi du 28 juillet suivant,
travaux complémentaires, jusqu'à concurrence des sommes qui seront
formellement reconnues devoir être portées audit compte et dans la limite
d'une somme de soixante-cinq mille cent soixante-quatre francs, y compris
majoration de dix pour cent pour frais généraux et intérêts. (Paris,
1896.)

1894. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

est déclaré classé, comme faisant partie intégrante de la route natio-
nale, le chemin vicinal ordinaire n° 6 de la commune de Saint-Nabord
(Ain), dit « chemin du Haut-de-la-Dare », entre les points 52^k 125 et
52^k 140 de ladite route, sur une longueur de sept cent vingt-cinq mètres.
La direction de la route nationale n° 57 sera déclassée entre les
points 52^k 125 et 52^k 140 et remise à la commune de Saint-Nabord, pour recevoir
la route indiquée dans la délibération du conseil municipal de ladite
commune, en date du 4 février 1894. (Paris, 15 Mai 1896.)

1899. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Le 31 décembre 1899 le délai fixé par l'article 3 du décret du
du 1886, pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à
l'exécution des travaux de rectification et d'élargissement de la route départe-
mentale n° 4, de Genève à Chamonix, entre les points kilométriques
23^k 434, sur le territoire des communes de Marnaz et de Scion-
nay (Haute-Savoie).

La déclaration d'utilité publique, résultant dudit décret du 15 janvier
1886, est considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne
sont accomplies dans le délai fixé par le paragraphe précédent. (Paris,
1899.)

1896. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

est autorisée la reconstruction du pont suspendu sur lequel la route
départementale n° 138 franchit la Sarthe, à Beaumont, conformément aux dispo-

sitions du projet présenté par les ingénieurs de la Sarthe, à la
11 décembre 1895-6 février 1896;

2° La dépense, évaluée à cent quarante-six mille francs, sera
sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère de
publics pour la construction des ponts dépendant des routes n
(Paris, 27 Mai 1896.)



Certifié conforme :

Paris, le 11^{er} Mai 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1846.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1896. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique le Chemin de fer
partie sud de la Mine de Champigneulle au Chemin de fer de l'Est.

Du 23 Août 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 10 septembre 1896.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre des travaux publics;

sur demande présentée, le 6 novembre 1895, par MM. Simon Lemut et
Keller et Bourgeois, à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité
d'un chemin de fer reliant la partie sud de leur mine de fer de
Champigneulle au chemin de fer de l'Est;

sur pièces présentées à l'appui de cette demande et, notamment, le
25 avril 1896, par l'ingénieur en chef des mines chargé de l'ar-
rondissement minéralogique de Nancy;

sur procès-verbal des conférences mixtes relatives à cette demande et
du représentant du département de la guerre;

sur pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumise la
demande ci-dessus visée et, notamment, l'avis de la commission d'enquête,
du 1896;

sur avis de la chambre de commerce de Nancy, du 31 janvier 1896,

sur rapport et avis des ingénieurs des mines, des 15 et 17 juin 1896;

sur avis du préfet de Meurthe-et-Moselle, du 20 juin 1896;

sur avis du conseil général des mines, du 3 juillet 1896;

sur avis du ministre des travaux publics, le
1896;

sur avis du 21 avril 1810 sur les mines, modifiée par la loi du 27 juillet
notamment, l'article 44;

Série.

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834⁽¹⁾;
Vu les articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le chemin de fer reliant la partie sud de la mine de Champigneulle au chemin de fer de la ligne de la gare d'Avricourt.
La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution du chemin de fer ne sont pas accomplies dans le délai de dix-huit mois à partir du présent décret.

2. MM. *Simon Lemut* et compagnie, *Keller et Bourgeois* sont autorisés à construire ce chemin de fer à leurs frais, risques et périls, suivant le tracé indiqué au plan ci-dessus visé, et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges également ci-dessus visé.

Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 23 Août 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges part de l'entrée de la mine de Champigneulle (partie sud) et aboutira à la ligne de la gare d'Avricourt.

Il sera établi conformément aux indications du plan d'ensemble présenté le 6 novembre 1895, par MM. *Simon Lemut* et compagnie, *Keller et Bourgeois*.

Approbation des projets de détail.

2. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer sans l'autorisation de l'administration supérieure.

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

projet de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre, qui prescrira, s'il y a lieu, telles modifications que lui paraîtront utiles. L'une de ces expéditions sera remise à la société avec le visa du ministre; l'autre demeurera entre les mains du ministre.

Comme pendant l'exécution, la société aura la faculté de proposer aux pouvoirs publics les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

Exécution des travaux.

La société n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de bonne qualité et sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à ce que la construction soit parfaitement solide.

Les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des chemins publics et particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf exception qui pourraient être admis par l'administration.

Clôtures.

Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou clôtures dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet, sous l'approbation ministérielle. La société pourra, en vertu des articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880, être dispensée, par le préfet, sous réserve de l'approbation ministérielle, de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais elle devra justifier des raisons spéciales pour être dispensée d'en établir :

- 1° Dans la traversée des lieux habités;
- 2° Dans les parties contiguës à des chemins publics;
- 3° Dans les parties de longueur au moins de chaque côté des traversées de dix mètres (10^m)

Contrôle et surveillance des travaux.

Tous les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration supérieure. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et surveillés pendant la nuit.

Réception des travaux.

Après que les travaux seront terminés, il sera procédé à la reconnaissance de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que le ministre désignera. Le procès-verbal de cette reconnaissance, le ministre l'autorisera, s'il y a lieu, à être en marche du chemin de fer.

Bornage et plan cadastral.

Dans les six mois après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après l'exploitation de la ligne, la société fera faire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant de l'administration supérieure, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Elle devra également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par l'administration supérieure, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée au bureau de la préfecture. Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement à l'exploitation, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par suite, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au

fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

8. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit facile et sûre. Si, par suite de l'entretien ou pour toute autre cause, l'exploitation venait à présenter certains dangers, le ministre pourra interdire la circulation des bennes jusqu'à ce qu'elle ait été remise en état et que toute cause de danger ait disparu.

Dans le cas où la facilité ou la sécurité de la circulation sur les voies publiques ainsi que le libre écoulement des eaux viendraient à être compromis, le ministre pourra y pourvoir d'office, aux frais de la société.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Mesures de sécurité.

9. La société sera tenue de prendre toutes les mesures qui pourront lui être imposées par le préfet pour assurer la sécurité de l'exploitation.

TITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

10. Dans le cas où le gouvernement, le département ou les communes requerront ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou communales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne, la société ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, et que aucuns frais pour la société.

11. Il est interdit à la société d'établir sur le chemin de fer un service de transport.

12. Les frais de visite, de surveillance et de reconnaissance des travaux de construction, de surveillance de l'exploitation seront supportés par la société, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

13. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par la société.

Vu pour acceptation :

Pour MM. Simon Lemut et compagnie,
Keller et Bourgeois,

Signé : BOURGEOIS.

Approuvé :

Paris, le 23 août 1896.

Le Ministre des travaux publics

Signé : A. TURREL.

Enregistré à Nancy, le 19 septembre 1896, n° 789 bis, folio 27, case 1. L. francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Duhaat.

N° 32390. — *DÉCRET qui autorise la Société anonyme de touage et de remorquage de l'Oise à établir un Service de Touage à vapeur sur chaîne noyée entre Chauny et Janville.*

Du 1^{er} Septembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 24 janvier 1882⁽¹⁾, qui autorise MM. *Williams* et compagnie à établir, à leurs frais, risques et périls, sur le canal latéral à l'Oise, entre Chauny et Janville, un service de touage à vapeur sur chaîne noyée, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé audit décret;

Vu la demande présentée par MM. *Williams* et compagnie, à l'effet d'obtenir :

1^{re} Une prolongation de la durée de ladite permission ;

2^{re} Le transfert de ladite permission à la société anonyme de touage et de remorquage de l'Oise ;

Vu les pièces des enquêtes ouvertes dans les départements de l'Aisne et de l'Oise ;

Vu les avis des chambres de commerce de Beauvais et de Saint-Quentin, en date respectivement des 27 avril et 6 mai 1895 ;

Vu les procès-verbaux des opérations des commissions d'enquête des départements de l'Oise et de l'Aisne, en date des 4 et 6 juin 1895 ;

Vu les avis des préfets de l'Aisne et de l'Oise, en date des 7 et 26 août 1895 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 27 juillet 1896 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme de touage et de remorquage de l'Oise est autorisée à établir, à ses frais, risques et périls, sur le canal latéral à l'Oise, entre Chauny et Janville, un service de touage à vapeur sur chaîne noyée, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Le décret ci-dessus visé du 24 janvier 1882 est et demeure rapporté.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 1^{er} Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 686, n° 11613.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

PERMISSION.

ART. 1^{er}. La société anonyme de touage et de remorquage de l'Oise est autorisée à établir, à ses frais, risques et périls, sur le canal latéral à l'Oise, entre C Janville, un service de touage à vapeur sur chaîne noyée pour le remorquage des embarcations de toute espèce et des trains de bois.

La société opérera la traction des bateaux entre deux points situés : l'un à l'écluse de Chauny, l'autre en aval de l'écluse de Janville.

Ces points seront déterminés par des arrêtés préfectoraux, la société permissionnaire entendue.

Ils seront considérés comme distants de trente-quatre kilomètres, pour le calcul des taxes de traction applicables aux bateaux qui parcourent la totalité du canal.

2. La permission d'établir ce service est soumise aux conditions déterminées par les articles suivants.

TITRE II.

ÉTABLISSEMENT.

3. Le touage se fera au moyen d'une chaîne noyée au fond du lit et de toueurs marchant à la vapeur.

Si l'expérience vient à démontrer que le système de touage adopté ne se justifie en totalité ou en partie, à un remorquage sûr et convenable, la société permissionnaire sera tenue de le modifier de manière à atteindre ce but.

Les toueurs seront construits suivant les meilleurs modèles. Chaque bateau devra être soumis aux vérifications prescrites par les règlements sur les machines à vapeur.

4. La société organisera des moyens de traction spéciaux :

A. — Pour le service des bateaux descendants à destination du canal de l'Aisne et des bateaux montants provenant de ce canal ;

B. — Pour la formation et la décomposition des trains aux extrémités du canal, ainsi qu'en amont et en aval des écluses ;

C. — Pour le service des bateaux aux abords et à la traversée de ces écluses ;

D. — Pour la marche de nuit des bateaux affectés à des services réguliers de permis de trématage, ou continuant leur route sans arrêt sur la demande des mariniers.

Ces moyens de traction seront réglés par des arrêtés préfectoraux, la société entendue.

Ils ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe en dehors de celles prévues au titre V du cahier des charges.

5. La chaîne devra être placée d'après les ordres de l'administration et de telle sorte que, du côté du halage, la moitié au moins du canal soit libre, que, au croisement des bateaux halés, ceux-ci conservent toujours le côté de halage.

Dans ces rencontres, le toueur devra toujours ralentir le jeu de sa machine.

Le permissionnaire pourra néanmoins, sur les points où l'on en reconnaît la nécessité, placer deux chaînes à côté l'une de l'autre.

6. La société permissionnaire terminera tous les travaux nécessaires à l'entretien du service dans le délai d'un an à partir de la notification du décret d'autorisation.

Les travaux seront reçus par les ingénieurs.

Le ministre du procès-verbal de réception, le ministre autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation et la perception des taxes.

TITRE III.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Les toueurs et toutes les dépendances de l'entreprise seront constamment entretenus en bon état, de façon que le service du touage soit toujours facile et sûr.

Le matériel de l'entreprise n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu avec la diligence de l'administration et aux frais de la société permissionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions ci-après indiquées.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

En ce qui concerne l'éclairage et les mesures à prendre en temps de brouillard pour éviter les rencontres, effectuer les passages des écluses et des ponts, les toueurs et les bateaux remorqués seront assimilés aux autres bateaux circulant sur la ligne de navigation en Belgique.

La société permissionnaire devra faire sans délai, sans préférence et dans l'ordre des réclamations le remorquage de tous les bateaux chargés ou vides et des trains, soit qu'ils se trouvent aux extrémités de la chaîne, soit qu'ils stationnent aux points intermédiaires, pourvu qu'ils aient à bord l'équipage, les ancres et les agrès nécessaires, et en cas de force majeure, d'insuffisance du mouillage et d'interdiction régulière de la navigation.

La société permissionnaire pourra transporter pour son propre compte des marchandises, mais à la condition expresse que les embarcations autres que les siennes ne soient à quelque moment qu'elles se présentent, toujours remorquées avant les siennes.

Cette faculté de transport ne s'étendra pas au-delà de deux cent mille (200.000) par an.

La société permissionnaire jouira du droit de trématage, soit en route, soit au passage des ponts et des écluses, sur les bateaux halés par des chevaux.

En ce qui concerne le passage des écluses, lorsque les bateaux halés par des chevaux arrivés auprès de ces ouvrages avant la rame remorquée par le toueur, il est entendu que le droit de trématage ne sera exercé que sur les bateaux halés marchant dans le même sens que le convoi et que l'on profitera, autant que possible, de la clôture de l'écluse pour faire passer deux bateaux marchant en sens contraire.

Dans tous les cas, le droit de trématage ne sera maintenu à la société permissionnaire qu'autant qu'il sera constaté que la vitesse des toueurs est supérieure à celle des bateaux halés par des chevaux.

Le ministre des travaux publics se réserve le droit de réglementer la composition des convois, la vitesse maxima et le tonnage des convois, au double point de vue de la sécurité publique et de la navigation.

Des arrêtés préfectoraux détermineront, la société permissionnaire entendue, le nombre et la position des bureaux dans lesquels seront reçues les déclarations des toueurs, la forme dans laquelle ces déclarations seront reçues ou faites, le lieu de dépôt des déclarations, le nombre de départ et d'arrivée, le nombre des convois principaux et supplémentaires, la composition des équipages, les points ou la chaîne de navigation interrompue et les autres prescriptions nécessaires à la régularité et à la sécurité du service, ainsi que les obligations des mariniers dont les bateaux seront remorqués ou en stationnement.

La société permissionnaire et ses agents se conformeront aux règlements généraux ou à faire concernant la police de la navigation, ainsi qu'aux arrêtés particuliers qui seraient pris par les préfets des départements traversés, en exécution des lois et ordonnances.

La société permissionnaire sera responsable, vis-à-vis de l'administration, des

contraventions qu'entraînerait le stationnement des bateaux pour lesquels il a fait une déclaration régulière, à fin de remorquage, lorsque ce stationnement son fait.

16. La société permissionnaire n'aura aucun recours contre l'État par suite de condamnations qui pourraient être prononcées contre elle en raison des dommages résultant de l'exécution des travaux ou du service du tonnage.

17. La société permissionnaire sera soumise à la surveillance et au contrôle de l'administration.

Elle recevra sur ses remorqueurs les ingénieurs, les conducteurs des pontons, chaudières et autres agents chargés du contrôle.

Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la société permissionnaire de s'écarter des dispositions qui lui seront prescrites par le présent cahier des charges.

TITRE IV.

DURÉE, RÉVOCATION ET DÉCHÉANCE DE LA PERMISSION.

18. La permission pour l'exploitation du service de tonnage mentionné à l'article 17 du présent cahier des charges prendra fin le 1^{er} octobre 1926.

19. A l'expiration de la présente permission, le permissionnaire, s'il n'est pas chargé de continuer le service, sera tenu de vider les lieux ou de céder, à des tiers, au permissionnaire qui pourrait être appelé à lui succéder, telle partie du matériel fixe ou mobile, ainsi que des immeubles et des approvisionnements appartenant à l'entreprise, que l'administration jugerait convenable de retenir pour la continuation du service.

20. La présente permission est toujours révocable, sans indemnité, avant l'expiration de sa durée par l'article 18.

La révocation ne pourra être prononcée que pour cause d'intérêt public et en vertu de la présente permission.

21. Faute par la société permissionnaire d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 6, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance de la permission, si l'administration le juge convenable, tant à la continuation et à l'exécution des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la société permissionnaire, au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur une mise à prix pour les ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et, s'il y a lieu, du matériel fixe et mobile de l'exploitation.

Dans le cas de l'adjudication, les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau permissionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et la société permissionnaire évincée recevra le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une nouvelle adjudication sera ouverte sur les mêmes bases dans un délai de trois mois. Si cette seconde adjudication n'amène également aucun résultat, la société permissionnaire sera tenue d'enlever son matériel et de remettre les lieux en état.

La somme de dix mille francs (10,000^f) qui aura été déposée, ainsi qu'il sera prescrit à l'article 34, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et restera au Trésor public.

22. En cas d'interruption partielle ou totale du service, l'administration se réserve la faculté de prendre immédiatement, aux frais, risques et périls de la société permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service, la société permissionnaire n'a pu valablement justifier qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre, et le cautionnement deviendra la propriété de l'État.

Il sera, d'ailleurs, procédé pour la continuation du service comme il est stipulé à l'article 21.

2. Les dispositions des deux articles précédents, relatives à la déchéance de la permissionnaire, ne lui seront pas applicables dans le cas où elle n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE V.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES À LA TRACTION DES BATEAUX.

1. Pour indemniser la société permissionnaire des dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplit toutes les obligations, elle aura l'autorisation de percevoir les prix de traction ci-après pendant toute la durée de la permission :

Par tonne de jauge possible, d'après le procès-verbal de jauge du bateau,	
et par kilomètre.....	0 ^f 0012
Par tonne de chargement effectif, d'après les déclarations officielles	
du chargement, et par kilomètre.....	0 0012

La jauge possible des bateaux sera limitée, pour l'application des taxes de touage, au tonnage correspondant à l'enfoncement d'un mètre quatre-vingts centimètres qui constitue le maximum autorisé par le règlement de police du canal.

Les taxes comprennent tous les frais de traction, quels qu'ils soient, sauf ceux des bateaux de remorque.

Elles sont augmentées de cinquante pour cent (50 p. 0/0) pour le service de nuit fait par les mariniers.

Les taxes pour le service de nuit ne subiront pas cette majoration :

— lorsque les heures de départ ou d'arrivée des convois réguliers sortiront des limites assignées au service de jour,

— lorsque la navigation de nuit aura été rendue obligatoire par les ingénieurs, en vertu du règlement de police du canal.

Le service de nuit sera réglé comme suit :

— les mois de janvier, février, novembre et décembre, de six heures du soir à six heures du matin ;

— les mois de mars, avril, septembre et octobre, de huit heures du soir à six heures du matin ;

— les mois de mai, juin, juillet et août, de neuf heures du soir à quatre heures du matin.

Pour le transport des engrais, les prix du tarif ci-dessus seront réduits à moitié, pour la remonte que pour la descente.

Quant au prix du blé, à Paris, dépassera vingt-cinq francs (25^f) par hectolitre, les taxes de traction seront également réduits à moitié pour chaque tonne de substance transportée, excepté pour les vins, pour lesquels les prix du tarif ci-dessus seront maintenus.

La société fournira les cordages de remorque nécessaires à la traction des bateaux chargés.

Elle aura la faculté de percevoir, pour la location de ces cordages, une taxe maximum de centimes (0^f 50) par bateau et par bief ou fraction de bief, chaque bateau devant payer au minimum pour deux biefs.

Cette taxe comprend la fourniture à bord et l'enlèvement des remorques, abstraction faite de la pose et de la dépose de ces cordages qui restent à la charge des mariniers.

La société munira gratuitement de remorques les bateaux chargés qui auraient été retenus par une écluse à franchir, en cas de doublement des quatre écluses du canal.

Dans le cas où la société permissionnaire jugerait convenable d'abaisser, soit le parcours total, soit pour le parcours partiel du canal, au-dessous des limites fixées par le tarif, les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées devront être relevées qu'après un délai d'un an.

Tous changements apportés dans les tarifs seront annoncés un mois d'avance par des affiches.

Ils devront, d'ailleurs, être autorisés par décision de l'administration, prise sur proposition de la société permissionnaire et rendue exécutoire par arrêté du préfet.

27. La société permissionnaire pourra exiger le paiement des droits avant de mettre un bateau dans un convoi.

28. Pour la perception des taxes, toute fraction de tonne sera comptée comme tonne entière et toute fraction de kilomètre comme kilomètre entier.

29. La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune distinction, conformément aux tarifs approuvés.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs bateaux une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

30. L'administration se réserve le droit de reviser le tarif tous les cinq ans, après avoir pris l'avis des chambres de commerce des départements traversés par le canal, et navigable de Paris en Belgique, sans toutefois que ce tarif puisse être abaissé au-dessous des quatre cinquièmes des prix fixés par l'article 24.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

31. Toute interruption de navigation, quelles qu'en puissent être les causes, durée, toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est située la ligne navigable à laquelle se rapporte la présente permission, ou dans toute autre contrée voisine ou toute réduction de tarif sur les voies concurrentes, ne pourront donner ou occasionner aucune demande d'indemnité ou de dédommagement quelconque de la part de la société permissionnaire.

32. Le gouvernement se réserve expressément le droit d'admettre sur le canal à l'Oise, de Chauny à Janville, concurremment avec le système de traction par la société permissionnaire, tout autre mode de traction ou de transport de marchandises.

33. Il est expressément interdit à la société permissionnaire de faire tout ou partie d'une ou plusieurs compagnies de chemin de fer, de faire toute cession de sa concession ou prise à ces compagnies ou d'opérer toute fusion avec elles.

Toute dérogation quelconque à cette interdiction entraînera la révocation de la présente permission, et le cautionnement deviendra la propriété de l'État.

34. Le cautionnement sera de dix mille francs (10,000^f) en numéraire ou en valeurs sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 juin 1825, ou en valeurs sur le Trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la Caisse des consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme de dix mille francs ne sera remboursée à la société permissionnaire qu'à l'expiration de la permission.

35. La société permissionnaire devra faire élection de domicile à Chauny.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie de cette ville.

36. La présente permission, relative au canal latéral à l'Oise et de Marais, n'accorde que la faculté de présenter, pour l'établissement d'un touage sur l'Oise canalisée, entre Janville et Conflans-Sainte-Honorine, des positions qui seront seules admises à l'examen par l'administration pendant une période de deux ans à dater de la mise en train du halage à vapeur sur le canal.

Cette époque sera fixée par la date de l'arrêté autorisant la perception des taxes.

Au delà de ce terme de deux années, la société permissionnaire rentrera sous le droit commun.

37. Les contestations qui s'élèveraient entre la société permissionnaire et l'État

au sujet de l'exécution et de l'interprétation du présent cahier des charges
administrativement par le conseil de préfecture du département de
et au recours au Conseil d'État.

à paraître annexé au décret en date de ce jour.

Le 1^{er} Septembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Enregistré à Beauvais (A. C.), le 23 octobre 1896, folio 33, case 4. Reçu trois francs
et quinze centimes. — Signé : Barbier.

1896. — DÉCRET qui modifie l'article 31 du Cahier des charges annexé au
décret du 24 avril 1894, portant réglementation du Service d'outillage de la
chambre de commerce de Bordeaux sur les quais et dépendances du port de
cette ville.

Du 1^{er} Septembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 19 septembre 1896.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

Sur le cahier des charges y annexé, le décret, en date du 24 avril
1894, portant réglementation du service d'outillage de la chambre de
commerce de Bordeaux sur les quais et dépendances du port de cette ville ;
la décision ministérielle du 10 avril 1895, portant approbation du
service d'outillage hydraulique des nouveaux quais de rive gauche du port
de Bordeaux ;

la demande présentée, à la date du 11 novembre 1895, par la chambre
de commerce de Bordeaux et le tarif y annexé ;

les pièces de l'enquête ouverte sur cette demande ; ensemble l'avis de
la commission d'enquête, en date du 5 mai 1896 ;

la lettre de la chambre de commerce, en date du 12 juin 1896 ;

les rapports des ingénieurs du service maritime, en date des 21-22 no-
vembre 1895 et 3-6 juillet 1896 ;

l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 23 décembre

1895 ; la lettre du préfet de la Gironde, du 9 juillet 1896 ;

la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des
télégraphes ;

le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, sur l'organisation des chambres de
commerce ;

le conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

1^{re}. Les dispositions, relatives à l'usage des grues, du para-
graphe 3 de l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du
24 avril 1894, portant réglementation de l'outillage public de la

⁽¹⁾ Bull. 1633, n° 28115.

⁽²⁾ 1^{re} série, B. 442, n° 3239.

chambre de commerce de Bordeaux sur les quais du port de Bordeaux, sont remplacées par les dispositions ci-après :

3° GRUES.

NATURE DE LA PERCEPTION.	GRUES à bras.	MACHINES À VAPEUR OU HYDRAULIQUES ayant une puissance		
		ne dépassant pas 3,000 kilogrammes.	dépassant 3,000 kilogrammes sans dépasser 10,000 kilogrammes.	dépassant 10,000 kilogrammes sans dépasser 20,000 kilogrammes.
Demi-journée ouvrable de la douane.....	7 ^f 50 ^c	25 ^f	60 ^f	75 ^f 00 ^c
Journée ouvrable de la douane...	15 00	50	120	150 00
Demi-journée non ouvrable de la douane.....	7 50	30	72	90 00
Journée non ouvrable de la douane.	15 00	55	144	180 00
Heure réglementaire de la douane.	(1)	7	30	37 50
Heure non réglementaire de la douane et supplémentaire (jours ouvrables ou non ouvrables)...	(1)	8	36	45 00

(1) Une taxe minimum de 5 francs sera perçue pour l'emploi des grues à bras, lorsque d'opérations d'une durée inférieure à deux heures.

La durée de la journée ouvrable ou non ouvrable est fixée (du 1^{er} avril au 30 septembre), de sept heures du matin à six heures du soir; l'hiver (du 1^{er} octobre au 31 mars), de sept heures du matin à cinq heures du soir, avec interruption de midi à une heure.

La demi-journée commence à sept heures du matin ou à six heures du soir; toutefois les taxes relatives à la demi-journée sont appliquées, quelle que soit l'heure du commencement du travail; la durée de celui-ci, tout en dépassant une heure, n'excède pas six heures, y compris l'intervalle de midi à une heure.

Toute manutention de plus d'une heure comportera l'application du tarif afférent à une demi-journée, au moins.

Toute manutention de plus de six heures donnera lieu à l'application du prix afférent à une journée, au moins.

Les heures supplémentaires sont celles qui s'ajouteront au tarif d'une journée pour continuer les mêmes opérations.

Pour les grues à vapeur, dans le cas d'heures supplémentaires de location de moins d'une heure dans la journée normale, le réallumage du feu de la grue est nécessaire, il sera payé en plus une taxe spéciale de cinq francs (5^f).

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait au Havre, le 1^{er} Septembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Signé : FÉLIX FAURE.

Phép. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un Tramway entre Lyon et Caluire.

Du 11 Septembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 16 septembre 1896.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;
 Sur l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway à traction électrique, destinée au transport des voyageurs, entre Lyon (boulevard de la Croix-Rousse) et Caluire (au droit de la rue Vignolles, près la place de l'Eglise) ;
 Sur, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne ;
 Sur les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en vertu de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾ ;
 Sur, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 15 novembre 1894 ;
 Sur la délibération de la chambre de commerce de Lyon, en date du 4 octobre 1895 ;
 Sur les délibérations de la commission départementale et du conseil général du Rhône, en date des 22 juin et 28 août 1895 ;
 Sur l'adhésion directe aux travaux, donnée, le 7 août 1895, par le conseil municipal de Lyon, agissant en vertu de l'article 18 du décret du 10 mai 1853⁽²⁾ ;
 Sur la convention passée, le 14 août 1896, entre le préfet du Rhône, au nom du département, et M. Durand (Alexandre), pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé ;
 Sur l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 16 mars 1896 ;
 Sur la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 13 mai 1896 ;
 Sur la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;
 Sur les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽³⁾ et 22 juin 1881⁽⁴⁾ ;
 Le Conseil d'Etat entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, suivant les dispositions générales du plan annexé au présent décret, d'une ligne de tramway à traction électrique, destinée au transport des voyageurs entre le boulevard de la Croix-Rousse, à Lyon, et Caluire (au droit de la rue Vignolles, près la place de l'Eglise) ;
 La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme

⁽¹⁾ *Strasb., Bull.* 629, n° 10747.

⁽²⁾ *Strasb., Bull.* 97, n° 816.

⁽³⁾ XII^e série, *Bull.* 664, n° 11222.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à dix-huit mètres (18^m). Le maximum des déclivités sera de trois cent quarante-huit dix-millièmes (0^m 0348).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, sur un profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) au moins sur chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie dans des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger sans gêner le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées couvertes par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer le rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou neuves qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.
Les rails voie Broca seront en acier et du poids de vingt-huit kilogrammes (28^k) posés par mètre courant; ils seront posés sur une couche de sable de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur et entretoisés solidement.

Gares et stations.

11. Les trains auront des arrêts fixes.
Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-dessous :
Au droit du funiculaire de la place Croix-Paquet;
À l'angle de la place de la Croix-Rousse, au droit de la montée de la Grand'Côte;
À l'octroi, au droit de la montée de la Boucle;
Au droit du croisement de la ligne du chemin de fer de Lyon à Sathonay;
Au droit du chemin des forts;
Au terminus, au droit de la rue Vignolles.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quarante.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt mètres (20^m).
La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession (soixante-quinze ans) mentionnée à l'article 2 du

présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation et elle prendra fin soixante-quinze ans après la date dudit décret.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de l'expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il est de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, et l'usine électrique.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à améliorer en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se présente pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le matériel des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'expert, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la valeur du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre ou de fournir les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les terrains seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, lequel n'en pourra prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1872. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective, et non plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'exécution des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les produits nets qui auront été payés à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq années restantes.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails voie Broca seront en acier et du poids de vingt-huit kilogrammes (28^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur une couche de sable de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur et entretoisés solidement.

Gares et stations.

11. Les trains auront des arrêts fixes.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

- 1° Au droit du funiculaire de la place Croix-Paquet;
- 2° A l'angle de la place de la Croix-Rousse, au droit de la montée de la Grand'Côte;
- 3° A l'octroi, au droit de la montée de la Boucle;
- 4° Au droit du croisement de la ligne du chemin de fer de Lyon à Sathonay;
- 5° Au droit du chemin des forts;
- 6° Au terminus, au droit de la rue Vignolles.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyées dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quarante.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt mètres (20^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession (soixante-quinze ans) mentionnée à l'article 2 du

Chaque section sera parcourue moyennant les prix suivants :

Première classe, dix centimes (0^e 10) pour une section;
Première classe, quinze centimes (0^e 15) pour deux sections;
Première classe, vingt-cinq centimes (0^e 25) pour trois sections;
Deuxième classe, cinq centimes (0^e 05) pour chaque section.

Les prix ci-dessus contiennent tous les impôts. Ils sont applicables quel que soit le parcours effectué sur chaque section.

Pour les trains dits « de théâtre », les tarifs seront doubles de ceux indiqués ci-dessus.

Il est stipulé que le prix de péage entre pour un tiers dans les taxes ci-dessus, et le prix de transport pour les deux tiers.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ou aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux militaires.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises servant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète liberté entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le concessionnaire.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place dans le coffre, aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entrepreneur des boîtes aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et les lettres devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial occasionnera au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non.

Le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres, en cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil d'administration.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier pour le paiement des frais de contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinq francs (5^{fr}) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu, dans les trois mois qui suivront la déclaration de concession publique, à la caisse du trésorier-payeur général du Rhône.

Cautionnement.

Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de huit mille francs (8,000^{fr}) en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en valeurs du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui ne sont pas nominatives ou à ordre.

Le cautionnement sera formé par le cautionnement de l'entreprise.

Les cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquième et progressivement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'à l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lyon.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à la préfecture du Rhône (secrétariat général de l'administration).

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Rhône, sauf recours au Conseil d'Etat.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Lyon, le 14 août 1896.

Lu et approuvé :

Le Préfet du Rhône,

Signé : G. RIVAUD.

Lu et approuvé :

Le Concessionnaire,

Signé : A. DURAND.

Enregistré à Lyon (A. A.), le 23 septembre 1896, folio 23, case 17. Reçu de vingt-cinq centimes. — Signé : Delye.

N° 32393. — *DÉCRET qui approuve la substitution à MM. Claret et Thouvard de la Société anonyme dite Compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan comme rétrocessionnaire du Tramway de Grenoble (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Chapareillan.*

Du 17 Septembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 24 septembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret, en date du 2 décembre 1895⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway à traction mécanique, entre Grenoble (gare Paris-Lyon-Méditerranée) et Chapareillan, autorisé le département de l'Isère à pourvoir à la construction et à l'exploitation de cette ligne et approuvé la convention passée, le 19 novembre 1895, entre le département de l'Isère, agissant au nom du département, et MM. Claret et Thouvard pour la rétrocession de l'entreprise; ensemble cette convention et les charges y annexés;

Vu, notamment, l'article 6 de ladite convention, aux termes duquel MM. Claret et Thouvard doivent constituer, dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui serait substituée, la substitution devant être approuvée par décret du Président de la République en Conseil d'Etat;

Vu les demandes présentées, le 17 mars 1896, par MM. Claret et Thouvard et par la compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan, tendant à obtenir l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers comme rétrocessionnaire de la ligne de Grenoble à Chapareillan;

(1) XI^e série, Bull. 1768, n° 30871.

Vu la délibération du conseil général de l'Isère, en date du 15 avril 1896;
 Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 4-11 avril 1896;
 Vu la lettre du préfet de l'Isère, en date du 27 avril 1896;
 Vu la lettre de MM. Claret et Thouvard, en date du 19 mai 1896;
 Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, et, notamment, l'article 10;
 Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. Claret et Thouvard la société anonyme dite *Compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan* comme rétrocessionnaire du tramway de Grenoble (gare St-Lyon-Méditerranée) à Chapareillan, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 2 décembre 1895. MM. Claret et Thouvard resteront solidairement responsables des engagements qu'ils ont contractés envers le département de l'Isère, entre eux, soit avec ladite société, jusqu'à l'expiration d'un délai de six années, à dater de la mise en exploitation totale de la ligne précitée.

Il est interdit à la compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation de la ligne de tramway mentionnée à l'article 1^{er}, n'y ayant été préalablement autorisée par décret rendu en Conseil d'État.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Angoulême, le 17 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicables aux travaux d'amélioration des Ports maritimes.

Du 5 Novembre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;
 la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par diverses chambres de commerce, pour concourir, au fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896, et relatifs à l'amélioration des ports maritimes, une somme de cinq cent cinquante mille francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	RÉCÉPISSÉS.		RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
	Nu- méros.	DATES.			
ANNÉE 1896.					
Côtes-du-Nord.	4248	17 septemb.	Saint-Brieuc.	La chambre de commerce de Saint-Brieuc.	20
Seine.....	28748	5 septemb.	Paris.....	La chambre de commerce de Saint-Nazaire.	100
Seine-Inférieure.	7471	1 ^{re} septemb.	Le Havre....	La chambre de commerce de Fécamp.	50
	7756	11 septemb.	Idem.	La chambre de commerce du Havre.	39
TOTAL comme ci-dessus.....					550

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 novembre 1896;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre 57, *amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq cent cinquante mille (550,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux d'amélioration du port de Binic.....	20
Construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire.....	100
Travaux d'amélioration du port de Fécamp.....	40
Construction des quais maritimes sur la rive sud du canal de Tan-carville.....	390
TOTAL ÉGAL.....	550

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TURREL.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour encouragements à l'industrie chevaline.

Du 29 Décembre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'agriculture;

la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

les deux cent trente déclarations ci-annexées, constatant le versement par, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de cinq cent soixante-dix mille douze francs cinquante-neuf centimes provenant du prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel en faveur de l'élevage;

sur le rapport du ministre des finances,

ARRÊTE :

1°. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit de cinq cent soixante-dix mille douze francs cinquante-neuf centimes (570,012^f 59) applicable comme suit :

1°. Un crédit ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxxi : *Encouragements à l'industrie chevaline*.

Le crédit sera employé aux dépenses prévues par la loi du 2 juin 1891 et par le décret du 7 juillet 1891.

Le crédit sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1896.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FA
Le Président du Conseil
Ministre de l'Agriculture
Signé : J. MÉLINE.

N° 32396. — *DÉCRET qui modifie l'article 6 du décret du 29 juillet 1896 relatif à l'Admission temporaire des Blés importés pour la mouture*

Du 31 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 ;

Vu les décrets des 25 août 1861 ⁽¹⁾, 9 juillet 1868 ⁽²⁾, 18 octobre 1887 ⁽³⁾, 2 mai 1892 ⁽⁴⁾, 9 février 1894 et 29 juillet 1896 ;
réglé l'admission temporaire des blés tendres et des blés durs imp
la mouture ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'agriculture, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 6 du décret du 29 juillet 1896 est modifié comme suit :

« 2^e zone. De la direction de Charleville au bureau de Pagny-sur-Moselle exclu.

« 3^e zone. Du bureau de Pagny-sur-Moselle inclus à la direction de Montpellier exclue.

2. Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 962, n° 9476.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1609, n° 16162.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 164, n° 2479.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1097, n° 1097.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1489, n° 1489.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1812, n° 1812.

Publication du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin de lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,
GÉORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et
des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

1897. — DÉCRET relatif aux formes et au contrôle des Récépissés
qui engagent le Trésor public.

Du 4 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 janvier 1897.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

La loi du 24 décembre 1896, abrogeant les dispositions de la loi du
1833 sur le visa des récépissés dans les départements ;

le décret du 14 janvier 1889 sur l'administration et la comptabilité
des troupes ;

le décret du 29 mars 1890 sur l'administration et la comptabilité des
écoles normales primaires ;

le rapport du ministre des finances,

ARRÊTE :

1.^{re} Les communes et établissements publics, les corps de
villes, les fabriques d'églises et, d'une manière générale, tout
agent autorisé à verser ses fonds libres chez le caissier-payeur
général, le receveur central de la Seine, les trésoriers-payeurs généraux
et les receveurs particuliers, soit comme agents du Trésor, soit
comme dépositaires de la Caisse des dépôts et consignations, doit
être muni d'un carnet de compte courant sur lequel les receveurs
des finances sont tenus d'inscrire, sous leur responsabilité, les dépôts
et retraits de fonds et de mentionner en outre, en toutes lettres,
le nouveau solde du compte dans leurs écritures, après chaque opé-

ration. Les mentions sont signées par les receveurs des finances.

Le dernier solde inscrit sur le carnet de compte courant est
considéré comme faisant partie de l'encaisse des comptables chez les
dépôts de fonds au Trésor, déduction faite des remboursements
déjà effectués, figurant jusqu'à ce jour
au numéraire.

Les receveurs des finances établiront à l'avenir, semestrielle-

ment, une situation de chacun des comptes courants dont ils font les opérations ; ils la transmettront soit au déposant, soit au comptable chargé de la comptabilité de l'établissement dépositaire s'il s'agit d'un corps de troupes, à l'intendant militaire ou au commissaire aux revues chargé de la surveillance administrative du corps.

Cette situation devra être renvoyée au comptable, revêtu d'un visa de conformité, dans un délai de quinze jours.

4. Des situations semblables devront être fournies, lorsqu'ils feront la demande, aux fonctionnaires de l'inspection générale des finances, du corps du contrôle de l'administration de l'artillerie, de l'intendance, de l'inspection et du commissariat de la marine.

5. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 4 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE

N° 32398. — *DÉCRET relatif aux Taxes à payer pour l'affranchissement des Colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal*

Du 5 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 9 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 19 novembre 1895⁽¹⁾;

Vu la notification du *Post Office* britannique, en date du 30 novembre 1896;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1897, les taxes à payer pour le franchissement des colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal seront perçues conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1754, n° 30596.

Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et au Bulletin des lois.

Paris, le 5 Janvier 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
M. HENRY BOUCHER.

Indiquant les taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal.

VOIE de	LIMITE de poids.	TAXES À PERCEVOIR								
		en France	en Corse et en Algérie.		au Maroc.	à Tripoli de Barba- rie.	dans les bureaux français			
			Port.	Inté- rieur.			en Tur- quie.	à Zan- zar.	à Shang- Hai.	
Transmission.		(A)	(A)	(A)						
Voie d'An- gletterre.	Jusqu'à 1 ^{re} 360.	3 ^{fr} 10 ^c	3 ^{fr} 35 ^c	3 ^{fr} 60 ^c						
	De 1 ^{re} 360 à 3 ^e .	6 10	6 35	6 60	7 ^{fr} 10 ^c	7 ^{fr} 60 ^c	7 ^{fr} 60 ^c	8 ^{fr} 60 ^c	9 ^{fr} 60 ^c	
	De 3 ^e à 5 ^e	9 10	9 35	9 60	10 10	10 60	10 60	11 60	12 60	

Compris le droit de timbre de 10 centimes.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux Dépenses de renouvellement du Cadastre.

Du 8 Janvier 1897.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;
loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux assimilées de l'exercice 1893;
loi du 24 décembre 1896, portant autorisation de percevoir les contributions directes pour l'exercice 1897 et ouverture de crédits provisionnels applicables au mois de janvier 1897;
déclarations de versement tenant lieu de récépissés, constatant le paiement par les trésoriers-payeurs généraux des départements de Meurthe-et-Moselle et du Nord, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quarante et un mille huit cent dix francs quatre-vingt-neuf centimes, représentant la part contributive de diverses communes dans le renouvellement de leur cadastre;
décret du 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice un crédit de quarante et un mille huit cent dix francs quatre-vingt-trois centimes (41,810^f 83) au chapitre LXXI du budget du ministère : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32400. — DÉCRET qui fixe le cadre du Personnel chargé du service de la Police de la ville de Bordeaux.

Du 8 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu l'article 103 de la loi du 5 avril 1884;

Vu le décret du 18 juillet 1896⁽¹⁾;

Vu la délibération du conseil municipal de Bordeaux, en date du 15 novembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Bordeaux est fixé conformément au tableau annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1792, n° 31388.

télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé: HENRY BOUCHER.

Tableau indiquant les taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal.

PAYS		LIMITE	TAXES À PERCEVOIR							
de	de		en	en Corse et en Algérie.		au	à Tripoli de Barba- rie.	dans les bureaux français		
destination.	transmission.	poids.	France	Port.	Inté- rieur.	Maroc.		en Tur- quie.	à Zan- si- bar.	à Shang- Hai.
			(A)	(A)	(A)					
Natal...	Voie d'An- gleterre..	Jusqu'à 1 ^h 360.	3 ^f 10 ^c	3 ^f 35 ^c	3 ^f 60 ^c	7 ^f 10 ^c	7 ^f 60 ^c	7 ^f 60 ^c	8 ^f 60 ^c	9 ^f 60 ^c
		De 1 ^h 360 à 3 ^h .	6 10	6 35	6 60					
		De 3 ^h à 5 ^h	9 10	9 35	9 60					

(A) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

N° 32399. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté aux Dépenses du renouvellement du Cadastre.

Du 8 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant autorisation de percevoir les contributions directes pour l'exercice 1897 et ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897;

Vu les déclarations de versement tenant lieu de récépissés, constatant le versement par les trésoriers-payeurs généraux des départements de Meurthe-et-Moselle et du Nord, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quarante et un mille huit cent dix francs quatre-vingt-trois centimes, représentant la part contributive de diverses communes dans les frais de renouvellement de leur cadastre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32401. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des finances) portant que sur l'émolument universel qui a été fait à l'État par M. *Henry Giffard*, en vertu du 11 décembre 1873, et dont l'acceptation a été autorisée par décret, en date du 31 août 1885, il est attribué une somme supplémentaire de vingt-cinq mille francs à la société « l'Alliance française pour la propagation de la langue française ». (*Paris, 3 Mars 1897.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Mai 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

* On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de la Bibliothèque nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1847.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1896. — Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un Emprunt.

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Le département des Alpes-Maritimes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr} 85 p. 0/0), une somme de cent mille francs (200,000^{fr}), remboursable en quarante ans à partir de 1897 et exclusivement applicable au paiement de subventions par le département aux communes, pour les travaux d'adduction d'eau potable.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

III^e Série.

de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent mille francs autorisé par la loi ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de fin de l'exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOL.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32403. — *Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un Emprunt.*

Du 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 29 décembre 1896.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 0/0), une somme de quarante-six mille trois cent vingt et un francs (46,321^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux de vicinalité à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1896.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, soit par émission d'obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la Société de Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du Ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante-six mille trois cent vingt et un francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32404. — *Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un Emprunt.*

En 24 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Ardèche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. 0/0), une somme de cinquante mille francs (50,000^{fr}), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1897 et applicable au paiement de la subvention promise à l'État pour la reconstruction du pont suspendu de Valence sur le Rhône, au passage de la route nationale n° 7.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32405. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt.*

Du 25 Décembre 1896.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts pour cent (3^{fr} 80 p. o/o), une somme de deux cent soixante francs (265,000^{fr}), remboursable en cinquante ans à partir et applicable aux travaux de restauration et d'agrandissement de l'orphelinat de garçons de Voiron et aux travaux de reconstruction de l'orphelinat de filles de Saint-Egrève.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent soixante-cinq mille francs contracté en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des arrérages du legs *Génin* que le département de l'Isère est autorisé à accepter par le décret du 22 juillet 1893.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32406. — *Loi sur les Récompenses nationales.*

Du 28 Janvier 1897.

(Promulguée au *Journal officiel* du 29 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ART. 1^{er}. Le nombre des croix de tout grade dans la Légion d'honneur attribuées sans traitement ne pourra dépasser les chiffres suivants :

- 20 grand'croix ;
- 50 grands officiers ;
- 250 commandeurs ;
- 2,000 officiers ;
- 12,000 chevaliers.

2. Il sera réservé sur ce nombre :

- 2 grand'croix ;
- 5 croix de grand officier ;
- 20 croix de commandeur ;
- 375 croix d'officier ;
- 1,500 croix de chevalier.

Les croix ainsi réservées seront destinées :

1^{re} A pourvoir à l'exécution des lois attribuant des décorations sans traitement à la réserve des armées de terre et de mer, à l'armée territoriale et aux corps militaires des douaniers et chasseurs forestiers ;

2^o A être attribuées à l'ordre civil dans des circonstances exceptionnelles, qui seront déterminées chaque fois par des lois spéciales. A chaque occasion, la loi devra également déterminer le nombre des croix qui seront prélevées sur la réserve.

3. A l'avenir, la proportion des croix de tout grade à attribuer, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre militaire, est élevée à la totalité des extinctions, sous réserve des dispositions prévues à l'article 1^{er} de la présente loi.

Cette disposition recevra son application pour le premier semestre 1897 sur les extinctions notifiées au cours du deuxième semestre 1896.

4. Les extinctions qui se produiront parmi les titulaires de croix attribuées sur la réserve devront profiter exclusivement à ladite réserve.

5. Sur la réserve prévue à l'article 2, il est mis annuellement à la disposition du ministre de l'intérieur cinq croix de chevalier qui seront exclusivement destinées aux sapeurs-pompiers communaux.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

N° 32407. — *Loi portant modification de la loi du 6 août 1893 sur les Domaines congéables.*

Du 8 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 9 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont il suit :

TITRE I^{er}.

DE L'EXPOSE.

ART. 1^{er}. Tout domanier exploitant par lui-même une tenance congéable, s'il a renoncé au droit de provoquer les adjudications, aura droit de faire expose dans les formes et aux époques prescrites pour le congément et sous des conditions établies ci-après.

2. Le domanier qui fait expose reçoit du foncier une indemnité égale à la plus-value procurée à l'immeuble par l'existence des édifices et superficies.

3. Cette plus-value est constatée et déterminée par des experts nommés et fonctionnant dans les mêmes conditions que pour les adjudications.

Les experts estimeront la valeur venale de l'immeuble supposé dépouillé de ses édifices et superficies; la différence entre les deux estimations constituera la plus-value, sous la réserve de la disposition édictée par l'article 4 ci-après.

Le chiffre de cette plus-value ne pourra jamais être supérieur à la valeur des droits édificiers telle qu'elle serait fixée en cas de vente.

4. Les édifices et superficies qui auraient été établis en

titres et conventions n'entreront pas en compte dans les estimations; le domanier aura le choix soit de les enlever, soit de les abandonner sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ni d'autre; le foncier pourra toujours les retenir en remboursant la valeur des matériaux et de la main-d'œuvre.

La présente disposition sera applicable au cas de congément comme au cas d'exponse.

5. Le foncier aura pour solder sans intérêts au domanier l'indemnité de plus-value un délai de six mois à partir du 29 septembre, date de sa rentrée en jouissance.

Les édifices et superficies et, en cas d'insuffisance, les fonds seront affectés par privilège à la garantie de la créance du domanier. Faute de payement au terme ci-dessus fixé, le domanier pourra exercer les droits établis par l'article 23 de la loi du 6 août 1791 pour le cas de congément.

6. Le procès-verbal d'estimation devra être notifié avant le 29 septembre, sous peine de nullité de l'instance; un délai n'excédant pas un mois pourra être accordé par le juge de paix pour le procès-verbal d'ensouchement.

7. Le foncier retient par compensation sur l'indemnité de plus-value et l'ensouchement toute créance qu'il peut avoir contre le domanier à raison du bail à domaine congéable.

8. Les frais de l'exponse sont à la charge du domanier.

9. Est nulle de plein droit et réputée non écrite toute clause par laquelle le domanier renoncerait à perpétuité ou pour une période plus longue que la durée totale du bail au droit d'exponse tel qu'il est réglementé par la présente loi.

10. Avant toute désignation d'experts, le foncier aura la faculté de faire ajourner la demande d'exponse en concédant pour six ans au moins une baillée dont la redevance et la commission seront fixées par voie d'expertise.

Les frais de cette expertise seront à la charge du foncier.

A l'expiration de cette baillée, le domanier aura le droit d'exiger qu'il soit donné suite à sa demande d'exponse, sans autre mise en demeure qu'un avertissement par lettre recommandée. L'exponse pourra être encore ajournée si le foncier concède des baillées successives dont la redevance et la commission seront à nouveau fixées par experts.

TITRE II.

DISPOSITIONS DIVERSES.

11. En cas de congément, d'exponse ou de vente sur bannies, les créanciers hypothécaires du domanier auront un droit de préférence

sur les sommes attribuées à ce dernier, d'après le rang descriptions, sans aucun préjudice des droits du foncier.

Sera nul tout paiement effectué par le foncier à l'égard du droit de préférence.

Le congément, l'exponse et la vente sur bannies gibles les créances hypothécaires consenties par le don droits convenanciers.

12. En cas de tacite reconduction, aucun prorata de la payée à l'occasion de la dernière baillée ne pourra s'ajouter à la convention telle que celle-ci résulte du texte de l'adjudication.

13. La loi du 6 août 1791 est abrogée en tout ce qui est contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par l'Assemblée nationale, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 8 février 1897.

Signé : FÉLIX

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32408. — *Loi modifiant l'organisation des régiments de cavalerie.*

Du 4 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI ci-dessous :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre de la guerre est autorisé à augmenter les exigences du service, les ressources du recrutement et les dépenses budgétaires, à constituer progressivement un bataillon dans les régiments subdivisionnaires, sans que les trois premiers bataillons puissent descendre au-dessous de ceux prévus au budget de 1896.

Un chef de bataillon, cinq capitaines et les quatre lieutenants du cadre complémentaire seront affectés à ce bataillon.

Il sera créé, de plus, au fur et à mesure des besoins, dans chaque régiment subdivisionnaire, quatre lieutenants ou sous-lieutenants et le cadre nécessaire de sous-officiers et caporaux.

libérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
autée comme loi de l'État.

ars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

erre,

*fixation du Budget général des dépenses et des recettes
de l'exercice 1897.*

Du 29 Mars 1897.

ulguée au *Journal officiel* du 30 mars 1897.)

AMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

TITRE I^{er}.

BUDGET GÉNÉRAL.

§ 1^{er}. — CRÉDITS OUVERTS.

its sont ouverts aux ministres pour les dépenses
le l'exercice 1897, conformément aux états A et
ente loi.

quent :

ique, pour.....	1,250,331,061'
publics, pour.....	13,183,720
néraux des ministères, pour..	1,690,405,113
gie, de perception et d'exploit-	
revenus publics, pour.....	389,362,128
ements et restitutions, non-va-	
ir.....	42,085,462

forme au total des états A et B

e loi..... 3,385,367,484

me totale de trois milliards trois cent quatre-

sur les sommes attribuées à ce dernier, d'après les inscriptions, sans aucun préjudice des droits de préférence.
Sera nul tout paiement effectué par le failli en vertu de ce droit de préférence.

Le congément, l'exponse et la vente des biens gibles les créances hypothécaires, conser-
droits convenanciers.

12. En cas de tacite reconduction,
payée à l'occasion de la dernière ba-
convenancière telle que celle-ci ré-

13. La loi du 6 août 1791 es-
de contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée
des députés, sera exécutée

Fait à Paris, le 8 févri

*Le Garde des sceaux
Ministre de la justice*

Signé : J. DA

N° 32408. —

LE SÉNAT

LE PRÉSIDENT
suit :

ARTICLE
exigence
lités de
taillon
trois
prévu
Un
cadre
Il s'
région
le ca

trois quarts pendant les
semaines, quelle qu'ait
été la durée.

du timbre les certificats
assurés, quand ces
possèdent un service actif de

ulation, soit entièrement gra-
tuites, délivrées par les compa-
gnies et par l'administration des
travaux publics, soit en vertu
des cas prévus par les cahiers des
charges, lorsque la gratuité ou la réduction
est d'ordre général préalable-
ment, sont assujettis à

à l'aller et retour :

.....	0' 20
.....	0 10
.....	0 05

ou permanents :

.....	1' 00
.....	0 50
.....	0 25

l'administration publique en déterminera le mode

et, soit au présent article, soit au règlement
administratif, sera punie d'une amende de vingt francs

Après la promulgation de la présente loi, les dispositions
applicables dans le département de la Corse :

pour les tabacs étrangers sont fixés comme il suit :
vingt francs (110^c) les 100 kilogrammes;
vingt francs (200^c) les 100 kilogrammes.

Les produits à base d'alcool sont soumis en Corse à
une taxe fixée à quatre-vingt-dix francs (90^c) par

hectolitre à l'entrée en Corse pour les alcools provenant
de l'étranger.

Les produits en Corse, il sera perçu dans les conditions
fixées par un règlement d'administration publique.
Les dispositions législatives et réglementaires relatives aux douanes
sont applicables en tout

ce qui concerne la déclaration, la liquidation, le paiement
le contentieux et le cabotage.

§ 3. Les produits étrangers réexportés des entrepôts du
demeurent passibles à leur importation en Corse des droits
eussent été applicables s'ils y avaient été directement im-
pays d'ouïdis et arrivés en France.

§ 4. La législation en vigueur sur le continent en matière
à jouer est rendue applicable au département de la Corse.

§ 5. Les dispositions des lois antérieures sont abrogées
qu'elles ont le contraire aux dispositions du présent article.

7. Dans le pays de Gex et dans la zone franche de la Ha-
toutes les mutations générales ou spéciales faites en vue d'ob-
ment le bénéfice de la franchise pour les expéditions à
sont punies d'une amende égale au double de la valeur
en fraude faussement déclarée, sans que cette amende p-
interneure à cinq cents francs (500^f).

La partie de la vallée de la Valserine comprise entre la r-
le rive gauche et la crête du Jura sera assujettie au même
au même régime que le pays de Gex proprement dit, t-
ligne des douanes ne sera pas reportée à la frontière du pa-
Les dispositions de législation précédente y seront applica-

8. Les produits de l'impôt de statistique délivrés par l'a-
pour les douanes ne sont pas passibles du droit de timbre
douane établi par l'article 10 de la loi du 28 avril 1816.

§ 9. Les perceptions pour les perceptions supérieures à
10^c, au-dessus de dix centimes (0^f 10), institu-
telle de la loi du 13 août 1871.

À l'importation en Algérie des tabacs en feuille
tous les tabacs d'origine française ou expédiés de l-
exemption des nationales est fixé comme suit :

Tabacs en feuilles ou à côtes, cinquante francs (50^f) les

cent kilogrammes.

Tabacs à priser ou à mâcher, 150 francs (150^f) les

cent kilogrammes.

ou en cigarettes, deux cent cinquante francs (250^f) les

cent kilogrammes.

La franchise de l'exemption accordée par l'article 4 de

la loi ne cessera d'être acquies aux amidines provenant

de l'achat est antérieur au 15 janvier 1896, qui

ont été transformés en glucoserie avant le 15 avril 1897.

L'article 21 de la loi du 14 juillet 1856 est modifié

par l'article 22 de la loi du 14 juillet 1856.

Le remboursement à l'État des frais d'admini-

stration des douanes et des établissements publics con-

nt à l'article 5 de la loi du 25 juin 1841 et à
19 juillet 1845, sans toutefois que la somme
e commune ou chaque établissement public
lement un franc (1^r) par hectare des bois lui

turés en vue de leur emploi à des usages in-
en Algérie, à une taxe spéciale de dix-huit
tre d'alcool pur.

ra les conditions auxquelles sera subordonnée
se réduite.

ux dispositions de ce décret sont punies d'une
à cinq mille francs (500 à 5,000^f) indépen-
ation des appareils et liquides saisis et du rem-
fraudés.

article 11 de la loi du 16 avril 1895 sont rendues

oles et exploitations industrielles de l'État.

termineront les prix auxquels les explosifs de
ommation intérieure et les poudres de toute
rtation devront être vendus par la régie des
s.

raires de l'article unique de la loi du 16 mars

conformément aux dispositions de l'article 2
378 :

février 1896, relatif aux prix des abonnements

mars 1896, portant rattachement des réseaux
one aux bureaux téléphoniques centraux et
à percevoir pour les lignes d'audition;

avril 1896, relatif à la transmission de cartes
bes pneumatiques;

septembre 1896, fixant le nouveau prix des
ues.

III. — *Autres produits.*

e la Cochinchine pour l'exercice 1897 est fixé à
e cent cinquante mille francs (4,450,000^f) et
sses du Trésor.

des colonies aux dépenses civiles et militaires
l'État et aux charges générales de l'État est fixée,

pour l'exercice 1897, à la somme de quatre cent quarante
quatre cent douze francs (443,412'), ainsi répartie par col

Cochinchine.....	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin.....	
Martinique.....	
Guadeloupe.....	
La Réunion.....	
Guyane.....	
Sénégal.....	
Soudan.....	
Guinée française.....	
Côte d'Ivoire.....	
Golfe du Bénin.....	
Congo.....	
Saint-Pierre et Miquelon.....	
Diégo-Suarez.....	
Sainte-Marie de Madagascar.....	
Nossi-Bé.....	
Mayotte.....	
Comores.....	
Établissements français de l'Océanie.....	
Nouvelle-Calédonie.....	
Inde.....	
Obock.....	
Cambodge.....	
TOTAL ÉGAL.....	

La somme ci-dessus sera inscrite au budget des recettes
graphie 6 : *Recettes d'ordre, recettes en atténuation de dépenses*

17. Sont ajoutés aux dépenses obligatoires des budgets des
colonies énumérées dans l'article 7 du sénatus-consulte du
1866 les frais de représentation des gouverneurs tels qu'ils
par décret.

1^{er} novembre 1897, les étudiants qui se feront inscrire des langues orientales vivantes seront soustraits au droit de cinquante francs (50^f) par semestre. Ce droit les élèves de l'école coloniale. Peuvent, d'après les propositions du ministre de l'instruction publique, du conseil de perfectionnement de l'école, un certain nombre d'étudiants astreints au droit d'inscription, s'ils suivent des études extra-européennes.

IV. — Dispositions générales.

Il est fait pour 1897, conformément aux lois relatives à la perception des divers droits, produits et revenus de l'annexe à la présente loi.

Contributions indirectes et par application de l'art. 1^{er} de la loi, si les circonstances paraissent atténuantes, sont autorisés, lorsque la bonne foi du contrevenant est établie et en motivant expressément leur décision sur ce point, à réduire le montant des amendes et à le libérer de la confiscation des objets prohibés, par le paiement d'une somme déterminée et qui ne pourra en aucun cas être inférieure à la moitié des droits fraudés.

La prescription d'être applicable en cas de récidive dans les contraventions. Toutefois, la confiscation demeurera acquise par le contrevenant, d'avoir acquitté le montant de la contravention de toute nature dans le délai d'un mois à compter de la date de la décision devenue définitive.

Il est ajouté à la législation en matière d'octroi. La loi du 30 mars 1888 et 12 de la loi du 26 décembre 1890 sont abrogées.

V. — ÉVALUATION DES VOIES ET MOYENS.

Les ressources applicables aux dépenses du budget de 1897 sont évaluées à la somme de trois milliards sept cent cinquante millions sept cent cinquante mille cent cinquante francs (3,385,705,145^f), répartie ainsi qu'il suit :

Revenus en France et dans les colonies autres que l'Algérie, conformément à la loi du 26 décembre 1890	3,331,902,951 ^f
Revenus en Algérie, conformément à la loi du 26 décembre 1890	53,802,194
TOTAL	3,385,705,145

TITRE II.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

21. Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de l'État sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice à la somme de cent seize millions six cent trente-cinq mille cent trente-quatre francs (116,635,534^f), conformément à l'annexe à la présente loi.

22. Les sommes déposées à la caisse des gens de mer et réclamées à cette caisse par les ayants droit dans un délai de trois ans sont acquises à la caisse des invalides de la marine et produisent des rentes sur l'État.

Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, l'administration de la caisse des invalides avise les ayants droit connus de l'échéance encourue par eux. Cet avis est adressé au domicile des ayants droit dans les actes et pièces qui se trouvent en la possession de la caisse. En outre, la date et le lieu de la consignation, les noms, prénoms et adresses des intéressés qui n'auront pas fait notifier de leur refus de paiement dans un délai de deux mois après cet avis seront immédiatement publiés au *Journal officiel*.

23. Le ministre des colonies est autorisé à assurer, dans les conditions de l'arrêté du 19 novembre 1893, l'exploitation des chemins de fer construits du chemin de fer du Soudan et à poursuivre promptement l'exécution du projet approuvé par le comité des travaux publics des colonies pour le prolongement de ce chemin de fer.

Les recettes et les dépenses du chemin de fer du Soudan sont l'objet d'un budget annexe rattaché pour ordre au budget de l'État et alimenté par les recettes de trafic et hors trafic, par les contributions de l'État et par les subventions de la colonie du Soudan.

TITRE III.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

24. La nomenclature des services votés pour lesquels il est ouvert, par décrets rendus en Conseil d'État, des crédits supplémentaires pendant la prorogation des Chambres, en exécution de l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879, est fixée, pour l'exercice 1897, conformément à l'annexe G annexée à la présente loi.

25. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit supplémentaire de millions de francs (5,000,000^f) pour l'inscription au Trésor des pensions militaires de son département à liquider durant l'année 1897.

26. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit de

cs (2,600,000^f) pour l'inscription au Trésor
taires du service de la marine à liquider
e 1897.

ministre des colonies un crédit de deux cent
250,000^f) pour l'inscription au Trésor public
du service colonial à liquider dans le courant

3 de la loi du 9 juin 1853, qui détermine les
r les fonctionnaires et employés directement
les sommes qui leur seront payées à titre
, est modifié ainsi qu'il suit :

douzième des mêmes rétributions, lors de la
u dans le cas de réintégration, à prélever par
mières mensualités, et du douzième de toute
e. »

paragraphe de l'article 10 de la loi du 30 no-
é ainsi qu'il suit :

églée :

ne le fonctionnaire soumis, pour la pension,
, conformément au troisième paragraphe de
;

ne le fonctionnaire soumis, pour la pension,
o, à raison d'un trentième ($1/30^e$) par année
on qui aurait été liquidée à son profit pour

ions sont applicables dans le cas prévu par le
l'article unique de la loi du 26 décembre

adus dans les emplois d'archivistes départe-
istes paléographes qui sont nommés à des em-
Etat, soit aux Archives nationales, soit dans
es, sont réunis aux services rendus dans ces
le droit à pension et pour la liquidation,
es services rétribués par l'Etat soit au moins

l'instruction publique et des finances sont au-
ans la liquidation des pensions de retraite des
ignement supérieur et de l'enseignement se-
ns prévues par l'article 10 de la loi du 9 juin
lequel ceux de ces fonctionnaires qui ne sont
aphe 11 de l'article 16 du décret du 9 no-
, jusqu'à la promulgation de la présente loi,
n congé avec un traitement soumis à retenue.
es à partir de l'âge de vingt ans en qualité

sur les sommes attribuées à ce dernier, d'après le rang descriptions, sans aucun préjudice des droits du foncier.

Sera nul tout paiement effectué par le foncier à l'encontre du droit de préférence.

Le congément, l'exponse et la vente sur bannies rigibles les créances hypothécaires consenties par le domaine des droits convenanciers.

12. En cas de tacite reconduction, aucun prorata de la contribution payée à l'occasion de la dernière baillée ne pourra s'ajouter à la contribution convenancière telle que celle-ci résulte du texte de ladite loi.

13. La loi du 6 août 1791 est abrogée en tout ce qui est contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

N° 32408. — *Loi modifiant l'organisation des régiments d'infanterie.*

Du 4 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ARTICLE UNIQUE. Le ministre de la guerre est autorisé, sous réserve des exigences du service, les ressources du recrutement et des nécessités budgétaires, à constituer progressivement un quatrième bataillon dans les régiments subdivisionnaires, sans que les trois premiers bataillons puissent descendre au-dessous des effectifs prévus au budget de 1896.

Un chef de bataillon, cinq capitaines et les quatre lieutenants du cadre complémentaire seront affectés à ce bataillon.

Il sera créé, de plus, au fur et à mesure des besoins, dans le régiment subdivisionnaire, quatre lieutenants ou sous-lieutenants et le cadre nécessaire de sous-officiers et caporaux.

Libérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
écutée comme loi de l'État.

Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

uerre,
T.

nt fixation du Budget général des dépenses et des recettes
de l'exercice 1897.

Du 29 Mars 1897.

romulguée au *Journal officiel* du 30 mars 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

TITRE I^{er}.

BUDGET GÉNÉRAL.

§ 1^{er}. — CRÉDITS OUVERTS.

crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses
al de l'exercice 1897, conformément aux états A et
présente loi.

appliquent :

ublique, pour.....	1,250,331,061 ¹
irs publics, pour.....	13,183,720
es généraux des ministères, pour..	1,690,405,113
e régie, de perception et d'explo-	
ts et revenus publics, pour.....	389,362,128
oursements et restitutions, non-va-	
pour.....	42,085,462

conforme au total des états A et B
sente loi..... 3,385,367,484

somme totale de trois milliards trois cent quatre-

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
TITRE IV.		
DÉPENSES COMMUNES.		
LIV.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....	2,350,000 ^f
LV.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....	3,824,106
LVI.	Gratifications, secours et subventions.....	1,087,632
LVII.	Pêches et navigation commerciale. (Matériel de surveillance. — Subventions. — Encouragements. — Récompenses.).....	179,360
LVIII.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....	10,606,388
LIX.	Dépenses secrètes.....	20,000
LX.	Dépenses diverses.....	256,000
LXI.	Reconstruction du magasin de montage et du magasin de machines à Toulon.....	350,000
LXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
LXIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
LXIV.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....	Idem.
	TOTAL du ministère de la marine.....	258,167,273
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.		
1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	968,580 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	270,500
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique..	286,500
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....	371,000
V.	Administration académique. (Personnel.).....	1,698,200
VI.	Administration académique. (Matériel.).....	163,870
VII.	Facultés. (Personnel.).....	9,361,678
VIII.	Facultés. (Matériel.).....	2,720,000
IX.	Bourses de l'enseignement supérieur.....	534,000
X.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes....	290,000
XI.	École des hautes études.....	315,000
XII.	École normale supérieure.....	515,600
XIII.	Collège de France.....	513,000
XIV.	École des langues orientales vivantes.....	180,000
XV.	École des chartes.....	71,950
XVI.	École française d'Athènes.....	113,000
XVII.	École française de Rome.....	72,000
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....	306,100
XIX.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....	609,780
XX.	Observatoire de Paris.....	253,500
XXI.	Bureau central météorologique.....	182,800
XXII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....	71,000
XXIII.	Observatoires des départements.....	213,200
XXIV.	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc.....	12,000
XXV.	Bureau des longitudes.....	145,000
XXVI.	Institut national de France.....	687,000
XXVII.	Académie de médecine.....	76,500
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Personnel.).....	428,000
XXIX.	Bibliothèque nationale. (Matériel.).....	272,000
XXX.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.).....	80,000
XXXI.	Bibliothèques publiques.....	217,800
XXXII.	Catalogue des manuscrits et incunables.....	20,000
XXXIII.	Archives nationales.....	209,000
XXXIV.	Services généraux des bibliothèques.....	39,000
XXXV.	Sociétés savantes.....	95,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXXVI.	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux.	197,000 ^f
XXXVII.	Encouragements aux savants et gens de lettres.	175,000
XXXVIII.	Voyages et missions scientifiques et littéraires.	145,500
XXXIX.	Musée ethnographique. — Musée Guimet.	67,000
XL.	Institut français d'archéologie orientale au Caire.	196,860
XL I.	Publications diverses. — <i>Journal des savants</i> .	183,000
XLII.	Frais généraux de l'instruction secondaire.	140,800
XLIII.	Lycées nationaux.	10,986,360
XLIV.	Collèges communaux de garçons.	3,708,784
XLV.	Enseignement secondaire des jeunes filles.	2,029,652
XLVI.	Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges.	3,360,000
XLVII.	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.	2,321,150
XLVIII.	Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires.	8,212,000
XLIX.	Écoles nationales professionnelles de Vierzou, Volron et Armentières.	285,500
L.	Enseignement primaire supérieur.	2,337,127
LI.	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur.	777,800
LII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.	119,310,220
LII bis.	Créations d'écoles et d'emplois.	500,000
LIII.	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.	4,351,633
LIV.	Allocations diverses.	514,800
LV.	Enseignement primaire. — Caisses des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives.	150,000
LVI.	Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. — Annuaire des instituteurs.	825,000
LVII.	Enseignement primaire et enseignement primaire supérieur. — Secours et allocations.	2,069,200
LVIII.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.	5,800,709
LIX.	Service des constructions scolaires (enseignement primaire).	3,500,000
LI.	Service des constructions scolaires (enseignement secondaire).	2,110,000
LXI.	Service des constructions scolaires (enseignement supérieur).	666,000
LXII.	Matériel scientifique et installation des établissements d'enseignement supérieur.	400,000
LXIII.	Création de deux lycées de jeunes filles.	600,000
LXIV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	Mémoire.
LXV.	Dépenses des exercices clos.	Idem.
	TOTAL de la 1 ^{re} section.	198,312,433
	2 ^e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.	
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.	315,000 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.	52,000
III.	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts.	113,900
IV.	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées.	42,000
V.	Frais divers des inspections et frais de mission.	29,000
VI.	Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900
VII.	Académie de France à Rome. (Matériel.)	136,300
VIII.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	280,760
IX.	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	125,500
X.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	114,575
XI.	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	33,625
XII.	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000
XIII.	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	190,480
XIV.	Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel.	181,450

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
XXXIX.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au bulletin international des douanes.....	6,900 ^f
LI.	Encouragements aux pêches maritimes.....	3,500,000
XLJ.	Subvention à la marine marchande.....	11,000,000
XLII.	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....	10,0000
XLIII.	Primes à la filature de la soie.....	3,000,000
XLIV.	Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....	300,000
XLV.	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	13,000
XLVI.	Office du travail et Statistique générale.....	95,000
XLVII.	Recensement quinquennal des professions.....	150,000
XLVIII.	Exposition universelle de 1900.....	100,000
XLIX.	Dépenses des exercices primés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
L.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 1 ^{re} section.....	26,624,244
	2 ^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.	
I ^{re} .	Traitement du personnel de l'administration centrale.....	1,901,253 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	265,000
III.	Dépenses des exercices primés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
IV.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 3 ^e partie.....	2,166,253
	IV ^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
V.	Personnel des postes et des télégraphes (agents).....	48,334,000 ^f
VI.	Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....	40,977,650
VII.	Remises au personnel des postes et des télégraphes.....	1,931,980
VIII.	Indemnités diverses et secours.....	10,331,470
IX.	Chaussure et habillement.....	3,400,399
X.	Matériel des bureaux.....	8,413,336
XI.	Impressions et publications.....	2,347,650
XII.	Transport des dépêches postales.....	10,913,276
XIII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....	1,720,300
XIV.	Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....	6,498,906
XV.	Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement.....	3,083,800
XVI.	Transformation du réseau téléphonique de Paris.....	100,000
XVII.	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations.....	1,146,829
XVIII.	Dépenses diverses.....	2,102,425
XIX.	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....	355,000
XX.	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée.....	1,351,666
XXI.	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....	250,000
XXII.	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....	11,258,000
XXIII.	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon.....	6,085,032
XXIV.	Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....	880,000
XXV.	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calé- donie.....	3,107,936
XXVI.	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien.....	1,924,640
XXVII.	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique..	500,850
XXVIII.	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint- Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunex, Grand- Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....	300,000
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	167,315,094

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
XXII.	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes.....	6,466,000 ^f
XXI.	Répartition de produits d'amendes.....	3,000
	TOTAL de la 5^e partie.....	6,469,000
	RÉCAPITULATION DE LA 2^e SECTION.	
	3 ^e partie. — Service général.....	2,166,253 ^f
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des im- pôts et revenus publics.....	167,315,094
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	6,469,000
	TOTAL de la 2^e section.....	175,950,347
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	26,624,244 ^f
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	175,950,347
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	202,574,591
	MINISTÈRE DES COLONIES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
	1^{re} Dépenses communes.	
I^{er}.	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	640,000 ^f
II.	Traitements et indemnités aux fonctionnaires et agents détachés temporairement à l'administration centrale.....	150,000
III.	Matériel de l'administration centrale.....	146,972
IV.	Frais de dépêches télégraphiques.....	112,000
V.	Service central des marchés.....	130,000
VI.	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole...	165,000
VII.	Inspection des colonies.....	311,000
VIII.	Secours et subventions.....	44,500
IX.	Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins.....	707,500
X.	Frais d'impression pour les services de l'État aux colonies.....	60,000
	2^e Dépenses civiles.	
XI.	Personnel des services civils.....	489,561
XII.	Personnel de la justice.....	1,470,000
XIII.	Personnel des cultes.....	602,000
XIV.	Service des travaux publics.....	53,000
XV.	Matériel des services civils.....	17,100
XVI.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....	325,000
XVII.	Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. — Service géographique.....	61,400
XVIII.	Participation à l'Exposition universelle de 1900.....	2,000
XIX.	Missions dans les colonies.....	210,000
XX.	Bourses coloniales.....	30,000
XXI.	Études coloniales.....	12,000
XXII.	Émigration de travailleurs aux colonies.....	70,000
XXIII.	Troisième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français.....	360,000
XXIV.	Subvention au budget local du Congo français.....	2,353,000
XXV.	Subvention au budget local de Madagascar.....	2,000,000
XXVI.	Subvention au service local de certaines colonies.....	738,307
XXVII.	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion.....	2,508,500
XXVIII.	Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan.....	768,000
XXIX.	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis.....	1,270,000
XXX bis	Obsèques de M. Armand Rousseau, sénateur, gouverneur général de l'Indo-Chine.....	15,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	DÉPENSES ORDINAIRES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale....	1,235,000
II.	Frais de voyage et de mission.....	10,000
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,951,100
IV.	Enseignement et école des ponts et chaussées.....	238,650
V.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées....	272,000
VI.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.....	7,829,200
VII.	Personnel du corps des mines.....	704,520
VIII.	Enseignement et école des mines.....	253,180
IX.	Personnel des contrôleurs des mines.....	468,300
X.	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines.....	3,695,700
XI.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	326,600
XII.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.....	2,288,000
XIII.	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.....	503,400
XIV.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.	57,300
XV.	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer.....	249,000
XVI.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.....	872,000
XVII.	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.....	264,000
XVII bis	Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail.....	55,000
XVIII.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au congrès international des chemins de fer.....	428,000
XIX.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.....	1,800
XX.	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur.....	332,800
XXI.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.....	200,000
XXII.	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux.....	67,000
XXIII.	Secours.....	503,500
XXIV.	Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État.....	500,000
XXIV bis	Médailles aux cantonniers comptant plus de trente ans de service ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle.....	3,000
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils généraux des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles.....	364,200
XXVI.	Publications de l'administration des travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers — Comptes rendus. — Statistiques et publications diverses. — Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes.....	210,000
XXVII.	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.....	28,000,000
XXVIII.	Entretien des chaussées de Paris.....	3,000,000
XXIX.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	5,945,000
XXX.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.).....	5,655,000
XXXI.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,550,000
XXXII.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.).....	1,800,000
XXXIII.	Matériel des mines.....	33,300
XXXIV.	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer.....	25,000
XXXV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XXXVI.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
	TOTAL des dépenses ordinaires.....	76,890,450

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.		
III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
§ 1 ^{er} . — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.		
XXXVII.	Remboursements des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	7,440,000 ^f
XXXVIII.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	7,500,000
XXXIX.	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	30,500,000
XL.	Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Article 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.).....	2,000,000
XLI.	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée.....	678,000
XLII.	Subventions pour chemins de fer d'intérêt local.....	60,000
XLIII.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français....	55,250,000
XLIV.	Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local.	3,100,000
XLV.	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....	922,000
XLVI.	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer tunisiens....	2,100,000
§ 2. — Travaux.		
XLVII.	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	300,000
XLVIII.	Rectification des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	300,000
XLIX.	Routes nationales. — Réparations et travaux neufs.....	1,300,000
L.	Constructions des routes forestières de la Corse.....	100,000
LI.	Construction de ponts.....	600,000
LII.	Ponts à péage dépendant des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	1,000
LIII.	Amélioration des rivières.....	3,000,000
LIV.	Établissement et amélioration de canaux de navigation.....	7,000,000
LV.	Travaux de défense contre les inondations.....	300,000
LVI.	Amélioration et extension des ports maritimes.....	6,900,000
LVII.	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers.....	150,000
LVIII.	Nivellement général de la France (opérations et représentation graphique).....	70,300
LIX.	Carte géologique détaillée de la France.....	63,000
LX.	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	3,376,500
LXI.	Rachat de lignes de chemins de fer.....	1,000
LXII.	Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant.....	4,600,000
TOTAL des dépenses extraordinaires.....		137,641,800
RÉCAPITULATION.		
Dépenses ordinaires.....		76,890,450 ^f
Dépenses extraordinaires.....		137,641,800
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...		214,532,250

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
RÉCAPITULATION		
DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (France).		
1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....		1,250,331,061
2 ^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.....		23,183,720
Ministère des affaires étrangères.....	19,416,710 ¹	
Ministère de la justice et des cultes. {		
1 ^{re} section. — Service de la justice.....	34,962,533 ¹	78,055,086
2 ^e section. — Service des cultes.....	43,092,553	
Ministère de l'intérieur.....	14,989,800	
Ministère des finances.....	74,881,262	
Ministère de la guerre. {		
Dépenses ordinaires.....	598,253,497	622,551,397
Dépenses extraordinaires.....	24,297,500	
Ministère de la marine.....	258,167,278	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. {		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	198,312,433	212,675,532
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	13,363,099	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. {		
1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	26,624,244	28,790,497
2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	2,166,253	
Ministère des colonies.....	83,876,840	
Ministère de l'agriculture.....	26,822,179	
Ministère des travaux publics. {		
Dépenses ordinaires.....	76,890,450	214,532,250
Dépenses extraordinaires.....	137,641,800	
4 ^e PARTIE: Fraix de régle, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. {		
Ministère des finances.....	192,892,516	374,027,993
Ministère des affaires étrangères.....	60,000	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	197,315,094	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	13,750,583	
5 ^e PARTIE: Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. {		
Ministère des finances.....	32,824,000	41,069,160
Ministère de l'intérieur.....	1,748,000	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	6,469,000	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	22,163	
TOTAL GÉNÉRAL des crédits provisoires de l'exercice 1897. (France.)...		3,314,358,756

ÉTAT B.

BUDGET GÉNÉRAL.

État général, par ministères et par chapitres, des dépenses pendant l'exercice 1897. (Algérie.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Frais de la trésorerie d'Algérie.....	502,500 ^f
II.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
III.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 3 ^e partie.....		502,500
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
IV.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	373,840 ^f
V.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	440,885
VI.	Personnel de la topographie en Algérie.....	350,000
VII.	Matériel de la topographie en Algérie.....	126,500
VIII.	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires.....	3,000
IX.	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	1,297,600
X.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	20,000
XI.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	708,400
XII.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	402,580
XIII.	Imposition à la charge de l'État pour le service de la propriété indigène indigène en Algérie.....	3,000
XIV.	Personnel des douanes en Algérie.....	1,361,230
XV.	Laboratoires des douanes en Algérie.....	15,200
XVI.	Matériel des douanes en Algérie.....	89,737
XVII.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	101,845
XVIII.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	1,092,606
XIX.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	336,650
TOTAL de la 4 ^e partie.....		6,731,873
V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
XX.	Remboursements sur produits des douanes.....	19,000 ^f
XXI.	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	93,100
XXII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes.....	38,700
XXIII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	260,000
XXIV.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	10,000
XXV.	Dégrèvements, non-valeurs et secours.....	355,500
TOTAL de la 5 ^e partie.....		776,300
RÉCAPITULATION.		
3 ^e partie. — Service général.....		502,500
4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....		6,731,873
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....		776,300
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministre des finances.....		8,010,423

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
RÉCAPITULATION		
DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (France).		
1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....		1,250,331,061
2 ^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.....		13,183,720
Ministère des affaires étrangères.....	19,416,710 ¹	
Ministère de la justice et des cultes. {		
1 ^{re} section. — Service de la justice.....	34,962,533 ¹	78,055,086
2 ^e section. — Service des cultes.....	43,092,553	
Ministère de l'intérieur.....	14,989,800	
Ministère des finances.....	74,881,262	
Ministère de la guerre. {		
Dépenses ordinaires.....	598,253,497	622,551,397
Dépenses extraordinaires.....	24,297,500	
Ministère de la marine.....	258,167,278	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. {		
1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	198,312,433	212,675,532
2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	13,363,099	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. {		
1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	26,624,244	28,790,497
2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	2,166,252	
Ministère des colonies.....	83,874,840	
Ministère de l'agriculture.....	26,822,179	
Ministère des travaux publics. {		
Dépenses ordinaires.....	76,890,480	114,532,250
Dépenses extraordinaires.....	137,641,800	
4 ^e PARTIE: Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. {		
Ministère des finances.....	192,392,316	374,027,993
Ministère des affaires étrangères.....	60,000	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	167,315,094	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	13,750,583	
5 ^e PARTIE: Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes. {		
Ministère des finances.....	32,824,000	41,069,162
Ministère de l'intérieur.....	1,748,000	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	6,469,000	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	2,162	
TOTAL GÉNÉRAL des crédits prévus pour l'exercice 1897. (France.)...		3,314,358,766

3^e PARTIE. — Services généraux des ministères.

ÉTAT B.

BUDGET GÉNÉRAL.

État général, par ministères et par chapitres, des dépenses pendant l'exercice 1897. (Algérie.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Frais de la trésorerie d'Algérie.....	502,500 ^f
II.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
III.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 3^e partie.....	502,500
IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
IV.	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	373,840 ^f
V.	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	440,885
VI.	Personnel de la topographie en Algérie.....	350,000
VII.	Matériel de la topographie en Algérie.....	126,500
VIII.	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires.....	3,000
IX.	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	1,297,600
X.	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	20,000
XI.	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	705,400
XII.	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	402,580
XIII.	Imposition à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	3,000
XIV.	Personnel des douanes en Algérie.....	1,361,230
XV.	Laboratoires des douanes en Algérie.....	15,400
XVI.	Matériel des douanes en Algérie.....	89,737
XVII.	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	101,845
XVIII.	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	1,092,606
XIX.	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	336,650
	TOTAL de la 4^e partie.....	6,731,873
V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
XX.	Remboursements sur produits des douanes.....	19,000 ^f
XXI.	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie.....	93,100
XXII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes.....	38,700
XXIII.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers.....	260,000
XXIV.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892.....	10,000
XXV.	Dégrèvements, non-valeurs et secours.....	355,500
	TOTAL de la 5^e partie.....	776,300
RÉCAPITULATION.		
	3 ^e partie. — Service général.....	502,250
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception, etc.....	6,731,873
	5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....	776,300
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances...	8,010,423

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
1^{re} SECTION. — JUSTICE.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Personnel de la justice française en Algérie.....	1,878,200
II.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel et frais de passage gratuit.....	22,000
III.	Frais de justice criminelle en Algérie.....	700,000
IV.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....	93,000
V.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....	8,050
VI.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans d'Algérie.....	25,000
VII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
VIII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 1^{re} section.....		2,726,250
2^e SECTION. — CULTES.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I.	Traitement des archevêques et évêques.....	35,000
II.	Allocations aux vicaires généraux.....	25,200
III.	Allocations aux chanoines.....	21,600
IV.	Allocations aux desservants.....	667,900
V.	Secours ecclésiastiques.....	4,000
VI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....	1,000
VII.	Entretien des édifices diocésains.....	10,000
VIII.	Grosses réparations aux édifices diocésains.....	10,000
IX.	Secours pour églises et presbytères.....	30,000
X.	Personnel des cultes protestants.....	93,500
XI.	Personnel du culte israélite.....	25,370
XII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....	1,200
XIII.	Personnel du culte musulman.....	222,430
XIV.	Matériel du culte musulman.....	75,000
XV.	Frais de passages.....	13,000
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XVII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 2^e section.....		1,235,200
RÉCAPITULATION.		
1 ^{re} section. — Justice.....		2,726,250
2 ^e section. — Cultes.....		1,235,200
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes.....		3,961,450
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
1^{re} SECTION. — SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.		
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale à Paris.....	22,128
II.	Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....	671,375
III.	Entretien des détenus en Algérie.....	1,204,564
IV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires (Algérie).....	5,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
V.	Transports des détenus et des libérés (Algérie).....	62,000 ^f
VI.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.).....	10,000
VII.	Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.).....	5,500
VIII.	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.).....	21,500
IX.	Exploitations agricoles en Algérie.....	30,000
X.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie.....	5,600
XI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XII.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL de la 3 ^e partie.....	2,037,667
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
XIII.	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie...	240,000 ^f
	TOTAL de la 1 ^{re} section.....	2,277,667
	2^e SECTION. — SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale en Algérie.....	543,275 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale en Algérie.....	40,000
III.	Publications et impressions diverses en Algérie.....	52,000
IV.	Subsides, secours et récompenses en Algérie.....	175,000
V.	Personnel de l'administration civile en Algérie.....	1,544,500
VI.	Matériel de l'administration civile en Algérie.....	475,300
VII.	Personnel du service de sûreté générale et force publique en Algérie...	650,737
VIII.	Matériel du service de la sûreté en Algérie.....	24,100
IX.	Assistance publique en Algérie.....	2,728,550
X.	Personnel de l'administration militaire en Algérie.....	323,508
XI.	Matériel de l'administration militaire en Algérie.....	62,470
XII.	Dépenses de colonisation en Algérie.....	2,210,000
XIII.	Dépenses secrètes en Algérie.....	120,000
XIV.	Service sanitaire en Algérie.....	61,040
XV.	Visite des pharmacies en Algérie.....	11,500
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie)	Mémoire.
XVII.	Dépenses des exercices clos (Algérie).....	Idem.
	TOTAL de la 2 ^e section.....	9,031,980
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Services centralisés à Paris.....	2,277,667 ^f
	2 ^e section. — Service du gouvernement général de l'Algérie.....	9,031,980
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur.....	11,309,647
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.	
	1^{re} SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Frais de passage.....	65,000 ^f
II.	Administration académique. — Personnel.....	83,875
III.	Administration académique. — Matériel.....	8,430
IV.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel.....	397,200
V.	Écoles d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel.....	91,163

TITRE II.

BUDGETS ANNEXES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

21. Les budgets annexes rattachés pour ordre au budget de l'Etat sont fixés, en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1897 à la somme de cent seize millions six cent trente-cinq mille cent trente-quatre francs (116,635,534¹), conformément à l'annexé à la présente loi.

22. Les sommes déposées à la caisse des gens de mer et réclamées à cette caisse par les ayants droit dans un délai de trois mois sont acquises à la caisse des invalides de la marine et produisent des rentes sur l'Etat.

Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, l'administration de la caisse des invalides avise les ayants droit connus à l'échéance encourue par eux. Cet avis est adressé au domicile des ayants droit dans les actes et pièces qui se trouvent en la possession de la caisse. En outre, la date et le lieu de la consignation, les noms, prénoms et adresses des intéressés qui n'auront pas fait notifier de réclamation de paiement dans un délai de deux mois après cet avis seront immédiatement publiés au *Journal officiel*.

23. Le ministre des colonies est autorisé à assurer, dans les conditions de l'arrêté du 19 novembre 1893, l'exploitation des chemins de fer construits du chemin de fer du Soudan et à poursuivre promptement l'exécution du projet approuvé par le comité des travaux publics des colonies pour le prolongement de ce chemin de fer.

Les recettes et les dépenses du chemin de fer du Soudan sont l'objet d'un budget annexe rattaché pour ordre au budget général de l'Etat et alimenté par les recettes de trafic et hors trafic, par les subventions de l'Etat et par les subventions de la colonie du Soudan.

TITRE III.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

24. La nomenclature des services votés pour lesquels il y a ouverture, par décrets rendus en Conseil d'Etat, des crédits supplémentaires pendant la prorogation des Chambres, en exécution de l'article 5 de la loi du 14 décembre 1879, est fixée, pour l'exercice 1897, conformément à l'annexé G annexé à la présente loi.

25. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de millions de francs (5,000,000¹) pour l'inscription au Trésor des pensions militaires de son département à liquider dans l'exercice de l'année 1897.

26. Il est ouvert au ministre de la marine un crédit de de

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
II.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
III.	Personnel.....	3,569,977 ^f
IV.	Matériel.....	2,141,445
V.	Dépenses diverses.....	73,250
	TOTAL de la 2^e section.....	5,784,672
	RÉCAPITULATION.	
	1 ^{re} section. — Commerce et industrie.....	193,828 ^f
	2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	5,784,672
	TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	5,978,500
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
	III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
I ^{er} .	Inspection de l'agriculture.....	10,250 ^f
II.	Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales.....	25,000
III.	Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales.....	30,000
IV.	Subventions à diverses institutions agricoles.....	36,500
V.	Concours en Algérie et en Tunisie.....	45,000
VI.	Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles ..	418,000
VII.	Encouragements à l'agriculture.....	100,000
VIII.	Encouragements à l'industrie chevaline.....	50,000
IX.	Travaux hydrauliques.....	660,000
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
XI.	Dépenses des exercices clos.....	Idem.
	TOTAL pour la 3^e partie.....	1,374,750
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
XII.	Personnel des agents des forêts et des préposés.....	1,107,890 ^f
XIII.	Personnel des préposés indigènes et chaouchs.....	105,600
XIV.	Indemnités au personnel des forêts.....	690,100
XV.	Travaux des forêts.....	830,000
XVI.	Dépenses diverses du service des forêts.....	91,000
	TOTAL pour la 4^e partie.....	2,827,590
	RÉCAPITULATION.	
	3 ^e partie. — Service général.....	1,374,750 ^f
	4 ^e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....	2,827,590
	TOTAL pour le ministère de l'agriculture.....	4,202,340

d'élève à l'école normale supérieure et à l'école normale sont comprises dans le compte des années de service lors de la dation de la pension de retraite.

33. Le tableau n° 3 annexé à la loi du 9 juin 1853 (art. 7) différé ainsi qu'il suit :

« Les mots « fonctionnaires de l'enseignement et ingénieurs des ponts et chaussées et des mines » inscrits à la 2^e section sont remplacés par les mots « fonctionnaires de l'enseignement, ingénieurs des ponts et chaussées, conducteurs et commis des ponts et chaussées, ingénieurs, contrôleurs et commis des mines, contrôleurs-commissaires des chemins de fer ».

34. L'allocation supplémentaire accordée par les articles 141 et 142 de la loi du 26 janvier 1892 est triplée en faveur des pensionnaires militaires qui ont perdu l'usage d'un membre ou qui ont subi des blessures assimilables à la perte de l'usage d'un membre, à la suite d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés en service.

La jouissance de cette allocation triplée partira du 1^{er} janvier 1897.

35. Les articles 141 et 142 de la loi du 3 frimaire an vi sont abrogés.

36. Les versements à effectuer au Trésor par la Banque de France en représentation de la valeur des billets de banque des anciens régimes à impression noire non présentés au remboursement seront inscrits à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre « Valeur des anciens billets à impression noire de la Banque de France ».

Ils seront rattachés jusqu'à due concurrence aux recettes des exercices 1897 et 1898 dans la limite des crédits alloués sur chacun de ces exercices pour les dépenses de l'Exposition universelle de 1900.

Les crédits pourront, après emploi des sommes versées, être subventionnés par la ville de Paris, être ouverts par décrets, sur la part contributive de l'État telle qu'elle a été fixée par la loi du 13 juin 1896.

37. Le ministre des finances est autorisé à pourvoir au rachat des obligations du Trésor à court terme échéant dont le remboursement à l'échéance n'est pas gagé par un privilège spécial, au moyen d'une émission d'obligations de même nature, l'échéance ne pourra dépasser l'année 1903.

38. Le ministre des finances est autorisé à proroger jusqu'au 31 décembre 1897 les effets de la convention intervenue le 29 mars 1896 avec la Banque de France, ratifiée par la loi du 13 juin 1896 et prorogée en vertu de la loi du 26 février 1897, relative à

s (80,000,000^f) faite par la Banque de France

finances est autorisé à créer, pour le service des négociations avec la Banque de France, des bons d'intérêt et payables à une échéance qui ne dépasse pas une année. Les bons du Trésor en circulation ne dépassent pas quatre cents millions (400,000,000^f).

Dans cette limite les bons qui seraient déposés en garantie de ses avances permanentes.

est autorisée à mettre en circulation, pendant l'année, de la caisse municipale pour une somme qui ne dépasse pas quarante millions de francs (40,000,000^f).

La loi de finances du 28 avril 1893 est complétée

La somme élémentaire sera attribuée annuellement au département de la Corse, pour lui permettre de faire des dépenses qui lui incombent en vertu de la loi de finances du 26 décembre 1890, sur les fonds de la répartition de 80 p. o/o du produit des contributions. Elle sera comprise parmi les dépenses du budget du chapitre de la répartition du produit des

En cas d'une réclamation reconnue fondée il y aura lieu de restituer les contributions, droits ou taxes quelconques payés par le Trésor, le département, la commune ou l'état sur le compte duquel la perception aura été opérée. L'État, le département, la commune ou l'état, en même temps que le principal, sont assujettis à la perception d'un droit de timbre aux quels aura été assujetti la somme payée. À l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII. Les réclamations en décharge ou en réduction de contributions et de taxes y assimilées, les frais de timbre et de papier d'instance, sauf le cas d'exemption de l'article 28 de la loi du 21 avril 1832, sont compris dans les dépenses d'instance, et les articles 62 et 65 de la loi du 28 avril 1832 sont applicables.

Le 1^{er} janvier 1897, l'État contribuera, dans les conditions fixées par la loi, et conformément aux bases de la loi, au paiement de toute pension annuelle de dix francs (90^f), et de deux cents francs au plus par les départements ou les communes, d'acquittement, en faveur de toute personne de plus de cinquante ans, dépourvue de ressources, incapable de subvenir par ses propres moyens à l'entretien de son existence, et soit âgée de plus de cinquante ans, soit atteinte d'une infirmité ou d'une maladie reconnue par le médecin, que le nombre des pensions auxquelles devra

contribuer l'État puisse dépasser, par département, deux p. o/o) de la population et sans que cette contribution puisse être supérieure à cinquante francs. Cette pension annuelle sera toujours révocable.

44. Le ministre de l'intérieur est autorisé à accorder des chemins vicinaux, pendant l'année 1897, pour les dépenses publiques du 4 juillet 1895, des subventions qui ne dépassent pas la somme totale de sept millions quatre cent (7,400,000') et qui seront imputables soit sur les crédits de la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir au budget des exercices suivants.

45. L'article 16 de la loi du 20 juillet 1886 est modifié ainsi :

« L'ayant droit à une rente viagère, qui a fixé sa jouissance à un âge inférieur à soixante-cinq ans peut, le titulaire qui précède l'ouverture de la rente, retarder de son entrée en jouissance, sans qu'elle puisse d'ailleurs dépasser au delà de soixante-cinq ans et sans que la rente, augmentée des tarifs en vigueur, puisse excéder douze cents francs par an, enfin sans qu'il y ait lieu au remboursement d'une part de la somme déposée.

« Le titulaire qui a invoqué le bénéfice du paragraphe précédent conserve néanmoins le droit d'obtenir, sur sa simple demande, la liquidation de sa pension à toute année d'âge accompli. La période de cinq ans fixée par le dernier ajournement de cette demande de liquidation ne sera reçue que pendant les six mois qui suivront la date à laquelle le déposant aura définitivement choisi pour l'entrée en jouissance de sa rente. Les rentes produites tant par l'ajournement antérieur que par les versements ou abandons de capitaux postérieurs à l'ajournement est calculée à nouveau, d'après les tarifs, et les différentes opérations, soit de versement, soit d'ajournement, ont été effectuées.

46. Le ministre de la marine est autorisé à continuer, pendant l'année 1897, la construction des bâtiments de guerre dont les noms figurent à l'état H annexé à la présente loi. Il ne pourra, dans le courant de cette année, mettre en chantier de nouveaux bâtiments d'un déplacement total de plus de deux mille tonnes.

7. Les approvisionnements que le ministre de la marine est autorisé à entretenir, en exécution de l'article 32 de la loi du 26 février 1887, ne pourront, pendant l'année 1897, dépasser une valeur totale de cent treize millions six cent (113,600,000'), ni descendre au-dessous d'une valeur de soixante-deux millions de francs (62,000,000'), d'après la

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (ALGÉRIE.)		
3 ^e PARTIE Services généraux des ministères.	Ministère des finances.....	502,250 ^f
	Ministère de la justice et des cultes. { 1 ^{re} section. — Service de la justice. 2,726,250 ^f	3,961,450
	2 ^e section. — Service des cultes... 1,235,200	
	Ministère de l'intérieur. { 1 ^{re} section. — Services centralisés à Paris..... 2,037,667	11,069,647
	2 ^e section. — Gouvernement général de l'Algérie..... 9,031,980	
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. { 1 ^{re} section. — Instruction publique. 6,079,793	6,403,193
	2 ^e section. — Beaux-arts..... 323,400	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. { 1 ^{re} section. — Commerce et industrie..... 193,828	193,828
	2 ^e section. — Postes et télégraphes. ,	
	Ministère de l'agriculture.....	1,374,750
TOTAL de la 3 ^e partie.....	Ministère des travaux publics. { Dépenses ordinaires..... 5,518,000	31,143,175
	Dépenses extraordinaires..... 25,625,175	
		54,648,293
4 ^e PARTIE. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....	6,731,873 ^f
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	5,784,672
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	2,827,590
	TOTAL de la 4 ^e partie.....	15,344,135
5 ^e PARTIE. Rembourse- ments et restitutions.	Ministère des finances.....	776,300 ^f
	Ministère de l'intérieur.....	240,000
	TOTAL de la 5 ^e partie.....	1,016,300
TOTAL GÉNÉRAL de l'état B.....		71,008,728 ^f

ÉTAT C.

Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée, pour 1897, conformément aux lois existantes, au profit de l'État, des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

I. — DROITS, PRODUITS ET REVENUS DONT LA PERCEPTION EST AUTORISÉE AU PROFIT DE L'ÉTAT, POUR 1897, CONFORMÉMENT AUX LOIS EXISTANTES.

§ 1. — IMPÔTS ET REVENUS.

3° et 4° Produits de l'enregistre- ment et du timbre.	France : Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques. (Lois des 22 frimaire an VII et 22 ventôse an VII.) Amendes de consignations, de condamnations, de contraventions, décimes et demi-décimes. (Lois des 6 prairial an VII, 23 août 1871 et 30 décembre 1873.) Droits de chancellerie pour légalisation d'actes et visa de passeports; droits de sceau attribués au Trésor. (Lois des 28 avril 1816, 29 janvier 1831 et 20 février 1849.) Perceptions diverses; droits de transmission des titres d'actions et d'obligations. (Loi du 25 juin 1857.) Droits de timbre; décimes; passeports; permis de chasse. (Lois des 30 mars 1888 et 16 juin 1888.) Droits sur les affiches peintes. (Loi du 26 décembre 1890, décret du 18 février 1891 et loi du 26 juillet 1893.) Droits sur les titres étrangers. (Loi du 28 décembre 1895.) Timbre des polices d'assurances; droits d'accroissement. (Lois des 5 juin 1850, 28 décembre 1880, 29 décembre 1881 et 16 avril 1895. Loi de finances du 26 janvier 1892 portant réforme des frais de justice et de divers droits d'enregistrement et de timbre. Loi du 28 avril 1893 portant création d'une taxe sur les négociations de valeurs de bourse et réforme de divers droits d'enregistrement et de timbre.)
	Algérie : Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques; amendes de consignations, de contraventions et de condamnations; assurances maritimes, transmissions de titres et d'obligations; perceptions diverses. Droits d'accroissement des congrégations. (Lois des 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884 rendues exécutoires par décret du 3 janvier 1887.) Droits de timbre; passeports, permis de chasse, décime. Droits sur les affiches. (Lois de finances du 26 janvier 1892 portant réforme des frais de justice et 28 avril et 26 juillet 1893 portant réforme de divers droits d'enregistrement et de timbre rendues exécutoires par décrets des 28 juillet et 18 décembre 1893.) Décime sur le principal des droits d'enregistrement, perçu au profit de l'assistance hospitalière en Algérie. (Loi du 29 juillet 1882.)
5° Taxe de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières.	France et Algérie : Impôt de 3 p. o/o sur le revenu des valeurs mobilières. (Lois des 29 juin 1872 et 21 juin 1875; lois du 28 décembre 1880, art. 3 et 4, et du 29 décembre 1884, art. 9; décret du 3 janvier 1887; loi du 26 décembre 1890, art. 8, portant le taux de l'impôt à 4 p. o/o.)
	France : Droits de douane à l'importation sur les marchandises diverses. (Loi du 11 janvier 1892, décrets des 30 et 31 janvier 1892 et traités de commerce; loi du 19 juillet 1880; loi du 14 août 1885 et décret du 4 décembre 1891 sur les viandes de porc salées d'Amérique; lois et décrets cités au tarif officiel et dans ses suppléments et lois et décrets cités dans les circulaires officielles de l'administration des douanes; loi du 19 juillet 1890 relative aux importations de Tunisie; loi du 29 décembre 1891; décrets des 27 mai, 30 juin et 30 décembre 1892; lois des 27 et 30 janvier 1893; décret du 1^{er} février 1893; loi du 6 février 1893; décret du 10 juin 1893; loi du 30 juin 1893; loi du 21 février 1894; décret du 1^{er} juillet 1893; loi du 4 juillet 1893; décret du 7 juillet 1893; décret du 26 juillet 1893; décrets des 25 et 30 octobre 1893; décrets du 30 décembre 1893; loi du 16 juillet 1894; loi du 14 novembre 1894; loi du 17 novembre 1894; décret du 3 décembre 1894 et loi du 16 avril 1895; lois des 21 avril 1848, 17 mai 1826, 2 juillet 1836, 6 mai 1841, 9 juin 1845, 26 juillet 1856, 18 avril 1857, 18 juin 1859, 16 mai 1863, 4^{er} mai 1867, 49 mars 1875; décrets des 27 octobre 1891 et 14 septembre 1895; loi du 21 décembre 1894; loi du 16 août 1895; décret du 16 août 1895; décret du 8 octobre 1895; décret du 17 octobre 1895.) Droit de statistique. (Loi du 22 janvier 1872.) Observations préliminaires du tarif, n° 536 à 542.

Droit de navigation. (Lois des 27 vendémiaire an 11 et 30 janvier 1872; loi de finances du 29 juillet 1881; loi du 30 janvier 1893; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 507 à 535; décret du 17 juillet 1886.)

Droits et produits divers. (Lois des 28 avril 1816, 2 juillet 1836 et 22 janvier 1872; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 543 à 567 et 119 à 121) et dans les circulaires officielles de l'administration des douanes.)

Intérêts de retard pour crédits de droits. (Loi du 16 février 1875 et loi de finances du 17 juillet 1889; décret du 9 février 1894.)

Remise de 1/3 p. o/o pour crédits de droits. (Arrêté ministériel du 27 mars 1866 et loi du 15 février 1875.)

Remise de 1 p. o/o du montant des droits sur les marchandises enlevées avant liquidation. (Loi de finances du 29 décembre 1884, art. 11, et loi de finances du 26 février 1887, art. 5.)

Recettes accidentelles à différents titres. (Lois annuelles de finances.)

Produits d'amendes et confiscations perçus en vertu des lois de douane.

Produit des taxes de police sanitaire maritime. (Loi du 3 mars 1822 et décrets du 4 janvier 1896.)

Droits de visite du bétail et des viandes inspectées: Bétail vivant. (Loi du 9 avril 1873; décret du 26 novembre 1887.) — **Viandes fraîches.** (Lois du 5 avril 1867; décrets des 26 mai 1888; loi et 24 juin 1890.) — **Viandes de porc salées.** (Loi du 20 décembre 1884.)

Taxe de consommation des sels. (Loi du 20 décembre 1848 et loi de finances du 26 décembre 1876, art. 2.)

Algérie :

Produit des douanes à l'importation. (Lois des 26 mai 1834, 16 décembre 1843, 14 juillet 1864; décrets du 23 septembre 1872; des 17 juillet 1867 et 19 mars 1875; traités de commerce; loi de finances du 29 décembre 1884; lois des 11 janvier et 26 décembre 1892; décrets des 30 et 31 janvier 1893; loi du 19 décembre 1891; décrets des 27 mai, 30 juin et 20 décembre 1892; loi du 27 janvier 1893 et 30 janvier 1893; loi du 27 février 1894; lois et décrets cités au tarif officiel, dans ses suppléments et dans les circulaires officielles de l'administration des douanes; décret du 1^{er} février 1893; loi du 6 février 1893; décret du 10 juin 1893; loi du 30 juin 1893; décret du 1^{er} juillet 1893; loi du 4 juillet 1893; décrets des 7 et 25 juillet, 26, 30 octobre, 30 décembre 1890, lois des 16 juillet, 14 et 17 novembre 1894; décret du 3 décembre 1894; loi du 29 décembre 1894; loi du 16 août 1895; décret du 16 août 1895; décret du 8 octobre 1895; décret du 11 octobre 1895; loi du 28 décembre 1895.)

Droits de statistique. (Lois des 22 janvier 1872 et 28 décembre 1895.)

Droits de navigation. (Lois des 30 janvier 1872 et 1893 et 28 décembre 1895; lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 567 à 535; décret du 27 juillet 1886.)

Droits et produits divers. (Ordonnances du 21 décembre 1844 sur l'octroi de mer et décrets des 18 juillet 1864, 25 septembre 1880, 28 décembre 1883, 26 décembre 1884 et 23 décembre 1890; lois des 28 avril 1836, 2 juillet 1836; loi de finances du 28 janvier 1892, art. 32; lois et décrets cités dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 536 à 567 et dans les circulaires officielles de l'administration des douanes; décrets du 12 octobre et 30 décembre 1895.)

Intérêts de retard pour crédits de droits. (Loi du 15 février 1875 et loi de finances du 17 juillet 1889; décret du 9 février 1894.)

Remise de 1/3 p. o/o pour crédits de droits. (Arrêté ministériel du 27 mars 1866 et loi du 15 février 1875.)

Remise de 1 p. o/o du montant des droits sur les marchandises enlevées avant liquidation. (Loi de finances du 29 décembre 1884, art. 11, et loi de finances du 26 février 1887, art. 5.)

Produits d'amendes et confiscations perçus en vertu des lois de douane.

Produit des taxes de police sanitaire maritime. (Loi du 3 mars 1822 et décret du 4 janvier 1896.)

Recettes accidentelles à différents titres. (Lois annuelles de finances.)

6^e Produit
des
douanes.
(Fin.)

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

France :

Impôts sur les boissons. (Lois des 28 avril 1816, 1^{er} septembre 1871, 26 mars 1872, 31 décembre 1873, 19 juillet 1880 et 17 juillet 1889; surtaxes sur les vins alcoolisés, loi du 1^{er} septembre 1871; droits de fabrication sur les vins de raisins secs destinés à la vente, loi des 26 juillet 1890 et 11 janvier 1892.)

7^e Produit
des
contributions
indirectes
et des
contributions
diverses.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FA

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

ÉTATS ANNEXÉS.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897.

ministères et par chapitres, des dépenses. (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.	
PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	
DETTE CONSOLIDÉE.	
0/0. (Loi et décret du 17 janvier 1894.).....	237,638,406 ^f
5. (Loi et ordonnance du 1 ^{er} mai 1825.).....	456,041,929
TOTAL.....	693,680,335
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	
0/0 amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878; 5 juillet 1878.).....	141,888,078 ^f
Conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875; juin 1875; loi du 26 décembre 1892 et 28 décembre 1893.).....	15,792,409
Emprunt de partie des obligations sexennaires échéant en 1897. Obligations du Trésor à court terme émises pour garanties aux compagnies de chemins de fer.	27,900,000
Compagnies de chemins de fer.	5,408,908
Compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêts 1872.....	2,482,500
Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1879.).....	20,500,000
Avances, par annuités, des avances faites pour la liquidation des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles	31,312,099
Avances, par annuités, des dépenses de l'expédition de Siam et de l'expédition du Siam.....	5,291,978
Remboursement du capital affecté au remboursement de la Société générale algérienne. (Loi des 26 décembre 1895.).....	4,070,000
Avances, par annuités, aux hospices civils. (Dépenses des hospices.).....	24,276
Construction destinée au service de l'intendance.	24,250
Chemins stratégiques.	462,841
Avances, par annuités, aux villes pour construction d'hôtels des télégraphes.	212,254
Avance envers l'Espagne pour droit de dépassement sur la route de la frontière des Pyrénées.	16,000
Avances, par annuités, à la Caisse des dépôts et consignations faites par elle en vertu de la loi du 2 octobre 1888. (Des montagnes.).....	614,037
Compagnies de chemins de fer.....	41,139,400
Concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1 ^{er} août 1860 et 1863.).....	321,440
École de Roubaix pour la construction de l'école des arts et métiers.....	87,000
Villes d'Aix et de Marmande pour construction d'une allée d'allumettes et de magasins.....	53,425
Avance flottante du Trésor.....	19,198,560
Taux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.).....	9,162,000
de la dette remboursable à terme ou par annuités..	325,961,455

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

DETTE VIAGÈRE.

XXIV.	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, 19 frimaire an VII, 25 mai 1817, 4 septembre 1835, 21 mars 1838, 5 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853, article 32 de la loi du 9 juin 1853, 12 février 1855, 16 mai 1858 et 16 avril 1859, 31 mars 1859, 20 avril 1859, sénatus-consulte du 12 juin 1860, lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1 ^{er} mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872, 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881, 11 mai 1883, 2 août 1883, 14 août 1885 et 14 novembre 1886, 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890, 10 mars 1891, 13 avril 1893 et 29 décembre 1894.).....
XXV.	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.).....
XXVI.	Pensions de la pairie et de l'ancien sénat. (Loi du 4 juin 1814.).....
XXVII.	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.).....
XXVIII.	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.).....
XXIX.	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, lois des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, article 9.).....
XXX.	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....
XXXI.	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....
XXXII.	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.).....
XXXIII.	Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....
XXXIV.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....
XXXV.	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.).....
XXXVI.	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860, et décret du 21 novembre 1860.).....
XXXVII.	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.).....
XXXVIII.	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....
XXXIX.	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....
XL.	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....
XLI.	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.).....
XLII.	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.).....
XLIII.	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....
LIV.	Allocations supplémentaires : 1 ^{re} aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883 ; 2 ^e aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3 ^e aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi.....

TOTAL de la dette viagère.....

TOTAL de la 1^{re} partie.....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.	
nt de la République.....	600,000 ^f
Président de la République.....	300,000
e déplacement et de représentation du Président.....	300,000
atives du Sénat et indemnités des sénateurs.....	4,600,000
atives de la Chambre des députés et indemnités.....	7,383,720
TOTAL de la 1^{re} partie.....	13,183,720
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
istre et personnel de l'administration centrale du.....	3,449,000 ^f
des finances.....	855,600
es administrations financières.....	1,576,630
.....	47,650
istration centrale.....	568,850
.....	2,176,400
de l'administration centrale.....	207,540
.....	150,000
es trésoriers-payeurs généraux et du receveur cen-.....	1,405,000
nt alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au.....	
de la Seine pour les frais de personnel et de maté-.....	4,040,000
ce.....	655,200
es receveurs particuliers des finances.....	
demnités aux receveurs particuliers des finances.....	
frais de personnel et de matériel à leur charge.....	2,463,500
ur des comptes.....	1,511,100
es diverses de la Cour des comptes.....	53,440
ices périmés non frappés de déchéance.....	211,000
ices clos.....	Mémoire.
TOTAL de la 3^e partie.....	19,416,710
E. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION	
ATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
ministration des contributions directes.....	4,012,500 ^f
de l'administration des contributions directes.....	1,806,700
ôles des contributions directes.....	1,310,200
ôles des taxes assimilées.....	962,000
on des avertissements.....	471,000
et d'expertise (cadastre primitif).....	105,000
et d'expertise (renouvellement du cadastre).....	20,000
les.....	600,000
a l'évaluation des propriétés non bâties.....	1,500,000
de l'État dans la revision et la conservation du.....	20,000
nelles des percepteurs. Indemnités aux percepteurs.....	
frais divers.....	11,283,000
urs aux porteurs de contraintes.....	450,000
n des amendes et condamnations pécuniaires en.....	275,000
pteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de.....	200,000
ministration de l'enregistrement, des domaines et.....	15,669,200
er général du timbre.....	272,700
istration de l'enregistrement, des domaines et du.....	
général du timbre.....	138,090
de l'administration de l'enregistrement, des do-.....	692,400
bre.....	1,789,100

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

LXXXIII.	Personnel de l'administration des douanes.....
LXXXIV.	Laboratoire de l'administration des douanes.....
LXXXV.	Matériel de l'administration des douanes.....
LXXXVI.	Dépenses diverses de l'administration des douanes.....
LXXXVII.	Personnel de l'administration des contributions indirectes.....
LXXXVIII.	Matériel de l'administration des contributions indirectes.....
LXXXIX.	Frais de loyer et indemnités de l'administration des contribu- indirectes.....
XC.	Dépenses diverses de l'administration des contributions indirectes.....
XCI.	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports l'administration des contributions indirectes.....
XCII.	Avances recouvrables par l'administration des contributions indirectes.....
XCIII.	Personnel de l'administration des manufactures de l'Etat.....
XCIV.	Gages et salaires de l'administration des manufactures de l'Etat.....
XCV.	Pensions de retraites des préposés et des ouvriers des manufact- de l'Etat.....
XCVI.	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et ouvriers des manufactures de l'Etat.....
XCVII.	Matériel de l'administration des manufactures de l'Etat.....
XCVIII.	Bâtiments des manufactures de l'Etat.....
CG.	Constructions nouvelles des manufactures de l'Etat.....
CI.	Dépenses diverses de l'administration des manufactures de l'Etat.....
CII.	Avances recouvrables par l'administration des manufactures de l'Etat.....
	Achats et transports.....

TOTAL de la 4^e partie.....

**V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS,
NON-VALEURS ET PRIMES.**

CIII.	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes assimilées.....
CIV.	Remboursements sur produits indirects et divers en France.....
CV.	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de fa- majeure et débits admis en surseance indéfinie.....
CVI.	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attrib- à divers en France.....
CVII.	Primes à l'exportation de marchandises.....
CVIII.	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la du 11 janvier 1892.....

TOTAL de la 5^e partie.....

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} partie.	— Dette publique.....
2 ^e partie.	— Pouvoirs publics.....
3 ^e partie.	— Service général.....
4 ^e partie.	— Frais de régie, de perception et d'exploitation des pôts et revenus publics.....
5 ^e partie.	— Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....

TOTAL pour le ministère des finances.....

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

1^{re} SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....
II.	Matériel de l'administration centrale.....
III.	Personnel du Conseil d'Etat.....
IV.	Matériel du Conseil d'Etat.....

Algérie :

2° Produit
des
forêts.
(Fin.)

Le domaine boisé de l'État en Algérie comprend, d'une manière générale, tous les bois et forêts, à l'exception de ceux régulièrement acquis par des tiers, et sous la réserve des droits d'usage existants. (Loi du 16 juin-15 juillet 1854, art. 4 et sénatus-consulte du 22 avril-8 mai 1863, art. 5.)
La nomenclature des produits domaniaux de l'Algérie comprend tous les articles relatifs à la France qui figurent ci-dessus sous les numéros 1 à 13, et en outre : 14° les annuités provenant de la vente d'anciennes concessions de chênes-lièges (Décret du 23 février-22 mars 1870) ; 15° le prix de location des forêts de chênes-lièges (Décrets du 9 août 1864 et du 22 juillet 1876).

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Droits de chancellerie perçus en vertu des tarifs en vigueur par les chancelliers et vice-consuls et par l'agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires. (Ordonnance royale du 30 mars 1830 et règlement du 8 avril suivant ; lois des 28 juin 1833, décrets des 30 novembre 1875 et 18 décembre 1876 ; loi du 29 décembre 1876, art. 6 ; loi du 8 juin 1893 ; décret du 20 décembre 1890 et 19 avril 1894.)

Taxe des brevets d'invention. (Loi du 5 juillet 1844.)

Produit de la rente de l'Inde. (Loi du 21 avril 1832.)

Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 21 mai 1825, 16 octobre 1831 et 24 mai 1834 et loi de finances du 26 décembre 1890.)

Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895.

Produit de la vente des publications du Gouvernement. (Ordonnances du 14 septembre 1822.)

Produit de la vente du catalogue des moulages du musée de sculpture comparée du Trocadéro.

Part revenant à l'État sur la vente des moulages du musée de sculpture comparée du Trocadéro.

Produit de la vente de la carte de France au 1/100,000°.

Produits des expéditions des archives de la République. (Loi du 29 décembre 1880.)

Produit du concours général d'animaux de boucherie. (Loi du 3 août 1875.)

Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome. (Loi de finances du 26 décembre 1880.)

Produit de la rétribution facultative perçue au musée de Cluny pour le dépôt des cannes et parapluies. (Décision ministérielle du 16 mai 1885.)

Produits des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies. (Loi de finances du 29 décembre 1883.)

Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires. (Loi du 25 juin 1841.)

Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés. (Code pénal, art. 15, 21 et 40 ; loi de finances du 19 juillet 1845, art. 10 ; décrets des 25 février 1852 et 23 novembre 1893.)

Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie. (Loi de finances des 3 août 1875 et 21 mars 1885 ; loi de finances du 26 avril 1893.)

Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan. (Protocoles signés à Zurich les 9 et 10 nov. 1839.)

Restitutions au Trésor. (Dec. ministérielle du 6 mars 1880 et loi de finances du 28 déc. suivant.)

Fonds non réclamés aux caisses des agents des postes, mandats d'articles d'argent. (Lois des 31 janvier 1833, 5 mai 1855 et 15 juillet 1882.) Bons de poste. (Loi du 29 juin 1882.)

Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans. (Décision du ministre des finances du 11 juillet 1870 et loi de finances du 28 décembre 1880.)

Redevance de la vallée d'Andorre. (Décrets des 27 mars 1806, 3 et 28 juin 1882.)

Reversement de fonds sur les dépenses des ministères. (Décret du 31 mai 1862, art. 44 à 47.)

Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor :

Recettes sur débats non compris dans l'actif de l'administration des finances. (Loi du 13 février 1811 ; arrêtés des 18 vendémiaire VIII et 28 floréal an XI ; décret du 31 janvier 1806.)

Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie. (Loi du 1^{er} août 1860.)

Recettes accidentelles à différents titres. (Lois annuelles de finances.)

Remboursement du prix des échelles métriques livrées par l'administration pour le jaugeage des bateaux de navigation intérieure. (Instruction ministérielle du 23 janvier 1882.)

Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie :

Produits des confiscations opérées au préjudice des tribus rebelles. (Ordon. du 27 janv. 1846.)

Produit des prises sur l'ennemi. (Arrêté ministériel du 26 avril 1841, art. 2.)

Contributions extraordinaires de guerre. (Ordonnance du 2 janvier 1846.)

Frais de perception de la contribution des chambres de commerce. (Décret du 30 janv. 1851.)

Recettes accidentelles à divers titres :

Part du trésor sur amendes collectives frappées en vertu du principe de la responsabilité des tribus. (Loi du 17 juillet 1874.)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France, en Algérie et en Tunisie. (Loi sur le budget des recettes de 1842, du 25 juin 1841 ; loi et décret du 11 juin 1859 ; lois et décrets spéciaux.)

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
II.	Matériel de l'administration centrale.
III.	Archives, bibliothèques, publications de documents diplomatiques.
IV.	Traitements des agents diplomatiques et consulaires.
V.	Traitements des élèves chanciers et commis ; indemnités du personnel auxiliaire.
VI.	Traitements des agents à la disposition du ministre et des agents à la disposition.
VII.	Frais de représentation des agents diplomatiques.
VIII.	Entretien des hôtels appartenant à la France. (Achat de mobiliers.)
IX.	Allocations aux établissements français en Orient et en Extrême-Orient (Japon, Chine, etc.) et secours aux écoles et frais divers de ces établissements.
X.	Frais de correspondance télégraphique.
XI.	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnements.
XII.	Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.
XIII.	Frais de voyages et de courriers.
XIV.	Primes d'ancienneté de séjour.
XV.	Présents diplomatiques.
XVI.	Missions.
XVII.	Secours.
XVIII.	Dépenses secrètes.
XIX.	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane.
XX.	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader.
XXI.	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger.
XXII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.
XXIII.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL de la 3^e partie.

**IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.**

XIV.	Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.
------	---

TOTAL de la 4^e partie.

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des affaires étrangères.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale.
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.
III.	Inspections générales administratives.
IV.	Secours personnels à divers titres.
V.	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.
VI.	Frais des élections sénatoriales.
VII.	Dépenses fixes du personnel d'administration des <i>Journaux officiels</i> .
VIII.	Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des <i>Journaux officiels</i> .
IX.	Dépenses du matériel des <i>Journaux officiels</i> .
X.	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)
XI.	Subventions aux sociétés de secours mutuels.
XB.	Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT
des crédits
accordés.

des préfetures.....	3,813,600
des sous-préfetures.....	1,068,000
administration des préfetures.....	770,900
administration des sous-préfetures.....	582,900
des fonctionnaires sardes devenus Français.....	5,000
d'appel.....	430,000
la cour d'appel de Paris.....	325,000
palais de justice de Besançon.....	50,000
organisation et l'entretien des corps de sapeurs- pompiers de tir et de gymnastique.....	16,000
policiers.....	40,000
été nationale du 14 juillet.....	5,000
le rachat des ponts à péage dépendant des routes (Loi du 30 juillet 1880.).....	130,000
départements. (Loi du 10 août 1871.).....	70,000
du Crédit foncier pour le service des emprunts con- dition de la convention annexée à la loi du 22 juillet	3,695,000
le rachat des ponts à péage dépendant des chemins (Loi du 30 juillet 1880.).....	133,315
départements pour l'achèvement des chemins vic- t.....	150,000
au 1/100,000.....	7,400,000
l supérieur de l'assistance publique.....	100,000
pice national des Quinze-Vingts.....	10,000
aison nationale de Charenton.....	325,000
illes nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	50,000
stitution nationale des jeunes aveugles.....	80,000
stitution nationale des sourds-muets de Paris.....	106,000
stitution nationale des sourds-muets de Chambéry.....	235,000
stitution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.....	71,000
es frais d'assistance occasionnés par des individus secours autres que ceux qui bénéficient de la loi	95,000
État aux dépenses du service des enfants assistés ou abandonnés.....	150,000
et de surveillance du service des enfants assistés abandonnés.....	4,900,000
a des enfants du premier âge.....	985,000
s de charité maternelle et aux crèches.....	840,000
État aux pensions constituées par les départements nunes en faveur des vieillards ou des incurables..	156,000
institutions de bienfaisance et d'assistance par le s d'extrême urgence.....	590,955
e gratuite.....	200,000
ion du service de l'assistance médicale gratuite.....	1,450,000
cine et institut Pasteur.....	25,000
issement thermal d'Aix-les-Bains.....	106,800
issement thermal d'Aix-les-Bains.....	70,000
issements thermaux affermés.....	44,000
issements thermaux affermés.....	14,700
ice sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène pu- s diverses du service sanitaire.....	8,200
pharmacies et magasins de drogueries, fabriques minérales.....	307,000
mmisaires de police, indemnités de déplacement	115,000
de Paris pour la police municipale.....	250,000
agglomération lyonnaise.....	3,255,900
reté générale.....	10,499,950
rs réfugiés.....	1,499,266
commissaires de police.....	1,200,000
de l'émigration.....	117,600
t.....	226,000
	8,000
	100,000

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

LXIV.	Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.....
LXV.	Personnel du service pénitentiaire.....
LXVI.	Entretien des détenus.....
LXVII.	Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires. — Frais supplémentaires; reprise et acquisition du matériel industriel et agricole. — Règlement d'inventaire; organisation des ateliers en régie directe. — Frais de missions dans l'intérêt des régies.....
LXVIII.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires.....
LXIX.	Transport des détenus et des libérés.....
LXX.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise).....
LXXI.	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise).....
LXXII.	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie).....
LXXIII.	Exploitations agricoles.....
LXXIV.	Dépenses accessoires du service pénitentiaire.....
LXXV.	Subventions aux institutions de patronage.....
LXXVI.	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire.....
LXXVII.	Subventions aux départements pour l'exécution des lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893.....
LXXVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
LXXIX.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 3^e partie.....

**V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS,
NON-VALEURS ET PRIMES.**

LXXX.	Remboursements sur le produit du travail des détenus.....
-------	---

TOTAL de la 5^e partie.....

RÉCAPITULATION.

3 ^e partie. — Service général.....
5 ^e partie. — Remboursements et restitutions, etc.....

TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale et salaires des hommes de peine et ouvriers employés à l'administration centrale.....
II.	Officiers détachés à l'administration centrale.....
III.	Matériel de l'administration centrale.....
III bis.	Médaille coloniale.....
IV.	Frais généraux d'impressions.....
V.	Service géographique. (Personnel.).....
VI.	Service géographique. (Matériel.).....
VII.	État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques.....
VIII.	Solde de la télégraphie militaire.....
IX.	Télégraphie militaire. (Matériel.).....
X.	Service des chemins de fer. (Matériel.).....
XI.	État-major général et service d'état-major.....
XII.	Contrôle, intendance militaire. — États-majors particuliers.....
XIII.	Écoles militaires. (Personnel.).....
XIV.	Écoles militaires. (Matériel.).....
XV.	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes.....
XVI.	Solde de l'infanterie.....
XVII.	Solde des troupes d'administration.....
XVIII.	Solde de la cavalerie.....

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

2^e PARTIE.

XXXIV.	Équipages de campagne.....
XXXV.	Armement des places.....
XXXVI.	Armement des côtes.....
XXXVII.	Expériences. (Artillerie.).....
XXXVIII.	Bâtiments et machines. (Artillerie.).....
XXXIX.	Places du Nord.....
XL.	Défense de Cherbourg.....
XLI.	Casernements.....
XLII.	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges.....
XLIII.	Construction de tourelles cuirassées dans les forts.....
XLIV.	Construction de chemins stratégiques.....
XLV.	Amélioration aux forts isolés.....
XLVI.	Télégraphie et aérostation militaires.....
XLVII.	Fortifications (frontières et côtes).....
XLVIII.	Organisation défensive du Cotentin.....
LI.	Réserve (procès, transports, etc.). — Génie.....
LI.	Subsistances.....
LII.	Habillement.....
LIII.	Service de santé.....
LIV.	Améliorations aux hospices civils des départements.....
LVI.	Harnachement.....
LXVII.	Chemins de fer.....
LXVIII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....
LXIX.	Dépense des exercices clos.....

TOTAL.....

RÉCAPITULATION.

Dépenses ordinaires.....
Dépenses extraordinaires.....
TOTAL du ministère de la guerre.....

MINISTÈRE DE LA MARINE.

3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

TITRE 1^{er}.

DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENTS ET SOLDES.

1 ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....
II.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à l'administration centrale.....
III.	Officiers et agents des divers corps de la marine en service à Paris.....
IV.	Personnel du service hydrographique.....
V.	Officiers de marine et officiers mécaniciens.....
VI.	Équipages de la flotte.....
VII.	Troupes de la marine.....
VIII.	Gendarmerie maritime.....
IX.	Inspection des services administratifs.....
X.	Personnel technique.....
XI.	Commissariat de la marine.....
XII.	Personnel administratif (corps secondaires).....
XIII.	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance).....
XIV.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des établissements cultes.....
XV.	Surveillance des pêches et police de la navigation. (Personnel).....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
TITRE II.	
DEPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.	
Salaires pour les constructions neuves et l'armement des bâtiments neufs.....	11,927,842
Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement pour le premier établissement et la reconstitution.....	6,798,387
Salaires pour l'entretien et le service courant.....	1,149,661
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	1,451,850
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	919,407
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	508,945
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	4,620,164
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	841,089
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	393,222
Salaires pour les ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.....	354,412
TITRE III.	
DEPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.	
Administration centrale.....	245,800
Travaux pour les constructions neuves et l'armement des bâtiments neufs.....	56,677,237
Travaux pour l'achat de bâtiments neufs à l'industrie.....	24,000,000
Travaux pour l'approvisionnement de la flotte. — Achats et le service courant.....	8,829,915
Travaux pour les réparations des navires de la flotte.....	5,000,000
Travaux pour les modifications et réparations des bâtiments de l'industrie.....	757,000
Travaux pour le service général des ports. — Achats et des bâtiments de servitude.....	765,000
Travaux pour le service général des ports. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude.....	1,452,077
Travaux pour les établissements et reconstitution.....	6,607,633
Travaux pour les poudres et munitions.....	9,652,925
Travaux pour l'entretien et le service courant.....	495,422
Travaux pour l'artillerie.....	2,378,200
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	4,071,799
Travaux pour le rattachement de la Charente.....	200,000
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	2,450,000
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	1,377,000
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	4,507,063
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	20,000
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	22,161,156
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	647,650
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	1,621,424
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	3,434,744
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	1,016,150
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	250,600
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	137,530
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	65,100
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	782,470
Travaux pour les constructions navales et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes réparations.....	995,861

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

TITRE IV.

DÉPENSES COMMUNES.

LIV.	Frais de passage et de transport par mer. — Affrètements et frais accessoires.....
LV.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transport par terre et frais accessoires.....
LVI.	Gratifications, secours et subventions.....
LVII.	Pêches et navigation commerciale. (Matériel de surveillance. — Subventions. — Encouragements. — Récompenses.).....
LVIII.	Subvention à la caisse des invalides de la marine.....
LIX.	Dépenses secrètes.....
LX.	Dépenses diverses.....
LXI.	Reconstruction du magasin de montage et du magasin de machines à Toulon.....
LXII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
LXIII.	Dépenses des exercices clos.....
LXIV.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....

TOTAL du ministère de la marine.....

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

1^{re} SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

1 ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....
II.	Matériel de l'administration centrale.....
III.	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique.....
IV.	Services généraux de l'instruction publique.....
V.	Administration académique. (Personnel.).....
VI.	Administration académique. (Matériel.).....
VII.	Facultés. (Personnel.).....
VIII.	Facultés. (Matériel.).....
IX.	Bourses de l'enseignement supérieur.....
X.	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes.....
XI.	École des hautes études.....
XII.	École normale supérieure.....
XIII.	Collège de France.....
XIV.	École des langues orientales vivantes.....
XV.	École des chartes.....
XVI.	École française d'Athènes.....
XVII.	École française de Rome.....
XVIII.	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.).....
XIX.	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.).....
XX.	Observatoire de Paris.....
XXI.	Bureau central météorologique.....
XXII.	Observatoire d'astronomie physique de Meudon.....
XXIII.	Observatoires des départements.....
XXIV.	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc.....
XXV.	Bureau des longitudes.....
XXVI.	Institut national de France.....
XXVII.	Académie de médecine.....
XXVIII.	Bibliothèque nationale. (Personnel.).....
XXIX.	Bibliothèque nationale. (Matériel.).....
XXX.	Bibliothèque nationale. (Catalogues.).....
XXXI.	Bibliothèques publiques.....
XXXII.	Catalogue des manuscrits et incunables.....
XXXIII.	Archives nationales.....
XXXIV.	Services généraux des bibliothèques.....
XXXV.	Sociétés savantes.....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
scientifiques, et littéraires. — Bibliothèques municipales. — Échanges internationaux.....	197,000 ^f
aux savants et gens de lettres.....	175,000
ions scientifiques et littéraires.....	145,500
phique. — Musée Guimet.....	67,000
d'archéologie orientale au Caire.....	195,860
verses. — <i>Journal des savants</i>	163,000
de l'instruction secondaire.....	140,800
unaux de garçons.....	10,986,360
secondaire des jeunes filles.....	3,708,784
ales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et	2,029,652
primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et	3,360,000
ales des écoles maternelles.....	2,311,150
des supérieures d'enseignement primaire. — Écoles	
rimaires.....	8,212,000
des professionnelles de Vierzon, Voiron et Armentières.	285,500
primaire supérieur.....	2,327,127
ales d'enseignement primaire supérieur.....	777,800
primaire élémentaire en France, moins les villes de	
1,000 âmes.....	119,310,220
oles et d'emplois.....	500,000
tive de l'État dans les dépenses de l'enseignement pri-	
ntaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes.	4,351,633
verses.....	514,800
t primaire. — Caisses des écoles. — Inspection médi-	
ventions facultatives.....	150,000
t primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel.	
ngements. — Bibliothèques scolaires. — Annuaire des	
	825,000
t primaire et enseignement primaire supérieur. —	
allocations.....	2,069,200
aux départements, villes ou communes destinées à faire	
yement de partie des annuités dues par eux et néces-	
mboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour	
ction de leurs établissements publics d'enseignement	
d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.	5,800,709
onstructions scolaires (enseignement primaire).....	3,500,000
onstructions scolaires (enseignement secondaire).....	2,110,000
onstructions scolaires (enseignement supérieur).....	666,000
ilitique et installation des établissements d'enseignement	
	400,000
ux lycées de jeunes filles.....	600,000
exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
exercices clos.....	Idem.
TOTAL de la 1 ^{re} section.....	198,312,433
SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.	
Administration centrale.....	315,000 ^f
Administration centrale.....	52,000
Inspections et des services extérieurs des beaux-arts.....	113,900
Inspection de l'enseignement du dessin et des musées.	42,000
Inspections et frais de mission.....	29,000
ance à Rome. (Personnel.).....	12,900
ance à Rome. (Matériel.).....	136,300
et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.).....	280,760
et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.).....	125,500
des arts décoratifs à Paris. (Personnel.).....	114,575
des arts décoratifs à Paris. (Matériel.).....	33,025
ple spéciale d'architecture à Paris.....	15,000
des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.	190,480
tales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif	
et.....	181,450

**CHAPITRE
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

XV.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)
XVI.	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)
XVII.	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements.
XVIII.	Théâtres nationaux.
XIX.	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements.
XX.	Palais du Trocadéro.
XXI.	Indemnités et secours. (Théâtres.)
XXII.	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements.
XXIII.	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages.
XXIV.	Indemnités et secours. (Beaux-arts.)
XXV.	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)
XXVI.	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)
XXVII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)
XXVIII.	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)
XXIX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)
XXX.	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)
XXXI.	Musées nationaux. (Personnel.)
XXXII.	Subvention de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique.
XXXIII.	Musées nationaux. (Matériel.)
XXXIV.	Musées départementaux et municipaux.
XXXV.	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art.
XXXVI.	Expositions à Paris et dans les départements.
XXXVII.	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée.
XXXVIII.	Musée de Cluny.
XXXIX.	Musée de sculpture comparée du Trocadéro.
XL.	Location d'une salle pour l'Opéra-Comique.
XLI.	Personnel des bâtiments civils.
XLII.	Entretien des bâtiments civils.
XLIII.	Grosses réparations des bâtiments civils.
XLIV.	Personnel des palais nationaux.
XLV.	Entretien des palais nationaux.
XLVI.	Grosses réparations des palais nationaux.
XLVII.	Loyer du terrain du palais de l'Industrie.
XLVIII.	Service des eaux de Versailles et de Marly.
XLIX.	Personnel des régies des palais nationaux.
L.	Matériel des régies des palais nationaux.
LI.	Conservation du garde-meuble.
LII.	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction.
LIII.	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands travaux.
LIV.	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration.
LV.	Réparations et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles.
LVI.	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection.
LVII.	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation.
LVIII.	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché.
LIX.	Arc de Triomphe de l'Etoile. — Travaux de restauration.
LI.	École nationale d'agriculture de Grignon.
LII.	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire.
LIII.	École vétérinaire d'Alfort. — Confort de la cour des hôpitaux.
LIV bis.	Construction d'une nouvelle salle des séances pour la Chambre des députés.
LXII.	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.
LXIV.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL de la 2^e section.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
RÉCAPITULATION.	
Administration publique.....	198,312,433'
Beaux-arts.....	13,363,099
Général pour le ministère de l'instruction publique, beaux-arts.....	211,675,532
DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.	
Ministre et personnel de l'administration centrale....	585,000'
Service de l'administration centrale.....	72,400
Services divers de l'administration centrale.....	88,400
Bonifications aux revues et journaux.....	18,000
.....	33,500
Ministère des arts et métiers. (Personnel.).....	200,150
Ministère des arts et métiers. (Matériel.).....	180,000
Arts et métiers. (Personnel.).....	582,029
Arts et métiers. (Matériel.).....	704,071
Fabrication d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny.	
.....	122,400
Fabrication d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny.	
.....	177,000
Horlogerie de Cluses.....	50,420
Services des écoles nationales d'arts et métiers pour les élèves de l'École centrale des arts et manufactures	
Retenue de ces mêmes élèves à cet établissement....	30,000
Ministère des arts et manufactures.....	50,000
Commerce et d'industrie (Personnel).....	414,050
Enseignement industriel.....	333,600
Enseignement commercial.....	175,000
Industriel et commercial. — Inspections, conseils et	
.....	45,000
Services des arts et manufactures.....	27,000
Ateliers aux vieux ouvriers.....	41,000
Travail.....	15,000
Travail dans l'industrie.....	640,000
Poids et mesures.....	1,082,000
Services divers des poids et mesures.....	96,000
Commission internationale du mètre et du bureau	
Poids et mesures. — Part contributive de la France dans	
Bureau international des poids et mesures.....	11,000
Étalonnage des alcoomètres et des densimètres....	19,400
Étalonnage des alcoomètres et des densimètres.....	6,600
Brevets. — Rédaction du recueil des brevets d'invention	
Officiel de la propriété industrielle et commerciale..	30,000
Recueil des brevets d'invention et du bulletin	
Propriété industrielle et commerciale.....	153,934
Bureau de la France dans l'entretien du bureau interna-	
Bernes pour la protection de la propriété indus-	
.....	4,390
Associations.....	15,000
Associations ouvrières de production et de crédit.	
Retraites pour la vieillesse.....	125,000
Pensions de retraite. — Allocations à la vieillesse....	15,000
Société de sociétés et établissements divers.....	2,000,000
Ministère officiel du commerce et impressions du com-	
.....	35,000
.....	39,500
Services de douanes, etc.....	41,000
Services aux manufactures et au commerce. — Subventions.	
Commerciales.....	91,000

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

XXXIX.	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et des dépenses d'abonnement au bulletin international des douanes.....
LX.	Encouragements aux pêches maritimes.....
XLI.	Subvention à la marine marchande.....
XLII.	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....
XLIII.	Primes à la filature de la soie.....
XLIV.	Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....
XLV.	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....
XLVI.	Office du travail et Statistique générale.....
XLVII.	Recensement quinquennal des professions.....
XLVIII.	Exposition universelle de 1900.....
XLIX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
L.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 1^{re} section.....

2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

I ^{re} .	Traitement du personnel de l'administration centrale.....
II.	Matériel de l'administration centrale.....
III.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
IV.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 3^e partie.....

**IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.**

V.	Personnel des postes et des télégraphes (agents).....
VI.	Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....
VII.	Remises au personnel des postes et des télégraphes.....
VIII.	Indemnités diverses et secours.....
IX.	Chaussure et habillement.....
X.	Matériel des bureaux.....
XI.	Impressions et publications.....
XII.	Transport des dépêches postales.....
XIII.	Appareils et matériel technique d'exploitation.....
XIV.	Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....
XV.	Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement.....
XVI.	Transformation du réseau téléphonique de Paris.....
XVII.	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations.....
XVIII.	Dépenses diverses.....
XIX.	Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....
XX.	Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée.....
XXI.	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....
XXII.	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....
XXIII.	Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon.....
XXIV.	Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....
XXV.	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie.....
XXVI.	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan indien.....
XXVII.	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique.....
XXVIII.	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunex, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....

TOTAL de la 4^e partie.....

lions six cent mille francs (2,600,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du service de la marine à liquider dans le courant de l'année 1897.

27. Il est ouvert au ministre des colonies un crédit de deux cent cinquante mille francs (250,000^f) pour l'inscription au Trésor public des pensions militaires du service colonial à liquider dans le courant de l'année 1897.

28. Le 2° de l'article 3 de la loi du 9 juin 1853, qui détermine les retenues à supporter par les fonctionnaires et employés directement rétribués par l'Etat sur les sommes qui leur seront payées à titre d'émolument personnel, est modifié ainsi qu'il suit :

• 2° Une retenue du douzième des mêmes rétributions, lors de la première nomination ou dans le cas de réintégration, à prélever par quart sur les quatre premières mensualités, et du douzième de toute augmentation ultérieure. »

29. Le troisième paragraphe de l'article 10 de la loi du 30 novembre 1875 est modifié ainsi qu'il suit :

• Cette pension sera réglée :

• 1° En ce qui concerne le fonctionnaire soumis, pour la pension, à la loi du 9 juin 1853, conformément au troisième paragraphe de l'article 12 de ladite loi ;

• 2° En ce qui concerne le fonctionnaire soumis, pour la pension, à la loi du 22 août 1790, à raison d'un trentième (1/30^e) par année de service, de la pension qui aurait été liquidée à son profit pour trente ans de services.

• Les mêmes dispositions sont applicables dans le cas prévu par le second paragraphe de l'article unique de la loi du 26 décembre 1887. »

30. Les services rendus dans les emplois d'archivistes départementaux par les archivistes paléographes qui sont nommés à des emplois rémunérés par l'Etat, soit aux Archives nationales, soit dans l'inspection des archives, sont réunis aux services rendus dans ces derniers emplois pour le droit à pension et pour la liquidation, pourvu que la durée des services rétribués par l'Etat soit au moins de vingt ans.

31. Les ministres de l'instruction publique et des finances sont autorisés à comprendre dans la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, aux conditions prévues par l'article 10 de la loi du 9 juin 1853, le temps pendant lequel ceux de ces fonctionnaires qui ne sont pas visés par le paragraphe 11 de l'article 16 du décret du 9 novembre suivant ont été, jusqu'à la promulgation de la présente loi, mis en non-activité ou en congé avec un traitement soumis à retenue.

32. Les années passées à partir de l'âge de vingt ans en qualité

**CHAPITRE
spécial.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

3^e Dépenses militaires.

XXX.	Troupes aux colonies et comité technique.....
XXXI.	Gendarmerie coloniale.....
XXXII.	Commissariat colonial.....
XXXIII.	Inscription maritime.....
XXXIV.	Agents des vivres et du matériel.....
XXXV.	Hôpitaux. (Personnel.).....
XXXVI.	Hôpitaux. (Matériel.).....
XXXVII.	Vivres et fourrages.....
XXXVIII.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires.....
XXXIX.	Matériel de casernement, de campement et de couchage.....
XL.	Matériel des services militaires.....
XLI.	Défenses des colonies.....
XLII.	Frais d'occupation du Soudan.....
XLIII.	Frais d'occupation de la Guinée française.....
XLIV.	Dépenses en Annam et au Tonkin.....
XLV.	Dépenses militaires à Madagascar.....

4^e Service pénitentiaire.

XLVI.	Administration pénitentiaire. (Personnel.).....
XLVII.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et charge.).....
XLVIII.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.).....
XLIX.	Administration pénitentiaire. (Matériel.).....

5^e

XL.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
XLI.	Dépenses des exercices clos.....
XLII.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1897.....

TOTAL pour le ministère des colonies.....

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....
III.	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, autographies, entretien des machines, etc.....
IV.	Mérite agricole et médailles agricoles.....
V.	Inspection de l'agriculture.....
VI.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....
VII.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.....
VIII.	Subventions à diverses institutions agricoles.....
IX.	Encouragements à l'agriculture et au drainage; dégrèvements à l'élevage et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....
X.	Primes à la sériciculture.....
XI.	Primes à la culture du lin et du chanvre.....
XII.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....
XIII.	Vérification des beurres et des caugrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.).....
XIV.	Primes pour la destruction des loups.....
XV.	Statistique agricole décennale de 1892.....
XVI.	Personnel des écoles vétérinaires.....
XVII.	Matériel des écoles vétérinaires.....
XVIII bis.	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.....
XVIII.	Service des épizooties.....
XIX.	Consommations en nature (établissements agricoles).....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Élevage d'animaux..... 180,000^f Personnel des haras..... 347,600 Personnel des haras..... 144,000 Des haras..... 1,133,600 Des de monte. — Médicaments aux hommes..... 89,330 Des des haras..... 131,500 Des des, réparations, etc., dépenses diverses des..... 208,000 Des de monte, salaires..... 296,400 Des de chevaux, sellerie, carrosserie, etc..... 205,270 Des de produits et de leurs produits..... 2,001,850 Des de culture dans les établissements des haras..... 35,000 Des de l'industrie chevaline en France..... 1,250,000 Des de l'agriculture..... 1,549,166 Des de l'aménagement des eaux..... 371,000 Des de l'État..... 260,000 Des de l'hydraulique agricole..... 639,350 Des de l'hydraulique agricole..... 530,608 Des de l'hydraulique agricole..... 1,108,000 Des de l'hydraulique agricole..... 17,400 Des de l'hydraulique agricole..... 2,000 Des de l'hydraulique agricole..... 18,600 Des de l'hydraulique agricole..... 2,370,000 Des de l'hydraulique agricole..... Idem. Des de l'hydraulique agricole..... Mémoire. TOTAL de la 3^e partie..... 28,822,173	
LE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
Des des forêts dans les départements..... 2,505,000^f Des des forêts dans les départements..... 2,820,000 Des des forêts dans les départements..... 120,000 Des des forêts dans les départements..... 720,000 Des des forêts dans les départements..... 145,000 Des des forêts dans les départements..... 30,000 Des des forêts dans les départements..... 1,310,583 Des des forêts dans les départements..... 3,500,000 Des des forêts dans les départements..... 480,000 Des des forêts dans les départements..... 50,000 Des des forêts dans les départements..... 1,810,000 Des des forêts dans les départements..... 260,000 TOTAL de la 4^e partie..... 13,750,583	
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
Des des produits divers des forêts, etc..... 28,162^f TOTAL de la 5^e partie..... 28,162	
RÉCAPITULATION.	
Général..... 28,822,173^f Régie, de perception, etc..... 13,750,583 Remboursements et restitutions, etc..... 28,162 TOTAL pour le ministère de l'agriculture..... 42,600,918	

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

DÉPENSES ORDINAIRES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
II.	Frais de voyage et de mission.
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées.
IV.	Enseignement et école des ponts et chaussées.
V.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.
VI.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.
VII.	Personnel du corps des mines.
VIII.	Enseignement et école des mines.
IX.	Personnel des contrôleurs des mines.
X.	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées des mines.
XI.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.
XII.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.
XIII.	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.
XIV.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.
XV.	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer.
XVI.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.
XVII.	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.
XVII bis	Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.
XVIII.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au congrès international des chemins de fer.
XIX.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.
XX.	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur.
XXI.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.
XXII.	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux.
XXIII.	Secours.
XXIV.	Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'Etat.
XXIV bis	Médailles aux cantonniers comptant plus de trente ans de service s'étant distingués d'une manière exceptionnelle.
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des commissions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles.
XXVI.	Publications de l'administration des travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistiques et publications diverses.
XXVII.	Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes.
XXVIII.	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.
XXIX.	Entretien des chaussées de Paris.
XXX.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXXI.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXXII.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXXIII.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)
XXXIII bis	Matériel des mines.
XXXIV.	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer.
XXXV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
XXXVI.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL des dépenses ordinaires.

ture des prix en vigueur au moment de la promulgation de la présente loi.

Ils sont répartis conformément à l'état I annexé à la présente loi.

48. Le ministre de l'instruction publique est autorisé à accorder, pendant l'année 1897, pour le service des constructions scolaires (Enseignement primaire), en exécution de la loi du 20 juin 1885 et de l'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1893, des subventions s'élevant à cinq millions de francs (5,000,000^f) pour la France et à quatre cent mille francs (400,000^f) pour l'Algérie.

Ces subventions seront imputables soit sur les crédits ouverts par la présente loi, soit sur les crédits à ouvrir au budget général des exercices suivants.

49. Tant que la répartition des instituteurs et institutrices dans les classes créées par la loi du 19 juillet 1889, modifiée par la loi du 25 juillet 1893, ne sera pas achevée, c'est-à-dire tant que les effectifs numériques fixés à l'article 6 de cette loi ne seront pas atteints, il sera fait deux parts des crédits disponibles pour les promotions de classe : la première, comprenant les sommes devenues libres au cours de l'année précédente par suite de retraites, décès, démissions, etc., sera employée à promouvoir les maîtres et maîtresses conformément aux règles déterminées à l'article 24 de la loi du 19 juillet 1889 et en tenant compte des dispositions du règlement d'administration publique du 17 juillet 1895 ; la seconde, résultant des augmentations de crédits consenties par le Parlement, servira à rectifier le classement primitif des ayants droit d'après le nombre total de leurs années de services et sans qu'ils aient à justifier de plus d'un an de stage dans la classe immédiatement inférieure.

Par dérogation aux prescriptions du deuxième paragraphe de l'article 24 de la loi, les maîtres et maîtresses pourront, pendant la période ci-dessus indiquée, être élevés de la deuxième à la première classe par voie d'ancienneté.

Les instituteurs et institutrices de cinquième classe dont le traitement sera porté, en cours d'année, à douze cents francs (1,200^f) en vertu de l'article 33 de la loi du 19 juillet 1889, modifiée par celle du 25 juillet 1893, seront rangés dans la quatrième classe à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

50. Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant l'année 1897, à allouer aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local ou de tramways, en vertu de la loi du 11 juin 1880, ne devra pas excéder la somme de six cent mille francs (600,000^f).

51. Le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1897, sur les fonds avancés par les chambres de commerce,

- I.
II.
III.
IV.
V.
VI.
VII.
VIII.
IX.
X.
XI.
XII.
XIII.
XIV.
XV.
XVI.
XVII.
XVII bis
XVIII.
XIX.
XX.
XXI.
XXII.
XXIII.
XXIV.
XXIV bis
XXV.
XXVI.
XXVII.
XXVIII.
XXIX.
XXX.
XXXI.
XXXII.
XXXIII.
XXXIV.
XXXV.
XXXVI.
XXXVII.
XXXVIII.
XXXIX.
XXXX.
XXXXI.
XXXXII.
XXXXIII.
XXXXIV.
XXXXV.
XXXXVI.
XXXXVII.
XXXXVIII.
XXXXIX.
XXXXX.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

I^{re} SECTION. — JUSTICE.

II^{de} PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Personnel de l'administration centrale à Paris.....	
Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....	
Entretien des détenus en Algérie.....	
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors de les établissements pénitentiaires (Algérie).....	
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....	

II^{de} SECTION. — CULTES.

III^{de} PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Personnel de l'administration centrale à Paris.....	
Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....	
Entretien des détenus en Algérie.....	
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors de les établissements pénitentiaires (Algérie).....	
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....	

RECAPITULATION.

1 ^{re} section. — Justice.....	
2 ^{de} section. — Cultes.....	
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la Justice des cultes.....	

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

I^{re} SECTION. — SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.

III^{de} PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Personnel de l'administration centrale à Paris.....	
Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....	
Entretien des détenus en Algérie.....	
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors de les établissements pénitentiaires (Algérie).....	

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
.....	
enus et des libérés (Algérie).....	62,000 ^f
aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services	10,000
ces pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entre-	5,500
aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algé-	21,500
rie.).....	30,000
oles en Algérie.....	5,600
es du service pénitentiaire en Algérie.....	Mémoire.
ices périmés non frappées de déchéance.....	Idem.
ices clos.....	.....
TOTAL de la 3 ^e partie.....	2,037,667
— REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	.....
.....	
sur le produit du travail des détenus en Algérie...	240,000 ^f
TOTAL de la 1 ^{re} section.....	2,277,667
SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	.....
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	.....
Administration centrale en Algérie.....	543,275 ^f
Administration centrale en Algérie.....	40,000
pressions diverses en Algérie.....	52,000
et récompenses en Algérie.....	175,000
Administration civile en Algérie.....	1,544,500
Administration civile en Algérie.....	475,300
Service de sûreté générale et force publique en Algérie...	650,737
Service de la sûreté en Algérie.....	24,100
Service en Algérie.....	2,728,350
Administration militaire en Algérie.....	323,508
Administration militaire en Algérie.....	62,470
Administration en Algérie.....	2,310,000
Administration en Algérie.....	120,000
Administration en Algérie.....	61,040
Administration en Algérie.....	11,500
Services périmés non frappées de déchéance (Algérie)	Mémoire.
Services clos (Algérie).....	Idem.
TOTAL de la 2 ^e section.....	9,031,980
RÉCAPITULATION.	.....
Services centralisés à Paris.....	2,277,667 ^f
Service du gouvernement général de l'Algérie.....	9,031,980
.....	
GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur.....	11,309,647
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.	.....
.....	
1 ^{re} SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.	.....
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	.....
.....	65,000 ^f
Académique. — Personnel.....	83,875
Académique. — Matériel.....	8,430
Supérieur à Alger. — Personnel.....	397,200
Supérieur à Alger. — Matériel.....	91,163

BUDGET GÉNÉRAL

par chapitres, des dépenses pendant l'exercice 1897. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
de l'Algérie.....	502,500 ^f
des primes non frappées de déchéance.....	Mémoire.
des clos.....	Idem.
TOTAL de la 3^e partie.....	502,250
— FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET DE PERCEPTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
Distributions directes et du cadastre en Algérie.....	373,830 ^f
Distributions directes et du cadastre en Algérie.....	440,885
Topographie en Algérie.....	350,000
Topographie en Algérie.....	126,500
Recouvrement des droits universitaires.....	3,000
Acteurs sur le principal des impôts arabes.....	1,297,600
Des amendes et condamnations pécuniaires en Al-	
	29,000
Registrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	708,400
Registrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	402,580
Charge de l'Etat pour le service de la propriété indi-	
cule en Algérie.....	3,000
Des douanes en Algérie.....	1,361,230
Des douanes en Algérie.....	15,200
Des douanes en Algérie.....	89,737
Des douanes en Algérie.....	101,645
Distributions diverses en Algérie.....	1,092,606
Distributions diverses en Algérie.....	336,650
TOTAL de la 4^e partie.....	6,731,873
— REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
Sur produits des douanes.....	19,000 ^f
Sur produits indirects et divers en Algérie.....	93,100
Produits d'amendes, saisies et confiscations de	
	38,700
Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués	
	260,000
Artiels à opérer en exécution de l'article 10 de la	
1892.....	10,000
Non-valeurs et secours.....	355,500
TOTAL de la 5^e partie.....	776,300
RÉCAPITULATION.	
de général.....	502,250
de régie, de perception, etc.....	6,731,873
Remboursements et restitutions, etc.....	776,300
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances...	8,010,423

RÉCAPITULATION

DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (France).

1 ^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.....			
2 ^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.....			
3 ^e PARTIE. — Services généraux des ministères.	Ministère des affaires étrangères.....		19,416,700
	Ministère de la justice et des cultes. {	1 ^{re} section. — Service de la justice 34,962,533 ⁴ 2 ^e section. — Service des cultes.. 43,092,563 }	78,055,096
	Ministère de l'intérieur.....		14,989,500
	Ministère des finances.....		78,861,200
	Ministère de la guerre. {	Dépenses ordinaires..... 598,253,897 Dépenses extraordinaires..... 24,297,500 }	622,551,397
	Ministère de la marine.....		258,167,500
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. {	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique..... 198,312,433 2 ^e section. — Service des beaux-arts..... 13,363,099 }	211,675,532
	Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. {	1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie..... 26,624,244 2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes..... 2,166,258 }	28,790,502
	Ministère des colonies.....		83,874,000
	Ministère de l'agriculture.....		26,822,500
	Ministère des travaux publics. {	Dépenses ordinaires..... 76,890,480 Dépenses extraordinaires..... 137,641,800 }	214,532,280
	4 ^e PARTIE: Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics. {	Ministère des finances..... 192,892,500 Ministère des affaires étrangères..... 60,000 Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes..... 167,255,000 Ministère de l'agriculture. (Forêts.)..... 23,750,000	343,707,500
5 ^e PARTIE: Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère des finances.....		32,824,000
	Ministère de l'intérieur.....		1,728,000
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....		6,169,000
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....		23,750,000

TOTAL GÉNÉRAL des crédits prévisibles de l'exercice 1897. (France).....

BUDGET GÉNÉRAL

par chapitres, des dépenses pendant l'exercice 1897. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
Algérie.....	502,500
des périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
des clos.....	Idem.
TOTAL de la 3^e partie.....	502,250
— FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET DE RÉCEPTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
Contributions directes et du cadastre en Algérie.....	373,830
Contributions directes et du cadastre en Algérie.....	440,885
Cartographie en Algérie.....	350,000
Cartographie en Algérie.....	126,500
Couvrement des droits universitaires.....	3,000
Recettes sur le principal des impôts arabes.....	1,297,600
Des amendes et condamnations pécuniaires en Al- gérie.....	29,000
Relevement, des domaines et du timbre en Algérie.....	708,400
Relevement, des domaines et du timbre en Algérie.....	402,580
Gage de l'Etat pour le service de la propriété indi- viduelle en Algérie.....	3,000
Contributions en Algérie.....	1,361,230
Contributions en Algérie.....	15,200
Contributions en Algérie.....	89,737
Contributions douanes en Algérie.....	101,645
Contributions diverses en Algérie.....	1,091,606
Contributions diverses en Algérie.....	336,650
TOTAL de la 4^e partie.....	6,731,873
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
Produits des douanes.....	19,000
Produits indirects et divers en Algérie.....	93,100
Produits d'amendes, saisies et confiscations de tribunaux.....	38,700
Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à l'Etat.....	260,000
Produits à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 28 août 1892.....	10,000
Produits de secours.....	355,500
TOTAL de la 5^e partie.....	776,300
RÉCAPITULATION.	
Général.....	502,250
Frais de régie, de perception, etc.....	6,731,873
Remboursements et restitutions, etc.....	776,300
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances...	8,010,423

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

1^{re} SECTION. — JUSTICE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Personnel de la justice française en Algérie.....
II.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel et frais de passage gratuit.....
III.	Frais de justice criminelle en Algérie.....
IV.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....
V.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....
VI.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans d'Algérie.....
VII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
VIII.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 1^{re} section.....

2^e SECTION. — CULTES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I.	Traitement des archevêques et évêques.....
II.	Allocations aux vicaires généraux.....
III.	Allocations aux chanoines.....
IV.	Allocations aux desservants.....
V.	Secours ecclésiastiques.....
VI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....
VII.	Entretien des édifices diocésains.....
VIII.	Grosses réparations aux édifices diocésains.....
IX.	Secours pour églises et presbytères.....
X.	Personnel des cultes protestants.....
XI.	Personnel du culte israélite.....
XII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite.....
XIII.	Personnel du culte musulman.....
XIV.	Matériel du culte musulman.....
XV.	Frais de passages.....
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
XVII.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 2^e section.....

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Justice.....
2 ^e section. — Cultes.....

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la justice et des cultes.....

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

1^{re} SECTION. — SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale à Paris.....
II.	Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....
III.	Entretien des détenus en Algérie.....
IV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires (Algérie).....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
enus et des libérés (Algérie).....	62,000 ^f
aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services	10,000
ces pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entre-	5,500
aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algé-	21,500
ries en Algérie.....	30,000
es du service pénitentiaire en Algérie.....	5,600
cices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
cices clos.....	Idem.
TOTAL de la 3 ^e partie.....	2,037,667
— REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
sur le produit du travail des détenus en Algérie...	240,000 ^f
TOTAL de la 1 ^{re} section.....	2,277,667
SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
ministration centrale en Algérie.....	543,275 ^f
ministration centrale en Algérie.....	40,000
pressions diverses en Algérie.....	52,000
et récompenses en Algérie.....	175,000
ministration civile en Algérie.....	1,544,500
ministration civile en Algérie.....	475,300
ice de sûreté générale et force publique en Algérie...	650,737
ice de la sûreté en Algérie.....	24,100
ue en Algérie.....	2,728,550
ministration militaire en Algérie.....	313,508
ministration militaire en Algérie.....	62,470
ministration en Algérie.....	2,210,000
s en Algérie.....	130,000
en Algérie.....	61,040
acies en Algérie.....	11,500
ercices périmés non frappés de déchéance (Algérie)	Mémoire.
ercices clos (Algérie).....	Idem.
TOTAL de la 2 ^e section.....	9,031,980
RÉCAPITULATION.	
services centralisés à Paris.....	2,277,667 ^f
service du gouvernement général de l'Algérie.....	9,031,980
GÉNÉRAL pour le ministère de l'intérieur.....	11,309,647
ÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.	
* SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
.....	65,000 ^f
cadémique. — Personnel.....	83,875
adémique. — Matériel.....	8,430
ment supérieur à Alger. — Personnel.....	397,200
ment supérieur à Alger. — Matériel.....	91,163

**CHAPITRES
spéciaux.**

MINISTÈRES ET SERVICES.

XXXIX.

Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et des dépenses d'abonnement au bulletin international des douanes.....

LX.

Encouragements aux pêches maritimes.....

XLII.

Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande.....

XLIII.

Primes à la filature de la soie.....

XLIV.

Subvention à l'industrie des huiles de schiste.....

XLV.

Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....

XLVI.

Office du travail et Statistique générale.....

XLVII.

Recensement quinquennal des professions.....

XLVIII.

Exposition universelle de 1900.....

XLIX.

Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....

L.

Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 1^{re} section.....

2^e SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

I^{re}.

Traitement du personnel de l'administration centrale.....

II.

Matériel de l'administration centrale.....

III.

Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....

IV.

Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 3^e partie.....

**IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.**

V.

Personnel des postes et des télégraphes (agents).....

VI.

Personnel des postes et des télégraphes (sous-agents).....

VII.

Remises au personnel des postes et des télégraphes.....

VIII.

Indemnités diverses et secours.....

IX.

Chaussure et habillement.....

X.

Matériel des bureaux.....

XI.

Impressions et publications.....

XII.

Transport des dépêches postales.....

XIII.

Appareils et matériel technique d'exploitation.....

XIV.

Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.....

XV.

Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques.....

XVI.

Dépenses de premier établissement.....

XVII.

Transformation du réseau téléphonique de Paris.....

XVIII.

Annuités à la Caisse des dépôts et consignations.....

XIX.

Dépenses diverses.....

XX.

Subvention au service maritime entre la France et la Corse.....

XXI.

Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée.....

XXII.

Subvention au service maritime entre Calais et Douvres.....

XXIII.

Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse.....

XXIV.

Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon.....

XXV.

Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse.....

XXVI.

Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie.....

XXVII.

Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien.....

XXVIII.

Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique.....

Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon.....

TOTAL de la 4^e partie.....

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRE ET SERVICES	MONTANT des crédits accordés.
TITRE II.		
DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.		
XVI.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.	11,927,842
XVII.	Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.	6,798,387
XVIII.	Artillerie. — Salaires pour le premier établissement et la reconstitution.	1,149,661
XIX.	Artillerie. — Salaires pour l'entretien et le service courant.	1,451,850
XX.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.	919,407
XXI.	Vivres. — Salaires.	508,945
XXII.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.	
	— Constructions navales.	4,620,164
XXIII.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.	
	— Artillerie.	841,089
XXIV.	Service général des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires.	
	— Vivres.	398,122
XXV.	Dépenses diverses de main-d'œuvre. (Hôpitaux.)	354,412
TITRE III.		
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.		
XVI.	Matériel de l'administration centrale.	245,800
XVII.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.	56,677,237
XVIII.	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie.	24,000,000
XIX.	Constructions navales. — Approvisionnements de la flotte. — Achats pour l'entretien et le service courant.	8,829,915
XX.	Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte.	5,000,000
XXI.	Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie.	759,000
XXII.	Constructions navales et service général des ports. — Achats et construction des bâtiments de service.	765,000
XXIII.	Constructions navales et service général des ports. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de service.	1,458,077
XXIV.	Artillerie. — Armes. — Établissement et reconstitution.	6,697,633
XXV.	Artillerie. — Boudes et munitions.	9,652,925
XXVI.	Artillerie. — Armes. — Entretien et service courant.	495,422
XXVII.	Matériel de torpillerie.	2,378,200
XXVIII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.	4,071,709
XXIX.	Travaux d'approfondissement de la Charente.	200,000
XXX.	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.	2,450,000
XXXI.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant.	1,377,000
XXXII.	Habillemeut. (Achats directs et indemnités représentatives.)	4,587,053
XXXIII.	Médaillie coloniale.	20,000
XXXIV.	Vivres. (Achats directs et indemnités représentatives.)	22,161,156
XXXV.	Conservement.	637,050
XXXVI.	Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.	1,622,424
XXXVII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Constructions navales.	3,436,744
XXXVIII.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Artillerie.	1,018,250
XXXIX.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Torpilles.	250,600
L.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Travaux hydrauliques.	137,530
LI.	Outillage et service général des ports, arsenaux, chantiers et magasins. — Vivres.	65,100
LII.	Chauffage et éclairage. (Achats directs et indemnités représentatives.)	782,470
LIII.	Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives. — Impressions. — Livres et reliures.)	995,851

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRE ET SERVICES.

3^e Dépenses militaires.

XXX.	Troupes aux colonies et oomité technique.
XXXI.	Gendarmerie coloniale.
XXXII.	Commissariat colonial.
XXXIII.	Inscription maritime.
XXXIV.	Agents des vivres et du matériel.
XXXV.	Hôpitaux. (Personnel.)
XXXVI.	Hôpitaux. (Matériel.)
XXXVII.	Vivres et fourrages.
XXXVIII.	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires
XXXIX.	Matériel de casernement, de campement et de couchage.
XL.	Matériel des services militaires.
XLI.	Dépenses des colonies.
XLII.	Frais d'occupation du Soudan.
XLIII.	Frais d'occupation de la Guinée française.
XLIV.	Dépenses en Annam et au Tonkin.
XLV.	Dépenses militaires à Madagascar.

4^e Service pénitentiaire.

XLVI.	Administration pénitentiaire. (Personnel.)
XLVII.	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)
XLVIII.	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)
XLIX.	Administration pénitentiaire. (Matériel.)

5^e

XL.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
XLI.	Dépenses des exercices clos.
XLII.	Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1899.

TOTAL pour le ministère des colonies.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
II.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.
III.	Impressions, souscriptions aux publications, abonnements, subventions, entretien des machines, etc.
IV.	Mérite agricole et médailles agricoles.
V.	Inspection de l'agriculture.
VI.	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.
VII.	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage.
VIII.	Subventions à diverses institutions agricoles.
IX.	Encouragements à l'agriculture et au drainage; délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.
X.	Primes à la sériciculture.
XI.	Primes à la culture du lin et du chanvre.
XII.	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.
XIII.	Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 15 mars 1887 et 4 février 1888.)
XIV.	Primes pour la destruction des loups.
XV.	Statistique agricole décennale de 1893.
XVI.	Personnel des écoles vétérinaires.
XVII.	Matériel des écoles vétérinaires.
XVIII bis.	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.
XVIII.	Service des épizooties.
XIX.	Consommations en nature (établissements agricoles).

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Age d'animaux.....	180,000 ^f
net des haras.....	347,600
personnel des haras.....	144,000
des haras.....	1,133,600
ns de monte. — Médicaments aux hommes.....	89,330
des des haras.....	131,500
ons, réparations, etc., dépenses diverses des	208,000
is de monte, salaires.....	296,400
evaux, sellerie, carrosserie, etc.....	205,270
x et juments et de leurs produits.....	2,001,850
ture dans les établissements des haras.....	35,000
	1,250,000
ndustrie chevaline en France.....	1,549,166
lique agricole.....	372,000
de l'aménagement des eaux.....	260,000
cutés par l'Etat.....	639,350
aux de l'hydraulique agricole.....	530,608
x compagnies concessionnaires de l'hydraulique	1,108,000
s et établissements divers.....	17,300
rais communaux.....	2,000
nce, de contrôle et de vérification des comptes	18,600
rsos.....	2,370,000
matérielles et événements malheureux.....	idem.
s périmés non frappées de déchéance.....	Mémoire.
s clos.....	
TOTAL de la 3^e partie.....	28,822,173
REGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION.	
IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
des forêts dans les départements.....	2,505,000 ^f
s dans les départements.....	2,820,000
s de retraites des brigadiers et gardes fores-	120,000
	720,000
au personnel.....	145,000
nement forestier.....	30,000
nement forestier.....	1,310,583
tion des forêts et des dunes et cours d'eau.....	3,500,000
rvation des terrains en montagne.....	480,000
loitations.....	50,000
des chasses non affermées.....	1,810,000
forêts domaniales.....	260,000
is d'instances. — Matériel et dépenses diverses	
s.....	
TOTAL de la 4^e partie.....	13,750,583
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS,	
NON-VALEURS ET PRIMES.	
produits divers des forêts, etc.....	28,162 ^f
TOTAL de la 5^e partie.....	28,162
RÉCAPITULATION.	
général.....	28,822,173 ^f
régie, de perception, etc.....	13,750,583
remboursements et restitutions, etc.....	28,162
TOTAL pour le ministère de l'agriculture.....	42,600,918

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

DÉPENSES ORDINAIRES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.
II.	Frais de voyage et de mission.
III.	Personnel du corps des ponts et chaussées.
IV.	Enseignement et école des ponts et chaussées.
V.	Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées.
VI.	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées.
VII.	Personnel du corps des mines.
VIII.	Enseignement et école des mines.
IX.	Personnel des contrôleurs des mines.
X.	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et mines.
XI.	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.
XII.	Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce.
XIII.	Personnel des maîtres et gardiens des phares et fanaux.
XIV.	Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale.
XV.	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer.
XVI.	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer.
XVII.	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail.
XVII bis	Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail.
XVIII.	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au congrès international des chemins de fer.
XIX.	Personnel des inspecteurs des tramways des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.
XX.	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur.
XXI.	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.
XXII.	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux.
XXIII.	Secours.
XXIV.	Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État.
XXIV bis	Médailles aux cantonniers comptant plus de trente ans de service et s'étant distingués d'une manière exceptionnelle.
XXV.	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des comités généraux des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles.
XXVI.	Publications de l'administration des travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistiques et publications diverses. — Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes.
XXVII.	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.
XXVIII.	Entretien des chaussées de Paris.
XXIX.	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXX.	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXXI.	Ports maritimes. Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)
XXXII.	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)
XXXIII.	Matériel des mines.
XXXIV.	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer.
XXXV.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
XXXVI.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL des dépenses ordinaires.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
<i>Des obligations assimilables à des dettes d'État.</i>	
avances affectées aux travaux d'amélioration des ports en France.....	7,440,000 ^f
lignes concessionnaires de chemins de fer. (Con- cédées par les lois du 20 novembre 1883.).....	7,500,000
lignes concessionnaires de chemins de fer. (Con- cédées par les lois du 20 novembre 1883.).....	30,500,000
lignes d'Orléans pour les lignes échangées entre l'État et les compagnies.....	2,000,000
le des produits de l'exploitation des chemins des construits par l'État, des chemins de fer concédés au service administratif et des lignes revenues à l'État de déchéances définitives. — Dépenses relatives à la déchéance à été prononcée.....	678,000
chemins de fer d'intérêt local.....	60,000
aux compagnies de chemins de fer français.....	55,250,000
aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local.....	3,100,000
aux entreprises de tramways.....	922,000
aux compagnies de chemins de fer tunisiens.....	2,100,000
§ 2. — Travaux.	
routes nationales, des routes départementales des dé- partements et des routes thermales.....	300,000
routes nationales et des routes départementales des départements.....	300,000
Routes Réparations et travaux neufs.....	1,300,000
Routes forestières de la Corse.....	100,000
Routes.....	600,000
Routes des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.) Routes.....	1,000
Routes.....	3,000,000
Amélioration de canaux de navigation.....	7,000,000
Contre les inondations.....	300,000
Extension des ports maritimes.....	6,900,000
Éclairage et installation de signaux divers.....	150,000
Service de la France (opérations et représentation) Service.....	70,300
Service de la France.....	3,300
Service des chemins de fer exécutés par l'État.....	3,376,500
Service des chemins de fer.....	1,000
Dépenses d'établissement sur les lignes en exploi- tation de matériel roulant.....	4,600,000
TOTAL des dépenses extraordinaires.....	137,641,800
RÉCAPITULATION.	
.....	76,890,450 ^f
.....	137,641,800
GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...	214,532,250

MINISTÈRES ET SERVICES.

RÉCAPITULATION

D'ES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1897. (France).

1^{re} PARTIE. — Dette publique. — Ministère des finances.		.....	
2^e PARTIE. — Pouvoirs publics. — Ministère des finances.		.....	
3^e PARTIE. — Services généraux des ministères.	Ministère des affaires étrangères.....	19,416,700	
	Ministère de la justice et des cultes. {		
	1 ^{re} section. — Service de la justice	34,962,533 ⁸	} 78,055,200
	2 ^e section. — Service des cultes..	43,092,553	
	Ministère de l'intérieur.....	14,989,500	
	Ministère des finances.....	74,881,200	
	Ministère de la guerre. {		
	Dépenses ordinaires.....	598,253,897	} 612,551,200
	Dépenses extraordinaires.....	24,297,500	
	Ministère de la marine.....	258,167,500	
	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. {		
	1 ^{re} section. — Service de l'instruction publique.....	198,312,433	} 212,675,200
	2 ^e section. — Service des beaux-arts.....	13,363,099	
	Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes. {		
	1 ^{re} section. — Service du commerce et de l'industrie.....	26,624,244	} 28,790,400
	2 ^e section. — Service des postes et des télégraphes.....	2,166,256	
	Ministère des colonies.....	83,874,400	
	Ministère de l'agriculture.....	28,822,100	
	Ministère des travaux publics. {		
	Dépenses ordinaires.....	76,890,450	} 214,532,500
	Dépenses extraordinaires.....	137,641,800	
4^e PARTIE: Fraie de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Ministère des finances.....	192,892,500	
	Ministère des affaires étrangères.....	60,000	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2 ^e section. — Postes et télégraphes.....	187,255,200	
5^e PARTIE: Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....	13,750,000	
	Ministère des finances.....	32,324,000	
	Ministère de l'intérieur.....	1,748,000	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1 ^{re} section. — Postes et télégraphes.....	6,169,000	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.).....		25,160,000	

TOTAL GÉNÉRAL des crédits prévisibles de l'exercice 1897 (France):.....

BUDGET GÉNÉRAL.

Chapitres, des dépenses pendant l'exercice 1897. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DES FINANCES.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
Algérie.....	502,500 ¹
Impôts perimés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
Impôts clos.....	Idem.
TOTAL de la 3^e partie.....	502,250
— FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET DE RÉGULARISATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
Contributions directes et du cadastre en Algérie.....	373,810 ¹
Contributions directes et du cadastre en Algérie.....	440,885
Cartographie en Algérie.....	350,000
Cartographie en Algérie.....	120,500
Couvrement des droits universitaires.....	3,000
Revenus sur le principal des impôts arabes.....	1,297,600
Amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	29,000
Revenant, des domaines et du timbre en Algérie.....	708,400
Revenant, des domaines et du timbre en Algérie.....	402,580
Service de l'Etat pour le service de la propriété indigène en Algérie.....	3,000
Services en Algérie.....	1,361,230
Services en Algérie.....	15,200
Services en Algérie.....	89,737
Services douanes en Algérie.....	101,645
Contributions diverses en Algérie.....	1,091,606
Contributions diverses en Algérie.....	336,650
TOTAL de la 4^e partie.....	6,731,873
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, ET VALEURS ET PRIMES.	
Produits des douanes.....	19,000 ¹
Produits indirects et divers en Algérie.....	93,100
Produits d'amendes, saisies et confiscations de tribunaux.....	38,700
Produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à l'Etat.....	260,000
Produits à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 28 août 1892.....	10,000
Produits de secours.....	355,500
TOTAL de la 5^e partie.....	776,300
RÉCAPITULATION.	
Budget général.....	502,250
Frais de régie, de perception, etc.....	6,731,873
Remboursements et restitutions, etc.....	776,300
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des finances...	8,010,423

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

1^{re} SECTION. — JUSTICE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Personnel de la justice française en Algérie.....
II.	Matériel et menues dépenses de la cour d'appel et frais de p gratuit.....
III.	Frais de justice criminelle en Algérie.....
IV.	Personnel de la justice musulmane en Algérie.....
V.	Matériel de la justice musulmane en Algérie.....
VI.	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans d'Algérie.....
VII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
VIII.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 1^{re} section.....

2^e SECTION. — CULTES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I.	Traitement des archevêques et évêques.....
II.	Allocations aux vicaires généraux.....
III.	Allocations aux chanoines.....
IV.	Allocations aux desservants.....
V.	Secours ecclésiastiques.....
VI.	Mobilier des archevêchés et évêchés.....
VII.	Entretien des édifices diocésains.....
VIII.	Grosses réparations aux édifices diocésains.....
IX.	Secours pour églises et presbytères.....
X.	Personnel des cultes protestants.....
XI.	Personnel du culte Israélite.....
XII.	Secours pour les édifices des cultes protestants et Israélite.....
XIII.	Personnel du culte musulman.....
XIV.	Matériel du culte musulman.....
XV.	Frais de passages.....
XVI.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
XVII.	Dépenses des exercices clos.....

TOTAL de la 2^e section.....

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Justice.....
2 ^e section. — Cultes.....

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de de la just
des cultes.....

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

1^{re} SECTION. — SERVICES CENTRALISÉS À PARIS.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{er} .	Personnel de l'administration centrale à Paris.....
II.	Personnel du service pénitentiaire en Algérie.....
III.	Entretien des détenus en Algérie.....
IV.	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des blissements pénitentiaires (Algérie).....

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
Revenus et des libérés (Algérie).....	62,000 ^f
aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services des pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entre- tenu des bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algé- rie.).....	10,000 5,500
des écoles en Algérie.....	21,500
des du service pénitentiaire en Algérie.....	30,000
services périmés non frappés de déchéance.....	5,600
services clos.....	Mémoire. Idem.
TOTAL de la 3 ^e partie.....	2,037,667
— REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
sur le produit du travail des détenus en Algérie...	240,000 ^f
TOTAL de la 1 ^{re} section.....	2,277,667
SERVICE DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
Administration centrale en Algérie.....	513,275 ^f
Administration centrale en Algérie.....	40,000
Impressions diverses en Algérie.....	52,000
Rentes et récompenses en Algérie.....	175,000
Administration civile en Algérie.....	1,544,500
Administration civile en Algérie.....	475,300
Service de sûreté générale et force publique en Algérie...	650,737
Service de la sûreté en Algérie.....	24,100
Justice en Algérie.....	2,728,550
Administration militaire en Algérie.....	323,508
Administration militaire en Algérie.....	62,470
Administration en Algérie.....	2,310,000
Services en Algérie.....	110,000
Services en Algérie.....	61,040
Services en Algérie.....	11,500
Services périmés non frappés de déchéance (Algérie)	Mémoire.
Services clos (Algérie).....	Idem.
TOTAL de la 2 ^e section.....	9,031,980
RÉCAPITULATION.	
Services centralisés à Paris.....	2,277,667 ^f
Service du gouvernement général de l'Algérie.....	9,031,980
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....	11,309,647
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.	
1 ^{re} SECTION. — INSTRUCTION PUBLIQUE.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
Académique. — Personnel.....	65,000 ^f
Académique. — Matériel.....	83,875
Académique. — Matériel.....	8,430
Supérieur à Alger. — Personnel.....	397,200
Supérieur à Alger. — Matériel.....	91,163

**CHAPITRE
spéciaux.**

MINISTÈRE ET SERVICES.

VI.	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes.
VII.	Lycées nationaux.
VIII.	Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses maritimes et dégrèvements.
IX.	Collèges communaux de garçons.
X.	Enseignement secondaire des jeunes filles.
XI.	Enseignement primaire. — Inspecteurs.
XII.	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel.
XIII.	Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles professionnelles créées par la loi du 30 octobre 1886 et non spécialisées.
XIV.	Enseignement primaire des indigènes.
XV.	Instruction publique musulmane.
XVI.	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire.
XVII.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire.
XVIII.	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie, pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire.
XIX.	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes.
XX.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
XXI.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL de la 1^{re} section.

2^e SECTION. — BEAUX-ARTS.

I ^{re} .	Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger.
II.	Monuments historiques en Algérie.
III.	Travaux ordinaires en Algérie (bâtiments civils et palais nationaux).
IV.	Travaux ordinaires en Algérie (construction et entretien des édifices du culte musulman).
V.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
VI.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL de la 2^e section.

RÉCAPITULATION.

1 ^{re} section. — Instruction publique.
2 ^e section. — Beaux-arts.

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts.

**MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.**

1^{re} SECTION. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

I ^{re} .	Personnel des poids et mesures.
II.	Matériel des poids et mesures.
III.	École nationale d'apprentissage de Dellys.
IV.	Enseignement technique.
V.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
VI.	Dépenses des exercices clos.

TOTAL de la 1^{re} section.

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
SECTION. — POSTES ET TÉLÉGRAPHES.	
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
des périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
des clos.....	Idem.
— FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION SECTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
.....	3,569,977
.....	2,141,445
.....	73,250
TOTAL de la 2^e section.....	5,784,672
RÉCAPITULATION.	
commerce et industrie.....	193,828
des postes et télégraphes.....	5,784,672
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	5,978,500
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
— SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	
l'agriculture.....	10,250
enseignement agricole et de l'inspection des bergeries	25,000
à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries	30,000
verses institutions agricoles.....	30,500
de et en Tunisie.....	45,000
phyloxéra et contre les invasions de sauterelles ..	418,000
l'agriculture.....	100,000
l'industrie chevaline.....	50,000
.....	660,000
des périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
des clos.....	Idem.
TOTAL pour la 3^e partie.....	1,374,750
SECTION. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION SECTION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
des forêts et des préposés.....	1,107,890
des indigènes et chameaux.....	108,600
du service des forêts.....	690,100
.....	830,000
.....	91,000
TOTAL pour la 4^e partie.....	2,827,590
RÉCAPITULATION.	
général.....	1,374,750
de régie, de perception et d'exploitation des impôts	2,827,590
TOTAL pour le ministère de l'agriculture.....	4,202,340

CHAPITRES
spéciaux.

MINISTÈRES ET SERVICES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

DÉPENSES ORDINAIRES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

§ 1^{er}. — Personnel.

I^{er}. Personnel des travaux publics en Algérie.....

§ 2. — Entretien.

II. Entretien des routes en Algérie.....
 III. Travaux ordinaires en Algérie. (Ports maritimes, phares, fa-
 balises.).....
 IV. Travaux ordinaires en Algérie. (Études et dépenses relatives au-
 et chaussées et au contrôle des chemins de fer.).....
 V. Travaux ordinaires en Algérie. (Mines et forages, matériel et tr.....
 VI. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.....
 VII. Dépenses des exercices clos.....

TOTAL des dépenses ordinaires.....

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

§ 1^{er}. — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État

VIII. Remboursement des avances affectées aux travaux d'améliorati-
 ports maritimes en Algérie.....
 IX. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algérien-
 X. Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways.....

§ 2. — Travaux.

XI. Travaux neufs des routes nationales et des chemins non clas-
 l'Algérie.....
 XII. Amélioration des ports en Algérie.....
 XIII. Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en AL

TOTAL des dépenses extraordinaires.....

RÉCAPITULATION.

Dépenses ordinaires.....
 Dépenses extraordinaires.....

TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère des travaux publics...

ation. (Lois des 27 vendémiaire an 11 et 30 janvier 1872; loi de 19 juillet 1881; loi du 30 janvier 1893; lois et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 543 à 567 et 119 à 121) et dans les circulaires de l'administration des douanes.)

Lois divers. (Lois des 28 avril 1816, 2 juillet 1836 et 22 janvier 1872 et décrets désignés dans les observations préliminaires du tarif officiel et dans ses suppléments, n° 543 à 567 et 119 à 121) et dans les circulaires de l'administration des douanes.)

Retard pour crédits de droits. (Loi du 15 février 1875 et loi de fin-juillet 1889; décret du 9 février 1894.)

p. o/o pour crédits de droits. (Arrêté ministériel du 27 mars 1866 et 15 février 1875.)

p. o/o du montant des droits sur les marchandises enlevées en douane. (Loi de finances du 29 décembre 1884, art. 11, et loi de 26 février 1887, art. 5.)

Contingents à différents titres. (Lois annuelles de finances.)

Amendes et confiscations perçues en vertu des lois de douane.

Taxes de police sanitaire maritime. (Loi du 3 mars 1822 et décrets du 10 mars 1896.)

Prime du bétail et des viandes inspectées : Bétail vivant. (Loi du 18 août 1887; décret du 23 novembre 1887.) — Viandes fraîches. (Loi du 18 août 1887; décrets des 26 mai 1888; loi et 24 juin 1899.) — Viandes de porc et de bœuf. (Loi du 30 décembre 1894.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

Contingents des sels. (Loi du 28 décembre 1848 et loi de finances du 28 février 1876, art. 2.)

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Boissons. (Lois des 28 avril 1816, 1^{er} septembre 1871, 26 mars 1872, 1^{er} mai 1873, 19 juillet 1880 et 17 juillet 1889; surtaxes sur les vins et spiritueux. (Loi du 1^{er} septembre 1871; droits de fabrication sur les vins de France destinés à la vente, loi des 26 juillet 1890 et 11 janvier 1892.)

7° Produit
des
contributions
indirectes
et des
contributions
diverses.
(Suite.)

- Droit à l'entrée des villes sujettes sur les fruits secs destinés à du vin. (Loi du 17 juillet 1890.)
- Taxe de consommation sur les sels. (Loi du 28 décembre 1840 et 20 avril 1881.)
- Droit d'entrée sur les huiles autres que les huiles minérales. (Lois des 28 décembre 1873 et 22 décembre 1878.)
- Droit sur la stéarine et les bougies. (Loi du 30 décembre 1873.)
- Impôt sur les vinaigres et l'acide acétique. (Loi du 17 juillet 1811 et 11 août 1884.)
- Impôt sur le prix des places de voyageurs et des bagages transportés en grande vitesse par les chemins de fer et la traction mécanique. (Lois des 28 juin 1833, 2 juillet 1838, et 11 juillet 1879, décret du 21 mai 1881, loi du 26 janvier 1895.)
- Droit sur les voitures publiques de terre et d'eau. (Lois des 9 ventôse an XII, 25 mars 1817, 20 juillet 1837, 11 juillet 1892.)
- Droits divers :
- Licences autres que celles des voitures publiques. (Lois des 10 mars 1819, 1^{re} et 4 septembre 1871, 30 et 31 décembre 1875 et 28 avril 1893.)
 - Licences annuelles des voitures publiques. (Loi du 25 mars 1817 et décret du 15 mars 1880.)
 - Droits de touage. (Décrets des 28 avril 1866, 13 avril 1871 et décret du 15 mars 1880.)
 - Péages sur les ponts. (Loi du 14 floréal an X.)
 - Bacs et passages d'eau. (Loi du 6 frimaire an VII.)
 - Pêche, francs-bords, prises d'eau. (Lois des 18-27 mai, 1^{er} septembre 1791, 28 messidor an II et 16 juillet 1840; loi du 14 juillet des 23 décembre 1810 et 25 mars 1863.)
 - Garantie des matières d'or et d'argent. (Lois des 19 brumaire an XII, 30 mars 1872 et 25 janvier 1884, et décret du 6 juin 1872.)
 - Droits de garantie des marques de fabrique et de commerce. (Lois des 26 novembre 1873 et décret du 25 juin 1874.)
 - Droit de dénaturation de l'alcool. (Loi du 2 août 1872 et décret du 1^{er} janvier 1881.)
 - Timbres. (Loi du 28 avril 1816.)
 - Cartes à jouer. (Lois des 9 vendémiaire an VI, 5 ventôse an VII, 21 juin 1873 et 29 décembre 1895.)
 - Prélèvement sur les communes pour frais de casernement. (Loi du 13 fructidor an V et 28 avril 1816.)
 - Portion du Trésor dans la valeur des tabacs et poudres. (Loi du 13 fructidor an V et 28 avril 1816.)
 - Amendes et confiscations (contributions indirectes, contributions directes). (Lois des 13 fructidor an V, 19 brumaire an VI, 9 frimaire an VII, 24 avril 1806, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 19 juin 1840, 25 juin 1841, 4 et 16 septembre 1871, 28 février 1872, 15 mars, 21 juin, 30 et 31 décembre 1873, 28 juillet et 28 juillet 1875 et décret du 4 prairial an XIII, loi du 1^{er} art. 42; loi du 26 décembre 1890, art. 12.)
 - Simple, doubles, quadruples et sextuples droits sur acquiescements. (Décret du 22 août 1791; ordonnance du 11 juin 1816; lois des 21 juin et 30 décembre 1873.)
 - Indemnités pour frais d'exercices dans l'intérieur des villes. (Loi du 9 décembre 1814.)
 - Recouvrements d'avances. (Ordonnance du 9 déc. 1814; loi du 1^{er} art. 42.)
 - Prix des plombs apposés pour les sels, les sucres, les bougies. (Lois des 26 juin 1841 et 31 mai 1846; décrets des 1^{er} septembre 1852, 29 novembre 1871 et 8 janvier 1873; arrêté du 15 novembre 1879.)
 - Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sels. (Loi du 31 mai 1846.)
 - Redevance de 1 franc par 100 kilogrammes de saindoux destinés à la consommation. (Loi du 26 juillet 1893.)
 - Redevances de 80 cent. par hectolitre d'alcool pur soumis à la consommation. (Loi du 16 avril 1895.)
 - Indemnités pour frais de surveillance des fabriques de sucre. (Loi du 2 juillet et décret du 13 décembre 1862.)
 - Indemnités pour frais de surveillance des usines d'épuration d'eau. (Loi du 31 décembre 1873, art. 5.)

de 30 centimes par 1,000 kilogrammes de betteraves mises en imposition aux fabricants de sucre. (Loi du 4 juillet 1887.)
 de 1 franc par 100 kilogrammes de sucre employé par les récolteurs du sucre de raisin, cidres et poirées avant la fermentation. (Loi du 4 juillet 1888.)
 de 4 centimes par 100 kilogrammes de sucre en poudre introduit dans les raffineries. (Lois des 5 août 1890 et 26 juillet 1893.)
 de retard pour crédits de droits. (Loi du 15 février 1875.)
 de 1/3 p. o/o pour crédits de droits. (Arrêté ministériel du 27 mars 1875.)
 accidentelles.
 sur la livraison des tabacs pour le paiement des experts. (Loi du 27 mars 1814.)
 de dixième et demi. (Lois des 6 prairial an VII, 11 novembre 1813, 16, 25 mars 1817, 14 juillet 1855 et 30 décembre 1873.)
 de fabrication sur la dynamite et la nitroglycérine. (Loi du 8 mars 1875; décrets des 15 juillet et 24 août 1875 et 17 mai 1876; décret du 12 juin 1876.)

CONTRIBUTIONS DIVERSES.

de :
 les alcools soumis à l'octroi de mer. (Loi du 26 janvier 1892, art. 32, loi du 10 janvier 1894.)
 de fabrication sur les spiritueux composés. (Loi de finances du 29 décembre 1893.)
 de licence sur la fabrication et la vente des boissons. (Loi de finances du 29 avril 1893; décret du 27 juin 1893; loi du 16 avril 1895.)
 de licence sur la fabrication et la vente des tabacs. (Loi de finances du 29 avril 1893; décret du 27 juin 1893; loi de finances du 16 avril 1895.)
 divers et recettes à différents titres :
 de garantie des matières d'or et d'argent. (Décrets des 24 juillet 1857 et 1859; lois des 30 mars 1872 et 30 décembre 1873; décrets de promulgation des 11 juin 1872 et 11 septembre 1874.)
 de garantie des marques de fabrique et de commerce. (Décrets des 7 août 1874.)
 des estampilles délivrées aux entrepreneurs de voitures publiques. (Loi du 3 novembre 1855 et arrêté ministériel du 18 décembre 1856.)
 de des expéditions et quittances. (Loi du 28 avril 1816.)
 de poursuites. (Arrêté ministériel du 20 septembre 1850.)
 de produits des matières, estampilles, etc., manquant chez les comptables. (Lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817; loi de finances du 28 avril 1893; loi du 27 juin 1893.)
 de produits et confiscations, produits à répartir. (Ordonnances des 4 septembre 1844, loi du 19 brumaire an VI, loi de finances du 28 avril 1893; loi du 27 juin 1893.)
 de versements, pour remboursement de frais de perception, sur le produit des contributions intérieures de l'octroi de mer. (Ordonnances du 21 décembre 1844; loi du 3 juillet 1857; arrêté gouvernemental du 26 décembre 1884; loi du 8 août 1885; décrets des 30 décembre 1886, 29 décembre 1888, 15 décembre 1889 et 23 décembre 1890.)

de :
 douanes à l'importation :
 des colonies. (Lois des 19 juillet 1880, 29 juillet 1884, 13 juillet 1887, 24 juillet 1888, 5 août 1890, 11 janvier 1892; lois et décrets de promulgation et dans ses suppléments.)
 des étrangers. (Lois des 19 juillet 1880, 29 juillet 1884, 13 juillet 1886, 24 juillet 1888, 5 août 1890, 11 janvier 1892; traités de commerce et décrets cités au tarif officiel et dans ses suppléments.)
 des sucres indigènes. (Lois des 31 mai 1816, 30 décembre 1875 et 1880, lois des 29 juillet 1884 et 27 mai 1887, lois du 4 juillet 1887, 15 juillet 1888 et 29 décembre 1888, et décrets des 31 juillet 1884, 15 et 25 août 1887, loi du 5 août 1890, loi du 29 juin 1891.)

§. 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES

France :

1° Produits
recouvrés
par
les receveurs
des
contributions
indirectes
et des
contributions
diverses.

Produit de la vente des allumettes. (Lois des 4 septembre 1871, 15 mars 1873 et 28 janvier 1875; décret des 30 décembre 1889, et 30 septembre 1890, 7 et 11 avril 1891; loi du 16 avril 1895.)
Produit de la vente des tabacs. (Lois des 20 avril 1826, 3 novembre 1871, 29 février 1872, 21 décembre 1872 et 1^{er} décembre 1873, 29 juin et 18 août 1883, 14 juillet 1886, 26 août 1887, 22 décembre 1871, 11 juin 1872, 26 avril 1876, 28 août 1878, 28 mai 1879, 11 août 1881, 26 juillet 1882 et loi du 29 art. 17; décrets des 4 novembre 1886 et 24 mars 1888; loi du 13 août 1819, 7 août 1850 et 25 juillet 1873; décrets des 29 septembre 1864, 10 mai 1872, 31 mai et 27 septembre 1873, 6 août 1882, et décrets des 5 janvier 1886, 21 mai 1886 et Pyroxylée. (Loi du 6 août 1882.) Poudre de mine, dite poudre 11 juillet 1885, 28 septembre 1886 et 12 août 1889.)

Algérie :

Tabacs des manufactures de France :
Produit de la vente des tabacs. Recettes accessoires. (Décret des 1854, 11 mars 1873 et 27 mars 1880.)
Poudres à feu :
Produit de la vente des poudres. (Ordonnance du 4 novembre du 12 juin 1890.)
Poudre pyroxylée. (Décret du 1^{er} avril 1891.)
Recettes accessoires. (Décret du 21 février 1891.)
Coton-poudre azotique. (Décret du 29 octobre 1894.)

PRODUITS DES POSTES.

France et Algérie :

2° Produits
des postes
et des
télégraphes.

Taxes des lettres, journaux, échantillons et imprimés de toute de transport des valeurs déclarées (lettres et boîtes). (Lois des 1873, 6 avril, 19 et 26 décembre 1878, 7 avril 1879 et 20 avril 1879, 27 mars, 10 mai et 10 juin 1879, 7 septembre 1880, 7 et 18 novembre, 2 et 9 décembre 1882, 14 avril, 18 septembre, 15 octobre, 19 novembre et 8 décembre 1883, 15 février, 1^{er}, 12 et 15 mars, 15 avril, 10 juin, 23 juillet, 3 septembre 1884, 13 avril, 13 juin, 21 septembre et 9 octobre 1885, 27 mars 1886 et loi du 16 mars 1887, décret du 17 mars 1887 et décrets des 24 janvier et 11 février 1888; décrets des 29 mars 1889. Loi du 29 mars 1889 et décret du 27 septembre 1889, 15 février et 23 juillet 1890; loi du 26 janvier 1892 et décret du 13 avril 1892 et décret du 27 juin 1892; loi du 20 juillet du 13 août 1892; loi de finances du 16 avril 1893, art. 25.)
Droits perçus sur les envois d'argent. (Lois des 20 décembre 1878, 18 mars, 7 avril 1879, 17 juillet 1880 et 28 juillet 1881, 27 mars, 5 et 10 mai 1879, 15 février et 14 juin 1884; loi et décret du 15 décembre 1883; lois des 12 et 16 juillet et 1^{er} août du 23 septembre 1884 et du 13 juin 1885; loi et décret du 27 du 20 décembre 1886 et décret du 9 novembre 1886; décrets des 15 mai et 11 juillet 1888; lois des 11 avril et 26 juillet 1889; loi et décret du 27 juin 1892; et loi du 16 avril 1895.)
Droits perçus sur les bons de poste. (Lois du 29 juin 1882; réglementation publique du 28 novembre 1882; décrets des 15 novembre 1882 et 27 janvier 1883.)
Taxes perçues par l'État pour transport de colis postaux. (Lois des 25 juillet 1881; décrets des 19 et 21 avril, 24 juillet, 24 août, 25 novembre 1881, 6 mars, 14 et 18 juillet et 10 août 1883, 19 janvier, 23 et 29 septembre 1886, 28 mars, 31 mai et loi et décrets du 27 mars 1886, décrets des 18 juin 1886, 17 mai 1^{er} août, 14, 22 et 26 septembre et 18 octobre 1887, 31 mai et 27 juin 1888, décrets des 26 août, 26 septembre et 26 octobre 1888, décrets des 6 mars, 30 mai, 26 et 30 août et 22 décembre 1889, 18 avril 1892 et décret du 17 juin 1892.)

1° Produit
du domaine
autre
que le domaine
forestier.
(Fin.)

Produits de l'exploitation des établissements régis ou affer-
Ecoles nationales vétérinaires. (*Décret du 18 février*
culture, d'horticulture de Versailles, des arts et mét-
Cluses, bergeries, haras et dépôts d'étalons. (*Lois des 20*
1865, 8 août 1875 et règlement du 28 novembre 1837.)
maux régis ou affermés par l'Etat; établissements affer-
10 juin 1853 et 7 mai 1864.) Plombières. (*Loi du 6*
Bourbonne. (*Loi du 27 décembre 1884.*) Luxeuil. (*Arrêté*
1895.) Bourbon-l'Archambault et sources Saint-Pardoux
du 22 décembre 1888.) Etablissements en régie. (*Loi du*
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sévres
tembre 1870 et 2 janvier 1871.)
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les la-
(*Loi du 26 décembre 1890, art. 13.*)

Algérie :

Revenus et produits de toute nature du domaine autre que
lier; produits des biens des corporations; rentes et c-
pour concessions de chutes d'eau; produits des aliénations
et d'immeubles; successions en déshérence, épaves et l-
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affer-
École nationale d'apprentissage de Dellys. (*Loi du 20 ju*
du 28 novembre 1837 et arrêté ministériel du 20 décembre

France :

Les forêts domaniales en France ont six origines principales
antérieur à 1609; 2° anciens domaines souverains réunis
à 1609; 3° bois ecclésiastiques réunis à ceux de l'Etat par
vembre 1789, 26 mars 1790, etc.; 4° fixation des dunes sa-
time (*Décrets du 14 décembre 1810 et du 29 avril 1862*);
montagnes (*Lois du 28 juillet 1860 et du 4 avril 1882 et*
bre 1864 et du 1^{er} juillet 1882); 6° acquisitions diverses à l'Etat
annuellement au budget, par voie d'échange, etc.

2° Produits
des
forêts.

Les produits des forêts domaniales se répartissent comme
des coupes principales (*Code forestier, art. 17, et ordonnance*
art. 73, etc.); 2° frais d'adjudication des coupes princ-
1 fr. 60 p. o/o du prix augmenté de la valeur des charges (*Loi*
4 juillet 1836; décisions ministérielles du 20 juillet 1872 et du
3° produits des coupes de bois vendues par unités de ma-
façonnage, frais d'adjudication compris (*Ordonnance du 1^{er}*
4° prix de vente des bois provenant des exploitations
d'adjudication compris (*Ordonnances du 1^{er} août 1827, et*
des bois cédés directement à la Marine et à la Guerre (*Loi*
1858; ordonnance du 24 décembre 1830; décret du 10 o-
6° fermage du droit de chasse dans les forêts de l'Etat,
compris (*Loi du 24 avril 1833, ordonnance du 20 juin*
ministérielle du 28 novembre 1863); 7° les produits de toutes
des forêts autres que les produits en bois et le fermage
y compris les frais d'adjudication, s'il y a lieu (*Code fore*
ordonnance du 1^{er} août 1827, art. 169; décisions ministérielles
1886 et 2 février 1887, etc.); 8° salaires des gardes recou-
priétaires de bois indivis, les usagers, les acquéreurs des
(*Code forestier, art. 115*); 9° dommages-intérêts et restitutions
les bois de l'Etat ou résultant de jugements en matière ci-
art. 159, 204 et 210); 10° recouvrement de frais de pours-
concernant les forêts (*Code forestier, art. 210 et 215; lois*
29-30 décembre 1873, art. 25, et du 20 juillet 1837); 11°
frais d'administration des bois des communes et étal-
(*Loi du 25 juin 1841, art. 5; loi du 19 juillet 1845, art.*
let 1856, art. 14); 12° prix de cessions de terrains for-
effectuées aux compagnies de chemins de fer, aux départe-
munes, pour cause d'utilité publique (*Loi du 3 mai 1831*
à l'occasion d'échanges (*Ordonnance du 12 décembre 1827,*

de l'État en Algérie comprend, d'une manière générale, les forêts, à l'exception de ceux régulièrement acquis par des réserves des droits d'usage existants. (Loi du 16 juin 1863, art. 4 et sénatus-consulte du 22 avril-8 mai 1863, art. 5.) Les produits domaniaux de l'Algérie comprennent tous les arbres à la France qui figurent ci-dessus sous les numéros 1 à 13, et les annuités provenant de la vente d'anciennes concessions-lieges (Décret du 22 février-22 mars 1870); 15° le prix de forêts de chênes-lièges (Décrets du 9 août 1864 et du 22 juillet

— PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

en vertu des tarifs en vigueur par les chanciers et vice-consuls et chanceries diplomatiques et consulaires. (Ordonnance royale du 29 avril suivant; lois des 28 juin 1833, décrets des 30 novembre 1875 et 29 décembre 1876, art. 6; loi du 8 juin 1893; décret du 20 dé-

Loi du 5 juillet 1844.)

Loi du 21 avril 1832.)

des dépôts et consignations. (Lois des 21 mai 1825, 16 octobre 1825, 26 décembre 1890.)

exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895.

ations du Gouvernement. (Ordonnance du 14 septembre 1822.)

des moulages du musée de sculpture comparée du Trocadéro.

de des moulages du musée de sculpture comparée du Trocadéro. de France au 1/100,000°.

chives de la République. (Loi du 29 décembre 1888.)

l'animaux de boucherie. (Loi du 3 août 1875.)

de France à Rome. (Loi de finances du 28 décembre 1880.)

tative perçue au musée de Cluny pour le dépôt des cannes et rielle du 16 mai 1885.)

ports faits par l'artillerie dans les colonies. (Loi de finances du

dans les ateliers et pénitenciers militaires. (Loi du 25 juin 1841.)

de force et de correction et établissements assimilés. (Code de finances du 19 juillet 1845, art. 10; décrets des 25 février 1852

nés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie. (Lois de mars 1885; loi de finances du 28 avril 1893.)

de Mont-de-Milan. (Protocoles signés à Zurich les 9 et 10 nov. 1859.)

ministérielle du 6 mars 1880 et loi de finances du 28 déc. suivant.)

des agents des postes, mandats d'articles d'argent. (Lois des 15 juillet 1882.) Bons de poste. (Loi du 29 juin 1882.)

rembourser depuis plus de cinq ans. (Décision du ministre des loi de finances du 28 décembre 1880.)

orre. (Décrets des 27 mars 1806, 3 et 28 juin 1882.)

dépenses des ministères. (Décret du 31 mai 1862, art. 44 à 47.)

l'agent judiciaire du Trésor :

compris dans l'actif de l'administration des finances. (Loi du 18 ventôse an VIII et 28 floréal an XI; décret du 31 janvier 1806.)

de prêts faits à l'industrie. (Loi du 1^{er} août 1860.)

fférents titres. (Lois annuelles de finances.)

des échelles métriques livrées par l'administration pour le jaution intérieure. (Instruction ministérielle du 23 janvier 1882.)

s spéciaux à l'Algérie :

opérées au préjudice des tribus rebelles. (Ordon. du 27 janv. 1846.)

nem. (Arrêté ministériel du 26 avril 1841, art. 2.)

ires de guerre. (Ordonnance du 2 janvier 1846.)

ontribution des chambres de commerce. (Décret du 20 janv. 1851.)

titres :

collectives frappées en vertu du principe de la responsabilité 1874.)

contrôle et de surveillance des chemins de fer en France, en sur le budget des recettes de 1842, du 25 juin 1841; loi et décret du

spéciaux.)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance par l'État du chemin de fer de Saint-Louis. (Loi du 29 juin 1882.)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways. (L. art. 24; décrets spéciaux.)

Remboursement des frais de surveillance par l'État de la fabrication et de l'expédition des produits dans les établissements privés. (Loi du 8 mars 1875, art. 4; règlements du 15 mars 1875 et du 28 octobre 1882.)

Remboursement des frais de contrôle et de surveillance de divers établissements dépendant des ministères de l'intérieur, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture et des travaux publics. (Avis du Conseil d'Etat approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809; loi du 12 juin 1832; lois des recettes de 1843; ordonnance du 2 août 1843; loi du 24 juillet 1867; décrets des 22 février 1855, 22 décembre 1855, loi du 1^{er} août 1856, loi du 9 juin 1881; loi du 6 juin 1857; loi du 27 décembre 1884; arrêté ministériel du 22 décembre 1888; lois et décrets spéciaux.)

Remboursement à l'Etat du prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole.
(de 1885, du 29 décembre 1884.)

Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur (Décret Annuité payée par le gouvernement grec pour le remboursement de la po la France dans l'emprunt de 1833. (Loi du 26 février 1887, art. 4.)

Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-
finances du 30 mars 1888.)

Droit d'inscription des courtiers de commerce. (Lois du 18 juillet 1866, 19 juillet 1866, art. 2.)

Remboursement par le gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'Etat de France (finances du 8 août 1855.)

Redevances pour certificats généalogiques d'animaux inscrits au Herd-book
(25 novembre 1887.)

Droit de protection à l'étranger des marques de fabrique. (Loi du 13 avril 1893.)

Part de la France dans le produit de l'émolument international stipulé
l'arrangement de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques
1892; décret du 25 avril 1893.)

Part revenant à l'État sur les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local.
Droit d'extraction des phosphates en Algérie. (Décret du 12 octobre 1895.)

§ 6. — RECETTES D'ORDRE.

Produits universitaires :

Rétributions imposées sur les élèves des établissements supérieurs et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir un diplôme, ainsi que sur les candidats au brevet de capacité pour le second degré spécial. (Lois des 14 juin 1854 et 2 août 1854 et 12 août 1867; arrêté du gouverneur en conseil, concernant les droits d'examen proprement dits de santé; arrêté du gouvernement du 25 thermidor an xi, droits d'examen proprement dits pour les herboristes de 2^e administration publique du 23 août 1858, concernant les sciences restreint exigé des étudiants en médecine; arrêté du 1859, imposant aux chirurgiens embarqués à bord des navires de la marine un droit de certificat d'aptitude et de école préparatoire; loi de finances du 29 décembre 1873, art. 10, droit de bibliothèque; règlement d'administration publique du 15 juillet 1875, concernant les aspirants au titre de pharmacien de 2^e administration publique du 20 juin 1878, concernant le doctorat en médecine; règlement d'administration publique du 14 octobre 1879, relatif au mode de paiement des droits d'examen imposés aux élèves en médecine et en pharmacie de 2^e administration publique; règlement d'administration publique du 3 août 1880, concernant l'examen de validation de stage; règlement d'administration publique du 3 août 1880, pour l'admission à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de 2^e administration publique du 8 janvier 1881 et du 14 janvier 1881, pour l'obtention, devant l'école supérieure de droit d'Alger, du diplôme de droit administratif et de coutumes.)

**1° Bonettes
en
atténuation
de
dépenses.**

supérieur d'études de législation algérienne et de coutumes
régléments d'administration publique du 9 mai 1882, du 24 août
5 mars 1888, concernant les aspirants au brevet et au diplôme
abe, au brevet de langue kabyle et au diplôme des dialectes
ivrés par l'école préparatoire à l'enseignement supérieur des
er; règlement d'administration publique du 9 janvier 1881, ré
veau le mode de perception des droits exigés des aspirants à
droit; règlement d'administration publique du 14 septembre 1882,
veau le mode de perception des droits exigés des aspirants au
droit; décret du 1^{er} août 1883, modifiant la scolarité exigée des
titre d'officier de santé, et leur imposant, à titre obligatoire,
pratiques dans les conditions précédemment déterminées pour
au doctorat en médecine; loi de finances du 26 février 1887,
le droit d'inscription; régléments d'administration publique du
7 et du 5 octobre 1889, réglant à nouveau le mode de perception
re, bibliothèque et de travaux pratiques dans toutes les facultés
régléments d'administration publique du 18 août 1882 et du 5 fé
et du 29 août 1891, réglant le mode de perception des droits
aspirants aux grades de bachelier de l'enseignement secondaire
gique ou moderne. Droits d'examen pour l'admission aux bre
icile de l'enseignement primaire. (Décret du 12 mars 1887, rendu
n de l'article 3 de la loi de finances du 26 février 1887.)
percevoir: 1^o des aspirants au certificat d'études physiques, chim-
aurelles; 2^o des aspirants au diplôme de chirurgien dentiste,
nts au doctorat en médecine; des aspirants au diplôme de
de 1^{re} et de 2^e classe. (Décrets des 25 et 31 juillet 1893 et du 16 fé
) Droit d'examen pour le certificat d'études exigé des aspirants
pharmacien de 2^e classe. (Loi de finances du 16 avril 1895, art. 28.)

et 1895 établissant les droits à exiger des étudiants qui se font
x conférences facultatives dans la faculté de droit. — Règlement
ation publique du 1^{er} août 1895 sur la licence et le doctorat en
règlement d'administration publique du 1^{er} août 1895 fixant le droit
des élèves désirant assister à titre facultatif aux travaux pratiques
et d'études physiques, chimiques et naturelles. — Loi du 28 dé
1895 (art. 30), prévoyant l'établissement d'un tarif des rétributions
des étudiants admis dans les laboratoires des sciences appliquées
s des sciences.

amendes et condamnations pécuniaires :

nce. (Loi du 29 décembre 1873; décrets des 21 avril et 22 octobre
du 26 décembre 1890, loi de finances du 28 avril 1893.)
rie. (Décrets des 17 octobre 1874 et 24 novembre 1881; loi de fi
28 avril 1893.)

autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur
ns civiles. (Loi du 9 juin 1853 et décret du 9 novembre suivant;
nces du 21 mars 1885, art. 9; loi du 26 décembre 1890, art. 29 et 30,
avril 1895.)

5 p. o/o sur la solde des officiers de l'armée de terre. (Loi du
78 et décret du 27 décembre 1890.)
5 p. o/o sur la solde des officiers des sapeurs-pompiers de la ville
Loi du 22 juin 1878 et décret du 25 juin 1889.)

la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine et
ies. (Loi de finances du 22 mars 1885, art. 9 à 11.) Contingents
(Sénatus-consulte du 4 juillet 1866, art. 6.)

à verser au trésor par les colonies dont les budgets se régient
nt de recette. (Sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 15.)
ochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin. (Loi du 22 dé

3.
de la Cochinchine. (Loi annuelle de finances.)
des colonies aux dépenses civiles et militaires de la métropole.
ances des 28 avril et 26 juillet 1893.)

venant des gestions intermédiaires des trésoreries générales et re
finances. (Arrêté ministériel du 30 janvier 1889 et loi de finances du
1889.)

1° Recettes
en
atténuation
de
dépenses.
(Fin.)

Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement :
Écoles militaires. (Lois des 21 avril 1832 et 24 mai 1834.)
École navale de Brest. (Ordonnance du 4 mai 1833; lois des 3 mai et 5 juin 1850.)
École du service de santé de la marine à Bordeaux. (Loi du 22 juillet 1890, arrêté ministériel du 12 octobre 1891.)
Autres établissements. (Loi du 20 juillet 1837 et règlement du 28 août 1837.)
Remboursement du montant de la première mise d'équipement des militaires quittant le service avant d'avoir accompli leur tour d'honneur. (Décret du 14 janvier 1866 et décision ministérielle du 18 août 1881.)
Frais de nourriture du personnel civil employé dans les écoles militaires. (Décret du 26 juillet 1893.)
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé de la marine. (Décision présidentielle du 5 octobre 1872 et loi de finances du 29 juillet 1880.)
Remboursement des frais de scolarité pour les officiers qui se retirent du service. — Remboursement des frais de pension des officiers n'ayant pas accompli un engagement décennal alors qu'ils ont été admis élèves dans les écoles militaires. (Décret du 13 mars 1889 du 2 septembre 1889; instruction du 10 janvier 1895, relative à l'école spéciale militaire.)
Remboursement des frais de pension des élèves-maitres et des élèves des écoles normales primaires qui ne remplissent pas les conditions d'un engagement décennal. (Loi du 19 juillet 1889; décret du 18 mars 1890, art. 70 et 78; décret du 29 mars 1890.)
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés. (Loi du 27 juillet 1872.)
Change perçu additionnellement au droit de 1 p. 0/0 en vertu de la loi du 26 juin 1878 sur les mandats d'articles d'argent délivrés aux colonies. (Recettes en atténuation des frais de trésorerie.)
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante. (Loi du 27 juillet 1889.)
Pensions des marins du commerce admis à l'hôtel des invalides. (Lois des 21 avril 1832 et 22 mars 1885.)
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur. (Loi du 17 juillet 1889.)
Prélèvement du sixième sur le produit de l'octroi de mer en Algérie. (Loi du 19 juillet 1889.)
Part contributive des communes dans les dépenses du service de colonisation en Algérie.
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades des hôpitaux en Algérie.
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie.

2° Recettes
d'ordre
proprement
dites.

Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État. (Loi du 2 avril 1849.)
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération parisienne. (Loi du 19 juin 1851 et décret du 4 septembre 1851, art. 13 mars 1873 et 8 janvier 1881.)
Remboursement, par les communes du département de la Seine, des dépenses faites pour leur police municipale. (Loi du 10 juin 1853; décret du 27 décembre 1859 et 17 novembre 1862; lois des 30 décembre 1873 et 24 juillet 1894.)
Remboursement par le gouvernement beylical des frais du personnel des tribunaux de justice criminelle de la justice française en Tunisie. (Loi du 29 décembre 1884 et 26 février 1887.)
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la justice française en Tunisie. (Loi de finances du 26 janvier 1892.)
Remboursement par le gouvernement khédival des frais de transport et d'expédition des papiers timbrés égyptiens. (Loi du 28 décembre 1891.)
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Loi du 6 juin 1893.)
Produits accessoires du service de trésorerie. (Décret du 31 décembre 1893.)

REVENUS DONT LA PERCEPTION EST AUTORISÉE POUR 1897.
MENTS, DES COMMUNES, DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET DES
S DUMENT AUTORISÉES, CONFORMÉMENT AUX LOIS EXISTANTES.

et établis : 1° conformément à la loi du 14 floréal an x (4 mai
construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art
départements ou des communes; 2° conformément à la loi du
a de rampes sur les routes nationales ou départementales.

officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers
ministre des travaux publics. (Art. 3 du décret du 15 juillet 1854.)

s, perçus dans les ports maritimes de commerce sur les navires,
e jauge et des marchandises et voyageurs embarqués et débarqués
la loi du 30 janvier 1893 ou de lois ou décrets spéciaux pour
unts contractés en vue de subvenir aux travaux d'amélioration
s et à l'établissement de leur outillage public.

venir aux dépenses intéressant les communautés de marchands de
rovisionnement de Paris, et dont le tarif est fixé chaque année
ence du bureau de l'Hôtel de ville, du 5 octobre 1772.)

ar les élèves des écoles préparatoires et de plein exercice de médecine
ur les élèves des écoles préparatoires à l'enseignement supérieur
, et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;
d'année des aspirants au titre d'officier de santé, qui sont gratuits
12 mars 1841, tous les droits sont les mêmes que dans les facultés
ormacie. (Voir les lois et règlements indiqués au paragraphe : Droits,
perception est autorisée au profit de l'Etat : Recettes d'ordre : Produits

de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements
30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841.)

pesage, mesurage et jaugeage. (Loi du 5 avril 1884.)

ennes pièces ou d'actes de la préfecture déposés aux archives. (Lois
37, et 29 décembre 1888, art. 2.)

et passages d'eau sur les routes et chemins à la charge des départ-
tés par les conseils généraux. (Loi du 10 août 1871, art. 46, 13°.)

s effectués par les laboratoires départementaux. (Loi de finances du

ris ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au
u 5 avril 1884.)

ans les spectacles et les concerts quotidiens. (Lois du 7 frimaire
1. 9 de la loi du 16 juin 1840.)

5 p. o/o sur la recette brute des concerts non quotidiens. (*Loi de finances* art. 23.)

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est
(*Loi du 8 thermidor an v, 20 juillet 1795.*)

Droits de conditionnement et de titrage des soies, des laines et des colons
des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations
minimal an xiii, 17 avril 1806, 2 février 1809, 5 août 1813, 17 mars 1819, 30^e août
1850, 12 décembre 1880, 22 juin 1855, 25 juin 1856, 12 avril 1872, 24 juin
1883, 29 mars 1888; — Avignon : 8 fructidor an xiii; — Saint-Etienne : 1
28 janvier 1863, 29 août 1873 et 7 mai 1874; — Paris : 2 mai 1853, 7 juillet
20 juillet 1858; — Privas : 26 novembre 1856; — Marseille : 15 juillet 1858
11 août 1860, 27 avril 1891; — Roubaix : 15 janvier 1852, 18 septembre 18
8 décembre 1862; — Tourcoing : 11 février 1863, 18 septembre 1865, 10
Amiens : 20 octobre 1863, 13 juillet 1886, 2 mai 1892; — Fourmies : 10
Roanne : 11 mai 1891 modifié par la loi du 15 mars 1892.)

Taxes perçues au profit des communes pour les dépôts des dessins et mo
(*Loi du 18 mars 1806, art. 19.*)

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après l
autorisés. (*Loi du 5 avril 1884.*)

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et
lieux publics. (*Loi du 5 avril 1884.*)

Taxes perçues à raison des services rendus pour l'exploitation des ports de
et rivières navigables ou des canaux, par les départements, les villes, les ch
merce, les établissements publics et les particuliers à ce autorisés par des
crets rendus en Conseil d'Etat.

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine
rôle d'équipage des bâtiments de commerce, d'après le tarif de l'article 11 de
du 21 mars 1885.

Droits d'inhumation et de concession de terrains dans les cimetières. (*Déc
23 prairial an xii (12 juin 1804) et du 18 août 1811; loi du 5 avril 1884.*)

Prélèvement de 1 p. o/o sur le montant des travaux publics adjugés dans
et sa banlieue, affecté à la dotation des asiles de Vincennes et du Vésinet. (*1
1855.*)

Recouvrement de subventions provisoires comme fonds de roulement à la
hôpitaux et hospices.

Recettes spéciales et accidentelles à différents titres.

Droits de dépôt dans les chambres funéraires et pour l'incinération des
17 juillet 1889, art. 29.)

Droits d'inscription et d'examen perçus au profit de l'école coloniale. (*Loi de
art. 31.*)

voies et moyens de l'exercice 1897. (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes prévues.
1. — IMPÔTS ET REVENUS.	
CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CENTESIMES D'ÉTAT.	
Impositions bâties.....	80,971,563 ^f
Impositions non bâties.....	118,635,214
Impôt mobilier.....	91,689,744
Impôt sur les fenêtres.....	58,819,312
.....	125,588,894
.....	1,057,100
CONTRIBUTIONS ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES. (FONDS GÉNÉRAUX.)	
Contribution sur la mort.....	6,956,640 ^f
.....	2,275,070
Impôts sur les poids et mesures.....	5,049,000
.....	26,000
Impôts sur les alcoomètres et des densimètres.....	339,000
.....	31,000
Impôts sur les fabriques et dépôts d'eaux minérales.....	12,636,250
.....	2,568,705
Impôts sur les voitures, chevaux, mules et mulots.....	1,104,450
.....	1,300,250
Impôts publics et privés.....	5,211,885
.....	216,500
Impôts sur les sociétés et lieux de réunion.....	216,800
.....	216,800
.....	216,800
3° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.	
Impôts sur les biens mobiliers.....	41,410,000 ^f
.....	4,351,000
Impôts sur les ventes, rentes, prix d'office.....	5,518,500
.....	8,338,900
Impôts sur les biens corporels.....	141,650,100
.....	141,650,100
Impôts sur les biens immobiliers.....	22,713,000
.....	194,328,000
Impôts sur les décès (successions).....	1,500,000
.....	75,515,400
Impôts sur les actes, civils, administratifs et de l'état.....	24,630,600
.....	3,328,000
Impôts sur les actes judiciaires.....	4,284,700
.....	1,201,500
.....	1,201,500
4° PRODUITS DU TIMBRE.	
Impôts sur le timbre de dimension.....	50,510,500 ^f
.....	3,192,000
.....	101,500
Impôts sur le timbre et agents de change.....	400
.....	7,660,000
.....	37,349,470
.....	20,000
.....	4,500
.....	7,519,000

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Quittances et chèques.....	19,35
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.....	13,27
Valeurs mobilières.....	35,19
Pénalités (Amendes de contravention).....	72
Recettes diverses.....	10

5° IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.

Impôt sur les opérations de bourse et pénalités.....

6° TAXE DE 4 P. O/O SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

Revenus des valeurs mobilières.....	65,63
Revenus de certaines associations.....	1,05
Pénalités.....	4
Recettes diverses.....	1

6° PRODUITS DES DOUANES.

Droits à l'importation (marchandises diverses).....	366,31
Droits de statistique.....	6,61
Droits de navigation.....	7,25
Autres droits et recettes accessoires.....	4,62
Amendes et confiscations.....	1,57
Taxe de consommation des sels de douanes.....	23,26

7° PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Droits sur les boissons.	Vins, cidres, poirés et hydromels.....	173,71
	Bières.....	23,39
	Alcools. — Surtaxe des vins alcoolisés.....	262,12
	Droit de 40 centimes par expédition.....	5,39
	Taxe de consommation sur les sels, perçue en dehors du rayon des douanes.....	9,67
	Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales.....	2,05
	Droit de fabrication des stéarines et bougies.....	8,31
	Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques.....	2,83
	Impôt sur le prix des places et des transports par chemins de fer.....	51,89
	Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer.....	5,11
	Licences aux débitants de boissons, distillateurs, etc.....	13,70
	Licences aux entrepreneurs de voitures publiques.....	21
	Bacs, passages d'eau, pêche, francs-bords, etc.....	2,69
Droits divers et recettes à différents titres.	Garantie des matières d'or et d'argent.....	5,17
	Droit de dénaturation des alcools.....	5,08
	Timbres de toute espèce.....	14,02
	Cartes à jouer.....	3,63
	Prélèvement sur les communes pour frais de casernement.....	2,13
	Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis.....	3,52
	Autres droits et recettes à différents titres.....	6,38

8° SUCRES.

Douanes.....	Sucres coloniaux.....	
	Sucres étrangers.....	
Contributions indirectes. —	Sucres indigènes.....	

TOTAL du paragraphe 1^{er}.....

REGISTRATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
USINES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.		
PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Alcools chimiques.....	27,969,000 ^f	420,596,000 ^f
Tabacs.....	381,075,000	
Boissons à feu.....	11,552,000	
POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.		
Produits des postes.		
Correspondances postales. — Soldes des comptes avec les Etats français et internationaux.....	169,053,000 ^f	177,349,100
de poste.....	7,640,300	
Postelles.....	284,500	
	367,300	
Produits des télégraphes.		
Correspondances télégraphiques. — Les offices étrangers.....	35,228,600 ^f	37,987,750
Services de traitements d'agents du service et de frais de surveillance.....	612,050	
d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques d'intérêt privé.....	896,500	
Postelles.....	1,245,600	
Produits des téléphones.		
Téléphoniques. — Solde des comptes urbains et interurbains.....	1,973,200 ^f	9,661,100
supplémentaires pour la transmission téléphonique.....	7,595,500	
Postelles.....	4,100	
	88,300	
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS.		
(câble du Tonkin).....	213,000 ^f	12,910,574
Sur les dépenses de la fabrication des et de l'émission des monnaies de bronze.....	567,600	
Sur des recettes sur les dépenses de l'im- pression des chemins de fer de l'Etat.....	178,350	
Publication en régie des journaux officiels..	10,941,000	
	1,065,624	
TOTAL du paragraphe 2.....		658,499,504
BÂTIMENTS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.		
DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.		
Sur le domaine que les forêts.....	2,707,130 ^f	22,106,730 ^f
et créances.....	119,800	
Sur des établissements régis ou affermés.....	2,068,530	
Analyses et d'essais dans les laboratoires.....	3,300	
Ateliers.....	74,770	
Ateliers.....	9,081,200	
Ateliers.....	3,618,730	
Ateliers.....	1,398,170	
Ateliers.....	3,000,000	
Ateliers.....	35,100	
Ateliers.....	Mémoire.	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

2° PRODUITS DES FORÊTS.

Produits des coupes de bois.....	24,150,250
Produits accessoires	3,210,210
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,116,860
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la guerre et de la marine.....	16,680

TOTAL du paragraphe 3.....

§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires.....	
Taxes des brevets d'invention.....	
Produit de la rente de l'Inde.....	
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations.....	
Sommes acquises à l'Etat en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895.	
Produit de la vente des publications du Gouvernement.....	
Produit du concours général d'animaux de boucherie.....	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome.....	
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies.....	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires.....	
Produit du travail des sections d'exclus.....	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés.	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la N ^{lle} -Calédonie.	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan.....	
Restitutions au Trésor.....	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes.....	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans.....	
Redevance de la vallée d'Andorre.....	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères.....	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor.....	Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances.
	Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie.
	Recouvrements sur les prêts à l'industrie.
Recettes accidentelles à différents titres.....	
Produit des expéditions des archives de la République.....	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer.....	en France.
	aux colonies.
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways.....	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères.....	de l'intérieur.....
	de la guerre.....
	du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....
	de l'agriculture.....
	des travaux publics.....
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole.....	
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur.....	
Produits de location et d'aliénation de domaines de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie.	
Droit d'inscription des courtiers de commerce.....	
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833.....	
Rembour. par le Gouver. de l'Uruguay d'une avance faite par l'Etat en 1848.....	
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires.....	
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	
Droit de protection à l'étranger de marques de fabrique et de commerce.....	

TOTAL du paragraphe 4.....

§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

Produit de la vente des cotons azotiques affrétés aux exercices antérieurs à 1897.

TOTAL du paragraphe 5.....

DESIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes prévues.
— RECETTES D'ORDRE.	
— EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.	
.....	7,235,850 ^f
es par les écoles supérieures de com.....	28,000
amations pécuniaires.....	6,987,150
erçus en exécution de la loi du 9 juin.....	26,954,360
.....	5,300,000
iciers de l'armée de terre.....	8,810
iers des ap. — pompiers de la v. de Paris.....	3,118,080
ances. de solde du per. de la marine.....	702,800
ces. de solde du person. des colonies.....	691,110
du sénatus-consulte du 4 juillet 1860).....	60,000
les dépenses du câble du Tonkin.....	4,450,000
.....	62,804,237 ^f
x dépenses civiles et militaires qu'elles.....	413,412
x charges générales de l'Etat.....	18,250
tions intermédiaires des trésoreries gé.....	2,110,875
finances.....	18,560
èves des écoles du Gouvernement.....	5,880
de scolarité par les officiers qui se.....	Mémoire.
u service.....	63,810
èves du service de santé démiss.....	3,590,000
es mises allouées aux vétérinaires.....	Mémoire.
e pension des élèves des écoles nor.....	Mémoire.
ompu leur engagement décennal.....	1,011,660
ul des fonctionnaires députés.....	
dépenses de la dette flottante.....	
admis à l'hôtel des invalides de la g ^{ère}	
s dépenses de la Légion d'honneur.....	
ontés à titre onéreux.....	
— RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.	
de Paris remb à l'Etat par la v. de Paris.....	2,680,650 ^f
ns les frais de police de l'aggl ^m ly ^{on}	440,780
mmunes du département de la Seine.....	989,600
eur police municipale.....	341,600
vernement beylical des frais du per.....	326,550
in. de la justice française en Tunisie.....	10,400
vernement beylical des dépenses de.....	4,989,580
en Tunisie.....	100,000
vernement khédival des frais de con.....	Mémoire.
apriers timbrés égyptiens et tunisiens.....	Idem.
de réserve des caisses d'épargne pour.....	Idem.
ses d'épargne privées.....	Idem.
penses d'intérêt public.....	Idem.
Exposition universelle de 1900.....	Idem.
e pari mutuel en faveur de l'élevage.....	Idem.
ar les compagnies de chemins de fer.....	Idem.
tions de 1883.....	Idem.
vice de trésorerie.....	Idem.
agnies de chemins de fer des avances.....	Idem.
ties d'intérêts.....	Idem.
agnies de chemins de fer d'excédents.....	Idem.
l'Etat.....	
TOTAL du paragraphe 6.....	67,793,817
— RÉCAPITULATION.	
.....	2,507,403,325 ^f
poles et exploitations industrielles de l'Etat.....	658,499,524
us du domaine de l'Etat.....	50,620,750
u budget.....	57,320,535
TOTAL.....	3,216,841,134
onnelles.....	265,000
.....	67,793,817
TOTAL des voies et moyens de l'exercice 1897 (France).....	3,331,902,951

ÉTAT E.

Tableau des voics et moyens de l'exercice 1897. (A)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

§ 1^{er}. — IMPÔTS ET REVENUS.

1^{re} CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES Y ASSIMILÉES ET CONTRIBUTIONS ARABES.

Contributions directes.

Contribution foncière sur les propriétés bâties.....

Contribution des patentes.....

TOTAL.....

Taxes assimilées aux contributions directes.

Redevances des mines.....

Droit de vérification des poids et mesures.....

Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries.....

Taxe militaire.....

TOTAL.....

Contributions arabes (principal) et centimes d'État.

Hockor.....

Zekkat.....

Achour.....

Lexma.....

Centimes d'État.....

Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs.....

TOTAL.....

2^{re} PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.

Mutations à titre onéreux :

Meubles { Valeurs mobilières.....

Créances, rentes, prix d'offices.....

Fonds de commerce.....

Meubles corporels.....

Immeubles et droits immobiliers.....

Mutations à titre gratuit. — Entre vifs (donations).....

Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil.....

Actes judiciaires et extrajudiciaires.....

Hypothèques.....

Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes).....

Recettes diverses.....

TOTAL.....

3^{re} PRODUITS DU TIMBRE.

Actes et écrits assujettis au timbre de dimension.....

Affiches sur papier.....

Affiches peintes.....

Bordereaux des courtiers et agents de change.....

Contrats d'assurances.....

4 reporter.....

		MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS	
DÉPENSES.		par chapitres.	par services.
LÉGION D'HONNEUR.			
Dépenses ordinaires.			
I ^{re} .	Grande chancellerie. — Personnel.....	218,000 ^f	
II.	Grande chancellerie. — Matériel.....	53,600	
III.	Travaux extraordinaires. — Gratifications aux employés. — Dépenses diverses.....	15,000	
IV.	Frais relatifs au domaine d'Écouen.....	4,545	
V.	Secours aux membres de l'Ordre, à leurs veuves et à leurs orphelins.....	51,000	
VI.	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'ar- mée de terre mis à la retraite de 1814 à 1861.....	2,265	
VII.	Pensions viagères concédées en vertu de la loi du 5 mai 1869.....	250	
VIII.	Traitements et suppléments de traitement des membres de l'Ordre.....	9,369,000	
IX.	Traitements des médaillés militaires.....	5,028,600	
X.	Maison d'éducation de Saint-Denis. — Personnel.....	176,465	
XI.	Maison d'éducation de Saint-Denis. — Matériel.....	465,500	
XII.	Succursale d'Écouen. — Personnel.....	75,450	
XIII.	Succursale d'Écouen. — Matériel.....	220,500	
XIV.	Succursale des Loges. — Personnel.....	68,900	16,189,919 ^f
XV.	Succursale des Loges. — Matériel.....	211,050	
XVI.	Secours aux élèves.....	4,000	
XVII.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	Mémoire.	
XVIII.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
Dépenses extraordinaires.			
XIX.	Travaux de réfection et de restauration dans les bâtiments de la grande chancellerie.....	10,000	
Dépenses d'ordre.			
XX.	Prix de décorations et médailles.....	75,000	
XXI.	Prix et frais d'expédition de brevets et ampliations de décrets relatifs au port de décorations étrangères. — Distribution, à titre de secours, aux membres de l'Ordre et à leurs orphelins, de l'excédent du produit des brevets et des droits de chancellerie.....	137,000	
XXII.	Remboursements de sommes versées à charge de restitution.	3,000	
XXIII.	Versement à la masse des travaux manuels des Loges.....	1,500	
XXIV.	Emploi des recettes avec affectation spéciale.....	594	
MINISTÈRE DE LA MARINE.			
CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.			
I ^{re} .	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois ser- vices composant l'établissement des invalides.....	417,083	
II.	Frais de matériel de l'établissement des invalides à Paris et dans les ports.....	15,000	
III.	Demi-soldes et pensions qui en dérivent. (Lois des 13 mai 1791, 11 avril 1831 et 8 août 1855.).....	14,693,000	
IV.	Fonds annuel de secours et gratifications de réforme re- nouvelables.....	1,327,000	
V.	Secours aux marins naufragés ou à leurs familles; subven- tions aux hôtels de marins, etc.....	.	
VI.	Remboursements sur anciens dépôts provenant de solde, de parts de prises, de naufrages, etc.....	100,000	16,680,515
VII.	Dépenses diverses, remboursements de trop-perçus, etc.....	50,000	
VIII.	Distribution des revenus provenant des legs et donations faits à l'établissement des invalides de la marine.....	73,432	
IX.	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
X.	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	Mémoire.	
XI.	Payement d'arrérages de demi-solde et pensions dérivées portant sur exercices clos.....	Mémoire.	

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

2° PRODUITS DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Produits des postes.

Produit net des taxes des correspondances postales.....	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux.....	
Droits perçus sur les bons de poste.....	
Recettes diverses et accidentelles.....	
TOTAL.....	

Produits des télégraphes.

Produit net des taxes des correspondances télégraphiques.....	
Contributions pour droit d'usage frais d'entretien des lignes télégraphiques téléphoniques d'intérêt privé.....	
Recettes diverses et accidentelles.....	
TOTAL.....	

Produits des téléphones.

Produits des conversations téléphoniques.....	
Produits des abonnements urbains et interurbains.....	
Produit des abonnements pour la transmission des télégraphes par le téléphone.....	
Recettes diverses et accidentelles.....	
TOTAL.....	

TOTAL des produits des postes, des télégraphes et des téléphones.....

TOTAL du paragraphe 2.....

§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.

Produits du domaine.

Produits du domaine autre que ceux des forêts.....	
Produits des biens des corporations.....	
Reouvrements de rentes et créances.....	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État.....	
Redevances pour concessions de chutes d'eau.....	
Aliénations d'objets mobiliers.....	
Aliénations d'immeubles.....	
Successions en déshérence, épaves et biens vacants.....	
TOTAL.....	

2° PRODUITS DES FORÊTS.

Produits des coupes de bois.

Produits des forêts :	
Prix principal et charges additionnelles pour frais d'adjudication à 1 fr. 60 p.....	
Produits accessoires.....	
Vente des anciennes concessions de chênes-lièges (annuité à recouvrer en 1.....)	
TOTAL.....	

TOTAL du paragraphe 3.....

SIGNATION DES PRODUITS.

PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

Produits d'invention en Algérie.....	6,620 ^f
Produits spéciaux à l'Algérie.....	88,950
Produits de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie.....	285,610
Revenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie.....	309,400
Produits de force et de correction en Algérie.....	385,160
Produits phénates.....	50,000
TOTAL du paragraphe 4.....	1,125,840

RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

Néant.

§ 6. — RECETTES D'ORDRE.

RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.

Produits en Algérie.....	129,620 ^f
Produits et condamnations pécuniaires en Algérie.....	700,000
Produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les contributions en Algérie.....	1,031,900
Produits des élèves des écoles du Gouvernement. — Ecole d'arts et métiers.....	4,000
Produits du produit de l'octroi de mer en Algérie.....	1,089,370
Produits des communes dans les dépenses du service médical de colonies.....	80,640
Produits des communes des frais de traitement des malades dans les colonies.....	185,350
Produits par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie.....	57,540
Produits par les hospices civils.....	5,500

RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.

Produits pour dépenses d'intérêt public.....	Mémoire.
TOTAL du paragraphe 6.....	3,383,920

RÉCAPITULATION.

Revenus.....	40,808,424 ^f
Revenus des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat.....	5,497,310
Revenus du domaine de l'Etat.....	2,986,700
Produits du budget.....	1,125,840
Recettes exceptionnelles.....	3,383,920
TOTAL des voies et moyens de l'exercice 1896. (Algérie.).....	53,802,194

TITRE II. — BUDGETS ANNEXES RA

ÉTAT F.

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.
	MINISTÈRE DES FINANCES. FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES. I^{er}. Prélèvements pour frais de fabrication des monnaies..... II. Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies..... Produit de la vente des médailles : III. Prix de la matière..... IV. Frais de fabrication des médailles d'or et d'argent..... V. Jetons et médailles de bronze..... VI. Recettes accessoires..... VII. Produit des poinçons de garantie remboursés par l'administration des contributions indirectes..... VIII. Droits d'essai. — Droit sur les certificats délivrés aux essayeurs du commerce..... IX. Produit brut de l'émission des monnaies de bronze..... X. Recettes accidentelles..... XI. Recettes sur exercices périmés..... XII. Recettes sur exercices clos.....
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE. IMPRIMERIE NATIONALE. I^{er}. Produit des impressions diverses..... II. Produit du <i>Bulletin des Lois</i>, des Codes et ouvrages..... III. Produit du <i>Bulletin des arrêts de la Cour de cassation</i>..... IV. Impressions accordées et à accorder par le Gouvernement. Service du <i>Bulletin des lois</i> et du <i>Bulletin des arrêts de la Cour de cassation</i>..... V. Impression du <i>Bulletin de la Justice</i>..... VI. Impression du <i>Bulletin des lois</i>..... VII. Produit des fournitures de journaux à souche..... VIII. Produit de la retenue de 1 p. o/o sur fournitures diverses..... IX. Produit des recettes diverses..... X. Restes à recouvrer sur exercices clos.....

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

SERVICE DE LA JUSTICE.

- 1° Frais de justice criminelle en France et en Algérie.
- 2° Frais de justice criminelle en Tunisie.

SERVICE DES CULTES.

- 1° Traitement des archevêques, évêques et curés.
- 2° Allocations aux vicaires généraux, chanoines, desservants et vicaires.
- 3° Traitement des ministres des cultes non catholiques.
- 4° Frais de passage.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

- 1° Archives, bibliothèques, publication de documents diplomatiques.
- 2° Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires.
- 3° Frais de voyage et de courriers.
- 4° Remise de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

- 1° Dépenses variables du personnel d'exploitation des journaux officiels.
- 2° Dépenses du matériel des journaux officiels.
- 3° Frais des élections sénatoriales.
- 4° Frais relatifs à l'entretien des établissements thermaux et à la vente des eaux thermales.
- 5° Frais relatifs au service sanitaire.
- 6° Entretien des détenus.
- 7° Transport des détenus et des libérés. — Secours de route.
- 8° Remboursement sur le produit du travail des détenus.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

- 1° Achats de grains et de rations toutes manutentionnées.
- 2° Achats de liquides.
- 3° Achats de combustibles.
- 4° Achats de fourrages pour les chevaux de troupe et de gendarmerie française (troupes françaises et indigènes).
- 5° Réparations civiles et dommages-intérêts.
- 6° Achats de matières pour la fabrication des poudres de vente.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

- 1° Réparations des constructions navales.
- 2° Achats de vivres.
- 3° Achats de médicaments et d'objets de pansement.
- 4° Frais de passage, frais de rapatriement, affrètements.
- 5° Frais de route.
- 6° Frais de justice.

CHAPITRES
spéciaux.

RECETTES.

LÉGION D'HONNEUR.

Recettes ordinaires.

I ^{er} .	Arrérages des rentes 3 1/2 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique.....
II.	Intérêts des actions sur les canaux d'embranchement du canal du Midi.....
III.	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de cohortes.....
IV.	Versements par les titulaires de majorats.....
	Produits du domaine d'Ecouen.....
V.	Pensions des élèves pensionnaires de la maison de Saint-Denis et trousseaux des élèves pensionnaires et des élèves gratuites.....
VI.	Pensions et trousseaux des élèves des succursales.....
VII.	Produits divers.....
VIII.	Supplément à la dotation.....
	<i>Recettes d'ordre.</i>
IX.	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations et médailles.....
X.	Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'Ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.....
XI.	Versements faits dans la caisse de l'Ordre à charge de restitution.....
XIII.	Produit des travaux effectués par les élèves de la succursale des Loges.....
XIV.	Produit des rentes avec affectation spéciale (Legs).....

MINISTÈRE DE LA MARINE.

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

I ^{er} .	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....
II.	Décomptes des déserteurs.....
III.	Produit de la vente des feuilles de rôles d'équipage des bâtiments du commerce.....
IV.	Versements de 5 p. o/o de leurs émoluments par les officiers des différents corps de la marine naviguant à bord des navires du commerce ou secondant des entreprises se reliant à la marine.....
V.	Retenues sur les primes à la construction et à la navigation.....
VI.	Versement à la caisse des invalides des dépôts provenant de solde, de parts de prises, de naufrages, etc., non réclamés à la caisse des gens de mer dans le délai de trois ans.....
VII.	Arrérages des inscriptions de rentes sur l'État appartenant à la caisse des invalides.....
VIII.	Droits sur les prises maritimes.....
IX.	Recettes diverses.....
X.	Revenus provenant de legs et donations faits à l'établissement des invalides de la marine.....
XI.	Subvention du département de la marine.....
XII.	Reports d'excédents de recettes des exercices antérieurs.....

DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS	
	par chapitres.	par services.
RÉGION D'HONNEUR.		
<i>Dépenses ordinaires.</i>		
— Personnel.....	218,000 ^f	
— Matériel.....	53,600	
— Gratifications aux employés.....	15,000	
— Rente d'Ecouen.....	4,545	
— Rentes de l'Ordre, à leurs veuves et à leurs enfants.....	51,000	
— Rentes militaires aux anciens militaires de l'armée à la retraite de 1814 à 1861.....	2,265	
— Rentes concédées en vertu de la loi du 31 mars 1881.....	250	
— Compléments de traitement des membres de l'Ordre.....	9,369,000	
— Médailles militaires.....	5,028,000	
— Rentes de Saint-Denis. — Personnel.....	176,465	
— Rentes de Saint-Denis. — Matériel.....	465,500	
— Rentes. — Personnel.....	75,450	
— Rentes. — Matériel.....	220,500	
— Rentes. — Personnel.....	68,900	16,189,919 ^f
— Rentes. — Matériel.....	211,000	
— Rentes pécunies non frappées de déchéance.....	4,000	
— Rentes pécunies clos.....	Mémoire.	
<i>Dépenses extraordinaires.</i>		
— Travaux de restauration dans les bâtiments militaires.....	10,000	
— Dépenses d'ordre.....	75,000	
— Rentes et médailles.....		
— Distribution de brevets et ampliations de décrets de décorations étrangères. — Distribution, aux membres de l'Ordre et à leurs familles, de l'excédent du produit des brevets et des médailles.....	137,000	
— Sommes versées à charge de restitution.....	2,000	
— Dépense des travaux manuels des Loges.....	1,200	
— Rentes avec affectation spéciale.....	594	
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
DES INVALIDES DE LA MARINE.		
— Rentes et de trésorerie pour les trois services de l'établissement des invalides.....	417,083	
— Rentes de l'établissement des invalides à Paris et dans les départements.....	15,000	
— Rentes qui en dérivent. (Lois des 21 avril 1881 et 8 août 1885.).....	14,698,000	
— Rentes et gratifications de réforme re-venant aux anciens marins ou à leurs familles; sub-ventions aux anciens débris provenant de solde, de pensions, etc.....	1,327,000	
— Rentes et gratifications de réforme re-venant aux anciens débris provenant de solde, de pensions, etc.....	100,000	16,680,515
— Rentes et gratifications de réforme re-venant aux anciens débris provenant de solde, de pensions, etc.....	50,000	
— Rentes et gratifications de réforme re-venant aux anciens débris provenant de solde, de pensions, etc.....	73,432	
— Rentes pécunies non frappées de déchéance.....	Mémoire.	
— Rentes pécunies non frappées de déchéance.....	Mémoire.	
— Rentes pécunies non frappées de déchéance.....	Mémoire.	

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT par chapitre
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
	ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.	
I ^{er} .	Produits des pensions.....	637
II.	Recettes diverses.....	63
III.	Recettes sur exercices clos.....	Mémoire
	CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.	
I ^{er} .	Arrérages et primes d'amortissement des valeurs de l'État français achetées par la caisse des dépôts et consignations pour le compte de la caisse nationale d'épargne...	23,758
II.	Intérêts du fonds de réserve conservé en compte courant par la caisse des dépôts et consignations.....	76
III.	Produits de la dotation de la caisse nationale d'épargne...	137
IV.	Recettes diverses et accidentelles, dons, legs, etc., en fa- veur de la caisse nationale d'épargne.....	3
V.	Prélèvement sur la dotation de l'exécution des dépenses sur les recettes.....	Mémoire
	MINISTÈRE DES COLONIES.	
	CHEMIN DE FER ET PORT DE LA RÉUNION.	
I ^{er} .	Recettes d'exploitation.....	1,756
II.	Subvention du ministère des colonies.....	2,508
III.	Subvention de la colonie (art. 14 du cahier des charges du 27 novembre 1875 annexé à la convention du 19 fé- vrier 1877).....	160
	CHEMIN DE FER DU SOUDAN.	
I ^{er} .	Recettes de trafic et hors trafic.....	308
II.	Subvention du ministère des colonies.....	78
III.	Subvention de la colonie.....	466
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.	
I ^{er} .	Grande vitesse.....	30,560
II.	Petite vitesse.....	22,400
III.	Recettes en dehors du trafic.....	350
	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.....	

DEPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS	
	par chapitres.	par services.
COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, ET DES TÉLÉGRAPHES.		
DES ARTS ET MANUFACTURES.		
.....	537,000 ^f	700,000 ^f
.....	163,000	
.....	Mémoire.	
.....	Mémoire.	
NATIONALE D'ÉPARGNE.		
.....	18,225,200	24,658,000
.....	3,158,590	
.....	481,050	
.....	35,000	
.....	2,758,160	
.....	Mémoire.	
RE DES COLONIES.		
ET PORT DE LA RÉUNION.		
.....	2,508,500	4,418,500
.....	145,000	
.....	750,000	
.....	645,000	
.....	370,000	
.....	Mémoire.	
DE FER DU SOUDAN.		
.....	168,000	1,528,000
.....	125,000	
.....	225,000	
.....	1,010,000	
DES TRAVAUX PUBLICS.		
DE FER DE L'ÉTAT.		
.....	495,000	43,300,000
.....	15,000	
.....	31,084,000	
.....	750,000	
.....	Mémoire.	
.....	Mémoire.	
.....	10,946,000	
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses....		116,635,534

TITRE III.

*Nomenclature des services pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits
taires, par décrets, pendant la prorogation des Chambres, pour l'exercice*

ÉTAT G.

(Art. 5 de la loi du 14 décembre 1879.)

1^o BUDGET GÉNÉRAL.

MINISTÈRE DES FINANCES.

- 1^o Dette publique (dette perpétuelle).
- 2^o Intérêts, primes et amortissements des emprunts pour canaux.
- 3^o Annuités de toute nature rattachées au service de la dette publique.
- 4^o Intérêts de la dette flottante et des obligations du Trésor à court terme.
- 5^o Intérêts de capitaux de cautionnements.
- 6^o Rentes viagères d'ancienne origine.
- 7^o Pensions civiles (*Lois des 22 août 1790 et 9 juin 1853*). — Pensions à titre nationale. — Indemnité viagère aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. — Pensions militaires de la guerre. — Pensions militaires de la marine. — Pensions des Pensions de donataires dépossédés. — Pensions et indemnités de réforme de la Légion d'honneur. — Pensions des anciens notaires. — Pensions des anciens professeurs catholiques. — Pensions aux blessés de février 1848.
- 8^o Frais d'impression pour l'exploitation des produits indirects et achat de papier pour les cartes à jouer.
- 9^o Frais judiciaires de poursuites, d'instances et de condamnations pour le Trésor public.
- 10^o Frais de perception, dans les départements, des contributions directes perçues en vertu des rôles.
- 11^o Remises et taxation pour la perception, dans les départements, des contributions indirectes et de timbre.
- 12^o Frais d'emballage et de transport de papiers timbrés, de registres et de timbres.
- 13^o Achats de papier à timbrer et de timbres mobiles.
- 14^o Contribution des bâtiments et domaines de l'État et des biens séquestrés.
- 15^o Frais d'estimation, d'affiche et de vente de mobiliers et de domaines de l'État.
- 16^o Dépenses relatives aux épaves, déshérences et biens vacants.
- 17^o Remises pour la perception des contributions indirectes dans les départements.
- 18^o Primes pour saisies de tabacs et arrestations de colporteurs.
- 19^o Contributions foncières des bacs, francs-bords et fabriques d'allumettes.
- 20^o Service des poudres à feu.
- 21^o Dépenses du service des manufactures de l'État (gages, salaires, fournitures, achats et transports et frais accessoires dans les entrepôts).
- 22^o Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

SERVICE DE LA JUSTICE.

elle en France et en Algérie.

elle en Tunisie.

SERVICE DES CULTES.

évéques, évêques et curés.

es généraux, chanoines, desservants et vicaires.

res des cultes non catholiques.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

es, publication de documents diplomatiques.

des agents diplomatiques et consulaires.

courriers.

r le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

personnel d'exploitation des journaux officiels.

des journaux officiels.

uatoriales.

rien des établissements thermaux et à la vente des eaux thermales.

de sanitaire.

et des libérés. — Secours de route.

e produit du travail des détenus.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

e rations toutes manutentionnées.

rs.

pour les chevaux de troupe et de gendarmerie française (troupes

dommages-intérêts.

pour la fabrication des poudres de vente.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

ructions navales.

ts et d'objets de pansement.

is de rapatriement, affrètements.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

- 1° Frais des opérations et démonstrations des élèves des facultés au dernier cycle et matériels des travaux pratiques.
- 2° Frais de concours dans les facultés et pour l'agrégation des lycées.
- 3° Traitement des instituteurs primaires à la charge de l'État.
- 4° Prix de l'Institut et de l'Académie nationale de médecine.

SERVICE DES BEAUX-ARTS.

Néant.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

- 1° Encouragements aux pêches maritimes.
- 2° Subvention à la marine marchande.

SERVICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

- 1° Personnel des postes, des télégraphes et des téléphones.
- 2° Entretien des bureaux de l'exploitation.
- 3° Chauffage et éclairage des bureaux de l'exploitation.
- 4° Chaussure et habillement des sous-agents du service actif.
- 5° Papier-bande, formules et enveloppes pour télégrammes.
- 6° Construction et entretien des voitures de l'administration dans Paris.
- 7° Construction et entretien des bureaux ambulants.
- 8° Transport des dépêches par en reprise.
- 9° Transport des dépêches par chemin de fer.
- 10° Construction et entretien des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques.
- 11° Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépense pour premier établissement.
- 12° Frais judiciaires.
- 13° Dépenses accidentelles.
- 14° Remboursements et restitutions.

MINISTÈRE DES COLONIES.

- 1° Achat de vivres, de médicaments et d'objets de pansement.
- 2° Frais de passage; frais de rapatriement; affrètements.
- 3° Frais de route.
- 4° Frais de justice.
- 5° Transport des condamnés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

pour les animaux reçus dans les hôpitaux des écoles vétérinaires et
pôts d'étalons.

atage d'animaux.

truction des loups.

ulture.

orêts.

e façonnage de coupes de bois à exploiter par économie.

des produits des forêts et des droits de chasse et de pêche.

es et frais judiciaires.

r produits divers des forêts.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

igués à la sécurité des ouvriers mineurs.

s nationales.

et restaurations des routes nationales.

des rivières.

des canaux.

des ports maritimes.

des phares, fanaux et balises.

avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et

avances affectées aux travaux d'amélioration des ports. (Algérie.)

ANNEXES RATTACHÉES POUR ORDRE AU BUDGET GÉNÉRAL.

IMPRIMERIE NATIONALE.

non susceptibles d'une évaluation fixe.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE.

aux déposants.

se nationale d'épargne.

e nationale d'épargne.

ÉTAT H.

LISTE DES CONSTRUCTIONS NEUVES

(Art. 11 de la loi)

TABLÉAU A.

1° RÉG.

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'achè- vement.	MONTANT total des devis.	NUMÉROS des cha- pières du budget.	Montant à la fin de l'exercice 1894.
<i>Charles-Martel</i> , cuirassé d'escadre. Huin. Brest.	MM. A. De Montchoisy B. Marty. C. Simonot.	A. 10 sept. 1890. B. 1 ^{er} avril 1891. C. 1 ^{er} avril 1896.	fr. c. 24,689,800 00 2,366,267 00 366,000 00	16 27 18 19 34 35 16 37	4,658,700 14,530,400 91,200 18,400 1,343,100 662,000 6,000 358,000
<i>Carnot</i> , cuirassé d'escadre. SAGLIO. Toulon.	A. De Salvert. B. Lhomme. C. Lhomme.	A. 10 sept. 1890. B. 14 juillet 1891. C. 20 avril 1896.	24,756,400 00 2,282,159 00 294,800 00	16 27 18 19 34 35 16 37	5,788,700 14,850,000 97,700 33,200 1,279,900 629,000 3,200 287,600
<i>Bouvet</i> , cuirassé d'escadre. Huin. Lorient.	A. Dupré. B. Maurice. C. Lhomme.	A. 3 avril 1892. B. 16 janvier 1893. C. Commencement de 1898.	23,935,800 00 2,856,123 00 294,800 00	16 27 18 19 34 35 16 37	2,941,100 8,216,200 46,300 1,029,200 206,900 43,200
<i>Charlemagne</i> , cuirassé d'escadre. TRIBAUDIER. Brest.	A. De Montchoisy B. Maurice. C. Simonot.	A. 30 sept. 1893. B. 2 juillet 1894. C. En 1898.	21,368,367 00 3,082,036 00 284,000 00	16 27 18 19 34 35 16 37	1,572,600 4,464,100 17,800 511,000

ET L'ANNÉE 1897.

7.)

probables				TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.	.	.	2	4,937,797 00	23,043,024 00
.	.	.	.	18,103,117 00	
.	.	.	.	113,024 00	
.	.	.	.	41,204 00	1,306,167 00
.	.	.	.	1,343,153 00	
.	.	.	.	802,446 00	
.	.	.	.	8,000 00	366,000 00
.	.	.	.	358,000 00	
					25,715,291 00
.	.	.	.	6,546,318 00	13,849,561 00
.	.	.	.	17,263,343 00	
.	.	.	.	149,621 00	
.	.	.	.	41,377 00	2,282,159 00
.	.	.	.	1,505,222 00	
.	.	.	.	785,939 00	
.	.	.	.	7,200 00	294,800 00
.	.	.	.	287,600 00	
					26,426,620 00
.	.	.	.	5,625,139 00	23,811,269 00
.	.	.	.	18,186,130 00	
.	.	.	.	154,594 00	
.	.	.	.	53,400 00	2,856,123 00
.	.	.	.	1,613,195 00	
.	.	.	.	1,034,934 00	
.	.	.	.	7,200 00	294,800 00
.	.	.	.	287,600 00	
					16,962,192 00
000 00	.	.	.	5,345,955 00	24,069,356 00
.	.	.	.	18,723,400 00	
.	.	.	.	138,880 00	
.	.	.	.	60,801 00	3,082,036 00
.	.	.	.	1,706,743 00	
.	.	.	.	1,175,609 00	
.	.	.	.	7,200 00	284,000 00
.	.	.	.	276,800 00	
					27,435,391 00

NOM ET RANG des Bâtimens. — Auteurs des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'achè- vement.	MONTANT total des devis.	NUMÉROS des cha- pitres du budget.
<i>Saint-Louis</i> , cuirassé d'escadre. THIBAUDIER. Lorient.	MM.		fr. c.	
	A. Dupré.	A. 30 septembre 1893	23,590,978 00	16
	B. Maurice.	B. 25 mars 1895.		27
	C. Lhomme.	C. En 1900.	3,082,056 00	18
			284,000 00	19
				34
				35
				16
				37
<i>Gaulois</i> , cuirassé d'escadre. THIBAUDIER. Brest.	A. De Montchoisy	A. 22 janvier 1895.	21,059,521 00	16
	B. Maurice.	B. 6 janvier 1896.		27
	C. Maurice.	C. En 1899.	3,082,036 00	18
			284,000 00	19
				34
				35
				16
				37
<i>A 3</i> , cuirassé d'escadre. BERTIN. Brest.	A.	A.	Devis non encore établis définitive- ment.	16
	B.	B.		27
	C.	C.		18
				19
				34
				35
				16
				37
<i>Henri IV</i> , cuirassé garde-côtes. BERTIN. Cherbourg.	A. Choron.	A. 4 juillet 1896.	Devis non encore établis définitive- ment.	16
	B.	B.		27
	C. Lhomme.	C. En 1901.		18
				19
				34
				35
				16
				37
<i>Bruir</i> , croiseur de 1 ^{re} classe. THIBAUDIER. Rochefort.	A. Baysseance.	A. 12 septembre 1890	8,800,000 00	16
	B. Maurice.	B. 9 octobre 1891.		27
	C. Ridel.	C. 1 ^{er} mai 1896.	906,068 00	18
			208,700 00	19
				34
				35
				16
				37

probables				TOTAUX	TOTAL GÉNÉRAL
				partiels.	pour
1900.	en 1900.	en 1901.	en 1902.		chaque navire.
e.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
5 00	"	"	"	6,345,087 00	
0 00	546,287 00	"	"	17,245,891 00	23,590,978 00
0 00	"	"	"	138,880 00	
4 00	"	"	"	60,804 00	
73 00	"	"	"	1,706,743 00	3,082,036 00
6 00	"	"	"	1,175,609 00	
0 00	4,200 00	"	"	7,200 00	
0 00	40,000 00	"	"	276,800 00	284,000 00
					26,957,014 00
5 00	"	"	"	5,226,198 00	
2 00	975,000 00	"	"	18,869,670 00	24,095,868 00
6 00	"	"	"	138,880 00	
4 00	"	"	"	60,804 00	
0 00	"	"	"	1,706,743 00	3,082,036 00
4 00	"	"	"	1,175,609 00	
0 00	"	"	"	7,200 00	
0 00	"	"	"	276,800 00	284,000 00
					27,461,904 00
0 00	903,000 00	850,000 00	352,420 00	4,020,420 00	
0 00	3,098,000 00	2,995,000 00	1,507,580 00	14,279,580 00	18,270,000 00
"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	
"	1,600 00	4,800 00	"	6,400 00	
"	173,000 00	"	"	173,000 00	179,400 00
					18,449,400 00
0 00	534,000 00	398,470 00	"	4,930,470 00	
0 00	997,000 00	473,530 00	"	13,330,530 00	18,261,000 00
8 00	"	"	"	68,678 00	
3 00	"	"	"	29,863 00	
3 00	"	"	"	916,873 00	1,592,678 00
4 00	"	"	"	577,464 00	
0 00	4,800 00	"	"	6,400 00	
0 00	"	"	"	173,000 00	179,400 00
					20,033,078 00
"	"	"	"	2,666,756 00	
"	"	"	"	6,261,930 00	8,928,686 00
"	"	"	"	38,172 00	
"	"	"	"	22,558 00	
"	"	"	"	405,069 00	906,068 00
"	"	"	"	440,469 00	
"	"	"	"	6,700 00	
"	"	"	"	202,000 00	208,700 00
					10,043,454 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieu de construction.	INGÉNIEURS chargés de la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'achè- vement.	MONTANT total des devis.	NUMÉROS des cha- pières du budget.
<i>Jeanne-d'Arc</i> , croiseur d'escadre de 1 ^{re} classe. BERTIN. Toulon.	MM. A. De Salvert. B. C. Lhomme.	A. 28 déc. 1895. B. C. Fin 1899.	fr. c. 20,000,000 00 1,894,371 00 179,400 00 Devis non établis définitivement.	16 27 18 19 34 36 16 37
<i>C. 3</i> , croiseur d'escadre de 1 ^{re} classe. Toulon.	A. B. C.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 36 16 37
<i>D. 2</i> , croiseur de station de 1 ^{re} classe. Lorient.	A. B. C.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 36 16 37
<i>Pascal</i> , croiseur de station de 2 ^e classe. DE BUSSEY. Toulon.	A. De Salvert. B. Maurice. C. De Frescheville	A. 5 août 1892. B. 4 décembre 1893. C. Fin 1896.	6,708,000 00 1,160,709 00 136,500 00	16 27 18 19 34 36 16 37
<i>Bugeaud</i> , croiseur d'escadre de 2 ^e classe. LHOMME. Cherbourg.	A. Choron. B. Maurice. C. Ridet.	A. 18 avril 1891. B. 5 avril 1892. C. 30 juin 1896.	6,756,700 00 1,149,253 00 139,500 00	16 27 18 19 34 35 16 37

probables			TOTAUX	TOTAL GÉNÉRAL
en 1900.	en 1901.	en 1902.	partiels.	pour chaque navire.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.	.	.	5,200,000 00	20,000,000 00
.	.	.	14,800,000 00	
.	.	.	61,753 00	
.	.	.	41,515 00	1,894,371 00
.	.	.	981,985 00	
.	.	.	809,118 00	
.	.	.	6,400 00	179,400 00
.	.	.	173,000 00	
				22,073,771 00
1,366,200 00	993,600 00	517,100	6,122,500 00	22,000,000 00
3,693,800 00	2,686,100 00	1,127,900	15,877,500 00	
15,000 00	13,839 00	.	61,753 00	
15,000 00	16,515 00	.	41,515 00	1,894,371 00
300,000 00	96,970 00	.	981,985 00	
300,000 00	809,118 00	.	809,118 00	
4,800 00	.	.	6,400 00	179,400 00
.	.	.	173,000 00	
				24,073,771 00
422,500 00	94,500 00	.	2,557,000 00	9,350,000 00
983,000 00	250,000 00	.	6,793,000 00	
16,072 00	8,036 00	.	40,180 00	
15,033 00	6,442 00	.	41,475 00	1,145,411 00
198,309 00	132,206 00	.	661,031 00	
295,908 00	42,272 00	.	422,725 00	
.	6,400 00	.	6,400 00	179,400 00
173,000 00	.	.	173,000 00	
				10,674,811 00
.	.	.	2,202,697 00	6,482,461 00
.	.	.	4,279,764 00	
.	.	.	32,063 00	
.	.	.	24,870 00	1,160,709 00
.	.	.	617,837 00	
.	.	.	485,939 00	
.	.	.	5,000 00	136,500 00
.	.	.	131,500 00	
				7,779,670 00
.	.	.	1,924,823 00	6,177,165 00
.	.	.	4,252,342 00	
.	.	.	39,353 00	
.	.	.	20,394 00	1,149,253 00
.	.	.	690,787 00	
.	.	.	398,819 00	
.	.	.	6,500 00	139,500 00
.	.	.	133,000 00	
				7,465,918 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'achè- vement.	MONTANT total des devis.	NUMÉROS des cha- pières du budget.
	MM.		fr. c.	
<i>Du Chayla</i> , croiseur d'escadre de 2 ^e classe. LHOMME. Cherbourg.	A. Choron. B. Lhomme. C. Lhomme.	A. 18 mars 1893. B. 23 mars 1894. C. En 1897.	6,664,000 00 1,050,695 00 139,500 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Cassard</i> , croiseur d'escadre de 2 ^e classe. LHOMME. Cherbourg.	A. Choron. B. Marty. C. Ridel.	A. 17 octobre 1893. B. 22 octobre 1894. C. Novemb. 1897.	6,794,000 00 1,050,695 00 139,500 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Galilée</i> , croiseur d'escadre de 3 ^e classe. ALBARET. Rochefort.	A. Bayssellance. B. Maurice. C. Lhomme.	A. 20 août 1892. B. 11 avril 1894. C. Commen' 1897.	4,422,000 00 636,978 00 173,500 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Lavoisier</i> , croiseur d'escadre de 3 ^e classe. ALBARET. Rochefort.	A. Bayssellance. B. Maurice. C. Lhomme.	A. 20 décemb. 1893. B. 7 janvier 1895. C. Décembre 1897.	4,253,000 00 636,978 00 173,500 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>D'Estrées</i> (ex-K 1), croiseur de station de 3 ^e classe. TISSIER. Rochefort.	A. Bayssellance. B. C.	A. 29 juillet 1896. B. C. En 1900.	4,165,000 00 513,511 00 40,200 00	16 27 16 19 34 35 16 37

probables				TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.	fr. c.	fr. c.
.	.	.	.	2,535,994 00	
.	.	.	.	3,968,476 00	6,504,470 00
.	.	.	.	33,787 00	
.	.	.	.	22,184 00	
.	.	.	.	541,090 00	1,060,695 00
.	.	.	.	453,634 00	
.	.	.	.	6,500 00	
.	.	.	.	133,000 00	139,500 00
					7,694,665 00
.	.	.	.	2,042,056 00	
.	.	.	.	4,519,744 00	6,561,800 00
.	.	.	.	32,692 00	
.	.	.	.	23,279 00	
.	.	.	.	541,090 00	1,060,695 00
.	.	.	.	453,634 00	
.	.	.	.	6,500 00	
.	.	.	.	133,000 00	139,500 00
					7,761,995 00
.	.	.	.	2,012,328 00	
.	.	.	.	2,606,637 00	4,618,965 00
.	.	.	.	18,121 00	
.	.	.	.	14,471 00	
.	.	.	.	321,213 00	636,978 00
.	.	.	.	283,172 00	
.	.	.	.	6,500 00	
.	.	.	.	167,000 00	173,500 00
					5,429,443 00
.	.	.	.	1,929,273 00	
.	.	.	.	2,443,674 00	4,372,947 00
.	.	.	.	18,122 00	
.	.	.	.	14,471 00	
.	.	.	.	321,213 00	636,978 00
.	.	.	.	283,172 00	
.	.	.	.	6,500 00	
.	.	.	.	167,000 00	173,500 00
					5,183,425 00
507,600 00	88,000 00	.	.	1,666,000 00	
712,000 00	136,500 00	200,000 00	.	2,499,000 00	4,165,000 00
7,278 00	4,366 00	"	.	14,555 00	
6,660 00	4,440 00	"	.	11,110 00	
134,361 00	53,745 00	"	.	268,723 00	513,511 00
153,393 00	65,740 00	"	.	219,133 00	
800 00	.	"	.	800 00	
.	.	"	.	39,400 00	40,200 00
					4,718,711 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'achè- vement.	MONTANT total des devis.	NOMBRES de cha- pitres du budget.
<i>Fleurus</i> , croiseur- torpilleur. DE BUSSY. Cherbourg.	MM. A. Choron. B. Simonot. C. Simonot.	A. 20 avril 1890. B. 11 mars 1891. C. Fin 1896.	fr. c. 2,655,000 00 320,426 00 24,640 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Kersaint</i> , aviso de 1 ^{re} classe. RAYMOND. Rocheport.	A. Baysellance. B. Marty. C. Simonot.	A. 14 mai 1895. B. C. Avril 1898.	2,310,000 00 388,329 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Dunois</i> contre- torpilleur d'escadre. TROGNEUX, Cherbourg.	A. Choron. B. Ridel. C. Ridel.	A. 1 ^{er} janvier 1896. B. C. Milieu de 1898.	2,926,858 00 212,093 00 18,100 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>La Hire</i> contre- torpilleur d'escadre. TROGNEUX, Cherbourg.	A. Choron. B. Ridel. C. Ridel.	A. 1 ^{er} janvier 1896. B. C. Milieu de 1898.	2,926,858 00 212,093 00 18,100 00	16 27 18 19 34 35 16 37
<i>Vaucluse</i> , aviso- transport. SABATTIER. Rocheport.	A. Baysellance. B. Lhomme. C. Lhomme.	A. 18 sept. 1885. B. mai 1886. C. Fin 1900.	1,720,000 00 220,859 00	16 27 18 19 34 35 16 37

probables			TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL
en 1900.	en 1901.	en 1902.	partici.	pour chaque navire.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.	.	.	1,028,094 00	2,444,667 00
.	.	.	1,419,073 00	
.	.	.	8,973 00	
.	.	.	8,410 50	320,426 00
.	.	.	137,596 00	
.	.	.	165,447 00	
.	.	.	610 00	24,640 00
.	.	.	24,000 00	
				3,793,733 00
.	.	.	1,015,000 00	2,346,000 00
.	.	.	1,331,000 00	
.	.	.	10,849 00	
.	.	.	8,430 00	384,329 00
.	.	.	203,870 00	
.	.	.	165,180 00	
.	.	.	.	
				2,734,329 00
.	.	.	765,625 00	2,926,858 00
.	.	.	2,161,233 00	
.	.	.	4,500 00	
.	.	.	5,797 00	212,093 00
.	.	.	91,644 00	
.	.	.	110,152 00	
.	.	.	100 00	18,100 00
.	.	.	18,000 00	
				4,157,051 00
.	.	.	765,625 00	2,926,858 00
.	.	.	2,161,233 00	
.	.	.	4,500 00	
.	.	.	5,797 00	212,093 00
.	.	.	91,644 00	
.	.	.	110,152 00	
.	.	.	100 00	18,100 00
.	.	.	18,000 00	
				3,157,051 00
183,907 00	.	.	665,850 00	1,855,555 00
602,998 00	.	.	1,189,705 00	
929 00	.	.	9,369 00	
1,319 00	.	.	3,799 00	
22,802 00	.	.	128,001 00	210,859 00
31,990 00	.	.	79,790 00	
.	.	.	.	
.	.	.	.	
				2,076,000 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Ordre de mise en chantier. B. Montage sur cale. C. Probabilités d'ache- vement.	MONTANT total des devis.	VÉRIFICATION des cha- pitres du budget.
<i>Morse</i> , sous-marin. ROMAZZOTTI. Cherbourg.	MM. A. Choron. B. Choron. C. Choron.	A. 9 juillet 1892. B. C.	fr. e. 754,000 00 32,300 00	16 27 16 37
<i>Gustave-Zédé</i> , sous-marin. ROMAZZOTTI. Toulon.	A. De Salvert. B. De Salvert. C. De Salvert.	A. 4 octobre 1890. B. C.	1,600,000 00 32,300 00	16 27 16 37
1 torpilleur de 85 tonneaux <i>P. 31.</i> NORMAND. Cherbourg.	A. Choron. B. C.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 35 16 37
Torpilleur de 85 tonneaux <i>P. 32.</i> NORMAND. Cherbourg.	A. Choron. B. B.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 35 16 37
1 torpilleur de 85 tonneaux <i>P. 33.</i> NORMAND. Toulon.	A. De Salvert. B. C.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 35 16 37
1 torpilleur de 85 tonneaux <i>P. 34.</i> NORMAND. Toulon.	A. De Salvert. B. C.	A. B. C.	Devis non encore établis définitive- ment.	16 27 18 19 34 35 16 37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
186,586 00				186,586 00	597,444 00	754,000 00
300 00				300 00	300 00	32,300 00
				32,000 00		786,300 00
				350,381 00	1,548,225 00	1,898,606 00
				300 00		32,300 00
				32,000 00		1,930,906 00
72,500 00				189,175 00	213,325 00	402,500 00
75,500 00				600 00	180 00	10,714 00
				6,164 00	3,770 00	64,300 00
				1,800 00	62,500 00	477,514 00
72,500 00				189,175 00	213,325 00	402,500 00
75,500 00				600 00	180 00	10,714 00
				6,164 00	3,770 00	64,300 00
				1,800 00	62,500 00	477,514 00
65,000 00				189,175 00	213,325 00	402,500 00
61,500 00				600 00	180 00	10,714 00
				6,164 00	3,770 00	64,300 00
				1,800 00	62,500 00	477,514 00
65,000 00				189,175 00	213,325 00	402,500 00
61,500 00				600 00	180 00	10,714 00
				6,164 00	3,770 00	64,000 00
				1,800 00	62,500 00	477,514 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les arsenaux.	NOMINOS des cha- pières du budget.
Jauréguiberry, cuirassé d'escadre. Société de la Méditerranée. La Seyne.	MM. A. Opin. B. Marty. C. Marty.	A. 8 avril 1891, 17 juin 1891; 18 mai, 5 et 19 octobre et 16 novembre 1892; 8 mars, 5 avril et 3 mai 1893; 14 et 28 mars, 18 juillet, 29 août, 3 octobre, 21 novembre et 26 décembre 1894; 23 janvier, 24 avril, 28 août, 5 septem- bre, 16 octobre et 20 novembre 1895; 8 janvier et 12 fé- vrier 1896. B. 20 janvier 1896.	fr. c. 332,955 00 671,951 00 23,027,901 00 2,316,715 00 239,000 00	 16 27 28 18 19 35 34 16 37
Massena, cuirassé d'escadre. Société de la Loire. Saint-Nazaire.	A. De Fresche- ville. B. De Fresche- ville. C. Maurice.	A. 18 mai, 9 novem- bre 1892; 12 avril et 31 mai 1893; 25 avril, 11 juillet et 7 novembre 1894; 13 février, 8 mai, 3 juillet, 16 octobre, 20 novembre et 26 décembre 1895. B. Fin 1897.	292,990 00 715,938 00 23,189,373 00 2,752,734 00 215,000 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
D'Entrecas- teaux, croiseur de station de 1 ^{re} classe. Société de la Méditerranée. La Seyne.	A. Opin. B. Opin et Marty C. Marty.	A. 8 novembre 1893; 26 septembre, 12 décembre 1894, 10 juillet et 2 octobre 1895, 8 avril 1896. B. Fin 1897.	215,075 00 505,833 00 14,115,690 00 1,578,016 00 152,200 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Pothuau, croiseur d'escadre de 1 ^{re} classe. THIBAUDIER. Société de la Méditerranée. Le Havre.	A. Ridet. B. Maurice. C. Ridet.	A. 11 janvier, 20 dé- cembre 1893, 20 juin, 3 octobre, 28 novembre 1894 et 26 juin et 11 dé- cembre 1895. B. Fin 1896.	153,003 00 475,000 00 9,150,632 00 1,482,293 00 114,200 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.
					262,873 00	
					459,319 00	
					22,967,742 00	23,689,934 00
					118,424 00	
					40,791 00	
					1,362,695 00	2,316,715 00
					794,805 00	
					2,000 00	
					237,000 00	239,000 00
						26,245,649 00
					297,945 00	
					528,988 00	
					23,489,114 00	24,316,047 00
					147,877 00	
					51,748 00	
					1,549,363 00	2,752,734 00
					1,003,346 00	
					2,000 00	
					223,000 00	225,000 00
						27,293,781 00
					215,075 00	
					505,833 00	
					14,099,529 00	14,790,437 00
					59,713 00	
					33,370 00	
					832,203 00	1,578,016 00
					652,536 00	
					1,200 00	
					151,000 00	152,200 00
						16,520,652 00
					156,968 00	
					371,754 00	
					9,654,573 00	9,581,295 00
					55,321 00	
					32,247 00	
					767,329 00	1,482,293 00
					627,393 00	
					1,200 00	
					113,000 00	114,200 00
						11,177,788 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Autour des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les arsenaux.	NUMÉ- RO des cha- pi- tres du budget.
	MM.		fr. c.	
<i>D S</i> , croiseur de station de 1 ^{re} classe.	A. B. C.	A. Marché non en- core passé.		16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Guichen</i> (ex-D 1), croiseur rapide. Société de la Loire. Saint-Nazaire.	A. De Fresche- ville. B. De Fresche- ville. C. Maurice.	A. 9 octobre 1895. B. 24 août 1898.	200,000 00 260,000 00 14,013,507 00 908,530 00 17,700 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Château- renault</i> . (ex-D' 2), croiseur rapide. Société de la Méditerranée. La Seyne.	A. Opin. B. Opin. C. Ridel.	A. 12 octobre 1895 et 13 mai 1896. B. 24 octobre 1898.	200,000 00 260,000 00 13,779,670 00 908,530 00 17,700 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Descartes</i> , croiseur de station de 2 ^e classe. Société de la Loire. Saint-Nazaire.	A. De Fresche- ville. B. Maurice. C. De Fresche- ville.	A. 17 août 1892, 27 septembre 1893, 18 avril, 17 et 24 octobre, 16 no- vembre 1894, 13 mars 1895 et 7 août 1895, 29 janvier et 18 mars 1896. B. 25 mars 1896.	110,748 00 295,079 00 6,689,200 00 1,230,774 00 94,000 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Catinal</i> , croiseur de station de 2 ^e classe. Tissier. Société de la Méditerranée. Le Havre.	A. Ridel. B. Mauric C. Ridel.	A. 14 février 1894, 13 février, 23 octo- bre et 4 décembre 1895. B. Février 1897.	110,098 00 250,000 00 6,603,014 00 1,175,034 00 71,600 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	137,500 00			137,500 00		
	343,000 00			343,000 00		9,350,000 00
1,861,000 00	1,461,500 00	600,000 00		8,869,500 00		
8,036 00	16,072 00	8,036 00		40,180 00		
	15,033 00	6,442 00		21,475 00		
198,310 00	198,309 00	139,206 00		661,031 00		1,145,411 00
84,545 00	295,908 00	42,272 00		422,725 00		
		1,000 00		1,000 00		
	106,200 00			106,200 00		107,200 00
						10,602,611 00
200 00				200,000 00		
3,951,544 00				371,300 00		14,584,807 00
				14,013,507 00		
				19,420 00		
				18,712 00		908,530 00
				476,148 00		
				394,250 00		
				200 00		17,700 00
				17,600 00		
						15,511,037 00
200 00				200,000 00		
3,454,800 00				371,300 00		14,350,970 00
				13,779,670 00		
				19,420 00		
				18,712 00		908,530 00
				476,148 00		
				394,250 00		
				100 00		17,700 00
				17,600 00		
						15,277,200 00
				91,589 00		
				282,174 00		7,054,258 00
				6,680,495 00		
				38,735 00		
				22,753 00		1,230,774 00
				723,879 00		
				445,327 00		
				1,000 00		94,000 00
				93,000 00		
						8,379,832 00
				100,840 00		
				250,000 00		6,853,851 00
				6,503,014 00		
				32,862 00		
				25,283 00		1,175,034 00
				623,102 00		
				493,787 00		
				1,000 00		71,600 00
				70,600 00		
						8,100,488 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les ardenaux. fr. c.	NUMÉROS des cha- pitres du budget.
<i>Prolet</i> , (ex. E 4), croiseur de station de 2 ^e classe. TISSIER. Société de la Gironde. Bordeaux.	MM. A. Edelmann. B. Maurice. C. Simonot.	A. 14 août 1895. B. 5 septembre 1898	110,000 00 250,000 00 6,477,980 00 1,175,034 00 75,500 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>D'Assas</i> , croiseur d'escadre de 2 ^e classe. LHOMME. Société de la Loire. Saint-Nazaire.	A. De Frescheville B. Maurice. C. Maurice.	A. 15 novemb. 1893, 24 avril, 23 octo- bre, 18 décembre 1895 et 18 mars 1896. B. Février 1897.	110,511 00 250,000 00 5,841,198 00 1,050,695 00 71,600 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>K. 2</i> , croiseur de station de 3 ^e classe. TISSIER.	A. B. C.	A. Marché non en- core passé. B.		16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Foudre</i> , croiseur porte- torpilleurs. DUPLA- LAHITTE. Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann. B. Marty. C. Simonnot.	A. 8 juin 1892, 21 février, 11 avril, 31 octobre, 26 dé- cembre 1894, 23 janvier, 20 février et 31 juillet 1895; 8 janvier, 5 février et 8 avril 1896. B. 1 ^{er} avril 1896.	104,763 00 258,312 00 9,106,148 00 675,494 00 280,500 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
<i>Surprise</i> , canonnière de station. NORMAND. Le Havre.	A. Ridet. B. Ridet. C. Ridet.	A. 29 mars 1893, 21 mars et 12 décem- bre 1894, 17 avril et 17 août 1895. B. 19 octobre 1895.	22,089 00 52,800 00 979,196 00 223,102 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
100 00	"	"	"	110,000 00		
100 00	1,347,980 00	"	"	250,000 00	6,837,980 00	
100 00	"	"	"	6,477,980 00		
100 00	"	"	"	32,862 00		
100 00	"	"	"	25,283 00	1,175,034 00	
100 00	"	"	"	623,102 00		
100 00	"	"	"	493,787 00		
100 00	"	"	"	1,000 00	75,500 00	
100 00	"	"	"	74,500 00		
					8,088,514 00	
"	"	"	"	110,604 00		
"	"	"	"	271,923 00	6,224,253 00	
"	"	"	"	5,841,796 00		
"	"	"	"	32,692 00		
"	"	"	"	23,279 00	1,050,695 00	
"	"	"	"	541,090 00		
"	"	"	"	453,634 00		
"	"	"	"	1,000 00	71,600 00	
"	"	"	"	70,600 00		
					7,346,548 00	
61,500 00	"	"	"	61,500 00		
152,500 00	"	"	"	152,500 00	4,165,000 00	
778,000 00	300,000 00	"	"	3,951,000 00		
7,278 00	4,366 00	"	"	14,555 00		
6,660 00	4,440 00	"	"	11,100 00	513,511 00	
134,361 00	52,745 00	"	"	268,723 00		
153,393 00	65,740 00	"	"	219,133 00		
100 00	"	"	"	100 00	7,800 00	
100 00	"	"	"	7,700 00		
					4,686,311 00	
"	"	"	"	87,115 00		
"	"	"	"	298,531 00	9,490,093 00	
"	"	"	"	9,104,447 00		
"	"	"	"	11,515 00		
"	"	"	"	11,461 00	675,494 00	
"	"	"	"	418,559 00		
"	"	"	"	233,959 00		
"	"	"	"	9,000 00	280,500 00	
"	"	"	"	271,500 00		
					10,436,087 00	
"	"	"	"	31,613 00		
"	"	"	"	60,787 00	1,069,932 00	
"	"	"	"	977,532 00		
"	"	"	"	5,958 00		
"	"	"	"	4,941 00	223,102 00	
"	"	"	"	115,224 00		
"	"	"	"	96,979 00		
"	"	"	"	"		
					1,293,034 00	

NOM ET RANG des bâtiments. Autour des plans. — lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudière. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les arsenaux.	SUMME des cha- pitres du budget.
	MM.		fr. c.	
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 201.	A. Ridet.	A. 22 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896.	2,000 00	16
	B. Ridet.		3,000 00	27
	C. Ridet.		383,983 00	28
NORMAND.		B. Novembre 1896.	10,714 00	18
Le Havre.				19
				34
				35
			50,300 00	16
				37
Durandal (ex-M' 1), aviso- torpilleur chef de groupe.	A. Ridet.	A. 5 août 1896.	25,000 00	16
	B. Ridet.	B. En 1898.	50,000 00	27
	C. Ridet.		1,445,000 00	28
NORMAND.				18
Le Havre.			114,694 00	19
				34
				35
			51,300 00	16
				37
Hallebarde (ex-M' 1), aviso- torpilleur chef de groupe.	A. Ridet.	A. 12 août 1896.	25,000 00	16
	B. Ridet.	B. Fin 1898.	50,000 00	27
	C. Ridet.		1,445,000 00	28
NORMAND.				.
Le Havre.			114,694 00	.
				.
			51,300 00	16
				37
M' 2, aviso- torpilleur chef de groupe.	A.	A. Marché non en- core passé.	.	16
	B.		.	27
	C.	B.	.	28
			.	.
			.	.
			.	16
				37
Mangini, torpilleur de haute mer. Société de la Loire. Nantes.	A. De Frescheville	A. 31 janvier, 13 oc- tobre 1895 et 18 mars 1896.	4,000 00	16
	B. Guyot.		8,000 00	27
	C. De Frescheville	B. Fin 1896.	577,310 00	28
				18
			21,198 00	19
				34
				35
			51,300 00	16
				37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.		fr. c.	fr. c.
					100,840 00	
					250,000 00	6,853,854 00
					6,503,014 00	
					32,882 00	
					25,283 00	
					623,102 00	1,175,034 00
					493,787 00	
					1,000 00	71,600 00
					70,600 00	
						8,100,488 00
					15,000 00	
					50,000 00	1,520,000 00
					1,425,000 00	
					2,625 00	
					3,247 00	114,694 00
					46,419 00	
					62,403 00	
					300 00	51,300 00
51,000 00	300 00				51,000 00	
						1,685,994 00
					15,000 00	
					50,000 00	1,520,000 00
					1,425,000 00	
					2,625 00	
					3,247 00	114,694 00
					46,419 00	
					62,403 00	
					300 00	51,300 00
					51,000 00	
						1,685,994 00
15,000 00					25,000 00	
50,000 00					50,000 00	2,500,000 00
708,780 00	200,000 00				2,425,000 00	
	300 00				300 00	51,300 00
51,000 00					51,000 00	
est pas déterminée.						2,551,300 00
					4,000 00	
					8,000 00	589,620 00
					577,620 00	
					750 00	
					365 00	21,198 00
					12,731 00	
					7,352 00	
					300 00	51,300 00
					51,000 00	
						662,118 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Autour des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les armoires.	SUMMES des cha- pitres du budget.
<i>Cyclone</i> (ex-Tenare), torpilleur de haute mer. NORMAND. Le Havre.	MM. A. Ridel. B. Ridel. C. Ridel.	A. 5 août 1896. B. En 1898.	fr. c. 4,000 00 8,000 00 850,000 00 21,198 00 51,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 201. NORMAND. Le Havre.	A. Ridel. B. Ridel. C. Ridel.	A. 22 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896. B. Novembre 1896.	2,000 00 3,000 00 383,983 00 10,714 00 50,000 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 202. NORMAND. Le Havre.	A. Ridel. B. Ridel. C. Ridel.	A. 22 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896. B. Décembre 1896.	2,000 00 3,000 00 389,983 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 203. NORMAND. Le Havre.	A. Ridel.. B. Ridel. C. Ridel.	A. 12 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896. B. Février 1897.	2,000 00 3,000 00 389,983 00 10,714 00 50,000 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 204. NORMAND. Le Havre.	A. Ridel. B. Ridel. C. Ridel.	A. 22 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896. B. Mars 1897.	2,000 00 3,000 00 389,983 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les arsenaux.	NOMINATIF des chap- itres du budget.
Torpilleur de 1 ^{re} classe n° 205. NORMAND. Le Havre.	MM. A. Ridel. B. Ridel. C. Ridel.	A. 22 mai, 25 sep- tembre 1895 et 18 mars 1896. B. Mai 1897.	fr. c. 2,000 00 389,983 00 3,000 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur n° 206. (Ex-P. 25.) Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann. B. Edelmann. C. Edelmann.	A. 29 juillet 1896. B. En 1898.	2,000 00 332,000 00 2,500 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur n° 207. (Ex-P. 26.) Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann. B. Edelmann. C. Edelmann.	A. 29 juillet 1896. B. En 1898.	2,000 00 332,000 00 2,500 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur n° 208. Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann. B. Edelmann. C. Edelmann.	A. 29 juillet 1896. B. En 1898.	2,000 00 3,000 00 322,500 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37
Torpilleur n° 209. Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann. B. Edelmann. C. Edelmann.	A. 29 juillet 1896. B. En 1898.	2,000 00 3,000 00 322,500 00 10,714 00 50,300 00	16 27 28 18 19 34 35 16 37

probables					TOTAUX partiels.	TOTAL GÉNÉRAL pour chaque navire.
en 1899.	en 1900.	en 1901.	en 1902.			
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
.	.	.	.	2,000 00		
.	.	.	.	3,000 00		394,983 00
.	.	.	.	389,983 00		
.	.	.	.	600 00		
.	.	.	.	180 00		10,714 00
.	.	.	.	6,164 00		
.	.	.	.	3,770 00		
.	.	.	.	300 00		50,300 00
.	.	.	.	50,000 00		
						455,997 00
.	.	.	.	2,000 00		
.	.	.	.	3,000 00		327,500 00
.	.	.	.	322,500 00		
.	.	.	.	600 00		
.	.	.	.	180 00		10,714 00
.	.	.	.	6,164 00		
.	.	.	.	3,770 00		
.	.	.	.	300 00		50,300 00
.	.	.	.	50,000 00		
						388,514 00
.	.	.	.	2,000 00		
.	.	.	.	3,000 00		327,500 00
.	.	.	.	322,500 00		
.	.	.	.	600 00		
.	.	.	.	180 00		10,714 00
.	.	.	.	6,164 00		
.	.	.	.	3,770 00		
.	.	.	.	300 00		50,300 00
.	.	.	.	50,000 00		
						888,514 00
.	.	.	.	2,000 00		
.	.	.	.	3,000 00		327,500 00
.	.	.	.	322,500 00		
.	.	.	.	600 00		
.	.	.	.	180 00		10,714 00
.	.	.	.	6,164 00		
.	.	.	.	3,770 00		
.	.	.	.	300 00		50,300 00
.	.	.	.	50,000 00		
						388,514 00

NOM ET RANG des bâtiments. — Auteur des plans. — Lieux de construction.	INGÉNIEURS chargés de surveiller la construction. — A. Coque. B. Chaudières. C. Machines.	DATES. A. Des marchés et actes additionnels. B. De livraison par les constructeurs.	MONTANT des marchés et travaux complé- mentaires à faire dans les arsenaux.	ANNÉE du cha- pître du budget.
	MM.		fr. c.	
Torpilleur n° 210. Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann.	A. 29 juillet 1896.	2,000 00	16
	B. Edelmann.	B. En 1898.	3,000 00	27
	C. Edelmann.		322,500 00	28
				18
			10,714 00	19
				31
				35
			50,300 00	16
				37
Torpilleur n° 211. Société de la Gironde. Bordeaux.	A. Edelmann.	A. 29 juillet 1895.	2,000 00	16
	B. Edelmann.	B. En 1898.	3,000 00	27
	C. Edelmann.		322,500 00	28
				18
			10,714 00	19
				31
				35
			50,300 00	16
				37
1. Torpilleur de 85 tonneaux. P. 35.	A.	A. Marché non en- core passé.	.	16
	B.		.	27
	C.		.	28
			.	18
			.	19
			.	31
			.	35
			.	16
			.	37
1. Torpilleur de 85 tonneaux. P. 36.	A.	A. Marché non en- core passé.	.	16
	B.		.	27
	C.		.	28
			.	18
			.	19
			.	31
			.	35
			.	16
			.	37

probables			TOTAUX	TOTAL GÉNÉRAL
en 1900.	en 1901.	en 1902.	pariels.	pour chaque navire.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
"	"	"	2,000 00	327,500 00
"	"	"	3,000 00	
"	"	"	322,500 00	
"	"	"	600 00	10,714 00
"	"	"	180 00	
"	"	"	6,615 00	
"	"	"	3,770 00	50,300 00
"	"	"	300 00	
"	"	"	50,000 00	
				388,414 00
"	"	"	2,000 00	327,500 00
"	"	"	3,000 00	
"	"	"	322,500 00	
"	"	"	600 00	10,714 00
"	"	"	180 00	
"	"	"	6,164 00	
"	"	"	3,770 00	50,300 00
"	"	"	300 00	
"	"	"	50,000 00	
				388,514 00
"	"	"	2,000 00	395,000 00
"	"	"	3,000 00	
"	"	"	390,000 00	
"	"	"	600 00	10,714 00
"	"	"	180 00	
"	"	"	6,164 00	
"	"	"	3,770 00	50,300 00
"	"	"	300 00	
"	"	"	50,000 00	
				456,014 00
"	"	"	2,000 00	395,000 00
"	"	"	3,000 00	
"	"	"	390,000 00	
"	"	"	600 00	10,714 00
"	"	"	180 00	
"	"	"	6,164 00	
"	"	"	3,770 00	50,300 00
"	"	"	300 00	
"	"	"	50,000 00	
				456,014 00

ÉTAT H (Suite).

Liste des construits

Tableau B conforme au modèle B, prévu par la loi de finances

NOMS des bâtiments.	RANG des bâtiments (avec destination des croiseurs).	DÉPLACEMENT. tonnes.	MATÉRIEL de construction.	LONGUEUR. MÈTRES.	LARGUEUR. MÈTRES.	TIRANT d'eau. — — — MÈTRES.	PUISSANCE maximale prévue.	SAISON de la
<i>Charles Martel...</i>	Cuirassé d'escadre.	11,881	Acier.	119 65	21 64	8 40	13,500	Verticale
<i>Carnot....</i>	<i>Idem.....</i>	12,008	<i>Idem..</i>	116 46	21 50	8 30	15,000	<i>Idem..</i>
<i>Bouvet....</i>	<i>Idem.....</i>	12,205	<i>Idem..</i>	122 30	21 40	8 40	14,000	<i>Idem..</i>
<i>Charlemaigne.....</i>	<i>Idem.....</i>	11,275	<i>Idem..</i>	117 50	20 26	8 40	14,500	<i>Idem..</i>
<i>St-Louis...</i>	<i>Idem.....</i>	11,275	<i>Idem..</i>	117 50	20 26	8 40	14,500	<i>Idem..</i>
<i>Gaulois....</i>	<i>Idem.....</i>	11,275	<i>Idem..</i>	117 50	20 26	8 40	14,500	<i>Idem..</i>
<i>A 3 (a)....</i>	<i>Idem.....</i>	9,000	<i>Idem..</i>	"	"	"	"	<i>Idem..</i>
<i>Henri IV...</i>	<i>Idem.....</i>	8,948	<i>Idem..</i>	108 00	22 20	7 00	11,500	<i>Idem..</i>
<i>Breiz.....</i>	Croiseur d'escadre de 1 ^{re} cl.	4,754	<i>Idem..</i>	108 60	13 99	6 05	8,700	<i>Idem..</i>
<i>Jeanne d'Arc....</i>	<i>Idem.....</i>	11,270	<i>Idem..</i>	145 40	19 40	8 12	28,500	<i>Idem..</i>
<i>C 3.....</i>	<i>Idem.....</i>	11,270	<i>Idem..</i>	145 40	19 40	8 12	28,500	<i>Idem..</i>
<i>D 2.....</i>	Croiseur de station de 1 ^{re} classe.	5,500	Acier doublé en bois.	134 00	14 80	6 70	17,100	<i>Idem..</i>

(a) Projet à l'étude. Caractéristiques analogues à celles du *Henri IV*.

(b) Avec 375 tonnes de charbon en surcharge en toutes.

(c) Avec 700 tonnes de charbon en surcharge en toutes.

1897.

fixation du budget général de l'exercice 1897.)

ARMEMENT.		EFFECTIF prevu.	
Artillerie.	Tubes lance-torpilles	Esc. maje.	Équi- page.
2 canons de 305; 2 de 274,4; 8 de 138,6 à T. R.; 4 de 65 à T. R.; 12 de 47 à T. R.; 2 de 37 à T. R. et 8 revolvers de 37...	4 tubes sur l'eau. 2 sous-marins...	32	600
2 canons de 305; 2 de 274,4; 8 de 138,6 à T. R.; 4 de 65 à T. R.; 16 de 47 à T. R. et 10 de 37 à T. R.	2 tubes sur l'eau 2 sous-marins...	32	593
2 canons de 305; 2 de 274,4; 8 de 138,6 à T. R.; 8 de 100 à T. R.; 12 de 47 à T. R. et 20 de 37 à T. R.	Idem	31	600
4 canons de 305; 10 de 138,6 à T. R.; 8 de 100 à T. R.; 16 de 47 à T. R.; 10 de 37 à T. R. et 8 revolvers de 37.....	4 tubes sous-ma- rins.....	31	600
4 canons de 305; 10 de 138,6 à T. R.; 8 de 100 à T. R.; 16 de 47 à T. R.; 10 de 37 à T. R. et 8 revolvers de 37.....	Idem.....	31	600
4 canons de 305; 10 de 138,6 à T. R.; 8 de 100 à T. R.; 16 de 47 à T. R.; 10 de 37 à T. R. et 8 revolvers de 37.....	Idem.....	31	600
.....		*	*
2 canons de 274,4; 7 de 138,6 à T. R.; 12 de 47 à T. R.	2 tubes sous-ma- rins.....	26	438
2 canons de 194; 6 de 138,6 à T. R.; 4 de 65 à T. R.; 4 de 47 à T. R. et 6 revol- vers de 37.....	4 tubes sur l'eau.	21	370
2 canons de 194; 8 de 138,6 à T. R.; 12 de 100 T. R.; 16 de 47 T. R.; 8 de 37 T. R.; 8 de 37 à T. R.	2 tubes sous-ma- rins.....	40	586
2 canons de 194; 8 de 138,6 à T. R.; 12 de 100 à T. R.; 16 de 47 à T. R. et 8 de 37 à T. R.	Idem.....	40	586
2 canons de 164,7 à T. R. et 12 de 47 à T. R.	Idem.....	29	482

charge en soutes.

charge en soutes. — Projet à l'étude.

NOMS des bâtiments.	RANG des bâtiments (avec destination des croiseurs)	DÉPLAC- MENT.	MATÉRIEL de construc- tion.	LOX- GÉNÉRAL.	LAR- GÉNÉRAL.	TRAVAIL d'acier.	PUIS- SANCE MAXIMUM PROVISE.	RE- MAR- QUES
		tonnes.		m. c.	m. c.	m. c.	chevaux.	
Pascal....	Croiseur de station de 1 ^{re} classe.	3,968	Acier doublé en bois.	99 40	12 88	6 52	8,500	Vertical ple sion
Bugeaud..	Croiseur d'escadre de 2 ^e cl..	3,740	Idem..	97 05	13 24	6 25	9,000	Idem..
Du Chayla.	Idem.....	3,952	Acier..	99 25	13 68	6 25	9,500	Idem..
Cassard...	Idem.....	3,952	Idem..	99 25	13 68	6 25	9,500	Idem..
Galilée....	Croiseur d'escadre de 3 ^e cl..	2,317	Idem..	100 65	10 50	5 45	6,400	Idem..
Lavoisier..	Idem.....	2,317	Idem..	100 65	10 70	5 45	6,400	Idem..
D'Estrées ex-K 1)...	Croiseur de station de 3 ^e classe.	2,452	Acier doublé en bois.	95 00	12 00	5 39	8,500	Idem..
Fleuras....	Contre- torpilleur d'escadre.	1,310	Acier..	70 00	8 90	4 70	4,000	Horiz triple pass
Dunois....	Idem.....	896	Idem..	78 00	8 50	3 88	6,400	Vertical ple sion
La Hire...	Idem.....	896	Idem..	78 00	8 50	3 88	6,400	Idem..
Kersaint...	Aviso de 1 ^{re} classe.	1,243	Acier doublé en bois.	68 65	10 50	4 60	2,200	Idem..
Vaucluse..	Aviso-trans- port.....	1,613	Bois..	64 00	10 50	4 89	800	Idem..
Morse.....	Sous-marin	146	Bronze	36 00	2 75	2 75	"	.....
Gustave-Zédé	Idem.....	266	Idem..	48 50	3 20	3 20	"	.....
P. 31 (type 201)....	Torpilleur de 1 ^{re} cl..	84	Acier..	37 00	4 06	2 60	1,500	Vertical ple sion
P. 32.....	Idem.....	84	Idem..	37 00	4 06	2 60	1,500	Idem..
P. 33.....	Idem.....	84	Idem..	37 00	4 06	2 60	1,500	Idem..
P. 34.....	Idem.....	84	Idem..	37 00	4 06	2 60	1,500	Idem..

(a. Avec 135 tonnes de charbon en surcharge en soutes.

ARMEMENT.		EFFECTIF prevu.	
Artillerie.	Tube lances-torpilles	à l'usage de la page	à l'usage de la page
4 canons de 164,7 à T. R.; 10 de 100 à T. R.; 8 de 47 à T. R. et 4 de 37 à T. R.	2 tubes sur l'eau	14	364
6 canons de 164,7 à T. R.; 4 de 100 à T. R.; 8 de 47 à T. R. et 11 de 37 à T. R.	Idem.....	14	344
6 canons de 164,7 à T. R.; 4 de 100 à T. R.; 10 de 47 à T. R. et 11 de 37 à T. R.	Idem.....	14	371
5 canons de 164,7 à T. R.; 4 de 100 à T. R.; 10 de 47 à T. R. et 11 de 37 à T. R.	Idem.....	14	371
canons de 138,6 à T. R.; 2 de 100 à T. R.; 8 de 47 à T. R.; 6 de 37 à T. R.	Idem.....	11	237
canons de 138,6 à T. R.; 2 de 100 à T. R.; 8 de 47 à T. R. et 6 de 37 à T. R.	Idem.....	11	237
canons de 138,6 à T. R.; 4 de 100 à T. R. et 8 de 47 à T. R.	.....	15	219
canons de 100 à T. R.; 6 de 47 à T. R. 4 revolvers de 37.....	.....	9	170
canons de 65 mill. à T. R.; 6 de 47 à T. R.	.....	8	120
canons de 65 mill. à T. R.; 6 de 47 à T. R.	.....	8	120
canon de 138,6 à T. R.; 5 de 100 à T. R.; 7 de 37 à T. R.	.....	7	94
canons de 138,6; 2 de 90 et 4 revolvers de 37.....	.....	7	107
.....	1 tube sous-marin	1	8
.....	Idem.....	•	•
canons de 37 à T. R.	2 tubes sur l'eau.	2	21
.....	Idem.....	2	21
.....	Idem.....	2	21
.....	Idem.....	2	15

NOM des bâtiments.	RANG des bâtiments (avec destination des croiseurs.)	DÉPLA- CEMENT tonnes.	MATÉRIEL de construc- tion.	LOX- GUEUR.	LAR- GEUR.	TIRANT d'eau. m. e.	PUISS- SANCE maxima prévue. chevaux.
Jaurégui- berry...	Cuirassé d'escadre.	11,824	Acier....	111 00	22 15	8 45	14,200
Masséna..	Idem....	11,924	Idem....	117 00	20 28	8 17	13,500
D'Entrecas- teaux....	Cr ^e . de st. de 1 ^{re} cl...	8,114	Acier dou- blé en bois	120 00	17 85	7 50	13,500
Pothuau..	Idem....	5,360	Idem....	113 00	15 30	6 42	10,000
D. 3.....	Idem....	5,500	Acier dou- blé en bois	134 00	14 80	6 70	17,100
Guichen (D ¹). (A)...	Croiseur rapide....	8,477	Acier....	133 00	16 71	7 50	24,000
Châteaune- nault (D ²) (B)	Idem....	8,017	Idem....	135 00	17 00	7 40	23,000
Descartes..	Croiseur de 2 ^e cl...	3,938	Acier dou- blé en bois	99 40	12 88	6 52	8,500
Catalin...	Idem....	4,065	Idem....	101 20	13 60	6 45	9,000
Protet (E 4)	Idem....	4,065	Idem....	101 20	13 60	6 45	9,000
D'Assas...	Idem....	3,952	Acier....	99 25	13 68	6 25	9,500
K. 2 (U)...	Croiseur de 3 ^e cl.	2,452	Acier dou- blé en bois	95 00	12 60	5 39	8,500
Foudre....	Cr ^e porte- torpilleurs	6,090	Acier....	116 00	15 61	7 15	11,500
Surprise...	Canon- nière....	629	Acier dou- blé en bois	56 30	7 49	3 75	900
T ¹ . 1.....	Idem....	629	Idem....	56 30	7 49	3 75	900
Durandal (ex-M. (E).	Aviso- torpilleur.	300.6	Idem....	55 00	5 94	3 20	4,800
Hallebarde (ex-M ¹ I).	Torpilleur d'escadre.	300.6	Acier....	85 00	5 94	3 20	4,800
M ¹ . 2.....	Aviso- torpilleur.	"	Idem....	"	"	"	"
Mangini..	Torpilleur de h. mer	129	Idem....	45 00	4 50	2 10	2,100
Cyclone (ex- Tenare) (C)	Torpilleur de 1 ^{re} cl.	151.8	Idem....	45 00	4 62	1 50	3,340
201.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
202.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
203.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
204.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
205.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
206.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
207.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
208.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
209.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
210.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
211.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
P. 35.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500
P. 35.....	Idem....	84	Idem....	37 00	4 06	2 60	1,500

(A) Avec 300 tonnes de charbon en surcharge en soutes.

(B) Projet à l'étude.

(C) Avec 150 tonnes de charbon en surcharge en soute.

*Tableau indiquant le minimum et le maximum des approvisionnements
Ministre de la marine est autorisé à entretenir pendant l'année*

ÉTAT I.

(Article 32 de la loi du 26 février 1887.)

SERVICES.	MINIMUM.	
Constructions navales. Approvisionnement de la flotte. Entretien et service courant.....	29,300,000	
Constructions navales. Constructions neuves. Approvisionnement exceptionnel de bois.....	3,000,000	
Artillerie. Armes. Poudres et munitions.....	14,600,000	
Torpilles.....	2,000,000	
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Entretien et service courant.....	300,000	
Habillement.....	2,000,000	
Vivres.....	4,000,000	
Casernement.....	1,000,000	
Matériel de médecine, de science, d'art et de religion.....	700,000	
Outillage et service général des ports et arsenaux.....	Constructions navales.....	4,150,000
	Artillerie.....	500,000
	Torpilles.....	150,000
	Travaux hydrauliques.....	125,000
	Vivres.....	75,000
Fournitures et mobilier.....	100,000	
TOTAUX.....	62,000,000	

ÉTAT J. *État des lignes dont le Ministre des travaux publics est autorisé à continuer les travaux en 1897.*

DÉSIGNATION.	
NORD.	
Lignes dont l'ouverture est prévue pour 1896.....	Wassigny à Guise.....
Lignes déjà dotées aux budgets antérieurs, à ouvrir après 1897.....	Roubaix à la frontière.....
	Avesnes à Sars-Poteries.....
TOTAL.....	
EST.	
Ligne dont l'ouverture est prévue pour 1896.....	Toul à Pont-Saint-Vincent.....
	Révigny à Nançois-Tronville.....
Lignes déjà dotées aux budgets antérieurs, à ouvrir après 1897.....	Rambervillers à Bruyères.....
	Provins à Esternay.....
	Esly à Crécy.....
TOTAL.....	

DÉSIGNATION.	LONGUEURS.
OUEST.	
prévue	Évreux-Ville à Évreux-Navarre. (Raccordement)..... 3 ¹
	Saint-Pierre-de-Lonviers aux Andelys..... 16
	Châteaubriant à Messac..... 38
	La Brohinière à Dinan..... 36
prévue	Carhaix à Rosporden (voie étroite)..... 42
	Raccordement de Rouen..... 1
	Les Ifs à Montvilliers..... 26
	Dieppe à Saint-Vaast..... 38
	Cany à Fécamp..... 35
budgets	Loudéac à Carhaix (voie étroite) (section de
1897-	la ligne de Saint-Méen à Carhaix)..... 66
	Blain à la Chapelle-sur-Erdre..... 26
	Messac à Ploërmel..... 50
	Coutanges à Regneville..... 9
e déjà	Saint-Méen à Loudéac (voie étroite) (section
ans les	de la ligne de Saint-Méen à Carhaix)..... 46
TOTAL.....	431
ORLÉANS.	
	Argenton à la Châtre..... 44 ¹
	Thiviers à Sarlat et embranchement de Burg... 111
	La Sauve à Eymet..... 67
	Laqueuille au Mont-Dore..... 15
budgets	Saint-Aignan à Blois (voie étroite)..... 33
1897-	Groslejac à Gourdon..... 14
	Confolens à l'Isle-Jourdain..... 24
	Saint-Eloi à Saint-Gervais..... 16
	Le Blanc à Argent (voie étroite)..... 164
	Felletin à Ussel..... 46
	Ribérac à la ligne de Paris à Bordeaux, par
	Parcoult..... 24
TOTAL.....	558
PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.	
prévue	Largentière à Saint-Sernin..... 13 ³
	Saint-Loup-de-la-Salle à Beaune..... 10
	Lure à Loulans-les-Forges..... 40
prévue	Craponne à Saint-Bonnet..... 24
	Corbeil à Montereau..... 61
	Saint-Laurent à Morez..... 16
	La Mure à Paroy-le-Monial..... 64
	Albertville à Annecy..... 44
	Arlanc à Darsac..... 47
	Longeray à Divonne..... 40
	Nyons à Pierrelatte..... 41
budgets	Sembadel à Craponne..... 15
1897-	Cluses au Fayet..... 25
	Epinac à Velars..... 58
	Salon à la Calade..... 32
	Lons-le-Saunier à Saint-Jean-de-Losne..... 56
	Le Fayet à la frontière suisse (voie étroite)..... 37
	Traverse du Rhone à Avignon..... 3
	Valdonne à la Barque-Fuveau..... 10
TOTAL.....	636

DÉSIGNATION.

MIDI.

Lignes dont l'ouverture est prévue pour 1896.....	Tournemire au Vigan.....
Lignes dont l'ouverture est prévue pour 1897.....	Mézin à Mont-de-Marsan.....
	Ossés à Saint-Étienne-de-Baigorry.....
	Ossés à Saint-Jean-Pied-de-Port.....
	Lannemezan à Arreau.....
	Moulin-Neuf à Limoux.....
	Belvèze à Bram.....
	Mende à la Bastide.....
	Carmaux à Rodez.....
	Céret à Arles-sur-Tech.....
	Albi à Saint-Juéry.....
	Lavelanet à Belvèze.....
Lignes déjà dotées aux budgets antérieurs à ouvrir après 1897.....	Dax à Saint-Sever.....
	Pamiers à Moulin-Neuf.....
	Quillat à Rivesaltes.....
	Saint-Girons à Foix.....
	Castelsarrasin à Beaumont-de-Lomagne.....
	Bazas à Bergonce (section de la ligne à Auch).....
Section nouvelle de ligne déjà partiellement inscrite dans les budgets antérieurs.....	Bergonce à Auch (section de la ligne à Auch).....
	TOTAL.....

TOTAUX.

Lignes dont l'ouverture est prévue pour 1896.....
Lignes dont l'ouverture est prévue pour 1897.....
Lignes déjà dotées aux budgets antérieurs à ouvrir après 1897.....
Sections nouvelles de lignes déjà partiellement inscrites dans les budgets antérieurs.....
TOTAL GÉNÉRAL.....

ÉTAT J bis. *État des lignes dont le Ministre des travaux publics est autorisé à continuer les travaux sur les fonds du chapitre*

Vouvent-Cezais à Chantonais.....
Thorigné à Courtalain.....
Voves à Toury.....
Puget-Théniers à Saint-André.....
La Loupe à Brou.....
TOTAL.....

*des renseignements à fournir aux Chambres par les différents
exécution des dispositions contenues dans les lois de finances.*

NATURE DES RENSEIGNEMENTS À FOURNIR.	ÉPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis.
Renseignements concédés dans les bâtiments de l'État actionnaires ou agents. (Loi du 23 avril 1883, art. 10.)	
Renseignements des localités de l'Algérie, déterminées par arrêté ministériel, dans lesquelles des indemnités spéciales de loyer sont accordées aux agents et préposés en service dans le territoire militaire et dans le territoire civil.	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements des dépenses engagées au 31 décembre pré- cédent. (Art. 52 de la loi du 28 décembre 1895.)	
Renseignements des débits de tabac accordés du 1 ^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente. (Loi du 27 juillet 1890, art. 40.)	
Renseignements par département, des augmentations et des dimi- nutions de principal sur la contribution foncière des propriétés non bâties. (Loi du 23 juillet 1820, art. 24.)	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements par département, des augmentations et des dimi- nutions de principal sur la contribution personnelle- mobilière. (Loi du 4 août 1844, art. 2.)	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements par département, des augmentations et des dimi- nutions sur le principal de la contribution des portes et fenêtres. (Loi du 17 août 1835, art. 2.)	
Renseignements indiquant les sièges, la composition et les traitements des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des justices de paix en France, en Algérie et en Tunisie	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements des élèves gratuites admises dans les maisons d'é- ducation de la Légion d'honneur pendant l'année sco- laire précédente.	
Renseignements sur les dépenses de constructions et d'acquisitions pour le service pénitentiaire et situation des dépenses pour l'appropriation et la construction des prisons dé- partementales. (Loi du 5 juin 1875.)	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements sur les dépenses des impositions départementales extraordinaires et situation des emprunts départementaux.	Dans les premiers mois de la session ordinaire.
Renseignements nominatifs des préfets, sous-préfets, secrétaires gé- néraux et conseillers de préfecture touchant, à titre personnel, un traitement supérieur à celui que com- porte leur résidence. (Loi du 26 février 1887, art. 48.)	A l'appui de chaque projet de budget.
Renseignements sur l'état des nécessités, indiquant les fixations de la réserve de guerre arrêtées pour l'ensemble de chaque service au 1 ^{er} mai de l'année courante et les modifica- tions apportées à ces fixations depuis le 1 ^{er} mai pré- cédent, l'emploi des approvisionnements supprimés ou crédités au moyen desquels ils auraient été augmentés article 10 de la loi du 26 juin 1888 et article 61 de la loi du 26 janvier 1892.)	Le 1 ^{er} octobre de chaque année.
Renseignements indiquant, pour l'ensemble de chaque service, les montants de la réserve de guerre au 1 ^{er} mai de l'année courante, avec l'indication des modifications apportées à ces montants depuis le 1 ^{er} mai précédent, et le relevé des excédents et des manquants qui auraient été constatés les recensements de la réserve de guerre depuis le 1 ^{er} octobre précédent. (Article 10 de la loi du 26 juin 1888 et article 61 de la loi du 26 janvier 1892.)	

MINISTÈRES.	NATURE DES RENSEIGNEMENTS À FOURNIR.
Ministère de la marine.	État détaillé, donnant par navire en construction :
	1 ^o Conformément au modèle annexé à la loi de finances du 16 avril 1895 (Etat K), les nom et rang du bâtiment, l'auteur des plans et le lieu de construction; le nom des ingénieurs ou établissements chargés de la construction (coque, chaudières, machines), les dates de l'ordre de mise en chantier, du montage sur cale, de la mise en service probable, le montant total des devis, les numéros des chapitres du budget auxquels s'appliquent les catégories de dépenses, les dépenses effectuées au 31 décembre de l'année précédente, présumées pour l'année en cours, et probables pour les années suivantes, les totaux partiels de ces dépenses et le total général des dépenses pour chaque navire.....
	2 ^o Conformément au modèle annexé à la loi de finances du 16 avril 1895 (Etat K), le nom des bâtiments, leur rang (en indiquant, pour les croiseurs, leur destination), le déplacement, la matière de construction, la longueur, la largeur, le tirant d'eau AR., la puissance maxima prévue, la nature de la machine, le système des chaudières, le nombre d'hélices, la vitesse maxima prévue, la contenance des soutes en charbon en roches, le rayon d'action prévu à 10 nœuds et à la vitesse maxima, l'armement en artillerie et en tubes lance-torpilles, l'effectif prévu (état-major et équipage).....
	État donnant par article et par nature de travaux, pour l'ensemble du budget et pour chaque port ou établissement hors des ports, la dépense effectuée en main-d'œuvre et en matières pendant l'exercice précédent..
	État indiquant, pour chaque port ou établissement hors des ports, l'effectif et la dépense du personnel militaire, entretenu et ouvrier de chaque service pendant l'exercice précédent.....
	État, en valeur, conforme au modèle annexé à la loi de finances du 16 avril 1895 (Etat K), présentant la situation, au 31 décembre précédent, du matériel qu'il y a lieu de réserver et du matériel réellement réservé pour l'armement éventuel et le ravitaillement des unités de combat.....
	État, en valeur, conforme au modèle annexé à la loi de finances du 16 avril 1895 (Etat K), faisant ressortir, pour chaque service d'exécution, le montant de l'approvisionnement disponible pour le service courant, la consommation moyenne annuelle et la valeur du maximum de l'approvisionnement.....
	Maximum et minimum des approvisionnements que le ministre de la marine est autorisé à entretenir. (Art. 32 de la loi de finances du 16 février 1887.).....
	État conforme au modèle annexé à la loi de finances du 16 avril 1895 (Etat K), présentant, en quantité et en valeurs, le détail des denrées constituant l'approvisionnement de service courant et, s'il y a lieu, les déficits dans le stock de mobilisation.....

NATURE DES AMÉNAGEMENTS À FOURNIR.	ÉPOQUE à laquelle les renseignements doivent être fournis.
spécial détaillé de l'inspection des services administratifs, sur les existants en magasin dans chaque chapitre du budget de la marine, pour le matériel spécialisé pour les constructions navales, pour le matériel réformé, pour le matériel à réparer et pour le matériel de service courant. Exercices notables dressés et transmis dans les trois mois au ministre de la marine pour un huitième de l'existant...	Chaque année et avant le mois d'octobre.
informe aux annexes jointes chaque année au budget et présentant, pour l'année précédente, sous la même forme, la dépense faite pour chacun des services mentionnés.	A l'appui du compte définitif des dépenses.
présentant, pour l'année précédente et en détail, les mouvements, améliorations et réformes accomplis par les différents services de la marine.	En même temps que le projet de budget.
la flotte, au 1 ^{er} janvier de l'année courante.	Chaque année.
personnel classé des lycées de garçons et de filles, donnant, par catégories de fonctionnaires, l'effectif, les classes, le traitement de la classe, la décomposition, les indemnités pour heures supplémentaires, interrogations, conférences; les indemnités d'agréation et d'admissibilité à l'agréation.	A l'appui de chaque projet de budget.
personnel non classé des lycées de garçons et de filles, indiquant les indemnités payées à ce personnel.	
liquant, pour chaque lycée de garçons et de filles, les recettes et les dépenses de l'exercice clos au 31 mars, et la situation financière à la fin de cet exercice.	Avant le 1 ^{er} juillet de chaque année.
on des réseaux téléphoniques construits à l'aide des subventions faites par les villes, chambres de commerce, syndicats, etc. (Article 1 ^{er} de la loi du 16 juillet 1899.)	A l'appui de chaque projet de budget.
le budget du protectorat de l'Indo-Chine et situations provisoires ou définitives des budgets antérieurs. (Article 49 de la loi du 26 décembre 1890 et 58 de la loi du 16 avril 1895.)	A l'appui de chaque projet de budget.
des opérations effectuées pendant l'année précédente, et ensemble des opérations effectuées depuis l'origine en exécution des conventions approuvées par le conseil du 20 novembre 1883. (Article 76 de la loi du 21 janvier 1892.)	Dans les six premiers mois de chaque année.
spéciaux, présentés par les compagnies de chemins de fer, des travaux complémentaires effectués dans le cours de l'exercice précédent. (Article 79 de la loi du 21 janvier 1892.)	Dans l'année.
lignes dont le ministre des travaux publics est chargé à faire entreprendre ou continuer les travaux. (Art. 61 de la loi du 16 avril 1895.)	A l'appui de chaque projet de budget.

La loi du 29 mars 1897, délibérée et adoptée par le Sénat et par

ances.
CHERY.
Le Président de la République française,
Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32410. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour dépenses du Personnel de l'Hydraulique agricole.*

Du 8 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, sur l'exercice 1896, d'une somme de 2,000 francs pour dépenses du personnel de l'hydraulique agricole;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un crédit de deux mille francs (2,000^{fr}) applicable au personnel de l'hydraulique agricole.

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre 1^{er}, personnel de l'hydraulique agricole.

Ce crédit sera affecté aux dépenses du personnel de l'hydraulique agricole.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Var.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX F.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLIE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes du département du Jura, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 15 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 17 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur,

En vertu de la loi du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Sur le rapport, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

En vertu des articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du

mois de mai 1897, et sur la proposition de M. Bourgeois, sénateur du département du Jura,

Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Jura sont convoqués pour le dimanche 28 mars 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Jura, se réunira au chef-lieu le dimanche 2 mai 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

Les opérations de réunion des conseils municipaux et les opérations électo-
rales pour l'élection des délégués et suppléants que pour la
élection du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées
par le décret ci-dessus visés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le ministre de l'intérieur,
BARTHOU.

1890, n° 4942.

N° 32412. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Mamers (Sarthe) à l'effet d'élire un Député*

Du 16 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 18 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽¹⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Attendu le décès de M. d'Aillières, député de la deuxième circonscription de Mamers (Sarthe),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Mamers (Sarthe) est convoqué pour le dimanche 11 avril 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 1^{er} du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu de faire des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars 1896, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ xii^e série, Bull. 1566, n° 1566.

qui convoque le Collège électoral de l'arrondissement
rs (Ardennes) à l'effet d'élire un Député.

Du 16 Mars 1897.

inséré au Journal officiel du 18 mars 1897.)

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le ministre secrétaire d'État au département de l'in-

du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
er 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé
ctorales;

ique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;
et 1889, qui interdit les candidatures multiples;
illet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges

M. Bourgoïn, député de l'arrondissement de Vouziers

ge électoral de l'arrondissement de Vouziers
oqué pour le dimanche 11 avril 1897, à l'effet

lieu suivant les formes déterminées par les lois
isés.

communes où, conformément à l'article 8 du
du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter
la liste électorale arrêtée le 31 mars courant,
rs avant la réunion des électeurs, un tableau
s.

l'intérieur est chargé de l'exécution du présent

6 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

érieur,
RTHOU.

* N° 32414. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) qui autorise M. *Valentin*, fabricant de chaux et de tuiles à Montmorillon, à construire une fosse de six mètres de longueur sur quatre mètres de largeur et deux mètres de profondeur, non compris les murs, dans le terrain qu'il possède à droite du chemin de fer de Poitiers à Limoges, à moins de deux mètres du pied du talus de cette voie ferrée, à la gare de Montmorillon. (Paris, 10 Septembre 1896.)



Certifié conforme

Paris, le 17 ^{re} Mai 1897.

*Le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

LETIN DES LOIS

PUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1848.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

*qui proroge des Surtaxes à l'Octroi d'Aix-les-Bains
(Savoie).*

Du 5 Février 1897.

publiée au Journal officiel du 7 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
Art. 1^{er}. — Les sursurtaxes, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, à l'octroi d'Aix-les-Bains (Savoie), des sursurtaxes accises de trente-six centimes (3^{fr} 36) par hectolitre de vin et de quatorze centimes (14^{fr}) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les vins, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, et des sursurtaxes indépendantes des droits de soixante-quatre centimes et de six francs sur les spiritueux, qui peuvent être ajoutées aux taxes principales.

Art. 2. — Les sursurtaxes autorisées par l'article 1^{er} est spécialement affectées à la dette municipale.
Art. 3. — La commune est tenue de justifier chaque année, au budget, le produit dont le compte général, tant en recettes qu'en dépenses, devra être fourni à l'expiration de la durée de la loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par les députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32416. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de (Bouches-du-Rhône).*

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI ci suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 la prorogation, à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) taxes ci-après :

- 1° Trente-six centimes (0^e 36) par hectolitre de vin ;
- 2° Six francs (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de soixante centimes et de six francs par hectolitre établis, à titre de taxes pures, sur les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes mentionnées à l'article précédent est exclusivement affecté au paiement des terrains acquis pour la construction du canal. (Délibération du conseil municipal du 29 décembre 1889.)

La municipalité est tenue de justifier chaque année de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant qu'en dépense, sera fourni à l'expiration de la durée fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par les députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Bailleal (Nord).

Du 5 Février 1897.

publiée au Journal officiel du 7 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1898
des surtaxes ci-après actuellement perçues à l'octroi
à savoir :

de quatre centimes (6⁴/₄) par hectolitre de vin
en bouteilles;

de vingt centimes (11⁸/₀) par hectolitre d'alcool
des eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-

et indépendantes des droits d'un franc soixante-
neuf francs établis, à titre de taxes principales,
sur les boissons.

Les surtaxes autorisées par l'article précédent est
imposée au paiement des travaux énoncés dans la déli-
vrance du 13 août 1896.

La commune est tenue de justifier chaque année, au
titre de ce produit dont le compte général, tant en
recette, devra être fourni à l'expiration du délai fixé

et délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
exécutée comme loi de l'État.

5 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Finances,

COCHERY.

qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Clermont (Oise).

Du 5 Février 1897.

publiée au Journal officiel du 7 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement,
des surtaxes ci-après :
Octroi de Clermont (Oise), des surtaxes ci-après :

Un franc douze centimes (1' 12) par hectolitre de v
cercles qu'en bouteilles;

2° Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu da
de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre
centimes et de six francs perçus, à titre de taxes princ
les mêmes boissons.

2. Le produit des surtaxes autorisées par l'article pr
spécialement affecté à l'amortissement de la dette munic

L'autorité communale est tenue de justifier chaque
préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte génér
recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai
présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32419. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de*
(Basses-Alpes).

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI don
suit :

ARTICLE UNIQUE. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 18
vement, la prorogation, à l'octroi de Digne, de la surtaxe

Six francs (6') par hectolitre d'alcool pur contenu da
de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie

Cette surtaxe est indépendante du droit de six francs
litre perçu, à titre de taxe principale, sur les mêmes boi

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de la Ferté-Macé (Orne).

Du 5 Février 1897.

Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, l'octroi de la Ferté-Macé (Orne), des surtaxes ci-

dessous :
centimes (2^f 30) par hectolitre de vin ;
par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-
de-vie, liqueurs et absinthes.
Surtaxe indépendante des droits d'un franc vingt cen-
times de vin et de six francs par hectolitre d'alcool,
surtaxes principales.

Les surtaxes mentionnées en l'article précédent est
affectées au remboursement de la dette communale.
La commune est tenue de justifier chaque année,
l'emploi de ce produit dont le compte général, tant en
recettes qu'en dépenses, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la

Loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, exécutée comme loi de l'État.

Du 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre
des finances,
M. COCHERY.

qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Guéret (Creuse).

Du 5 Février 1897.

Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement,

la prorogation des surtaxes de deux francs douze centimes par hectolitre sur le vin et de quatre francs (4^f) par hectolitre pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et absinthes, actuellement perçues à l'octroi de Guilvinec.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre centimes par hectolitre de vin et de six francs par hectolitre pur établis, à titre de taxes principales, sur les mêmes produits.

2. Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté au remboursement des emprunts autorisés par la délibération du 26 février 1893.

L'administration municipale est tenue de justifier, au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général de la recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de l'exercice par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32422. — *Loi qui autorise une Surtaxe à l'Octroi de Guilvinec (Finistère).*

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI ci-dessus, et suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1900 inclus, la perception, à l'octroi de Guilvinec (Finistère), d'une surtaxe de quatre francs (4^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs et absinthes.

Cette surtaxe est indépendante de celle de six francs par hectolitre pur établie par la loi du 28 décembre 1895 et du droit de six francs par hectolitre d'alcool, établi à titre de taxe principale.

2. Le produit de la surtaxe mentionnée en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement d'un emprunt de cinq mille francs à contracter.

unicipale est tenue de justifier chaque année,
de ce produit dont le compte général, tant en
, sera fourni à l'expiration du délai fixé par

libérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
écutée comme loi de l'État.

février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

ices,
CHERY.

oroge une Surtaxe à l'Octroi de Landrecies (Nord).

Du 5 Février 1897.

alguée au *Journal officiel* du 7 février 1897.)

AMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

gée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement,
troi de Landrecies (Nord), d'une surtaxe de cinq
litre de vin tant en cercles qu'en bouteilles.
ndépendante du droit d'un franc vingt centimes
e principale, sur la même boisson.

a surtaxe autorisée par l'article qui précède est
au paiement des travaux indiqués dans la déli-
du 30 juillet 1896.

locale est tenue de justifier chaque année, au
de ce produit dont le compte général, tant en
e, devra être fourni à l'expiration du délai fixé

libérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
écutée comme loi de l'État.

février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

ices,
CHERY.

N° 32424. — *Loi qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Morez*

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusive la prorogation, à l'octroi de Morez (Jura), des surtaxes :

1° Soixante-deux centimes (0⁶ 62) par hectolitre de vin et en bouteilles;

2° Six francs (6⁰) par hectolitre d'alcool pur contenu dans de-vie, esprits, liqueurs, absinthes et fruits à l'eau-de-vie.

Ces surtaxes sont indépendantes des droits de quatre centimes et de six francs perçus, à titre de taxes principales les mêmes boissons.

2. Les surtaxes autorisées par l'article qui précède sont affectées au paiement de la subvention votée par le département pour la construction d'un chemin de fer.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi du produit de ces surtaxes dont un compte sera rendu au conseil municipal, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni au plus tard au délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32425. — *Loi qui autorise des Surtaxes à l'Octroi de Saint-Léon (Basses-Pyrénées).*

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, du 1^{er} janvier au 31 décembre

8. perception, à l'octroi de Saint-Jean-de-Luz, des surtaxes

nes (2^e) par hectolitre de vin;
s (6^e) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux,
absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.
s sont indépendantes des droits de soixante-quatre cen-
x francs par hectolitre perçus, à titre de taxes princi-
mêmes boissons.

uit des surtaxes autorisées par l'article précédent est
affecté à l'amortissement de la dette municipale.
ation locale est tenue de justifier chaque année, au
ploi du produit de ces surtaxes dont un compte géné-
cette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration
ar la présente loi.

loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
ra exécutée comme loi de l'État.

le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

les finances,
GES COCHERY.

— Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Sisteron
(Basses-Alpes).

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

NT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

t autorisée, jusqu'au 31 décembre 1899 inclusivement,
, à l'octroi de Sisteron (Basses-Alpes), de la surtaxe de
actuellement perçue par hectolitre d'alcool pur con-
eaux-de-vie, esprits, absinthes, liqueurs et fruits à

e est indépendante du droit de six francs établi, à titre
pale, sur les mêmes boissons.

e autorisée par l'article 1^{er} est spécialement affectée à
nt de la dette municipale.

tion locale sera tenue de justifier chaque année, au
ploi du produit de cette surtaxe dont un compte gé-

néral, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à
du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32427. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de
(Haute-Savoie).*

Du 5 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont
suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 incluant
la prorogation, à l'octroi de Thonon (Haute-Savoie), de la
quatre-vingt-six centimes (0^e 86) actuellement perçue par
sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surtaxe est indépendante du droit de soixante-
times par hectolitre établi, à titre de taxe principale, sur
boisson.

2. Le produit de cette surtaxe est affecté au service
communale.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque
préfet, de l'emploi de ce produit dont un compte général
recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration de
par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

*qui proroge des Surtaxes à l'Octroi de Villefranche
(Alpes-Maritimes).*

Du 5 Février 1897.

insérée au Journal officiel du 7 février 1897.)

LE NOMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement,
à l'Octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes), des sur-

taxes de centimes (0^e 96) par hectolitre de vin ;
de centimes (0^e 96) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les
absinthes, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.
Indépendantes des droits de soixante-quatre cen-
times par hectolitre perçus, à titre de taxes princi-
pales sur les boissons.

Les taxes autorisées par l'article 1^{er} sont spécialement affec-
tées au service de la dette municipale et à l'exécution des
travaux publics. La délibération municipale du 9 février 1896.
La commune sera tenue de justifier chaque année, au
titre du produit de ces surtaxes dont un compte géné-
ral sera annexé au budget, devra être fourni à l'expiration
de la présente loi.

La loi est délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés. Elle est promulguée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

ances ,
BOCHERY.

*qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exer-
cice de la navigation intérieure, à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable*

Du 7 Novembre 1896.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Ministre des travaux publics ;

du 1^{er} décembre 1895, portant fixation du budget général des
travaux publics.

dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition des crédits affectés au ministère des travaux publics pour les

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité relative à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses de travaux publics, par des départements, des communes et des particuliers, pour le service des travaux publics, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics, pendant l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 novembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, pour l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours additionnels montant ensemble à cent cinquante et six mille francs deux centimes (151,092¹/₀₂), qu'il suit, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

I^{re} SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. XXXII. Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux de construction et grosses réparations.).....

II^e SECTION.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

— I^{re}. Établissement et amélioration de canaux de navigation.....

ENSEMBLE comme ci-dessus.....

Ladite somme de cent cinquante et six mille francs deux centimes est répartie, par entreprise, entre l'état A et l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 52 du décret du 31 mai 1862, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor public, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FLOURENCE

Le Ministre des finances,

Le Ministre des

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉNOMINATION.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tisses.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.				
ation de	Besançon.....	6439	27 décembre.	300 ⁰⁰
métallur-	Nancy.....	9007	19 décembre.	470 00
Champi-				
Pierre)...	Verdun.....	2761	14 juin.	3 00
res civils	Idem.....	2809	17 juin.	20 00
nn.				
une de	Montmédy....	3818	20 juin.	300 00
de Saint-	Saint-Omer..	4780	21 septembre.	35,000 00
ANNÉE 1896.				
Lebègue..	Mézières.....	234	31 janvier.	64 92
e Mézières.	Idem.....	808	30 mars.	125 00
mer et con-	Sedan.....	173 bis	14 janvier.	500 00
e.....	Idem.....	1124 bis	24 mars.	25 00
tement...	Bourges.....	660	10 février.	2 50
de Nantes..	Nantes.....	1325	18 mars.	582 04
pagne du	Reims.....	2050	2 avril.	46,800 00
n de fer de				
anlieue de				
de Reims...	Idem.....	2091	9 avril.	9,000 00
de Nancy...	Nancy.....	1488	26 février.	1,487 03
	Idem.....	3192	28 avril.	1,632 08
	Idem.....	5514	25 juillet.	1,979 45
	Idem.....	6353	29 août.	700 00
mmune de	Montmédy....	402	17 février.	650 00
y.				
pagne du	Lille.....	8	1 ^{er} février.	534 53
Roubaix.	Idem.....	483	13 février.	200 00
té des pro-				
chimiques				
ix.	Idem.....	854	22 février.	250 00
tement...	Idem.....	866	22 janvier.	2,069 36
den et fils.		(partie)		
er et Leroy.	Idem.....	Idem.	Idem.	109 12
lle et con-	Idem.....	Idem.	Idem.	1,306 70

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récép- sés.	DATES des versements.
Nord (suite).	M. Wipperm.....	Lille.....	868 (partie)	22 janvier.
	MM. Hamard frères.	Idem.....	Idem.	Idem.
	La raffinerie de pé- trole du Nord.	Idem.....	Idem.	Idem.
	La commune de Croix.	Idem.....	1020	25 janvier.
	La commune de Marcq-en-Barœul.	Idem.....	3519	26 avril.
	La compagnie des tramways du dé- partement du Nord.	Idem.....	5419	10 juin.
	Le département....	Idem.....	6248	29 juin.
	Idem.....	Idem.....	6249	Idem.
	Idem.....	Idem.....	6250	Idem.
	Idem.....	Idem.....	6251	Idem.
	Idem.....	Idem.....	6252	Idem.
	La commune de Marcq-en-Barœul.	Idem.....	6510	4 juillet.
	Les communes de Synthe et de Mar- dyck.	Dunkerque...	941	25 février.
	La commune de Spycker.	Idem.....	967	26 février.
	La commune de Bergues.	Idem.....	982	Idem.
	La ville d'Honds- choote.	Idem.....	2186	6 mai.
	Les communes de Craywick et de Loon-Plage.	Idem.....	2504	15 juin.
	La deuxième section des Waeteringues.	Idem.....	2778	Idem.
	La commune de Warhem.	Idem.....	2808	Idem.
	Les communes de Grande - Synthe, Mardyck et Petite- Synthe.	Idem.....	2834	17 juin.
	Les communes de Bourbourg-Ville, Bourbourg-Cam- pagne, Brouker- que et Spycker.	Idem.....	2869	19 juin.
	La troisième section des Waeteringues et la commune de Bergues.	Idem.....	2878	Idem.
Pas- de-Calais.	Le département....	Arras.....	2044	10 avril.
	La société des mines de Malfidano.	Idem.....	2848	18 mai.
	Le département (la commune d'Au- drucq pour le compte du).	Saint-Omer...	343	23 janvier.
	La commune d'Au- drucq.	Idem.....	1095	5 mars.
	La compagnie des mines de Bourges.	Béthune.....	328	9 mai.
				TOTAL.....

ÉTAT B.

e et par entreprise, d'un crédit additionnel de 151,092 fr. 02
travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, pour
encours.

ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
BUDGET ORDINAIRE.	
1^{re} SECTION. (DÉPENSES ORDINAIRES.)	
CHAPITRE XXXII.	
NAVIGATION INTÉRIEURE. — CANAUX. — TRAVAUX ORDINAIRES.	
n d'un barrage déversoir établi sur le de l'Est..... 500^f 00^s n des ouvrages de retenue du bief de res (canal de l'Est)..... 125 00 n du barrage de Roidon (canal de 25 00 n du barrage de Billy-aux-Oies (canal st)..... 64 92 n de la chaussée du pont de Blancafort (canal de ldre)..... 2 50 n du barrage Saint-Paul, sur le Doubs, à Besançon..... 300 00 n et réparation du pont de Barbin, sur l'Erdre de Nantes à Brest)..... 582 04 ction d'un pont unique sous la ligne d'Épernay à s, pour le passage du canal de l'Aisne à la Marne, emin de fer de Cormicy à Verzy et d'un boulevard ville de Reims (46,800^f + 9,000^f)..... 55,800 00 n de la Moselle canalisée..... 470^f 00^s exploitation des usines de Messein l de l'Est (1,632^f 03 + 1,487^f 03 + 45)..... 5,098 56 ement d'un garde-corps le long du n de halage du canal de la Marne au sous les ponts de Saint-Georges et ierceins, à Nancy..... 700 00 n d'ouvrages régulateurs du canal de l'Est (3^f + 23^f 00^s)..... 23^f 00^s ement d'un port sur le canal de l'Est, ry..... 300 00 f d'une noue située le long de la e, à Pouilly (canal de l'Est)..... 650 00 ement et approfondissement du port d'Honds- e (canal de la Colme)..... 5,500^f 00^s n des ponts de Croix et de Marcq-en- ul (canal de Roubaix)..... 350 00 du canal de Roubaix..... 440 00 e manœuvre du pont de Spycker, sur nal de Bourbourg (250^f + 147^f 50 + + 20^f)..... 500 00 de la branche de Croix (canal de aix) (200^f + 2,613^f 40 + 100^f + 12 + 1,306^f 70 + 2,069^f 36 + 1,110^f 75 41^f 53 + 200^f)..... 8,243 86 n de divers ponts sur les canaux de sine et de Bourbourg (34^f 11 + 74^f 80 0^f 39 + 103^f 06 + 183^f 57 + 11^f 29 + 4 + 35^f 51 + 75^f 65 + 37^f 59 + 60^f 76)..... 1,414 07	714^f 92^s 6,268 56 973 00 16,447 93

DÉPARTEMENTS.	EXTRAORDINAIRES auxquelles les fonds sont destinés.
Pas-de-Calais	Entretien du pont-levis du fort Bâted (canal de Calais)..... 42' 19" Construction d'un quai en maçonnerie au port d'Audruicq (canal de Calais) (6,480' 44 + 6,480' 44)..... 12,960' 88
	TOTAL du chapitre XXXII.....
II ^e SECTION. (DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.)	
CHAPITRE LV.	
ÉTABLISSEMENT ET AMÉLIORATION DE CANAUX DE NAVIGATION.	
Nord.....	Établissement d'un rivage public le long du canal de Roubaix.....
Pas-de-Calais	Établissement d'un garage à Dourges, sur le canal de la Deule (6,000' + 12,000')..... 18,000' 00" Établissement d'un mur de quai en prolongement du quai de Lyzel, sur le canal de Neufossé..... 35,000 00
	TOTAL du chapitre LV.....
RÉCAPITULATION.	
BUDGET ORDINAIRE.	
1 ^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.	
CHAP. XXXII.	Navigation intérieure. — Canaux. — Travaux ordinaires....
2 ^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
CHAP. LV.	Établissement et amélioration de canaux de navigation....
TOTAL GÉNÉRAL.....	

N° 32430. — *DÉCRET qui rejette le recours pour abus formé par de Finance, Oudin et autres, élèves et supérieur du séminaire (Allier).*

Du 10 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours et le mémoire présentés pour les sieurs de Finance et autres, élèves et supérieur du séminaire de Moulins (Allier), le recours et mémoire enregistrés au secrétariat général du Conseil le 29 octobre et 5 décembre 1896, et tendant à ce qu'il plaise au Président de la République déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté, en date du 20 juillet 1895, par lequel le maire de Moulins a interdit toutes les processions et, toutes les manifestations extérieures du culte sur le territoire de la commune, et subs

leur est point applicable dans les circonstances
al de contravention;

prises devant le tribunal de simple police de Moulins
ursuivis pour avoir contrevenu audit arrêté le 12 juin
soulevant contre l'arrêté l'exception d'abus;
sursis rendu par le tribunal de police de Moulins, le

présentées par l'évêque de Moulins, à la date du

en date du 15 octobre 1896;

arde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
e 1896;

s pièces du dossier;

a convention du 26 messidor an ix et les articles 7, 8
germinal an x;

article 45 de la loi du 18 germinal an x interdit les
es hors des édifices consacrés au culte catholique dans
s temples destinés à différents cultes;

ville de Moulins se trouve dans les conditions prévues

e les requérants ne sont pas fondés à soutenir qu'il y a
date du 20 juillet 1895, par lequel le maire de Mou-
n de l'article 45 susvisé, interdit toutes les manifesta-
culte sur le territoire de la commune;

re part, qu'il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de
ion de savoir si l'arrêté du 20 juillet 1895 était appli-
stances relevées au procès-verbal de contravention;
entendu,

ours pour abus formé par les sieurs *de Finance*,
et rejeté.

sceaux, ministre de la justice et des cultes, est
on du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin*

10 janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

sceaux,
et des cultes,

ARLAN.

qui rejette le recours pour Abus formé par l'abbé Morris,
Saint-Ayoul, à Provins (Seine-et-Marne).

Du 10 Janvier 1897.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction pu-
arts;

Vu le recours formé par l'abbé *Mæris*, curé de Saint-Ayoul (Seine-et-Marne), et consorts; ledit recours enregistré au secrétariat du Conseil d'État, le 29 octobre 1896, et tendant à ce qu'il plaise déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté, en date du 15 juin 1895, par lequel le maire de Provins a interdit les processions sur le territoire de la commune;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les conclusions prises devant le tribunal de simple police de Provins par l'abbé *Mæris* et consorts, poursuivis pour avoir violé l'arrêté, et tendant à ce qu'il plaise annuler l'arrêté;

Vu le jugement de sursis rendu par le tribunal de simple police de Provins, le 29 juin 1896;

Vu la lettre de l'évêque de Meaux, en date du 28 septembre 1896;

Vu l'avis du préfet de Seine-et-Marne, en date du 8 octobre 1896;

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 28 octobre 1896;

Ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX et les articles 1^{er} et 2 de la loi du 18 germinal an X;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Considérant qu'en prenant, à la date du 15 juin 1895, un arrêté par lequel il a interdit les processions dans l'étendue du territoire de la ville de Provins, le maire de Provins a violé les attributions de police qui lui sont conférées par la loi du 5 avril 1884;

Qu'en effet, si l'article 45 de la loi du 18 germinal an X autorise les communes à interdire les processions publiques dans les communes où il n'y a pas de temple affecté à un autre culte, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que les maires prennent les mesures nécessaires pour prévenir des désordres;

Que le droit de police de l'administration a été expressément reconnu par l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX, qui a autorisé les communes à interdire les processions catholiques;

Qu'il suit de là que l'arrêté du 15 juin 1895, pris en vue de prévenir des désordres, n'a porté atteinte, ni à l'exercice public du culte catholique, ni à la liberté que les lois garantissent à ses ministres;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le recours pour abus formé par l'abbé *Mæris* et consorts, tendant à ce qu'il plaise déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté, en date du 15 juin 1895, par lequel le maire de Provins a interdit les processions sur le territoire de la commune, est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

Vu la loi du 29 ventôse an ix;

Vu l'article 42 du code de procédure civile;

Vu la loi du 21 mars 1896;

Vu la délibération du 23 août 1896, par laquelle le conseil municipal de Cosne-sur-l'Oeil (Allier), a émis le vœu que le juge de paix du canton d'Hérisson fût autorisé à tenir des audiences foraines à Cosne, et voté une indemnité pour ce magistrat et son greffier;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton d'Hérisson (Allier), est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémentaire à Cosne-sur-l'Oeil.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : **J. DARLAN.**

N° 32436. — DÉCRET relatif aux Taxes à payer pour l'Affranchissement des Colis postaux à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Australie, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fiji, des Nouvelles-Hébrides et des îles Seychelles.

Du 4 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 10 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892⁽¹⁾;

Vu la convention du 18 juin 1886 et l'arrangement du 9 novembre 1894, conclus entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour l'échange des colis postaux;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} mars 1897, les taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Australie, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer des comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895 qui doivent faire l'additionnel.

DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			
			par créance.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1893.						
CHAP. XXXI. Matériel. Dépenses de premier établissement.	Fournitures diverses de pièces d'appareils.	La Société générale des téléphones, à Paris.	811'00	811'00	811'00	
EXERCICE 1894.						
CHAP. IV. Indemnités et dépenses diverses.	Remises pour communications téléphoniques.	Mlle Fuzet, à Saint-Gille-du-Gard.	105 50	105 50	105 50	
EXERCICE 1895.						
CHAP. VIII. Matériel. Dépenses de premier établissement.	Fournitures de câbles.	La société Postal-Vinay, à Paris.	7,246 30	7,246 30	9,749 10	
CHAP. X. Transformation du réseau téléphonique de Paris.....	Travaux.....	M. Giraud, à Paris.	2,383 63			
	Honoraires....	M. Boussard, à Paris.	95 34	2,502 80		
	Idem.....	M. Gillet, à Paris.	23 83			
				2,502 80		
TOTAL.....					10,665 60	

ARRÊTÉ le présent état à la somme de dix mille six cent soixante centimes.

Paris, le 18 Janvier 1897.

Le Ministre du commerce,
des postes et des télégraphes.
Signé : HENRI BOUQUET

N° 32433. — DÉCRET portant homologation des plans de circonscription des procès-verbaux de Bornage de la zone des fortifications de dépendant de la place de Brest.

Du 21 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1875.

et la conservation des places de guerre et postes militaires imposées à la propriété, autour des fortifications de l'État;

arrêté le 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois

du ministre de la guerre,

ont été définitivement arrêtés et homologués, pour les plans de la place de Brest, les plans de circonscription et de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, et approuvés par le ministre de la guerre,

avec :

le plan de la 2^e série par décision du 10 août 1853.

le plan de la zone des fortifications.

le plan de bornage en date du 1^{er} septembre 1896).

Le plan du Dellec :

le plan de la 2^e série par la loi du 27 mai 1889.

le plan de la zone des fortifications.

le plan de bornage, en date du 1^{er} septembre 1896).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le ministre de la guerre,

BILLOT.

ARRÊTÉ qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides pour l'exercice 1897, un Crédit destiné au payement de Dépenses de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Con Navigation.

Du 24 Janvier 1897.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Par la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « les prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes des articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera imputés sur le budget annexe de la caisse des invalides de la marine : Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la Con Navigation, et que « des crédits en somme égale à ces prélève-

, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

ments seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine.

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1892.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 janvier 1897.

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, une somme égale aux recettes constatées au compte : *Primes à la marine marchande*, quatre pour cent sur les primes à la marine marchande, cent cinquante-deux mille deux cent quarante francs sept centimes (152,240⁷/77) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et de leurs familles; 2^o de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions devant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de l'exercice 1897, au chapitre spécial ouvert à cet effet, *Secours aux marins victimes de naufrages et autres accidents de mer, familles, et subventions aux chambres de commerce et à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources venant des retenues faites, en 1896, sur les primes à la navigation et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances s'entendront, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX
Le Ministre de la marine,
Signé : G. BISSON.

N° 32435. — DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton d'Hérisson à tenir une Audience supplémentaire à Cosne-sur-Loire.

Du 25 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26939.

se an ix ;
de de procédure civile;
1896;
23 août 1896, par laquelle le conseil municipal de
) a émis le vœu que le juge de paix du canton
à tenir des audiences foraines à Cosne, et voté une
gistrat et son greffier;
tendu,

de paix du canton d'Ilérissou (Allier), est auto-
quinze jours, une audience supplémentaire à

sceaux, ministre de la justice et des cultes, est
du présent décret.

Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

aux,
des cultes,
LAN.

relatif aux Taxes à payer pour l'Affranchissement des
tination du Guatemala, du Paraguay, de l'Australie, de
britannique, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fiji, des
et des îles Seychelles.

Du 4 Février 1897.

publié au Journal officiel du 10 février 1897.)

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

mars 1881, 12 et 13 avril 1892;

juin 1892⁽¹⁾;

du 18 juin 1886 et l'arrangement du 9 novembre 1894,

nce et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
des colis postaux;

ministre du commerce, de l'industrie, des postes et

r du 1^{er} mars 1897, les taxes à payer pour l'af-
colis postaux à destination du Guatemala, du
Australie, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la

9, n° 25415.

Nouvelle-Zélande, des îles Fiji, des Nouvelles-Hébrides, des Seychelles seront perçues conformément aux indications annexées au présent décret.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, pris en conseil d'administration, enregistré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : HENRY BOUCHER.

TABLEAU indiquant les taxes à percevoir pour l'affranchissement des lettres et des cartes postales à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Hébrides, des îles Fiji, des Nouvelles-Hébrides.

PAYS de DESTINATION.	VOIE de TRANSMISSION.	LIMITE de POIDS.	TAXES A PERCEVOIR					
			FRANCE	EN CORSE et en Algérie.		Dans les agences MARITIMES françaises.		
				Port.	Inté- rieur.	au MAROC	à TRÉ- POLE de Barba- rie.	
			fr. c. (A)	fr. c. (A)	fr. c. (A)	fr. c.	fr. c.	
GUATEMALA.	Voie d'Allema- gne et des pa- quebots alle- mands.	5 ^k	4 75	5 00	5 25	5 75	6 25	
PARAGUAY ..	Voie des paque- bots français et de la Répu- blique Argen- tine.	3 ^k	5 00	5 25	5 50	6 00	6 50	
AUSTRALIE, NOUVELLE- GUINÉE BRITANNIQUE NOUVELLE- ZÉLANDE	Voie d'Angle- terre.	jusqu'à 1 ^k 360. de 1 ^k 360 à 3 ^k . de 3 à 5 ^k	3 25 6 35 9 10	3 50 6 60 9 35	3 75 6 85 9 60	7 35 11 10	7 85 10 60	
ÎLES FIJI.	Voie d'Angle- terre.	jusqu'à 1 ^k 360. de 1 ^k 360 à 3 ^k . de 3 à 5 ^k	3 75 6 85 10 05	4 00 7 10 10 30	4 25 7 35 10 55	7 85 11 05	8 35 11 55	
NOUVELLES- HÉBRIDES.	Voie d'Angle- terre.	jusqu'à 1 ^k 360. de 1 ^k 360 à 3 ^k . de 3 à 5 ^k	3 55 7 10 10 25	3 80 7 35 10 50	4 05 7 60 10 75	8 10 11 25	8 60 11 75	
ÎLES SEYCHELLES	Voie d'Angle- terre.....	jusqu'à 1 ^k 360. de 1 ^k 360 à 3 ^k . de 3 à 5 ^k	3 25 4 50 5 75	3 50 4 75 6 00	3 75 5 00 6 25	5 50 6 75	6 00 7 25	

(A) Non compris le droit de timbre de 10 centimes.

qui ouvre au Ministre de la justice et des cultes, sur
Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour
divers Édifices diocésains.

Du 12 Février 1897.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;
le 25 novembre 1895, portant fixation du budget général de
l'État, en ce qui concerne la répartition des crédits affectés aux services des

du 1^{er} mai 1896 ⁽¹⁾ portant report à l'exercice 1896 d'une
somme de mille huit cent trente et un francs dix-huit centimes
sur les crédits ouverts sur l'exercice 1895 pour l'emploi
des fonds de concours;

la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de
des dépenses publiques;

des sommes versées au Trésor public pour concourir,
à des travaux exécutés en 1895 à divers édifices

le Ministre des finances en date du 5 février 1897.

ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice
et des cultes), sur les fonds de l'exercice 1896, un
somme de mille six cent quatre-vingt-douze francs
et siximes (140,692⁶⁴), formant le montant des ver-
sements à l'état susvisé et applicable au budget des
l'exercice 1896, savoir :

des archevêchés et évêchés.....	88 ⁹⁴
des édifices diocésains.....	599 54
réparations des édifices diocésains.....	138,004 16
spéciaux pour diverses cathédrales.....	2,000 00

SOMME ÉGALE..... 140,692 64

à la dépense au moyen des ressources spéciales
à titre de fonds de concours.

le Garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le
Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

2 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministres,
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

COCHERY.

Signé : J. DARLAN.

1897, n° 31103.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	OBJET DES TRAVAUX.
1	Aube.....	Restauration de verrières à la cathédrale.
2	Côte-d'Or.....	Reconstruction de la flèche de la cathédrale.
3	Orne.....	Restauration du maître-autel de la cathédrale.
4	Aisne.....	Réfection de peintures et restauration de nefs. Soissons.
5	Ille-et-Vilaine.....	Installation d'un calorifère à la cathédrale.
6	Bouches-du-Rhône.....	Réparations à la maison contiguë à la cathédrale.
7	Loir-et-Cher.....	Construction d'un calorifère à la cathédrale.
8	Eure-et-Loir.....	Idem.....
9	Hérault.....	Travaux de clôture à l'abside de la cathédrale.
10	Basses-Pyrénées.....	Aménagement de l'eau potable à l'évêché.
11	Idem.....	Réfection de la couverture de deux chapelles. drale.
12	Somme.....	Pavage de la cathédrale.
13	Côte-d'Or.....	Reconstruction de la flèche de la cathédrale.
14	Loiret.....	Réparations du mobilier de l'évêché.
15	Somme.....	Pavage de la cathédrale.
16	Eure.....	Restauration des vitraux du chœur de la cathédrale.

N° 32438. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public pour le service du Cadastre.

Du 18 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant autorisation de contributions directes pour l'exercice 1897 et ouverture de crédits applicables au mois de janvier 1897;

Vu la loi du 29 janvier 1897, portant ouverture de crédits applicables au mois de février 1897 et autorisation de percevoir, au même mois, les impôts et revenus publics,

Vu le récépissé et la déclaration de versement, tenant lieu de constatant le versement par les trésoriers-payeurs généraux des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, à titre de fonds de concours, d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs, représentant le montant des subventions de l'État pour les dépenses de l'exercice 1897;

Vu la déclaration de versement tenant lieu de récépissé, constatant le versement, par le trésorier-payeur général du département de la Savoie, d'une somme de vingt et un francs soixante et onze centimes,

1896 à divers édifices diocésains.

LES SONT APPLICABLES LES SOMMES VERSÉES.			OBSERVATIONS.
13.	14.	15.	
"	1,000' 00"	"	Déclaration de versement.
"	42,000 00	"	Idem.
"	7,000 00	"	Idem.
"	4,927 55	"	Idem.
"	16,945 32	"	Idem.
599' 54"	"	"	Idem.
"	7,000 00	"	Idem.
"	2,000 00	"	Récépissé.
"	2,418 13	"	Déclaration de versement.
"	300 67	"	Idem.
"	3,333 74	"	Idem.
"	25,000 00	"	Idem.
"	21,078 75	"	Idem.
"	"	"	Idem.
"	5,000 00	"	Idem.
"	"	2,000'	Idem.
599 54	138,004 16	2,000	
140,692' 64"			

du produit des centimes départementaux pour dé-
 is dans les rôles de 1895;
 versement tenant lieu de récépissé, constatant le
 er-payeur général du département de la Haute-Sa-
 eize mille huit cent trente et un francs, représen-
 imes départementaux pour dépenses du cadastre
 e 1897;

versement tenant lieu de récépissé, constatant le
 er-payeur général du département de Meurthe-et-
 e deux mille quatre cents francs, représentant la
 mmune de Cercueil dans les frais de renouvelle-

omme totale de cent un mille deux cent cinquante-
 onze centimes;

cret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la

istre des finances,

rt au ministre des finances, sur l'exercice 1897.
 mille deux cent cinquante-deux francs soixante

et onze centimes (101,252' 71) au chapitre LXXI du budget de l'exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur le moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Février 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX

N° 32439. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture, pour l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses relatives aux concours de l'industrie chevaline.*

Du 19 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'Agriculture ;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget de l'exercice 1896 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur le moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les quatre déclarations ci-annexées, constatant le versement, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, de vingt mille quatre-vingt-quatre francs trente-cinq centimes d'un pour cent sur le pari mutuel ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'Agriculture, pour l'exercice 1896, un crédit de vingt mille quatre-vingt-quatre francs cinquante centimes (20,084' 35) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie, état A, chapitre 13, sous-chapitre 1, paragraphe 1, *raisons de l'industrie chevaline*.

Ce crédit sera affecté aux dépenses prévues par la loi du 28 décembre 1895 et par le décret du 7 juillet 1891.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret sur le moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les sociétés de courses.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'agriculture et le ministre des finances sont
ce qui le concerne, de l'exécution du présent
é au *Bulletin des lois*.

Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

*DÉCRET relatif à la Vente des objets mobiliers
État ou régis par l'Administration des Domaines.*

Du 26 Février 1897.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Ministre des finances,

2 de l'arrêté du Directoire exécutif du 23 nivôse

domaines fixe le jour où les adjudications des
partenant à l'État ou régis par l'administration
nt avoir lieu.

es finances est chargé de l'exécution du présent
éré au *Bulletin des lois*.

6 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

ances,
COCHERY.

*qui convoque le Collège électoral de la première circon-
Brest (Finistère) à l'effet d'élire un Député.*

Du 2 Avril 1897.

publié au *Journal officiel* du 3 avril 1897.)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
le ministre secrétaire d'État au département de l'in-
le 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;
1666.

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin universel et les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 13 juillet 1893⁽¹⁾, portant convocation des électeurs pour le scrutin de liste dans les circonscriptions électorales;

Attendu le décès de M. l'amiral Vallon, député de la première circonscription de Brest (Finistère),

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Brest (Finistère) est convoqué pour le dimanche 25 avril 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément au décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait eu des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 décembre 1896, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, lesdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32442. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de l'Aube à l'effet de nommer le candidat à l'élection d'un Sénateur.

Du 6 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 8 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1886;

⁽¹⁾ I^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1.

4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation
municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du

procès-verbaux des délibérations du Sénat, duquel il ré-
sulte que le 27 février 1897, il a été procédé, conformé-
ment à la loi du 9 décembre 1884, à un tirage au sort qui a
nommé M. Le Royer comme devant être appelé à élire un sé-
nateur de M. Le Royer, sénateur inamovible, décédé,

conseils municipaux des communes comprises dans
le département de l'Aube sont convoqués pour le dimanche 25 avril
pour nommer leurs délégués et suppléants en vue de
l'élection d'un sénateur.

Le conseil général, formé des députés, des conseillers gé-
néral d'arrondissement et des délégués municipaux
du département de l'Aube, se réunira au chef-lieu le dimanche
pour procéder à l'élection d'un sénateur.

Les conseils municipaux et les opérations électo-
rales des délégués et suppléants que pour la no-
mination, auront lieu suivant les formes déterminées
et ci-dessus visés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent

Paris, 6 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministère de l'intérieur,
BARTHOU.

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signature de l'intérieur) portant que la commune de Cambo
de Bayonne, département des Basses-Pyrénées) portera
de Cambo-les-Bains. (Paris, 3 Février 1897.)

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signature des finances) qui approuve l'acte administratif
du 1897, devant le préfet du Calvados, portant concession
à l'entrepreneur (Calvados), aux clauses et conditions stipulées et
l'engagement d'une somme de cent cinquante-sept francs.

Paris, n° 4942.

d'un emplacement de quinze mille six cent. trente-sept. m.
conquérir sur le domaine public maritime entre le phare
la jetée de l'Ouest, à Honfleur; ledit emplacement figuré
rose et par les lettres A B C B N M sur le plan ann
(Paris, 27 Février 1897.)



Certifié conforme

Paris, le 22 * Mai 1

Le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice et de

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

LETIN DES LOIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1849.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Président de la République déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Ain, d'un Chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Genix-d'Aoste à Jallieu.

Du 19 Décembre 1896.

Promulguée au Journal officiel du 24 décembre 1896.)

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

ET LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
Le Président de la République déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Ain, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Genix-d'Aoste à Jallieu.

La déclaration d'utilité publique sera considérée comme faite, si les expropriations nécessaires pour la construction de ladite ligne ne sont pas accomplies dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi.

Le département de l'Ain est autorisé à pourvoir à l'exécution de la présente loi, comme chemin de fer d'intérêt local, sous réserve de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de la convention passée, le 3 avril 1896, entre le département de l'Ain, d'une part, et la société anonyme du chemin de fer de Saint-Genix-d'Aoste à Jallieu, d'autre part, ainsi que du cahier des charges annexé à ladite convention.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux chemins de fer d'intérêt local de Saint-Genix-d'Aoste, de Sablonnières à Montagny.

lieu et de Montaliou aux carrières d'Amblagnieu-Pour d'utilité publique par les décrets du 14 août 1877 et 1879 et par la loi du 16 août 1883.

Dans le département du Rhône, le chemin de fer de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, déclaré d'utilité publique du 14 août 1877, est placé sous le même régime, aux clauses et conditions de la convention passée à ce sujet, le 26 août 1893, entre le préfet du Rhône, d'une part, et la société anonyme du chemin de fer de l'Est de Lyon, d'autre part, et les charges annexées à ladite convention.

Des copies certifiées conformes de ces conventions et des charges resteront annexées à la présente loi.

4. Le capital de la société anonyme du chemin de fer de l'Est de Lyon ne pourra, sous peine de déchéance, être engagé directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation des lignes qui lui sont concédées, sans l'autorisation préalable par décret délibéré en conseil d'Etat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : FELL

Signé : A. TURREL.

CONVENTION.

L'an mil cent quatre-vingt-seize, le trois avril,

Entre M. de Luze, préfet du département de l'Isère, agissant au nom du département, en vertu des lois du 10 août 1871, du 11 juin 1880, des décrets du 14 août 1877 et 1879, et de la loi du 16 août 1883, et de la commission départementale en date des 26 août 1893 et 23 août 1895, et de la commission départementale en date des 28 février 1894 et 27 février 1895,

D'une part;

Et M. Adrien Le Page, directeur de la société anonyme du chemin de fer de l'Est de Lyon, dont le siège est à Lyon, rue Charlet, n° 40, agissant au nom de la société en vertu de l'autorisation spéciale à lui donnée par délibération de la commission départementale en date du 27 septembre 1895 et du 20 février 1896, au vote de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Lyon le 20 février 1896, sous réserve de la loi déclarative d'utilité publique,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet du département de l'Isère concède, jusqu'au 31 décembre 1900, à la société anonyme du chemin de fer de l'Est de Lyon, qui accepte, la concession et l'exploitation d'un chemin de fer d'intérêt local se détachant du chemin de fer de l'Est de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, à la gare de Saint-Hilaire-de-Brens, et aboutissant à Jallieu.

2. La société anonyme du chemin de fer de l'Est de Lyon s'engage à construire, à ses frais, risques et périls, et sans aucune subvention de l'Etat ni du département, le chemin de fer de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu et à se conformer aux clauses et conditions du cahier des charges annexé.

est établi en conformité du cahier des charges type pour
est local annexé au décret du 6 août 1881, sauf les complé-
16, 20, 34, 35, 41, 54, 55, 61; les modifications appor-
5, 54, 56, 57, 66 et l'adjonction de l'article supplémentaire

du chemin de fer de l'Est de Lyon s'engage à établir ou à
ou à faire maintenir, tant qu'il n'existera pas de prolon-
entre la gare au pont de Jallieu et la gare de la compagnie
Bourgoin, un service de correspondance par voitures des-
part tous les trains portant voyageurs sur l'embranchement
Jallieu.

entre les deux gares suivra l'itinéraire suivant : gare Paris-
e de la Gare, rue de la République, place d'Armes, rue de
Liberté, place Saint-Michel, grande rue de Jallieu, gare de

et bagages de la correspondance par voiture entre Bour-
nement, seront établis comme si la voie ferrée était prolon-
rgoin, et la compagnie délivrera des billets de et pour

sion des lignes antérieurement concédées dans le départe-
priété du chemin de fer de l'Est de Lyon, savoir :

Genix-d'Aoste (décret du 14 août 1877);
Montalieu (décret du 22 janvier 1879);
Blagnieu (loi du 16 août 1883),
commun à toutes ces concessions est fixé au 1^{er} janvier

s annexé à la présente convention, aux clauses et condi-
de l'Est de Lyon s'engage à se conformer, remplace entiè-
rs des charges relatifs aux lignes de :

ste, annexé à la convention en date du 19 avril 1877;
u, annexé à la convention en date du 24 août 1878;
, annexé à la convention en date du 21 juin 1881.

et d'enregistrement de la présente convention seront à la
cessionnaire.

les jour, mois et an ci-dessus.

:	Lu et approuvé :
de l'Est de Lyon,	Le Préfet de l'Isère,
et.	Signé : DE LEZU.

le 3 avril 1896, folio 39, case 1. Reçu un franc vingt-cinq
s. — Signé : Helley.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des
Forestel et à Saint-Genix-d'Aoste. Cette ligne part de Lyon.

avec raccord à la gare de la Part-Dieu sur le chemin de fer de Lyon passe par ou près Villeurbanne, Décines, Meyzieu, Pusignan, Jant Chérny, Crémieux, les Tronches, Saint-Hilaire, Trept, Sablonnières tel, Tuellin, Veyrins, les Avenières et Saint-Genix-d'Aoste;

2° L'embranchement de Sablonnières à Montaliou. Cet embranchement de la ligne de Lyon à Morestel et à Saint-Genix-d'Aoste, au lieu dit passe par ou près Arandon, Poleyrien, Quirieu, Bouvesse et Montaliou à la gare de Montaliou, sur le réseau des Dombes, incorporé en 1883 Lyon-Méditerranée, à laquelle elle est raccordée;

3° L'embranchement de Montaliou aux carrières d'Amblagnieu. L'embranchement, exclusivement destiné au transport des marchandises la ligne de Sablonnières à Montaliou, près de la station de Montaliou entre les hameaux de Porcieu et Vassieu pour aboutir aux carrières;

4° L'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu. Cet embranchement gare de Saint-Hilaire-de-Brens, ligne de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, de Venerieu, Flozailles, Saint-Savin, pour aboutir près du pont de

Délai d'exécution.

2. Les travaux de l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu commenceront dans un délai de six mois à partir de la loi déclarative d'utilité publique et seront poursuivis de telle façon que cet embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu soit livré à l'exploitation deux ans après.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement de la ligne, de ses dépendances, sans que les projets en aient été approuvés, par le conseil général, l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble par le conseil général et pour les projets de détail des ouvrages par le préfet, sous réserve spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux sont de nature à donner cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements, le placement des stations, seront remis au préfet dans les trois mois à compter de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, approuvera ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sauf le cas où le ministre des travaux publics par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au préfet, avec la mention de la décision approbative du conseil général, l'autre sera remise aux mains du préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'ils jugeraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, des projets, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés aux fins de la présente loi.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);
- 2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);
- 3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) pour la ligne entière et d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour point de comparaison. Au-dessous de ce profil, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, sera

du chemin de fer, comptées à partir de son origine;
on de chaque pente ou rampe;
droites et le développement des parties courbes du tracé,
correspondant à chacune de ces dernières;
profils en travers, à l'échelle de cinq millimètres (0^m 005)
de la voie à l'échelle de deux centimètres (0^m 02) pour

seront justifiées toutes les dispositions essentielles du
dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux,
déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en

stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de
par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en
la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que
sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces

— Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

ra tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie lorsque la
aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f)

par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de
par le préfet au nom du département, et par le ministre
de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur
moyennant le remboursement des frais d'établissement

le voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans
écrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration
de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les

l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir

de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre
(1^m 44).

es et des caisses des véhicules, ainsi que de leur charge-
ois mètres (3^m), et la largeur du matériel roulant, y com-
ment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à
es (3^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des
mètres vingt centimètres (4^m 20).

voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords
de deux mètres (2^m).

nts, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre
l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-quinze cen-

de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35)
de chaque talus du ballast, une banquettes de largeur telle
ette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90) au
partie la plus saillante du matériel roulant.

ira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui se-
r l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

ssés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les
es propositions du concessionnaire.

ements et courbes. — Pentes et rampes.

nt raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne
x cent cinquante mètres (250^m).

Une partie droite de soixante mètres (60") au moins de longueur, comprise entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées

Le maximum des déclivités est fixé à vingt-deux millièmes (0° 0' 12''). Une partie horizontale de cent mètres (100^m) au moins devra être comprise entre deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de demander, en vertu des dispositions du présent article les modifications qui leur paraîtraient nécessaires. Les modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du directeur, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que, pour la ligne Jallieu, des stations seront établies dans les localités ci-après ou localités :

Vénérieu, Flozailles, Saint-Savin, Jallieu, près le pont.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou halles nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général entendu.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement par le préfet, le concessionnaire entendu; si la sécurité publique pourra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, stations, lesquels se composeront :

1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0^m

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par le compétent.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera faite des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des besoins locaux; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure (8^m) pour la route nationale, à sept mètres (7^m) pour la route départementale, à six mètres (6^m) pour un chemin vicinal de grande communication ou à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir sera de cinq mètres (5^m) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres en bois ou en fer, la hauteur sous pontre sera de quatre mètres (4^m 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m 50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m 80), sauf pour l'embranchement Jallieu, où on adoptera un mètre (1^m).

été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules. Ces compartiments seront chauffés pendant l'hiver de la même manière que les voitures de première classe.

quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres de hauteur entre les parapets sur les chemins à une voie et huit mètres au moins à deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires à la sécurité des ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m 80), sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire où on adoptera un mètre (1^m).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être établi par le concessionnaire, pour le service du chemin de fer, une passerelle ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résulte sera supporté, suivant le cas, par l'État, le département ou les communes intéressées. L'évaluation contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents de l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront une hauteur de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) au moins de largeur entre l'intérieur des rails pour les chemins à une voie et huit mètres (8^m) pour les chemins à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à une distance de cinquante centimètres (50^m) de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce de manière à laisser une hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinq mètres cinquante centimètres (5^m 50) sur les sections à une voie et de six mètres (6^m) sur les sections à deux voies, sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu, où la hauteur sera de six mètres (6^m) sur les sections à une voie et huit mètres (8^m) sur les sections à deux voies.

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m 80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera protégée par une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m) de hauteur. Cette ouverture sera établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour assurer le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni gêne pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des chemins vicinaux, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation ne soit interrompue ni gênée.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, le concessionnaire sera tenu de faire, par les ingénieurs de la localité, à l'effet de constater l'état des communications provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux nécessaires à rétablir les communications interceptées.

La voie projetée n'empruntera aucune route.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les prescriptions de l'administration pour obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à l'occasion de la construction de divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront exécutés en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

ablies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne
ier et du poids de trente kilogrammes (30^k) au moins par
ies de circulation.
m des traverses sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90)

Clôtures.

cerne la ligne de Lyon à Saint-Genix et les embranchements
alieu et de Montalieu à Amblagnieu-Porcieu :

ionnaire n'en aura pas été dispensé, le chemin de fer sera sé-
raines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode
agréés par le préfet.

les seront établies :

rties contiguës à des chemins publics ;

0^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à ni-
i seront elles-mêmes entièrement closes ;

ne l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallicu, le chemin de fer
étés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont
on seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, con-
20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de poser des clô-
ie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales
n établir :

e des lieux habités ;

contiguës à des chemins publics ;

10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à ni-

Indemnités de terrains et de dommages.

ns nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses
déviation des voies de communication et des cours d'eau dé-
pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet
donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

r occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour
n ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques
seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

ant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exé-
pendant de sa concession, de tous les droits que les lois et ré-
l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'ac-
par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et
matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes
rivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes
nnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de
plissement de toutes les formalités et de toutes les conditions
règlements concernant les travaux mixtes.

Dimensions des wagons à marchandises.

ns des wagons à marchandises à construire devront satisfaire

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine ne seraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dépenses résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des traverses souterraines, il ne pourra être livré à la circulation qu'après que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du
autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la libre circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit en concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés, toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité direct. Le conseil d'administration pourra, à tout moment, décider de passer un traité avec l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de l'assemblée.

Tout marché à forfait avec ou sans série de prix passé avec un entrepreneur pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements, soit pour l'art, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin de fer, est formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le personnel de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier de celles qui résulteront des projets approuvés.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemins susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la levée, s'il y a lieu, de la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs agents que le préfet désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet au lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives qu'après la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite sous la forme que les réceptions partielles.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire à ses frais un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin des dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les propriétaires riverains, un état descriptif de tous les ouvrages agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

41. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'ils s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 050	0 025	0 075
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe)...	0 037	0 018	0 055
Enfants.....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs..... (Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30.)		0 01	0 005	0 015

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.			

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Cultures. — Poissons frais. — Dérivés. — Excédents de bagages et marchandises de toutes classes transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Cafés. — Drogues. — Épiceries. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Rils. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits de cords. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Mottes de bois. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce composant le matériel roulant, seront constamment tenus en bon état.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours le chemin de Saint-Hilaire à Jallieu dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1858, de police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises, les sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession a commencé à courir, pour la ligne de Genix, à la date du 14 août 1877; pour l'embranchement de Sablons, à la date du 22 janvier 1879; pour la ligne de Montaliou à Amplepuis, à la date du 16 août 1883; pour la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu, à courir à la date de la loi qui approuvera la concession.

La concession de l'ensemble du réseau prendra fin le 1^{er} janvier 1900.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le préfet, l'expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en possession de ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le matériel, le mobilier, les bâtiments, les remises, ateliers et dépôts, les clôtures, les barrières, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, canaux, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les affecter en tout ou en partie à l'entretien du chemin de fer et de ses dépendances, si le concessionnaire n'était pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les stations, l'outillage des ateliers et des gares, pour la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu, le concessionnaire sera tenu de les maintenir en bon état.

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour six kilomètres (6^k).

Le tableau des distances entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après le procès-verbal de chainage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les ingénieurs du contrôle. Ce chainage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en axe, des bâtiments des voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après cette base seront soumis à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics suivant les distinctions résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes (1,000^k).

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme dix kilogrammes (10^k); entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilogrammes (20^k), etc.

Toutefois, pour les excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k), jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^{fr} 40).

La compagnie calculera les distances d'application entre les gares de l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu et les gares de Trept et au delà, dans les directions du nord et de l'est, en défalquant de la distance réelle trois kilomètres pour compenser le détour vers l'ouest occasionné par le raccordement à Saint-Hilaire; pour l'embranchement de Sablonnières à Montaliu, une diminution de tarif correspondant à trois kilomètres est également consentie pour les voyageurs et marchandises se dirigeant de Montaliu à Morestel et gares suivantes, et *vice versa*.

Composition des trains.

42. A moins d'une autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Bagages.

43. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera réduite à vingt kilogrammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

44. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45 et 46 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concessionnaire; elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

45. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir accompli les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la déchéance, soit la suspension de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession. Dans tous les cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la déchéance. Dans tous les cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la déchéance. Dans tous les cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la déchéance.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix égale à la somme des matériaux approvisionnés et des parties du chemin à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été agréé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déposer, au plus tard, le délai qui sera fixé, leur intention par écrit déposé à la préfecture, avec des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les obligations à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Le concessionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne le jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, avant l'adjudication, des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, soit à la caisse d'indemnités, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à contracter.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 17 et 18 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué aux concessionnaires évincés, pour recevoir les subventions à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé sera tenu de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée au concessionnaire sera restituée au département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera ouverte sur les mêmes bases après un délai de trois mois. Cette fois encore, les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative n'amène aucun résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous ses droits. Les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

19. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue pendant plus de six mois, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas ses obligations par suite de circonstances de force majeure.

TITRE IV.

CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Le concessionnaire des travaux et dépenses qu'ils s'engage à
payer des charges et sous la condition expresse qu'il en rem-
plisse les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la
durée, les droits de péage et les prix de transport ci-après déter-

TARIF.

PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces
(1^{re} classe).....
Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes
pourrées (2^e classe).....
Voitures couvertes et fermées à vitres (3^e classe).....
Enfants de moins de trois ans, les enfants ne payent rien,
à condition d'être portés sur les genoux des
adultes qui les accompagnent.
Enfants de trois à sept ans, ils payent demi-place et ont
accès à une place distincte; toutefois, dans un
même compartiment, deux enfants ne pourront
occuper que la place d'un voyageur.
Enfants de sept ans, ils payent place entière.
Sur les trains de voyageurs.....
(La vitesse ne peut être inférieure à 0^e 30.)

Petite vitesse.

Chevaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....
Mulets, chèvres.....
Machines ci-dessus dénommées seront, sur la de-
mande, transportés à la vitesse des trains de
marchandise et seront doublés.

PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Marchandises. — Denrées. — Excédents de bagages et
objets des classes transportés à la vitesse des trains
de voyageurs.....

Marchandises transportées à petite vitesse.

Marchandises. — Huiles. — Bois de menuiserie, de tein-
turerie. — Produits chimiques non dénom-
més. — Gibier. — Sucre. — Cafés.
— Tissus. — Denrées coloniales. — Objets
d'art. — Farines. — Légumes farineux. —
et autres denrées alimentaires non dénom-
mées. — Charbon de bois. — Bois à brûler dits
— Chevrons. — Planches. — Madriers. —
Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. —
— Vinaigres. — Boissons. — Bières. —
— Fers. — Cuivre. — Plomb et autres
— Fontes moulées.....

de péage.	PRIX	
	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 033	0 10
0 050	0 025	0 075
0 037	0 018	0 055
0 01	0 005	0 015
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 01	0 01	0 02
0 20	0 16	0 36
0 09	0 07	0 16
0 08	0 06	0 14

3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meulieres. — Argiles. — Briques. — Ardoises.	0 06
4 ^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Pulpes de betteraves. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables, pour le parcours de 0 à 100 kilomètres, sans que la taxe puisse être supérieure à 5 francs.	0 05

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....	0 09
Wagon ou chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....	0 12
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....	0 15
---	------

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....	0 18
--	------

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....	0 12
--	------

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....	0 08
---	------

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18
Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de...	0 60

dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.
 tendu que les prix de transport ne seront dus au concession-
 nnaire lui-même ces transports à ses frais et par ses propres
 traire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.
 ou d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
 ne s'il avait été parcouru en entier.
 que est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour

ces entre les diverses stations sera arrêté par le préfet, d'après
 linage dressé contradictoirement par le concessionnaire et les
 . Ce chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en
 voyageurs des stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après
 s à l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics
 résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

est de mille kilogrammes ($1,000^k$).
 ids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
 me de tonne ou par dix kilogrammes (10^k).
 npris entre zéro et dix kilogrammes (0 et 10^k) payera comme
 ; entre dix et vingt kilogrammes (10 et 20^k), comme vingt kilo-

excédents de bagages et de marchandises à grande vitesse, les
 es : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k) ; 2° au-dessus de cinq
 rammes (10^k) ; 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par frac-
 kilogrammes (10^k).

distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit
 ite vitesse, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^f40).
 lera les distances d'application entre les gares de l'embranchement
 à Jallieu et les gares de Trept et au delà, dans les directions du
 éfalquant de la distance réelle trois kilomètres pour compenser
 occasionné par le raccordement à Saint-Hilaire ; pour l'embran-
 res à Montalieu, une diminution de tarif correspondant à trois
 ent consentie pour les voyageurs et marchandises se dirigeant de
 et gares suivantes, et *vice versa*.

Composition des trains.

autorisation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier
 contenir des voitures ou compartiments de toutes classes en
 r toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du

Bagages.

dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k)
 le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.
 'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement et elle sera
 rammes (20^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

Assimilation des classes de marchandises.

entrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans
 pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils
 rie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 45
 e marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe
 e première classe du tarif ci-dessus.
 classes pourront être provisoirement réglées par le concession-
 immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui pro-

Transport de masses indivisibles.

ge et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point
 e indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes ($3,000^k$).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les sibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k) de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feront la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif, ne pesant pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube.

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets pour lesquels les règlements de police prescriraient des précautions spéciales.

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs.

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés en bijoux, dentelles, etc., ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, etc., objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant plus de quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois les prix de transport déterminés au tarif sont applicables aux colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui pèsent ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent ne concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les objets envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe précédent, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas les paquets ou colis ne puissent payer un prix plus élevé qu'un article de poids pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec l'approbation du préfet, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est tenu de percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera soumise d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'article 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune distinction. Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs particuliers une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient être conclus entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire au

ment des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le

Délais d'expédition.

Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et promptitude, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises quelconques qui lui seront confiés.

Les voyageurs et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur arrivée; la gare d'arrivée sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû.

Les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'inscription à la gare de départ.

La rapidité de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par un exemplaire dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre sera remis à l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de rapidité, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport sera effectué.

Délais de livraison.

Les voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés à la gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1^{re} Les voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront transportés le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes répondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à la gare trois heures avant le départ de ce train.

2^e Les marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront transportés à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours après l'arrivée du même train ;

3^e Les voyageurs, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront transportés le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes répondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à la gare trois heures avant le départ de ce train.

4^e Les marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront transportés à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours après l'arrivée du même train ;

5^e Les marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront transportés à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de la remise.

6^e La durée du trajet sera fixée par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, et sera mise à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de la remise.

7^e Le tarif résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la fixation du tarif.

8^e Le concessionnaire établira un tarif réduit, approuvé par le ministre des travaux publics, et qui sera inférieur à celui des tarifs ordinaires.

9^e Le concessionnaire acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour le transport des marchandises à petite vitesse.

10^e Pour le transport des marchandises il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le tarif pour ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

11^e Le concessionnaire déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions à prendre pour les marchandises apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des villes.

12^e Les marchandises devront passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité.

13^e Les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le concessionnaire.

Frais accessoires.

Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

14^e Le concessionnaire sera tenu de faire, à ses frais, le transbordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un tiers, le factage et le camionnage pour la remise des marchandises aux destinataires dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise des marchandises de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de moins de cinq mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer. Le factage et le camionnage seront obligatoires dans les limites de l'octroi de Bourgoin.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes leur factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire, soit directement, soit indirectement, avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce soit, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité de traitement entre toutes les entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures des voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes, des douanes chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes ou du matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition toutes les voitures nécessaires au transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du transport des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, en service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leur pays après libération, sera payé à moitié du plein tarif.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe ou de troisième classe, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, accusés, condamnés et de leurs gardiens. Le prix de location en sera fixé à raison de 20 francs par compartiment et par kilomètre.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra, en outre, requérir l'introduction, dans les

cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier

de l'administration, les gendarmes, les gardiens et les prisonniers des wagons et dans les voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la taxe applicable aux places de troisième classe, telle qu'elle est fixée par les règlements des charges. Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Service des postes et télégraphes.

Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux fins de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe, équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage supérieur.

Le concessionnaire des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de son matériel une boîte aux lettres dont elle fera opérer la pose et la levée par ses

agents, à ses frais, risques et périls, et sous sa responsabilité, des trains pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

Le concessionnaire des postes pourra aussi : 1^{er} requérir un second compartiment dans les trains indiqués au paragraphe 1^{er}; 2^o requérir l'introduction de voitures appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront effectués par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où le concessionnaire serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par le fait de la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment spécial du paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectuée gratuitement. Les autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués. Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor. Dans le cas contraire, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

Le concessionnaire des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département des postes s'étant mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un service spécial soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le service soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, sur les produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes. Le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres, dont l'un sera désigné par le conseil d'arbitrage, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de pré-

arbitrage. Le service spécial n'est exigible que pour l'embranchement de Saint-

Denis. Les agents des postes, les agents préposés à l'entretien des dépêches et à la levée des boîtes, auront accès dans les trains pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements du chemin de fer.

L'administration des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics; l'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas affecté.

Le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il devra, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le ministre des postes et des télégraphes, les travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques destinés à la transmission des signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation. Toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, ériger des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, sur les points où une ligne n'existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'État se serve qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents de l'État.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle de la ligne électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne, ont le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, avec leurs cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'État s'engagerait à fournir au concessionnaire une subvention annuelle, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour la surveillance ou l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire le long des voies toutes les constructions nécessaires à l'établissement d'une ou de plusieurs lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra aussi, sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire à ces lignes. Le concessionnaire devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que la construction a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera réquisitionné des gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes connaissant les accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture de fils télégraphiques, les employés du concessionnaire sont tenus de raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou d'accidents graves, une voiture sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur des lignes télégraphiques, pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des voitures publiques, telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité d'un franc (1^{er}) par kilomètre couru par la machine, quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents, sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire à Jarnac, sera de cinquante centimes (0^{fr} 50).

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviennent nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auront lieu aux frais du concessionnaire, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les dépêches officielles par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugera utile d'organiser un service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques sont astreints à la surveillance et sur la voie ferrée et ses dépendances, pour l'exécution de leurs fonctions en se conformant aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

Le Gouvernement, le département ou les communes ordonnent la construction de routes nationales, départementales ou de fer ou de canaux qui traverseraient les lignes objet de la concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux, mais toutes saines seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

On ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de vigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

Le département et les communes auront le droit de concéder des chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'y ait aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les chemins de fer d'embranchement ou de prolongement moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir, pour leurs voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits chemins de fer d'embranchement ou de prolongement.

Les concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le parcours réellement parcouru, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme un kilomètre parcouru.

Les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice du service des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu à admettre sur ses rails un matériel hors de proportion avec les éléments constitutifs de ses voies. Le concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant à la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur la présente concession dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne pourrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires de s'arranger entre eux de manière que le service de transport soit assuré aux points de jonction des diverses lignes.

Les concessionnaires qui se serviraient d'un matériel qui ne serait pas en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans tous les cas, les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité d'assurance d'assurer la continuation du service sur toutes les lignes, ou survoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Il sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de parations établies à l'origine des chemins de fer d'embranchement

avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concessionnaires.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant des gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles seront fixées, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et situés dans le département;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions ci-dessous, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet statuera, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur établissement ni gêne à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel des trains particuliers pour le concessionnaire.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de leurs propriétaires. Le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qu'il jugera utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, suspendre momentanément temporairement des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les établissements destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires seront conduire les wagons dans les embranchements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport des marchandises destinées à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'a pas plus de dix kilomètres (1^{er}). Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre supplémentaire, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées, notwithstanding le préfet spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité de leur droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et des barrières des embranchements prisés par le préfet seront à la charge des propriétaires des embranchements. Les gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qu'ils lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des avaries qui pourraient éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire, et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension de l'embranchement, faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure.

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers à l'échelle de cinq millimètres (0" 005) pour mètre et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètres (0" 02) pour mètre;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet, et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais une seconde voie lorsque la recette brute kilométrique aura atteint le chiffre de trente-cinq mille francs (35,000^f) pendant une année.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, il pourra, à toute époque de la concession, être requis par le préfet, au nom du département, et par le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'exécuter et d'exploiter une seconde voie sur tout ou partie de la ligne, moyennant le remboursement des frais d'établissement de ladite voie.

Si les travaux de la double voie requise ne sont pas commencés et poursuivis dans les délais et conditions prescrits par la décision qui les a ordonnés, l'administration pourra mettre le chemin de fer tout entier sous séquestre et exécuter elle-même les travaux.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas recevoir une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1" 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas trois mètres (3"), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à trois mètres dix centimètres (3" 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4" 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2").

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante quinze centimètres (0" 75).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètres (0" 35) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètres (0" 90) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira, le long du chemin de fer, les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à deux cent cinquante mètres (250").

Une partie droite de soixante mètres (60") au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire. Le maximum des déclivités est fixé à vingt-deux millièmes (0" 022).

Cautionnement.

66. Le cautionnement applicable à l'ensemble du réseau se compose de cent quatre-vingt-douze mille francs (192,000'), savoir :

Cent cinquante mille francs (150,000') pour la ligne de Lyon à
Trente mille francs (30,000') pour la ligne de Sablonnières
l'embranchement de Montaliou à Amblagnieu ;

Douze mille francs (12,000') pour la ligne de Saint-Hilaire à J.
premières parties ont été versées, puis remboursées au concessionnaire
ception définitive des travaux.

Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire
des dépôts et consignations une somme de douze mille francs (12,000')
ou en rentes sur l'Etat calculées conformément au décret du 31
bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles
seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Le cautionnement sera remboursé dans les six mois qui suivront la
nitive des travaux.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Grenoble.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification
sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire
au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier
seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département
l'Isère, sauf recours au Conseil d'Etat.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges
ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Lu et approuvé :

*Le Directeur du chemin de fer de l'Est
de Lyon,*

Signé : A. LE PAGE.

Lu et approuvé :

Le Préfet

Signé :

Enregistré à Grenoble, le 3 avril 1896, folio 39, case 2. Reçu
centimes, décimes compris. — Signé : *Helly*.

AVENANT

À LA CONVENTION DU 30 JUIN 1877.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le vingt-trois mai,

Entre M. G. Rivaud, commandeur de l'Ordre national de la Légion
d'honneur, préfet du département du Rhône,
département en vertu :

1° De la loi du 10 août 1871 ;

2° De la loi du 11 juin 1880 ;

3° De la délibération du conseil général du Rhône, en date du

4° De la délibération de la commission départementale du Rhône
vembre 1895 ;

du conseil général du Rhône, du 17 avril 1896,

, directeur de la société anonyme du chemin de fer de l'Est
est à Lyon, rue Charlet, n° 40, agissant au nom de cette so-
ciorisation spéciale à lui donnée, par délibération du conseil
le 20 février 1894, conformément au vote de l'assemblée
tenue à Lyon, le 24 janvier 1894, et sous réserve de la loi
publique,

conventions suivantes :

charges visé à l'article 1^{er} de la convention passée, le 30 juin
est du Rhône et M. *Eugène Bachetier*, pour la concession à ce
Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, qui fait aujourd'hui partie du
de l'Est de Lyon, est annulé et remplacé par un cahier des
sente convention et qui est rédigé en conformité du type an-
t 1881.

ges est établi en conformité du cahier des charges type pour
crêt local annexé au décret du 6 août 1881, sauf les complé-
les 16, 20, 34, 35, 41, 54, 55, 61, les modifications appor-
15, 54, 56, 57, 66 et l'adjonction de l'article supplémentaire

graphe de la convention du 30 juin 1877, qui fixe la durée de
ent à l'article 34 du nouveau cahier des charges, la conces-
nvier 1977.

30 juin 1877 est abrogée en ce qu'elle renferme de contraire

e, d'enregistrement et d'expédition de la présente convention
s qui est annexé sont à la charge de la compagnie de l'Est de

al à Lyon, le 23 mai 1896.

été :

er de l'Est de Lyon,

PAGE.

Lu et approuvé :

Le Préfet du Rhône,

Signé : G. RIVAUD.

anne, le 13 janvier 1897, folio 36, case 17. Reçu trois francs
es. — Signé : *Gavin*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION

Tracé.

a de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des

à Morestel et à Saint-Genix-d'Aoste. Cette ligne part de Lyon
de la Part-Dieu sur le chemin de fer de Lyon à Genève; elle
eurbanne, Décimes, Meyzieu, Pusignan, Janneyrias, Pont-de-

Chérucy, Grémieux, les Tronches, Saint-Hilaire, Trept, Sablonnet, Tuellin, Veyrins, les Avenières et Saint-Genix-d'Aoste;

2° L'embranchement de Sablonnières à Montalieu. Cet embranchement de la ligne de Lyon à Morestel et à Saint-Genix-d'Aoste, au lieu dit de la gare de Montalieu, sur le réseau des Dombes, à laquelle il passe par ou près Arandon, Poleyrieu, Quirieu, Bouvesse et à la gare de Montalieu, sur le réseau des Dombes, à laquelle il se relie;

3° L'embranchement de Montalieu aux carrières d'Amblagnieu, exclusivement destiné au transport des matériaux de la ligne de Sablonnières à Montalieu, près de la station de Montalieu, entre les hameaux de Porcieu et Vassieu pour aboutir aux carrières d'Amblagnieu;

4° L'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu. Cet embranchement de la ligne de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, au lieu dit de la gare de Saint-Hilaire-de-Brens, ligne de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, pour aboutir près du pont de Venerieu, Flozailles, Saint-Savin, pour aboutir près du pont de Jallieu.

Délai d'exécution.

2. Les travaux de l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu commenceront dans un délai de six mois à partir de la loi déclarative de l'embranchement. Les travaux seront poursuivis de telle façon que cet embranchement de Jallieu soit livré à l'exploitation deux ans après.

Approbation des projets.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement de ses dépendances sans que les projets en aient été approuvés par le conseil général, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, et, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, après approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où il s'agit de la construction de cours d'eau ou de chemins dépendant de la grande voirie.

A cet effet, les projets d'ensemble, comprenant le tracé, le placement des stations, seront remis au préfet dans les trois mois de la date de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra ces projets au conseil général, qui statuera définitivement, sur l'avis du ministre des travaux publics, par le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, le conseil général à statuer à nouveau sur lesdits projets.

L'une des expéditions des projets ainsi approuvés sera remise au concessionnaire avec la mention de la décision approbative du conseil général et des plans des travaux. Les plans des travaux seront remis au concessionnaire par le préfet.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura le droit de modifier les projets approuvés, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation du conseil général.

Projets antérieurs.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, des plans, coupes, nivellements et devis qui auraient été antérieurement dressés par le conseil général.

Pièces à fournir.

5. Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne, comprennent :

1° Un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);

2° Un plan général à l'échelle d'un dix-millième (1/10000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un cinq-millième (1/5000) et un plan de comparaison à l'échelle d'un millième (1/1000) pour les hauteurs, dont les cotes seront prises au-dessus du niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous du niveau moyen de la mer, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet.

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir du point de départ, la longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

été exécutés, ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives de la préfecture.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

29. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Gardiens.

30. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en aura été reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où le chemin de fer traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

31. Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé devra passer librement dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième paragraphe de l'article 7.

Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et pourront être à deux étages.

L'étage inférieur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, fermé à glaces, muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera couvert et garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront accompagnés, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps solides d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les dossiers et les banquettes devront être inclinés, et les dossiers seront élevés à la hauteur de la tête des voyageurs.

Il y aura des places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière des places de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places de ce compartiment.

Le préfet pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains de voyageurs, aux femmes voyageant seules. Ces compartiments seront chauffés pendant l'hiver de la même manière que les voitures de première classe.

Une partie horizontale de cent mètres (100^m) au moins de deux déclivités consécutives de sens contraire.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de modifier les dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtront nécessaires. Les modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation du préfet.

Gares et stations.

9. Le nombre et l'emplacement des stations ou haltes de voyageurs et de marchandises seront arrêtés par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Il demeure toutefois entendu, dès à présent, que, pour la ligne de Jallieu, des stations seront établies dans les localités indiquées sur le plan de ces localités :

Vénérieux, Flozailles, Saint-Savin, Jallieu, près le pont.

Si, pendant l'exploitation, de nouvelles stations, gares ou haltes deviennent nécessaires, d'accord entre le département et le concessionnaire, après une enquête spéciale.

L'emplacement en sera définitivement arrêté par le conseil général, après enquête spéciale.

Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront arrêtés par le préfet, le concessionnaire entendu ; si la sécurité publique le requerra, pendant le cours de l'exploitation, prescrire l'établissement d'évitement ainsi que l'augmentation des voies dans les stations.

Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exploitation, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, qui se composeront :

- 1° D'un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition des voies ;
- 2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centième ;
- 3° D'un mémoire descriptif, dans lequel les dispositions essentielles seront justifiées.

Traversée des routes et chemins.

10. Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interrompues par le chemin de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par le conseil général, compétente.

Passages au-dessus des routes et chemins.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera faite par le conseil général, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale, en tenant compte des travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des intérêts locaux ; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre mètres (4^m) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à la base, sera de cinq mètres (5^m) au moins. Pour ceux qui seront fondés sur des poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres (4^m 30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres (4^m 50). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m 80), sauf pour l'embranchement de Jallieu, où on adoptera un mètre (1^m).

Sur les lignes et sections pour lesquelles la compagnie exécutera des travaux pour deux voies, la largeur des viaducs entre les parapets sera au moins de huit mètres (8^m).

Passages au-dessous des routes et chemins.

Le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route nationale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui sur le chemin sera fixée par le ministre des travaux publics ou, en cas, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, en aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m) pour la route nationale (7^m) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m) pour une grande communication et à quatre mètres (4^m) pour un simple

chemin. La largeur entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres sur les chemins à une voie et de huit mètres (8^m) sur les lignes ou chemins de fer. Le concessionnaire exécutera les ouvrages d'art pour deux mètres (2^m) au moins au-dessus du niveau de la voie verticale qui sera ménagée au-dessus des rails pour le passage des voitures. La largeur égale à celle qui est occupée par les caisses des voitures, sera à quatre mètres (4^m) et, dans l'axe au-dessus des rails, à quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50).

Passages à niveau.

Les routes nationales ou départementales, ou des chemins vicinaux, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation

Le passage à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de plus de quarante-cinq degrés (45°), à moins d'une autorisation formelle du ministre.

Le passage à niveau sera d'au moins cinq mètres (5^m) pour les routes nationales et les chemins vicinaux de grande communication, de quatre mètres (4^m) pour tous les autres chemins.

Le concessionnaire, sur la proposition du concessionnaire, les types des barrières, pour les passages à niveau, ainsi que les abris ou maisons de gardes, peut dispenser d'établir des maisons de gardes ou des abris, et des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

Le passage à niveau des routes et chemins aux abords des passages à niveau sera réduite à deux mètres (2^m) au plus sur dix mètres (10^m) de longueur de part et d'autre

Rectification des routes.

Le concessionnaire ne pourra modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, ni les pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0^m 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera libre, toutefois, dans les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause en ce qui concerne les routes départementales et les chemins vicinaux; le ministre statuera sur les routes nationales.

Écoulement des eaux; débouché des ponts.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de son exploitation, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été modifié par ces travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dommage pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Le concessionnaire, à l'encontre des rivières, des canaux et des cours d'eau, ne pourra établir de ponts ou de passages à niveau au-dessus des rails, à une largeur d'au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50) de largeur entre les culées sur les chemins à une voie et huit mètres (8^m) sur les chemins à

deux voies, et ils présenteront en outre les garages nécessaires pour les ouvriers de la voie. La hauteur des parapets ne pourra être inférieure à quatre centimètres (0" 80), sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire qui adoptera un mètre (1").

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas, par l'administration, suivant les circonstances locales.

Dans tous les cas où l'administration le jugera utile, il pourra être établi par le concessionnaire pour le service du chemin de fer ou une passerelle pour piétons. L'excédent de dépense qui en résultera, suivant les cas, par l'État, le département ou les communes intéressées, sera réglé par la décision contradictoire qui sera faite par les ingénieurs ou les agents autorisés par l'autorité compétente et par les ingénieurs de la compagnie.

Souterrains.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront une largeur de quatre mètres cinquante centimètres (4" 50) de largeur entre les rails pour les chemins à une voie, et huit mètres (8") pour les chemins à deux voies. Cette largeur régnera jusqu'à deux mètres au-dessus du niveau du rail. Des garages seront établis à une distance de cinquante centimètres (50") de distance de chaque côté et seront disposés en quinconce. La hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails sera de cinquante centimètres (5" 50) sur les sections à une voie et de six mètres (6") sur les sections à deux voies, sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu qui sera de six mètres (6") sur les sections à une voie et huit mètres (8") sur les sections à deux voies.

La distance verticale qui sera ménagée entre l'intrados et le dessus des rails pour le passage des trains, dans une largeur égale à celle qui est occupée par les voitures, ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4" 80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera en maçonnerie de deux mètres (2") de hauteur. Cette hauteur sera établie sur aucune voie publique.

Maintien des communications.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes nationales ou départementales et des chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par le concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve aucune interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, la précaution sera faite par les ingénieurs de la localité, à l'effet de construire des ponts provisoires présentant une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux nécessaires à rétablir les communications interceptées.

La voie projetée n'empruntera aucune route.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les prescriptions de l'administration pour obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire pour le passage des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité en acier et du poids de trente kilogrammes (30^k) au moins par les voies de circulation.
Le maximum des traverses sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90).

Clôtures.

Il concerne la ligne de Lyon à Saint-Genix et les embranchements de Montalieu et de Montalieu à Ambagnieu-Porcieu :

Le concessionnaire n'en aura pas été dispensé, le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode sera agréé par le préfet.
Des clôtures semblables seront établies :

1° Sur les parties contiguës à des chemins publics ;
2° Sur les parties (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau qui seront elles-mêmes entièrement closes.

Il concerne l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu :

Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1880, être dispensé de clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications pour être dispensé d'en établir :

1° Sur les parties traversées des lieux habités ;
2° Sur les parties contiguës à des chemins publics ;
3° Sur les parties (10^m) de longueur au moins de chaque côté des passages à niveau.

Indemnités de terrains et de dommages.

Les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses déviations pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau départementaux, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels son exécution pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

Le chemin de fer étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements accordent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et l'usage des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les dispositions qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes militaires, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se conformer à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions prescrites par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

Dimensions des wagons à marchandises.

Les dimensions des wagons à marchandises à construire devront satisfaire

aux conditions stipulées dans la circulaire du ministre des travaux publics du 15 novembre 1887, relatives aux transports militaires.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine ne pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les travaux de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Carrières.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées et consolidées. Les travaux que le ministre des travaux publics pourrait ordonner seront exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

26. Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté de la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront gardés pendant la nuit.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur séries de prix, soit par soumission et concurrence, soit sur soumissions cachetées entre entrepreneurs agréés. Toutefois, si le conseil d'administration juge convenable, pour une fourniture déterminée, de procéder par voie de régie ou de traité, il pourra obtenir de l'assemblée générale des actionnaires la sanction soit de ce traité.

Tout marché à forfait, avec ou sans séries de prix, passé avec un entrepreneur pour l'ensemble du chemin de fer, soit pour l'exécution des terrassements, soit pour la construction d'une ou plusieurs sections du chemin de fer, est formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

27. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs experts désignés par le préfet.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, le préfet autorisera la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les péages déterminés. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives qu'après la réception générale et définitive du chemin de fer, laquelle sera faite sous la forme que les réceptions partielles.

Bornage et plan cadastral.

28. Immédiatement après l'achèvement des travaux et au plus tard avant la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire devra, à ses frais, un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, d'un représentant du département, ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer, indiquant ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les agents désignés par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art et de toutes les constructions.

état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les documents certifiés des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, et de l'atlas, sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée à la préfecture.

Les plans par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue des besoins de l'exploitation, et qui, par cela même, deviendront du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral ; addition faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

Le fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre. Les travaux et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires, seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Le fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, et il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans les avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra

Gardiens.

Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où la nécessité en sera par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la marche des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où se trouve à niveau des routes ou chemins publics.

Matériel roulant.

Le matériel roulant qui sera mis en circulation sur le chemin de fer concédé sera dans le gabarit dont les dimensions sont définies par le deuxième article 7.

Les locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou prescrites par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant aux voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressort à deux étages.

Leur sera complètement couvert, garni de banquettes avec dossiers, et muni de rideaux et éclairé pendant la nuit; l'étage supérieur sera garni de banquettes avec dossiers; on y accèdera au moyen d'escaliers qui seront, ainsi que les couloirs donnant accès aux places, de garde-corps en bois d'un mètre dix centimètres (1^m 10) de hauteur utile.

Les banquettes devront être inclinées, et les dossiers seront élevés à la tête des voyageurs.

Les places de trois classes; on se conformera, pour la disposition particulière de chaque classe, aux prescriptions qui seront arrêtées par le préfet. Dans chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places disponibles.

On exigera qu'un compartiment de chaque classe soit réservé, dans les trains, aux femmes voyageant seules. Ces compartiments seront chauffés de la même manière que les voitures de première classe.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, à tous les règlements sur la matière.

Le nombre des voitures à frein qui doivent entrer dans la composition sera réglé par le préfet, en rapport avec les déclivités de la ligne.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toutes formes composant le matériel roulant, seront constamment tenus

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les points de la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu dans chaque sens est fixé à trois.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution des arrêtés préfectoraux, ordonnances, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux par application de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1875, en matière de police et de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements de service intérieur relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Le préfet déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises, les sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

34. La durée de la concession a commencé à courir, pour la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu, à la date du 14 août 1877; pour l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu, à la date du 22 janvier 1879; pour la ligne de Montaliou à Jallieu, à la date du 16 août 1883; pour la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu, à courir à la date de la loi qui approuvera la concession.

La concession de l'ensemble du réseau prendra fin le 1^{er} janvier 1900.

Expiration de la concession.

35. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par l'expiration, le département sera subrogé à tous les droits du chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en possession de ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, les constructions, les remises, ateliers et dépôts, les machines, les rails, les ponts, les ouvrages d'art, les clôtures, les barrières, les bornes, les signaux, les objets mobiliers dépendant de l'exploitation, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements, tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les affecter à l'entretien et au rétablissement en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire n'est pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à ces obligations.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les machines, les outils, les matériaux, les objets mobiliers des stations, l'outillage des ateliers et des gares, pour la ligne de

ment se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour un venable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui concession et la remise du matériel au département. objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier ateliers et gares des trois lignes de Lyon à Saint-Germain, et de Montaliéu à Ambagnieu-Porcieu, le département naire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation d'experts, et réciproquement, si le département le sera tenu de les céder de la même manière. le département sera tenu, si le concessionnaire le rematériaux, combustibles et approvisionnements de tout en sera faite à dire d'experts; et réciproquement, si le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements fois, le département ne pourra être obligé de reprendre s nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

a toujours le droit de racheter la concession. l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce compté à partir de la mise en exploitation effective de la ard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 2 du , sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans

ssion entière est demandé par le département après l'expies années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept é celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets es et l'on établira le produit net moyen des cinq autres an-

ormera le montant d'une annuité qui sera due et payée au achacune des années restant à courir sur la durée de la con-

stant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la der- pour terme de comparaison.

ra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers tous les cas, pour le département.

ourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin é d'intérêt général, l'État sera substitué au département dernier tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier

ession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui pré- au contraire, l'État déciderait de racheter la concession erme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire mission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'ar- n 1880.

Déchéance.

re n'a pas remis au préfet les projets définitifs ou s'il n'a pas ns les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la dé- tée par le ministre des travaux publics après une mise en Conseil d'État par la voie contentieuse.

ommes qui auront été déposées, ainsi qu'il sera dit à l'ar- onnement, deviendront la propriété du département et lui

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra la déchéance de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision sur la demande du département, après mise en demeure par le préfet, publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans tous les cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision sur la demande du département, après mise en demeure par le préfet, publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix évaluée, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin à exploiter.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été autorisé par le préfet.

A cet effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déposer, dans le délai qui sera fixé, leur intention, par écrit déposé à la préfecture, des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour rembourser le département à contracter.

Ces pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Le concessionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne au jour de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront fournir, en outre, des dépôts et consignations, soit à la trésorerie générale du département, soit à la trésorerie départementale, une garantie, qui devra être égale au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 17 et 18 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges et substitué au concessionnaire évincé pour recevoir les subventions à échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé sera tenu de payer le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée au concessionnaire sera restituée au département.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois. Cette seconde adjudication pourra être inférieure à la mise à prix. Si cette seconde adjudication n'amène aucun résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous ses droits. Les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin livrées à l'exploitation appartiendront au département.

Interruption de l'exploitation.

39. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et s'il ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé à l'adjudication d'après l'article précédent.

Cas de force majeure.

40. Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas ses obligations par suite de circonstances de force majeure.

naires, de voitures cellulaires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les employés de l'administration, les gendarmes, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe telle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges. Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Service des postes et télégraphes.

56. Le concessionnaire sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, un compartiment spécial de la deuxième classe ou un espace équivalent pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service des postes. L'espace réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur des voitures.

L'administration des postes aura le droit de fixer à une voiture déterminée de chaque convoi une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Elle pourra installer à ses frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des appareils spéciaux pour l'échange des dépêches, sans arrêt des trains.

L'administration des postes pourra aussi : 1° requérir un second compartiment dans les conditions indiquées au paragraphe 1°; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales lui appartenant dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions et le poids par essieu de ces voitures ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine charge du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier du chemin de fer.

Les prix des transports qui pourront être requis dans les conditions ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'Etat se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, la mise à la disposition du service des postes d'un compartiment, en conformité du paragraphe 1° du présent article, sera effectuée gratuitement. Le prix de tous autres transports faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'administration des postes est, dès à présent, fixé à la moitié des tarifs homologués.

Les agents des postes et des télégraphes en service ne seront également assujettis qu'à la moitié de la taxe dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor.

Dans le même cas, les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes télégraphiques seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

L'administration des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département entendus, et après s'être mis d'accord avec le ministre des travaux publics, qu'un train spécial dans chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, que le chemin de fer soit subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite des produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord des arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

La création de ce train spécial n'est exigible que pour l'embranchement de Saint-Hilaire à Jallieu.

Les employés chargés de la surveillance du service des postes, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure du chemin de fer.

Si le service des postes exige des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et stations, le concessionnaire sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera déterminé sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'administration des postes en payera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné par l'Etat.

Lorsque le concessionnaire voudra changer les heures de départ des convois ordinaires, il sera tenu, dans tous les cas, d'avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.
 4^e classe. — Houille. — Marne. — Cendres. — Pulpes de betteraves. — Fumiers. — Engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux et sables, pour le parcours de 0 à 100 kilomètres, sans que la taxe puisse être supérieure à 5 francs.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.
 Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.
 Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).
 Tender de sept à dix tonnes.
 Tender de plus de dix tonnes.
 Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.
 Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.
 Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.
 Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.
 Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.
 Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.
 Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.
 Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEUILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cercueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.
 Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, pour les trains ordinaires, dans un compartiment isolé, au prix de.
 Et pour les trains express, dans une voiture spéciale, au prix de.

assus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.
du que les prix de transport ne seront dus au concession-
naire lui-même ces transports à ses frais et par ses propres
moyens, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.
Après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre
qui n'aurait été parcouru en entier.
est inférieure à six kilomètres (6^k), elle sera comptée pour

entre les diverses stations sera arrêté par le préfet d'après
le projet dressé contradictoirement par le concessionnaire et les
agents du chemin de fer. Le chaînage sera fait suivant la voie la plus courte, d'axe en
axe entre les stations extrêmes. Les tarifs proposés d'après
l'homologation du préfet ou du ministre des travaux pu-
blics résultant de l'article 5 de la loi du 11 juin 1880.

Le mille kilogrammes (1,000^k).
seront comptées, tant pour la grande que pour la petite
tonne ou par dix kilogrammes (10^k).
entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilo-
grammes, comme vingt kilogrammes (20^k), etc.
des bagages et de marchandises à grande vitesse, les
1^{re} de zéro à cinq kilogrammes; 2^e au-dessus de cinq, jus-
qu'au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de

ce parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en
voiture ou par chemin de fer, ne pourra être inférieur à quarante centimes (0^e 40).
Les distances d'application entre les gares de l'embranchement
et les gares de Trept et au delà, dans les directions du
Nord et du Sud, étant de la distance réelle trois kilomètres pour compenser
l'écart donné par le raccordement à Saint-Hilaire; pour l'embranchement
de Montalieu, une diminution de tarif correspondant à trois
kilomètres pour les voyageurs et marchandises se dirigeant de
Paris vers les stations suivantes, et vice versa.

Composition des trains.

La composition des trains sera soumise à l'approbation spéciale et révocable du préfet, tout train régulier
composé de voitures ou compartiments de toutes classes en
fonction des personnes qui se présenteront dans les bureaux du

Bagages.

Le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes (30^k)
par personne. Pour le transport de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.
sera perçu aux enfants transportés gratuitement, et elle sera
de 20^k pour les enfants transportés à moitié prix.

Classification des classes de marchandises.

Les marchandises, effets et autres objets non désignés dans
le tarif, seront classés par le concessionnaire, dans les classes avec lesquelles ils
ont le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux arti-
cles 10 et 11, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à
une autre classe que de la première classe du tarif ci-dessus.
Les tarifs pourront être provisoirement réglés par le concession-
naire, sous réserve de les soumettre à l'administration, qui pro-

Transport de masses indivisibles.

Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point
applicables aux masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les objets visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes (3,000 à 5,000^k) de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les objets pesant de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des objets indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feroient usage.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration du concessionnaire.

Exceptions. — Envois par groupes.

46. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables aux envois par groupes.

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un colis.

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux vivants, et aux objets pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions particulières.

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs.

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, et aux bijoux, objets d'art et autres valeurs précieuses.

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédents de bagages pesant plus de quarante kilogrammes (40^k) et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables aux colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par une même personne. Il en sera de même pour les excédents de bagages qui ne pèsent pas plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent ne concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins qu'ils ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront déterminés par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, et approuvés par le concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe précédent, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en payant les paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article pesant plus de quarante kilogrammes (40^k).

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser les tarifs, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes perçues, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un an, au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera soumise d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 5 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'article 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans distinction de personnes. Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un particulier une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement nul.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui sont conclus entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des voyageurs, aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire.

les tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le

Délais d'expédition.

sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises qui lui seront confiés.

Objets quelconques seront inscrits à la gare d'où ils partent et, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur récep- tion, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour

es ayant une même destination, les expéditions auront lieu inscription à la gare de départ.

Marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énon- ciera le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel effectué,

Délais de livraison.

denrées, marchandises et objets quelconques sont expédiés et dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

Denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse se- ront expédiés par le premier train de voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et allant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à la gare au moins deux heures avant le départ de ce train.

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés par le premier train de marchandises, à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux jours, à compter du jour du même train ;

Frais accessoires.

Les frais non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistre- ment, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du con- cessionnaire, de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de la ligne concédée avec une ligne présentant une large de

Camionnage.

51. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un tiers, le camionnage pour la remorque des marchandises destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront pas obligatoires en faveur de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une commune de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population habitant situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer. Le camionnage sera obligatoire dans les limites de l'octroi de Boulogne.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et les destinataires resteront libres de faire leur camionnage à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

52. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire de faire directement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce soit, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises de transport des voyageurs et des marchandises par les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 juillet 1845, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité de traitement entre les entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

53. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les trains de voyageurs.

La même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes, douanes, chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de l'impôt.

Militaires et marins.

54. Dans le cas où le Gouvernement aurait besoin de diriger des troupes ou du matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement à sa disposition tout le matériel nécessaire au transport.

Le prix du transport qui sera opéré dans ces conditions, ainsi que le prix du port des militaires ou marins voyageant, soit en corps, soit isolément, soit en service, envoyés en congé illimité ou en permission, ou rentrant en service après libération, sera payé à moitié du plein tarif.

Transport des prisonniers.

55. Le concessionnaire sera tenu, à toute réquisition, de mettre à la disposition de l'administration un ou plusieurs compartiments de deuxième classe, banquettes, ou un espace équivalent, pour le transport des prévenus, des condamnés et de leurs gardiens. Le prix de location en sera fixé par le préfet (0' 20) par compartiment et par kilomètre.

Il en sera de même pour le transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans des établissements d'éducation.

L'administration pourra en outre requérir l'introduction, dans

ires lui appartenant, à condition que les dimensions et le poids ne dépassent pas les dimensions et le poids à pleine grand et le plus lourd qui sera affecté au service régulier

Administration, les gendarmes, les gardiens et les prisonniers et les voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la troisième classe telle qu'elle est fixée par le présent règlement des wagons et des voitures sera gratuit.

Service des postes et télégraphes.

sera tenu de réserver, dans chacun des trains circulant aux postes, un compartiment spécial de la deuxième classe ou pour recevoir les lettres, les dépêches, ainsi que les agents du service réservé devra être fermé, éclairé et situé à l'étage inférieur.

Les postes auront le droit de fixer à une voiture déterminée de la deuxième classe, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses

agents, les frais, risques et périls et sous sa responsabilité, des dépêches, sans arrêt des trains.

Les postes pourront aussi : 1° requérir un second compartiment dans le train ; 2° requérir l'introduction de voitures spéciales dans les convois ordinaires du chemin de fer, à condition que les dimensions de ces voitures ne dépassent pas les dimensions du modèle le plus grand et le plus lourd qui sera affecté au service du chemin de fer.

Les voitures qui pourront être requises dans les conditions ci-dessus seront payées conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où le concessionnaire aura obtenu une subvention par anticipation à la disposition du service des postes d'un compartiment, le service des postes, prévu au paragraphe 1^{er} du présent article, sera effectué gratuitement. Les services faits par le concessionnaire sur la réquisition de l'Administration, dès à présent, fixée à la moitié des tarifs homologués.

Les services des télégraphes en service ne seront également assujettis au paiement que dans le cas où la ligne serait subventionnée par le Trésor. Les matériaux nécessaires à l'établissement ou à l'entretien des lignes seront transportés à moitié prix des tarifs homologués.

Le service des postes pourra enfin exiger, le concessionnaire et le département s'étant mis d'accord avec le ministre des travaux publics, que chaque sens soit ajouté au service ordinaire. Dans ce cas, subventionné ou non, le montant intégral des dépenses supplémentaires que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, moins les produits qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'Administration. Le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux tiers d'arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil

Le service spécial n'est exigible que pour l'embranchement de Saint-

Le service de surveillance du service des postes, les agents préposés à la distribution des dépêches et à la levée des boîtes auront accès dans les trains pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements du chemin de fer.

Le service des bureaux d'entrepôt de dépêches dans les gares et les stations sera tenu de lui fournir l'emplacement nécessaire; cet emplacement sera sous l'approbation du ministre des travaux publics. L'Administration paiera le loyer dans le cas où le chemin de fer ne serait pas subventionné.

Le service voudra changer les heures de départ des convois ordinaires dans tous les cas, d'avertir l'Administration des postes quinze

Lignes télégraphiques.

57. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est le ministre des travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques des signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation des postes et des télégraphes.

Il pourra, avec l'autorisation du ministre des postes et des télégraphes, des poteaux de la ligne télégraphique de l'Etat, sur les points où n'existe le long de la voie; il ne pourra s'opposer à ce que l'Etat se qu'il aura établis afin d'y accrocher ses propres fils.

Le concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements publics concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques, l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents des postes et des télégraphes.

Les agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle des lignes électriques du chemin de fer ou du service postal exécuté sur le droit de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, cartes personnelles qui leur seront délivrées.

Dans le cas où l'Etat n'engagerait à fournir au concessionnaire une annuité, la même gratuité s'appliquerait aux agents voyageant pour l'entretien des lignes télégraphiques établies le long de la voie ferrée.

Le Gouvernement aura la faculté de faire, le long des voies, des constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement des lignes télégraphiques, sans nuire au service du chemin de fer. Il pourra poser sur les terrains dépendant du chemin de fer le matériel nécessaire, mais il devra le retirer dans le cas où il serait reconnu par le préfet que le concessionnaire a besoin de ces terrains pour le service du chemin de fer.

Sur la demande du ministre des postes et des télégraphes, il sera désigné des gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, pour l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau et son matériel.

Le concessionnaire sera tenu de faire garder par ses agents ordinaires les lignes télégraphiques, de donner aux employés des télégraphes les secours nécessaires en cas d'accidents qui pourraient survenir et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture des fils télégraphiques, les employés du concessionnaire à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions données à cet effet.

En cas de rupture de fils télégraphiques ou d'accidents graves, le concessionnaire sera mis immédiatement à la disposition de l'inspecteur-ingénieur des postes et des télégraphes pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes nécessaires à la réparation. Ce transport devra être effectué dans des délais qui n'entraînent en rien la circulation publique.

Il sera alloué au concessionnaire une indemnité d'un franc (1^{fr}) par kilomètre couru par la machine quand le dommage ne proviendra pas du fait du concessionnaire ou de ses agents, sauf pour l'embranchement de Saint-Hilaire où elle sera de cinquante centimes (0^{fr} 50).

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendront nécessaires par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements seront payés au concessionnaire, par les soins de l'administration des postes et des télégraphes.

Le concessionnaire ne pourra se refuser à recevoir et à transmettre les dépêches officielles par ses fils et appareils, et dans des conditions qui seront déterminées par le ministre des postes et des télégraphes.

Dans le cas où le ministre des postes et des télégraphes jugerait utile de créer un service privé certaines gares de la ligne, il devra s'entendre avec le concessionnaire pour régler les conditions et le prix de ce service.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques ont accès aux stations et sur la voie ferrée et ses dépendances pour l'exécution de leurs fonctions, conformément aux règlements de police intérieure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Construction de nouvelles voies de communication.

Le Gouvernement, le département ou les communes ordonnent la construction de routes nationales, départementales ou vicinales de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession; le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes mesures nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation sur le chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

Concessions ultérieures de nouvelles lignes.

Le Gouvernement ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer ou de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner lieu à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

Concessions de chemins de fer d'embranchement et de prolongement.

Le Gouvernement, le département et les communes auront le droit de concéder des chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet de la présente concession, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin. Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements ni réclamer, en raison de leur établissement, une indemnité quelconque, pourvu qu'il n'y ait aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les chemins de fer d'embranchement ou de prolongement autorisés par le Gouvernement, le département ou les communes, sous réserve de l'observation des tarifs ci-dessus déterminés et l'observation du paragraphe 31, ainsi que des règlements de police et de service établis ou à établir pour la circulation des voitures, wagons et machines sur le chemin objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements.

Les concessionnaires ne payeront le prix du péage que pour le parcours réellement parcouru, un kilomètre entamé étant d'ailleurs considéré comme parcouru.

Les divers concessionnaires ne pourraient s'entendre sur l'exercice de la faculté de prolongement ou d'embranchement; le ministre des travaux publics statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient à cet égard.

Le concessionnaire ne pourra toutefois être tenu d'admettre sur ses rails un matériel qui ne serait pas en rapport avec les éléments constitutifs de ses lignes.

Le concessionnaire d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circulation, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne pourrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les concessionnaires sont tenus de s'arranger entre eux de manière que le service de transport ne soit interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Les concessionnaires qui se serviraient d'un matériel qui ne serait pas en rapport avec les éléments constitutifs de leurs lignes, seraient tenus de payer une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel.

Les concessionnaires ne se mettraient pas d'accord sur la qualité de l'exploitation; le ministre des travaux publics aurait le droit de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuation du service sur toutes les lignes et pourvoir d'office et prescrire toutes les mesures nécessaires.

Gares communes.

Le ministre des travaux publics sera tenu, si l'autorité compétente le juge convenable, de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuation du service sur toutes les lignes et pourvoir d'office et prescrire toutes les mesures nécessaires.

avec les compagnies qui deviendraient ultérieurement concédées.

Il sera fait un partage équitable des frais communs résultant des gares, et les redevances à payer par les compagnies nouvelles, réglées par voie d'arbitrage.

En cas de désaccord sur le principe ou sur l'exercice de l'usage, il sera statué, le concessionnaire entendu, savoir :

Par le préfet, si les deux chemins sont d'intérêt local et départemental;

Par le ministre, si les deux lignes ne sont pas situées dans le même département ou si l'un des deux chemins est d'intérêt général.

Embranchements industriels.

61. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de carrières ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions ci-dessous, demanderait un embranchement; à défaut d'accord, le préfet, après avoir entendu le concessionnaire, statuera.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de carrières et d'usines, et de manière qu'il ne résulte de leur existence aucune gêne à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour les trains, et aucun préjudice particulier pour le concessionnaire.

Leur entretien devra être fait avec soin et aux frais de l'Etat, sous le contrôle du préfet. Le concessionnaire aura le droit de réclamer des agents pour cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

Le préfet pourra, à toutes époques, prescrire les modifications utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie ou des ouvrages, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

Le préfet pourra même, après avoir entendu les propriétaires, suspendre temporairement des aiguilles de soudure, dans le cas où les trains viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements. Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons sur les embranchements pour les charger ou décharger, et les ramèneront sur la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront d'ailleurs être employés qu'au transport des marchandises destinées à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements ne pourra excéder six heures lorsque l'embranchement aura une longueur de plus de un kilomètre. Ce temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où ces limites de temps seraient dépassées, le concessionnaire, après avoir obtenu un avis spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité pour le droit de loyer des wagons pour chaque période de retard.

Les traitements des gardiens d'aiguilles et de barrières des embranchements seront nommés et payés par le concessionnaire, et les indemnités lui seront remboursées par lesdits propriétaires.

En cas de difficultés, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchements seront responsables des dommages que leur matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur les embranchements.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu les propriétaires de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension de l'usage de l'embranchement, sauf recours à l'administration supérieure, et condamner le concessionnaire à l'indemnité de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de réclamer en cas de non-exécution de ces conditions.

aris à percevoir pour le matériel prêté.

cessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes par premier kilomètre et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par mètre au-delà du premier, lorsque la longueur de l'embranchement

sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

chargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des propriétaires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que le concessionnaire consente à les opérer.

Les frais seront l'objet d'un règlement arrêté par le préfet, sur proposition du concessionnaire.

Le concessionnaire sur un embranchement devra être payé pour les travaux même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La gare sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids des marchandises en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le poids de cinq cents kilogrammes (3,500^k) déterminé en raison des wagons.

Le service sera réglé par le préfet, de manière à être toujours en rapport avec

la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contribution foncière.

La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par les dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les terrains, par la loi du 25 avril 1805.

Les contributions dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront établies de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces terrains sont soumis, ainsi bien que la contribution foncière, à la

Agents du concessionnaire.

Le concessionnaire établira soit pour la réception des marchandises, et la police du chemin de fer et de ses dépendances, des agents, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

Le concessionnaire aura près de lui un ou plusieurs commissaires de surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents.

Frais de contrôle.

Les frais de surveillance et de réception des travaux et les frais de surveillance seront supportés par le concessionnaire.

Par an, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année, au préfet, payeur général du département, une somme de cinq centimes par kilomètre de chemin de fer concédé.

Le préfet verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui au- ront été déterminées par le préfet, et le montant en sera recouvré par le préfet, au profit du département.

Cautionnement.

Le cautionnement applicable à l'ensemble du réseau se compose d'une somme de mille francs (192,000^f), savoir :

— mille francs (150,000^f) pour la ligne de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste

Trente mille francs (30,000^f) pour la ligne de Sablonnières à l'embranchement de Montaliou à Amblagnieu;

Douze mille francs (12,000^f) pour la ligne de Saint-Hilaire à Jallieu; les premières parties ont été versées, puis remboursées au concessionnaire à la réception définitive des travaux.

Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire a versé des dépôts et consignations une somme de douze mille francs (12,000^f) ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1897, bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Le cautionnement sera remboursé dans les six mois qui suivront la réception définitive des travaux.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Lyon.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture.

Jugement des contestations.

68. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et le département au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du Rhône, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

69. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et des annexes ci-jointes seront supportés par le concessionnaire.

Approuvé conformément à la délibération du conseil de préfecture du Rhône du 17 avril 1896.

Lyon, le 23 mai 1896.

Le Préfet du Rhône,

Signé : G. RIVAUD.

Lu et approuvé :

Lyon, le 19 mars 1896.

Le Directeur du chemin de fer de l'Est de Lyon,

Signé : A. LE PAGE.

Enregistré à Villeurbanne, le 13 janvier 1897, folio 36, case 16, pour centime soixante-quinze centimes. — Signé : Garin.

N° 32446. — *DÉCRET relatif à la Liquidation des pensions de retraite.*

Du 22 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

3 septembre 1875 ⁽¹⁾, art. 46, n° 21 ;
1 décembre 1896 ⁽²⁾ ;
du gouverneur général de l'Algérie.

ensions départementales liquidées par le Gouver-
l d'État seront désormais liquidées par le préfet.
de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent

22 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

l'intérieur,
BARTHOU.

T DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

es travaux à exécuter par la compagnie des chemins de
et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, confor-
après :

eville à Constantine ;

ation du bâtiment du quai à coke de la gare de Con-
le 19 mars 1896, avec un détail estimatif montant à
compris douze pour cent pour frais généraux, intérêts

es pour l'exécution de ce projet seront, après vérifica-
tion des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exer-
tage des bénéfices, et jusqu'à concurrence d'une somme
ics, au compte général de premier établissement des
gérien, conformément à la convention du 1^{er} mai 1863,
loi et décret du 11 juin suivant, et à l'article 5 du décret
1863. (Paris, 7 Septembre 1896.)

T DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

crédet du 16 décembre 1895, approuvant les dépenses à
gnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolonge-
mentation du matériel roulant sur la ligne de Souk-Ahras
placé par les dispositions suivantes :

les dépenses à faire par la compagnie des chemins de
ma et prolongements, sur la ligne de Souk-Ahras à Té-
entation de son matériel roulant (six locomotives, cent
plates-formes), conformément aux projets présentés les
1895.

Les dépenses résultant de l'exécution de ces projets seront le compte de deux millions de francs, ouvert conformément à la convention du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 10 août 1885, et qui sera affecté à l'exécution des travaux ci-dessus énumérés, pour travaux complémentaires, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent soixante-huit mille cinq cent dix francs treize centimes, y compris une majoration de dix francs par hectare, pour frais généraux et intérêts. (Paris, 7 Septembre 1896.)



Certifié conforme

Paris, le 31^{er} Mai 18

**Le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice et de**

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1850.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

édifiant : 1° les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893, sur le rengagement des sous-officiers; 2° la loi du 17 décembre 1892, sur la limitation du nombre des décorations accordées aux armées; 3° la loi des cadres du 25 juillet 1893.

Du 6 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 9 février 1897.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
L'indemnité annuelle attribuée aux sous-officiers rengagés est fixée à deux cents francs (200^f).

Le rengagement leur sera remis en totalité ou en partie, à leur choix, soit un dixième à la fin de chaque année, le surplus devant terminer la première période de cinq ans de

service. Les sous-officiers actuellement rengagés ou commissionnés bénéficient de la présente loi à partir du jour de la promulgation de la loi. Le temps de leur rengagement qui restera à courir, sera complété par les médailles militaires pouvant être attribuées aux sous-officiers en fin de service, et tel qu'il résulte de la loi du 17 décembre 1892, est augmenté de deux cents jours.

Les sous-officiers de bataillon sont rétablis dans les corps d'infanterie.

Les sous-officiers n'ayant encore contracté aucun rengagement sont autorisés à se rengager pour un an.

Cet engagement leur donne droit à une première de cent vingt francs (120'), payable au moment du aux hautes payes d'ancienneté. Les engagements de rée donneront sans droit aux autres allocations et par la présente loi.

Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, les lois des 18 mars 1889, 17 décembre 1893.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 Février 1897.

du Ministre de la justice,

Signé : BILLOT.

Signé : FÉ

N° 32450. — Loi tendant au rétablissement de Postes de C dans divers tribunaux.

Du 10 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI suit :

ARTICLE UNIQUE. Les tableaux annexés à la loi du 3 fixant la composition des cours d'appel et tribunaux instance sont modifiés comme suit :

TABLEAU 3.

Désignation.	TRIBUNAUX.	CHAMBRES.	PRÉSIDENTS.	VICES-PRÉSIDENTS.	Juges d'instruction.	Juges.	Juges suppléants.	Procureurs.
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de 20,000 à 80,000 habitants.								
Création d'un commis-greffier.....	Carcassonne...	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux de première instance siégeant dans les villes de moins de 20,000 habitants.								
Création d'un commis-greffier.....	Charleville....	1	1	1	1	1	1	1
Création d'un commis-greffier.....	Privas.....	1	1	1	1	1	1	1

TRACÉ.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes, construites ou à construire, empruntant les voies publiques ci-après désignées, situées dans les communes de Nantes, de Doullon et de Chantenay :

A. — Lignes concédées par décrets des 21 août 1877 et 16 juillet 1879 :

1° Du pont de Toutes-Aides, sur la commune de Doullon, à la gare d'eau de la Grenouillère, sur la commune de Chantenay, en suivant le boulevard de Sébastopol, le quai de Richebourg, le quai du Port-Maillard, le quai du Bouffay, le quai Flesselles, le pont d'Erdre, le quai Brancas, les quais de la Fosse, du Capitaine-Renaud, d'Aiguillon, la rue de Luzençay, le quai de la Piperie et la rue de la Grenouillère ;

2° Prolongement de la ligne précédente, de la gare d'eau de la Grenouillère, sur la commune de Chantenay, à la gare de chemin de fer qui desservit cette commune, en suivant la rue de la Grenouillère et le chemin de Vincennes n° 14.

B. — Lignes concédées par décret du 27 juillet 1887 :

1° Ligne des Ponts, partant de la place du Commerce et aboutissant à la place Pir-mil en passant par le pont de la Bourse, la place de la Petite-Hollande, le pont Manduit, la rue Haudaudine, le pont Haudaudine, la rue Louis-Blanc, la rue de la République, le boulevard Victor-Hugo, le pont et la place Pir-mil. Ces deux dernières voies font partie de la traverse de la route nationale n° 23 ;

2° Ligne de la route de Rennes, partant du quai du Port-Maillard et aboutissant au boulevard Lelasseur en suivant la rue de Strasbourg, la place du Port-Communeau, le pont Morand, la rue et la route de Rennes jusqu'au boulevard de Ceinture. Toutes ces voies font partie de la traverse de la route nationale n° 137.

C. — Lignes à construire :

1° Ligne de la route de Paris s'embranchant sur la ligne de la route de Rennes, à l'angle de la rue de Strasbourg et de la Haute-Grande-Rue, et aboutissant au boulevard de Ceinture en suivant la Haute-Grande-Rue, la place Saint-Pierre, la rue de l'Évêché, la place Louis XVI, la rue Saint-Clément, la rue de Paris et la route de Paris ;

2° Ligne dite « de Gaillaud », partant du quai de la Fosse et aboutissant au boulevard de Ceinture en suivant la rue de Launay, l'avenue de Launay, la place du Général-Mellinet et l'avenue Allard prolongée jusqu'à la place de la Chesnaie.

Détails d'exécution.

3. Pour les lignes à construire, les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de l'approbation des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que ces lignes soient livrées à l'exploitation dans le délai de six mois après l'approbation des projets pour l'une d'elles, et de huit mois pour l'autre.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-cinq centimètres (1^m 45).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres vingt centimètres (2^m 20) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres quatre-vingt-dix centimètres (3^m 90).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre (1^m) pour les lignes A et d'un mètre seize centimètres (1^m 16) pour les lignes B et C.

N° 32452. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'extension de la ville de Nantes, de deux lignes de tramways à traction comprimée et approuve la rétrocession de ces lignes à la ville de Nantes.

Du 17 Septembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 23 septembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu, avec les traités de rétrocession et cahiers des charges des décrets des 21 août 1877⁽¹⁾, 16 juillet 1879⁽²⁾ et 27 juillet 1881⁽³⁾ la déclaration d'utilité publique de diverses lignes de tramways à la ville de Nantes et rétrocédées par celle-ci à la ville de Nantes ;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans la ville ou sa banlieue, de deux nouvelles lignes de tramways à traction comprimée, destinées au transport des voyageurs et des marchandises, et dites, l'une de la route de Grillaud, qui constitueraient le troisième réseau de tramways de Nantes ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble desdites lignes et les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte le 10 mai 1895, en exécution de l'article 29 de la loi du 31 juillet 1881⁽⁴⁾ ;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'hygiène du 6-9 mai 1895 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Nantes, du 10 mai 1895 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Nantes, des 21 septembre 1893, 22 février, 21 mars, 3 août et 24 octobre 1895 ; la délibération du conseil municipal de Nantes du 1^{er} mai 1895 ; la délibération du conseil général de la Loire-Inférieure en date du 23 avril 1895 ;

Vu l'adhésion directe donnée, le 26 juin 1896, à l'extension de la ligne dite de Grillaud par le colonel directeur de la ligne, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽⁵⁾ ;

Vu la lettre, en date du 11 juillet 1896, du ministre de l'Intérieur, approuvant la ligne dite de la route de Paris ;

Vu la convention passée, le 27 août 1896, entre la ville de Nantes, agissant au nom de la ville, et la compagnie des tramways de Nantes, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges et cahier des charges destinés à remplacer les cahiers des charges annexés aux décrets ci-dessus visés ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 21 février 1895, 28 octobre 1895 et 20 février 1896 ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 357, n° 6417.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 470, n° 8463.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1120, n° 18404.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1120, n° 18404.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1120, n° 18404.

ministre de l'intérieur, en date du 20 mai 1896;
juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les
ts d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et
t entendu.

éclaré d'utilité publique l'établissement, dans la
sa banlieue, suivant les dispositions générales du
é, de deux lignes de tramways, à traction par mo-
imé, destinées au transport des voyageurs et éven-
archandises et dites, l'une de la route de Paris, et
l.

claration d'utilité publique sera considérée comme
ue, si les expropriations nécessaires pour l'exécu-
ways ne sont pas accomplies dans le délai de deux
date du présent décret.

antes est autorisée à pourvoir à la construction et
s lignes de tramways dont il s'agit, suivant les dis-
i du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et
ier des charges ci-dessus visé, lequel s'appliquera
nes précédemment concédées à ladite ville.

é la convention passée, le 27 août 1896, entre le
au nom de la ville, et la compagnie des tramways
la rétrocession des tramways susmentionnés, con-
ditions du cahier des charges annexé à cette con-

et le cahier des charges régiront désormais l'en-
concédées à la ville de Nantes. Ils resteront, avec
e ci-dessus visé, annexés au présent décret.

it à la compagnie des tramways de Nantes, sous
ce, d'engager son capital, directement ou indirecte-
opération autre que la construction ou l'exploitation
nways qui lui sont rétrocédées, sans y avoir été
orisée par décret délibéré en conseil d'État.

des travaux publics est chargé de l'exécution du
i sera inséré au *Bulletin des lois*.

ne, le 17 Septembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

voux publics,
URREL.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre le maire de la ville de Nantes, agissant au nom de la commune, et le conseil municipal en date des 21 février, 20 avril et 21 mai 1886, sous la réserve de l'approbation des présentes par un décret du conseil d'administration, aux termes de sa délibération du 30 juillet 1896,

D'une part ;

Et M. Maurice Caldaquès, ingénieur civil, directeur de la compagnie des tramways de Nantes, agissant au nom de ladite compagnie, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par son conseil d'administration, aux termes de sa délibération du 30 juillet 1896,

D'autre part ;

Considérant que la compagnie des tramways de Nantes exploite les lignes de tramways qui lui ont été rétrocédées par la commune en date des 20 juin 1877, 31 mars 1879 et 20 février 1886 ;

Considérant l'utilité d'établir, sur les routes de Paris et de Grillon, des lignes se raccordant avec celles actuellement exploitées par la compagnie, en raison des sacrifices déjà faits ou consentis pour l'avenir par la commune, à la date uniforme du 31 décembre 1936 la fin de la concession et devant composer l'ensemble du réseau ;

Considérant dès lors l'utilité de fonder dans un seul traité de rétrocession les conditions régissant les différentes lignes,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nantes s'engage à prolonger jusqu'au 31 décembre 1936 les concessions, déjà consenties par elle à la compagnie des tramways de Nantes, pour une durée expirant également le 31 décembre 1936, les lignes de tramways à traction de moteurs à air comprimé et à traction électrique, pour une durée expirant également le 31 décembre 1936, les lignes à construire, sous la condition que les concessions courantes, prolongées ou accordées par l'Etat. Le réseau complet comprenant les lignes existantes, construites ou à construire :

A. — Lignes concédées par décrets des 21 août 1877 et 16 juillet 1886 :

1^{re} Du pont de Toutes-Aides, sur la commune de Doullon, à la gare de Nantes, sur la commune de Chantenay, en suivant le boulevard de la Gare, le quai Richebourg, le quai du Port-Maillard, le quai du Bouffay, le pont d'Erdre, le quai Brancas, les quais de la Fosse, du Capitaine, de la République, la rue de Luzançay, le quai de la Piperie et la rue de la Gare.

2^o Prolongement de la ligne précédente, de la gare d'eau de Nantes, sur la commune de Chantenay, à la gare du chemin de fer qui dessert la commune de Chantenay et le chemin de Vincennes n° 1.

B. — Lignes concédées par décret du 27 juillet 1887 :

1^{re} Ligne des Ponts, partant de la place du Commerce et aboutissant à la gare de Nantes, en passant sur le pont de la Bourse, la place de la Petite-Grande-Rue, la rue Mauduit, la rue Haudaudine, le pont Haudaudine, la rue Louis-Bouillon, le boulevard Victor-Hugo, le pont et la place Pirmil. Les voies font partie de la traverse de la route nationale n° 23 ;

2^o La ligne de la route de Rennes, partant du quai du Port-Maillard, sur la commune de Chantenay, en suivant la rue de Strasbourg, la place de la Gare, le pont Morand, la rue et la route de Rennes jusqu'au boulevard de la Gare. Toutes ces voies font partie de la traverse de la route nationale n° 23.

C. — Lignes à construire :

1^{re} Ligne de la route de Paris, s'embranchant sur la ligne de la route de Paris, à l'angle de la rue de Strasbourg et de la Haute-Grande-Rue et aboutissant à la gare de Nantes, en suivant la Haute-Grande-Rue, la place Sainte-Etienne, l'Évêché, la place Louis XVI, la rue Saint-Clément, la rue de Paris, la place de la Gare.

de Grillaud, partant du quai de la Fosse et aboutissant au boulevard suivant la rue de Launay, l'avenue de Launay, la place du Général Allard prolongée, jusqu'à la place de la Chesnaie.

La ville de Nantes se réserve le droit de demander ou d'accorder de nouveaux tramways, tant sur son territoire que sur celui des communes limitrophes. Il est entendu que la compagnie aura, à conditions égales, un droit de priorité pendant un an à compter du 1^{er} août 1919; un délai de trois mois lui est accordé après avoir formulé son acceptation ou son refus. Passé ce délai, elle sera considérée comme ayant renoncé à sa préférence.

La ville de Nantes, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir, approuve, et fait aux conditions suivantes.

La ville de Nantes déclare accepter cette rétrocession. Elle s'engage, conformément à la loi du 11 juin 1880, au décret du 6 août 1881, l'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de cette loi, stipulées dans le cahier des charges de la concession, conditions qui sont expressément souscrites.

La ville de Nantes, assujettie envers la ville de Nantes à toutes les obligations de la ville de Nantes elle-même par ce cahier des charges.

Conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans le cahier des charges, ont été modifiés ou supprimés les articles ou paragraphes ci-après, savoir :

12, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38.

Le prix de stationnement de cent cinquante francs (150^f) par an et par voiture sera sur les lignes déjà exploitées, payé actuellement par la compagnie de Nantes, s'appliquera de même aux voitures réellement en service à construire, et, en outre, à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique, la compagnie acquittera, au même titre, une redevance annuelle de neuf cents francs (900^f).

Le minimum de voitures sur lequel la taxe proportionnelle sera calculée, par suite, le minimum de redevance annuelle à payer à la ville de Nantes, en dehors de la somme fixe de neuf cents francs (900^f) ci-dessus, sera de trois cents francs (3.000^f); cette redevance sera payable par quart à la fin de chaque année.

La ville de Nantes sera dispensée, à partir de la date du décret relatif d'utilité publique, de payer à la compagnie la redevance annuelle de cent francs (100^f) qu'elle paye actuellement pour le transport de dix agents de

circulation, au nombre de cinquante-huit, seront remises aux agents municipaux désignés par le maire de Nantes et il en sera de même, aux agents similaires des services municipaux que la ville de Nantes a créés ou même s'annexer.

Le produit net du réseau dépassera la somme nécessaire pour distribuer un dividende de sept pour cent (7 p. o/o), l'excédent sera partagé entre la ville et la compagnie.

La ville de Nantes, à cet effet, à fournir à l'administration municipale la justification des dépenses et de ses recettes d'exploitation et généralement toutes les dépenses quelconques.

Les droits de stationnement pour la ville de la présente stipulation ne se cumuleront pas avec les droits de stationnement, c'est-à-dire qu'en cas de partage il n'y aura pas de bénéfice à partager une somme égale au montant des droits de stationnement à liquider; la moitié du total ainsi formé constituera la part de la ville en déduisant les droits qu'elle aurait déjà encaissés pour ce

Il est bien entendu qu'il n'y aura lieu à partage que si l'excédent à partager est supérieur au montant des droits de stationnement.

En ce qui concerne le tracé de la ligne de Grillaud, s'il arrivait que la largeur de la rue de Grillaud fût reconnue insuffisante par le maire de Nantes, la compagnie s'engage à modifier cette partie du parcours en passant par la rue Blaise et la rue de la Chesnaie, et dans ce cas la ville ne serait tenue envers la compagnie à

aucune indemnité autre que le remboursement des frais de voie.

Dès que la place du Commerce sera agrandie, l'aubette qui y est blie devra être déplacée, mais de manière à continuer à assurer le lignes des quais et des ponts dans des conditions analogues à celle tuellement.

La compagnie s'engage à établir aux environs de l'avenue Allan aux voyageurs attendant le tramway.

Les divers engagements pris par la compagnie dans cet article aux approbations administratives respectivement nécessaires à l'exé ou modifications projetés.

6. La compagnie restera responsable envers la ville de toutes dommages pouvant résulter pour celle-ci d'une déchéance proven trocessionnaire. Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires tation de l'ensemble du réseau soit organisée dans des condition façon complète la sécurité et la régularité de tous les services.

7. La compagnie des tramways de Nantes créera une caisse de ses employés, et cette caisse devra fonctionner à partir du jour d publique à intervenir pour les lignes à construire.

8. Si, pour l'établissement d'égouts ou la pose de canalisation d la voie publique, sur le parcours des voies ferrées, soit par la ville, preneurs agissant en son nom, il était indispensable de couper t voie du tramway, la compagnie des tramways de Nantes ne pourr clamer aucune indemnité; mais la ville ou ses entrepreneurs devr au moins cinq jours à l'avance et employer tous les moyens pour des deux voies (sur les sections à double voie), et pour réduire au m ment par un travail de nuit) le temps pendant lequel la voie ferree

9. La compagnie des tramways de Nantes devra faire élection de Dans le cas de non-élection, toute notification ou signification à faite valablement au secrétariat général de la mairie de Nantes.

10. Les contestations qui s'élèveraient entre la ville de Nantes et tramways, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses seront jugées administrativement par le conseil de préfecture de la sauf recours au conseil d'Etat.

11. Les frais d'enregistrement du cahier des charges de la conc du présent traité de rétrocession, seront supportés par la compagn de Nantes.

Fait à Nantes, le 27 août 1896.

Le Maire de Nantes,

Signé : SARRADIN, adjoint.

Lu et accepté par
en rétroces

Signé : CALD

Enregistré à Nantes, 1^{re} A. C., le 2 novembre 1896, folio 85, case vingt-cinq centimes. — Signé : Feillet.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier destiné au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchan La traction aura lieu par moteurs à air comprimé.

Tracé.

prendra les lignes suivantes, construites ou à construire, embellies ci-après désignées, situées dans les communes de Nantes, Chantenay :

dées par décrets des 21 août 1877 et 16 juillet 1879 :

Antennes-Aides, sur la commune de Douzon, à la gare d'eau de la Grenouillère de Chantenay, en suivant le boulevard de Sébastopol, le quai du Port-Maillard, le quai du Bouffay, le quai Flesselles, le quai Brancas, les quais de la Fosse, du Capitaine-Renaud, d'Alençon, le quai de la Piperie et la rue de la Grenouillère ;

de la ligne précédente, de la gare d'eau de la Grenouillère, sur Chantenay, à la gare de chemin de fer qui dessert cette commune, la Grenouillère et le chemin de Vincennes n° 14.

dées par décret du 27 juillet 1887 :

Antennes, partant de la place du Commerce et aboutissant à la place Pirou, le pont de la Bourse, la place de la Petite-Hollande, le pont Mandine, le pont Haudaudine, la rue Louis-Blanc, la rue de la République, Victor-Hugo, le pont et la place Pirou. Ces deux dernières voies traversent la route nationale n° 23 ;

Antenne de Rennes, partant du quai du Port-Maillard et aboutissant au boulevard de la rue de Strasbourg, la place du Port-Communeau, la rue et la route de Rennes jusqu'au boulevard de Ceinture. Toutes ces voies traversent la route nationale n° 137.

Antenne à construire :

Antenne de Paris s'embranchant sur la ligne de la route de Rennes, à la gare de Strasbourg et de la Haute-Grande-Rue, et aboutissant au boulevard de la Haute-Grande-Rue, la place Saint-Pierre, la rue de Louis XVI, la rue Saint-Clément, la rue de Paris et la route de

Antenne Gaillaud, partant du quai de la Fosse et aboutissant au boulevard de la rue de Lannay, l'avenue de Lannay, la place du Général Allard prolongée jusqu'à la place de la Chesnaie.

Délais d'exécution.

Antennes à construire, les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Antennes à être commencées dans un délai de trois mois à partir de l'appel des projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que ces lignes soient mises en exploitation dans le délai de six mois après l'approbation des projets et de huit mois pour l'autre.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre cinquante centimètres (1^m 45).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne devra pas dépasser deux mètres vingt centimètres (2^m 20), et la largeur du matériel compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne devra pas dépasser deux mètres vingt centimètres (2^m 20) ; la hauteur du matériel des rails sera au plus de trois mètres quatre-vingt-dix centimètres (3^m 49).

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre cinquante centimètres (1^m 45) pour les lignes A et d'un mètre seize centimètres (1^m 16) pour les lignes B et C.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes pourra être inférieur à vingt mètres (20^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinquante-cinq millimètres par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites à ce maximum.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de modifier les dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtront nécessaires ne pourront être exécutées qu'après l'approbation du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures.

6. Le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés ; les rails seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Dans les parties où la voie ferrée empruntera des chaussées pavées, les rails seront posés dans un pavage de quinze à dix-huit centimètres (0^m 15 à 0^m 18) de largeur, et gènera dans l'entre-rails, et à quarante centimètres (0^m 40) au moins de l'extérieur, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage. Dans les parties non pavées, il sera placé, pour accoter les rails de chaque côté, un trottoir constitué alternativement par des carreaux de dix-huit à vingt centimètres de côté et des boutisses en matériaux durs de vingt-cinq centimètres de largeur.

Toutefois, pour les lignes A et B, cette disposition ne sera applicable qu'à la partie de la disposition actuelle qu'au fur et à mesure des travaux de rétablissement de la disposition actuelle.

La chaussée pavée ou empierrée de la voie publique sera d'ailleurs établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de circulation suffisante à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire; elle est fixée au minimum : pour les lignes A, à deux mètres cinquante centimètres (2^m 50); pour les lignes B, à deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), et pour les lignes C, à deux mètres cinquante centimètres (2^m 50).

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Le minimum des largeurs à réserver entre le matériel de la voie et le bord d'un trottoir est fixé comme suit :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires : deux mètres cinquante centimètres (2^m 50); pour les lignes B, deux mètres cinquante centimètres (2^m 50); pour les lignes C, deux mètres cinquante centimètres (2^m 50).

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres de largeur. Les exceptions précédemment admises en quelques points de la ligne A ne seront pas maintenues. Le minimum des largeurs à réserver entre le matériel de la voie et le bord d'un trottoir sera d'un mètre quarante centimètres pour les lignes C.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la quantité qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose des rails, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront enlevés à la disposition du concessionnaire.

N° 32433. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux d'amélioration des Ports maritimes.

Du 5 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'amélioration des ports maritimes, une somme totale de cinq cent trente mille cinq cent quatre-vingt-seize francs vingt-cinq centimes, savoir :

DÉPARTEMENTS.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des récépissés.	AGENCES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1896.					
Aude.....	3358	14 août.	Narbonne....	La commission du lamanage du port de la Nouvelle.	220,000 00
Corse	353	6 février.	Bastia.....	La chambre de commerce de Bastia.	20,000 00
Ille-et-Vilaine.	3249	31 août.	Saint-Malo....	La chambre de commerce de Saint-Malo.	3,095 25
	3250	Idem.	Idem.....	Idem.....	2,000 00
Morbihan..	4168	27 juillet.	Lorient.....	La commune de Quiberon.	500 00
Seine.	25301	5 août.	Paris.....	La chambre de commerce de Saint-Nazaire.	35,000 00
Seine-Inférieure.	6696	6 août.	Le Havre.....	La chambre de commerce du Havre.	350,000 00
TOTAL comme ci-dessus.....					530,596 25

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 novembre 1896,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la fin des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits sur chaque sens, est fixé à cinquante, sauf en ce qui concerne la ligne de la quelle ce chiffre est porté à quatre-vingts.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur ne dépassera pas vingt mètres (20^m).

La vitesse des trains en marche ou de voitures isolées sera au plus de 20^k à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession commencera, pour les lignes à construction, au jour du décret d'autorisation, et elle prendra fin, pour toutes les lignes, le 31 décembre 1936.

La présente concession annulera les concessions antérieures aux concessions substituées.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le décret d'expiration, l'Etat sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la concession et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous les biens et des droits du concessionnaire. Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent, de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que bornes, clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, etc. établies sur la voie publique, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'Etat aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à réparer la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettrait pas de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les wagons, les voitures, les rails, les traverses, les aiguilles, les signaux, les stations, l'outillage des dépôts et ateliers, l'Etat se réserve le droit de prendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à la fin de la concession, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et sera affectée au matériel à l'Etat.

L'Etat sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en location les rails, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'Etat le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Tout le matériel pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires au tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure de

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après de

Chacune des lignes désignées à l'article 1 sera divisée en section sectionnement étant placés : pour la ligne des quais de la Loire, près léans, à la place du Commerce, à l'origine du quai du Capitaine-Ren d'Aiguillon entre les escaliers Sainte-Anne et l'origine de la rue de la ligne des ponts, à la place de la République; pour la ligne de Rennes Morand et le carrefour des rues Talensac et Châteaubriant; pour la de Paris, à la place Louis XVI; pour la ligne de Grillaud, à la place

Le prix total à percevoir de chaque voyageur sera de dix centimes par parcours partiel ou entier d'une seule section, vingt centimes (0' 20) partiel ou entier de deux sections consécutives et trente centimes (0' 30) par parcours supérieur, dans un même trajet, avec ou sans changement de mots « un même trajet » signifie que, dans ce trajet, le voyageur n'a pas un parcours empruntant plus d'une fois tout ou partie de la même section ou dans l'autre.

Exceptionnellement, pour les voyageurs qui passeront des lignes Rennes, de la route de Paris et de Grillaud sur celle des quais de la Loire, comptés pour une seule section les parcours suivants, effectués avec ou sans voitures : pont Morand-Grande-Gare, pont-Morand-place du Commerce, place Louis XVI-Grande-Gare, place Louis XVI-place du Commerce, place du Commerce, place Lamoricière-place du Commerce, et vice versa.

Les places d'impériale et de plate-forme sont assimilées pour le prix de transport. Des billets d'aller et retour pourront être accordés avec une réduction de quart sur le prix du trajet double.

Il sera créé en faveur des ouvriers des cartes d'abonnement valable pendant six jours non fériés : le matin, de sept à neuf heures, et le soir, de six à huit heures, à un prix réduit d'un franc (1') par semaine.

TARIF.

PAR TÊTE ET PAR SECTION OU FRACTION DE SECTION.

Grande vitesse.

		de péage.	fr. c.
Voyageurs...	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (classe unique).....		0 07
	Au-dessous de quatre ans les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.		
Enfants.....	De quatre à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans une même voiture, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.		
Militaires....	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière. Les sous-officiers et soldats en uniforme ne payeront que demi-place.		

de péage.	fr. c.
	0 07

président du conseil, ministre de l'agriculture, et le ministre des finances déclarent adhérer à l'affectation ci-dessus;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ réglant la procédure relative à l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'Etat,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est affecté au département de la marine le terrain domanial, d'une superficie de onze mille quatre-vingt-dix-sept mètres carrés [1,097^{m²}], (chemin d'accès compris) teinté en rouge au plan ci-joint, situé dans la forêt domaniale de la Garonne, au cap Ferret, commune de la Teste (Gironde), sous la réserve que le chemin d'accès au sémaphore sera commun aux services des forêts et de la marine.

2. Les ministres de la marine, des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 15 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BERNARD.

N° 32457. — DÉCRET qui complète l'Article 1^{er} du Décret du 22 mars 1875, relatif aux droits de chancellerie à payer pour les autorisations de porter des Décorations étrangères.

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Grand Chancelier de la Légion d'honneur et le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des cultes;

Vu les décrets des 10 juin 1853 ⁽²⁾ et 22 mars 1875 ⁽³⁾;

Le Conseil de l'Ordre entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le second paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 22 mars 1875, fixant les droits de chancellerie à payer pour les autorisations de porter des décorations étrangères, est complété par la disposition suivante :

« Sans que le total des versements successifs opérés par le titulaire pour les divers grades d'un même ordre ou pour les différents ordres

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 66, n° 599.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 249, n° 4017.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à l'Etat, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de 50 francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Cette somme sera versée à la caisse du trésorier-payeur général, à Nantes, due, pour les lignes à construire, à partir de la date du décret de concession.

Cautionnement.

38. Le concessionnaire exploitant les tramways à Nantes depuis plus de dix ans, il n'y a pas lieu à versement d'un nouveau cautionnement pour son réseau, visée au présent cahier des charges, mais les cautionnements déposés, dix-sept mille deux cents francs (17,200), restent affectés aux lignes stipulées par les articles 20 et 21 ci-dessus.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Nantes. Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de cette ville.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et la ville de Nantes au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Loire-Inférieure, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de son annexe seront supportés par le concessionnaire.

Lu et accepté par le demandeur en rétrocession.

Signé : CALDAGÈS.

Nous, maire de la ville de Nantes, attestons que le présent cahier des charges a été approuvé par le conseil municipal dans ses séances du 20 avril 1896.

En l'hôtel de ville, à Nantes, le 27 août 1896.

Le Maire,

Signé : SARRADIN, adjoint.

Enregistré à Nantes, 1^{re} A. C., le 2 novembre 1896, folio 85, case 9, pour vingt-cinq centimes. — Signé : Feillet.

sur qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à l'amélioration des Ports maritimes.

Du 5 Novembre 1896.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le ministre des travaux publics;

Par décret du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par départements affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice.

Par décret du 31 mai 1896⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, les fonds de concours;

ont ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de concours de travaux relatifs à l'amélioration des ports maritimes. Le montant de ces versements est de cinq cent trente mille cinq cent quatre-vingt-seize francs, savoir :

DATES des réceptions.	RECETTES des finances ou les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1896.			
14 août.	Narbonne....	La commission du aménagement du port de la Nouvelle.	120,000 ⁰⁰
6 février.	Bastia.....	La chambre de com- merce de Bastia.	20,000 00
31 août.	Saint-Malo....	La chambre de com- merce de Saint- Malo.	3,095 25
Idem.	Idem.....	Idem.....	2,000 00
27 juillet.	Lorient.....	La commune de Quiberon.	600 00
5 août.	Paris.....	La chambre de com- merce de Saint- Nazaire.	35,000 00
6 août.	Le Havre.....	La chambre de com- merce du Havre.	350,000 00
TOTAL comme ci-dessus.....			530,596 25

Le ministre des finances, en date du 3 novembre 1896,

ouvert au ministre des travaux publics, sur le

budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de concours, un crédit additionnel de cinq cent trente mille cent quatre-vingt-seize francs vingt-cinq centimes (530,396 fr. 25 c.), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises désignées, savoir :

Département de l'Aude. — Établissement d'une gare d'évitement au port de la Nouvelle.....	120,00
Département de la Corse. — Amélioration du port de Bastia.....	30,00
Département d'Ille-et-Vilaine. — Amélioration du port de Saint-Malo (3,096 ^{fr.} 25 c. + 2,000 ^{fr.}).....	3,096 ^{fr.} 25 c.
Département de la Loire-Inférieure. — Construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire.....	55,00
Département du Morbihan. — Construction d'un môle et d'un brise-lames à Port-Maria.....	5,00
Département de la Seine-Inférieure. — Achat des terrains nécessaires à la construction des quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville.....	55,00
TOTAL ÉGAL.....	530,396 ^{fr.} 25 c.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : GEORGES COCHERY,

Signé : A. TURELLE

N° 32454. — DÉCRET qui rejette le recours pour Abus formé par l'abbé desservant de l'église succursale de Grez-sur-Loing (Seine-et-Marne).

Du 10 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours et le mémoire présentés par l'abbé Caudron, de l'église succursale de Grez-sur-Loing (Seine-et-Marne), lesdits mémoire enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, les 24 et 5 décembre 1896, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer abus dans l'arrêté en date du 24 mai 1892 par lequel le maire de Grez-sur-Loing a interdit toutes les cérémonies extérieures du culte catholique, et les cérémonies religieuses sur le territoire de la commune, à l'exception des cérémonies extérieures concernant les inhumations et, subsidiairement,

ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895 qui doivent faire l'objet d'un crédit additionnel.

DÉNOMINATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			MOTIFS des retards.
			par créance.	par chapitre.	par exercice.	
EXERCICE 1893.						
CHAP. XIV bis. Réinstallation du poste cen- tral télégra- phique de Lyon.	Solde de four- niture de ta- bles, casters, etc.	M. Cimetière, à Lyon.	2,311'03	2,311'03	2,311'03	Des contesta- tions avec le créancier vien- nent d'être ré- glées récemment.
EXERCICE 1894.						
CHAP. XIII. Appareils et matériel tech- nique d'ex- ploitation.	Fourniture d'a- vertisseur pour parleurs à indices.	La Société gé- nérale des té- léphones, à Paris.	1,115 23	1,115 23		Production tar- dive du mémoire par le créancier.
CHAP. XIV bis. Réinstallation du poste cen- tral télégra- phique de Lyon.	Fourniture de boiseries, sup- ports, sièges, etc.	M. Cimetière, à Lyon.	1,519 52	1,519 52	2,634 75	Des contesta- tions avec le créancier vien- nent d'être ré- glées récemment.
EXERCICE 1895.						
CHAP. V. Personnel. Agents.	Honoraires de médecin.	M. Manouvrier, à Valenciennes.	20 00			Réclamation tardive du créan- cier.
	Rappel d'avance- ment.	M. Tarpin, à Coutances.	125 00	145 00		Omission sur un état.
	Rembourse- ment de frais de déplace- ment.	M. Fontagne, à Labude.	50 00			Retard dans la liquidation.
	Idem.....	M. Ergois, à Angers.	25 00			Réclamation tardive.
	Indemnité de service de nuît.	M. Leguin, à Meaux.	34 80			Omission du chef de service.
CHAP. VIII. Indemnités di- verses et se- cours.....	Idem.....	M. Planté, à Meaux.	11 10			Idem.
	Idem.....	M. Bordel-Per- roucel, à Meaux.	6 37			Idem.
	Indemnité p' travaux extra- ordinaires.	M. Marjorel, à Paris.	12 00			Omission sur le relevé des créances restant à payer.
	Idem.....	M. Tremblain, à Courbevoie.	11 80	151 07		
	Reliquat pour exécution de travaux à Mo- dane.	La compagnie des chemins de fer P.-L.-M.	171 18			Production tar- dive du mémoire.
CHAP. X. Matériel des bureaux.....	Fournitures...	M. Michon-Du- pon, à Autan.	70 50			Omission du chef de service.
	Travaux.....	M. Couchot- Gannet, à Au- tan.	21 10			Idem.

N° 32455. — **DÉCRET** qui admet à circuler en Franchise, pendant la mobilisation, la Correspondance de service échangée entre les fonctionnaires.

Du 12 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1889 sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, pendant la mobilisation, la correspondance de service échangée entre les fonctionnaires désignés ci-après :

Contrôleurs des mines, receveurs et receveuses des douanes et des contributions indirectes, employés au service des houilleries ou en sel, en cas de guerre, avec les sous-officiers et militaires.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, à publier au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32456. — **DÉCRET** qui affecte au département de la Gironde les Terrains domaniaux situés au cap Ferret, commune de la Teste-de-Médoc.

Du 15 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 27 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la convenance de verser à son département diverses parcelles de terrain situées dans le département de la Gironne, au cap Ferret, commune de la Teste-de-Médoc, et actuellement administrées par le service des forêts;

Vu les lettres des 5 septembre et 31 décembre 1896, par lesquelles le ministre de la marine a autorisé le ministre de l'agriculture à verser au département de la Gironne les terrains susdits;

(1) 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

seil, ministre de l'agriculture, et le ministre des finances
à l'affectation ci-dessus;
du 14 juin 1833 ⁽¹⁾ réglant la procédure relative à l'affecta-
ble domanial à un service public de l'Etat,

affecté au département de la marine le terrain domai-
perficie de onze mille quatre-vingt-dix-sept mètres
(chemin d'accès compris) teinté en rouge au plan
dans la forêt domaniale de la Garonne, au cap Ferret,
la Teste (Gironde), sous la réserve que le chemin
phore sera commun aux services des forêts et de la

istres de la marine, des finances et de l'agriculture
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
ra inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la*

, le 15 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

de la marine,
G. BESNARD.

ÉCRET qui complète l'Article 1^{er} du Décret du 22 mars 1875,
droits de chancellerie à payer pour les autorisations de porter
étrangères.

De 16 Janvier 1897.

T DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sition du Grand Chancelier de la Légion d'honneur et le
de des Sceaux, Ministre de la justice et des cultes;
des 10 juin 1853 ⁽²⁾ et 22 mars 1875 ⁽³⁾;
l'Ordre entendu,

second paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 22 mars
s droits de chancellerie à payer pour les autorisations
décorations étrangères, est complété par la disposition

total des versements successifs opérés par le titulaire
grades d'un même ordre ou pour les différents ordres

partie, 1^{re} section.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 66, n° 599.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 249, n° 4017.

d'un même pays puisse dépasser, dans le premier grade le plus élevé pour lequel il est autorisé, dans droit maximum de trois cents francs (300^{fr}).

2. Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice et de Grand Chancelier de la Légion d'honneur sont chargés ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

N° 32458. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction
boux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fo
versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement prima

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et de

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixa
des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893, s
ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitem
nel de ce service;

Vu l'état ci-joint, constatant qu'il a été versé par la vill
somme de mille francs pour servir, pendant le quatrième tri
cice 1896, au paiement du traitement d'un inspecteur des
publiques exerçant dans un emploi créé sous la réserve que l
se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnair
montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds d

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (1);

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 13 janvier

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours p
publiques, au ministre de l'instruction publique et de
première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'e
chapitre XLVI : *Enseignement primaire — Inspecteurs —*
générales et départementales des écoles maternelles, un cr
francs (1,000^{fr}).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pa

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

public, à titre de fonds de concours pour dépenses

de l'instruction publique et des beaux-arts et le
nances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
du présent décret.

le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

re des finances,
GORGES COCHERY.

DÉCRET suspendant la faculté de former un recours en revision
gements des Conseils de guerre maritimes dans la partie de l'île
ar en état de siège.

Du 16 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 20 Janvier 1897.)

ENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les 71 et 156 du Code de justice militaire pour l'armée de
n 1857, modifiés par la loi du 18 mars 1875;
les 33, 84 et 182 du Code de justice militaire pour l'armée
juin 1858;
ort du ministre de la marine, et après avis du Conseil des

La faculté, pour les condamnés, de former un recours en
tre les jugements des conseils de guerre est suspendue,
ment, dans les territoires en état de siège, à Madagascar.
mesure, applicable à tous les condamnés d'un grade infé-
i de colonel, sera portée à la connaissance des troupes
de l'ordre et, au besoin, à la connaissance de la popu-
le d'affiches.

ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent
sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du
la marine.

is, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

re de la marine,
G. BESNARD.

N° 32460. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre du commerce, des postes et des télégraphes un Crédit supplémentaire en au Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 18 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des télégraphes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, section (*Postes et télégraphes*), additionnellement aux restes à payer par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant qu'aux termes de ces articles les créances de l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rattachent aux services prévus par le budget de l'exercice précité et que le chiffre du crédit ne dépasse pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été affectés à la clôture de ces exercices;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère du commerce, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895, un crédit de quatre cent mille trois cent quatre-vingt-six francs vingt-quatre centimes (44,386¹/₂₄).

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des services sur le budget ordinaire de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX
Le Ministre du commerce, des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUTIN.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les
exercices 1893, 1894 et 1895 qui doivent faire l'objet d'un crédit

NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			NOTES des retards.	
	par créance.	par chapitre.	par exercice.		
EXERCICE 1893.					
de four- de la- casiers.	M. Cimetière, à Lyon.	2,311 ⁰³	2,311 ⁰³	2,311 ⁰³	Des contesta- tions avec le créancier vien- nent d'être ré- glées récemment.
EXERCICE 1894.					
ture d'a- tisseur parieurs liées.	La Société gé- nérale des té- léphones, à Paris.	1,115 23	1,115 23		Production tar- dive du mémoire par le créancier.
ture de ries, sup- sièges.	M. Cimetière, à Lyon.	1,519 52	1,519 52	2,634 75	Des contesta- tions avec le créancier vien- nent d'être ré- glées récemment.
EXERCICE 1895.					
raires de ecin.	M. Manouvrier, à Valenciennes.	20 00			Réclamation tardive du créan- cier.
d d'avant- ent.	M. Turpin, à Coutances.	125 00	145 00		Omission sur un état.
bourse- t de frais déplace- it.	M. Fontagne, à Labude.	50 00			Retard dans la liquidation.
.....	M. Ergois, à Angers.	25 00			Réclamation tardive.
nnité de ice de	M. Lequin, à Meaux.	34 80			Omission du chef de service.
.....	M. Planté, à Meaux.	11 10			Idem.
.....	M. Bordel-Per- roucel, à Meaux.	6 37			Idem.
nnité p' aux extra- naires.	M. Marjorel, à Paris.	12 00			Omission sur le relevé des créances restant à payer.
.....	M. Tremblain, à Courbevoie.	11 80	151 07		
nat pour ation de ux à Mo- ultures...	La compagnie des chemins de fer P.-L.-M.	171 18			Production tar- dive du mémoire.
.....	M. Michon-Du- pan, à Autun.	70 50			Omission du chef de service.
.....	M. Couchot- Gannet, à Au- tun.	21 10			Idem.

Désignation des chapitres.	NATURE des crédits.	Noms des créditaires.	MONTANT DES CRÉDITS		
			PAY. NATURE.	PAY. chapitres.	PAY. créditaires.
CHAP. X. Matériel des bureaux..... (Suite.)	Travaux.....	M. Fasquet, à Mâcon.	33' 10"		
	Fournitures...	M. Buteau-Bou- dot, à Autun.	19 50		
	Travaux.....	M. Meunier Bis, à Autun.	4 00		
	Idem.....	M. Seguin, à Mâcon.	463 62		
	Idem.....	M. Dramas, à Mâcon.	58 75	842' 75"	
CHAP. XI. Impressions et publications..	Fournitures p ^r la fabrication des timbres- poste.	MM. J. Boulet et compagnie, à Paris.	302 30		
	Idem.....	M. L. Delmas, à Paris.	64 67	366 97	
	Fourniture de fourgons.	La société la Carrosserie in- dustrielle, à Paris.	9,392 67		
CHAP. XII. Transport des dépêches pos- tales.....	Construction de châssis pour bureaux ambulants.	La compagnie des chemins de fer de l'État.	27,571 94		
	Entretien des bureaux am- bulants.	La compagnie des chemins de fer du Nord.	71 40	36,836 01	
	Appareils et matériel tech- nique d'ex- ploitation.	La compagnie des chemins de fer P.-L.-M.	1,036 45	1,036 45	
CHAP. XIV. Construction et entretien des lignes télégra- phiques.....	Rappel d'avanc- ement.	M. Fourmier, à Moulins.	7 75		
	Idem.....	M. Cognac, à Cahors.	7 75		
	Idem.....	M. Dabaille, à Lille.	16 25		
	Idem.....	M. Montpays, à Lille.	28 00		
	Travaux.....	La compagnie des chemins de fer de Pa- ris à Orléans.	9 46	53 21	39,440'
TOTAL.....					44,366

ARRÊTÉ le présent état à la somme de quarante-quatre mille t
vingt-six francs vingt-quatre centimes.

Paris, le 18 Janvier 1897.

Le Ministre du commerce,
des postes et des télégraphes.

Signé : HENRY BOUILLÉ

RET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des télégraphes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes annulés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894

Du 22 Janvier 1897.

ET DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et

et des télégraphes, annexe des créances liquidées à la charge du département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (Commerce et Industrie), additionnellement aux restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895;

de la loi du 23 mai 1834;

et du décret du 31 mai 1862 (1);

qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans l'état annexé au présent décret sont à être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services compris dans le budget des exercices précités et que le montant n'excède pas le disponible des crédits qui ont été annulés en clôture de ces

exercices, en vertu de la forme du ministre des finances,

est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (Commerce et Industrie), additionnellement aux restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895, un crédit de dix mille francs quarante et un francs quarante centimes (10,741'40).

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à ordonnancer les créances ci-dessus visées sur le crédit spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, au titre de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

Pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des restes disponibles de l'exercice courant.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait à Paris, le 22 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

**Le Ministre des finances,
GORGES COCHERY.**

**Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,**

Signé : HENRY BOUCHER.

*ÉTAT des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer
comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895 qui doivent faire l'additionnel.*

DÉSIGNATION des chapitres.	NATURE des créances.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par exercice.	par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1893.					
CHAP. XIII. Enseignement industriel et commercial.	Avance à régulariser.	M. Jossier, ancien trésorier-payeur général de la Haute-Loire.	500 ^f 83 ^c	500 ^f 83 ^c	
CHAP. XXIII. Subvention à la marine marchande.	Solde de prime de navigation au navire <i>Souvenir</i> .	M. L. Sanglar, à Marseille.	563 21	563 21	1,064 ^f
EXERCICE 1894.					
CHAP. XIV. Subvention à la marine marchande.	Complément de prime de navigation au navire <i>Louis IX</i> .	M. Pitre-Rozier, à Saint-Malo.	72 60	72 60	72
EXERCICE 1895.					
CHAP. XV. Matériel et dépenses diverses des poids et mesures.	Remboursement du loyer du bureau de Lesparre.	M ^{me} Piboteau, à Lesparre.	13 89		13 89
	Prime pour installation de machines du navire <i>Julie-Louise</i> .	M. Duchesne, à Boulogne-sur-Mer.	463 20		
	4 p. o/o de cette prime au profit des invalides de la marine.	Le caissier-payeur central du Trésor public.	16 80		
CHAP. XXIV. Subvention à la marine marchande.....	Prime de navigation au navire <i>Printemps</i> .	MM. Mabou frères, à Redon.	390 64		
	Prime de navigation au navire <i>Marie-Louise</i> .	M. Libaud de Toppia, à Marseille.	551 02		
	Prime de navigation au navire <i>Souverain</i> .	M. L. Sanglar, à Marseille.	1,184 50		
	Prime de navigation au navire <i>Terre-Neuve</i> .	MM. Beati et fils, à Granville.	6,139 21		

NATURE des dépenses.	NOMS des créanciers.	MONTANT DES CRÉDITS			NOTES des retards.
		par créance.	par chapitre.	par exercice.	
0/0 de primes au titre des in- des de la ne.	Le caissier- payeur cen- tral du Trésor public.	344 39			Projet de liqui- dation parvenu tardivement au ministère.
de cabo- internat au na- lancuse.	M. Carfantan, à Dabouet.	196 43			Idem.
de cabo- internat au na- denriette.	MM. Brunel- lière frères, à Nantes.	212 77			Idem.
de cabo- internat au na- Prin-	MM. Mabou frè- res, à Redon.	129 48			Idem.
0/0 de primes au titre des in- des de la ne.	Le caissier- payeur cen- tral du Trésor public.	22 84	9,590 87	9,604 76	Idem.
TOTAL.....				10,741 40	

état à la somme de dix mille sept cent quarante et un francs

er 1897.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : HENRY BOUCHER.

ET qui fixe la Part proportionnelle du montant des prélèvements pour cent sur les Primes à la marine marchande à affecter, subventions aux chambres de commerce ou à des établissements, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins, etc.

Du 28 Janvier 1897.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

du ministre de la marine;

de la loi du 30 janvier 1893, ainsi conçu :

sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, de la loi une retenue de quatre pour cent, qui sera versée aux familles des marins.

cette retenue sera affectée

à des secours aux marins français victimes de naufrages et à leurs familles;

4° A des subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien, dans les ports, d'hôtels de marins destinés à faciliter à la population maritime l'existence et le placement, ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles ;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant réglementation publique pour l'application de la loi précitée du 30 novembre 1892, notamment, l'article 44 de ce décret, aux termes duquel la part du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande à affecter aux subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles, est fixée, au commencement de chaque année, par un décret du Conseil des ministres ;

De l'avis du Conseil des ministres,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La part proportionnelle à affecter aux subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles, est fixée, pour l'exercice 1897, au tiers du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande opérés pendant l'exercice 1896 ;

2. Le ministre de la marine et le ministre des finances, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la marine,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : G. DE KÉROULX.

N° 32463. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds d'entretien au Trésor, applicable aux frais d'acquisition d'un Immeuble pour le logement de l'ancienne Cathédrale de Laon.

Du 9 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1896 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 13 de la loi de finances du 29 juin 1892 ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577, n° 26339.

62^u), aux termes desquels les fonds versés par des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par dit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été destinés pour le même objet;

Le trésorier-payeur général de l'Aisne, constatant qu'il a versé, le 26 décembre 1896, une somme de cinq mille cent cinquante centimes, à titre de solde de la subvention de onze mille francs quarante centimes allouée par la ville de Laon pour contribuer à l'acquisition de la maison Fouquart, en vue du dégagement de la cathédrale de Laon;

Le ministre des finances,

Et ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts le fonds du budget de l'exercice 1896, deuxième section (2^e), chapitre xxxvi : *Conservation des monuments historiques*, sous-chapitre d'objets d'art et de moulages pour les musées de sculpture comparée, un crédit de cinq mille cent un francs centimes (5,101^f 40) applicable aux frais d'acquisition de la maison Fouquart, en vue du dégagement de l'ancienne cathédrale

et imputé sur le fonds de concours ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le ministre des finances,
JULES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

Le Président de la République Française (contre-sceau), ministre de la justice et des cultes) portant

Le sieur Louis-Henri-Georges), architecte, né le 13 septembre 1844, à Paris (Seine), demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom le nom de de Gisors, et à s'appeler légalement, & s'appeler de Gisors;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire annuler le décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 juin 1874, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le conseil d'Etat.
(Paris, 16 Mai 1897.)



Certifié conforme

Paris, le 8^r Juin 1897.

Le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice et des Cultes

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1851.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32465. — *Loi relative à un Echange de terrains
entre l'État et M. Bèche.*

Du 6 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 9 mars 1897.)

ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
la loi du 25 janvier 1896, entre le préfet des Basses-Alpes,
au nom de l'État, et M. Bèche, l'échange, sans soulte, de
terres portant les numéros 350 P, 352 P et 554 P, de la sec-
tion cadastrale de la commune de Saint-Étienne-les-Orgues,
contenance de trois hectares trente-huit ares quatre-vingt-dix
(3^h 38^a 90^c), enclavées dans la forêt domaniale des Hubacs,
et parcelles à détacher de ladite forêt, n° 352 P, 353 P, 357,
395, 396 P et 399, section D du plan cadastral de la com-
mune de Saint-Étienne-les-Orgues, d'une contenance totale de cinq
hectares douze ares cinquante centiares (5^h 72^a 50^c).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,

GEORGES COCHERY.

N° 32466. — **DÉCRET** qui déclare d'utilité publique le Prolongement de Meurthe-et-Moselle, d'une ligne de Tramway au Bon-Coin (réseau de Nancy ou de sa banlieue).

Du 10 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 17 octobre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, le décret du qui autorise M. de la Hault à établir un tramway, à traction Bonsecours au chemin de Gentilly, sur les routes nationales dans une partie des traverses de Nancy et de Maxéville (Meurthe-et-Moselle);

Vu le décret du 3 juin 1876⁽¹⁾, qui approuve la cession la Hault, de la concession précitée à la compagnie générale tramways;

Vu le décret du 18 septembre 1877⁽²⁾, qui approuve décisions au cahier des charges ci-dessus visé annexé au décret du 1874⁽³⁾;

Vu le décret du 5 avril 1881⁽⁴⁾, qui déclare d'utilité publique d'une ligne de tramway, à traction de chevaux, entre et Préville, sur le territoire de la commune de Nancy;

Vu, avec le traité de rétrocession et le cahier des charges, le décret du 11 juillet 1893⁽⁵⁾, qui déclare d'utilité publique dans Nancy ou sa banlieue, de trois nouvelles lignes de tramways, cédées par l'Etat à la ville de Nancy et rétrocédées par celle-ci à la Compagnie générale française de tramways;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans la Meurthe-et-Moselle (Nancy ou sa banlieue, commune de Saint-Préville), une ligne de tramway, à traction de chevaux ou à traction mécanique, au transport des voyageurs et prolongeant, dans Nancy ou sa banlieue, la ligne de tramway actuelle du pont d'Essey au Bon-Coin;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu le projet présenté par la ville de Nancy et par la Compagnie générale française de tramways, en vue de la fusion en un réseau unique des lignes de tramways de Nancy ou de sa banlieue;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur le projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1881⁽⁶⁾, sur les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 1881⁽⁷⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête du 22 février 1896;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Nancy, en date du 1896;

Vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Préville du 22 octobre 1894 et 10 février 1896; du conseil municipal

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 204, n° 3097.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 303, n° 5230.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 355, n° 6351.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull.

du 27 janvier et 29 novembre 1895; du conseil municipal de Mazéville, en date du 25 février 1896, et du conseil municipal de Maléville, en date du 15 février 1896;

des deux délibérations du conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 15 avril 1896;

de la décision directe donnée, le 19 novembre 1895, à l'exécution des travaux de prolongement de la ligne actuelle du pont d'Essey au Bon-Coin, par le directeur du génie à Toul, en vertu de l'article 18 du décret du 253⁽¹⁾;

de la convention passée, le 15 septembre 1896, entre le maire de Nancy, au nom de la ville de Nancy, et la compagnie générale française de tramways pour la rétrocession des lignes de tramways qui ont fait l'objet des lois des 23 mars 1874⁽²⁾, 5 avril 1881⁽³⁾ et 11 juillet 1893⁽⁴⁾, et du décret susvisé de la ligne du pont d'Essey au Bon-Coin, ainsi que des charges y annexé, en date du 15 septembre 1896;

des avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 25 juin 1895 et 4 septembre 1895 et 2 juillet 1896;

de l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 16 juillet 1896;

de l'avis du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les

réglements d'administration publique, en date des 18 mai⁽⁵⁾ et 18 juin⁽⁶⁾ 1880;

du conseil d'État entendu.

Le conseil d'État, après avoir entendu le rapport de la commission d'administration publique, a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Meurthe-et-Moselle, suivant les dispositions générales ci-dessus visées, d'une ligne de tramway, à traction animale ou à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et au prolongement de la ligne actuelle du pont d'Essey au Bon-Coin (réseau de Nancy ou de sa banlieue), depuis le pont d'Essey jusqu'à l'intersection du chemin de Tomblaine et de la route nationale n° 4.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme ayant été prise en vue de l'ouverture d'une avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution du tramway ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à compter de la date du présent décret.

Le conseil d'État a autorisé la ville de Nancy à pourvoir à la construction et à l'entretien du prolongement défini à l'article 1^{er} et des autres lignes qui composeront le réseau de tramways de Nancy, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé, en date du 15 septembre 1896, qui remplacera les cahiers des charges qui régissent actuellement ledit réseau.

Le conseil d'État a approuvé la convention passée, le 15 septembre 1896,

⁽¹⁾ Bull. 97, n° 816.

⁽²⁾ Bull. 104, n° 3097.

⁽³⁾ Bull. 609, n° 10486.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1580, n° 27029.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

entre le maire de Nancy, au nom de la ville de Nancy, et la Compagnie générale française de tramways pour la rétrocession des tramways mentionnés à l'article 2, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan des lignes ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

TRAITÉ DE RETROCESSION.

Entre les soussignés :

M. H. Maringer, chevalier de la Légion d'honneur, maire de la ville de Nancy, en sa qualité de représentant de la ville de Nancy, en vertu des délibérations du conseil municipal du 21 janvier et 29 novembre 1895,

D'une part ;

Et MM. J. Rostand, président du conseil d'administration, et L. Guérin, directeur délégué de la Compagnie générale française de tramways, dont le siège est à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 60, agissant en ces qualités de représentants de la Compagnie, en vertu des délibérations du conseil d'administration en date du 18 mars 1896,

D'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Nancy rétrocède à la compagnie générale française de tramways la concession, telle qu'elle lui sera accordée par l'Etat, d'un tramway, à traction animale ou mécanique, destiné au transport des voyageurs, prenant les lignes ci-après :

1^{re} Ligne de Maxéville à Bon-Secours, partant de l'embranchement de la ligne de Maxéville à Bon-Secours, territoire de Maxéville, suivant dans cette commune la route nationale n° 74, et à Nancy, la rue de Metz, le cours Léopold, la place Carnot, les rues de la Chaux, de la Chaux, Stanislas, Saint-Dizier et de Strasbourg jusqu'à l'église de Bon-Secours, existante et déjà concédée suivant décret du 23 mars 1874 ;

2^e Ligne de Saint-Max au Bon-Coin, partant de l'intersection du territoire de Saint-Max et de la route nationale n° 74, territoire de Saint-Max, et suivant dans cette commune la route nationale n° 74, et, à Nancy, le faubourg Saint-Georges, les rues Saint-Georges et Saint-Jean, le faubourg Saint-Jean, la Commanderie et de Villers (ligne déjà concédée par décret du 5 mars 1893, pour la partie comprise entre le pont d'Essey et la rue Mazagran, et par décret du 18 mars 1893, pour la partie comprise entre la rue Mazagran et le chemin de la Commanderie. Quant à la partie comprise entre le pont d'Essey et le terminus de la ligne, elle fait l'objet d'une demande de concession actuellement soumise aux pouvoirs publics ;

3^e Ligne de Préville à Malzéville, partant du cimetière de Préville à Nancy, le faubourg Stanislas, la rue Mazagran, la place Thiers, la rue de la Commanderie, la place Saint-Jean, les rues Saint-Jean, Saint-Georges, la place Stanislas, la rue Héré, la place Carrière, la Grande-Rue, la rue de la Commanderie, Grandville et de Malzéville, le pont sur la Meurthe et la rue de Malzéville, jusqu'à la rue de l'Orme (ligne déjà concédée par décret du 23 mars 1874) ;

de comprise entre Préville et la rue des Dominicains, et, par décret du 11 juillet 1893, pour la partie comprise entre la rue des Dominicains et Malzéville);

Ligne de la place Lobau à la rue Saint-Georges, par les rues Molitor, de la Saint-Nicolas et du Pont-Mouja (ligne concédée par décret du 11 juillet 1893).

La compagnie générale française de tramways déclare accepter cette rétrocession; elle lui est consentie conformément à la loi du 11 juin 1880 et au décret du 11 juillet 1893, portant règlement d'administration publique, et aux conditions stipulées dans le cahier des charges de la concession, établi suivant la forme du cahier des charges type annexé à la loi précitée, et tel qu'il sera définitivement approuvé par l'administration supérieure.

La compagnie générale française de tramways sera, en conséquence, assujettie, envers la ville qu'envers l'État, à toutes les obligations imposées par ce cahier des charges.

Elle déclare renoncer au bénéfice des concessions accordées par les décrets des 11 juillet 1874 et 5 avril 1881.

Il est spécifié, conformément à la loi du 11 juin 1880, que dans la rédaction du cahier des charges seront modifiés les articles ou portions d'articles suivants, du cahier des charges type : 1, 3, 6, 7, 8, 11, 12, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 37, 38 et 39.

Pour raison des risques courus par le rétrocessionnaire et du faible rendement d'une partie au moins de ces lignes, la présente rétrocession prendra fin en même temps que la concession demandée à l'État par la ville de Nancy, soit le 31 décembre 1940; de plus, la ville de Nancy prendra à sa charge la dépense d'entretien du pavage sur la zone affectée au service de la voie ferrée, mais seulement dans les limites du territoire de Nancy et exception faite de toutes les routes nationales que des rues urbaines parcourues par la ligne allant de Préville à Malzéville, le cimetière de Préville et la rue Saint-Dixier. Les frais d'établissement des ensembles en pavés de Sierck resteront exclusivement à la charge de la compagnie, et les travaux de pavage effectués au cours de l'exploitation, qui seront la base d'une réparation faite à l'armement de la voie ferrée.

Il est entendu que la ville de Nancy s'interdit de laisser établir sur son territoire, par des compagnies ou des particuliers, jusqu'au 11 juillet 1903, des lignes de tramways parallèles ou concurrentes aux lignes présentement rétrocédées. Les parties concurrentes par lignes parallèles ou concurrentes celles qui, sur une longueur d'un quatre cents mètres (400"), courraient parallèlement aux lignes établies à une distance de deux cent dix mètres (210") de distance d'elles.

En outre, la compagnie prendra à sa charge, pour abriter les voyageurs, l'établissement de kiosques dont le nombre sera fixé d'un commun accord avec la ville, et, d'autre part, toutefois, que la compagnie n'aura à supporter, de ce chef, aucuns loyers de location.

La somme de deux mille francs (2,000^f) formant le cautionnement de l'entrepreneur des lignes concédées par décret du 11 juillet 1893 et versée à la Caisse des consignations sera remboursée au concessionnaire jusqu'à concurrence des cinquièmes, proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

La compagnie générale française de tramways ne pourra céder tout ou partie de la présente rétrocession sans le consentement écrit de l'administration municipale.

La compagnie rétrocessionnaire fait dès à présent élection de domicile à Nancy, au domicile du directeur des tramways, à l'établissement de l'avenue de Boufflers, où toutes les lettres, ordres, etc., lui seront adressés ou signifiés.

Les frais de timbre et d'enregistrement auxquels donneront lieu le cahier des charges et le présent traité seront supportés par la compagnie rétrocessionnaire.

Le présent traité et le cahier des charges ci-annexé annulent et remplacent les traités conclus entre la ville de Nancy et la compagnie générale française de tramways, des 11 juillet 1874 et 5 avril 1881, ainsi que les cahiers des charges signés de même

les 15 mars 1892 et 29 avril 1893 et le cahier des charges annexé au
1874.

Fait triple à Nancy, le 15 septembre 1896.

Pour la Compagnie générale française de tramways :

L'Administrateur délégué,

Signé : L. GUARY.

Le Président

du Conseil d'administration,

Signé : J. ROSTAND.

Enregistré à Nancy, le 5 novembre 1896, folio 92, case 7. Recu
centimes, décimes compris. — Signé : Duhaud.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges annule et remplace ceux
aux décrets des 23 mars 1874 et 11 juillet 1893.
Le réseau de tramways qui en fait l'objet est destiné au transport
La traction aura lieu par chevaux ou par moteurs mécaniques.

Tracé.

2. Ce réseau comprend les lignes suivantes :

1^{re} Ligne de Maxéville à Bon-Secours, partant de l'embranchement
Gentilly, territoire de Maxéville, suivant dans cette commune la route
et à Nancy la rue de Metz, le cours Léopold, la place Carnot, les rues
Stanislas, Saint-Dizier et de Strasbourg jusqu'à l'église de Bon-Secours
tante et déjà concédée suivant décret du 23 mars 1874);

2^e Ligne de Saint-Max au Bon-Coin, partant de l'intersection de
blaine et de la route nationale n^o 74, territoire de Saint-Max, et s
commune la route nationale n^o 74 et à Nancy le faubourg Saint-Georges,
Saint-Georges, les rues Saint-Georges, Saint-Jean, du Faubourg-Saint-Georges,
la Commanderie et de Villers (ligne déjà concédée par décret du 5 avril 1893
partie comprise entre le pont d'Essey et la rue Mazagran, et par décret du
1893 pour la partie comprise entre la rue Mazagran et le chemin de fer
de cette ligne comprise entre le pont d'Essey et le terminus de Saint-Georges
construire;

3^e Ligne de Préville à Malzéville, partant du cimetière de Préville
Nancy le faubourg Stanislas, la rue Mazagran, la place Thiers, la rue
Saint-Jean, la place Saint-Jean, les rues Saint-Jean, Saint-Georges,
la place Stanislas, la rue Héré, la place Carrière, la Grand'Rue, les
Grandville, de Malzéville, le pont sur la Meurthe et la Grand'rue de
qu'à la rue de l'Orme (ligne déjà concédée par décret du 5 avril 1893
comprise entre Préville et la rue des Dominicains, et par décret du
pour la partie comprise entre la rue des Dominicains et Malzéville);

4^e Ligne de la place Lobau à la rue Saint-Georges par les rues Mo
Saint-Nicolas et du Pont-Mouja (ligne concédée par décret du 11 juillet

Détails d'exécution.

prolongement du pont d'Essey au terminus de Saint-Max (ligne n° 2) sera en exploitation dans un délai de six mois à partir de la date du décret déposé.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quatre-vingt centimètres (1^m 40).

La hauteur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur charge, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, y compris les saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre-vingt centimètres (0^m 80).

Sur les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90).

Alignements et courbes. — Ponts et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera pas inférieur à quinze mètres (15^m).

La pente maximale des déclivités est fixée à cinq centimètres (0^m 05) par mètre. Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que possible.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer au préfet, au présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Emplacement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

Les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les rails seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens longitudinal, soit dans le sens transversal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de dix-huit centimètres (0^m 18) qui régnera dans l'entre-rails, et à trente-cinq centimètres (0^m 35) au moins de part et d'autre, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La partie pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des pavés de telle sorte qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres quatre-vingt centimètres (1^m 40), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire. Cette dimension pourra être réduite à deux mètres quarante centimètres (2^m 40) dans les rues où la chaussée a une largeur de moins de six mètres quatre-vingts centimètres (6^m 80) de largeur et dans la rue de la République, entre le n° 131 et la rue Haut-Bourgeois.

La largeur libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera maintenue, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et le trottoir, et suivant le type décrit à l'article 6.

(fin.)

Traverses des villes et villages.

Les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée, soit dans les trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement des voies ferrées, et suivant le type décrit à l'article 6.

La largeur des zones à réserver est fixée d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10), sauf sur ville, où il sera de soixante centimètres (0^m 60);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres (2^m 60); ce minimum pourra être abaissé à deux mètres (2^m 40) dans les rues où la chaussée aura au moins six mètres (6^m 80) de largeur et dans la Grande-Rue, entre le n° 17 et le n° 19; Haut-Bourgeois;

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0,30 m) pourront être entièrement supprimés à l'entrée de la place Stanislas Triomphe, à la sortie de la place Carrière, au passage du pont sur la Marne au Rhin et sous la porte Saint-Nicolas.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chemins est couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la quantité qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaires au rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ne seront pas employés dans la réfection des chaussées neuves qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront en disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt-sept kilogrammes (27 kg) par mètre courant; ils seront posés sur traverses métalliques.

L'armature des lignes existantes pourra être maintenue dans le sy-
longrines et traverses jusqu'au moment de la réfection.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des passagers sur tous les points du parcours, sauf sur les cinquante mètres précédant ou suivant une station. Ces arrêts devront d'ailleurs se faire sans engager la voiture dans un croisement de rues.

Dans le cas où la traction mécanique serait substituée à la traction humaine, la demande du concessionnaire, les arrêts pourrait n'avoir lieu qu'en cas de circonstances dont le nombre et l'emplacement seront soumis à l'approbation de la Commission.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du propriétaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des trottoirs de trente-cinq centimètres (0^m 35) qui servent d'accotements extérieurs.

Vu l'état ci-annexé, montant à deux mille quatre cent cinquante et un francs trente et un centimes et comprenant onze créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1893 et 1894 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 octobre 1896 ;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1893 et 1894, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1893 et 1894, un crédit supplémentaire de deux mille quatre cent cinquante et un francs trente et un centimes (2,451'31), destiné à payer onze nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893	1,111'10"
Exercice 1894	1,340 21
TOTAL ÉGAL.....	2,451 31

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant, Algérie non comprise.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1896.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de la concession, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation du réseau entier ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans le présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui surviennent dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat sur les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les six années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les six années qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des six dernières années, et l'on établira le produit net moyen des six autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, conformément au quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la concession mobilière étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés, ou d'une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets de plans, ou si n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 21, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera affectée.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera tenu de poursuivre l'achèvement des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au ministre des travaux publics par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera restitué au concessionnaire, dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 11 juin 1880.

Avant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

N° ordre des liances.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	per nature.	per chapitre.	per exercice.	

3.

BINAIRE.

ENSES ORDINAIRES.

1	20 ^f 00 ^c	20 ^f 00 ^c		Mémoire présenté le 30 mai 1896.
2	76 00	262 21	1,111 ^f 10 ^c	Décision ministérielle du 5 mai 1896.
3	186 24			Idem.
4	202 46			Payement autorisé en vertu d'une décision ministérielle du 27 avril 1896 qui a modifié le taux d'abonnement des dépenses d'entretien.
		828 86		
5	626 40			Le règlement de cette dépense a été approuvé par décision ministérielle du 10 août 1896.

4.

BINAIRE.

ENSES ORDINAIRES.

6	750 00	750 00		M. Grand, mis en disponibilité avec demi-traitement, à dater du 1 ^{er} septembre 1894, par arrêté ministériel du même mois, n'avait pas fait connaître jusqu'ici la résidence où il désirait être payé.
7	8 50	8 50		Mémoire fourni après la clôture de l'exercice 1894.
8	38 00	38 00		Décision ministérielle du 22 septembre 1896.
9	20 00	20 00	1,340 21	Mémoire présenté le 30 mai 1896.

Les enfants au-dessous de quatre ans tenus sur les genoux seront
tuitement; les enfants de quatre à sept ans seront transportés à mo-
dats et les sous-officiers en uniforme seront transportés à moitié prix.
Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'Etat
que le droit de péage entre pour les deux tiers et le droit de transport
dans les taxes ci-dessus.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront du-
naire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et
moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit
total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, ave-
tions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il
percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un
mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera au-
d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'ap-
ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucu-
Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plu-
sieurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement in-
valable.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui por-
tent entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des
ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concession-
naires.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportion-
péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec so-
célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit
naire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire
ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou
dises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que
des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les en-
servant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 40 du règlement d'administra-
du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus co-
entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tra-

34. (Supprimé.)

SOMMES l'ordre des réances.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par nature.	par chapitre.	par exercice.	
TRAORDINAIRES.				
10	513'56°	513'56°		Mémoire présenté par la compagnie le 3 mars 1896 et dé- pense approuvée par décision ministérielle du 11 août.
11	10 15	10 15		Réclamation tardive de l'intéressé.
TOTAL.....			2,451'31°	

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique,
relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 novembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le bud-
get ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1896, chapitre LVII :
Amélioration et extension des ports maritimes, pour l'emploi de fonds
d'avances versés par la chambre de commerce de Rouen et par la
ville de Dunkerque, un crédit additionnel de trois cent mille francs
(300,000^f) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises
ci-après désignées, savoir :

Travaux d'amélioration du port de Rouen.....	100,000 ^f
Travaux d'amélioration du port de Dunkerque.....	200,000
TOTAL ÉGAL.....	<u>300,000</u>

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent
au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds
d'avances, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURNET.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation générale des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics; exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 10) du payeur particulier de l'arrondissement de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au trésor public, le 20 juin 1896, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de cinquante mille francs (50,000^f), à titre de fonds de concours, pour les travaux d'amélioration du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 octobre 1896;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, deuxième chapitre XII : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel de cinquante mille francs, applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Rambouillet, le 22 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TROUET.

N° 32468. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893 et 1894.

Du 3 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

(1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.)

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32471. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 12 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1893, 1894 et 1895 du budget des cultes;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (*Service des cultes*) en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895, un crédit de mille neuf cent cinquante-quatre francs vingt et un centimes (1,954¹/₂₁), égal au montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices.

2. L'ordonnancement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

(1) XI^e Série, Bull. 1045, n° 10527.

État nominatif de créances constatées après la clôture d

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	
28	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordi- naires (entretien et grosses réparations).	Côtes- du-Nord.	M. <i>Francisque</i> <i>Guyon</i> , imprimeur.	Fourni- l'adj recon Bout
48	Établissement et amé- lioration de canaux de navigation.....	Côte-d'Or.... Haute-Marne. Indre- et-Loire.	M. <i>Masset</i> , ancien notaire. Le même..... La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.	Émolum- en vi- neces canaux <i>Idem</i> ... Rembor- pour tion Sarg A dédu- payé décre F
54	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État....	 Lot- et-Garonne.	 La compagnie des chemins de fer du Midi.	Part de faites la ga- de l'a- jalou
6	Personnel du corps des mines. Enseig- nement et écoles.	Paris (direct).	M. <i>Grand</i> , ingé- nieur en chef des mines de 2 ^e classe en dis- ponibilité.	Traitement 1 ^{er} se- 1893.
13	Personnel des agents préposés à la sur- veillance de la pêche fluviale.	Haute-Loire..	M. <i>J. Thurillet</i> , huis- sier.	Actes et délits
25	Routes et ponts. Tra- vaux ordinaires (en- retien).	Corse.....	M. <i>Massini</i> , méde- cin.	Soins do- nis à l'année
30	Navigation intérieure. Canaux. Travaux ordi- naires (entretien et grosses réparations).	Côtes- du-Nord.	M. <i>Francisque</i> <i>Guyon</i> , imprimeur.	Fourniture l'adj constru- (canal

Objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
par	par		
chapitre.	exercice.		
20 ⁰⁰	20 ⁰⁰		Memoire présenté le 30 mai 1896.
262 25		1,111 ¹⁰	Décision ministérielle du 5 mai 1896.
428 86			Idem. Paiement autorisé en vertu d'une décision ministérielle du 27 avril 1896 qui a modifié le taux d'abonnement des dépenses d'entretien.
			Le règlement de cette dépense a été approuvé par décision ministérielle du 10 août 1896.
750 00			M. Grand, mis en disponibilité avec demi-traitement, à dater du 1 ^{er} septembre 1894, par arrêté ministériel du même mois, n'avait pas fait connaître jusqu'ici la résidence où il désirait être payé.
8 50			Mémoire fourni après la clôture de l'exercice 1894.
38 00			Décision ministérielle du 22 septembre 1896.
20 00		1,340 21	Mémoire présenté le 30 mai 1896.

NUMÉROS des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers	
55	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.	Alpes-Maritimes.	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	Indemnité par la nation Saint-léoni.
67	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	Charente.....	M. Baratte, huissier.	Frais de du Co Charente vau de Co

N° 32469. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public aux Travaux d'amélioration et d'extension des Ports maritimes*

Du 5 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et du chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics de l'exercice;

Vu l'article 66 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter, pendant l'année 1896, sur les fonds de l'État, à titre d'avances par les chambres de commerce, villes, départements, autres intéressés, des travaux relatifs aux rivières, canaux, ports, marées, s'élevant, au maximum, à la somme de quatre millions de francs;

Vu les déclarations (n° 7947) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure et (n° 29353) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 1^{er} et 2^{ème} septembre 1896, par la chambre de commerce de Rouen et par le port de Dunkerque, une somme totale de trois cent mille francs (300,000) pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'exercice 1896 et relatifs à l'amélioration des ports de Dunkerque;

Considérant que les crédits additionnels précédemment autorisés par le ministre des travaux publics sur l'exercice 1896, en vertu de la loi du 28 décembre 1895, ne s'élèvent en totalité qu'à un million quatre-vingt-huit mille cinq cent trente francs neuf centimes, inférieure de trois millions six cent onze mille six cent soixante-neuf francs onze centimes à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'état ci-annexé, montant à deux mille quatre cent cinquante et un francs trente et un centimes et comprenant onze créances liquidées à la charge du budget ordinaire du ministère des travaux publics, additionnellement aux restes à payer constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1893 et 1894 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 octobre 1896 ;

Considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1893 et 1894, et que leur montant n'excède pas les crédits dont l'annulation a été proposée dans les projets de loi de règlement desdits exercices,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics pour les exercices 1893 et 1894, un crédit supplémentaire de deux mille quatre cent cinquante et un francs trente et un centimes (2,451^{fr} 31), destiné à payer onze nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893	1,111 ^{fr} 10 ^{cs}
Exercice 1894	1,340 21
TOTAL ÉGAL.....	2,451 31

2. L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant, Algérie non comprise.

3. Il sera pourvu au crédit alloué par l'article 1^{er} au moyen des ressources générales du budget ordinaire de l'exercice 1896.

4. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32470. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des colonies un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes des exercices 1892, 1893 et 1894.

Du 17 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département additionnellement aux restes à payer constatés par les Comptes des exercices 1892, 1893 et 1894;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant qu'aux termes de ces deux articles les créances dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles portent à des services prévus par le budget des exercices précédents et que leur montant n'excède pas les reliquats des crédits à annuler en cours d'exercice;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 11 décembre 1896;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892, 1893 et 1894, un crédit supplémentaire de deux mille six cent dix francs six centimes (262,070 francs) des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états de dépenses seront adressés en double expédition au ministre des finances conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862.

Exercice 1892.....	.....
Exercice 1893.....	.....
Exercice 1894.....	.....

TOTAL.....	
------------	-------

2. Le ministre des colonies est autorisé à ordonnancer sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices antérieurs, au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources du budget de l'exercice courant.

4. Le ministre des colonies et le ministre des finances

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

NOMBRES d'ordre des créances.	MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	per nature.	per chapitre.	per exercice.	
1893.				
ORDINAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
1	20 ⁰ 00 ⁰	20 ⁰ 00 ⁰		Mémoire présenté le 30 mai 1896.
EXTRAORDINAIRES.				
2	76 00	262 24	1,111 ¹ 10 ⁰	Décision ministérielle du 5 mai 1896.
3	186 24			Idem.
4	202 46			Payement autorisé en vertu d'une décision ministérielle du 27 avril 1896 qui a modifié le taux d'abonnement des dépenses d'entretien.
		828 86		
5	626 40			Le règlement de cette dépense a été approuvé par décision ministérielle du 10 août 1896.
1894.				
ORDINAIRE.				
DÉPENSES ORDINAIRES.				
6	750 00	750 00		M. Grand, mis en disponibilité avec demi-traitement, à dater du 1 ^{er} septembre 1894, par arrêté ministériel du même mois, n'avait pas fait connaître jusqu'alors la résidence où il désirait être payé.
7	8 50	8 50		Mémoire fourni après la clôture de l'exercice 1894.
8	38 00	38 00		Décision ministérielle du 22 septembre 1896.
9	20 00	20 00	1,340 21	Mémoire présenté le 30 mai 1896.

*État des créances liquidées additionnellement aux restes à payer
par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos.*

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT	
			par créance.	par chap.
1893.....	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	100 ⁰⁰	10
	13	Entretien des édifices diocé- sains.....	395 ⁰⁰	42
	6	Traitements des curés.....	19 ⁷⁵	2
1894.....			9 ⁸⁸	
			10 ²⁸	
			8 ⁰⁵	
1895.....	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	100 ⁰⁰	6
			375 ⁰⁰	
			50 ⁰⁰	
1895.....	14	Grosses réparations des édi- fices diocésains.....	16 ⁶⁶	7
	9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage.....	37 ⁵⁰	
			50 ⁰⁰	
TOTAL.....			437 ⁵⁰	7

N° 32472. — DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton
sur-Laize (Calvados) à tenir, chaque mois, une Audience s
Saint-Sylvain.

Du 13 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice

Vu la loi du 29 ventôse an IX;

Vu l'article 42 du Code de procédure civile;

Vu la loi du 21 mars 1896;

Vu la délibération du 3 juillet 1896, par laquelle le con-
de Saint-Sylvain (Calvados) a émis le vœu que le juge de p
de Bretteville-sur-Laize fût autorisé à tenir des audiences fo
Sylvain et voté une indemnité pour ce magistrat et son greff

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Bretteville-sur-
vados) est autorisé à tenir, chaque mois, une audience
taire à Saint-Sylvain.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32471. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la justice et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 12 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des dépenses des exercices clos 1893, 1894 et 1895 du budget des cultes;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que ces créances concernent des services prévus aux budgets desdits exercices et n'excèdent pas le chiffre des crédits qui leur étaient applicables,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (*Service des cultes*) en augmentation des restes à payer constatés sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895, un crédit de mille neuf cent cinquante-quatre francs vingt et un centimes (1,954²¹), égal au montant des nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices.

2. L'ordonnancement de ces créances sera effectué sur le chapitre du budget des cultes affecté aux dépenses des exercices clos.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

(1) 1^{re} Série, Bull. 1045, n° 10527.

décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré
lois et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 17 Février 1897.

Signé : FÉL

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 32474. — DÉCRET portant Affectation au département
de l'ancienne Caserne déclassée de l'île Molène (Fi

Du 17 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la con
à son département la caserne déclassée située à l'île Molène
time du Conquet) et occupée antérieurement par le d
guerre;

Vu les lettres des 10 août et 5 octobre 1896, par lesquel
la guerre et le ministre des finances ont déclaré donner,
le concerne, leur adhésion à l'affectation dont il s'agit;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾, réglant la marche à
fectation d'un immeuble domanial à un service public de l

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est affecté au département de la marine l
nial, d'une superficie de sept cent vingt-deux mètr
en vert sur le plan ci-annexé et sur lequel est édifiée
jourd'hui déclassée, située dans l'île Molène (quartie
Conquet), département du Finistère.

2. Les ministres de la marine et des finances sont c
en ce qui le concerne, de l'exécution du présent d
inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la m*

Fait à Paris, le 17 Février 1897.

Signé : FÉL

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32473. — *DÉCRET modifiant celui du 6 mai 1896 sur les Conditions d'admission à l'emploi de Pilote dans les grands ports du premier arrondissement maritime.*

Du 17 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806⁽¹⁾ sur le pilotage et l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu l'ordonnance du 10 août 1841⁽²⁾ sur le pilotage des bâtiments à vapeur;

Vu le décret du 29 août 1854⁽³⁾, déclarant les règlements et tarifs de pilotage y annexés exécutoires dans toute l'étendue du premier arrondissement maritime,

Vu le décret du 6 mai 1896⁽⁴⁾, relatif aux conditions d'admission à l'emploi de pilote dans les grands ports dudit arrondissement;

Vu l'avis du comité des inspecteurs généraux de la marine;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 6 mai 1896, relatif aux conditions d'admission à l'emploi de pilote des stations de Dunkerque, Calais, Boulogne, Dieppe, le Havre, Quillebeuf et Villequier, est complété par la disposition suivante :

« Les conditions fixées par le premier alinéa du présent article ne seront pas exigées des candidats qui justifieront avoir navigué, depuis une date antérieure au 6 mai 1896 et jusqu'au moment du concours, sur les bateaux-pilotes des stations énumérées ci-dessus. »

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 840, n° 9497.

⁽³⁾ XI^e série, partie supplémentaire, Bull. 119, n° 2215.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1779, n° 31111.

Vu les pièces de l'enquête et de l'instruction auxquelles ces
donné lieu ;

Vu le plan d'ensemble produit par la société, lequel reste
présent décret ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Par modification au dix-huitième paragraphe
du décret du 10 avril 1894, la société pourra conserver
liers, à la fin de chaque journée, jusqu'à la reprise du
quantité de dynamite en pâte n'excédant pas huit cents
(800^k).

2. La société est autorisée à installer deux nouveaux
dynamite encaissée, d'une contenance maximum de q
kilogrammes chacun (40,000^k).

Ces magasins seront établis conformément au plan d'
nexe au présent décret et aux dispositions de détail p
l'article 9 du décret du 10 avril 1894.

3. Après la construction de ces magasins et avant
service, le préfet du département, sur l'avis qui lui e
par la société pétitionnaire, fera procéder par un ingéni
ou des ponts et chaussées, avec le concours d'un ingéni
et salpêtres désigné par le ministre de la guerre, à la vér
tradictoire des installations, afin de constater si elles so
aux conditions du présent décret.

Il sera dressé de cette opération un procès-verbal sur
le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service de
sins.

Avis de cette mise en service sera donné au ministre d
de l'industrie, des postes et des télégraphes.

4. Les ministres du commerce, de l'industrie, des
télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal offici
blique française*.

Fait à Paris, le 25 Février 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre du commerce
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY B

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES C

N° 32475. — *DÉCRET qui nomme deux Membres de la Commission de revision des Documents à fournir aux Chambres.*

Du 24 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 décembre 1896⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. MM. *Hugot*, sénateur, et *Lebret*, député, sont nommés membres de la commission chargée de préparer un projet de revision des documents à fournir aux Chambres.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32476. — *DÉCRET portant Modification au dix-huitième paragraphe de l'article 8 du Décret du 10 avril 1894, qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône).*

Du 25 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽²⁾ et 28 octobre 1882⁽³⁾ sur la poudre dynamite;

Vu le décret du 10 avril 1894⁽⁴⁾, autorisant la société anonyme d'explosifs et de produits chimiques à établir une fabrique de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône);

Vu les demandes présentées par ladite société, le 26 février 1895, en vue de faire modifier les articles 8 et 9 du décret susvisé;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1833, n° 32095.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1633, n° 28109.

2. Faute par le conseil général de voter les fonds pour l'acquittement de cette dépense, il y sera pourvu au moyen d'une imposition spéciale de sept cent trente millièmes de centimes additionnels au principal des contributions directes de l'exercice 1897.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1897.

Signé : FÉLIX

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32478. — DÉCRET portant inscription d'office d'un Crédit supplémentaire au budget du département d'Oran pour l'exercice 1897.

Du 17 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 23 septembre 1875⁽¹⁾, sur l'organisation administrative de l'Algérie (art. 60 et 61);

Vu la loi du 23 décembre 1884, portant établissement d'un service foncier sur les propriétés bâties en Algérie;

Vu l'ordonnance du 31 janvier 1847, ensemble la décision du 26 avril 1850 et les décrets des 5 décembre 1851, 10 novembre 1852, 26 décembre 1881⁽²⁾ et 2 décembre 1885⁽³⁾, sur la contribution foncière;

Vu la loi du 20 juillet 1896;

Vu la loi du 20 décembre 1879, relative à l'enseignement primaire en Algérie, et notamment l'article 8, qui met à la charge de l'État des départements algériens une part contributive s'élevant à la dépense exigée par les traitements des fonctionnaires et les dépenses de l'enseignement, sans pouvoir excéder cent mille francs;

Vu le décret du 8 novembre 1896⁽⁴⁾, fixant la répartition de la contribution globale entre les quatre unités administratives intermédiaires; il résulte que la quote-part du département d'Oran, en 1896, est de cent mille francs;

Vu les délibérations en date des 10 et 14 octobre 1895, par lesquelles le conseil général d'Oran a inscrit au budget départemental la quote-part ladite quote-part un crédit de neuf mille six cents francs;

Vu les délibérations en date des 12 octobre et 30 novembre 1895, par lesquelles le conseil général a refusé :

(1) XII^e série, Bull. 270, n° 4562.

(2) XII^e série, Bull. 481, n° 8590.

(3) XII^e série, Bull. 682, n° 11538.

(4) XII^e série, Bull. 911, n° 15338.

(5) XII^e série, Bull. 1011, n° 15338.

N° 32477. — Décret portant inscription d'office d'un Crédit au budget du département de Constantine pour l'exercice 1897.

Du 17 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 23 septembre 1875 ⁽¹⁾ sur l'organisation des conseils généraux de l'Algérie (art. 60 et 61);

Vu la loi du 23 décembre 1884, portant établissement d'une contribution foncière sur les propriétés bâties en Algérie;

Vu l'ordonnance du 31 janvier 1847, ensemble la décision ministérielle du 26 avril 1850, et les décrets des 5 décembre 1851, 10 novembre 1879 ⁽²⁾, 26 décembre 1881 ⁽³⁾, et 2 décembre 1885 ⁽⁴⁾, sur la contribution des patentes;

Vu la loi du 20 juillet 1896;

Vu la loi du 20 décembre 1879, relative à l'enseignement supérieur en Algérie, et notamment l'article 8, qui met à la charge de la ville d'Alger et des départements algériens une part contributive s'élevant au tiers de la dépense exigée par les traitements des fonctionnaires et les besoins de l'enseignement, sans pouvoir excéder cent mille francs;

Vu le décret du 8 novembre 1896 ⁽⁵⁾, fixant la répartition de cette contribution globale entre les quatre unités administratives intéressées, et duquel il résulte que la quote-part du département de Constantine en 1896 s'élève à vingt mille francs;

Vu la délibération, en date du 12 octobre 1895, par laquelle le conseil général a inscrit au budget départemental de 1896, pour ladite quote-part, un crédit de dix mille francs;

Vu les délibérations, en date des 17 octobre et 8 décembre 1896, par lesquelles le conseil général a refusé :

1° D'allouer le complément de la contribution du département, s'élevant à dix mille francs;

2° De pourvoir à cette dépense déclarée obligatoire;

Vu les lettres du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en date des 19 février et 26 avril 1896;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La somme de dix mille francs (10,000^f) nécessaire pour parfaire le montant de la contribution due, par le département de Constantine, pour le service des écoles supérieures d'Alger pendant l'année 1896 sera, par application de la loi du 30 décembre 1879 et du décret du 8 novembre 1896, inscrite d'office au budget départemental pour l'exercice 1897.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 270, n° 4562.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 481, n° 8590.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 682, n° 11538.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 979, n° 1614.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1829, n° 32018.

N° 32480. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Sont autorisés les travaux à exécuter, dans la traversée conformément aux dispositions de l'avant-projet présenté par les ingénieurs pour la navigation de la Seine (2^e section), pour la transformation des droits, d'une partie des ports de tirage de la Gare, d'Austerlitz, des Invalides, du Gros-Caillou, de l'île des Cygnes et des banquettes de la Conférence et de Billy, l'allongement des ports de Javel et d'Orsay, et l'exhaussement du port droit de Javel;

2° La dépense, évaluée à cinq millions neuf cent cinquante mille francs, sera supportée, d'une part, en ce qui concerne la transformation des droits des banquettes de la Conférence et de Billy (un million quatre-vingt-mille francs) par l'administration de l'Exposition de 1900; d'autre part, en ce qui concerne le surplus des travaux (quatre millions cinq cent soixante-dix mille francs), par l'État et la Ville de Paris.

La part de dépense incombant à l'État sera imputée sur les crédits annuellement à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics, pour l'amélioration des rivières;

3° Dans le cas où il ne serait pas donné suite, par l'administration de l'Exposition universelle de 1900, au projet de transformation des droits, des banquettes de la Conférence et de Billy, la largeur des ports de Javel, des Invalides, du Gros-Caillou et de l'île des Cygnes serait portée à quatre cent cinquante mètres, et la longueur ramenée, pour le premier, à quatre cent cinquante mètres, pour le deuxième, à trois cent soixante mètres, et, pour le troisième, à quatre cent cinquante mètres; la dépense serait réduite à quatre millions trois cent mille francs;

4° Il est pris acte des délibérations en date des 23 mars 1885 et 1896, par lesquelles le conseil municipal de Paris s'est engagé à contribuer pour moitié à la dépense des travaux ci-dessus désignés autres que ceux de la transformation en ports droits des banquettes de la Conférence et de Billy (Havre, 1^{er} Septembre 1896.)

N° 32481. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter, par la société générale de chemins de fer économiques, pour la construction d'un quai d'embarquement pour bestiaux à la halte de Laumoy, sur la ligne de Châteauvieux à Guerche.

La dépense résultant de l'exécution de ces travaux sera imputée sur le compte de deux millions de francs, prévu au paragraphe 2 de la convention du 13 juillet 1885, approuvée par la loi du 11 août 1885, pour aménagement des gares communes avec la compagnie d'Orléans et pour installations complémentaires de toute nature, sur les lignes de la Compagnie d'Orléans, et de Châteauvieux à la Guerche. Les dépenses de cette nature qui seront définitivement reconnues de l'État, audit compte, et sans qu'elles puissent dépasser sept cent cinquante mille francs, seront comprises dans le budget de l'État pour l'exercice 1896.

1° D'allouer le complément de la contribution du département, s'élevant à dix mille quatre cents francs;

2° De pourvoir à cette dépense déclarée obligatoire;

Vu les lettres du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en date des 19 février et 26 avril 1896;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de dix mille quatre cents francs (10,400^f) nécessaire pour parfaire le montant de la contribution due par le département d'Oran pour le service des écoles supérieures d'Alger, pendant l'année 1896, sera, par application de la loi du 30 décembre 1879 et du décret du 8 novembre 1896, inscrite d'office au budget départemental pour l'exercice 1897.

2. Faute par le conseil général de voter les fonds nécessaires à l'acquittement de cette dépense, il y sera pourvu au moyen d'une imposition spéciale de huit cent trente-huit millièmes de centime (0^e 838) additionnels au principal des contributions directes établies pour l'exercice 1897.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32479. — *Décret qui charge le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'intérim du Ministère de l'Intérieur.*

Du 3 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du Conseil, ministre de l'agriculture,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Darlan, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé par intérim du ministère de l'intérieur.

2. Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil, Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

1° M. Guissaly (Ferdinand), commissaire de police adjoint, n^e cembre 1865, à Famoréah (Rivière de la Mellacorée), demeurant (Sénégal), est autorisé à substituer à son nom patronymique *Guissaly*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Seignac* au lieu de *Guissaly*.

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an X, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 22 Mai 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Juin 1897

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

N° 32482. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 7 avril 1897, par laquelle le conseil général de la Seine a voté une somme de cinq mille francs pour les familles des grévistes de l'usine de M. David, maire de Pantin. (*Paris, 15 Avril 1897.*)

N° 32483. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 10 avril 1897, par laquelle le conseil général de la Seine a adopté le vœu :

« 1° Que les Grétois soient consultés sur le régime politique qui leur convient;

« 2° Que le gouvernement de la République française, se souvenant de son principe, ne se fasse pas plus longtemps le complice de ceux qui placent la force au-dessus du droit. » (*Paris, 15 Avril 1897.*)

N° 32484. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) qui déclare nulle et de nul effet la délibération, en date du 10 avril 1897, par laquelle le conseil général de la Seine a voté un ordre du jour ainsi conçu :

« Le conseil général,

« Considérant que les explications fournies par M. le préfet, en ce qui touche l'exécution de la délibération du 18 novembre 1896, décidant l'achat de vingt et un exemplaires de l'*Histoire de la Commune* de Lissagaray, sont en contradiction flagrante avec les faits établis,

« 1° Blâme M. le préfet pour le retard et les conditions de l'exécution de cette délibération; 2° délibère : l'administration est invitée à exécuter strictement les délibérations du conseil général. » (*Paris, 17 Avril 1897.*)

N° 32485. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Besson (*Joseph-François-Théophile*), avocat, né le 18 juin 1875, à Niort (Deux-Sèvres), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Léaud, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Besson-Léaud;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État, (*Paris, 22 Mai 1897.*)

N° 32486. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

N° 32488. — *Loi relative au régime des Sucres*

Du 7 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 8 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI ci
suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi, dont la quotité est fixée comme il suit sont accordées par l'État en pays étrangers et dans les colonies françaises des réductions au tarif douanier métropolitain :

1° Des sucres indigènes produits depuis le 1^{er} septembre 1896 déclarés pour l'exportation à partir de la promulgation de la présente loi ;

2° Des sucres des colonies françaises embarqués à destination de la France à partir du 1^{er} septembre 1896 et exportés de France à partir de la promulgation de la présente loi ;

3° Des sucres et vergeoises imputés à la décharge de l'impôt d'admission temporaire souscrites pour des sucres produits ou expédiés des colonies françaises à partir du 1^{er} septembre 1896.

Sucres bruts en grains ou petits cristaux d'un titrage de quatre-vingt-dix-huit pour cent (98 p. 0/0) au moins pour les sucres de betterave, ou de quatre-vingt-dix-sept pour cent (97 p. 0/0) pour les sucres coloniaux, titrage pris avant la déduction de raffinage, par cent kilogrammes (100^k) de sucre brut, 4 francs (4^f).

(Les sucres de cette catégorie, imposables et expédiés à l'étranger par le fabricant lui-même, lorsqu'ils sont de titrage de quatre-vingt-dix-neuf soixante-quinze pour cent (99.75 p. 0/0) seront portés pour leur poids en raffiné, sans déduction de compte de décharge du fabricant.)

Sucres bruts d'un titrage de soixante-cinq à quatre-vingt-dix-huit pour cent (65 à 98 p. 0/0) pour les sucres de betterave, cinq à quatre-vingt-dix-sept pour cent (65 à 97 p. 0/0) pour les sucres coloniaux français par cent kilogrammes (100^k) de sucre brut, 3 francs cinquante (3^f 50) ;

Sucres candis calculés à leur coefficient légal, par cent kilogrammes (100^k), poids effectif, quatre francs cinquante (4^f 50) ;

Sucres raffinés en pains ou morceaux parfaitement secs, par cent kilogrammes (100^k), poids effectif, quatre francs cinquante (4^f 50) ;

Vergeoises, par cent kilogrammes (100^k) de sucre brut, quatre francs cinquante (4^f 50) ;

Sucres raffinés en grains ou cristaux titrant au moins quatre-vingt dix-huit pour cent (98 p. 0/0), quatre francs (4').

(Lorsque les sucres de cette dernière catégorie polariseront quatre-vingt-dix-neuf soixante-quinze (99.75) au moins, ils seront considérés comme sucres raffinés purs, et leurs certificats d'exportation seront admis à la décharge des obligations d'admission temporaire pour leur poids total, sans aucune déduction.)

2. Il est accordé aux sucres des colonies et possessions françaises importés directement en France une détaxe de distance de deux francs vingt-cinq (2' 25) par cent kilogrammes (100^k) de raffiné pour les colonies de l'Atlantique, et de deux francs cinquante (2' 50) par cent kilogrammes (100^k) de raffiné pour les autres colonies.

Cette détaxe n'est attribuée qu'aux sucres de la campagne 1896-1897 embarqués à destination de la France dans un délai maximum de cent vingt jours pour les expéditions faites par voilier des colonies de la mer des Indes et de soixante jours pour tous les autres, avant la promulgation de la loi. Elle sera allouée sous forme de bons de droits dans les conditions prévues à l'article 8.

3. Les sucres bruts provenant des fabriques de la métropole, expédiés des ports français de la mer du Nord et de la Manche, à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée, pour être mis en œuvre dans les raffineries établies dans ces ports, en vue de l'exportation, bénéficieront, à partir de la promulgation de la présente loi, d'une détaxe de deux francs (2') par cent kilogrammes (100^k), à la condition que ces sucres soient expédiés sous le régime du cabotage du port français d'embarquement au port français de destination. Ils seront dirigés avec acquit-à-caution de mutation d'entrepôt sur la douane de destination où seront souscrites les obligations d'admission temporaire. Ces obligations devront être apurées par l'application de certificats d'exportation dans les conditions déterminées par la législation actuelle, sous peine de la restitution de la détaxe.

La même détaxe de deux francs (2') sera accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole situées à une distance minima de deux cent cinquante kilomètres (250^k) du port où se trouve la raffinerie à laquelle ces sucres seront expédiés directement, lorsque ces sucres seront expédiés directement de la fabrique par voie ferrée pour être mis en œuvre, en vue de l'exportation, dans les raffineries des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Elle sera également accordée aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole situées à une distance de plus de trois cents kilomètres (300^k) en ligne droite des raffineries de l'intérieur, lorsque ces sucres seront expédiés directement de la fabrique par voie ferrée ou par canaux, pour être mis en œuvre en vue de l'exportation dans lesdites raffineries.

4. A partir de la promulgation de la présente loi il est établi :

1° Un droit de raffinage sur les sucres candis, sucres raffinés par-

faitement épurés, durs et secs; sucres raffinés autres moins quatre-vingt-dix-huit pour cent (98 p. o/o), et quatre francs (4^f) pour cent kilogrammes (100^k) de raffi-

2° Un droit de fabrication sur les sucres bruts n'allant en raffinerie, un franc (1^f) pour cent kilogrammes (100^k) de r

Sont exempts des droits prévus dans les deux paragraphes les sucres qui sont exportés.

Le droit de raffinage sera perçu à l'entrée des sucres conformément aux lois en vigueur et dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique.

5. Sont en outre modifiés comme suit les droits de dérivés du sucre énumérés ci-après :

Mélasses autres que pour la distillation, ayant en ric-rine cinquante pour cent (50 p. o/o) ou moins :

Tarif général.....	24 ^f 75 ^c par 100 kilogr
Tarif minimum.....	20 75 —

Mélasses autres que pour la distillation, ayant en ric-rine plus cinquante pour cent (50 p. o/o) :

Tarif général.....	52 ^f 50 ^c par 100 kilogr
Tarif minimum.....	42 90 —

Chocolat contenant cinquante-cinq pour cent (55 p. o/o) ou moins :

Tarif général.....	132 ^f 25 ^c par 100 kilogr
Tarif minimum.....	102 25 —

6. Les surtaxes établies par l'article 4 seront appliquées de toute espèce déjà libérés d'impôts, ainsi qu'aux matières de fabrication également libérées d'impôt existant au moment de la promulgation de la présente loi dans les raffineries, les magasins, ou dans tous autres lieux en la possession des fabricants, commerçants ou dépositaires. Les quantités prises par voie d'inventaire, après déclaration faite par les détenteurs.

Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement de la surtaxe, d'une amende égale au double de cette surtaxe.

Seront toutefois dispensées de l'inventaire les quantités n'excédant pas cinq cents kilogrammes (500^k) en sucre raffiné.

7. Les fabricants et raffineurs auront à souscrire des cautionnements complémentaires en garantie de la surtaxe édictée par la présente loi pour les sucres de toute espèce et les matières en cours de fabrication placés sous le régime de l'admission temporaire.

L'apurement de ces soumissions aura lieu dans les conditions édictées au moment de la mise en vigueur des lois des 30 mai 1873, 29 juillet 1884 et 27 mai 1887.

A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'à

opérations d'inventaire prévues par l'article 6, les employés des douanes et des contributions indirectes devront être admis dans les raffineries à toute heure de jour et de nuit. Ils pourront en suivre les opérations et procéder à toutes les constatations et vérifications préparatoires qu'ils jugeront nécessaires.

8. Pour l'allocation des primes d'exportation édictées par la présente loi, il sera établi des bons de droits, transmissibles par voie d'endossement, qui seront reçus comme numéraire, en apurement des obligations d'admission temporaire de sucres indigènes et coloniaux français. Ces bons, délivrés pour les sucres exportés des fabriques en suspension de l'impôt, seront reçus comme numéraire pour l'acquittement des droits de la régie.

A partir du 1^{er} septembre 1897, il devra être fait emploi de ces bons de droits dans le délai de deux mois à dater de leur délivrance.

9. Est ratifié et converti en loi le décret du 26 juillet 1896, portant relèvement des surtaxes afférentes aux sucres étrangers.

Toutefois, à partir de la promulgation de la présente loi, ces surtaxes sont fixées ainsi qu'il suit :

Sucres bruts d'origine européenne ou importés des entrepôts d'Europe, neuf francs (9^f) [poids effectif, les cent kilogrammes (100^k) net];

Sucres raffinés et assimilés autres que candis, tarif général, seize francs (16^f) [poids effectif, les cent kilogrammes (100^k) net];

Sucres raffinés et assimilés autres que candis, tarif minimum, dix francs (10^f) [poids effectif, les cent kilogrammes (100^k) net];

Sucres candis, tarif général, vingt-huit francs quatre-vingts (28^f 80) [poids effectif, les cent kilogrammes (100^k) net];

Sucres candis, tarif minimum, vingt-cinq francs quatre-vingts (25^f 80) [poids effectif, les cent kilogrammes (100^k) net];

Tant que seront allouées les détaxes prévues par les articles 2 et 3 de la présente loi, la surtaxe de 9 francs (9^f) par 100 kilogrammes (100^k) [poids effectif] sera étendue aux sucres en poudre titrant quatre-vingt-dix-huit pour cent (98 p. o/o) ou moins, importés des pays hors d'Europe pour la consommation.

Les taxes de fabrication et de raffinage édictées par l'article 4 de la présente loi sont également applicables à tous les sucres étrangers, dans les mêmes conditions qu'aux sucres indigènes et coloniaux français.

Les sucres coloniaux étrangers jouissent du bénéfice de l'admission temporaire, mais ils sont exclus de la prime d'exportation.

10. Les taxes de fabrication et de raffinage édictées par l'article 4 de la présente loi ne sont pas applicables à l'Algérie et à la Corse, et les sucres exportés de ces pays ne bénéficieront pas des dispositions de l'article 1^{er}.

11. Si des pays producteurs de sucre de betterave accordant actuellement des primes d'exportation suppriment ou abaissent ces

primes, le gouvernement est autorisé, en l'absence des Chambres, à prendre, par décret, les mêmes mesures, sous réserve de ratification par une loi.

12. Dans le cas où le montant des primes allouées pour la campagne excéderait le produit des taxes de fabrication prévues par la présente loi, le taux des primes pour la campagne suivante, ramené au chiffre nécessaire pour couvrir le Trésor de son avance, par décret rendu en conseil des ministres, présenté, en forme de projet de loi, aux Chambres, avant leur session si elles sont assemblées, ou à la session prochaine si elles ne sont pas assemblées.

13. A partir du 1^{er} septembre 1897, les bascules servant à peser des betteraves livrées par le cultivateur devront être munies d'un appareil enregistreur.

Dans chaque fabrique, un ou plusieurs agents de l'administration seront chargés de vérifier l'exactitude des opérations de pesage et de contrôler les réfections à opérer en raison de la terre, des récoltes, ainsi que la détermination de la densité.

Un décret fixera les conditions du fonctionnement de ces appareils.

14. Un décret portant règlement d'administration publique déterminera toutes les conditions d'application de la présente loi.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Jusqu'au 1^{er} septembre 1897, les primes d'exportation allouées immédiatement que jusqu'à concurrence de cinquante cent (50 p. 0/0).

Au 1^{er} septembre 1897, il sera fait un état des recettes et des dépenses, en vertu de la présente loi, état sur lequel on imputera d'abord les primes payées jusqu'à concurrence de cinquante cent (50 p. 0/0); le solde sera réparti au prorata entre les années suivantes, en vertu d'un décret rendu en conseil des ministres.

Les sucres de la campagne 1896-1897, qui n'auront pas été exportés à la date du 1^{er} septembre 1897, n'auront droit, pendant la campagne suivante, qu'à la moitié des primes d'exportation fixées à l'article 11.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 Avril 1897.

Signé : FÉLIX

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

Le Ministre du commerce,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRI B.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ L.

N° 32489. — *Loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.*

Du 16 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de beurre, avec ou sans qualificatif, tout produit qui n'est pas exclusivement fait avec du lait ou de la crème provenant du lait ou avec l'un et l'autre, avec ou sans sel, avec ou sans colorant.

2. Toutes les substances alimentaires autres que le beurre, quelles que soient leur origine, leur provenance et leur composition, qui présentent l'aspect du beurre et sont préparées pour le même usage que ce dernier produit, ne peuvent être désignées que sous le nom de margarine.

La margarine ainsi définie ne pourra, dans aucun cas, être additionnée de matières colorantes.

3. Il est interdit à quiconque se livre à la fabrication ou à la préparation du beurre, de fabriquer et de détenir dans ses locaux, et dans quelque lieu que ce soit, de la margarine ou de l'oléo-margarine, ni d'en laisser fabriquer et détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

La même interdiction est faite aux entrepositaires, commerçants et débitants de beurre.

Les deux premiers paragraphes du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'alimentation qui ne font pas acte de commerce.

La margarine et l'oléo-margarine ne pourront être introduites sur les marchés qu'aux endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité municipale.

La quantité de beurre contenue dans la margarine mise en vente, que cette quantité provienne du barattage du lait ou de la crème avec l'oléo-margarine, ou qu'elle provienne d'une addition de beurre, ne pourra dépasser dix pour cent (10 p. 100).

4. Toute personne qui veut se livrer à la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine est tenue d'en faire la déclaration, à Paris, à la préfecture de police, et, dans les départements, au maire de la commune où elle veut établir sa fabrique.

5. Les locaux dans lesquels on fabrique ou conserve ou on vend de la margarine ou de l'oléo-margarine doivent avoir une enseigne indiquant, en caractères apparents d'au moins 10 centimètres (0^m 30) de hauteur, les mots « fabrique, dépôt ou vente de margarine ou d'oléo-margarine ».

6. Les fabriques de margarine et d'oléo-margarine sont soumises à la surveillance d'inspecteurs nommés par le gouvernement. Les employés ont pour mission de veiller sur la fabrication, sur les matières premières, sur la qualité de celles-ci et sur les produits de margarine et d'oléo-margarine. Ils s'assurent que les prescriptions par le gouvernement sur l'avis du comité d'hygiène publique sont rigoureusement observées.

Ils ont le droit de s'opposer à l'emploi de matières nuisibles à la santé et de rejeter de la fabrication les produits défectueux. Ils peuvent déférer aux tribunaux les infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets et arrêtés ministériels intervenus en exécution.

7. Les inspecteurs mentionnés à l'article 6 peuvent tout temps dans tous les locaux des fabriques de margarine et d'oléo-margarine soumises à leur surveillance, dans les magasins, celliers, greniers y attachés ou en dépendant, de même que dans tous les dépôts et débits de margarine et d'oléo-margarine.

8. Le traitement des inspecteurs est à la charge du budget. Les locaux où ils sont surveillés. Le décret rendu en conseil d'État pour l'exécution de la loi en fixera le montant, ainsi que le mode de perception et de recouvrement des taxes.

9. Les fûts, caisses, boîtes et récipients quelconques destinés à contenir de la margarine ou de l'oléo-margarine doivent tous porter sur leurs faces en caractères apparents et indélébiles le mot « margarine » ou « oléo-margarine ». Les éléments entrant dans la composition de la margarine devront être indiqués par des étiquettes et des inscriptions des fabricants et débiteurs.

Dans le commerce en gros, les récipients devront, en outre, porter en caractères très apparents le nom et l'adresse du vendeur.

En ce qui concerne la margarine destinée à l'exportation, le fabricant sera autorisé à substituer à sa marque de fabrique une autre marque, à la condition que cette marque porte en caractères apparents le mot *margarine*.

Dans le commerce de détail, la margarine ou l'oléo-margarine doivent être livrées sous la forme de pains cubiques ou de briques, la preinte portant sur une des faces, soit le mot « margarine » ou « oléo-margarine », et mises dans une enveloppe portant en caractères apparents et indélébiles la même désignation, le nom et l'adresse du vendeur.

Lorsque ces pains seront détaillés, la marchandise sera livrée dans une enveloppe portant lesdites inscriptions.

10. La margarine ou l'oléo-margarine importées, exportées ou expédiées doivent être, suivant les cas, mises dans des récipients de la forme et portant les indications mentionnées à l'article qui précède.

11. Il est interdit d'exposer, de mettre en vente ou en dépôt et de vendre dans un lieu quelconque de la margarine ou de l'oléo-margarine sans qu'elles soient renfermées dans les récipients indiqués à l'article 9 et portant les indications qui y sont prescrites.

L'absence de ces désignations indique que la marchandise exposée, mise en dépôt ou en vente est du beurre.

12. Dans les comptes, factures, connaissements, reçus de chemins de fer, contrats de vente et de livraison et autres documents relatifs à la vente, à l'expédition, au transport et à la livraison de la margarine ou de l'oléo-margarine, la marchandise doit être expressément désignée, suivant le cas, comme « margarine ou oléo-margarine ». L'absence de ces formalités indique que la marchandise est du beurre.

13. Les inspecteurs désignés à l'article 6 et, au besoin, des experts spéciaux nommés par le gouvernement, ont le droit de pénétrer dans les locaux où on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, de prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, préparée, exposée, mise en vente ou vendue comme beurre.

Ils peuvent, de même, prélever des échantillons en douane ou dans les ports ou dans les gares de chemins de fer.

Autant que possible, le prélèvement des échantillons est effectué en présence du propriétaire de la marchandise ou de son représentant.

Les échantillons sont envoyés aux laboratoires désignés par arrêté ministériel pour être soumis à l'analyse chimique et à l'examen microscopique.

En cas de fraude constatée, procès-verbal est dressé et transmis avec le rapport du chimiste expert au procureur de la République, qui instruit l'affaire immédiatement.

14. Chaque année, le ministre de l'agriculture, sur l'avis du comité consultatif des stations agronomiques et des laboratoires agricoles :

1° Prescrit les méthodes d'analyse à suivre pour l'examen des échantillons de beurre prélevés comme soupçonnés d'être falsifiés;

2° Fixe le taux des analyses;

3° Arrête la liste des chimistes experts seuls chargés de faire l'analyse légale des échantillons prélevés.

15. Les échantillons prélevés sont payés aux détenteurs sur le budget de l'État, ainsi que les frais d'expertise et d'analyse.

En cas de condamnation, les frais sont à la charge des délinquants.

TITRE II.

PÉNALITÉS.

16. Ceux qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi seront punis d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de cent francs à cinq mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Toutefois, s'ils n'ont pas eu connaissance de la falsification de la marchandise, ils ne seront punis que d'une amende de cent francs à mille francs, s'ils ont indiqué le nom du vendeur ou de l'expéditeur.

Les voituriers ou compagnies de transport par terre qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi et 12 ne seront passibles que d'une amende de cinquante francs (50 à 500^f).

Ceux qui auront empêché les inspecteurs et experts de remplir les articles 6 et 13 d'accomplir leurs fonctions en leur refusant l'accès de leurs locaux de fabrication, de dépôt et de vente, ou en refusant de leur fournir des échantillons, seront passibles d'une amende de cent francs à mille francs (500 à 1,000^f).

17. Ceux qui auront sciemment employé des matières ou nuisibles à la santé publique pour la fabrication de margarine ou de l'oléo-margarine seront passibles des peines prévues à l'article 423 du Code pénal.

18. En cas de récidive dans l'année qui suivra la condamnation, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

19. Les tribunaux pourront toujours ordonner que les décisions de condamnation prononcées contre les infractions aux articles 3, 5, 6, 9, 10 et 11 soient publiées par extrait ou intégrales dans les journaux qu'ils désigneront et affichées dans les lieux où la fraude a été commise, ainsi qu'aux portes de l'usine, de la fabrique et des magasins du délinquant, et du condamné.

20. Les substances ou les mélanges frauduleusement exposés, mis en vente, vendus, importés ou exportés, ou en possession de l'auteur du délit, seront, de plus, confisqués conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 7 mai 1884.

21. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux délits prévus et punis par la présente loi.

22. Un règlement d'administration publique statuera sur les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi, sur les formalités à remplir pour l'établissement, la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, la surveillance des beurriers, des débits de beurre, de margarine, d'oléo-margarine, des halles et marchés, sur le prélèvement et la vérification des échantillons des marchandises suspectes.

signation des fonctionnaires proposés à cette surveillance et sur les garanties à édicter pour assurer les secrets de fabrication.

Ce règlement devra être fait dans un délai de trois mois, sans que ce délai puisse en rien arrêter l'exécution de la présente loi dans tous les cas où l'application dudit règlement n'est pas nécessaire.

23. Sont abrogées la loi du 14 mars 1887 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

24. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Agriculture,

Signé : J. MÉLIN.

N° 32490. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour le paiement de l'Indemnité allouée aux Officiers et Maîtres de port chargés de la perception des recettes des Grues du Port d'Alger.*

Du 5 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 14 et 38) du trésorier-payeur du département d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 8 mars 1895 et 4 juillet 1896, par la chambre de commerce d'Alger, une somme totale de trois mille sept cent soixante-seize francs cinquante centimes (1,747⁹⁰ + 2,028⁶⁰), à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée aux officiers et maîtres de port chargés de la perception des recettes des grues du port d'Alger;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 novembre 1896;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, première section, chapitre 1 : *Personnel des travaux publics en Algérie*, pour l'emploi de fonds de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

concours, un crédit additionnel de trois mille sept cent soixante-seize francs cinquante centimes (3,776'50), applicable au payement de l'indemnité allouée aux officiers et maîtres de port chargés de la perception des recettes des grues du port d'Alger.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la chambre de commerce d'Alger.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics
Signé : A. TURREL.

N° 32491. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1895, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.

Du 5 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements, des communes et des particuliers pour contribuer avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux publics appartenant au budget de l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 novembre 1895,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cent quarante mille cinq cent quarante francs seize centimes (141,540'16) et affecté entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

⁽¹⁾ M^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Vienne....	La commune de Doussay.	Châtellerault..	4336	18 décembre.	808 ¹ / ₃₃
	La commune de Gernay.	Idem.....	4337	Idem.	250 00
ANNÉE 1896.					
Doubs....	La commune de Gennev.	Besançon.....	4240	12 septembre.	200 00
	La commune de la Longeville.	Pontarlier....	1797	25 juillet.	500 00
Bure-et-Loir.	MM. Duché et Bouilly.	Chartres.....	3852	24 août.	1,000 00
Gironde...	Le département....	Bordeaux.....	8852	10 août.	100,000 00
Loire-Inférieure.	La commune de Saint-Mars-de-Coutais.	Nantes.....	6148	13 juillet.	740 00
Sarthe....	La commune de Châteaueu-du-Loir.	Saint-Calais...	711	13 mars.	3,500 00
Savoie....	La commune de Hauteceur.	Moutiers.....	1326	14 août.	1,120 00
Savoie (Haute-.)	Le département....	Annecy.....	2008	6 septembre.	28,000 00
Vienne....	La commune de Soerhé-Clairvaux.	Châtellerault..	894	25 mars.	3,000 00
	La commune de Cernay.	Idem.....	3099	15 septembre.	250 00
	La commune de Doussay.	Idem.....	3100	Idem.	808 ¹ / ₃₃
	La commune de Saint-Savin.	Montmorillon.	1453	14 août.	1,363 50
TOTAL....					141,540 16

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 141,540 fr. 16 ouvert au des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI : Études et travaux de chemins exécutés par l'État.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	NOM de l'entreprise.
Doubs.....	Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse..... 200 ^f	7
	Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier. 500	
Eure-et-Loir..	Établissement du chemin de fer de la Loupe à Brou.....	1,000
Gironde.....	Agrandissement de la gare de Bordeaux-Bastide (ligne de Bordeaux à Cavignac).....	100,000
Loire-Inférieure.	Établissement des chemins de fer nantais rachetés par l'État.....	7
Sartre.....	Déplacement de la gare de Château-du-Loir (ligne de Saumur à Château-du-Loir).....	5
Savoie.....	Établissement de la ligne d'Albertville à Moutiers.....	1,000
Savoie (Haute-).	Établissement de la ligne d'Albertville à Annecy.....	25,000
Vienne.....	Établissement de la ligne de Poitiers au Blanc. 1,363 ^f 50 ^c	6,000
	Établissement de la ligne de Loudun à Châtelerault (808 ^f 33 + 250 ^f + 3,000 ^f + 250 ^f + 808 ^f 33)..... 5,116 66	
	TOTAL.....	141,540

N° 32492. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public, pour l'exécution des Dépenses d'entretien des phares, fanaux et balises.

Du 15 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'entretien des phares, fanaux et balises;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

une somme totale de huit mille cent soixante-dix francs quarante centimes, savoir :

AN.	NUMÉROS des recettes versées.	DATES des versements.	RECETTES des finances ou les fonds qui ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1896.					
1896	1659	20 juin.	Pont-l'Évêque.	La compagnie de la jetée promenade de Trouville.	715' 40'
1897	4637	13 juillet.	Brest.	La commune de Lanildut.	200 00
1898	1686	Idem.	Idem.	La commune de Lampaul- Plouarzel.	200 00
1899	4689	Idem.	Idem.	Divers souscripteurs.	625 00
1900	4799	17 juillet.	Idem.	Le département.	1,330 00
1901	684	11 mai.	Quimperlé.	M. de Bremond-d'Ars.	150 00
1902	14871	5 mai.	Paris.	M. de Kerjégu.	150 00
1903	716	25 janvier.	Le Havre.	La chambre de commerce du Havre.	3,000 00
1904	717	Idem.	Idem.	Idem.	1,800 00
TOTAL.					8,170 40

Le ministre des finances, en date du 13 novembre 1896,

à :

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre xxxiv : *Travaux et balises*. — *Entretien et grosses réparations*, pour le fonds de concours, un crédit additionnel de huit mille cent soixante-dix francs quarante centimes (8,170' 40), applicable, à proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées,

Entretien de la jetée des Anglais, à Trouville.	715' 40'
Entretien d'un feu à l'entrée du port de Laber-ildut (200' + 625' + 1,330').	2,355 00
Entretien d'une balise sur la roche « Mine hoch » (littoral de la mer) (150' + 150').	300 00
Entretien d'une trompette marine et des signaux sonores au port du Havre (3,000' + 1,800').	4,800 00
TOTAL ÉGAL.	8,170 40

Le ministre des travaux publics est autorisé à faire, pour les dépenses autorisées par l'article précédent, l'emploi des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1896.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

N° 32493. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de Travaux sur le réseau des Chemins de fer de l'Etat.

Du 20 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au Trésor public par divers intéressés, à titre de fonds de concours pour l'établissement de deux haltes, l'une à l'Hopiteau (ligne de Rochefort-Saintes), l'autre à l'Abbaye-Marc (ligne de Montreuil-Bellay à Angers) une somme totale de treize mille neuf cent cinquante-deux francs, savoir:

DÉPARTEMENTS.	RÉCÉPISSÉS.		RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.
	NUMÉROS	DATES.		
ANNÉE 1895.				
Maine-et-Loire.	4691	7 décembre.	Saumur.	La commune du Vaudclenay-Rillé.
ANNÉE 1896.				
Charente-Inférieure.	1028	13 mars.	La Rochelle...	Divers souscripteurs
	189	21 janvier.	Marennes....	M. Générard (Philippe).
	190	Idem.	Idem.....	M. Générard (Jean).
	1811	14 avril.	Saintes.....	La commune de Geay.
	907	14 mars.	Saint - Jean - d'Angely.	La commune d'Archingeay.
	908	Idem.	Idem.....	La commune de Bords.
	1541	7 mai.	Idem.....	M. de Laage, pour le compte de divers souscripteurs.
			TOTAL ÉGAL.	

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Lettre du ministre des finances, en date du 18 novembre 1896,

est :

1°. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXIII : Réseau — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et non de matériel roulant, pour l'emploi de fonds de concours, additionnel de treize mille neuf cent cinquante-deux francs (13,952), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises désignées, savoir :

Établissement d'une halte à l'Abbaye-Marc (lignes de Montreuil-Bellay à Angers).....	6,622'
Établissement d'une halte à l'Hopiteau (ligne de Rochefort à Saintes) 6,35' + 500' + 500' + 1,310' + 82' + 155' + 2,088'.....	7,330
TOTAL égal.....	13,952

sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 20 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,
GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses militaires à Douai.

Du 7 Février 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur proposition du ministre de la guerre;

du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses militaires de la guerre pour l'exercice 1896;

Lettre de la supérieure générale de la congrégation de la Sainte-Trinité des Sacrés-Cœurs, à Douai, en date du 5 avril 1896, demandant que des allocations soient apportées à l'éclairage du manège H, affecté au régiment d'artillerie, et offrant de prendre à sa charge la dépense à faire pour cet objet;

Le Président de la République constate qu'une somme de mille deux cent six francs six-vingt centimes, montant de la dépense faite, a été versée au profit de ladite congrégation, le 25 novembre 1896;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Établissements de l'artillerie — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de mille deux cent six francs soixante-dix-huit centimes (1,206⁷ 78), représentant le montant de la dépense faite pour modifications à l'éclairage du nœud H affecté au 15^e régiment d'artillerie, à Douai.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la congrégation de la Sainte Union des Sacrés-Cœurs, à Douai.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32495. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la location du Magasin d'habillement de Montpellier.

Du 7 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu la convention passée entre l'État et le département de l'Hérault, le 30 août 1872, pour la location des immeubles occupés par le magasin d'habillement installé dans la place de Montpellier;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille francs a été versée au Trésor par ledit département, le 23 novembre 1896, en exécution de ladite convention;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;
Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXXIV : *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de mille francs (1,000'), qui sera affecté à la location des immeubles occupés par le magasin d'habillement de Montpellier.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par le département de l'Hérault.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32496. — *DÉCRET portant Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juin 1896 sur les Halles centrales de Paris.*

Du 23 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 28 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi du 11 juin 1896, portant réglementation des Halles centrales de Paris, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu : « Les Halles centrales constituent un marché de première main, à la criée ou à l'amiable, des denrées alimentaires de gros et demi-gros. Ces ventes s'opèrent selon les règles prévues par la présente loi et par le règlement d'administration publique qui sera rendu pour son exécution », et les articles 4 et 7 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DES PAVILLONS AFFECTÉS AUX VENTES EN GROS
ET EN DEMI-GROS.

ART. 1^{er}. Le préfet de la Seine règle les conditions d'aménagement,

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

intérieur des pavillons des Halles centrales affectés aux ventes en gros et demi-gros et fixe notamment, après avis du préfet de police, le nombre et les dimensions des passages ainsi que les emplacements destinés à la vente.

Il détermine, après avis du préfet de police et du conseil municipal de la ville de Paris, les pavillons qui, à titre transitoire, sont réservés à la vente au détail et aux commerces spéciaux de boucherie et de charcuterie qui lui sont assimilés.

2. Les ventes en gros et en demi-gros ne peuvent être opérées dans les Halles centrales que dans les pavillons spécialement affectés à ces ventes.

Toute vente au détail, c'est-à-dire d'une quantité de marchandises inférieure au minimum de lot fixé par le préfet de police, est formellement interdite dans ces pavillons.

TITRE II.

DE L'ADMISSION DES MANDATAIRES.

3. Toute personne aspirant à recevoir des producteurs et vendeurs de denrées alimentaires mandat de procéder à la vente de ces denrées doit produire au préfet de police :

1° Les pièces établissant qu'elle est de nationalité française;

2° L'extrait de son casier judiciaire;

3° Un certificat du greffier en chef du tribunal de commerce mentionnant la date et le numéro de son inscription sur la liste établie par l'article 2 de la loi du 11 juin 1896;

4° Une déclaration du préfet de la Seine attestant qu'elle a obtenu la concession d'un poste et versé le montant de son cautionnement.

4. La demande d'inscription sur la liste susindiquée est déposée au greffe du tribunal de commerce et il en est donné récépissé. Si la demande est accueillie par le tribunal, il est délivré au candidat un certificat mentionnant la date et le numéro d'ordre de son inscription.

Si depuis l'inscription du candidat il est survenu des faits compromettant son honorabilité, sa radiation peut être prononcée par le tribunal, sur la demande du préfet de police. L'intéressé est avisé par le président du tribunal de la demande de radiation et invité à produire ses explications verbales ou écrites.

Les décisions du tribunal de commerce sont rendues en la forme du conseil. Elles sont définitives.

La liste est déposée au greffe et communiquée à tout requérant.

5. Les candidats qui auront déposé leur demande au greffe dans le mois qui suivra la publication du présent décret seront, s'ils sont admis, inscrits sur la liste suivant un ordre arrêté par le tribunal de commerce, à raison des titres invoqués par eux.

Antérieurement à ce délai, l'ordre d'inscription est réglé d'après le contenu de la demande.

TITRE III.

DU CAUTIONNEMENT.

Pour la première année, le cautionnement dû à raison de l'occupation d'un poste déterminé est fixé à la somme que le candidat a payée comme droits d'abri dans sa dernière année d'exercice, soit comme facteur ou commissionnaire, soit comme mandataire, sans pouvoir jamais être inférieur à cinq mille francs (5,000'). Le cautionnement des candidats qui n'ont point de droit d'abri à payer est fixé à cinq mille francs (5,000').

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, tous les cautionnements sont revisés de manière que celui de chaque mandataire soit maintenu égal au montant des droits d'abri payés par lui dans l'année précédente.

Par conséquent, pour cette revision, il n'est pas tenu compte, dans la fixation des droits d'abri, des fractions inférieures à cent francs.

En cas de modifications est donné aux intéressés qui doivent, s'il y a lieu, compléter leur cautionnement dans le délai fixé par la loi.

Les candidats mandataires qui ont antérieurement déposé un cautionnement à la caisse municipale en qualité de facteurs ne sont pas tenus de verser que la somme nécessaire pour compléter le montant de leur nouveau cautionnement.

Le chiffre du cautionnement est arrêté par le préfet de la Seine conformément aux dispositions qui précèdent.

Le cautionnement est déposé à la caisse de la ville de Paris. Il est versé soit en numéraire, soit en rentes sur l'État ou en obligations de la ville de Paris. S'il est effectué en titres, la valeur de ceux-ci est déterminée d'après le cours moyen au 31 décembre précédent.

Dans le cas où une opposition est formée sur le cautionnement d'un mandataire, le préfet de la Seine en informe immédiatement le préfet de police.

Les demandes de remboursement de cautionnement sont adressées au préfet de la Seine qui les communique pour avis au préfet de police.

Le préfet de police fait insérer dans un journal spécial et afficher, pendant trois mois, sur le marché, aux frais du postulant, un avis informant les intéressés de la demande en retrait du cautionnement. À l'expiration de ce délai, il fait connaître au préfet de la Seine les résultats sur la restitution du cautionnement.

Dans le cas où des mandataires ou candidats mandataires ont été autorisés à former une société en participation, conformément à

L'article 26 du présent décret, le cautionnement est inscrit de chacun des participants suivant sa part virile.

Pour la première année, il est égal à l'ensemble des cautions que chacun des participants aurait dû verser conformément à l'article 6, s'il occupait un poste spécial.

Les années suivantes, la quotité du cautionnement est revivifiée conformément à l'article 7.

Lorsque la part de cautionnement inscrite au nom d'un participant est remboursée, les mandataires restés en société continuent le cautionnement dans le délai fixé par la loi.

TITRE IV.

DE LA RÉPARTITION ET DE L'ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

13. Lors de la mise en vigueur de la loi, il sera procédé à la répartition générale des emplacements dans chaque pavillon.

L'attribution de ces emplacements sera faite dans l'ordre suivant :

1° Aux candidats mandataires exerçant en qualité de facteurs ou de commissionnaires;

2° A tous autres candidats mandataires.

14. Il peut être procédé à des répartitions nouvelles à mesure des modifications survenues sur le marché, pourvu qu'une année au moins se soit écoulée depuis la dernière répartition.

L'attribution des emplacements est faite dans l'ordre suivant :

1° Aux mandataires en exercice;

2° Aux candidats mandataires ayant exercé en qualité de facteurs ou de commissionnaires;

3° A tous autres candidats mandataires.

15. Le préfet de police détermine pour chaque pavillon et pour chaque lieu, pour chaque nature de marchandises dans un même pavillon, l'étendue du poste minimum.

Ce poste comprend la surface minimum indispensable : 1° au service du contrôle; 2° à la vente des marchandises.

La surface minimum affectée à la vente des marchandises est calculée par le préfet de police proportionnellement à la moyenne de marchandises qu'il juge nécessaire pour assurer le fonctionnement normal et journalier d'un poste minimum dans des conditions favorables à la bonne tenue du marché.

Il indique dans l'arrêté déterminant l'étendue du poste minimum la proportion qu'il a observée entre le volume des denrées et le poste destiné à les contenir.

16. Le préfet de la Seine attribue :

Aux mandataires un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues pendant l'année écoulée.

Aux candidats mandataires exerçant ou ayant exercé comme facteurs ou commissionnaires au moment de la mise en vigueur de la loi du 11 juin 1896, un emplacement proportionnel à l'importance des marchandises qu'ils ont vendues dans l'année qui a précédé la promulgation de cette loi et, s'ils n'étaient pas encore facteurs ou commissionnaires à cette date, pendant le temps où ils ont exercé en cette qualité;

A tous autres candidats mandataires, l'emplacement nécessaire à la constitution d'un poste minimum.

Le préfet de la Seine prend pour base des attributions proportionnelles le rapport que le préfet de police a jugé nécessaire d'établir, conformément à l'article précédent, entre le volume des denrées et l'espace destiné à les contenir.

17. L'importance des marchandises vendues pendant une année est déterminée par le montant des droits d'abri payés pendant le même laps de temps.

Dans le cas où un mandataire n'exerce que depuis moins d'une année, l'importance des marchandises vendues n'est déterminée que par les droits d'abri effectivement payés.

18. Dans les pavillons qui ne seraient pas aménagés par la ville de Paris en vue de leur destination, les postes doivent être munis, par les soins des mandataires, des bancs et installations intérieures nécessaires à la vente des denrées, conformément à des types arrêtés par le préfet de la Seine, d'accord avec le préfet de police.

Ce matériel doit être entretenu dans un état parfait de conservation.

19. Un mandataire ne peut sous-louer l'emplacement qui lui est attribué. Il doit l'occuper en personne et n'y vendre que les marchandises qui lui sont personnellement expédiées, sauf dans le cas prévu à l'article 40 du présent décret. Deux mandataires peuvent, avec l'autorisation du préfet de la Seine, échanger leurs postes respectifs.

20. Un poste est retiré à un mandataire lorsque, après trois années d'exercice en cette qualité, les droits d'abri payés par lui sont, pendant la durée d'une année, inférieurs de moitié à la moyenne des droits d'abri payés par un poste minimum affecté à la vente de denrées de même nature.

21. La vacance d'un poste est déclarée par un arrêté du préfet de la Seine. Cet arrêté est affiché dans le pavillon pendant deux jours francs. Il est dressé procès-verbal de cette formalité.

Les candidats qui se présentent pour obtenir le poste vacant sont inscrits sur une liste dressée à cet effet.

22. Lorsque la vacance se produit par suite de décès, elle peut, sur la demande des héritiers, n'être déclarée qu'après un délai qui, dans tous les cas, ne peut excéder celui de quatre mois.

Pendant ce temps, le poste est géré par un mandataire choi-
x a été au préalable soumis à l'agrément du préfet de police.

23. Après l'expiration du délai de deux jours fixé par l'ar-
rêté, l'attribution du poste vacant est faite dans l'ordre suivant :

1° A un mandataire exerçant dans le même pavillon, an-
cien mandataire ou candidat mandataire ayant acquis la clientèle du man-
dataire dont le poste est vacant ;

2° A un candidat mandataire ayant exercé comme facteur
missionnaire ;

3° A tout autre candidat mandataire.

Le mandataire ou candidat mandataire qui a acquis la cli-
entèle du mandataire dont le poste est vacant n'a d'autre droit que
de faire valoir à son profit le montant des droits d'abri payés
par le mandataire précédent.

24. Si le poste vacant est attribué à un mandataire dé-
jà titulaire sur un autre point du pavillon, la vacance créée par cette at-
tribution donne lieu à une nouvelle déclaration de vacance, mais le
mandataire déplacé perd le droit de céder la clientèle du poste
qu'il occupait.

25. Dans tous les cas d'attribution d'emplacements prévus
par les articles 13, 14 et 23 du présent décret, l'ordre de préfé-
rence des concurrents de même catégorie est fixé comme il suit :

Entre ceux qui peuvent faire valoir des droits d'abri, au-
cun d'eux ne peut, dans le même pavillon, a payé les droits d'abri
supérieurs ;

Entre ceux qui ne peuvent pas faire valoir des droits d'abri
à son profit de celui qui occupe le premier rang sur la liste d'ins-
cription du tribunal de commerce.

26. Plusieurs mandataires ou candidats mandataires peu-
vent être autorisés à former une société en participation, mais
seulement pour l'exploitation d'un seul et même poste.

Cette autorisation est donnée par le préfet de la Seine
conformément au décret du 17 mai 1896. A cet effet, les postulants du
secrétariat de la préfecture de la Seine, en même temps qu'ils
font leur demande, une déclaration par laquelle ils prennent l'en-
gagement d'affecter à la garantie des obligations de chacun d'eux la
cautionnement et de supporter solidairement toutes celles qui
résulteront pour eux tant de la loi du 11 juin 1896 que du présent décret.

Les mandataires ou candidats mandataires dont l'associa-
tion est autorisée ont droit à un emplacement correspondant à l'un
des droits d'abri que chacun d'eux justifiera avoir payés
conformément à l'article 17.

Les mutations qui surviennent dans le personnel des pa-
villons n'entraînent par elles-mêmes aucune modification dans l'at-
tribution du poste ou le montant du cautionnement.

mandataire qui cesse de faire partie d'une société en participation occuper un poste spécial ne peut, pour l'obtention de ce poste, valoir que les droits d'abri qu'il payait au jour de son entrée dans la société.

TITRE V.

DES DEVOIRS DES MANDATAIRES, DE LA RÉMUNÉRATION ET DES FRAIS TARIFÉS.

Les mandataires peuvent vendre les marchandises qui leur sont confiées, à la criée ou à l'amiable, au gré de leurs expéditeurs. Ils doivent se conformer à ce sujet aux indications qui leur sont données par leurs commettants.

Les marchandises qui leur sont expédiées doivent toutes être amenées aux Halles centrales pour y être vendues dans les postes mis à leur disposition.

Les mandataires sont responsables envers les expéditeurs des marchandises que ceux-ci leur ont envoyées.

Ils sont tenus, sauf convention contraire, de leur adresser le montant de la vente le jour même ou le lendemain au plus tard.

Les mandataires qui'ils accorderaient aux acheteurs sont à leur charge, et ils ne peuvent exercer à ce sujet aucun recours contre les expéditeurs, ni prétexter le moindre retard de paiement.

Les mandataires doivent être présents à leurs postes pendant toute la durée des ventes.

En cas d'absence ou d'empêchement, ils peuvent se faire suppléer par un autre mandataire. S'ils se trouvent dans l'impossibilité de se suppléer, le préfet de police et, en cas d'urgence, le commissaire spécial des Halles commet un des mandataires en exercice, ou choisit dans un autre pavillon.

Le tarif du préfet de police détermine, pour chaque pavillon, le montant des honoraires auxquels a droit, par vacation, le mandataire nommé.

Les interdictions prononcées par l'article 3 de la loi ci-dessus du 10 juin 1896 s'appliquent aux employés des mandataires.

Les mandataires ne peuvent employer comme crieurs ou vendeurs des personnes exerçant le commerce des denrées qu'ils sont chargés de vendre.

Ils sont responsables au point de vue disciplinaire des actes de leurs employés contraires aux règlements édictés par le préfet de police.

L'administration peut exiger d'un mandataire le renvoi d'un employé qui aurait commis une faute grave ou qui enfreindrait habituellement les règlements.

Sur le produit de la vente, les mandataires prélèvent le montant des frais tarifés et celui de la commission.

33. Les frais tarifés communs à toutes les ventes en gros et en demi-gros sont les suivants :

Transport par chemin de fer — camionnage — droits de port — droits d'octroi — droits d'abri — poids public — télégrammes — mandats-poste — salaire des forts : décharge et mise en vente en cas de resserre.

Les frais spéciaux à certaines catégories de vente sont les suivants :

Pour la vente des viandes : le droit d'usage de matériel — pour la vente de la volaille et du gibier — pour la vente des beurres, œufs et fromages : le salaire des compteurs-mireurs et la moins-value pour déchets constatés.

34. Il est formellement interdit de grouper dans une même rubrique des frais tarifés d'une nature différente. Les mandataires doivent être en mesure de fournir la justification de l'application de ces frais.

35. La commission due aux mandataires est librement négociable entre leurs clients et eux. Elle comprend tous les frais non tarifés.

36. Le mandataire suspendu de ses fonctions ne peut participer au marché pendant la durée de la suspension. Il est remplacé par un autre mandataire sous les conditions prévues par l'article 29, § 2.

37. La qualité de mandataire se perd :

- 1° Par la démission ;
- 2° Par le retrait de poste ;
- 3° Par la radiation pour manquement au devoir professionnel.

Est considéré comme manquement au devoir professionnel tout fait de nature à porter atteinte à l'honorabilité du mandataire.

TITRE VI.

DU CONTRÔLE ADMINISTRATIF.

38. Ne sont reçues dans les pavillons affectés aux ventes en gros et en demi-gros que les denrées de première main, c'est-à-dire qui proviennent directement des producteurs ou expéditeurs.

Toutefois, sont assimilées aux marchandises de première main les viandes provenant des abattoirs municipaux et des boucheries patentées.

39. Toute expédition, à son arrivée dans les pavillons, est accompagnée d'une lettre de voiture, ou d'un récépissé du chemin de fer, l'adresse d'un mandataire et, s'il y a lieu, de l'acquit des douanes.

« Toutefois, pour les marchandises qui pénètrent dans Paris par voie de terre, il suffit de produire la quittance des droits de

Le jour, accompagnée d'une déclaration signée par l'expéditeur, portant son adresse ainsi que la nature, le poids ou le nombre et le nom du destinataire. Les viandes provenant des boucheries sont accompagnées seulement d'une déclaration formée ci-dessus, portant le timbre de la boucherie. Les autres pièces (lettres de voiture, récépissés du chemin de fer, etc.) qui auront servi à établir la provenance de la viande sont remises aux mandataires après avoir été visées d'abord par les agents de la préfecture de police et ensuite, par ceux de la préfecture de la Seine.

Les marchandises arrivées sans indication précise de destination, sont vendues à la criée par l'un des mandataires inscrits d'après le tableau de roulement établi par les soins du préfet de police.

Pour toutes les ventes, qu'elles aient été effectuées à la criée ou à l'amiable, sont inscrites au fur et à mesure des opérations sur le livre prescrit par l'article 7 de la loi du 30 juin 1896.

Chaque souche et les deux volants de ce livre portant un même numéro

Les mandataires doivent soumettre à l'agrément du préfet de police le modèle de leur livre à souche, dont le papier doit être du type arrêté par lui.

Avant d'être mis en usage, chaque livre, après avoir été coté et visé par l'inspecteur principal du pavillon, est visé ou marqué au crayon sur la première et la dernière page, par le commissaire des halles.

Sur la souche, le mandataire ou son employé indique le numéro du livre, la date et le numéro de la vente, le nom de l'expéditeur, la nature de la marchandise, le poids du lot ou le nombre de lots, et il se compose, le mode et le prix de vente, ainsi que le nom du acheteur.

Le bulletin n° 1, qui sert de bulletin de sortie, indique le numéro du livre, la date et le numéro de la vente, le prix de la marchandise, le nom de l'expéditeur.

Le bulletin n° 2, attaché à la souche et destiné à l'expéditeur, contient les mentions figurant sur la souche; il indique, en outre, le détail des frais tarifés et le montant de la commission.

En cas d'erreur matérielle qui serait commise au cours des opérations, elle doit être déclarée dans les vingt-quatre heures à l'inspecteur principal du pavillon qui, après justification, autorise, s'il y a lieu, l'envoi à l'expéditeur d'un bulletin rectificatif visé par lui et détaché d'un livre. Dans aucun cas, les mentions figurant sur la souche ou les bulletins ne peuvent être modifiées.

Les ventes à la criée ou à l'amiable ne peuvent être effectuées en l'absence des personnes présentes. Elles doivent être proclamées à haute

voix par les mandataires ou leurs vendeurs au moment de la marchandise sur le banc de vente.

45. Après la conclusion de chaque vente, le mandataire employé, en même temps qu'il énonce le prix à haute voix sur le lot vendu le volant n° 1, qui, lors de la livraison est retiré par le fort-livreur.

Les acheteurs sont connaître, au moment de l'apposition du lot vendu du volant n° 1, s'ils désirent prendre eux-mêmes la livraison de leur marchandise à la grille du pavillon, les denrées doivent être déposées dans tel poste de garde qu'ils désignent.

Les employés du gardage sont tenus, après reconnaissance des lots qui leur sont confiés, d'apposer un timbre à la date du jour sur le volant n° 1 que leur présentent les forts-livreurs.

Aussitôt après la clôture du marché, les syndics des forts adjoints réunissent les bulletins de sortie, par poste de marchandise, dans l'ordre numérique des ventes, et les déposent au bureau de l'inspecteur principal.

46. A défaut d'indication de la part de l'acheteur au moment de la vente, les lots vendus sont retirés d'office du pavillon de vente et consignés dans un endroit spécial sous la garde de la police, et sont remis à l'acquéreur contre la présentation du bulletin de sortie et le paiement des droits de consignation.

Les marchandises qui n'ont pas été réclamées avant la clôture du marché suivant sont vendues, comme marchandises de rebut, par les soins du mandataire prévu à l'article 40 du règlement, et le produit net de la vente est versé dans la caisse de la police, et le produit net de la vente est versé dans la caisse de la police, et le produit net de la vente est versé dans la caisse de la police.

Si la marchandise atteint un prix plus élevé que le jour de la vente, ce mandataire tient compte de la plus-value à l'expiration du marché.

47. Peuvent seules être mises en resserre les marchandises qui n'ont pas trouvé acquéreur ou celles qui sont arrivées trop tard au marché.

Déclaration en est faite par écrit aux agents des deux pavillons. Cette déclaration énonce le nom et l'adresse de l'expéditeur de la marchandise, le nombre des colis ou celui des paquets.

Elle indique, en outre, le motif pour lequel la marchandise est mise en resserre.

Il est interdit de mélanger les marchandises de resserre avec les arrivages du jour. Elles doivent être vendues à part.

48. En cas de saisie de marchandises reconnues impropres à la consommation, un certificat de saisie énonçant la nature et la quantité de la marchandise et la date de l'opération est remis au mandataire, qui le fait parvenir immédiatement à l'expéditeur.

Il n'est jamais délivré de duplicata de ce certificat, qui est conservé dans un livre à souche.

49. Tout mandataire doit tenir un registre sur lequel sont totalisées au jour le jour les opérations effectuées pour le compte de chaque expéditeur.

Les indications à porter sur ce registre sont les suivantes :

Date — nom et adresse de l'expéditeur — nature des marchandises — nombre de colis ou de pièces ou poids des marchandises — nombre de ventes — produit brut des ventes — frais tarifés par catégorie — commission — produit net des ventes.

Les mandataires peuvent, d'ailleurs, ajouter aux indications qui précèdent tous renseignements qui leur paraissent nécessaires pour leur comptabilité.

Ce registre est coté et parafé par le commissaire spécial des halles.

50. Les mandataires sont tenus d'envoyer le jour même à leurs expéditeurs tous les volants relatifs aux ventes de leurs produits.

Toutefois, dans le cas où plusieurs ventes seraient faites le même jour, au nom du même expéditeur, les volants qui lui sont destinés peuvent, sur sa demande, être remplacés par un bordereau récapitulatif reproduisant toutes les indications qui, d'après l'article 42, doivent figurer sur le volant n° 2.

Les bordereaux de vente sont collationnés sur les livres à souche et certifiés conformes par le mandataire.

51. Tout expéditeur de marchandises aux halles peut, pendant un délai de trois ans, transmettre à la préfecture de police, aux fins de vérification, les volants ou bordereaux qui lui ont été adressés par les mandataires.

52. Les livres à souche, registres et toutes autres pièces justificatives quelconques doivent être communiqués à toute réquisition du préfet de police ou des agents spécialement désignés à cet effet.

Ils sont également communiqués aux représentants du préfet de la Seine au point de vue du contrôle des perceptions municipales.

53. Un résumé des opérations de chaque poste, indiquant par espèces les quantités de denrées vendues, ainsi que le produit total des ventes, est remis chaque jour à l'inspecteur principal du pavillon pour servir tant au contrôle qu'à l'établissement des statistiques, et au représentant du préfet de la Seine pour servir au contrôle des perceptions municipales.

54. Le préfet de police fait afficher chaque jour après la clôture des ventes, dans un cadre spécial placé à la porte de l'inspection principale, le cours atteint par chacune des espèces de denrées, en tenant compte de leur provenance.

Les cours sont établis dans chaque pavillon par une commission composée de l'inspecteur principal et de trois mandataires désignés par leurs collègues.

Ils comprennent un maximum, un minimum et un cours moyen.

Les mandataires ne peuvent, sous les peines édictées par l'article 5 de la loi du 11 juin 1896, envoyer aux expéditeurs d'autres cours que ceux établis dans les conditions ci-dessus déterminées.

TITRE VII.

DES AGENTS DE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE ET DE LA PRÉFECTURE DE POLICE.

55. Le commissaire spécial des halles et les employés ou agents sous ses ordres communiquent aux préposés du préfet de la Seine tous renseignements qui leur sont nécessaires pour l'attribution ou la répartition des places et pour la perception des droits municipaux.

Réciproquement, les préposés du préfet de la Seine donnent aux agents du préfet de police toutes les indications dont ceux-ci peuvent avoir besoin dans l'intérêt du service.

56. Les forts procèdent, sous la surveillance et d'après les instructions des inspecteurs principaux des pavillons, aux diverses manœuvres des marchandises, telles qu'elles sont prévues aux tarifs arrêtés par le préfet de police.

Dans l'intérieur des pavillons, ils sont, en outre, chargés de l'enlèvement des denrées et de leur livraison soit aux acquéreurs eux-mêmes, soit aux porteurs ou aux gardeurs désignés par les acquéreurs.

Ils sont responsables :

1° Des marchandises qu'ils ont égarées, mal livrées ou détériorées aux cours de leurs travaux;

2° De celles qui sont confiées à leur garde pendant la durée et après la clôture des ventes.

Les forts sont rétribués au moyen des salaires perçus pour leurs différents travaux, d'après les tarifs fixés par le préfet de police.

Ces tarifs seront revisés, ainsi que ceux des salaires des compteurs-mineurs et des ouvriers découpeurs.

TITRE VIII.

DU CARREAU FORAIN.

57. Le carreau forain est réservé aux cultivateurs qui y amènent leurs produits et aux approvisionneurs vendant des denrées dont ils sont propriétaires.

Sont considérés comme approvisionneurs les marchands vendant sur le carreau des produits qu'ils ont achetés en dehors du périmètre des halles.

Les marchands qui contreviendraient aux dispositions qui précèdent seront exclus du carreau par décision du préfet de police.

58. Le préfet de la Seine détermine, après avis du préfet de police, les emplacements affectés à la vente des divers produits du jardinage.

59. La vente au regrad est interdite. En conséquence, il est défendu de revendre, marché tenant, des marchandises qui auraient été achetées dans le périmètre des halles.

Les marchandises vendues doivent être enlevées immédiatement.

60. Le concours des foris est facultatif pour le déchargement et le placement des produits des jardiniers-maraîchers occupant des places concédées par abonnement.

Il est obligatoire pour le déchargement et le placement des denrées amenées sur la partie du carreau affectée aux producteurs ou approvisionneurs non abonnés.

TITRE IX.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

61. La loi concernant la réglementation des halles centrales et le présent décret, rendu pour son exécution, seront affichés en permanence dans tous les pavillons des halles affectés aux ventes en gros.

Extrait en sera publié dans le *Bulletin des communes*.

62. Le décret du 22 janvier 1878 sur les halles et marchés de la ville de Paris est abrogé en ce qui concerne les halles centrales. Sont également abrogées les dispositions de tous autres décrets, arrêtés ou ordonnances de police contraires au présent décret.

63. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 23 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32497. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Royer (Charles), doreur sur bois, né le 5 janvier 1875, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Chevreau, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Royer-Chevreau ;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
Paris, 29 Mai 1897.



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1853.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32498. — *Décret qui approuve la substitution de la Société anonyme des Tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie anglo-française de tramways comme rétrocessionnaire du réseau de Tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer.*

Du 10 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 15 octobre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 24 avril 1877⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement de diverses lignes de tramways à traction de chevaux dans la ville de Boulogne-sur-Mer, concédé ces lignes à ladite ville et approuvé le traité passé entre la ville et la société dite *Compagnie anglo-française de tramways*, pour la rétrocession de l'entreprise, ensemble ledit traité et le cahier des charges y annexé;

Vu le jugement du tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer, en date du 21 mars 1881, qui a prononcé la faillite de la Compagnie anglo-française de tramways;

Vu l'ordonnance du juge-commissaire de ladite faillite, en date du 29 juillet 1881, qui a autorisé les syndicats à céder le matériel fixe et roulant et l'exploitation de l'entreprise des tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie générale des tramways à voie étroite;

Vu les demandes présentées, le 23 juillet 1881, par les syndicats de la faillite de la Compagnie anglo-française de tramways et par la compagnie générale des tramways à voie étroite, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde à la première comme rétrocessionnaire du réseau de tramways de Boulogne-sur-Mer;

Vu la délibération, en date du 1^{er} février 1882, par laquelle le conseil

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 341, n° 6000.

- ... par le ~~Boulogne-sur-Mer~~ a déclaré donner son adhésion à la substitution
- ... le projet présenté, le 30 juillet 1894, en vue de la modification
- ... tout il s'agit;
- ... le plan d'ensemble du réseau modifié et complété;
- ... les procès de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes prescrites par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾;
- ... notamment, le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 19 septembre 1895;
- ... l'avis de la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer, en date du 10 août 1895;
- ... la délibération du conseil général du Pas-de-Calais, en date du 20 août 1895;
- ... l'adhésion directe donnée, le 24 septembre 1895, à l'exécution des travaux par le directeur du génie, à Dunkerque, en exécution de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽²⁾;
- ... avec le cahier des charges y annexé, la convention passée, le 20 juillet 1896, entre le maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, au nom de ladite ville, et la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer;
- ... les délibérations du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, en date des 23 et 25 mai et 16 novembre 1894, 6 et 14 septembre 1895;
- ... les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 15-20 décembre 1894, 21-23 septembre, 3-4, 24-28 octobre 1895 et 27-28 février 1896;
- ... les lettres du préfet du Pas-de-Calais, en date des 21 décembre 1894, 30 octobre 1895 et 3 mars 1896;
- ... les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 31 janvier et 5 décembre 1895;
- ... l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 10 février 1896;
- ... le traité passé, le 17 février 1896, entre la société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer et la société anonyme des chemins de fer économiques du Nord, concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local du Portel à Boulogne, à Bonningues et à Tournehem, pour la détermination des conditions de l'emprunt par ladite ligne des voies du réseau de tramways de Boulogne-sur-Mer;
- ... la loi du 29 mars 1896, approuvant les engagements éventuels pris par la ville de Boulogne;
- ... la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;
- ... les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽¹⁾ et 6 août 1881⁽²⁾;
- Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie anglo-française de tramways et à la compagnie générale des railways à voie étroite, comme rétrocessionnaire du réseau de tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer par le décret ci-dessus visé du 24 avril 1877.

⁽¹⁾ ———, Bull. 629, n° 10747.
all. 97, n° 816.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

2. Sont retranchées de ce réseau les lignes ou sections de lignes suivantes :

1° Section de la première ligne du Coin-Menteur à l'établissement des bains, empruntant la digue ou terrasse dudit établissement et desservant la plage est ;

2° Deuxième ligne du quai de la Douane (actuellement quai Gambetta), longeant le quai des Paquebots (actuellement quai Gambetta) et desservant également le casino et la plage ;

3° Section de la troisième ligne du Coin-Menteur à la gare du chemin de fer, comprise entre le Coin-Menteur et la gare des voyageurs.

3. Est déclaré d'utilité publique l'établissement des nouvelles lignes ou sections de lignes à établir pour compléter le réseau de tramways de la ville de Boulogne-sur-Mer, conformément au cahier des charges annexé au présent décret, ainsi qu'aux dispositions générales du plan ci-dessus visé et qui demeurera également annexé au présent décret.

Les lignes ou sections de lignes conservées de l'ancien réseau formeront, avec ces nouvelles lignes ou sections de lignes, un réseau soumis au même régime et au même cahier des charges.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit réseau ne sont pas accomplies dans le délai d'un an à partir de la date du présent décret.

4. La ville de Boulogne-sur-Mer est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

5. Est approuvée la convention passée, le 20 juillet 1896, entre le maire de Boulogne-sur-Mer, agissant au nom de la ville, d'une part, et la Société anonyme des tramways de Boulogne sur-Mer, d'autre part, pour la rétrocession des lignes dont il s'agit.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

6. Il est interdit à la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation des lignes de tramways mentionnées aux articles précédents, sans y avoir été préalablement autorisée par décret délibéré en Conseil d'Etat.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

1° M. Douglas Aigre, maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, agissant en cette qualité, en vertu d'une délibération du conseil municipal de Boulogne, en date du 25 mai 1894.

D'une part;

2° Et la société des tramways de Boulogne, dont le siège est à Paris, rue Amber, n° 8, représentée aux fins des présentes par M. Armand Rouffart, administrateur délégué de la société, autorisé par une délibération du conseil d'administration, en date du 5 septembre 1895,

D'autre part;

Ont été arrêtées les conventions suivantes :

ART. 1^{er}. Le maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, au nom de cette ville, déclare dès à présent, et en prévision de l'obtention du décret que la ville sollicite, rétrocéder à la Société des tramways de Boulogne, ce accepté par le second soussigné es nom pour une durée égale à celle de la concession qui lui sera accordée par l'Etat l'établissement et l'exploitation du réseau de tramways défini à l'article 2 du cahier des charges annexé au présent traité.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges-type approuvé par décret du 6 août 1881, sauf les dérogations ou modifications apportées dans les articles 6, 7, 8, 9, 11, 13, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 34.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir accordant la concession et approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

2. La Société des tramways de Boulogne-sur-Mer est substituée à la ville de Boulogne-sur-Mer dans toutes les obligations qui sont imposées à la ville elle-même par le cahier des charges annexé au présent traité, de même que ladite société est subrogée aux avantages résultant pour la ville du même cahier des charges.

3. La Société des tramways de Boulogne-sur-Mer payera annuellement, à la ville de Boulogne-sur-Mer, à titre de droit de stationnement tant du matériel fixe que du matériel roulant, une redevance de deux mille francs (2,000^f). Cette redevance annuelle ne pourra être augmentée pour quelque cause que ce soit, même en cas de nouvelle perception que la ville serait autorisée à faire ou en cas d'extension du réseau.

La redevance annuelle sera versée en espèces à la caisse municipale, le 31 juillet de chaque année, à partir de l'année 1908.

4. Le dépôt des tramways sera construit par la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer, sur le territoire de la ville de Boulogne-sur-Mer, dans un délai de six mois, à partir de la date du décret de concession.

5. Dans le cas où la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer n'aurait pas achevé la construction du dépôt dans le délai ci-dessus indiqué, un arrêté du maire, qui devra être approuvé par M. le préfet du Pas-de-Calais, la mettra en demeure de terminer les travaux dans un délai déterminé qui sera de quinze jours au moins. Passé ce délai, la Société des tramways payera à la ville de Boulogne-sur-Mer des dommages-intérêts pour retard, dont le montant est fixé à forfait, d'un commun accord, à cinquante francs (50^f) par jour de retard, jusqu'au jour de l'achèvement des travaux de construction du dépôt.

La même procédure et les mêmes pénalités sont applicables en cas de retard, soit dans l'achèvement des travaux, soit dans la mise en exploitation du réseau dans les délais fixés par le cahier des charges, jusqu'au jour de cette mise en exploitation ou de la déchéance, sans préjudice des mesures que l'administration supérieure pourra prendre en vertu des droits qui lui sont conférés par le cahier des charges de la concession ou les lois et règlements sur la matière.

6. La ville de Boulogne-sur-Mer s'engage à verser à la Société des tramways de Boulogne à titre de subvention :

1° Les trois cinquièmes de la somme nécessaire pour élever chaque année à trente mille francs (30,000^f) la recette brute annuelle par billets de la ligne du corps-de-garde de la place Dalton au Dernier-Sou, sans que cette subvention puisse excéder annuellement huit mille francs (8,000^f);

2° Les trois cinquièmes de la somme nécessaire pour élever chaque année à vingt mille francs (20,000^f) la recette brute par billets du réseau entier (moins la ligne de la place Dalton au Dernier-Sou), pendant la période comprise entre le 15 octobre inclusivement et le 15 mai exclusivement, sans que cette subvention puisse excéder annuellement trois mille francs (3,000^f).

7. En vue de l'application de l'article précédent, l'administration municipale de Boulogne-sur-Mer aura le droit de faire contrôler par ses agents, de telle façon qu'elle avisera, les recettes brutes par billets de la société des tramways de Boulogne-sur-Mer.

Ladite société devra, en conséquence, organiser un mode de comptabilité de ses recettes brutes par billets, agréé par la ville, et mettre à la disposition des contrôleurs de la ville ses livres de recettes d'entrée et de sortie de billets, ainsi que les souches de ces billets.

La délivrance des billets dans les voitures pourra être ainsi contrôlée par la ville.

8. Les agents de la ville chargés du contrôle des recettes jouiront des mêmes privilèges et immunités que les agents de l'État chargés du contrôle et de la surveillance de la voie et du matériel, mais ils ne pourront être au nombre de plus de six. — Ils devront être porteurs de commissions délivrées par le maire de Boulogne et visées par le représentant de la compagnie.

9. Une copie de tous les documents et renseignements produits à l'État sera remise à la ville.

10. La ville de Boulogne-sur-Mer se réserve, en ce qui concerne le rachat de la rétrocession, les mêmes droits que possède l'État en ce qui concerne le rachat de la concession.

11. La société des tramways de Boulogne s'engage :

1° A supprimer à ses frais, risques et périls, sans aucun recours contre la ville, les lignes ou portions de lignes de tramways existant actuellement sur le territoire de la ville de Boulogne-sur-Mer et non comprises dans le réseau défini par l'article 2 du cahier des charges de la concession et à remettre les lieux dans leur état primitif;

2° A ramener à la largeur d'un mètre (1^m) toutes les autres voies existantes;

3° A supporter tous les frais d'établissement du nouveau réseau;

4° A prendre à sa charge la dépense nécessaire pour consolider le pont de la Liane, sous réserve que la transformation de la travée en bois en travée métallique tournante ou fixe, ne donnera lieu, à quelque époque qu'elle soit exécutée, qu'à une contribution de cinquante pour cent (50 p. 100) de la dépense d'une travée métallique fixe.

12. La ville de Boulogne s'engage à réaliser, à ses frais, l'alignement approuvé de la rue Dammémont, au droit du château de la Liane.

13. Pour garantir l'exécution de ses engagements, la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer versera à la caisse municipale, dans le délai d'un mois après la date du décret de concession, un cautionnement de douze mille cinq cents francs (12,500^f) en valeurs acceptées par le Trésor, ou en numéraire. Dans ce dernier cas, l'intérêt payé par la caisse des dépôts et consignations profitera à la société.

14. Sont et demeurent abrogées les dispositions du traité de rétrocession intervenu le 31 mai 1876 entre la ville de Boulogne-sur-Mer et la compagnie anglo-française (aux droits de laquelle la Compagnie générale de railways à voie étroite a été substituée en vertu d'un acte authentique passé, le 25 juillet 1881, devant M^r Pontécourt, notaire à Boulogne-sur-Mer, cette compagnie s'étant elle-même substituée, depuis, la société des tramways de Boulogne-sur-Mer, par acte authentique passé devant M^r Baudrier, notaire à Paris, le 26 juillet 1894).

15. Les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition, d'impression du présent traité et de ses annexes, des plans, dessins d'exécution ou autres des lignes autorisées

et des installations annexes et tous autres frais généralement quelconques auxquels le présent acte pourra donner lieu et qui en seront ou pourront être la suite ou la conséquence, seront supportés par la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer.

16. La somme que le rétrocessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} octobre, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} octobre qui suivra la date du décret de concession, à la caisse du receveur des finances de Boulogne-sur-Mer.

17. Avant la signature de l'acte de rétrocession, le rétrocessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de douze mille cinq cents francs (12,500^f), en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise. Les quatre cinquièmes en seront rendus au rétrocessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

18. Le rétrocessionnaire devra faire élection de domicile à Boulogne-sur-Mer.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Boulogne-sur-Mer.

Fait en double original, à Boulogne-sur-Mer, le 20 juillet 1896.

Pour la Société anonyme des tramways
de Boulogne-sur-Mer :

L'Administrateur délégué.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. ROUFFART.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Maire de Boulogne,

Signé : D. AIGAS.

Enregistré à Boulogne, le 9 novembre 1896, folio 65, case 1. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Durand.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par chevaux ou par moteurs mécaniques.

Tracé.

2. Le réseau comprendra la plus grande partie des lignes déjà concédées par décret du 24 avril 1877 et celles à concéder présentement et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

1^{re} Ligne n° 1, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue (place Dalton) au Casino » (entrée principale) : Grande-Rue (route nationale n° 1), rues Thiers, de la Coupe, Victor-Hugo, quai Gambetta, boulevard Sainte-Buve, à l'Abattoir » (arrêt de la

2^{de} Ligne n° 2, dite « du Corps-de-garde de la Grande-Rue à l'Abattoir » (arrêt de la

ligne Portel-Bonningues) : Grande-Rue, rues Nationale et de Bréquerecque (route nationale n° 1) ;

3° Ligne n° 3, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue à Châtillon » (arrêt de la ligne Portel-Bonningues) : Grande-Rue (route nationale n° 1), rue de la Lampe, pont de la Liane, quais Thurot et du Bassin, boulevard de Châtillon ;

4° Ligne n° 4, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue au pied du Mont-Neuf d'Outreau » (carrefour) : Grande Rue (route nationale n° 1), rue de la Lampe, pont de la Liane, quai Thurot, rues du Moulin-à-Vapeur, de la Gare et Damsémont ;

5° Ligne n° 5, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue au Dernier-Sou » (origine de la route nationale n° 42) : Grande-Rue (route nationale n° 1), boulevard Mariette, rue de la Porte-Neuve (route nationale n° 1).

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau entier soit terminé et livré à l'exploitation dans le délai d'un an à partir de la date d'approbation des projets d'exécution.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre des bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90) ; et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds, la sémaphore, restera inférieure à un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre trente centimètres (1^m 30).

La section qui doit être empruntée par le chemin de fer d'intérêt local de Portel-Bonningues remplira les conditions techniques nécessaires pour rendre cet emprunt possible, notamment en ce qui concerne la largeur du matériel.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quinze mètres (15^m). Le maximum des déclivités est fixé à cent millièmes (0^m 100).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

Les chaussées pavées en empièce de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles, qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel

Les mandataires ne peuvent, sous les peines édictées par l'article 5 de la loi du 11 juin 1896, envoyer aux expéditeurs des cours que ceux établis dans les conditions ci-dessus déterminées.

TITRE VII.

DÉS AGENTS DE LA PRÉFECTURE DE LA SEINE ET DE LA PRÉFECTURE DE POLICE.

55. Le commissaire spécial des halles et les employés sous ses ordres communiquent aux préposés du préfet de la Seine tous renseignements qui leur sont nécessaires pour l'attribution des places et pour la perception des droits principaux.

Réciproquement, les préposés du préfet de la Seine donnent aux agents du préfet de police toutes les indications dont ceux-ci ont besoin dans l'intérêt du service.

56. Les forts procèdent, sous la surveillance et d'après les ordres des inspecteurs principaux des pavillons, aux divers opérations des marchandises, telles qu'elles sont prévues et arrêtées par le préfet de police.

Dans l'intérieur des pavillons, ils sont, en outre, chargés du levèvement des denrées et de leur livraison soit aux acquiescements mêmes, soit aux porteurs ou aux gardeurs désignés par les forts.

Ils sont responsables :

1° Des marchandises qu'ils ont égarées, mal livrées ou livrées aux cours de leurs travaux ;

2° De celles qui sont confiées à leur garde pendant la durée après la clôture des ventes.

Les forts sont rétribués au moyen des salaires perçus par les différents travaux, d'après les tarifs fixés par le préfet de police.

Ces tarifs seront révisés, ainsi que ceux des salaires des commis mineurs et des ouvriers découpeurs.

TITRE VIII.

DU CARREAU FORAIN.

57. Le carreau forain est réservé aux cultivateurs qui y vendent leurs produits et aux approvisionneurs vendant des denrées dont ils sont propriétaires.

Sont considérés comme approvisionneurs les marchands qui, sur le carreau des produits qu'ils ont achetés en dehors des halles.

Les marchands qui contreviendraient aux dispositions ci-dessus énoncées seront exclus du carreau par décision du préfet de police.

Le préfet de la Seine détermine, après avis du préfet de police, les emplacements affectés à la vente des divers produits du jardin.

La vente au regrad est interdite. En conséquence, il est défendu d'ouvrir, sur le boulevard, le marché tenant, des marchandises qui auraient été vendues dans le périmètre des halles.

Les marchandises vendues doivent être enlevées immédiatement.

Le concours des foras est facultatif pour le déchargement et le placement des produits des jardiniers-maraîchers occupant des places dans les halles par abonnement.

Il est obligatoire pour le déchargement et le placement des denrées sur la partie du carreau affectée aux producteurs ou aux vendeurs non abonnés.

TITRE IX.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

La loi concernant la réglementation des halles centrales et le décret, rendu pour son exécution, seront affichés en permanence dans tous les pavillons des halles affectés aux ventes en commun.

Un exemplaire en sera publié dans le *Bulletin des communes*.

Le décret du 22 janvier 1878 sur les halles et marchés de la ville de Paris est abrogé en ce qui concerne les halles centrales. Sont également abrogées les dispositions de tous autres décrets, arrêtés ou décisions de police contraires au présent décret.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin des lois*.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 23 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant sur le :

M. Royer (Charles), doreur sur bois, né le 5 janvier 1875, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de Chevreau ; et à s'appeler également, à l'avenir, Royer-Chevreau ;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal 1804, en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant les tribunaux (Paris, 29 Mai 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de distribution nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

N° 1853.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET qui approuve la substitution de la Société anonyme des Tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie anglo-française de Tramways comme rétrocessionnaire du réseau de Tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer.

Du 10 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 15 octobre 1896.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre des travaux publics;

Décret du 24 avril 1877 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement de diverses lignes de tramways à traction de chevaux dans la ville de Boulogne-sur-Mer, concédé ces lignes à ladite ville et approuvé le traité entre la ville et la société dite Compagnie anglo-française de tramways, la rétrocession de l'entreprise, ensemble ledit traité et le cahier des charges y annexé;

Jugement du tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer, en date du 15 mars 1881, qui a prononcé la faillite de la Compagnie anglo-française de tramways;

Ordonnance du juge-commissaire de ladite faillite, en date du 29 juillet 1881, qui a autorisé les syndics à céder le matériel fixe et roulant et l'exploitation de l'entreprise des tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie des tramways à voie étroite;

Requêtes présentées, le 23 juillet 1881, par les syndics de la faillite de la Compagnie anglo-française de tramways et par la Compagnie générale des tramways à voie étroite, à l'effet d'obtenir l'approbation de la substitution de la seconde à la première comme rétrocessionnaire du réseau de tramways de Boulogne-sur-Mer;

Décision du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, en date du 1^{er} février 1882, par laquelle le conseil

municipal de Boulogne-sur-Mer a déclaré donner son assentement à la substitution ;

Vu l'avant-projet présenté, le 30 juillet 1894, en vue de la modification du réseau dont il s'agit ;

Vu, notamment, le plan d'ensemble du réseau modifié et complété ;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les limites déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ;

Vu, notamment, le procès-verbal des opérations de la commission d'enquête, en date du 19 septembre 1895 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer, en date du 9 août 1895 ;

Vu la délibération du conseil général du Pas-de-Calais, en date du 15 août 1895 ;

Vu l'adhésion directe donnée, le 24 septembre 1895, à l'exécution des travaux par le directeur du génie, à Dunkerque, en exécution de l'article 16 du décret du 16 août 1853 ⁽¹⁾ ;

Vu, avec le cahier des charges y annexé, la convention passée, le 24 septembre 1896, entre le maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, au nom de la ville et la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, en date du 23 et 25 mai et 16 novembre 1894, 6 et 14 septembre 1895 ;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 15-30 septembre 1894, 21-23 septembre, 3-4, 24-28 octobre 1895 et 27-28 février 1896 ;

Vu les lettres du préfet du Pas-de-Calais, en date des 21 décembre 1894, 30 octobre 1895 et 3 mars 1896 ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 15-30 septembre 1894 et 5 décembre 1895 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 10 février 1896 ;

Vu le traité passé, le 17 février 1896, entre la société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer et la société anonyme des chemins de fer vicinaux du Nord, concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Boulogne, à Bonningues et à Tournehem, pour la détermination des conditions de l'emprunt par ladite ligne des voies du réseau de tramways de Boulogne-sur-Mer ;

Vu la loi du 29 mars 1896, approuvant les engagements énoncés ci-dessus par la ville de Boulogne ;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1881 et 6 août 1881 ⁽²⁾ ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer à la Compagnie anglo-française des tramways et à la compagnie générale des railways à voie métrique comme rétrocessionnaire du réseau de tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer par le décret ci-dessus visé du 24 avril 1895.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 661, n° 112.

veillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

37. (Supprimé.)

38. (Supprimé.)

39. (Supprimé.)

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

42. Sont annulés les articles 7, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 34, 37, 38 et 39.

Sont modifiés les articles 6, 8, 9, 13, 24, 28 et 29.

Boulogne-sur-Mer, le 20 juillet 1896.

Le Maire de Boulogne-sur-Mer,

Signé : D. AIGRE.

Pour la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer :

L'Administrateur délégué,

Signé : A. ROUFFART.

Enregistré à Boulogne, le 9 novembre 1896, folio 64. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Durand.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre les soussignés :

1° M. Douglas Aigre, maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, agissant en qualité, en vertu d'une délibération du conseil municipal de Boulogne, en date du 1894,

D'une part;

2° Et la société des tramways de Boulogne, dont le siège est à Paris, n° 8, représentée aux fins des présentes par M. Armand Rouffart, administrateur délégué de la société, autorisé par une délibération du conseil d'administration, en date du 5 septembre 1895,

D'autre part;

Ont été arrêtées les conventions suivantes :

ART. 1^{er}. Le maire de la ville de Boulogne-sur-Mer, au nom de cette ville, dès à présent, et en prévision de l'obtention du décret que la ville sollicite, à la Société des tramways de Boulogne, ce accepté par le second soussigné pour une durée égale à celle de la concession qui lui sera accordée par l'État, pour l'exploitation du réseau de tramways défini à l'article 2 du cahier des charges annexé au présent traité.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges-type par décret du 6 août 1881, sauf les dérogations ou modifications apportées aux articles 6, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 31, 32 et 34.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir, la concession et approuvant le présent traité, est faite aux conditions suivantes :

2. La Société des tramways de Boulogne-sur-Mer est substituée à la ville de Boulogne-sur-Mer dans toutes les obligations qui sont imposées à la ville elle-même par le cahier des charges annexé au présent traité, de même que ladite société jouira des avantages résultant pour la ville du même cahier des charges.

3. La Société des tramways de Boulogne-sur-Mer payera annuellement à la ville de Boulogne-sur-Mer, à titre de droit de stationnement tant du matériel fixe que du matériel roulant, une redevance de deux mille francs (2,000^f). Cette redevance ne pourra être augmentée pour quelque cause que ce soit, même en cas de perception que la ville serait autorisée à faire ou en cas d'extension du réseau.

La redevance annuelle sera versée en espèces à la caisse municipale, le 1^{er} de chaque année, à partir de l'année 1908.

4. Le dépôt des tramways sera contraint par la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer, sur le territoire de la ville de Boulogne-sur-Mer, dans un délai de six mois à partir de la date du décret de concession.

5. Dans le cas où la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer n'aurait pas construit le dépôt dans le délai ci-dessus indiqué, un arrêté du préfet du Pas-de-Calais, après avoir entendu le conseil municipal de Boulogne-sur-Mer, devra être approuvé par M. le préfet du Pas-de-Calais, la mettra en demeure de commencer les travaux dans un délai déterminé qui sera de quinze jours au plus. Ce délai, la Société des tramways payera à la ville de Boulogne-sur-Mer des intérêts pour retard, dont le montant est fixé à forfait, d'un commun accord, à cinquante francs (50^f) par jour de retard, jusqu'au jour de l'achèvement des travaux de construction du dépôt.

La même procédure et les mêmes pénalités sont applicables en cas de retard dans l'achèvement des travaux, soit dans la mise en exploitation du réseau, soit dans les délais fixés par le cahier des charges, jusqu'au jour de cette mise en exploitation, de la déchéance, sans préjudice des mesures que l'administration supérieure pourra prendre en vertu des droits qui lui sont conférés par le cahier des charges de concession ou les lois et règlements sur la matière.

6. La ville de Boulogne-sur-Mer s'engage à verser à la Société des tramways de Boulogne à titre de subvention :

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Charente..	Le département...	Angoulême...	6215	29 novembre.	1,300 ⁰⁰
	La commune de Saint-Simon.	Cognac.....	5060	27 décembre.	700 00
Gironde...	La commune de Morizès.	La Réole.....	2688	16 décembre.	500 00
Maine-et-Loire.	La commune de Segré.	Segré.....	1810	20 août.	1,000 00
Manche...	M. Breton, directeur de la papeterie de Saint-Lô.	Saint-Lô.....	4714	23 décembre.	500 00
	Le département...	Idem.....	4784	27 décembre.	10,000 00
Puy-de-Dôme.	Idem.....	Clermont-Ferrand.	6672	30 décembre.	5,000 00
Tarn-et-Garonne.	M. Dubois jeune...	Montauban...	1181	26 mars.	300 00
	Idem.....	Idem.....	1638	22 juin.	456 40
Yonne....	La compagnie des bois flottés de la Haute-Yonne.	Auxerre.....	3147 bis.	20 juillet.	150 00
ANNÉE 1896.					
Ain.....	M. de Chanteau....	Nantua.....	1267	15 mai.	200 ⁰⁰
	M. Draper.....	Idem.....	1268	Idem.	200 00
	M. Turquois et compagnie.	Idem.....	1269	Idem.	40 00
Charente..	Divers souscripteurs.	Cognac.....	582	12 février.	2,300 00
	Idem.....	Idem.....	602	13 février.	7,300 00
	Idem.....	Idem.....	744	24 février.	2,250 00
	MM. Foucaud et Darnaud.	Idem.....	1043	17 mars.	150 00
Charente-Inférieure.	Le département...	La Rochelle...	813	29 février.	1,500 00
	Le syndicat des marais mouillés.	Idem.....	1590	16 avril.	1,000 00
	Idem.....	Idem.....	1591	Idem.	266 00
Corrèze....	Le département...	Tulle.....	332	27 janvier.	1,000 00
	Idem.....	Idem.....	788	27 février.	500 00
Dordogne..	M. Combescol.....	Ribérac.....	509	26 février.	100 00
Eure.....	Le département...	Évreux.....	4193	10 août.	200 00
Garonne (Haute-).	MM. Brassin.....	Toulouse....	606	24 janvier.	250 00
	Idem.....	Idem.....	606	Idem.	250 00
Gironde...	M. de Suduirant....	Bazas.....	941 bis.	16 juin.	750 00
Hérault....	Les propriétaires du canal de Lunel.	Montpellier...	3445	30 mai.	200 00
Ile-et-Vilaine.	La ville de Saint-Servan.	Saint-Malo....	721	27 février.	1,400 00
	La ville de Saint-Malo.	Idem.....	722	Idem.	1,400 00
	La ville de Dinard.	Idem.....	981	Idem.	200 00

et des installations annexes et tous autres frais généralement quelconques, le présent acte pourra donner lieu et qui en seront ou pourront être la conséquence, seront supportés par la Société des tramways de Boulogne-sur-Mer.

16. La somme que le rétrocessionnaire doit verser chaque année à partir du 1^{er} octobre, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après la somme de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu le 1^{er} octobre qui suivra la date du décret de concession, à la caisse du receveur des finances de Boulogne-sur-Mer.

17. Avant la signature de l'acte de rétrocession, le rétrocessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de douze mille cinq cent (12,500^f) en numéraire ou en rente sur l'Etat, calculée conformément au taux en vigueur le 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise. Les quatre cinquièmes de cette somme seront rendus au rétrocessionnaire par cinquième et proportionnellement à l'achèvement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

18. Le rétrocessionnaire devra faire éllection de domicile à Boulogne-sur-Mer. Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Boulogne-sur-Mer.

Fait en double original, à Boulogne-sur-Mer, le 20 juillet 1896.

Pour la Société anonyme des tramways
de Boulogne-sur-Mer :

L'Administrateur délégué.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. ROUFFART.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Le Maire de Boulogne-sur-Mer.

Signé : D. AIGRE.

Enregistré à Boulogne, le 9 novembre 1896, folio 45, case 1. Reçu un franc cinquante centimes, décimes compris. — Signé : Durand.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACE ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. I^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par chevaux ou par moteurs mécaniques.

2. Le réseau comprendra la plus grande partie des lignes déjà concédées par le décret du 24 avril 1877 et celles à concéder présentement et empruntera les lignes publiques ci-après désignées :

1^{re} Ligne n° 1, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue (place Danton) » (entrée principale) : Grande-Rue (route nationale n° 1), rues Thiers, de Victor-Hugo, quai Gambetta, boulevard Saint-Beuve.

2^e Ligne n° 2, dite « du Corps-de-garde de la Grande-Rue à l'Abattoir » (entrée

de Bonningues) : Grande-Rue, rues Nationale et de Bréquerbecque (route nationale n° 1);

n° 3, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue à Châtillon » (arrêt de la Gare de Bonningues) : Grande-Rue (route nationale n° 1), rue de la Lampe, pont de la Gare, quais Thurot et du Bassin, boulevard de Châtillon;

n° 4, dite « du Corps-de-Garde de la Grande Rue au pied du Mont-Neuf » (carrefour) : Grande Rue (route nationale n° 1), rue de la Lampe, pont de la Gare, quais Thurot, rues du Moulin-à-Vapeur, de la Gare et Darnétout;

n° 5, dite « du Corps-de-Garde de la Grande-Rue au Dernier-Sou » (origine de la route nationale n° 42) : Grande-Rue (route nationale n° 1), boulevard Mariette, Porte-Neuve (route nationale n° 1).

Délais d'exécution.

Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Ils devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date, et seront poursuivis et terminés de telle façon que le réseau entier soit terminé et en exploitation dans le délai d'un an à partir de la date d'approbation des projets.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

La largeur de la voie entre des bords intérieurs des rails devra être d'un mètre

pour des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur charge, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds, ne dépassera pas un mètre quatre-vingt-dix centimètres (1^m 90); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres vingt centimètres

et les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre trente centimètres (1^m 30).

La voie qui doit être empruntée par le chemin de fer d'intérêt local de Portel à Lamoignon remplira les conditions techniques nécessaires pour rendre cet emprunt possible, notamment en ce qui concerne la largeur du matériel.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera inférieur à quinze mètres (15^m). Le maximum des déclivités est fixé à 0^m 100.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites afin d'éviter le pourrissement.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer au préfet les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Mise en service de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

Les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les rails seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans l'axe, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de part et d'autre, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La partie pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou entretenue aux dimensions telles, qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel

du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chemins de moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et les limites des propriétés riveraines ou les alignements approuvés cas où ceux-ci seraient en avant de ces limites.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Sur tout le réseau les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chemins couvert par des fournitures de pavés de la nature et de la qualité de ceux employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer conformément suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de trente kilogrammes (30^k) au mètre courant; ils seront posés sur sable, traverses ou béton.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser les voyageurs sur tous les points du parcours. Pour l'exploitation de la ligne n° 3 par le chemin de fer du Portel à Bonningues et à Tournehem, le concessionnaire tenu de se conformer aux dispositions spéciales qui seront arrêtées par le préfet.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés par l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il y aura des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Un kiosque d'attente sera établi place Delton.

Moyens de transbordement. (Clause spéciale prescrite par la circulaire du 12 janvier 1888.)

Il sera établi, s'il y a lieu, dans la gare ou les gares de jonction avec les lignes normales des moyens de transbordement commodes pour les voyageurs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (section noyée dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de 5 mètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Sur les parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

Quand, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de fermer des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des limites de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans la direction, est fixé :

Sur les lignes à l'heure pendant quatorze heures du 15 mai au 15 octobre, et sur les lignes à l'heure pendant dix heures du 15 octobre au 15 mai, pour toutes les lignes de la ligne n° 5;

Sur les lignes à l'heure pendant treize heures du 15 mai au 15 octobre, et sur les lignes à l'heure pendant onze heures du 15 octobre au 15 mai, pour la ligne

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt-cinq mètres (25^m) (moteur ou chevaux compris).

Les trains en marche sera au plus de quinze kilomètres (15^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

La durée de la concession du réseau mentionné à l'article 1^{er} du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1956. La mise en vigueur de la présente concession annulera *ipso facto* les concessions antérieures auxquelles elle sera substituée.

Expiration de la concession.

À l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et sur les dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits. Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même pour tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, siphons, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, les des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de prendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise de à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outillage, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation que faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois le concessionnaire pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État décide que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective d'entier ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'actuel présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années précédées celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités ont été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le remboursement auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la valeur des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets de concession n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourt la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des Travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

de deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

Le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les conditions fixées par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1880, que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État, en cas de contestation. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle. En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1880.

Cas de force majeure.

Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la responsabilité ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAUXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire en vertu du présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplisse toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF PAR TÊTE.

VOYAGEURS.

Classe unique.

Voitures couvertes et fermées à glaces en hiver :

Pour toute l'étendue d'une ligne, quinze centimes (0^e 15) ;
 Pour l'Abattoir au Casino et du Dernier-Sou à la rue d'Outreau ou à Châtillon, et pour les autres points, vingt-cinq centimes (0^e 25).

Les jours, les dimanches et fêtes exceptés, de midi à midi et demi, de une heure à deux heures et de sept heures à sept heures et demi du soir, le concessionnaire sera tenu de délivrer des billets de correspondance, valables pour tout le parcours, à raison de quinze centimes (0^e 15).

Le concessionnaire aura le droit de modifier les heures précitées, le concessionnaire entendu, et pourra augmenter la durée du temps pendant lequel les billets à prix réduit seront délivrés.

Les tarifs déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État.

Il est également stipulé que le droit de péage entre pour les deux tiers et le prix de transport pour un tiers dans les prix ci-dessus fixés.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes et pourra être porté sur les genoux sans gêner les voisins n'aura à payer, pour ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois au moins.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1881.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder une réduction sur les taxes approuvées demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude, célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire des transports ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, d'arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises servant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète concurrence entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de

des de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de
 em.

Service des postes.

Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des dé-
 gulières, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur.
 seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une
 service aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entre-
 une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les frais des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes confor-
 mément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir
 au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches
 du convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des
 l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial
 imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en reti-
 nera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée
 par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux
 tiers. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le
 de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration
 de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges
 jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du
 Calais, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention
 faite seront supportés par le concessionnaire.

Sont annulés les articles 7, 15, 26, 27, 30, 31, 32, 34, 37, 38 et 39.

Sont modifiés les articles 6, 8, 9, 13, 14, 18 et 29.

Boulogne-sur-Mer, le 20 juillet 1896.

Le Maire de Boulogne-sur-Mer,

Signé : D. AIGAN.

Pour la Société anonyme des tramways de Boulogne-sur-Mer :

L'Administrateur délégué,

Signé : A. ROUFFANT.

Enregistré à Boulogne, le 9 novembre 1896, folio 64. Reçu un franc vingt-cinq
 centimes, décimes compris. — Signé : Durand.

N° 32499. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1896, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux relatifs à la navigation intérieure*.

Du 7 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public, par des départements, des communes et des particuliers, pour le concours, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 6 novembre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre XXII : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à cent seize mille cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-six centimes (116,783⁶⁶) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUREL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NOMINOS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.				
mic...	Le département...	Angoulême...	29 novembre.	1,300 ⁰⁰
	La commune de Saint-Simon.	Cognac.....	27 décembre.	700 00
do...	La commune de Morizès.	La Réole.....	16 décembre.	500 00
ne...	La commune de Segré.	Segré.....	20 août.	1,000 00
ne...	M. Breton, directeur de la papeterie de Saint-Lô.	Saint-Lô.....	23 décembre.	500 00
	Le département...	Idem.....	27 décembre.	10,000 00
ne...	Idem.....	Clermont-Ferrand.	30 décembre.	5,000 00
ne...	M. Dubois jeune...	Montauban...	26 mars.	300 00
	Idem.....	Idem.....	22 juin.	456 40
	La compagnie des bois flottés de la Haute-Yonne.	Auxerre.....	20 juillet.	150 00
ANNÉE 1896.				
	M. de Chanteau....	Nantes.....	15 mai.	200 ⁰⁰
	M. Draper.....	Idem.....	Idem.	200 00
	M. Tarquois et compagnie.	Idem.....	Idem.	40 00
	Divers souscripteurs.	Cognac.....	12 février.	2,300 00
ate...	Idem.....	Idem.....	13 février.	7,300 00
	Idem.....	Idem.....	24 février.	2,250 00
	MM. Foucard et Daniand.	Idem.....	17 mars.	150 00
ate...	Le département...	La Rochelle...	29 février.	1,500 00
ure...	Le syndicat des marais mouillés.	Idem.....	16 avril.	1,000 00
	Idem.....	Idem.....	Idem.	266 00
	Le département...	Tulle.....	27 janvier.	1,000 00
	Idem.....	Idem.....	27 février.	500 00
gue...	M. Combescot.....	Ribérac.....	26 février.	100 00
	Le département...	Évreux.....	10 août.	200 00
ne...	MM. Brasseur.....	Toulouse.....	24 janvier.	250 00
ne-)	Idem.....	Idem.....	Idem.	250 00
de...	M. de Suduirant...	Bazas.....	16 juin.	750 00
ult...	Les propriétaires du canal de Lunel.	Montpellier...	30 mai.	200 00
	La ville de Saint-Servan.	Saint-Malo....	27 février.	1,400 00
	La ville de Saint-Malo.	Idem.....	Idem.	1,400 00
ine.	La ville de Dinard.	Idem.....	Idem.	200 00

DÉPARTE- MENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recé- piés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Landes....	La commune de Capbreton.	Dax.....	689	26 février.	
	L'administration forestière.	Idem.....	1382	24 avril.	
	L'administration de la marine.	Mont-de-Marsan.	2156	3 juillet.	
Loire.....	La ville de S'-Étienne	Saint-Étienne..	1895	21 mars.	3,000
Loire-Inférieure.	M. Gouraud.....	Nantes.....	6710	31 juillet.	1,000
Lot.....	Les héritiers Monson.	Cahors.....	482	22 février.	150
	M ^{me} veuves Parant.	Idem.....	1040	13 juillet.	150
Manche....	Le syndicat du pont de la Barquette.	Saint-Lô.....	2382	24 juin.	3,000
Meurthe-et-Moselle.	MM. Adt frères.....	Nancy.....	2209	21 mars.	2,000
	M. Henrion.....	Idem.....	2761	13 avril.	2,000
	M. Rehm.....	Idem.....	2923	17 avril.	2,000
	M. Seudret fils.....	Idem.....	5343	20 juillet.	2,000
	La commune de Lunéville.	Lunéville.....	2646	16 juin.	2,000
Morbihan.	La commune de Blamont.	Idem.....	3707	14 août.	1,000
	Le département....	Vannes.....	145	13 janvier.	2,000
	La commune d'Al-laire.	Idem.....	791	24 février.	2,000
	La commune de Saint-Jean-de-la-Poterie.	Idem.....	792	Idem.	2,000
	La commune de Saint-Pierreux.	Idem.....	806	25 février.	2,000
	La commune de Saint-Vincent.	Idem.....	807	Idem.	2,000
	La commune de Saint-Jacut.	Idem.....	808	Idem.	2,000
Nièvre....	M. Gaudry.....	Clamecy.....	340	31 janvier.	2,000
	La compagnie des bois flottés de la Haute-Yonne.	Idem.....	1083	2 avril.	700
Nord.....	Le département....	Lille.....	693	19 février.	
	Idem.....	Idem.....	806	21 février.	
	Idem.....	Idem.....	867	24 février.	
	La ville de Gravelines.	Dunkerque..	756	13 février.	
	La société des mines de l'Escarpelle.	Douai.....	982	19 février.	2,000
Pas-de-Calais.	La ville de Douai..	Idem.....	1168	28 février.	
	Le département....	Arras.....	277	17 janvier.	
	Idem.....	Idem.....	278	Idem.	
	Idem.....	Idem.....	279	Idem.	
	Idem.....	Idem.....	280	Idem.	
	Idem.....	Idem.....	1908	31 mars.	2,000
	Idem.....	Idem.....	1909	Idem.	2,000
Rhône....	M. Schultmans.....	Idem.....	2117	11 avril.	1,000
	La ville d'Arras....	Idem.....	2583	5 mai.	1,000
Rhône- (Haute-).	La ville de Lyon...	Lyon.....	9191	10 juin.	30,000
Saône (Haute-).	La ville de Gray...	Gray.....	1817	11 juin.	1,000
Seine-Inférieure.	Le département....	Rouen.....	1408	13 février.	
	La commune de la Bouille.	Idem.....	6609	17 mars.	
	Le département....	Idem.....	6791	3 juillet.	
	Idem.....	Idem.....	6919	6 juillet.	

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Deux-Sèvres.	Curage de la Sèvre..... 750' 00" Curage du canal de la Broue d'Arçais..... 1,335 00 Construction d'une écluse sur la Broue d'Arçais, à la Cheintre-Cornue..... 2,250 00 Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans..... 266 00	4,601' 00"
Tarn.....	Entretien des barrages de Castelnaud, Termac, Poullie et Lastours (150' + 150' + 190' + 2,500).....	2,990 00
Tarn-et-Garonne.	Entretien du barrage de Lamothe-sur-le-Tarn. 478' 55" Entretien du barrage de Corbarieu-sur-le-Tarn (308' + 456' 40" + 528' 20" + 300). 1,584 60	2,063 15
Vendée.....	Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans.....	266 66
Vosges.....	Entretien du barrage de Fonys, sur la Moselle..... 200' 00" Entretien du barrage de Baon-l'Éclap sur la Meurthe..... 400 00	600 00
Yonne.....	Entretien du pertuis de Coulanges-sur-Yonne (150' + 150').....	300 00
	TOTAL.....	116,783 86

N° 32500. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'Ecole nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).

Du 7 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées par des départements et des communes pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1896;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (Commerce et industrie), sur l'exercice 1896, chapitre xiv : Ecole nationale d'horlogerie de Cluses, un crédit de mille trois cent soixante francs (1,360), à titre de fonds de concours, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1896.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	50
Dordogne.....	Entretien du barrage de Coly-sur-l'Isle.....	
Eure.....	Entretien de la digue des Flaques, à Aixier.....	
Garonne (Haute-).	Entretien du barrage de Villemur sur le Tarn (250' + 250').....	
Gironde.....	Construction d'une cale au port de Barbe, sur le Drot..... 500'00'	1
	Construction d'un barrage au moulin de Castaing sur le Clron..... 750 00	1
Hérault.....	Entretien du bac du Pavillon.....	
Ille-et-Vilaine.	Entretien du bac de Dinard (1,400' + 1,400' + 200')....	3
Landes.....	Entretien du bac de Capbreton (68' 12" + 136' 25" + 136' 25").....	
Loire.....	Entretien du barrage du Furan.....	3
Loire-Inférieure.	Dragages en Loire en face de la papeterie Gourand, à Chantenay.....	1
Lot.....	Entretien des barrages de Lacroze et de Valentré, sur le Lot (150' + 50').....	
Maine-et-Loire.	Exhaussement du parapet du quai du tribunal à Segré...	1
	Reconstruction du barrage de Saint-Lô, sur la Vire..... 500'00'	
Manche.....	Remplacement par un tablier métallique des arches marinières du pont de Vey..... 10,000 00	1
	Travaux d'amélioration des rivières la Douve et la Madeline..... 3,000 00	
Meurthe-et-Moselle.	Entretien des ouvrages de la Moselle canalisée (176' + 250' + 2,800' + 550')..... 3,776 00	3
	Curage de la Vezouze (400' + 900')..... 1,500 00	
Morbihan.....	Curage de la rivière d'Amm (250' + 25' + 24' + 49' + 41' + 76').....	
Nièvre.....	Entretien de divers pertuis de la Haute-Yonne (50' + 770').....	
	Exhaussement de la digue droite de la Scarpe entre les points 31 ^k 825 et 32 ^k 132..... 2,200'00"	
Nord.....	Curage de la dérivation de la Scarpe à l'embouchure des égouts..... 500 00	
Pas-de-Calais.	Entretien de divers ponts situés sur l'Aa (288' 51" + 25' 06" + 60' 43" + 99' 07" + 297' 76" + 50' 11" + 99' 07" + 60' 42")..... 890'43"	
	Allongement du pont d'Athies sur la Scarpe supérieure (3,396' 32" + 2,778' 68")..... 6,175 00	
	Entretien des ouvrages et curage de la Scarpe..... 230 00	
	Curage du bief de Blangy sur la Scarpe..... 1,200 00	
Puy-de-Dôme.	Réparation du perré de Chevant sur l'Allier.....	
Rhône.....	Entretien des quais du Rhône et de la Saône.....	3
Saône (Haute-).	Entretien des quais de la Saône à Gray.....	1
Seine-Inférieure.	Remplacement de bornes d'amarrage au port de la Bouille, sur la Seine (120' + 290')..... 410'00"	
	Entretien de la digue du Flac (100' + 100')..... 200 00	
Seine-et-Marne.	Amélioration du port de Saint-Mammès, sur la Seine....	
Seine-et-Oise.	Entretien du port d'Argenteuil, sur la Seine.....	

ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.		MONTANT des crédits.
Curage de la Sèvre.....	750' 00"	
Curage du canal de la Broue d'Arçais.....	1,335 00	
Construction d'une écluse sur la Broue d'Arçais, à la Cheintre-Cornue.....	2,250 00	4,601' 00"
Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans.....	266 00	
Entretien des barrages de Castelmau, Termac, Pouille et Lastours (150' + 150' + 190' + 2,500).....		2,990 00
Entretien du barrage de Lamothe-sur-le-Tarn.....	478' 55"	
Entretien du barrage de Corbarieu-sur-le-Tarn (300' + 456' 40" + 528' 20" + 300).....	1,584 60	2,063 15
Entretien de la ligne téléphonique de Niort à Marans.....		266 66
Entretien du barrage de Fonys, sur la Moselle.....	200' 00"	
Entretien du barrage de Raon-l'Étape sur la Meurthe.....	400 00	600 00
Entretien du pertuis de Coulanges-sur-Yonne (150' + 150').....		300 00
TOTAL.....		116,783 86

— DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour l'entretien d'élèves à l'École nationale d'horlogerie de Cluses (Haute-Savoie).

Du 7 Février 1897.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général de 1896;

Article 13 de la loi du 6 juin 1843, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Et ci-annexé des sommes versées par des départements et des communes pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses (Savoie) pendant l'année 1895;

Je conforme du ministre des finances,

Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (Commerce et industrie), sur l'exercice 1896, chapitre xxv : École nationale d'horlogerie de Cluses, un crédit de mille trois cent soixante francs (1,360), à valoir sur les fonds de concours, pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Cluses pendant l'année 1896.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par le présent moyen des recettes effectuées, à cet effet, à titre de fonds cours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et graphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

État des sommes versées dans les caisses du trésor public par des départements, communes pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'entretien d'écoles à l'asile de Cluses (Haute-Savoie) pendant l'année 1896.

DÉPARTEMENTS.	INDICATION des parties versées.	DATES des engagements.	RUMÉROS des récépiés.	DATES des versements.	MONTANT des versements effectués.
Alger...	La commune du Haut-Sebaou.	1 ^{er} février 1896..	31	13 mai 1896.	250 ^f
Allier...	Le département.	14 avril 1896. ...	5665	21 déc. 1896.	200
Creuse...	Idem.....	1 ^{er} déc. 1895. ...	3179	27 juill. 1896.	150
Gers.....	Idem.....	22 août 1895. ...	1766	31 mai 1896.	300
Seine-et-Oise.	Idem.....	Idem.....	7887	9 juillet 1896.	175
Vienne (Haute-).	La ville de Limoges.	7 février 1896. ...	11212 2630	30 sept. 1896. 24 avril 1896.	175 110
TOTAL...					1,360

Arrêté le présent état à la somme de mille trois cent soixante francs.

Paris, le 7 Février 1897.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32501. — DÉCRET relatif aux Lettres déposées, après les levées dans les Bureaux des communes de Clichy-la-Garenne, Saint-Ouen, Saint-Denis-sur-Seine et Pantin.

Du 8 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 16 mars 1887 et 27 décembre 1895, relatives aux lettres déposées dans les bureaux de poste après les levées générales;

cice 1896, un crédit de cinq mille francs (5,000') applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxxv : Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole.

Ce crédit sera appliqué à la confection du plan parcellaire de la digue à la mer en Camargue.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le syndicat de la digue.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

N° 32504. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Traitement du secrétaire du Herd Book français.

Du 8 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de mille deux cents francs pour traitement du secrétaire du Herd Book français;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1896, un crédit de mille deux cents francs (1,200^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre IX : *Encouragements à l'agriculture*.

Ce crédit sera affecté au traitement du secrétaire du *Herd Book* français.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par MM. *Berger-Levrault* et compagnie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,*
Signé : J. MÉLINE.

N° 32505. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de l'École de laiterie de Mamirolle (Doubs).

Du 8 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes pour frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1896, un crédit de trois mille trois cent trente-trois francs trente-trois centimes (3,333' 33) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles.*

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Doubs.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

N° 32506. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.*

Du 9 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu les trois récépissés délivrés par le receveur central de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor, les 22 juin, 14 novembre et 24 décembre 1896, diverses sommes s'élevant ensemble à six mille trois cent quarante sept francs quatre-vingts centimes, par la ville de Paris, pour sa part contributive dans les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant les trois premiers trimestres de l'année 1896;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1896, un crédit de mille deux cents francs (1,200^{fr}) approuvé comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre 11 : *Engagements à l'agriculture.*

Ce crédit sera affecté au traitement du secrétaire du *Hercule* français.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret, par le moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par MM. *Berger-Levrault* et compagnie.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Février 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE
*Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,*
Signé : J. MELINE.

N° 32505. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au maintien de l'École de laiterie de Mamirolle (Doubs).

Du 8 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de trois cent trente-trois francs trente-trois centimes pour frais d'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs);

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Signé : J. DARLAN.

N° 32508. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Dépenses publiques.

Du 11 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant fixation d'un douzième provisoire du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu la convention passée, le 8 décembre 1888, entre le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et MM. Hachette et compagnie, libraires-éditeurs, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 79, suivant acte sous signatures privées, enregistré, aux termes duquel MM. Hachette et compagnie, pour aider à la publication du *Journal des savants*, subventionné par le ministre de l'instruction publique, et sous les conditions énoncées audit acte, se sont engagés à verser annuellement une somme de six mille francs à titre de fonds de concours;

Vu la déclaration délivrée, le 8 décembre dernier, par le receveur central des finances du département de la Seine, constatant que, le même jour, il a été versé à sa caisse par MM. Hachette et compagnie la somme de six mille francs;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1863 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 8 février 1897,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de la somme de six mille francs (6,000').

Cette somme sera rattachée au chapitre XIX : *Publications diverses et Journal des savants*, du budget des dépenses de l'exercice 1897.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Vu l'avis du ministre des finances.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1896, d'une allocation (*Beaux-Arts*), chapitre XLIX : *Matériel des régies des palais nationaux*, un crédit de six mille trois cent quarante-sept francs quatrevingts centimes (6,347⁸⁰), applicable à la part contributive de la ville de Paris dans les frais d'éclairage électrique, en 1896, du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32507. — DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Boissy-Saint-Leger (Seine-et-Oise) à tenir une Audience supplémentaire à Villeneuve-Saint-Georges.

Du 9 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 29 ventôse an IX;

Vu l'article 42 du code de procédure civile;

Vu la loi du 21 mars 1896;

Vu les délibérations par lesquelles les conseils municipaux de Villeneuve-Saint-Georges, Brunoy, Crosne, Draveil, Epinay-sous-Sénart, Montigny-sous-Sénart, Quincy-sous-Sénart, Valenton et Vigneux ont émis le vœu que le Juge de paix du canton de Boissy-Saint-Leger fût autorisé à tenir des audiences supplémentaires à Villeneuve-Saint-Georges et voté des indemnités pour le Juge de paix, le greffier et son greffier;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le Juge de paix du canton de Boissy-Saint-Leger (Seine-et-Oise) est autorisé à tenir, chaque quinzaine, une audience supplémentaire à Villeneuve-Saint-Georges.

Le Garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est
de l'exécution du présent décret.

À Paris, le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DABLAN.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des
beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés
pour Dépenses publiques.

Du 11 Février 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Sur la loi du 24 décembre 1896, portant fixation d'un douzième provisoire
des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Sur la convention passée, le 31 décembre 1888, entre le ministre de l'in-
struction publique et des beaux-arts et MM. Hachette et compagnie, libraires
à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 79, suivant acte sous signa-
turées, enregistré, aux termes duquel MM. Hachette et compagnie,
pour la publication du *Journal des savants*, subventionné par le mi-
nistre de l'instruction publique, et sous les conditions énoncées audit acte,
s'engagés à verser annuellement une somme de six mille francs à
titre de fonds de concours;

Sur la déclaration délivrée, le 8 décembre dernier, par le receveur cen-
tral des finances du département de la Seine, constatant que, le même jour,
il a versé à sa caisse par MM. Hachette et compagnie la somme de six
mille francs;

Sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai
1862, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dé-
penses publiques;

Sur le rapport du ministre des finances, en date du 8 février 1897,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des
beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un
crédit de la somme de six mille francs (6,000^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre XII : *Publications diverses*
du *Journal des savants*, du budget des dépenses de l'exercice 1897.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme
versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses pu-
bliques.

sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus centimes (0' 05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0' 03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1897, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui en feront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourse.	SOMMES à imposer.	PATENTES IMPONABLES
Alger.....	Alger.....	Chambre...	26,579 ^f	Patentes de tout le département.
		Bourse.....	11,691	Patentes de la ville d'Alger.
Bône.....	Constantine.....	Chambre...	7,250	Patentes du département comprises dans la description de la chambre.
Bougie.....	Idem.....	Idem.....	780	Idem.
Constantine....	Idem.....	Idem.....	6,325	Idem.
Oran.....	Oran.....	Idem.....	13,940	Patentes de tout le département.
Philippeville....	Constantine.....	Idem.....	2,950	Patentes du département comprises dans la description de la chambre.
		TOTAL...	69,615	

N° 32511. — DÉCRET portant Nomination d'un Maître des requêtes et d'un Auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'État.

Du 30 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mai 1872, portant réorganisation du Conseil d'État;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1879, relative au Conseil d'État;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
président du Conseil d'État,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. Wurtz, auditeur de première classe au Conseil d'État, est nommé maître des requêtes au Conseil d'État, en remplacement de M. Bienvenu-Martin, élu député et nommé maître des requêtes honoraire.

M. Degournay, auditeur de deuxième classe au Conseil d'État, est nommé auditeur de première classe au Conseil d'État, en remplacement de M. Wurtz, nommé maître des requêtes.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
président du Conseil d'État,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32512. — DÉCRET portant Nomination d'un Auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'État.

Du 30 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mai 1872, portant réorganisation du Conseil d'État;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1879, relative au Conseil d'État;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. M. Chardenet, auditeur de deuxième classe au Conseil d'État, est nommé auditeur de première classe au Conseil d'État, en remplacement de M. Jean Dejamme, appelé à d'autres fonctions.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, président du Conseil d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
président du Conseil d'État,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32513. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissaire de police de Charbonnières (Rhône) est étendue aux communes de Dardilly, la Tour-de-Salvagny et Marcy-l'Étoile (même département) (Paris, 30 Avril 1897.)



Certifié conforme:

Paris, le 19^e Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de la République nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1854.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des Chemins de fer, à voie étroite, d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat.

Du 30 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 2 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des chemins de fer :

Uzerche à Tulle, par Seilhac; de la ligne précédente à Treignac; de Treignac à Argentat.

En conséquence, la concession de ces chemins de fer, faite à titre de concession à la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans par la loi du 2 mars 1893, est déclarée définitive dans les conditions de la loi du 17 juin 1892, approuvée par ladite loi.

Ils auront en déduction des dépenses à la charge de l'État, les subventions qui ont été offertes par les départements, les communes ou les particuliers intéressés.

Série.

3. Il est pris acte de l'offre faite par le conseil général de la réze, dans ses délibérations des 25 avril et 12 septembre 1895 fournir à l'État une subvention égale à la dépense d'acquisition terrains nécessaires à l'établissement des chemins de fer dont il

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32515. — *Loi qui proroge une Surtaxe à l'Octroi de Saint-Dié* (V)

Du 26 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 27 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la suit :

ART. 1^{er}. Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement la prorogation, à l'octroi de Saint-Dié (Vosges), de la surtaxe de soixante-six centimes (0^e 66) par hectolitre de vin.

Cette surtaxe est indépendante du droit d'un franc quatre centimes par hectolitre perçu, à titre de taxe principale la même boisson.

2. Le produit de la surtaxe autorisée par l'article 1^{er} est affecté au service de la dette municipale.

L'administration locale sera tenue de justifier chaque année le préfet, de l'emploi de ce produit dans un compte général, recette qu'en dépense, devra être fournie à l'expiration de la fixée par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

186. — *Loi qui érige en Commune la localité des Trois-Bassins détachée de la commune de Saint-Leu (Réunion).*

Du 17 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 5 mars 1897.)

SENAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. La section des Trois-Bassins est distraite de la commune de Saint-Leu (Réunion) et érigée en commune distincte sous sa dénomination actuelle.

Les limites de la nouvelle commune sont les suivantes :

au nord, la ravine des Trois-Bassins ;

au sud, la petite ravine ;

à l'est, le sommet des montagnes ;

à l'ouest, la mer,

conformément au plan annexé à la présente loi.

Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement

existants. Les autres conditions de la séparation sont réglées ainsi qu'il

est dit ci-dessous. — Les fonds pouvant exister dans la caisse de Saint-Leu à la date de promulgation de la présente loi dans la colonie et qui ne seront affectés à aucune affectation spéciale seront partagés entre les deux communes, à raison du chiffre de la population totale de chacune

d'elles. Il sera de même des restes à recouvrer ou à payer à la même

date. Les biens du bureau de bienfaisance de Saint-Leu seront répartis également au chiffre de la population municipale de chacune des nouvelles communes, sous la réserve des droits que les habitants tiendraient privativement d'actes de fondation.

Les édifices et autres immeubles affectés à un service public et situés sur leur territoire deviennent la propriété des nouvelles communes.

Le solde restant à payer sur les quatre emprunts en cours d'amortissement contractés par la commune de Saint-Leu pour la construction d'une conduite d'eau sera remboursé par les deux communes au prorata du chiffre de la population totale de chacune d'elles. Les dépenses provenant de cette canalisation seront réparties suivant la même proportion entre les deux agglomérations municipales qui contribuent

ront, chacune pour une part correspondante, à l'entretien de la partie commune de la canalisation.

Une commission syndicale sera instituée pour l'administration de la canalisation et la répartition entre les deux nouvelles communes des dépenses annuelles d'entretien.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 27 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32517. — DÉCRET qui approuve le Traité passé entre la ville de Cherbourg et M. Etienne Laval, pour la rétrocession du réseau des Tramways de la ville et sa banlieue.

Du 10 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 15 octobre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu le décret, en date du 25 juillet 1891 ⁽¹⁾, portant :

1° Déclaration d'utilité publique et concession à la ville de Cherbourg d'un réseau de tramways, à traction mécanique, destiné au transport des voyageurs et des marchandises, dans ladite ville et sa banlieue, de la ville à Querqueville;

2° Approbation du traité passé, le 4 juillet 1891, entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, et la « Compagnie générale française de chemins de fer secondaires », pour la rétrocession de l'entreprise;

Vu le cahier des charges annexé audit décret;

Vu l'arrêté ministériel, en date du 11 août 1893, qui a prononcé la déchéance de la compagnie rétrocessionnaire;

Vu les résultats négatifs des deux tentatives d'adjudication, auxquelles a été procédé le 18 septembre 1894 et le 9 février 1895;

Vu le traité passé, le 28 août 1896, entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, et M. Etienne Laval, pour la rétrocession du réseau de tramways susvisé;

Vu les délibérations du conseil municipal de Cherbourg, des 18 mai et 26 août 1896;

Vu la lettre du préfet de la Manche, en date du 12 juin 1896;

Vu le rapport de l'inspecteur général de la division, en date du 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 et, notamment, l'article 10;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1439, n° 24285.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Est approuvé le traité passé, le 28 août 1896, entre le maire de Cherbourg, au nom de la ville, d'une part, et M. *Étienne Laval*, d'autre part, pour la rétrocession du réseau des tramways de Cherbourg et sa banlieue, déclaré d'utilité publique par le décret du 25 juillet 1891 susvisé.

Ledit traité restera annexé au présent décret.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

TRAITÉ DE RÉTROCESSION.

Entre :

La ville de Cherbourg, représentée par M. *Emm. Liais*, son maire, agissant en exécution d'une délibération du conseil municipal, en date du 26 août 1896, et sous réserve de la ratification par l'administration supérieure,

D'une part;

Et M. *Étienne Laval*, maire d'Éveux (Rhône), y demeurant, stipulant tant en son nom personnel que pour le compte de la société anonyme des tramways de Cherbourg qu'il s'engage à former, M. *Laval* ici représenté par M. *Durand (Louis-Barthélemy)*, muni, à cet effet, d'un pouvoir en due forme,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. La ville de Cherbourg rétrocède à M. *Laval*, *ès qualités*, pour une durée égale à celle de la concession qui lui a été consentie par l'État, l'établissement et l'exploitation du réseau de tramways faisant l'objet du décret du 25 juillet 1891.

Cette rétrocession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant le présent traité, est faite aux conditions du cahier des charges annexé au décret précité et, en outre, aux suivantes :

2. M. *Laval*, *ès qualités*, est substitué à la ville de Cherbourg dans toutes les obligations qui sont imposées à la ville elle-même par le cahier des charges annexé au décret d'approbation; de même que M. *Laval*, *ès qualités*, est subrogé aux avantages résultant pour la ville de ce même cahier des charges.

3. Toutefois, les modifications aux trottoirs de la rue Grande-Vallée nécessitées par le passage de la ligne A dans cette rue seront faites par les soins et aux frais de la ville.

De plus, dans le cas où le gouvernement appliquerait la clause prévue à l'article 18 du cahier des charges, le rétrocessionnaire sera tenu seulement à enlever les voies ferrées, et la ville sera chargée du surplus des travaux pour la remise des lieux dans l'état primitif.

4. M. *Laval* payera annuellement à la ville de Cherbourg, à titre de droit de stationnement tant du matériel fixe que du matériel roulant, une redevance annuelle de cent francs (100^f). Cette redevance annuelle est fixée pour toute la durée de la concession. Elle ne pourra être augmentée pour quelque cause que ce soit, même en cas de perception nouvelle que la ville serait autorisée à faire; elle sera versée en espèces à la caisse municipale, en une seule fois, le 31 juillet de chaque année.

5. M. *Laval* a versé à la caisse municipale, en plus des quinze mille francs (15,000

affectés au cautionnement de l'État, une somme de cent dix mille francs (en numéraire; M. Laval touchera sur cette somme les intérêts que la ville elle-même du versement de ces fonds à son compte courant au Trésor; remboursée, savoir : dix mille francs (10,000^f) après la mise en exploitation, section de la place de Tourlaville au Pont; quatre-vingt-dix-huit mille francs (98,000^f) aussitôt après que la construction totale sera terminée et l'exploitation commencée; quant en surplus, soit deux mille francs (2,000^f), il ne sera remboursé au concessionnaire qu'après l'expiration de la concession. Les cent dix mille francs (110,000^f) dont il s'agit seront affectés par privilège à l'exécution des obligations de M. Laval acquies à la ville en cas de déchéance de la rétrocession.

6. L'exploitation aura lieu par le système Serpollet. Les voitures seront de celles mises en circulation sur la ligne de la Madeleine à Gennevilliers. Le service des marchandises, le rétrocessionnaire pourra se servir de locomotives à vapeur ou autre système sans odeur ni fumée. Il en sera de même pour l'encombrement des voyageurs nécessitera la remorque.

7. La ville se réserve le droit de demander ou d'accorder de nouvelles concessions de tramways; mais il est entendu que M. Laval aura à conditions égales une préférence pendant dix ans; un délai de trois mois lui sera accordé, après notification, pour formuler son acceptation ou son refus; passé ce délai, M. Laval sera déchu de son droit de préférence.

8. Dans le cas où la ville viendrait à modifier dans les voies empruntées le système actuel d'empierrement ou de pavage, tous les frais qui en résulteraient, pris le déplacement de la voie, resteraient à sa charge pour ce premier établissement; des travaux importants de grande réparation en ville, soit aux égouts, soit aux canalisations établies pour un service municipal, ne pourraient s'exécuter sans interrompre le service des tramways, le rétrocessionnaire ne pourra de ce chef réclamer aucune indemnité à la ville. Il en sera de même pour toute interruption causée par le maire par mesure d'ordre public sur tout ou partie du réseau.

9. La ville s'engage à concéder la jouissance gratuite à M. Laval, des surfaces occupées par les bureaux d'attente et de contrôle lorsque lesdits bureaux seront établis sur des terrains de la voirie urbaine ou appartenant à la ville. Les plans architecturaux et l'emplacement de ces bureaux devront être soumis à l'approbation de l'administration municipale.

L'administration se réserve la faculté de faire déplacer ces bureaux en cas de nécessité, le rétrocessionnaire ayant été appelé à donner son avis.

10. Les droits d'octroi payés par le rétrocessionnaire sur les matériaux, les engins nécessaires à la construction des lignes ou à leur renouvellement, et sur le matériel roulant, seront remboursés par la ville mensuellement, sur justificatives.

11. Les agents de la police municipale seront transportés gratuitement. Toutefois ne sera pas reçu plus de trois employés à la fois dans un train.

12. Le directeur et tout le personnel employé à l'exploitation seront de nationalité française.

13. La société anonyme des tramways de Cherbourg, que M. Laval s'engage à former, devra être constituée dans un délai de six mois à partir du décret approuvant le présent traité.

14. Les frais de timbre, d'enregistrement et autres auxquels pourra donner lieu l'acte de rétrocession seront supportés par M. Laval. M. Laval devra, en outre, imprimer à ses frais trois cents exemplaires du présent traité. Élection de M. Laval faite à Cherbourg, rue François-la-Vieille, n° 37.

Fait à Cherbourg, le 28 août 1896.

Le Maire,

Signé : EMM. LAVAL.

Par procuration de M. Laval,

Signé : DURAN.

Enregistré à Cherbourg, le 3 novembre 1896, volume 372 bis, folie 20.
Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Le Bie.

— DÉCRET qui supprime deux réserves de Pêche établies, par le décret du 22 décembre 1894, sur la rivière d'Oise canalisée, dans le département de Seine-et-Oise.

Du 18 Octobre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

le décret du 22 décembre 1894⁽¹⁾, rendu en conformité des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1865, et fixant les parties des eaux réservées pour la reproduction du poisson, pendant une durée limitée;

les réclamations élevées par les habitants des communes de l'Isle-Adam et de Parmain, au sujet de deux réserves établies par le décret sur la rivière d'Oise canalisée et désignées comme il suit :

un point situé à deux cents mètres en amont de l'écluse de l'Isle-Adam jusqu'à un point situé à cinq cents mètres en aval de cet ouvrage, y compris le bras du moulin sur toute son étendue (communes de l'Isle-Adam et de Jomy-le-Comte);

un point situé à trois cents mètres en aval de la borne kilométrique n° 10, y compris la dérivation de l'Isle-Adam (communes de l'Isle-Adam et de Parmain);

le rapport de l'ingénieur en chef de la navigation de l'Oise, en date du 12 mai 1896;

la délibération du conseil général de Seine-et-Oise, en date du 12 mai 1896;

l'avis du préfet, en date du 12 mai suivant :

le décret du 18 août 1896;

le conseil d'Etat entendu,

ARRÊTE :

1^{re}. Les deux réserves de pêche ci-dessus désignées, établies par le décret du 22 décembre 1894 sur la rivière d'Oise canalisée, dans le département de Seine-et-Oise, sont et demeurent supprimées.

Elles sont remplacées par une réserve unique ainsi définie :

un point situé à deux cents mètres (200^m) en amont du barrage de l'Isle-Adam jusqu'à un point situé à cinq cents mètres (500^m) en aval de cet ouvrage, y compris la dérivation éclusée, récemment créée sur la rive gauche de la rivière, ainsi que la partie du bras du moulin située en aval du pont de la route de Parmain à l'Isle-Adam, toutes deux avec leur largeur intégrale.

Immédiatement après la construction du barrage mobile et la démolition du barrage fixe, cette réserve sera elle-même supprimée et rem-

placée, à titre définitif, par une autre réserve délimitée comme suit :

D'un point situé à trois cents mètres (300^m) en aval de la borne kilométrique 109, jusqu'à un point situé à trois cents mètres en aval de la borne kilométrique 110, y compris la dérivation de l'Isle-Adam.

4. La pêche des diverses espèces de poissons est interdite pendant l'année entière, dans la partie de la rivière d'Oise réservée formellement aux dispositions qui précèdent.

5. Cette interdiction est prononcée jusqu'au 1^{er} janvier 1907.

6. Chaque année, au mois de janvier, des publications faites dans les communes en vue de rappeler que les emplacements indiqués sont réservés pour la reproduction du poisson et que la pêche y est interdite.

7. Pendant les périodes d'interdiction de la pêche fixées formellement à l'article 26 de la loi du 15 avril 1829 et à l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1865, il est interdit de laisser vaguer les oies, canards, les cygnes et autres animaux aquatiques susceptibles de détruire le frai du poisson sur la partie de la rivière d'Oise réservée par le présent décret.

8. Des pêches extraordinaires pourront être pratiquées de temps par les soins de l'administration, sur l'autorisation donnée dans l'emplacement réservé à l'effet de détruire les espèces de poissons qui seraient reconnues nuisibles.

9. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 18 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32519. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 27 Octobre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingts millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de soixante-dix millions de francs;

Vu les décrets n° 98, 129, 199, 214, 259, 315 et 348 des 16 mars⁽¹⁾, 2 avril⁽²⁾, 27 mai⁽³⁾, 10 juin⁽⁴⁾, 16 juillet⁽⁵⁾, 29 août⁽⁶⁾ et 17 septembre 1896⁽⁷⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à six millions trois cent cinquante mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽⁸⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 27896 et 28899) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 31 août et 10 septembre 1896, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, une somme totale d'un million sept cent cinquante mille francs (1,250,000^f + 500,000^f) pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 octobre 1896,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXXI : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer du Midi et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel d'un million sept cent cinquante mille francs (1,750,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1799, n° 31497.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1801, n° 31544.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1812, n° 31683.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31687.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1817, n° 31805.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1888, n° 32228.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1841, n° 32279.

⁽⁸⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32520. — **DÉCRET** qui approuve la substitution aux Concessionnaires primitifs de la Société anonyme dite Compagnie des Chemins de fer départementaux du Finistère, comme Concessionnaire du réseau de chemins d'intérêt local du département du Finistère.

Du 28 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} novembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi en date du 14 février 1891, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département du Finistère, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local et approuvé la concession faite par le département à MM. Joly, Beldant frères et Baërt fils; ensemble la convention, le cahier des charges et le bordereau des prix annexés à ladite loi;

Vu, notamment, l'article 14 de ladite convention, aux termes duquel MM. Joly, Beldant frères et Baërt fils sont tenus de constituer une société anonyme qui leur sera substituée et deviendra solidairement responsable avec eux vis-à-vis du département, sans discussion ni division, de tous engagements qu'ils auront contractés avec ce dernier;

Vu les délibérations du conseil général du Finistère, en date des 25 août 1894 et 21 août 1896;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 16 août 1894, 29 octobre et 14 décembre 1895, 15 janvier et 17 octobre 1896;

Vu l'avis du préfet du Finistère, en date du 15 janvier 1896;

Vu les lettres, en date du 18 mars 1896, par lesquelles MM. Joly, Beldant frères et Baërt fils, d'une part, et la « Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère », d'autre part, sollicitent l'approbation de la substitution de la seconde aux premiers;

Vu la loi du 11 juin 1880 et notamment l'article 10;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à MM. Joly, Beldant frères et Baërt fils, de la société anonyme dite Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, comme concessionnaire du réseau de chemins de fer d'intérêt local dont l'établissement, dans le département du Finistère, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 14 février 1891.

2. Il est interdit à la « Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère », sous peine de déchéance, d'engager son crédit directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation du réseau mentionné à l'article 1^{er}, sans être préalablement autorisée, par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Octobre 1896.

Signé : **PAUL FAURE**.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **A. TURREL**.

N° 32521. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 31 Octobre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingts millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de soixante-dix millions de francs;

Vu les décrets n° 98, 129, 199, 214, 259, 348 et 381 des 16 mars ⁽¹⁾, 2 avril ⁽²⁾, 27 mai ⁽³⁾, 19 juin ⁽⁴⁾, 16 juillet ⁽⁵⁾, 20 août ⁽⁶⁾, 17 septembre ⁽⁷⁾ et 27 octobre 1896 ⁽⁸⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à huit millions cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽⁹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 30835 et 31550) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 30 septembre et 9 octobre 1896, par les compagnies des chemins de fer du Midi et d'Orléans, une somme totale d'un million sept cent cinquante mille francs (1.250.000 + 500.000) pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1799, n° 31497.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1801, n° 31543.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31683.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31687.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1817, n° 31805.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1838, n° 32228.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1841, n° 32729.

⁽⁸⁾ Voir ci-dessus, n° 32519.

⁽⁹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 octobre 1896,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXXI : *Fonds et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours versés par les compagnies du Midi et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit additionnel de un million sept cent cinquante mille francs (1,750,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Octobre 1896.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE
Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

N° 32522. — **DÉCRET** qui modifie le nombre des Membres du Comité consultatif des Chemins de fer.

Du 11 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 17 décembre 1895⁽¹⁾, portant réorganisation du Comité consultatif des chemins de fer;

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des membres de droit du Comité consultatif des chemins de fer est porté de quatre à six et comprend, en outre, les quatre directeurs désignés dans l'article 1^{er} du décret susvisé, le président de la commission des chemins de fer du Sénat et le président de la commission des chemins de fer de la Chambre des députés.

2. Le nombre des membres du Comité consultatif des chemins de fer nommés par décret est porté de cinquante-six à soixante.

Les quatre nouveaux membres seront pris, deux parmi les membres du Sénat et deux parmi les membres de la Chambre des députés.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1768, n° 30888.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1896.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé: A. TUNNEL.

N° 32523. — DÉCRET relatif à l'exploitation de la Forme de radoub du port de commerce de Rochefort.

Du 21 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu le décret du 24 février 1875⁽¹⁾, qui a concédé à la ville de Rochefort l'exploitation de la forme de radoub du port de commerce de cette ville ;

Vu le décret du 29 juillet 1875⁽²⁾, qui a prolongé la durée de cette concession et établi un nouveau tarif pour l'usage de la forme de radoub ;

Vu la délibération du conseil municipal de Rochefort, en date du 28 décembre 1894, proposant d'apporter diverses modifications au tarif et aux conditions d'exploitation de la forme de radoub ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur le projet, notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 15 juin 1896 ;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Rochefort, en date du 18 juin 1896 ;

Vu les rapports des ingénieurs du service maritime de la Charente-Inférieure, en date des 4 avril, 15 mai 1895 et 20-28 juillet 1896 ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 11 novembre 1895 et 1^{er} octobre 1896 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'exploitation, par la ville de Rochefort, de la forme de radoub du port de commerce de cette ville, est soumise aux clauses et conditions suivantes :

2. La ville se bornera à effectuer les manœuvres du bateau-porte, à faire fonctionner la machine d'épuisement destinée à assécher la forme et à mettre à la disposition des navires les tins nécessaires.

3. Toutes les opérations autres que celles définies à l'article 2 seront faites exclusivement par les navires et à leurs frais ; ils seront libres de les confier, sous leur responsabilité, à tel entrepreneur qu'il leur conviendra de choisir.

4. Le navire aura à se procurer, en conséquence, les remorqueurs et hâleurs dont il aurait besoin pour effectuer ses manœuvres. Il devra avoir à sa disposition, au moment de l'entrée en forme ou de la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 249, n° 4004.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 21123.

sortie, le nombre de charpentiers nécessaires pour placer ou enlever les accores.

Les frais d'accorage et de désaccorage, la fourniture des matériaux et ustensiles nécessaires seront à la charge des navires.

5. Le navire, pendant les manœuvres d'entrée et de sortie pendant son séjour dans la forme, restera soumis aux règles générales du port.

Il restera seul responsable, vis-à-vis de l'administration, sans recours contre qui de droit, de tous dommages causés aux ouvrages et au matériel appartenant à l'Etat, par le fait, soit du navire ou des personnes employées par lui aux opérations.

6. Lorsque les réparations seront terminées et avant que l'exécution soit introduite dans la forme, le navire devra enlever à ses frais les débris et déchets de toute nature provenant des réparations de coque et répandus sur les radiers, les banquettes et les terroirs. Dans le cas où il ne satisferait pas à ces prescriptions, cette opération serait effectuée à ses frais par les soins de la ville.

7. La ville de Rochefort percevra sur les navires à voiles et à vapeur qui font usage de la forme, sans distinction de pavillon, les taxes ci-après :

N ^{os} d'ordre.	DÉSIGNATION DES TAXES.
A. — Assèchement de la forme après l'entrée du navire.	
1	Au-dessous et jusqu'à 500 tonneaux de jauge brute.....
2	Pour chaque tonneau au-dessus de 500 tonneaux et jusqu'à 1,000 tonneaux.....
3	Pour chaque tonneau au-dessus de 1,000 tonneaux.....
B. — Occupation de la forme, par jour, après l'assèchement.	
4	Au-dessous et jusqu'à 500 tonneaux.....
5	Pour chaque tonneau au-dessus de 500 tonneaux et jusqu'à 1,000 tonneaux.....
6	Pour chaque tonneau au-dessus de 1,000 tonneaux.....
C. — Assèchement et entretien de la forme à sec pour la préparation d'un ber ou de tins spéciaux, etc., après avaries, ou pour navire de forme particulière (quel que soit le tonnage brut du navire).	
7	Assèchement de la forme.....
8	Pour chaque jour d'entretien à sec, après l'assèchement.....
D. — Assèchement partiel de la forme pour mettre les tins en conservation avec les déformations ordinairement subies par les quilles (quel que soit le tonnage brut du navire).	
NOTA. — Dans le cas exceptionnel de l'expédition de prolonges au-delà de la journée de l'assèchement, la taxe n° 8 du paragraphe C serait appliquée.	
E. — Pompes à incendie.	
10	Pour les navires qui ont droit de cabotin, par jour et par côté de navire, gardien compris.....
11	Chauffage du brai, y compris les ustensiles nécessaires pour le chauffage.....

8. Les prix des paragraphes A et B ci-dessus ne sont applicables qu'aux navires déges ou aux navires n'ayant pas une quantité de marchandises ou de best dépassant quinze tonnes par cent tonneaux de jauge brute.

Chaque tonne de best ou de marchandises en sus de ce poids payera, par tonne et par jour d'occupation, y compris des jours d'entrée et de sortie, cinq centimes (0^e 05).

9. Les taxes spécifiées aux articles 7 et 8 ne sont établies que pour des navires jaugeant plus de cent tonneaux de jauge brute.

Pour les navires moindres, les prix seront débattus à l'amiable, mais ne pourront être moindres que les frais d'exploitation.

10. La durée d'occupation de la forme sera évaluée par journées et demi-journées, chaque période d'une demi-journée commençant à midi ou à minuit.

La première journée ou demi-journée à porter en compte sera celle qui suivra la demi-journée pendant laquelle l'assèchement aura été terminé.

Le jour de la sortie comptera comme jour entier d'occupation, quelle que soit l'heure à laquelle le navire sortira de la forme. Il commencera d'ailleurs à minuit.

Les dimanches et jours fériés ne seront pas comptés s'il n'est pas travaillé au navire, mais la ville ne sera pas tenue de maintenir la forme à sec.

11. Les armateurs ou leurs représentants pourront, sur leur demande, être autorisés à faire travailler pendant la nuit au carénage et à la réparation des navires. Ils auront, en ce cas, à s'éclairer par leurs propres moyens.

12. Les taxes seront payées d'après le tonnage brut du navire inscrit sur son acte de nationalité, sans distinction, pour les steamers, des espaces occupés par les machines, les chaudières, les soutes à charbon, etc.

Dans le cas où le navire n'aurait pas d'acte de nationalité, le tonnage brut serait évalué d'après les règles en usage en France, les frais de jaugeage étant d'ailleurs à la charge des navires.

13. La ville ne pourra échouer à la fois deux ou plusieurs navires dans la forme sans l'assentiment des armateurs ou de leurs représentants.

Lorsque plusieurs navires occuperont ensemble la forme, les taxes à payer s'établiront sur la somme des tonnages, comme s'il s'agissait d'un seul navire.

Le partage de la taxe totale ainsi établie se fera au prorata du tonnage réel de chaque navire.

14. La ville ouvrira, dans les bureaux de l'officier de port, un registre sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et à la date de leur demande d'admission. Ils seront admis dans cet ordre.

Par exception, il sera accordé un tour de faveur aux navires de l'Etat ou employés au service de l'Etat, à charge par eux de se conformer aux dispositions du tarif.

Le registre destiné à recevoir les demandes sera communiqué à toute personne intéressée à en prendre connaissance.

15. Le tarif défini ci-dessus pourra être révisé tous les cinq ans, en suivant les formalités qui ont précédé son adoption.

Toutefois la ville pourra, si elle le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des maxima déterminés par le tarif.

Les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'au bout d'un délai de trois mois.

Les réductions ainsi opérées seront applicables à tous les navires.

Tous changements apportés aux taxes seront annoncés par affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution et ne pourront être mis en vigueur sans l'homologation du ministre des travaux publics.

16. Les dispositions contraires des décrets des 24 février et 29 juillet 1889 sont abrogées.

17. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32524. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'inspection des Carrières du département de la Seine.

Du 30 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

amélioration (n° 31889) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 16 octobre 1896, par la ville de Paris, une somme de cinq cents francs, à titre de fonds de concours, pour le payement du complément de traitement d'un inspecteur des mines chargé de l'inspection des carrières du département de la Seine pendant la période du 1^{er} janvier au 15 février 1896;
 En vertu du ministre des finances, en date du 28 novembre 1896,

Arrêt :

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre VII : *Salaires du corps des mines*, pour l'emploi de fonds de concours, un supplément de cinq cents francs (500^f), applicable au payement du complément de traitement d'un inspecteur général des mines chargé de l'inspection des carrières du département de la Seine, pendant la période du 1^{er} janvier au 15 février 1896.

Le ministre des travaux publics est autorisé à faire face à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Paris.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TUREL.

5. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux d'amélioration du Port de Saint-Malo-Saint-Servan et la Construction d'une nouvelle entrée au Port de Saint-Nazaire.

Du 12 Décembre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre des travaux publics;

Loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 3529) du receveur particulier des finances de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et (n° 33626) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 19 et 26 octobre 1896, par les chambres de commerce de Saint-Malo et de Nemours, une somme totale de cent trente-deux mille quatre-vingt-cinq francs cinquante-deux centimes (7,090' 52 + 225,000'), à titre de fonds de concours pour les travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan et la construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896;

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent trente-deux mille quatre-vingt-cinq francs cinquante-deux centimes (7,090' 52 + 225,000') appliqué dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées :

Travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan....	7,090'
Construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire...	225,000'
TOTAL ÉGAL.....	132,090'

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1896.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE
Le Ministre des travaux publics
Signé : A. TURTEL.

N° 32526. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics un crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1892, 1893, 1894 et 1895.

Du 12 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

État ci-annexé, montant à trois mille cinq cent trente francs trente-centimes et comprenant sept créances liquidées à la charge du budget du ministère des travaux publics additionnellement aux restes constatés dans les comptes définitifs de chacun des exercices 1892, 1894 et 1895;

l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et l'article 126, paragraphe 2, du décret du 31 mai 1862 (1) sur la comptabilité publique;

l'arrêté du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896;

considérant qu'aux termes des articles 9 de la loi et 126 du décret précités, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, et qu'elles concernent des services prévus par les budgets des exercices 1892, 1893, 1894 et 1895, et que leur montant n'excède pas les crédits, l'annulation a été ou sera proposée dans les projets de loi de règlement des exercices,

ARRÊTÉ :

Il est ouvert au ministre des travaux publics, en augmentation des restes à payer constatés dans les comptes définitifs du ministère des travaux publics, pour les exercices 1892, 1893, 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de trois mille cinq cent trente francs quatre centimes (3,530^{fr} 34), destiné à payer sept nouvelles créances liquidées à la charge desdits exercices, conformément à l'état ci-joint et réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1892	3 ^{fr} 50 ^c
Exercice 1893	34 92
Exercice 1894	255 96
Exercice 1895	3,235 96
TOTAL ÉGAL	3,530 34

L'ordonnancement de ces créances aura lieu par imputation sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget du ministère des travaux publics de l'exercice courant, l'annulation n'en étant pas comprise.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES GOURNAY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TERRIER.

État nominatif de créances constatées après la clôture des exercices

Nombres des chapitres.	INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordonnan- cement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBTENUS
11	Personnel des agents préposés à la sur- veillance de la pêche fluviale.	Marne (Haute-).	M. Jacquin, huis- sier à Wassy.	Frais de pour- suite matière de pé-
54	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Côte-d'Or.... Saône- et-Loire.	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. La même compa- gnie.	Remboursement des pour des excédents ligne de Chagny Idem.....
6	Personnel du corps des mines. — Enseigne- ment et écoles.	Paris (direct).	M. Grand, ingé- nieur en chef des mines de 1 ^{re} classe, en disponibilité.	Complément de disponibilité, de au 31 décembre
67	Études et travaux de chemins de fer exé- cutés par l'État.	Côte-d'Or.... Saône- et-Loire.	La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. La même compa- gnie.	Remboursement des pour des excédents ligne de Chagny Idem.....

faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de ces exercices.

MONTANT DES CRÉANCES			OBSERVATIONS.
	par chapitre.	par exercice.	
750 ^e	3 ^e 50 ^e	3 ^e 50 ^e	Mémoire présenté par l'intéressé le 31 octobre 1896; la taxation du mémoire a eu lieu le 1 ^{er} octobre 1897.
30 62	34 92	34 92	La remise, les opérations de vente et les mutations ont exigé de longs délais. La Compagnie n'a présenté les états de dépenses qu'en 1896. <i>Idem.</i>
150 00	150 00		Un crédit a déjà été ouvert par décret du 3 novembre 1896 pour le payement du traitement de M. Grand, du 1 ^{er} septembre au 31 décembre 1896; mais, par erreur, la somme à payer a été portée dans l'état joint à ce décret pour 750 francs au lieu de 1,000 francs réellement dus.
186 10	5 96	255 96	Même observation que pour la créance n° 2. <i>Idem.</i>

N° des virements des crédits.	INDICATION des chapitres et services.	N° de l'ordonnan- ce ou du mandate- ment.	NOM ET PRÉNOM des créanciers.	R
26	Routes et ponts. — Travaux ordinaires (entretien). — Boni- fication des pensions de retraite des can- tonniers de l'État.	Paris (direct).	La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	Prix d'achat de m dant aux bonifi sions des parties après : D ^{me} Noyer, née B plan, veuve d cantonnier..... D ^{me} Bellemont, 3 Voilhes, veuve d cantonnier..... D ^{me} Marotte, née B dier, veuve d cantonnier..... M. Cassé, ancien tonnier..... D ^{me} Cassé, née Pri M. Sautron, an cantonnier..... D ^{me} Sautron, née rand..... D ^{me} Guillet, née C ban, veuve d'un tonnier.....

N° 32527. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédi à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les Dépenses du Personnel des ponts et chaussées en Algérie.

Du 13 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées à la caisse du trésorier-payeur général de Constantine, à titre de fonds de concours, par le département de Constantine et par les communes mixtes dudit département, pour le payement des dépenses de personnel des ponts et chaussées en Algérie;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TUBRELL.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses personnelles et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENT.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT en francs.
ANNÉE 1896.					
Constantine.	Le département ...	Constantine...	4	31 mars.	45,10
	Les communes suivantes :				
	Ain-M'Lila.....	Idem.....	7	27 mai.	2,50
	Ain-el-Ksar.....	Idem.....	8	13 juin.	1,20
	Beni-Salah.....	Idem.....	9	Idem.	50
	Châteaudun.....	Idem.....	20	22 août.	1,00
	Rirba.....	Idem.....	21	24 août.	1,50
	Mesklana.....	Idem.....	22	Idem.	70
	Bibans.....	Idem.....	23	Idem.	1,50
	Maadid.....	Idem.....	24	Idem.	50
	Sedrata.....	Idem.....	25	Idem.	50
	Eulmas.....	Idem.....	26	Idem.	1,50
	M'Sila.....	Idem.....	27	Idem.	1,50
	Collo.....	Idem.....	28	Idem.	1,50
	Ouled-Soltan.....	Idem.....	29	Idem.	1,00
	Khenchela.....	Idem.....	30	Idem.	1,00
	Ain-Touta.....	Idem.....	31	Idem.	50
	L'Aurès.....	Idem.....	32	Idem.	80
	La Calle.....	Idem.....	33	Idem.	50
	Oued-Marsa.....	Idem.....	34	Idem.	50
	Tababort.....	Idem.....	35	Idem.	50
	Morsott.....	Idem.....	36	Idem.	50
	Guegour.....	Idem.....	37	Idem.	1,50
	Soukaras.....	Idem.....	38	Idem.	1,50
	Taher.....	Idem.....	39	Idem.	1,50
	Oum-el-Bouaghi.....	Idem.....	40	Idem.	1,50
	Attia.....	Idem.....	41	Idem.	50
	La Soummam.....	Idem.....	42	Idem.	2,50
	Edough.....	Idem.....	43	Idem.	50
	Jemmapes.....	Idem.....	46	28 septembre.	50
	Takhtount.....	Idem.....	47	Idem.	1,00
	Fedj-M'Zala.....	Idem.....	48	Idem.	2,25
	Sefla.....	Idem.....	49	Idem.	1,10
	Oued-Cherf.....	Idem.....	50	Idem.	50
	El-Milia.....	Idem.....	51	Idem.	50
	Akbou.....	Idem.....	53	13 octobre.	1,50
TOTAL...					55,10

N° 32528. — *DÉCRET relatif à une Contribution spéciale à percevoir, en 1897, pour les Dépenses de diverses Chambres et Bourses de commerce.*

Du 17 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 11 à 16 de la loi de finances du 23 juillet 1820, l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838 et l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1896, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de quarante-huit mille six cent cinquante-sept francs (48,657^f), nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce mentionnées au tableau annexé au présent décret, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, plus cinq centimes (0^f05) par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes (0^f03), aussi par franc, pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1897, conformément audit tableau, sur les patentes désignées par l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BOUCHER.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et Bourses.	SOMMES à Imposer.	PATENTÉS
Bastia.....	Corse.....	Chambre...	2,900 ^f	Patentés de tout ment.
		<i>Idem</i>	2,500	Patentés du compris dans scription de
Clermont- Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Bourse.....	400	Patentés de la ment.
Mâcon.....	Saône-et-Loire...	Chambre...	4,000	Patentés du compris dans scription de
Montpellier....	Hérault.....	<i>Idem</i>	4,900	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	100	Patentés de la ment.
		Chambre...	7,400	Patentés du compris dans scription de
Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Bourse.....	600	Patentés de la ment.
		Chambre...	9,875	Patentés du compris dans scription de
La Rochelle....	Charente-Infér ^{re} ..	Bourse.....	560	Patentés de la ment.
Tamara.....	Rhône.....	Chambre...	4,622	Patentés du compris dans scription de
Thiers.....	Puy-de-Dôme....	<i>Idem</i>	400	<i>Idem</i> .
Tours.....	Indre-et-Loire....	<i>Idem</i>	10,500	Patentés de tout ment.
		TOTAL....	44,657	

N° 32579. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compté définitif de l'exercice 1893.*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (B), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés au compte définitif de l'exercice 1893;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les dépenses comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

services prévus au budget de l'exercice 1893 et que leur montant ne pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice.

Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts en augmentation des restes à payer et des droits constatés au compte définitif de l'exercice 1893, un crédit de quinze cent quarante-trois francs trente-sept centimes (15,243³⁷), pour nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice, et porté au tableau susindiqué.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à affecter ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, section (Beaux-Arts) [Algérie], en exécution de l'arrêté du décret du 31 mai 1862.

Le présent décret est conforme à la dépense autorisée par l'article précédent au service des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,
GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

Les nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits constatés par le compte définitif de l'exercice 1893 et qui sont à ordonnancer pour les exercices clos (Algérie) au budget de l'exercice courant dans les limites prévues par l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRES du budget.	TITULAIRES et motifs des créances.	TOTAL	
		par chapitre.	par exercice.
Monuments historiques en Algérie.	Travaux exécutés en 1893 aux ruines de Timgad. M. Noceto, entrepreneur. Travaux de terrasse, maçonnerie, etc... M. Albert Ballu, architecte. Honoraires sur travaux ci-dessus.....	14,183 ⁷² 1,059 65	15,243 ³⁷ (A)

Le présent décret n'a pu être effectué en temps utile, par suite d'un désaccord entre l'administration des beaux-arts et l'entrepreneur Noceto, lors du règlement des comptes des travaux effectués au cours de l'exercice 1893. Ce n'est qu'en février dernier qu'un accord a pu être

N° 32530. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Dépenses des Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel.*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 17 de la loi du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par les départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été ouverts au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses de la Trésorerie par des départements et des communes pour concourir, avec l'État, à des dépenses d'intérêt public appartenant à l'exercice 1897;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1897, section (Beaux-Arts), chapitre XIII : *Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel*, un crédit de trente et sept cents francs (31,700^f) applicable aux dépenses des établissements désignés dans l'état annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, sur le moyen des ressources spéciales résultant des versements au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Fait à Paris, le 5 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts,

Signé : A. RAIBET.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1897.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES versantes.	CHAPITRE ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements
CHAPITRE XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL. <i>Subventions allouées aux</i> <i>établissements ci-des-</i> <i>sous désignés :</i> ANNÉE 1897.					
Alpes-Maritimes.	Le départe- ment.	École nationale d'art dé- coratif de Nice.	30493	4 mars 1897.	6,000 ^f
Alpes-Maritimes..	Ville de Nice.	1 ^{er} TRIMESTRE 1897. École nationale d'art dé- coratif.	30480	3 mars 1897.	3,875
Cher.....	Ville de Bourges.	École nationale des beaux-arts.	30343	15 février 1897...	2,500
Côte-d'Or.....	Le départe- ment.	École nationale des beaux-arts de Dijon.	30582	6 mars 1897.	350
Côte d'Or.....	Ville de Dijon.	École nationale des beaux-arts.	30305	5 février 1897....	650
Creuse.....	Ville d'Au- basson.	École nationale d'art dé- coratif.	30050	5 mars 1897.	825
Nord.....	Ville de Roubaix.	École nationale d'art in- dustriel.	30142	12 janvier 1897. .	10,000
Haute-Vienne....	Ville de Limoges.	École nationale d'art dé- coratif.	30033	11 janvier 1897. .	6,350
		Musée national Adrien- Dubouché.	30034	Idem.....	1,250
TOTAL.....					31,700

N° 32531. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un *Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

• Vu les déclarations (n° 3559) du receveur particulier des finances de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et (n° 53626) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 19 septembre et 26 octobre 1896, par les chambres de commerce de Saint-Malo et de Saint-Nazaire, une somme totale de cent trente-deux mille quatre-vingt-dix francs cinquante-deux centimes (7,090'52 + 125,000'), à titre de fonds de concours, pour les travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan et pour la construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896.

• DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LVII : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent trente-deux mille quatre-vingt-dix francs cinquante-deux centimes (132,090'52) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan....	7,090'52
Construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire...	125,000 00
TOTAL ÉGAL.....	132,090 52

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1896.

Signé : RAYX-FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

N° 32526. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1892, 1893, 1894 et 1895.

Du 12 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre des travaux publics;

du développement des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par chapitre.	par exercice.	
Subventions aux départe- ments, villes ou com- munes de l'Algérie des- tinées à faire face au paiement de partie des annuités nécessaires au remboursement des em- prunts qu'ils ont con- tractés pour la construc- tion de leurs établisse- ments d'enseignement supérieur, d'enseigne- ment secondaire et d'en- seignement primaire.	58 ^{fr} 79 ^c	58 ^{fr} 79 ^c	Subvention allouée pour le ser- vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire restées dues en 1893 à la ville de Tlemcen (Oran).
Idem. { Blida.....	10,662 35	13,383 95	Subventions allouées pour le service des annuités des em- prunts contractés pour la con- struction d'établissements d'en- seignement secondaire restées dues en 1894 aux villes de Blida (Alger) et de Constantine.
Idem. { Constantine....	2,721 60		
Idem.....	12,751 40	12,751 40	Subvention allouée pour le ser- vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire restées dues en 1895 à la ville de Constantine.
TOTAL.....		26,194 14	

La Commission des finances vient de procéder à une revision générale de la liquidation des annuités de la loi du 30 juin 1885, pour les emprunts scolaires concernant des établissements d'enseignement primaire.

Par ce travail qu'un certain nombre de communes ont droit à des compléments d'annuités sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

La Commission d'ouverture de crédit qui font l'objet du présent décret sont destinées à régulariser la situation par l'inspecteur des finances.

1897. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre de l'intérieur) qui crée à Lille (Nord) un onzième
arrondissement de police pour le service de la sûreté. (Paris, 25 Février

1897. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Craponne (arrondissement du Puy, département de la
Loire) portera, à l'avenir, le nom de Craponne-sur-Arzon. (Paris,
1897.)

N° 32534. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (co-
signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Frontenay (canton dudit, arrondissement de Niort,
département des Deux-Sèvres) portera, à l'avenir, le nom de Frontenay-
Rohan-Rohan. (Paris, 15 Mars 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1855.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

32535. — *DÉCRET relatif au Service hospitalier en Algérie.*

Du 19 Mai 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 avril 1897.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

ordonnance royale du 22 juillet 1834 ⁽¹⁾, qui place le territoire de
sous le régime des ordonnances ou décrets;

décret du 23 décembre 1874 ⁽²⁾, portant organisation du service
en Algérie;

loi du 7 juillet 1877, relative à l'organisation des services hospita-
laires dans les hôpitaux militaires et dans les hospices civils de

l'Algérie;

loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée;

règlement du 25 novembre 1889 sur le service de santé de l'armée;

décret du 1^{er} août 1879 ⁽³⁾, modifié par le décret du 12 décembre
portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la
loi du 7 juillet 1877.

Arrête :

1^{er}. En Algérie, les malades militaires sont admis dans les
hospices civils, sur la demande du ministre de la guerre.

2^e. Les conditions de traitement des malades militaires dans les

Algérie, 2^e partie, 1^{re} section,
n° 5450.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 238, n° 3692.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 467, n° 8384.

hôpitaux civils, les indemnités à payer par le département de guerre aux hospices civils, soit pour frais de traitement, soit, à lieu, pour dépenses de construction ou d'aménagements, soit terminées conformément aux dispositions de la loi du 7 juillet et des décrets qui en règlent l'application.

Pour les conventions à passer avec les hospices civils sous régime du décret du 23 décembre 1874, l'approbation du conseil municipal sera remplacée par celle du gouverneur général de la guerre.

3. La suppression d'hôpitaux militaires dans les villes de garnison est prononcée par décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre.

4. Dans les villes où il n'existe pas d'hôpital civil, la suppression de l'hôpital militaire ne peut être rendue effective qu'un an après la promulgation du décret prévu à l'article 3, s'il s'agit d'une ville de garnison, ou après la notification de la décision du ministre de la guerre au gouverneur général de l'Algérie, s'il s'agit d'une ville de suppression de l'hôpital militaire n'est que la conséquence de la suppression de la garnison.

5. Les terrains et bâtiments occupés par les hôpitaux militaires dont la suppression aura été prononcée pourront être, soit au service de l'assistance publique coloniale, soit cédés gratuitement aux municipalités qui prendront à leur charge la création d'hôpitaux civils.

Le matériel pourra faire l'objet d'une cession contre remboursement aux prix débattus entre les services intéressés.

6. Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32536. — DÉCRET concernant l'organisation de l'École nationale des Mines.

Du 18 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 28 octobre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURNEL.

N° 32523. — DÉCRET relatif à l'exploitation de la Forme de radoub du port de commerce de Rochefort.

Du 21 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu le décret du 24 février 1875⁽¹⁾, qui a concédé à la ville de Rochefort l'exploitation de la forme de radoub du port de commerce de cette ville ;

Vu le décret du 29 juillet 1875⁽²⁾, qui a prolongé la durée de cette concession et établi un nouveau tarif pour l'usage de la forme de radoub ;

Vu la délibération du conseil municipal de Rochefort, en date du 28 décembre 1894, proposant d'apporter diverses modifications au tarif et aux conditions d'exploitation de la forme de radoub ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur le projet, notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 15 juin 1896 ;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Rochefort, en date du 18 juin 1896 ;

Vu les rapports des ingénieurs du service maritime de la Charente-Inférieure, en date des 4 avril, 15 mai 1895 et 20-28 juillet 1896 ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 11 novembre 1895 et 1^{er} octobre 1896 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'exploitation, par la ville de Rochefort, de la forme de radoub du port de commerce de cette ville, est soumise aux clauses et conditions suivantes :

2. La ville se bornera à effectuer les manœuvres du bateau-porte, à faire fonctionner la machine d'épuisement destinée à assécher la forme et à mettre à la disposition des navires les tins nécessaires.

3. Toutes les opérations autres que celles définies à l'article 2 seront faites exclusivement par les navires et à leurs frais ; ils seront libres de les confier, sous leur responsabilité, à tel entrepreneur qu'il leur conviendra de choisir.

4. Le navire aura à se procurer, en conséquence, les remorqueurs et hâleurs dont il aurait besoin pour effectuer ses manœuvres. Il devra avoir à sa disposition, au moment de l'entrée en forme ou de la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 249, n° 4004.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 2123.

TITRE II.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

DIRECTION ET INSPECTION.

6. L'école est dirigée par un inspecteur général de 1^{re} classe des mines, qui a le titre de directeur de l'école.

Un ingénieur en chef des mines ou un inspecteur général de 2^e classe est chargé, sous l'autorité du directeur, de la direction des études et des détails de l'administration. Il porte le titre de directeur de l'école.

Les propositions importantes touchant l'instruction, le régime de la discipline sont, avant d'être soumises à l'approbation du ministre, délibérées par un conseil qui porte le titre de conseil de l'école.

7. Le directeur de l'école est chargé d'assurer l'exécution des règlements; il rend compte au ministre de tout ce qui regarde l'instruction, la police et l'administration de l'école.

Il dirige les services annexés qui peuvent être rattachés à l'école.

8. L'inspecteur est chargé spécialement de tous les détails de l'instruction.

Il exerce une surveillance journalière sur toutes les parties de l'enseignement; il rend compte au directeur et, quand il y a lieu, au ministre des faits qui intéressent l'instruction, l'ordre et la discipline.

Il est chargé de la comptabilité de l'école et de celle des travaux d'essais.

Il est conservateur de la bibliothèque et des collections.

9. Le directeur et l'inspecteur sont nommés par décret.

SECTION II.

PROFESSEURS, RÉPÉTITEURS ET MAÎTRES ATTACHÉS À L'ENSEIGNEMENT PERSONNEL ATTACHÉ À LA GARDE DES COLLECTIONS ET AU BUREAU DE L'ÉCOLE.

10. Les chaires constituant l'enseignement spécial sont celles de l'exploitation des mines, métallurgie, analyse minérale, chimie industrielle minérale, minéralogie, paléontologie, géologie générale, géologie appliquée, machines, chemins de fer, construction industrielle, législation, économie industrielle.

Ces cours sont complétés par des leçons de paléontologie, de pétrographie, construction des machines, topographie.

Les chaires sont confiées à des professeurs.

Un professeur peut être exceptionnellement chargé de plusieurs chaires.

**ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1897.**

DÉPARTEMENTS.	PARTIES versantes.	CHAPITRE ET MOTIFS des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements
CHAPITRE XIII. ÉCOLES NATIONALES DES BEAUX-ARTS, DES ARTS DÉCORATIFS ET D'ART INDUSTRIEL. — <i>Subventions allouées aux établissements ci-des- sous désignés :</i> ANNÉE 1897.					
Alpes-Maritimes.	Le départe- ment.	École nationale d'art dé- coratif de Nice.	30493	4 mars 1897.	6,000 ^f
1^{er} TRIMESTRE 1897.					
Alpes-Maritimes..	Ville de Nice.	École nationale d'art dé- coratif.	30480	3 mars 1897.	3,875
Cher.....	Ville de Bourges.	École nationale des beaux-arts.	30343	15 février 1897...	2,500
Côte-d'Or.....	Le départe- ment.	École nationale des beaux-arts de Dijon.	30582	6 mars 1897.	350
Côte-d'Or.....	Ville de Dijon.	École nationale des beaux-arts.	30305	5 février 1897....	650
Creuse.....	Ville d'Au- basson.	École nationale d'art dé- coratif.	30050	5 mars 1897.	825
Nord.....	Ville de Roubaix.	École nationale d'art in- dustriel.	30142	12 janvier 1897..	10,000
Haute-Vienne....	Ville de Limoges.	École nationale d'art dé- coratif.	30033	11 janvier 1897..	6,250
		Musée national Adrien- Dubouché.	30034	Idem.....	1,250
TOTAL.....					31,700

N° 32531. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

TITRE II.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

DIRECTION ET INSPECTION.

6. L'école est dirigée par un inspecteur général de 1^{re} classe des mines, qui a le titre de directeur de l'école.

Un ingénieur en chef des mines ou un inspecteur général de 2^e classe est chargé, sous l'autorité du directeur, de la direction des études et des détails de l'administration. Il porte le titre d'inspecteur de l'école.

Les propositions importantes touchant l'instruction, la discipline sont, avant d'être soumises à l'approbation du directeur, délibérées par un conseil qui porte le titre de conseil de l'école.

7. Le directeur de l'école est chargé d'assurer l'exécution des règlements; il rend compte au ministre de tout ce qui regarde l'instruction, la police et l'administration de l'école.

Il dirige les services annexés qui peuvent être rattachés à l'école.

8. L'inspecteur est chargé spécialement de tous les détails de l'instruction.

Il exerce une surveillance journalière sur toutes les parties de l'enseignement; il rend compte au directeur et, quand il y a lieu, au ministre des faits qui intéressent l'instruction, l'ordre et la discipline.

Il est chargé de la comptabilité de l'école et de celle des travaux d'essais.

Il est conservateur de la bibliothèque et des collections.

9. Le directeur et l'inspecteur sont nommés par décret.

SECTION II.

PROFESSEURS, RÉPÉTITEURS ET MAÎTRES ATTACHÉS À L'ENSEIGNEMENT, PERSONNEL ATTACHÉ À LA GARDE DES COLLECTIONS ET AU BUREAU D'ESSAIS.

10. Les chaires constituant l'enseignement spécial sont : exploitation des mines, métallurgie, analyse minérale, chimie industrielle minérale, minéralogie, paléontologie, géologie, géologie appliquée, machines, chemins de fer, construction industrielle, législation, économie industrielle.

Ces cours sont complétés par des leçons de paléontologie, pétrographie, construction des machines, topographie.

Les chaires sont confiées à des professeurs.

Un professeur peut être exceptionnellement chargé de plusieurs chaires.

les leçons peuvent être faites par d'autres personnes que les professeurs.

Le professeur d'analyse minérale est directeur du laboratoire école.

La direction du bureau d'essais peut être confiée par le ministre à l'inspecteur ou au professeur de chimie industrielle.

Le personnel chargé de l'enseignement comprend : un chef des travaux chimiques, un chef des travaux graphiques, un maître de langue allemande, un maître de langue anglaise.

Les nouvelles chaires qu'il pourrait être utile de créer ultérieurement seront instituées par décret, après avis du conseil de l'école.

Dans le cas de nécessité constatée et sur la demande du conseil de l'école, il peut être décidé, par arrêtés du ministre, qu'un ou plusieurs professeurs adjoints ou répétiteurs seront attachés à l'enseignement d'un quelconque des cours spéciaux ou préparatoires.

Les matières enseignées dans les cours préparatoires sont arrêtées par arrêté ministériel, sur la proposition du conseil de l'école.

Chaque professeur de l'enseignement spécial est conservateur sous l'autorité de l'inspecteur, de la collection du musée pendant au cours qui lui est confié.

Le professeur de géologie appliquée est conservateur adjoint, dans les conditions, de la collection de gîtes minéraux et de celle de géologie départementale.

Attachés, des préparateurs et des aides-préparateurs peuvent être nommés pour une ou plusieurs des collections.

Les professeurs, professeurs adjoints et répétiteurs de l'enseignement spécial ou de l'enseignement préparatoire ainsi que les personnes chargées de leçons, sont pris parmi les membres du corps des ponts et chaussées, du conseil d'État ou de France ; ils sont nommés par le ministre, sur une liste de candidats dressée, pour chaque place vacante ou créée, par le conseil de l'école.

Les travaux chimiques, le chef des travaux graphiques et les de langues étrangères sont nommés par le ministre, sur la proposition du conseil de l'école ; les attachés, préparateurs et aides-préparateurs sont nommés par le ministre, sur la proposition du conseil de l'école.

Les ingénieurs qui ont la spécialité de leurs travaux, ont des connaissances sur quelques parties de la spécialité de l'ingénieur et sont nommés par le ministre, sur la proposition du conseil de l'école, pour temporairement faire des leçons.

TITRE II.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

DIRECTION ET INSPECTION.

6. L'école est dirigée par un inspecteur général de 1^{re} classe des mines, qui a le titre de directeur de l'école.

Un ingénieur en chef des mines ou un inspecteur général de 2^e classe est chargé, sous l'autorité du directeur, de la direction des études et des détails de l'administration. Il porte le titre d'inspecteur de l'école.

Les propositions importantes touchant l'instruction, le régime de la discipline sont, avant d'être soumises à l'approbation du ministre, délibérées par un conseil qui porte le titre de conseil de l'école.

7. Le directeur de l'école est chargé d'assurer l'exécution des règlements; il rend compte au ministre de tout ce qui regarde l'instruction, la police et l'administration de l'école.

Il dirige les services annexes qui peuvent être rattachés à l'école.

8. L'inspecteur est chargé spécialement de tous les détails de l'instruction.

Il exerce une surveillance journalière sur toutes les parties de l'enseignement; il rend compte au directeur et, quand il y a lieu, au conseil de l'école, de tous les faits qui intéressent l'instruction, l'ordre et la discipline.

Il est chargé de la comptabilité de l'école et de celle des travaux d'essais.

Il est conservateur de la bibliothèque et des collections.

9. Le directeur et l'inspecteur sont nommés par décret.

SECTION II.

PROFESSEURS, RÉPÉTITEURS ET MAÎTRES ATTACHÉS À L'ENSEIGNEMENT, PERSONNEL ATTACHÉ À LA GARDE DES COLLECTIONS ET AU BUREAU D'ÉTUDES.

10. Les chaires constituant l'enseignement spécial sont : exploitation des mines, métallurgie, analyse minérale, chimie industrielle minérale, minéralogie, paléontologie, géologie, géologie appliquée, machines, chemins de fer, construction, technologie industrielle, législation, économie industrielle.

Ces cours sont complétés par des leçons de paléontologie, de pétrographie, de construction des machines, de topographie.

Les chaires sont confiées à des professeurs.

Un professeur est chargé de la direction des chaires.

les leçons peuvent être faites par d'autres personnes que les professeurs.

Le professeur d'analyse minérale est directeur du laboratoire d'école.

La direction du bureau d'essais peut être confiée par le ministre à un professeur ou au professeur de chimie industrielle.

Le personnel chargé de l'enseignement comprend : un chef des travaux chimiques, un chef des travaux graphiques, un maître de langue allemande, un maître de langue anglaise.

Les nouvelles chaires qu'il pourrait être utile de créer ultérieurement seront instituées par décret, après avis du conseil de l'école.

Dans le cas de nécessité constatée et sur la demande du conseil d'école, il peut être décidé, par arrêtés du ministre, qu'un ou plusieurs professeurs adjoints ou répétiteurs seront attachés à l'enseignement d'un quelconque des cours spéciaux ou préparatoires.

Les matières enseignées dans les cours préparatoires sont arrêtées par arrêté ministériel, sur la proposition du conseil de l'école.

Chaque professeur de l'enseignement spécial est conservateur sous l'autorité de l'inspecteur, de la collection du musée pendant au cours qui lui est confié.

Le professeur de géologie appliquée est conservateur adjoint, dans les conditions, de la collection de gîtes minéraux et de celle de la géologie départementale.

Les professeurs, professeurs adjoints et répétiteurs de l'enseignement spécial ou de l'enseignement préparatoire ainsi que les professeurs chargées de leçons, sont pris parmi les membres du corps des ponts et chaussées, du conseil d'État ou de l'École nationale des ponts et chaussées de France; ils sont nommés par le ministre, sur une liste de candidats dressée, pour chaque place vacante ou créée, par le conseil de l'école.

Les travaux chimiques, le chef des travaux graphiques et les travaux de langues étrangères sont nommés par le ministre, sur la proposition du conseil de l'école; les attachés, préparateurs et répétiteurs sont nommés par le ministre, sur la proposition

spécialité de leurs travaux, ont
sur quelques parties de la
par le ministre, sur la
pour faire des

TITRE II.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

DIRECTION ET INSPECTION.

6. L'école est dirigée par un inspecteur général de 1^{re} classe des mines, qui a le titre de directeur de l'école.

Un ingénieur en chef des mines ou un inspecteur général de 2^e classe est chargé, sous l'autorité du directeur, de la direction des études et des détails de l'administration. Il porte le titre d'inspecteur de l'école.

Les propositions importantes touchant l'instruction, la discipline sont, avant d'être soumises à l'approbation du ministre, délibérées par un conseil qui porte le titre de conseil de l'école.

7. Le directeur de l'école est chargé d'assurer l'exécution des règlements; il rend compte au ministre de tout ce qui regarde l'instruction, la police et l'administration de l'école.

Il dirige les services annexés qui peuvent être rattachés à l'école.

8. L'inspecteur est chargé spécialement de tous les détails de l'instruction.

Il exerce une surveillance journalière sur toutes les parties de l'enseignement; il rend compte au directeur et, quand il y a lieu, au ministre des faits qui intéressent l'instruction, l'ordre et la discipline.

Il est chargé de la comptabilité de l'école et de celle des travaux d'essais.

Il est conservateur de la bibliothèque et des collections.

9. Le directeur et l'inspecteur sont nommés par décret.

SECTION II.

PROFESSEURS, RÉPÉTITEURS ET MAÎTRES ATTACHÉS À L'ENSEIGNEMENT PERSONNEL ATTACHÉ À LA GARDE DES COLLECTIONS ET AU BUREAU D'ESSAIS.

10. Les chaires constituant l'enseignement spécial sont : exploitation des mines, métallurgie, analyse minérale, chimie industrielle minérale, minéralogie, paléontologie, géologie, géologie appliquée, machines, chemins de fer, construction, tricité industrielle, législation, économie industrielle.

Ces cours sont complétés par des leçons de paléontologie, pétrographie, construction des machines, topographie.

Les chaires sont confiées à des professeurs.

Un professeur peut être exceptionnellement chargé de plusieurs chaires.

Vu le décret du 18 juillet 1890⁽¹⁾, modifié par le décret du 20 mars 1894⁽²⁾ et portant organisation de l'école nationale supérieure des mines,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

INSTITUTION DE L'ÉCOLE.

ART. 1^{er}. L'école nationale supérieure des mines a pour but de former les élèves ingénieurs appelés à recruter le corps national des mines et de donner l'enseignement aux élèves externes qui veulent obtenir le diplôme supérieur d'ingénieur civil des mines, que confère cette école.

L'école reçoit, en outre, des élèves étrangers.

Elle est placée dans les attributions du ministre des travaux publics.

2. L'enseignement de l'école a pour objet spécial l'exploitation et le traitement des substances minérales.

Il a également pour objet l'étude des machines et des appareils à vapeur, l'exploitation et le matériel des chemins de fer, la recherche, la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales et, en général, les connaissances qui se rattachent à l'industrie minière.

Un enseignement préparatoire comprend, en outre, les sciences nécessaires aux élèves ne sortant pas de l'école polytechnique pour aborder l'enseignement spécial.

3. L'enseignement de l'école est gratuit.

4. Il est établi à l'école des mines :

1° Un musée composé de collections relatives aux sciences et arts qui intéressent l'industrie minière.

2° Un bureau d'essais chargé de l'analyse chimique des substances employées ou produites dans l'industrie minière.

Les jours et heures et les conditions d'admission du public au musée, ainsi que les conditions dans lesquelles le bureau d'essais opère l'analyse des substances qui lui sont apportées, sont réglés par des arrêtés ministériels.

5. Le musée de l'école des mines comprend des collections de : Minéralogie, paléontologie, géologie générale, gîtes minéraux, géologie départementale, exploitation des mines, machines, métallurgie, chimie industrielle, etc.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1346, n° 22551.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1621, n° 27922.

SECTION III.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ADMINISTRATION.

19. Sont attachés à l'école :

Un officier surveillant, un médecin, un secrétaire-régisseur, bibliothécaire et le nombre d'employés et hommes de service permanents jugés nécessaires, tant pour l'enseignement que pour les services annexes rattachés à l'école.

Les fonctionnaires et agents permanents sont nommés par le ministre, sur la proposition du directeur de l'école.

Les agents auxiliaires, ou ceux qu'il y aurait lieu d'employer temporairement, sont choisis par le directeur de l'école, sur la proposition de l'inspecteur.

TITRE III.

DU CONSEIL.

20. Le conseil de l'école est composé :

Du directeur et de l'inspecteur de l'école ;

De trois inspecteurs généraux des mines désignés par le ministre, sur la proposition du directeur général des mines,

Et des professeurs de l'enseignement spécial.

Il est présidé par le ministre et, en son absence, par le directeur de l'école.

En l'absence du ministre et du directeur, la présidence est exercée par le plus ancien des inspecteurs généraux.

L'inspecteur de l'école est secrétaire du conseil.

Les professeurs de l'enseignement préparatoire et les instituteurs chargés de leçons sont appelés au conseil pour la discussion des questions touchant à l'enseignement qui leur est confié ; ils ont voix délibérative.

Les professeurs de l'enseignement préparatoire ont droit de suffrage dans les élections qui se rattachent à cet enseignement.

21. Le conseil se réunit sur la convocation du ministre ou du directeur de l'école, aussi souvent qu'il en est besoin et au moins une fois tous les deux mois pendant la durée des cours.

Pour délibérer, la moitié plus un des membres du conseil est nécessaire.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

22. Le conseil est nécessairement appelé à délibérer sur les questions intéressant l'état des élèves et, en particulier, sur les questions de retard, d'avancement ou d'exclusion définitive de l'école.

Il arrête les listes de classement de passage et de sortie, et la liste des prix à délivrer, s'il y a lieu ; les décisions qu'il rend sur ces matières ne sont susceptibles d'être réformées que pour fausseté de la cotation des réglemens.

présente et soumet à l'approbation du ministre les programmes d'admission ainsi que ceux des cours et leçons et les règles à appliquer pour l'appréciation du travail des élèves.

Il donne son avis sur toutes les autres questions se rapportant à l'école qui peuvent lui être déléguées tant par l'administration de l'école que par le ministre, ou qui seraient présentées par un membre du conseil, après communication préalable par celui-ci à l'administration de l'école.

Les délibérations du conseil sont soumises à l'approbation du ministre.

TITRE IV.

DES ÉLÈVES.

Les élèves-ingénieurs sont pris exclusivement parmi les élèves de l'école polytechnique, conformément aux lois et règlements qui régissent ladite école.

Ils sont nommés par décret.

Outre du traitement auquel ils ont droit, ils reçoivent, pour leurs voyages d'instruction, une entrée en campagne et une indemnité journalière.

La demande d'admission à titre d'élève externe doit être adressée au ministre des travaux publics dans les délais et conditions fixés par arrêté ministériel.

Tout candidat à titre d'élève externe doit être Français ou naturalisé Français; il doit avoir dix-sept ans révolus et moins de vingt ans au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente au concours; la limite d'âge est reculée d'une, de deux ou de trois années si le candidat a fait une, deux ou trois années de service militaire.

Sauf l'exception faite en faveur des élèves de l'école polytechnique par l'article 30, les élèves externes entrent à l'école nationale des mines par les cours préparatoires.

L'admission à ces cours a lieu par voie de concours.

Les conditions de ce concours sont fixées par arrêté ministériel.

Le ministre arrête chaque année et fait connaître, par la voie du *Journal officiel*, l'époque du concours et le nombre maximum des candidats à prononcer.

À la suite des examens, la liste de classement est adressée immédiatement au ministre avec les notes des examinateurs et les propositions du conseil.

Le ministre arrête la liste d'admission et la transmet d'urgence au directeur de l'école pour que celui-ci puisse établir à temps les certificats de production par les élèves à l'autorité militaire, en conformité de l'arrêté ministériel d'administration publique du 23 novembre 1889.

Un arrêté ministériel détermine les conditions dans lesquelles

SECTION III.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ADMINISTRATION.

19. Sont attachés à l'école :

Un officier surveillant, un médecin, un secrétaire régisseur, un bibliothécaire et le nombre d'employés et hommes de service permanents jugés nécessaires, tant pour l'enseignement que pour les services annexes rattachés à l'école.

Les fonctionnaires et agents permanents sont nommés par le ministre, sur la proposition du directeur de l'école.

Les agents auxiliaires, ou ceux qu'il y aurait lieu d'employer temporairement, sont choisis par le directeur de l'école, sur la proposition de l'inspecteur.

TITRE III.

DU CONSEIL.

20. Le conseil de l'école est composé :

Du directeur et de l'inspecteur de l'école ;

De trois inspecteurs généraux des mines désignés par le conseil général des mines,

Et des professeurs de l'enseignement spécial.

Il est présidé par le ministre et, en son absence, par le directeur de l'école.

En l'absence du ministre et du directeur, la présidence est dévolue au plus ancien des inspecteurs généraux.

L'inspecteur de l'école est secrétaire du conseil.

Les professeurs de l'enseignement préparatoire et les ingénieurs chargés de leçons sont appelés au conseil pour la discussion des questions touchant à l'enseignement qui leur est confié; ils ont alors voix délibérative.

Les professeurs de l'enseignement préparatoire ont droit de suffrage dans les élections qui se rattachent à cet enseignement.

21. Le conseil se réunit sur la convocation du ministre ou du directeur de l'école, aussi souvent qu'il en est besoin et au moins une fois tous les deux mois pendant la durée des cours.

Pour délibérer, la moitié plus un des membres du conseil est nécessaire.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

22. Le conseil est nécessairement appelé à délibérer sur les questions intéressant l'état des élèves et, en particulier, sur les propositions de retard, d'avancement ou d'exclusion définitive de l'école.

Il arrête les listes de classement de passage et de sortie, ainsi que la liste des prix à délivrer, s'il y a lieu; les décisions qu'il rend en ces matières ne sont susceptibles d'être réformées que pour fausse application des règlements.

Out de développement des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par chapitre.	par exercice.	
VIII. Subventions aux départe- ments, villes ou com- munes de l'Algérie des- tinées à faire face au paiement de partie des annuités nécessaires au remboursement des em- prunts qu'ils ont con- tractés pour la construc- tion de leurs établisse- ments d'enseignement supérieur, d'enseigne- ment secondaire et d'en- seignement primaire.	58 ^f 79 ^c	58 ^f 79 ^c	Subvention allouée pour le ser- vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire restées dues en 1893 à la ville de Tlemcen (Oran).
IX. Idem. { Blida.....	10,662 35	13,383 95	Subventions allouées pour le service des annuités des em- prunts contractés pour la con- struction d'établissements d'en- seignement secondaire restées dues en 1894 aux villes de Blida (Alger) et de Constantine.
{ Constantine....	2,721 60		
X. Idem.....	12,751 40	12,751 40	Subvention allouée pour le ser- vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire restées dues en 1895 à la ville de Constantine.
TOTAL.....		26,194 14	

L'inspection des finances vient de procéder à une revision générale de la liquidation des annuités dues de la loi du 20 juin 1885, pour les emprunts scolaires concernant des établissements d'en-
seignement primaire.

Il résulte de ce travail qu'un certain nombre de communes ont droit à des compléments d'annuités sur les exercices 1893, 1894 et 1895.

Les allocations d'ouverture de crédit qui font l'objet du présent décret sont destinées à régulariser la situation par l'inspecteur des finances.

2. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre de l'intérieur) qui crée à Lille (Nord) un onzième
arrondissement de police pour le service de la sûreté. (Paris, 25 Février
1897.)

3. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Craponne (arrondissement du Puy, département de la
Loire) portera, à l'avenir, le nom de Craponne-sur-Arzon. (Paris,
Mars 1897.)

N° 32534. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

La commune de Frontenay (canton dudit, arrondissement de Niort, département des Deux-Sèvres) portera, à l'avenir, le nom de Frontenay-Rohan-Rohan. (Paris, 15 Mars 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1855.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32535. — *DÉCRET relatif au Service hospitalier en Algérie.*

Du 19 Mai 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 25 avril 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Ordonnance royale du 22 juillet 1834 ⁽¹⁾, qui place le territoire de
sous le régime des ordonnances ou décrets;

Le décret du 23 décembre 1874 ⁽²⁾, portant organisation du service
médical en Algérie;

La loi du 7 juillet 1877, relative à l'organisation des services hospita-
liers de l'armée dans les hôpitaux militaires et dans les hospices civils de
l'Algérie;

La loi du 16 mars 1882 sur l'administration de l'armée;

Le règlement du 25 novembre 1889 sur le service de santé de l'armée;

Le décret du 1^{er} août 1879 ⁽³⁾, modifié par le décret du 12 décembre
1879, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la
loi du 7 juillet 1877.

ARRÊTE :

1^{er}. En Algérie, les malades militaires sont admis dans les
hospices civils, sur la demande du ministre de la guerre.

Les conditions de traitement des malades militaires dans les

XII^e série, 2^e partie, 1^{re} section,
n° 5450.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 238, n° 3692.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 467, n° 8384.

hôpitaux civils, les indemnités à payer par le département, la guerre aux hospices civils, soit pour frais de traitement, soit, à lieu, pour dépenses de construction ou d'aménagements, sont terminées conformément aux dispositions de la loi du 7 juillet 1874 et des décrets qui en règlent l'application.

Pour les conventions à passer avec les hospices civils sous le régime du décret du 23 décembre 1874, l'approbation du conseil municipal sera remplacée par celle du gouverneur général en conseil de gouvernement.

3. La suppression d'hôpitaux militaires dans les villes de garnison est prononcée par décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre.

4. Dans les villes où il n'existe pas d'hôpital civil, la suppression de l'hôpital militaire ne peut être rendue effective qu'un an après la promulgation du décret prévu à l'article 3, s'il s'agit d'une ville de garnison, ou après la notification de la décision du ministre de la guerre au gouverneur général de l'Algérie, s'il s'agit d'une ville de garnison. La suppression de l'hôpital militaire n'est que la conséquence de la suppression de la garnison.

5. Les terrains et bâtiments occupés par les hôpitaux militaires dont la suppression aura été prononcée pourront être, soit au service de l'assistance publique coloniale, soit cédés gratuitement aux municipalités qui prendront à leur charge la création d'hôpitaux civils.

Le matériel pourra faire l'objet d'une cession contre remboursement aux prix débattus entre les services intéressés.

6. Les ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32536. — DÉCRET concernant l'organisation de l'École nationale des Mines.

Du 18 Octobre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 28 octobre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Il est tenu compte, pour le classement, de l'assiduité aux cours et aux exercices dans les conditions fixées par arrêté ministériel.

45. Le passage des élèves d'une année à l'autre, ou la sortie de l'école, ne peuvent avoir lieu que si l'on a satisfait, pour l'année, aux conditions fixées par l'arrêté ministériel, sans que ces conditions puissent permettre d'avoir moins de cinquante pour cent (50 p. 100) du total des points qui peuvent être acquis dans l'année.

46. En cas de maladie ou de toutes circonstances graves et exceptionnelles ayant occasionné une suspension forcée de travail, le ministre peut, sur la proposition du conseil, autoriser un élève à redoubler une année.

47. Le classement final des élèves ingénieurs a lieu après la remise de tous les travaux de voyage.

Les élèves ingénieurs ayant complété leurs cours d'études conformément aux règlements de l'école sont nommés ingénieurs ordinaires de troisième classe. Toutefois, ceux qui auraient été dispensés de leur troisième année militaire pour défaut d'aptitude physique ne recevront ce grade que l'année suivante. Ils seront classés, à raison de leurs nombres de points, dans la promotion de l'école polytechnique à laquelle ils appartenaient.

Ils sont à la disposition du ministre pour faire fonctions, s'il y a lieu, d'ingénieur ordinaire.

Les élèves promus ingénieurs choisissent, dans l'ordre du classement, parmi les emplois qui leur sont offerts, sans toutefois que leur choix puisse porter sur une résidence située dans le département où demeure leur famille.

48. Le classement final des élèves externes a lieu à la fin des examens de troisième année.

Le diplôme supérieur « d'ingénieur civil des mines » est délivré par le ministre à ceux qui ont satisfait, aux conditions de l'arrêté ministériel, prévu à l'article 45. et qui ont obtenu au moins soixante-cinq pour cent (65 p. 100) du total des points qui peuvent être acquis dans tout le cours de l'enseignement spécial.

Ceux qui ont simplement satisfait aux conditions dudit arrêté ministériel ne reçoivent du directeur qu'un certificat d'études sur lequel seront inscrites les notes obtenues pour les examens et les exercices pratiques.

49. Les élèves étrangers qui n'ont pas été exclus pour insuffisance de notes reçoivent du directeur de l'école un certificat d'études sur lequel sont inscrites les notes par eux obtenues pour les examens et les exercices auxquels ils ont pris part.

Ceux d'entre eux qui ont satisfait à toutes les épreuves dans les conditions exigées des élèves français obtiennent du ministre, comme ces derniers, le diplôme supérieur défini à l'article précédent.

TITRE II.

PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

SECTION I.

DIRECTION ET INSPECTION.

6. L'école est dirigée par un inspecteur général de 1^{re} classe des mines, qui a le titre de directeur de l'école.

Un ingénieur en chef des mines ou un inspecteur général de 2^e classe est chargé, sous l'autorité du directeur, de la direction des études et des détails de l'administration. Il porte le titre d'inspecteur de l'école.

Les propositions importantes touchant l'instruction, le régime de la discipline sont, avant d'être soumises à l'approbation du ministre, délibérées par un conseil qui porte le titre de conseil de l'école.

7. Le directeur de l'école est chargé d'assurer l'exécution des règlements; il rend compte au ministre de tout ce qui regarde l'instruction, la police et l'administration de l'école.

Il dirige les services annexés qui peuvent être rattachés à l'école.

8. L'inspecteur est chargé spécialement de tous les détails de l'instruction.

Il exerce une surveillance journalière sur toutes les parties de l'enseignement; il rend compte au directeur et, quand il y a lieu, au ministre de tout ce qui intéresse l'instruction, l'ordre et la discipline.

Il est chargé de la comptabilité de l'école et de celle des travaux d'essais.

Il est conservateur de la bibliothèque et des collections.

9. Le directeur et l'inspecteur sont nommés par décret.

SECTION II.

PROFESSEURS, RÉPÉTITEURS ET MAÎTRES ATTACHÉS À L'ENSEIGNEMENT, PERSONNEL ATTACHÉ À LA GARDE DES COLLECTIONS ET AU BUREAU DE L'ÉCOLE.

10. Les chaires constituant l'enseignement spécial sont celles de l'exploitation des mines, métallurgie, analyse minérale, chimie industrielle minérale, minéralogie, paléontologie, géologie générale, géologie appliquée, machines, chemins de fer, construction, électricité industrielle, législation, économie industrielle.

Ces cours sont complétés par des leçons de paléontologie, de pétrographie, construction des machines, topographie.

Les chaires sont confiées à des professeurs.

Un professeur peut être exceptionnellement chargé de plusieurs chaires.

Vu les adhésions directes à l'exécution des travaux, délivrées, les 24 mars 1894 et 18 avril 1896, par le directeur du génie à Grenoble, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853⁽¹⁾;

Vu la convention passée, le 27 novembre 1896, entre le préfet de la Haute-Savoie, agissant au nom du département, et M. *Joseph Barut*, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 30 juillet 1896;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 28 octobre 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880, sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai⁽²⁾ et 6 août 1881⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Annecy (gare Paris-Lyon-Méditerranée) et Thônes par Annecy-le-Vieux.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Haute-Savoie est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 27 novembre 1896, entre le préfet de la Haute-Savoie, au nom du département, et M. *Joseph Barut*, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUNNEL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 816.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 1074.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 1222.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le vingt-sept novembre, entre les
signés :

M. *Masclat*, préfet du département de la Haute-Savoie, chevalier de l'ordre d'honneur, agissant pour le compte du département en vertu des décrets du conseil général des 24 août 1894, 23 avril 1895 et 23 août 1895 et de la délibération en date du 4 juillet 1896, de la commission départementale déléguée à cet effet.

D'une part,

Et M. *Barut* (*Joseph*), industriel, domicilié à Annecy,

D'autre part;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de la Haute-Savoie, au nom du département, concède à M. *Barut*, qui accepte, la construction et l'exploitation, pour une durée de soixante-quinze ans, d'un tramway à traction mécanique pour le transport des voyageurs et des marchandises, allant d'Annecy (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Thônes par Annemasse et Vieux.

2. Cette concession, qui n'aura d'effet qu'en vertu du décret à intervenir approuvant la présente convention, est faite sans subvention ni garantie d'intérêt.

Toutefois, les travaux nécessaires pour porter la largeur des voies de construction empruntées à six mètres (6^m) en rase campagne seront exécutés par les soins et aux frais du département, M. *Barut* s'engageant seulement à concourir à la réalisation de ces travaux pour la somme à forfait de soixante mille francs (60,000^f) qui devra être versée au compte du département, à la caisse du trésorier-payeur général de la Haute-Savoie, à la première réquisition et au plus tard dix jours après la promulgation du décret ci-dessus prévu.

La présente concession est consentie conformément à la loi du 11 juin 1881, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de cette loi, et aux conditions spéciales stipulées dans le cahier des charges de la concession. M. *Barut* est, en conséquence, assujéti envers le département à toutes les obligations imposées par le cahier des charges, lequel est annexé au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications et suppressions suivantes :

Art. modifiés : 6, 11, 23, 27, 29 et 34.

Art. supprimé : 7.

3. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme qui se substituera à lui pour l'exploitation de tous ses engagements.

Cette substitution devra être approuvée par un décret délibéré en conseil d'Etat, sous réserve des dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

4. A partir de la troisième année d'exploitation, le concessionnaire devra verser annuellement sur les recettes brutes une somme de cent francs (100^f) par kilomètre destinée à former un fonds de réserve pour faire face au renouvellement du matériel.

Il déposera, au fur et à mesure, ces prélèvements annuels dans une caisse confiée au département, jusqu'à ce que le total atteigne la somme de mille francs par kilomètre.

Ce fonds restera sa propriété, et il en touchera les revenus; mais il n'y a pu puiser qu'avec l'autorisation du préfet, sur l'avis du service du contrôle, et pour les réparations à effectuer à la voie ou au matériel; en ce cas, il sera tenu de rétablir dans son intégralité par de nouveaux versements effectués dans les mêmes formes.

Ce fonds de réserve reviendra au concessionnaire en fin de concession, sous réserve des prélèvements qui auront pu y être faits pour remettre les lignes et leur matériel en bon état d'entretien, conformément à l'article 17 du cahier des charges.

Avant la mise en exploitation de la ligne qui fait l'objet de la présente convention, M. Barut versera la somme de trente-six mille francs (36,000^f) dans une caisse par le département, à titre de fonds de réserve spécial et distinct de celui de l'article 4 ci-dessus.

Les fois que la recette brute annuelle totale excédera la somme de deux cent mille francs (240,000^f) non compris l'impôt dû à l'Etat, l'excédent sera versé dans le fonds de réserve spécial.

Le fonds de réserve, dont la formation se continuera pendant toute la durée de la concession, sera à la disposition du département pour subventionner éventuellement la construction d'un tramway d'Annecy à Seyssel pour laquelle un droit de préférence, en cas de conditions offertes, appartiendra à M. Barut pendant toute la durée de la concession du tramway d'Annecy à Thônes.

Que ce fonds de réserve n'aura pas été employé par le département comme il vient d'être dit, les revenus en seront touchés par M. Barut; s'il demeure disponible au jour où expirera la concession du tramway d'Annecy à Thônes, il redeviendra, ce jour-là, la propriété dudit M. Barut, sauf les trente-six mille francs (36,000^f) versés par lui et qui demeureront la propriété du département.

Lu et approuvé :

Le concessionnaire,

Signé : J. BARUT.

Lu et approuvé :

Le Préfet de la Haute-Savoie,

Signé : MASCIET.

Donné à Annecy, le 14 décembre 1896, vol. 145 bis, folio 28, case 5. Reçu un franc-cinq centimes, décimes compris. — Signé : J. Duret.

CADRE DES CHARGES.

TITRE I.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

Art. 1^{er}. Le tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au service des voyageurs et des marchandises.

La traction aura lieu par locomotives à vapeur ou par traction mécanique de tout système approuvé par l'administration.

Tracé.

Le tramway suivra l'itinéraire suivant et empruntera les voies publiques ci-après désignées :

Annecy à Thônes par ou près Annecy-le-Vieux, en suivant la rue Vaugelas, la rue des Châvres et le chemin d'intérêt commun n° 2 rectifié jusqu'à sa rencontre avec le chemin de grande communication n° 1, puis ce dernier chemin jusqu'à Thônes.

Délais d'exécution.

Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la même date et seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à la circulation dans un délai de deux ans à partir de cette même date et de six mois au plus après l'exécution des travaux de rectification du chemin d'intérêt commun n° 2.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne dépassera pas deux mètres dix centimètres (2^m 10), et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètres soixante-quinze centimètres (3^m 75).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre soixante centimètres (1^m 60).

Alignements et courbes. — Pentés et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à quarante mètres (40^m) en rase campagne et vingt-cinq mètres (25^m) dans les traverses. Le maximum des déclivités est fixé à quarante-cinq millimètres (0^m 045).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un empierrement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais cet empierrement.

La chaussée empierrée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1^m 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la limite des propriétés riveraines.

7. (Supprimé.)

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au moins par mètre courant s'ils sont du type Vignole ou du type à double champignon, et de vingt-cinq kilogrammes (25^k) s'ils sont du type à ornieres; ils seront posés sur des traverses espacées de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90).

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter pour prendre ou laisser des voyageurs aux stations et haltes.

Les stations comprendront des bâtiments, quai et voies d'évitement pour voyageurs et marchandises à grande et à petite vitesse.

Certaines d'entre elles pourront être affectées seulement au service de la grande vitesse.

Les haltes pourront ne pas comprendre de constructions spéciales, mais le concessionnaire sera tenu d'y mettre à la disposition des voyageurs, à proximité de la voie, un local pouvant servir d'abri.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Annecy, Digny, Thônes, Vignières, Annecy-le-Vieux, Sur-les-Bois, Alex, Morettes.

Indépendamment des gares, stations et haltes, le préfet pourra fixer, le concessionnaire entendu, certaines sections du parcours où les trains devront s'arrêter à pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs, à la demande de ceux-ci.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera néces-

saire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées hors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la fin provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les autres terrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui doivent être faits, dans les deux sens, est fixé à deux en hiver et trois en été. Le préfet fixera, le cas échéant, le commencement et la durée des services d'hiver et d'été.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de huit voitures au plus et leur longueur dépassera pas soixante mètres (60^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du tramway mentionné à l'article 1^{er} du présent décret des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation et prendra fin soixante-quinze ans après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de l'expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance des produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent, de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à remettre en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne peut pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, les véhicules, les stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée par le concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre le matériel, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur lequel il y aura eu des avances; et, réciproquement, si le département ne reprend pas le matériel, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective du tramway ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les années qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire; dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle qui émanait de la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faite aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire ne remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure d'un caractère

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il fait par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplisse exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs....	{	Voitures couvertes, fermées à glaces et à banquettes rembourrées (1 ^{re} classe).....	fr. c.	fr. c.
		Voitures couvertes et fermées à vitres (2 ^e classe)....	0 06	0 03
Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.	0 04	0 02
		De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte, toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.		
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.		
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....			0 01	0 00
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				

(Sans que la perception puisse être inférieure à 0^f 30^c.)

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 09	0 05
Veaux et porcs.....	0 04	0 02
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 02	0 01

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excédents de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 33	0 15
---	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 17	0 10
--	------	------

TARIF		par
de	de	par
péage.	train	par
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 06	0 03	0 00
0 04	0 02	0 00
0 01	0 00	0 00
0 09	0 05	0 00
0 04	0 02	0 00
0 02	0 01	0 00
0 33	0 15	0 00
0 17	0 10	0 00

Bés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. —
châtignes et autres denrées alimentaires non dénom-
Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler
de. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. —
Charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. —
Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières.
sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres
morts ou non. — Fontes moulées.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 16	0 12	0 28
0 15	0 11	0 26
0 14	0 10	0 24
0 13	0 08	0 21
3 00	2 00	5 00
3 50	2 50	6 00
1 20	0 80	2 00
1 80	1 20	3 00
0 22	0 18	0 40
0 30	0 20	0 50
0 23	0 17	0 40
0 16	0 12	0 28

Tarif spécial par wagon complet.

ports de 7,500 kilogrammes ou payant pour ce poids :
des des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classes.....
s, fourrages, pailles et toutes marchandises ne pesant
kilogrammes sous le volume d'un mètre cube, 50 cen-
wagon et par kilomètre.

MATÉRIEL ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

chariot (pouvant porter de trois à six tonnes).....
chariot (pouvant porter plus de six tonnes).....
pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de
pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de
sept à dix tonnes.....
plus de dix tonnes.....
machines locomotives seront considérées comme ne traie
le convoi lorsque le convoi remorqué, soit de voya
de marchandises, ne comportera pas un péage au
à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son
marchant sans rien traîner.
à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être
à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.
deux ou quatre roues, à un fond et à une seule ban-
l'intérieur.....
quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans
omnibus, diligences, etc.....
sur la demande des expéditeurs, les transports auront
vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront
ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de
payer dans les voitures à une banquette, et trois dans les
à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voya-
dant ce nombre payeront le prix des places de deuxième
aménagement à deux ou quatre roues, à vide.....
lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
par tonne de chargement et par kilomètre.....

naires, elles seront immédiatement affichées et soumises à l'administration, qui prononcera définitivement.

Transport de masses indivisibles.

26. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille cinq cents kilogrammes (2,500^k).

Néanmoins le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille cinq cents à cinq mille kilogrammes (2,500 à 5,000^k), mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k), il devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

Exceptions. — Ravols par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes (200^k) sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

Dans les quatre cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par le préfet, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour la parcourir toute, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées, qu'après un délai de trois mois au moins, pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectner constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises, et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu avant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas la lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui indiquera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai pour lequel ce transport devra être effectué.

En cas d'expéditions par wagons complets, les expéditeurs sont tenus de faire connaître par écrit, à la gare de départ, le nombre de wagons qui leur sont nécessaires pour l'expédition des marchandises dont ils peuvent ou doivent exécuter le transport. Ils indiquent en même temps la nature et le poids de ces marchandises. Les quarante-huit heures qui suivent la réception de la demande, l'expéditeur forme, par les soins du chef de l'exploitation, des jour et heure où les wagons sont mis à sa disposition. Les délais de livraison sont comptés à partir du lendemain du jour de la réception de la demande de l'expéditeur, en ajoutant aux délais maxima fixés par le préfet, conformément à l'article 30 ci-après, le temps du charroi augmenté de trois jours.

Délais de livraison.

30. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés de gare en gare dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à grande vitesse seront expédiés par le premier train de voyageurs contenant des voitures de première classe et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de quarante-huit heures après l'arrivée du même train ;

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques à petite vitesse seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suit celui de leur arrivée en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le préfet, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse, le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions à prendre aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans interruption de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'embarquement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et au tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront fixés pour les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient soit une population agglomérée de moins de trois mille habitants, soit un centre de population de trois mille habitants situé à plus de cinq kilomètres de la gare du tramway.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes, et à leurs frais, le factage et le camionnage de leurs marchandises.

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Embranchements industriels. — Tarif à percevoir pour le matériel prêt.

— Colis postaux.

34. Le concessionnaire sera indemnisé de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements industriels desservant des carrières, des mines ou des usines, par la perception d'une redevance qui est fixée à douze centimes (0'12) par tonne pour le premier kilomètre et à quatre centimes (0'04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre (1^{er}).

Le concessionnaire sera tenu de transporter les colis postaux aux conditions fixées par l'administration des postes et de s'entendre à cet effet, pour le partage des taxes, avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.

TITRE V.**STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.****Fonctionnaires ou agents du contrôle.**

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir

au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépôt le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en tirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du contrôle, afin de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinquante francs (50^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu, le 1^{er} janvier qui suivra la date du décret déclaratif d'utilité publique, à la trésorerie générale.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-quatre mille francs en numéraire ou en rente sur l'État calculée conformément au décret du 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera rendu qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Annecy.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui faire sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Haute-Savoie.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Haute-Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la présente annexe seront supportés par le concessionnaire.

Accepté par le préfet :

Signé : MASCIET.

Accepté par le concessionnaire :

Annecy, le 27 novembre 1896.

Signé : J. BARTY.

Enregistré à Annecy, le 14 décembre 1896, vol. 145 bis, folio 28, case 94, franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : J. Duret.

N° 32538. — *Décret qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.*

Du 8 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de quatre mille neuf cent soixante-dix francs soixante-quatorze centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), sur l'exercice 1896, un crédit de quatre mille neuf cent soixante-dix francs soixante-quatorze centimes (4,970^f 74), savoir :

CHAP. III. Personnel de l'Algérie.....	248 ^f 54 ^c
— IV. Matériel de l'Algérie.....	4,722 20
TOTAL ÉGAL.....	4,970 74

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32539. — *DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.*

Du 14 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 16 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant organisation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales de même mois;

Attendu le décès de M. Oudet, sénateur du département du Doubs;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Doubs sont convoqués pour le dimanche 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Doubs, se réunira au chef-lieu le dimanche 30 mai 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

N° 32540. — *DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la deuxième circonscription de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) à l'effet d'élire un Député.*

Du 19 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 22 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal et fixé les circonscriptions électorales;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples;

Vu le décret du 23 juillet 1893 ⁽²⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux;

Vu la démission de M. Abeille, député de la deuxième circonscription de Saint-Gaudens (Haute-Garonne),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la deuxième circonscription de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) est convoqué pour le dimanche 16 mai 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau des dites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 489, n° 3636 et 3637.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 1566, n° 26771.

N° 32541. — *DÉCRET qui crée une Justice de paix à Béja* (Tunisie)

Du 3 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des affaires étrangères;

Vu la loi du 27 mars 1883 organisant la juridiction française et le tableau annexé à ladite loi;

Vu le décret du 14 avril 1883⁽¹⁾, établissant les circonscriptions de paix de la Régence de Tunis;

Vu le décret du 29 octobre 1887⁽²⁾, qui a institué une justice de paix à Ain-Draham;

Vu le décret du 9 avril 1889⁽³⁾, qui a détaché le territoire de Téboulba du canton de Tunis et l'a rattaché à celui du Kef;

Vu le décret du 24 février 1890⁽⁴⁾, créant trois justices de paix et Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est institué dans la régence de Tunis une justice de paix qui a son siège à Béja.

2. Cette juridiction se compose d'un juge de paix, d'un ou plusieurs suppléants, d'un greffier, et, s'il y a lieu, de commis, d'un interprète judiciaire et d'un officier de police judiciaire exerçant les fonctions de ministère public.

3. Le ressort de la justice de paix de Béja comprend les territoires du contrôle de Béja et de l'annexe de Medjez-el-Bab, qui ont été rattachés à la justice de paix de Souk-el-Arba, et le caïdat de Téboulba qui est détaché de la justice de paix du Kef.

4. Le ressort de la justice de paix de Souk-el-Arba comprend les territoires du contrôle de Souk-el-Arba et de l'annexe de Téboulba.

5. Les traitements des magistrats et du personnel des justices de paix de Béja et de Souk-el-Arba sont fixés conformément à ce qui est annexé à la loi du 27 mars 1883.

Le traitement du suppléant rétribué du juge de paix de Souk-el-Arba est fixé à trois mille francs; les traitements des commis sont fixés à cinq cents francs.

6. Les dispositions contraires des décrets des 14 avril 1883 et 29 octobre 1887 et 24 février 1890 sont abrogées.

7. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

(1) XII^e série, Bull. 766, n° 13120.

(2) XII^e série, Bull. 1129, n° 18581.

(3) XII^e série, Bull. 1234, n° 18582.

(4) XII^e série, Bull. 1213, n° 18583.

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulle-*

Paris, le 3 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des affaires étrangères,

Signé : G. HANOTAUX.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Approuvés les travaux à exécuter par la compagnie de chemins de
fer départementaux, conformément au projet présenté, le 17 avril 1896,
de la compagnie, pour l'agrandissement de la station de Lamastre
à Tournon à Lamastre).

La dépense résultant de l'exécution de ces travaux sera imputée sur le
crédit de deux millions de francs prévu à l'article 4 de la convention du
1886, approuvée par la loi du 27 juillet suivant, pour travaux com-
munaux, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement
à devoir être portées audit compte et sans qu'elles puissent dé-
passer deux mille quatre cent soixante-huit francs cinquante cen-
tes, compris huit pour cent pour frais généraux, intérêts et amortisse-
ment des capitaux pendant la construction. (Paris, 7 Septembre 1896.)

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant
ce qui suit :

Cartier (Charles-Bernard), industriel, né le 17 juillet 1852, à Paris,
et à Celles-sur-Plaine (Vosges),

Cartier (Jean-Marie-Joseph), industriel, né le 21 août 1854, à Paris,
et à Celles-sur-Plaine (Vosges),

sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de Bresson, et à
légalement, à l'avenir, Cartier-Bresson;

et les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour
faire sur les registres de l'état civil le changement résultant du
présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal
1897, justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil
d'arrondissement. (Paris, 5 Juin 1897.)

— DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant
ce qui suit :

Emmanuel (Bernard-Augustin), marchand de chevaux, né le 29 mai
1852, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique
Frézier, et à s'appeler légalement, à l'avenir, Emmanuel-Frézier;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal en en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat (Paris, 5 Juin 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Juin 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1856.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32545. — *Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de la mission Hourst sur le cours du Niger, de l'Exposition nationale et coloniale de Rouen et de l'Exposition internationale d'Atlanta (Géorgie).*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. L'article 4 de la loi du 17 décembre 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

« Afin de parer à l'éventualité de contingents exceptionnels de décorations qui pourront être nécessaires pour récompenser des faits de guerre et à la suite d'expéditions lointaines, il sera réservé, pendant chacun des deux semestres qui s'écouleront à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suivra la promulgation de la présente loi, un vingt-quatrième des médailles militaires et des croix de chevalier et un douzième des croix des grades d'officier, de commandeur et de grand officier attribuables aux militaires et marins en activité de service.

« Sur cette réserve peuvent être imputées les décorations avec traitement conférées sur la proposition du ministre des colonies, et avec l'autorisation des ministres de la guerre et de la marine, à des officiers et soldats des armées de terre et de mer en activité de service pour avoir pris part à des explorations hors d'Europe.

« Toutefois ces imputations doivent être, à chaque occasion, risées par une loi spéciale qui déterminera le nombre maximal de décorations à conférer. »

2. Toutes les extinctions qui se produiront au titre des décorations sans traitement précédemment accordées dans l'ordre national de la Légion d'honneur, en dehors des dispositions restrictives de la loi du 25 juillet 1873, par des lois spéciales à l'occasion d'expositions nationales ou d'autres circonstances exceptionnelles, devront mais profiter à la réserve créée par l'article 2 de la loi du 28 janvier 1897.

3. Pourront être imputées sur la réserve constituée en vertu de l'article 4 de la loi du 17 décembre 1892 :

Une croix d'officier,

Trois croix de chevalier,

destinées à récompenser les militaires en activité de service pris part à la mission chargée de l'étude hydrographique de la baie de

4. A l'occasion de l'exposition nationale et coloniale qui aura lieu à Rouen en 1896 et de l'exposition internationale d'Atlanta (Géographie), le Gouvernement est autorisé à faire, dans l'ordre national de la Légion d'honneur, des nominations et promotions imputables sur la réserve créée par l'article 2 de la loi du 28 janvier 1897 et dont le nombre ne pourra dépasser :

Quatre croix d'officier et vingt-cinq croix de chevalier pour l'exposition de Rouen ;

Deux croix de chevalier pour l'exposition d'Atlanta.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER

N° 32546. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement d'un pont à transbordeur pour la traversée de la Seine au port de Rouen.

Du 13 Octobre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu, avec le rapport y annexé, la demande présentée, le 3 novembre 1895, par M. Arnodin, ingénieur-construteur à Châteauneuf-sur-Loire, à l'effet d'être autorisé à établir et à exploiter, au port de Rouen, sur le boulevard Cauchoise, un pont à transbordeur pour la traversée de la

les pièces de l'enquête ouverte sur cette demande, suivant les formes
 prescrites par l'ordonnance du 18 février 1834 ⁽¹⁾; ensemble l'avis de la
 commission d'enquête, en date du 30 septembre 1895;
 la délibération de la chambre de commerce de Rouen, en date du
 15 novembre 1895;
 la délibération du conseil municipal de Rouen, en date du 23 sep-
 tembre 1895;
 les adhésions directes délivrées par le directeur des travaux hydrau-
 liques de la marine, à Cherbourg, et le directeur du génie à Rouen, à la
 date du 16 novembre et 17 décembre 1895;
 l'avis du directeur des domaines de la Seine-Inférieure, en date du
 15 novembre 1895;
 les rapports des ingénieurs du service de la Seine maritime, en date
 des 19 avril et 11-12 décembre 1895;
 l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 27 mai
 et 26 mars 1896;
 la lettre du préfet de la Seine-Inférieure, du 17 décembre 1895;
 le cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics et
 par le demandeur en concession, à la date du 12 septembre 1896;
 la loi du 27 juillet 1870;
 le conseil d'Etat entendu,

Arrêt :

1^{re}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, au port de
 Caudebec, au bas du boulevard Cauchoise, d'un pont à transbordeur
 traversée de la Seine.

L'établissement et l'exploitation du pont dont il s'agit sont con-
 cédés à M. Arnodia, ingénieur-constructeur à Châteauneuf-sur-
 Loire, sous les clauses et conditions du cahier des charges accepté par
 le demandeur en concession, lequel demeurera annexé au présent décret, ainsi que le plan
 l'apporte.

Le concessionnaire pourra se substituer, pour l'exercice de tous
 les droits et obligations résultant de la concession qui fait l'objet du
 présent décret, une société anonyme.

La substitution devra être autorisée par décret délibéré en con-
 seil d'Etat.

La cession totale ou partielle de la concession, tout change-
 ment de concessionnaire, ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'un
 décret délibéré en conseil d'Etat.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du
 présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulle-
 tin*.

Fait à Rambouillet, le 13 Octobre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des travaux publics,

Adjoint : A. TURREL.

Bull. 1^{re} partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE LA CONCESSION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet la construction et l'entretien d'un pont à transbordeur à Rouen.

Ce pont sera établi sur la Seine, en un point à déterminer au bas du Cauchoise, à ou près l'emplacement tracé en rouge sur le plan (pièce projet).

Il se composera d'un tablier métallique suspendu par des câbles qui appuieront sur des pylônes métalliques établis sur les deux rives.

La distance mesurée d'axe en axe des pylônes sera d'environ cent quatre-vingt mètres (142^m). La hauteur libre entre le tablier métallique et le niveau du quai sera d'au moins de cinquante mètres (50^m).

Au tablier sera suspendu, par l'intermédiaire d'un chariot roulant sur des rails, un transbordeur qui se trouvera au niveau des quais.

Ce transbordeur aura environ dix mètres (10^m) de longueur sur treize mètres de largeur.

Le chariot roulant sera mû par une machine à vapeur ou par l'électricité tout autre moyen approuvé par l'administration.

Nature de la concession.

2. La concession ne constitue aucun privilège en faveur du concessionnaire.

Les quais sur lesquels seront installés les points d'appui et les diverses constructions se rapportant à l'ouvrage concédé resteront affectés à l'usage libre et sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir ou d'autoriser toute autre construction, à employer ou à mettre à la disposition du public, tels ponts, engins de passage qu'elle jugera convenable et spécialement d'autoriser le passage de tel ou tel passage d'eau, sans que le concessionnaire puisse élever aucune objection. Il est spécifié, toutefois, que dans le cas où devrait s'établir un transbordeur ou un passage d'eau pour voitures, il ne pourrait être autorisé à une distance de trois cents mètres (300^m) à l'amont et à l'aval.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nature des appareils concédés.

3. Le concessionnaire est autorisé à établir sur les quais les pylônes d'amarrage avec les divers appareils et bâtiments nécessaires pour l'usage du transbordeur.

Emplacements.

4. L'emplacement définitif du pont, les dispositions du pont, des pylônes et des massifs d'amarrage, l'emplacement des bâtiments pour les conduites d'eau ou de gaz et des conduites électriques, s'il y a lieu, seront terminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-dessus.

Projets d'exécution.

5. Le concessionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics le projet d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer. Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire, et tous les calculs pour les justifier.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais, ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Exécution des travaux.

6. Le concessionnaire doit exécuter les travaux, conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics, sans réclamer aucune indemnité du fait de ces modifications.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Les maçonneries ne devront pas travailler au delà d'un dixième ($1/10^e$) de la charge qui produirait leur écrasement.

Les dimensions des pièces métalliques seront telles qu'en aucun cas le travail qu'elles doivent subir ne puisse excéder le quart de leur résistance absolue.

Les câbles seront en fil d'acier doux d'une résistance absolue d'au moins quatre-vingt quatre kilogrammes (84^{kg}) par millimètre carré. L'acier forgé servant aux pièces de traction dans la suspension, aura une résistance d'au moins cinquante-six kilogrammes (56^{kg}) par millimètre carré, avec dix-huit pour cent (18 p. 100) au moins d'allongement. L'effort maximum que devra subir cet acier ne pourra dépasser douze kilogrammes (12^{kg}) par millimètre carré.

L'acier laminé pour la charpente du tablier et des pylônes sera de la qualité dite *acier doux*, donnant une résistance de quarante-deux à quarante-six kilogrammes (42 à 46^{kg}) par millimètre carré, avec vingt-deux à vingt-six pour cent (22 à 26 p. 100) d'allongement. Il ne pourra travailler à plus de onze kilogrammes (11^{kg}) par millimètre carré. Dans les pièces travaillant à la traction, on calculera le travail d'après la section nette, en déduisant les trous de rivets et de boulons.

Le fer sera de la qualité dite n° 3 fournissant une résistance de trente-trois kilogrammes (33^{kg}) par millimètre carré; son travail maximum sera de six kilogrammes (6^{kg}) par millimètre carré.

La fonte ne pourra être employée qu'à la compression; elle sera grise, de deuxième fusion et exempte de tous défauts.

Le travail maximum qu'elle subira ne dépassera pas cinq kilogrammes (5^{kg}) par millimètre carré.

Les coefficients de travail maximum définis ci-dessus ne pourront être atteints que dans le cas d'efforts exceptionnels et peu fréquents, tels que les charges d'épreuve ou les efforts produits par les ouragans violents.

Pour les pièces subissant un travail permanent ou très fréquent, ces coefficients seront abaissés en proportion de la fatigue qu'est susceptible d'imposer leur fonction particulière.

Les bois ne pourront travailler à plus du dixième de la charge de rupture.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le concessionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le concessionnaire doit tenir en outre constamment propres les abords de ses ouvrages.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le concessionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites par le service du port sera remboursé par le concessionnaire, au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

L'entretien du pont consistera, notamment, à peindre les bois au moins une fois tous les trois ans et les fers tous les cinq ans, et même plus souvent s'il est nécessaire pour prévenir toute apparence d'oxydation; à renouveler les bois ou les fers lorsque la commodité ou la sûreté du passage pourra l'exiger; à remplacer les câbles de suspension ou de retenue qui seraient rompus ou gravement altérés; à maintenir l'état le système de fondations; à changer, au fur et à mesure des besoins, les planches qui se dégraderaient dans les parements extérieurs des massifs d'amarrage; à faire les ragréments et rejointements nécessaires pour reserrer les joints que les pluies et les intempéries auraient ouverts, de manière que toutes les parties apparentes des maçonneries offrent constamment une surface unie et régulière.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le concessionnaire est responsable vis-à-vis des tiers de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et des ouvrages, sans que la surveillance exercée par les ingénieurs du port puisse modifier cette responsabilité.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement et d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être amené à faire, par le ministre des travaux publics, à apporter aux ouvrages du port, aux bouées, canots d'amarrage, etc.....

Indemnités aux tiers.

10. Le concessionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlement de voirie.

11. Le concessionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des travaux d'entretien et tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par le concessionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique et de la liberté de la navigation.

12. Le concessionnaire ne peut élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état des chaussées et terre-pleins des quais ou de l'influence de l'état exercée sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison de troubles ou des interruptions de service qui résulteraient pour ses divers services de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, de travaux exécutés sur le domaine public, tant par l'administration que par des particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque du libre usage de la voie publique.

Le concessionnaire ne pourra également élever aucune réclamation en raison des gênes et sujétions qui pourraient résulter pour lui des manœuvres des navires dans le port, ces gênes et sujétions devant être supportées par le concessionnaire.

Délais d'exécution.

Le concessionnaire devra avoir terminé dans le délai de dix-huit mois le premier établissement du pont à transbordeur et des bâtiments annexes objet de la présente concession.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

Tous les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien, seront faits sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port qui feront, tant que sur les chantiers, telles vérifications qu'ils croiront utiles sur la résistance des matériaux employés et sur la bonne exécution des travaux.

Après l'achèvement de ces travaux, et avant toute mise en exploitation, le concessionnaire sera soumis à une épreuve, sous la direction de l'administration des ponts et chaussées et aux frais du concessionnaire.

La nature et la disposition du chargement d'épreuve seront fixées par le ministre de l'Intérieur, sur le projet d'exécution, le concessionnaire entendu. On constatera spécialement, dans les épreuves, la sûreté, la facilité et la promptitude des manœuvres d'armement et de changement de marche.

Après l'achèvement de ces travaux, et avant toute mise en exploitation, le concessionnaire sera soumis à une épreuve, sous la direction de l'administration des ponts et chaussées et aux frais du concessionnaire.

Après l'achèvement de ces travaux, et avant toute mise en exploitation, le concessionnaire sera soumis à une épreuve, sous la direction de l'administration des ponts et chaussées et aux frais du concessionnaire.

Après l'achèvement de ces travaux, et avant toute mise en exploitation, le concessionnaire sera soumis à une épreuve, sous la direction de l'administration des ponts et chaussées et aux frais du concessionnaire.

TITRE III.

EXPLOITATION.

Police des quais et du port.

La concession ne confère aucun droit d'intervention dans le placement des navires à l'amont et à l'aval du transbordeur, dans le déplacement de ces navires, dans la police de la grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage des quais.

Fonctionnement du service.

Les arrêtés ministériels fixent, le concessionnaire entendu :

1° L'horaire, la vitesse normale et la marche du transbordeur;

2° Les feux et signaux à employer pendant la nuit et en cas de brouillard;

3° Les règles à observer par le concessionnaire pour éviter des abordages entre le transbordeur et les navires ou embarcations;

4° Le nombre maximum de passagers et de véhicules qu'il convient de prendre à bord;

5° Le poids maximum des véhicules et du chargement total et les circonstances et autres qui nécessiteraient l'interruption du service.

Le concessionnaire est tenu de se conformer à ces arrêtés.

Cas d'interruption du service.

En cas de interruption du service, le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais et à son risque un passage provisoire pour piétons, à l'aide d'un bac ou de bateaux en amont.

Le concessionnaire ne pourra percevoir sur ce passage provisoire aucun droit autre que celui fixé par le tarif du péage concédé.

Éclairage et surveillance.

18. Le concessionnaire est tenu d'éclairer les abords du pont et de ses accès ainsi que le transbordeur, pendant la nuit, et d'entretenir à ses frais un nombre de gardiens suffisant pour assurer la régularité du service.

Règlement du port et mesures de police.

19. Le concessionnaire est soumis au règlement du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le concessionnaire ou pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les manœuvres et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

En cas d'inobservation de ces arrêtés, après injonction verbale des officiers ou des ingénieurs, les agents du concessionnaire seraient passibles de procès-verbaux de contravention à la police de grande voirie, et il serait procédé d'office à l'exécution des ordres des officiers de port et des ingénieurs, aux frais des concessionnaires, sauf recours contre le concessionnaire, civilement responsable.

Mesures de détail.

20. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges en ce qui concerne notamment les obligations respectives du concessionnaire et des personnes qui font usage du transbordeur et de ses accessoires, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le concessionnaire entendu.

Agents du concessionnaire.

21. Les agents et gardiens que le concessionnaire emploie pour la surveillance de la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et présentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Contrôle de l'exploitation.

22. L'exploitation des appareils ou engins autorisés est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

Il est prévu spécialement que, tous les ans, il sera fait, par l'ingénieur en chef, une visite détaillée du pont et de toutes ses dépendances, à l'effet de constater l'état d'entretien. L'ingénieur en chef transmettra le procès-verbal de cette visite au préfet, avec son avis.

Tous les cinq ans, l'épreuve prescrite à l'article 14 précédent sera renouvelée aux frais du concessionnaire.

23. Indépendamment de la visite annuelle et de l'épreuve périodique, des visites et des épreuves pourront avoir lieu sur l'ordre du préfet, si un événement prévu ou une circonstance quelconque faisait naître des doutes sur la sécurité du passage.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

24. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il aura à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplira toutes les obligations, le gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de la concession, pour l'usage de ses appareils, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-dessus.

Taxes maxima.

Les taxes maxima qui peuvent être perçues à partir de la mise en service du réseau, sont les suivantes :

N°	DÉSIGNATION DES UNITÉS TARIFIÉES.	PRIX par unité.
A. — Voyageurs à pied, à cheval ou en voiture :		
	Par personne, non chargée ou chargée d'un poids de 20 kilogrammes au maximum.....	0 ^{fr} 05 ^c
B. — Animaux attelés ou non, non compris les conducteurs :		
	Cheval, mulet, âne, bœuf et autres bêtes bovines, par tête...	0 10
	Veau, mouton, porc, chèvre.....	0 05
C. — Objets divers non placés sur véhicules :		
	Valises, colis, caisses, sacs, valières, et tous objets ou marchandises non placés sur véhicules, par lot d'un poids de 20 kilogrammes à 100 kilogrammes.....	0 05
	Les mêmes, lorsque le poids du lot dépasse 100 kilogrammes, par fraction de 50 kilogrammes.....	0 05
D. — Véhicules, conducteurs et animaux non compris :		
	Charrettes ou voitures servant au transport des marchandises, à deux roues, à vide.....	0 10
	Charrettes ou voitures servant au transport des marchandises, à quatre roues, à vide.....	0 15
	Chargement dans les voitures, par chaque cheval attelé.....	0 15
	Voiture suspendue ou à ressort, servant au transport des personnes, à deux roues.....	0 15
	Voiture suspendue ou à ressort, servant au transport des personnes, à quatre roues.....	0 25
	Vélo-pède, voitures à chicots, voitures à bras, brouette à vide.....	0 05
	Chargement de chacun des véhicules du tarif 11.....	0 05
	Voitures de tramway ou voitures automobiles, jusqu'à 5,000 kilogrammes de poids.....	1 00
	Voitures de tramway ou voitures automobiles, par 1,000 kilogrammes ou fraction de 1,000 kilogrammes au-dessus de 5,000 kilogrammes.....	0 10

Le cas où le concessionnaire jugerait utile plus tard d'établir deux classes de voyageurs, le ministre des travaux publics fixera, après enquête, le tarif applicable à la première classe, tarif qui pourra être supérieur à celui de cinq centimes (0^{fr} 05) fixé au n° 1 ci-dessus.

Franchises et modérations.

Sont exempts du droit de péage :

Le préfet, le maire, les juges d'instruction, le procureur de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et les agents de la police municipale, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les officiers et maîtres des armées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques, les agents voyers, piqueurs et cantonniers, des chemins vicinaux, le rece-

veur municipal, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi, agents des services actifs de la voirie municipale, des eaux et de l'éclairage public, signés par le maire, les facteurs de l'administration des postes, les officiers et divers des corps de la marine, et, rendant d'une rive à l'autre pour cause de sécheresse ou ayant le siège de leurs fonctions dans la circonscription maritime de Rouen, inspecteurs des pêches, les syndics des gens de mer, les gardes maritimes, les hommes pêcheurs, les gardes jurés et autres fonctionnaires, etc., qui sont posés à la police de la navigation et des pêches, mais pour le cas seulement de divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre à cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des insignes distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions.

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants.

2° Les corps de troupe en marche, les officiers en service pendant la durée d'étendue de leur commandement, les sous-officiers et soldats voyageant isolés à charge par eux de montrer une feuille de route ou un ordre de service, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie ;

3° Les pompiers qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre ;

4° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchir le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Les enfants au-dessous de trois ans, à charge d'être portés ou conduits, sont exemptés des droits de passage.

Interdictions.

27. Sont interdits :

1° Le transport des personnes ne jouissant pas de leurs facultés mentales ou sous l'influence de l'ivresse, non accompagnées ;

2° Le transport des matières considérées comme inflammables ou explosives.

Perception des taxes, abonnements.

28. La perception doit être faite d'une manière égale, pour tous, sans exception. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits, mais le tarif des abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Il est entendu que toute réduction de taxe ou tout avantage accordé à certains usagers doit être accordé à tous les autres usagers dans les mêmes conditions.

Abaissement des taxes.

29. Le concessionnaire peut, s'il le juge raisonnable, abaisser les taxes en deçà des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification du tarif est portée à la connaissance du public par des placards au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

30. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils, et aux endroits qui seront indiqués par l'ingénieur en chef du pont.

Le concessionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et doit placer à toutes les fois qu'il y a lieu.

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 47) du trésorier-payeur du département d'Alger et (n° 16) du payeur particulier de l'arrondissement de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public; les 14 août et 14 septembre 1896, par le département d'Alger et par la chambre de commerce de Philippeville, une somme totale de soixante-treize mille cinq cents francs (23,500' + 50,000), à titre de fonds de concours, pour la construction d'une cale au port de Dellys et pour l'exécution des travaux d'amélioration du port de Philippeville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 décembre 1896,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels s'élevant ensemble à soixante-treize mille cinq cents francs (73,500') et répartis ainsi qu'il suit, savoir :

1^{re} SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

CHAP. III. — TRAVAUX ORDINAIRES EN ALGÉRIE. — PORTS MARITIMES. — PHARES, FANAUX ET BALISES.

Construction d'une cale de halage au port de Dellys..... 23,500'

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XII. — AMÉLIORATION DES PORTS EN ALGÉRIE.

Travaux d'amélioration du port de Philippeville..... 50,000

TOTAL ÉGAL..... 73,500

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

l'intérêt public, de déplacer les bâtiments accessoires, les tuyaux de conduites gaz, posés sur le sol du domaine public, en vue de l'exploitation de la présente concession, ces déplacements seraient ordonnés par arrêté préfectoral pris sur l'avis de l'ingénieur en chef du port.

Le concessionnaire serait tenu alors d'exécuter cet ordre à ses frais, et sans interruption, dans les délais prescrits, faute de quoi l'administration y procéderait d'office aux frais du concessionnaire.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Election de domicile.

36. Le concessionnaire est tenu de faire élection de domicile à Rouen.

Il doit avoir un bureau situé à proximité des quais et faire choix, s'il en est, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent a qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les communications administratives.

Redevance.

37. Le concessionnaire est dispensé de payer à l'Etat aucune redevance pour l'occupation du terrain du domaine public, sur lequel seront établis la passerelle, les pylônes et les massifs d'amarrage.

Les redevances ordinaires seront payées pour les occupations temporaires résultant des installations accessoires.

Rachat de la concession.

38. L'Etat pourra, à toute autre époque, racheter la concession dès l'ouverture du service public du pont à transbordeur.

Si l'Etat use de la faculté qui lui est réservée par le présent article dans les premières années de la concession, l'indemnité de rachat consistera dans le remboursement de toutes les dépenses de premier établissement réellement faites par le concessionnaire.

A partir de l'expiration de la période de quinze ans dont il s'agit, l'indemnité de rachat sera réglée de la manière suivante :

On relèvera les produits nets obtenus annuellement par le concessionnaire ayant droit pendant les sept années qui ont précédé celle où le rachat sera effectué.

On en déduira les produits nets des deux plus faibles années et on établira le produit net moyen des cinq autres années. Ce produit net formera le montant de l'annuité qui sera due et payée au concessionnaire ou à ses ayants droit pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Frais d'impression et d'enregistrement.

39. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente concession restent à la charge du concessionnaire.

Cautiounement.

40. Avant tout commencement d'exécution des travaux prévus au présent article, le concessionnaire devra déposer à la Caisse des dépôts et consignations une somme de vingt-deux mille cinq cents francs (22,500'), qui formera le cautionnement de l'entrepreneur.

ÉTAT A.

ÉTAT des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des sommes ou les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1896.					
Ardèche ...	La ville d'Annonay.	Tournon	3840	31 octobre.	5,400 ⁰⁰
	Le département....	Bordeaux.....	8671	4 août.	2,550 00
	La commune de Loupiac.	Idem.....	9393	21 août.	1,000 00
Gironde...	M. Rousseau.....	Idem.....	12714	1 novembre.	1,000 00
	M ^{me} Hervey.....	Libourne.....	3328 (partie)	27 août.	271 49
	M ^{me} Gautria.....	Idem.....	3953 (partie)	16 octobre.	176 33
Indre-et-Loire.	La commune de Saint-Michel.	Chinon.....	2596	26 août.	1,000 00
	MM. Charbonneau frères et Bardin.	Agen.....	856 (partie)	21 juin.	200 00
	M. Massias et M ^{me} veuve Vigneau.	Marmande....	816	17 juin.	400 00
	M. Cazenobes.....	Idem.....	958	27 juin.	200 00
	M. Lameuzerie.....	Idem.....	1545	13 août.	300 00
	MM. Marreau, Pucheron et consortis.	Idem.....	1546	Idem.	112 50
	Idem.....	Idem.....	1684	24 août.	187 50
Lot-et-Garonne.	La Société métallurgique du Périgord.	Villeneuve-sur-Lot.	130	13 avril.	60 00
	MM. Constant et Arade.	Idem.....	1383	15 avril.	350 00
	MM. Brouet et Ducos.	Idem.....	970	26 juin.	150 00
	M. Biers.....	Idem.....	986	27 juin.	150 00
	M. Allemand.....	Idem.....	1614	17 août.	200 00
	M. Carles.....	Idem.....	2323	16 octobre.	150 00
	MM. Rirhon frères.	Angers.....	5981 bis	16 novembre.	58 94
Maine-et-Loire.	MM. de Bellefond et de Rouge.	Segré.....	1845	15 octobre.	18 08
	MM. de Courcy et M ^{me} veuve Haillant.	Idem.....	1952	29 octobre.	36 14
Meurthe-et-Moselle.	MM. Pantz frères...	Nancy.....	7563	19 octobre.	1,040 00
Pas-de-Calais.	M. Lefebvre (Alexandre).	Arras.....	5675	30 septembre.	200 00
Seine-Inférieure.	La commune d'Oissel.	Bouen.....	11210	30 octobre.	120 00
TOTAL.....					15,950 98

de cinq cents tonneaux de jauge légale ou, en second, un d'au moins deux mille tonneaux de jauge légale.

« Pour l'emploi de lieutenant de port :

« 1° Avoir servi comme officier dans la marine de l'État ;

« 2° Avoir le brevet de capitaine au long cours et avoir, pendant cinq ans au moins, commandé en premier un navire d'un minimum de cinq cents tonneaux de jauge légale ou, en second, un navire d'au moins mille deux cents tonneaux de jauge légale ;

« 3° Avoir servi pendant quatre ans au moins comme maître de port de 1^{re} classe.

« Pour l'emploi de maître de port :

« 1° Avoir servi comme maître à bord des bâtiments de l'État et justifier de dix ans de navigation effective ;

« 2° Avoir commandé pendant cinq ans au moins comme maître de cabotage ;

« Avoir cinq ans de services comme pilote breveté. »

2. Le décret susvisé du 27 mars 1890 est et demeure abrogé.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUREL.

N° 32548. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, à l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor public et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 13 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics à l'exercice ;

Vu l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition de l'État, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 30 novembre

Vu le décret du 8 février 1892⁽¹⁾, portant organisation de la trésorerie au Tonkin;

Vu le décret du 11 décembre 1895, relatif aux pouvoirs du résident général à Madagascar;

Vu le décret du 28 janvier 1896⁽²⁾, qui rattache les établissements français de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar à l'administration de Madagascar;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française l'île de Madagascar avec les îles qui en dépendent;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Le service de la trésorerie dans la colonie de Madagascar et dépendances est dirigé par un trésorier-payeur soumis à l'autorité du ministre des finances et du ministre des colonies et justiciable de la cour des comptes.

2. Le trésorier-payeur de Madagascar est nommé par décret du Président de la République sur la proposition du ministre des finances après avis du ministre des colonies.

Son cautionnement est fixé par le ministre des finances.

3. Le trésorier-payeur de Madagascar effectue toutes les opérations concernant les services financiers métropolitains.

Il exécute le service des articles d'argent dans les conditions déterminées par le décret du 26 juin 1878.

Il est préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

Il est chargé, en outre, de la gestion des recettes et des dépenses du budget local opérées par lui-même ou par les agents sous ses ordres, et il centralise les opérations des comptables locaux qui perçoivent les revenus de ce budget.

4. Le service de la trésorerie est assuré sous les ordres et la responsabilité du trésorier-payeur : 1° par des agents de tout grade de la trésorerie d'Algérie et de l'Indo-Chine dans les conditions fixées par les décrets du 15 mai 1874 et du 15 mars 1889; 2° par des agents de formation locale, choisis conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 15 mai 1874.

Le nombre des agents métropolitains est déterminé de concert entre le ministre des finances et le ministre des colonies.

A titre transitoire, les agents des diverses administrations de la métropole, actuellement détachés au service de la trésorerie du corps d'occupation de Madagascar, peuvent être maintenus en fonctions, ainsi que les préposés du Trésor à Nossi-Bé et à Sainte-Marie de Madagascar.

5. Le traitement du trésorier-payeur à Madagascar est fixé à dix

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 2460 (n° 1856). ⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1773, n° 30986.

N° 32549. — *Décret qui déclare d'utilité publique la création d'un Port de commerce à Bougie (Constantine).*

Du 14 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet dressé par l'ingénieur en chef de la circonscription Philippeville (Algérie), à la date du 23 juin 1893, en vue de la création d'un port de commerce à Bougie; ensemble le détail estimatif du projet, ressort que la dépense est évaluée à deux millions;

Vu la délibération en date du 9 mars 1895, par laquelle le commerce de Bougie s'est engagée à contribuer aux travaux projetés par un subside d'un million;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur l'avant-projet dans la forme prescrite par l'ordonnance du 18 février 1834⁽¹⁾, et d'après l'avis de la commission d'enquête, du 9 janvier 1896;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, en date du 4 janvier 1895, approuvé par les ministres de la guerre, de la marine, des finances et des travaux publics;

Vu les rapports des ingénieurs, en date des 31 mai, 24 juillet 1895, 4 juin 1895, 7 avril et 30 mai 1896;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 15 décembre 1892, 10 juillet 1893, 15 novembre 1894 et 20 juillet 1895;

Vu la lettre du gouverneur général de l'Algérie, du 8 juillet 1895;

Vu les lettres du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, des 3 et 12 août 1895;

Vu la lettre du ministre des finances, du 31 juillet 1896;

Vu les lois des 3 mai 1841 et 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction d'un port de commerce à Bougie, département de Constantine, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet ci-dessus visé et aux avis également susvisés du conseil général des ponts et chaussées.

La dépense de ces travaux est évaluée à deux millions (2,000,000^f).

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit par le commerce de Bougie, ainsi qu'il résulte de sa délibération du 9 mars 1895, de contribuer à la dépense des travaux par un subside d'un million de francs (1,000,000^f).

Le montant de ce subside sera versé au Trésor par acomptes.

(¹) 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 786, n° 2512.

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu la déclaration de versement n° 30212, constatant, à la date du 8 janvier 1897, le versement par la ville de Paris, à la recette centrale des finances de la Seine, à titre de fonds de concours, d'une somme de quatre millions de francs, représentant la première annuité sur sa subvention pour l'exposition de 1900;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 janvier 1897,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre XLVI : *Exposition universelle de 1900*, un crédit de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f), applicable aux dépenses de l'exposition de 1900.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Paris.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32555. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Exposition de 1900.

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 13 juin 1896, relative à l'exposition universelle de 1900;

Vu la loi du 24 décembre 1896, relative au budget des dépenses de l'exercice 1897;

Vu la déclaration n° 30212, à la date du 8 janvier 1897, constatant le versement à la recette centrale des finances de la Seine, à titre de fonds de concours, d'une somme de quatre millions de francs représentant la première

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la délibération du conseil général d'Ille-et-Vilaine, en date du 1896;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du contrôle, en date du 5 1896;

Vu les lettres du préfet d'Ille-et-Vilaine, en date des 10 sept 7 octobre 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local tramways, et notamment l'article 10;

Vu la loi du 1^{er} août 1890;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution, à la Compagnie fr de chemins de fer à voie étroite, de la société anonyme dite *gnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine*, comme rétrocession du réseau de tramways dont l'établissement dans le dépar d'Ille-et-Vilaine a été déclaré d'utilité publique par le décret du 17 août 1895.

2. Il est interdit à la « Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine », sous peine de déchéance, d'engager son capital, ment ou indirectement, dans une opération autre que la cession et l'exploitation du réseau de tramways mentionné à l'article 1^{er} sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32551. — *Décerner qui ouvre au Ministre des travaux publics, en date 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la Construction d'une Cale au Port de Delflys et l'Amélioration du Port de Delflys.*

DU 17 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et l'article 1^{er} du chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Attendu le décès de M. de Kergarion, député de la première circonscription de Lannion (Côtes-du-Nord),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le collège électoral de la première circonscription de Lannion (Côtes-du-Nord) est convoqué pour le dimanche 30 mai 1897, à l'effet d'élire un député.

2. L'élection aura lieu suivant les formes déterminées par les lois et décrets ci-dessus visés.

3. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aurait lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant la réunion des électeurs, un tableau desdites modifications.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 30557. — *Décret qui reporte à l'exercice 1897 un Crédit non employé / en 1896 affecté à l'entretien des Tombes militaires.*

Du 8 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget de l'exercice 1897;

Vu le décret du 29 décembre 1896⁽¹⁾, ouvrant au budget du ministère de l'intérieur (exercice 1896, chapitre x : France) un crédit provenant de fonds de concours et s'élevant à la somme de..... 486 60°

Vu le décret du 27 mai 1896⁽²⁾, reportant à l'exercice 1896 (chapitre x) une somme de..... 1,645 56

Vu les documents administratifs desquels il résulte que sur le montant des crédits ainsi portés à la somme de..... 2,062 16 les dépenses à imputer pour travaux exécutés aux tombes militaires pendant l'année 1896 s'élèvent à..... 26 27

et qu'il reste un disponible de..... 2,035 89

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1891, n° 31881.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1770, n° 30940.

N° 32552. — *Décret qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur le chapitre 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour les dépenses relatives à la Navigation intérieure.*

Du 5 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du public par des départements, des communes et des particuliers pour le service des travaux publics, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics approuvés par le décret du 31 mai 1862;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 12 janvier 1897.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le chapitre 1896, première section, chapitre xxxi : *Navigation intérieure — Rivières — Travaux ordinaires*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à quinze mille neuf cent cinquante francs quatre-vingt-dix-huit centimes (15,950'98) et affecté entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TUREL.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

Monts versés au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1896.					
	La ville d'Annonay.	Tournou.....	3640	31 octobre.	5,400 00
	Le département....	Bordeaux.....	8671	4 août.	2,550 00
	La commune de Loupiac.	Idem.....	9393	21 août.	1,000 00
	M. Rousseau.....	Idem.....	12714	1 novembre.	1,000 00
	M ^{me} Herrieu.....	Libourne.....	3328 (partie)	27 août.	271 49
	M ^{me} Gautria.....	Idem.....	3953 (partie)	16 octobre.	176 33
	La commune de Saint-Michel.	Chinon.....	2596	26 août.	1,000 00
	MM. Charbonneau frères et Bardia.	Agen.....	856 (partie)	22 juin.	200 00
	M. Massias et M ^{me} veuve Vigneau.	Marmande....	816	17 juin.	400 00
	M. Cazenobes.....	Idem.....	958	27 juin.	200 00
	M. Lemoisserie....	Idem.....	1545	13 août.	300 00
	MM. Marreau, Pu- cheron et consorts.	Idem.....	1546	Idem.	112 50
	Idem.....	Idem.....	1684	24 août.	187 50
	La Société métallur- gique du Périgord.	Villeneuve-sur- Lot.	130	13 avril.	60 00
	MM. Constant et Arade.	Idem.....	183	15 avril.	350 00
	MM. Brouel et Ducos.	Idem.....	970	26 juin.	150 00
	M. Biers.....	Idem.....	986	27 juin.	150 00
	M. Allemand.....	Idem.....	1614	17 août.	200 00
	M. Carles.....	Idem.....	2323	16 octobre.	150 00
	MM. Richon frères.	Angers.....	5982 bis	16 novembre.	58 94
	MM. de Bellefond et de Rouge.	Segré.....	1845	15 octobre.	18 08
	MM. de Courcy et M ^{me} veuve Haillant.	Idem.....	1952	29 octobre.	36 14
	MM. Pantz frères...	Nancy.....	7563	19 octobre.	1,040 00
	M. Lefebvre (Alexan- dre).	Arras.....	5675	30 septembre.	280 06
	La commune d'Ois- sel.	Bozen.....	11220	30 octobre.	120 09
				TOTAL.....	15,950 98

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 15,950 fr. 98 en vertu de la loi du 28 mai 1886, sur le budget de l'exercice 1886, première section, chapitre XXI : Navigation intérieure. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	Montants en francs.
Ardèche	Entretien du barrage de Ternay.....	5,400
	Enlèvement de vase dans le port de Bordeaux. 1,000 ⁰⁰	
	Réparation à la cale du port de Comenne, sur la Garonne maritime.....	1,000 00
Gironde	Réparation du barrage de la Logerie-sur-l'Isle.....	271 49
	Réparation du barrage de Saint-Seurin-sur-l'Isle.....	176 33
	Reconstruction du pont éclusé de Saint-Seurin-sur-l'Isle.....	2,550 00
Indre-et-Loire.	Dérasement de la digue de la Bonde et adoucissement de la rampe du même nom.....	1,000 00
Lot-et-Garonne.	Entretien de divers barrages établis sur le Lot (200 ⁰ + 400 ⁰ + 200 ⁰ + 300 ⁰ + 112 ⁰ 50 + 187 ⁰ 50 + 60 ⁰ + 350 ⁰ + 150 ⁰ + 150 ⁰ + 200 ⁰ + 150 ⁰).....	2,500 00
Maine-et-Loire.	Entretien de divers barrages établis sur la Mayenne (58 ⁰ 94 + 18 ⁰ 08 + 36 ⁰ 14).....	1,000 00
Meurthe-et-Moselle.	Entretien de la Moselle en aval de Frocard.....	1,000 00
Pas-de-Calais.	Curage de la Scarpe.....	2,000 00
Seine-Inférieure.	Entretien des ouvrages de défense de la berge d'Ussy.....	1,000 00
	TOTAL.....	15,950 98

N° 32553. — DÉCRET portant organisation du service de la Trésorerie à Madagascar.

Du 8 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 14 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 15 mai 1874, portant organisation de la trésorerie à Cochinchine;

Vu le décret du 20 novembre 1882 ⁽²⁾ sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 15 mars 1889 ⁽³⁾, relatif à l'organisation de la trésorerie en Algérie; ...

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

(2) XII^e série, Bull. 1231, n° 20.

(3) XIII^e série, Bull. 643, n° 1366.

NOTA. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le passeur.

Les instruments aratoires ne pourront être soumis à aucun droit. Le batelier sera tenu de passer sans délai lorsque la totalité de la recette qui lui sera due d'après le tarif ou qui lui sera assurée par les passagers réunis s'élèvera, pour une ou plusieurs personnes, à vingt centimes (0^e 20).

Dans les temps de hautes eaux, le paiement sera double.

Les eaux seront réputées hautes quand elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage.

2. Sont exempts du droit de péage :

1° Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs de la République, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les agents des ports, les inspecteurs des finances, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes, les agents des manufactures de l'État, les agents de l'administration forestière, les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les agents de l'administration des postes et des télégraphes, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs soit de leurs commissions, soit de cartes personnelles tenant lieu de ces commissions, soit enfin de réquisitions délivrées par le directeur du service intéressé;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

2° Les courriers et les estafettes du Gouvernement;

3° Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, les officiers lors de la durée et dans l'étendue de leur commandement;

4° Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire;

5° Les gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions;

6° Les enfants se rendant à l'école ou au catéchisme et en revenant, munis d'une attestation du maire de la commune.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier devra passer sans aucun délai, soit avant ou après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires, employés, agents et autres personnes désignés à l'article 2.

N° 32562. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Westphalen* (Louis-Édouard), né le 19 janvier 1830, au Havre (Seine-Inférieure), y demeurant,

Et M. *Westphalen* (Maurice-Édouard-Adrien), né le 3 mars 1862, au même lieu, y demeurant,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Lemaitre*, et à s'appeler légalement, à l'avenir, *Westphalen-Lemaitre*;

mille francs (10,000^f). Il lui est alloué une indemnité de cinq francs (5,000^f) pour frais de service.

Le trésorier-payeur et les autres agents de la trésorerie reçoivent à titre de supplément colonial une somme égale au montant de leur traitement de grade.

Provisoirement ils ont droit, suivant leur grade et d'après la nomenclature reconnue par l'article 6 du décret du 15 mai 1874, à des allocations en nature allouées aux officiers. Un arrêté pris par le ministre des colonies et par le ministre des finances déterminera l'époque à laquelle ils cesseront de jouir de ces allocations.

6. Les payeurs particuliers chargés d'un service de préposé fournissent un cautionnement dont le montant est fixé par le ministre des finances.

Les agents subalternes qui remplissent les conditions de grade ne sont pas astreints à un cautionnement.

Cependant le trésorier-payeur peut demander que ces agents soient soumis à cette garantie. Dans ce cas, le ministre des finances décide et fixe, s'il y a lieu, la quotité du cautionnement.

Les agents nommés avant leur départ de France à des fonctions sont soumis à la garantie du cautionnement doivent en faire provision au Trésor avant leur entrée en fonctions. Ceux qui sont nommés dans la colonie lorsqu'ils reçoivent avis de leur nomination ont un délai d'un an, à partir du jour de réception de cet avis, pour verser le cautionnement auquel ils sont assujettis.

7. Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEROY.

N° 32554. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de concours versés au Trésor, applicable aux Dépenses de l'Exercice 1900.

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des Postes et des télégraphes;

Vu la loi du 13 juin 1896, relative à l'exposition universelle de 1900.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1857.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32563. — *Loi relative à la Cession à la Ville de Boulogne-sur-Mer des Terrains des anciennes Fortifications de la Haute-Ville.*

Du 16 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé le contrat passé, le 20 août 1896, devant le sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, portant cession à cette ville par l'État, moyennant le prix de cent trente mille francs (130,000^f), des terrains des anciennes fortifications de la Haute-Ville à Boulogne-sur-Mer, tels qu'ils sont désignés audit contrat et sur le plan qui y est annexé.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

annuité de la subvention de la ville de Paris pour l'exposition universelle de 1900 ;

Vu le décret en date du 16 janvier 1897⁽¹⁾, portant ouverture d'un crédit de cent quatre-vingt mille francs à titre de fonds de concours, sur l'exercice 1896, à prélever sur le versement de quatre millions de francs et visé ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 janvier 1897 ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur le budget de l'exercice 1897, 1^{re} section, chapitre XLVIII : *Exposition universelle de 1900*, un crédit de trois millions huit cent vingt mille francs (3,820,000 fr.) applicable aux dépenses de l'exposition de 1900.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée par la ville de Paris, à titre de fonds de concours, par la ville de Paris.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER

N° 32556. — DÉCRET qui convoque le Collège électoral de la première circonscription de Lannion (Côtes-du-Nord) à l'effet d'élire un Député.

Du 3 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés ;

Vu la loi du 13 février 1889, qui a rétabli le scrutin uninominal dans les circonscriptions électorales ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽³⁾ ;

Vu la loi du 17 juillet 1889, qui interdit les candidatures multiples ;

Vu le décret du 23 juillet 1893⁽⁴⁾, portant convocation de tous les collèges électoraux ;

(1) Voir ci-dessus, n° 32554.

(2) XII^e série, Bull. 1045, n° 10527.

(3) I^{re} série, Bull. 488, n° 363.

(4) XII^e série, Bull. 1506, n° 1506.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RÉCETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.					
Charente-Inférieure.	La commune de Mornac.	Marennes.....	2619	15 octobre.	750 ⁰⁰
	Le département....	Brest.....	2105	28 mars.	5,000 00
Finistère..	La commune de Guilvinec.	Quimper.....	744	25 mars.	28,333 00
	La commune de Concarneau.	Idem.....	3884 (partie)	14 décembre.	5,200 00
	La commune de Saint-Sulpice-Faleyrens.	Libourne....	4841	24 décembre.	1,120 00
Gironde...	Le département....	Saint-Lô.....	4596	12 décembre.	12,000 00
Manche... Seine-Inférieure.	La ville du Tréport.	Dieppe.....	6382	18 décembre.	212 50
ANNÉE 1896.					
Bouches-du-Rhône.	Le département....	Marseille.....	3054	18 mars.	5,000 00
	Idem.....	Idem.....	3788	4 avril.	30,000 00
	La ville de Marseille.	Idem.....	5969	3 juin.	5,000 00
	Idem.....	Idem.....	7830	9 juillet.	30,000 00
Calvados..	La ville de Honfleur.	Pont-l'Évêque.	408	13 février.	500 00
Charente-Inférieure.	La commune d'Angoulins.	La Rochelle...	908	5 mars.	800 00
	La commune de Saujon.	Saintes.....	2889	15 juin.	1,500 00
	La commune de Kérity.	Saint-Brieuc..	283	27 janvier.	50 00
Côtes-du-Nord.	La ville de Saint-Brieuc.	Idem.....	2362	18 mai.	175 00
	La commune de Plerin.	Idem.....	2377	29 mai.	125 00
	La ville de Dinan.	Dinan.....	1944	9 juillet.	300 00
	Le département....	Brest.....	945	11 février.	300 00
	La compagnie des chemins de fer d'Orléans.	Quimper.....	982	19 mars.	500 00
	Divers Intéressés...	Idem.....	1064 (partie)	25 mars.	650 00
	Idem.....	Idem.....	1069 (partie)	26 mars.	170 00
	Idem.....	Idem.....	1071	Idem.	40 00
	Idem.....	Idem.....	1179	3 avril.	320 00
	La commune de Concarneau.	Idem.....	1180	Idem.	1,995 13
	Divers Intéressés...	Idem.....	1205	7 avril.	65 00
Finistère..	Idem.....	Idem.....	1278	14 avril.	25 00
	M. Bilette de Ville-roche.	Idem.....	1336	20 avril.	100 00
	La commune de Fouesnant.	Idem.....	1337	Idem.	230 00

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité
Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reporté au ministère de l'intérieur pour l'exercice
(France. — Chapitre x : *Entretien des tombes militaires*) une
de deux mille trente-cinq francs quatre vingt-neuf centimes (2).

2. Pareille somme de deux mille trente-cinq francs quatre
neuf centimes est annulée au budget du ministère de l'intérieur
l'exercice 1896 (France. — Chapitre x).

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article premier
moyen des ressources versées au Trésor à titre de fonds de
et reportées de l'exercice 1896 à l'exercice 1897.

4. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sou-
gés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin*
lois.

Fait à Paris, le 8 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHÉLEMY.

N° 32558. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des
comprises dans le département de la Vendée, à l'effet de nommer les
gués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 18 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 19 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département
térieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽²⁾, portant con-
de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales
même mois;

Attendu le décès de M. Biré, sénateur du département de la Ven-

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes compri-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10517.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 290, n° 4.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Manche... (suite.)	Le régisseur de la forme de radoub de Cherbourg.	Cherbourg....	2482	16 mai.	260 ^f 00 ^s
	Idem.....	Idem.....	2799	4 juin.	117 60
	Idem.....	Idem.....	3641	13 juillet.	140 00
	Idem.....	Idem.....	3660	15 juillet.	100 00
	Idem.....	Idem.....	3906	30 juillet.	1,028 70
	Idem.....	Idem.....	4352	22 août.	300 00
	Idem.....	Idem.....	4897	25 septembre.	580 00
	Le département...	Vannes.....	333	23 janvier.	2,500 00
	Idem.....	Idem.....	1016	7 mars.	2,333 00
	La commune de Saint-Gildas.	Idem.....	1292	28 mars.	2,000 00
Morbihan.	La commune de Port-Louis.	Lorient.....	106	24 janvier.	4,000 00
	La commune de Ploubinec et le département.	Idem.....	2447	5 mai.	3,865 00
	La commune de Sauzon.	Idem.....	2667	16 mai.	2,333 00
	La ville de Dunkerque.	Dunkerque...	991	26 février.	7,000 00
Pas-de-Calais.	La chambre de commerce de Calais.	Boulogne-sur-Mer.	1067	25 février.	15,487 28
	La ville de Boulogne.	Idem.....	3588	27 juin.	5,093 74
Pyrénées (Basses-).	La ville de Bayonne.	Bayonne.....	1960	2 mai.	1,900 00
Pyrénées-Orientales.	La ville de Collioure.	Perpignan....	213	14 avril.	300 00
Seine-Inférieure.	La ville de Rouen..	Rouen.....	8258	12 août.	5,200 00
	La chambre de commerce du Havre.	Le Havre.....	6621	4 août.	5,310 29
Vendée....	Le département....	La Roche-sur-Yon.	2240	4 août.	30,000 00
TOTAL....					327,256 72

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 327,256 fr. 72 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre XXXIII : Ports maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Bouches-du-Rhône.	Construction d'un port abri dans l'anse des Gondes, à Marseille (5,000 ^f + 5,000 ^f).....	10,000 ^f 00 ^s
	Construction d'un port-abri dans l'anse du Prophète, à Marseille (30,000 ^f + 30,000 ^f).....	60,000 00
Calvados....	Éclairage électrique des quais du port de Honfleur.....	500 00
Charente-Inférieure.	Rectification du chemin de halage du chenal de Mornac.....	750 ^f 00 ^s
	Construction du môle-abri du Loiron.....	800 00
	Dévasement du bassin de retenue des chasses du port de Ribéron-Saujon.....	1,500 00

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers raux, des conseillers d'arrondissement et des délégués du département des Basses-Alpes, se réunira au chef-lieu, le dimanche 4 juillet 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1897.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FAURE

N° 32560. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie française, conformément au projet présenté, le 27 février 1896, en vue de l'établissement d'un pont à bascule à la gare Méchéria.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de sept cent mille francs ouvert, conformément à l'article 10 de la convention du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet 1885, pour travaux complémentaires sur la ligne de Modzbah à Méchéria, en concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues de par l'Etat, portées audit compte et dans la limite d'une somme de deux cent cinquante francs, y compris une majoration de dix pour cent pour frais généraux et intérêts. (*Le Havre, 11 Septembre 1896.*)

N° 32561. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac d'Isles-les-Meldeuses, sur la rivière de la Seine, au territoire de la commune d'Armentières (Seine-et-Marne).

2. Sont exemptés des droits de péage :

Les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont désignés audit tarif et qui, aux termes du cahier des charges, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 8 Janvier 1897.*)

Tarif des droits à percevoir au passage d'eau d'Isles-les-Meldeuses, sur la rive gauche de la Seine, dans la commune d'Armentières, département de Seine-et-Marne.

ART. 1^{er}. Pour le passage d'une personne, homme, femme ou enfant, sept ans, non chargée ou chargée d'un poids de cinq myriagrammes.....
Pour denrée ou marchandise d'un poids de cinq myriagrammes.....
Pour chaque myriagramme excédant.....

N° 32565. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement d'un Chemin de fer destiné à relier la mine d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel et d'un Raccordement, sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt.

Du 9 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande présentée, le 22 juin 1895, par la société anonyme de *Vezin-Aulnoye*, concessionnaire de la mine de fer d'Amance (Meurthe-et-Moselle), à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à petite section, destiné à relier cette mine à la ligne de Nancy à Moncel, et d'un raccordement à voie normale sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt;

Vu la lettre de ladite société, en date du 15 mai 1896;

Vu l'avant-projet présenté à l'appui de cette demande et, notamment, le plan visé, le 31 mars 1896, par l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Nancy;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes auxquelles a été soumis cet avant-projet;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumise la demande ci-dessus visée et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, du 7 octobre 1895;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Nancy, en date du 28 septembre 1895;

Vu les rapport et avis des ingénieurs des mines, des 13 et 16 mai 1896;

Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle, du 21 mai 1896;

Vu l'avis du conseil général des mines, du 5 juin 1896;

Vu le cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics, le 9 décembre 1896;

Vu la loi sur les mines, du 21 avril 1810, modifiée par la loi du 27 juillet 1880 et, notamment, l'article 44;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834⁽¹⁾;

Vu les articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer à petite section, destiné à relier la mine de fer d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel, sur le territoire des communes de Bouxieres-aux-Chênes, Amance et Dommartin-sous-Amance, et d'un raccordement à voie normale sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

2° Lesdits impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux faire opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du présent décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germain an XI et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Tribunal d'État. (Paris, 12 Juin 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 29 Juin * 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE..

N° 1857.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

33. — *Loi relative à la Cession à la Ville de Boulogne-sur-Mer des Terrains des anciennes Fortifications de la Haute-Ville.*

Du 16 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est approuvé le contrat passé, le 20 août 1896, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer, portant cession à cette ville moyennant le prix de cent trente mille francs (130,000^f), des des anciennes fortifications de la Haute-Ville à Boulogne-sur-Mer, tels qu'ils sont désignés audit contrat et sur le plan qui y est joint.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 16 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32564. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, au titre 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de Travaux publics.*

Du 30 Novembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité relatif à l'emploi de fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements, des communes, des chambres de commerce particulières pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 novembre 1896;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au budget de l'exercice 1896, première section, chapitre *xxix maritimes. — Travaux ordinaires. — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de trois cent vingt-sept mille deux cent cinquante-six francs douze centimes (327,256⁷²) et réparti entre diverses catégories de travaux conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TUREL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques
et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récep- tissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
ANNÉE 1895.				
La commune de Marennes....	Marennes.....	2619	15 octobre.	750 ⁰⁰
Le département... Mornac.	Brest.....	2105	28 mars.	5,000 00
La commune de Quimper....	Quimper.....	744	25 mars.	28,333 00
Guilvinec.	Idem.....	3884	14 décembre.	5,200 00
La commune de Concarneau.	Idem.....	(partie)		
La commune de Libourne....	Libourne....	4841	24 décembre.	1,120 00
Saint-Sulpice-Fa- leyrens.	Idem.....			
Le département... Saint-Lô.....	Saint-Lô.....	4596	12 décembre.	12,000 00
La ville du Tréport.	Dieppe.....	8302	18 décembre.	212 50
ANNÉE 1896.				
Le département... Marseille....	Marseille....	3054	18 mars.	5,000 00
Idem.....	Idem.....	3788	4 avril.	30,000 00
La ville de Marseille.	Idem.....	5969	3 juil.	5,000 00
Idem.....	Idem.....	7830	9 juillet.	30,000 00
La ville de Honfleur.	Pont-l'Evêque.	408	13 février.	500 00
La commune d'An- goulins.	La Rochelle...	908	5 mars.	800 00
La commune de Saintes.....	Saintes.....	2889	15 juin.	1,500 00
Saujon.	Idem.....			
La commune de Saint-Brieuc..	Saint-Brieuc..	283	27 janvier.	50 00
Kerity.	Idem.....			
La ville de Saint- Brieuc.	Idem.....	2362	28 mai.	175 00
La commune de Plerin.	Idem.....	2377	29 mai.	125 00
La ville de Dinan.	Dinan.....	1944	9 juillet.	300 00
Le département... Brest.....	Brest.....	945	11 février.	300 00
La compagnie des chemins de fer d'Orléans.	Quimper.....	982	19 mars.	500 00
Divers intéressés...	Idem.....	1064	25 mars.	650 00
Idem.....	Idem.....	(partie)		
Idem.....	Idem.....	1069	26 mars.	170 00
Idem.....	Idem.....	(partie)		
Idem.....	Idem.....	1071	Idem.	40 00
Idem.....	Idem.....	1179	3 avril.	320 00
La commune de Concarneau.	Idem.....	1180	Idem.	1,995 13
Divers intéressés...	Idem.....	1205	7 avril.	65 00
Idem.....	Idem.....	1278	14 avril.	25 00
M. Billette de Ville- roche.	Idem.....	1336	20 avril.	100 00
La commune de Fouesnant.	Idem.....	1337	Idem.	230 00

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recépissés.	DATES des versements.	MONTANTS versés.
Gironde	La commune de Sainé-Estèphe.	Bordeaux.....	451	12 février.	100
	La commune de Saint-André-de-Cubzac.	Idem.....	964	21 février.	20
	La commune de Cantenac.	Idem.....	1067	24 février.	20
	La commune de Margaux.	Idem.....	1068	Idem.	20
	La commune de Soussans.	Idem.....	1069	Idem.	150
	La commune de Lamarque.	Idem.....	1092	Idem.	300
	La commune de Saint-Larbès.	Idem.....	1142	Idem.	20
	La commune de Macau.	Idem.....	1173	25 janvier.	30
	La commune de Saint-Seurin-de-Cadourne.	Idem.....	1181	Idem.	60
	La commune de Jan.	Idem.....	1188	Idem.	20
	Le département....	Idem.....	1749	9 mars.	3,50
	Idem.....	Idem.....	1750	Idem.	2,50
	Idem.....	Idem.....	1751	Idem.	1,50
	La ville de Bordeaux.	Idem.....	1861	11 mars.	25,00
	La commune de Pauillac.	Idem.....	5262	22 mai.	20
	Idem.....	Idem.....	5263	Idem.	20
	La compagnie générale transatlantique.	Idem.....	6298	17 juin.	21,00
	La commune de Saint-Christoly.	Idem.....	8055	22 juillet.	20
	La commune de Plassac.	Blaye.....	419	24 février.	20
	La ville de Blaye...	Idem.....	426	Idem.	20
	La commune de Saint-Androny.	Idem.....	436	26 février.	20
	La ville de Bourg..	Idem.....	440	Idem.	20
	La commune de Bayon.	Idem.....	441	Idem.	20
	La commune de Lugon.	Libourne.....	614	14 février.	20
	La ville de Libourne.	Idem.....	621	19 février.	1,00
Loire-Inférieure.	La ville de Nantes..	Nantes.....	3319	23 avril.	20,00
	Le département....	Idem.....	7773	7 septembre.	11,00
	La commune du Croisic.	Saint-Nazaire..	1390	1 ^{er} avril.	11,00
	Le département....	Saint-Lô.....	564	1 ^{er} février.	20,00
Manche...	La ville de Saint-Vaast.	Valognes....	651	28 février.	5,00
	Le régisseur de la forme de radoub de Cherbourg.	Cherbourg....	376	21 janvier.	20,00
	Idem.....	Idem.....	561	1 ^{er} février.	20,00
	Idem.....	Idem.....	764	12 février.	20,00
	Idem.....	Idem.....	1031	27 février.	20,00
	Idem.....	Idem.....	1333	13 mars.	20,00
	Idem.....	Idem.....	2030	20 avril.	20,00
	Idem.....	Idem.....	2229	1 ^{er} mai.	20,00

	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récé- pissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
	Le régisseur de la forme de radoub de Cherbourg.	Cherbourg....	2462	16 mai.	260' 00
	Idem.....	Idem.....	2799	4 juin.	117 60
	Idem.....	Idem.....	3642	13 juillet.	140 00
	Idem.....	Idem.....	3660	15 juillet.	100 00
	Idem.....	Idem.....	3906	30 juillet.	1,028 70
	Idem.....	Idem.....	4352	22 août.	300 00
	Idem.....	Idem.....	4897	23 septembre.	580 00
	Le département....	Vannes.....	333	23 janvier.	2,500 00
	Idem.....	Idem.....	1016	7 mars.	2,333 00
	La commune de Saint-Gildas.	Idem.....	1292	28 mars.	2,000 00
	La commune de Port-Louis.	Lorient.....	106	24 janvier.	4,000 00
	La commune de Ploubinec et le département.	Idem.....	2447	5 mai.	3,865 00
	La commune de Sauzon.	Idem.....	2667	16 mai.	2,333 00
	La ville de Dunker- que.	Dunkerque...	991	26 février.	7,000 00
	La chambre de com- merce de Calais.	Boulogne-sur- Mer.	1057	25 février.	15,487 28
	La ville de Boulo- gne.	Idem.....	3588	27 juin.	5,093 74
	La ville de Bayonne.	Bayonne.....	1960	2 mai.	1,900 00
	La ville de Collioure.	Perpignan...	213	14 avril.	300 00
	La ville de Rouen..	Rouen.....	8258	12 août.	5,200 00
	La chambre de com- merce du Havre.	Le Havre.....	6621	4 août.	5,310 29
	Le département....	La Roche-sur- Yon.	2240	4 août.	30,000 00
				TOTAL....	\$27,256 72

ÉTAT B.

on, par entreprise, d'un crédit additionnel de 327,256 fr. 72 ouvert au ministre
travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de
1896, première section, chapitre XXXIII : Ports maritimes. — Travaux ordi-
naires. — Entretien et grosses réparations.

	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
	Construction d'un port abri dans l'anse des Gondes, à Mar- seille (5,000' + 5,000').	10,000' 00
	Construction d'un port-abri dans l'anse du Prophète, à Marseille (30,000' + 30,000').	60,000 00
	Éclairage électrique des quais du port de Honfleur.....	500 00
	Rectification du chemin de halage du chenal de Mor- nac.....	750' 00
	Construction du môle-abri du Loiron.....	800 00
	Dévasement du bassin de retenue des chasses du port de Ribéron-Saujon.....	1,500 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits
Côtes- du-Nord.	Entretien du chemin de halage du Légué 175 ^f + 125 ^f	300 ^f 00 ^f
	Entretien d'un débarcadère pour engrais dans la baie de Beauport.....	50.00
	Entretien de la voie longeant le quai de rive gauche du port de Dinan.....	300.00
	Construction d'un môle à Guilvinec (28,333 ^f + 5,000 ^f).....	33,333.00
Finistère.....	Construction de la cale de la Croix, au port de Concarneau.....	1,995 13
	Élargissement du quai de Pénérout, à Concarneau.....	5,200.00
	Construction d'une cale à la pointe de Beig-Meil, commune de Fouesnant (300 ^f + 500 ^f + 650 ^f + 170 ^f + 40 ^f + 320 ^f + 65 ^f + 15 ^f + 100 ^f + 230 ^f).....	2,400.00
	Construction d'une cale au port de Mourilon-dogne.....	sur la Dor- 1,120 ^f 00 ^f
Gironde.	Dragages au pied de l'appontement de Trompeloup (Paulliac).....	21,210.00
	Entretien des quais de Queyries et de la Souys, à Bordeaux (3,250 ^f + 2,009 ^f 61 ^f + 1,377 ^f).....	6,636 61
	Entretien des chaussées et terre-pleins du port de Bordeaux.....	22,380.66
	Entretien de divers ports du département de la Gironde (500 ^f + 1,194 ^f 66 ^f + 780 ^f 63 ^f + 203 ^f 39 ^f + 200 ^f + 200 ^f + 200 ^f + 150 ^f + 300 ^f + 300 ^f + 252 ^f 38 ^f + 651 ^f + 20 ^f + 400 ^f + 528 ^f 89 ^f + 300 ^f + 162 ^f 72 ^f + 300 ^f + 60 ^f + 30 ^f 14 ^f).....	6,733 81
Loire- Inférieure.	Dérasement des roches du chenal du port du Croisic (11,500 ^f + 11,500 ^f).....	23,000 ^f 00 ^f
	Curage du port de Nantes, devant les chantiers de la Loire.....	10,000.00
Manche.	Fermeture de la passe nord du port de Saint-Vaast (5,500 ^f + 9,500 ^f + 12,000 ^f).....	27,000 ^f 00 ^f
	Entretien de la forme de radoub de Cherbourg (280 ^f + 220 ^f + 300 ^f + 200 ^f + 260 ^f + 380 ^f + 346 ^f 40 ^f + 260 ^f + 100 ^f + 140 ^f + 1,028 ^f 70 ^f + 117 ^f 60 ^f + 650 ^f + 300 ^f).....	4,512 70
Morbihan.....	Construction d'un port-abri à Port-aux-Moines, commune de Saint-Gildas (2,500 ^f + 2,000 ^f).....	4,500 ^f 00 ^f
	Travaux d'amélioration du port de Locmalo.	4,000.00
	Construction d'une jetée dans l'anse de Pen-Prad, au port de Sauzon (2,338 ^f + 2,333 ^f).....	4,666.00
Nord.....	Construction d'un môle au Vieux-Passage (rivière d'Étel).....	3,865.00
	Entretien des chaussées des quais du port de Dunkerque.	7,000
Pas-de-Calais.	Fourniture de puissance électrique et d'eau sous pression servant à actionner les appareils hydrauliques de l'outillage du port de Calais.....	15,487 ^f 28 ^f
	Entretien des boulevards Chatillon et Dannou et des chaussées latérales aux quais, à Boulogne-sur-Mer.....	5,003 74
Pyrén.(Basses)- Pyrén.-Orient.	Entretien des quais de l'Adour et de la Nive, à Bayonne.	1,900
	Établissement de bords d'amarrage au port de Collioure.	300
Seine- Inférieure.	Établissement d'un garde-corps et d'une échelle, dans l'avant-port du Tréport.....	222 ^f 50 ^f
	Frais de consommation d'eau sous pression actionnant les grues hydrauliques du port du Havre.....	5,340.20
	Entretien des chaussées latérales des quais du port de Rouen.....	5,200.00
Vendée.....	Modification des estacades de Fromentine et de la Pourville.	30,000
	TOTAL.....	327,234

Abraham) en passant avenue Thiers, place Thiers, alternativement rue des Minimes et boulevard René-Levasseur, place de la République, rue Dumas, rue de l'Étoile, rue du Mail, place des Jacobins, rue de Tessé et rue des Maillets;

Ligne n° 2. — De la rue du Sergent-Lebouc (place de la Croix-d'Or) à l'octroi sur la route nationale de Paris à Nantes en passant rues du Sergent-Lebouc, du Sépulcre, des Noyers, pont Yssoir, le tunnel, place des Jacobins, rues du Mail, Gougeard, avenue de Paris et route nationale de Paris à Nantes jusqu'à l'octroi actuel. Toutefois, le jour où la ville aura élargi et ouvert les rues de Beaulieu et Philippe, le rétrocessionnaire s'engage à reporter l'origine de la ligne à l'entrée du cimetière;

Ligne n° 3. — De l'hôpital à la place de la Lune en passant route de Laval, rue Montoise, rue et pont Gambetta, place de la République, alternativement rue des Minimes et boulevard René-Levasseur, place Thiers, rue Basse, place de la Mission, avenue de Ponthieu jusqu'à la place de la Lune.

Détails d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique ou de l'acceptation par le ministre du rétrocessionnaire proposé par la ville du Mans.

Les travaux devront être commencés dans les deux mois qui suivront l'approbation des plans d'exécution et terminés de façon que les lignes soient livrées à l'exploitation dans le délai maximum d'une année à partir de ladite approbation des plans.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne dépassera pas deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au maximum de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera réglée de manière qu'entre les parties les plus saillantes de deux voitures qui se croisent il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à dix-sept mètres (17^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinq centimètres trois cent cinquante-quatre millièmes (0^m 05354). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage semblable à celui existant, c'est-à-dire d'environ vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage sur tout le parcours de ces voies.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres

chemin de fer ne sont pas accomplis dans le délai de dix-huit mois à partir du présent décret.

2. La société anonyme de Vezin-Aulnoye est autorisée à exécuter le chemin de fer et le raccordement dont il s'agit à ses frais, et périls, suivant le tracé n° 2 indiqué au plan ci-dessus visé formellement aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

Les susdits plan et cahier des charges resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer qui fait l'objet du présent cahier des charges part de la mine d'Amance et aboutira à la gare d'Eulmont-Agincourt, ligne de Nancy à Lunéville. Il sera établi conformément aux indications du projet d'ensemble présenté le 22 juin 1895, par ladite société de Vezin-Aulnoye.

Approbation des projets de détail.

2. Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer que de ses dépendances qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure. A cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre, qui prescrira, s'il y a lieu, telles modifications qu'il verra de droit. L'une de ces expéditions sera remise à la société avec le visa du ministre, l'autre demeurera aux archives de l'administration.

Avant comme pendant l'exécution, la société aura la faculté de proposer et de faire approuver les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

Exécution des travaux.

3. La société n'emploiera dans l'exécution des ouvrages que des matériaux de première qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre de divers cours d'eau et chemins publics et particuliers seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourraient être admis par l'administration.

N° 32565. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer destiné à relier la mine d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel et d'un Raccordement, sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt.*

Du 9 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande présentée, le 22 juin 1895, par la société anonyme de Vezin-Aulnoye, concessionnaire de la mine de fer d'Amance (Meurthe-et-Moselle), à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à petite section, destiné à relier cette mine à la ligne de Nancy à Moncel, et d'un raccordement à voie normale sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt;

Vu la lettre de ladite société, en date du 15 mai 1896;

Vu l'avant-projet présenté à l'appui de cette demande et, notamment, le plan visé, le 31 mars 1896, par l'ingénieur en chef des mines chargé de l'arrondissement minéralogique de Nancy;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes auxquelles a été soumis cet avant-projet;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumise la demande ci-dessus visée et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, du 7 octobre 1895;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Nancy, en date du 28 septembre 1895;

Vu les rapport et avis des ingénieurs des mines, des 13 et 16 mai 1896;

Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle, du 21 mai 1896;

Vu l'avis du conseil général des mines, du 5 juin 1896;

Vu le cahier des charges arrêté par le ministre des travaux publics, le 9 décembre 1896;

Vu la loi sur les mines, du 21 avril 1810, modifiée par la loi du 27 juillet 1880 et, notamment, l'article 44;

Vu la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834⁽¹⁾;

Vu les articles 20 et 22 de la loi du 11 juin 1880;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer à petite section, destiné à relier la mine de fer d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel, sur le territoire des communes de Bouxières-aux-Chênes, Amance et Dommartin-sous-Amance, et d'un raccordement à voie normale sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 286, n° 5212.

galement faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à la rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

10. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Si, par suite du défaut d'entretien ou pour toute autre raison, l'exploitation vient à présenter certains dangers, le ministre pourra interdire la circulation des trains jusqu'à ce que la ligne ait été remise en état et que toute cause de danger ait disparu.

Dans le cas où la facilité et la sécurité de la circulation sur les voies publiques ainsi que le libre écoulement des eaux viendraient à être compromis, le préfet pourra, d'office, aux frais de la société, prendre les mesures nécessaires.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet dressera et qui seront exécutoires.

11. Dans les parties de la route départementale n° 14 empruntées par la voie ferrée, la société de Vezin-Aulnoye fournira, sur les points qui seront fixés par le préfet, des emplacements pour les dépôts de matériaux d'entretien.

Elle aura à entretenir la surface de route occupée par ses voies et par une bande de cinquante centimètres (0^m 50) de largeur à partir de chaque rail extérieur.

Elle devra maintenir l'accès des voitures à la voie publique, au droit des passages publics et particuliers, ainsi que des entrées charretières. Elle prendra, à cet effet, les dispositions nécessaires pour faciliter l'exécution des travaux publics autorisés par l'administration afin de créer de nouveaux accès, soit aux chemins publics et particuliers, soit aux propriétés riveraines. Elle aura à effectuer, à ses frais, les modifications à apporter à ses voies pour assurer ces nouveaux accès.

Gardiens.

12. La société sera tenue d'établir à ses frais, partout où la nécessité en sera reconnue par le préfet, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation sur les points où la voie ferrée traverse à niveau des routes ou chemins publics.

Mesures de sécurité.

13. La société sera tenue de prendre toutes les mesures qui pourront lui être prescrites par le préfet, sous l'autorité du ministre, pour assurer la sécurité de l'exploitation.

La longueur des trains, sur la route départementale n° 14 ne devra pas dépasser trente mètres (30^m); leur vitesse sera inférieure à vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

CLAUSES DIVERSES.

14. Dans le cas où le Gouvernement, le département ou les communes auraient ou autoriseraient la construction de routes nationales, départementales ou communales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne, la société ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, et que les frais de construction et d'entretien soient à la charge de la société.

15. Pendant toute la durée de l'existence de la voie ferrée sur la route départementale n° 14, la société sera tenue de maintenir la route en bon état.

la société de Vezin-Aulnoye payera une redevance annuelle au départe-

est interdit à la société d'établir sur la voie ferrée un service public de trans-
porteurs ou de marchandises. Elle sera tenue de transporter gratuitement,
les matériaux d'empierrement arrivés en gare d'Eulmont-Agincourt, à
des parties de route empruntées. Le chargement et le déchargement de
eux seront exécutés par les soins et aux frais du département.

frais de visite, de surveillance et de reconnaissance des travaux et de sur-
de l'exploitation seront supportés par la société, et le montant en sera re-
comme en matière de contributions publiques.

frais d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par

Approuvé :

le 9 décembre 1896.

Le Directeur des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Vu pour acceptation :

Pour la société de Vezin-Aulnoye :

Le Directeur des établissements de l'Est,

Signé : VICTOR SÉPULCHRE.

et à Paris, bureau des actes administratifs, le 28 décembre 1896, folio 44,
trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

**DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau
de Tramways dans la ville du Mans (Sarthe).**

Du 9 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 16 décembre 1896.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre des travaux publics ;

l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de
la Sarthe, d'un réseau de tramways à traction électrique, destiné au trans-
port des voyageurs et, facultativement, des marchandises dans la ville du

notamment, le plan d'ensemble dudit réseau ;

les conclusions de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet,
conformément de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes dé-
terminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881⁽¹⁾ ;

notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du
1896 ;

la délibération de la chambre de commerce du Mans, en date du 27 mai

des délibérations du conseil général et de la commission départe-
mentale de la Sarthe, en date des 22 août 1895, 22 mai et 30 octobre

la convention passée, le 31 octobre 1896, entre le maire du Mans,
au nom de la ville, et M. Faye, pour la rétrocession de l'entre-
prise que le cahier des charges y annexé ;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 24 octobre 1895, 26 mars et 20 juillet 1896;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 13 août 1896;

Vu la lettre du ministre de la guerre, en date du 19 août 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1881⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, suivant les dispositions générales ci-dessus visé, d'un réseau de tramways à traction électrique destiné au transport des voyageurs et, facultativement, des marchandises dans la ville du Mans.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exploitation dudit réseau ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. La ville du Mans est autorisée à pourvoir à la construction et à l'exploitation du réseau de tramways dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 31 octobre 1896, entre le maire du Mans, au nom de la ville, et M. Faye, pour la concession du réseau de tramways susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Décembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Signé : FÉLIX FAURE.

CONVENTION.

Entre le maire de la ville du Mans, agissant au nom de la ville et spécialement autorisé par le conseil municipal, suivant délibérations en date du 22 mai 1896 et du 30 octobre 1896,

D'une part;

Et M. Ennemond Faye, demeurant à Lyon, rue Grolée, n° 4,

D'autre part,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 10748.

convenu ce qui suit :

La ville du Mans s'engage à solliciter de l'État la concession d'un réseau sur rails, marchant à l'électricité, tel qu'il est défini dans les articles 1 et 2 du cahier des charges annexé au présent traité avec les clauses et conditions précitées.

Même traité, M. Faye, de son côté, s'engage envers la ville du Mans à faire exécuter les plans nécessités par la loi et les règlements pour ladite concession, à ses frais personnels, mais en les établissant d'un commun accord avec l'administration municipale.

La ville s'engage dès aujourd'hui à rétrocéder à M. Faye la concession telle qu'elle est définie dans le cahier des charges annexé au présent traité. Elle ne devra toutefois aucune indemnité à M. Faye si celui-ci refusait ladite concession qu'elle s'engage à demander.

La ville se réserve le droit de demander ou d'accorder de nouvelles concessions sur rails, quel que soit le système adopté; mais il est entendu que M. Faye aura, pendant dix ans, un droit de préférence pendant dix ans. Un délai de trois mois sera accordé après notification pour formuler son acceptation ou son refus. Passé ce délai, la ville sera forclos du droit de préférence.

La ville s'engage de déplacement, de réfection ou de modifications apportées, soit dans le mode actuel de pavage ou d'empierrement, par la ville, le département ou l'État, suivant le cas, des voies suivies par l'une ou l'autre des lignes de tramways concédées, le rétrocessionnaire devra rétablir à ses frais les rails et tous les poteaux, fils, etc., s'il y a lieu, et ne sera admis à aucune indemnité momentanée dans le service des tramways ou autrement.

La ville concèdera la location gratuite à M. E. Faye des surfaces occupées par les bureaux d'attente et de contrôle lorsque lesdits bureaux seront établis sur des terrains appartenant à la ville. Les plans architecturaux de ces bureaux devront être soumis à la ville et acceptés par elle.

Les fonctionnaires ou agents préposés au contrôle, admis par l'article 35 du cahier des charges à voyager gratuitement, seront aussi appelés à profiter de la concession sur les personnes ci-après désignées :

Les sapeurs-pompiers, les pompiers (officiers, sous-officiers et soldats, revêtus de leur uniforme);

Les commissaires et agents de police;

Les gendarmes et les préposés de l'octroi en uniforme;

Les employés municipaux chargés d'un service extérieur;

Les visiteurs du bureau de bienfaisance munies de leur carte d'identité;

Les facteurs des postes et télégraphes en service.

La ville s'engage à faire les travaux nécessités aux rues ou traverses de la ville par l'établissement du tramway seront à la charge exclusive du rétrocessionnaire, y compris les modifications et aménagements à apporter, s'il y a lieu, aux chaussées et trottoirs de ces rues pour permettre d'établir la voie sur l'axe.

Le rétrocessionnaire fera imprimer à ses frais trois cents exemplaires du traité de concession et du cahier des charges et les remettra à l'administration municipale.

La ville s'engage à fournir les engins, matériaux et appareils, et plus spécialement toutes les fournitures électriques nécessaires à la construction et à l'exploitation du tramway de provenance française.

Le rétrocessionnaire devra, dans le délai de six mois à partir de la déclaration de concession, se substituer une société anonyme dont la durée devra être égale à celle de la concession et avec laquelle il restera solidairement responsable de l'exécution des engagements.

Il est formellement stipulé que dans aucun cas le rétrocessionnaire ne pourra utiliser la traction des voitures pour autre chose que la traction des tramways. Il est formellement interdit de l'appliquer au transport ou à la distribu-

tion de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice par l'électricité dans la commune du Mans, pour la ville et les particuliers.

Il ne pourra sous-traiter ni emprunter à des tiers la fourniture de tout ou partie de l'énergie électrique qui lui est nécessaire sans l'autorisation du conseil municipal.

12. Après la signature de l'acte de concession, le rétrocessionnaire déposera en caisse des dépôts et consignations une somme de cent mille francs (100.000) francs, soit en rente sur l'État calculée conformément au décret du 31 janvier 1890, ou en bons du Trésor, avec transfert au profit de ladite caisse de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les trois quarts en seront rendus au rétrocessionnaire et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier quart ne sera remboursé qu'après l'exécution de la concession.

13. Le rétrocessionnaire devra faire élection de domicile au Mans.

Dans le cas où il ne l'aurait fait, toute notification ou signification à lui faite sera valable lorsqu'elle sera faite à la mairie du Mans.

14. Le cahier des charges est conforme au cahier type annexé au décret du 1881, sauf modification ou addition aux articles 3, 4, 6, 9, 10, 11, 12, 15, 28, 29 et 37 et aux articles 8, 14 et 17, et suppression des articles 21, 25, 30, 31, 32, 33, 34, 38 et 39. Le rétrocessionnaire sera assujéti envers la ville à toutes les obligations imposées à la ville elle-même par ce cahier des charges.

15. La ville du Mans remboursera mensuellement au rétrocessionnaire les indemnités d'octroi payés sur les matériaux, objets et engins nécessaires à la construction des lignes, usines et bâtiments.

Quant aux matériaux, combustibles et objets divers normalement employés dans le service de l'exploitation, ils resteront dans le droit commun.

Fait double entre les soussignés.

Au Mans, le 31 octobre 1896.

Le Rétrocessionnaire,

Le Maire de la ville du Mans,

Lu et approuvé :

Signé : A. RUBILLARD.

Signé : E. FAYE.

Enregistré au Mans, le 13 janvier 1897, folio 53, case 8. Reçu trois francs et quinze centimes, décimes compris. — Signé : Chevallier.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. Le réseau de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destiné au transport des voyageurs et, facultativement, des marchandises.

La traction se fera au moyen de l'électricité et par câble aérien suspendu entre poteaux ou des consoles placées contre les maisons.

Tracé.

2. Ce réseau comprendra les lignes suivantes et empruntera les voies publiques après désignées :

Ligne n° 1. — De la gare à l'extrémité de la rue des Maillets (croisement de

en passant avenue Thiers, place Thiers, alternativement rue des Minimes, boulevard René-Levasseur, place de la République, rue Dunas, rue de l'Étoile, rue de la place des Jacobins, rue de Tessé et rue des Maillets;

2. — De la rue du Sergent-Lebouc (place de la Croix-d'Or) à l'octroi sur la route nationale de Paris à Nantes en passant rues du Sergent-Lebouc, du Sépulcre, pont Ysoir, le tunnel, place des Jacobins, rues du Mail, Gougéard, avenue de Paris et route nationale de Paris à Nantes jusqu'à l'octroi actuel. Toutefois, la ville aura élargi et ouvert les rues de Beaulieu et Philippe, le rétrocessionnaire à reporter l'origine de la ligne à l'entrée du cimetière;

3. — De l'hôpital à la place de la Lune en passant route de Laval, rue Montebello et pont Gambetta, place de la République, alternativement rue des Minimes, boulevard René-Levasseur, place Thiers, rue Basse, place de la Mission, avenue de la place de la Lune.

Détails d'exécution.

Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique ou de l'acceptation par le ministre du concessionnaire proposé par la ville du Mans.

Les travaux devront être commencés dans les deux mois qui suivront l'approbation des projets d'exécution et terminés de façon que les lignes soient livrées à l'exploitation dans le délai maximum d'une année à partir de l'adoption des plans.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre

pour le matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marches latérales, ne dépassera pas deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au maximum de trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera réglée de manière qu'entre les parties les plus saillantes de matériel qui se croisent il y ait un intervalle libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera inférieur à dix-sept mètres (17^m).

Le maximum des déclivités est fixé à cinq centimètres trois cent cinquante-quatre pour cent (0^m 05354). Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux autorités du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les rails seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage semblable à celui existant, c'est-à-dire d'environ vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, épaisseur qui régnera dans les rails et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, sera chargé d'établir à ses frais ce pavage sur tout le parcours de ces voies. La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes parties comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres

soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger à l'aise et de laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Etablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de sable exclusivement composée de sable de deux mètres dix centimètres (2^m 10) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, par une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes ou de chemins dont la déclivité dépassera un pour cent (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. L'intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie. Un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre le matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, reposent sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses de la ville, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement des trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement aux abords des chaussées macadamisées sera couvert par des fournitures de matériaux de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Dans ces chaussées, l'entrevoie et une zone extérieure de cinquante centimètres (0^m 50) de chaque côté seront pavées en pavés de rue de bonne qualité, aux frais du concessionnaire.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remanées ou neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

Voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de qualité.

seront en acier et du poids de dix-sept kilogrammes (17^k) au moins par mètre et de douze kilogrammes quatre cents grammes ($12^k 400$) pour le rail. Ils seront posés par l'intermédiaire de coussinets sur des traverses espacées de 0^m 50 au maximum d'axe en axe. Le type de ces rails ainsi que leur support et leur échissage seront arrêtés par le préfet, sur la proposition du maire et l'avis des ingénieurs du contrôle. Ces rails devront, en tout cas, présenter aucune sur le pavage aussi bien dans l'entre-voie qu'à l'extérieur de la voie.

Gares et stations.

Voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs aux points du parcours.

Arrêt et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

Les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections situées dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprendra le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones pavées de 0^m 50 centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Les parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

Quant à la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de réserver des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire de l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

Nombre minimum de voyages sur chaque ligne sera, dans chaque sens, de quatre par heure. Il pourra être augmenté à la volonté du concessionnaire.

Le service commencera, du 15 octobre au 15 mars, à sept heures du matin pour six heures du soir; du 15 mars au 15 octobre, il ira de six heures du matin à six heures du soir.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas seize mètres (16^m).

Les voitures automobiles sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure. Les voitures à vapeur à quinze kilomètres (15^k) lorsque deux voitures seraient accrochées.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA

Durée de la concession

16. La durée de la concession du réseau mentionné des charges commencera à courir de la date du décret fin soixante ans après.

Expiration de la concession

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire et ses dépendances, et il entrera immédiatement en possession de tous les objets immobiliers dépendant du réseau et clôtures, les changements de voies, plaques, grues hydrauliques, usines destinées à la production d'énergie, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont l'expiration, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne satisfait pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que les stations, l'outillage des ateliers et des gares, le concessionnaire reprendra en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets mobiliers dans les six mois qui suivront l'expiration sera évaluée par l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de fournir les matériaux et approvisionnements de tout genre nécessaires à l'exploitation, à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière que les approvisionnements de la même nature pour le tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'aux voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état

18. Dans le cas où l'État déciderait, au contraire, de supprimer en tout ou en partie, ces voies seront restituées à l'État primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession. Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 17. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la date de la concession ou, au plus tard, à partir de la fin du délai fixé au présent cahier des charges, sans tenir compte des travaux effectués pendant l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé avant les quinze premières années de l'exploitation, on réglera les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire.

décédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui seront payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus mauvaises années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Le produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans tous les cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière année prise pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les sommes auxquelles il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le premier et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des emprunts étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite de la concession, dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie nouvelle, la nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics sur recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans les deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il est dit à l'article 12, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui sera restituée.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

Si le concessionnaire n'a pas poursuivi et terminé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, soit la perte totale, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sur recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 13 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et le concessionnaire ne serait pas encouru, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

ARTICLES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Le concessionnaire indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire, conformément au présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira

exécution toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport, d'après les tarifs et les prix les plus avantageux pour les usagers :

Pour chacune des trois lignes décrites à l'article 2, et pour tout soit le prix uniforme de dix centimes (0' 10). Il devra, toutefois, délivrer aux voyageurs des billets de correspondance leur permettant d'effectuer moyennant un supplément de cinq centimes (0' 05), un nouveau parcours sur une autre des lignes en route au point de jonction avec la ligne abandonnée du premier parcours.

Le tarif sera le même pour les voyageurs assis ou debout. Les enfants de moins de trois ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être autorisé à délivrer des cartes d'abonnement. Les prix seront déterminés par le préfet sur ses propositions.

Pour les marchandises, le concessionnaire ne sera tenu d'en transporter que celles qui ne sont point encombrantes et peuvent être chargées sans long arrêt. Leur chargement et leur déchargement devront être faits par le voyageur lui-même.

Les colis ainsi transportés ne pourront jamais dépasser le poids de deux kilogrammes (20'). La perception sera de quinze centimes (0' 15) par colis.

Est exempt du droit de péage tout paquet que le voyageur peut porter avec lui sans qu'il en résulte aucune gêne ni inconvénient pour les voisins.

Dans le cas où le concessionnaire croirait devoir prolonger le service au-delà des heures réglementaires, il pourra prélever double tarif et supprimer tout droit de correspondance d'une ligne à une autre.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de six mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1875.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs usagers une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient être conclus entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ou aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer conformément avec soin, célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

33. (Supprimé.)

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voya-

Service des postes.

Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des dépêches, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise des boîtes aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents. Les transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le concessionnaire devra supporter toutes les dépenses supplémentaires de toute nature que ce service spécial occasionnera au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non. Le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux tiers, en cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier pour le pouvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de cinq francs (50^c) par kilomètre de voie concédée. Le premier versement aura lieu à la caisse du trésorier-payeur général du département de la Sarthe, trois mois après le décret d'utilité publique.

(Supprimés.)

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront administrativement par le conseil de préfecture du département de la Sarthe, sans recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus seront supportés par le concessionnaire.

Le présent cahier des charges a été dressé par nous, maire de la ville du Mans, en conformité des délibérations du conseil municipal en date du 22 juin 1895 et du 30 octobre 1896.

Au Mans, le 31 octobre 1896.

Lu et approuvé :

Signé : E. FAYE.

Le Maire de la ville du Mans,

Signé : A. RUBILLARD.

Enregistré au Mans, le 13 janvier 1897, folio 53, case 7. Reçu trois francs soixante-cinq centimes, décimes compris. — Signé : Chevallier.

N° 32567. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896; un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution de travaux publics.

Du 12 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des départements, des communes et des particuliers pour concourir avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 10 décembre 1896;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LI : *Lacunes et insuffisances des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales*. — *Réparations extraordinaires des travaux neufs*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trois cent quatre mille cinq cent dix-sept francs (304 517 fr.) et réparti entre diverses entreprises conformément à l'état B ci-annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ÉTAT A.

versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

PARTIES VERSANTES.	RECEPTE des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des recépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
La ville de Rodez...	Rodez.....	3029	19 sept. 1896.	4,350 ^f
La commune de Clerval.	Baume.....	1679	29 juillet.	867
La ville d'Évreux...	Évreux.....	3601	9 juillet.	2,000
La commune de Bléré.	Tours.....	5962	3 septembre.	3,300
Le département...	Grenoble.....	5904	31 août.	213,000
La commune de Segré.	Segré.....	1374	11 août.	600
M. le duc de Rohan.	Pontivy.....	1850	16 juillet.	1,800
La ville de Douai...	Douai.....	4176	30 juillet.	75,000
La ville de Paris...	Paris.....	26474,	18 août.	1,500
La ville de Montauban.	Montauban...	3700	23 août.	700
La commune de Bollène.	Avignon.....	4152	23 septembre.	1,200
La commune de Villeneuve-sur-Yonne.	Joigny.....	3864	17 septembre.	200
			TOTAL....	304,517

ÉTAT B.

par entreprise, d'un crédit additionnel de 304,517 francs ouvert au ministre des finances, pour l'emploi de fonds de concours sur le budget ordinaire de 1896, deuxième section, chapitre LI : Lacunes et rectifications des routes des routes départementales des départements annexés et des routes — Réparations extraordinaires et travaux neufs.

ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Établissement de trottoirs dans la rue Bêteille, à Rodez (route nationale n° 88).....	4,350 ^f
Amélioration de la route nationale n° 73, dans la traverse de Clerval.....	867
Construction d'un égout sous la route nationale n° 154, dans la traverse d'Évreux (rue du Lycée).....	2,000
Construction d'un égout sous la route nationale n° 76, dans la traverse de Bléré.....	3,300
Rectification de la route nationale n° 90, entre Grenoble et Montbonnot.....	213,000
Construction de trottoirs et de caniveaux dans la traverse de Segré (route nationale n° 13 bis).....	600
Amélioration de la route nationale n° 24, dans la traverse de Josselin (rue du Faubourg-Saint-Nicolas).....	1,800
Rectification des routes nationales n° 17 et 43, à la sortie des portes de Lille et de Valenciennes, à Douai.....	75,000
Arrosement de la route nationale n° 34, dans la traversée du bois de Vincennes.....	1,500
Établissement de trottoirs dans la traverse de Montauban (route nationale n° 99).....	700
Reconstruction des trottoirs et garde-corps du pont du Lez, à Bollène (route nationale n° 94).....	1,200
Établissement de deux bouches d'égout dans la traverse de Villeneuve-sur-Yonne (route nationale n° 5 bis).....	200
TOTAL.....	304,517

N° 32568. — **DÉCRET** qui ouvre au **Ministre des travaux publics**, sur l'exercice 1896, un **Crédit à titre de fonds de concours** versés au Trésor, les **Dépenses de construction de Trottoirs et Caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune d'Affreville** (département d'Alger).

Du 23 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

Vu la déclaration (n° 59) du trésorier-payeur du département d'Alger constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 18 septembre 1896, par la commune d'Affreville (département d'Alger), une somme de quatre mille six cent soixante-trois francs quarante-trois centimes, représentant sa part contributive dans les dépenses de construction de trottoirs et caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de ladite commune ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 22 décembre 1896 ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, première section, chapitre II : *Entretien des routes en Algérie*, article 1^{er} (*Routes nationales et ponts*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit annuel de quatre mille six cent soixante-trois francs quarante-trois centimes (4,063¹/₄₃), applicable à la construction de trottoirs et caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune d'Affreville (département d'Alger).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1896.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY**.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : **A. TUREL**.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour la construction de trottoirs le long de la Route nationale n° 1, dans la traverse communale de Birtouta (Alger).

Du 23 Décembre 1896.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre des travaux publics;

sur la proposition du ministre des finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit

article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, l'emploi des fonds de concours;

sur récépissés (n° 52 et 53) du trésorier-payeur du département d'Alger constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 31 août 1896, par la commune de Birtouta, une somme totale de cinq mille cinquante francs cinquante centimes (1,517' + 3,533' 33"), représentant sa participation aux travaux de construction de trottoirs le long de la route nationale n° 1 dans la traverse de ladite commune;

sur la proposition du ministre des finances, en date du 22 décembre 1896,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, première section, chapitre 1^{er}, *Entretien des routes en Algérie*, art. 1^{er} (*Routes nationales*), pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cinq mille cinquante francs trente-trois centimes (5,050' 33") affecté à la construction de trottoirs le long de la route nationale n° 1 dans la traverse de la commune de Birtouta (département d'Alger).

Le ministre des travaux publics sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

Paris, le 23 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32570. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses d'entretien des Collections minéralogiques de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne.

Du 31 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 8246 et 8525) du trésorier général du département de la Loire, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 9 et 10 novembre 1896, par la ville de Saint-Etienne et par le département, une somme totale de mille six cents francs (800' + 800'), à titre de fonds de concours, pour l'entretien des collections minéralogiques de l'Ecole des mines de Saint-Etienne;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 décembre 1896;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre 1^{er}, Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des services généraux des ponts et chaussées et des mines, des comités et conseils des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services attachés à ces écoles, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de mille six cents francs (1,600'), applicable aux frais de l'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Etienne.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TUREL.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux dans les Ports maritimes.

Du 14 Janvier 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre des travaux publics;

loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;
article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, l'emploi des fonds de concours;

et A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor et des départements, des communes et des particuliers pour contribuer les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

sur le rapport du ministre des finances, en date du 13 janvier 1897.

Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre xxxiii : *Ports maritimes, dépenses ordinaires — Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi des fonds de concours, un crédit additionnel montant à cinq cent mille sept cent quarante-trois francs soixante-treize centimes (573 673), et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'annexe au présent décret.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent à partir des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 14 Janvier 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,
G. GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé: A. TURREL.

ÉTAT A.

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.
Calvados...	Le département...	Caen.....	5229	22 octob. 1896.
	Idem.....	Idem.....	5432	31 octob. 1896.
	La chambre de commerce de Honfleur.	Pont-l'Évêque.	3114	20 octob. 1896.
Côtes-du-Nord.	La ville de Honfleur.	Idem.....	3338	9 nov. 1896.
	La commune de Kérity.	Saint-Brieuc...	4675	13 octob. 1896.
Finistère...	La commune de Penmarch.	Quimper.....	3253	21 sept. 1896.
Gironde...	Le département...	Brest.....	974	22 sept. 1896.
	La ville de Bordeaux.	Bordeaux.....	12819	5 nov. 1896.
Manche...	Le régisseur de la forme de radoub de Cherbourg.	Cherbourg...	247	12 octob. 1896.
	Idem.....	Idem.....	903	13 nov. 1896.
	Idem.....	Idem.....	904	Idem.
Pas-de-Calais.	Le département...	Arras.....	5734	5 octob. 1896.
	M. Junot (Charles).	Montreuil....	2819	22 sept. 1896.
	M ^{me} d'Orzegoreska-Sellière.	Idem.....	Idem.	Idem.
Basses-Pyrénées.	M. Bigot.....	Idem.....	Idem.	Idem.
	La ville d'Étapes	Idem.....	Idem.	Idem.
Seine-Inférieure.	La ville de Biarritz.	Bayonne.....	4518	5 octob. 1896.
	La ville de Dieppe.	Dieppe.....	4846	21 sept. 1896.
	La ville du Tréport.	Idem.....	5558	26 octob. 1896.
TOTAL.....				

ÉTAT B.

Répartition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 50,743 fr. 73 ouvert des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre XXXIII : Ports maritimes. — grosses réparations.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.
Calvados...	Dragages du port de Trouville..... 6,000 ^f
	Entretien des cales de Grandcamp..... 1,000
	Travaux de dragages du port de Honfleur..... 10,000
	Eclairage électrique des quais du port de Honfleur..... 500
Côtes-du-Nord.	Entretien du débarcadère de Poulafred.....
Finistère....	Élargissement de la passe sud du port de Saint-Guénolé-Penmarch (3,333 ^f 33 + 5,000 ^f).....

ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Entretien des profondeurs dans le port de Bordeaux...	9,000 00
Entretien de la cale de radoub du port de Cherbourg (440' + 100' 40 + 220').....	760 40
Prolongement du quai en maçonnerie du port d'Étaples (2,000' + 1,300' + 350' + 2,000).....	6,000 00
Entretien de la côte des Basques.....	1,600 00
Entretien des chaussées longeant les quais du port de Dieppe.....	5,500'
Travaux d'élargissement du pont de l'écluse des chasses, au port du Tréport.....	2,000
TOTAL.....	50,743 73

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplé-
mentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif
de l'exercice 1895.

Du 6 Mars 1897.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;
Vu les créances liquidées à la charge du département de l'agricul-
ture annuellement aux restes à payer constatés par le compte défi-
nitif de l'exercice 1895;
Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;
Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général
de l'administration publique;
Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être
payées attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le bud-
get de l'exercice 1895 et que leur montant n'excède pas les restants de
l'exercice à payer par la loi de règlement dudit exercice,

Il est ouvert au ministère de l'agriculture, en augmenta-
tion des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice
1895, un crédit supplémentaire de mille neuf cent six francs qua-
rante centimes (1,906' 41), montant des créances désignées au
tableau annexé et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés
au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du
22 mars 1862.

Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le mon-
tant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses
des services clos du budget de l'exercice courant, en exécution de
la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources
tées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré
et, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,
Signé : J. MÉLIN.

*État nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice 1896
et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.*

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordon- nement ou du mandate- ment.	NOMS ET PRÉNOMS des créanciers.	OBJET des créances.	NOMBRE D'ORDRE des créances.	MONTANT
					par nature.
CHAPITRE VII. Matériel de l'en- seignement agricole, etc.	Bouches- du-Rhône.	M. Godefroy (Ma- thias).	Indemnité de sur- veillance des candidats aux écoles d'agri- culture.	1	250
	<i>Idem.</i>	M. Arnaud (Jean- Baptiste).	<i>Idem.</i>	2	150
CHAPITRE IX. Encouragements à l'agriculture.	Loir- et-Cher.	Société d'assu- rances de la commune de Binas.	Subvention.....	3	100
CHAPITRE XL. Secours pour pertes maté- rielles et évé- nements mal- heureux.	Pyrénées- Orientales.	M. Guillard (Ray- mond).	Secours.....	4	10
	<i>Idem.</i>	M. Marol (Étienne)	<i>Idem.</i>	5	20
CHAPITRE XLIX. Restauration et conservation des terrains en montagne.	Isère.....	M. Maillet.....	Prix d'acquisition de terrains.	6	500
CHAPITRE LI. Aménagements et exploitations.	Meurthe- et-Moselle.	.....	Impressions d'aff- iches.	7	100
CHAPITRE LIII. Impositions des forêts domi- niales.	Ariège. ...	La commune d'Il- lier-Laramade.	Remboursement des contribu- tions.	8	500
				TOTAL.....	

(1) Créances signalées au service de la comptabilité après la publication du compte de l'exercice.

23. — DÉCRET qui abroge les dispositions limitatives des Décrets des 16 décembre 1871 et 28 octobre 1879, applicables à une certaine catégorie de médaillés militaires.

Du 31 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 avril 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
sur le décret du 22 janvier 1852⁽¹⁾ sur la Légion d'honneur et la médaille

sur la loi du 29 août 1870, relative aux forces militaires de la France pendant la guerre avec l'Allemagne;

sur le décret du 16 décembre 1871⁽²⁾, qui détermine les conditions à remplir par les gardes nationaux mobiles et sédentaires, ou par ceux qui leur sont assimilés, décorés ou médaillés, pour obtenir le traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire;

sur le décret du 28 octobre 1879⁽³⁾, aux termes duquel les dispositions limitatives du décret du 16 décembre 1871⁽²⁾ cesseront d'être applicables aux gardes nationaux mobiles ou mobilisés et assimilés, légionnaires ou médaillés, qui justifieront de blessures reçues devant l'ennemi;

sur la loi de finances portant fixation du budget de la Légion d'honneur et de la médaille militaire 1897;

le Conseil de l'Ordre entendu,

ARRÊTE :

1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1897, les dispositions limitatives des décrets des 16 décembre 1871 et 28 octobre 1879 ne seront plus applicables aux gardes nationaux mobiles ou mobilisés ou à ceux qui leur sont assimilés par la loi du 29 août 1870, décorés ou médaillés militaires sur la proposition du ministre de la guerre ou du ministre de la marine pour faits militaires accomplis pendant la guerre de 1870-1871.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le Chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

Journal officiel, Bull. 481, n° 3541.

Journal officiel, Bull. 74, n° 772.

(1) XII^e série, Bull. 479, n° 8551.

N° 32574. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (signé par le ministre des travaux publics) qui reporte au 1^{er} août le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 18 août 1893, pour les études de la ligne de tramway de Saint-Vallier au Grand-Serre (Rambouillet, 16 Octobre 1896.)



Certifié conforme :

Paris, le 1^{er} * Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1858.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

75. — DÉCRET qui proclame 54 Cessions de Brevets d'invention.

Du 15 Mai 1896.

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention,

ARRÊTE :

Sont proclamées :

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 23 décembre 1895, à la requête de **Dyversois**, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 43, par le sieur Georges **Dyversois**, de la moitié de ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1891, pour une nouvelle poudre de guerre dite

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 9 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 9 octobre 1895, à la requête de **la Compagnie de fabrication des corps creux, système Ehrhardt**, ayant son siège social à Paris, rue Richelieu, n° 89, par le sieur **Henrich Ehrhardt**, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mars 1891, pour un nouveau procédé de forer et mouler simultanément des blocs de fer ou d'acier au rouge ou au

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 10 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 6 décembre 1895, à la requête de **la Compagnie de fabrication des corps creux, système Ehrhardt**, ayant son siège social à Paris, rue Saint-Antoine, n° 185, par le sieur **Henrich Ehrhardt**, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 octobre 1893, pour un nouveau procédé de forer et mouler simultanément des blocs de fer ou d'acier au rouge ou au

4° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1895, par le sieur Eugène-Léon Benet de Montcarville et au sieur Joseph Puissigur, par le sieur Léon-Eugène Benet de Montcarville, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 22 juin 1894, pour système de patin pour tous genres.

5° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Somme, le 17 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 13 janvier 1896, par le sieur François-Zenobé Buiet, fondateur de métaux, demeurant à Tully, au sieur Renault, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 mai 1894, pour nouveaux loqueteaux, verrous, targettes à levier.

6° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 9 janvier 1896, par la société *The Moser Machine company limited*, ayant son siège social à Manchester, n° 41, par les sieurs Heap, du brevet d'invention de quinze ans pris le 15 septembre 1894, par le sieur Wood, et dont ils sont devenus cessionnaires, par les perfectionnements apportés aux machines à lainer dites *gig mulls*.

7° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 22 janvier 1896, par la Société de laire et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Saint-Charles, par le sieur Mallmann, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 novembre 1894, pour procédé de fabrication du musc artificiel.

8° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 26 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 21 janvier 1896, par la dame Louise-Marie-Joséphine Willemin, demeurant à Paris, rue des Bains, n° 33, par le sieur Chantelot, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 mai 1895, pour brancard incassable à bielles.

9° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 janvier 1896, faite, suivant acte en date du 28 janvier 1896, par le sieur Carl Stollen, demeurant à Vienne, IV Herzgasse, n° 40, par le sieur H. Ker, de ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, conjointement, le 19 septembre 1893, pour nouveau procédé pour la clarification de jus de sucre et de solutions sucrées de toute nature.

10° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 29 janvier 1896, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 22 octobre 1895, devant M° Gelée, notaire à Envermeu, et conférant à la *Hoster Bamboo Cycle Works limited*, dont le siège est à Birmingham, Colmore Rowe, n° 120, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1894, par le sieur Robinson, et dont le sieur Hoster est devenu titulaire, pour l'utilisation du bois dit bambou, ainsi que de tous ses procédés de construction des velocipèdes et voitures de course (dites *Sulky*) de tous modèles et de tous systèmes.

11° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 29 janvier 1896, telle qu'elle résulte d'un acte en date du 22 octobre 1895, devant M° Gelée, notaire à Envermeu, et conférant à la *Hoster Bamboo Cycle Works limited*, dont le siège est à Birmingham, Colmore Rowe, n° 120, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 novembre 1894, par le sieur Harrington et le sieur Anthony, pour perfectionnements dans les bicyclettes et véhicules analogues.

12° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} février 1896, faite, suivant acte en date du 21 octobre 1895, par la société anonyme franco-belge de tonnellerie mécanique, ayant son siège social à Denis, n° 12, à Aubervilliers (Seine), par le sieur J. Polke, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 janvier 1893, pour procédé et dispositif pour la fabrication de tonneaux bombes, en bois, en une ou en quelques parties recourbées et soudées, au lieu de les faire en douves, et sans qu'il soit nécessaire d'enlever le corps cylindrique pour le bomber.

13° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1896, faite, suivant acte en date du 29 novembre 1895,

onyme dite *le Fer à cheval caoutchouc*, brevet A. J., dont le siège est à Paris, boulevard Saint-Honoré, n° 66, par le sieur Picon, du brevet d'invention de pris, le 8 juin 1895, par le sieur Juillard, et dont il est devenu cessionnaire, pour sans fer ni demi-fer pour les chevaux, dit *le rapide*.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1896, faite, suivant acte en date du 30 décembre 1895, à la décharge économique pour la France (système Denayrouze) ayant son siège, rue Saint-Georges, n° 3, par les sieurs Denayrouze, demeurant à Neuilly, boulevard Victor-Hugo, n° 70; Léauté, demeurant à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 20; Devès, demeurant à Paris, avenue du Trocadéro, n° 16; de Hirsch, à Paris, rue Pierre-Charron, n° 52; Ernest May, demeurant à Paris, avenue de la République, n° 27 bis; Morel Kahn, demeurant à Paris, boulevard Haussmann, 101; Ducourau, demeurant à Paris, boulevard des Capucines, n° 6; Rulp (Frédéric), demeurant à Paris, avenue du Bois-de-Boulogne, n° 3; Samuel demeurant à Paris, rue Pierre-Charron, n° 27; Alexis Duparchy, demeurant avenue de l'Alma, n° 65, et Georges Pfeiffer, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n° 21, ce dernier agissant en qualité de directeur de la Banque internationale, avant son siège rue Saint-Georges, n° 3, de leurs droits au brevet de quinze ans pris, le 19 avril 1894, par le sieur Denayrouze, pour un système d'éclairage à incandescence par l'action combinée du gaz et de l'élec-

tion enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 3 février 1896, faite, suivant acte en date du 19 mai 1890, à la société *Bernadine*, ayant son siège à Paris, rue Saint-Martin, n° 8, par le sieur Picon, du brevet d'invention devant expirer le 14 juin 1901, qu'il a pris, le 27 mars 1890, pour perfectionnements aux procédés et aux appareils servant à utiliser la vapeur.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1896, faite, suivant acte en date du 27 janvier 1896, au sieur Litham, demeurant à Londres (Angleterre), n° 27, Pall Mall, par la société *Typewriter company*, du brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 10 octobre 1895, pour perfectionnements aux machines à écrire.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1896, faite, suivant acte en date du 23 janvier 1896, à la société *Exrenx*, boulevard Jules-Janin, n° 9, par le sieur Rousseau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 juillet 1895, pour moteur à gaz.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 février 1896, faite, suivant acte en date du 27 décembre 1895, au sieur Marie-Alexandre Guillaume, négociant, demeurant à Paris, rue du Mont-Tenard, par le sieur Fessard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 octobre 1895, pour une machine à fondre les interligues.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1896, faite, suivant acte en date du 1^{er} février 1896, au sieur Biquart, avocat, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 10, par le sieur Giffard, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 décembre 1895, pour système de ressort perpétuel, de suspension, de choc et de traction.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 18 janvier 1896, par M^{re} Jules Daquin, notaire à Hertin-Coupiigny (Pas-de-Calais), et confédération des mines de Vicoigne et Nœux, dont le siège est à Nœux-les-Calais, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 octobre 1895, par le sieur Otto Friederici, pour perfectionnements dans les fourneaux.

cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 18 janvier 1896, par M^{re} Jules Daquin, notaire à Hertin-Coupiigny (Pas-de-Calais), et confédération des mines de Vicoigne et Nœux, dont le siège est à Nœux-les-

Mines (Pas-de-Calais), le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1895, par le sieur Otto Friederici, pour un perfectionnement dans des chaudières et autres.

22° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, le 8 février 1896, faite, suivant acte en date du 7 février 1889, aux sieurs Barthélemy Leugé et Honoré Leugé, demeurant à Pontacq (Basses-Pyrénées), par le sieur Cotinaud, du brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 21 avril 1889, pour un dessus de soulier d'un seul morceau de cuir cambré de l'intérieur, croisant sur le cou-de-pied, pour empêcher l'eau et le gravier de pénétrer en laçant sur le côté.

23° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, le 8 février 1896, faite, suivant acte en date du 7 février 1889, aux sieurs Barthélemy Leugé et Honoré Leugé, demeurant à Pontacq (Basses-Pyrénées), par le sieur Cotinaud, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 avril 1890, pour un dessus de soulier d'une seule pièce. (Perfectionnement du brevet qui lui a été délivré sous le n° 197574.)

24° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Marne, le 13 février 1896, faite, suivant acte en date du 3 janvier 1888, entre la société G. et H. Bauche, ayant son siège à Reims, rue Boulard, n° 20, et Noël, Scailquin (Désiré) et Scailquin (Maurice), du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 8 juin 1888, pour un appareil de sûreté à bascule et à coffre-fort et serrure d'appartement.

25° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 février 1896, faite, suivant acte en date du 27 janvier 1884, entre la société A. Hofman et compagnie, ayant son siège à Paris, cité Trevisse, et le sieur Hofman, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 février 1884, pour perfectionnements dans les tapis essuie-pieds.

26° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 15 février 1896, faite, suivant acte en date du 8 février 1894, entre la société dite *Compagnie générale d'alimentation*, ayant son siège à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 50, par le sieur Nelson, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 novembre 1894, pour procédé et appareil perfectionnés pour décongeler les aliments congelés.

27° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 19 février 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 19 février 1896, devant M^r Baudrier, notaire à Paris, et conférant à la société dite *Wessphaliennes pour la fabrication de la chaux*, dont le siège est à Wessphalie (Allemagne), le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1889, par les sieurs Seybold et Heeder, pour procédé pour la décomposition des matières organiques et leur transformation en engrais artificiels.

28° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 février 1896, faite, suivant acte en date du 31 janvier 1894, entre le sieur Célestin Guéret, fabricant d'appareils et siphons pour boissons, demeurant à Paris, boulevard de la Gare, n° 72, par le sieur Poplineau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 avril 1894, pour robinet et siphon.

29° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 21 février 1896, faite, suivant acte en date du 12 février 1889, entre Axel Thorsen, demeurant à Paris, rue de Berlin, n° 41, par le sieur Dorn, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1889, par le sieur Bilderbeck, dont il est cessionnaire pour des perfectionnements dans l'enlèvement des plumes, poils, soies et autres semblables productions dermiques animales et dans leur transport sur des montures artificielles.

30° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 25 février 1896, faite, suivant acte en date du 7 février 1889, entre Laloy, fabricant de briques, demeurant à Frelinghien (Nord), par les sieurs Lacroix, Charles-François-Robert des Moutis et Jean-Camille-Jacques, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1889, pour procédé de fabrication des briques.

Alfred des Moutis et Gédéon Lacroix, pour tunnel-séchoir à marche régulière continue pour le séchage des produits céramiques.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 février 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 11 février 1896, à Paris, et conférant à la société Lemonon et compagnie, établie à Tonnerre (Yonne), le droit d'exploiter un brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1893, par les sieurs Brausil et Theumann, pour machine à vapeur pour la fabrication de baguettes de bois ornementées et de placages.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 29 février 1896, faite, suivant acte en date du 22 février 1896, à la suite de la dissolution de la dite The Sulphide corporation (*Ashcroft's Process*) limited, dont le siège est à Londres (Angleterre), Lombard Street, n° 84, par le sieur Ashcroft, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 avril 1895, pour procédé perfectionné pour l'extraction des minerais et des produits renfermant du zinc et s'appliquant particulièrement à ceux qui contiennent des sulfures de plomb et de zinc.

Cession de propriété enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mars 1896, telle qu'elle résulte du procès-verbal d'adjudication du 15 février 1896, par M^r Mahot de la Quérantonais, notaire à Paris, en faveur de la dame veuve Peltier, demeurant à Paris, rue Michel-Ange, devenue propriétaire du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1895, par le sieur Peltier, pour perfectionnements apportés à l'ouverture des boîtes à serrer et autres.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 2 mars 1896, faite, suivant acte en date du 25 février 1896, au sieur Edmond Guet, manufacturier, demeurant au Mans (Sarthe), rue d'Arcole, en faveur de la dame veuve Peltier, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 janvier 1895, par le sieur Peltier, pour perfectionnements apportés à l'ouverture des boîtes à serrer et autres.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 6 mars 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 27 février 1896, à Paris, et conférant au sieur Frédéric-Antoine Klostermann, demeurant à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 49, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 octobre 1894, par le sieur Ivicki, pour réaction magnétique pour lampes à arc.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé devant M^r Breuillaud, notaire à Paris, le 30 novembre 1895, et conférant au sieur Duval Pihet (Nicolas), demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 8, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1894, par le sieur Durozoi, pour perfectionnements apportés au système de pompes à bielles liquides à trois colonnes pour l'application de la transmission à une pompe à simple effet.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé devant M^r Breuillaud, notaire à Paris, le 30 novembre 1895, et conférant au sieur Duval Pihet (Nicolas), demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 8, le droit d'exploiter le brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 janvier 1895, par le sieur Durozoi, pour perfectionnements apportés au système de pompes à bielles liquides à trois colonnes pour l'application de la transmission à une pompe à simple effet.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1896, faite, suivant acte en date du 28 février 1896, au sieur Edmond Guet, demeurant à Paris, rue Ménars, n° 8, par le sieur Goutté, de son brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 mai 1895, conjointement avec le sieur Tellier, pour nouveau système de parapluies, ombrelles, parasols et autres objets affectés au même usage, dit *en-poche*.

Cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département de la Seine, le 7 mars 1896, faite, suivant acte en date du 25 février 1896, aux sieurs John-Georges et Patterson (*John-Georges*), par le sieur Patterson (William), de son brevet d'invention devant expirer le 31 juillet 1905, qu'il a pris, le 18 janvier 1892, conjointement avec les cessionnaires, pour perfectionnements

apportés aux machines à couper le charbon, la pierre et autres similaires.

40° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 10 mars 1896, faite, suivant acte en date du 25 février 1887, par le sieur Jules-Arrien-Marie-Louis Carpentier, ingénieur constructeur, demeurant Delambre, n° 20, par le sieur Gaumont, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1887, par le sieur Hanau, et dont il est devenu cessionnaire, pour un appareil photographique de poche avec châssis-boîte d'escamotage dit *omnigraphe*.

41° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 10 mars 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé devant le notaire à Paris, le 25 février 1896, et concernant au sieur Gaumont du Comptoir général de photographie, demeurant à Paris, rue Saint-Hippolyte, l'exploitation d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1887, par le sieur Hanau, pour un appareil photographique de poche avec châssis-boîte dit *omnigraphe*.

42° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 13 mars 1896, faite, suivant acte en date du 3 mars 1887, par le sieur Pascal Frère, armurier, demeurant à Maestricht (Limbourg hollandais), du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 février 1887, pour des perfectionnements aux fusils à répétition.

43° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 21 mars 1896, faite, suivant acte en date du 15 mars 1895, par le sieur Eugène-Emile Mailfer, employé de commerce, demeurant à Paris, rue de la Harpe, n° 82, par les sieurs Smith, Haydon et Urry, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 15 février 1895, pour perfectionnements dans les appareils de jeix d'adresse et qui fonctionnent par l'introduction d'une pièce.

44° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 24 mars 1896, faite, suivant acte en date du 14 février 1895, par le sieur Marius Devriès, demeurant à Paris, avenue Victor-Hugo, n° 152, par le sieur Victor, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1883, par le sieur Victor, et dont il est devenu cessionnaire, pour un nouveau système d'extinction dit *l'incomparable* ou *franco-austro-russe*.

45° La licence enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 25 mars 1896, telle qu'elle résulte d'un acte passé, le 15 mars 1895, devant M^r Marc, notaire à Paris, et concernant à la Société française de bicyclettes, dont le siège est à Paris, boulevard Montmartre, n° 18, le droit d'exploitation du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1895, par le sieur Victor, pour un nouveau frein automatique applicable aux bicyclettes.

46° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 25 mars 1896, faite, suivant acte en date du 4 mars 1894, par le sieur Otto Schlick, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 mars 1894, pour machine à vapeur à cylindres multiples et réactions de masse.

47° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 26 mars 1896, faite, suivant acte en date du 13 mars 1894, par le sieur The Incandescent Gas Light company limited, dont le siège est à Londres, Palmer street, n° 14, par le sieur Friedländer, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 juin 1894, pour corps à incandescence à gaz.

48° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 27 mars 1896, faite, suivant acte en date des 6 et 10 février 1894, par la société Schnekler et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard M^r 1, par la société anonyme de fonderie de fer et de construction de machines, dont le siège est à Tarsa Vasanto et Gephyar Reszenyarsulat, dont le siège est à Budapest, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1888, par le sieur Victor, pour des perfectionnements dans les procédés et appareils pour transformer les courants électriques.

49° La cession enregistrée au secrétariat général de la préfecture de la Seine, le 27 mars 1896, faite, suivant acte en date des 6 et 10 février 1894, par la société Schnekler et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard M^r 1, par la société anonyme de fonderie de fer et de construction de machines, dont le siège est à Tarsa Vasanto et Gephyar Reszenyarsulat, dont le siège est à Budapest, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1888, par le sieur Victor, pour des perfectionnements dans les procédés et appareils pour transformer les courants électriques.

neider et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Malesherbes, société anonyme de fonderie de fer et de construction de machines dite *Tet Tarsa Vasonto et Gepgyar Resvenytarsulat*, dont le siège est à Budapest, invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1888, par le sieur Tesla, pour aménagements dans le mode de transmission de la force par l'électricité.

Insin enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département le 27 mars 1896, faite, suivant acte en date des 6 et 10 février 1896, à neider et compagnie, dont le siège est à Paris, boulevard Malesherbes, société anonyme de fonderie de fer et de construction de machines dite *Tet Tarsa Vasonto et Gepgyar Resvenytarsulat*, dont le siège est à Budapest, invention de quinze ans pris, le 7 juillet 1891, par le sieur Tesla, pour aménagements dans les moteurs électro-magnétiques à courants alternatifs.

Insin enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département le 30 mars 1896, faite, suivant acte en date du 9 mars 1896, au sieur photographe, demeurant à Paris, boulevard des Capucines, n° 35, par le brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 septembre 1892, pour prendre des photographies au magnésium.

Insin enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département le 31 mars 1896, faite, suivant acte en date du 10 mars 1896, à la son et Sauvelet, ayant son siège à Paris, avenue Gambetta, n° 96, annexe de la République, n° 300, par les sieurs Gédéon Lacroix, Charles-beret des Moutis et Jean-Camille-Jacques des Moutis, de partie de leurs brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1890, par les sieurs bert et Gédéon Lacroix, pour tunnel-sechoir à marche régulière et con-sechage des produits céramiques.

Insin enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département le 31 mars 1896, faite, suivant acte en date du 21 mars 1896, au sieur , demeurant à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 21, par le sieur Boese, du tion de quinze ans qu'il a pris, le 11 octobre 1892, pour procédé de de masse active pour accumulateurs d'électricité (batteries secondaires).

Insin enregistrée au secrétariat général de la préfecture du département le 31 mars 1896, faite, suivant acte en date du 21 mars 1896, au sieur , demeurant à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 21, par le sieur Boese, invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 mars 1895, pour procédé de de la masse active pour accumulateurs électriques.

ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télé-est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
fin des lois.

Paris, le 15 Mai 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

re du commerce, de l'industrie,
postes et des télégraphes.

gné : HENRY DOUCHER.

N° 33576. — *DÉCRET qui proclame des Brevets d'invention et des Certificats d'addition.*

Du 21 Juin 1896.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et graphes;

apportés aux machines à couper le charbon, la p
blables.

40° La cession enregistrée au secrétariat généra
de la Seine, le 10 mars 1896, faite, suivant ac
Jules-Adrien-Marie-Louis Carpentier, ingénieur
Delambre, n° 20, par le sieur Gaumont, de s d'u
2 mai 1887, par le sieur Hanau, et dont il a nier tr
photographique de poche avec châssis-le tats ci-a

41° La licence enregistrée au sec
de la Seine, le 10 mars 1896, telle ce, de l'ind
selle, notaire à Paris, le 23 février, exécution du
du Comptoir général de photor
l'exploitation d'un brevet d'in
Hanau, pour un appareil ph 1896.
dit omnigraphe.

42° La cession enregistr
de la Seine, le 13 mars de l'industrie,
Pascal Frère, armurier graphes,
Hustiaux, du brevet ROCHER.
fectionnements au

43° La cession
de la Seine, le
Eugène-Ernst
n° 82, par quinze ans, 10 septembre 1895
qu'ils ont par Bonnet, à Paris, boulevard
vent de les machines à écrire.

44° Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
de la brûleur par Chassevent, à Paris, boulevard
Mari brûleur pour moteurs à hydrocarbure
du Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
et à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Proce
di dissolvants de la laine brute ou fibres animal

Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfect
de transmission de force pour arbres de mote
à grande vitesse.

Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11.
destiné à l'usage domestique et à la torréfaction d

250106. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris,
Porte-éponge.

250197. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895;
société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, bou
fectionnements dans les cloches-bouées.

250198. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; I
par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris.
Appareil pour nettoyer les chaînes de bicyclettes.

250199. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Hol
gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. —
aux jonets grimpeurs.

250200. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; I
Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg,
soutache en étoffe plissée pour appliquer des ornements
tinations.

250201. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; So
Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle,
aux machines à marquer le cuir.

BREVETS D'INVENTIO

Erben, représenté par Bert, à Paris, boulevard
des voitures actionnées par un moteur.

11 septembre 1895; Renoir, représenté par la société
— Nouveau mécanisme pour le tirage
— mouvement même de la partie ouvrante.

11 septembre 1895; Whitelaw, représenté par la
n° 6. — Perfectionnements aux appareils

11 septembre 1894; Delvert, impasse Sainte-Cathe-
rine, Paris, pour l'ouverture automatique.

11 septembre 1895; Vigier, à Montferrand (Puy-de-
Dôme), pour une fermeture à rideau métallique pour magasin dit
à rideau.

11 septembre 1895; Bur, à Charleville (Ardennes). —
Mouvement carré des peigneuses à laine, et modification du
mouvement carré permettant l'enlèvement mécanique des

11 septembre 1895; Schnell, représenté par Danzer,
Paris, n° 19. — Casse-œuf.

11 septembre 1895; Sheard, Done et Worthington,
Paris, par de Mosenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Supports ou révé-
lateurs de boîtes d'essieux, poulies, excentriques, roues, etc.

11 septembre 1895; Billet, représenté par Maul-
dieu, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvel engrais et moyens de le fabri-

11 septembre 1895; Blondeau, à Paris, boulevard
des Capucines, n° 109. — Publicité électrique portative au moyen de piles ou accu-

11 septembre 1895; Duffeck et Merrel, représentés
Paris, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Transmissioun sur poulies à nœuds

11 septembre 1895; Bridger, représenté par Casa-
ris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à coudre
pour chaussures.

11 septembre 1895; Wier, représenté par Blétry
Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux toupies.

11 septembre 1895; Hoyle et Scarborough, repré-
sentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements
dans les machines pour peigner et apprêter la soie et autres fibres.

11 septembre 1895; Girod, représenté par Chasse-
vent, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme pour horloge électrique
mesurant la demi-seconde.

11 septembre 1895; Girod, représenté par Chasse-
vent, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme automatique électrique
pour la mesure des heures et fractions d'heures.

11 septembre 1895; Flamant, représenté par Delom,
Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Application du coton minéral ou
similaire à la combustion des hydrocarbures liquides.

11 septembre 1895; les fils d'Adolphe Mougin (so-
ciété par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur
électrique,

11 septembre 1895; Mears et East, représentés par
Paris, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Nouveau robinet ou robinet perfec-

11 septembre 1895; Elion, représenté par Boulin

(M^{me}), à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Nouveau procédé levure.

250222. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Torin Mahon, n° 2. — Bouchon anti-fraude.

250223. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; société York Air Brake Company, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnement air comprimé.

250224. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Ferges Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Attache pour voilettes.

250225. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Dale, Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux graisseurs pour vélocipèdes.

250226. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Marc, représentant, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pince pour nettoyer le verre avec facilité.

250227. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Rowland, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de liquides alimentaires ou autres substances et appareils employés.

250228. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Duquoy, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genre de tulle plissé et moyens de fabrication qui s'y rapportent.

250229. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de Tonnin, à Paris, rue de la Nèva, n° 12. — Application aux enveloppes d'ouverture facile et rapide.

250230. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de Ruyter, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux vélocipèdes et aux roues du même genre.

250231. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Compagnie des procédés Adolphe Seigle, représentée par de Mestral, à Paris. — Nouveau procédé de pyrogénéation des hydrocarbures liquides.

250232. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Debray, à Paris, boulevard Victor, n° 15. — Appareil de réglage pour waters-closets et autres usages.

250233. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Fowler, représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Perfectionnements aux allumettes.

250234. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; von Seitz, représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Album de toilettes.

250235. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Héran, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux graphiques à magasins.

250236. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Leuner, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé pour la mesure des déformations passagères et permanentes des métaux.

250237. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Gauthier, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Transporteur applicable aux colonnes servant au séchage des briques.

250238. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Piles électriques.

250239. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Barbeau

boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bluteries

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de Streffleur (M^{re}), représenté par
Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de nou-
alimentation des animaux.

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Haydon, Urry et Sommerville,
par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Distributeur
constituant un jeu d'adresse.

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Schellenbaum, représenté par
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à laver les tou-

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Vidal (M^{re}), à Paris, rue Julien-
off, — Procédé permettant d'obtenir économiquement des lingots et des
e sucre.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Roy, élisant domicile chez
à Paris, cité Condorcet, n° 8. — Impression sur verres, porcelaines,

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Zilles, représenté par la Société
de des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
appui pour les jambes maintenant le bassin relevé.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Eisenberg, représenté par
Assi, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Attache de fers à cheval.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Leclerc, représenté par Ma-
is, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnement apporté aux moulins
repres au broyage des pommes et autres fruits.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Schedler et Gebr. Weigmann
représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Per-
forés aux troyaux de pipe, fume-cigares et autres tubes dans lesquels doit
passer du tabac.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Brintzell, représenté par de
Assi, rue Tailbout, n° 41. — Perfectionnements apportés dans la propul-
sion des voitures.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Trancé-Armand, représenté
Assi, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux bicy-
cres combinés.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Mutti, représenté par de Mes-
Assi, rue Tailbout, n° 41. — Dispositif de transmission pour velocipedes.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Houdard, représenté par Wat-
Assi, rue Mazignan, n° 5. — Nouveau métal pour la fabrication de toutes les
re, employées pour accumulateurs et piles électriques.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Ubrig, représenté par Wattier,
Assi, rue Mazignan, n° 5. — Savon à fibres végétales.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; de Meinong, représenté par
Assi, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Corps creux à arma-
ments.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Weil et Pétasse, représentés par
Assi, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Porte-bouteilles à com-
partiments pour le transport, la conservation, etc., de bouteilles pleines et
vides.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Karcher, représenté par Gri-
Assi, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Consigne à billes doubles
des.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Vigano, représenté par Baron
Assi, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau genre de chaussure hygié-

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Pollock, représenté par Delom,

à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement des injecteurs vaginaux et autres.

250259. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; de Dion par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système d'allumage électrique pour moteurs à explosion.

250260. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Douay, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Suspension de rail d'éclairage.

250261. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Serrin, vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour l'usage des brûleurs à incandescence par le gaz.

250262. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Todd et la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système des filaments textiles.

250263. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Delerm (Garonne). — Étuve avec fourneau dite *le Hérisson*.

250264. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1895; Launay. — Disposition spéciale de sacs.

250265. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1895; Calas, Toulouse. — Plaque protectrice de la chambre à air des pneumatiques.

250266. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1895; Julien. — Repeuplement des chasses par le faisan, nouvel élevage et système d'oiseau.

250267. Brevet de quinze ans, 19 septembre 1895; Cassagne, Bordeaux. — Charnière avec excentrique dite *le rapide Cassagne*.

250268. Brevet de quinze ans, 18 septembre 1895; Arghalès, rue des Quatre-Pâtisseries, à Marseille. — Pétrin mécanique à usage alimentaire et biscuits.

250269. Brevet de cinq ans, 20 septembre 1895; Warnet, n° 49, à Calais. — Châssis-presses pour le découpage des plaques clichés photographiques.

250270. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Girard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Disposition de force motrice pour bicyclettes, tricycles, machines-outils ou autres véhicules.

250271. Brevet de quinze ans, 20 septembre 1895; Vianney, Loud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Monture fondue pour autres pierres dures.

250272. Brevet de quinze ans, 21 septembre 1895; Miallier (Brocard, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement des bougies et cierges.

250273. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Baillet, Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements apportés aux cerclages métalliques entourant les pneumatiques des roues de véhicules.

250274. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Hoffmann, n° 62, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

250275. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Padé, représentant internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Martin. — Nouveau système de filtration de liquides en général, plus particulièrement aux eaux destinées à l'alimentation.

250276. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Pifre, à Paris, n° 174. — Dispositions spéciales d'appareils de mise en mouvement des appareils hydrauliques au moyen de l'air comprimé.

250277. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Houston, rue de Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux chambres à roulement à pellicule.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Biérent, représenté par Lomville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Pompe automo-

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Sappey, à Paris, rue du Point-77. — Appareil à débiter par fractions et sous pression des boissons et des mentaires ou médicamenteux contenus dans des récipients quelconques et *siphon antiseptique*.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Brodbeck, à Paris, rue Bleue, papes de cellulose chimique feutrée ininflammables, aérifères au moyen ns par piquage avec armature, avec filets ou autres articles similaires à croisées à jour et des diverses applications comme remplacement de nmées *Patent cellulose*.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; de Zür Mühlen et Wetrems, par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Distri- natique à l'usage des théâtres, salles de spectacles, etc.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Tapparelli, représenté par aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine à percer des dans les cylindres de bois, spécialement dans ceux employés pour la u papier.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Franchet fils, représenté par aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de cordons de débrayage et freinage automatiques des lignes de transmissions.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Wahl, représentés par Armen- à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de baromètre.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Forst, représenté par Blétry aîné, levard de Strasbourg, n° 2. — Chauffage au poussier de charbon.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Dannert, Windolf et Zacharias, par la société Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. ateur électrique.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Samuel et Trettin, représentés et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvelle chaudière

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Stobwasser et compagnie (so- sésentée par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — andescence pour combustibles liquides.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Leurent, représenté par Bonnet, levard Beaumarchais, n° 95. — Temple pour métiers à tisser le coton, ine, le jute, la soie, la ramie et autres matières textiles, quelles qu'elles

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Gregory et Pillatt, représentés à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs aux barreaux de grilles de foyers.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Paul Lebœuf et Guion (société) Damien, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, Alimentateur automatique d'eau pour chaudières à vapeur.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Casman, représenté par Delom, de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Compteur kilométrique.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Burton fils, représenté par à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de manchon d'em- iction.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Serramalerà y Camps, repré- assevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermeture ts de tous genres, dite automatique.

Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Burrows et Radclyffe, repré- société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareils ur immersion, en vue du dégomme ou dans un autre but, les fibres ges ou pailles de lin, de chanvre, de ramie.

250296. Brevet de quinze ans, 14 septembre 1895; Patter-
senté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6.
lisation de la chaleur perdue des foyers.

250297. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Richerz,
n° 24, à Pantin. — Application d'un nouveau système aux vé-

250298. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Pichon-
vault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système nouveau
creux récepteur du butoir d'allongement.

250299. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Pfiel, rep-
à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Procédés et appareils pour la
cation (suivant les cas) de combustibles liquides et fusibles, et
flamme libre de chauffage des vapeurs ou gaz chauds.

250300. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Gravier,
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement
vélocipède, ainsi qu'à tous les appareils qui ont pour force
mainé.

250301. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; F.-H.
(société), représentée par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard
— Gazéification et augmentation de la force calorique des gaz
tion facile.

250302. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Læw-
Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Mannequ-
variables.

250303. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; von F-
Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. —

250304. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Evans,
gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfection-
employés pour lisser et finir les cuirs ou pour d'autres opérati-

250305. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Cauvin,
gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système
pour voitures publiques.

250306. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Cowburn,
gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perf-
fabrication des chaussures.

250307. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Ljung-
Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — S-
vélocipède.

250308. Brevet de quinze ans, Dörner, représenté par la soc-
et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Régulate-

250309. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Polster et
par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard
Porte-journal.

250310. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Rapp, re-
Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31.
le lavage des cavités du nez et de la bouche.

250311. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Reissin-
sentés par la Société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard
n° 31. — Cruche pour le transport de la bière.

250312. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Rumpf, r-
à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Genre de moteur à hy-
clettes et autres usages.

250313. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Neale, r-
à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements à la dan-

250314. Brevet de quinze ans, 16 septembre 1895; Cateura et
par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard
n° 15 bis. — Mécanisme pour obtenir des sons harmoniques ou
cordes vibratoires des pianos.

quinze ans, 16 septembre 1895; Mower, représenté par Chasse-d de Magenta, n° 11. — Dispositif perfectionné pour empêcher
ers et autres coussinets.

quinze ans, 16 septembre 1895; Schwerer et Chaix, représentés
s, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau mode de fabrication

quinze ans, 16 septembre 1895; Chapman (M. et M^{re}), repré-
s, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de montant
né pour étiquettes d'horticulture et autres.

quinze ans, 16 septembre 1895; Huss et de Soto, représentés par
boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil dit *serre-canne ou serre-*
x chaises ou autres objets semblables.

quinze ans, 16 septembre 1895; Braun, représenté par Nauhardt,
de Magenta, n° 30. — Cadran solaire magnétique.

quinze ans, 16 septembre 1895; Augustin Normand et compa-
gnée par Delom, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis.
nées à partager également l'alimentation entre plusieurs chauf-
feantant la même machine.

quinze ans, 16 septembre 1895; d'Aucourt, représenté par la
Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bicyclette à
icateur par la roue planétaire de Watt avec mouvement elliptique
édale dite *la Watt-cyclette*.

quinze ans, 16 septembre 1895; Szasz, représenté par la société
à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Joint à auneaux
pour l'accouplement du tuyau d'eau entre la locomotive et le

quinze ans, 16 septembre 1895; Jos. Kern et Schervier (société),
try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Garniture de

quinze ans, 16 septembre 1895; Jos. Kern et Schervier (société),
try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de
lique pour obtenir des parties alternativement blanches et noires.

quinze ans, 16 septembre 1895; Rexer (M^{re}), représentée par
s, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au mode
parties de la tête plus ou moins sans cheveux et à la confection des

quinze ans, 16 septembre 1895; Crabtree, représenté par la
an et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Per-
s les garnitures métalliques pour presse-étoupes.

quinze ans, 16 septembre 1895; Fletcher, représenté par la
an et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Per-
portés aux machines pour étiqueter des bouteilles et d'autres réci-

quinze ans, 16 septembre 1895; Petich, représenté par la société
mpagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfection-
x vélocipèdes.

quinze ans, 17 septembre 1895; société *Farbenfabriken, vorm.*
représentée par Dobler, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95.
préparation de sels solubles à l'eau des salranines azo-naphtols.

quinze ans, 17 septembre 1895; Blanchon, à Paris, rue de
onducteur fusible ou nouveau coupe-circuit automatique pour

quinze ans, 17 septembre 1895; Taverdon, à Paris, rue Claude-
ouvelle turbine-essoreuse.

quinze ans, 17 septembre 1895; de Coppin de Grinchamps,
été internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard

Saint-Denis, n° 15 bis. — Nouvel organe de publicité utile mettant économiquement en rapport l'offre et la demande.

250333. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; société *Writer Company*, représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à écrire.

250334. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Johnston et compagnie, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Dents artificielles.

250335. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Brickner et compagnie, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Perfectionnements aux baudages.

250336. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Hayden, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau genre d'attaches pour vêtements.

250337. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Lentz, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Sablier à vapeur pour locomotives.

250338. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Schmidt, gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de séchage à l'état pulvérulent.

250339. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Gautier, gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Moteur à vapeur.

250340. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Dinarmengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lettres et autres objets.

250341. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Kirk Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

250342. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Heinig, et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux machines servant à fermer les boîtes en tôle.

250343. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Campion et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux rouleaux supérieurs des machines diverses dans la filature.

250344. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Higgins, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les colles adhésives.

250345. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Cleveland et compagnie, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

250346. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; société *Tollet*, système Tollet, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 23. — Système de baraques démontables pour logements pour ouvriers et militaires, etc.

250347. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Schneck et compagnie, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 23. — Corsets élastiques et procédé pour leur fabrication.

250348. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Hodost, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 22. — Moteur par le hors d'équilibre dit *perpétuel*.

250349. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Dalifol, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixation des vélocipèdes.

250350. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Falvey, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixation automatique perfectionné.

250351. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Cuendet, aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Instrument à mesurer.

250352. Brevet de quinze ans, 17 septembre 1895; Davis, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 23.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Grôte, représenté par Nannhardt, boulevard de Magenta, n° 36. — Procédé de fabrication d'objets plastiques en papier continu ou en matières semblables.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Société anonyme de filatures de soie par Arinengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Mécanisme pour régulateurs de métiers à filer et autres destinations.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Clément, représenté par la Laitman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnement, dit *fer Clément*.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Leomy, représenté par Caron et Rochochouet, n° 17. — Cycle inversable, dit *cycle Leo*.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Perissé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 94. — Selle rationnelle de vélocipède pour les deux sexes.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Société *Sochetsische Kardaetsch und Pinsel-Fabrik, Ed. Flemming und C^e*, représentée par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Brosses à dents à corps de brosses mobiles.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Prat, représenté par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Accélération de tirage lumineuse applicable aux cycles.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Société *Humber and C^e limited*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement de cadres de cycles.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Dardel, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux matières premières pour cycles.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Inwald, représenté par la Société et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Verre de protection métallique.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Sertschansky, représenté par la Société et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Machine à trier les grains, dite *Sertschanska*.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Petit, représenté par la Société et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Schürz, représenté par de la rue Léo-Delibes, n° 5. — Appareil pour tisser le damas sans pas ni chaîne.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Teissière, représenté par Chassagnon, boulevard de Magenta, n° 114. — Système de frein applicable à tous les véhicules, spécialement aux bicyclettes.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Guénet et Kusnick, représentés par la Société, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Compteur horo-kilométrique pour automobiles.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Société d'éclairage électrique, rue Dufour, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Rhéostat de courant pour ascenseurs électro-hydrauliques ou électriques.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Monier, à Paris, rue Gustave-Nicolas. — Système de respiration-lumée.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Gasteiger, représenté par Baussat, n° 16, à Marseille. — Perfectionnements dans les bicyclettes.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Lefebvre, représenté par Delpey, à Paris, n° 16, à Marseille. — Four à chaux, système Lefebvre.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Roesch, rue Saint-Pierre, n° 16, à Metz. — Ballon dirigeable.

et de quinze ans, 23 septembre 1895; Brevart, à Marle (Pas-de-Calais). — Perfectionnement d'une fusille automatique.

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont proclamés les brevets d'invention d'addition délivrés pendant le premier trimestre tels qu'ils sont contenus dans les états ci-annexés.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Juin 1896.

Signé

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

BREVETS D'INVENTION.

250191. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Société *Company*, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, perfectionnements dans les machines à écrire.

250192. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; les fils (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, perfectionnements de capuchon de brûleur pour moteurs à hydrocarbure.

250193. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Maertens, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et machine pour le traitement aux dissolvants de la laine brute ou fibres animales analogues.

250194. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Regan, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les mécanismes de transmission de force pour arbres de moteurs électriques à grande vitesse.

250195. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Goldstein, par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de torréfaction du café, destiné à l'usage domestique et à la torréfaction d'échantillons.

250196. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Thomas, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, perfectionnements dans la Porte-éponge.

250197. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Fairbank, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, perfectionnements dans les cloches-bouées.

250198. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Polleys, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, perfectionnements dans l'appareil pour nettoyer les chaînes de bicyclettes.

250199. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Hoffmann, par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les jouets grimpeurs.

250200. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Lenoir, par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de couture en étoffe plissée pour appliquer des ornements sur vêtements.

250201. Brevet de quinze ans, 10 septembre 1895; Soule, par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les machines à marquer le cuir.

quinze ans, Erben, représenté par Bert, à Paris, boulevard
Perfectionnements aux voitures actionnées par un moteur.

quinze ans, 10 septembre 1895; Renoir, représenté par la société
rue du Havre, n° 6. — Nouveau mécanisme pour le tirage
des ou rideaux par le mouvement même de la partie ouvrante.

quinze ans, 10 septembre 1895; Whithelow, représenté par la
Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux appareils
intérieures.

quinze ans, 16 septembre 1894; Delvert, impasse Sainte-Cathe-
r. — Distributeur automatique.

quinze ans, 14 septembre 1895; Vigier, à Montferrand (Puy-de-
application de fermeture à rideau métallique pour magasin dit
de magasin.

quinze ans, 16 septembre 1895; Bur, à Charleville (Ardennes). —
mouvement carré des peigneuses à laine, et modification du
dit mouvement carré permettant l'enlèvement mécanique des

quinze ans, 11 septembre 1895; Schnell, représenté par Danzer,
n° 19. — Casse-œuf.

quinze ans, 11 septembre 1895; Sheard, Done et Worthington,
osenthal, à Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Supports ou revê-
tements, poulies, excentriques, roues, etc.

quinze ans, 11 septembre 1895; Billet, représenté par Maul-
de Richelieu, n° 15. — Nouvel engrais et moyens de le fabri-

quinze ans, 11 septembre 1895; Blondeau, à Paris, boulevard
9. — Publicité électrique portative au moyen de piles ou accu-

quinze ans, 11 septembre 1895; Duffeck et Merrel, représentés
is, rue des Halles, n° 15. — Transmissioun sur poulies à nœuds

quinze ans, 11 septembre 1895; Bridger, représenté par Casa-
ard Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines à coudre
sures.

quinze ans, 11 septembre 1895; Wier, représenté par Blétry
ard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tonpies.

quinze ans, 11 septembre 1895; Hoyle et Scarborough, repré-
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements
ur peigner et apprêter la soie et autres fibres.

quinze ans, 11 septembre 1895; Girod, représenté par Chasse-
ard de Magenta, n° 11. — Mécanisme pour horloge électrique
demi-seconde.

quinze ans, 11 septembre 1895; Girod, représenté par Chasse-
ard de Magenta, n° 11. — Mécanisme automatique électrique
heures et fractions d'heures.

quinze ans, 11 septembre 1895; Flamant, représenté par Delom,
maussée-d'Antin, n° 58 bis. — Application du coton minéral ou
combustion des hydrocarbures liquides.

quinze ans, 11 septembre 1895; les fils d'Adolphe Mougin (so-
r Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compteur

quinze ans, 11 septembre 1895; Mears et Last, représentés par
rue Lagrange, n° 5. — Nouveau robinet ou robinet perfec-

quinze ans, 11 septembre 1895; Elion, représenté par Boulin

(M^{me}), à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Nouveau procédé de levure.

250222. Brevet de quinze ans. 12 septembre 1895; Turin, Mahon, n° 2. — Bouchon anti-fraude.

250223. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; société *York Air Brake Company*, représentée par la Société internationale, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnement de l'air comprimé.

250224. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Ferguson, Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard n° 15 bis. — Attache pour voilettes.

250225. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1893; Dale, re-
internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Sa-
Perfectionnements aux graisseurs pour vélocipèdes.

250226. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Marc. rep
ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Pince pour t
mettre de le nettoyer avec facilité.

250227. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Rowland, gaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé liquides alimentaires ou autres substances et appareils employ.

250228. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1893; Duquesne (société), représentée par Armezgaud aîné, à Paris, boulevard de la Chapelle. Genre de tulle plissé et moyens de fabrication qui s'y rapportent.

250220. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de To
Paris, rue de la Néra, n° 12. — Application aux enveloppes
d'ouverture facile et rapide.

250230. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de R. Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements vélocipèdes et aux roues du même genre.

250231. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Compagnie Adolphe Seigle, représentée par de Mestral, à Paris — Nouveau procédé de pyrogénéation des hydrocarbures liquides par la vapeur d'eau.

250232. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Debry et par Barbe, à Paris, boulevard Victor, n° 15. — Appareil de réglable pour waters-closets et autres usages.

250233. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Fowle représentés par la société Matray, Litzelmau et compagnie, n° 31. — Perfectionnements aux allumettes.

250234. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; von Sedentice par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris n° 31. — Album de toilettes.

250235. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Hérand
longa, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux
graphiques à magasins.

250236. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1893; Leuner, rue Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. pour la mesure des déformations passagères et permanentes des

250237. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Gauthier
souté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg
transporteur applicable aux colonnes servant au séchage des blocs

250238. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Rowbotham et jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Piles électriques.

250239. Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Barbeau,

Houdard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux bluteries

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; de Streiffleur (M^{re}), représentée à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de mutilation des animaux.

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Haydon, Lamy et Sommerville, la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 62. — Distributeur constituant un jeu d'adresse.

Brevet de quinze ans, 12 septembre 1895; Schollenbaum, représenté par Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à laver les ton-

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Vidal (M^{re}), à Paris, rue Julien-
— Procédé permettant d'obtenir économiquement des lingots et des sucre.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Roy, élisant domicile chez à Paris, cité Condorcet, n° 8. — Impression sur verres, porcelaines,

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Zilles, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour les jambes maintenant le bassin relevé.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Eisenberg, représenté par à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Attache de fers à cheval.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Leclerc, représenté par Ma-
à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnement apporté aux moulins propres au broyage des pommes et autres fruits.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Schedler et Gebr. Weigmann représentée par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux tuyaux de pipe, fume-cigares et autres tubes dans lesquels doit passer du tabac.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Brintzell, représenté par de à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés dans la propulsion des voitures.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Trancé-Arnaud, représenté par à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux bicyclettes combinées.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Mutti, représenté par de Mes-
à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Dispositif de transmission pour vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Houdard, représenté par Wat-
à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Nouveau métal pour la fabrication de toutes les pièces employées pour accumulateurs et piles électriques.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Ubrig, représenté par Wattier,
à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Savon à fibres végétales.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; de Meimong, représenté par Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Corps creux à armatures.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Weil et Peasse, représentés par Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Porte-bouteilles à commodes pour le transport, la conservation, etc., de bouteilles pleines et vides.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Karcher, représenté par Gri-
à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Coussinet à billes doubles.

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Vigano, représenté par Baron,
à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau genre de chaussure hygié-

Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Pollock, représenté par Delom,

représentés par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, Henri IV, n° 31. — Perfectionnement aux vélocipèdes.

250564. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; Meunier (les frères), par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux circulaires.

250565. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; Borsaat, représenté, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Cassoir à sucre ou autre matière à continu et couteaux à mouvement alternatif.

250566. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; Hudson, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 41. — Perfectionnements aux silleux-sirènes.

250567. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; A. Marichal, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 10. — Système de fixation du tuyau dans les pipes.

250568. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; Chapoulié, représenté par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Dispositif de pitoins de support des barres servant à maintenir les tapis d'escaliers.

250569. Brevet de quinze ans, 26 septembre 1895; Blackburn et Rochas, représentés par Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux machines dynamo-électriques.

250570. Brevet de quinze ans, 23 septembre 1895; Pin à Beslay, à Beslay, Chine servant à fabriquer des rivets.

250571. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Barthe, à Castanet, France. — Instrument de travail dit harpeuse agricole.

250572. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Conseil et Gardier, à Rotonde, à Marseille. — Appareil pour le transport des matières humides telles que sable, sel, etc.

250573. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Léveillé jeune, rue de Moullins. — Plaque en fer-blanc, tôle, cuivre, nickel et autres métaux ou sans griffes au-dessous des casseroles, marmites, cafetières, plats, etc. de poterie, grès, faïence, porcelaine, verrerie servant aux usages du feu.

250574. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Taylor, représenté par Mennoons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans ou appareils seltzogènes et siphons.

250575. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Bloom et Teldahl, par Mennoons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Boucle ou agrafe pour chaussures, vêtements, gants, etc.

250576. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; de Laval, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositions en vue de l'alimentation des chaudières.

250577. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Brumfield, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux enseignes lumineuses.

250578. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Schlesinger, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Garde-craie pour vélocipèdes.

250579. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Wenzel, représenté par ramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Appareil de mouvements de bascule.

250580. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Elborne (les frères), représentés par Boramé, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Moyen perfectionné pour mesurer la taille ou stature humaine.

250581. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Fischbacher, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouvelle pince pour les épreuves photographiques.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Leitner, représenté par la société Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'oxydation du plomb et du plomb pour l'emploi dans les accumulateurs.

de quinze ans, 27 septembre 1895; A. Steinbrink et compagnie (société par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machines à border de matières flexibles, pour en former des bordures tubulaires à border étant en même temps prises dans la bordure.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Puckridge, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la mèches, veilleuses, bougies et fourneaux à huile minérale.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Rumpf, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de crampons à vis de retenue et à tête simple ou double, en fer profilé.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Schniewindt, représenté par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Banc à tréfiler à plusieurs tours derrière l'autre.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Rimathé, représenté par Nauwelaere, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à affûter les scies pouvant contourner les dents.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Ross, représenté par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les forges.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Lyncker et Schropp, représentés par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil à l'usage de la pompe à incendie.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Davidson, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil à l'usage de la pompe à l'usage de la pasteurisation du lait et autres liquides.

de quinze ans, 27 septembre 1895; K. Karlanders Nätmaskinsfabrik (société), représentée par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements dans les machines à faire des tissus.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Société The Alternate Current Syndicate limited, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 11. — Perfectionnements dans les électro-moteurs et appareils électro-magnétiques.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Leitner et Reicher, représentés par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la construction de piles sèches pour éléments primaires ou secondaires ou piles sèches.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Leitner et Reicher, représentés par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Electrode en peroxyde de manganèse.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Méeus, représenté par Chasseval, boulevard de Magenta, n° 11. — Utilisation du gaz provenant de la fermentation des fours à chaux en sucrerie à la production des bicarbonates et du sucre.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Mork, représenté par Fayollet, boulevard de Magenta, n° 16. — Palan à dispositif d'enrayage et d'arrêt.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Béraud et Lautmann, représentés par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de colorants à base de cobalt et leurs applications notamment à la teinture.

de quinze ans, 27 septembre 1895; Goubet, représenté par Armenet, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de mise en marche des torpilles automobiles immergées (sans tube de lancement).

de quinze ans, 27 septembre 1895; Kraus, représenté par Armenet, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de mise en marche des torpilles automobiles immergées (sans tube de lancement).

gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de tuyaux de fumée à renflement pour les chaudières à vapeur.

250600. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; Steinmenger jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé dans les revêtements de navires, bateaux, etc.

250601. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Glaentzler, à Tourcoing (Nord). — Perfectionnements apportés aux métiers.

250602. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Kahn frères, à Strasbourg, n° 152, à Nancy. — Machine à scier les métaux.

250603. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Jetley, à la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Machine à tiple à percer, avec mécanisme pour enfoncer des tiges ou bords et pour les y coller.

250604. Brevet de quinze ans, 27 septembre 1895; société d'armements mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux tramways électriques.

250605. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; société d'armements, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Toile en fil de lin non tissée, vulcanisée pour bandages pneumatiques.

250606. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; de Narmengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de l'or et de l'argent de leurs minerais, et tous produits aurifères par appareils employés.

250607. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; André et de Narmengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de station continu des générateurs à vapeur.

250608. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Bender, à la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de bouchon à boucher.

250609. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Grimard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 2. — Procédé de construction des plafonds.

250610. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Von Eblétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de simulation en couleurs variées.

250611. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Kürtz, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de écrémeuses à paroi radiale de séparation.

250612. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système complet de propulsion aérienne.

250613. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Dinard, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de Mu-

250614. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de No-

250615. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé de châssis mobiles des portières de wagons, de voitures, etc.

250616. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Fauriolonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements au cyanate de calcium par le fourneau électrique et application aux engrais.

250617. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; Oliven, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et installation d'un gaz d'éclairage ayant force motrice.

250618. Brevet de quinze ans, 28 septembre 1895; société

et, représentée par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour la ventilation dans les chemins de fer électriques.

et de quinze ans, 28 septembre 1895; Graillat, représenté par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Support pour bicyclette.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Joyaux, élysant domicile chez M. Joyaux, rue des Ecoles, n° 42. — Levier large ou en T, modification à la machine, nouvelle force motrice pour remplacer la vapeur.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Daban frères (société), représentés par Bonnet, à Paris, rue Duban, n° 14. — Grelot en tôle.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; société *The European Blair Limited*, représentée par de Mosenhal, à Paris, rue La Bruyère, n° 11. — Appareil pour la prise de photographies dans les chambres photographiques.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Devis, représenté par Armenis, boulevard Poissonnière, n° 21. — Gazogène automatique.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Raveaud, à Paris, passage de la Pointe dite *celluline*.

et de quinze ans, 9 mai 1895; Mourret et Reisz, à Paris, rue de Valenciennes, n° 11. — Chambre à air multiple, pour pneumatique dite *Mourreist*.

et de quinze ans, 1^{er} août 1895; Braumann et Wolff, représentés par M. Litzman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour rideaux contre leur déchirement à l'ouverture des fenêtres.

et de quinze ans, 18 septembre 1895; Kahn-Violet et Fox, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — Système de foyer permettant de supprimer les fumées qui se produisent dans les foyers de toute nature et de toutes formes.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; société dite *The San Francisco*, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 11. — Système d'armes à feu actionnées par le recul.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Tyerskoï, représenté par la société Tyerskoï et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de générateur d'électricité.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Masui, représenté par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil automatique pour la vente de cigarettes.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; les fils de A. Deutsch (société), représentés par Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil verseur pour liquides.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Jacquemard, représenté par Bonnet, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Soc servant à arracher les betteraves.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Suter (M^{me}), représentées par Bonnet, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Attache pour chapeaux.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Vincent et Caput, représentés par Bonnet, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de machine à vapeur pour la cuisson du pain de guerre et à biscuit.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Anthon et Söhne (société), représentés par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de fabrication des briques employées à cet usage.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; société anonyme dite *blanchisserie de thion*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — Nouvelle disposition de séchoir-étendoir.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Goupil et Lorin, représentés par Bonnet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'enveloppe de papier pour siphons à eau de seltz ou autres liquides gazeux.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Béche, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — Système de pompe à eau.

Robinet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements
des couteaux à tailler les semelles de chaussures.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; société dite *The Hitchcock Lamp*
représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. —
Perfectionnements apportés aux lanternes.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Vose, représenté par la société
Assi et Genès, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; société dite *The Champion Button*
Company, représentée par Rinuy, à Paris, rue de Provence, n° 59. —
Perfectionnements apportés aux machines à coudre les boutonnières.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Touglan, représenté par la
société Assi et Genès, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine perfectionnée
pour la production des fibres de bois pour emballages, etc.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Campbell, représenté par Delom,
à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs ou con-
duisant à la production d'écheveaux de mèche en lin ou en chanvre.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Fefel, représenté par Blétry aîné,
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les coutures de
d'autres articles, et dans les machines à faire ces coutures perfec-

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Maxim, représenté par Blétry
aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les charges
pour canons, cartouches, gargousses et dans les cartouches, gar-

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Ljungström et Harmsen, repré-
senté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Machine à vapeur

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Remington, représenté par Blétry
aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brancard et porte-munitions perfec-

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Steidtel, représenté par Blétry
aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cerceau-jouet.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Denayrouze, représenté par Ar-
mand, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Auto-régulateur de vitesse
pour lampes électriques.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Rae, représenté par Armengaud
aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements relatifs ou
conduisant à la production de lampes électriques à arc.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Stewart, représenté par Armen-
d, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les
appareils d'accouplement pour arbres et autres mécanismes.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Erny et Dubois, représentés par
Assi et Genès, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Appareil roulant pour

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Steinicke, représenté par Borand
aîné, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Aérostat.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Fuchs et Thiemann, représentés
par Assi et Genès, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés
aux piles zinc-cuivre.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Bize, représenté par Thirion, à
Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de robinet supprimant
le frottement.

Revet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; E. Cornely et fils (société), re-
présenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 34. — Perfectionne-
ments apportés aux machines à broder.

250677. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; société *Jones Brothers*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés dans les bandages chirurgicaux et dans la fabrication du tissu employé.

250678. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Littlepage et Grant Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fermetures de courroies.

250679. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Reid, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés pour donner le coup de fer aux chapeaux.

250680. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Poler, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés pour indiquer les fractions d'heures de travail ainsi que les sommes de la fin de ces fractions ou périodes, et pour d'autres usages.

250681. Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Basset, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux roues géantes à voyageurs employées comme jeux dans les fêtes foraines.

250682. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Ollendorf, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil démontable pour les manteaux pour lumière à incandescence.

250683. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Lesigne, à Paris, téière, 201. — Système de production de planches ou clichés pour l'impression.

250684. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Hennig (M^{me} veuve) la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Magenta, n° 15 bis. — Appareil pour exciter et pour maîtriser les animaux de laboratoire.

250685. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Bender (les sieurs) la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de bouchon à boucher.

250686. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; société des Pneumatiques, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, 10. — Pneumatique applicable aux roues de voitures sans enlever le bandage sur celles-ci.

250687. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Gayo, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'applique applicable à l'éclairage électrique.

250688. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Cottarel, à Paris, n° 14. — Porte-plume tire-lignes.

250689. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Gavioli et compagnie, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Système de plis et mis en volumes et leur procédé de fabrication pour les machines à écrire et autres instruments analogues.

250690. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Schüler, représenté à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de pierres ou tubes poreux durs et inattaquables par les acides, à partir de la farine fossile, calcinée, sable quartzeux et verre soluble.

250691. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Pironon, à Paris, n° 10. — Fourche de direction pour vélocipèdes dite *fourche rationnelle*.

250692. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Motch, à Paris, rue de la Harpe, 10. — Râpe à fromage, fruits et légumes.

250693. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Chassing, représenté à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de monture de parapluie automatique.

250694. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Jeantaud, représenté à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Jante pneumatique pour voitures.

250695. Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; société anonyme des Librairies centrales des Chemins de fer (*Imprimerie Choix*), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11.

boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour éviter le maculage dans l'imprimerie.

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Ljungström, représenté par Armen-
gaut, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Disposition pour déplacer le
la charge ou de la force sur des pédales et des leviers.

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; société Jean Rod. Geigy and C°,
par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pro-
portion de matières colorantes substantives pour coton au moyen des
amidonaphtol β^4 sulfoniques alcoylés.

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Cassiers, représenté par Chasse-
is, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'arrêt
automatique à distance des moteurs.

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Colmont, représenté par Chasse-
is, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de jumelle dont la mise au
focal par le manche.

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Hauser, représenté par Becker, à
Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fermeture mécanique en fil métallique pour

Brevet de quinze ans, 2 octobre 1895; Burgin (M^{lle}), représentée par
is, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fixe-lacets pour chaussures.

Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Culet, rue Perrot, n° 12, à Lyon.
Compteur métrique, système François Culet.

Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Ratignier, représenté par Rabile-
de de Saxe, n° 66, à Lyon. — Cliquet universel à action continue pour le
bois et des métaux.

Brevet de cinq ans, 2 octobre 1895; la Ville de Lyon. — Nouvel appareil
pour unir dans un pont les deux moitiés d'une poutre à jonction centrale.

Brevet de quinze ans, 1^{er} octobre 1895; Demassias, rueorget, n° 23, à
Paris. — Appareil micro-téléphonique destiné à la vulgarisation et dénommé *Capso-*
à boîte téléphonique.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Frech, représenté par Aulanier,
rue Tardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Perfectionnements aux pinces pour
l'ajustage des chaussures.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Escartefigue, avenue Pasteur, n° 31,
— Divers modèles de caisses démontables dénommées *Franco-Retour* dites

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Filiat, rue Chauvain, n° 2, à
Paris. — Appareil herniaire dit *Bloque-Hernies*, système Filiat.

Brevet de cinq ans, 5 octobre 1895; Tholy, rue de Nîmes, à Vichy. —
Appareil métallique universel applicable sur baguettes dorées dites *chimiques*.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; de Soto (M^{me}), représentée par
is, boulevard de Magenta, n° 30. — Rond de serviette pouvant servir
de serviette.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Richter et Härtel, représentés par
is, boulevard de Magenta, n° 30. — Crampon à vis, avec pièce cen-
trale et avec garniture élastique pour fers à cheval.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Munk, représenté par Nauhardt,
boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication d'un tissu ressem-
blant au crin.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; société The Standard Air Brake and
Lamp Co., à Paris, place Mazas, n° 1. — Nouveau système de frein

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Gonzalez, représenté par Crespin, à
Paris, boulevard de Magenta, n° 19. — Appareil régulateur de vitesses applicable spécialement
aux moteurs en général.

Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Leichsenring, représenté par la So-

ciété internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Fermeture de sûreté pour trous de bonde.

250716. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Joyce, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Appareil pour coller et appliquer des gommes, pâtes, fards, huiles et autres substances.

250717. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Bouis, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Système de vélodrome dit le *Musée*.

250718. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Dagnall, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-savon perfectionné.

250719. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Marcus, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements des hydrocarbures liquides.

250720. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Stierlin, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Procédé pour élever à la surface des vaisseaux coulés à fond ou autres objets submergés au moyen du gaz produit par le carbure de calcium.

250721. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; société française de construction, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 42. — Tricycle automobile.

250722. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Balukiewitsch, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 1. — Fonctionnant sur une ligne spéciale et sur une ligne télégraphique.

250723. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; société *Fr. E.*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Couverture entaillée à languette soudée pour boîtes de conserves et autres.

250724. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Moulun, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de transport automobile dirigeable.

250725. Brevet de quinze ans, 3 octobre 1895; Reck, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil de chauffage.

250726. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Burgers, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Vélodrome avec vitesse variable.

250727. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; H. et G. Rosier, représentée par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Machine à fouler automatiquement le son et autres matières légères volantes.

250728. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Gard, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements des bicyclettes et autres appareils.

250729. Deflassieux frères (société), représentée par Faugère, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 5. — Mode de fabrication du type de roues dites *para-poussières*.

250730. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Prödt, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Soupape de réduction et à régler les conduites à eau.

250731. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; société anonyme, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux robinets de réservoirs de chasse et autres appareils à pression.

250732. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Van Beek, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour l'huile en cas de mer grosse.

250733. Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Linden, représentée par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Bateau à système de propulsion.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; société *C.-F. Kindermann and Comp.* et *Blumenthal* (les sieurs), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux brûleurs pour lampes générant le gaz, dans le but de rendre ces lampes propres à l'emploi de manutention.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Tyrée, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil nouveau ou perfectionné pour câbles ou câbles.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Violet-Chabrand, représenté par à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareils permettant de commander des navires le sens de rotation que peut prendre ou qu'a pris une machine, totaliser ou enregistrer le nombre de tours de cette machine.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Wenigmann, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Cartouches destinées à augmenter le pouvoir éclairant du pétrole.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Krausen, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Alimentation pour chaudières.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; société *Witwe Joh. Schumacher*, par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fermeture pour tonneaux.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Mason et Nuttall, représentés par à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux métiers à tisser le coton et autres matières textiles.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Webber, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Automate pour liquides, gaz et autres actionnant à l'aide d'une pièce de monnaie.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Sorbets, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Chaîne démontable pour bicyclettes.

Brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Haussmann, représenté par Becker, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Four pour la fabrication de ciments blancs ayant toutes les qualités du ciment Portland.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} avril 1909) pris, le 4 octobre 1895, par la société *Charles Mildé fils et compagnie*, et *Kotyra* (le sieur), représentés à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements apportés aux appareils téléphoniques.

Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Minard, rue Porte-de-Croux, à Paris. — Nouvelle hausse pour fusils de guerre et carabines à longue portée.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Schramm (M^{re}), représentée par à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Serre-hanches élastique.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Hervier, à Paris, rue Letellier, n° 10. — Aminoïr casse-coke.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Desbrière, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 10. — Perfectionnements à la construction des roues.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Kaiser, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Moteur de force.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Ibbotson, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Améliorations dans les attelages du milieu automatiques pour voitures et autres véhicules sur les chemins de fer et dans les appareils qui s'y rattachent.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Cónen, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareils aux queues de billard.

Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Ghérassimoff, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de plate-forme

applicable aux navires et restant toujours à peu près horizontale sur le bateau.

250753. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Dörpinger, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à fraiser les rainures d'encastrement pour les fenêtres.

250754. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Prillwitz, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Perfectionnements apportés à la fabrication des poudres de mine de sûreté.

250755. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Joynson et compagnie, par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements relatifs aux pots et autres récipients analogues à fermeture hermétique.

250756. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Rougeau, par Blétry aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de classement des bicyclettes pour leur transport dans les fourgons pour les salles de consigne, en gare, les vélodromes, garages, etc.

250757. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Panoux, par Blétry aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Distribution à vapeur et à grande détente pour locomotives, machines de bateau, etc.

250758. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; Flambeau (Manche). — Lotion pour enlever les pellicules, dite *antipellucide*.

250759. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; raison commerciale, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Roues avec flasques composés d'éléments capables de rentrer et de sortir.

250760. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Lomax (Maison), par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Systèmes de liquides.

250761. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Gubba, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareil pour la destruction des fourmis, dit *tue-fourmis*.

250762. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Jaisohn, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements relatifs aux thermomètres.

250763. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Posern, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Pied de meuble mobile.

250764. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Warren, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements relatifs à coudre.

250765. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Murphy, Pierceman, par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10. — Perfectionnements aux chemins de fer électriques.

250766. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Hofheimer, par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10. — Perfectionnements aux dispositifs de sûreté pour fenêtres.

250767. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Dreyfuss, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour le bouchage des bouteilles.

250768. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Térouanne, par la société représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de charbon servant à l'épuration par filtration des alcools et des huiles.

250769. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Hosgood (Maison), par la société représentée par Chassevent, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine pour le traitement des matériaux.

250770. Brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Weyman, par la société représentée par Chassevent, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans les machines.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Löber, représenté par Nauhardt, à
 levard de Magenta, n° 30. — Bandage de roue élastique.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Hochedex, à Paris, rue Letellier,
 aivre, à Paris, rue Héricard, n° 46. — Distributeur contre la gelée sans
 l.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Bénier, à Paris, rue du Louvre, n° 15.
 électrique.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Vignes, représenté par Armengaud
 ris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif d'application d'un ventila-
 machines à coudre et autres similaires.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Holmes et Sons limited (société) et
 représentés par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionne-
 plaques de recouvrement pour marches d'escaliers, seuils, trottoirs, etc.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Gilgenberg, représenté par la Société
 ale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
 t d'engrenages.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Buchheim, représenté par la Société
 ale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis.
 til de mise en marche pour appareils télégraphiques, système Hugues.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Bedeau, représenté par Fayollet, à
 Drouot, n° 16. — Endless Railway.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Mercadier et Pierquin, représentés
 à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système collecteur distributeur et extinc-
 tique de courants électriques ondulatoires ou alternatifs.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Ames et Craine, représentés par la
 adon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés
 ets de rails de voies ferrées.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Volland, à Paris, quai de Valmy,
 Application d'un tablier de voiture pouvant servir également de pavillon au
 n système automatique de capote.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Bloch, représenté par la société
 elman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Face à main

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Schneider, représenté par la
 illier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé
 lementation de la production du gaz au moyen de carbure avec écoulement

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Leboucher et Dutheil, représentés
 é Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nou-
 pour bicyclettes à direction incassable.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; société en participation des filtres
 , représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. —
 filtre à grand débit pour l'épuration et la stérilisation des liquides, fluides,
 urs en général.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Hilbert et Frank, représentés par
 f, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication du phos-
 phates acides et de ses sels par le traitement des matières renfermant de l'acide
 ue, telles que phosphates minéraux, os et scories renfermant de l'acide
 ue.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Kock, représenté par Wattier, à
 de Mazagran, n° 5. — Système à répétition pour montres de poche.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; West, représenté par Wattier, à
 de Mazagran, n° 5. — Perfectionnements dans le forgeage ou formation des
 alliques annulaires ou d'autre conformation.

Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Berheimer et Manger, représentés
 n, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bicyclette à pignon de chaîne
 et à tendeur de chaîne s'ajustant automatiquement.

250790. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Ferraris Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Per dispositions pour alimenter un système de circuits à couran en général polyphasés au moyen d'un système de circuits à natif monophasé.
250791. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Limonaire sentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95 fonctionnant au moyen de cartons perforés pour actionner le
250792. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; de Laval, Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Soupape automatique liquides.
250793. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Cosset, rep jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système pour vélocipèdes.
250794. Brevet de quinze ans, 7 octobre 1895; Riboud et par Freydier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31 nements aux métiers à tisser à la Jacquard.
250795. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Cousin et sentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — M tôles.
250796. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Perrier, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Nouveau fil et sa fabrication
250797. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Lubowsky, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Fermeture de caisses.
250798. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Krachenfels, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Cheval-balançoire carros
250799. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Kröczner, rep de Bausset, n° 16, à Marseille. — Encrier à pression d'air.
250800. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Levison, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Enveloppe de monnaie.
250801. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Beltjens, cl ville (Seine-et-Oise). — Lampe nouvelle à pétrole dite *lampe nerve*.
250802. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Schneider, Albi (Tarn). — Système d'enveloppe de sûreté à fermer.
250803. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Josseaux Rennes. — Nouvelle distribution de vapeur sans tiroir.
250804. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Skene et De fin-Leclercq, représentés par Agache, boulevard de Paris, n° 27, à nettoyer les rouleaux servant à l'impression de tous les textu la laine.
250805. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Constantin, Roubaix. — Perfectionnements apportés aux machines à encoll textiles de toute nature.
250806. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1895; Groult, rue Douai. — Frein pour toutes surfaces en caoutchouc ou caou bicyclettes, tricycles, etc., et de voitures avec ou sans chevaux.
250807. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Perret et Lac République, à Agen. — Nouveau système de stéréoscope dit s nouveau système déclancheur monétaire.
250808. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1895; Labat, plac Bordeaux. — Mouton à dédic et tube de guidage pour battage d
250809. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Mathieu, à Pa tier, n° 31. — Perfectionnements aux moteurs.
250810. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Le Roy, représen boulevard Saint-Denis, n° 7. — Application du silicium au chau

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Marage, représenté par Bert, à Saint-Denis, n° 7. — Serre-nœud électrique automatique pouvant valotome et être employé pour d'autres opérations chirurgicales.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Haeckel, représenté par Faber, à Rouence, n° 62. — Gazéificateur pour combustible volatil.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Monges et Besombes, à Paris, rue — Nouveau système d'accumulateur électrique à deux métaux.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Barbier, chemin de Puteaux, n° 41. — Nouveau système de mouvement pédalier à changements de vitesse en pousseur automatique pour graver les côtes avec facilité pour bicyclette, cycle propulseur.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Ratcliffe, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Gants apportés aux gants.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Mac Donald, représenté par Armen-
ris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les

et de quinze ans, 8 octobre 1895; société anonyme des anciens ateliers
van den Kerchove, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boule-
re, n° 21. — Nouvelle enveloppe de vapeur à circulation active avec
pour séparer l'eau de la vapeur avant son entrée au cylindre.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; de la Mar et van Leer, représentés
tray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. —
les cigares et coupeur d'enveloppes combinés.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; de la Mar et van Leer, représentés
tray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. —
les cigares.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; de la Mar et van Leer, représentés
tray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. —
trimer les rouleaux de tabac pour cigares.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Fleischer, représenté par Thirion,
Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les tables d'har-

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Lee, représenté par Thirion, à Paris,
Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les armes à feu à ma-

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Lee, représenté par Thirion, à Paris,
Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les paquets de cartouches
à magasin.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Webb, représenté par Thirion, à
Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les appareils de
tiques à triple valve.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Boulay et Staes, représentés par
ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de guidon antivibrateur

et de quinze ans, 8 octobre 1895; L-D. Seidelmann et Söhne, repré-
sents, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement
de cartes.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Clubbe et Southey, représentés par
ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les
sans fin.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Clubbe et Southey, représentés par
ris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans les véhi-
propulsion mécanique.

et de quinze ans, 8 octobre 1895; Dodge, représenté par Dumas, à
Georges, n° 29. — Perfectionnements aux machines employées à la
motypes.

250830. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Stanke, Paris, rue de Provence, n° 59. — Mécanisme à présenter

250831. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Meikle Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de traitement de la houille ou des minéraux carbonés de l'ammoniaque et autres produits.

250832. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Warren Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Méthode des dents d'engrenages.

250833. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Bell, Meikle Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareils apportés aux treuils.

250834. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Hüller, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Chevrons, lattices et pente en fer profilé entouré de ciment.

250835. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Kühn, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Coffrage ou revêtement le mortier ou le plâtre en planches à surface rainée à la fixation appropriée ou en tôle ondulée perforée ou en toile métallique.

250836. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Libbey, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines électriques.

250837. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Zerjal, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Surfaix à sangle réglable.

250838. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Bocquet, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil d'égout.

250839. Brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Dean et la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Eau.

250840. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Hitchcock, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnement dans la suspension des rideaux mobiles.

250841. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Rassin Massé, n° 15. — Nouvelle bicyclette à propulsion électrique.

250842. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Devlin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux attache-cables.

250843. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Compagnie représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Régler la marche d'un moteur électrique et pour le faire fonctionner à la vitesse réglable pour tramways, chemins de fer, etc.

250844. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Bell, Meikle Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareils apportés aux appareils de renflouage des navires.

250845. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Dominik, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Chambre à air sous forme de sac ou sacoche.

250846. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; du Vivier, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — Tribuer le savon pour l'usage de la toilette.

250847. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Somers Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 1. — Perfectionnements aux machines à tourner les feuillets de musique.

250848. Brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Keane Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements pour culottes.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Heygel et Bachsteiner, représentés
à Paris, rue Rodier, n° 34. — Scie à découper pouvant de même
être à percer.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; société anonyme des matières tan-
nantes, représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95.
Sière tannante extraite de l'écorce de palétuvier.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Hammond, représenté par Thirion,
à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés à la construc-
tion de bandages pneumatiques.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Lyons et Beemer, représentés par
Thirion, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les supports
de baignoires et dans les appareils pour distribuer l'eau.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Ricchi et Maioli (société), repré-
sentés à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Boute de sûreté pour ton-

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Neumann, représenté par de La-
roche, à Paris, rue des Halles, n° 2. — Appareil à écrire la ronde.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; L. Mahieu et fils (société), repré-
sentés à Paris, rue des Halles, n° 2. — Calorifuge à chambre à air
nouveau dit système L. Mahieu et fils.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Jost, à Paris, rue Oberkampf,
n° 10. — Système de tir combiné avec appareil indicateur dénommé *tir sport*.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Hamelle et Chedville (société),
représentés à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Sys-
tème à pointes d'isolement des matelas ou bandes pour revêtements de
chambres de vapeur, etc.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; Isidore Leroy et fils (société),
représentés à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pro-
cédé mécanique des papiers veloutés.

et de quinze ans, 14 octobre 1895; Kessler, à Clermont-Ferrand. —
Procédé de préparation des composés devant produire un précipité calvrique à
l'aide duquel on veut préserver des maladies cryptogamiques.

et de quinze ans, 14 octobre 1895; Gautier, rue de la Paix, n° 52, à
Paris. — Charrue universelle et divers instruments s'y adaptant.

et de quinze ans, 15 octobre 1895; Guibert, à Grillaud, commune de
Loire-Inférieure). — Machine moteur à deux pistons dans un

et de quinze ans, 17 septembre 1895; Ducos-Duhauron, boulevard
de la Mustapha (Alger). — Polyfolium dialytique, livre à feuillets
obtenus par une alternance d'écrans colorés et de plaques ou pellicules
en duquel s'obtiennent simultanément, dans toute chambre noire,
des images destinées aux tirages photographiques en trois couleurs.

et de quinze ans, 25 septembre 1895; Paris, rue Denfert-Rochereau,
n° 10. — Nouveau comptoir dit *comptoir automatique Paris*.

et de quinze ans, 30 septembre 1895; Féraud, rue Michelet, n° 4, à
Paris. — Perfectionnements dans les procédés et appareils de vaporisation

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Caton, élitant domicile chez le
sieur Mogador, rue de Mogador prolongée, n° 4. — Nouveau chalumeau
à manchons incandescents.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; société du familistère de Guise,
représentée par le sieur Hébert, à Paris, rue de Lyon,
n° 10. — Système de chauffage à l'électricité.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Grysez, représenté par Fayollet,
à Paris, rue de la Paix, n° 16. — Perfectionnements apportés dans les métiers à filer au
tour et autres matières textiles analogues.

250868. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Gaillet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'aspirateurs.

250869. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Morel, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements dans les combustibles et de l'ammoniaque au moyen de la houille.

250870. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Grégoire, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Procédé de vêtements découpés et leur application aux modes, broderies, tulles, etc.

250871. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Idre, Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Haussmann, n° 15. — Vélocipède à vitesse variable et à pédales libres dit *l'orodrome*.

250872. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Miel, Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Haussmann, n° 15. — Procédé pour donner au bois, au métal, à la pierre, une couleur madrée.

250873. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Breysse, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la perte de chaleur des fluides qui remplissent ou parcourent les tuyaux.

250874. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Dubouche, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements dans la production et distribuer aux becs d'éclairage par le gaz de la houille.

250875. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Lafay, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les huiles minérales ou végétales.

250876. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Hord, la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Perfectionnement pour le lancement des bateaux.

250877. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Wils, Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Dispositifs pour attacher les chevaux.

250878. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Beard, Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 11. — Dispositifs pour bicyclettes.

250879. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; de Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de trains de chemins de fer sans le secours du mécanisme.

250880. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Skribo, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Chapeau dont la monture est fixée.

250881. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Bandet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Brûleurs à gaz.

250882. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Agnès, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Générateurs de courants alternatifs ou continus.

250883. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Chini, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Métier à tisser et l'industrie du tissage, tapisserie, passementerie, broderie, etc.

250884. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Folle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement de levure.

250885. Brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Perle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé (représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2).

ordonnage et d'épillage de la laine en combinaison de la cardé simple

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Thomas, représenté par Grimont
Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Jeu de coins à mouton pour
res.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Jancovius, représenté par Grimont
Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Vaporisateur d'esprit-de-vin
centrale de vaporisation.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Rigot, représenté par Grimont et
boulevard Saint-Michel, n° 45. — Palier graisseur à rotule.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Lihoreau et société des véloci-
représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg,
de voiture automobile avec moteur à vapeur d'éther.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; Mira, représenté par Armengaud
boulevard de Strasbourg, n° 23. — Chaines à charnières pouvant
de façon à constituer une crémaillère.

et de quinze ans, 10 octobre 1895; société par actions des accumula-
Pollak, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de
5. — Système de pèse-acide instantané.

et de quinze ans, 7 septembre 1895; Roots, représenté par Levesque,
Halle, n° 48. — Perfectionnements aux machines à gaz.

et de quinze ans, 9 octobre 1895; société *H. W. Johns Manufacturing*
entée par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionne-
ments électriques.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Baldini fils, représenté par Faber,
Provence, n° 62. — Nouveau moteur à air comprimé.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Harkup, représenté par Levesque,
Halle, n° 48. — Perfectionnements apportés aux tentes portatives à
aires, chasseurs, touristes, etc.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; compagnie générale des cycles
Paris, rue de la Folie-Regnault, n° 74. — Perfectionnements apportés

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Hillebrand, représenté par Bert,
Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les arrangements
couteaux et contre-couteaux pour machines à couper les betteraves

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Gessner, représenté par Armen-
Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés
cylindres presseurs.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; compagnie française des moteurs
structions mécaniques, représentée par Armengaud aîné, à Paris,
nnière, n° 21. — Dispositif de refroidissement de la soupape d'ad-
teurs à gaz ou à pétrole.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Stute, représenté par Wattier, à
Mazagan, n° 5. — Fermeture pour récipients à confitures, pots et

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Haeger, représenté par Casalunga,
Halles, n° 15. — Appareils pour l'éclairage des numéros des véloci-

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Graham, représenté par Becker,
d de Strasbourg, n° 6. — Extincteur d'incendie.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Kolmsperger, représenté par
boulevard de Strasbourg, n° 6. — Vase de auit pour enfants avec
illie au-dessus du bord du vase.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Schneller, représenté par Becker,
d de Strasbourg, n° 6. — Moteur à gaz à deux temps.

250905. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Reu à Paris, passage Saint-Michel. — Graisseur à pression, à
250906. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Koiné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositifs vibrants des instruments de musique à cartons perforés
250907. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Truiné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé des parapluies, ombrelles et en-cas.
250908. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Geck par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République dans la fabrication des pointes de Paris, vis à bois, etc.
250909. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Fargue Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Svélocipèdes en général.
250910. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Vincent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système tubes et plus particulièrement pour cadres de vélocipèdes
250911. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Usher à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de construction pour vélocipèdes en général.
250912. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Kamp par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — rasoirs de sûreté.
250913. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Dandrie à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Bouteille Sale
250914. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Jeant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Essieu pour voitures.
250915. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Dugue gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — chrome simultanée sur papiers, étoffes, métal, etc.
250916. Brevet de quinze ans, 11 octobre 1895; Tengw gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — dispositif de fixation.
250917. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Lorthioi blin, place Thiers, n° 6, à Tourcoing. — Perfectionnement des bicyclettes.
250918. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Graue représentée par Lamblin, place Thiers, n° 6, à Tourcoing apportés aux réfrigérants.
250919. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Costeuv boulevard de la Liberté, n° 101 bis, à Lille. — Perfectionnement doubler.
250920. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Douai ciennes (Nord). — Système d'entonnoir avertisseur.
250921. Brevet de quinze ans, 12 octobre 1895; Charbon card, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement chaussures, etc.
250922. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Pichon, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Perfectionnement aux bédems, etc.
250923. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; société a Verdol, représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à ment au papier perforé employé dans les jacquards, système cable aux cartons.
250924. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Chorretier

Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements au montage des appareils et autres sur leurs pieds.

et de quinze ans, 11 octobre 1895; Walowsky, à Paris, rue Frédéric-Eau à détacher les étoffes de laine, flanelle, drap, etc., etc., ininflammable, dite *Opaline Williams*.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Pagnon, rue Tramasse, n° 22, à Rouen, à arrêt instantané, permettant l'ascension des côtes de mon libre stable.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Chanel, représenté par Augier, à Rouen, n° 9. — Presse-étoupe rotatif.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Schönbauer, représenté par Faber, à Marseille, n° 62. — Cadre pour vélocipèdes composé de tubes can-

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Bassfreund, représenté par Nau-ville, boulevard de Magenta, n° 30. — Bouton à double bascule.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Le Blanc, représenté par Mathieu, à Paris, rue Voltaire, n° 71. — Système perfectionné de chauffage à l'eau chaude pour usages.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Köhler et Prante, représentés par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, mode automatique pour couper les fils sur un métier à lacets pour de temps les franges en fabriquant les lacets, par exemple la tresse et sous les autres.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Franke, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système aux fourneaux à adoucir.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Fridheim, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Dispositif pour estamper des cartons, des bords coupés en biseau.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Bonamy, représenté par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés dans les mé-

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Dawes, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif à essuyer les plumes et le crayon, pouvant servir à la publicité.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Brighton et Venning, représentés à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux machines à doublure en plomb et à d'autres objets.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Krank, représenté par de Mestral, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 41. — Perfectionnements dans les articulations des ciseaux.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Hughes, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les blanchisseries.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Johnson, représenté par la société des inventions modernes, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements dans les chaussures.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Hamacher et Hahn (société), représentés par le jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Calibre pour les roues de cylindres et les cylindres en horlogerie.

et de quinze ans, 12 octobre 1895; Société générale des cirages français, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Dispositif métallique des tablettes de chocolat et autres produits simili-

et de quinze ans, 14 octobre 1895; Grebel, à Paris, au ministère des Travaux publics. — Nouveau mode de propulsion et de direction applicable à toutes les embarcations de tous genres.

250943. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Pogonoff, à Paris, boulevard de Magenta, n° 32. — Machine pour simuler un voyage à travers l'espace par un vol d'oiseau à travers l'espace.

250944. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Desczyński, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Serrure pouvant s'adapter à volonté au côté droit ou au côté gauche.

250945. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Gallien, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Vélocipèdes et autres véhicules.

250946. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Wittwer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Tissu métallique.

250947. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Heitrich, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil automatique de café, de thé, etc.

250948. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Neufeldt, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fusil dont la plaque de couche élastique.

250949. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Pringsheim, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Levure sèche.

250950. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Remmler, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Porte-outils.

250951. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Voticky, à Paris, boulevard Henri-Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri-Matray, n° 11. — Procédé pour trier et nettoyer les grains, principalement le café et les céréales.

250952. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Harris, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux procédés pour articles d'habillement.

250953. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Buxton, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour la fabrication et l'application des assemblages pour rails électriques.

250954. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Peyrussé, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux procédés d'électrolyse.

250955. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Barbier, à Paris, boulevard de Magenta, n° 23. — Système de flûte et autres instruments à vent à piston.

250956. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Emmel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine pour rivets, tiges de boulons, tiges de vis, etc.

250957. Brevet de quinze ans, 14 octobre 1895; Mauchien, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour faire des réserves sur les fils de coton ou pour leur faire subir les opérations de la teinture au noir d'aniline.

250958. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Dugan, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux machines à étirer.

250959. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Lang, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Couverture fixe-canon.

250960. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Fickel, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour le traitement des maladies des muqueuses.

250961. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Le Blanc, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements aux machines à tisser.

250962. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Hatha, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Fusées pour projectiles creux poudre.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Hathaway, représenté par la société s, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Grenade à main.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Schimpf, représenté par Danzer, à Lambon, n° 19. — Clef universelle.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Kent, représenté par Armengaud s, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux brûleurs à gaz automatique.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Pritchard et Braut, représentés par is, rue Saint-Georges, n° 29. — Système de déplacement aérien pour ses, apparitions, etc., sur les scènes de théâtre.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Rush, représenté par la Société in- des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — ou à autres usages.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Wells, Swartz et Hubbell, repré- yollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux ré- nés à l'encollage des chapeaux.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Adler et Eisenchitz (société), ar Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés n des canons de fusil.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Société dite *The Cereal Machine* présentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements la confection et la fabrication des pâtes ou pains de céréales.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Mc Moore, représenté par de Mes- rue Taïhout, n° 41. — Perfectionnement dans l'éclairage électrique.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 septembre 1909) pris, le 15 oc- ar Graizier, représenté par de Mestral, à Paris, rue Taïhout, n° 41. — me de ligne électrique.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Société anonyme Néo-Litho, re- Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements tion de la pierre artificielle.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Dufay, représenté par Thirion, à arl Beaumarchais, n° 95. — Appareil pour le chaulage des jus sucrés n morceaux.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Deane, représenté par Wattier, à agran, n° 5. — Perfectionnements dans les échelles de navires.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Boyd, représenté par la société s, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné à coller sur des bouteilles et autres objets.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Keene, représenté par la société s, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de gond à ressort pour

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Smith et Vassar, représentés par adon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Systèmes téléphonique abinés.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Klimsch, représenté par la société s, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Confection de filtres en papier, tes, avec ou sans doublure en tissu.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Boyum, représenté par Delom, à la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Jeu de toupie à question.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Berzdorf, représenté par Blétry boulevard de Strasbourg, n° 2. — Changeur automatique d'argent.

Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Cramp et Pettit, représentés par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux ma- rie.

250983. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Diem, re
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bande de billard

250984. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Giffar
ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Bouchon
fermeture rigoureusement hermétique de tous récipients con
que bouteilles, carafes, fioles, flacons, etc.

250985. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Höfer, rep
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Support de fixati
vélocipèdes permettant un démontage facile.

250986. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Kindle, re
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionneme
rues.

250987. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Farnum,
Matray, Lizelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV
ments aux kinétoscopes pour annonces et exhibitions.

250988. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Ray, repr
tray, Lizelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV
ments aux couvercles pour ustensiles culinaires.

250989. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Crandall,
Matray, Lizelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri
nements apportés aux machines à écrire.

250990. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Tramblay
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionne
pour lettres et autres papiers.

250991. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; La Burt,
Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Tramway

250992. Brevet de quinze ans, 15 octobre 1895; Brancher,
sée-d'Antin, n° 6. — Antivibratrix Henry.

250993. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Heerman
présenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Hav
bandages pour vélocipèdes et autres véhicules.

250994. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Klar, repr
ternationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Sa
Nouvelle calandre pour le linge.

250995. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Darmancie
gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Peri
dans l'organisation des hausses de bouches à feu de tous calib

250996. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Cochu
Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appa
seaux pour dompter ou maîtriser les chevaux fougueux ou en

250997. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Proud
ainé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionn
meubles et autres articles semblables.

250998. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Spaull, re
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pince de jupe per

250999. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Elkeles,
et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Clef pli

251000. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Altman, re
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement
fantes destinées plus spécialement à l'usage des dames pratiq

251001. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; de Con
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Systè
melle de caoutchouc.

251002. Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Gibault,
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application d

on, aux colonnes montantes alimentaires, ainsi qu'aux réservoirs de
 uvettes de water-closets.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Diellenbacher, représenté par la
 et Boelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Distribution
 à vapeur à déclics.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Bardin, représenté par la société
 et, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système
 appareils photographiques.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Féquant, représenté par Armen-
 Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'entoilage à fil en
 et à câbles noyés dans les bords pour les bandages pneumatiques à
 rules de tous genres.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Oberleithner, représenté par
 rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau système de méca-
 pour le tissage du damas.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Berret, représenté par Delom, à
 la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Pile électrique étanche, système

et de quinze ans, 15 octobre 1895; Benoît, rue Saint-Esprit, n° 4, à
). — Produit nouveau : la caseïne soluble à l'état sec et les moyens
 obtenir dit caseïne Benoît.

et de quinze ans, 15 octobre 1895; Delahaye, rue du Gazomètre,
 — Moteur à pétrole et son carburateur.

et de quinze ans, 15 octobre 1895; Delahaye, rue du Gazomètre,
 — Perfectionnement aux voitures automobiles ou autres véhicules

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Sabatier, à Alais (Gard). — Nou-
 robinet de tonneau perfectionné, en cuivre.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Liebgott, rue de l'Hôpital, à Toul
 ille). — Système pour trouver l'heure de nuit exacte par le cadran

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Brams (MM.), représentés par
 d'Amiens, n° 15, à Lille. — Chauffe-bain l'incomparable.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Anselme, à Pamiers (Ariège). —
 age progressif pour rails de chemins de fer.

et de quinze ans, 18 octobre 1895; Bourzac, rue Sainte-Eulalie,
 eaux. — Pédalier différentiel vélocipédique dit *pédalier différentiel*

et de quinze ans, 18 octobre 1895; Jeantet, à Saint-Laurent-du-Jura
 eau système de cage de pendules et horloges, dite *cage à platines-*

et de quinze ans, 19 octobre 1895; Wolff, à Troyes (Aube). — Ap-
 ir et automatique pour métiers à filer.

et de quinze ans, 16 octobre 1895; Chave, à Cavaillon (Vaucluse).—
 voie ou pleine de toute dimension, articulée, se repliant sur elle-
 se Chave.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Weiss, représenté par Nauhardt,
 rd de Magenta, n° 30. — Procédé pour l'établissement instantané de
 s objets similaires.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Pyfe, représenté par la société Assi
 s, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux roues de
 s.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Scheiblich, représenté par la
 ionale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis,
 areil à fermeture automatique pour le transvasement de liquides.

et de quinze ans, 17 octobre 1895; Inman, représenté par Meunons, à

Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les boîtes de papier.

251023. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Cox, rue boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements aux lampes électriques.

251024. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Laforgue, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositifs et incandescents pour lampes électriques à arc volta-

251025. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Grover, à Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, dit dénommé *la phylloxérique*.

251026. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Robert, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — Étui pour stériliser et conserver les tissus chirurgicaux.

251027. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Tolton, à Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine pour les peaux.

251028. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Burgeat, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements dans l'arrangement de pneumatiques ou bandes de roues.

251029. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Altman, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de pistons.

251030. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Béland, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Appareils destinés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — dans les transformateurs de vitesse pour bicyclettes.

251031. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Gentil, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur et aux machines à vapeur à haute pression.

251032. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Georgi, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Procédé de stérilisation des produits pharmaceutiques en mettant de les rendre inaltérables.

251033. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Rylski, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Chemin de fer aérien pour le transport des marchandises et voyageurs.

251034. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Keats, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à fraiser les talons de chaussures, et à gratter les talons et les semelles.

251035. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Felten, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine représentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — à isolement ductile.

251036. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Pollak, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans la distillation des liqueurs volatiles.

251037. Brevet de quinze ans, 17 octobre 1895; Malézieux, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

251038. Brevet de quinze ans, 13 septembre 1895; de Clugny, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil à élever l'eau (Établissements français dans l'Inde).

251039. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Revel, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Frein instantané à double effet.

251040. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; David, à Lille, n° 51. — Bobinot en bois à un seul plateau de bobinot, lequel permet l'application directe, sur les bobinots, d'une parée sur tube en carton, telle qu'elle sort des métiers à tisser.

vet de quinze ans, 21 octobre 1895; Hazebroucq-Lannoy, à Wervicq-Pneumatique en cuir pour vélocipèdes et tout autre véhicule analogue.

vet de quinze ans, 21 octobre 1895; Baker, représenté par Aulanier, urdy, n° 25, à Saint-Étienne. — Amélioration ayant rapport à un enduit ds de gravure et procédés pour sa fabrication et son traitement subsé-

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Lejeune, à Paris, boulevard Pé-
s. — Système de transmissions de mouvements avec emploi de billes

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Frohwein, représenté par Casa-
rue des Halles, n° 15. — Procédé pour obtenir avec du sang de l'al-
matières brutes, pour la fabrication de caoutchouc vulcanisé, de colo-
is.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Gans, représenté par la société
an et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil
mélanges gazeux explosibles (en particulier pour moteurs) lequel est
nt maintenu au rouge ou à l'état d'incandescence sous l'effet du gaz
chauffé au rouge par l'électricité.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Petersen, représenté par Fayollet,
ouot, n° 16. — Perfectionnements dans les chaudières à vapeur à

et de quinze ans, 18 octobre 1895; Sarazin, représenté par Mathieu,
ard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux brûleurs à peîr-

et de quinze ans, 18 octobre 1895; Besser, représenté par Armengaud
boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apporté aux
ines à nettoyer les grains et graines.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Desmarais frères (société), repré-
engaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif
d'adage des récipients à pétrole ou autres liquides et s'opposant à leur
r d'autres que par les manufacturiers des liquides qu'ils renferment.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Franz, représenté par la Société
des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —
nt à opérer le mélange de gaz et de liquides.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; George Salter et compagnie
ésentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfec-
ans les machines à écrire (Ruban).

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; George Salter et compagnie
ésentée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Per-
dans les machines à écrire.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Aubertin, représenté par Chasse
boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs
ner les machines à coudre et autres à l'aide du pied.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Olivieri, représenté par Bert, à
Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans la méthode pour cou-
les et autres récipients par des capsules fermées au moyen d'un dépôt

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Burghardt et Meller, représentés
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé et appareils
préparer, avec l'aide de la photographie, des rouleaux et surfaces
pression sur calicot, papier, et autres tissus et matières.

vet de quinze ans, 18 octobre 1895; Talton, représenté par la société
à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'accrochage des jupes au
ceinture.

et de quinze ans, 19 octobre 1895; Martiny et Pillon, à Paris, rue
n° 6. — Nouveau récipient en métal pour retenir et communiquer la
plusieurs heures.

251058. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Elv sentés par la Société internationale des inventions modernes Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés à la fabrication par l'utilisation d'un produit résiduaire obtenu dans de calcium.

251059. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Oll n° 8. — Râtelier tournant pour transport et emmagasinage.

251060. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Orr, Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnement de conservation ou pour l'exposition des fruits et d'autres objets sensibles.

251061. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Braun à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Carte postale à l'usage.

251062. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Tøppe à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Agrafe à jour pour tôles courbées, assemblées par une vis à écrou.

251063. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Baillon n° 17. — Nouvel appareil économique pour le chauffage et la ventilation.

251064. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Fourm Petis-Champs, n° 48. — Bicyclette à double multiplication.

251065. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Mertz ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Régulateur de vitesse de régime variable.

251066. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Huis par Armengaud ainé, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 10. — Appareil pour lampes électriques à incandescence.

251067. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Asch à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Épingle à chapiteau.

251068. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; société Glühlampenfabrik G. M. B. H., représentée par la société L. à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositif appliqué à l'incandescence pour établir la communication entre les conducteurs du courant.

251069. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Gidel Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système pouvant servir à attacher les velocipèdes ou à tous autres véhicules.

251070. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Berry Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Moteur pour véhicules automobiles.

251071. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Herpin Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Nouveau mode de fermeture.

251072. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Tattersall Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henriette. — Réduction pour cerceaux de tout genre, à l'usage des machines à écrire et emplois analogues.

251073. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Behrens Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henriette. — Sécurité automatique pour fusils.

251074. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Brünker Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henriette. — Explosions, dont la soupape de sortie reste ouverte pendant.

251075. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Müller et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Modification au gaz à l'effet de l'obtention de gaz aussi purs que possible d'acide carbonique possible.

251076. Brevet de quinze ans, 19 octobre 1895; Huber, Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Mécanisme.

massis des appareils photographiques avec doubles coulisses pour
his et soulèvement de ceux-ci par en bas.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Bonneau, représenté par Grimont
boulevard Saint-Michel, n° 45. — Système de bouchage hermé-
s et tous récipients similaires.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Damseaux, représenté par la
Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Avertisseur
de sécurité pour coffres-forts et meubles à argenterie.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Bertin, représenté par la société
t, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Bicyclette arti-

de quinze ans, 19 octobre 1895; Barda, représenté par la société
t, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Système électro-
unisseur électro-magnétique système Barda pour les traitements
notamment pour les opérations de massages et de bains faciaux
féminine.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Piette, représenté par Thirion, à
Beaumarchais, n° 95. — Machine pour trier mécaniquement le bois
é dans la fabrication de la cellulose.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Suchan et Schwank, représentés
ris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil enregistreur pour

de quinze ans, 19 octobre 1895; Oberlaender et compagnie
tée par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Allu-

de quinze ans, 19 octobre 1895; Le Boucher, représenté par Ar-
Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné
à cigarettes.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Weiler, représenté par Armengaud
levard de Strasbourg, n° 23. — Système de carreaux de mur com-
verre doubles.

de quinze ans, 19 octobre 1895; L. Durand, Huguenin et com-
représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Stras-
brication de nouvelles matières colorantes de la série des oxazines.

de quinze ans, 19 octobre 1895; Fennell, représenté par Chasse-
levard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le traitement
des appareils s'appliquant dans ce but aux métiers mécaniques.

de quinze ans, 21 octobre 1895; Büchel, représenté par Bert, à
aint-Denis, n° 7. — Procédé et disposition pour courber des tubes
rois minces.

de quinze ans, 21 octobre 1895; Doucie, représenté par de Mestral,
ut, n° 41. — Perfectionnements apportés aux machines à fabriquer
es.

de quinze ans, 21 octobre 1895; Leclaire, à Paris, rue Saint-Maur,
roue Leclaire pour vélocipèdes, voitures automobiles et tous véhi-

de quinze ans, 21 octobre 1895; Audonnet, à Paris, rue Cortam-
re continu pour tous les liquides.

de quinze ans, 21 octobre 1895; Wildemann, représenté par Gri-
aris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Organe commun de distri-
urs.

de quinze ans, 21 octobre 1895; Alsot, à Paris, rue du Départ,
ecteur mobile pour siphons ou bouteilles à eau de Seltz ou autres

de quinze ans, 21 octobre 1895; Green (les sieurs), représentés par

Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux bougies ou lampes à bougies.

251095. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Leroy, rue de la Harpe, n° 21. — Système de transmission alternatif pour châssis et scies montées destinées au débit des graniats.

251096. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Coigneux, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveaux réservoirs d'eau et barrages.

251097. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Delannoy, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif de marche plus spécialement applicable aux véhicules automobiles.

251098. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Serve, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés aux faisceaux tubulaires des chaudières à vapeur.

251099. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Chrétien, par Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux scies.

251100. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Mills, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux clavettes fendues.

251101. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Buttoudin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de harnachement et d'attelage des animaux de trait aux véhicules de tous genres.

251102. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Housse, société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux générateurs de vapeur.

251103. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Preston et la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de chaudières et autres récipients.

251104. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Messerschmidt, par la société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Denis, n° 15 bis. — Procédé de fabrication d'un nouveau produit de farine tirée du fruit du caroubier.

251105. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Dale junior, société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Perfectionnements apportés aux modes de fixation des calottes.

251106. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Preuss, par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, rue Denis, n° 15 bis. — Dispositif servant à fixer contre le mur des rideaux ou d'autres objets analogues.

251107. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Vrignonne, rue Franklin, n° 27. — Bain de siège parisien.

251108. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Saint-Pierre, à Paris, rue des Petits-Champs, n° 29. — Bouchon pour boîtes à soude.

251109. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Hauss, rue de Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à vapeur.

251110. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Hauss, rue de Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à recevoir les sacs à dépêches.

251111. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; société dite *Measuring Company*, représentée par Mennons, à Paris, rue Tiquet, n° 15. — Perfectionnements dans les cyclomètres.

251112. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Hesse, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Laminoin pour la fabrication de bouches à feu.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Owens et Libbey, représentés par Andon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 9. — Perfectionnements aux machines à souffler le verre.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Owens et Libbey, représentés par Andon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements aux machines à souffler le verre.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Valtars, représenté par la société Als, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Mann, représenté par la société Als, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Instrument destiné à ouvrir la maintenir ouverte pour effectuer des opérations ou des examens.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Wittemann, représenté par la son et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Compresseur d'air per-

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Maillard, à Paris, rue des Cou-
— Tir à pointes dénommé *le Duel moderne*.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Péniakoff, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour la production des s de l'aluminium avec des métaux alcalins ou alcalino-terreux.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Micheland, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bouton-fermoir pour gants et

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Leavitt (M^{re}), représentée par rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Boucle perfectionnée.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Bergtold et Falk, représentés par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Farine de fève perfectionnée de fabrication.

brevet (brevet anglais devant expirer le 14 août 1909) pris, le 16 septembre linson et Willan, représentés par la société Marillier et Robelet, à et Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux dispositifs, protec-
tonnières.

brevet de quinze ans, 27 octobre 1895; Greyson de Schodt, représenté à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système d'éclairage à l'incandes-

brevet de quinze ans, 5 octobre 1895; Diver, rue Croix-de-Seguey, n° 83, Serrure destinée à assujettir et à faire mouvoir les parcloles ou bancs

brevet de quinze ans, 4 octobre 1895; Briand, quai Châteaubriand, n° 19, Système cuvette en faïence, porcelaine et os adapté à la pipe *la Pré-*

brevet de quinze ans, 9 octobre 1895; Le Chevalier, élisant domicile rue à Bordeaux. — Appareil dit *Planche russe à pied support pour éplicher végétaux*.

brevet de quinze ans, 10 octobre 1895; Leconte, à Paris, rue Leriche, reil destiné à l'épuration des eaux industrielles.

brevet de quinze ans, 8 octobre 1895; Roussel, à Affreville (Alger). — Ma-
cher le palmier nain et à décortiquer la ramie.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Bunnell, représenté par Chasse-
boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Newwitter et Schwab, représentés à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans
servant à empêcher le remplissage frauduleux des bouteilles.

brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Beardaley, représenté par Chasse-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement pour vélocipèdes.

251133. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Rudolph, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de

251134. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; comp. *Electric Brake Company*, représentée par Chassevent, à Paris, n° 11. — Appareil électro-magnétique pour l'actionnement des changements de voies de chemins de fer.

251135. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Croskey & Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pe verre à fil métallique et sa fabrication.

251136. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Elkins, re à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement brûleurs automatiques de vapeurs combustibles.

251137. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Stork Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pe méthode et les moyens d'éteindre les lampes et empêcher le

251138. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Wertheim aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installation matiques pour la commande des voitures de chemins de fer voitures automobiles.

251139. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; compagnie tion des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londe nements apportés à la commande des moteurs électriques.

251140. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; compagnie tion des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londe nements apportés aux machines dynamo-électriques.

251141. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; compa ploitation des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de L tionnements apportés aux trains électriques du système à tro

251142. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; compagni tion des procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londe nements apportés aux régulateurs pour courant alternatif.

251143. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Malicot & Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Systè mouvement pour bicyclettes sans chaîne.

251144. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Wills, re Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n aments aux joints pour tuyaux.

251145. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Priester, Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° appareils de chasse d'eau pour water-closets.

251146. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Gaillard, Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° rotative.

251147. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Cizek et la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouv automatique pour le service postal domestique.

251148. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Lovett, re Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° tionnée pour la préparation, l'épuration et la pulvérisation réalisant ladite méthode.

251149. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Lovett, re Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 4 apportés aux lubrifiants.

251150. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Boivin, r gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — S

des robinets à gaz à allumage électrique, pour leur ouverture et leur fermeture automatique.

Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Gossweiler, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil d'assouplissement.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Ferrand et Kuhn (société), à Ramponneau, n° 40. — Robinet dit à chasse d'eau, applicable dans les toilettes, garde-robe du système du « tout à l'égout » et dans d'autres usages de plomberie.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; société Gebrüder, Günther et Compagnie, représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à vapeur.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Lucas et Mooney, représenté par son fils Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Système de fixation des brancards de voitures.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Heerdt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau système de soupape applicable aux machines pneumatiques.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Schardt, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Carte géographique divisée en carrés pour servir à un jeu de guerre.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Woodbridge, représenté par la Compagnie, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système d'annonces lumineuses.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Soupey, à Paris, avenue de la République, n° 4. — Appareil de sûreté destiné aux canons de campagne, de montagne et de fortification.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Sevin, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fours à cuire la porcelaine, la verrerie et autres industries ayant besoin de températures élevées, soit pour le réchauffage ou la cession des produits vitreux.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Lesquivain, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure fermant à droite et à gauche.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; H. Prier et F. Dehan (société), à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de traitement de la laine et du coton en vue de leur donner l'aspect et le toucher de la soie, le procédé s'appliquant également à la soie pour en augmenter le brillant.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Estienne, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à enfiler les fils.

Brevet de cinq ans, 23 octobre 1895; Billy, représenté par Armengaud et Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de lanterne extérieure pour l'intérieur des voitures fermées, coupés, fiacres, landaus, etc.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Piccioni, représenté par Armengaud et Compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Clef de serrure spéciale pour les serrures à cylindre.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Bourg, représenté par Delorme, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 49, à Lyon. — Nouveau système de brocheur à navettes.

Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Vanstone, représenté par Freydière, à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — Perfectionnements dans la fabrication d'écrous pour boulons, etc. et autres articles.

Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Gaillard, représenté par Rabilloud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 66, à Lyon. — Nouveau cric dit Cric-Vérin.

Brevet de quinze ans, 24 octobre 1895; Brisselet, représenté par Freydière, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, à Lyon.

Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — griffes pour saisir, porter et suspendre des objets quelconques.

251169. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1895; Serrell, Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — places variable.

251170. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Monterde, rue de Constantine, n° 8, à Lyon. — Perfectionnements triques.

251171. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Girard, Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 31, à Lyon. — traitement du genêt à l'état vert ou sec, et machine servation.

251172. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Veillet et sentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — bicyclettes et autres véhicules à chaîne et à pédales.

251173. Brevet de quinze ans, 21 octobre 1895; Nortier, rue Damis, n° 26, à Amiens. — Nouveau système d'attelage Nortier de trait doublant l'effort de traction du cheval.

251174. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Strock, à Amiens. — Nouveau système de clef servant à serrer les é

251175. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Géraud, à Saint-Étienne. — Nouveau système de chaîne pour bicy diverses applications qu'elle est susceptible d'avoir.

251176. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Tiroit commune de Sèvres (Seine-et-Oise). — Système à appli fusées pour obus de tous calibres, et que ce soit pour la têt

251177. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Cluzan ture, n° 1, à Versailles. — Appareil calorifère thermo-ventila

251178. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Véry, c à Besançon. — Combinaison à compteur invisible se monta tionnant par l'entrée de cette dernière.

251179. Brevet de quinze ans, 23 octobre 1895; Marie, Havre. — Système de graissage s'adaptant au moyen en bron par l'artillerie française.

251180. Brevet de quinze ans, 24 octobre 1895; Marmou Système de collier à sommier à charnière, à attelles démon fermer automatique.

251181. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Bichon, pellier. — Produit nouveau désigné sous le nom de *carbone* battre les maladies cryptogamiques des plantes.

251182. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Türr, vil à Nice. — Passerelle à guérites.

251183. Brevet (brevet anglais devant expirer le 7 février 1895, par Pike, Gray et Donaldson, représentés par Brunsw à Lille. — Perfectionnements dans les rouleaux dits *split* tissus.

251184. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Pelet bourg-de-Roubaix, n° 92, à Lille. — Genre de fermeture d

251185. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Philipps Reims. — Auto-moteur.

251186. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Derigny dun, n° 50, à Orléans. — Système de vélocipède.

251187. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Frilley, et-Moselle). — Nouvelle pipe à fumer dénommée *pipe moscov*

251188. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; Pellet, r deaux. — Système de fermeture de boîtes d'échantillons.

de quinze ans, 22 octobre 1895; Holagray (M^{me} veuve), quai des
à Bordeaux. — Nouvelle machine à capsuler les bouteilles.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Lagnens, rue Bergeret, n° 8, à
areil dénommé *robinet à fermeture automatique*, système Lagnens.
de quinze ans, 25 octobre 1895; Cosson, à Lesparre (Gironde). —

de quinze ans, 28 octobre 1895; Henriquet, à Sainte-Foy-la-Grande
pareil de quincaillerie destiné à ouvrir et à fermer les impostes de
s châssis analogues.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Hassler, représenté par Levesque,
alte, n° 48. — Procédé pour teindre et sécher le fil en écheveau.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Cattori, représenté par la société
et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionne-
positions électriques et mécaniques pour chemins de fer électriques.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Guérillot, rue Saint-Denis,
er, rue des Vinaigriers, n° 52 bis, à Paris. — Appareil à écoulement
quement grâce à un effet pneumatique et empêchant l'introduction
gers dans le récipient par sa construction intérieure et son adaptage.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Höfer, représenté par Blétry aîné,
d de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de réglage de la position du
lles dans une commande par manivelles pour vélocipèdes.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Lütgenau, représenté par Blétry
levard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de contrôle pour pigeons

de quinze ans, 24 octobre 1895; Ortmans, représenté par Blétry
levard de Strasbourg, n° 2. — Élément perfectionné pour appareils
ffage et de vaporisation de liquides.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Prouvay, représenté par Maul-
de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements aux étaux et à leurs

de quinze ans, 24 octobre 1895; Bourdon, représenté par Delage,
Richard-Lenoir, n° 90. — Application nouvelle de la traction élec-
aux voitures roulant sur routes ordinaires.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Schmeisser, représenté par l'office
aro», rue des Halles, n° 2. — Stuc en plâtre, ciment ou autre mor-
on de fibres de coco.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Dossogne, représenté par Danzer,
on, n° 19. — Ferme-porte.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Groignard, représenté par Grimont
boulevard Saint-Michel, n° 45. — Valve-clapet de retenue automa-
pistons différentiels.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Bourdin-Gervais, représenté par
et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système
matique.

de quinze ans, 24 octobre 1895; Vidal, représenté par Arméngaud
boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pulvérisateur-vaporisateur pour
etc., dénommé *automatic vaporisator*.

de quinze ans, 28 octobre 1895; Alamagny, Oriol et compagnie
ntée par Aulanier, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. —
iers à lacets permettant d'obtenir une nouvelle tresse dont l'armure

de quinze ans, 24 octobre 1895; Turner (les sieurs) et Baty, repré-
à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements apportés
chapeaux en feutre et aux appareils employés à cet usage.

de quinze ans, 25 octobre 1895; Bouland, représenté par Touaillon
ard de Sébastopol, n° 72. — Appareil destiné à éliminer la graine

de cuscute contenue dans les graines de trèfle, luzerne, etc.
infaillible.

251209. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Opitz, rep. jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de pour accumulateurs électriques.

251210. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Hassarot, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Canot de sauvetage.

251211. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Peck, etc., Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Perfectionnements aux boîtes à lettres.

251212. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Weirich, etc., à Paris, rue Taillout, n° 41. — Nouveau produit en vue l'adies des plantes dit *chloroline agricole*.

251213. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Hartman, etc., Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Perfectionnements aux moyeux de roues.

251214. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Witt, etc., Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Parasol.

251215. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Kirschner, (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Dentelles, tulles, etc., avec fils métalliques noyés et procédés produits.

251216. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Barnes, etc., Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Perfectionnements aux irremplissables.

251217. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Scott, etc., Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements actionnées par la vapeur ou autre fluide expansible.

251218. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Barbier, etc., Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements pluies, ombrelles, etc.

251219. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Darras, etc., vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pour la mesure des mouvements rotatifs ou alternatifs.

251220. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Stürmlinger, etc., seivent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d' changement de marche.

251221. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Farlow, etc., à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements de matière réfractaire.

251222. Brevet de quinze ans, 25 octobre 1895; Masson, etc., Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — être utilisée comme applique.

251223. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Haibloom, etc., Bernhard, à Paris, rue du Dragon, n° 22. — Perfectionnements

251224. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; von Grubini, etc., société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Perfectionnements aux reils à vapeur avec plateaux rotatifs.

251225. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; d'Holck, etc., Dheutte, à Paris, rue Barbet-de-Jouy, n° 44. — Véhicule qualifiant et à arbres amplificateurs du mouvement.

251226. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Ghirelli, etc., Paris, rue Saint-Luc, n° 11. — Inhalateur d'aldéhyde formique

quinze ans, 26 octobre 1895; Slates et Francis, représentés par Lambon, n° 19. — Registre pour foyer ouvert.

quinze ans, 26 octobre 1895; Le Blanc, représenté par Armenboulevard Poissonnière, n° 21. — Cafetière à basse pression.

quinze ans, 26 octobre 1895; Serveau, représenté par Armenboulevard Poissonnière, n° 21. — Réflecteur multiple dit *le tri-*

quinze ans, 26 octobre 1895; Montazeau, représenté par la société, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système d'épaulements d'alimentation des chaudières à vapeur.

quinze ans, 26 octobre 1895; Scherer, à Paris, rue Saussierelle locomotive à grande vitesse pour chemins de fer.

quinze ans, 26 octobre 1895; Bolikowski, représenté par Maulrichelieu, n° 15. — Perfectionnements aux chaudières à carbo-

quinze ans, 26 octobre 1895; Luft, représenté par la Sociétéventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. —ans les moyens de fermeture d'habillements, par crochets et œillete-agrafes.

quinze ans, 26 octobre 1895; Ch. Rossignol (veuve) et compasentée par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Symécanisme moteur pour jouets.

quinze ans, 26 octobre 1895; Lambrecht et Renné, représentésris, boulevard de Magenta, n° 30. — Corps flottants fabriqués àtale.

quinze ans, 26 octobre 1895; Toepper, représenté par Nauhardt, e Magenta, n° 30. — Boucle à réunir les extrémités des ficellesstaux, etc.

quinze ans, 26 octobre 1895; Manoury, représenté par Dumas, eorges, n° 29. — Perfectionnements au traitement des masses

quinze ans, 26 octobre 1895; Poilvache, représenté par la so-à Paris, rue de Provence, n° 59. — Cylindre rotatif à glissières, e turbine, compteur, moteur, pompe, ventilateur.

quinze ans, 26 octobre 1895; Oriot (M^{re}), représentée par Bert, int-Denis, n° 7. — Nouveau produit remplaçant le cuir et la peau re d'applications.

quinze ans, 26 octobre 1895; Mercier, représenté par Bert, à t-Denis, n° 7. — Nouveau système pour fixer les poignées sur pèdes.

quinze ans, 26 octobre 1895; Fisker et Bertram, représentés par es, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Matière active pour accumu-

quinze ans, 26 octobre 1895; Lacy, Johnson et Slacke, repréMarillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. s apportés aux électro-aimants et à leur application aux machines t aux électro-moteurs.

quinze ans, 26 octobre 1895; Lacy, Johnson et Slacke, repréMarillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. s apportés aux torpilles marines.

quinze ans, 26 octobre 1895; Wojciechowski, représenté par la belet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionation des languettes pour instruments de musique.

quinze ans, 26 octobre 1895; Christie, représenté par la sociétéParis, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnementsaux, etc.

251246. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Dordant, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de

251247. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Duranthevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de aux poëles mobiles et autres.

251248. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Trouvent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système par l'acétylène.

251249. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Diësenvent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de gile.

251250. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; TurneParis, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement la purification de la laine, des déchets de coton et matières servant à cet usage.

251251. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Irvine jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement parapluie et dans les porte-parapluies à tente ou autres.

251252. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Smith, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement vélocipèdes.

251253. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; société Syndicate Limited, représentée par Blétry aîné, à Paris, n° 2. — Perfectionnements dans les machines à cirer les ch

251254. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Christosociété Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais pour vélocipèdes.

251255. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Guillotsociété Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais capsuler les bouteilles.

251256. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Mollard la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais applicables aux véhicules de tous genres employés sur les permettant de se déplacer sur des voies funiculaires.

251257. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Debray, jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil confection des pièces dentaires.

251258. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Hornumgaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — remplacer le caoutchouc, la gutta-percha ou leurs succédanés fabrication.

251259. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; RicheArmengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — tion oscillant pour les appareils d'échardonnage mécanique chinos analogues.

251260. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Webbergaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Peaux aux compteurs à gaz pour consommations payables d'avance

251261. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Wilsimons, représentés par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard de toutes sortes.

251262. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Grumbachmont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — l'élévation des liquides à une hauteur illimitée au moyen de

251263. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Simoni, n° 13. — Système de transmission de force locomotrice et

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Thuillot, représenté par Cossas, à Sainte-Apolline, n° 16. — Bouton porte-agrafe pour cravates de tous

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Binant, représenté par Goop, à le Rivoli, n° 70. — Le Pratique, nouveau système de protecteur pour pneumatiques.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Timmermans, représenté par El - ris, rue de Saint-Quentin, n° 8. — Nouveau procédé d'exploitation d'eau tion de puits et de galeries de captage.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Robert, représenté par Faber, à e Provence, n° 62. — Nouveau mode d'accouplement élastique entre un rique et l'essieu qu'il actionne directement, pour véhicules mus par

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Schoeller et Labussière, à Paris, 36. — Système de pylons métallique démontable destiné à l'emploi egraphique ou de poteau pour suspensions d'engins électriques pour toutes autres destinées exigeant l'emploi d'un appui intermédiaire.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Hermann Lewin et Sohn (so- entée par Crespin, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Nouveau procédé de

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Deny, représenté par Armengaud boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de fermeture ou d'enrayage s.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Cauvin, représenté par Armengaud boulevard Poissonnière, n° 21. — Dispositif applicable aux voitures de ur faciliter les montées et les descentes.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; F. et C. Achenbach (société), repré- mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé et l'emballage aseptique des articles de pansement.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Miller, représenté par la société man et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfection- rous de voitures, de tramways, des wagons de chemins de fer ou icules similaires, librement montées sur leurs essieux et pourvues ur exclure la poussière des essieux et des parties des roues soumises à

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Eves et O'Brien (les sieurs), r Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements ppareils et ustensiles chauffés au gaz.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Brown, représenté par la société s, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné d'appar- onglets de cadres et servant en même temps de serre-joint pour mon- er les cadres.

revet de quinze ans, 23 octobre 1895; société française des cycles Gla- ntée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne- 2. — Quadricycle automobile.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Izard y Ballbé (société), repré- try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Nouveau produit de laine tissé d'une seule pièce, pour garniture des rouleaux des ma-

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Gehrig-Liechti, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de classeur ou pince- naux et feuilles volantes de toutes sortes.

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; Lagrange fils, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de tableau-

revet de quinze ans, 28 octobre 1895; de Beauvais, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau produit lubrifiant.

drie.

251281. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Motte (M^{re} Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements servant à l'aspiration d'air, de gaz, de liquides fluides.

251282. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Chevallier et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Distributeur François Chevallier.

251283. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; société *Improvements Company limited*, représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines hydrauliques.

251284. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Hochol et société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement continu pour la fabrication des macarons, etc.

251285. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Cuvelier, Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines à presser des graines oléagineuses et autres matières analogues.

251286. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Buiret-Deleury et société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines de sûreté pour portes d'appartements.

251287. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Buiret-Deleury et société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines automatiques pour portes de water-closets.

251288. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Malen et société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les machines perfectionnées à repas variés.

251289. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Bourdallat et société Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de vaporisateur pour l'anesthésie locale par le bromure de méthyle et les autres volatils.

251290. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Denayrouze et société Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de pompe à vapeur pauvre, enrichi ou non, avec le brûleur à malaxeur système Denayrouze.

251291. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; compagnie d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de matières colorantes de nuance rouge à l'aide de l'acide m. nitranyl-sulfonique.

251292. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Grace, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Brosse à manche pour nettoyer les torchons.

251293. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Foucher, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Genre d'ornements pour meubles.

251294. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Barbier, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 80. — Perfectionnements aux machines à cambrioler.

251295. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Ph. C. T. (société), représentée par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine à laver.

251296. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Houdouin et société Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Gazogène à recuire, au gaz, les fils métalliques.

251297. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Tissier fils, à Paris, rue Richelieu, n° 15. — Nouveau bijou résultant de faïences miniatures de Nevers, Rouen, etc., avec une monture en ivoire, corail, etc., qui les enchâsse.

251298. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; compagnie

Procédés Thomson-Houston, à Paris, rue de Londres, n° 27. — Freins

de quinze ans, 29 octobre 1895; société *The Publising advertising indicale Limited*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, perfectionnements dans la fabrication des objets moulés.

de quinze ans, 29 octobre 1895; société *The Publishing Advertising indicale Limited*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, perfectionnement dans la peinture.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Römer et Kellermann, représentés à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Machine pour coller les coins des bandes de toile ou papier.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Boivin, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fabrication des cachets parfumés, destinés à renfermer des produits pharmaceutiques ou autres.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Wilcox, représenté par Danzer, boulevard de Strasbourg, n° 19. — Perfectionnements apportés aux boîtes de montre.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Knapp, représenté par la société à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux

de quinze ans, 29 octobre 1895; Smith, représenté par la société à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux

de quinze ans, 29 octobre 1895; Richards, représenté par la société à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine automatique à peser.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Rooney, représenté par la société à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements dans les piles

de quinze ans, 29 octobre 1895; Wingfield, représenté par la société à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédés pour séparer les produits ainsi que pour nettoyer celle-ci, et produits dérivés de ce traitement.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Jahr, représenté par la société à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la vérification de la pureté ou autre graisse animale ou végétale, ainsi que les-ci.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Wheless, représenté par Fayollet, boulevard de Strasbourg, n° 16. — Perfectionnements apportés aux lampes à arc.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Charollois, représenté par la société à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnement apporté aux crochets des appareils téléphoniques.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Dickson, représenté par la société à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Poudre

de quinze ans, 29 octobre 1895; Kunert et Furbach, représentés à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Nouvelle méthode et appareil servant à actionner les moteurs au moyen d'eau.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Pell, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les générateurs à

de quinze ans, 29 octobre 1895; Warson et Pickett, représentés à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

de quinze ans, 29 octobre 1895; Breuf, représenté par la société à Paris, boulevard de Magenta, n° 13. — Perfectionnements dans les chaînes de ficous ou autres.

251317. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *société Company*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — *Système de perfectionnements apportés aux compresseurs d'air.*

251318. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Maxim*, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Système de charges d'explosifs intenses ou autres.*

251319. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Maxim*, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *Coupe-gaz pour à feu.*

251320. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Rüsch*, par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — *résistance.*

251321. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Martin* et *Kastler*, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — *Procédé en cendres et la suspension de corps incandescents et serv. et de protection pour ces corps.*

251322. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Wetzel*, *Kastler*, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — *L'étalage pour cartes, étiquettes, tableaux, photographies, etc.*

251323. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *De* *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 1. — *basé sur l'utilisation des usines et canalisations pour le gaz d'air comprimé, avec production de gaz aux brûleurs.*

251324. Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; *Louis* (société), représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — *Système de croisure pour la filature de la soie.*

251325. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Seaton*, représenté par *Boramé et Julien*, à Paris, avenue de la République, n° 11. — *pour courber les tuyaux.*

251326. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Parkes*, *Bonneville*, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — *Pour porte-livres ou pupitres.*

251327. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Bonneville* et *Kastler*, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — *Rabot à lame unique.*

251328. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Jacobus*, à Paris, avenue Parmentier, n° 9. — *Levier destiné à mouvoir les tiges.*

251329. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Sessingh*, à Paris, rue du Dragon, n° 22. — *Plan incliné pour poutres.*

251330. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Dusert* et *société Matray, Litzelman et compagnie*, à Paris, n° 31. — *Grille à barreaux mobiles et indépendants dits l'action d'un levier et d'une crémaillère commune à tous les barreaux.*

251331. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Martiny* et *société Marillier et Robelet*, à Paris, boulevard Bonneville, n° 11. — *pour bandages pneumatiques de vélocipèdes.*

251332. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Demailly*, du *Ranelagh*, n° 51. — *Fabrication et exploitation d'un manège pour courses internationales aux chevaux de bois.*

251333. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Menze*, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — *Clef d'alarme.*

251334. Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; *Bourgeois*, *Mathieu*, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — *Système de peinture des pots à peinture.*

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Pich, représenté par Dumas, à
 Georges, n° 29. — Bicycle portant ses deux roues sur un même
 e placé perpendiculairement sous cet essieu.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Wenigmann, représenté par la
 tionale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis,
 pingle avec tige de sûreté en spirale.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Royer, représenté par Josse, à
 la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux taquets
 pour métiers à tisser.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Lewis (les sieurs), représentés par
 rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la
 lmes en fer et en acier destinés à être employés dans la fabrication
 et pour d'autres usages et dans les machines employées pour la fabri-
 cation.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Bourgeois de Mercey, représenté
 jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Fabrication de
 ité, engrais d'humus précipité à la chaux.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Forstreuter frères (société), repré-
 gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil
 ion des jus dans le vide avec système de chauffage graduel.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Prunier, représenté par Caron, à
 d Rochechouart, n° 17. — Nouvelle application des fils d'acier ondulés
 des brosses, pinceaux, etc.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Oreggia, représenté par M^{re} Bou-
 Lagrange, n° 5. — Appareil pour attraper les rats et les souris.

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Woodcock, représenté par
 Paris, rue Lagrange, n° 5. — Perfectionnements apportés aux coussi-

et de quinze ans, 30 octobre 1895; Martin, représenté par M^{re} Boul-
 range, n° 5. — Perfectionnements relatifs aux ascenseurs ou monte-

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Herpe, à Paris, avenue de Clichy,
 ard (M^{re} veuve), à Paris, boulevard Malesherbes, n° 162. — Lanterne
 te.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Hausdorf, représenté par Levesque,
 Malte, n° 48. — Procédé et mécanisme pour lancer automatiquement
 autres liquides semblables au moyen d'une pression intérieure.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Baldo, représenté par Sciorelli, à
 Vosges, n° 2. — Manière d'exploiter l'eau de mer en produisant la
 et, en même temps, les hypochlorites et le chlorate, l'acide chlory-
 hydrogène, moyennant le courant électrique.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Boynton, représenté par Bert, à
 d Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnement dans les piles électriques

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Witt, représenté par la société
 nan et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil
 n, pour la désinfection et pour parfumer.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Jaccard, représenté par Caron, à
 d Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les montures de

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Boynton, représenté par Fayollet,
 rouet, n° 16. — Perfectionnements aux piles électriques.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; Hastedt, représenté par la société
 obelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dispositif pour
 illeur contact entre les fils d'union des rails de tramways électriques.

et de quinze ans, 31 octobre 1895; de Susini, rue de l'Abbaye, n° 1,
 es-Fossés (Seine). — Appareil insubmersible automatique.

251354. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Walker, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux nettoyeurs et cirer les chaussures et pour polir tous genres d'objets.

251355. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Boynton, Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements dans les liquides.

251356. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; société anonyme (M.), représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux appareils ou fours pour produire des carbonées.

251357. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Linley, Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans la viande et autres produits alimentaires congelés.

251358. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Valentini, représentés par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé dans le vide d'acide nitrique pur fortement concentré.

251359. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Preussler, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Bretelle.

251360. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Majert et Compagnie, représentée par Casalonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Procédé pour l'acide pyrocatechine monoacétique.

251361. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Benveniste, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chauffage.

251362. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; de Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour libérer.

251363. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Desruelles, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé pour des corps gras par l'électricité.

251364. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Trouvé, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Porte-monnaie à compteur.

251365. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Bambas, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Cureur-nettoyeur automatique pour ramener la boue.

251366. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Lécharrier, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lante et mobile pour cheminées d'appartements.

251367. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Palmieri, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour attaches pour cartons à chapeaux.

251368. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Skinn, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements à gaufrir, etc., applicables aussi aux appareils à estamper et à forer.

251369. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Baivry, Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé d'installations téléphoniques pour réseaux à double fil.

251370. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Vedovelli, Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lanterne pour bicyclettes.

251371. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Sweetser, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de fabrication de l'oxygène et les appareils employés à cet effet.

251372. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Wilzin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les métaux et autres récipients analogues.

Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Rueff et compagnie (société), par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Genre perforés pour travaux de dame.

Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Hamelle, représenté par Grimont à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouveau système de bateau à aile.

Brevet de quinze ans, 16 octobre 1895; Delas, à Amboise (Indre-et-Loire) d'échappement reposant sur un ciment quelconque fusible à la température d'allumage et permettant à un cône qui est percé d'un ou de plusieurs trous de laisser passer les gaz.

Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Tétaz, représenté par Laglace, Ferreaux, n° 24, à Lyon. — Perfectionnement à la balance dite *balance*

Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Berthet, élisant domicile chez M. Bellecour, n° 34, à Lyon. — Application d'un nouveau système de constitution totale de tout le fil enroulé des bobines (ou induit) aux machines à vapeur ou dynamo-électriques, soit génératrices, soit réceptrices combinées en vue de la transformation du courant, dans ce système le fil enroulé étant forcé de rentrer complètement dans le champ magnétique.

Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Peillon, représenté par Rabilloud, à Lyon, n° 66, à Lyon. — Coude cintré d'une seule pièce et moyens de fabrication lyonnais.

Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Andé, représenté par Brocard, à Lyon, n° 34, à Lyon. — Perfectionnements aux chaudières multitubulaires.

Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Vignon, chemin de Saint-Fulbert, à Saint-Fulbert. — Obtention de gaz éclairant au moyen d'un mélange gazeux.

Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Bussy (les sieurs) et Philippe, par Freyrier-Dubreul et Janicot, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 34, à Lyon. — Produit dit *bussacétone* ayant pour but de remplacer l'acide acétique, l'acétone, l'éther acétique et tout mélange d'éther et d'alcool pour la fabrication des objets en celluloïd, et dans les applications du celluloïd à l'état de dissolution.

Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Martin, représenté par Rabilloud, à Lyon, n° 66, à Lyon. — Nouveau système de tampon pour impression.

Brevet de quinze ans, 29 octobre 1895; Mousset, rue de la République, à Paris (Seine-Inférieure). — Broyeur à pommes, nouveau système à plateaux, volant en fonte, avec ressort de travers, conduit et brancards.

Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; Béranger, représenté par Aulanier, à Saint-Étienne, n° 25, à Saint-Étienne. — Nouveau four à cuire les calcaires ou

Brevet de quinze ans, 2 novembre 1895; Corinaldi, avenue de la Gare, à Paris. — Nouveau jeu de billard dénommé *baraque niçoise*.

Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; Brule, boulevard Chave, n° 26, à Marseille. — Porte-plume calorifuge.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Maistre, rue de la Pyramide, à Paris. — Nouveau moteur dénommé *moteur Maistre*, à force d'inertie dirigée.

Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Bonfils et Rémy, à Brignoles. — Nouvelle chaussure confectionnée en lanières de feutre, colorées de diverses couleurs et cambrées.

Brevet de quinze ans, 30 octobre 1895; Mote, rue Royale, n° 4 bis, à Paris. — Billon dit *ailleton Mote*, destiné à enseigner au soldat à prendre les diffé-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement des sacs de troupe.

251428. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 mai 1905), par Menges, représenté par Armengaud aîné, à Paris, n° 21. — Perfectionnements apportés aux piles primaires et secondaires.

251429. Brevet (brevet anglais devant expirer le 4 mai 1905), par Menges, représenté par Armengaud aîné, à Paris, n° 21. — Perfectionnements dans les plaques de batteries primaires.

251430. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Dearberg sentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 11. — Procédé de fabrication d'un produit destiné à la chapellerie et à tous autres usages et procédés rapportés.

251431. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Faure sentée par Armengaud aîné, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnement de l'avant-train des voitures automobiles et autres.

251432. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Langla sentée par Armengaud aîné, à Paris, rue Rochechouart, n° 17. — Procédé pour la production de conserves.

251433. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Mahla sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication automatique de bandes d'agrafes sans fin pour les tonnerres.

251434. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Héraud sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de coloration des objets dorés au mercure.

251435. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Bajac, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les instruments de culture.

251436. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Winkler sentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication pour tramways.

251437. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Wolff et Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Gaz, poêles et autres appareils de chauffage.

251438. Brevet de quinze ans, 4 novembre 1895; Caugry, n° 3. — Fer à vitrages en fer oxydé, avec bandes en plomb, d'acier et de zinc.

251439. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Bandon Boissière, n° 63. — Caoutchouc fer appelé *le Conservateur*.

251440. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Bannister sentée par Chassevent, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements dans les machines motrices des vélocipèdes.

251441. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Lima sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Bouchon dit *Bouchon de sûreté* garantissant l'étanchéité des bouteilles et des flacons en général.

251442. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Dubois, sentée par Chassevent, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de fermeture.

251443. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Rüb et U sentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fusil à répétition avec système de fermeture à coulisse, mis en fonction par une coulisse à main.

251444. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Schäfer sentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Robinet se fermant automatiquement.

251445. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Léonhard sentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Machine pour fabriquer les corps de papier.

6. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Lederle, représenté par la société Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pompe à piston.

7. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Marchener et compagnie (so-représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Production d'électrodes pour accumulateurs électriques.

8. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Pavlicek et Kopecky, représentés Salonga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Four transportable de bou-

9. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Niel (M^{re}), édisant domicile chez à Paris, rue de Malte, n° 48. — Régulateur antipulsateur de pression de

10. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Mondini, représenté par Bonfils, rue Barquette, n° 8. — Appareil hygiénique pour cuire les œufs à la coque, coque.

11. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Schramm (M^{re}), représentée par à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Jouet phant représentant une de poupée, ou une cuisine, une boutique, etc.

12. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Pope, représenté par Mennons, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les bandages pneuma-

13. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Justice, représenté par Men- ris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les systèmes élec-

14. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Plantard, à Paris, rue Roussellet, Mercier, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 11. — Système pour arrosage

15. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Burge (M^{re}), représentée par é, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ventilateur de musettes.

16. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Chobert, représenté par Blétry, à levard de Strasbourg, n° 2. — Selle idéale pour vélocipèdes.

17. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Delaye (M^{re} veuve), boulevard Courbevoie (Seine). — Guêtre à ressorts en molesquine ou cuir,

18. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Melhuish et Beaumont, repré- Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements s à gaz et à pétrole à grande vitesse.

19. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Tullis, représenté par la société fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux essorer, à repasser et à calandrer.

20. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Hoe, représenté par la société fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à plier et à mettre sous canisme d'entraînement ou d'alimentation y destiné.

21. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Skinner, représenté par la so- non et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés ifs enrouleurs de l'étoffe, pour métiers à tisser.

22. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Gasch, représenté par la société nan et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fourneau is chambres, destiné à la calcination de la chaux.

23. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; société dite *The Cohoke Woden facturing Company*, représentée par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — ements apportés aux mécanismes de déplacement automatique de cour- ayages).

24. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Higgins, représenté par Fayollet, Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux annonceurs élec-

25. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Higgins, représenté par Fayollet,

à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux triques.

251466. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Ballan Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux frigérantes ou refroidissantes.

251467. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Mandel, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Nouveau vélocipède.

251468. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Slocomb représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière. — Perfectionnements dans les vélocipèdes.

251469. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Franke, à Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV. — Perfectionnements aux appareils d'inhalation.

251470. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Hops, à Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV. — Chaussure en alla pour chaussures de tout genre.

251471. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Parvé et par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV. — Nouvel appareil permettant de grainer les plaques en zinc destinées à l'obtention d'un cuivrage, un nickelage et tous autres dépôts métalliques avec facilité et pour une durée plus longue que par les procédés connus.

251472. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; compagnie Thomson-Houston, à Paris, rue de Valenciennes. — Mode de commande des moteurs électriques sur un système à trois pôles.

251473. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Königsberg par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveaux bandes de cuir.

251474. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Merwin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux suspendeurs.

251475. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Lloyd et Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux moyeux et coussinets de vélocipèdes et véhicules analogues.

251476. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Peyroun et Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de suspension.

251477. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Reich et Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Robinets pour cuves de fermentation.

251478. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Upham et par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 43. — Brosse à broser et à nettoyer les coques de navires.

251479. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Drouot, à Paris, rue Drouot, n° 9. — Nouvel appareil de chasse d'eau dénommé *Déversoir* culièrement destiné au nettoyage des conduites d'égouts.

251480. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Guéret, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 1. — Retenue perfectionnée.

251481. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Notkin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement de la carburation automatique et continue de l'air destiné pour l'éclairage.

251482. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Webber, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement aux compteurs à fluides pour consommations payables d'avance.

251483. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; société

les Engineering and Dandy Roll Patents Company limited, représentée par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements apportés aux cylindres perforés employés dans la fabrication du papier.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Woodbridge, représenté par la Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux télégraphes imprimeurs.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Leighton et Belcher, représentés par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux mécanismes pour élargir les bottes et les souliers.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Schmidt, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau robinet à

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Kidder, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements machines à écrire.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Tripp, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Tire-fil rotatif pour machines à

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Godfrey, Marcet, de Vesian et représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux planchers pour arènes de patinage sur la glace.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Rak, représenté par la dame Paris, rue Lagrange, n° 5. — Nouvel appareil de vaporisation.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Sidaine, place Victor-Hugo, n° 6. — Produit dénommé *à la sans rivale*, remettant à neuf l'or et l'argent.

Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Aspert, représenté par Brocart, dière, n° 34, à Lyon. — Panneaux métalliques pour menuiseries.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Tranchat, représenté par Rabille de Saxe, n° 66, à Lyon. — Poudre de soie pour applications et sa fabri-

Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Henry, représenté par Brocard, de Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Ceinture d'attache pour cavaliers, dite

Brevet de cinq ans, 14 septembre 1895; Caire jeune, à Saint-Girons. — Pyrogène à forme ronde ou carrée.

Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Vignet (MM.), représentés par avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Bouchon clapet empêchant le remplissage des bouteilles.

Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Rouge, rue Saint-Jérôme, n° 54, e. — Cuillers à absinthe au sucre.

Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Viard, rue Rigaud, n° 1 et 3, à (Drôme). — Instrument de précision dénommé *niveau-déclivimètre*.

Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Savreux, rue de la Brasserie, n° 15. — Jouet dit *course de taureau franco-espagnole*, reproduisant automatiquement les divers écarts que comportent les courses de taureaux.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Mauny, rue de la Fraternité, à (Seine). — Machine à main pour poser, sortir ou river les œilletons métalliques à boutons-agraves, et de quelque diamètre et forme qu'ils soient.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Jacobs (M^{re}), représentée par Paris, rue Cambon, n° 19. — Bout de biberon d'un nouveau genre.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Steckan et Beige, représentés par Paris, rue du Château-d'Eau, n° 1. — Système ou assemblage de bras pour transformer un mouvement de bascule en mouvement de rotation mort.

Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Kutzner et Urbain, représentés

par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10. — Machine à fermer hermétiquement les boîtes à conserves de fer.

251504. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Berlich et la Société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Appareil protecteur pour des cigares allumés.

251505. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Smith et la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pantalons et autres vêtements analogues.

251506. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Romen et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Machine à tisser.

251507. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Zippel et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Chaussure à articulation du pied.

251508. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Dannert, représentés par Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Accumulateurs électriques.

251509. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Coerpert, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système combiné de propulseur pour navires et bateaux.

251510. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Hampel et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Double action.

251511. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Hesser, aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 3. — Machine pour l'emballage en papier, de forme quelconque, spécialement de fond.

251512. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Wagner, aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à dévider.

251513. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Charlopin Port-Royal, n° 7. — Brûleur à air chaud pour combustibles gazeux.

251514. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; société Lutz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Système de clapets pneumatiques pour orgues.

251515. Brevet de quinze ans, 6 novembre 1895; Mannes Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13. — Procédé pour laminer pas à pas des tubes et d'autres corps creux analogues.

251516. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Lioret, représentés par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement dans les machines à écrire.

251517. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Bernis (M^{re}) d'Anglas, n° 19. — Méthode de coupe enseignant à couper et à coudre des dames sans aucune couture.

251518. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Osment, représentés par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10. — Procédé perfectionné pour produire des panneaux en relief et des moules carrés et autres pièces analogues.

251519. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Lühbe et la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10. — Tampon de papier buvard à l'intérieur duquel se trouvent deux rouleaux et dont l'un sert à enrouler et l'autre à dérouler le papier buvard.

251520. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Godard, représentés par Assi et Genès, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de guidons de bicyclettes permettant leur chargement et déchargement des compagnies de chemins de fer.

251521. Brevet de quinze ans, 7 novembre 1895; Hergott, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10.

veau système de chauffe-*rette* avec lampe inversable, applicable aux voies domestiques.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Hopkinson, représenté par Josse, à la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux commutateurs

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Hickson, représenté par la société Ro-*belet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements pour lampes et bougies.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Kane, représenté par la société Ro-*belet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements de gaz et aux méthodes servant à y mélanger et à y volatiliser les gaz.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Ehlert et Porcheret, représentés par Marillier et Ro-*belet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Dis-*celles* de vélocipèdes.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Ehlert et Porcheret, représentés par Marillier et Ro-*belet*, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mou-*velocipèdes*.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Deguy, représenté par Delage, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mèche perfectionnée applicable au sa-*bo-*des de chemins de fer.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Gandon, à Paris, rue de Santeuil, n° 11. — Perfectionnement de la traction mécanique aux quatre roues

et de quinze ans, 7 novembre 1895; Compagnie parisienne de couleurs synthétiques par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Préparation de matières colorantes de la série de la rosinduline.

et de quinze ans, 7 novembre 1895; société industrielle des téléphones électriques, caoutchouc, câbles), représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux Duplex des lignes sous-marines permettant leur prolongement sur les continents, sys-

et de quinze ans, 12 novembre 1895; Guillou, représenté par Valteau, à Paris, rue de Valenciennes, n° 35, à Bordeaux. — Appareil dénommé nouveau presse-

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Nodon, élisant domicile chez M. Nodon, à Paris, rue de Vaugirard, n° 12. — Accumulateur électrique.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Daniels, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Cadran de musique perfectionné.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; E. Courtois et compagnie (société), à Paris, boulevard de Magenta, n° 64. — Système d'un nouveau mode d'impression employé pour les pancartes réclames et étiquettes d'étalages avec des caractères de carton de toutes couleurs.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Wendt, représenté par la société Lan et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux machines à écrire irremplissables.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Hofheimer (M^{me}), représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Perfectionnements aux roulettes pour meubles.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Jones et la société dite *The Two Sewing Machine Company limited*, représentés par Faber, à Paris, rue de Valenciennes, n° 62. — Perfectionnements aux machines à coudre.

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Morel et Gérard, représentés par Morel et Gérard, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau sociable démon-

et de quinze ans, 8 novembre 1895; Maguin, représenté par Cas-*maguin*, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements aux appareils à cuire en jus et sirops de sucreries de betteraves et de cannes.

251540. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Société des g
sation instantanée (système Serpollet), représentée par Casalon
Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés dans la constructio
voitures mécaniques de tramway.

251541. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Burrows et B
par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Pe
machines employées pour battre et assouplir les matières textiles
rhea ou china grass, le lin, le chanvre, etc., et briser leurs par

251542. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Hutin (M^{re})
par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — No
la baleine de corne.

251543. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Matthews et
sents par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. —
dans les pédales des bicycles et dans les griffes donnant prise sur

251544. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Olsson, re
Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Planches disposées po
l'aide de rainures plus larges au fond qu'à l'entrée et de langu
séparées d'une forme correspondante.

251545. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Mathelin et
par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Robin
dantes applicable à tous fluides.

251546. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Lenning et M
par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Plaque
riation automatique.

251547. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Gaiffé et
représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n°
ment apporté dans les interrupteurs électriques.

251548. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Etève, repré
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements au

251549. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Joly, repr
Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. —
ou plusieurs oculaires.

251550. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Lazar et Ta
la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais,
additionner.

251551. Brevet de quinze ans, 8 novembre 1895; Lloyd et P
Delom, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfec
pédales de bicycles, tricycles et autres velocipèdes.

251552. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Bertrand
n° 4, à Provins. — Système mécanique pour sièges.

251553. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Keim et E
Delpey, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Brancard pliant
malades et blessés.

251554. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Schmitt, rep
et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Lanterne p

251555. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Prusse, rep
et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Appareil
la collision des vaisseaux.

251556. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Yost, repré
Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Perfectionnem
de fenêtres.

251557. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Weber, rep
Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux appareils d

251558. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Mullen, rep
à Paris, rue Cambon, n° 19. — Dispositif pour arrêter les cheva

251559. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; de Resener, à

in, et Loyal, à Paris, quai de Valmy, n° 19. — Nouveau système de détonant.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Berrurier, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Bandage métallique.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; E. G. May Sohn (société), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de chromos avec couleurs à éclat métallique et reflets de feu.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Goupil et Prince, représentés par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Brillant pour l'entretien des arbres de toutes sortes.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Burrows et Radclyffe, représentés par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements à la filaments de ramie ou autres.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Sanders, représenté par Faber, à Provence, n° 62. — Clef anglaise perfectionnée.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Wilcox, représenté par Faber, à Provence, n° 62. — Perfectionnements aux jouets mécaniques.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Husband, représenté par Nau-Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Dispositif servant à recueillir l'eau parapluias.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Kühl, représenté par Maulvault, de Richelieu, n° 15. — Système de bateaux torpilleurs comportant l'ap-poteurs équilibreurs prévenant le danger de chavirement.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Lamy, représenté par Armengaud-Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Porte-plume arithmographe.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Bastide Castoul aîné et compagnie représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Commande à prépayement des robinets de distribution pour le gaz,

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Gobron, à Paris, cité d'Haute-Application de serrure ou verrou de sûreté à clef, fixée aux bicyclettes per-

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Wouters, représenté par la m et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Panneaux sur plafonds riches.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Bossière (M^{me} veuve), représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de servon-ense de vapeur proportionnelle pour gouvernails, système veuve H. Bos-

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; société anonyme *Actien-Gesell-sprech-Patente*, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Stras-Micro-téléphone perfectionné.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Podewils, représenté par Casa-Paris, rue des Halles, n° 15. — Calandre.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Jara, représenté par Casalonga, des Halles, n° 15. — Ensemble de moyens et appareils pour la con-lait.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; Kiésow, représenté par Chas-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les lampes brûler des huiles d'hydrocarbures.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; société dite *The Gas Lighting Company limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Ma-— Perfectionnements dans les appareils à hydrocarbures liquides pour le chauffage.

revet de quinze ans, 9 novembre 1895; société dite *H. Polke Gesellschaft* Série.

mit Beschränkter Haftung, Bitterfeld, représentée par Chassevent de Magenta, n° 11. — Appareil pour l'arrosage des arbres.

251579. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Jeantet-sentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — fond mobile.

251580. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; société vgendre, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de porte-mousqueton à ressort pour bretelles dit l'Excel-

251581. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Pinfold, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de lav-

251582. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Erath et Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nou-tagne russe.

251583. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; Tyree, re-Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — formant appareil de sauvetage.

251584. Brevet de quinze ans, 9 novembre 1895; compa-Sheep Shearing Machine Company limited, et M. Austin, repr-Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — aux tondeuses pour laine et poils.

251585. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Neveu, n° 80, et Leboucher, rue des Champs, n° 47 bis, à Rouen. — selle articulée pour vélocipèdes.

251586. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Michel (Isère). — Vanne avec fermeture hermétique, sans presse-etou-

251587. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Biétrix, (société), à Saint-Étienne. — Dispositif mécanique de remplis-les machines à agglomérer les matières pulvérisées.

251588. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Mazurier, n° 9, à Troyes. — Application aux brosse à frotter les parquet-crin, d'un système de tampons préservant les boiseries et les m-occasionnés par l'usage desdits brosse et balais.

251589. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Farcot-fayette, n° 189. — Appareil épurateur-laveur pour la suppress-trielles.

251590. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Jone-vesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Wagon transformable-car.

251591. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Aubert, à Paris, rue Guilhem, n° 5. — Pinces spéciales pour la suspen-principalement pour leur transport dans les fourgons de cheu-

251592. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Gallien, n° 128. — Système de tambour rotatif à tanner les cuirs.

251593. Brevet de quinze ans, 22 octobre 1895; société gène-boîtes d'or, rue Gambetta, n° 21, à Besançon. — Système de for-de toutes grandeurs et de toutes hauteurs destinés à recevoir c-ne se trouvant pas au contact de la soudure.

251594. Brevet de quinze ans, 5 novembre 1895; Couturier-de la Bonne-Dame, à Nevers. — Appareil pour le triage des ha-

251595. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Taber, r-Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Image ph-et son procédé d'obtention.

251596. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Bishop, r-gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfic-aux fermetures à lacets.

251597. Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Wallenfau-

par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Dispositif pour calibre-baïonnette et indépendante du canon du fusil.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Waffenfabrik Mauser (société), rue-des-Victoires, n° 48. — Chien avec arrêt et protecteur contre les gaz fermeture à cylindre.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Petit, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les serrures

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Durey et Schreiner, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de transformations en bicyclettes à deux places et des tandems en tripiettes, etc.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Felten et Guilleaume (société), par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Manchon protecteur de câbles électriques.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Hutchinson et compagnie (société), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard Magenta, n° 11. — Système de pneumatique pour roues de véhicules de tous genres.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Roubal, représenté par la société et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Charbons pour lampes à arc voltaïque.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Merkle, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Chaîne pour éperons.

revet de quinze ans, 21 novembre 1895; Hankow, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil réfrigérant à circulation, contre la caisse à glace, d'une masse d'air non

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Burgess, représenté par la société Litzelmau et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Selle pour vélocipèdes.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Payen, représenté par Good, à Rivoli, n° 70. — Perfectionnements apportés aux accumulateurs.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Mottu, représenté par Good, à Rivoli, n° 70. — Jouet le Discobole.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Nawratill, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour gouverner les vélos haut du corps sans avoir à se servir des mains.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Mortelette, représenté par Thibaut, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de queue de poisson à être très facilement démonté en vue de le transformer en deux bicy-

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Goddard, représenté par Thibaut, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les boîtes pour cycles.

revet de quinze ans, 11 novembre 1895; Deville, représenté par la société Annet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Écran pour procédés photographiques.

revet de quinze ans, 13 novembre 1895; E. Wauquier et fils (société), à Lille, n° 69. — Séchoir continu.

revet de quinze ans, 16 novembre 1895; Deconinck, à Calais (Pas-de-Calais). — Nouveau système de fermeture pour caisses, boîtes, etc.

revet de quinze ans, 13 novembre 1895; Donald, représenté par Leis, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux épingles à cheveux.

revet de quinze ans, 12 novembre 1895; Villars, représenté par Levesque, à Malte, n° 48. — Modérateur de pression pour le gaz dit modérateur de

251617. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Severy, r à Paris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés d'impression, etc., pour presses à imprimer, machines à éc semblables.

251618. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Vonhau Société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Guidon de désembrayage pour vélos à actionne les pieds.

251619. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1896; Monty Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. —

251620. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Estève mentier, n° 103. — Perfectionnement de cases pour jeux.

251621. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Prinz, tral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans teries.

251622. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Lazar et Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil intérêts.

251623. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Bombon nons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Dispositif gazéili pétrole.

251624. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Ross, r Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfection struction des balais et des plumeaux.

251625. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Taylor e sentés par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provo tionnements apportés aux appareils à dessécher ou carboniser

251626. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Bausch e par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulev — Perfectionnements aux pinces de lorgnons.

251627. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Calver, r Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri I pour la fabrication du gaz.

251628. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; A. Gann ciété), représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Str binet mélangeur pour toilettes, bains, lavabos, douches écossa

251629. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Keller, aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionn pneumatiques.

251630. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Robertso try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et de division ou pulvérisation des liquides, liquides médicamente

251631. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Morgan, ciété Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Contrôleu triques.

251632. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Schladt, ciété Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Porte à pour les cloisons des navires.

251633. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Smith et Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements a ments pour rails de chemins de fer.

251634. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Mac Auley Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements a teurs de chaudières.

251635. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Poersc représentés par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris

— Procédé et appareil de gazéification automatique de carbures solides

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Vodel, représenté par la société Godman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Offense hygiénique faite sous forme de tissu ou tricot avec des fils de laine, de coton, de ramie et de soie, quel que soit le mode de liaison et de combinaison.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Pitcher, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les coussins pour poulies.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Crocker, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les stores.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Stous Sloom, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Dispositif destiné à créer une force constante au mouvement des boggies des voitures de chemins de fer en position normale.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Descalles, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux fermetures à sûreté pour portes.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Bullier, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil pour la préparation de l'acétylène par réaction du carbure de calcium sur l'eau.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Fleury, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements au mode de fermeture des portes de tous genres.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Stone, représenté par Griller, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements apportés aux appareils automatiques de sûreté pour les courants électriques.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Lauchardt et Köhler, représentés par Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Boîte à fermeture à coudre.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 20 septembre 1909) pris, le 12 novembre 1895, par Grilli, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 7. — Armature servant à la transformation d'une bicyclette ordinaire, à deux places latérales.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Risch, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouvelle composition non toxique de caoutchouc pour la fermeture étanche des récipients renfermant des substances alimentaires.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Grappin, représenté par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Nouveau procédé de coloration des pipes sous l'aspect de pipes en écume calcinée et culotée.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Noël, représenté par la société Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à tourner des cylindres.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Kühlmann, représenté par Thier, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de traitement des métaux.

Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Johnson, représenté par la société Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine à dévider des bidons.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Pohin fils, représenté par Armenet, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Épingle de sûreté dite Sans danger.

Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Lemaire, représenté par Ar

mengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — la chicorée.

251653. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Verschaver Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — pour l'étirage des tringles, tiges, rayons de roues à extrémités ra-

251654. Brevet de quinze ans, 12 novembre 1895; Compagnie leurs d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé pour la production de nouvelles matières colorées.

251655. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Bostagnat billoud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnements au

251656. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Piquet et représentée par Péguin, rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Nouvelle machine électrique pour tramways.

251657. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Tachon, billoud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Polissage de tissus et ru-

251658. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Gravier, laine). — Machine dite *Peigne Gravier* pour récolter la graine de proprement et sans aucune perte.

251659. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Pourtalé, dorf, à Paris, rue du Trésor, n° 6. — Bicyclette nouveau modèle

251660. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Charolliot gère, n° 31. — Perfectionnements aux appareils d'appels téléphoniques.

251661. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; DeLaurie guerre, n° 77. — Projet de navigation aérienne dit *Aéronef Delaurie*

251662. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Engel, rep et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 43. — Brûleur de hydrates de carbone liquides.

251663. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Kurten et Grimont et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Régulateur de chaleur.

251664. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Iwanowski ber, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Batterie de piles électro pour maintenir automatiquement le courant constant.

251665. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; société Batignolles, avenue de Clichy, n° 176. — Nouvelle disposition de batterie automatique des canons, après le tir, au moyen d'accumulateurs à gaz comprimé.

251666. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Senn, rep à Paris, rue Cambon, n° 19. — Broche creuse à réservoir d'huile bords à broches et autres machines de filature de matières texti-

251667. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Grajon, à n° 19. — Filtre dénommé *Filtre Grajon*, à nettoyage automatique

251668. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Schwarz armengeud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Machine au jeu de la roulette.

251669. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Reddrop mengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux casiers pour la mise en étalage des parapluies, ombrelles et autres articles.

251670. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Goldberg try aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme de racordement intercalé entre la roue de mesurage et le compteur de la course) des voitures publiques.

251671. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Drouillet,

- Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Poignée-étni pour guidon de
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Durin, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Porte-lanterne perfectionné.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Falkenroth et Kleine (société), par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 15 bis. — Outil pour couper les filets des vis à bois.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Washington, représenté par Durin, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système de tuteurs pour manchons industriels.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Gérard, représenté par Casa-Paris, rue des Halles, n° 15. — Piège à punaises.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Serrin, représenté par Chasse-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Application nouvelle de la bicyclette à l'éclairage des courants électriques.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Burnet, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Perfectionnements dans les batteries électriques.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Teebken, représenté par Watzelmann, à Paris, rue de la Harpe, n° 5. — Dispositif de graissage automatique pour avant-train de voitures de luxe et ordinaires.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; David, représenté par Armen-Paris, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux machines à tricoter à chaîne en vue de faire du tricot à trame.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Littlejohn et Still, représentés par Durin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Tête de pivotement pour théodolites et autres instruments.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Delarue et Pearce, représentés par Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Fermeture.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Piedfort, représenté par Maul-Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés dans les appareils applicables à la télégraphie sous-marine ou à très longue distance.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Doguin et compagnie (société), par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Procédé et outillage d'appliquer mécaniquement la chenille sur tulle, crêpe et autres étoffes.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; von Siemens, représenté par la Compagnie Edison et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Dispositif protecteur contre l'influence perturbatrice des voies ferrées à traction électrique.
- Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Bullier, représenté par Boramé, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Joint-raccord pour tuyaux métalliques.
- Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Richer, à Guédroit, commune de Lude-et-Loire. — Composition qui permet de combattre et de détruire les insectes ainsi que les divers parasites de la vigne, dénommée engrais français anti-vigne.
- Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Soubiran, à Nérac (Lot-et-Garonne). — Obturation des fuites dans les cornues à gaz et appareils similaires au moyen de la pulvérisation des enduits.
- Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Dolter, Rivière, Verzat et Daste, Sernin, n° 73, à Bordeaux. — Nouveau mode de stérilisation et de désinfection des matières fécales extraites des fosses d'aisances.
- Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Villevé, rue du Chariot, n° 3, à Paris. — Nouveau multiplicateur à vis sans fin ou engrenage hélicoïdal, pour tandems, tricycles, quadricycles et vélocipèdes de tous genres.

251690. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Singr. — Système et installation de turbine hydraulique avec régulateur d'admission, applicables aux écluses ou autres chutes.

251691. Brevet de quinze ans, 13 novembre 1895; Simon Hélain, à Cherbourg (Manche). — Application d'un nouveau rouleau des malaxeurs, lisseurs.

251692. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Delpy, rue de Bausset, n° 16, à Marseille. — Graisseur manne.

251693. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Toche Ducassou, rue Montée-de-Lodi, n° 7, à Marseille. — Chaudières tubulaires rayonnantes et à inclinaisons inverses, système Henri T.

251694. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Bourr. — Procédé tendant à faire disparaître l'oidium.

251695. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Cq. — n° 36, à Nice. — Nouveau système de ferme-porte automatique.

251696. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Stein. — par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 1. — Appareils pour bandages pneumatiques et à leur fabrication.

251697. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Hall. — internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard. — Générateur alimentaire de vapeur et foyer combinés, pour à vapeur.

251698. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Swift. — par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Tuyère.

251699. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Monfo. — sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système encoller les écheveaux de fil et à en exprimer le liquide d'en.

251700. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Bomse. — gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Genr. — sculptures sur marbre, granit ou autres surfaces dures.

251701. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Senn. — Paris, rue Cambon, n° 19. — Crapaudine et collet à billes p. broches et autres machines de filatures.

251702. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Doguin. — représentée par Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 1. — de mouches et leur tissage sur métier à tulle dit *Levers*.

251703. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Berthot. — à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Perfectionnements aux rég. — bouche d'eau.

251704. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Petit. — vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de ju.

251705. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; de Le. — présentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — tisseur électrique d'incendie.

251706. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Lesquiv. — sevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système b. — bile sans écrou pour menbles de tous genres.

251707. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Léoni. — vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de distribution automatique à double détente pour tous ob. — tickets de chemins de fer et autres, cartes postales, cartes t. — journaux, bonbons, cigares, etc.

251708. Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Butsch. — sentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — cules de chemins de fer.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Briegleb, représenté par Armentier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermeture de directrice des turbines à axe vertical.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Mardelet, représenté par Armentier, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil universel pour le mélange et le transport de différentes matières.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Reck, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à désinfecter par la vapeur.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Hoffmann et compagnie (société) représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau dispositif pour roulement sur billes supprimant l'emploi des courroies.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Luzzato, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé et machines à la fabrication des tourteaux composés en majeure partie de corps gras pour usages analogues.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; société The Lozier Manufacturing Company représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements dans les chaînes.

Brevet de quinze ans, 11 novembre 1895; Perret, rue Michelet, n° 62, à Paris. — Nouveau système de lit en fer et en bois pliant avec sommier articulé.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Tournaud, à Menetou-Salon. — Procédé de traitement des bois contre le phylloxéra.

Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Lacave, avenue Séraucourt, à Valenciennes. — Vélocipède ayant pour moteur le poids du conducteur.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Camille Brun et fils (société), à Valenciennes, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Nouveau procédé de fabrication permettant de fabriquer n'importe quelle largeur de ruban en battant.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Caresme, rue Gustave David, à Valenciennes. — Procédé de lustrage des bois en lamelles, de n'importe quelle longueur, pour la fabrication des boîtes à fromages, beurres et autres, destinées au lustrage des bois.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Blancher, rue d'Aubuisson, à Valenciennes. — Appareil automatique d'élévation d'eau dénommé le Syphon.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Boulouys, à Lodève (Hérault). — Système de transport à grand travail porté par plusieurs hommes et évitant l'emploi de chevaux et des chariots.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Boulouys et Bringuier, à Lodève (Hérault). — Utilisation, comme moteur, de la force provenant des vagues par l'intermédiaire d'une roue actionnée par ces vagues.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Boulouys et Bringuier, à Lodève (Hérault). — Utilisation, comme moteur, de la force ascendante et descendante des vagues par l'intermédiaire de radeaux ou de docks flottants, notamment pendant le flux et le reflux.

Brevet de quinze ans, 14 novembre 1895; Fessard, représenté par Casarieu, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Machine à fondre les interlignes.

Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Boulouys et Bringuier, à Lodève (Hérault). — Utilisation d'un radeau flottant ou flotteur quelconque pour supporter une charge sur un cours d'eau.

Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Volckart (M^{re}) et Uthke, représenté par Casarieu, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Attache-chapeau.

Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Brancovitch, à Paris, rue d'Avron. — Système de frein automatique applicable aux bicyclettes.

251728. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Leprieux et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Modèle.
251729. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Chaise pliante fonctionnant automatiquement, pièce de monnaie et munie d'un dispositif de contrôle.
251730. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Lazarus, la Société internationale des inventions modernes, à Paris, n° 15 bis. — Dispositif pour empêcher la collision et le déraillement des trains de fer.
251731. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; de Brest, à Paris, rue Taithout, n° 41. — Procédé de préparation des apprêts (fonds), enduits et peinture.
251732. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Petermann, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Poteau de clôture en acier.
251733. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Müller, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Procédé pour la purification des jus de plantes.
251734. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Schlotheim, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Perfectionnement aux porte-plume-réservoirs.
251735. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Schneck, par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Procédé pour l'emballage de pièces de monnaie en feuille métallique pour l'emballage de pièces de monnaie en feuille métallique permettant d'en vérifier le contenu.
251736. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Spinola, par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 10. — Procédé pour lampes électriques et autres.
251737. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Bernasconi, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Appareil perfectionné pour la fixation des postiches.
251738. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Schlotheim, par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 10. — Nouveau compteur de liquides.
251739. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Stille, par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Appareil aux sofas servant aux opérations des malades.
251740. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau procédé pour la fixation des postiches.
251741. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fixation des postiches.
251742. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; J. Desbordes, par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement dans les bicyclettes.
251743. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Baglin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnement dans les bords des orifices des bouteilles en verre.
251744. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Baumgartner, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de combustion des carbures liquides à l'absorption de quantités d'eau quelconques.
251745. Brevet de quinze ans, 15 novembre 1895; Favon, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pointe-crête.
251746. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Chabert, à Paris, rue de l'Épée, n° 61, à Marseille. — Tapisserie électrique servant de revêtement aux murs avec effraction.

Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Mourgue, à Nîmes (Gard). — Caoutchouc dites *protège-bords hygiéniques inusables*, destinées à protéger les vêtements.

Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; compagnie royale asturienne représentée par Tilloy, rue Caudron, n° 9, à Amiens. — Système de couardoises dites *nouvelles ardoises métalliques*.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Gavelle, élisant domicile à Grenéta, n° 8. — Perfectionnements à la fermeture des ballons.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Conte, à Paris, rue Madame, nouvelle application des produits lumineux phosphorescents et leur enroulement de vue de tous les objets à peindre ou à imprimer.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Gouvazé, rue Claude, n° 29, à Paris. — Application d'un nouveau frein, à air libre et à air comprimé, pour le fer.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Hanel, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Système d'une seule pièce pouvant servir de bottine à lacer ou, munie d'une patte faisant corps, de bottine à boutonner.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Callier, rue du Château, n° 21, à Paris-Seine (Seine). — Nouveau fermoir appliqué à des gants, guêtres, souliers, gilets, pantalons et tous objets de toilette se fermant par boutons, fermoir à perles.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Albrecht, représenté par Nauoris, boulevard de Magenta, n° 30. — Enveloppe protectrice de pneumatiques cousue aux bords de la jante.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Buyssens, représenté par Good, rue Rivoli, n° 70. — Bonde métallique à fausset automatique.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Merrem, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés aux canons des fusils ou armes à feu portatives.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Schmidt et Seyhold, représentés par Audiné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Racleur nettoyeur des cylindres pour presses à coucher le papier et autres usages.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Péniakoff, représenté par Arméné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour la fabrication des acides avec production simultanée de l'acide sulfureux.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Moore, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau guidon pour vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Andrès, représenté par Grimonet, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Système de réglage parallèle de la table de fabrication d'une machine à papier, avec appareil indicateur.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Lazard, représenté par Casaris, rue des Halles, n° 15. — Appareil de sûreté automatique pour armes de guerre.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Dellea, représenté par la société Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Perdrizet, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de fermoir à trois boules et applications.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Martin, représenté par Chasaris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs pour les écrous.

Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Wellington, représenté par

Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement de pellicules détachables pour la photographie.

251766. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Rahon représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, résistances aux véhicules dénommé *déclivémographe*.

251767. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; société représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Verrou de sûreté pour vélocipèdes.

251768. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Schellé par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Fermeture pour vases de toute espèce, avec dispositif pour vases en question et d'en faire sortir également à volonté les

251769. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Bonjean, pédes Clément, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Générateur à combustion intérieure pour toutes applications domestiques, voitures automobiles, etc.

251770. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Drouet, gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système à double action applicable aux machines à battre.

251771. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; société représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système à double action applicable aux machines à battre.

251772. Brevet de quinze ans, 16 novembre 1895; Gérard et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Perfectionnement de fourneaux et cuisinières à gaz.

251773. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Cruon (rue de la République, n° 8). — Pulvérisateur automatique à traction de cheval.

251774. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Cruon (rue de la République, n° 8). — Volants et engrenages à entraînement mobile par

251775. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Barthélemy, n° 19, à Béziers (Hérault). — Nouvel engrais destiné à la régénération des vignobles.

251776. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Brochet, n° 12. — Préparation industrielle des mélanges gazeux à base de chaux destinés à la désinfection.

251777. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; de Jouvenel, à Paris, rue Casimir-Delavigne, n° 5. — Nouvel appareil graphocalque, système d'Esgrigny.

251778. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Storm, n° 18, à Paris, boulevard Henri IV, n° 18. — Système de fermeture à double action dans les porte-canots.

251779. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; O'Brien, n° 18, à Paris, boulevard Henri IV, n° 18. — Système de fermeture à double action dans les porte-canots.

251780. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Leroy, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Imitation des mouvements des animaux quadrupèdes à l'aide de plumes ou ailes, au moyen d'un appareil mécanique et automatique.

251781. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Champy, n° 4, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Douille de sûreté à double descente.

251782. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Claret, n° 18, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 18. — Système de fermeture à double action dans les porte-canots.

251783. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Conrad, n° 21, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnement de moteurs à explosion.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Schusterbauer et Bredel, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil à vis pour l'usage domestique.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Pegge, représenté par la société Armengaud, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'appareil à vis, à parallélogramme, applicable au cassage de la roche et du charbon et autres opérations.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 19 mai 1909) pris, le 18 novembre 1895, par Garden et Hodgson, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue de Valenciennes, n° 6. — Boîtes d'essieu à ressort pour essieux de waggonnets.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Cajot, représenté par Danzer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 19. — Nouveau système de forme pour chaussures.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Nengelken, représenté par Caris, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Appareil à fendre et égaliser les bordures de trottoirs.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Grimal, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Valve Grimal pour chambres à air de caoutchoucs.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Bajac, représenté par Chasseval, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux arracheurs de mauvaises herbes.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Douglas (M^{re}), représentée par la société Douglas, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux appareils à malades et dans les dispositifs qui s'y rattachent.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Gorbe et Rüb, représentés par la société Rüb, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Machine à brocher.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Terrell, représenté par Blétry, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les freins pneumatiques et dans les moyens pour actionner les freins en cas d'urgence.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; société anonyme dite *Actien-Gesellschaft für Verzinkerei und Eisenconstruction vorm. Jacob Hilgers*, représentée par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15. — Procédé de fabrication du sucre candi.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Fischer, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Procédé pour bandages pneumatiques et élastiques.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Gallardo, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil à dix-huit clefs, système Gallardo.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Guillaume, élisant domicile à Paris, boulevard de la Lune, n° 24. — Perfectionnement ou addition au système de la maison Stirlinghouse et à d'autres freins auxquels ce perfectionnement ou addition est adapté.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Kennedy, représenté par la société Kennedy et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Dispositif pneumatique de journaux.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Bonjean et la société des vélocipédistes, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 15. — Voiture automobile.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Hertzberg, représenté par la société Hertzberg, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour changer de monnaie payé dénommé *liquidateur*.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Rangabé, représenté par la société Rangabé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil perfectionné pour la marche des trains dit *Stathamomètre*.

Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; E. Lamy et compagnie (société),

- représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard
— Tube pour tiges de fleurs et plantes artificielles dit *cirole*.
251803. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Roth, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Bandage de traction à boucles.
251804. Brevet de quinze ans, 18 novembre 1895; Wollek, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements aux machines.
251805. Brevet de quinze ans, 30 juillet 1895; Guillaum, Nouméa (Nouvelle-Calédonie). — Machine à vapeur dite *l'idée*.
251806. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Jacques Ferrand. — Machine à battre des céréales, graines fourragères *dépiqueuse*.
251807. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; de Saint-Quentin, à Saint-Quentin (Aisne). — Application continue aux différentes chaudières de carbonatation en usage.
251808. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; L. (Doubs). — Système de montre, posage d'aiguille perfectionnable.
251809. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Costeux, boulevard de la Liberté, n° 100 bis, à Lille. — Nouveau système combinés pour doubleuses.
251810. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; d'Esbois, rue Nationale, n° 284, à Lille. — Machine à ourdir.
251811. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Petit, rue du Haut-Tardy, n° 25, à Saint-Étienne. — Appareil dit *au* à effectuer automatiquement, d'une façon continue et pendant réglable à volonté, des prises d'air grisouteux ou de gaz quelconques dans un milieu quelconque, avec fermeture hydraulique.
251812. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Bauer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau procédé de fabrication de papiers photographiques.
251813. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Baur, Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de leurs.
251814. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Blais, société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la République et machine pour la fabrication des crayons ou autres articles.
251815. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Blais, société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la République et machine pour la fabrication des crayons ou autres articles.
251816. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Mendel, société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard de la République et machine pour la fabrication des crayons ou autres articles.
251817. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Hiller, rue de Paris, rue de Malte, n° 48. — Appareil pour hisser et remonter voitures.
251818. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Richter, Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la République à linge à action multiple et à manœuvre commune.
251819. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Kimm, Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la République n° 15 bis. — Diastasiètre.
251820. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Leman, Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Procédé et appareil pour la fabrication de boyau et autres substances similaires.
251821. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Hutchings, à Paris, boulevard de la République, n° 100 bis.

s, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux instruments cordes.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Overell, représenté par de s, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux appareils rapides.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; de Lalande, à Paris, boulevard s, n° 183. — Procédé de précipitation des métaux précieux en solution.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Armengaud aîné, représenté par s, boulevard Poissonnière, n° 21. — Corsage de bain ou de natation système Kate Hatch et Charles Sanghaar.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Wellington (M^{me} veuve), représentée par société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé unique et appareils propres à la conversion de la chaleur en travail.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Crompton, représenté par Rinuy, de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux métiers à tisser.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Kunze et Brown, représentés par adon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système perfectionné verrou à ressort et clef y destinée.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Dietz, représenté par la société à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux cous-

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Huestis, représenté par la société à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux crampons de à cheval.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Lees-Milne et Baerlein, représentée par société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements de certains fils ou filés de coton.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Wemmer, représenté par la Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Garniture en caoutchouc pour chaussure.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Cummings et Yawkey, représentée par société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 93. — Ents dans les conduites électriques.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Bush, représenté par la société belet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements rs à vapeur.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Farjas, représenté par la société belet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Manivelle monte-cielles.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Guillemot, représenté par la er et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Plaque e évitant le halo.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Layman, représenté par la société et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfection-les appareils flotteurs ou appareils de sauvetage.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Flagg, représenté par Chasse-boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les dispositifs lissage.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Flagg, représenté par Chasse-boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les accessoires a de polissage.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; société dite *The American Bank* représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — ents apportés aux nettoyeuses et polisseuses automatiques pour presses a taille-douce.

et de quinze ans, 19 novembre 1895; Collin, représenté par Chasse-

vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de b et démontable pour la stérilisation des instruments de chirurgie.

251841. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1894; Casassa vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système dite cuirasse-blindage Casassa.

251842. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Fiske, rep à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements de piques de pointage pour canons.

251843. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Decaye Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Per rures et verrous de sûreté, à pompe, servant à la fermeture des portes d'appartements.

251844. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Landrec aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Appareil application d'un canal réfrigérant enroulé en hélice autour rateur.

251845. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Fayol aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil de tramways et autres véhicules roulants à traction animale e

251846. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Lundqvist aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnem chaussures lors du cirage de celles-ci.

251847. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; société Company, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Perfectionnements aux transporteurs des boîtes d'allumettes.

251848. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Théodori aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Arme à fe tique.

251849. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Washburn aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionn cules automobiles, bateaux, etc.

251850. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; société Company, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard — Perfectionnement aux soupapes de réduction de pression à

251851. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Hély-Jo card, rue Ferrandière, n° 34, à Lyon. — Hachoir pour bouche

251852. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Gehr M. Boyeux, représentés par Brocard, rue Ferrandière, n° 34, nouvelle d'impressions sur brides de sabots et galoches.

251853. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Michalo Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Application de l fuseaux aux machines à élargir les tissus.

251854. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Pompéien- Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Perfectionnem récipients dits *irremplissables*.

251855. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Cotterea ment de transmission sans chaîne pour bicyclettes et autres vel

251856. Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Richardso représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havr nements apportés à la construction des roues et des boîtes d routiers.

251857. Brevet de quinze ans, 26 octobre 1895; Lenhardt société Thirion et Bonuet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n dite *Stomatol*.

251858. Brevet de quinze ans, 31 octobre 1895; Nielsen, Ca

présentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle. — Boisson économique et hygiénique à base de café dite *le Maza*.

Brevet de quinze ans, 2 novembre 1895; de Dion et Bouton, représentés à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Dispositif de machine à

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Thielmann et Masuy, élisant chez Tonaillon, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 72. — Nouveau système de bicyclette, tandem, triplète, tricycle, quadricycle, etc.).

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Evers et Wærner, représentés à Paris, rue Cambon, n° 19. — Perfectionnements aux chaises et sièges.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Barfoot et Johnson, représentés à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les trico-

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Lehfeldt, représenté par la société elman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Procédé pour rendre les peaux d'animaux transparentes.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Lehe et Görz, représentés par Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fer chauffant à l'alcool.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Lehe et Görz, représentés par Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Fenêtres.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Walles, représenté par la société fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de guimpe ou plastron empêchant le refroidissement.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Hugues, représenté par Lomaille, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements dans les poches.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Bernays, représenté par Lomaille, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Appareil pour mesurer les fluides.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Merrereau, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe à pétrole dite *l'incandescente*, pour l'éclairage ordinaire ou par incandescence.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Sciens, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif empêchant l'engorgement dans les forges.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Hanappe, représenté par Lomaille et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle production des phosphates minéraux et organiques et leur utilisation pour l'extraction.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; d'Andoque de Serrière, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de bras porte-jets applicable aux pulvérisateurs à bât employés aux maladies cryptogamiques de la vigne, des pommes de terre, etc.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Pile, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de robinet.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Shorter et Stanbridge, représentés par Lomaille et Bonnet, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédés et appareils pour l'extraction, le nettoyage et la préparation des fibres végétales.

Brevet de quinze ans, 20 novembre 1895; Laubie, rue Bodin, n° 18, à Paris. — Instrument destiné au nettoyage des brosses à tête, dénommé *l'étril*.

Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Walker (M^{me} veuve), avenue du général Bugey, n° 8, à Caudéran (Gironde). — Système de bouchage hermétique sur métal émaillé, faïence, grès et tout produit céramique.

251877. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Meissner, r
bardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Support pour la m
mulateurs.

251878. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Rott, repré
Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Poteau en tôle p
métallique.

251879. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Bontemps, é
le sieur Borel, à Paris, rue Montmartre, n° 48. — Nouveau systè
devants et poignets de chemises.

251880. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Biggs, repré
Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n°
ments aux équerres en forme de T.

251881. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Schmidt et S
par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. —
aux tables filtrantes pour machine à fabriquer le papier.

251882. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Flattery, r
bard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 21. —
dans les bureaux dits *bureau-ministre*.

251883. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Kotyra et
fils et compagnie, représentés par la société L. Gudman et compa
levard de Strasbourg, n° 6. — Amplificateur téléphonique.

251884. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Kellner, rep
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Electrodes pou
nique.

251885. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Peyton, rep
vent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau systè
matelas en fil métallique sur lits en fer et lits pliants.

251886. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Molles-Puyre
Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système
de prévenir les accidents de chemins de fer.

251887. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Chary fils
société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle,
feu perforé.

251888. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Beaujouan
société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle,
système d'éclairage électrique par lampes spéciales à incandes
tension.

251889. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Anderson, re
aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnem
repos des éperons pour bottes à l'écuylère.

251890. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Engl et Wüs
Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectio
construction des accumulateurs et de leurs électrodes.

251891. Brevet de quinze ans, 28 octobre 1895; Bergmiller et co
élysant domicile à Paris, rue d'Enghien, n° 44. — Machine à po
baleine de corne, la baleine, la corne, l'os, l'ivoire, l'écaillé, le ce

251892. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Burnouf (MM
Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pa
paulines articulées pour arbres de transmissions, essieux, etc.

251893. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Pigou Wilks e
(société anonyme), représentée par Armengaud jeune, à Paris, bo
bourg, n° 23. — Perfectionnements dans la fabrication de la nitro
composés.

251894. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; L. A. Enger
ciété), représentée par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la Ré
Procédé et appareil perfectionnés destinés au réglage ou à la direct

et de quinze ans, 23 novembre 1895; Regraffe, à Bédarieux (Hérault).
à châtaignes.

et de quinze ans, 23 novembre 1895; Francoz et Laurent, rue du
à Grenoble (Isère). — Appareil dit *rôtissoire-grilloire* pour marrons,
de terre et toutes autres matières.

et de quinze ans, 25 novembre 1895; Skene et Devallée (société),
rue Lepert, rue Milm, n° 24, à Roubaix (Nord). — Perfectionnements
appelées *gilt-box*, étirages ou autres destinées au traitement des
teuses.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Böhmer, représenté par
Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Nouveau système de fixage ajusté
aux fléaux des balances et bascules à leviers.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Tiegermann, représenté par
Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Appareil de sauvetage en cas

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Taylor, représenté par la So-
ciété des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis,
perfectionnements aux boîtes à conserves.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; A. Dreyfus et compagnie (so-
ciété par Danzer, à Paris, rue Cambou, n° 19. — Pantalon-culotte.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Roussel, représenté par Dan-
e Cambou, n° 19. — Procédé de renforcement des fils et matières tex-

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Somasco, représenté par Ar-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Saturateur.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Somasco, représenté par Ar-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux
matiques.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Jolly, représenté par Armen-
is, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système perfectionné de four-
pâtisserie, etc.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; E. Diligeon et compagnie (so-
ciété par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionne-
aux transmissions.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Aubin (M^{me}), représentée par
rue de la Pépinière, n° 8. — Fer à reculement et torsion dit *ondu-*

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Grino, représenté par Josse,
la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Appareil d'éclairage et de chauffage
inées de pétrole et d'eau.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; société dite *Bonsack Machine*
société par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59.
apportés aux machines à fabriquer les cigarettes.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Bouhon, représenté par la so-
ciété par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Emploi, dans la fabrica-
tions pneumatiques, d'un tissu ou autre élastique, extensible seulement
on.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Badiou, représenté par la so-
ciété par la société Brandon et fils, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau fer à
mécaniquement permettant de ferrer rapidement le cheval à glace, et
rication.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Peyton, représenté par Chasse-
boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la forma-
bois pour matelas en fil métallique.

et de quinze ans, 22 novembre 1895; Lemaire-Vallé fils, représenté
à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les
pour gants.

251914. Brevet de quinze ans, 21 novembre 1895; Hubener, représenté par Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Bouteille irremplissable.

251915. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Hofmann, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et dispositif pour l'air sous les aéroplanes lors de l'élan au départ.

251916. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Roth fils, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux machines à vapeur.

251917. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Servian, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Fourreau réductible à ressorts.

251918. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Exley, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux appareils pour la production du gaz acétylène.

251919. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Goullet, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de foyers de chaudières et autres par le goudron de houille pulvérisé.

251920. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Kohn, Cozzi et Bontemps, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

251921. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Bravard et Michon, à Clermont-Ferrand. — Bicyclette à pédales et leviers.

251922. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Blancher, rue de la République, n° 17, à Toulouse. — Appareil hydraulique dénommé *le Moteur hydraulique*.

251923. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Pascal, place de la République, n° 1, à Grenoble. — Nouveau robinet de jauge servant à mesurer le volume d'eau chassé par un conduit greffé sur une conduite d'eau forcée.

251924. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Crépy, à Cambrai (Nord). — Mouvement d'arrêt automatique destiné aux chargeuses pour coton.

251925. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Robin, représenté par son fils aîné, à Lille. — Machine à battre et à broser les laines.

251926. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Sauvage, à Andres-les-Bains. — Nouveau procédé et appareils perfectionnés pour l'épuration des eaux, la distillation de l'essence de térébenthine et la préparation de la glycérine.

251927. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Siordet, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la République, n° 15 bis. — Queue perfectionnée plus particulièrement destinée pour le billard, la bagatelle ou autres jeux se jouant avec des balles sur de petites tables, lement applicable pour être utilisée en combinaison des tables ordinaires.

251928. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Heinrich, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Lampe électrique à incandescence avec allumage et réglage automatiques des charbons et à incandescence.

251929. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Petitpain, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux pompes pour bicyclettes.

251930. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Somasco, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux appareils de chauffage.

251931. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Gautier, représenté par son fils aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Nouveau système de chauffage.

251932. Brevet (brevet anglais devant expirer le 1^{er} juillet 1909) pris, le 21 novembre 1895, par Jamieson, représenté par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les joints des water-closets, conduites d'éviers, etc.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Schermer, représenté par Danzer, rue Cambon, n° 19. — Régulateur de vapeur pour tuyaux de chauffage de chemins de fer.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Sabel, représenté par Danzer, rue Cambon, n° 19. — Machine à graver.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Serve, représenté par Dumas, rue Saint-Georges, n° 29. — Perfectionnements aux locomotives.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Schulz, représenté par Faber, rue de Provence, n° 62. — Nouvelle chaîne articulée à mailles changeables.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Kaiser, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Allumette.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Denys, représenté par Caron, à boulevard Rochechouart, n° 17. — Perfectionnements dans les piles électriques.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Nyström, représenté par Caron, boulevard Rochechouart, n° 17. — Allume-feu amélioré, dit *l'insaisissable*.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Townsend, représenté par Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fabrication de barils ou de caisses.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Reich, représenté par la société Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Globe de lampe.

Brevet de dix ans, 23 novembre 1895; Burke, représenté par Wattier, Mazargues, n° 5. — Perfectionnements apportés aux machines à travailler le bois.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Haag et Larcher, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à grands poils des peaux de lièvres et de lapins pour en faire de la fourrure.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Desbordes (M^{me} veuve), représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de chambre pour roues de véhicules de tous genres.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Riché, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Application spéciale à la métallurgie chimique de l'emploi des gaz obtenus par le système de distillation breveté sous le n° 214215, en date du 9 janvier 1895.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; société dite *Fabrik Loehmann-Larke Aktiengesellschaft*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Cithare avec patron à musique.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; société dite *Fabrik Lochmann-Larke Aktiengesellschaft*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Patrons à musique pour boîtes à musique.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Marriott, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de classeur perfectionné.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Laridoy fils, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau genre de tapisserie à tentures, panneaux décoratifs, etc.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Bour, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de teinture des plumes.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Crump, représenté par Blétry fils, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les moules pour machines à papiers peints, et dans les procédés de production de papiers peints.

Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Desrumaux, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Filtre pour grands débits de liquides instantané.

251953. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Friderich, représenté par son père, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Pompe à double effet.

251954. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Schwabe, représenté par son père, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Réflecteur.

251955. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; Moellier, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de sondes.

251956. Brevet de quinze ans, 23 novembre 1895; compagnie pour la fabrication des compteurs et matériel d'usines à gaz, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvel interrupteur électromagnétique, à maxima.

251957. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Lacroix (M^{me}), à Paris, Château-d'Eau, n° 27. — « L'Universel Calivor », pneumatique réunissant les propriétés : pas d'attaches, démontable, réparable et anti-dérapant, applicable aux roues de vélocipèdes, de voitures, et de tous autres véhicules dont les roues sont pourvues de pneumatiques.

251958. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Guasco, à Paris, rue de la Harpe, n° 21. — Brûleur automatique des manchons à incandescence applicables à tout brûleur quelconque et destinés à l'éclairage.

251959. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Deleau, Grande-Becquière (Seine). — Nouveau moyen de transmission de mouvement à des arbres parallèles, perpendiculaires ou obliques entre eux, à l'aide de corps durs tels que billes sphériques, ovoïdes, cylindriques ou coniques, combinés ensemble, agissant dans un conduit sans fin approprié à la forme des corps, pouvant remplacer les courroies ou chaînes dans leurs applications de transmission de mouvement.

251960. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Fickert, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Siphon perfectionné.

251961. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Tourin fils, à Paris, rue de la Villette, n° 184. — Nouvelle machine à blanchir, à effleurier, égaliser les cuirs tannés en corroirie.

251962. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Foster, représenté par son fils, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements aux pipes.

251963. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Brining, représenté par son fils, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Forme perfectionnée employée dans la fabrication des bottes et des souliers.

251964. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Maestre y Olisarré, représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Procédé pour obtenir une gomme succédanée de la gomme arabe.

251965. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Sendranié, représenté par son fils, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Multiplication du mouvement de vitesse pour vélocipèdes.

251966. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Renaux, représenté par son fils, à Paris, passage Saint-Michel, n° 4. — Nouveau mode de fixation des pneus pour voitures.

251967. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Harnisch, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine pour la production des bouquins de papier dans les tubes vides ou remplis de tabac.

251968. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Kopp et Luck, représentés par leur fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Porte s'ouvrant à la fois du côté gauche et le côté droit.

251969. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Ladd, représenté par son fils, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les machines à vapeur.

251970. Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Lawrence, représenté par son fils, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Épingle pour chapeau de dame.

- Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Cordier, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Hachoir mécanique pour oignons.
- Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Roulin, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Patin à ailettes tournantes pour manchettes, cols et devants de chemises.
- Brevet de quinze ans, 25 novembre 1895; Ravasse, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Palier graisseur à zones sphériques graissage par tubes multi-capillaires.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Korda, à Paris, rue Caumartin. — Traction électrique par courants polyphasés.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Schiff, à Paris, rue de Choiseul. — Système de protection des enveloppes qui servent à protéger les chambres des machines à locomotion.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Post, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Appareil pour le placage d'objets de toute espèce et de toute forme.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Jordan, représenté par la Société des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Perfectionnements aux enveloppes.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Lederle, représenté par Arment, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Siège annexe pour bicyclettes.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Greener, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil de lavage.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Knauss, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux poêles de chauffage.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Süll, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Roulette de jeu.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Daniel, représenté par la société Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux charnières.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Linde, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé pour lier la masse active d'accumulateurs électriques.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Brooks, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux cadres et aux freins des véhicules et d'autres véhicules.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Reid et Earle, représentés par Nauhardt, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les composés nitro.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; société Marcus, Mason and Co., représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements aux machines à décortiquer le café.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; société Cox Type Setting Machine, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements aux appareils distributeurs de caractères d'imprimerie.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Wolff, représenté par la société et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Séchoir pour les briques, les bois sciés, etc.
- Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Frankel, représenté par Josse, boulevard de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé d'extraction du principe actif de la glande thyroïde et de quelques-uns de ses dérivés.
- Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Noack, représenté par la société

Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés aux compresseurs d'air.

251991. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Currau, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Poches de vêtements.

251992. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Leidholt, représenté par Leidholt, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Jouet faisant naturellement périlleux.

251993. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Ravasse, représenté par Ravasse, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de commande de la chaîne, dit *Sublime*.

251994. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; société l'Ancienne Maison Société du Familistère de Guise, Dequenue et compagnie, représentée par Blé, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil à l'électricité chauffant instantanément.

251995. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Kilsée, représenté par Kilsée, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système perfectionné de communication télégraphique.

251996. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Lefebvre, représenté par Lefebvre, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil électrique à enregistrer soit la durée d'un mouvement, soit les moments précis de son commencement et de sa fin.

251997. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Bloom et Zouckermann, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de surprise dit *Phonographe piquant*.

251998. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Sagne, représenté par Sagne, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Vélocipède-réclame.

251999. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Turillon, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'obturateur photographique.

252000. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Cawthorn et Bertram, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de mesure indicateur de l'épaisseur du ruban pour machines à papier.

252001. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Culver, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de générateur de vapeur.

252002. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Wane et Horay, représentés par Stutz, à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Perfectionnements aux moteurs à combustion intérieure ou à gaz.

252003. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; société *Bacillite Sanitation Syndicate Limited* et M. Hope, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements au traitement de l'eau d'égout ou de semi liquides contaminés analogues, et appareil pour les réaliser.

252004. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Raschen et Broek, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements à la fabrication des cyanures et ferrocyanures avec les sulfocyanures, et à la réaction des sous-produits.

252005. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Field, représenté par Field, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux injecteurs.

252006. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Falero et Lumley, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux accumulateurs ou piles secondaires ou d'accumulation.

252007. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Simon, représenté par Thirion et Bornet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Poteau télégraphique en bois à base métallique.

252008. Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Chapelle et de Wogau, représentés par Armeignaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système d'appareils pour le renflouement et le sauvetage des navires.

Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Engler, représenté par Armen-Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de carton pliant.

Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Fairbanks, représenté par Ar-Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements aux formes pour machines à fabriquer le papier.

Brevet de quinze ans, 26 novembre 1895; Valette, à Paris, boulevard — Objets de fantaisie en verre montés par la couture.

Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Fabre, représenté par Delpy, n° 16, à Marseille. — Marque à ressorts.

Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Icard, rue Colbert, n° 1, à Mar- — Mode de dosage du sucre dans un liquide quelconque et notamment dans diabétiques et d'un instrument pratique pour l'application de cette mé-

Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Bruxelles, à Grenoble. — Dis- — aux compteurs à gaz, et destiné à éviter les fraudes résultant de l'incli- — appareils.

Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895, Pelletan, à Cornac, n° 25, à — Système de fermeture appelé *Securites*, s'adaptant sur les couvercles des — cognac, champagne, etc., les rendent complètement inviolables.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 avril 1909), pris, le 27 novem- — Soar et Collier, représentés par la société Thirion et Bonnet, à Paris, — Beaumarchais, n° 95. — Balai en toile métallique pour dynamos et mo-

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Carénou, à Paris, rue de Cha- — Nouveau genre de poisson-jouet.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Pifre, à Paris, rue de Cour- — — Perfectionnements dans l'application des pompes mues par dynamos — des appareils de levage hydrauliques.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Schwabe (MM.), représentés — Paris, rue de Provence, n° 62. — Appareil automatique pour la vente — poste, tickets, billets, etc.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Société civile d'études du syn- — Gérard, représenté par Dumas, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — — fabrication de l'acier.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; de Coninck, représenté par Good, — de Rivoli, n° 70. — Perfectionnements aux voitures automobiles.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Blau, représenté par Josse, à — la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Procédé servant à la production de — hydrique, de ses sels et d'autres composés du brome.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Giraud, représenté par la so- — Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Cafe- — complètement en verre et entièrement clos à fonctionnement automatique — brésilienne.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Baudé, représenté par la société — Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelles — et leur application pour le découpage des dents également ondulées — et épingles pour la coiffure, en écaille, celluloïd, corne, etc., en en toutes — formes analogues.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Ell, représenté par la société — Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Cuir de selle de vélo- — tapé, verni de toutes couleurs avec dessins assortis et décalques de toutes

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Aktiebolaget Radiator (société), — par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tam- — appareils centrifuges et procédé de fabrication de ces tambours.

Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Zügel, représenté par la Société

internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Chaudière-bains alimentée par les gaz d'échappement d'un fourneau de cuisine.

252028. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Brewer, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les suspentes.

252029. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Chivers, représenté par la dame Boulin, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Perfectionnements apportés pour fixer les tiges ou tubes de section carrée ou courbe.

252030. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Maindron et Chivers, représentés par Maulvault, à Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de plâtrerie dite *L'Aubrique*.

252031. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Compagnie pour le gaz, représentée par la société Marillat, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Nouveau système de lavage.

252032. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; société dite *The Cold Storage Corporation Limited*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil perfectionnés pour la production, l'emballage et le transport de blocs de glace subdivisés ou subdivisibles.

252033. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Coward, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans le broyer.

252034. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Teste fils, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de cornets-avertisseurs pour vélocipèdes et autres véhicules, et servant à la fixation d'identité.

252035. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Scott et Cox, représentés par la dame Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Attache élastique pour plaques similaires servant de réservoir à encre.

252036. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Thomas et Tobia, représentés par la dame Boulin, à Paris, rue Lagrange, n° 5. — Vêtement combiné à l'usage des dames.

252037. Brevet (brevet anglais devant expirer le 28 mai 1909) pris, le 27 novembre 1895, par Mac Coneghy, représenté par la dame Boulin, à Paris, rue de Magenta, n° 5. — Perfectionnements apportés aux roues pour cycles, voitures et véhicules.

252038. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Nahnsen, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé de fabrication et du mortier de ciment.

252039. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895; Béché junior, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux marteaux pneumatiques.

252040. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Toepper, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Agrafe pour réunir les extrémités des cordes entourant des colis de toute nature.

252041. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Müller, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Bouteille dont le bouchon ne peut se dévisser qu'après endommagement du goulot.

252042. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Lafon, à Paris, rue de la Harpe, n° 22. — Appareil détacheur à farine.

252043. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Freyberger, représenté par la dame Boulin, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Fermeture pour emballages en papier ou ballots.

252044. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Dumesny, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Nouveau panier pour marchands de vins et brasseurs.

252045. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Jähne, représenté par la dame Boulin, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30.

- à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Suspension mobile pour lampes tournantes.
6. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Jolivet, représenté par Grumont, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvelle boîte à fermeture auto-dite la discrète.
7. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Prillwitz, représenté par Griestler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Ustensiles pour préserver des buvards de la poussière et toutes autres impuretés.
8. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Hall, représenté par Blétry aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans la production d'arabes à joints brasés.
9. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Société des pneumatiques française, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système des bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes, voitures et en tous véhicules quelconques.
10. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Charollois, représenté par Paris, rue Drouot, n° 16. — Système d'appel magnétique pour sonnerie.
11. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Chambon, représenté par Paris, rue Drouot, n° 16. — Machine à imprimer en couleurs.
12. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Tickle, représenté par Fayollet, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux machines à travailler.
13. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Mohy, élisant domicile chez Thier et Bobelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Emballages.
14. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Lenz, représenté par la société Adman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Crible cylindrique mobile permettant de changer à volonté la surface de l'appareil.
15. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Rahmer, représenté par la société Adman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les bouteilles à colle liquide, gomme, etc.
16. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Clarke, représenté par la société Adman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Collier pneumatique pour chevaux.
17. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Maillet, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Système de lavabo, applicable plus particulièrement dans les cabinets de toilette ou il n'y a ni arrivée ni écoulement d'eau.
18. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Société *Kathreiner's Malzkaffee mit beschränkter Haftung*, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Moulin métallique cylindrique à manivelle pour le café et autres substances analogues.
19. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Cisterne, représenté par Chas, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de serrure à mécanisme simple et indépendant.
20. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Buzenet (M^{me} veuve) et M. Labu, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25. — Système de bouchage rendant les bouteilles et flacons irremplissables.
21. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Longin, représenté par la société Thier et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine multiple à manivelle.
22. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Kosmann, représenté par la société Thier et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé permettant d'obtenir du sel de ménage des eaux salées.
23. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Shannon, représenté par la société Thier et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Support et combinés pour bicycles.

252064. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Ravat, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Machine rotative.

252065. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Drevdal, représenté par la société Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Dispositif de commande à l'aide de billes pour graisseurs mécaniques et autres usages.

252066. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Aquilanti, représenté par la société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint Denis, n° 15. — Lampe universelle Aquilanti.

252067. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Reimann, représenté par la société « office international » Lazaro, à Paris, rue des Halles, n° 2. — Supplément pour couvercles de pupitres, etc.

252068. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; compagnie internationale procédés Adolphe Seigle, représentée par de Mestral, à Paris, rue Tai bout, 5. — Appareil pour la transformation par pyrogenation des hydrocarbures lourds.

252069. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Martin, représenté par Mennons, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les machines pour boucher les bouteilles, vases et autres récipients.

252070. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Auguste Delattre et son fils et M. Hartmann (société), représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareil de chargement de loupes de métal à chaud ou à froid.

252071. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Swan et Kendall, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les moyens employés dans la fabrication des cyanures.

252072. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Degroux, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Lampe industrielle à acétylène.

252073. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Schmidt, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Disposition de surfaces pour chaudières à foyer intérieur.

252074. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; société dite Sprengel, D^r R. Nahnson und C^o Comm. Ges., représentée par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Méthode de fabrication de matières explosives.

252075. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Von Siemens, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Innovations dans le montage des moteurs à courants alternatifs monophasés.

252076. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Bremer, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la transmission de lumière et de force par l'électricité.

252077. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Thompson, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les moyens de transport des substances telles que grains, minéraux et autres.

252078. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Crestey, représenté par la société Matruy, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau mouvement d'horlogerie.

252079. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Billioud, représenté par la société Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de machine à dévider les grains et graines de tous genres.

252080. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Chaplin (MM.), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les balais pour dynamos.

252081. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Dambicourt, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouvelle utilisation de la drèche de distillerie provenant du travail des grains et en général des matières végétales par le malt.

252082. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Dewhurst, représenté par la société à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux machines pour envider le fil ou les articles analogues.

5. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Schmidt, représenté par Casa-Pari, rue des Halles, n° 15. — Préparation d'un nickel pur.
6. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Debeury, à Paris, avenue n° 51. — Système de moteur à ailes, actionné par un courant (eau ou vent) tournant avec tous les courants.
7. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Rüping, représenté par la Matray, Lizelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Vis se fixant en position.
8. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Auscher, représenté par Maul-Paris, rue de Richelieu, n° 15. — Système de four-moufle avec renversement des parois par le milieu du moufle.
9. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Chamboredon et Marty (M^{lre}), rue du Temple, n° 81. — Système de bandage métallique pour cycles, bicyclettes, autres véhicules similaires.
10. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Duffek et Merrel, représentés par l'International Lazaro, à Paris, rue des Halles, n° 6. — Nouvelle matière de fabrication de la cellulose et du papier.
11. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Cresta, représenté par Lombard-Paris, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Fermeture à ressort pour portes.
12. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Ohl, représenté par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Rame mécanique applicable aux vélocipèdes, cycles et autres engins tels que bateaux, bâtiments, navires, barques et engins de transport sur eau et sous-marins.
13. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Thouret, rue des Champignons, à Colombes (Seine). — Protecteur de pneumatiques dénommé *protecteur*.
14. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Petschel, représenté par Gri-Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Nouvelle boîte pour allumettes.
15. Brevet (brevet anglais devant expirer le 21 octobre 1909), pris, le 30 novembre 1895, par Doherty et Calcott, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de réglage des coussinets à billes pour roues de vélocipèdes et autres pièces rotatives.
16. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Herrmann, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux appareils de pesage consistant à un petit paquet de marchandises contre l'introduction d'une fausse monnaie.
17. Brevet de quinze ans, Schmidt, représenté par Nauhardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Procédé de fabrication de peluche à dessins par pression.
18. Brevet de quinze ans, Hannay, représenté par Fayollet, à Paris, rue de Valenciennes, n° 16. — Nouvel appareil de chauffage par le gaz.
19. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; de la Roche, représenté par Assi et Genès, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de coupe-écrevisses.
20. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Wagener et Rösemann, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de désinfection des plantes et des matières végétales.
21. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Meyer, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil doucheur automatique.
22. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Seeligmann, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les appareils d'illumination.
23. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Werner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans l'application des sources ou d'ornementations sur les parapluies et ombrelles.

252102. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Bruck, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 151. Bois pierre polychrome.

252103. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Krocke (M^{re}), représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 151 bis. — Protège-corsage composé d'une bande d'étoffe reliée librement à une navette.

252104. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Sylvester, représentée par la Société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Couverture pour cigarettes et cigares.

252105. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Main et Michaux, représentée par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Système de pompe à huile au pétrole.

252106. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Hunkemöller, représentée par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Similitude de bois.

252107. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Anderson, représentée par la Société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg. Boîte à ficelle perfectionnée.

252108. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Ramsey, représentée par la Société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg. Décrotoir pour bandages de roues de vélocipèdes et autres véhicules analogues.

252109. Brevet de quinze ans, société *The Suctmeat automatic Delivery Limited*, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg. Perfectionnements dans les appareils à déclenchement monétaire pour des billets, des bonbons et autres articles ou objets.

252110. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Quinqueton, représentée par Donv, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux câbles à écartement variable.

252111. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Dollmayr, représentée par Donv, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de poche pour friser et autres objets de toilette.

252112. Brevet de quinze ans, 27 novembre 1895, A. Genairon et L. L. société, à Crèches-sur-Saône (Saône-et-Loire). — Nouvelle disposition de la structure métallique dans les constructions en ciment armé.

252113. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Granjon, élisant Jean Laglace, place des Terreaux, n° 24. — Nouveau dynamomètre.

252114. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; A. Teste fils, Pichot et compagnie (société), représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. Nouveau système de brisure pour manches de parapluies.

252115. Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Perret, représentée par rue Constantine, n° 8, à Lyon. — Nouveaux procédés pour la fabrication de cartes géographiques en relief.

252116. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; E. Vial et compagnie, représentée par Rabilloud, avenue de Saxe, n° 66, à Lyon. — Décorations et tissus analogues.

252117. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Mouline, élisant Jean Martinet, rue de la République, n° 30, à Lyon. — Nouveau genre de pain pour le procédé de sa cuisson.

252118. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Meunier, Grande-Rue Guillotière, n° 97, à Lyon. — Éclisses de rails de chemin de fer, tramway et voies ferrées.

252119. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Sorassi, représentée par cours Vitton, n° 11 et 13, à Lyon. — Nouvelle application des poignets à dents pour tisser directement tous les dessins à moire.

252120. Brevet de quinze ans, 28 novembre 1895; Ryo (M^{re}), représentée par Dantzer, boulevard de la Liberté, n° 100 bis, à Lille. — Nouveau système de casse-fils pour métiers continus à retordre.

Brevet de quinze ans, 29 novembre 1895; Maurel, rue Rossetti, n° 5, à nouveau système de pédalage en cyclisme.

Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Mary, route du Pont-Juvenal, à — Nouveau procédé de sonçure des fils de toute contenance rendant les cables.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Abel, à Morbier (Jura). — Nouvelle décoration affecté aux balanciers estampés employés dans l'horlogerie

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Stiassnie et Radais, à Paris, le des Écoles, n° 43, le second boulevard Raspail, n° 257. — Plaque annulaire, destinée au chauffage simultané, à des températures différentes, même masse.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Grotelend, représenté par de Paris, rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans les selles de

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Riekes, représenté par de Mo- rue Labruyère, n° 3 bis. — Perfectionnements dans le procédé em- boucher la mélasse au moyen de la chaux.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Conlon et Defalque, représentés à Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Fabrication de celles.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Heimann, représenté par la nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, Procédé pour la production de cokes poreux.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Stagg et Robson, représentés par internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, Perfectionnements à la construction des tombereaux, wagons, camions, d'autres véhicules de ce genre.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Weingaertner, représenté par rue Guilhem, n° 5. — Plaque de garde pour vélos.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Cathelineau, représenté par ris, rue Cambon, n° 19. — Épuration des flegmes et alcools de toutes Hygiènes et hydrocarbures.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Durey, représenté par Bert, à card Saint-Denis, n° 7. — Nouvelle disposition de manivelle pour bicy- clant de renverser instantanément les pédales.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Smith, représenté par la société à Paris, rue du Havre, n° 6. — Clefs à écrous à ouverture réglable.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Bentzin, représenté par Blétry à, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux chambres ques.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Höyer et Glahn (société), repré- blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et moyens blage à froid des tubes métalliques.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Donneley, représenté par la lier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Hoyer

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; société Willcox and Gibbs Sewing représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — ments dans les bordures de dentelle et méthode et appareil qui s'y rap-

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Société alsacienne de constructions représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, de pour tramways électriques avec retour par le rail.

Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; société dite Verein Chemischer Mannheim, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Pois 21. — Dispositif pour le séchage uniforme des superphosphates.

252140. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Raison Commercial & Friederichsfeld D^r Paul Remy*, représentée par Donn, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Fabrication des matières colorantes azoïques, diazoïques et poly azoïques à l'aide des acides phényle et toluylène oxaniques.

252141. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Diederichs*, représentée par *Armengaud Poissonnière*, n° 21. — Disposition permettant le réglage de la lancée de la navette ou coup de chasse dans les métiers à tisser.

252142. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Stewart*, représentée par *Armengaud Poissonnière*, n° 16. — Perfectionnements apportés aux tables à calculer les taxes et totaux.

252143. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Canelloupolos et Krah*, représentés par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système dit *auto-allumeur*, allumant les becs à incandescence par le gaz en contact du gaz.

252144. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Péire et Lavezzari*, représentés par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Utilisation des galvans électriques ou funiculaires à la pose des canalisations électriques ou à la pose des canalisations.

252145. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Poletti*, représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Mécanisme de commande applicable aux machines à coudre à pédale.

252146. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Körting et Mathies*, représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe à arc à courant inverse.

252147. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Lerenard*, représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouveau système de fabrication des enveloppes à bourrelets pour garnitures pneumatiques.

252148. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Actin*, représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de dérivés de la série du triphénylméthane.

252149. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Maiche* (les sieurs), représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de chauffage à vapeur.

252150. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; *Luchaire*, représentée par *Armengaud jeune*, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système perfectionné de chauffage intensif, sans disque, au pétrole.

252151. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; *Estrade*, à Cercasson. — Appareil contrôleur de courant électrique, désigné sous le nom de *amalgamateur*.

252152. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; *Mongin*, à Lamarche (Côte-d'Or). — Nouveau procédé d'ouverture d'enveloppe dit *instantané*.

252153. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; *de la Haye-Montroult*, à Angers. — Application d'une matière antiseptique et odoriférante appliquée à la fabrication d'une bougie nouvelle dit *lumen et sanitas*.

252154. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; *Martin*, à Voiron (Isère). — Système de circulation circulaire et plate-forme placées au-dessous de la tente du manège des chevaux de bois.

252155. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; *Perdrizet*, à Bordeaux. — Appareil de manœuvre et calage d'aiguilles, muni d'un dispositif permettant à leur position primitive les aiguilles déplacées par une prise en tige.

252156. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; *Boyer*, grand chemin de Marseille. — Appareil à mesurer directement les deux ovales de la tête.

252157. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; *Challands*, à Paris, rue de Provence, n° 62. — Perfectionnements apportés aux machines à tricoter.

252158. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; *Ruppert*, représentée par

boulevard de Magenta, n° 30. — Indicateur pour trains de chemins de

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Hedley, représenté par la Société
des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis.
vements aux garnitures métalliques.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Forg, représenté par la société
à Paris, rue de Provence, n° 59. — Douille de pédalier pour véloci-
moyens et appareils servant à sa fabrication.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Forg, représenté par la société
à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de roue à chaîne conve-
nement pour la commande des bicycles et autres véhicules analogues.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Lambert, représenté par la so-
ciété et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements apportés
à gaz.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Nau, représenté par la société
Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Table démontable
pour chirurgicales.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Morgan, représenté par Armen-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les ap-
prendre avec payement préalable.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Wetherwax, représenté par Ar-
be, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements dans les
appareils pour extraire la gomme et autres matières des fibres végétales.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Rosenthal, représenté par Armen-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements apportés
ments d'horlogerie.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Weber, représenté par Armen-
à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système perfectionné de trac-
tion.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; James et Watson, représentés par
à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux foyers ou
chaudières.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Warren, représenté par Delage,
boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Nouveau raidisseur ou baleine de soutien
aux vêtements.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Fisher, représenté par la société
Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements
aux.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; de Zeng, représenté par la so-
ciété et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionne-
ments à mesurer la réfraction.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; The Cleveland Linseed Oil Com-
pany, représentée par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis.
vements à la purification de l'huile extraite par un dissolvant de la graine
une substance analogue.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Daverio, représenté par Blétry aîné,
boulevard de Strasbourg, n° 2. — Mécanisme de commande et de guidage
pour le chariot.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Haase, représenté par Blétry
aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Radeau de sauvetage en rondins

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Langen Sohn, représenté par
à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de séparation des mé-
taux ayant des points de fusion différents.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Myers, représenté par Blétry
aîné, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux pinces-bouts
pour pédales de vélocipèdes et autres articles semblables.

252177. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Springer, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements sur le procédé pour la distillation de l'eau.

252178. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Cahoon, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les fourneaux de cuisine.

252179. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Ripka, représenté par Gaud jeune, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Mécanisme d'accord par tiges fileées pour

252180. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Lalanne, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Outil scie bague.

252181. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Société anonyme pour l'exploitation de la soie de Chardonnet, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Machine à filer, système Denis.

252182. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Clerc et Pingault, représentés par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Moteur spécialement applicable à la propulsion des vélocipèdes et des voitures automobiles.

252183. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Trouvé, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de production ou d'emmagasinage du gaz acétylène, pur ou mélangé à d'autres gaz.

252184. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Ryo (les sieurs), représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnement de commande des broches employées pour les métiers à filer ou à retordre.

252185. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Chénier, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de photomètre à Sugg transformé.

252286. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Reepmaker, représenté par Levesque, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Nouveau produit insecticide.

252187. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Herrburger, représenté par Gaud jeune, à Paris, rue de Rambuteau, n° 24. — Perfectionnements dans la construction de pianos à queue.

252188. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Velin, rue Saint-Paul, Neuilly-sur-Seine (Seine). — Mue-piège perpétuel pour la reprise du gibier principalement des faisans, perdrix, colins, lapins, lièvres, etc., destinée à la production et au repeuplement des chasses.

252189. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Bartels, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Appareil pour le traitement du tympan auriculaire dit *autiphone*.

252190. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Bürgin, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Récipient pour gaz à haute pression.

252191. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Rotschild, représenté par Blétry aîné, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Mécanisme différentiel épicycloïdal à une force motrice maxima.

252192. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; de Gravisi et Salomon, représentés par Danzer, à Paris, rue Cambon, n° 19. — Synchronhorloge appliquée aux horloges existantes.

252193. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Huppertsberg et Blétry aîné, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé pour la préparation de l'asphalte artificiel.

252194. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Luewenberg, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Amélioration apportée aux lampes à incandescence par le gaz.

252195. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Société anonyme les Verres de France, représentée par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication de verre massé sous toutes formes et teintes désirables et émaillé.

96. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Fredenhagen, représenté par la Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à emballer.

97. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Zinzen, représenté par Fayollet, rue Drouot, n° 16. — Plateau à centrage automatique.

98. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Linder, représenté par Stutz, à rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 48. — Nouvelle chambre photographique dite *de*.

99. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Rowan, représenté par Chasse-Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil perfectionnés pour *au gaz*.

100. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Nouel de Latonche (M^{re}), représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de *de pétrole dit moteur de Boisse*.

101. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Perrenu-Lloyd, représenté par mademoiselle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de lanterne à *réservoir*.

102. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Primat et Alric, représentés par mademoiselle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de fermoir *classique pour gants, vêtements, chaussures et autres destinations*.

103. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Société anonyme Parasiticide, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé *de désinfection*.

104. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; L. Olive et compagnie (société), représentée par Thirion et Paris, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nou-
veau alimentaire dit *mayonnaise express*.

105. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Dubois, Pinard et compagnie (Forges et fonderies de Sougland), représentée par la société Thirion et Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Système de calorifère à alimenta-
ires et combustion complète.

106. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Meurer, représenté par Nauhardt, boulevard de Magenta, n° 30. — Four à calciner ou à griller.

107. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Vaucamps, représenté par Armen-Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de *chromophotographie*
gens qui s'y rapportent.

108. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Vrigny, représenté par Barbe, à boulevard Victor, n° 15. — Système d'ouverture et de fermeture de glaces à
sans châssis.

109. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Wilson et Strubbs, représentés par Astral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans la fabrication
des de blindage et dans les appareils employés à cet effet.

110. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Svagrovsky, représenté par Casa-Paris, rue des Halles, n° 15. — Tubes renforcés intérieurement.

111. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Hassenberger, Steger (M^{re}) et représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nou-
vité. — Fermeture hygiénique pour siphons.

112. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; d'Albert, représenté par la société et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Pedale perfectionnée pour vélo-

113. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Badon, représenté par la société Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau produit rem-
plaçant le verre à vitre et servant aux mêmes usages que les vitraux, verres gravés,
lits, stores, rideaux, etc.

114. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Martin, Maitte et Huberland (so-
ciété) représentée par Wattier, à Paris, rue Mazagran, n° 5. — Essieu à frottement
extérieur des boîtes et écrous indesserrables à pression constante applicables
à tous systèmes d'essieux patents à l'huile ou autres et à tous boulons.

252215. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Berteau, rue d'Assas, n° 1. Appareil désigné sous le nom de *thermo-économiseur*.

252216. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Bonneil, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Pompe à piston avec un refoulement central servant de tige de piston.

252217. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Jeantaud, représenté par à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnement aux moteurs à pétrole et leur transmission adaptés aux voitures automobiles.

252218. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Faivre père, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Remontoir perfectionné montres à deux barillet.

252219. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Leblanc, représenté par gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 28. — Système perfectionné signal électrique automatique, destiné à éviter les collisions des trains sur les voies de fer et les accidents de passages à niveau.

252220. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Wybroski, représenté par Lillier à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Installations pour la transformation des cabinets d'aisances en cabinets de toilette.

252221. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Block, représenté par la Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Support à rouleaux.

252222. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Patureau, représenté par et fils aîné, à Paris, rue du Terrage, n° 15. — Nouvelle machine à façonner le carton ou autres matières de toutes formes.

252223. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Biscarrat et ses fils, représenté par Guy, à Paris, faubourg Saint-Martin, n° 54. — Genre de papier pour récipients destinés particulièrement aux substances épaisses, telles que crèmes et autres produits.

252224. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Amsden, Burns et Frères, représentés par Boramé et Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Perfectionnements apportés aux selles de vélocipèdes.

252225. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Richelet, place du Marché à Levallois-Perret (Seine). — Nouveau système de ventilateur.

252226. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Ruflier (M^{me}), à Paris, rue de Vaugirard, n° 105. — Nouveau système de publicité et d'affichage en lettres peintes ou polychromes.

252227. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Salmon, représenté par à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Store à coulisses articulées.

252228. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Deitz, représenté par M. Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Accessoires pour bicyclettes.

252229. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Eisenbeis, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Appareil pour l'exploitation de mines.

252230. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Harris, représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Perfectionnements dans la fabrication de combustible artificiel.

252231. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Hult (les sieurs), représenté par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 31. — Perfectionnements dans les machines rotatives à fluide élastique.

252232. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Bazin, représenté par Lillier à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Manchon à incandescence incassable pour dispositif parachocs.

252233. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Bazin, représenté par Lillier à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe gazogène sans mèche.

252234. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Deleltrez, représenté par

Paris, rue des Halles, n° 15. — Perfectionnements apportés aux fours mobiles et rehausse pour la fonte de déchets métalliques.

6. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Brissaut, représenté par Chassebris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau système de machine à fabriquer pour cigarettes.

7. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Thiel, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompe rotative.

8. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Ford, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les lustres, ans et bras à gaz applicables également à d'autres appareils d'éclairage.

9. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Hoffmann, représenté par la Société et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements apportés aux humidificateurs et pulvérisateurs de liquides.

10. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Bygrave (M^{me}), représentée par Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnée pour bicycliste.

11. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Steiner, représenté par la Société Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Indicateur d'eau.

12. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Clerc et Pingault, représentés par Julien, à Paris, avenue de la République, n° 8. — Moteurs électriques à action spécialement applicables à la propulsion des vélocipèdes et des voitures électriques.

13. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Lencaux, Horche, Isidor et la (M^{me}), représentés par la Société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 95. — Extraction de l'ammoniaque des gaz des gazogènes.

14. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Eggersmann et Lang (société), représentée par la Société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Boire muni d'un dispositif réfrigérant.

15. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Doignon, représenté par la Société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Compas rapporteur.

16. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Wild, représenté par Boramé et la (M^{me}), à Paris, avenue de la République, n° 8. — Chauffage au poussier de charbon.

17. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Ganswindt, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 1. — Verrou tendeur pour organes de tirage de fils et lames métalliques.

18. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Connet, représenté par Mennons, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements dans les passe-courroies.

19. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; L'Herondelle, représenté par Arméliné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Semoir à céréales à roues.

20. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Denys, représenté par Caron, boulevard Rocherhouart, n° 17. — Perfectionnements dans le mécanisme des cloches ou signaux similaires.

21. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Bailey (MM.), représentés par la Société à Paris, boulevard Rocherhouart, n° 17. — Nouvel attrape-pied ou attrape-perfectionné pour pédales pour cycles.

22. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Loewenberg, représenté par Arméliné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Lampe à vapeur d'huile ou à gaz, avec producteur de gaz particulier pour la flamme chauffante.

23. Brevet de quinze ans, 22 novembre 1895; Briest frères (société), rue de la République, n° 109, à Nantes. — Moteur à pétrole perfectionné.

24. Brevet de quinze ans, 19 novembre 1895; Simmonite, Brown et Wanless, représentés par Bléry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Selle perfectionnée pour vélocipèdes et applications similaires.

252254. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Ducos, représenté par Fabien Paris, rue de Provence, n° 62. — Biberon Ducos ou mamelle artificielle servant à l'alimentation ou à l'élevage du bétail.

252255. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Naudet, représenté par le Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Appareil de perfectionné.

252256. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Charié, représenté par le Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Mécanisme de commande perfectionné pour métiers renvideurs.

252257. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Bonnichon, représenté par le Marillier et Robelet, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 16. — Suspension à tension variable et à parallèle par croisillons ou parallélogrammes pour voitures.

252258. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Peltzer et Doll, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de support pour objets d'utilité.

252259. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Perdrizet, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de crochet pour garniture.

252260. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Clermont, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil de flottateur, applicable à tous genres de bouteilles et flacons.

252261. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; de Brouwer, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil automatique entraînant le coke incandescent sortant des cornues de distillation du charbon des usines à gaz pour l'éteindre au fur et à mesure de son passage dans le four pour le débarrasser des poussières, débris, etc., pour l'empiler, l'emmagasiner et déverser dans les wagonnets, etc.

252262. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Bourdallé et Berthouli, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé en verre à orifices multiples et à fermeture métallique pour la conservation du ploi du chlorure d'éthyle et autres liquides volatils.

252263. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; David, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé permettant de transformer industriellement en produits solides propres à la fabrication de la bougie électrique contenu dans le suif, les graisses, les huiles de palme et toutes les matières végétales quelconques.

252264. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Richmond, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnement des bandages herniaires et autres appareils similaires.

252265. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; de Brouwer, représenté par Gaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Bec à incandescence pour matières minérales, spécialement applicable aux brûleurs intensifs à courant forcé, déjà brevetés antérieurement par le même.

252266. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Doumaux, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Appareil de port dit de perfectionné pour tringles à tapis, tableaux, rideaux, cuisines, etc.

252267. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Brogard, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour la chaux des peaux après leur traitement dans le bain calcaire.

252268. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Bowie et Dodd, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans les appareils pour remplir les bouteilles et autres réceptacles avec des liquides.

252269. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Marquise, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouveau système de porte-mine de poche et de bureau.

252270. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; les fils de Peugeot frères

Mé par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Mécanisme de transmission appliqué aux bicyclettes.

11. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; James et Watson, représentés par M. à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux appareils pour refouler ou induire des courants dans l'air ou dans d'autres fluides.

12. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Ackroyd et Best, représentés par M. à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements apportés aux lampes à gaz et aux appareils pour les allumer électriquement.

13. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Othon (M^{ue}), à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 72. — Application de ressorts en acier ou tout autre métal sur le remplacement de courroies en cuir ou autres.

14. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Mansuy, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de mors dit double mors.

15. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; raison commerciale *Chemische Fabrik H. et E. Albert*, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 21. — Fabrication des phosphates alcalins ou des alcalis caustiques par l'analyse de l'acide phosphorique et des sels alcalins solubles dans l'eau.

16. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Tauriac et Goliard, représentés par M. à Paris, rue des Halles, n° 15. — Genre de billard-jouet destiné à un usage.

17. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Hiekel, représenté par la société J. Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Nouvelle fermeture pour corsets.

18. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Gehlen et compagnie (société), représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour empêcher l'humidité et la formation de salpêtre et d'acides dans et sur les parois, murs, plafonds, etc., de même que pour assécher des murs, parois, papiers, etc.

19. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Schlesinger, représenté par la société J. et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Lit de camp et de voyage pour militaires.

20. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Wunderlich, représenté par M. et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédés et appareils pour la transformation directe de l'énergie calorifique en énergie électrique.

21. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Gruhier et fils (société), représentés par Surry-Montaut, à Paris, boulevard de Magenta, n° 81. — Système de revêtements métalliques à chauffage intérieur pour foulage de peaux, cuirs, pelleteries, etc.

22. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Kellner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des cyanures alcalins, notamment du cyanure de potassium et du cyanure de sodium.

23. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Kellner, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de fabrication des chlorates alcalins par électrolyse.

24. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Conte, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans la fabrication des courroies de transmission pour vélocipèdes et autres.

25. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Hennequin, représenté par M. à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'emballage pliant pour caisses et autres véhicules.

26. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Frykholm, représenté par Armengaud, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Nouvelle matière à émouliner, ou à polir dont les grains émoulinants sont liés à l'aide d'un métal.

27. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1894; Abell, représenté par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements dans les machines centrifuges pour le turbinage du sucre et autres substances granuleuses.

252288. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Kuba, représenté par Bloch à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé de fabrication des bi-mécaniques.

252289. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Ullmann, représenté par Bloch à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Flûte en celluloïd à soufflet-mécanique.

252290. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Andreani, à Paris, rue du Che-Midi, n° 38. — Système de tambour à huit marteaux faisant battre à la fois deux manivelles.

252291. Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Contet, avenue d'Arc, n° 10 à Marseille. — Plaque à interstices, dite *séparatrice*, pour presses hydrauliques.

252292. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Molina, représenté par Bloch à Marseille, n° 16, à Marseille. — Amortisseur de bruits dit *le silencieux*.

252293. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Richetto, rue de Marseille à Marseille. — Nouvel appareil destiné à l'assainissement des maisons dit *réservoir de chasse* le Dauphin.

252294. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Rolaf, représenté par Bloch à Marseille, n° 16, à Marseille. — Tuile à feuillures en ciment.

252295. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; du Roure, à Barbery (Bouches-du-Rhône). — Perfectionnement aux divers systèmes de pressoirs permettant de les utiliser pour l'extraction de l'huile, des graines et matières quelconques.

252296. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Maufroy-Hurel, rue de Belfort n° 53, à Saint-Quentin. — Machine à dévider.

252297. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Lejay fils, à Charente-le-Pont (Charente). — Nouveau gond estampé, à mamelon faisant corps d'une seule pièce la tige, pour paumelles, pentures et autres ferrures analogues.

252298. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Beauduin, à Sedan (Ardennes). — Perfectionnements dans les marteaux à air.

252299. Brevet de quinze ans, 30 novembre 1895; Lebeau, à Nersac (Charente). — Nouveau genre de tissu.

252300. Brevet de quinze ans, 2 décembre 1895; Cartier et Thuron, à La Rochelle (Charente). — Système de transmissions électriques à un fil, basé sur la rémission des courants inversés, donnant une sécurité absolue.

252301. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Niel (M^{re}), boulevard Joliet n° 9, à Evreux. — Moteur à gaz.

252302. Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Letertre, Canal-Saint-Martin à Rennes. — Multiplicateur à changement de vitesse applicable aux véhicules, machines-outils et autres mécanismes nécessitant un changement de marche.

252303. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Pascal, place de Metz à Grenoble. — Nouveau robinet de jauge destiné à régler le débit des différents orifices d'une distribution d'eau.

252304. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Michel, rue George-Sand, à Tours. — Nouveau procédé d'étamage à froid.

252305. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Serreau-Roy, à Châteauneuf (Indre-et-Loire). — Treuil pour charrue défonceuse, défonçant les terrains par reconstitution des vignobles et pouvant être mû par un moteur de quatre à six chevaux.

252306. Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Valette, rue d'Isly, n° 11, à Saint-Étienne (Loire). — Machine à grisailler les pierres lithographiques.

252307. Brevet de quinze ans, 6 décembre 1895; Fontvieille, place de Verdun à Saint-Étienne. — Nouvelle clef à molette pour le serrage des écrous.

252308. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; MauSSION, rue Croix-Rouge, n° 1 à Nantes. — Appareil permettant d'empêcher le gaspillage de l'eau potable et de la rafraîchir.

252309. Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Coutier, représenté par Bloch à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2.

n° 28, à Reims. — Nouveau système de fabrication artificielle des vins

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Thovoye, élisant domicile rue n° 55, à Lille. — Nouveau produit destiné à l'amendement des terres et à remettre les terres dans leur état naturel et primitif, maniable, souple, et poreuse.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Gorisse, à Sains-du-Nord (Nord). — Servant à fermer et lever les portes.

Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Cardon, représenté par Bruns-Amiens, n° 15, à Lille. — Machine à assouplir les textiles végétaux.

Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Vandamme (M^{re} veuve), représenté par J. J. J. J., rue de Cassel, n° 5, à Roubaix. — Perfectionnements aux machines à tisser.

Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Malard, rue de Guisnes, n° 74, à Lille. — Nouveau système de tablier métallique ajouré extra-solide et facilement démontable dans les deux sens contraires.

Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Parent, représenté par Iwan-Lille, rue des Sept-Agaches, n° 6, à Lille. — Purgeur extracteur automatique.

Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Deschamps et Depraetere, représentés par J. J. J. J., à Roubaix. — Nouvel appareil destiné au perfectionnement des machines à tisser, et ayant pour but d'éviter les rafles ou brisures d'une chaîne se produisant si fréquemment dans le tissage.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Isambert et Estublier, avenue de Perpignan. — Nouveau presseur dit *Pressoir alternatif*.

Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Bouvier, représenté par Rabil-Lille, n° 66, à Lyon. — Machine à balancier et à deux leviers destinée à étirer, étamper, cisailier les pièces de forge, ainsi qu'à poinçonner,

Brevet de quinze ans, 9 décembre 1895; Dépine, Grande-Rue de la Mulatière (Rhône). — Bouteille irremplissable.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Vignon, chemin Saint-Fulbert, à L'Annonay (Rhône). — Nouvelle méthode de préparation du chlorure stanné.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Brun, représenté par Rein-Lille, cours Gambetta, n° 23, à Lyon. — Nouveau tour de cou collé de cuir.

Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Bordes, rue Guillemard, n° 99, à Lille. — Nouveau système de propulseur à main pour embarcation.

Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; de Mauni, à Croisset, près Dieppe (Seine-Inférieure). — Substitution aux pédales et manivelles actuellement employées pour actionner la chaîne des tricycles et bicyclettes d'un organisme nouveau et simple.

Brevet de cinq ans, 7 décembre 1895; Le Trouher, rue Michelet, n° 97, à Lille. — Système de fermeture qui a pour but de maintenir les bouchons sur les bouteilles de liquides mousseux, tels que champagne et cidre.

Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Vailant, rue de Vergennes, à Lille. — Système de leviers à encliquetage applicable aux cycles de tous genres.

Brevet de quinze ans, 4 décembre 1895; Bollée, au Mans (Sarthe). — Véhicule automobile, système Léon Bollée Le Mans.

Brevet de quinze ans, 5 décembre 1895; Pésourque, rue de la Comédie, à Montauban (Tarn-et-Garonne). — Nouveau système de bretelle dite *Bretelle*.

Brevet de quinze ans, 7 décembre 1895; Valabrègue, à Bollène (Vaucluse). — Joint flexible pour canalisations à faible pression.

Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Vorreiter et Müllendorf, re-

présentés par Doller, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 41. — Système nouveau à tuyau flexible.

252330. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Reaume et Bouché, présentés par Leveque, à Paris, rue de Malte, n° 18. — Sifflet pour avertissement.

252331. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Sté des machines à vapeur, à Paris, rue de Malte, n° 48. — Machine et appareil pour souder ou une pièce de métal chauffée.

252332. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Farnet et Bouché, présentés par Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 15. — Perfectionnements aux ferrures de fermeture inviolable des caisses par des rotules à axes.

252333. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Société des machines à vapeur, à Paris, rue Tiquetonne, n° 62. — Perfectionnements aux commandes pour ascenseurs.

252334. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Dahl, représenté par Buhl, à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 1. — Procédé et mécanisme d'un pas progressif dans les canons et armes.

252335. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Engel, représenté par Rameau, à Paris, rue Saint-Quentin, n° 8. — Perfectionnements aux descentes par le gaz de houille ou par carbures gazeux.

252336. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Brizke, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour couvrir les objets en aluminium.

252337. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Rosenholz et Farnet, présentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareils pour conducteurs électriques souterrains des chemins de fer, tramways, etc.

252338. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Thorn et Gaud, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Appareils apportés aux foyers.

252339. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Hunt, représenté par Gaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Perfectionnements aux machines à clous.

252340. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Beekman, représenté par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 90. — Appareils apportés aux mécanismes de transmission pour cycles.

252341. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Dieper (les sieurs), représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Appareils apportés aux appareils dentaires à commande électrique.

252342. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Force, Parent et Gaud, représentés par de Mestral, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Têtes d'armes perfectionnées et moyens et mécanisme pour recouvrir lesdites têtes.

252343. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Schuster junior, représenté par de Mestral, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Bandages de vélocipèdes.

252344. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 juin 1909) pris le 10 décembre 1895, par Fry David et Le Doux, représentés par de Mestral, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Perfectionnements dans l'extraction du plomb uni à l'argent, d'autres métaux, de la galène ou sulfure de plomb et de zinc ainsi que des minerais réfractaires.

252345. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Maronnier, à Paris, rue Tailbout, n° 41. — Perfectionnements aux barreaux de grille des foyers industriels, etc.

252346. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Lester, représenté par Bard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Perfectionnements aux armoires à glace, toilettes, buffets et autres meubles semblables.

252347. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Russell, représenté par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Appareil perfectionné pour brûler le combustible menu.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Ewing et Meikle, représentés par leur fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Perfectionnements propres à enrichir le gaz d'éclairage.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Chauveau, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — Perfectionnements aux moteurs thermiques.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Mattioli, représenté par Chas. Mattioli, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux photographes.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Desruelles, représenté par Desruelles, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé de culture artificielle des végétaux par un milieu approprié et sous des actions physiques et chimiques, sans la continuation du secours de leur plante-mère, la fructification et la reproduction.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Kohlmeyer, représenté par Chas. Kohlmeyer, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les filtres à sable.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Glatzel et Hässler, représentés par Glatzel et Hässler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Procédé et appareil pour la fabrication des briquettes.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Maucuse, représenté par Wat. Maucuse, à Paris, boulevard de Magenta, n° 5. — Support de communication automatique pour le téléphone.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Jones, représenté par la société Jones et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux piles.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Horowitz, représenté par la société Horowitz et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Procédé et appareil pour l'élévation et l'évacuation automatiques de tous genres de matières boueuses.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; société française des cycles Glacé, représentée par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Voiture automobile.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Johnson et Keniston, représentés par Johnson et Keniston, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux rotatifs.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Rhodes, représenté par Blétry et Rhodes, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Procédé et appareil perfectionnés pour la production et l'application des vapeurs.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Tobitt, représenté par Blétry et Tobitt, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux jouets de détonation.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Wagner, représenté par Blétry et Wagner, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif pour ouvrir, fermer et régler les vannes à vantaux simples ou doubles.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Moulart, à Paris, rue Lamartine, n° 11. — Système de contact électrique applicable aux crémones et à tous les verrous, portes, caisses, coffres-forts, etc.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Guyenet, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les machines à vapeur mues par l'électricité.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Mond, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Perfectionnements dans les procédés de traitement des minerais de nickel et d'autres matières contenant du nickel, en particulier, s'appliquant en partie, à d'autres procédés.

et de quinze ans, 10 décembre 1895; Sirieix Marine's Compass Co., représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil pour corriger les déviations de la boussole.

252366. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Carossa, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Procédé pour permettre de plonger, d'une manière sûre, le trocart, par l'espace, dans la cavité du thorax.

252367. Brevet de quinze ans, 10 décembre 1895; Lordereau, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Perfectionnements de montage de la voie des tramways à traction électrique.

252368. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Don Simoni, à Paris, rue de l'Aqueduc, n° 3. — Système d'aérothermologie à canalisation capillaire.

252369. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Molier, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11. — Procédé de photographie.

252370. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Dailloux, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, rue Tourlaque, n° 4. — Machine à clouer les talons.

252371. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Paul Pair et compagnie, représentée par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de robinet pour bidons à pétrole ou autres liquides.

252372. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; S. Wallach et C. Schweitzer, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé pour enlever les taches d'huiles et de graisses minérales composées de fibres végétales.

252373. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Vachette frères, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Procédé de serrure à bec-de-cane ou demi-tour pour serrures de tous genres.

252374. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Morel et Gérard, représentés par Armengaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système de montage de tables.

252375. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Marquardt, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 15 bis. — Dispositif pour dételer les animaux de trait pendant la traction.

252376. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Von Schönthan, représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé de chauffage pour fers à friser.

252377. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; société dite *Cattumannfactur*, représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé pour produire par la voie chimique des dessins imprimés en blanc ou en couleur sur des tissus ou fils de coton, de lin, de soie, de laine, de papier, de tissu ou fils de nature végétale.

252378. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Laporte, représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Tête de cycle.

252379. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Boisson-Berrod, représentée par la société Montembault et compagnie, à Paris, rue de Provence, n° 51. — Procédé de montage dans les jeux d'échecs.

252380. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Von Siemens, représentée par la société Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Procédé de régulation des variations de la charge dans les stations de distribution de courant continu.

252381. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; de Béhaele et la société Bégis frères, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Pirogue de charge insubmersible, à moteur humain, démonstrable et portable par élément sur roue unique.

252382. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Cros, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Système de plaques minérotechniques des voitures et wagons de chemins de fer, voitures, fiacres, etc.

252383. Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Krebs, représentée par la société Louis Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 11.

Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Presse pour la fabrication pure de sûreté.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Dufour, représenté par la société Varlet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Cycle automobile.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Bruhn, représenté par Chassey, boulevard de Magenta, n° 11. — Appui de tête ajustable pour lunettes, etc.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Burton fils, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système d'appareil chauffeur.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Varlet, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif *pare-explosion* d'un récipient à la translation d'un liquide ou d'un gaz inflammables.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Tralls et Burmeister, représentés par Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Produit pour la conservation des engrais.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Harrison, représenté par Blétry, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux dispositions des engins.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Conza, représenté par Josse, à la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Système de fermeture pour bidons et autres anlogues.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Cawdery, représenté par Josse, à la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux chemins de fer et montagnes russes.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Eckardt, représenté par la société des, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnements aux fours à cuire.

Brevet de quinze ans, 11 décembre 1895; Schmidt, représenté par la société des, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Procédé d'utilisation des gaz de combustion des chaudières à vapeur.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Lagarde, à Mézin (Lot-et-Garonne). — Appareil servant à râper le sucre.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1897; Desgaret, place du Boulevard, à Paris (Nord). — Combustible dénommé *bougie cuisinière*.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Moulin et Gabinel, rue Belle-Maison, à Marseille. — Machine à enfiler les perles pour la passementerie et les robes mortuaires, dite *l'automatique Moulin-Gabinel*.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Crouan, à Paris, rue Lafayette. — Nouveau système de moteur à gaz et à pétrole dit *véloMOTEUR*.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Farcot et Wandenberg (société), à Paris, Les Trois-Bornes, n° 39. — Application du phonographe aux pièces d'horlogerie.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Monroy, à Paris, rue du Château, n° 36. — Appareil dit *décanteur automatique* pour tous liquides sans agitation.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Bratsch, représenté par Maulin, rue de Richelieu, n° 15. — Procédé de fabrication de vernis.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Eliot, représenté par Armengaud, boulevard Poissonnière, n° 21. — Robinet-allumeur.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Plaissetty et Dervin, représentés par le père, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Manchon pour l'éclairage à incandescence et procédé de fabrication qui s'y rapporte.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Justin Landry et G. Beyroux, à Paris, rue Albouy, n° 19. — Dispositif d'embrayage de frein et de mécanisme automobile.

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Mathian (M^{re}), représentée par

Mathian, à Paris, rue Damesme, n° 25. — Application des chaînes sans fin, roies sans fin et des cordes sans fin aux cartons, casiers, rayons, tiroirs servant dans les bureaux, magasins, bibliothèques et appartements.

252405. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Sabathie, représenté à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouvel appareil pour la production motrice, dit *auto-rotateur*, et ses diverses applications.

252406. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Société générale pour l'agriculture et l'industrie, représentée par Eert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Procédé économique de fabrication des superphosphates.

252407. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Morton, représentée par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Fixe-cravates maintenant le col.

252408. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Campbell, Stringer, représentés par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 15 bis. — Culotte-jupon pour dames.

252409. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Dalifol, représenté à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de quadricycle à pédales.

252410. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Kendall, représenté à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements relatifs à la fabrication du sodium et du potassium.

252411. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Meyenberg, Wenzel, représentés par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Lampe incandescente à pétrole.

252412. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Pellerin de Lastelle, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Selle à pédales dite *selle jumelle*.

252413. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Rogozea, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à pédales pour la fermeture des aiguilles des voies de chemins de fer, lors du passage de trains, nommé *déterminateur automatique*.

252414. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Saraz, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Appareil à pédales pour la fermeture des aiguilles des voies de chemins de fer, lors du passage de trains, nommé *déterminateur automatique*.

252415. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; compagnie parissienne d'aniline, représentée par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de préparation de matières colorantes basiques bleues.

252416. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Jamati, représenté par Jamati, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Système de bibliothèque dénommée *bibliothèque dénommée*.

252417. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Hunaeus, représenté par Hunaeus, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux vélocipèdes.

252418. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Oehlmann, représenté par Oehlmann, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Brûleur pour l'éclairage par des carbures d'hydrogène liquides.

252419. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Jouatte, représenté par Jouatte, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Ceinture mensuelle de toilette intime pour dame.

252420. Brevet de quinze ans, 15 décembre 1895; Escartegne et Compagnie, rue de Constantine, n° 30, à Alger. — Conservation de toutes sortes de viandes, de boucherie, charcuterie, volailles, gibier et poissons.

252421. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Rousseau, représenté par la Société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnements aux batteries de diffusion employées dans les sucreries et distilleries.

252422. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Rivollet, représenté par la Société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Filles

Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Goddard et Trigwell, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Roulements dans les jantes de roues de cycles et autres véhicules.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Hooman, représenté par Leiris, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements apportés aux tonneaux ou à contenir du ciment ou des matières analogues.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Matagrín, représenté par Leiris, rue de Malte, n° 48. — Coffres, malles, etc., pour la conservation des vêtements, etc.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Karcher, à Paris, rue Planchat,endeur régulateur de pression pour gaz et acide carbonique.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Hornhauer et Hüller, représenté par la Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard n° 15 bis. — Fusil pneumatique à répétition.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Pehlkre, représenté par Danzer, Lambon, n° 19. — Perfectionnements aux filtres pour puits artésiens.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Wolff, représenté par Boramé, Paris, avenue de la République, n° 8. — Indicateur de vitesse de rotation.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Pritt, représenté par la société, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Genre de tissu ou doublure pour bandages pneumatiques.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Dehaitre, représenté par Fayolle Drouot, n° 16. — Étuve pour la stérilisation de la ouate et des comrdes de pansement.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Zigang, à Paris, rue de Baby-Appel magnétique.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Kaulhausen, représenté par Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Perfectionnements aux machines

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Bourbott, représenté par Nau-boulevard de Magenta, n° 30. — Corps brûleur réfractaire pour com-ides.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Warner et Rathmann, repré-ary aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Appareil automa-ur la nourriture au bétail.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Laumonier et Normandin, repré-société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. —ue de conducteurs souterrains pour tramways électriques.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Vallée, représenté par la sociétéman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvellee pneumatique pour véhicules de tous genres.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Salbreux, représenté par Bert,ard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système d'assemblage ou jonction deconduites de liquides ou de fluides sous pression.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Delhotel, représenté par Bert,ard Saint-Denis, n° 7. — Épurateur d'eau par chauffage avec ou sansques.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; H. Didout et fils (société),ar Delage, à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 90. — Fermeoir à se-ux sacs de dames, valises, bourses, porte-monnaie, etc.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Oberländer, représenté par Gri-ller, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Attelage automatique àragons de chemin de fer.

Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; de Graaff, représenté par Gri-ller, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Machine dynamo pourne produisant absolument pas d'étincelles.

252443. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Reidel, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Pneu à air comprimé pour cyclo-pèdes et autres véhicules.

252444. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Schoeller and Co. représentée par Grimout et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé de clarification des eaux chargées de filaments et leur mode de transport pour la préparation de ces filaments.

252445. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Andres, représenté par G. et Kastler, à Paris, rue Saint-Georges, n° 29. — Machine à faire et à poser les tables de marbre.

252446. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Gallien, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Nouveau système de traitement du cuir fort.

252447. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Sutcliffe et Lindley, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Perfectionnement des moteurs à fluides sous pression.

252448. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Wells, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de classeur pour papiers, catalogues, etc.

252449. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Davies, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements dans les procédés servant à produire des plaques de plâtre, de ciment ou de toute autre matière.

252450. Brevet de quinze ans, 13 décembre 1895; Caille, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de pompe automatique et à force vive.

252451. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Richaud, à Orange (Vaucluse). — Perfectionnement apporté au système de charrue Gombert.

252452. Brevet de dix ans, 17 décembre 1895; Maireville, rue d'Aquitaine, à Nîmes. — Poudre Maireville.

252453. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Courbet, représenté par la société Assi et Genès, rue du Havre, n° 6. — Imitation par l'impression des gravures sur papier des tapisseries ou des tissus ornements.

252454. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Lambron, rue Dore, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir). — Système de roulement à billes et à galets pour velocipèdes et voitures automobiles, etc.

252455. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Pfeiffer, rue Leclerc, à Tours (Indre-et-Loire). — Mouvement à excentration dit *moteur perpétuel*.

252456. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Camille Brun et fils, représentés par Aulancier, rue du Haut-fardy, n° 25, à Saint-Etienne. — Navette arrêlant automatiquement le métier quand la canette est au bout.

252457. Brevet de quinze ans, 18 décembre 1895; Dheur, au Mas-d'Audoubert (Garonne). — Grilles de suspension.

252458. Brevet de quinze ans, 12 décembre 1895; Honoré et Martin, à Vigne, n° 60, à Roubaix (Nord). — Machine à fondre des lignes typographiques.

252459. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Horsfall, représenté par G. et Kastler, rue d'Amiens, n° 15, à Lille. — Perfectionnements aux appareils de distillation, décomposition ou gazéification des huiles, goudrons ou autres tout hydrocarbure liquide.

252460. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Morel, à Loubans (Eure-et-Loire). — Procédé pour l'injection de vapeur d'eau dans les hauts fourneaux.

252461. Brevet de quinze ans, 3 décembre 1895; Poirier, à Sidi-bel-Abbes (Algérie). — Traits métalliques en fils d'acier ou de fer galvanisé.

252462. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Braun fils, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Suspension électrique pour et descendre des lampes ou autres objets semblables, sans chaînes ni fils.

252463. Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Ocltrue, représenté par G. et Kastler, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30.

à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Système d'allumage pour becs à gaz ou autres.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Spratt, représenté par de Mesmes, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les indicateurs de vitesse pour appareils analogues.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Helldörfer, représenté par la maison Gudman et compagnie, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Machine montée à articulation.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Ganswindt, représenté par la Compagnie nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Levier à pédale avec dispositif permettant de varier la proportion de charge du bras de levier.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Soulard (M^{me} veuve), représenté par Good, à Paris, rue de Rivoli, n° 70. — Abri roulant.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Allemanno et la société F^{me} Stemmer, représentés par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 10. — Appareil automatique pour la production de gaz acétylène du carbure de calcium à être employé pour l'éclairage et au fur et à mesure de la consommation.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Murlon, à Paris, boulevard des Capucines, n° 29. — Perfectionnement apporté au système Van Rysselberghe de télégraphie simultanées par les mêmes fils.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Debruge-Lebailly (M^{me}), représenté par Casalunga, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Système d'attaches applicable à des chaussures, gants ou vêtements désignés ordinairement sous le nom de bottes.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Marchaud, représenté par Bouillon, rue Albouy, n° 9 bis. — Nouveau fer à repasser.

Brevet (brevet anglais devant expirer le 9 septembre 1909) pris, le 14 décembre 1895, par Bromwich et Floyd, représentés par Chassevent, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 11. — Perfectionnements dans les brancards de véhicules et dans les moyens s'y rattachent.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Maccallum, représenté par Macallum, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés aux motrices à combustion interne.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Gilly, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de voiture pliante plus particulièrement applicable comme voiture d'enfants.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Augé, représenté par Chassevent, boulevard de Magenta, n° 11. — Système de collier pneumatique pour le trait.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Delamare-Deboutville et Maréchal, représentés par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Machine à air comprimé ou dilaté pour moteurs à gaz.

Brevet de quinze ans, 14 décembre 1895; Hartwich, représenté par Josse, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Nouveau type de navire.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Crouan, à Paris, rue Lafayette, n° 10. — Nouveau carburateur pour moteurs à essence de pétrole.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Mention, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 54. — Nouveau manche à gigot.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; société des moteurs gazogènes, à Paris, rue du Louvre, n° 15. — Laveuse pour gazogène à gaz pauvre.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Cottet fils, représenté par la Compagnie nationale des inventions modernes, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 10. — Pince-nez à plaquettes mobiles et automatiques.

252482. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Fresé, représenté par Smith, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements aux machines à tisser.

252483. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Buob, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouvelle disposition pour filtre à eau potable, vins et autres liquides.

252484. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Bénazet, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Nouveau carton métallique pour métiers à tisser.

252485. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Schulz, représenté par la société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux lampes à gaz.

252486. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Strobel et Singer, représentés par Caron, à Paris, boulevard Rochechouart, n° 17. — Mécanisme pour assurer les objets de valeur contre la perte et le vol à la tire.

252487. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Falconnier, représenté par Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Tendeur.

252488. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Bouissounouse, représenté par Mathieu, à Paris, boulevard Voltaire, n° 71. — Perfectionnements apportés aux supports-chevalets et autres objets d'encadrement pour photographies, dessins, etc.

252489. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Masson, à Paris, rue de Valenciennes, n° 34. — Jumelle photographique.

252490. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Cardinaux, représenté par Magnaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Compas à vis.

252491. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Jungner, représenté par Magnaud aîné, à Paris, boulevard Poissonnière, n° 21. — Accumulateur électrique portable disposé en élément sec.

252492. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; d'Aubert, représenté par Longa, à Paris, rue des Halles, n° 15. — Disposition de para-chocs pour véhicules.

252493. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Grothues, représenté par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système de pinces pour les câbles électriques ou prises de courant.

252494. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Wybo, représenté par Magnaud aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Dispositif de fermeture à l'écluse pour couvrir les sièges de cabinets d'aisance.

252495. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Kesterton et Allmar, représentés par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux valves pour bandages pneumatiques.

252496. Brevet (brevet anglais devant expirer le 27 novembre 1909) pris le 16 décembre 1895, par Smith, représenté par la société Marillier et Robelet, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 42. — Perfectionnements aux chaînes pour vilebrequins et autres chaînes à engrenages.

252497. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Mackey, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Perfectionnements apportés aux appareils pour la séparation de l'air.

252498. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Thurnheer, représenté par Fayollet, à Paris, rue Drouot, n° 16. — Bouteille ou récipient à pression d'air bonique destinée à renfermer de la bière sous pression pour les petits débitants.

252499. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Ménard, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Perfectionnements apportés à la fabrication de l'acide sulfurique.

252500. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Waldschmidt, représenté par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Nouveau bibliolapide perfectionné.

252501. Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; société *Chemische Fabrik Actien (vorm. E. Schering)*, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de

n. — Procédé de fabrication d'un papier imperméable à l'eau et à la

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; les fils de Peugeot frères (société par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système à par câble applicable aux vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Béraud et Lautmann, représenté par Armengaud jeune, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23. — Procédé de soie laine, de la soie et autres matières animales par les oxydes et autres métalliques résistant à la lumière et au frottement.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Lang, représenté par Barbet, à Assas, n° 76. — Nouveau mode de dénaturation des alcools.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Zuber, Rieder et compagnie représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Papier ou autre substance gommée à surface granuleuse et son application.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; de Courtois de Langlade, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — (Suite continu.)

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Mourraillie, représenté par la société de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements dans les appareils de vaporisation et de concentration chauffés par la vapeur.

Brevet de quinze ans, 16 décembre 1895; Mc Dougall, représenté par la société de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis. — Perfectionnements aux chambrées de fenêtres.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Marqués et Laigle, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 130. — Appareil de production sous pression de liquides gazeux.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Wirth (M^{me} veuve), représentée par la société de la Chaussée-d'Antin, n° 48. — Fauteuil pour anesthésie dit fauteuil-lit.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Esmond, représenté par Lenoir, rue de Malte, n° 48. — Perfectionnements aux railways électriques pour le transport par l'électricité.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Pasche, représenté par Grelet, à Neuilly, n° 143, à Neuilly-sur-Seine (Seine). — Répétition à secondes, pour l'horloge Pasche.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Mittel, représenté par Grimont, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux patins à glace.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Evans, représenté par Grimont, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux caisses à glace.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Reidel, représenté par Grimont, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Perfectionnements aux caisses à glace.

et Kastler, à Paris, boulevard Saint-Michel, n° 45. — Procédé pour la d'une matière pouvant servir aux planchers et autres buts industriels.

252521. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; A. Weber et compagnie, représentée par Eisenmann, à Paris, cité Rougemont, n° 2. — Procédé apporté dans les machines à fraiser des mortaises, de longues machines munies d'un chariot automobile et mises en mouvement, soit par un moteur quelconque.

252522. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Boyd, représenté par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé dans la fabrication des cartouches.

252523. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Wilcken, à Paris, rue de la Chapelle, n° 106. — Perfectionnement se rattachant aux appareils siphonnés automatiques pour l'écoulement direct par le système « tout à l'égout ».

252524. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Kleine, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Système de rétro-éclairage et tampon-encreur combinés.

252525. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Hoe, représenté par Brandon et fils, à Paris, rue de Provence, n° 59. — Machine à mettre sur livres, brochures, journaux pliés.

252526. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Reisinger, représenté par hardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Commande des pistons par à quadruple effet.

252527. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Schmaltz, représenté par hardt, à Paris, boulevard de Magenta, n° 30. — Machine automatique pour les lames de scies.

252528. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Fowler, représenté par Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Système d'appareil à guides.

252529. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Mc Pherson, représenté par société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Genre de paillasse.

252530. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Pritzius et Straube, représentés par la société Assi et Genès, à Paris, rue du Havre, n° 6. — Châssis pour tramways à chevaux, tramways électriques, chemins de fer secondaires, voies ferrées analogues.

252531. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Millward, représenté par Société internationale des inventions modernes, à Paris, boulevard de la Chapelle, n° 15 bis. — Cyclorama marin.

252532. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Compagnie générale de Paris, rue de la Folie-Regnault, n° 74. — Perfectionnements apportés aux pédalos.

252533. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Sargnon, route d'Orléans au Grand-Montrouge (Seine). — Transmission pour machines multiples.

252534. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Bolens, représenté par à Paris, rue Albouy, n° 9 bis. — Petit meuble à ouvrage pour dames.

252535. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Barnes et Mahon, représentés par Blétry aîné, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 2. — Perfectionnements aux arrête-portes.

252536. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Lemaire, représenté par hard-Bonneville, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22. — Procédé dans les cartouches de chasse.

252537. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Eiffe et Fehr, représentés par société Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 10. — Système de fixation mobile pour murs, plafonds, etc.

252538. Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Casier, représenté par Matray, Litzelman et compagnie, à Paris, boulevard Henri IV, n° 31. — Perfectionnements aux appareils photographiques.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Pollock, représenté par Boramé à Paris, avenue de la République, n° 8. — Procédé de fabrication et imperméabilisation d'un nouveau genre de chapeau dénommé *la leghornette*.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Pollock, représenté par Boramé à Paris, avenue de la République, n° 8. — Nouveau produit fornant peau et destiné à rendre imperméables les objets sur lesquels il est appliqué.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Assheton, Stewart et Carroll, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements dans les lettres servant à écrire des chiffres dans les magasins de vente et à produire des copies.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Brown, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Perfectionnements aux grues de charge-transport à câble et à ancre d'amarrage pesante.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Smith, représenté par Becker, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 6. — Arrêt perfectionné dans les machines à vapeur.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Powell, représenté par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Perfectionnements dans les fours.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; société *Berliner Kunstdruck und Verlags-Anstalt A. et C. Kaufmann*, représentée par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Sonde pour mesurer électriquement la profondeur de la mer.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; société *Berliner Kunstdruck und Verlags-Anstalt A. et C. Kaufmann* et M. Mohs, représentées par de Mestral, à Paris, rue Taitbout, n° 41. — Appareil pour mesurer de petites profondeurs.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Mercier, représenté par Bert, à Paris, boulevard Saint-Denis, n° 7. — Nouveau système de poignées pour vélocipèdes.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; société des agrafes françaises, représentée par Chassevent, à Paris, boulevard de Magenta, n° 11. — Système pour la machine à poser et sertir les œillets.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; société pour l'industrie chimique représentée par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Procédé électro-chimique pour la préparation de colorants oranges.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Wolcott et Rider, représentés par Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Perfectionnement dans la fabrication d'objets creux en caoutchouc souple.

Brevet de quinze ans, 17 décembre 1895; Hitchcock, représenté par la société Thirion et Bonnet, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95. — Lampe à tirage.

CERTIFICATS D'ADDITION.

10 décembre 1895, brevet 249136. (Perfectionnements dans les moteurs à vapeur.)

14 décembre 1895, brevet 251859. (Dispositif de machine à vapeur.)

20 novembre 1895, brevet 246832. (Nouveaux appareils de mesures spécialement pour l'électricité.)

11 septembre 1895, brevet 251254. (Procédé perfectionné de fabrication du pyrocatéchine et son application à la fabrication de la pyrocatéchine.)

11 septembre 1895, brevet 241397. (Appareil à épurer les eaux.)

14 décembre 1895, brevet 249249. (Procédé de fabrication des bidons en caoutchouc.)

11 septembre 1895, brevet 240844. (Foyer économique et fumivore avec distributeur d'air d'alimentation du foyer.)

11 septembre 1895, brevet 246621. (Système de bouton à tige flexible pour gantier ou autres usages.)

Marbœuf, 30 septembre 1895, brevet 246991. (Nouveau jeu de cartes instructif.)

Maizewsky, 11 septembre 1895, brevet 246839. (Perfectionnements au contrôle pour magasins.)

Roux et Combaluzier (Société), 13 décembre 1895, brevet 241768. (Systèmes d'application de l'électricité aux ascenseurs.)

Bongiraud, 12 décembre 1895, brevet 245336. (Châssis-tablette.)

Perrier fils, 12 décembre 1895, brevet 249365. (Système de châssis à verres débordants.)

Claireau, 14 décembre 1895, brevet 232439. (Système de divan-lit de nuit.)

De Susini, 12 décembre 1895, brevet 251353. (Appareil insubmersible.)

Pearson, 26 novembre 1895, brevet 248474. (Distributeur automatique de désinfectants applicable à toutes les canalisations d'eau.)

Baudet, 14 décembre 1895, brevet 246166. (Ferrure mécanique d'angle de galerie de croisée.)

Von Brauk, 13 décembre 1895, brevet 248117. (Nouvelle chaise de chambre.)

Villon, 20 novembre 1895, brevet 243397. (Interrupteur-compteur d'électricité.)

Bollée, 13 décembre 1895, brevet 242582. (Transmission de mouvement dite multiplication Léon Bollée.)

Hénault, 5 décembre 1895, brevet 246977. (Tube pliant s'adaptant aux industries employant les tubes, telles que la vélocipédie, les branchements, etc.)

Société française des cycles Gladiator, 11 décembre 1895, brevet 250701. (Automobile.)

De Coninck, 5 décembre 1895, brevet 252221. (Perfectionnements aux automobiles.)

D'Albert, 11 décembre 1895, brevet 252212. (Pédale perfectionnée.)

Dubuisson, 12 septembre 1895, brevet 245041. (Margarines et huiles stérilisées.)

Kühn, 14 décembre 1895, brevet 246226. (Nouvelle attache d'éclairage.)

La Goaziou, 11 décembre 1895, brevet 246887. (Nouveaux systèmes de phones et relais téléphoniques.)

Franc, 13 décembre 1895, brevet 246386. (Bouchon-mesure.)

Bingrün, 10 décembre 1895, brevet 243566. (Perfectionnements aux machines hydrauliques à injection centripète.)

Bourdon, 10 décembre 1895, brevet 246761. (Régulateur automatique hydrostatique pour générateur à vapeur et son application aux appareils à vapeur à basse pression.)

Dousson, 7 décembre 1895, brevet 248973. (Solidification du pétrole.)

Bordeaux et Barbier (Société), 9 décembre 1895, brevet 248143. (Moyen de frein à patin y annexé, devant éviter les collisions sur les lignes ferrées.)

Huet, 9 décembre 1895, brevet 247755. (Nouveau dispositif de chargement dans les jumelles.)

Moré, 10 décembre 1895, brevet 241252. (Système d'échardonnage de filamenteuses.)

Marquaille, 6 décembre 1895, brevet 248996. (Nouveaux bras de charnières à tisser à la mécanique.)

Astorgis, 12 décembre 1895, brevet 187925. (Nouvelle monture des machines à ramonage des cheminées.)

Cosson, 18 décembre 1895, brevet 251191. (Masse.)

Dechaume, 12 novembre 1895, brevet 241195. (Mouvement multiplicateur pour vélocipèdes supprimant la chaîne et les pignons.)

Paulin, 27 novembre 1895, brevet 248646. (Bandage pneumatique pour roues de vélocipèdes et autres véhicules.)

Brugniaux, 30 novembre 1895, brevet 250416. (Vélocipède sans selle actionné au moyen de pédales-bielles et le vélocipédiste étant debout.)

Renaux, 3 décembre 1895, brevet 251986. (Nouveau mode de fixation des pneumatiques pour voitures.)

Société des pneumatiques français, 30 novembre 1895, brevet 252409. (Système d'attache des bandages pneumatiques pour roues de vélocipèdes, voitures, et en général de tous vélocipèdes quelconques.)

Grino, 10 décembre 1895, brevet 251908. (Appareil d'éclairage et de chauffage à vapeurs combinées de pétrole et d'eau.)

Castoul jeune, 7 décembre 1895, brevet 247808. (Support de bec de gaz à incandescence et de globe avec cheminée.)

Cotinaud, 7 décembre 1895, brevet 205078. (Dessus de soulier d'une seule pièce.)

Pitiot, 14 décembre 1895, brevet 249377. (Nouveau mode d'emballage devant servir au transport de toutes espèces de marchandises, emballage ou enveloppe servant plusieurs fois et retournant à son expéditeur sous le volume le plus réduit.)

Holst-Gzoon, 20 novembre 1895, brevet 242639. (Pompes à plusieurs pistons avec guide articulé pour changer le mouvement rotatif en mouvement alternatif rectiligne uniforme.)

Brun-Latrige, 17 décembre 1895, brevet 236149. (Mécanisme de répétition applicable aux armes de tir, de chasse et de guerre, pistolets, mousquetons, carabines, fusils, cannes-fusils, etc.)

Koern, 12 décembre 1895, brevet 245871. (Baguettes avec accessoires destinées au nettoyage des canons de fusil Lebel modèle 1886.)

Paul, 12 décembre 1895, brevet 224823. (Appareil dit turbine *aéro-foulante* pour la préparation des mouls de vendange.)

Paul, 12 décembre 1895, brevet 245656. (Soupape automatique flottante de retenue pour tension constante dans les appareils à pulvériser.)

Bourdellès et Berthemet, 5 décembre 1895, brevet 252289. (Injecteur-vaporisateur pour l'anesthésie locale par le bromure de méthyle et autres liquides volatils.)

Raschum et Brodie, 23 décembre 1895, brevet 251004. (Perfectionnements à la fabrication des cyanures et ferrocyanures avec les sulfocyanures, et à la récupération des sous-produits.)

Barbou fils (Société), 12 décembre 1895, brevet 157707. (Machine à boucher les bouteilles dites *barboncheuses*.)

Riboud et Dommartin, 28 novembre 1895, brevet 250794. (Perfectionnements aux métiers à tisser à la Jacquard.)

Société française d'alliage de métaux, 20 novembre 1895. (Perfectionnements dans la fabrication des couverts et autres objets de ménage et d'orfèvrerie.)

L. Durand, Huguenin et compagnie (Société), 29 novembre 1895, brevet 251086. (Fabrication de nouvelles matières colorantes de la série des *quaraines*.)

Casalou et de Tannanhan, 4 décembre 1895, brevet 233116. (Fermeture à charnière goujon de sûreté.)

Dorigny, 12 décembre 1895, brevet 243075. (Système de frein à bande élastique pour cycles en général.)

Volland, 12 décembre 1895, brevet 244274. (Voiture hygiénique à suspension.)

Nivet, 12 décembre 1895, brevet 248396. (Pneumatique pour roues de voitures ou véhicules quelconques.)

Lepage et Creimnitz, 13 décembre 1895, brevet 248882. (Frein applicable aux vélocipèdes ou autres véhicules légers.)

Grotelend, 14 décembre 1895, brevet 251125. (Perfectionnements dans les selles de vélocipèdes.)

Picon, 29 novembre 1895, brevet 247995. (Caoutchouc sans fer ni dent-fer pour les chevaux, dit *le rapide*.)

Verdot, 3 décembre 1895, brevet 243373. (Nouveau système de lit de camp dit *lit-abri*, démontable, portable.)

Walch, 28 novembre 1895, brevet 228847. (Perfectionnements apportés aux chînes à museler les bouteilles.)

Lôper, 14 décembre 1895, brevet 243996. (Décharge sans bruit des vapeurs gaz brûlés dans les machines à vapeur, moteurs à gaz ou autres moteurs.)

Elion, 29 novembre 1895, brevet 250221. (Nouveau procédé pour la production levûre.)

Kassner, 3 décembre 1895, brevet 249461. (Procédé permettant de séparer le de canne et autres genres de sucre des solutions saccharines, des jus et extraits, mélasses, etc., ainsi que de les séparer les uns des autres, tout en recouvrant l'agent séparateur.)

Carmien, 2 décembre 1895, brevet 235498. (Système de gazomètre portable éclairage instantané au gaz universel.)

Weyermann, 3 décembre 1895, brevet 239994. (Perfectionnements apportés aux plansichter.)

Lefebvre, 2 décembre 1895, brevet 241440. (Graisseur à goutte visible, réglable avec contrôleur apparent de débit.)

Boyer, 2 décembre 1895, brevet 241381. (Système de crochet-support pour suspendre ou supporter des tableaux, cadres, tablettes d'étalages, etc.)

Picon et Gérard, 6 décembre 1895, brevet 240252. (Nouveau bandage et chouchou pour roues de vélocipèdes et autres véhicules de toutes sortes.)

Blumenfeld und C^e (Société), 9 décembre 1895, brevet 245943. (Perfectionnements aux filtres en amiante.)

Armengaud aîné, 30 novembre 1895, brevet 251824. (Corsage de bain ou de toilette pour dames, système Kate Hatch et Charles Sanghaar.)

Seitz, 10 septembre 1895, brevet 245645. (Filtre avec double cylindre suspendu.)

Coltelloni et de Goyon de Saint-Loyal (M^{re}), 14 septembre 1895, brevet 244941. (Appareil de distillation capillaire avec analyseur diviseur et multiplicateur de densité et de rectification des alcools, nouveau système P. Coltelloni.)

D'Espagnat, 2 décembre 1895, brevet 225477. (Nouveau système de planches vates.)

Bellan, 4 décembre 1895, brevet 236470. (Nouveau genre d'enseignes et de signalisation pour stores, lambrequins, bannes, etc.)

Doidon, 4 décembre 1895, brevet 245756. (Boîtes articulées démontables.)

Peyrounill, 30 novembre 1895, brevet 251476. (Système de fermeture à nœuds.)

Didier, 15 novembre 1895, brevet 243496. (Perfectionnements dans les machines de gazon.)

Joy, 16 novembre 1895, brevet 219196. (Perfectionnements aux dispositifs de commande des tiroirs de machines à vapeur ou à autre fluide moteur.)

Bollinckx, 23 novembre 1895, brevet 249941. (Perfectionnements aux dispositifs d'admission et d'échappement des cylindres de machines à vapeur et autres machines motrices.)

Dieuleveult, 11 décembre 1895, brevet 244503. (Poupée mobile à manivelle pliant les tours simples.)

Baur-Diez, 11 décembre 1895, brevet 245447. (Machine à couper des cercles de fers à T de dimensions diverses.)

Augereau, 23 novembre 1895, brevet 245261. (Changement de vitesse aux machines tout mécanisme, ainsi qu'aux vélocipèdes ou autres véhicules.)

Oury, 25 novembre 1895, brevet 246229. (Nouveau système d'attache pour les pneumatiques.)

Post, 26 novembre 1895, brevet 249541. (Jante de roue à double courbe pour vélocipèdes.)

Perissé, 22 novembre 1895, brevet 250468. (Selle rationnelle de vélocipède pour les deux sexes.)

Gallien (M^{re}), 18 novembre 1895, brevet 250945. (Genre de commande des vélocipèdes et autres véhicules.)

Samain, 21 novembre 1895, brevet 240365. (Genre d'appareil à fonctionnement automatique, pouvant être employé comme moteur, compteur ou pompe.)

Collet, 21 novembre 1895, brevet 249406. (Trenails vissés pour traverses de chemins de fer.)

Creceveur, 21 novembre 1895, brevet 232793. (Système de grille oscillante pour tous foyers de chaudières à vapeur.)

Delannoy, 19 novembre 1895, brevet 247110. (Système de transmission de mouvement applicable plus particulièrement aux véhicules automobiles.)

Parrock, 19 novembre 1895, brevet 233092. (Perfectionnements aux machines à forger et à marteler les métaux.)

Bremicker, 25 novembre 1895, brevet 233989. (Nouveau système de tréfilerie conduisant le fil en état relâché à la filière.)

Thommeret (M^{re}), 29 novembre 1895, brevet 213751. (Procédés et appareils de fabrication industrielle de l'orpin.)

G. Aboillard et compagnie (Société), 15 novembre 1895, brevet 247292. (Nouveau système d'annonciateurs à signaux visibles pour commutateurs électriques.)

Société *The Sweetmeat Automatic Delivery Company Limited*, 12 décembre 1895, brevet 252109. (Perfectionnements dans les appareils à déclenchement monétaire pour distribuer des billets, des bonbons et autres articles ou objets.)

Nézeraux, 23 novembre 1895, brevet 230016. (Nouvelle pompe centrifuge.)

Scotte, 26 novembre 1895, brevet 242103. (Voiture à vapeur à traction sur route, système Scotte.)

Société générale de bonneterie, 25 novembre 1895, brevet 239832. (Nouvelle disposition pour l'obtention des tissus à jour sur les métiers mécaniques à bonneterie.)

Cardon, 11 novembre 1895, brevet 241094. (Graisseur mécanique, système Cardon.)

Bondreau, 14 novembre 1895, brevet 247324. (Perfectionnements apportés aux joints métalliques rotatifs applicables aux cardes, machines d'apprêt, machines de préparation de peignage, de fabrication de papier, etc.)

Vesac, 22 novembre 1895, brevet 240471. (Système de bouteille ne pouvant être remplie qu'une fois.)

Pillet, 28 novembre 1895, brevet 234662. (Appareil annexe de foyer dit *le thermophore*.)

Dulac, 18 novembre 1895, brevet 249609. (Procédé de transformation économique des terrains compressibles en terrains résistants.)

Lantillon, 26 novembre 1895, brevet 243441. (Ensemble de moyens et procédés pour la fabrication de panneaux spéciaux entrant dans la construction du bâtiment.)

Isoard, 26 novembre 1895, brevet 247781. (Appareil ayant pour but d'empêcher l'asphyxie des ouvriers travaillant dans les foudres, cuves à vin, fours à chaux et tous lieux privés d'air, dit *adrogène Isoard*.)

Tillet, 25 novembre 1895, brevet 238868. (Procédé et moyens de fabrication des paumelles.)

Germain, 25 novembre 1895, brevet 243903. (Nouveau système d'avertisseur à sonnerie pouvant s'appliquer aux portes d'appartements, aux meubles, coffres-forts, etc., afin d'en empêcher l'effraction.)

Klunder, 26 novembre 1895, brevet 246316. (Water-closets lavabo, avec désinfection automatique.)

Chenet, 21 novembre 1895, brevet 239981. (Système perfectionné de vélocipèdes à commande par leviers.)

Kitchen, 23 novembre 1895, brevet 234590. (Perfectionnements dans les appareils de frein pour vélocipèdes et autres véhicules pour routes.)

Kraemer, 16 novembre 1895, brevet 243024. (Nouveau genre de vélocipède *tricyclette*.)

Marin-Girodon, 21 novembre 1895, brevet 245035. (Pulvérisateur de tonte.)

Thuillot, 22 novembre 1895, brevet 251264. (Bouton porte-agrafe pour cravates de tous genres.)

Riché, 23 novembre 1895, brevet 244215. (Système de gazogène au gaz de bière.)

Richard, 20 novembre 1895, brevet 227316. (Système d'appareil photographique stéréoscopique et simple.)

Frydmane, 22 novembre 1895, brevet 245445. (Système et appareil de comptage automatique des débits et des recettes.)

Dubois, 12 novembre 1895, brevet 246799. (Système de remontage automatique du mouton et charge des pressions dit *étiquet à jumelles*.)

Lagarde, 5 novembre 1895, brevet 242584. (Filtre à vase clos, système *P. Lagarde*.)

Vandersten, 6 novembre 1895, brevet 246677. (Nouveau système de compresseur d'eau pour piston creux mobile et pistons fixes.)

Garnier et Prescott, 21 novembre 1895, brevet 242917. (Perfectionnements aux colliers de chevaux et autres bêtes de somme.)

Neumann et Köhler, 23 novembre 1895, brevet 248106. (Bouchon de fusil ou autres armes à feu, combiné avec un protecteur de la bouche du fusil.)

Somasco, 25 novembre 1895, brevet 249190. (Perfectionnements aux fours employés dans l'armée française pour la cuisson du pain en campagne.)

Château père et fils et Rosjilliol (Société), 27 novembre 1895, brevet 244444. (Appareil mesurant la vitesse.)

Costeux, 14 novembre 1895, brevet 250919. (Perfectionnements aux machines à doubler.)

Foursaux, 30 octobre 1895, brevet 244457. (Pal creux articulé pour l'usage dans les terres et vignes de tous produits pouvant servir à leur reconstitution et destruction du phylloxera ou autres insectes nuisibles.)

Bringham et Bargeto, 3 septembre 1895, brevet 232493. (Méthode et machine pour la fabrication d'un nouveau genre de passant en cuir sans couture, applicable également à d'autres articles semblables.)

Des Moutis, 16 novembre 1895, brevet 244439. (Lampe à incandescence à pétrole et ses dérivés, système Robert des Moutis.)

Dubois frères (Société), 21 novembre 1895, brevet 248256. (Nouvelle lampe à essence brûlant par incandescence.)

Des Ligneris, 13 novembre 1895, brevet 250385. (Nouveau système de filage.)

Delion, 9 novembre 1895, brevet 211183. (Coiffe de chapeau à bande mobile.)

Weber-Jacquél, 24 octobre 1895, brevet 248963. (Système de clou pour divers travaux de charpenterie et notamment à la fixation des rails de chemin de fer sur leurs traverses.)

Desmarais frères (Société), 28 octobre 1895, brevet 251049. (Dispositif pour la vidange des récipients à pétrole ou autres liquides et s'opposant à leur remplissage par d'autres que par les manufacturiers des liquides qu'ils renferment.)

Marchand, 12 novembre 1895, brevet 248439. (Système d'appareil photographique avec châssis à escamoter.)

E. Moritz et compagnie (Société), 15 novembre 1895, brevet 247082. (Appareil pour palissonner et dresser des peaux.)

Société Farbenfabriken, vorm. Fried. Bayer und C^o, 20 novembre 1895, brevet 247082. (Procédé pour la fabrication de nouvelles matières colorantes dérivées de la quinone.)

Société générale de monteurs de boîtes d'or, 23 novembre 1895, brevet 247082. (Système de fonds de boîtes de montre de toutes grandeurs et de toutes laques.)

à recevoir des émaux et fondants dans des conditions exceptionnellement bonnes, ces émaux et fondants ne se trouvant pas au contact de la soudure.)

14, 21 novembre 1895, brevet 246087. (Compteur à prépayement.)

15, 21 novembre 1895, brevet 248896. (Gazomètre destiné à la production et à l'utilisation du gaz acétylène.)

16, 21 novembre 1895, brevet 250628. (Gazogène automatique.)

17, 21 novembre 1895, brevet 223244. (Frein automatique et à air comprimé.)

18, 21 novembre 1895, brevet 243104. (Perfectionnements dans la fabrication

de tubes concentriques.)

19, 21 novembre 1895, brevet 248645. (Nouveau procédé de tannage rapide avec emploi de machines spéciales et l'emploi facultatif de l'électricité, procédé dérivé de la machine américaine.)

20, 21 novembre 1895, brevet 249524. (Mangeoire à niveau constant.)

21, 6 novembre 1895, brevet 232947. (Machine à défilier et à nettoyer par bobinots solde de préparation et de métiers à filer.)

22, 6 novembre 1895, brevet 233104. (Perfectionnements dans les métiers à bonneterie.)

23, 6 novembre 1895, brevet 246241. (Procédé de teinture ou plusieurs couleurs, de tissus mixtes.)

24, 8 novembre 1895, brevet 249004. (Perfectionnements aux machines à tisser.)

25, 8 novembre 1895, brevet 244470. (Système perfectionné de robinet obturateur à vis.)

26, 8 novembre 1895, brevet 240375. (Système de montage automatique d'ensembles de chaînes dans les métiers à tisser.)

27, 8 novembre 1895, brevet 247863. (Application d'un marteau mécanique au battage des poêles à frire et des bassins à

cuire.)

28, 13 novembre 1895, brevet 250538. (Projet de bateau-voiture à vapeur amphibie.)

29, 13 novembre 1895, brevet 244418. (Dispositions des organes de moteurs à pétrole ou à gaz destinés aux usages domestiques.)

30, 13 novembre 1895, brevet 248157. (Canne-pupitre en cuivre démon-

strable.)

31, 13 novembre 1895, brevet 250438. (Chaîne métallique à chaînes démontables sans le secours d'outils, à l'usage de bicyclettes et autres machines.)

32, 13 novembre 1895, brevet 246448. (Perfectionnements apportés aux freins pour l'utilisation de l'énergie développée pendant le recul des bouches

à feu.)

33, 15 novembre 1895, brevet 250801. (Lampe nouvelle à pétrole, dite lampe à Minerve.)

34, 15 novembre 1895, brevet 218733. (Perfectionnements dans les dispositifs de vitesse pour vélocipèdes.)

35, 12 octobre 1895, brevet 243306. (Disposition de moteur pour bicyclettes et autres véhicules roulants.)

Chamuel, 10 octobre 1895, brevet 247951. (Appareil appelé cycle-arrêté à empêcher la mise en mouvement des vélocipèdes et par conséquent le vol des objets.)

Guillot, 8 octobre 1895, brevet 235742. (Perfectionnements aux appareils graphiques portatifs.)

Lambert, 17 octobre 1895, brevet 249966. (Système de cuvette photographique inversable.)

Conza, 22 octobre 1895, brevet 178592. (Système perfectionné de fermoirs pour récipients de tous genres.)

Goetze et Simons, 12 novembre 1895, brevet 242858. (Appareils destinés à l'usage des muscles faciaux.)

Delaunay, 13 novembre 1895, brevet 242052. (Perfectionnements à la machine à tricoter.)

Paulin-Dejante, 19 novembre 1895, brevet 245972. (Porte-balayette, système de nettoyage.)

Charles David et fils (Société), 9 novembre 1894, brevet 236652. (Procédé pour produire des rebords de guidage et des recouvrements de joints en carton, en cuir ou en autre matière semblable.)

Mannesmann, 6 novembre 1895, brevet 248951. (Perfectionnements dans la fabrication des tubes sans soudure.)

Tissier, 11 novembre 1895, brevet 246435. (Perfectionnements apportés à la fabrication des cigarettes à la main.)

Jordis, 6 novembre 1895, brevet 248008. (Procédé électrolytique pour purifier les métaux et alliages métalliques.)

Delsart, 9 novembre 1895, brevet 249277. (Glaçage et polissage des marbres plans ou moulurés.)

Blot, 30 octobre 1895, brevet 233546. (Nouvelle valve de gonflement.)

Labache, 4 novembre 1895, brevet 243445. (Perfectionnements apportés à l'aménagement intérieur des voitures de place et autres véhicules.)

Morel et Gérard, 30 octobre 1895, brevet 243485. (Perfectionnements à la fabrication des cycles.)

Thouin, 7 novembre 1895, brevet 248291. (Nouveau vélocipède à chaîne sans chaîne.)

Knoche, 9 novembre 1895, brevet 249280. (Procédé pour la fabrication d'une nouvelle base pour laques et vernis.)

Deny, 6 novembre 1895, brevet 239485. (Perfectionnements aux crémousses.)

Germain, 7 novembre 1895, brevet 243903. (Nouveau système d'avertissement pour les portes d'appartements, aux meubles, afin d'éviter l'effraction.)

Leparoux, 5 novembre 1895, brevet 247320. (Fermeture à serrure de la bicyclette, tandem ou toutes autres directions à double vélocipède.)

Goetze et Simons, 6 novembre 1895, brevet 242858. (Appareils destinés à l'usage des muscles faciaux.)

Goetze et Simons, 7 novembre 1895, brevet 242858. (Appareils destinés à l'usage des muscles faciaux.)

Goetze et Simons, 9 novembre 1895, brevet 242858. (Appareils destinés à l'usage des muscles faciaux.)

Giraud, 13 novembre 1895, brevet 249684. (Bourrelet sourdine.)

Forbes, 5 novembre 1895, brevet 232372. (Perfectionnements aux parapluies, etc.)

Van Oostrum et Lavenberg, 8 novembre 1895, brevet 248071. (Perfectionnements aux dispositifs pour attacher des objets de vêtement.)

Gavioli et compagnie (Société), 7 novembre 1895, brevet 240468. (Perfectionnements aux appareils de mesure.)

les leviers pneumatiques pour orgues et pianos mécaniques et autres instruments analogues.)

Le 7 novembre 1895, brevet 242851. (Bouton de chemises et manchettes.)

Le 6 novembre 1895, brevet 241140. (Système de coupe-matelas enrouleur pour des nappes est provoquée par la vitesse circconférencielle.)

Le 6 novembre 1895, brevet 241141. (Appareil alimenteur et régulateur de fils de filasse continue.)

Le 4 novembre 1895, brevet 246375. (Système d'échardonnage des matières fines, laine, coton, etc.)

Grouvelle et H. Arquembourg (Société), 29 octobre 1895, brevet 244577. (Appareil de chaudière à vapeur tubulaire.)

Le 30 octobre 1895, brevet 220570. (Nouveau système d'espagnolette.)

Le 28 octobre 1895, brevet 245247. (Nouveau système de coulisse pour tiroirs à rallonges, dite *la Martelaise*.)

Edard et compagnie (Société), 30 octobre 1895, brevet 245985. (Réseau téléphonique à source d'électricité centrale.)

Le 4 novembre 1895, brevet 248896. (Gazomètre destiné à la production et à l'utilisation du gaz acétylène.)

Le 31 octobre 1895, brevet 250974. (Appareil pour le chaulage des jus sucrés en morceaux.)

Le 2 novembre 1895, brevet 227358. (Système pour transformer la gadoue ou les résidus des villes en combustible.)

Le (M^{re}), 29 octobre 1895, brevet 245504. (Appareils divers dénommés *ventilateur, poêle, foyer et fourneau ventilateur-filtres saturateurs* et pièces annexes.)

Et Martini, 2 novembre 1895, brevet 250456. (Machine à graver dite *linéaire*.)

Dansac, 30 octobre 1895, brevet 248234. (Procédé de révélation, obtention des couleurs naturelles sur toute impression, reproduction ou image photographique obtenues par le procédé photographique pur, ou par un procédé quelconque de la photographie.)

Le 1 novembre 1895, brevet 247074. (Appareil appelé *fixe-accord*, système de réglage.)

Le 1 novembre 1895, brevet 236525. (Système de roues tournantes ou carters.)

Le 21 octobre 1895, brevet 247393. (Perfectionnements aux moyens d'attelage pour les véhicules et aux ustensiles d'agriculture et autres.)

Le 4 novembre 1895, brevet 238517. (Perfectionnements dans le mécanisme pour compteur d'eau à cylindre et à piston.)

Bohringer et Soehne (Société), 7 novembre 1895, brevet 218525. (Procédé de fabrication de vanilline.)

Le 28 octobre 1895, brevet 250472. (Perfectionnements aux bluteries planes.)

Le 21 octobre 1895, brevet 203938. (Système perfectionné de revêtement pour les machines.)

Le 30 octobre 1895, brevet 233806. (Système de couvercle de pipes.)

De Godchaux, 26 octobre 1895, brevet 238706. (Machine rotative à imprimer simultanément les papiers et cartons pour la confection des boîtes et applications.)

Le 21 octobre 1895, brevet 244150. (Fabrication de découpures et paillettes transparentes ou opaques.)

La générale des freins Lipkowski, 21 octobre 1895, brevet 223244. (Frein pneumatique à air comprimé.)

Le 21 octobre 1895, brevet 239169. (Perfectionnements dans les machines à tisser des textiles.)

Le 7 octobre 1895, brevet 248909. (Lit-sommier démontable.)

Coté, 19 octobre 1895, brevet 235999. (Moteur perpétuel applicable à l'industrie, l'agriculture et à la locomotion.)

Bergreen, 24 octobre 1895, brevet 237061. (Perfectionnements aux conteneurs à diffusion et à leur disposition dans les boîtes à couteaux.)

Poirot, 29 octobre 1895, brevet 238850. (Rince-bouteilles à brosse, à ressort, manivelle.)

Rothenbach, 22 octobre 1895, brevet 245293. (Appareil de cuisson automatique.)

Meyer, 24 octobre 1895, brevet 245516. (Collier de cheval à garnitures perforées.)

Société dite *Westinghouse Electric Company limited*, 22 octobre 1895, brevet 245517. (Perfectionnements aux méthodes et appareils destinés à mesurer les courants électriques.)

Mondellot, 19 octobre 1895, brevet 188325. (Fabrication et mise en bouteille des eaux et boissons gazeuses.)

Ravinet, 24 octobre 1895, brevet 245280. (Appareil rotatif servant au triage complet des grains.)

Ravinet, 26 octobre 1895, brevet 245280. (Appareil rotatif servant au triage complet des grains.)

Goudefer, Gros et Pichard (Société), 21 octobre 1895, brevet 241991. (Café vélocipèdes.)

Pellerin de Lastelle, 23 octobre 1895, brevet 249206. (Selle pour bicyclettes.)

Postel, 26 octobre 1895, brevet 249069. (Système de bouton amovible pour boutons, cols, manchettes, etc.)

Tissier, 23 octobre 1895, brevet 246435. (Perfectionnements apportés au moyen de faire les cigarettes à la main.)

Fleury, 16 octobre 1895, brevet 244875. (Lanterne à pétrole pour chemins.)

Romain, 9 octobre 1895, brevet 233665. (Système de robinet à eau à usage universel.)

Schoedelin, 15 octobre 1895, brevet 237719. (Pompe pour incendie manœuvrée par le mouvement des pédales.)

Montupet, 10 octobre 1895, brevet 244795. (Joint universel à dilatation libre et emboîtement rapporté.)

Mousseau, 15 octobre 1895, brevet 249135. (Perfectionnements dans l'installation des foyers mobiles, dans les fours pour boulangers, pâtisseries, etc.)

Kling, 10 octobre 1895, brevet 246359. (Système automatique d'attelage des locomotives de chemin de fer.)

Keller, 15 octobre 1895, brevet 227446. (Nouveau calorifuge.)

Montupet, 10 octobre 1895, brevet 238421. (Chaudière à vapeur à tube étiré à dilatation libre à circulation intensive et à extracteur de tartre.)

Scotte, 17 octobre 1895, brevet 241102. (Chaudière Field perfectionnée.)

Société dite *Sächsische Cartonagen Maschinen Actien Gesellschaft*, 12 octobre 1895, brevet 234062. (Machine à faire des assemblages au moyen d'agrafes en tôle.)

Maquaire, 7 octobre 1895, brevet 247407. (Système de protecteur naval.)

Denayrouse, 16 octobre 1895, brevet 243686. (Système d'alimentation des moteurs à gaz et à hydrocarbure par le mélange intime des gaz combustible et comburant.)

Mahalin (M^{re}), 14 septembre 1895, brevet 247856. (Système de bandage pour blessures perfectionné.)

Wasmuth, 14 septembre 1895, brevet 249692. (Appareil de pulvérisation.)

Villemin, 18 septembre 1895, brevet 249852. (Aspirateur-injecteur.)

Labat, 15 octobre 1895, brevet 235455. (Système de flotteur destiné à mesurer la profondeur des pieux ou à l'établissement de cloisons à une certaine profondeur sous l'eau.)

Danion, 16 octobre 1895, brevet 224370. (Nouveau genre de jalousies-stores.)

Petitfils, Sandron et Detullin, 18 octobre 1895, brevet 243182. (Arçon de selle en aluminium.)

Seligmann-Lui, 12 octobre 1895, brevet 242072. (Compteur de communications téléphoniques.)

G. Aboilard et compagnie (Société), 8 octobre 1895, brevet 248845. (Réseau téléphonique pour plusieurs abonnés greffés sur une même ligne.)

Juillard, 12 octobre 1895, brevet 247995. (Caoutchouc sans fer ni demi-fer pour les chevaux, dit *le Rapide*.)

Chateau père et fils (Société), 14 octobre 1895, brevet 192860. (Nouveau contrôleur de présence et de rondes.)

Société chimique des usines du Rhône, anciennement, Gilliard, P. Monnet et Cartier, 12 octobre 1895, brevet 250143. (Système de fermeture de récipients à une ou plusieurs issues capillaires ou autres, utilisées pour le transport et l'emploi de liquides volatils, tels que le chlorure d'éthyle, le chlorure de méthyle, etc.)

Compagnie de Fives-Lille, 11 octobre 1895, brevet 249376. (Perfectionnements aux bascules densi-volumétriques du système Sourbé, bascule densi-volumétrique à levier compensateur.)

Ravinet, 10 octobre 1895, brevet 245280. (Appareil rotatif servant au malaxage complet des grains.)

Gonard, 5 octobre 1895, brevet 247248. (Robinet-verseur Gonard irremplissable.)

Archambault de Beaune, 14 octobre 1895, brevet 248101. (Système de bouchage qui permet au liquide contenu dans une bouteille ou un flacon de sortir par jet en l'agitant et empêche de remplir à nouveau la bouteille ou le flacon une fois vide, ce qui évite ainsi toute contrefaçon du liquide, dit *Stillistuz*.)

Debette, 9 octobre 1895, brevet 244729. (Robinet-bouchon régulateur à fermeture hermétique pour bidons à pétrole, essence et autres matières inflammables.)

Lefèvre, 10 octobre 1895, brevet 241600. (Éprouvette continue à vidange automatique.)

Borsat, 17 octobre 1895, brevet 250565. (Casseoir à sucre ou autre matière à entraînement continu et couteau à mouvement alternatif.)

Froment (Les sieurs), 30 septembre 1895, brevet 236607. (Système d'utilisation de la dilatation des liquides à la production de la force motrice.)

Cardon, 2 octobre 1895, brevet 208422. (Broyeuse-teilleuse pour matières textiles.)

Gelis, 10 octobre 1895, brevet 242009. (Machine compteur de l'alcool.)

Jandin, 5 octobre 1895, brevet 198395. (Système de caisson plongeur pour travaux sous l'eau.)

Montupet, 10 octobre 1895, brevet 224937. (Appareil à cuire dans le vide, à évaporer ou à concentrer.)

Galtier, 18 octobre 1895, brevet 244079. (Brûleur dit *brûleur Galtier*.)

Levesque, 10 octobre 1895, brevet 249213. (Machine à écrire en caractères typographiques.)

Cloos, 2 octobre 1895, brevet 241808. (Système d'attache automatique pour wagons et autres véhicules.)

Delacroix, 18 octobre 1895, brevet 240750. (Machine à teindre tous les textiles, tissus, fils et autres par division et projection des couleurs, permettant d'obtenir tous effets de teinture multicolores iris ou prismatique, principes, appareils, organes, moyens et produits applicables universellement.)

Stern, 14 octobre 1895, brevet 248041. (Tonneau démontable.)

Mercier, 16 octobre 1895, brevet 249856. (Mode de fixer les poignées sur les guidons de vélocipèdes.)

Humbert, 12 octobre 1895, brevet 250452. (Chaîne de vélocipède ou toute autre traction pouvant être transmise par chaîne.)

E. Goosens Pope et compagnie (Société), 28 septembre 1895, brevet 246411. (Perfectionnements dans la fixation des lampes à incandescence sur leur socle.)

J. Maldant, Dupoy et compagnie (Société), 18 octobre 1895, brevet 219680. (Système d'enregistrement graphique pour compteurs à gaz, à paiement préalable, appareils distributeurs automatiques.)

Bloch, 27 septembre 1895, brevet 235727. (Système de jumelle articulée.)

Carré, 3 octobre 1895, brevet 247474. (Perfectionnements aux appareils réfrigérants produisant le froid dans le vide au moyen des agents hygrométriques.)

Farkas, 1^{er} octobre 1895, brevet 248429. (Nouveau système de brûleur pour incandescence.)

Pathier, 1^{er} octobre 1895, brevet 190358. (Genre de chausson de treillisière fourré intérieurement.)

Polke, 30 septembre 1895, brevet 243323. (Procédé et appareils applicables à la fabrication des tonneaux.)

Dumont, 2 octobre 1895, brevet 247946. (Aspirateur-éjecteur de fumée monté.)

Levy, 22 octobre 1895, brevet 202942. (Halage funiculaire ou traction des câbles par câble telodynamique.)

Brard, 27 septembre 1895, brevet 240863. (Nouveau système de photographie.)

Vilanova, 3 octobre 1895, brevet 243544. (Élévateur mobile.)

Guyenet, 3 octobre 1895, brevet 198122. (Perfectionnements et dispositions nouvelles dans les appareils destinés à l'élévation des fardeaux.)

Gavioli et compagnie (Société), 5 octobre 1895, brevet 240468. (Perfectionnements aux leviers pneumatiques pour orgues et pianos mécaniques et autres instruments analogues.)

Richard, 28 septembre 1895, brevet 244302. (Châssis amplificateur à aperture variable pour la photographie.)

Garris, 24 septembre 1895, brevet 246315. (Ouvre de salut pour le jet de la mer.)

Lambert, 26 septembre 1895, brevet 245732. (Machine à décortiquer, peler, fendre, brosser les blés et autres grains, les sons et autres enveloppes cales.)

Chossefoin, 5 octobre 1895, brevet 234451. (Bouteille à bouchage de verre.)

Conseil et Gardair, 1^{er} octobre 1895, brevet 250572. (Appareil pour le traitement des matières homogènes et fines telles que sable, sel, etc.)

Frennet, 21 septembre 1895, brevet 233771. (Arracheur de betteraves.)

Meilhan, 20 juillet 1895, brevet 240217. (Sommier double flexibilité graduée.)

Rehon, 23 septembre 1895, brevet 248136. (Réservoir de chasse à fermeture automatique dit *le Rapide*.)

Varmont, 23 septembre 1895, brevet 241549. (Nouveau moteur à air et à vapeur.)

Hallé, 28 septembre 1895, brevet 247787. (Machine dynamo-électrique à courant continu, à inducteur bi polaire, ou multipolaire tournant à l'intérieur de l'induit.)

Koern, 27 septembre 1895, brevet 245871. (Deux baguettes avec accessoires destinés au nettoyage des canons de fusil Lebel, modèle 1886.)

Société industrielle des téléphones (constructions électriques, caoutchouc), 24 septembre 1895, brevet 246669. (Récepteur enregistreur des signaux télégraphiques pour l'usage des câbles sous-marins et souterrains et longues lignes aériennes.)

Herrenschmidt, 23 septembre 1895, brevet 249944. (Nouveau système de prise de vue pour vues photographiques.)

Mauny, 21 septembre 1895, brevet 245303. (Accessoire destiné à l'application du sinapisme vétérinaire.)

Jahn, 25 septembre 1895, brevet 248043. (Seringue de poche à répétition.)

Bergmann, 27 septembre 1895, brevet 219347. (Procédé de distillation et de déchets de bois.)

Alfred Cabane et compagnie (Société), 16 août 1895, brevet 240957. (Filtre à liquides Alfred Cabane et compagnie.)

Barrière, 24 septembre 1895, brevet 243251. (Lampe à arc.)

Berthelot (M^{re}), 18 septembre 1895, brevet 244672. (Outils servant à relever les boutonnières et pouvant s'adapter à toutes machines telles que presses poinçonneuses et machines à levier, etc., munis d'une tablette en caoutchouc.)

Borias et Dutertre, 25 septembre 1895, brevet 242001. (Dispositif permettant l'application des becs à incandescence pour le gaz à l'éclairage extérieur en lanternes closes.)

Dispot, 21 septembre 1895, brevet 241843. (Allumeur universel pour brûleur à incandescence par le gaz.)

Escalup, 25 septembre 1895, brevet 232673. (Système de frein à transmission funiculaire directe invisible pour bicycles, bicyclettes et tricycles.)

Léomy, 25 septembre 1895, brevet 242286. (Selle à lames d'acier pour vélocipèdes.)

Dennisson, 26 septembre 1895, brevet 245367. (Perfectionnements aux courroies motrices.)

Nivet, 25 septembre 1895, brevet 248396. (Pneumatique pour roues de voitures ou véhicules quelconques.)

Casalonga, 26 septembre 1895, brevet 243567. (Ensemble de moyens et procédé pour faire des levés de plans cotés et nivelés.)

Société *The Westinghouse Brake Company Limited*, 17 septembre 1895, brevet 187385. (Perfectionnements dans les freins à pression fluide.)

Jacquin, 18 septembre 1895, brevet 248177. (Nouveau système d'appareil indicateur de vitesse à force centrifuge différentielle.)

Letombe, 11 septembre 1895, brevet 233866. (Moteurs à gaz.)

Bunau-Varilla, 14 septembre 1895, brevet 249814. (Machine productive de force rotative.)

Heinz, 18 septembre 1895, brevet 244328. (Perfectionnements apportés à la construction des accumulateurs électriques.)

Heinz, 18 septembre 1895, brevet 245194. (Perfectionnements apportés aux accumulateurs électriques.)

Thouvard et Zschokke, 14 septembre 1895, brevet 246586. (Perfectionnements apportés à la construction des quais établis sur fonds peu résistants.)

Leim, 19 septembre 1895, brevet 247452. (Système de bouchon perfectionné à caoutchouc extensible.)

Tournier, 27 septembre 1895, brevet 240664. (Nouveau système d'escanotage, dit latéral anti-parallèle, applicable aux appareils photographiques de tous genres.)

Pichon, 24 septembre 1895, brevet 241650. (Chevaux mécaniques au galop.)

Munier, 18 septembre 1895, brevet 245577. (Avertisseur automatique des fuites dans les conduites d'eau munies d'un compteur.)

Salen, 27 septembre 1895, brevet 225498. (Aide-opérateur Salen pour l'enseignement du dessin perspectif.)

Brand, 19 septembre 1895, brevet 249456. (Procédé de cuisson de fils en méta semi-précieux, tels que fils de cuivre, de bronze phosphoreux, etc.)

Landin, 24 septembre 1895, brevet 240333. (Roues métalliques embouties pour voitures et véhicules de tous genres.)

Haar, 14 septembre 1895, brevet 246892. (Tuteur-frein Haar pour bicyclette.)

Dohis, 18 septembre 1895, brevet 247352. (Nouvel appareil de mise en mouvement pour vélocipèdes, machines-outils, etc.)

Dumas dit Dumas Gardeux, 17 septembre 1895, brevet 188680. (Fabrication de brosses en fil de bronze dressé et galvanisé.)

Siffert, 17 septembre 1895, brevet 236305. (Appareil de chauffage à air libre, pour appartement et cuisine, dit *le foyer universel Siffert*.)

Damas-Gardeux, 17 septembre 1895, brevet 244770. (Appareil de chauffage thermique à tubes concentriques.)

Baudin, 11 septembre 1895, brevet 249819. (Système applicable à la direction ballons ou ballon dirigeable.)

Baudry, 18 septembre 1895, brevet 252629. (Râpe Baudry pour la tranchée en pulpe très fine de la pomme de terre, de la betterave, des topinambours, etc. de vue de leur essai chimique.)

E. Fontenilles et Désormeaux (Société), 19 septembre 1895, brevet 248977. (Méthode de tation rapide du sucre raffiné.)

Wolff et Dede, 9 septembre 1895, brevet 222705. (Machine à décortiquer des textiles et des tiges végétales.)

Morel, 10 septembre 1895, brevet 246375. (Système d'échardonnage des machines filamenteuses, laine, coton, etc.)

Jenatzky fils, 14 septembre 1895, brevet 246466. (Nouveau moteur à vapeur.)

Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, 17 septembre 1895, brevet 243167. (Nouveau système d'embrayage de sûreté (ou Vivier) à déclenchement automatique complet.)

Dulait, 10 septembre 1895, brevet 244686. (Dispositif mécanique nouveau pour but la commande des mouvements d'avant et d'arrière, avec arrêt à mi-course d'éléments mécaniques, crémaillères, roues d'engrenage ou autres développés par des courbes consécutives, par la pression infiniment courte de simples boutons ou leviers.)

Delacroix, 12 octobre 1895, brevet 244376. (Machine à apprêter tous textiles par projection directe de l'apprêt ou saturation ambiante, sous pression ou sous vide, avec moyens de traitement applicables à tous tissus à apprêter et déjà apprêtés, principes, appareils, organes, moyens et produits applicables universellement.)

Côte, 17 octobre 1895, brevet 247128. (Perfectionnements aux machines à apprêter les tissus et plus spécialement à celles dites *rames sans fin* défilantes.)

Jahnsson, 12 octobre 1895, brevet 247590. (Appareil électrique pour l'allumage du gaz.)

E. Ducretet et L. Lejeune, brevet 248896. (Gazomètre portatif destiné à la mesure et à l'utilisation du gaz acétylène.)

Richard et Vannes, 19 octobre 1895, brevet 249392. (Procédé de fabrication directe de l'éthylène.)

Ognard, 30 septembre 1895, brevet 241762. (Nouvelle fourche rigide de levage.)

Giffard, 28 septembre 1895, brevet 247041. (Soupape ou valve pour le chargement de chambres ou récipients d'air comprimé.)

Tourneau, 27 septembre 1895, brevet 249168. (Système de commande des freins, tricycles, tandems, etc.)

Deport, 31 octobre 1895, brevet 247541. (Perfectionnements aux tours à filer.)

Brotherhood, 29 octobre 1895, brevet 247960. (Appareil de sûreté perfectionné pour recueillir l'eau entraînée par de l'air comprimé.)

Montoni, Hatry et Agosti, 18 septembre 1895, brevet 246750. (Perfectionnements apportés aux appareils permettant d'effectuer le chauffage de l'eau par la vapeur dans les fourneaux de cuisine dits *fourneaux économiques*.)

Delhotel, 17 octobre 1895, brevet 223408. (Filtre à nettoyage rapide.)

Robert aîné, 8 octobre 1895, brevet 249498. (Procédé d'épuration et de filtration de l'eau destinée à la boisson, par les agents cosmiques.)

Henry, 10 septembre 1895, brevet 220479. (Élévation de l'eau dans les machines à air comprimé.)

Villard, 14 septembre 1895, brevet 242903. (Clapet d'écoulement interne à écoulement facultatif.)

Point, 13 septembre 1895, brevet 232556. (Mécanisme à appareiller les machines.)

tisser les étoffes de soie, laine, coton, lin, chanvre, etc., et tous les textiles sans exception, pour la création desquels le Jacquard ou ses dérivés sont employés.)

Marzari, 3 octobre 1895, brevet 245507. (Perfectionnements apportés dans la constitution des tourelles cuirassées et de leurs affûts.)

Marzari, 4 octobre 1895, brevet 250656. (Perfectionnements apportés dans la constitution des tourelles cuirassées.)

Baudin, 3 octobre 1895, brevet 249819. (Système applicable à la direction des ballons ou ballon dirigeable.)

Joufflot, 13 septembre 1895, brevet 234961. (Appareil de chauffage économique et restreint (à charbon de bois), destiné à être placé à l'intérieur même des récipients à chauffer et son application immédiate à une nouvelle marmite militaire de campement.)

Trincano, 10 septembre 1895, brevet 232307. (Produit dit *l'électro-ardoise*, aggloméré pour usages de l'électricité et inoxydable aux acides.)

Castel de Courval, 11 septembre 1895, brevet 241073. (Perfectionnements apportés aux régulateurs électriques.)

Chaverlange, 12 septembre 1895, brevet 243766. (Ferrure à glace, système Chaverlange.)

Gasc, 17 septembre 1895, brevet 245823. (Nouveau moteur à colonne d'eau.)

Simpson, 12 septembre 1895, brevet 244425. (Perfectionnements aux chaînes et aux roues à chaînes pour vélocipèdes.)

Cosset, 12 septembre 1895, brevet 248860. (Moyeu pour roues de vélocipèdes.)

Montoy, 10 septembre 1895, brevet 244760. (Appareil à stériliser et clarifier les vins et tous liquides à renversement de marche, démontage rapide pour nettoyage des organes et grande surface filtrante, système Montoy.)

Piedfort, 5 octobre 1895, brevet 244426. (Perfectionnements dans les appareils réalisant la télégraphie ou la téléphonie.)

Cayron, 14 septembre 1895, brevet 241508. (Système de machine à ébaucher les pipes.)

Brandstedter, 27 septembre 1895, brevet 249094. (Tamis à plat à ondulations ou à cellules.)

Castier, 26 septembre 1895, brevet 246397. (Nouveau couteau pour le découpage des betteraves, dit *Contre-couteau de diffusion*.)

Vu pour être annexé au décret en date du 24 juin 1896.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32577. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune d'Athies (canton et arrondissement de Laon, département de l'Aisne) portera à l'avenir le nom d'*Athies-sous-Laon*. (Paris, 3 Février 1897.)

N° 32578. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 4 décembre 1896, devant le maire de la Seyne (Var), portant concession à la Société anonyme des forges et chantiers de la Méditerranée, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le prix principal

de cent quatre-vingt-sept francs quatre-vingt-cinq centimes, d'une
celle de lais de mer, d'une contenance de trente-sept mètres carrés
quante-sept décimètres carrés, située à la Seyne, quartier des Mo
ques, attenant aux ateliers de la société concessionnaire et figurée p
teinte rose et par les lettres A B C D sur le plan annexé au
(Paris, 14 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'im
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1859.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

79. — *Loi qui approuve une Convention portant cession par l'État au département du Var d'un Terrain militaire à Toulon.*

Du 12 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est définitivement approuvée la convention passée le 15 février 1896 entre les représentants des services de la guerre, de la marine et du département du Var, ayant pour objet de con-

cession au département du Var, pour la construction d'un sous-préfecture, d'un îlot de terrain sis à Toulon, confrontant au nord le boulevard de Strasbourg, à l'est la traverse Denbèreau, au sud la rue Sonnier, à l'ouest la rue Dugommier, d'une superficie utilisable de vingt ares cinquante-neuf centiares ;

et l'engagement pris par ledit département de créer au lieu dit le *Des Bonnes-Herbes*, sur le territoire des communes de Toulon et de La Seyne, et de remettre ensuite à l'État, pour être affecté au service militaire, un champ de tir d'infanterie établi selon les dispositions du projet approuvé le 7 septembre 1894 par le ministre de

la Guerre.

la guerre; et de verser, en outre, dans les caisses du Trésor une somme de trois mille francs (3,000').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Brest, le 12 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des Finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'Intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de la Guerre,
Signé : BILLON.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. *Léonce Bret*, préfet du département du Var, chevalier de la Légion d'honneur, agissant pour le département avec l'autorisation de la commission départementale en date du 22 février 1895;

M. *Buisson*, chef de bataillon, chef du génie à Toulon;

Et M. *Mourret*, sous-inspecteur des domaines, en résidence à Toulon;

Ces derniers agissant en vertu des dispositions contenues dans les décrets ministériels en date du 20 juillet 1875 (finances) et du 31 juillet 1895 (guerre), convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est distrait du domaine militaire et cédé au département du Var pour la construction d'un hôtel de la sous-préfecture, un ilot de terrain d'une superficie de deux mille cinquante-neuf mètres carrés (2,059^{m²}), sis à Toulon, tant au nord le boulevard de Strasbourg, à l'est la traverse Denfert-Rochereau, et au sud la rue Sonnier, à l'ouest la rue Dugommier.

2. Le département du Var s'engage d'autre part :

a) A remettre à l'État, pour être affecté au domaine militaire, un champ d'infanterie à créer par ses soins et à ses frais sur le territoire des communes de Toulon et d'Ollioules suivant les dispositions du projet dressé par le service des fortifications et approuvé le 7 septembre 1894.

b) A verser au Trésor, à titre de soulte, une somme de trois mille francs, préalablement à toute prise effective de possession.

Cette prise de possession n'a pas encore eu lieu. Il est convenu que si la somme de trois mille francs (3,000') n'est pas soldée par le département à l'époque où sera productive d'intérêts à cinq pour cent (5 p. o/o) à dater du jour de la prise de possession, par le département, du terrain cédé.

3. D'un commun accord les représentants des administrations intéressées ont convenu d'un délai accordé pour l'exécution des stipulations précédentes.

La remise de l'ilot du boulevard de Strasbourg sera effectuée le jour où le département du Var prendra possession des terrains à acquérir dans le valon des Herbes, soit à l'amiable, soit par expropriation.

Les travaux d'aménagement du champ de tir seront exécutés dans un délai de six mois à compter de la prise de possession des terrains.

La soulte sera payée à la caisse du receveur des domaines de Toulon et sera soldée le jour où le département du Var entrera en possession de l'ilot dont il s'agit.

4. La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu la sanction législative.

Fait en triple expédition à Toulon, à l'hôtel de la sous-préfecture, le 13 Mars 1897.

Le Sous-Inspecteur des Domaines,
Signé : MOURRET.

Le Préfet du Var,
Signé : LÉONCE BRET.

Le Chef de bataillon,
Signé : BUISSON.

N° 32580. — *Loi portant Modification à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée (hommes exclus de l'armée).*

Du 24 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 26 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ajouté à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée les trois paragraphes suivants :

« Pendant la durée de leur période d'activité, après leur renvoi dans leurs foyers dans les circonstances prévues à l'article 57, et en cas de rappel au service par suite de mobilisation, les exclus sont justiciables des conseils de guerre maritimes, et passibles, sans application de l'article 197 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, des peines prévues pour tous crimes et délits commis par les militaires de l'armée active, de la réserve, de l'armée territoriale et de sa réserve, par ledit Code et par les autres lois pénales.

« Spécialement, les dispositions pénales édictées contre les insoumis et les déserteurs de l'armée sont applicables aux exclus, lorsque ceux-ci se rendent coupables des faits prévus aux articles 73 et 75 de la présente loi et aux articles 231 et suivants du Code de justice militaire pour l'armée de terre.

« Les dispositions de l'article 47 ci-après leur sont également applicables dans les conditions indiquées au paragraphe premier dudit article. Toutefois, quel que soit le nombre des jours de punition passés en prison ou en cellule, la durée du maintien au service ne peut excéder une année ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 32581. — *LOI concernant la Cession à la Compagnie des chemins Nord des Terrains militaires déclassés comprenant la Gare d'Aire et ses abords.*

Du 31 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 2 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 3 avril 1896, entre les administrateurs délégués de la compagnie des chemins de fer du Nord et les représentants des départements de la guerre, des finances, comportant la cession à cette compagnie par l'État de terrains désignés par ladite convention et le plan y annexé, d'une superficie de trois hectares soixante-deux ares (3^h 62^a) environ, moyennant par cette compagnie, à l'État, d'une somme de trente mille francs (30,000^f) et autres conditions détaillées aux divers articles de ladite convention.

Un exemplaire de cette convention sera annexé à la présente loi.

2. Il sera ouvert en temps opportun, au ministre de la guerre, pour couvrir les frais afférents à la continuation des travaux de mantèlement de la place d'Aire, dont l'exécution incombe à l'État, un crédit extraordinaire de trente mille francs (30,000^f).

Ce crédit sera inscrit à un chapitre spécial de la première section (Service ordinaire) du budget de l'exercice 1897, sous le titre : *Mantèlement de la place d'Aire*, et il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget.

A cet effet, le versement effectué par la compagnie du Nord sera porté en recettes à un compte des services spéciaux du Trésor, et sera appliqué ultérieurement aux produits domaniaux dudit département en 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TROUET.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

bureaux de M. le chef du génie à Calais, sauf la compagnie du chemin de fer du Nord, qui fait élection de domicile au bureau de M. le chef de gare à Aire.

Fait et passé à Arras, en l'hôtel de la préfecture du Pas-de-Calais, les jour, mois et an que dessus.

Le Chef de bataillon, chef du génie,

Signé : MOUTRIER.

*Les Administrateurs
de la Compagnie du Nord,*

Signé : DE WARD, VALLON, HOTTINGER.

*Le Directeur
de l'Enregistrement et des Domaines,*

Signé : ALLENRET.

Le Préfet du Pas-de-Calais,

Signé : ALAPETITE.

N° 32582. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une ligne de Tramway entre Montmorency, Enghien et Saint-Gratien (Seine-et-Oise).*

De 17 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 19 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des messageries, entre Montmorency, Enghien et Saint-Gratien;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces des enquêtes d'utilité publique ouvertes sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, les délibérations des commissions d'enquête, en date des 21 octobre 1890 et 25 mai 1896;

Vu les délibérations du conseil général et de la commission départementale de Seine-et-Oise, en date des 30 août 1890, 7 janvier et 4 mars 1891, 2 mai 1895, 15 avril et 10 juillet 1896;

Vu l'adhésion directe donnée à l'exécution des travaux, le 31 mars 1896, par le directeur du génie, à Paris, en vertu de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 1^{er} août 1896, entre le préfet de Seine-et-Oise, agissant au nom du département, et M. Paul Gallotti, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 6 juillet 1891 et 21 mars 1892;

Vu les lettres du ministre de l'intérieur, en date des 20 mai 1892 et 3 février 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai ⁽¹⁾ et 6 août 1881 ⁽²⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 810.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de Seine-et-Oise, suivant les dispositions générales du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs et des messageries, entre Morency, Enghien et Saint-Gratien.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de Seine-et-Oise est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway dont il s'agit, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-dessus visé.

3. Est approuvée la convention passée, le 1^{er} août 1896, entre le préfet de Seine-et-Oise, au nom du département, et M. Paul Gallotti, pour la concession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le premier août,

Entre M. Gentil, chevalier de la Légion d'honneur, préfet du département de Seine-et-Oise, agissant au nom du département en vertu :

1^o De la loi du 10 août 1871 ;

2^o De la loi du 11 juin 1880 ;

3^o Des délibérations du conseil général de Seine-et-Oise du 2 mai 1885 et du 15 avril 1896 ;

4^o De la délibération de la commission départementale du 10 juillet 1896.

D'une part ;

Et M. Paul Gallotti, constructeur de chemins de fer et de tramways, demeurant à Paris, rue de Rennes, n^o 116,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le préfet de Seine-et-Oise concède à M. Gallotti, qui accepte, la concession et l'exploitation d'une ligne de tramway à traction mécanique, à voie d'égale

(1^{re}), partant de la station d'Enghien, sur la ligne du Nord, et aboutissant d'une part à Montmorency, rue de Clairvaux, et d'autre part à Saint-Gratien, extrémité de l'avenue de Soisy.

Cette ligne servira au transport des voyageurs et des messageries, dans les conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

La durée de la concession sera de cinquante années à courir de la date du décret d'autorisation.

2. De son côté, M. Gallotti s'engage à construire et à exploiter la ligne dont il s'agit conformément au cahier des charges susmentionné.

Ce cahier des charges est d'ailleurs conforme au cahier des charges type annexé au décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 1, 3, 6, 7, 11, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 36, et la suppression des articles 25, 26, 34.

3. Le département n'accorde à cette entreprise ni subvention ni garantie d'intérêt.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera à lui et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'il aura contractés envers ce dernier.

Cette substitution devra être approuvée par décret délibéré en Conseil d'État, suivant les dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

Fait double à Versailles, les jour, mois et an que ci-dessus.

Lu et approuvé :

Signé : GALLOTTI.

Lu et approuvé :

Le Préfet,

Signé : GENTIL.

Enregistré à Versailles, le 4 décembre 1896, folio 53, case 15. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : *Hermay*.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et des messageries. Toutefois, ce dernier service pourra être suspendu les dimanches et fêtes afin de permettre au concessionnaire d'utiliser toutes ses ressources en personnel et matériel au transport des voyageurs.

La traction aura lieu par machine à vapeur ou tout autre moteur mécanique agréé par l'administration, notamment par moteurs électriques avec prises de courant électrique sur fil aérien.

Tracé.

2. La ligne ferrée partira de Montmorency, à l'angle des rues de Clairvaux et La-boureur, et empruntera les voies publiques de cette commune ci-après désignées : rue des Haras, rue du Jeu-de-l'Arc, rue Saint-Valéry, boulevard de l'Orangerie et rue des Cheneaux; puis, sur la commune d'Enghien, la rue du Temple, rue et place du Départ, rue et place de l'Arrivée, rue du Nord, Grande-Rue et boulevard d'Enghien; enfin, sur la commune de Saint-Gratien, la rue de l'Étang, l'avenue des Écoles, la rue de la Mairie, la rue d'Épinay, la place d'Armes, la rue de l'Église et l'avenue de Soisy.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de six mois à partir de la date, sauf dans les parties où la nécessité d'exproprier les terrains à acquieserait entraîner de plus longs délais qui ne dépasseront pas, en tout cas, celui de six mois après le jugement d'expropriation.

Ils seront terminés quatre mois après la prise de possession des terrains par le concessionnaire.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre (1^m).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur matériel, ne dépassera pas deux fois la largeur de la voie, et la largeur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne sera pas deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera réglée de telle manière qu'entre les parties les plus larges de deux véhicules se croisant il reste un espace libre d'au moins cinquante centimètres (0^m 50).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à vingt mètres (20^m), l'emploi de ce rayon étant d'ailleurs limité aux points où un rayon supérieur entraînerait à des dépenses d'entretien excessives ou à des remaniements de voirie trop coûteux.

Le maximum des déclivités est fixé à cent millimètres (0^m 100) par mètre de longueur correspondante aux courbes de faible rayon devront être réduites au minimum possible.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer au préfet des modifications du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, et sans profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, ni dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation du préfet. Les rails seront compris, selon la nature des chaussées empruntées, dans un pavage ou dans un empièchement de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur, régénéré dans l'entre-rails, et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage ou cet empièchement.

La chaussée pavée ou empièchée de la voie publique sera d'ailleurs construite établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de passer pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

L'administration se réserve le droit, si elle le reconnaît nécessaire, de modifier dans les parties où la voie sera établie sur chaussée empièchée, un pavage qui ne dépassera pas trois mètres vingt centimètres (3^m 20) au moins de chaque côté des rails.

Rétablissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

La voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux voitures ordinaires, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast composé de gravier ou tous autres matériaux agréés par l'administration d'un mètre quatre-vingts centimètres (1^m 80) de largeur et d'au moins trente centimètres (0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m) sur les routes nationales et de cinq mètres (5^m) sur les autres routes ou chemins, mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au matériel d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-mètre pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. Un mètre libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la verticale de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; l'intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route, sauf exception autorisée par l'administration.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront pas de contre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Le droit et sur toute la largeur des routes et chemins publics traversés existants avant la construction du tramway comme aussi de ceux qui viendraient à être créés ultérieurement, il sera établi par le concessionnaire et à ses frais exclusifs des contre-rails un pavage qui remplira les conditions stipulées à l'article ci-dessus.

Il sera de même, dans la largeur qui aura été déterminée pour chaque cas par le préfet, au droit des chemins particuliers et des entrées charretières existants lors de la construction du tramway. Pour les chemins particuliers et entrées charretières créés après l'ouverture de la ligne à l'exploitation, le concessionnaire ne sera tenu d'établir à ses frais que des contre-rails sur la largeur qui aura été déterminée pour chaque cas par le préfet.

Traverses des villes et villages.

Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2^m 60);

Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui ont été employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de bontisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou détruites qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de la qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Les rails seront en acier et du poids de vingt kilogrammes (20^k) au moins par mètre courant; ils seront posés sur traverses en bois, sauf modification apportée d'un commun accord entre l'administration et le concessionnaire.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf sur les parties où la trop forte inclinaison des rampes ne le permettrait pas sans inconvénient sérieux. Ces parties seront signalées par l'administration et un règlement affiché dans les bureaux de la compagnie fera connaître au public.

Le nombre et l'emplacement des haltes seront arrêtés lors de l'approbation des plans définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations de haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Rue de Clairvaux, place de l'Arrivée à Enghien et avenue de Soisy.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (voitures à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage ou l'empierrement des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres ($0^m 50$) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées hors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu, par le concessionnaire, à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la fin des travaux provisoires de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, sera fixé par l'administration, le concessionnaire entendu. Il ne sera inférieur à quinze sur la section d'Enghien à Montmorency et à douze sur celle de Montmorency à Saint-Gratien.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront d'un nombre de véhicules tel que leur longueur ne dépassera pas trente mètres (30^m), moteur compris.

La vitesse des trains en marche sera au plus de quinze kilomètres (15^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession du tramway mentionné à l'article 2 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin cinquante années après.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le département sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le département aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, le département se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel au département.

Le département sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si le département le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, le département ne pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le département déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le département déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif, par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. Le département aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, il se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par le département après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en

relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des jets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour le département.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 21, à titre de cautionnement, deviendra la propriété du département et lui restera affectée.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 17 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être constitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables en cas de déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il aura faits par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits suivants :

durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

1° VOYAGEURS.

De la gare d'Enghien à Saint-Gratien (place d'Armes), vingt centimes (0' 20);
De la gare d'Enghien à l'Orangerie, vingt centimes (0' 20);
De Saint-Gratien (place d'Armes) à l'avenue de Soisy, dix centimes (0' 10);
De l'Orangerie à la rue de Clairvaux (Montmorency), dix centimes (0' 10).
Des compartiments de luxe pourront être réservés dans les voitures; la taxe de ces compartiments sera majorée de cinquante pour cent (50 p. 0/0). Les enfants au-dessous de quatre ans ne payeront pas s'ils sont tenus sur les genoux des personnes qui les accompagnent; au-dessus de quatre ans, ils payeront place entière.

2° BAGAGES.

Les bagages des voyageurs seront transportés à raison de dix centimes (0' 10) par colis de trente kilogrammes (30^k) et au-dessous. Les chiens ne seront pas admis dans les voitures.

3° MESSAGERIES.

De la station d'Enghien ou d'un bureau quelconque de la ligne du tramway à domicile, et réciproquement, dans l'une des trois communes d'Enghien, Saint-Gratien et Montmorency, le transport des messageries s'effectuera au tarif suivant :

Colis pesant jusqu'à cinq kilogrammes (5^k), quarante centimes (0' 40);
Colis pesant de cinq à dix kilogrammes (5 à 10^k), cinquante centimes (0' 50);
Colis pesant de dix à vingt kilogrammes (10 à 20^k), soixante centimes (0' 60);
Colis pesant de vingt à trente kilogrammes (20 à 30^k), soixante-dix centimes (0' 70);
Colis pesant de trente à quarante kilogrammes (30 à 40^k), quatre-vingts centimes (0' 80);
Colis pesant de quarante à cinquante kilogrammes (40 à 50^k), un franc (1');
Colis pesant de cinquante à soixante-quinze kilogrammes (50 à 75^k), un franc vingt-cinq centimes (1' 25);
Colis pesant de soixante-quinze à cent kilogrammes (75 à 100^k), un franc cinquante centimes (1' 50).

Les prix ci-dessus ne comprennent pas les droits qui pourraient être exigés par le Trésor.

Les colis, pour être considérés comme messagerie, ne devront pas avoir plus d'un mètre dix centimètres (1^m 10) de longueur et soixante centimètres (0^m 60) de largeur ou épaisseur. Ceux qui auraient des dimensions supérieures seraient refusés.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens.

Dans aucun cas il ne pourra être perçu pour un voyageur pris ou laissé en route un prix supérieur à celui qui a été prévu pour la distance complète qui sépare les deux stations entre lesquelles le parcours a été effectué.

Pour les excédents de bagages et les messageries à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes (0 à 5^k); 2° au-dessus de cinq (5^k) jusqu'à dix kilogrammes (10^k); 3° au-dessus de dix kilogrammes (10^k), par fraction indivisible de dix kilogrammes (10^k).

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque de messagerie ne pourra être inférieur à quarante centimes (0' 40).

Bagages.

24. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes (10^k) n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place, à condition qu'il puisse le conserver avec lui sans gêner la circulation ni incommoder les voisins.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement.

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

- 1° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;
- 2° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous colis ou colis pesant ensemble plus de quarante kilogrammes (40^k) d'objets envoyés par la même personne à une même personne. Il en sera de même pour les colis ou bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes (40^k).

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messagerie et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles envoyés ne soient réunis en un seul colis n'excédant pas les dimensions déterminées dans l'avant-dernier paragraphe de l'article 23.

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le service total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai d'un mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics ou aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire à ses clients.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude, célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, messageries et colis quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits, au bureau d'où ils partent, au bureau où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre du bureau de départ, du prix total de leur transport.

Pour les colis ayant une même destination, les expéditions auront lieu dans l'ordre de leur inscription au bureau de départ.

Toute expédition sera constatée, si l'expéditeur la demande, par une lettre de transport dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre sera remis à l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de transport, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature, le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Délais de livraison.

30. Les messageries ou objets quelconques seront livrés aux destinataires dans un délai de vingt-quatre heures de leur remise au tramway.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transmission qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage pour la remise au domicile des destinataires de tous les colis qui lui seront confiés.

Le factage ne sera point obligatoire en dehors du périmètre des communes de Montmorency, Enghien et Saint-Gratien.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des colis.

 traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement, avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.**STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.****Fonctionnaires ou agents du contrôle.**

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. L'administration des postes aura le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

TITRE VI.**CLAUSES DIVERSES.****Frais de contrôle.**

37. La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais de contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu exceptionnellement le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera non pas à une année entière, mais seulement à la partie de celle où aura été rendu le décret qui restera à courir à compter de la date dudit premier versement.

Cautionnement.

38. Avant la signature du décret d'utilité publique, le concessionnaire verse à la caisse des dépôts et consignations une somme de sept mille francs (7,000 francs) métrée ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du 31 mai 1862, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Montmorency.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui faite sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de Montmorency.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'Administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine-et-Oise, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la présente annexe seront supportés par le concessionnaire.

Fait double à Versailles, le 1^{er} août 1896.

Lu et approuvé :

Le Préfet,

Signé : GENTIL.

Lu et approuvé :

Signé : GALLOTTI.

Enregistré à Versailles, le 4 décembre 1896, folio 53, case 17. Reçu un franc cinquante centimes. — Signé : Hermery.

N° 32583. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Besoins constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 24 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895 ;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10579.

Vu les réclamations des diverses personnes dont l'état est ci-joint;
 Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1893, 1894 et 1895 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;
 Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 avril 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de vingt et un mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs seize centimes (21,984¹/₁₆), réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893	chapitre XLII.....	90 ¹ / ₂₇	}	4,130 ¹ / ₉₈
	chapitre LII.....	4,040 ¹ / ₇₁		
Exercice 1894	chapitre XLIV.....	13 ¹ / ₈₈	}	5,091 ¹ / ₀₉
	chapitre XLVII.....	291 ¹ / ₆₆		
	chapitre LI.....	125 ¹ / ₀₀		
	chapitre LII.....	4,660 ¹ / ₅₅		
Exercice 1894	chapitre IV.....	600 ¹ / ₇₄	}	12,762 ¹ / ₀₉
	chapitre XLIV.....	1,317 ¹ / ₇₇		
	chapitre XLV.....	50 ¹ / ₀₀		
	chapitre XLVII.....	500 ¹ / ₀₀		
	chapitre XLVIII.....	106 ¹ / ₉₃		
	chapitre LII.....	10,073 ¹ / ₁₅		
	chapitre LIX.....	113 ¹ / ₅₀		
TOTAL.....				21,984 ¹ / ₁₆

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
 Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
 et des beaux-arts,
 Signé : A. RAMBAUD.

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par créance.	par chapitre.	
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes. (Suite.)	175 ¹ 00 ^e		Complément de traitement resté dû en 1893 à : M. Désolme, instituteur au Chambon - Feugarolles (Loire). Erreur de classement. Réclama- tion du 1 ^{er} décembre 1896. Déci- sion ministérielle des 15 décem- bre 1896 et 6 février 1897.
	300 00		M. Alary, instituteur à Vals (Haute-Loire). Même observation. Réclamation du 6 octobre 1896. Décisions ministérielles des 23 oc- tobre 1896 et 27 novembre 1896.
	100 00		M. Esbrayat, instituteur à Saint-Vincent (Haute-Loire). Même observation. Réclamation du 6 octobre 1896. Décisions mi- nistérielles des 23 octobre 1896 et 27 novembre 1896.
	200 00		M. Japin, instituteur à Pont- saverger (Marne). Même observa- tion. Réclamation du 18 décem- bre 1896. Décision ministérielle du 5 janvier 1897.
	100 00		M. Guimiau, instituteur à Sainte-Colombe (Nièvre). Erreur dans le calcul des émoluments. Réclamation et états de rappel transmis le 11 novembre 1896. Décision ministérielle du 23 no- vembre 1896.
	301 83		M ^{me} Gerde-Abadie, institutrice à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Même observation. Réclamation du 28 octobre 1896. Décision mi- nistérielle du 28 mars 1896.
	100 00		M ^{me} Roques, institutrice à Eyne (Pyrénées-Orientales). Erreur de classement. Réclamation et états de rappel du 4 novembre 1896. Décision ministérielle du 25 no- vembre 1896.
	163 88		M ^{me} Tonnaint, institutrice à Choisy-le-Roi (Seine). Même ob- servation. Réclamation du 12 juin 1896. Décision ministérielle du 24 juillet 1896.
	200 00		M. Parisot, instituteur à Julien- rupt (Vosges). Erreur dans le calcul des émoluments. Réclama- tion du 6 juin 1896. Décision mi- nistérielle du 7 décembre 1896.
		4. 40 ¹ 71 ^e	

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA
			par ordonnance.	par chapitre.	
1894.	XLIV.	Collèges communaux de garçons.	13 ^f 88 ^c	13 ^f 88 ^c	Indemnité pour traitement remis M. Germa, professeur de la 3 ^e classe de la 1 ^{re} division, en vertu d'une décision ministérielle du 15 novembre 1893. Il s'agit de M. Germa, à 1893 pour interruption d'une somme de 18 francs tant deux pour raison de 1,50 franc. Malgré cette décision, M. Germa n'a pu il en résulte qu'il compte actuellement 18 francs de plus dans sa situation qui est un préjudice et liquidation de ce traité, ce fonctionnaire qui a eu d'après le ministère 1897.
	XLVII.	Enseignement primaire. Inspecteurs. Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.	291 ^f 66 ^c	291 66	Rappel d'ordonnance en 1893 : M ^{me} Morlet, enseignement primaire, Seine-et-Oise, adresse une lettre à la décision dans la 2 ^e division, primaires, et classement et admette partiellement la 3 ^e division.
	LI.	Bourses d'enseignement primaire supérieur.	125 ^f 00 ^c	125 00	Quatrième trimestre familial M ^{me} Borel, cours complémentaires, logne-sur-l'Orne, l'intercession de la clôture du ministère de l'Instruction publique.
			1,200 ^f 00 ^c		Complément de 120 francs pour M. Brabant Channy, allocation que pour.
			200 00		M ^{me} Amour Cabannes de classement. R. de rappel du 11 décembre 1893, ministériel du 11 décembre.
	LII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes.	87 00		M. Malleville Saint-Gilles, allocation que pour.
			350 00		M. Bonnet, le Gard, indemnité pour l'exercice.
			100 00		M. A. Dupont Pont-de-Naef, classement et 19 novembre 1893, ministériel du 19 novembre.

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par ordres.	par chapitre.	
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes. (suite.)	250 ⁰ 00 ^e		Complément de traitement resté dû pour 1894 à : M. Clavier, instituteur à Gra- vanetree (Gers). Même obser- vation que pour l'exercice 1893.
	300 00		M. Costanté, instituteur à Fos (Médant). Même observation que pour l'exercice 1893.
	100 00		M. Bourgeois, instituteur à Mo- rex (Jura). Erreur de classement. Réclamation et états de rappel du 3 novembre 1896. Décision ministérielle du 27 novembre 1896.
	100 00		M. Desolme, instituteur au Cham- bon - Feugerolles (Loire). Même observation que pour l'exercice 1893.
	300 00		M. Alary, instituteur à Vals (Haute-Loire). Même observation que pour l'exercice 1893.
	100 00		M. Esbrayot, instituteur à Saint- Vincent (Haute-Loire). Même observation que pour l'exercice 1893.
	200 00		M. Meillac, instituteur à Saint- Laurent-de-Vuret (Lozère). Erreur de classement. Réclamation et états de rappel transmis au mi- nistère le 20 janvier 1897. Déci- sion ministérielle du 6 février 1897.
	100 00		M. Arboussot, instituteur à Pal- liers (Lozère). Erreur de classe- ment. Réclamation et états de rappel transmis au ministère le 20 janvier 1897. Décision mini- stérielle du 6 février 1897.
	100 00		M. Japin, instituteur à Pont- feverger (Marne). Même obser- vation que pour l'exercice 1893.
	100 00		M. Guimier, instituteur à Sainte-Colombe (Nièvre). Même observation que pour l'exercice 1893.
	658 55		M ^{me} Gerde-Abbadie, institutrice à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Même observation que pour l'exer- cice 1893.
	25 00		M ^{me} Roques, institutrice à Eyre (Pyrénées-Orientales). Même ob- servation que pour l'exercice 1893.
	100 00		M. Condat, instituteur à Le- das (Tarn). Erreur de classement. Réclamation et états de rappel du 19 décembre 1896. Décision ministérielle du 23 janvier 1897.
	100 00		M ^{me} Seine, institutrice à Saint- Romain (Vienne). Erreur de clas- sement. Réclamation et états de rappel du 5 novembre 1896. Déci- sion ministérielle du 30 novem- bre 1896.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		NOTES DE LA COMMISSION.
			par oréeance.	par chapitre.	
1894. (suite)	LII. (Suite).	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes. (Suite.)	100 ^f 00 ^e		Complément de traitement pour 1893 : M. Perrot, instituteur suppléant : Veuve - Pension que pour l'année.
			90 00	4,660 ^f 55 ^e	M. Desvignes, instituteur suppléant : Veuve. Sur calcul des impositions du 31 juillet 1893, le ministre de l'Instruction publique a décidé :
	IV.	Services généraux de l'Instruction publique.....	341 ^f 64 ^e		Frais de pension de : M. Darbi, ex-lycée de Quimper. M. Homery, directeur chef de l'école de Quimper pour la deuxième année. pièces réglementaires d'acquiescement parvenues le 15 mars 1895. Décision du 30 janvier 1895.
			259 10	600 ^f 74 ^e	M. Arago, C. de l'École de Trévoux, pour de l'année 1894. (Monte-dore). Pension que pour l'année ministérielle de 1894.
1895.					Traitement d'élève en 1893 : M. Desvignes, au collège de Saint-Cé. Fondation dont le montant était de 200 francs, a été supprimée du 9 octobre 1893. Comme le frappaient une privation de l'aurait du recevoir interruption de la fondation de l'État. 217 fr. 77 représentant de ses traitements. vingt-sept jours d'erreur administrative n'aurait pas été perçus, adresse une rectification admise par décision du 30 mars 1895.
			217 77		
	XLIV.	Collèges communaux de garçons.....			Indemnités des professeurs suppléants en 1893 : M. Aubert, professeur de Langres (M. de Langres).
			50 00	50 00.	M. Grégoire, professeur de Langres (M. de Langres).

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par créance.	par chapitre.	
	50 ⁰⁰		Indemnités dues pour heures supplémentaires à : M. <i>Milot</i> , professeur au collège de Vassy (Haute-Marne).
	50 00		M. <i>Vanthérin</i> , professeur au collège de Vassy (Haute-Marne).
			(Il a été alloué à chacun de ces fonctionnaires une somme de 50 francs à titre d'indemnité pour heures supplémentaires. L'administration préfectorale ayant omis de mandater et de constater ces créances sur l'état des restes à payer de l'exercice 1895, les intéressés ont adressé une réclamation qui a été reconnue fondée. Décision ministérielle du 27 mars 1897.)
Collèges communaux de garçons. (Suite).	300 00		Subvention restée due au principal du collège de : Lectoure (Gers), pour l'année 1895. Le 11 décembre 1893 un complément annuel de subvention de 300 francs fut accordé au collège de Lectoure pour élever du deuxième au premier ordre une chaire de lettres. La mesure ne devait son effet que lorsque le professeur du deuxième ordre serait remplacé par un professeur du premier. La mutation accomplie, le recteur n'ayant adressé aucune proposition d'ordonnancement ce ne fut qu'à la vérification du compte administratif du collège qu'on découvrit que l'état restait redevable de l'allocation annuelle depuis le 1 ^{er} janvier 1895. Décision ministérielle du 18 janvier 1897.
	600 00	1,317 ⁷⁷	Longwy (Meurthe-et-Moselle), pour l'année 1895. Même observation. Le 8 janvier 1894 un complément annuel de 600 francs fut accordé au collège de Longwy pour transformation en chaires de premier ordre des chaires de mathématiques et de physique. Décision ministérielle du 18 janvier 1897.
Enseignement secondaire des jeunes filles.	50 ⁰⁰	50 00	Complément de traitement resté dû pour 1895 à : M ^{lle} <i>Pellatier</i> , professeur au collège de jeunes filles de Louhans (Saône-et-Loire) pour les mois de mai et décembre 1895 à raison de 300 francs par an. Par suite d'un oubli, l'administration préfectorale a négligé de comprendre cette créance dans l'état des restes à payer de l'exercice 1895. Décision ministérielle du 18 janvier 1897.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		REMARQUES EN LA
			par créance.	par chapitre.	
1895. (Suite)	XLVII.	Enseignement primaire. Inspecteurs. Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles.	500 ^f 00 ^c	500 ^f 00 ^c	Rappel d'engagement en 1894 à : M ^{lle} Murit, institutrice de l'enseignement à Versailles (Seine-et-Oise). Même observation exercice 1894. Décision ministérielle du 9 mars 1895.
	XLVIII.	Écoles normales primaires. Écoles normales supérieures d'enseignement primaire.	81 ^f 93 ^c		Indemnités restées à : M. Gallot, professeur normal d'ajustement au service de l'enseignement par l'omission de cette clôture de l'exercice ministériel 1895.
			25 00	106 93	M. Bellamy, professeur normal d'histoire pour hommes et consacrées à l'enseignement. C'est par omission que nous pas été portés restes à payer de ministériel 1895.
			1,200 ^f 00 ^c		Complément de... du pour 1895 à : M. Brédas, Chennay (Aisne) que pour l'exercice
			16 66		M. Odon, institutrice (Basses-Alpes) classement. Rappel du 23 décembre ministériel 1897.
			300 00		M. Morel, institutrice (Ardèche) classement. Rappel du 23 octobre 1895. Décision ministérielle
	LII.	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes.	200 00		M ^{lle} Lamy, institutrice Cabannes (Aveyron) que pour l'exercice
			300 00		M ^{lle} Morel, institutrice la Rochelle (Charente) Erreur dans le classement. Réclamation rappel du 17 novembre ministériel 1894.
			100 00		M ^{lle} Maréchal, institutrice Marville (Bordeaux) Même observation du 29 mai 1894. Décision ministérielle du 26 octobre

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CREDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par craence.	par chapitre.	
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes. (Suite).	87 ¹ 00 ⁴		Complément de traitement resté dû pour 1895 à : M. <i>Mallardès</i> , instituteur à Saint-Gilles (Gard).
	350 00		M. <i>Ménard</i> , instituteur à Nîmes (Gard).
	100 00		M. <i>Avesque</i> , instituteur à Pont- de-Rastol (Gard). (Mêmes causes que pour l'exer- cice 1894.)
			Complément de traitement resté dû pour 1895 à :
	100 00		M. <i>Dels</i> , instituteur à Sainte- Eulalie (Gironde). Erreur dans le calcul des émoluments. Réclama- tion transmise le 18 juin 1895. Décision ministérielle du 14 sep- tembre 1896.
			Complément de traitement resté dû pour 1895 à :
	300 00		M. <i>Augé</i> , instituteur à Vias (Hérault).
	300 00		M. <i>Ravel (Paul)</i> , instituteur à Cotte (Hérault).
	300 00		M. <i>Riry</i> , instituteur à Manguio (Hérault).
	200 00		M. <i>Dalmès (Michel)</i> , instituteur à Montblanc (Hérault).
	100 00		M. <i>Bruguère</i> , instituteur à Montpellier (Hérault).
	200 00		M. <i>Fayssières</i> , instituteur à Montpellier (Hérault).
	300 00		M. <i>Delmas (H.)</i> , instituteur à Montpellier (Hérault).
	300 00		M. <i>Bodaro</i> , instituteur à Bé- ziers (Hérault).
	200 00		M. <i>Beverdy (Eugène)</i> , institut- teur à Beziers (Hérault).
	300 00		M. <i>Jullian</i> , instituteur à Con- tambres (Hérault).
	300 00		M. <i>Bernard</i> , instituteur au Cros (Hérault).
	300 00		M. <i>Castanié</i> , instituteur à Fos (Hérault).
			(Erreur dans le calcul des émo- luments. États de rappel transmis le 29 septembre 1896 Décision ministérielle du 16 octobre 1896.)
			Complément de traitement resté dû en 1895 à :
	100 00		M ^{lle} <i>Bourgeois</i> , institutrice à Morez (Jura). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.
	600 00		M. <i>Alary</i> , instituteur à Vals (Haute-Loire). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.
	100 00		M. <i>Ebrayat</i> , instituteur à Saint- Vincent (Haute-Loire). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		NOTES DE LA COMMISSION.
			par avance.	par chapitre.	
			100 ⁰ 00 ⁰		Complément de traité dû pour 1893 à : M. Gervier, instituteur Georges-d'Aurac. Réclamation. 1896. Décision ministérielle 23 octobre 1896.
			300 00		Indemnités compensées M. Coqueret, instituteur coules (Lot). Erreur mont. Réclamation. 1897. Décision ministérielle 6 février 1897.
			100 00		M. Carbond, instituteur Vers (Lot). Erreur des émoluments. M. 30 décembre 1896. ministérielle du 25
			50 00		M. Baudouin, instituteur tal (Lot). Erreur des émoluments. M. 30 décembre 1896. ministérielle du 25
1895. (suite)	LII. (suite).	Enseignement primaire élémentaire en France moins les villes de plus de 100,000 âmes. (Suite).	200 00		Complément de traité dû en 1893 à : M. Maillet, instituteur Laurant-de-Brie. causes que pour
			100 00		M. Jadin, instituteur verger (Marne). causes que pour l'année
			100 00		M. Guinier, instituteur Sainte-Colombe. causes que pour
			300 00		M. Douss, instituteur bourges (Nord). Erreur mont. Réclamation. appel du 7 novembre décision ministérielle vembre 1896.
			701 83		M ^{me} Gerde-Alou Lourdes (Basses-Pyrénées). Mêmes causes que 1893.
			300 00		M. Ferges, instituteur Longue-de-Mont (Gard). Erreur de réclamation et du 4 novembre 1896. ministérielle du 30
			83 33		M. Grandjean, instituteur Contamine-sur-Savoie. Erreur de réclamation et du 17 novembre 1896. ministérielle du 25
			100 00		M. André, instituteur Nancy (Norte). Erreur de réclamation et du 17 novembre 1896. ministérielle du 25

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
	par craucées.	par chapitre.	
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 100,000 âmes. (suite.)	200 ¹ 00 ^s		Complément de traitement resté dû pour 1895 à : M. Brudenne, instituteur à Montrouge (Seine). Erreur dans le calcul des émoluments. Récla- mation du 12 juin 1896. Décision ministérielle du 24 juillet 1896.
	330 00		M. Lucs, instituteur à Ruell (Seine-et-Oise). Même observa- tion que précédemment. Déclara- tions du 4 mars 1896. Décision mi- nistérielle des 6 août et 23 octobre 1896.
	100 00		M. Condat, instituteur à Le- das (Yarn). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.
	41 65		M. Rousseau, instituteur à Bi- gnoux (Vienne). Erreur de clas- sement. Réclamation et états de rappel du 5 novembre 1896. Déci- sion ministérielle du 30 novem- bre 1896.
	22 68		M. Léger, instituteur à Châtel- lerault (Vienne). Erreur de clas- sement. Réclamation et états de rappel du 5 novembre 1896. Déci- sion ministérielle du 30 novem- bre 1896.
	100 00		M. Seins, instituteur à Saint- Roman (Vienne). Erreur de clas- sement. Réclamation et états de rappel du 5 novembre 1896. Déci- sion ministérielle du 30 novem- bre 1896.
	100 00		M. Parisot, instituteur à Ju- licnrupt (Vosges). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.
Enseignement primaire. Secours et allocations.	90 00		M. Stouvenot, instituteur à Doin- paire (Vosges). Mêmes causes que pour l'exercice 1894.
	10 ¹ 00 ^s	10,073 ¹ 15 ^s	Secours complémentaire dû aux héritiers de : M ^{me} Bergerot, veuve d'institu- teur à Noidan (Côte-d'Or). Ré- clamation tardive des héritiers. Rapport du préfet en date du 21 février 1897. Décision ministé- rielle du 8 mars 1897.

1859.

— 1147 —

Report du ministre de la guerre,

Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les coupes de la place de Belfort, les plans de circonscription et verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre,

du Mont-Vaudois :

comme poste de la 1^{re} série par la loi du 29 décembre 1896, en vue de la zone des fortifications.

Verbal de bornage en date du 3 décembre 1896).

du Ballon-de-Servance et sa batterie annexe :

comme poste de la 1^{re} série par la loi du 29 décembre 1896, en vue de la zone des fortifications.

Verbal de bornage en date du 30 novembre 1896).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

DÉCRET qui charge le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de l'intérim du Ministère de l'Intérieur.

Du 8 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 9 mai 1897.)

PRÉSENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Proposition du président du Conseil, ministre de l'agriculture,

M. Darlan, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur.

Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le président du Conseil, Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

N° 32586. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
signé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
autorise le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
de l'État, à refuser le legs d'un tableau de *L. Robert*, fait au Louvre
par *M. Justin Brisac*, en vertu de son testament olographe du 20 mars
(Paris, 2 Mars 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1860.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— *Loi qui autorise la Concession à la Chambre de commerce de la Charente-Inférieure de Terrains domaniaux situés sur la deuxième terre-pleins des quais du Port de la Pallice.*

Du 16 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 19 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est approuvée la convention provisoire passée, le 15 mai 1895, entre le préfet du département de la Charente-Inférieure et le président de la chambre de commerce de la Rochelle, portant la concession à ladite chambre d'un terrain domanial nécessaire pour l'installation de magasins publics et autres établissements publics relatifs à l'exploitation du port de la Pallice. La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
JULES COCHERY.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quinze, le treize novembre,

Entre le préfet de la Charente-Inférieure, agissant au nom de l'État, et le président de la chambre de commerce de la Rochelle, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'administration supérieure, sa ratification par une loi,

D'une part,

Et le président de la chambre de commerce de la Rochelle, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la chambre, suivant sa délibération en date du 4 novembre 1895,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'État concède pour quatre-vingt-dix-neuf ans à la chambre de commerce de la Rochelle, qui accepte, le droit d'établir et d'administrer, sur des terrains du domaine public d'une superficie d'environ quatre hectares (4^h), situés sur les rives du bassin à flot du port de la Pallice, des magasins publics et autres constructions relatives à l'exploitation du port.

2. La concession est faite sous les conditions du cahier des charges annexé à la présente convention.

3. La présente convention ne sera passible que d'un droit fixe d'enregistrement de trois francs (3^f).

Fait à la Rochelle, le 13 novembre 1895.

Le Président de la Chambre de commerce
de la Rochelle,

Signé : D'ORBIGNY.

Le Préfet de la Charente-Inférieure,

Signé : HILLIAS.

Enregistré à la Rochelle (A. C.) le 1^{er} mai 1897, folio 46, case 10. — francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé : Simon.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE LA CONCESSION.

ART. 1^{er}. Les terrains concédés par l'État à la chambre de commerce de la Rochelle, en vertu de la loi approuvant la convention du 13 novembre 1895, est annexé le présent cahier des charges, seront exclusivement affectés à l'usage de la chambre de commerce :

1^{er} A des magasins publics, en partie couverts, en partie découverts, que la chambre de commerce établira ou fera établir, administrera ou fera exploiter conformément aux dispositions du présent cahier des charges et moyennant l'application de tarifs fixés par elle et qu'elle étendra au fur et à mesure des besoins du commerce sur les terrains de la concession, après qu'elle aura dérasé et aménagé ces terrains ou en en dérasé et aménagé à ses rétrocessionnaires; toutefois les parcs pour dépôts de marchandises à découvert pourront être établis sur des terrains non préalablement dérasés.

2^o A d'autres établissements quelconques à usage public, relatifs à l'exploitation du port, que la chambre de commerce installera et administrera, ou qu'elle fera installer ou exploiter sur des terrains de la concession donnés par elle en location, après qu'elle aura dérasé et aménagé ces terrains, ou en en imposant le dérasé et l'aménagement à ses locataires ou rétrocessionnaires;

3^o A des occupations temporaires à titre précaire et révocable sous forme de location, approuvés par le ministre des travaux publics, ayant pour objet des constructions relatives à l'exploitation du port.

Une partie des magasins pourra être aménagée pour servir de magasins généraux et être exploitée comme telle. La chambre de commerce aura la faculté de déterminer elle-même l'étendue de la partie des magasins publics qu'elle entend soumettre au régime des magasins généraux. Elle devra d'ailleurs se conformer, avant toute exploitation, aux lois et règlements relatifs aux magasins généraux.

La chambre de commerce, si elle en est requise, devra constituer une partie des magasins publics en entrepôt réel des douanes; elle sera tenue de se conformer, pour l'établissement et l'exploitation de cette partie de ses établissements, aux lois et règlements relatifs aux entrepôts réels. L'étendue de l'entrepôt réel devra toujours être suffisante pour les besoins de la douane.

2. Les terrains concédés sont ceux teintés en bistre sur le plan annexé au présent cahier des charges.

Toutefois les limites effectives des diverses parcelles concédées pourront différer de celles indiquées sur ledit plan, en raison des dispositions définitives qui seront arrêtées par le ministre des travaux publics, conformément aux articles 6 et 7 ci-après, à la suite de l'étude des projets d'exécution, sans que la superficie totale puisse dépasser quatre hectares et demi ni être inférieure à trois hectares et demi.

Les terrains seront remis au concessionnaire en l'état où ils se trouveront. Une remise générale provisoire sera faite dans le mois qui suivra la ratification, par une loi, de la convention précitée. La remise définitive de chaque parcelle aura lieu à la suite de la délimitation prévue à l'article 6.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

3. Les ouvrages que le concessionnaire est tenu dès maintenant d'exécuter, conformément aux dispositions générales du mémoire justificatif par lui présenté à l'appui de sa demande de concession, sont les suivants :

Les déblais, au niveau du quai, de la parcelle n° 1, s'étendant sur une superficie de deux mille sept cent cinquante mètres carrés (2,750^{m²}), et la construction sur cette parcelle d'un premier groupe de magasins publics couverts, s'étendant sur une superficie de mille mètres carrés (1,000^{m²}).

4. La chambre de commerce procédera, au fur et à mesure des besoins du commerce et de l'industrie maritime, au dérasement des diverses parcelles de sa concession et à l'utilisation successive de ces parcelles pour les objets énumérés à l'article 1^{er}.

La chambre pourra, moyennant l'autorisation du ministre des travaux publics, établir, tant au dehors qu'au dedans de la concession, les voies ferrées nécessaires pour raccorder, avec le réseau des voies ferrées des quais, les établissements commerciaux installés sur les terrains de la concession.

5. Lorsque l'étendue des magasins publics ne sera plus suffisante pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de les augmenter par l'établissement et la mise en service, sur les terrains concédés, de nouveaux magasins publics dans la mesure reconnue nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'accord avec la chambre de commerce ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'État, après enquête, sur le rapport des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

6. Les limites définitives des terrains concédés seront déterminées successivement pour chaque parcelle par le ministre des travaux publics lors de la présentation des projets prévus par l'article 7 ci-après.

7. Le concessionnaire est tenu de soumettre à l'approbation du ministre des travaux publics :

1° Les projets des terrassements relatifs au dérasement des terrains de la concession;

2° Les projets d'exécution et de modification des magasins publics et de tous les établissements à usage public;

3° Les projets des ouvrages accessoires à établir en dehors de la concession, tels

que trottoirs, conduites d'eau, de gaz et d'électricité, voies ferrées reliant les voies de quai les établissements installés sur les terrains de la concession.

A* Les conditions à imposer aux locataires des parcelles de terrains qui sont données temporairement par des particuliers, ainsi qu'il est prévu à l'article 1^{er}.

Les divers projets présentés doivent comprendre tous les plans et dessins et moires explicatifs nécessaires.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qui sont nécessaires pour assurer la sécurité et la commodité de l'exploitation des établissements publics et autres établissements à usage public, la facilité de la circulation, l'abaissement des eaux, la liberté et la sécurité des quais et des voies environnantes, et l'observation du cahier des charges.

8. Le concessionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité et l'œuvre suivant les règles de l'art.

9. Les magasins publics, les établissements à usage public et les ouvrages extérieurs de la concession doivent être constamment entretenus en bon état par le concessionnaire, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le concessionnaire, il y a lieu d'office à la diligence des ingénieurs du port, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet. Le montant des avances faites par le port sera remboursé par le concessionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

10. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du concessionnaire.

11. Le concessionnaire a à sa charge l'entretien des pavages dans l'intervalle de cinquante centimètres (0^m 50) de chaque côté des rails servant à relier les établissements aux voies ferrées des quais.

Le concessionnaire sera également tenu d'exécuter, quand l'administration le jugera nécessaire, les trottoirs bordant les terrains de la concession, y compris le trottoir et le caniveau pavé, et de les entretenir.

12. Le concessionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, les indemnités qui pourraient être dues à ses tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages établis sur les terrains de la concession, ainsi que des ouvrages extérieurs qu'il aura établis ou fait établir.

Il sera responsable à ses risques et périls, sans aucun recours contre l'administration, de toutes les conséquences directes ou indirectes de la concession.

13. Le concessionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existant ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des conduites d'eau et de gaz, des conducteurs d'électricité et de tous les autres appareils.

14. Le concessionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait à ses installations et aux chemins publics, ferrés et trottoirs qu'il est chargé d'entretenir. Il ne peut entraver la circulation publique, sous quelque prétexte que ce soit, par aucun ouvrage fixe ou mobile.

Il ne peut élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'entretien des chaussées et terre-pleins des quais entretenus par elle, ou de l'influence que l'administration exercerait sur l'entretien et l'exploitation de ses ouvrages, ni en raison des interruptions de service qui résulteraient, pour ses diverses installations, de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers, régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant de l'usage de la voie publique.

15. Le concessionnaire devra avoir terminé, dans un délai de deux ans, la remise générale provisoire des terrains, les ouvrages spécifiés à l'article 1^{er}.

Le dérasement du reste des terrains sera exécuté successivement, au fur et à mesure des besoins du commerce.

Les nouveaux magasins publics, dont l'exécution serait ordonnée en vertu de l'article 5 ci-dessus, devront être mis en service dans un délai de deux ans à dater de la notification de la décision des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

16. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien des magasins publics et autres établissements à usage public, les travaux de dérasement des terrains de la concession et tous ceux qui sont relatifs aux ouvrages établis sur le domaine public en dehors de la concession, sont exécutés sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs du port.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque ouvrage susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs, sur la demande du concessionnaire, et le préfet, sur le vu du procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

TITRE III.

EXPLOITATION.

17. Les magasins publics, couverts ou découverts, et les autres établissements à usage public sont mis à la disposition du public dans l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production, sur des registres à souche tenus par les soins du concessionnaire.

Ces registres sont communiqués sans déplacement à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un commerçant ne se présente pas à son rang, il reprend son tour à la suite des demandes inscrites.

Les demandes relatives au magasinage des marchandises indiquent le poids des marchandises et la durée probable de leur dépôt.

18. Les demandes de dépôt dans les magasins publics pour une durée d'un mois au maximum sont admises intégralement suivant leur ordre d'inscription et jusqu'à concurrence de la capacité disponible des magasins. Mais le concessionnaire n'est tenu de recevoir de dépôt pour une durée supérieure à un mois que jusqu'à concurrence des deux tiers de la même capacité.

Il ne sera donné aucune suite aux demandes présentées relatives à des marchandises susceptibles de nuire aux marchandises voisines par leur nature, leur odeur, leur poussière, etc.

En cas de contestation sur les inconvénients de ce genre, il sera statué par le ministre des travaux publics.

Le concessionnaire ne doit recevoir en dépôt aucune marchandise dangereuse ou inflammable, si ce n'est dans des magasins isolés, spécialement aménagés à cet effet. Il n'est tenu de recevoir de telles marchandises que dans le cas où il aurait déjà installé ces magasins spéciaux et seulement dans les limites de leur capacité disponible.

19. Le concessionnaire est tenu d'avoir le personnel suffisant pour assurer la régularité du service des magasins publics et autres établissements à usage public.

Il est chargé de la manutention et de la garde des marchandises qui y sont déposées et est responsable de tous les dégâts qu'elles peuvent subir de son fait ou de celui de ses agents.

20. Des arrêtés du ministre des travaux publics déterminent, le concessionnaire entendu, le détail des obligations respectives du concessionnaire et des particuliers qui font usage des magasins publics et des autres établissements à usage public, ainsi que les règles spéciales au service des magasins généraux.

21. Les mesures d'ordre et de police relatives à l'administration de la concession sont arrêtées par le préfet sous l'autorité du ministre des travaux publics, le concessionnaire entendu.

22. Les agents et gardiens que le concessionnaire emploie pour la surveillance et la garde de ses établissements peuvent être commissionnés par le préfet et assermentés devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.
Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

23. La chambre de commerce peut, avec le consentement des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des entrepreneurs agréés par eux l'exécution de ses ouvrages, l'exploitation ou partie des magasins publics et autres établissements à usage public et la perception des taxes fixées par les tarifs homologués; mais, dans ce cas, elle demeure moralement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, du accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Les contrats en vertu desquels le concessionnaire cède ainsi à des entrepreneurs tout ou partie de ses droits et charges ne seront valables qu'après avoir été approuvés par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le rétrocessionnaire de l'exploitation des magasins publics ne pourra d'ailleurs exploiter comme magasins généraux qu'après s'être conformé aux prescriptions des lois et règlements relatifs aux magasins généraux et avoir obtenu l'autorisation sectorielle prévue par l'article 1^{er} de la loi du 31 août 1870.

24. L'exploitation des magasins publics et autres établissements à usage public est faite sous le contrôle des ingénieurs du port, sans préjudice de la surveillance et du contrôle que les lois et les règlements sur les entrepôts réels confèrent au service des douanes.

TITRE IV.

TARIFS.

25. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il aura faits par le présent cahier des charges et sous la condition qu'il en remplisse les obligations, le gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant la durée de la concession, pour l'usage des magasins publics et des autres établissements à usage public, et pour la location des terrains à affecter à des établissements privés, des taxes et redevances dont le montant est déterminé conformément aux positions ci-après.

26. Les taxes maxima qui peuvent être perçues pour l'usage des magasins couverts ou découverts sont indiquées aux tarifs ci-annexés.

Quant aux terrains non encore affectés à des magasins publics, la chambre de commerce pourra les louer dans les conditions suivantes :

Dans les cas prévus aux paragraphes 4 et 5 de l'article 1^{er}, des locations peuvent être consenties pour des périodes de trente ans au plus, sous réserve de l'approbation des conditions de location et des projets de dérasement par le ministre des travaux publics, conformément à l'article 7 ci-dessus;

Dans les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 1^{er}, les occupations temporaires à titre précaire et révoquant, seront autorisées par la chambre de commerce des baux dont le type et le prix par mètre carré auront été approuvés par le ministre des travaux publics; les travaux de dérasement des parcelles ainsi occupées seront d'ailleurs être exécutés que suivant des projets approuvés par le ministre.

En dehors des tarifs annexés au présent cahier des charges, le ministre des travaux publics arrête, sur la proposition du concessionnaire, les taxes relatives à la manutention dans les magasins.

Le ministre des travaux publics arrête en outre provisoirement, au fur et à mesure des besoins, sur la proposition du concessionnaire, les tarifs relatifs aux nouveaux non prévus dans le présent cahier des charges, dont le concessionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port, et les taxes relatives aux nouveaux établissements à usage public qu'affecterait le concessionnaire. Les tarifs ainsi établis provisoirement sont définitivement fixés dans un délai de cinq ans par un décret rendu en conseil d'État et soumis aux tarifs maxima de la concession; ils peuvent être relevés pendant ce délai sur la demande du concessionnaire, par un nouvel arrêté ministériel.

27. La perception des taxes et redevances doit être faite d'une manière égale pour tous. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le concessionnaire et l'Etat, dans l'intérêt des services publics de l'Etat.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout autre avantage consenti par abonnement en faveur d'un particulier doit être accordé de droit à tout autre particulier qui se trouve dans les mêmes conditions.

28. Le concessionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes ou redevances au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise en exécution.

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

29. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente aux endroits qui sont indiqués par l'ingénieur du port.

Le concessionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par des registres à souche avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu, de toutes les perceptions opérées.

Ces registres, ainsi que ceux des demandes, doivent être représentés à toute réquisition aux ingénieurs du port qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

30. Les comptes et budgets relatifs à l'administration de la concession et à l'établissement des ouvrages exécutés directement par le concessionnaire ou subventionnés par lui, formeront, dans la comptabilité de la chambre de commerce, des comptes et budgets spéciaux.

Ces comptes et budgets comprendront, en outre, toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services entretenus et subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Les comptes et budgets comprenant ainsi, notamment, les établissements exploités en première et en deuxième zone des quais, seront réunis et balancés en fin d'exercice, et il sera fait compensation des insuffisances et des excédents de recettes qui pourraient se produire dans l'exploitation de l'une ou l'autre zone.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, mais après avis du ministre des travaux publics. Aucune nouvelle nature de dépense n'y pourra figurer que sur l'avis conforme du ministre des travaux publics.

L'ensemble de ces comptes et budgets spéciaux ne doit être, pour la chambre de commerce, l'objet d'aucun bénéfice ni d'aucune perte.

31. Les tarifs maxima spécifiés à l'article 26 ne peuvent être révisés, soit d'office, soit sur la demande du concessionnaire.

Cette révision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois, et par exception, il suffit d'une année entière durant la première période quinquennale à partir de la mise en vigueur de la présente concession.

Toute révision consistant en un abaissement de tarifs maxima accepté par le concessionnaire est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute révision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le concessionnaire est ordonnée par décret délibéré en conseil d'Etat. Un abaissement

de tarifs ne pourrait d'ailleurs être imposé à la chambre de commerce s'il est que le budget des établissements que la chambre administre directement n'est d'être en déficit, ou que l'abaissement en question aurait pour effet d'augmenter d'un dixième (10 p. 0/0) le bénéfice des rétrocessionnaires de la concession.

Toute révision comportant des relèvements est ordonnée par décret du conseil d'Etat après enquête.

La révision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes sées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 28. Les taxes les aux nouveaux maxima qui auraient été antérieurement établies ne contin conséquence, à être perçues que si elles ont été de nouveau l'objet de part du concessionnaire et de l'homologation ministérielle.

32. Le produit des taxes et redevances directement perçues par la chambre de commerce et les revenus divers résultant pour elle de la rétrocession partielle des concessions sont exclusivement employés par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration de la concession et relatives à l'entretien et au fonctionnement des ouvrages fixes et du matériel des établissements directement administrés par la chambre de commerce;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et ouvrages fixes;

3° A assurer l'amortissement du capital de premier établissement;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le concessionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent de développer et de perfectionner les installations du port.

Jusqu'à l'amortissement complet du capital de premier établissement, le concessionnaire ne peut, sans l'autorisation des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, prélever annuellement, sur le produit des taxes, une somme supérieure à cinquante mille francs (50,000) pour l'entretien du fonds de réserve.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre fixé par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. La totalité des recettes disponibles après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2, est affectée à l'amortissement du capital engagé.

Lorsque le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve présente une importance suffisante, il devra être procédé à la révision des tarifs, conformément aux dispositions de l'article précédent.

La chambre de commerce ne peut employer le fonds de réserve qu'aux dépenses des services entretenus ou subventionnés par elle dans l'intérêt de l'exploitation du port. Elle doit, pour en disposer, obtenir, dans chaque cas, l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder les dépenses imputées au payement desquelles le concessionnaire aurait été condamné par la justice en raison de faits relatifs à son administration.

33. Afin d'assurer l'exécution des articles 30, 31 et 32 ci-dessus, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs du port, dans les six premiers mois de chaque année, pour être soumis au ministre des travaux publics, le projet de budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses de l'année et d'exploitation de l'année précédente.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE LA CONCESSION. — SUPPRESSION PARTIELLE DE LA CONCESSION DES INSTALLATIONS.

34. La durée de la concession est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la loi à laquelle le présent cahier des charges est annexé.

35. Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de la concession. Le

prononcé, s'il y a lieu, après une mise en demeure, par décret rendu en conseil d'État sur le rapport du ministre des travaux publics, le concessionnaire entendu.

Le retrait de la concession pourra également être prononcé à une époque quelconque par un décret rendu en Conseil d'État sur le rapport du ministre des travaux publics, dans le cas où les terrains concédés seraient nécessaires, en totalité ou en partie, pour l'exécution d'un travail déclaré d'utilité publique.

En cas de retrait de la concession, pour quelque cause que ce soit, il sera pourvu par un décret rendu en Conseil d'État, aux moyens de faire face aux obligations qui auraient été contractées par la chambre de commerce dans l'administration de la concession.

36. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait définitif de la concession, ou à l'expiration de la quatre-vingt dix-neuvième année et par le seul fait de cette expiration, l'État se trouvera subrogé à tous les droits du concessionnaire. Il entrera immédiatement en possession de tous les ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le terrain de la concession, ou sur le domaine public ou le domaine de l'État en dehors de la concession, et de toutes les dépendances immobilières.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

37. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services publics confiés au concessionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de la concession ou jusqu'à ce que le concessionnaire se soit remis en demeure de continuer ses opérations.

38. A toute époque, le Gouvernement aura la faculté de reprendre sans indemnité toute parcelle de terrain que la chambre de commerce n'aurait pas encore dérasée dans les conditions prévues au premier paragraphe de l'article 4.

A toute époque, le Gouvernement aura la faculté de reprendre, moyennant une indemnité qui sera versée au fonds de réserve de la concession, toute parcelle de terrain dérasée qui ne serait pas encore utilisée pour l'un des objets prévus aux alinéas 1 et 2 de l'énumération de l'article 1^{er} ci-dessus.

L'indemnité consistera dans le remboursement des frais effectivement faits en capital et intérêts par la chambre de commerce pour le dérasement et l'aménagement de chaque parcelle de terrain reprise, défalcation faite des produits réalisés jusqu'au jour de la reprise.

Il sera pourvu en outre par l'État au paiement des sommes qui seraient dues aux locataires évincés, soit en vertu d'un jugement définitif déterminant l'application des contrats approuvés par le ministre des travaux publics, soit en vertu d'un règlement amiable accepté par le ministre des travaux publics.

La reprise sera, dans chaque cas, prononcée par un décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, la chambre de commerce entendue.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

39. Le concessionnaire est tenu de faire élection de domicile au port de la Pallice, dans un bureau établi sur les terrains de la concession.

Il doit faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau. Cet agent aura qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire, toutes les notifications administratives.

40. Le concessionnaire est tenu de recevoir dans ses magasins toutes les marchandises ou objets quelconques que l'administration aura besoin d'y déposer en fourrière; cette obligation n'existera toutefois, à l'égard des matières dangereuses ou inflammables, qu'autant que le concessionnaire aura établi des magasins spéciaux pour de telles marchandises.

Le concessionnaire n'effectuera la remise des marchandises mises en fourrière aux propriétaires ou ayants droit, que sur le vu d'une autorisation de l'administration et après avoir fait payer aux intéressés les droits de magasinage et autres dépenses accessoires.

41. Le concessionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains de l'État qui

font l'objet de sa concession, une redevance annuelle d'un franc qui sera d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des deniers de la Rochelle.

Cette redevance sera exigible à partir du jour de la promulgation de la loi de concession.

42. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente concession restent à la charge du concessionnaire. Toutes les contributions et autres, assises ou à asséoir sur les terrains concédés et les bâtiments, seront également à sa charge.

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES.

TARIFS MAXIMA.

TARIF N° 1. — MAGASINS PUBLICS.

Magasinage à couvert par cent kilogrammes bruts et par mois de trente jours de marchandises de toute nature, sauf celles désignées ci-après, vingt-deux centimes.

1° Acides (sans responsabilité), balais, caoutchouc, drogueries, glaces (sans responsabilité), gutta-percha, parfumerie, passementeries, porcelaines (sans responsabilité), produits chimiques (sans responsabilité), deux centimes soixante-quinzièmes (0^f 275);

2° Bouchons, cotonnades en balles, essences non minérales, étoffes de tentes, emballées, lainages divers, librairie, liège, papeterie, trente-trois centimes.

3° Articles de Paris, bimbeloterie, jouets, lingerie, mercerie, vêtements finis, trois centimes quatre-vingt-cinq centièmes (0^f 385);

4° Futailles vides, tissus fins, quarante-quatre centimes (0^f 44);

6° Éponges, cinquante-cinq centimes (0^f 55);

6° Alcools, trois-six, eaux-de-vie, rhums, tafias, liqueurs, bières, cidres, vinaigres, flegmes, marcs et huiles de toutes sortes, à l'exception des huiles minérales (sans garantie, ni responsabilité de contenance) en fûts, par hectolitre, trois centimes par mois de trente jours, onze centimes (0^f 11').

Le magasinage est dû pour le lot entier du jour de l'entrée du premier magasin.

Toute entrée qui n'atteindra pas mille kilogrammes (1,000^k) devra le même jour, comme si le lot était de mille kilogrammes.

La taxe de tout mois commencé est intégralement perçue.

TARIF N° 2. — PARCS POUR DÉPÔTS DE MARCHANDISES.

1° De un à cinq mois, par mois et par mètre carré (0^f 10);

2° Pour six mois, par mètre carré, trente-cinq centimes (0^f 35);

3° Pour neuf mois, par mètre carré, cinquante centimes (0^f 50);

4° Pour douze mois, par mètre carré, soixante centimes (0^f 60).

La taxe est due par fractions indivisibles de cinquante mètres carrés; 50^m mois commencé donne lieu à la perception du mois entier.

Le mois est compté de trente jours et les jours se comptent de minute à minute.

Le présent cahier des charges, avec ses annexes, a été adopté par la chambre de commerce de la Rochelle, dans sa séance du 4 novembre 1895.

Vu par le préfet de la Charente-Inférieure, pour être annexé à la loi du 22 novembre 1895, en date de ce jour.

La Rochelle, le 13 novembre 1895.

Signé : BELLIAS.

Le Président de la chambre de commerce de la Rochelle,

Signé : D'ORBIGNY.

N° 32588. — **DÉCRET** qui autorise la *Chambre de commerce de Valenciennes* à établir et à administrer des *Grues* pour la manutention des marchandises sur le port public de l'Escaut, à Valenciennes.

Du 13 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la demande présentée, le 19 janvier 1894, par la chambre de commerce de Valenciennes (Nord), à l'effet d'être autorisée à exploiter, sur le port public établi sur l'Escaut dans cette ville, des grues pour la manutention des marchandises;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande, notamment le rapport de la commission d'enquête du 6 juin 1896;

Vu les rapports de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du 20 juin 1896;

Vu l'avis du préfet du Nord du 26 juin 1896;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 12 juillet 1896;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, du 14 octobre 1896;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Valenciennes est autorisée à établir et à administrer des grues pour la manutention des marchandises sur le port public de l'Escaut, à Valenciennes, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret.

2. Les comptes et budgets relatifs à l'établissement et à l'exploitation de ces engins formeront des comptes et des budgets spéciaux. Ces comptes et budgets comprendront, en outre, toutes les recettes et dépenses faites par la chambre de commerce à l'occasion des services publics entretenus ou subventionnés par elle, avec approbation de l'autorité compétente, dans l'intérêt de l'exploitation du port public.

Ils seront définitivement approuvés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, conformément à l'article 17 du décret du 2 septembre 1851, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce, mais après avis du ministre des travaux publics.

Aucune nature nouvelle de dépenses n'y pourra figurer que sur avis conforme du ministre des travaux publics.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du

présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Signé : FÉLIX FAURE.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

OBJET DE L'AUTORISATION.

Objet de l'autorisation.

ART. 1^{er}. L'outillage que la chambre de commerce de Valenciennes est autorisée à établir et à administrer sur les quais du port de Valenciennes, aux conditions minées par le présent cahier des charges, comprend des grues pour le chargement et le déchargement des bateaux, pour la manutention des marchandises sur le quai.

Nature de l'autorisation.

2. L'autorisation ne constitue aucun privilège en faveur du permissionnaire. L'usage des appareils est toujours facultatif pour le public et il est subordonné aux nécessités du service général du port, dont l'administration est seule juge. Les quais sur lesquels ils sont installés restent affectés à l'usage libre du public sous l'autorité exclusive de la police du port.

L'administration se réserve le droit d'établir et d'autoriser toute autre puissance à employer ou à mettre à la disposition du public tels appareils, engins ou abris jugera convenables, sans que le permissionnaire puisse élever aucune réclamation.

TITRE II.

EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN.

Nombre et nature des appareils autorisés.

3. Les engins que le permissionnaire est tenu dès maintenant d'établir sont les suivants :

- 1^o Une grue fixe à bras de trente tonnes ;
- 2^o Une grue roulante à bras de trois tonnes.

Emplacements.

4. L'emplacement définitif des appareils fixes, les dispositions et le tracé des voies ferrées destinées au déplacement des appareils mobiles, l'emplacement des bâtiments annexes pour bureaux et autres objets sont déterminés par le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, lors de la présentation des projets d'exécution prescrits par l'article 5 ci-après.

Projets d'exécution.

5. Le permissionnaire est tenu de soumettre au ministre des travaux publics des projets d'exécution ou de modification de tous les ouvrages ou engins à installer.

Ces projets doivent comprendre tous les plans et dessins et les mémoires explicatifs nécessaires pour bien spécifier les constructions à faire.

Le ministre des travaux publics a le droit de prescrire les modifications qu'il juge nécessaires pour assurer la liberté et la sécurité des quais, ainsi que la conservation des ouvrages du port.

Exécution des travaux.

6. Le permissionnaire doit exécuter les travaux conformément aux projets qu'il a présentés et avec les modifications prescrites par le ministre des travaux publics.

Tous les ouvrages doivent être exécutés en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Entretien des ouvrages.

7. Les ouvrages établis par le permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le permissionnaire doit tenir constamment propres les abords des grues fixes, les voies de roulement des grues mobiles et leurs abords.

Si l'entretien est négligé sur quelques points par le permissionnaire, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs de la navigation, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Le montant des avances faites par le service de la navigation sera remboursé par le permissionnaire au moyen de rôles rendus exécutoires par le préfet.

Responsabilité vis-à-vis des tiers.

8. Le permissionnaire est responsable, vis-à-vis des tiers, de la réparation des dommages provenant du défaut de solidité ou d'entretien des constructions et engins.

Frais de construction et d'entretien.

9. Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien sont à la charge du permissionnaire.

Sont également à sa charge les frais des changements qu'il peut être autorisé par le ministre des travaux publics à apporter aux ouvrages du port, aux pieux d'amarrage, etc.

Pavages.

10. Le permissionnaire a à sa charge la construction et l'entretien des empièvements dans l'intervalle compris entre les rails servant au déplacement des grues mobiles, et sur une bande de cinquante centimètres (0^m 50) de largeur de chaque côté de la voie.

Il en est de même des empièvements dans la surface du cercle décrit par la grue fixe.

Avant la mise en service des grues, il sera dressé un procès-verbal contradictoire de reconnaissance des empièvements exécutés et à entretenir par le permissionnaire.

Indemnités aux tiers.

11. Le permissionnaire a à sa charge, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages autorisés.

Règlements de voirie.

12. Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées et de tous autres appareils.

Ces travaux doivent être effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui seront prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins du permissionnaire et à ses frais.

Effets du libre usage de la voie publique.

13. Le permissionnaire n'est admis à réclamer aucune indemnité à raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes, qui ne doivent former aucun obstacle à la circulation publique.

Il ne peut non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état des chaussées et terre-pleins du quai ou de l'influence que cet état exerce sur l'entretien et le fonctionnement de ses ouvrages, ni en raison du trouble des interruptions de service qui résulteraient pour ses divers engins, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Délais d'exécution.

14. Le permissionnaire devra avoir terminé les travaux de premier établissement des appareils prévus à l'article 3 dans le délai d'un an à partir de la date de l'autorisation.

Contrôle de la construction et de l'entretien.

15. Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien autorisés sont sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs de la navigation.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque matériel susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de recette dressé par les ingénieurs, sur la demande du permissionnaire, et le préfet, sur la base de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Insuffisance des installations.

16. Lorsque le nombre des engins ne sera plus suffisant pour les besoins du commerce, la chambre de commerce sera tenue de l'augmenter par l'établissement et la mise en service d'engins supplémentaires de même nature dans la mesure nécessaire à la bonne exploitation du port par les ministres des travaux publics, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'accord avec la chambre de commerce ou, à défaut de cet accord, par un décret rendu en Conseil d'Etat, après enquête, sur le rapport des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

Police des quais et du port.

17. L'autorisation ne confère au permissionnaire aucun droit d'intervention dans le placement des bateaux aux quais outillés par lui, dans le déplacement de ces bateaux, dans la police de grande voirie, dans celle de la circulation ou de l'usage du port.

Ordre d'admission à l'usage des engins de manutention.

18. Les engins de chargement et de déchargement sont mis à la disposition des bateaux suivant l'ordre des demandes.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur présentation, sur des registres à souche tenus par les soins du permissionnaire.

autres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées pour prendre connaissance.

Le bateau inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il mesure de profiter.

Les bateaux appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions ci-dessus.

En cas d'urgence, et sur la réquisition des ingénieurs, les engins employés par les bateaux peuvent être enlevés à ces bateaux pour être affectés immédiatement aux opérations des bateaux appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

Le permissionnaire est tenu de donner ses appareils en location au public, à la journée, non seulement pendant les jours et heures de travail déterminés par les règlements prévus à l'article 25 ci-après, mais encore, en dehors de ces jours et de nuit, sur la demande de la personne qui devra faire usage des

Obligations des usagers.

Les usagers qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer pour le chargement, l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage, soit à bord, soit sur les voitures ou les wagons, et en général pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas fatiguer l'engin; faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Les usagers ne peuvent être employés à soulever un poids supérieur à leur force. Le poids occasionné par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Les usagers qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire.

Surveillance des appareils.

Les engins fixes ou mobiles donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la location.

Suspension des opérations.

L'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être réparés par ordre des ingénieurs, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut de matériel mis à leur disposition.

Dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage des engins.

(voir mémoire.)

(voir mémoire.)

Règlements du port et mesures de police.

Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

En cas de non-conformité aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour motiver, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

En cas de déplacement momentané des engins, loués ou non, toutes les fois qu'il est requis soit par les ingénieurs, pour les besoins de l'exploitation du port,

soit par les ingénieurs du port, pour les réparations à exécuter aux ouvrages de l'Etat.

Ces déplacements sont ordonnés verbalement aux agents du permissionnaire, qui doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des ingénieurs; faute de quoi, lesdits agents sont personnellement passibles de procès-verbaux de contravention de police de la grande voirie et il est procédé d'office à l'exécution des ordres des ingénieurs, aux frais des contrevenants, sauf recours contre le permissionnaire, qui est personnellement responsable.

Mesures de détail.

26. Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, ce qui concerne notamment les obligations respectives du permissionnaire et des sonnes qui font usage de ses appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, sont arrêtées par le préfet, le permissionnaire entendu.

Agents du permissionnaire.

27. Les agents et gardiens que le permissionnaire emploie pour la surveillance de la garde des ouvrages autorisés peuvent être commissionnés par le préfet et sont tenus devant le tribunal de première instance.

Ils sont, dans ce cas, assimilés aux gardes des particuliers.

Ils ont des signes distinctifs de leurs fonctions.

Sous-traités.

28. Le permissionnaire peut, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par lui l'exploitation de tout ou partie de ses ouvrages, pareils et la perception des taxes fixées par le tarif; mais, dans ce cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les tiers, du accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Contrôle de l'exploitation.

29. L'exploitation des appareils ou engins autorisés est faite sous le contrôle et la surveillance des ingénieurs de la navigation.

TITRE IV.

TARIFS.

Durée.

30. Pour indemniser le permissionnaire des travaux et dépenses qu'il se voit obligé de faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il s'acquitte de toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde le droit de percevoir, pendant toute la durée de l'autorisation, pour l'usage de ses appareils, des taxes dont le montant est déterminé par des tarifs établis conformément aux dispositions ci-après.

Taxes maxima.

31. Les taxes maxima qui peuvent être perçues pour la location des grues à vapeur ou à la demi-journée, à partir de la mise en service des appareils et des engins, sont les suivantes :

Grue de trois tonnes :

Pour une heure.....	1 fr.
Pour une demi-journée de cinq heures.....	4 fr.

Grue de trente tonnes :

pour une heure.....	4 ^{fr} 00 ^{cs}
pour une demi-journée de cinq heures.....	16 00

Ces taxes s'appliquent aux périodes normales de travail, lesquelles sont réglées comme suit :

du 21 mars et le 20 septembre : de six heures du matin à midi, et de une heure à sept heures du soir ;

du 21 septembre et le 20 mars : de sept heures du matin à midi, et de une heure à six heures du soir.

Les taxes sont augmentées de soixante centimes (0^{fr} 60) par heure pour les loyers en dehors des périodes normales de travail ci-dessus définies.

Application du tarif des engins.

Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande d'après l'article 18 ci-dessus.

Si les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute demi-journée commencée est due ; néanmoins, l'engin est retiré par le permissionnaire dès que le travail est terminé.

Le locataire de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance à l'heure lors de la demande d'un engin.

Frais compris dans les taxes en cas de location à l'heure ou à la journée.

Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, ainsi que les frais accessoires relatifs à son fonctionnement ; plus, pour les engins, les frais de la première approche et du départ définitif de l'engin.

Les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués au cours de la journée sur la demande du locataire ou sur l'ordre des ingénieurs, l'accrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que l'usage des chaînes et cordages pour saisir les colis, sont à la charge du locataire.

sur mémoire.)

sur mémoire.)

sur mémoire.)

sur mémoire.)

Perception des taxes.

La perception des taxes doit être faite d'une manière égale pour tous, sans exception. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

En outre, être établi des abonnements à prix réduits en faveur des lignes de navigation jouissant d'une place à quai spéciale en vertu d'arrêtés pré-intervenues ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'approbation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout abaissement consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissements de taxes.

Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

La modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches apposées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

— 1166 —

La perception des tarifs modifiés ne peut avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics.

Contrôle des perceptions.

40. Les tarifs en vigueur à toute époque sont portés à la connaissance du public par moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des appareils et aux endroits qui sont indiqués par l'ingénieur.

Le permissionnaire est responsable de la conservation de ces affiches et de leur place toutes les fois qu'il y a lieu.

L'état des perceptions est constaté par un registre à souche, avec indication de la date, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les perceptions qui sont perçues. Ce registre doit être représenté à toute réquisition aux ingénieurs de la tarification qui en contrôlent la tenue.

TITRE V.

REVISION DES TARIFS ET AFFECTATION DES RECETTES.

Compensation des recettes et des dépenses.

41. L'ensemble des comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 30, auquel est annexé le présent cahier des charges ne doit être, pour la tarification, l'objet d'aucun bénéfice ni d'aucune perte.

Revision des tarifs maxima.

42. Afin d'assurer et de maintenir la compensation entre les recettes et les dépenses, les tarifs maxima spécifiés à l'article 31 peuvent être révisés soit d'office sur la demande du permissionnaire.

Cette révision peut être appliquée à tout tarif maximum qui a été en vigueur pendant cinq années consécutives au moins.

Toutefois et par exception, il suffit d'une année entière durant la première quinquennale à partir du décret d'autorisation.

Toute révision consistant en un abaissement de tarifs maxima, acceptée par le permissionnaire, est approuvée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Toute révision comportant des abaissements qui ne seraient pas consentis par le permissionnaire est ordonnée par décret délibéré en Conseil d'État.

Toute révision comportant des relèvements est effectuée en la forme susvisée, après autorisation.

La révision des tarifs maxima entraîne de plein droit l'annulation des taxes fixes qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 39.

Les taxes inférieures aux nouveaux tarifs maxima qui auraient été antérieurement perçues ne continuent, en conséquence, à être perçues que si elles ont été l'objet de propositions du permissionnaire et de l'homologation ministérielle.

Emploi des taxes.

43. Le produit des taxes est exclusivement employé, par ordre de priorité, à :

1° A solder les dépenses relatives à l'administration et à l'entretien des services fixes et du matériel;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des services fixes et du matériel;

3° A concourir à l'amortissement du capital de premier établissement;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le permissionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui incombent et de perfectionner l'outillage.

Jusqu'à l'amortissement complet du capital de premier établissement, le permissionnaire ne peut, sans l'autorisation des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, prélever annuellement

une somme supérieure à mille francs (1,000^f) pour la constitution d'une réserve.

La réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. La totalité des recettes disponibles, après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2, est alors affectée à la constitution du capital engagé.

Le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve atteint une importance suffisante, il devra être procédé à la revision des dispositions de l'article précédent.

Le concessionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 41. Il doit, pour obtenir dans chaque cas l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté si le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au payeur. Le concessionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits d'administration.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

Pour assurer l'exécution des prescriptions des articles 41, 42 et 43 ci-dessus du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs de la navigation, dans les six premiers mois de chaque année, le budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et des dépenses d'exploitation et d'entretien de l'année précédente.

d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée en vertu de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en Conseil d'État, à faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le concessionnaire.

Services accessoires.

Pour les tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du concessionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services prévus au présent cahier des charges, dont le concessionnaire vient à payer dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

TITRE VI.

RETRAIT DE L'AUTORISATION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

La durée de l'autorisation est fixée à trente ans à partir de la date du décret d'autorisation. Le cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

Le concessionnaire est tenu de remplir les obligations qui lui sont imposées par le cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Après avoir été prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le concessionnaire

retourne à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

Le retrait est fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation.

tion, ou à l'expiration de la trentième année et par le seul fait de cette expiration l'État se trouvera subrogé à tous les droits du permissionnaire. Il entrera par conséquent en possession de tous les appareils et de leurs accessoires, ainsi que des ouvrages mobiliers ou immobiliers établis sur le domaine public ou sur le domaine de l'État et de toutes les dépendances immobilières. Le permissionnaire sera tenu de remettre ces ouvrages en bon état d'entretien.

En ce qui concerne les ustensiles et objets mobiliers qui seraient nécessaires au fonctionnement des appareils, l'État sera tenu, si le permissionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et, au contraire, si l'État le requiert, le permissionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les engins doivent être maintenus en totalité ou en partie.

Dans le cas, au contraire, où le Gouvernement déciderait que les engins doivent être supprimés en tout ou en partie, ces engins seront enlevés et les lieux remis dans l'état primitif aux frais du permissionnaire, sans qu'il puisse réclamer aucune indemnité.

Interruption de service.

50. Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au permissionnaire, le ministre des travaux publics prendra immédiatement, aux frais du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le retrait de l'autorisation ou jusqu'à ce que le permissionnaire se soit remis en mesure de continuer ses opérations.

Suppression partielle ou totale d'installations.

51. Dans le cas où, à une époque quelconque, il serait reconnu nécessaire à l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, ou la totalité de ses installations, le permissionnaire devra, à la première réquisition de l'administration supérieure, évacuer les lieux et les remettre dans l'état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans un délai déterminé de la réquisition, il sera procédé d'office et à ses frais à l'exécution des travaux nécessaires.

Cette suppression ne donnera lieu à aucune indemnité. Elle ne pourra être prononcée que dans les formes suivies pour la présente autorisation, à moins qu'elle ne résulte d'un projet d'amélioration du port, déclaré d'utilité publique par une loi.

Déplacements d'ouvrages accessoires.

52. Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas à la suppression partielle ou au déplacement des ouvrages fixes accessoires établis sur le domaine public qui peuvent être démontés et reposés sur un autre emplacement.

Il suffit que le préfet ordonne, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service de navigation, la suppression ou le déplacement de tel groupe déterminé de ces ouvrages pour que le permissionnaire soit tenu d'exécuter cet ordre à ses frais, sans indemnité, dans les délais prescrits, faute de quoi l'administration procédera à l'exécution, aux frais du permissionnaire.

Il en est de même pour les déplacements définitifs des engins mobiles établis sur le domaine public qu'il serait reconnu utile par le préfet d'exclure du domaine terminée du quai.

TITRE VII.

CLAUSES DIVERSES.

Bureau.

53. La chambre de commerce aura un bureau situé à proximité de

est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté à cette qualité pour recevoir, en son nom, toutes les notifications ad-

Établissement de grues par des tiers.

Les cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'arrêté du 15 mai 1862, autoriserait l'établissement de nouvelles grues, le permissionnaire devra garantir que les propriétaires de ces grues user des voies ferrées qu'il aura installées, sous la réserve de contribuer dans une juste mesure aux frais d'établissement et d'entretien.

En accord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il est entendu que le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Si seraient établies ultérieurement par des tiers devraient d'ailleurs être exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre des grues du permis-

(Mémoire.)

Redevance.

Le permissionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains du domaine public, sur lesquels seront établis ses appareils et leurs dépendances, une redevance de 1 franc (1^r) qui sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, au receveur des contributions indirectes, à Valenciennes.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date du décret

et sera revisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la permission, ainsi que les impôts y afférents, restent à la charge du permissionnaire.

Le présent décret est annexé au décret en date de ce jour.

Fait à Paris, le 31 décembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUREL.

DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice du Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études de chemins de fer exécutés par l'État.

Du 31 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

En vertu de la loi des finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit

Exécution du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, et sur les fonds de concours;

Bull. 1045, n° 10527.

Vu les déclarations ci-après désignées constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer, une somme totale de cent dix-sept mille francs, savoir :

DÉPARTEMENTS.	RÉCÉPISSÉS.		RECEPTE des finances qui ont reçu les fonds.	PARTIES VERSANTES.
	Nu- méros.	DATES.		
ANNÉE 1896.				
Aube	2628	29 octobre..	Arcis-sur-Aube	Commune de Chavanges..
Doubs	6	1 ^{er} octobre..	Pontarlier....	Commune de Gilley.....
Eure.....	5641	26 octobre...	Evreux	Le Département.....
Ille-et-Vi- laire.	2142	15 octobre...	Fougères....	Ville de Fougères.....
Savoie.....	1384	25 août	Moutiers.....	Commune de Montgirod.
	1587	25 septembre	Idem.....	Commune d'Aime.....
Vienne.....	3094	1 ^{er} octobre..	Châtellerault..	Commune de Leigné-le- Bois.....
			TOTAL comme ci-dessous.....	

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 30 décembre

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre III, sous-chapitre 1^{er}, *et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour les fonds de concours, un crédit additionnel de cent dix-sept mille (117,000'), réparti de la manière suivante entre les entreprises ci-après désignées, savoir :

Établissement du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.....
 Établissement du chemin de fer de Gilley à Pontarlier.....
 Établissement du chemin de fer de Saint-Pierre-de-Louviers aux Andelys.....
 Établissement du chemin de fer de Mayenne à Fougères.....
 Établissement du chemin de fer de Moutiers à Albertville (500' + 1,000').....
 Établissement du chemin de fer de Châtellerault à Tournon.....

TOTAL comme ci-dessus.....

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances

Paris, le 31 Décembre 1896.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics.

D. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif exercice 1895.

Du 6 Mars 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de l'agriculture;

nt des créances liquidées à la charge du département de l'agricul-
tionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif
ice 1895;

Article 9 de la loi du 23 mai 1834;

article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de comptabilité publique;

tant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget exercice 1895 et que leur montant n'excède pas les restants de crédits par la loi de règlement dudit exercice,

•

2. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentations à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1914, un crédit supplémentaire de deux mille cent quatre-vingt francs (2,194^{fr}), montant des créances désignées au tableau ci-dessous pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret du 26 mars 1914.

ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des dépenses sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses de la loi du 23 mai 1834.

est pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil, Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLIER.

État nominatif de créances constatées après la clôture de l'exercice 1895 et devant faire l'objet d'un crédit additionnel aux restes à payer de cet exercice.

INDICATION des chapitres et services.	LIEU de l'ordon- nancement ou du mandate- ment.	NOM ET PRÉNOMS du créancier.	OBJET des créances.	NOMBRE D'ORDRES sur la créance.	MONTANT DE par nature.
CHAPITRE LIII. Impositions sur les forêts domaniales.	(Hautes-Alpes).	Trésorier-payeur général.	Remboursement d'impositions sur forêts domaniales ⁽¹⁾ .	1	.

(1) Réclamation du ministère des finances (comptabilité publique) en date du 15 janvier 1896.

N° 32591. — DÉCRET qui admet à circuler en franchise la correspondance de service échangée entre certains Fonctionnaires.

Du 16 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1889 sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise la correspondance de service échangée entre les fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret et dans les conditions indiquées à ce tableau.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

(1) IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

SIGNATURE DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée circule en franchise.
auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.			
des hy- des dépar- l'Indre et e.....	Conservateurs des hypothèques*..... Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*. Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*. Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B. S. B. S. B. S. B. S. B. S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse. * Départements de l'Indre et de la Creuse. Idem. Idem. Idem.
des hy- des dépar- e Lot-et- du Gers.	Conservateurs des hypothèques*..... Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*. Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*. Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B. S. B. S. B. S. B. S. B. S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers. * Départements de Lot-et-Garonne et du Gers. Idem. Idem. Idem.
des hy- des dépar- l'Aveyron ère.....	Conservateurs des hypothèques*..... Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*. Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*. Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B. S. B. S. B. S. B. S. B. S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère. * Départements de l'Aveyron et de la Lozère. Idem. Idem. Idem.
régional de ment, des t du tim- chateauroux.	Exerce dans les départements de l'Indre et de la Creuse les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	*	*
régional de ment, des t du tim-	Exerce dans les départements de Lot-et-Garonne et du Gers les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	*	*
régional de ment, des t du tim-	Exerce dans les départements de l'Aveyron et de la Lozère les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	*	*

DÉNOMINATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FRAIS Sous la responsabilité de	Circulaire
autorisés à contre-signer leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-dessus doit être remise en franchise.	correspondance circulaire en franchise doit être présentée.	Circulaire
Distributeurs de papiers timbrés des départements de l'Indre et de la Creuse.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	Département de l'Indre et de la Creuse.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
Distributeurs de papiers timbrés des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.....	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.	Département de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
Distributeurs de papiers timbrés des départements de l'Aveyron et de la Lozère..	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	Département de l'Aveyron et de la Lozère.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Département de l'Indre et de la Creuse.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	
Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.....	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.	Département de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	

NOM	CATEGORIE DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES	FORME Sous laquelle	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort
des fonc- tionnaires ou des personnes	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.	la correspon- dance circulant en franchise doit être présentée.	dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée circule en franchise.
de l'en- re- gis- tre- ment des do- maines et de la timbre	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	"
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
de la Répu- blique	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.*	"
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.*	"
de la Répu- blique	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.*	"
	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.	"	"
	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.	"	"
de la Répu- blique	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.	"	"
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	"
de la Répu- blique	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Receveurs du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORMES sous lesquelles la correspon- dances circulant en franchise doit être présentée.	AN- NÉE civile à la- quelle la cor- respon- dances doit être circu- ler.
autorisés à contre-signer leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Receveurs de l'enregis- trement, des do- maines et du timbre des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départ. Lot-et-G. et G.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.	
	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Départ. Lot-et-G. et G.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Receveurs du timbre*.....	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	
Receveurs de l'enregis- trement, des do- maines et du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départ. Aveyron et Lozère
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	
	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Départ. Aveyron et Lozère
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Receveurs du timbre*.....	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	
Receveurs du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse*.	S. B.	Départ. Indre et Creuse
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de Lot-et- Garonne et du Gers*.	S. B.	Départ. Lot-et-G. et Gers
Receveurs du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de l'Avey- ron et de la Lozère*.	S. B.	Départ. Aveyron et Lozère
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départ. Aveyron et Lozère
Vérificateurs de l'en- registrement, des do- maines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.....	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départ. Indre et Creuse
	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	

DESIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circule en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée circule en franchise.
dans la correspondance	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise;		
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.	
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	<i>Idem.</i>
de l'enregistrement, des domaines et du timbre	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>

— DÉCRET qui fixe les Taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux expédiés directement de France à Costa-Rica.

Du 16 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 23 avril 1897.)

BENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892;

et du 27 juin 1892⁽¹⁾;

et du 23 juillet 1896, concernant l'échange des colis postaux de valeur entre la France et la République de Costa-

et du 20 décembre 1896⁽²⁾, promulguant cette dernière con-

ci-dessus, la soumission au régime forestier prendra fin à dater
où l'acte translatif de propriété sera devenu définitif.

L'administration forestière sera consultée toutes les fois qu'il
lieu de supprimer des chemins existants dans les terrains de
d'en modifier l'assiette; les nouveaux tracés devront assurer, dans
les cas, la desserte des massifs contigus maintenus sous le régime
tier. (Paris, 26 Décembre 1896.)



Certifié conforme:

Paris, le 9^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse des
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1861.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— *DÉCRET qui déclare authentiques les Tableaux de la Population de la France.*

Du 31 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 janvier 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur ;
sur les nouveaux états de la population dressés officiellement par les préfets en exécution du décret du 10 février 1896 ⁽¹⁾,

:

1. Les tableaux de la population ci-annexés :

par départements de la France ;

par arrondissements et des cantons ;

par communes ;

et les sections de communes non chefs-lieux, comptant une agglomérée d'au moins 1,000 habitants ;

sont déclarés seuls authentiques à partir du 1^{er} janvier 1897.

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Est : LOUIS BARTHOU.

Bull. 1755, n° 30637.

Série.

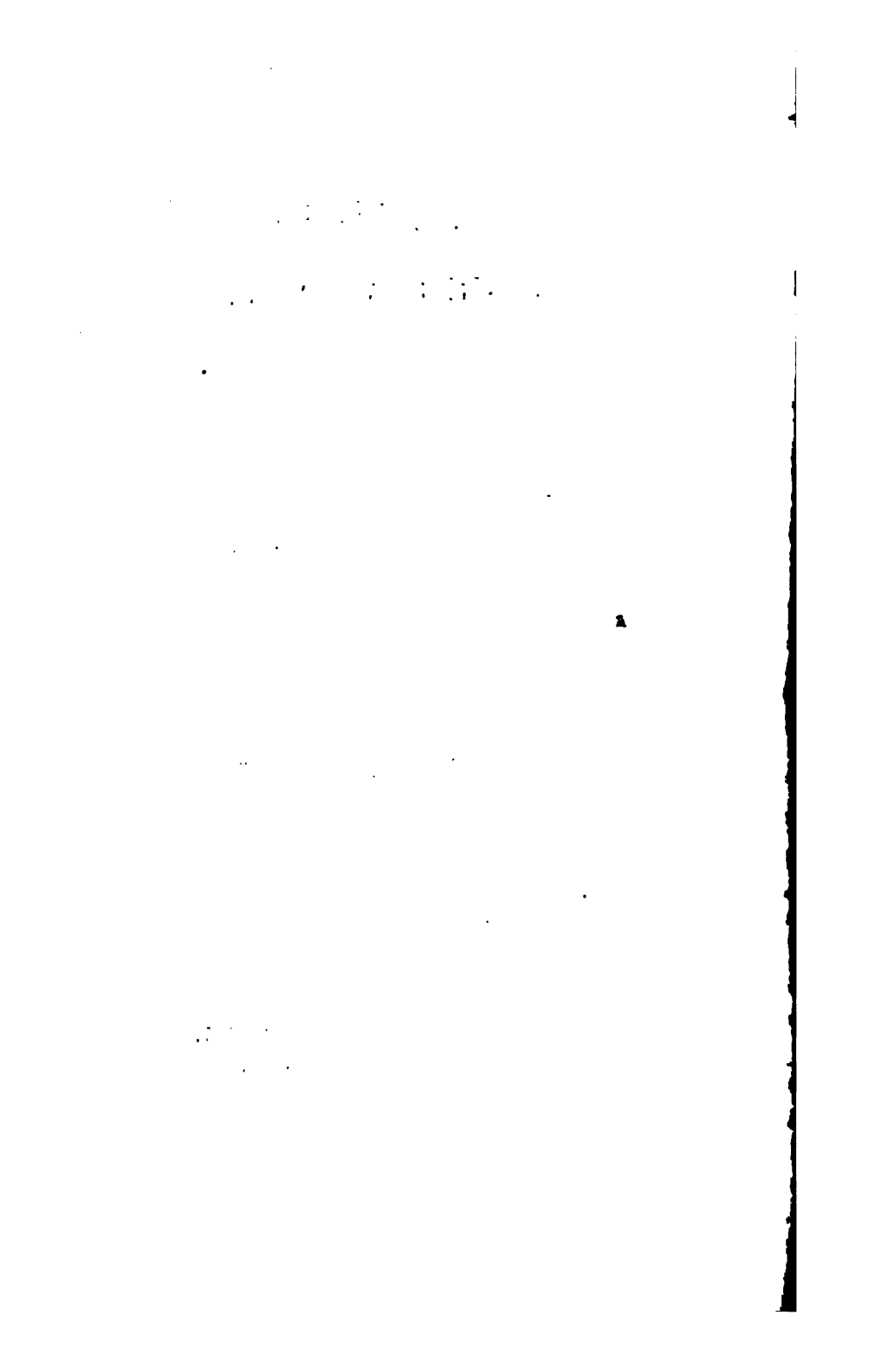


TABLEAU N° 1

INDIQUANT

**LA POPULATION DE CHAQUE DÉPARTEMENT,
NOMBRE D'ARRONDISSEMENTS, LE NOMBRE DE CANTONS
ET LE NOMBRE DE COMMUNES**

DÉNOMBREMENT DE LA POPULATION DE LA FRANCE.

Tableau de la population par départements.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POP.
	des arrondisse- ments.	des cantons.	des communes.	
Ain.	5	36	453	
Aisne.	5	37	841	
Allier.	4	29	321	
Alpes (Basses-).	5	30	250	
Alpes (Hautes-).	3	24	187	
Alpes-Maritimes.	3	26	153	
Ardèche.	3	31	339	
Ardennes.	5	31	503	
Ariège.	3	20	338	
Aube.	5	26	446	
Aude.	4	31	439	
Aveyron.	5	43	302	
Belfort (Territoire de).	1	6	106	
Bouches-du-Rhône.	3	29	109	
Calvados.	6	38	763	
Cantal.	4	23	267	
Charente.	5	29	426	
Charente-Inférieure.	6	40	480	
Cher.	3	29	292	
Corrèze.	3	29	287	
Corse.	5	62	364	
Côte-d'Or.	4	36	717	
Côtes-du-Nord.	5	48	390	
Creuse.	4	25	266	
Dordogne.	5	47	585	
Doubs.	4	27	637	
Drôme.	4	29	379	
Eure.	5	36	700	
Eure-et-Loir.	4	24	426	
Finistère.	5	43	294	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POPULATION.
	des arrondisse- ments.	des cantons.	des communes.	
.....	4	40	350	416,036
(Haute-).....	4	39	587	459,377
.....	5	29	466	250,472
.....	6	49	554	809,902
.....	4	36	338	469,684
ine.....	6	43	359	622,039
.....	4	23	245	289,206
ire.....	3	24	282	337,064
.....	4	45	563	568,933
.....	4	32	584	266,143
.....	3	28	333	292,884
er.....	3	24	297	278,153
.....	3	30	333	625,336
ie-).....	3	28	265	316,699
ieure.....	5	45	217	646,172
.....	4	31	349	371,019
.....	3	29	327	240,403
anne.....	4	35	326	286,377
.....	3	24	198	132,151
ire.....	5	34	381	514,870
.....	6	48	645	500,052
.....	5	33	661	439,577
nte-).....	3	28	550	232,057
.....	3	27	276	321,187
Moselle.....	4	29	596	466,417
.....	4	28	586	290,384
.....	4	37	254	552,028
.....	4	25	313	333,899
.....	7	67	667	1,811,868
.....	4	35	701	404,511
.....	4	36	512	339,162
is.....	6	45	903	906,249
me.....	5	50	470	555,078
Basses-).....	5	41	559	423,572

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		
	des arrondisse- ments.	des cantons.	des communes.
Pyrénées (Hautes-)	3	26	480
Pyrénées-Orientales	3	17	231
Rhône	2	29	268
Saône (Haute-)	3	28	383
Saône-et-Loire	5	50	589
Sarthe	4	33	386
Savoie	4	29	329
Savoie (Haute-)	4	28	314
Seine	3	41	77
Seine-Inférieure	5	55	760
Seine-et-Marne	5	29	530
Seine-et-Oise	6	37	690
Sèvres (Deux-)	4	31	354
Somme	5	41	836
Tarn	4	36	320
Tarn-et-Garonne	3	24	194
Var	3	28	147
Vaucluse	4	22	150
Vendée	3	30	303
Vienne	5	31	300
Vienne (Haute-)	4	27	203
Vosges	5	29	531
Yonne	5	37	486
TOTAUX	362	2,899	36,170

Vu pour être annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'Intérieur

Signé : Louis BARTHÉLEMY

TABLEAU N° 2

INDIQUANT

LA POPULATION DES ARRONDISSEMENTS,**CELLE DES CANTONS****LE NOMBRE DES COMMUNES PAR ARRONDISSEMENTS ET CANTONS**

On pourra observer, dans les développements du tableau n° 2, que le nombre de communes pour un arrondissement est quelquefois inférieur au total que donne le nombre des communes pour tous les cantons de ce même arrondissement. Cette différence existe dans le cas où plusieurs cantons ont pour chef-lieu une commune dont la population et le territoire sont divisés entre ces cantons. On a placé cette commune dans le chiffre placé en regard de chaque canton, comme si elle dépendait tout entière.

Tableau de la population de la France par arrondissements et cantons.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.
AIN.			AISNE.		
Population : 351,569 âmes.			Population : 541,613 âmes.		
(5 arrondissements, 86 cantons, 453 communes.)			(5 arrondissements, 37 cantons, 84 communes.)		
Arr. de BELLEY.....	116	78,034	Arr. de CHÂTEAU-THIERRY.....	124	107,311
(9 cantons.)			(5 cantons.)		
Ambérieu.....	8	7,938	Charly.....	19	10,143
Belley.....	24	16,942	Château-Thierry.....	21	10,143
Champagne.....	18	7,009	Condé-en-Brie.....	27	10,143
Hauteville.....	9	4,099	Fère-en-Tardenois.....	23	10,143
Lagnieu.....	14	10,143	Neuilly-Saint-Front.....	34	10,143
Lhuis.....	12	6,694			
Saint-Rambert.....	12	13,002	Arr. de LAON.....	291	107,311
Seyssel.....	5	5,356	(11 cantons.)		
Virieu-le-Grand.....	14	6,851	Anizy-le-Château.....	23	10,143
			Chauny.....	20	10,143
Arr. de BOURG.....	120	120,954	Coucy-le-Château.....	33	10,143
(10 cantons.)			Craonne.....	40	10,143
Bâgé-le-Châtel.....	11	11,440	Crécy-sur-Serre.....	20	10,143
Bourg.....	14	29,883	Fère (La).....	27	10,143
Ceyzériat.....	14	7,032	Laon.....	27	10,143
Coligny.....	9	9,503	Marle.....	23	10,143
Montrevel.....	13	13,968	Neufchâtel-sur-Aisne.....	28	10,143
Pont-d'Ain.....	11	9,830	Rozoy-sur-Serre.....	30	10,143
Pont-de-Vaux.....	12	11,413	Sissonne.....	21	10,143
Pont-de-Veyle.....	12	8,818			
Saint-Trivier-de-Courtes..	12	11,230	Arr. de SAINT-QUENTIN.....	128	107,311
Treffort.....	12	7,837	(7 cantons.)		
			Bohain.....	13	10,143
Arr. de GEX.....	31	22,043	Catelet (Le).....	18	10,143
(3 cantons.)			Moy.....	19	10,143
Collonges.....	11	9,196	Ribemont.....	15	10,143
Ferney-Voltaire.....	9	4,842	Saint-Quentin.....	14	10,143
Gex.....	11	8,005	Saint-Simon.....	23	10,143
			Vermand.....	25	10,143
Arr. de NANTUA.....	74	47,858	Arr. de SOISSONS.....	165	107,311
(6 cantons.)			(6 cantons.)		
Brénod.....	12	5,853	Braiesne.....	42	10,143
Châtillon-de-Michaille....	17	9,947	Oulchy-le-Château.....	29	10,143
Izernore.....	14	4,669	Soissons.....	20	10,143
Nantua.....	12	8,412	Vailly.....	27	10,143
Oyonnax.....	11	9,940	Vic-sur-Aisne.....	26	10,143
Poncin.....	8	9,037	Villers-Cotterêts.....	21	10,143
Arr. de TRÉVOUX.....	112	82,680	Arr. de VERVINS.....	133	107,311
(8 cantons.)			(8 cantons.)		
Chalamont.....	8	5,320	Aubenton.....	13	10,143
Châtillon-sur-Chalaronne..	16	14,613	Capelle (La).....	18	10,143
Meximieux.....	13	8,320	Guise.....	21	10,143
Montluel.....	16	13,561	Hirson.....	13	10,143
S'-Trivier-sur-Moignans..	15	9,057	Nouvion (Le).....	10	10,143
Thoissey.....	13	11,002	Sains-Richaumont.....	19	10,143
Trévoux.....	22	15,662	Vervins.....	24	10,143
Villars.....	9	5,145	Wassigny.....	15	10,143

Ces registres sont communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Si un bateau inscrit ne se présente pas à son rang, il prend le premier tour dont il est en mesure de profiter.

Les bateaux appartenant à l'État ou employés au service de l'État ont la priorité sur tous les autres pour l'usage des engins. Ils ne sont pas astreints aux inscriptions prévues ci-dessus.

En cas d'urgence, et sur la réquisition des ingénieurs, les engins employés par d'autres bateaux peuvent être enlevés à ces bateaux pour être affectés immédiatement aux opérations des bateaux appartenant à l'État ou employés au service de l'État.

Obligations du permissionnaire en ce qui concerne les engins.

19. Le permissionnaire est tenu de donner ses appareils en location au public, à l'heure ou à la journée, non seulement pendant les jours et heures de travail déterminés par les règlements prévus à l'article 25 ci-après, mais encore, en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, sur la demande de la personne qui devra faire usage des appareils.

Obligations des usagers.

20. Ceux qui font usage des engins du permissionnaire doivent employer pour le déchargement, l'embarquement des marchandises, ainsi que pour leur arrimage, soit dans la cale, soit sur les voitures ou les wagons, et en général pour la manutention des marchandises, un nombre d'hommes suffisant pour accélérer le travail et ne pas laisser chômer l'engin; faute de quoi il peut être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants qui est en situation de l'utiliser.

Les grues ne peuvent être employées à soulever un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'emploi de poids supérieurs reste à la charge des personnes qui ont fait usage des grues.

Ceux qui veulent travailler en dehors des jours et heures réglementaires doivent en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire.

Surveillance des appareils.

21. Les engins fixes ou mobiles donnés en location ne peuvent travailler que sous la surveillance d'un agent du permissionnaire, dont le salaire est compris dans la taxe de location.

Suspension des opérations.

22. Si l'agent chargé de la surveillance trouve qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des engins du permissionnaire, ou si ces engins doivent être déplacés par ordre des ingénieurs, les locataires doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même si l'interruption de travail est occasionnée par un défaut des engins mis à leur disposition.

Mais, dans ce dernier cas, ils ne payent que le temps pendant lequel ils ont pu faire usage de ces engins.

23. (Pour mémoire.)

24. (Pour mémoire.)

Règlements du port et mesures de police.

25. Le permissionnaire est soumis aux règlements du port.

Il doit se conformer aux arrêtés que prend le préfet, le permissionnaire entendu, pour réglementer, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages de l'État, le stationnement, les mouvements et le fonctionnement des engins établis sur le domaine public.

Il est tenu de déplacer momentanément ses engins, loués ou non, toutes les fois qu'il en est requis soit par les ingénieurs, pour les besoins de l'exploitation du port,

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
ARR. de GAP..... 124 60,452 (14 cantons.) Aspres-sur-Buëch..... 9 3,523 Barceillonnette..... 3 690 Bâtie-Neuve (La)..... 8 2,906 Gap..... 7 14,361 Laragne..... 8 3,393 Orpierre..... 8 1,999 Ribiers..... 9 2,481 Rosans..... 9 2,867 Saint-Bonnet..... 20 10,241 Saint-Étienne-en-Dévoluy..... 4 1,940 Saint-Firmin..... 9 4,519 Serres..... 12 4,165 Tallard..... 9 3,637 Veynes..... 9 3,829			ARDECHE. Population : 363,501 âmes (3 arrondissements, 31 cantons, 153 communes.)	
ARR. de LARGENTIÈRE..... 106 (10 cantons.) Burzet..... 5 Coucouron..... 6 Joyeuse..... 17 Largentière..... 14 Montpezat..... 7 St-Étienne-de-Lugdarès..... 8 Thueys..... 10 Valgorge..... 7 Vallon..... 12 Vans (Les)..... 20			ARR. de PRIVAS..... 106 (10 cantons.) Antraigues..... 12 Aubenas..... 17 Bourg-Saint-Andéol..... 12 Chomérac..... 12 Privas..... 12 Rochemaure..... 12 Saint-Pierre-ville..... 12 Villeneuve-de-Berg..... 12 Viviers..... 12 Voulte-sur-Rhône (La)..... 12	
ALPES-MARITIMES. Population : 265,155 âmes. (3 arrondissements, 26 cantons, 153 communes.)			ARR. de TOURNON..... 12 (11 cantons.) Annonay..... 12 Cheylard (Le)..... 12 Lamastre..... 12 Saint-Agrève..... 12 Saint-Félicien..... 12 Saint-Martin-de-Valamas..... 12 Saint-Péray..... 12 Saillieu..... 12 Serrières..... 12 Tournon..... 12 Vernoux..... 12	
ARR. de GRASSE..... 60 90,838 (9 cantons.) Antibes..... 3 16,912 Bar (Le)..... 10 5,719 Cagnes..... 5 7,409 Cannes..... 6 29,551 Coursegoules..... 8 2,183 Grasse..... 3 16,227 Saint-Auban..... 13 3,035 Saint-Vallier..... 6 3,469 Venée..... 6 6,333			ARR. de NICE..... 45 153,448 (11 cantons.) Breil..... 3 5,044 Contes..... 5 4,748 Escarène (L')..... 5 5,547 Ievens..... 9 5,440 Menton..... 5 13,435 Nîce..... { canton est.. 1 40,092 canton ouest 4 56,006 Saint-Martin-Vésubie..... 5 5,435 Sospel..... 3 4,870 Utelle..... 2 3,602 Villefranche..... 4 9,229	
ARR. de PUGET-THÉNIERS..... 48 20,869 (6 cantons.) Guillaumes..... 9 4,142 Puget-Théniers..... 8 3,127 Roquestéron..... 10 3,128 Saint-Étienne-de-Tinée..... 3 3,185 Saint-Sauveur..... 8 3,996 Villars..... 10 3,391			ARR. de MÉZIÈRES..... 7 (7 cantons.) Charleville..... 12 Flize..... 12 Mézières..... 12 Monthermé..... 12 Ormont..... 12 Renwez..... 12 Signy-l'Abbaye..... 12	
ARR. de PRIVAS..... 106 (10 cantons.) Antraigues..... 12 Aubenas..... 17 Bourg-Saint-Andéol..... 12 Chomérac..... 12 Privas..... 12 Rochemaure..... 12 Saint-Pierre-ville..... 12 Villeneuve-de-Berg..... 12 Viviers..... 12 Voulte-sur-Rhône (La)..... 12			ARR. de TOURNON..... 12 (11 cantons.) Annonay..... 12 Cheylard (Le)..... 12 Lamastre..... 12 Saint-Agrève..... 12 Saint-Félicien..... 12 Saint-Martin-de-Valamas..... 12 Saint-Péray..... 12 Saillieu..... 12 Serrières..... 12 Tournon..... 12 Vernoux..... 12	
ARR. de NICE..... 45 153,448 (11 cantons.) Breil..... 3 5,044 Contes..... 5 4,748 Escarène (L')..... 5 5,547 Ievens..... 9 5,440 Menton..... 5 13,435 Nîce..... { canton est.. 1 40,092 canton ouest 4 56,006 Saint-Martin-Vésubie..... 5 5,435 Sospel..... 3 4,870 Utelle..... 2 3,602 Villefranche..... 4 9,229			ARR. de MÉZIÈRES..... 7 (7 cantons.) Charleville..... 12 Flize..... 12 Mézières..... 12 Monthermé..... 12 Ormont..... 12 Renwez..... 12 Signy-l'Abbaye..... 12	
ARR. de PUGET-THÉNIERS..... 48 20,869 (6 cantons.) Guillaumes..... 9 4,142 Puget-Théniers..... 8 3,127 Roquestéron..... 10 3,128 Saint-Étienne-de-Tinée..... 3 3,185 Saint-Sauveur..... 8 3,996 Villars..... 10 3,391			ARR. de MÉZIÈRES..... 7 (7 cantons.) Charleville..... 12 Flize..... 12 Mézières..... 12 Monthermé..... 12 Ormont..... 12 Renwez..... 12 Signy-l'Abbaye..... 12	

ARDENNES.

Population : 312,400

(5 arrondissements, 31 cantons, 153 communes.)

ARR. de MÉZIÈRES.....	7
(7 cantons.)	
Charleville.....	12
Flize.....	12
Mézières.....	12
Monthermé.....	12
Ormont.....	12
Renwez.....	12
Signy-l'Abbaye.....	12

Grue de trente tonnes :

Pour une heure.....	4 ^f 00 ^c
Pour une demi-journée de cinq heures.....	16 00

Ces taxes s'appliquent aux périodes normales de travail, lesquelles sont réglées comme il suit :

1° Entre le 21 mars et le 20 septembre : de six heures du matin à midi, et de une heure à sept heures du soir ;

2° Entre le 21 septembre et le 20 mars : de sept heures du matin à midi, et de une heure à six heures du soir.

Lesdites taxes sont augmentées de soixante centimes (0^f 60) par heure pour les locations en dehors des périodes normales de travail ci-dessus définies.

Application du tarif des engins.

32. Les taxes pour l'usage des engins sont dues par celui qui a fait la demande prévue à l'article 18 ci-dessus.

Lorsque les appareils sont donnés en location à l'heure ou à la demi-journée, toute heure ou toute demi-journée commencée est due ; néanmoins, l'engin est retiré par les agents du permissionnaire dès que le travail est terminé.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée est payé d'avance à titre d'arrhes lors de la demande d'un engin.

Frais compris dans les taxes en cas de location à l'heure ou à la journée.

33. Le permissionnaire a à sa charge la fourniture de l'engin et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement ; plus, pour les engins roulants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'engin.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'engin effectués au cours des opérations sur la demande du locataire ou sur l'ordre des ingénieurs, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts, ainsi que la fourniture des chaînes et cordages pour saisir les colis, sont à la charge du locataire.

34. (Pour mémoire.)

35. (Pour mémoire.)

36. (Pour mémoire.)

37. (Pour mémoire.)

Perception des taxes.

38. La perception des taxes doit être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause est nulle de plein droit.

Toutefois cette clause ne s'applique pas aux traités qui pourraient intervenir entre le permissionnaire et l'État, dans l'intérêt des services publics de l'État.

Il peut, en outre, être établi des abonnements à prix réduits en faveur des lignes régulières de navigation jouissant d'une place à quai spéciale en vertu d'arrêtés préfectoraux intervenus ou à intervenir. Le tarif de ces abonnements doit être soumis à l'homologation du ministre des travaux publics. Toute réduction de taxe ou tout avantage consenti par abonnement en faveur d'une ligne régulière doit être accordé de droit à toute autre ligne régulière qui se soumet aux mêmes conditions.

Abaissements de taxes.

39. Le permissionnaire peut, s'il le juge convenable, abaisser les taxes au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima.

Les taxes ainsi abaissées ne peuvent être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs est portée à la connaissance du public par des affiches placardées au moins quinze jours avant l'époque fixée pour la mise à exécution.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	SOMME des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	SOMME des COMMUNES.	POPULATION.
AUDE.			AVEYRON.		
Population : 310,513 âmes.			Population : 389,361 âmes.		
(4 arrondissements, 31 cantons, 439 communes.)			(5 arrondissements, 43 cantons, 409 communes.)		
Arr. de CARCASSONNE....	140	99,456	Arr. d'ESPALION.....	49	
(12 cantons.)			(9 cantons.)		
Alzonne.....	11	7,187	Entraygues.....	5	
Capendu.....	17	8,505	Espalion.....	7	
Carcassonne.. { c ^m est... ..	7	6,727	Estaing.....	6	
c ^m ouest..	2	25,599	Laguiole.....	5	
Conques.....	10	5,352	Mur-de-Barrez..	5	
Lagrasse.....	18	5,306	Saint-Amans.....	4	
Mas-Cabardès..	16	5,158	Saint-Chély.....	2	
Montréal.....	9	6,130	Sainte-Geneviève	7	
Mouthoumet... ..	18	4,007	Saint-Geniez.....	6	
Peyriac-Minervois	18	17,601			
Saïssac.....	7	3,999	Arr. de MILLAU.....	50	
Tuchan.....	8	3,885	(9 cantons.)		
			Campagnac.....	5	
Arr. de CASTELNAUDARY..	74	42,510	Laissac.....	8	
(5 cantons.)			Millau.....	11	
Belpèch.....	12	4,768	Nant.....	11	
Castelnaudary. { c ^m nord..	20	11,617	Peyreleau.....	11	
c ^m sud..	13	14,054	Saint-Beauzély..	11	
Fanjeaux.....	16	7,992	Salles-Curan.....	11	
Salles-sur-l'Hers..	14	4,079	Séverac-le-Château	11	
			Vézins.....	11	
Arr. de LIMOUX.....	152	61,567			
(8 cantons.)			Arr. de RODEZ.....	80	
Alaigne.....	27	7,352	(11 cantons.)		
Azat.....	14	5,476	Bozouls.....	11	
Belcaire.....	17	6,867	Cassagnes-Bégonhès	11	
Chalabre.....	16	7,924	Conques.....	11	
Couiza.....	22	5,914	Marcillac.....	11	
Limoux.....	23	13,183	Naucelle.....	11	
Quillan.....	18	10,915	Pont-de-Salars..	11	
Saint-Hilaire..	15	3,936	Requista.....	11	
			Rignac.....	11	
Arr. de NARBONNE.....	73	106,980	Rodez.....	11	
(6 cantons.)			Salvetat (La)...	11	
Coursan.....	7	14,248	Sauveterre.....	11	
Durban.....	13	5,823			
Ginestas.....	15	15,730	Arr. de SAINT-AFFRIQUE	58	
Lézignan.....	17	18,478	(6 cantons.)		
Narbonne.....	10	37,335	Belmont.....	11	
Sigean.....	11	15,366	Camars.....	11	
			Cornus.....	11	
			Saint-Affrique..	11	
			Saint-Rome-de-Tarn	11	
			Saint-Sernin-sur-Rance..	11	

produit des taxes une somme supérieure à mille francs (1,000^f) pour la constitution du fonds de réserve.

Ce fonds de réserve cesse de s'accroître lorsqu'il a atteint un chiffre maximum fixé par les ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. La totalité des recettes disponibles, après le prélèvement des sommes nécessaires pour payer les dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2, est alors affectée à l'amortissement du capital engagé.

Lorsque le capital de premier établissement sera complètement amorti, si le fonds de réserve présente une importance suffisante, il devra être procédé à la revision des tarifs, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Le permissionnaire ne peut employer le fonds de réserve qu'aux besoins des entreprises figurant aux comptes et budgets spéciaux mentionnés à l'article 41. Il doit, pour en disposer, obtenir dans chaque cas l'assentiment préalable des ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, excepté dans le cas où le fonds de réserve serait employé à solder des indemnités au paiement desquelles le permissionnaire aurait été condamné par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Budgets et comptes. — Communication aux ingénieurs du port.

44. Afin d'assurer l'exécution des prescriptions des articles 41, 42 et 43 ci-dessus et de l'article 2 du décret d'autorisation, la chambre de commerce doit communiquer aux ingénieurs de la navigation, dans les six premiers mois de chaque année, le projet de budget spécial de l'année suivante et le compte spécial des recettes et dépenses d'établissement et d'exploitation de l'année précédente.

Liquidation d'emprunts en cas de retrait d'autorisation ou de suppression d'ouvrages.

45. En cas de retrait de l'autorisation ou de suppression d'ouvrages ordonnée en exécution de l'article 51 ci-après, il sera pourvu, par décret délibéré en Conseil d'État, aux moyens de faire face aux charges des emprunts qui auraient pu être contractés par le permissionnaire.

Services accessoires.

46. En dehors des tarifs fixés au titre IV, le ministre des travaux publics, sur la proposition du permissionnaire, arrête annuellement les taxes relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont le permissionnaire viendrait à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

TITRE VI.

DURÉE ET RETRAIT DE L'AUTORISATION. — SUPPRESSION TOTALE OU PARTIELLE DES INSTALLATIONS.

Durée de l'autorisation.

47. La durée de l'autorisation est fixée à trente ans à partir de la date du décret auquel le présent cahier des charges est annexé.

Retrait de l'autorisation.

48. Faute par le permissionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra le retrait de l'autorisation.

Le retrait sera prononcé, s'il y a lieu, après mise en demeure, par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Retour à l'État lors du retrait ou à l'expiration de l'autorisation.

49. Par le seul fait de la notification du décret prononçant le retrait de l'autorisation.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Arr. de LISIEUX..... (6 cantons.)	122	60,084	Marcenat.....	12
Lisieux... { 1 ^{re} section..	16	11,541	Murat.....	12
{ 2 ^e section...	15	17,274	Arr. de SAINT-FOUR....	75
Livarot.....	23	7,568	(6 cantons.)	
Mezidon.....	26	7,064	Chaudesaigues.....	12
Orbec.....	22	8,991	Massiac.....	12
Saint-Pierre-sur-Dives...	22	7,646	Pierrefort.....	11
Arr. de PONT-L'ÉVÊQUE... 107		59,216	Ruines.....	10
(6 cantons.)			Saint-Flour. { canton nord..	13
Blangy-le-Château.....	15	6,200	{ canton sud..	19
Cambremer.....	24	5,887		
Dozulé.....	26	10,177	CHARENTE	
Honfleur.....	14	16,205	Population : 356,136	
Pont-l'Évêque.....	23	9,580	(5 arrondissements, 29 cantons, 62	
Trouville.....	5	11,167		
Arr. de VIRE.....	96	67,638	Arr. d'ANGOULÊME.....	136
(6 cantons.)			(9 cantons.)	
Aunay-sur-Odon.....	19	9,602	Angoulême. { 1 ^{er} canton..	
Bény-Bocage (Le).....	21	10,546	{ 2 ^e canton..	
Condé-sur-Noireau.....	11	11,587	Blanzac.....	
Saint-Sever-Calvados....	20	11,823	Hiersac.....	
Vassy.....	14	9,001	Montbron.....	
Vire.....	11	15,079	Roche foucauld (La).....	
CANTAL			Rouillac.....	
Population : 234,382 âmes.			Saint-Amant-de-Boixe.....	
(4 arrondissements, 23 cantons, 267 communes.)			Villebois-la-Valette.....	
Arr. d'AURILLAC.....	95	91,076	Arr. de BARBEZIEUX.....	
(8 cantons.)			(6 cantons.)	
Aurillac... { canton nord..	11	12,990	Aubeterre.....	
{ canton sud..	13	22,025	Baignes-Sainte-Radegonde	
Laroquebrou.....	14	9,853	Barbezieux.....	
Mauis.....	14	11,722	Brossac.....	
Montsalvy.....	15	9,981	Chalais.....	
Saint-Cernin.....	6	5,995	Montmoreau.....	
Saint-Mamet-la-Salvetat..	11	8,627	Arr. de COGNAC.....	
Vic-sur-Cère.....	12	9,883	(4 cantons.)	
Arr. de MAURIAC.....	61	58,911	Châteauneuf-sur-Charente	
(6 cantons.)			Cognac.....	
Champs.....	5	4,913	Jarnac.....	
Mauriac.....	11	12,767	Segonzac.....	
Pleaux.....	12	9,476	Arr. de CONFOLENS.....	
Riom-ès-Montagne.....	8	10,498	(6 cantons.)	
Saïgues.....	12	10,734	Chabanais.....	
Salers.....	13	11,023	Champagne-Mouton.....	
Arr. de MURAT.....	36	33,279	Confolens. { canton nord..	
(3 cantons.)			{ canton sud..	
Allanche.....	12	8,918	Montembœuf.....	
			Saint-Claud.....	

fera, si elle en est requise, choix d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau et aura qualité pour recevoir, en son nom, toutes les notifications administratives.

Établissement de grues par des tiers.

54. Dans le cas où l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2, autoriserait l'établissement de nouvelles grues, le permissionnaire devra laisser les propriétaires de ces grues user des voies ferrées qu'il aura installées, sous la condition de contribuer dans une juste mesure aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

En cas de désaccord sur le principe ou l'exercice de l'usage commun des voies, il est statué par le ministre des travaux publics, le permissionnaire entendu.

Les grues qui seraient établies ultérieurement par des tiers devraient d'ailleurs être disposées et exploitées de manière à ne pas gêner la manœuvre des grues du permissionnaire.

55. (Pour mémoire.)

Redevance.

56. Le permissionnaire payera à l'État, pour l'occupation des terrains du domaine public sur lesquels seront établis ses appareils et leurs dépendances, une redevance annuelle d'un franc (1^r) qui sera versée d'avance, au 1^{er} janvier de chaque année, entre les mains du receveur des contributions indirectes, à Valenciennes.

Cette redevance sera exigible à partir du 1^{er} janvier qui suivra la date du décret d'autorisation.

Elle pourra être révisée tous les cinq ans.

Frais d'impression et d'enregistrement.

57. Les frais d'impression et d'enregistrement de toutes les pièces relatives à la présente autorisation, ainsi que les impôts y afférents, restent à la charge du permissionnaire.

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 23 décembre 1896.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

N° 32589. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 31 Décembre 1896.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Sancergues.....	19	15,116	Bastelica.....	5
Sancerre.....	18	19,624	Bocognano.....	5
Vailly-sur-Sauldre.....	11	10,246	Evisa.....	5
			Piana.....	5
			Salice.....	5
			Santa-Maria-Siché.....	17
			Sari-d'Orcino.....	5
			Sarrola-Carcopino.....	5
			Soccia.....	4
			Vico.....	7
			Zicavo.....	9
CORRÈZE.				
Population : 322,393 âmes.				
(3 arrondissements, 29 cantons, 287 communes.)				
Arr. de BRIVE.....	98	117,974	Arr. de BASTIA.....	94
(10 cantons.)			(20 cantons.)	
Ayen.....	11	10,371	Bastia (Terranova).....	2
Beaulieu.....	13	9,489	Bastia (Terravecchia).....	1
Beynat.....	6	6,349	Borgo.....	4
Brive.....	12	27,006	Brando.....	5
Donzenac.....	6	13,155	Campile.....	1
Juillac.....	10	10,660	Campitello.....	5
Larche.....	8	7,225	Cervione.....	4
Lubersac.....	12	14,602	Lama.....	5
Meyssac.....	14	10,709	Luri.....	5
Vigeois.....	6	8,408	Murato.....	4
Arr. de TULLE.....	118	137,991	Nonza.....	5
(12 cantons.)			Oletta.....	4
Argentat.....	11	11,373	Pero-Casevecchie.....	5
Corrèze.....	9	8,493	Porta.....	15
Égletons.....	8	7,242	Rogliano.....	5
Lapleau.....	8	7,148	Saint-Florent.....	4
Mercœur.....	11	6,907	San-Martino-di-Lota.....	3
Roche-Canillac (La).....	11	8,617	San-Nicolaio.....	5
Saint-Privat.....	10	8,919	Santo-Pietro-di-Tenda.....	3
Seilhac.....	9	13,693	Vescovato.....	7
Treignac.....	11	14,193		
Tulle.... } canton nord..	7	20,196	Arr. de CALVI.....	35
} canton sud..	15	17,238	(6 cantons.)	
Uzerche.....	9	13,972	Belgodere.....	6
Arr. d'USSEL.....	71	66,428	Calenzana.....	8
(7 cantons.)			Calvi.....	1
Bort.....	10	10,110	Ile-Rousse (L').....	6
Bugeat.....	11	9,088	Muro.....	9
Eygurande.....	10	5,957	Olmi-Cappella.....	4
Meymac.....	10	11,142		
Neuvic.....	10	11,193	Arr. de CORTE.....	108
Sornac.....	8	7,962	(16 cantons.)	
Ussel.....	12	10,976	Calacuccia.....	5
			Castifao.....	5
			Corte.....	1
			Ghisoni.....	4
			Moita.....	8
			Morosaglia.....	7
			Omessa.....	7
			Piedicorte-di-Gaggio.....	7
			Piedicroce.....	15
CORSE.				
Population : 290,168 âmes.				
(5 arrondissements, 62 cantons, 364 communes.)				
Arr. d'AJACCIO.....	80	78,640		
(12 cantons.)				
Ajaccio.....	6	23,846		

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

N° 32590. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le Compte définitif de l'exercice 1895.

Du 6 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de l'agriculture, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Considérant que les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par le budget de l'exercice 1895 et que leur montant n'excède pas les restants de crédit à annuler par la loi de règlement dudit exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895, un crédit supplémentaire de deux mille cent quatre-vingt-quatorze francs (2,194⁴), montant des créances désignées au tableau ci-joint pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'agriculture est autorisé à ordonnancer le montant des créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos du budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont

(1) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10517.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contrôlée circule en franchise.
autorités à contrôler leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Conservateurs des hypothèques des départements de l'Indre et de la Creuse.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	"
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	A. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Conservateurs des hypothèques des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.	"
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Conservateurs des hypothèques des départements de l'Aveyron et de la Lozère.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	"
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux.	Exerce dans les départements de l'Indre et de la Creuse les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	"	"
Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen.	Exerce dans les départements de Lot-et-Garonne et du Gers les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	"	"
Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez.	Exerce dans les départements de l'Aveyron et de la Lozère les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	"	"

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Grand-Serre (Le).....	12	11,380	Arr. de PONT-AUDEMER... (8 cantons.)	124
Loriot.....	6	10,237	Beuzeville.....	17
Romans.....	17	27,553	Bourgheroulde.....	20
Saint-Donat.....	9	6,984	Cormailles.....	12
Saint-Jean-en-Royans.....	11	6,919	Montfort-sur-Risle.....	14
Saint-Vallier.....	18	20,742	Pont-Audemer.....	15
Tain.....	12	11,201	Quillebeuf.....	14
Valence.....	8	36,900	Routot.....	16
			Saint-Georges-du-Vivier.....	14
EURE.			EURE-ET-LOIR.	
Population : 340 652 âmes.			Population : 180,442	
(5 arrondissements, 36 cantons, 700 communes.)			(4 arrondissements, 34 cantons, 100 communes.)	
Arr. des ANDELYS..... (6 cantons.)	117	57,082	Arr. de CHARTRES..... (8 cantons.)	166
Andelys (Les).....	18	10,888	Auneau.....	28
Écos.....	24	7,643	Chartres. { canton nord..	20
Etrépagny.....	20	8,364	{ canton sud..	17
Fleury-sur-Andelle.....	22	13,123	Courville.....	18
Gisors.....	20	10,990	Illiers.....	21
Lyons-la-Forêt.....	13	6,074	Janville.....	22
Arr. de BERNAY..... (6 cantons.)	124	56,910	Maintenon.....	21
Beaumesnil.....	17	5,545	Voves.....	23
Beaumont-le-Roger.....	22	9,833		
Bernay.....	18	14,581	Arr. de CHÂTEAUDUN..... (5 cantons.)	80
Brionne.....	23	10,261	Bonneval.....	20
Brogie.....	22	7,556	Brou.....	21
Thiberville.....	22	8,934	Châteaudun.....	17
Arr. d'ÉVREUX..... (11 cantons.)	224	110,349	Cloyes.....	20
Breteuil.....	14	8,979	Orgères.....	17
Conches.....	26	8,921		
Damville.....	22	5,780	Arr. de DREUX..... (7 cantons.)	136
Évreux... { canton nord..	25	11,014	Anet.....	21
{ canton sud..	22	17,626	Brezolles.....	20
Nonancourt.....	15	7,990	Châteauneuf.....	21
Pacy-sur-Eure.....	23	7,884	Dreux.....	22
Rugles.....	19	8,016	Ferté-Vidame (La).....	7
Saint-André-de-l'Eure.....	31	12,590	Nogent-le-Roi.....	21
Verneuil.....	14	9,318	Senonches.....	12
Vernon.....	14	12,231		
Arr. de LOUVIERS..... (5 cantons.)	111	55,767	Arr. de NOGENT-LE-ROTRON (4 cantons.)	54
Amfreville-la-Campagne.....	24	6,996	Authon.....	15
Gaillon.....	24	11,275	Loupe (La).....	17
Louviers.....	20	17,396	Nogent-le-Rotrou.....	10
Neubourg (Le).....	24	8,923	Thiron.....	12
Pont-de-l'Arche.....	19	11,177		

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspon- dance circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans lequel la correspondance vraiment contrainte circule en franchise.
autorisés à contre-signer leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.	"
Inspecteurs de l'enre- gistrement, des do- maines et du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.....	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Receveurs contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Procureurs de la Répu- blique des départe- ments de l'Indre et de la Creuse.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.*	"
Procureurs de la Répu- blique des départe- ments de Lot-et-Ga- ronne et du Gers.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.	S. B.*	"
Procureurs de la Répu- blique des départe- ments de l'Aveyron et de la Lozère.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.	S. B.*	"
Receveurs contrôleurs des successions et des amendes des dé- partements de l'In- dre et de la Creuse.	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.	"	"
Receveurs contrôleurs des successions et des amendes des dé- partements de Lot- et-Garonne et du Gers.	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.	"	"
Receveurs contrôleurs des successions et des amendes des dé- partements de l'Avey- ron et de la Lozère.	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'en- registrement, des domaines et du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.	"	"
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Châteauroux*.	S. B.	"
Receveurs de l'enre- gistrement, des do- maines et du timbre des départements de l'Indre et de la Creuse.....	Inspecteurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Départements de l'Indre et de la Creuse.
	Receveurs contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Receveurs du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des do- maines et du timbre*.	S. B.	Idem.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE d'habitants communes.	POPULATION	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE d'habitants communes.
Lasalle.....	9	5,280	Verfeil.....	7
Quissac.....	12	4,103	Villemur.....	6
Saint-André-de-Valborgne	5	3,684		
Saint-Hippolyte-du-Fort..	6	6,625	Arr. de VILLEFRANCHE... 95	
Sauve.....	9	4,165	(6 cantons.)	
Sumène.....	8	6,091	Caraman.....	19
Trèves.....	6	3,071	Lanta.....	10
Valleraugue.....	3	5,004	Montgiscard.....	20
Vigan (Le).....	13	12,943	Nailloux.....	20
			Revel.....	13
			Villefranche.....	21
GARONNE (HAUTE-).			GERES.	
Population : 459,377 âmes.			Population : 250,472 âmes.	
(4 arrondissements, 39 cantons, 587 communes.)			(5 arrondissements, 39 cantons, 110 communes.)	
Arr. de MURET.....	127	76,838	Arr. d'AUCH..... 85	
(10 cantons.)			(6 cantons.)	
Autriver.....	11	8,160	Auch..... { canton nord.	10
Carbonne.....	11	7,901	{ canton sud..	17
Cazères.....	16	9,908	Gimont.....	11
Cintegabelle.....	7	6,424	Jegun.....	12
Fousseret.....	15	7,068	Saramon.....	15
Montesquieu-Volvestre...	10	6,386	Vic-Fezensac.....	13
Muret.....	20	12,514		
Rieumes.....	16	7,341	Arr. de CONDOM..... 88	
Rieux.....	10	5,229	(6 cantons.)	
Saint-Lys.....	11	5,907	Carambon.....	15
			Condom.....	18
Arr. de SAINT-GAUDENS.. 236	113,783		Eauze.....	13
(11 cantons.)			Montréal.....	9
Aspet.....	22	13,348	Nogaro.....	20
Aurignac.....	19	8,961	Valence.....	16
Bagnères-de-Luchon.....	31	8,845		
Barbazan.....	23	10,764	Arr. de LECTOURE..... 72	
Boulogne.....	24	9,547	(5 cantons.)	
Isle-en-Dodon (L').....	23	10,176	Fleurance.....	19
Montréjeau.....	17	10,528	Lectoure.....	14
Saint-Béat.....	23	8,956	Mauvezin.....	16
Saint-Gaudens.....	21	16,992	Miradoux.....	9
Saint-Martory.....	12	4,725	Saint-Clar.....	14
Salies.....	21	10,941		
Arr. de TOULOUSE..... 131	221,300		Arr. de LOMBES..... 71	
(12 cantons.)			(4 cantons.)	
Cadours.....	16	6,049	Cologne.....	13
Castanet.....	15	4,277	Isle-Jourdain (L').....	16
Fronton.....	18	11,081	Lombes.....	27
Grenade.....	13	9,900	Samatan.....	15
Léguévin.....	10	5,465		
Montastruc-la-Conseillère	12	6,978	Arr. de MIRANDE..... 150	
{ canton centre	9	50,430	(8 cantons.)	
Toulouse. { canton nord..	8	48,686	Aignan.....	13
{ canton ouest.	9	27,245	Marcillac.....	19
{ canton sud..	11	41,415	Masseube.....	23

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circule en franchise doit être présentée.	Affectation, circumscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contrasignée circule en franchise.
autorisés à contrasigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de Lot-et-Garonne et du Gers.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Agen*.....	S. B.	
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de Lot-et-Garonne et du Gers.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.....	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Rodez*.....	S. B.	
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements de l'Aveyron et de la Lozère.
Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements de l'Aveyron et de la Lozère.....	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.....	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.....	S. B.	Idem.

N° 32592. — DÉCRET qui fixe les Taxes à percevoir pour l'affranchissement des Colis postaux expédiés directement de France à Costa-Rica.

Du 16 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 23 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892 ⁽¹⁾;

Vu la convention du 23 juillet 1896, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur entre la France et la République de Costa-Rica;

Vu le décret du 20 décembre 1896 ⁽²⁾, promulguant cette dernière convention;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1834, n° 32104.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Claret.....	9	2,057	Hédé.....	11	
Frontignan.....	6	8,073	Janzé.....	6	
Ganges.....	9	8,644	Liffré.....	7	
Lunel.....	12	14,853	Mordelles.....	7	
Matelles (Les).....	14	3,440	Rennes. { c ^m nord-est.....	8	
Mauguio.....	5	5,845	{ c ^m nord-ouest.....	5	
Mèze.....	7	16,129	{ c ^m sud-est.....	10	
Montpellier. { 1 ^{er} canton..	1	14,725	{ c ^m sud-ouest.....	14	
{ 2 ^e canton..	8	48,540	Saint-Aubin-d'Aubigné.....	61	
{ 3 ^e canton..	12	26,692	Arr. de SAINT-MALO.....		
Saint-Martin-de-Londres.....	10	3,685	(9 cantons.)		
Arr. de SAINT-PONS.....	48	40,955	Cancale.....	6	
(5 cantons.)			Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine.....	8	
Olargues.....	13	7,807	Combourg.....	10	
Olonzac.....	13	9,248	Dinard-Saint-Enogat.....	6	
Saint-Chinian.....	11	10,894	Dol.....	8	
Saint-Pons.....	8	7,938	Pleine-Fougères.....	11	
Salvetat (La).....	3	5,068	Saint-Malo.....	2	
			Saint-Servan.....	3	
			Tinténiac.....	10	
ILLE-ET-VILAINE.			Arr. de VITRÉ.....	61	
Population : 622,039 âmes.			(6 cantons.)		
(6 arrondissements, 45 cantons, 359 communes.)			Argentré-du-Plessis.....	9	
Arr. de FOUGÈRES.....	57	90,504	Châteaubourg.....	9	
(6 cantons.)			Guerche-de-Bretagne (La).....	11	
Antrain.....	10	15,185	Rotiers.....	10	
Fougères... { canton nord.....	10	22,422	Vitré... { canton est.....	10	
{ canton sud.....	9	16,010	{ canton ouest.....	13	
Louvigné-du-Désert.....	8	12,556			
Saint-Aubin-du-Cormier.....	10	10,242	INDRE.		
Saint-Brice-en-Coglès.....	11	14,089	Population : 289,206 âmes.		
Arr. de MONTFORT.....	46	63,037	(4 arrondissements, 23 cantons, 281 communes.)		
(5 cantons.)			Arr. du BLANC.....	56	
Bécherel.....	10	10,627	(6 cantons.)		
Montauban.....	8	9,838	Bélâbre.....	7	
Montfort.....	11	15,267	Blanc (Le).....	8	
Plélan.....	8	14,019	Mézières-en-Brenne.....	8	
Saint-Méen.....	9	13,286	Saint-Benoit-du-Sault.....	14	
Arr. de REDON.....	53	92,930	Saint-Gaultier.....	8	
(7 cantons.)			Tournon-Saint-Martin.....	10	
Bain-de-Bretagne.....	9	17,937	Arr. de CHATEAUROUX.....	81	
Fougeray.....	4	7,894	(8 cantons.)		
Guichen.....	8	16,449	Ardentes.....	9	
Maure.....	9	10,149	Argenton.....	10	
Pipriac.....	9	15,874	Buzançais.....	10	
Redon.....	7	17,716	Châteauroux.....	10	
Sel (Le).....	7	6,911	Châtillon-sur-Indre.....	10	
Arr. de RENNES.....	78	166,783	Écuillé.....	10	
(10 cantons.)			Levroux.....	12	
Châteaugiron.....	10	9,663	Valençay.....	10	

— rue de la Passerelle, la rue des Fabriques et le chemin du Gazomètre.
à Havre, 11 Septembre 1896.)

32594. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit : la grande écluse du Nord, récemment construite au port de Dunkerque, prendra la dénomination d'Ecluse Trystram. (Paris, 12 Septembre 1896.)

32595. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est autorisée la construction d'un pont fixe en acier, en remplacement du pont suspendu de Fleurville (Saône-et-Loire), sur la Saône (route nationale n° 6 annexe);

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à deux cent trente mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales;

3° Il est pris acte de l'engagement souscrit par le conseil municipal de Pont-de-Vaux, dans sa délibération du 15 octobre 1892, de fournir un subside de soixante-quinze mille francs. (Rambouillet, 16 Octobre 1896.)

N° 32596. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation cent vingt-deux hectares dix-sept ares quarante centiares de terrains boisés, dépendant de la forêt domaniale de Meftah, commune de Messer, arrondissement de Sidi-bel-Abbès, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret.

Dans chacun des lots à former avec les terrains compris dans les limites ci-dessus, la soumission au régime forestier prendra fin à dater du jour où l'acte translatif de propriété sera devenu définitif.

L'administration forestière sera consultée toutes les fois qu'il y aura lieu de supprimer des chemins existants dans les terrains déclassés ou d'en modifier l'assiette; les nouveaux tracés devront assurer, dans tous les cas, la desserte des massifs contigus maintenus sous le régime forestier. (Paris, 26 Décembre 1896.)

N° 32597. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation quatre cent soixante-dix hectares quatre-vingt-dix-huit ares de terrains boisés, dépendant de la forêt domaniale de Harridj, commune de Messer, arrondissement de Sidi-bel-Abbès, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret.

Dans chacun des lots à former avec les terrains compris dans les limites

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
Meyzieux.....	14	14,102	Saint-Claude.....	24
Roussillon.....	21	14,763	Saint-Laurent.....	18
Saint-Jean-de-Bournay...	15	12,531		
Saint-Symphorien-d'Ozon	12	12,060	LANDES.	
Verpillière (La).....	16	12,171	Population : 292,384 hab.	
Vienne... { canton nord.	8	17,628	(3 arrondissements, 28 cantons, 335 communes.)	
{ canton sud..	10	21,415		
JURA.			Arr. de DAX.....	107
Population : 266,143 âmes.			(5 cantons.)	
(4 arrondissements, 35 cantons, 584 communes.)			Castels.....	10
Arr. de DÔLE.....	138	68,077	Dax.....	21
(9 cantons.)			Montfort.....	23
Chaumergy.....	16	4,719	Peyrehorade.....	13
Chaussin.....	20	8,684	Pouillon.....	11
Chemin.....	11	7,027	Saint-Martin-de-Seignani.	8
Dampierre.....	15	7,738	Saint-Vincent-de-Tyrosse.	11
Dôle.....	16	21,762	Soustons.....	11
Gendrey.....	14	3,139	Arr. de MONT-DE-MARSAN.	117
Montbarrey.....	13	5,347	(12 cantons.)	
Montmirey-le-Château...	14	4,834	Gabarret.....	15
Rochefort-sur-Nenon...	19	4,827	Grenade.....	10
Arr. de LONS-LE-SAUNIER.	213	89,659	Labrit.....	9
(11 cantons.)			Mimizan.....	6
Arintnod.....	26	7,295	Mont-de-Marsan.....	17
Beaufort.....	19	8,778	Morcenx.....	9
Bietterans.....	12	8,773	Parentis-en-Born.....	6
Clairvaux.....	25	5,811	Pissos.....	8
Conliège.....	17	6,722	Roquefort.....	13
Lons-le-Saunier.....	20	20,700	Sabres.....	8
Orgelet.....	27	6,867	Sore.....	4
Saint-Amour.....	16	6,366	Villeneuve-de-Marsan...	12
Saint-Julien.....	19	4,642	Arr. de SAINT-SEVER.....	109
Sellières.....	13	6,437	(8 cantons.)	
Voiteur.....	19	7,268	Aire.....	12
Arr. de POLIGNY.....	152	58,376	Amou.....	16
(7 cantons.)			Geaune.....	17
Arhois.....	15	8,302	Ilagetmau.....	18
Champagnole.....	31	11,343	Mugron.....	12
Nozeroy.....	30	6,732	Saint-Sever.....	16
Planches-en-Montagne (Les).	10	3,438	Tartas... { canton est.	8
Poligny.....	30	13,454	{ canton ouest.	11
Satins.....	24	10,234		
Villers-Farlay.....	12	4,873	LOIR-ET-CHER.	
Arr. de SAINT-CLAUDE...	81	50,031	Population : 278,153 hab.	
(5 cantons.)			(3 arrondissements, 24 cantons, 297 communes.)	
Bouchoux (Les).....	12	4,452	Arr. de BLOIS.....	139
Moirans.....	17	4,930	(10 cantons.)	
Morez.....	10	14,425	Blois..... { canton est.	8
			{ canton ouest.	9

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1861.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32598. — *DÉCRET qui déclare authentiques les Tableaux de la Population de la France.*

Du 31 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les nouveaux états de la population dressés officiellement par les préfets en exécution du décret du 10 février 1896 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les tableaux de la population ci-annexés :

1° Des départements de la France ;

2° Des arrondissements et des cantons ;

3° Des communes ;

4° Des sections de communes non chefs-lieux, comptant une population agglomérée d'au moins 1,000 habitants ;

Seront déclarés seuls authentiques à partir du 1^{er} janvier 1897.

ART. 2. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 31 Décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

(1) XII^e série, Bull. 1755, n° 30637.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.
Monistrol-sur-Loire.....	6	15,707	Pornic.....	6	11,111
Montfaucon.....	7	12,221	Saint-Père-en-Retz.....	4	9,111
Saint-Didier-la-Séauve...	8	17,283	Arr. de SAINT-NAZAIRE...	55	178,111
Tence.....	6	14,336	(11 cantons.)		
Yssingeaux.....	8	20,996	Blain.....	5	11,111
LOIRE-INFÉRIEURE.			Croisic (Le).....	3	11,111
Population : 646,172 âmes.			Guéméné-Penfao.....	5	11,111
(5 arrondissements, 45 cantons, 217 communes.)			Guérande.....	7	11,111
Arr. d'ANGENIS.....	27	50,282	Herbignac.....	4	11,111
(5 cantons.)			Pontchâteau.....	5	11,111
Ancenis.....	7	14,762	Saint-Etienne-de-Montluc.	5	11,111
Ligné.....	4	8,785	Saint-Gildas-des-Bois....	5	11,111
Ritillé.....	5	9,422	Saint-Nazaire.....	3	11,111
Saint-Mars-la-Jaille.....	6	8,252	Saint-Nicolas-de-Redon...	4	11,111
Varades.....	5	9,061	Savenay.....	9	11,111
Arr. de CHÂTEAUBRIANT..	37	81,456	LOIRET.		
(7 cantons.)			Population : 371,019 âmes.		
Châteaubriant.....	4	13,324	(4 arrondissements, 31 cantons, 549 communes.)		
Derval.....	6	12,744	Arr. de GIEN.....	49	60,111
Moisdon-la-Rivière.....	5	9,109	(5 cantons.)		
Nort.....	6	15,585	Briare.....	14	11,111
Nozay.....	6	16,800	Châtillon-sur-Loire.....	6	11,111
Rougé.....	5	5,952	Gien.....	11	11,111
Saint-Julien-de-Vouvantes	5	7,852	Ouzouer-sur-Loire.....	7	11,111
Arr. de NANTES.....	71	286,200	Sully-sur-Loire.....	10	11,111
(17 cantons.)			Arr. de MONTARGIS.....	95	80,111
Aigrefeuille.....	7	13,929	(7 cantons.)		
Bouaye.....	7	17,684	Bellegarde.....	12	11,111
Carquefou.....	5	12,344	Châteaurenard.....	10	11,111
Chapelle-sur-Erdre (La)...	6	11,550	Châtillon-Coligny.....	13	11,111
Clisson.....	7	12,095	Courtenay.....	15	11,111
Legé.....	4	9,544	Ferrières.....	17	11,111
Loroux-Bottereau (Le)...	7	14,633	Lorris.....	13	11,111
Machecoul.....	6	11,269	Montargis.....	15	11,111
Nantes.....	1 ^{er} canton....	25,176	Arr. d'ORLÉANS.....	107	171,111
	2 ^e canton....	26,149	(14 cantons.)		
	3 ^e canton....	13,742	Artenay.....	11	11,111
	4 ^e canton....	25,370	Beaugency.....	7	11,111
	5 ^e canton....	18,670	Châteauneuf-sur-Loire...	12	11,111
	6 ^e canton....	39,803	Cléry.....	5	11,111
S ^t -Philbert-de-Grand-Lieu	5	11,157	Perté-Saint-Aubin (La)...	7	11,111
Vallet.....	5	10,101	Jargeau.....	9	11,111
Vertou.....	7	12,924	Meung-sur-Loire.....	9	11,111
Arr. de PAIMBOEUF.....	27	49,398	Neuville-aux-Bois.....	10	11,111
(5 cantons.)			c ^m est.....	1	11,111
Bourgneuf-en-Retz.....	6	8,748	c ^m ouest.....	1	11,111
Paimbœuf.....	3	4,768	Orléans. { c ^m nord-est..	10	11,111
Pellerin (Le).....	8	15,200	c ^m nord-ouest..	9	11,111
			c ^m sud.....	13	11,111
			Patay.....	13	11,111

TABLEAU N° 1

INDIQUANT

**LA POPULATION DE CHAQUE DÉPARTEMENT,
LE NOMBRE D'ARRONDISSEMENTS, LE NOMBRE DE CANTONS
ET LE NOMBRE DE COMMUNES**

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.
LOZÈRE.			MANCHE.		
Population : 132,151 âmes. (5 arrondissements, 24 cantons, 198 communes.)			Population : 509,652 âmes. (6 arrondissements, 48 cantons, 665 communes.)		
Arr. de FLORAC.....	52	31,525	Arr. de BAUGÉ.....	67	70,120
(7 cantons.)			(6 cantons.)		
Barre.....	8	3,732	Baugé.....	15	
Florac.....	9	7,276	Beaufort.....	7	
Massegros (Le).....	5	1,791	Durtal.....	8	
Meyrueis.....	7	3,367	Longue.....	9	
Pont-de-Montvert (Le)...	6	4,379	Noyant.....	13	
Sainte-Énimie.....	6	3,532	Seiches.....	13	
S ^t -Germain-de-Calberte..	11	7,448	Arr. de CHOLET.....	80	120,712
Arr. de MARVEJOLS.....	79	49,930	(7 cantons.)		
(10 cantons.)			Beaupréau.....	13	
Aumont.....	6	4,658	Champocéaux.....	9	
Canourgue (La).....	9	5,454	Chemillé.....	11	
Chanac.....	6	3,510	Cholet.....	13	
Fournels.....	11	4,021	Montfaucon.....	12	
Malzieu-Ville (Le).....	9	4,984	Montrevault.....	11	
Marvejols.....	11	8,350	Saint-Florent-le-Vieil...	11	
Nasbinals.....	5	2,970	Arr. de SAUMUR.....	84	
Saint-Chély-d'Apcher...	9	5,818	(7 cantons.)		
Saint-Germain-du-Teil...	8	5,396	Doué.....	14	
Serverette.....	5	4,769	Gennes.....	11	
Arr. de MENDE.....	67	50,696	Montreuil-Bellay.....	14	
(7 cantons.)			Saumur { canton nord-est.....	8	
Bleymard (Le).....	12	6,396	{ c ^m nord-ouest..	5	
Châteauneuf-de-Randon..	9	5,190	{ canton sud.....	15	
Grandrieu.....	8	6,257	Vihiers.....	19	
Langogne.....	8	8,239	Arr. de SEGRÉ.....	61	
Mende.....	10	12,729	(5 cantons.)		
Saint-Amans.....	10	6,607	Candé.....	6	
Villefort.....	10	5,278	Châteauneuf-sur-Sarthe..	15	
MAINE-ET-LOIRE.			Lion-d'Angers (Le).....	11	
Population : 514,870 âmes. (5 arrondissements, 34 cantons, 381 communes.)			Ponancé.....	14	
Arr. d'ANGERS.....	89	172,937	Segré.....	15	
(9 cantons.)			Arr. d'AVRANCHES.....	124	
Angers. { c ^m nord-est....	8	42,026	(9 cantons.)		
{ c ^m nord-ouest..	11	25,326	Avranches.....	16	
{ c ^m sud-est....	4	31,392	Brécey.....	16	
Chalonnès-sur-Loire.....	5	9,558	Ducey.....	12	
Louroux-Béconnais (Le)..	7	9,979	Granville.....	8	
Ponts-de-Cé (Les).....	18	19,330	Haye-Pesnel (La).....	19	
Saint-Georges-sur-Loire..	10	11,171	Pontorson.....	16	
Thouarcé.....	20	16,321	Saint-James.....	12	
Tiercé.....	8	7,834	Sartilly.....	14	
			Villedieu.....	11	

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE			POPULATION.
	des arrondisse- ments.	des cantons.	des communes.	
Gard.....	4	40	350	416,036
Garonne (Haute-).....	4	39	587	459,377
Gers.....	5	29	486	250,472
Gironde.....	6	49	554	809,902
Hérault.....	4	36	338	469,684
Ille-et-Vilaine.....	6	43	359	622,039
Indre.....	4	23	245	289,206
Indre-et-Loire.....	3	24	282	337,064
Isère.....	4	45	563	568,933
Jura.....	4	32	584	266,143
Landes.....	3	28	333	292,884
Loir-et-Cher.....	3	24	297	278,153
Loire.....	3	30	333	625,336
Loire (Haute-).....	3	28	265	316,699
Loire-inférieure.....	5	45	217	646,172
Loiret.....	4	31	349	371,019
Lot.....	3	29	327	240,403
Lot-et-Garonne.....	4	35	326	286,377
Lozère.....	3	24	198	132,151
Maine-et-Loire.....	5	34	381	514,870
Manche.....	6	48	645	500,052
Marne.....	5	33	661	439,577
Marne (Haute-).....	3	28	550	232,057
Mayenne.....	3	27	276	321,187
Meurthe-et-Moselle.....	4	29	596	466,417
Meuse.....	4	28	586	290,384
Morbihan.....	4	37	254	552,028
Nièvre.....	4	25	313	333,899
Nord.....	7	67	667	1,811,868
Oise.....	4	35	701	404,511
Orne.....	4	36	512	339,162
Pas-de-Calais.....	6	45	903	906,249
Puy-de-Dôme.....	5	50	470	555,078
Pyrénées (Basses-).....	5	41	559	423,572

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.
MARNE (HAUTE-).			Arr. de LAVAL.....		
Population : 232,057 âmes.			(9 cantons.)		
(3 arrondissements, 28 cantons, 550 communes.)			Argentré.....	9	
Arr. de CHAUMONT.....			Chailland.....	9	
(10 cantons.)			Évron.....	11	
Andelot.....	19	5,724	Laval.... { canton est....	7	
Arc-en-Barrois.....	9	4,185	{ canton ouest..	6	
Bourmont.....	26	7,979	Loiron.....	16	
Châteauvillain.....	19	7,369	Meslay.....	14	
Chaumont.....	22	18,303	Montsûrs.....	10	
Clefmont.....	20	5,508	Sainte-Suzanne.....	10	
Juzennecourt.....	24	4,889	Arr. de MAYENNE.....		
Nogent-en-Bassigny.....	20	11,351	(12 cantons.)		
Saint-Blin.....	15	4,823	Ambrières.....	8	
Vignory.....	21	6,112	Bais.....	9	
Arr. de LANGRES.....			Couptrain.....	11	
(10 cantons.)			Ernée.....	6	
Auberive.....	29	4,661	Gorron.....	11	
Bourbonne-les-Bains.....	16	12,244	Horps (Le).....	10	
Fays-Billot.....	24	10,310	Landivy.....	9	
Laferté-sur-Amance.....	13	4,756	Lassay.....	10	
Langres.....	27	16,666	Mayenne. { canton est....	12	
Longeau.....	29	8,753	{ canton ouest..	10	
Montigny-le-Roi.....	15	5,504	Pré-en-Pail.....	7	
Neuilly-l'Évêque.....	18	7,706	Villaines-la-Juhel.....	10	
Prauthoy.....	25	6,852	MEURTHE-ET-MOSELLE		
Varennes-sur-Amance.....	14	6,732	Population : 466,417 âmes		
Arr. de WASSY.....			(4 arrondissements, 29 cantons, 540 communes.)		
(8 cantons.)			Arr. de BRIEY.....		
Chevillon.....	15	8,369	(6 cantons.)		
Doulaincourt.....	19	6,510	Audun-le-Roman.....	21	
Doulevant-le-Château.....	19	5,978	Briey.....	17	
Joinville.....	15	8,156	Chambley.....	12	
Montier-en-Der.....	15	7,732	Conflans.....	23	
Poissons.....	24	4,647	Longuyon.....	21	
Saint-Dizier.....	14	19,536	Longwy.....	26	
Wassy.....	24	10,699	Arr. de LUNÉVILLE.....		
MAYENNE.			(9 cantons.)		
Population : 321,187 âmes.			Arracourt.....	9	
(3 arrondissements, 27 cantons, 276 communes.)			Baccarat.....	19	
Arr. de CHÂTEAU-GONTIER.....			Badonviller.....	12	
(6 cantons.)			Bayon.....	17	
Bierné.....	10	7,653	Blâmont.....	32	
Château-Gontier.....	15	19,138	Cirey.....	7	
Cossé-le-Vivien.....	11	10,592	Gerbeviller.....	20	
Craon.....	13	12,425	Lunéville. { canton nord..	19	
Grez-en-Bouère.....	12	9,495	{ canton sud...	19	
Saint-Aignan sur-Roë... ..	12	12,492	Arr. de NANCY.....		
			(9 cantons.)		
			Haroué.....	30	
			Nancy (canton est).....	12	

TABLEAU N° 2

INDIQUANT

LA POPULATION DES ARRONDISSEMENTS,**CELLE DES CANTONS****ET LE NOMBRE DES COMMUNES PAR ARRONDISSEMENTS ET CANTONS**

NOTA. On pourra observer, dans les développements du tableau n° 2, que le nombre des communes pour un arrondissement est quelquefois inférieur au total que donne l'addition du nombre des communes pour tous les cantons de ce même arrondissement. Cette différence existe dans le cas où plusieurs cantons ont pour chef-lieu une même commune dont la population et le territoire sont divisés entre ces cantons. On a compté cette commune dans le chiffre placé en regard de chaque canton, comme si elle en dépendait tout entière.

ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.
Sarzeau	5	9,526	Bavai	18
Vannes. { canton est....	8	23,567	Berlaimont	14
{ canton ouest....	6	17,620	Landrecies	10
NIEVRE.			Maubeuge	28
Population : 333,899 âmes.			Quesnoy (Le) { c ^{ne} est....	15
(4 arrondissements, 25 cantons, 313 communes.)			{ c ^{ne} ouest....	14
Arr. de CHÂTEAU-CHINON.	62	70,288	Solre-le-Château	16
(5 cantons.)			Trélon	15
Château-Chinon	15	16,903	Arr. de CAMBRAI	119
Châtillon-en-Bazois	15	12,167	(7 cantons.)	
Luzy	12	14,246	Cambrai ... { canton est....	14
Montsauche	10	13,137	{ c ^{ne} ouest....	13
Moulins-Engilbert	10	13,833	Carnières	16
Arr. de CLAMECY	93	63,429	Cateau (Le)	15
(6 cantons.)			Clary	17
Brinon	22	8,584	Marcoing	20
Clamecy	14	11,988	Solesmes	17
Corbigny	15	11,747	Arr. de DOUAI	66
Lormes	10	12,110	(6 cantons.)	
Tannay	20	7,378	Arleux	15
Varzy	12	11,622	Douai ... { canton nord....	4
Arr. de COSNE	65	71,973	{ c ^{ne} ouest....	11
(6 cantons.)			{ canton sud....	12
Charité (La)	14	14,130	Marchiennes	15
Cosne	10	17,676	Orchies	9
Donzy	10	10,963	Arr. de DUNKERQUE	65
Ponilly	11	11,228	(7 cantons.)	
Prémery	14	9,381	Bergues	13
Saint-Amand-en-Puisaye ..	6	8,595	Bourbourg	13
Arr. de NEVERS	93	128,209	Dunkerque { canton est....	10
(8 cantons.)			{ canton ouest....	7
Decize	14	18,506	Gravelines	7
Dornes	9	9,591	Hondschoote	8
Fours	10	9,484	Wormhoudt	10
Nevers	12	38,048	Arr. d'HAZEBROUCK	53
Pougues-les-Eaux	13	21,286	(7 cantons.)	
Saint-Benin-d'Azy	16	10,084	Bailleul ... { c ^{ne} nord-est....	4
Saint-Pierre-le-Moutier ..	8	10,960	{ c ^{ne} sud-ouest....	4
Saint-Sauve	11	10,270	Cassel	13
NORD.			Hazebrouck { canton nord....	10
Population : 1,811,868 âmes.			{ canton sud....	8
(7 arrondissements, 67 cantons, 667 communes.)			Merville	3
Arr. d'AVESNES	153	210,053	Steenvoorde	9
(10 cantons.)			Arr. de LILLE	120
Avesnes. { canton nord....	14	13,074	(21 cantons.)	
{ canton sud....	13	16,410	Armentières	8
			Bassée (La)	11
			Cysoing	11
			Haubourdin	16
			Lannoy	19

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
ALLIER.			Arr. de CASTELLANE.		
Population : 424,378 âmes.			(6 cantons.)		
(4 arrondissements, 29 cantons, 321 communes.)			Annot.....	7	3,561
Arr. de GANNAT.....	66	62,331	Castellane.....	14	3,986
(5 cantons.)			Colmars.....	5	2,643
Chantele.....	15	12,439	Entrevaux.....	9	2,664
Ébreuil.....	14	12,140	Saint-André-de-Méoulles.	9	1,995
Escurolles.....	13	12,408	Senes.....	4	1,299
Gannat.....	12	12,487	Arr. de DIJON.....	83	40,345
Saint-Pourçain-sur-Sioule.	12	12,857	(9 cantons.)		
Arr. de LAPALISSE.....	77	97,212	Barrême.....	8	2,595
(7 cantons.)			Digne.....	18	10,791
Cusset.....	8	13,431	Javie (La).....	10	2,292
Donjon (Le).....	13	11,743	Méas (Les).....	8	5,749
Jaligny.....	12	11,384	Mezel.....	11	2,664
Lapalisse.....	15	17,564	Moustiers-Sainte-Marie..	5	2,206
Mayet-de-Montagne (Le) ..	11	13,826	Riez.....	11	5,725
Varennes-sur-Ailier.....	14	14,416	Seyne.....	8	3,871
Vichy.....	4	14,848	Valensole.....	4	4,452
Arr. de MONTLUÇON.....	93	143,515	Arr. de FORCALQUIER....	50	29,068
(8 cantons.)			(6 cantons.)		
Cérilly.....	12	13,246	Banon.....	11	4,321
Commentry.....	4	15,355	Forcalquier.....	10	8,009
Hérisson.....	18	15,464	Manosque.....	6	7,912
Huriel.....	14	15,622	Peyruis.....	5	1,988
Marcillat.....	13	12,449	Reillanne.....	10	3,994
Montluçon { canton est..	9	26,526	Saint-Étienne.....	8	2,844
canton ouest	8	23,807	Arr. de SISTERON.....	49	18,449
Montmarault.....	16	21,046	(5 cantons.)		
Arr. de MOULINS.....	85	121,320	Motte (La).....	13	3,687
(9 cantons.)			Noyers-sur-Jabron.....	7	2,587
Bourbon-l'Archambault..	8	14,121	Sisteron.....	8	6,089
Chevagnes.....	10	12,105	Turriers.....	11	2,428
Dompiere-sur-Besbre...	9	12,799	Volonne.....	10	3,658
Lurcy-Lévy.....	9	11,084	ALPES (HAUTES-).		
Montet (Le).....	13	11,888	Population : 113,229 âmes.		
Moulins... { canton est..	6	20,957	(3 arrondissements, 24 cantons, 187 communes.)		
canton ouest	10	17,434	Arr. de BRIANÇON.....	27	27,340
Neuilly-le-Réal.....	10	9,365	(5 cantons.)		
Pouignv.....	11	11,566	Aiguilles.....	7	4,509
ALPES (BASSES-).			Argentière (L').....	7	5,679
Population : 118,142 âmes.			Briançon.....	8	11,843
(5 arrondissements, 30 cantons, 250 communes.)			Grave (La).....	2	1,522
Arr. de BARCELONNETTE..	20	14,132	Monétier-les-Bains (Le)..	3	4,287
(4 cantons.)			Arr. d'EMBRUN.....	36	25,437
Los.....	1	932	(5 cantons.)		
Barcelonnette.....	9	7,415	Chorges.....	8	3,988
Buzet (Le).....	7	3,802	Embrun.....	8	8,779
Saint-Paul.....	3	1,983	Guillestre.....	11	7,553
			Orcières.....	3	2,469
			Savines.....	6	2,648

ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.
Juigny-sous-Andaine...	13	9,070	Marquise.....	11
Messei.....	10	8,248	Samer.....	20
Passais.....	8	10,459	Arr. de MONTREUIL.....	141
Tinchebray.....	15	15,181	(6 cantons.)	
Arr. de MONTAGNE.....	150	89,431	Campagne-lès-Hesdin...	14
(11 cantons.)			Étaples.....	19
Bazoches-sur-Hoëne.....	12	5,138	Fruges.....	23
Bellème.....	12	9,899	Hesdin.....	13
Laigle.....	15	11,619	Hucqueliers.....	21
Longny.....	13	6,582	Montreuil.....	26
Mortagne.....	14	11,072	Arr. de SAINT-OMER.....	118
Moulins-la-Marche.....	17	5,544	(7 cantons.)	
Nocé.....	13	7,376	Aire.....	14
Pervenchères.....	14	7,220	Ardres.....	23
Rémalard.....	12	10,332	Audruicq.....	13
Theil (Le).....	10	9,171	Fauquembergues.....	18
Tourouvre.....	15	5,478	Lumbres.....	34
			Saint-Omer. { canton nord	8
			{ canton sud.	8
			Arr. de SAINT-POL.....	191
			(6 cantons.)	
			Aubigny.....	30
			Auxi-le-Château.....	28
			Avesnes-le-Comte.....	33
			Heuchin.....	33
			Parcq (Le).....	21
			Saint-Pol.....	45
			PUY-DE-DÔME.	
			Population : 555,075 âmes	
			(5 arrondissements, 50 cantons, 470 communes.)	
Arr. d'ARRAS.....	211	178,948	Arr. d'AMBERT.....	55
(10 cantons.)			(8 cantons.)	
Arras... { canton nord..	12	20,156	Ambert.....	9
{ canton sud...	9	23,117	Arlanc.....	9
Bapaume.....	22	11,720	Cunhat.....	4
Beaumont-les-Loges.....	29	12,979	Olliergues.....	6
Bertincourt.....	17	14,202	S'-Amant-Roche-Savine..	5
Croisilles.....	27	16,515	Saint-Anthème.....	5
Marquion.....	17	16,452	Saint-Germain-l'Herm....	10
Pas.....	23	11,279	Viverols.....	7
Vimy.....	28	31,828		
Vitry-en-Artois.....	28	20,700	Arr. de CLERMONT-FER-	
			BAND.....	120
Arr. de BÉTHUNE.....	142	271,357	(14 cantons.)	
(8 cantons.)			Billom.....	10
Béthune.....	17	28,617	Bourg-Lastic.....	7
Cambrin.....	17	26,181	{ canton est..	7
Carvin.....	10	38,823	{ canton nord	7
Houdain.....	31	42,387	{ canton sud.	4
Laventie.....	6	13,713	{ canton sud-ouest	4
Lens.....	22	73,878		
Lillers.....	9	19,830		
Norrent-Fontes.....	30	27,928		
Arr. de BOULOGNE.....	100	185,396		
(8 cantons.)				
Boulogne { canton nord..	5	28,399		
{ canton sud...	4	28,832		
Calais... { c ^{on} nord-ouest.	9	31,190		
{ c ^{on} sud-est....	4	36,340		
Desvres.....	23	12,740		
Guines.....	16	12,466		

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
ARRT. de RETHEL. (6 cantons.)	112	51,241	Pamiers.	21	18,387
feld.	19	7,195	Saverdun.	14	11,204
âteau-Porcien.	16	6,944	Varilhes.	17	6,940
baumont-Porcien.	20	6,987	Arr. de SAINT-GIRONS.	84	75,793
anville.	13	5,687	(6 cantons.)		
bvion-Porcien.	25	10,644	Castillon.	26	13,931
ethel.	19	13,734	Massat.	6	12,969
Arr. de ROCROI.	71	51,757	Oust.	10	13,231
(5 cantons.)			Sainte-Croix.	12	5,859
umay.	7	14,008	Saint-Girons.	14	19,515
iviet.	12	13,538	Saint-Lizier.	16	10,288
ocroi.	14	10,261			
umigny.	28	7,092	AUBE.		
igny-le-Petit.	10	5,958	Population : 251,435 âmes.		
Arr. de SEDAN.	83	70,764	(5 arrondissements, 26 cantons, 446 communes.)		
(5 cantons.)			Arr. d'ARCIS-SUR-AUBE.	93	28,259
Carignan.	26	12,959	(4 cantons.)		
Mouzon.	14	7,146	Arcis-sur-Aube.	22	8,408
Baucourt.	13	6,787	Chavanges.	17	3,967
Sedan.	11	20,093	Méry-sur-Seine.	26	9,956
{ canton nord	20	23,779	Ramerupt.	28	5,928
{ canton sud.			Arr. de BAR-SUR-AUBE.	88	35,154
Arr. de VOZIERS.	131	49,450	(4 cantons.)		
(5 cantons.)			Bar-sur-Aube.	23	15,538
Attigny.	12	5,979	Brienne-le-Château.	25	8,053
Buzancy.	22	6,174	Soulaines.	21	4,808
Chesne (Le).	18	6,412	Vendeuvre-sur-Barse.	19	6,755
Grandpré.	19	7,208	Arr. de BAR-SUR-SEINE.	84	39,849
Machault.	14	3,706	(5 cantons.)		
Monthois.	18	5,491	Bar-sur-Seine.	22	10,200
Tourteron.	10	3,711	Chaurce.	25	8,799
Vouziers.	18	10,469	Essoyes.	21	9,841
			Mussy-sur-Seine.	8	6,001
			Riceys (Les).	8	5,008
ARIÈGE.			Arr. de NOGENT-SUR-SEINE.	60	36,413
Population : 219,641 âmes.			(4 cantons.)		
(5 arrondissements, 20 cantons, 336 communes.)			Marcilly-le-Hayer.	22	7,753
Arr. de FOIX.	140	73,738	Nogent-sur-Seine.	16	9,790
(5 cantons.)			Romilly-sur-Seine.	15	14,337
Ax-les-Thermes.	14	5,569	Villenauxe.	7	4,533
Bastide-de-Sérou (La).	13	6,623	Arr. de TROYES.	121	111,760
Cabannes (Les).	25	5,613	(9 cantons.)		
Foix.	26	20,741	Aix-en-Othe.	10	7,959
Lavelanet.	22	13,958	Bouilly.	29	6,391
Qadrigat.	7	2,391	Ervy.	16	8,669
Tarascon.	22	12,650	Estissac.	10	6,217
Viedessos.	11	6,191	Lusigny.	14	5,615
Arr. de PAMBERS.	114	70,110	Piney.	13	4,982
(6 cantons.)			Troyes. { 1 ^{er} canton.	11	18,321
Fossat (Le).	11	9,856	{ 2 ^e canton.	13	30,365
Mas-d'Azil (Le).	14	8,452	{ 3 ^e canton.	7	23,041
Mirepoix.	37	15,271			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.
PYRÉNÉES (HAUTES-).			PERPIGNAN.	
Population : 218,973 âmes.			Perpignan. { canton est... 14	
(3 arrondissements, 26 cantons, 480 communes.)			{ canton ouest... 8	
Arr. d'ARGLÈS-GAZOST... 91	40,215		Rivesaltes... 16	
(5 cantons.)			Saint-Paul... 18	
Argelès-Gazost... 23	10,139		Théix... 20	
Aucun... 21	5,026		Arr. de PRADES... 102	
Lourdes... 37	16,204		(6 cantons.)	
Luz... 16	5,643		Mont-Louis... 15	
Saint-Pé... 4	3,203		Olette... 16	
Arr. de BAGNÈRES-DE-BIGORRE... 194	75,272		Prades... 20	
(10 cantons.)			Sailhagouse... 20	
Arreau... 19	5,101		Sournia... 14	
Bagnères-de-Bigorre... 18	16,542		Vinça... 17	
Barthe-de-Neste (La)... 21	8,086		RHÔNE.	
Borderes-Louron... 18	2,736		Population : 829,327 âmes.	
Campan... 4	5,144		(2 arrondissements, 29 cantons, 211 communes.)	
Castelnau-Magnoac... 30	9,346		Arr. de LYON... 134	
Lannemeran... 27	9,404		(19 cantons.)	
Mauléon-Barousse... 25	6,605		Arbresle (L')... 17	
Saint-Laurent... 17	9,264		Condrieu... 17	
Vielle-Aure... 15	3,014		Givors... 16	
Arr. de TARBES... 195	103,436		Limonest... 17	
(11 cantons.)			{ 1 ^{er} canton... 1	
Castelnau-Rivière-Basse... 8	3,707		{ 2 ^e canton... 1	
Galan... 10	4,423		{ 3 ^e canton... 1	
Maubourguet... 11	7,104		{ 4 ^e canton... 1	
Ossun... 19	10,065		{ 5 ^e canton... 1	
Pouyastruc... 27	5,136		{ 6 ^e canton... 1	
Babastens... 24	6,284		{ 7 ^e canton... 1	
Tarbes... { canton nord... 16	19,917		{ 8 ^e canton... 1	
{ canton sud... 19	21,984		Mornant... 12	
Tourmay... 27	8,854		Neuville-sur-Saône... 12	
Trie... 22	8,144		Saint-Genis-Laval... 12	
Vie-en-Bigorre... 13	7,868		S ^t -Laurent-de-Chamousset... 12	
PYRÉNÉES-ORIENTALES.			S ^t -Symphorien-sur-Coise... 10	
Population : 208,387 âmes.			Vaugneray... 17	
(3 arrondissements, 17 cantons, 332 communes.)			Villeurbanne... 6	
Arr. de CÉRÉT... 44	46,659		Arr. de VILLEFRANCHE... 134	
(4 cantons.)			(10 cantons.)	
Argelès-sur-Mer... 13	20,548		Amplepuis... 12	
Arles-sur-Tech... 10	7,179		Anse... 12	
Céret... 15	11,433		Beaujeu... 12	
Prats-de-Mollo... 6	7,499		Belleville... 12	
Arr. de PERPIGNAN... 86	117,995		Bois-d'Oingt (Le)... 12	
(7 cantons.)			Lamure-sur-Azergues... 12	
Latour-de-France... 22	7,942		Monsois... 12	
Millas... 9	10,959		Tarare... 12	
			Thiay... 12	
			Villefranche... 12	

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Arr. de VILLEFRANCHE. (5 cantons.)	65	101,420	Saintes-Maries.....	1	1,446
Asprières.....	11	11,099	Saint-Remy.....	6	11,329
Aubin.....	4	19,944	Tarascon.....	4	10,374
Decazeville.....	7	15,452	Arr. de MARSEILLE.....	18	484,948
Montbazens.....	12	12,315	(11 cantons.)		
Najac.....	8	10,498	Aubagne.....	4	11,748
Rieupeyroux.....	6	9,487	Ciotat (La).....	4	16,659
Villefranche.....	7	14,501	1 ^{er} canton....	1	43,046
Villeneuve.....	10	8,124	2 ^e canton....	1	68,954
			3 ^e canton....	1	59,986
BELFORT (TERRITOIRE DE).			4 ^e canton....	1	60,258
Population : 88,047 âmes.			5 ^e canton....	1	73,592
(1 arrondissement, 6 cantons, 106 communes.)			6 ^e canton....	1	61,180
Arr. de BELFORT.....	106	88,047	7 ^e canton....	1	64,172
(6 cantons.)			8 ^e canton....	2	14,271
Belfort.....	32	43,337	Roquevaire.....	8	11,082
Dannemarie (communes restées françaises)....	3	1,044	CALVADOS.		
Delle.....	27	19,127	Population : 417,176 âmes.		
Fontaine.....	21	6,520	(6 arrondissements, 38 cantons, 763 communes.)		
Giromagny.....	19	14,980	Arr. de BAYEUX.....	136	66,412
Massevaulx (communes restées françaises)....	4	3,039	(6 cantons.)		
BOUCHES-DU-RHÔNE.			Balleroy.....	24	12,700
Population : 673,820 âmes.			Bayeux.....	16	12,193
(5 arrondissements, 29 cantons, 109 communes.)			Caumont.....	19	8,676
Arr. d'AIX.....	59	106,294	Isigny.....	26	14,018
(10 cantons.)			Ryes.....	25	9,103
Aix..... { canton nord....	5	17,445	Trévières.....	26	9,722
..... { canton sud....	3	14,493	Arr. de CAEN.....	188	116,841
Barre.....	6	6,086	(9 cantons.)		
Bardanne.....	7	9,897	Bourguébus.....	24	7,334
Bèstres.....	4	7,694	Caen..... { canton est....	8	28,793
Cambesc.....	6	7,286	 { canton ouest..	5	22,690
Cartigues.....	8	12,794	Creully.....	26	8,495
Ceyrolles.....	5	4,958	Douvres.....	19	11,898
Clolon.....	8	18,575	Évrecy.....	28	9,214
Crets.....	8	7,066	Tilly-sur-Seuilles.....	25	9,785
Arr. d'ARLES.....	32	82,578	Troarn.....	32	10,605
(8 cantons.)			Villers-Bocage.....	22	8,027
Arles..... { canton est....	2	16,807	Arr. de FALAISE.....	114	46,985
..... { canton ouest..	1	10,301	(5 cantons.)		
Châteaurenard-Provence.....	6	16,046	Bretteville-sur-Laize.....	30	10,474
Cygnières.....	6	6,787	Falaise..... { canton nord....	27	10,135
Argon.....	7	9,508	 { canton sud....	8	8,132
			Morteaux-Coulbœuf.....	23	6,727
			Thury-Harcourt.....	27	11,337

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Saint-Gengoux-le-National	19	8,755	SAVOIE.		
Tournus.....	14	14,538	Population : 359,790 âmes.		
Tramayes.....	9	6,815	(4 arrondissements, 29 cantons, 129 communes.)		
SARTHE.			Arr. d'ALBERTVILLE.....	42	
Population : 425,077 âmes.			(4 cantons.)		
(4 arrondissements, 33 cantons, 386 communes.)			Albertville.....	18	
Arr. de LA FLÈCHE.....	75	89,874	Beaufort.....	4	
(7 cantons.)			Grévy-sur-Isère.....	11	
Brulon.....	15	9,722	Ugines.....	9	
Flèche (La).....	9	18,770	Arr. de CHAMBÉRY.....	164	
Lude (Le).....	9	11,216	(15 cantons.)		
Malicorne.....	11	10,700	Aix-les-Bains.....	14	
Mayet.....	7	10,024	Albens.....	9	
Pontvallain.....	9	11,292	Chambéry. { canton nord.....	11	
Sablé-sur-Sarthe.....	15	18,150	{ canton sud.....	9	
Arr. de MAMERS.....	141	98,289	Chamoux.....	10	
(10 cantons.)			Châtellard (Le).....	14	
Beaumont-sur-Sarthe....	15	11,162	Échelles (Les).....	11	
Bonnétable.....	10	9,153	Montmélian.....	15	
Ferté-Bernard (La).....	13	12,163	Motte-Servolet (La).....	9	
Fresnay-sur-Sarthe.....	12	12,443	Pont-de-Beauvoisin (Le).....	12	
Fresnaye-s ^c -Chédouet (La).....	13	5,103	Rochette (La).....	14	
Mamers.....	21	13,977	Ruffieux.....	8	
Marolles-les-Braults....	18	10,232	Saint-Genix.....	10	
Montmirail.....	9	7,577	Saint-Pierre-d'Albigny.....	5	
Saint-Paterne.....	17	8,301	Yenne.....	14	
Tuffé.....	13	8,178	Arr. de MOÛTIERS.....	56	
Arr. du MANS.....	114	174,736	(4 cantons.)		
(10 cantons.)			Aime.....	12	
Ballon.....	13	13,340	Bourg-Saint-Maurice....	9	
Conlie.....	15	11,933	Bozel.....	10	
Écommoy.....	11	15,694	Moûtiers.....	25	
Loué.....	14	11,345	Arr. de SAINT-JEAN-DE-		
Mans (Le). { 1 ^{er} canton....	4	32,570	MAURIENNE.....	67	
{ 2 ^e canton....	13	28,699	(6 cantons.)		
{ 3 ^e canton....	9	23,321	Aiguebelle.....	12	
Montfort-le-Rotrou.....	16	14,714	Chambre (La).....	13	
Sillé-le-Guillaume.....	10	12,731	Lanslebourg.....	7	
Suze-sur-Sarthe (La)....	11	10,389	Modane.....	7	
Arr. de SAINT-CALAIS....	56	62,178	Saint-Jean-de-Maurienne..	30	
(6 cantons.)			Saint-Michel.....	8	
Bouloire.....	8	9,784	SAVOIE (HAUTE-)		
Chartre-sur-le-Loir (La)..<	9	9,389	Population : 265,372 âmes.		
Château-du-Loir.....	11	12,533	(4 arrondissements, 28 cantons, 514 communes.)		
Grand-Lucé (Le).....	8	8,565	Arr. d'ANNECY.....	99	
Saint-Calais.....	14	13,324	(7 cantons.)		
Vibraye.....	6	8,583	Alby.....	12	

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Pietra.....	6	3,206	Gevrey-Chambertin.....	32	8,978
Prunelli-di-Fiumorbo.....	5	5,229	Grancey-le-Château.....	11	1,910
San-Lorenzo.....	7	2,132	Is-sur-Tille.....	23	8,575
Serrano.....	10	2,980	Mirebeau.....	22	7,765
Valle-d'Alesani.....	9	2,965	Pontallier-sur-Saône.....	19	8,226
Venaco.....	7	4,951	Saint-Seine-l'Abbaye.....	19	4,650
Vezzani.....	7	3,534	Selongey.....	10	3,708
Arr. de SARTÈNE.....	47	45,068	Sombernon.....	27	7,217
(8 cantons.)			Arr. de SEMUR.....	139	57,168
Bonifacio.....	1	3,858	(6 cantons.)		
Levie.....	5	6,515	Flavigny-sur-Ozerain.....	23	10,244
Olmeto.....	6	5,665	Montbard.....	27	10,113
Petreto-Bicchisano.....	6	5,290	Precy-sous-Thil.....	19	6,567
Porto-Vecchio.....	4	5,001	Saulieu.....	12	10,596
Santa-Lucia-di-Tallano.....	9	3,730	Semur.....	29	12,010
Sartène.....	8	8,597	Vitteaux.....	29	7,638
Serra-di-Scopamene.....	8	6,412			
CÔTE-D'OR.			CÔTES-DU-NORD.		
Population : 368,164 âmes.			Population : 616,074 âmes.		
(4 arrondissements, 36 cantons, 717 communes.)			(5 arrondissements, 48 cantons, 390 communes.)		
Arr. de BEAUNE.....	199	110,599	Arr. de DINAN.....	91	120,868
(10 cantons.)			(10 cantons.)		
Arnay-le-Duc.....	20	10,729	Broons.....	9	15,498
Beaune. { canton nord..	13	14,416	Caulnes.....	8	9,459
{ canton sud..	17	14,858	Dinan. { canton est..	8	15,814
Bligny-sur-Ouche.....	22	6,061	{ canton ouest..	13	16,164
Liernais.....	14	7,332	Évran.....	7	10,097
Nolay.....	18	11,583	Jugon.....	8	11,683
Nuits-Saint-Georges.....	28	13,221	Matignon.....	12	14,605
Pouilly-en-Auxois.....	28	10,340	Plancoët.....	10	13,507
Saint-Jean-de-Losne.....	17	10,745	Plélan-le-Petit.....	9	5,537
Seurre.....	23	11,314	Ploubalay.....	8	8,474
Arr. de CHÂTILLON-SUR-SEINE.....	115	38,291	Arr. de GUINGAMP.....	78	127,985
(6 cantons.)			(10 cantons.)		
Aignay-le-Duc.....	16	3,816	Bégard.....	7	11,228
Baigneux-les-Juifs.....	15	3,483	Belle-Isle-en-Terre.....	7	13,357
Châtillon-sur-Seine.....	28	13,278	Bourbriac.....	7	10,211
Laigues.....	23	7,364	Callac.....	11	17,549
Montigny-sur-Aube.....	16	5,816	Guingamp.....	8	18,789
Recey-sur-Ource.....	17	4,499	Mael-Carhaix.....	8	10,363
Arr. de DIJON.....	264	162,110	Plouagat.....	7	8,740
(14 cantons.)			Pontrieux.....	8	12,228
Auxonne.....	16	12,885	Rostrenen.....	7	14,636
{ canton est..	17	20,634	Saint-Nicolas-du-Péleu... ..	8	10,784
Dijon. { canton nord..	15	21,681	Arr. de LANNION.....	65	102,660
{ canton ouest..	14	41,617	(7 cantons.)		
Fontaine-Française.....	14	4,965	Lannion.....	9	16,127
Genlis.....	27	9,299	Lézardrieux.....	7	12,820
			Perros-Guirec.....	9	13,999
			Plestin-les-Grèves.....	9	14,059

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Arr. du HAVRE	123	252,322	SEINE-ET-MARNE.		
(13 cantons.)			Population : 359,041 hab.		
Boisec	14	22,518	(5 arrondissements, 29 cantons, 530 communes.)		
Criquetot-l'Esneval	21	11,555	Arr. de COULOMMIERS	77	50
Fécamp	12	22,561	(4 cantons.)		
Goderville	23	12,160	Coulommiers	11	
{ 1 ^{er} canton..	1	20,492	Ferté-Gaucher (La)	19	
{ 2 ^e canton..	1	20,423	Rebais	18	
Havre (Le)	3	17,944	Rozoy	26	
{ 4 ^e canton..	2	31,801	Arr. de FONTAINEBLEAU ..	101	8
{ 5 ^e canton..	1	23,870	(7 cantons.)		
{ 6 ^e canton..	4	27,421	Chapelle-la-Reine (La) ...	18	
Lillebonne	14	13,331	Château-Landon	15	
Montivilliers	15	16,673	Fontainebleau	6	
Saint-Romain-de-Colboec ..	19	11,573	Lorrez-le-Bocage	17	
Arr. de NEUFCHÂTEL	142	74,976	Montereau-faut-Yonne ...	14	
(8 cantons.)			Moret-sur-Loing	13	
Argueil	15	6,325	Nemours	16	
Aumale	13	7,457	Arr. de MEAUX	154	10
Blangy	23	12,042	(7 cantons.)		
Forges-les-Eaux	21	11,405	Claye-Souilly	23	
Gournay	16	10,636	Crécy-en-Brie	21	
Londinières	17	7,326	Dammartin-en-Goële ...	23	
Neufchâtel	22	12,062	Ferté-sous-Jouarre (La) ..	19	
Saint-Saëns	15	7,723	Lagny	29	
Arr. de ROUEN	159	304,506	Lizy-sur-Oureq	23	
(16 cantons.)			Meaux	15	
Boos	17	10,520	Arr. de MELUN	97	8
Buchy	21	6,600	(6 cantons.)		
Clères	22	11,802	Brie-Comte-Robert	16	
Darnétal	21	20,860	Châtelet-en-Brie (Le) ...	13	
Duclair	20	11,874	Melan	16	
Elbeuf	10	41,939	{ canton nord.....	15	
Grand-Couronne	11	22,183	{ canton sud.....	15	
Maromme	13	27,358	Mormant	24	
Pavilly	21	15,794	Tournan	14	
{ 1 ^{er} canton..	1	15,103	Arr. de PROVINS	101	5
{ 2 ^e canton..	1	12,552	(5 cantons.)		
Rouen	3	14,866	Bray-sur-Seine	24	
{ 4 ^e canton..	1	14,767	Donnemarie-en-Montois ..	21	
{ 5 ^e canton..	1	30,777	Nangis	18	
{ 6 ^e canton..	1	25,149	Provins	14	
Soiteville-lès-Rouen	2	22,337	Villiers-Saint-Georges ...	24	
Arr. d'YVETOT	168	100,165			
(10 cantons.)			SEINE-ET-OISE.		
Cany-Barville	19	10,173	Population : 669,098 hab.		
Caudebec-en-Caux	15	9,838	(6 arrondissements, 37 cantons, 690 communes.)		
Doudeville	17	9,794	Arr. de CORBEIL	93	14
Fauville	18	9,170	(4 cantons.)		
Fontaine-le-Dun	16	6,954	Arpajon	19	
Ourville	16	7,757	Boissy-Saint-Léger	25	
Saint-Valéry-en-Caux ...	14	10,331	Corbeil	25	
Valmont	23	13,799	Longjumeau	24	
Yerville	19	8,849			
Yvetot	11	13,500			

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Saint-Astier	12	11,463	Arr. de MONTELIARD	160	85,045
Saint-Pierre-de-Chignac ..	15	10,532	(7 cantons.)		
Savignac-les-Églises	14	10,017	Audincourt	23	24,516
Thenon	11	7,966	Blamont	14	11,352
Vergt	16	8,959	Maiche	31	11,496
Arr. de RIBÉRAC	87	64,855	Montbéliard	20	15,211
(7 cantons.)			Pont-de-Roide	24	8,649
Monpont	9	9,212	Russey (Le)	22	6,500
Montagrier	11	7,888	Saint-Hippolyte	26	7,321
Mussidan	11	8,648	Arr. de PONTARLIER	88	51,049
Neuvic	11	8,173	(5 cantons.)		
Ribérac	13	11,351	Levier	15	8,534
Saint-Aulaye	14	9,770	Monbenoît	17	7,065
Verteillac	18	9,813	Morteau	7	11,233
Arr. de SARTLAT	133	97,280	Mouthe	24	7,818
(10 cantons.)			Pontarlier	25	16,399
Belvès	15	7,063	DRÔME.		
Bugue (Le)	11	7,051	Population : 303,491 âmes.		
Carlux	12	6,549	(4 arrondissements, 29 cantons, 379 communes.)		
Domme	15	11,422	Arr. de DRÉ	117	53,339
Montignac	14	12,660	(9 cantons.)		
Saint-Cyprien	15	10,467	Bourdeaux	9	3,129
Salignac	9	7,534	Chapelle-en-Vercors (La) ..	5	3,844
Sartlat	13	14,861	Châtillon	10	5,004
Terrasson	17	13,848	Crest { canton nord.	16	13,147
Villefranche-de-Belvès ...	12	5,825	{ canton sud..	14	8,463
DOUBS.			Die	15	6,753
Population : 302,046 âmes.			Luc-en-Diois	19	4,291
(4 arrondissements, 27 cantons, 687 communes.)			Motte-Chalançon (La) ...	17	4,835
Arr. de BAUME-LES-DAMES ..	186	54,162	Saillans	13	3,873
(7 cantons.)			Arr. de MONTÉLIMAR	69	62,073
Baume-les-Dames	30	7,838	(6 cantons.)		
Cierval	25	7,203	Dieulefit	16	9,684
Isle-sur-le-Doubs (L')	24	8,397	Grignan	14	8,946
Pierrefontaine	21	8,057	Marsanne	14	8,188
Rougemont	31	7,374	Montélimar	11	19,191
Roullans	25	6,310	Pierrelatte	4	6,025
Vercel	30	8,983	S'-Paul-Trois-Châteaux ...	10	10,039
Arr. de BESANÇON	203	111,790	Arr. de NYONS	74	27,622
(8 cantons.)			(4 cantons.)		
Amancey	23	5,415	Buis-les-Baronnies	23	7,681
Audeux	44	8,687	Nyons	16	10,555
Besançon { canton nord.	4	30,885	Remuzat	17	3,293
{ canton sud..	12	31,222	Sédéron	18	6,093
Boussières	21	6,761	Arr. de VALENCE	119	160,457
Marchaux	37	8,089	(10 cantons.)		
Ornans	28	12,004	Bourg-de-Péage	14	17,401
Quingey	35	8,727	Chabeuil	12	11,140

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des communes.	POPULATION.
Arr. d'AMIENS..... (13 cantons.)	251	200,889	Valderies.....	7	
Amiens .. { c ^m nord-est.. 3		18,215	Valence-d'Albigeois.....	14	
{ c ^m nord-ouest 5		18,863	Villefranche-d'Albigeois..	8	
{ c ^m sud-est... 5		28,117	Arr. de CASTRES.....	93	13
{ c ^m sud-ouest. 2		31,313	(14 cantons.)		
Boves.....	23	12,313	Anglès.....	3	
Conty.....	27	8,583	Brassac.....	5	
Corbie.....	24	21,517	Castres.....	4	
Hornoy.....	26	7,793	Dourgne.....	15	
Molliens-Vidame.....	29	10,251	Labruguière.....	6	
Oisemont.....	32	8,648	Lacaune.....	8	
Picquigny.....	22	17,615	Lautrec.....	10	
Poix.....	33	7,767	Mazamet.....	10	
Villers-Bocage.....	23	9,894	Montredon-Labessonnié..	4	
Arr. de DOULLENS.....	89	48,752	Murat-sur-Vèbre.....	2	
(4 cantons.)			Roquecourbe.....	6	
Acheux.....	26	10,713	Saint-Amans-Soulst.....	6	
Bernaville.....	27	8,607	Vabre.....	6	
Domart.....	22	14,711	Vielmur.....	8	
Doullens.....	14	14,721	Arr. de GAILLAC.....	76	
Arr. de MONTDIDIER.....	144	60,699	(8 cantons.)		
(5 cantons.)			Cadalen.....	7	
Ailly-sur-Noye.....	28	8,141	Castelnau-de-Montmiral..	12	
Montdidier.....	33	12,413	Cordes.....	18	
Moreuil.....	25	14,045	Gaillac.....	12	
Rosières.....	21	12,707	Lisle.....	3	
Roye.....	37	13,693	Rabastens.....	6	
Arr. de PÉRONNE.....	180	101,067	Salvagnac.....	8	
(8 cantons.)			Vaour.....	10	
Albert.....	26	16,211	Arr. de LAFAUR.....	57	
Bray.....	20	8,906	(5 cantons.)		
Chaulnes.....	23	9,026	Cuq-Toulza.....	11	
Comblès.....	21	11,045	Graulhet.....	7	
Ham.....	21	13,683	Lavaur.....	19	
Nesle.....	23	9,561	Puy-laurens.....	10	
Péronne.....	23	16,416	Saint-Paul-Cap-de-Joux..	10	
Roisel.....	23	16,217			
TARN.					
Population : 339,827 âmes.					
(4 arrondissements, 36 cantons, 320 communes.)					
Arr. d'ALBI.....	94	100,546	Arr. de CASTELSARRASIN.	81	
(9 cantons.)			(7 cantons.)		
Alban.....	7	8,322	Beaumont-de-Lomagne..	16	
Albi.....	17	31,525	Castelsarrasin.....	6	
Carmaux.....	6	14,971	Grisolles.....	11	
Monestiés.....	10	6,107	Lavit.....	14	
Pampelonne.....	9	8,009	Montech.....	9	
Réalmont.....	16	10,189	Saint-Nicolas-de-la-Grave.	15	
			Verdun-sur-Garonne....	8	
TARN-ET-GARONNE.					
Population : 200,390 âmes.					
(3 arrondissements, 24 cantons, 294 communes.)					

[illegible]

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE de communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE de communes.	POPULATION.
VENDEE.					
Population : 441,735 âmes.					
(3 arrondissements, 30 cantons, 303 communes.)					
Arr. de FONTERAY - LE-COMTE.....	114	142,034	Dangé.....	8	
(9 cantons.)			Leigné-sur-Usseau.....	10	
Chailhé-les-Marais.....	8	20,307	Lencloître.....	9	
Châtaigneraie (La).....	20	23,102	Pleumartin.....	9	
Pontenay-le-Comte.....	13	19,443	Vouaueil-sur-Vienne.....	8	
Hermenault (L').....	13	11,869			
Luçon.....	10	18,551	Arr. de CIVRAY.....	45	
Maillezais.....	13	15,464	(5 cantons.)		
Pouzauges.....	13	20,590	Availles-Limouzine.....	4	
Saint-Hilaire-des-Loges..	11	11,635	Charroux.....	9	
Sainte-Hermine.....	13	11,074	Civray.....	12	
			Coubé.....	10	
Arr. de LA ROCHE-SUR-YON.	105	167,248	Gençay.....	10	
(10 cantons.)					
Chantonnay.....	12	15,933	Arr. de LOUDUN.....	57	
Essarts (Les).....	9	14,879	(4 cantons.)		
Herbiers (Les).....	10	16,196	Loudun.....	14	
Mareuil.....	13	9,805	Moncontour.....	17	
Montaigu.....	10	17,410	Monts-sur-Guesnes.....	12	
Mortagne.....	14	19,157	Trois-Moutiers (Les).....	13	
Poiré-sur-Vie (Le).....	8	17,606			
Rocheservière.....	6	8,057	Arr. de MONTMORILLON..	60	
Roche-sur-Yon (La).....	15	54,071	(6 cantons.)		
Saint-Fulgent.....	8	14,184	Chauvigny.....	11	
			Isle-Jourdain (L').....	10	
Arr. des SABLES-D'OLONNE	84	192,453	Lussac-les-Châteaux.....	13	
(11 cantons.)			Montmorillon.....	9	
Beauvoir.....	4	8,079	Saint-Savin.....	9	
Challans.....	6	14,900	Trimouille (La).....	8	
Île-d'Yeu (L').....	1	3,489			
Mothe-Achard (La).....	12	13,175	Arr. de POITIERS.....	87	
Moutiers - les - Mauxfaits			(10 cantons.)		
(Les).....	13	12,992	Lusignan.....	9	
Neirmoutier.....	2	7,780	Mirabeau.....	10	
Palluau.....	9	11,380	Neuville.....	11	
Sables-d'Olonne (Les)...	6	29,081	Poitiers.. { canton nord..	2	
Saint-Gilles-sur-Vie.....	16	17,113	{ canton sud..	7	
Saint-Jean-de-Monts.....	5	11,435	Saint-Georges.....	7	
Talmont.....	10	13,019	Saint-Julien-Lars.....	11	
			Villedieu (La).....	10	
			Vivonne.....	6	
			Vouillé.....	11	
Vienne.			Vienne (HAUTE-).		
Population : 338,114 âmes.			Population : 375,721 âmes.		
(5 arrondissements, 31 cantons, 300 communes.)			(4 arrondissements, 27 cantons, 284 communes.)		
Arr. de CHÂTELLERAULT..	51	65,476	Arr. de BELLAC.....	65	
(6 cantons.)			(8 cantons.)		
Châtellerault.....	7	27,476	Bellac.....	8	
			Bessines.....	8	
			Châteauponsac.....	6	
			Borât (Le).....	12	
			Magnac-Laval.....	6	

ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	Nombre des communes.	POPULATION.
Arr. de NEUFCHÂTEAU (5 cantons.)	131	50,794	Arr. de NEUFCHÂTEAU (5 cantons.)	131	50,794
Bulgnéville.....	26	8,546	Bulgnéville.....	26	8,546
Châtenois.....	26	8,136	Châtenois.....	26	8,136
Coussey.....	25	6,816	Coussey.....	25	6,816
Lamarche.....	26	11,393	Lamarche.....	26	11,393
Neufchâteau.....	28	15,903	Neufchâteau.....	28	15,903
Arr. de REMIREMONT (4 cantons.)	40	82,907	Arr. de REMIREMONT (4 cantons.)	40	82,907
Plombières-les-Bains.....	6	13,699	Plombières-les-Bains.....	6	13,699
Remiremont.....	16	28,757	Remiremont.....	16	28,757
Saulxures-sur-Moselotte.....	10	21,604	Saulxures-sur-Moselotte.....	10	21,604
Thillot (Le).....	8	18,847	Thillot (Le).....	8	18,847
Arr. de SAINT-DIÉ (8 cantons.)	91	114,531	Arr. de SAINT-DIÉ (8 cantons.)	91	114,531
Brouvelieures.....	10	3,558	Brouvelieures.....	10	3,558
Corcieux.....	13	11,255	Corcieux.....	13	11,255
Fraize.....	10	19,044	Fraize.....	10	19,044
Gérardmer.....	2	9,351	Gérardmer.....	2	9,351
Provençères-sur-Fave.....	7	4,870	Provençères-sur-Fave.....	7	4,870
Raon-l'Étape.....	10	13,861	Raon-l'Étape.....	10	13,861
Saint-Dié.....	21	34,202	Saint-Dié.....	21	34,202
Senones.....	18	18,390	Senones.....	18	18,390
YONNE.					
Population : 332,656 âmes.					
(5 arrondissements, 37 cantons, 486 communes.)					

VOSGES.

Population : 421,412 âmes.

(5 arrondissements, 29 cantons, 531 communes.)

Arr. d'AUXERRE (12 cantons.)	132	108,095	Arr. d'AUXERRE (12 cantons.)	132	108,095
Auxerre { canton est.....	6	11,951	Auxerre { canton est.....	6	11,951
{ canton ouest.....	10	17,756	{ canton ouest.....	10	17,756
Chablis.....	14	7,146	Chablis.....	14	7,146
Coulanges-la-Vineuse.....	12	7,532	Coulanges-la-Vineuse.....	12	7,532
Coulanges-sur-Yonne.....	10	6,126	Coulanges-sur-Yonne.....	10	6,126
Courson-les-Carrières.....	12	6,448	Courson-les-Carrières.....	12	6,448
Ligny-le-Châtel.....	13	6,107	Ligny-le-Châtel.....	13	6,107
Saint-Florentin.....	8	5,783	Saint-Florentin.....	8	5,783
Saint-Sauveur.....	11	11,543	Saint-Sauveur.....	11	11,543
Seignelay.....	11	7,216	Seignelay.....	11	7,216
Toucy.....	12	11,327	Toucy.....	12	11,327
Vermonton.....	14	9,160	Vermonton.....	14	9,160
Arr. d'AVALLON (5 cantons.)	72	40,339	Arr. d'AVALLON (5 cantons.)	72	40,339
Avallon.....	16	11,878	Avallon.....	16	11,878
Guillon.....	16	5,570	Guillon.....	16	5,570
Isle-sur-Serein (L').....	14	5,991	Isle-sur-Serein (L').....	14	5,991
Quarré-les-Tombes.....	8	7,661	Quarré-les-Tombes.....	8	7,661
Vézelay.....	18	9,239	Vézelay.....	18	9,239

ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.	POPULATION.	ARRONDISSEMENTS et cantons.	NOMBRE des COMMUNES.
Arr. de JOIGNY.....	108	86,188	Pont-sur-Yonne.....	16
(9 cantons.)			Sens. { canton nord.....	13
Aillant.....	22	14,028	{ canton sud.....	12
Bléneau.....	8	8,378	Sergines.....	17
Brienon-sur-Armançon...	11	8,894	Villeneuve-l'Archevêque..	17
Cerisiers.....	9	4,947		
Charny.....	16	9,629		
Joigny.....	18	16,160	Arr. de TONNERRE.....	82
Saint-Fargeau.....	7	7,255	(5 cantons.)	
Saint-Julien-du-Sault....	9	6,744	Ancy-le-Franc.....	19
Villeneuve-sur-Yonne....	8	10,153	Cruzy-le-Châtel.....	18
Arr. de SENS.....	92	61,328	Flogny.....	15
(6 cantons.)			Noyers.....	15
Chéroy.....	18	8,303	Tonnerre.....	15

Vu pour être annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOL.

TABEAU N° 3

INDIQUANT

S COMMUNES DE 2,000 ÂMES ET AU-DESSUS

LES CHEFS-LIEUX D'ARRONDISSEMENT ET DE CANTON

AYANT UNE POPULATION INFÉRIEURE.

Tableau des communes de 2,000 âmes et au-dessus, ainsi que des chefs-lieux d'arrondissement et de canton ayant une population inférieure.

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1894.	POPULATION totale.
AIN.				
Belley	Ambérieu.....	3,548	13	3,535
	Belley.....	6,070	1,383	4,687
	Champagne.....	529	9	520
	Hauteville.....	729	#	729
	Lagnieu.....	2,347	115	2,232
	Lhuis.....	1,112	#	1,110
	Saint-Rambert.....	4,213	#	4,213
	Seyssel.....	1,032	#	1,032
Bourg	Tenay.....	4,214	#	4,214
	Virieu-le-Grand.....	1,148	#	1,148
	Bâgé-le-Châtel.....	704	12	692
	Bourg.....	18,501	3,512	14,989
	Ceyzeriat.....	979	#	979
	Coligny.....	1,716	18	1,698
	Feillens.....	2,478	2	2,476
	Foissint.....	2,642	23	2,619
	Marboz.....	2,558	24	2,534
	Montrevel.....	1,483	#	1,483
	Pont-d'Ain.....	1,643	19	1,624
	Pont-de-Vaux.....	2,617	40	2,577
	Pont-de-Veyle.....	1,152	29	1,123
	Saint-Trivier-de-Courtes.....	1,376	#	1,376
Gex	Treffort.....	1,713	#	1,713
	Viriât.....	2,704	#	2,704
	Collonges.....	1,503	359	1,144
	Ferney-Voltaire.....	1,232	207	1,025
Nantua.....	Gex.....	2,878	198	2,680
	Bellegarde.....	2,494	104	2,390
	Brénod.....	836	24	812
	Châtillon-de-Michaille.....	1,021	#	1,021
	Izernore.....	932	#	932
	Jujurieux.....	2,831	#	2,831
	Nantua.....	3,033	141	2,892
	Oyonnax.....	4,652	72	4,580
Trévoux.....	Poncin.....	1,724	65	1,659
	Chalamont.....	1,812	12	1,800
	Châtillon-sur-Chalaronne.....	2,813	135	2,678
	Meximieux.....	2,138	207	1,931
	Miribel.....	3,339	101	3,238
	Montfaucon.....	2,589	118	2,471
	S ^t -Didier-sur-Chalaronne.....	2,267	96	2,171
	Saint-Trivier-sur-Moignans.....	1,535	4	1,531
Sathonay.....	2,814	1,429	1,385	

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Thoissey.....	1,400	116	1,284	1,238
Trévoux.....	2,662	128	2,534	1,938
Villars.....	1,426	5	1,421	953

AISNE.

Charly.....	1,755	41	1,714	1,224
Château-Thierry.....	7,063	209	6,854	6,422
Condé-en-Brie.....	708	#	708	691
Fère-en-Tardenois.....	2,391	#	2,391	2,045
Neuilly-Saint-Front.....	1,397	11	1,386	1,118
Anizy-le-Château.....	1,108	#	1,108	1,070
Chauny.....	9,927	137	9,790	9,363
Coucy-le-Château.....	708	24	684	684
Craonne.....	675	#	675	610
Crécy-sur-Serre.....	1,860	18	1,842	1,837
Fargnier.....	2,125	#	2,125	1,973
Fère (La).....	5,011	1,745	3,266	3,266
Laon.....	14,625	3,616	11,009	9,021
Marle.....	2,506	50	2,456	2,365
Neufchâtel-sur-Aisne.....	645	20	625	615
Rozoy-sur-Serre.....	1,393	#	1,393	1,259
Saint-Gobain.....	2,147	#	2,147	1,899
Sissonne.....	1,443	#	1,443	1,078
Tergnier.....	3,960	#	3,960	3,960
Beaurevoir.....	2,109	#	2,109	1,705
Bohain.....	7,423	28	7,395	7,073
Catelet (Le).....	487	#	487	487
Fresnoy-le-Grand.....	3,842	#	3,842	3,696
Moy.....	1,005	#	1,005	992
Origny-Sainte-Benoite.....	2,419	36	2,383	2,297
Ribemont.....	2,847	2	2,845	2,370
Saint-Quentin.....	48,868	2,607	46,261	44,912
Saint-Simon.....	606	#	606	606
Seboncourt.....	2,210	#	2,210	2,195
Vermand.....	1,265	#	1,265	900
Braisne.....	1,560	8	1,552	1,509
Oulchy-le-Château.....	702	#	702	699
Soissons.....	12,373	2,103	10,270	9,715
Vailly.....	1,546	#	1,546	1,326
Vic-sur-Aisne.....	940	1	939	932
Villers-Cotterêts.....	4,772	1,493	3,279	3,208
Aubenton.....	1,404	#	1,404	923
Buironfosse.....	2,067	8	2,059	1,219
Capelle (La).....	2,285	88	2,197	2,049
Guisse.....	8,082	224	7,958	7,945
Hirson.....	6,632	62	6,570	6,411
Mennevret.....	2,094	#	2,094	2,027

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1897.	POPULATION totale.
Vervins (suite.)	Nouvion (Le).....	3,085	50	3,035
	Origny.....	2,573	■	2,573
	Sains-Richaumont.....	2,073	■	2,073
	Saint-Michel.....	4,874	137	4,737
	Vervins.....	3,351	199	3,152
	Wassigny.....	1,223	■	1,223
ALLIER.				
Gannat.....	Bellenaves.....	2,275	■	2,275
	Chantelle.....	1,928	134	1,794
	Ébreuil.....	2,104	■	2,104
	Escurolles.....	1,063	■	1,063
	Gannat.....	5,676	112	5,564
	Saint-Pourçain-sur-Sioule.	5,001	87	4,914
Lapalisse...	Arfeuilles.....	3,246	27	3,219
	Cusset.....	6,441	152	6,289
	Donjon (Le).....	1,964	■	1,964
	Jaligny.....	1,073	■	1,073
	Lapalisse.....	2,941	15	2,926
	Mayet-de-Montagne (Le)..	2,171	■	2,171
	Saint-Germain-des-Fossés..	2,321	12	2,309
	Varennes-sur-Allier.....	3,117	99	3,018
	Vichy.....	12,330	360	11,970
Montluçon..	Bézenet.....	4,069	■	4,069
	Cérilly.....	5,008	■	5,008
	Commentry.....	12,632	■	12,632
	Cosne-sur-Loire.....	2,185	■	2,185
	Désertines.....	2,592	■	2,592
	Domérat.....	3,513	■	3,513
	Doyet.....	3,524	■	3,524
	Durdat-Larequille.....	2,138	■	2,138
	Hérisson.....	1,740	10	1,730
	Huriel.....	2,912	■	2,912
	Marcollat.....	2,075	23	2,052
	Montluçon.....	31,595	1,083	30,512
	Montmarault.....	1,814	2	1,812
	Montvicq.....	3,047	■	3,047
	Néris.....	2,723	23	2,700
Moulins....	Beaulon.....	2,661	14	2,647
	Bourbon-l'Archambault...	3,577	■	3,577
	Buxières-les-Mines.....	3,096	■	3,096
	Chevagnes.....	1,117	■	1,117
	Dompièrre-sur-Besbre....	3,304	■	3,304
	Lury-Lévy.....	3,551	■	3,551
	Montet (Le).....	709	2	707
	Moulins.....	22,215	2,692	19,523
	Neuilly-le-Réal.....	2,080	■	2,080
	Souvigny.....	3,131	■	3,131
	Yzeure.....	5,703	1,082	4,621

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
ALPES (BASSES-).				
Alos.....	932	#	932	369
Barcelonnette.....	2,286	63	2,223	1,993
Lanzet (Le).....	653	#	653	307
Saint-Paul.....	1,060	#	1,060	286
Annot.....	1,015	70	945	774
Castellane.....	1,782	54	1,728	1,085
Colmars.....	708	#	708	425
Entrevaux.....	1,391	124	1,267	658
Saint-André-de-Méouilles.....	667	#	667	568
Senez.....	488	#	488	212
Barrême.....	865	#	865	593
Digne.....	7,276	918	6,358	4,762
Javie (La).....	464	#	464	347
Mées (Les).....	1,922	115	1,807	1,145
Mezel.....	695	#	695	584
Moustiers-Sainte-Marie.....	1,001	#	1,001	631
Riez.....	1,964	37	1,927	1,725
Seyne.....	1,786	13	1,773	745
Valensole.....	2,624	#	2,624	1,765
Banon.....	1,039	#	1,039	524
Forcalquier.....	3,018	63	2,955	2,024
Manosque.....	5,265	55	5,210	4,260
Peyruis.....	802	11	791	649
Reillanne.....	1,328	#	1,328	722
Saint-Étienne.....	833	#	833	646
Motte (La).....	652	#	652	496
Noyers-sur-Jabron.....	797	#	797	136
Sisteron.....	3,905	71	3,834	3,215
Turriers.....	443	#	443	246
Volonne.....	882	#	882	748
ALPES HAUTES-).				
Aiguilles.....	515	#	515	515
Argentière (L').....	961	#	961	37
Briançon.....	7,177	2,724	4,453	1,545
Grave (La).....	1,101	#	1,101	323
Monétier-les-Bains.....	2,052	#	2,052	930
Chorges.....	1,559	92	1,467	638
Embrun.....	3,430	794	2,636	2,036
Guillestre.....	1,361	#	1,361	1,063
Orcières.....	1,101	#	1,101	94
Savines.....	994	6	988	568

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Gap.....	Aspres-sur-Buëch.....	750	#	750
	Barillonnette.....	260	13	217
	Bâtie-Neuve (La).....	694	#	694
	Gap.....	11,376	1,974	9,402
	Laragne.....	1,127	#	1,127
	Orpierre.....	675	4	671
	Rubiens.....	946	#	946
	Rosans.....	703	#	703
	Saint-Bonnet.....	1,665	15	1,650
	Saint-Étienne-en-Dévoluy.....	749	10	739
	Saint-Firmin.....	1,067	#	1,067
	Serres.....	1,302	62	1,140
	Tallard.....	906	#	906
	Veynes.....	2,185	#	2,185

ALPES-MARITIMES.

Grasse.....	Antibes.....	9,329	1,918	7,411
	Bar (Le).....	1,253	#	1,253
	Cagnes.....	3,029	#	3,029
	Cannes.....	22,959	313	22,646
	Cannet (Le).....	2,593	#	2,593
	Coursegoules.....	409	#	409
	Grasse.....	15,020	1,513	13,507
	Saint-Auban.....	511	6	505
	Saint-Vallier.....	521	#	521
	Vallauris.....	6,247	6	6,141
	Vence.....	3,043	69	2,974
	Breil.....	1,668	122	1,546
Nice.....	Cabbé-Roquebrune.....	2,588	693	1,895
	Contes.....	1,688	#	1,688
	Escarène (L').....	1,370	#	1,370
	Levens.....	1,511	#	1,511
	Menton.....	9,044	57	8,987
	Nice.....	93,760	7,123	86,637
	Saint-Martin-Vesubie.....	1,720	#	1,720
	Sospel.....	3,756	507	3,249
	Turbie (La).....	3,067	166	2,901
	Utelle.....	1,640	3	1,637
	Villefranche.....	4,430	1,084	3,346
	Guillaumes.....	1,026	#	1,026
Puget- Théniers.	Puget-Théniers.....	1,224	#	1,224
	Roquestéron.....	431	#	431
	Saint-Étienne-de-Tinée.....	1,858	#	1,858
	Saint-Sauveur.....	697	#	697
	Villars.....	741	#	741

ARDÈCHE.

Largentière.	Burzet.....	2,785	10	2,775
	Coucouron.....	1,472	59	1,413

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'étude 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Joyeuse.....	2,062	#	2,062	1,608
Largentière.....	2,472	11	2,461	1,996
Mayres.....	2,556	#	2,556	773
Montpezat.....	2,112	67	2,045	820
Saint-Etienne-de-Lugdarès.	1,455	127	1,328	533
Thueyts.....	2,503	#	2,503	676
Valgorge.....	1,145	#	1,145	315
Vallon.....	2,575	36	2,539	1,904
Vans (Les).....	2,187	84	2,103	1,679
Antraigues.....	1,411	#	1,411	748
Aubenas.....	8,224	635	7,589	5,198
Bourg-Saint-Andéol.....	4,264	232	4,032	3,402
Chomérac.....	2,298	5	2,293	1,108
Gluiras.....	2,665	#	2,665	159
Pouzin (Le).....	2,168	#	2,168	1,904
Privas.....	7,843	1,395	6,448	4,669
Rochemaure.....	1,043	#	1,043	498
Saint-Pierre-ville.....	1,863	6	1,857	709
Teil.....	4,940	#	4,940	2,338
Vals-lès-Bains.....	3,817	#	3,817	2,204
Villeneuve-de-Berg.....	2,055	44	2,011	1,587
Viviers.....	3,414	244	3,170	1,640
Voulte-sur-Rhône (La)....	2,604	#	2,604	2,077
Annonay.....	17,028	442	16,586	13,935
Cheyliard (Le).....	3,198	84	3,114	2,128
Déaigues.....	3,683	#	3,683	586
Lamastre.....	3,763	99	3,664	2,302
Rochepeule.....	2,009	2	2,007	313
Saint-Agrève.....	3,187	#	3,187	1,054
Saint-Félicien.....	2,184	48	2,136	781
Saint-Martin-de-Valamas..	2,521	#	2,521	1,096
Saint-Péray.....	2,569	#	2,569	1,620
Saint-Victor.....	2,014	#	2,014	274
Satillieu.....	2,154	24	2,130	810
Serrières.....	1,578	32	1,544	1,538
Tournon.....	5,344	347	4,997	3,926
Vernoux.....	2,912	97	2,815	1,354

ARDENNES.

Braux.....	2,778	#	2,778	2,475
Charleville.....	17,805	905	16,900	16,851
Château-Regnault-Bogny..	2,519	#	2,519	2,519
Flize.....	654	#	654	654
Hautes-Rivières (Les)....	2,009	#	2,009	936
Mézières.....	7,453	2,072	5,381	5,211
Mohon.....	4,280	#	4,280	4,095
Monthermé.....	4,150	10	4,140	3,315
Nouzon.....	6,603	#	6,603	6,341

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Mézières... (suite.)	Omont.....	301	#	301
	Renwez.....	1,496	2	1,491
	Signy-l'Abbaye.....	2,583	#	2,583
	Vivier-au-Court.....	2,199	#	2,199
	Asfeld.....	950	#	950
	Château-Porcien.....	1,267	50	1,217
Rethel.....	Chaumont-Porcien.....	904	#	904
	Juniville.....	1,070	#	1,070
	Novion-Porcien.....	881	#	881
	Rethel.....	6,742	454	6,288
	Fumay.....	5,281	#	5,281
	Haybes.....	2,021	#	2,021
Rocroi.....	Givet.....	7,100	2,070	5,030
	Revin.....	4,690	#	4,690
	Rocroi.....	2,193	88	2,105
	Rumigny.....	761	#	761
	Signy-le-Petit.....	1,933	#	1,933
	Carignan.....	2,224	54	2,170
	Floing.....	2,236	#	2,236
Sedan.....	Mouzon.....	1,750	51	1,699
	Raucourt-et-Flaba.....	1,784	#	1,784
	Sedan.....	20,163	3,526	16,637
	Vrigne-aux-Bois.....	2,889	#	2,889
	Attigny.....	1,797	5	1,792
	Buzancy.....	765	1	764
	Chesne (Le).....	1,543	13	1,530
Vouziers...	Grandpré.....	1,052	#	1,052
	Machault.....	637	6	631
	Monthois.....	558	#	558
	Tourteron.....	506	#	506
	Vouziers.....	3,669	84	3,585

ARIÈGE.

Foix.....	Ax-les-Thermes.....	1,545	9	1,536
	Bastide-de-Sérou (La)...	2,505	#	2,505
	Bélesta.....	2,125	#	2,125
	Cabannes (Les).....	480	#	480
	Foix.....	6,722	831	5,891
	Lavelanet.....	3,179	#	3,179
	Quérigut.....	620	#	620
	Saurat.....	3,022	#	3,022
	Tarascon.....	1,432	#	1,432
	Vicdessos.....	692	#	692
	Fossat (Le).....	915	#	915
	Lézat.....	2,521	#	2,521
Pamiers....	Mas-d'Azil (Le).....	2,141	#	2,141
	Mazères.....	3,217	40	3,177
	Mirepoix.....	3,560	79	3,481

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1866.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Pamiers.....	10,657	1,399	9,258	7,716
Saverdun.....	3,286	116	3,170	1,820
Varilhes.....	1,588	#	1,588	1,145
Biert.....	2,169	#	2,169	219
Boussenac.....	2,302	#	2,302	#
Castillon.....	826	#	826	681
Ercé.....	2,673	#	2,673	819
Massat.....	3,540	#	3,540	1,408
Oust.....	1,517	3	1,514	591
Port (Le).....	2,199	#	2,199	159
Sainte-Croix.....	1,578	#	1,578	537
Saint-Girons.....	5,915	151	5,764	4,535
Saint-Lizier.....	1,376	429	947	691
Seix.....	3,003	#	3,003	1,243
Ustou.....	2,284	#	2,284	201

AUBE.

Arcis-sur-Aube.....	2,804	9	2,795	2,795
Chavanges.....	863	#	863	748
Méry-sur-Seine.....	1,342	#	1,342	1,342
Ramerupt.....	490	2	488	486
Bar-sur-Aube.....	4,548	216	4,332	4,287
Brienne-le-Château.....	1,701	#	1,701	1,672
Soulaines.....	637	#	637	598
Vendeuvre-sur-Barse.....	1,971	6	1,965	1,832
Ville-sous-la-Ferté.....	2,560	1,157	1,403	588
Bar-sur-Seine.....	3,157	104	3,053	2,590
Chaource.....	1,321	21	1,300	859
Essoyes.....	1,498	13	1,485	1,440
Mussy-sur-Seine.....	1,438	30	1,408	1,381
Riceys (Les).....	2,408	#	2,408	1,682
Marçilly-le-Hayer.....	602	#	602	380
Nogent-sur-Seine.....	3,723	83	3,640	3,569
Romilly-sur-Seine.....	7,978	4	7,974	7,733
Villenauxe.....	2,339	16	2,323	2,336
Aix-en-Othe.....	2,670	#	2,670	1,781
Bouilly.....	645	#	645	640
Ervy.....	1,451	3	1,448	1,165
Estissac.....	1,983	1	1,982	1,560
Lusigny.....	1,092	#	1,092	881
Piney.....	1,373	#	1,373	1,037
Sainte-Savine.....	5,815	31	5,784	5,684
Troyes.....	52,998	1,938	51,060	50,676

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION compétée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
AUDE.				
Carcas- sonne.	Alzonne.....	1,405	#	1,405
	Azille.....	2,000	#	2,000
	Capendu.....	1,511	#	1,511
	Carcassonne.....	29,298	2,497	36,801
	Caunes.....	2,103	#	2,103
	Conques.....	1,531	#	1,531
	Lagrasse.....	998	7	997
	Mas-Cabardès.....	611	11	600
	Montréal.....	2,448	#	2,448
	Mouthoumet.....	296	#	296
	Peyriac-Minervois.....	1,217	#	1,217
	Rieux-Minervois.....	2,039	#	2,039
Castel- naudary.	Saissac.....	1,257	#	1,257
	Tuchan.....	1,388	#	1,388
	Belpech.....	1,834	#	1,834
	Castelnaudary.....	9,720	1,230	8,490
	Fanjeaux.....	1,284	#	1,284
Limoux....	Salles-sur-l'Hers.....	921	#	921
	Alaigne.....	578	#	578
	Axat.....	558	82	476
	Belcaire.....	897	#	897
	Chalabre.....	2,175	3	2,172
	Couiza.....	1,010	#	1,010
	Esperaza.....	2,373	#	2,373
	Limoux.....	6,684	935	5,749
	Quillan.....	2,616	131	2,485
	Saint-Hilaire.....	885	#	885
Narbonne..	Coursan.....	3,767	#	3,767
	Cuxac-d'Aude.....	2,784	5	2,779
	Durban.....	910	#	910
	Fleury.....	2,235	#	2,235
	Ginestas.....	1,197	#	1,197
	Gruissan.....	2,127	24	2,103
	Lézignan.....	4,857	4	4,853
	Narbonne.....	27,824	1,983	25,841
	Nouvelle (La).....	2,371	#	2,371
	Ouveillan.....	2,566	#	2,566
Espalion...	Sallèles-d'Aude.....	2,263	#	2,263
	Sigeac.....	3,384	#	3,384
AVEYRON.				
Espalion...	Entraygues.....	1,860	42	1,818
	Espalion.....	3,787	123	3,664
	Estaing.....	1,395	69	1,326
	Laguiole.....	1,871	37	1,834
	Mar-de-Barrez.....	1,579	49	1,530
	Saint-Amans.....	1,186	61	1,125

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Saint-Chély.....	1,590	82	1,508	468
Sainte-Geneviève.....	1,667	27	1,640	549
Saint-Geniez.....	3,289	146	3,143	2,553
Campagnac.....	1,085	#	1,085	625
Laissac.....	1,313	8	1,305	936
Millau.....	18,754	424	18,330	17,089
Nant.....	2,171	#	2,171	1,044
Peyreleau.....	301	#	301	272
Saint-Beauzely.....	856	70	846	401
Saint-Jean-du-Bruel.....	2,229	29	2,200	1,152
Salles-Curan.....	2,546	#	2,546	633
Sévérac-le-Château.....	3,253	36	3,217	1,052
Vezins.....	1,632	#	1,632	412
Bozouls.....	2,250	#	2,250	568
Cassagnes-Bégonhès.....	1,426	#	1,426	509
Colombières.....	2,317	#	2,317	213
Conques.....	1,117	18	1,099	478
Ledergues.....	2,270	8	2,262	480
Marcillac.....	1,622	32	1,590	1,253
Moyrazès.....	2,242	9	2,233	367
Naucelle.....	1,467	#	1,467	899
Pont-de-Salars.....	1,229	#	1,229	378
Quins.....	2,167	116	2,051	124
Requista.....	2,821	44	2,777	707
Rignac.....	2,058	38	2,020	869
Rodez.....	16,303	3,983	12,320	11,443
Salles-la-Source.....	2,574	19	2,555	625
Salvetat (La).....	3,531	#	3,531	876
Sauveterre.....	1,778	6	1,772	707
Belmont.....	1,502	124	1,378	713
Broquiès.....	2,082	40	2,042	677
Camarès.....	2,160	#	2,160	1,571
Cornus.....	1,202	#	1,202	527
Saint-Affrique.....	7,026	384	6,642	4,727
Saint-Rome-de-Tarn.....	1,512	#	1,512	1,140
Saint-Sernin-sur-Rance.....	1,110	17	1,093	885
Asprières.....	1,088	3	1,085	691
Aubin.....	9,781	58	9,723	2,121
Bastide-Fleuve (La).....	2,287	#	2,287	212
Capdenac-Gare.....	3,542	38	3,504	2,265
Cransac.....	5,955	#	5,955	3,980
Decazeville.....	9,634	#	9,634	7,434
Firmin.....	2,483	27	2,456	585
Montbazens.....	1,538	#	1,538	793
Majac.....	1,771	#	1,771	938
Rieupeyroux.....	2,801	#	2,801	782
Villefranche.....	8,426	849	7,577	5,592
Villeeneuve.....	2,826	#	2,826	827

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Bourguébus.....	185	#	185	130
Caen.....	45,380	6,275	39,105	37,457
Creully.....	677	#	677	653
Douvres.....	1,648	138	1,510	1,506
Évrecy.....	515	#	515	368
Tilly-sur-Seulles.....	957	#	957	743
Troarn.....	662	#	662	630
Villers-Bocage.....	1,104	57	1,047	892
Bretteville-sur-Laize.....	940	#	940	641
Falaise.....	8,163	537	7,626	7,419
Morteaux-Coulibœuf.....	657	#	657	573
Thury-Harcourt.....	1,113	#	1,113	1,071
Lisieux.....	16,349	1,045	15,304	15,304
Livaro.....	1,763	36	1,727	1,429
Mézidon.....	1,177	#	1,177	540
Orbec.....	3,000	14	2,986	2,616
Saint-Pierre-sur-Dives.....	2,309	28	2,281	1,820
Blangy-le-Château.....	635	#	635	313
Cambremer.....	949	3	946	470
Deauville.....	2,522	27	2,495	2,403
Dozulé.....	906	25	881	625
Honfleur.....	9,297	315	8,982	8,568
Pont-l'Évêque.....	3,107	108	2,999	2,559
Trouville.....	6,264	#	6,264	5,637
Aunaysur-Odon.....	1,854	22	1,832	1,041
Bény-Bocage (Le).....	823	#	823	282
Condé-sur-Noireau.....	6,663	23	6,640	6,109
S'-Germain-de-Tallevende.....	2,335	#	2,335	67
Saint-Sever-Calvados.....	1,338	#	1,338	824
Vassy.....	2,212	#	2,212	630
Vire.....	6,600	333	6,267	6,267

CANTAL.

Arpajon.....	2,354	12	2,342	860
Aurillac.....	6,886	2,308	14,578	13,531
Laroquebrou.....	1,593	9	1,584	1,244
Mauers.....	2,924	#	2,924	1,637
Montsalvy.....	993	#	993	652
Saint-Cernin.....	2,157	36	2,121	463
Saint-Mamet-la-Salvetat.....	1,905	#	1,905	353
Vic-sur-Cère.....	1,745	22	1,723	1,019
Anglards.....	2,235	#	2,235	434
Champs.....	1,860	#	1,860	421
Mauriac.....	3,523	191	3,332	2,285
Pleaux.....	2,426	199	2,227	1,349
Riom-ès-Montagne.....	3,046	117	2,929	1,282
Saignes.....	615	27	588	405
Salers.....	907	96	811	768

Bordeaux	.....	1,200	0	1,200
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
Midi-Pyr.	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
T. 1. 1. 1.				
Angoulême	Angoulême	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
Vendée	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
Cognac	Châteauneuf-sur-Charente	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
	.....	1,200	1	1,201
Cantons	Chabanais	1,000	3	1,003
	Champagne-Mouton	1,100	1	1,101
	Chasseneuil	2,471	120	2,591
	Cantons	3,123	1	3,124
	Montembrouf	1,227	1	1,228
Ruffec	Saint-Claud	1,806	7	1,813
	Aigre	1,453	10	1,463
	Mansle	1,537	20	1,557
	Ruffec	3,426	110	3,536
	Villefagnan	1,416	1	1,417

COMMUNES.	POPULATION	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
	totale.		totale.	agglomérée au chef-lieu.
CHARENTE-INFÉRIEURE.				
Archiac.....	927	12	915	630
Jonzac.....	3,344	100	3,244	2,594
Mirambeau.....	2,010	41	1,969	750
Montendre.....	1,401	32	1,369	1,158
Montguyon.....	1,572	22	1,550	476
Montlieu.....	876	83	793	347
Saint-Genis-de-Saintonge..	1,018	5	1,013	647
Arvert.....	2,485	64	2,421	1,178
Château (Le).....	3,573	414	3,159	1,511
Dolus.....	2,058	#	2,058	446
Marennes.....	6,293	80	6,213	2,190
Royan.....	8,287	29	8,258	6,864
Saint-Agnant.....	1,233	#	1,233	312
Saint-Georges.....	4,125	13	4,112	613
Saint-Pierre.....	4,419	#	4,419	1,315
Tremblade (La).....	3,647	#	3,647	3,243
Aigrefeuille-d'Aunis.....	1,619	66	1,553	931
Rochefort.....	34,392	4,669	29,723	28,695
Surgères.....	3,302	93	3,209	2,749
Tonnay-Charente.....	4,462	64	4,398	2,482
Ars.....	1,727	#	1,727	1,696
Courçon.....	1,093	#	1,093	669
Flotte (La).....	2,373	#	2,373	2,302
Marrie (La).....	860	#	860	574
Marans.....	4,515	#	4,515	3,455
Rochele (La).....	28,376	2,755	25,621	22,426
Sainte-Marie-de-Ré.....	2,608	#	2,608	1,372
Saint-Martin.....	2,459	434	2,025	1,959
Burie.....	1,600	21	1,579	583
Chaniers.....	2,029	#	2,029	173
Lozes.....	1,600	8	1,592	709
Sémozac.....	2,506	#	2,506	800
Pons.....	4,717	324	4,403	3,075
Saintes.....	20,285	2,081	18,204	15,485
Saint-Porchaire.....	1,148	#	1,148	544
Saujon.....	3,222	20	3,202	2,395
Aulnay.....	1,779	23	1,756	1,266
Loulay.....	578	#	578	554
Matha.....	2,207	43	2,164	1,922
Saint-Hilaire.....	1,104	2	1,102	485
Saint-Jean-d'Angély.....	7,183	247	6,936	6,301
Saint-Savinien.....	2,945	14	2,931	1,404
Tonnay-Boutonne.....	1,040	#	1,040	553

ARRONDISSE-

MENTS.

COMMUNES.

CHE

	Aix-d'Angillon (Les)
	Baugy
	Bourges
	Charost
	Gracay
	Levet
Bourges . . .	Lury-sur-Arnon
	Massay
	Mehun-sur-Yèvre
	Meneton-Salon
	Saint-Florent-sur-Cher . . .
	Saint-Martin-d'Auxigny . . .
	Vierzon-Village
	Vierzon-Ville
	Charenton-sur-Cher
	Châteaumeillant
	Châteauneuf-sur-Cher
	Châtelet (Le)
	Dun-sur-Auron
Saint-Amand-	Guerche-sur-l'Aubois (La) .
Mont-Rond .	Lignières
	Nérondes
	Préveranges
	Saint-Amaud-Mont-Rond . .
	Sancoins
	Saulzais-le-Potier
	Argent-sur-Saandre
	Aubigny-Ville
	Brinon-sur-Saandre
	Chapelle-d'Angillon (La) . .
	Hemichemont
Sancerre . . .	Herry
	Ivoy-le-Pré
	Léré
	Saint-Satur
	Sancergues
	Sancerre
	Vaillly-sur-Saandre

CONRI

	Allasac
	Ayen
Brive	Beaulieu
	Beynat
	Brive
	Donzenac

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Juillac.....	2,542	6	2,536	1,046
Larche.....	766	„	766	452
Lubersac.....	3,980	„	3,980	1,412
Meysac.....	1,645	„	1,645	714
Sainte-Féréole.....	2,622	„	2,622	534
Vigeois.....	2,986	„	2,986	948
Voutezac.....	2,222	„	2,222	357
Argentat.....	3,093	45	3,048	1,919
Chamberet.....	3,406	„	3,406	656
Chamboulive.....	2,833	„	2,833	769
Correze.....	1,894	„	1,894	585
Égletons.....	1,782	18	1,764	1,335
Lagraulière.....	2,095	„	2,095	591
Lapleau.....	977	„	977	399
Louzac (Le).....	2,749	„	2,749	734
Mercœur.....	766	„	766	136
Naves.....	2,419	„	2,419	266
Roche-Canillac (La).....	504	„	504	394
Sainte-Fortunade.....	2,131	„	2,131	255
Saint-Privat.....	1,217	„	1,217	380
Salon-la-Tour.....	2,040	11	2,029	330
Seilhac.....	2,082	„	2,082	676
Soursac.....	2,134	„	2,134	361
Treignac.....	2,866	105	2,761	1,696
Tulle.....	17,374	2,044	15,330	12,162
Uzerche.....	3,222	87	3,135	2,134
Bort.....	3,878	„	3,878	3,197
Bugeat.....	1,160	„	1,160	516
Eygurande.....	1,067	6	1,061	410
Meymac.....	3,964	„	3,964	2,135
Neuvic.....	3,406	„	3,406	1,177
Peyrelevade.....	2,118	9	2,109	383
Sornac.....	2,013	„	2,013	424
Ussel.....	4,843	129	4,714	3,420

CORSE.

Ajaccio.....	20,561	2,008	18,553	17,398
Bastelica.....	3,341	„	3,341	3,240
Bocognano.....	1,816	„	1,816	1,816
Evisa.....	909	„	909	879
Piana.....	1,482	„	1,482	1,482
Salice.....	605	„	605	549
Santa-Maria-Siché.....	785	„	785	474
Sari-d'Orcino.....	960	„	960	960
Sarrola-Carcopino.....	900	„	900	657
Soccia.....	734	„	734	734
Vico.....	1,973	„	1,973	1,403
Zicavo.....	1,644	„	1,644	1,415

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Bastia	Bastia	22,552	1,506	21,046
	Borgo	903	■	903
	Brando	1,680	47	1,633
	Campile	994	■	994
	Campitello	511	■	511
	Cervione	1,501	■	1,501
	Lama	541	■	541
	Luri	1,963	15	1,948
	Murato	1,072	■	1,072
	Nonza	543	23	520
	Oletta	1,194	■	1,194
	Pero-Casevecchie	513	■	513
	Porta	527	■	527
	Rogliano	1,586	■	1,586
	Saint-Florent	680	■	680
	San-Martino-di-Lota	911	■	911
	San-Nicolao	715	■	715
	Santo-Pietro-di-Tenda	1,211	■	1,211
	Vescovato	1,559	■	1,559
Calvi	Belgodere	999	■	999
	Calenzana	3,005	■	3,005
	Calvi	2,132	140	1,992
	Ile-Rousse (L')	1,814	■	1,814
	Muro	1,201	■	1,201
	Olmi-Cappella	936	■	936
Corte	Calacuccia	928	■	928
	Castifao	537	■	537
	Corte	5,000	371	4,629
	Ghisoni	1,886	■	1,886
	Moita	844	■	844
	Morosaglia	1,039	■	1,039
	Omessa	818	8	810
	Piedicorte-di-Gaggio	837	■	837
	Piedicroce	540	■	540
	Pietra	792	■	792
	Prunelli-di-Fiumorbo	1,076	■	1,076
	San-Lorenzo	506	■	506
	Sermano	265	■	265
Sartène	Valle-d'Alesani	668	■	668
	Venaco	1,628	■	1,628
	Vezzani	960	■	960
	Bonifacio	3,858	271	3,587
	Levie	2,660	■	2,660
	Olmeto	2,068	■	2,068
	Petretto-Bicchisano	1,360	88	1,272
	Porto-Vecchio	3,195	155	3,040
	Santa-Lucia-di-Tallano	1,500	■	1,500
	Sartène	6,154	99	6,055
	Serra-di-Scopamene	892	■	892

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.

CÔTE-D'OR.

Arnay-le-Duc.....	2,644	21	2,623	2,464
Beaune.....	13,726	1,344	13,382	11,808
Bligny-sur-Ouche.....	1,081	6	1,078	902
Liernais.....	1,256	"	1,256	342
Meursault.....	2,512	"	2,512	2,332
Nolay.....	2,302	84	2,218	2,030
Nuits-Saint-Georges.....	3,625	31	3,594	3,481
Pouilly-en-Auxois.....	1,120	1	1,119	715
Saint-Jean-de-Loisy.....	1,520	"	1,520	1,520
Seurre.....	2,329	63	2,266	2,258
Aignay-le-Duc.....	811	8	803	758
Baigneux-les-Juifs.....	444	"	444	425
Châtillon-sur-Seine.....	4,794	184	4,610	4,482
Laignes.....	1,158	"	1,158	1,097
Montigny-sur-Aube.....	664	"	664	664
Recey-sur-Orce.....	866	"	866	854
Auxonne.....	6,697	2,168	4,529	2,873
Dijon.....	67,736	6,094	61,642	58,355
Fontaine-Française.....	941	18	923	883
Genlis.....	1,100	"	1,100	1,033
Gevrey-Chambertin.....	1,760	21	1,739	1,666
Grancey-le-Château.....	377	"	377	325
Is-sur-Tille.....	1,963	"	1,963	1,899
Mirebeau.....	1,102	11	1,091	1,065
Pontallier-sur-Saône.....	1,175	10	1,165	1,078
Saint-Seine-l'Abbaye.....	515	"	515	501
Selongey.....	1,303	3	1,300	1,248
Sombernon.....	701	"	701	666
Flavigny-sur-Ozerain.....	1,045	87	958	858
Montbard.....	2,653	103	2,550	2,371
Précis-sous-Thil.....	765	5	760	683
Roche-en-Brenil (La).....	2,041	19	2,022	1,962
Saulieu.....	3,672	58	3,614	3,004
Semur-en-Auxois.....	3,835	130	3,705	3,521
Vitteaux.....	1,467	33	1,434	1,337

CÔTES-DU-NORD.

Broons.....	2,816	136	2,680	969
Caulnes.....	2,378	"	2,378	562
Corseul.....	3,165	"	3,165	319
Dinan.....	10,620	2,158	8,462	7,828
Évran.....	3,874	"	3,874	371
Jugon.....	534	"	534	475
Malignon.....	1,555	15	1,540	719
Plancoët.....	2,147	88	2,059	1,332
Plédéliac.....	2,186	"	2,186	325

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Dinan (suite.)	Plélan-le-Petit.....	1,285	#	1,285
	Plénée-Jugon.....	3,933	#	3,933
	Pleudihen.....	3,506	#	3,506
	Plouasne.....	2,659	#	2,659
	Ploubalay.....	2,530	#	2,530
	Plouër.....	3,483	#	3,483
	Plumaugat.....	2,637	#	2,637
	Sévigac.....	2,838	#	2,838
Guingamp..	Yvignac.....	2,046	#	2,046
	Bégard.....	4,919	791	4,128
	Belle-Isle-en-Terre.....	1,944	8	1,946
	Bourbriac.....	4,087	60	4,027
	Callac.....	3,295	112	3,183
	Carnoët.....	2,367	15	2,352
	Glomel.....	3,860	#	3,860
	Goudelin.....	2,195	#	2,195
	Guingamp.....	9,272	2,079	7,193
	Kergrist-Moëlou.....	2,514	#	2,514
	Louargat.....	4,346	#	4,346
	Maël-Carhaix.....	2,616	77	2,539
	Pédernec.....	3,072	28	3,044
	Plœzal.....	2,558	33	2,525
	Plouagat.....	2,173	#	2,173
	Plougonver.....	2,668	17	2,651
	Plouguernével.....	2,703	278	2,425
	Ploumagoar.....	2,348	#	2,348
	Plounévez-Quintin.....	2,564	40	2,524
	Pontrieux.....	1,990	76	1,914
	Quemper-Guézennec.....	2,219	#	2,219
Lannion....	Rostrenen.....	1,870	109	1,761
	Saint-Nicolas-du-Pêlem...	2,929	9	2,920
	Lannion.....	6,126	402	5,724
	Lézardrieux.....	2,100	8	2,092
	Loguivy-Plougras.....	2,957	#	2,957
	Penvénan.....	2,776	5	2,771
	Perros-Guirec.....	2,809	#	2,809
	Plestin-les-Grèves.....	3,913	102	3,811
	Pleubian.....	3,385	12	3,373
	Pleudaniel.....	2,201	#	2,201
	Pleumeur-Bodou.....	3,175	#	3,175
	Pleumeur-Gautier.....	2,250	#	2,250
	Plouaret.....	2,946	5	2,941
	Ploubezre.....	2,905	#	2,905
	Plougrescant.....	2,049	#	2,049
	Plouguiel.....	2,148	#	2,148
	Ploumilliau.....	3,074	29	3,045
	Plounévez-Moëdec.....	3,063	#	3,063

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Pluzunet	2,139	18	2,121	416
Pommerit-Jaudy	2,085	"	2,085	467
Roche-Derrien (La)	1,323	29	1,294	1,172
Tréguier	3,051	458	2,593	2,593
Vieux-Marché (Le)	2,384	"	2,384	745
Chèze (La)	530	12	518	451
Collinée	791	"	791	538
Corlay	1,558	24	1,534	902
Goarec	782	98	684	495
Loudéac	5,759	146	5,613	2,153
Merdignac	3,266	"	3,266	973
Motte (La)	2,711	"	2,711	317
Mûr	2,489	70	2,419	733
Piémét	3,343	13	3,330	602
Piëmy	3,027	"	3,027	269
Plessala	3,358	"	3,358	360
Plouguenast	3,163	17	3,146	444
Uzel	1,320	"	1,320	818
Binic	2,305	"	2,305	1,041
Châtelaudren	1,474	8	1,466	1,466
Erquy	2,906	"	2,906	442
Étables	2,123	"	2,123	877
Hénon	2,957	"	2,957	303
Hillion	2,723	"	2,723	402
Kéridy	2,554	"	2,554	305
Lamballe	4,531	167	4,364	4,357
Langueux	2,808	"	2,808	313
Langvillon	1,570	60	1,510	1,299
Maroué	2,095	"	2,095	85
Moncontour	1,290	"	1,290	1,283
Païmpol	2,473	67	2,406	2,015
Plaintel	2,661	"	2,661	329
Pledran	3,292	"	3,292	2,035
Plelo	3,585	"	3,585	483
Pléneuf	2,631	"	2,631	534
Plérin	5,086	"	5,086	376
Pléuc	4,775	"	4,775	731
Ploubazlanec	3,574	"	3,574	567
Plouézec	4,561	"	4,561	395
Ploufragan	2,779	85	2,694	170
Plouha	4,862	16	4,846	601
Plourivo	2,549	"	2,549	407
Pommerit-le-Vicomte	2,613	33	2,580	630
Pordic	4,442	"	4,442	657
Quessoy	2,806	"	2,806	213
Quintin	3,194	112	3,082	3,016

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1856.	POPULATION totale.
Saint-Brieuc. (suite.)	Saint-Brandan.....	2,466	36	2,450
	Saint-Brieuc.....	21,665	3,769	17,896
	Saint-Onay.....	2,918	21	2,897
	Yffiniac.....	2,154	#	2,154
CREUSE.				
Aubusson.	Aubusson.....	6,671	123	6,548
	Auzances.....	1,483	6	1,477
	Bellegarde-en-Marche....	629	#	629
	Chénérailles.....	1,149	7	1,142
	Courtine (La).....	1,033	20	1,013
	Crocq.....	1,049	13	1,036
	Evaux.....	3,210	28	3,182
	Felletin.....	3,120	165	2,955
	Gentoux.....	1,339	#	1,339
	Lavaveix-les-Mines.....	3,445	#	3,445
Bourgageuf.	Mainsat.....	2,123	#	2,123
	Saint-Sulpice-les-Champs..	1,150	#	1,150
	Vallières.....	2,610	25	2,585
	Bénévent-l'Abbaye.....	1,891	6	1,885
	Bourgageuf.....	3,524	61	3,463
Boussac....	Pontarion.....	512	#	512
	Royère.....	2,332	#	2,332
	Saint-Dizier.....	2,429	#	2,429
	Sardent.....	2,337	#	2,337
Guéret.....	Boussac.....	1,519	#	1,519
	Chambon-sur-Voueize....	2,257	16	2,241
	Châtelus-Malvaleix.....	1,282	#	1,282
	Clugnat.....	2,109	#	2,109
	Jarnages.....	785	21	764
Souterraine (La).....	Ahun.....	2,349	#	2,349
	Azerables.....	2,266	12	2,254
	Bonnat.....	2,601	#	2,601
	Bussière-Dunoise.....	2,824	#	2,824
	Dun-le-Palletéau.....	1,679	#	1,679
	Grand-Bourg (Le).....	3,359	#	3,359
	Guéret.....	7,157	970	6,187
	Lourdoueix-Saint-Pierre..	2,141	#	2,141
	Naillat.....	2,047	5	2,042
	Pionnat.....	2,068	#	2,068
	Saint-Agnant-de-Versillat..	2,074	#	2,074
	Saint-Etienne-de-Fursac...	2,343	#	2,343
	Saint-Sulpice-le-Guéretois.	2,036	#	2,036
	Saint-Vaury.....	2,727	8	2,719
	Souterraine (La).....	4,586	127	4,459

COMMUNES.	POPULATION	POPULATION	POPULATION MUNICIPALE	
	totale.	comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	totale.	agglomérée au chef-lieu.
DORDOGNE.				
Beaumont.....	1,523	20	1,503	795
Bergerac.....	15,642	2,048	13,594	10,697
Cadouxin.....	598	#	598	364
Eymet.....	1,531	27	1,504	1,163
Issigeac.....	851	#	851	679
Laforce.....	1,162	255	907	333
Lalinde.....	2,151	#	2,151	917
Monpazier.....	812	30	782	719
Saint-Alvère.....	1,578	#	1,578	475
Sigoulès.....	662	#	662	365
Vélines.....	887	#	887	324
Villamblard.....	1,244	#	1,244	578
Villefranche-de-Longchapt.	903	12	891	350
Bussières-Badil.....	1,318	#	1,318	362
Champagnac-de-Belair....	952	#	952	305
Jumilhac-le-Grand.....	3,130	#	3,130	586
Lanouaille.....	1,791	#	1,791	762
Mareuil.....	1,483	#	1,483	892
Mialet.....	2,096	#	2,096	626
Nontron.....	3,657	86	3,571	2,380
Payzac.....	2,563	#	2,563	438
Saint-Pardoux-la-Rivière..	1,761	#	1,761	909
Saint-Saud-Lacoussière...	2,690	#	2,690	416
Thiviers.....	3,383	46	3,337	2,116
Brantôme.....	2,344	#	2,344	1,177
Excideuil.....	1,780	151	1,629	1,377
Hautefort.....	1,843	16	1,827	472
Périgueux.....	31,313	2,793	28,520	27,784
Saint-Astier.....	3,073	4	3,069	1,051
Saint-Pierre-de-Chignac...	952	13	939	345
Savignac-les-Eglises.....	876	#	876	320
Thenon.....	1,728	11	1,717	854
Vergt.....	1,675	#	1,675	792
Monpont.....	2,243	#	2,243	1,689
Montagrier.....	773	#	773	176
Mussidan.....	2,215	18	2,197	2,095
Neuvic.....	2,171	4	2,167	451
Ribérac.....	3,707	79	3,628	1,911
Saint-Aulaye.....	1,531	#	1,531	532
Verteillac.....	1,054	#	1,054	422
Belvès.....	1,988	69	1,919	1,448
Bugue (Le).....	2,640	#	2,640	1,411
Carlux.....	950	#	950	342
Domme.....	1,562	#	1,562	767
Montignac.....	3,442	8	3,434	2,279

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Dieulefit.....	3,544	13	3,531	3,166
Grignan.....	1,539	#	1,539	838
Marsanne.....	1,529	#	1,529	465
Montélimar.....	13,741	1,691	12,050	9,264
Pierrelatte.....	3,218	#	3,218	1,904
Saint-Paul-Trois-Châteaux.	2,557	320	2,237	1,639
Taullignan.....	2,221	#	2,221	1,045
Buis-les-Baronnies.....	1,868	47	1,821	1,603
Nyons.....	3,611	65	3,546	2,646
Rémuzat.....	555	#	555	415
Séderon.....	602	#	602	399
Annayron.....	2,660	5	2,655	1,046
Bourg-de-Péage.....	4,982	195	4,787	4,170
Bourg-lès-Valence.....	4,336	#	4,336	3,208
Chabeuil.....	3,177	#	3,177	1,816
Châteauneuf-de-l'Isère....	2,016	#	2,016	322
Etoile.....	2,852	#	2,852	700
Grand-Serre (Le).....	1,438	#	1,438	604
Livron.....	4,241	29	4,212	1,813
Loriol.....	3,330	#	3,330	1,786
Romans.....	16,702	1,873	14,829	13,168
Saint-Donat.....	2,747	#	2,747	1,759
Saint-Jean-en-Royans.....	2,888	33	2,855	1,729
Saint-Rambert-d'Albon....	2,005	#	2,005	1,663
Saint-Vallier.....	4,140	85	4,055	3,776
Tain.....	2,928	#	2,928	2,537
Valence.....	26,212	3,133	23,079	20,785
EURE.				
Andelys (Les).....	5,923	559	5,364	4,206
Écos.....	551	#	551	376
Etrépagny.....	2,120	#	2,120	1,778
Fleury-sur-Andelle.....	1,484	#	1,484	1,290
Gisors.....	4,681	97	4,584	4,170
Lyons-la-Forêt.....	1,185	12	1,173	653
Beaumesnil.....	493	20	473	318
Beaumont-le-Roger.....	1,895	11	1,884	1,514
Bernay.....	7,666	704	7,262	5,890
Brionne.....	3,520	#	3,520	2,332
Broszlie.....	966	21	945	779
Thiberville.....	1,250	#	1,250	807
Breteuil.....	2,328	33	2,295	1,577
Conches.....	2,157	34	2,123	1,721
Damville.....	1,350	82	1,268	1,135
Evreux.....	17,766	3,333	14,433	13,052
Nonancourt.....	2,073	29	2,044	1,626
Pacy-sur-Eure.....	2,037	48	1,989	1,929
Rugles.....	1,732	19	1,713	1,279
Saint-André-de-l'Eure.....	1,531	9	1,522	1,320
Verneuil.....	4,330	102	4,128	3,545
Vernon.....	8,492	745	7,747	6,951

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à p. ri conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale
Louviers...	Amfreville-la-Campagne...	558	#	558
	Gaillon.....	3,016	1,123	1,843
	Louviers.....	10,199	261	9,938
	Neubourg (Le).....	2,500	51	2,449
	Pont-de-l'Arche.....	1,867	13	1,854
Pont- Audemer.	Beuzeville.....	2,621	26	2,595
	Bourgheroulde.....	715	#	715
	Cormailles.....	1,214	15	1,199
	Montfort-sur-Risle.....	611	#	611
	Pont-Audemer.....	6,012	124	5,888
	Quillebeuf.....	1,217	#	1,217
	Routot.....	862	#	862
	Saint-Georges-du-Vivère..	749	#	749
EURE-ET-LOIR.				
Chartres...	Aumeau.....	1,853	16	1,837
	Chartres.....	23,182	3,589	19,593
	Courville.....	1,810	79	1,731
	Épernon.....	2,489	12	2,477
	Illiers.....	2,793	98	2,695
	Janville.....	1,231	50	1,181
	Maintenon.....	2,057	13	2,044
	Voves.....	2,023	2	2,021
Châteaudun	Arrou.....	2,642	#	2,642
	Bonneval.....	5,818	575	5,243
	Brou.....	2,795	6	2,789
	Châteaudun.....	7,460	932	6,528
	Cloyes.....	2,341	23	2,318
	Orgères.....	640	#	640
	Unverre.....	2,164	#	2,164
Dreux.....	Anet.....	1,395	5	1,390
	Brezolles.....	839	1	838
	Châteauneuf.....	1,361	57	1,304
	Dreux.....	9,718	828	8,890
	Ferté-Vidame (La).....	978	#	978
	Nogent-le-Roi.....	1,618	64	1,554
	Senonches.....	1,970	21	1,949
Nogent- le-Rotrou.	Authon.....	1,413	6	1,407
	Bazoches-Gouet (La).....	2,000	10	1,990
	Loupe (La).....	1,716	34	1,682
	Nogent-le-Rotrou.....	8,489	315	8,174
	Thiron.....	593	3	590
FINISTÈRE.				
Brest.....	Brest.....	74,538	10,391	64,147
	Daoulas.....	760	#	760
	Guipavas.....	5,174	304	4,870
	Guissény.....	2,564	53	2,511
	Hanvec.....	3,020	46	2,974
	Irvillac.....	2,320	#	2,320

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Kerlouan.....	2,700	23	2,677	589
Lambézellec.....	16,416	349	16,067	1,544
Landeda.....	2,043	66	1,977	328
Landerneau.....	8,038	1,359	6,679	5,716
Lannilis.....	3,363	139	3,224	1,156
Lesneven.....	3,488	640	2,848	1,885
Logonna-Daoulas.....	2,066	#	2,066	223
Ouessant.....	2,287	#	2,287	320
Plabennec.....	3,606	75	3,531	482
Plouarzel.....	2,474	#	2,474	275
Ploudalmézeau.....	3,365	71	3,294	813
Ploudaniel.....	5,023	40	2,983	347
Ploudiry.....	1,422	#	1,422	201
Plougastel-Daoulas.....	7,655	124	7,535	1,213
Plouguerneau.....	5,605	145	5,455	755
Plouider.....	2,673	1	2,647	555
Plouñcour-Trez.....	2,898	#	2,898	200
Plouvien.....	2,400	#	2,400	241
Plouzane.....	2,267	70	2,197	207
Relecq-Kerhuon (Le).....	3,523	#	3,523	455
Saint-Marc.....	3,409	58	3,351	1,348
Saint-Pierre-Quilbignon.....	9,099	137	8,962	781
Saint-Renan.....	1,815	77	1,738	1,607
Berrien.....	2,254	13	2,241	239
Brasparts.....	3,418	54	3,364	1,050
Carhaix.....	3,032	172	2,860	2,860
Cast.....	2,113	#	2,113	406
Châteaulin.....	3,857	295	3,562	2,296
Châteauneuf.....	3,661	105	3,556	1,223
Coray.....	2,565	#	2,565	1,018
Crozon.....	8,340	42	8,298	1,017
Dineault.....	2,655	27	2,626	287
Édern.....	2,313	#	2,313	312
Faou (Le).....	1,288	#	1,288	1,124
Gouézec.....	2,284	#	2,284	247
Huelgoat.....	1,413	#	1,413	886
Pleyben.....	5,617	50	5,567	1,268
Plomordiern.....	2,984	29	2,955	573
Plonévez-du-Faou.....	4,765	103	4,662	290
Plonévez-Porzay.....	5,128	9	5,119	320
Plouvé.....	2,086	#	2,086	175
Poullaouen.....	3,232	#	3,232	374
Quimerch.....	2,236	#	2,236	274
Srignac.....	3,256	#	3,256	353
Spézet.....	3,590	#	3,590	391
Telgruc.....	2,138	#	2,138	171
Cléder.....	4,716	31	4,685	515
Commana.....	2,593	#	2,593	299
Guiclan.....	3,521	57	3,464	250
Lampaul-Guimiliau.....	2,307	61	2,246	536
Landivisiau.....	4,240	220	4,020	2,672
Lanmeur.....	2,503	#	2,503	873
Morlaix.....	16,027	1,440	14,587	13,114

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION 1896	
				totale.	en 1896
Moriaix.... (suite.)	Pleyber-Christ.....	3,238	41	3,197	
	Plouénan.....	2,761	19	2,742	
	Plouescat.....	3,095	54	3,041	
	Plougasnou.....	3,644	■	3,644	
	Plougonven.....	4,118	■	4,118	
	Plougoulm.....	2,249	■	2,249	
	Plouigneau.....	4,369	17	4,352	
	Ploujean.....	3,067	■	3,067	
	Plounéour-Ménez.....	2,929	■	2,929	
	Plounévez-Lochrist.....	4,041	■	4,041	
	Plourin.....	2,847	■	2,847	
	Plouvorn.....	3,088	23	3,065	
	Plouzévédé.....	1,908	11	1,897	
	Roscoff.....	4,732	35	4,697	
	Saint-Pol-de-Léon.....	7,619	490	7,129	
	Saint-Thégonnec.....	3,073	69	3,004	
	Sizun.....	3,577	■	3,577	
	Taulé.....	2,813	35	2,780	
	Audierne.....	4,378	■	4,378	
	Beuzec-Cap-Sizun.....	2,389	■	2,389	
	Beuzec-Conq.....	3,994	18	3,976	
Quimper...	Briec.....	4,765	■	4,765	
	Cléden-Cap-Sizun.....	2,791	■	2,791	
	Combrit.....	2,553	■	2,553	
	Concarneau.....	6,500	63	6,437	
	Douarnenez.....	11,465	109	11,356	
	Elliant.....	3,788	■	3,788	
	Ergué-Armel.....	3,198	101	3,097	
	Ergué-Gabéric.....	2,539	■	2,539	
	Esquibien.....	2,412	■	2,412	
	Fouesnant.....	2,911	■	2,911	
	Guilvinec.....	3,620	■	3,620	
	Kerfeunteun.....	2,918	60	2,858	
	Lanriec.....	2,381	■	2,381	
	Lortudy.....	2,348	■	2,348	
	Penmarch.....	4,298	24	4,274	
	Ploaré.....	3,625	42	3,583	
	Plobannalec.....	2,286	6	2,280	
	Plogastel-Saint-Germain..	2,122	■	2,122	
	Plogoff.....	2,177	■	2,177	
	Plogonnec.....	3,173	30	3,143	
	Plomeur.....	2,426	7	2,419	
	Plonéour-Lanvern.....	3,860	50	3,810	
	Plouhinec.....	5,507	17	5,490	
	Plözévet.....	4,210	20	4,190	
	Pont-Croix.....	2,893	406	2,487	
	Pont-l'Abbé.....	5,797	67	5,730	
	Pouldergat.....	2,834	73	2,761	
	Pouldreuzic.....	2,199	■	2,199	
	Quimper.....	18,557	3,006	15,551	
	Rosporden.....	2,069	76	2,003	
	Treboul.....	4,037	■	4,037	
	Tregunc.....	4,470	■	4,470	

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Arzano.....	1,948	#	1,948	314
Bannalec.....	5,910	#	5,910	1,301
Clohars-Carnoët.....	3,771	#	3,771	209
Kernével.....	2,544	22	2,522	175
Melgven.....	2,928	#	2,928	301
Moëlan.....	5,726	42	5,684	395
Névez.....	2,660	#	2,660	208
Pont-Aven.....	1,657	#	1,657	1,607
Querrien.....	3,173	#	3,173	506
Quimperlé.....	8,306	648	7,658	4,883
Riec.....	4,418	103	4,315	962
Scaër.....	5,939	82	5,857	1,094

GARD.

Alais.....	24,382	553	23,829	18,249
Anduze.....	3,657	#	3,657	2,887
Barjac.....	1,655	#	1,655	1,074
Bessèges.....	7,962	#	7,962	7,289
Castillon-de-Gagnières.....	3,197	#	3,197	1,111
Génohac.....	1,219	#	1,219	712
Grand'Combe (La).....	13,358	#	13,358	7,444
Lédignan.....	682	#	682	642
Mollières-sur-Cèze.....	2,666	32	2,634	2,080
Robiac.....	3,293	#	3,293	102
Saint-Ambroix.....	3,307	#	3,307	2,873
Saint-Florens.....	3,185	20	3,165	1,157
Saint-Jean-du-Gard.....	3,290	#	3,290	2,228
Salindres.....	2,562	#	2,562	1,435
Vernarède (La).....	3,319	#	3,319	2,042
Vézénobres.....	922	#	922	809
Aiguemortes.....	3,897	21	3,876	3,625
Aimargues.....	2,766	#	2,766	2,766
Aramon.....	2,627	#	2,627	2,194
Beaucaire.....	9,020	240	8,780	7,511
Bellegarde.....	2,594	#	2,594	2,215
Bouillargues.....	2,391	#	2,391	1,544
Marquerittes.....	1,724	#	1,724	1,601
Montfrin.....	2,258	#	2,258	2,070
Nîmes.....	74,601	4,828	69,773	66,905
Saint-Gilles.....	6,110	#	6,110	5,248
Saint-Laurent-d'Aigouze.....	2,067	#	2,067	1,861
Saint-Mamert-du-Gard.....	439	#	439	421
Sommières.....	3,740	138	3,602	3,460
Vauvert.....	4,375	#	4,375	3,324
Bagnols-sur-Cèze.....	4,500	74	4,426	3,521
Lussan.....	842	#	842	269
Pont-Saint-Esprit.....	4,289	97	4,192	3,032
Remoulins.....	1,323	#	1,323	1,272
Roquemaure.....	2,391	#	2,391	1,835
Saint-Chartes.....	815	#	815	759

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION compte à part conformément à l'art. 15 du décret du 10 février 1849.	POPULATION en 1848.
Uzès..... (Suite.)	Saint-Quentin-la-Poterie...	2,009	#	2,009
	Uzès.....	4,819	#	4,819
	Villeneuve-lès-Avignon....	2,735	21	2,714
	Alzon.....	714	#	711
	Lasalle.....	2,350	#	2,350
	Quissac.....	1,552	5	1,551
	Saint-André-de-Vallorgue...	1,587	#	1,587
Vigan (Le).	Saint-Hippolyte-du-Fort...	4,116	531	3,677
	Sauve.....	2,185	#	2,185
	Sumène.....	2,756	#	2,756
	Treves.....	457	#	457
	Valleraugue.....	2,550	#	2,550
	Vigan (Le).....	5,199	99	5,100
GARONNE (HAUTE-).				
	Auterive.....	2,807	#	2,807
	Carbonne.....	2,563	31	2,532
	Cazères.....	2,710	53	2,657
	Cintégabelle.....	2,346	#	2,346
Muret.....	Fousseret.....	1,989	11	1,978
	Montesquieu-Volvestre....	3,133	20	3,113
	Muret.....	4,064	39	4,025
	Ricomes.....	2,080	#	2,080
	Rieux.....	1,815	7	1,808
	Saint-Lys.....	1,245	6	1,239
	Aspet.....	2,048	55	1,993
	Aurignac.....	1,265	#	1,265
	Bagnères-de-Luchon.....	3,720	#	3,720
	Barbazan.....	471	30	441
Saint-Gaudens.	Boulogne.....	1,892	#	1,892
	Isle-en-Dodon (L').....	2,310	9	2,301
	Montrejeau.....	2,712	62	2,650
	Saint-Beat.....	920	#	920
	Saint-Gaudens.....	6,651	715	5,936
	Saint-Martory.....	1,013	#	1,013
	Salies.....	1,040	47	993
	Cadours.....	813	#	813
	Castanet.....	848	#	848
	Fronton.....	2,328	#	2,328
Toulouse...	Grenade.....	3,622	13	3,609
	Léguévin.....	896	#	896
	Montastruc-la-Conseillère..	998	#	998
	Toulouse.....	149,963	9,735	136,228
	Verfeil.....	1,894	#	1,894
	Villemur.....	3,914	#	3,914
	Caraman.....	1,818	5	1,813
	Lanta.....	1,326	#	1,326
Villefranche.	Montgiscard.....	877	#	877
	Nailloux.....	1,157	#	1,157
	Revel.....	5,393	105	5,288
	Saint-Félix.....	2,049	#	2,049
	Villefranche.....	2,224	19	2,205

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.

GERS.

Auch.....	14,838	3,377	11,461	9,313
Gimont.....	2,837	143	2,694	1,871
Jegun.....	1,460	16	1,444	608
Saramon.....	1,123	#	1,123	871
Vic-Fezensac.....	3,508	#	3,508	2,708
Cazaubon.....	2,617	#	2,617	760
Condom.....	7,045	113	6,932	4,410
Eauze.....	4,175	67	4,108	1,972
Montréal.....	2,223	#	2,223	595
Nogaro.....	2,170	#	2,170	1,643
Valence.....	1,502	#	1,502	873
Fleurance.....	4,237	12	4,225	3,382
Lectoure.....	4,736	74	4,662	2,708
Mauvezin.....	2,477	#	2,477	1,438
Miradoux.....	1,184	#	1,184	427
Saint-Clar.....	1,530	9	1,521	1,144
Cologne.....	620	#	620	514
Isle-Jourdain (L').....	4,305	31	4,274	2,171
Lombez.....	1,543	12	1,531	947
Samatan.....	2,259	32	2,227	1,317
Aignan.....	1,517	#	1,517	715
Marcillac.....	1,546	10	1,536	1,211
Masseube.....	1,511	40	1,471	1,081
Miellan.....	1,668	#	1,668	1,012
Mirande.....	3,771	579	3,192	2,647
Montesquiou.....	1,380	6	1,374	355
Plaisance.....	1,834	19	1,815	1,705
Riscle.....	1,848	#	1,848	1,135

GIRONDE.

Auros.....	606	#	606	222
Bazas.....	4,806	219	4,587	2,401
Captieux.....	1,534	#	1,534	718
Grignols.....	1,677	#	1,677	1,071
Langon.....	4,956	66	4,890	3,971
Saint-Symphorien.....	1,996	#	1,996	801
Villandraut.....	1,142	#	1,142	765
Blaye-et-Sainte-Luce.....	4,799	662	4,137	3,354
Bourg.....	2,890	27	2,863	1,598
Reignac.....	2,056	#	2,056	439
Saint-Ciers-Lalande.....	2,700	#	2,700	606
Saint-Savin.....	1,769	#	1,769	528
Ambarès-et-la-Grave.....	3,200	#	3,200	726
Arcachon.....	8,221	163	8,058	7,988
Audenge.....	1,366	#	1,366	951
Barsac.....	2,974	41	2,933	1,576
Belin.....	1,678	#	1,678	320
Bègles.....	10,372	#	10,372	10,372
Biganos.....	2,039	#	2,039	1,105
Blanquefort.....	2,957	68	2,889	1,093

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'arrêté du 10
Uzès..... (Suite.)	Saint-Quentin-la-Poterie...	2,009	
	Uzès.....	4,819	
	Villeneuve-lès-Avignon...	2,72	
	Alzon.....		
Vigan (Le).	Lasalle.....		
	Quissac.....		
	Saint-André-de-Valborgue...		
	Saint-Hippolyte-du-Fort...		
	Sauve.....		
	Sumène.....		
	Trèves.....		
Muret.....	Velleraugue.....		
	Vigan (Le).....		10
	G/		
	Auterive.....		
	Carbonne.....	13	100
	Cazères.....	1,772	
	Cintegabelle..	4,411	15
	Fousseret....	1,722	25
	Montesquieu ..	2,027	77
	Muret.....	2,549	
	Rieumes.....	3,916	279
	Rieux... ..	2,729	9
	Saint-Ly.....	3,890	105
	Aspet.....	3,862	
	Aurign.....	9,221	287
Saint-Gaudens.	Bagné.....	6,663	
	Barb.....	3,316	132
	Bou.....	4,038	61
	Isle.....	5,180	234
	Estèphe.....	3,137	34
	Laurent-et-Benon...	3,028	
	at-Vivien.....	1,514	
	anne.....	669	8
	ailon-et-Capitourlan...	3,146	7
	outras.....	3,903	
Toulouse.....	Fronsac.....	1,414	8
	Guitres.....	1,442	
	Libourne.....	18,016	1,281
	Lussac.....	1,811	
	Pujols.....	791	
	Saint-Denis-de-Pile...	2,569	43
	Saint-Émilien.....	3,442	
	Sainte-Foy-la-Grande....	3,277	120
	Vayres.....	2,024	
	Monségur.....	1,511	2
Saint-Lau.	Pellegrue.....	1,431	
	Réole (La).....	4,271	181
	Saint-Macaire.....	2,283	19
	Sauveterre-de-Guyenne...	976	35
	Targon.....	1,135	

— 1259 —		POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret	POPULATION UNIQUE	agglomérée au chef-lieu.
VILLE.			totale.	
POPULATION totale	AGGLOMÉRÉE AU CHEF-LIEU			
14,838	3,774		7,774	7,007
2,837	3,810		3,810	5,459
1,100	3,701		3,701	2,466
1,121	45,269		45,269	41,706
98	4,168		4,168	3,797
	3,675	65	3,675	3,476
	3,348	"	3,348	3,409
	2,281	"	2,281	2,265
	2,170	"	2,170	2,078
	4,218	"	4,218	4,012
	3,157	"	3,157	2,857
	2,250	"	2,250	2,038
	2,764	"	2,764	2,469
	6,402	195	6,402	5,932
	3,759	"	3,759	3,500
	1,921	"	1,921	1,760
	1,690	"	1,690	963
	2,137	"	2,137	1,924
	3,485	"	3,485	3,060
	3,376	"	3,376	2,732
	2,392	29	2,363	2,025
.....	2,280	"	2,280	1,824
.....	678	"	678	653
.....	5,083	63	5,020	4,740
.....	2,786	"	2,786	2,490
.....	8,416	1,235	7,191	6,935
.....	1,137	"	1,137	592
André-de-Sangonis..	2,805	"	2,805	2,621
.....	2,448	381	2,067	2,027
.....	1,280	6	1,274	1,126
.....	32,729	884	31,845	31,422
.....	628	"	628	386
.....	3,112	5	3,107	2,058
.....	3,902	"	3,902	2,971
.....	4,302	"	4,302	4,216
.....	7,203	345	6,858	6,515
.....	3,507	"	3,507	3,211
.....	471	102	369	297
.....	2,667	"	2,667	1,914
.....	6,215	"	6,215	5,804
.....	73,931	7,073	66,858	62,717
.....	2,167	"	2,167	2,133
.....	2,313	103	2,210	2,119
.....	825	"	825	716
.....	2,230	"	2,230	2,014
.....	2,689	"	2,689	2,057
.....	909	"	909	756
.....	2,110	"	2,110	1,973

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complexe à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION 1896	
				totale.	en 1896
Saint-Pons. (suite.)	Saint-Chinian	3,112	28	3,084	1
	Saint-Pons	3,049	171	2,878	2
	Salvetat (La)	3,124	1	3,121	
ILLE-ET-VILAINE.					
Fougères...	Antrain	1,550	21	1,529	
	Bazouges-la-Pérouse	3,638	1	3,638	
	Fougères	20,735	1,104	19,631	19
	Louvigné-du-Désert	3,770	1	3,770	
	Saint-Aubin-du-Cormier	1,986	21	1,965	
	Saint-Brice-en-Cogles	1,960	21	1,939	
	S'-Georges-de-Reintembault	2,664	12	2,652	
	Saint-Germain-en-Cogles	2,467	2	2,465	
Montfort...	Tremblay	2,507	1	2,507	
	Bécherel	852	15	837	
	Bedée	2,445	1	2,445	
	Bréal-sous-Montfort	2,186	5	2,181	
	Gaël	2,874	1	2,874	
	Illeudic	4,200	1	4,200	
	Maxent	2,102	1	2,102	
	Médérac	2,757	143	2,614	
	Montauban	3,555	1	3,555	
	Montfort	2,452	75	2,377	
	Paimpont	3,016	1	3,016	
	Plelan	3,535	1	3,535	
Redon.....	Romillé	2,325	1	2,325	
	Saint-Méen	3,403	298	3,105	
	Bain-de-Bretagne	4,920	63	4,857	
	Bains	2,692	50	2,642	
	Ercée-en-Lamée	3,616	1	3,616	
	Fougeray	3,815	1	3,815	
	Goven	2,209	1	2,209	
	Guichen	3,763	1	3,763	
	Guignen	3,200	1	3,200	
	Guipry	3,366	1	3,366	
	Laillé	2,019	1	2,019	
	Langon	2,194	1	2,194	
Rennes	Maure	3,810	1	3,810	
	Messac	2,729	1	2,729	
	Pipriac	3,864	1	3,864	
	Pléchâtel	2,277	32	2,245	
	Redon	7,034	278	6,756	
	Sel (Le)	675	1	675	
	Sixt	2,417	1	2,417	
	Betton	2,161	29	2,132	
	Bouëxière (La)	2,439	55	2,384	
	Bruz	3,503	51	3,452	
	Cesson	2,218	1	2,218	
	Châteaugiron	1,295	37	1,258	

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Dingé.....	2,513	#	2,513	422
Hédé.....	875	14	881	861
Janzé.....	4,563	76	4,487	2,095
Liffré.....	3,001	#	3,001	733
Melesse.....	2,537	#	2,537	349
Mordelles.....	2,350	#	2,350	499
Noyal-sur-Vilaine.....	2,556	10	2,546	319
Pacé.....	2,456	#	2,456	388
Piré.....	2,667	#	2,667	568
Rennes.....	69,937	9,385	60,552	57,249
Saint-Aubin-d'Aubigné....	1,755	17	1,738	512
Baguer-Morvan.....	2,030	#	2,030	249
Boussac (La).....	2,118	#	2,118	494
Cancale.....	6,641	#	6,641	3,579
Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine	663	#	663	581
Combourg.....	5,541	38	5,503	1,697
Dinart-Saint-Enogat.....	5,095	23	5,072	3,802
Dol.....	4,762	168	4,594	3,741
Épiniac.....	2,063	#	2,063	258
Fresnais (La).....	2,088	3	2,085	247
Meillac.....	2,468	#	2,468	305
Miniac-Morvan.....	3,098	#	3,098	457
Parame.....	4,826	144	4,682	2,011
Pleine-Fougères.....	2,911	14	2,897	531
Plerguer.....	2,931	#	2,931	322
Pleurtuit.....	3,905	65	3,840	719
Saint-Briac.....	2,168	#	2,168	825
Saint-Coulomb.....	2,008	#	2,008	480
Saint-Malo.....	11,476	2,101	9,375	9,035
Saint-Méloir-des-ondes...	2,884	#	2,884	524
Saint-Pierre-de-Plesguen..	2,605	#	2,605	446
Saint-Servan.....	12,240	984	11,256	9,456
Tinténiac.....	2,201	29	2,172	857
Argentré-du-Plessis.....	2,226	7	2,219	624
Bais.....	2,581	#	2,581	560
Châteaubourg.....	1,281	50	1,231	596
Domalain.....	2,042	#	2,042	233
Guerche-de-Bretagne (La)...	4,665	48	4,617	2,582
Izé.....	2,076	#	2,076	540
Martigné-Ferchaud.....	3,963	#	3,963	1,326
Retiers.....	3,076	#	3,076	965
Vitré.....	10,584	1,711	8,873	7,459

INDRE.

Bélâbre.....	1,918	#	1,918	1,018
Blanc (Le).....	6,764	511	6,253	4,971
Chaillac.....	2,603	8	2,595	467
Lignac.....	2,108	#	2,108	472
Mézières-en-Brenne.....	1,853	#	1,853	760

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION REVENUE	
				totale	en chef
Blanc (Le). (suite.)	Saint-Benoit-du-Sault	1,008	4	1,004	
	Saint-Gaultier	2,427	119	2,503	
	Tournon-Saint-Martin	1,581	#	1,581	
Châteauroux	Ardentes	2,665	4	2,661	
	Argenton	6,118	140	5,978	
	Buzançais	4,916	21	4,895	
	Châteauroux	23,863	2,588	21,275	
	Châtillon-sur-Indre	3,628	79	3,549	
	Déols	2,665	19	2,646	
	Ecueillé	1,966	#	1,966	
	Leyroux	4,077	32	4,045	
	Saint-Marcel	2,455	#	2,455	
	Valencay	3,431	#	3,431	
Châtre (La).	Vendeuvres	2,686	#	2,686	
	Villedieu-sur-Indre	2,721	#	2,721	
	Aigurande	2,366	9	2,357	
	Châtre (La)	4,850	71	4,779	
	Cluis	2,192	#	2,192	
	Eguzon	1,712	#	1,712	
	Neuvy-Saint-Sépulchre	2,601	#	2,601	
	Orsennes	2,302	#	2,302	
	Saint-Denis-de-Jouhet	2,116	#	2,116	
	Sainte-Sevère-sur-Indre	1,352	#	1,352	
Issoudun...	Chabris	2,836	#	2,836	
	Issoudun	14,116	1,271	12,845	
	Reuilly	2,610	#	2,610	
	Saint-Christophe-en-Bazelle	773	#	773	
	Vatan	2,459	11	2,448	
INDRE-ET-LOIRE.					
Chinon	Azay-le-Rideau	2,280	2	2,278	
	Bourgueil	3,102	10	3,092	
	Chinon	6,187	102	6,085	
	Chouzé-sur-Loire	2,419	1	2,418	
	Cinq-Mars-la-Pile	2,003	#	2,003	
	Be-Bouchard (L')	1,466	6	1,460	
	Langeais	3,309	32	3,277	
	Richelieu	2,318	11	2,307	
Loches.....	Sainte-Maure	2,518	44	2,474	
	Genillé	2,302	#	2,302	
	Grand-Pressigny (Le)	1,637	#	1,637	
	Haye-Descartes (La)	1,786	#	1,786	
	Ligueil	2,119	33	2,086	
	Loches	5,182	159	5,023	
	Montrésor	697	#	697	
	Preuilly-sur-Claise	1,957	29	1,928	

Régions.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1897.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée en chef-lieu.
	Amboise.....	4,463	157	4,306	4,306
	Bléré.....	3,269	"	3,269	1,911
	Château-la-Vallière.....	1,246	2	1,244	921
	Châteaurenault.....	4,492	"	4,492	3,951
	Fondettes.....	2,111	15	2,096	302
	Joué-les-Tours.....	2,462	"	2,462	770
	Montbazoin.....	1,143	74	1,069	730
	Montlouis.....	2,053	"	2,053	567
	Neuillé-Pont-Pierre.....	1,616	"	1,616	837
	Neuvy-le-Roi.....	1,513	"	1,513	761
	Riche (La).....	2,317	"	2,317	1,358
	Saint-Cyr-sur-Loire.....	2,539	57	2,482	1,047
	Saint-Pierre-des-Corps.....	2,327	"	2,327	981
	Saint-Symphorien.....	3,579	92	3,487	1,405
	Tours.....	63,267	6,561	56,706	56,706
	Vouvray.....	2,361	"	2,361	1,945

ISÈRE.

	Allevard.....	2,726	"	2,726	1,800
	Bourg-d'Oisans (Le).....	2,375	50	2,325	1,208
	Chapareillan.....	2,179	50	2,129	921
	Cleffes.....	632	"	632	404
	Corps.....	1,701	35	1,166	1,030
	Domene.....	1,878	"	1,878	1,296
	Goncelin.....	1,505	"	1,505	1,165
	Grenoble.....	64,002	9,753	54,249	50,084
	Mens.....	1,706	60	1,646	1,364
	Monestier-de-Clermont.....	606	"	606	577
	Motte-d'Aveillans (La).....	2,495	"	2,495	703
	Mure (La).....	3,384	117	3,267	3,260
	Pontcharra.....	2,352	38	2,314	1,070
	Saint-Egreve.....	2,575	1,072	1,503	1,426
	Saint-Laurent-du Pont.....	2,627	69	2,558	1,034
	Sassenage.....	1,587	34	1,553	1,040
	Touviet (Le).....	1,384	"	1,384	991
	Tronche (La).....	2,754	642	2,112	1,797
	Valbonnais.....	1,124	"	1,124	424
	Vif.....	2,617	"	2,617	1,168
	Villard-Bonnot.....	2,100	"	2,100	1,443
	Villard-de-Lans.....	1,849	9	1,840	725
	Vizille.....	4,516	41	4,475	3,539
	Voiron.....	12,012	321	11,701	8,039
	Voreppe.....	2,908	27	2,881	1,336
	Moirans.....	3,253	9	3,244	1,906
	Pont-en-Royans.....	1,052	"	1,052	1,012
	Renage.....	2,277	"	2,277	1,606
	Rives.....	3,032	24	3,008	1,841
	Roybon.....	1,842	"	1,842	529
	Saint-Étienne-de-S ^t -Geoirs.....	1,588	26	1,562	1,017
	Saint-Marcellin.....	3,308	101	3,207	2,672
	Saint-Siméon-de-Bressieux.....	2,310	4	2,306	1,114
	Tullins.....	4,740	86	4,654	3,455
	Vinay.....	2,684	40	2,644	1,539

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	PO
Tour-du-Pin (La).	Avenières (Les)..... Bourgoin..... Corbelin..... Crémieu..... Dolomieu..... Grand-Lemps (Le)..... Jallieu..... Montalieu-Vercieu..... Morestel..... Pont-de-Beauvoisin (Le).. Saint-Chef..... Saint-Geoire..... Tour-du-Pin (La)..... Virieu.....	
Vienne.....	Beaurepaire..... Côte-Saint-André (La).. Heyrieux..... Meyzieux..... Roussillon..... Saint-Jean-de-Bournay... Saint-Priest..... Saint-Symphorien-d'Ozon. Verpillière (La)..... Vienne.....	
JURA		
Dôle.....	Chamergy..... Chaussin..... Chemin..... Dampierre..... Dôle..... Fraisans..... Gendrey..... Montbarrey..... Montmirey-le-Château... Rochefort-sur-Nenon.....	
Lons- le-Saunier.	Arin'hod..... Beaumont..... Bletterans..... Clairvaux..... Conliège..... Lons-le-Saunier..... Orgelet..... Saint-Amour..... Saint-Julien..... Sellières..... Voiteur.....	

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Arbois	4,240	125	4,115	3,476
Champagnole	3,676	92	3,584	3,458
Nozeroy	751	111	640	606
Planches-en-Montagne (Les)	226	"	226	170
Poligny	4,321	138	4,183	3,958
Salins	5,607	476	5,131	4,492
Villers-Farlay	676	"	676	676
Bouchoux (Les)	883	19	864	173
Moirans	1,301	66	1,235	990
Morez	5,333	64	5,269	5,108
Rousses (Les)	2,258	34	2,224	489
Saint-Claude	10,146	208	9,938	8,917
Saint-Laurent	1,175	50	1,125	745

LANDES.

Castets	1,732	"	1,732	713
Dax	10,196	360	9,836	8,307
Montfort	1,543	33	1,510	536
Peyrehorade	2,562	"	2,562	1,742
Pouillon	3,336	16	3,320	298
Saint-Martin-de-Seignaux	2,548	"	2,548	343
Saint-Paul-lès-Dax	3,642	"	3,642	1,751
Saint-Vincent-de-Tyrosse	1,554	"	1,554	746
Soustons	3,902	"	3,902	1,653
Tarnos	3,071	"	3,071	470
Biscarrosse	2,055	"	2,055	238
Gabarret	1,285	11	1,274	970
Grenade	1,372	"	1,372	744
Labrit	1,159	"	1,159	229
Mimizan	1,303	"	1,303	259
Mont-de-Marsan	11,274	1,706	9,568	8,541
Morcenx	2,252	9	2,243	1,261
Parentis-en-Born	1,964	"	1,964	412
Pissos	1,698	"	1,698	600
Roquefort	1,614	5	1,609	1,017
Sabres	2,510	"	2,510	2,362
Sore	1,939	"	1,939	501
Villeneuve-de-Marsan	1,903	13	1,890	1,106
Aire	4,510	357	4,153	2,439
Amou	1,599	"	1,599	722
Géaune	651	"	651	458
Hagetmau	3,089	12	3,077	1,776
Mugron	1,995	75	1,920	672
Rion	2,520	"	2,520	1,134
Saint-Sever	4,677	55	4,622	2,373
Tartas	3,002	82	2,920	1,831

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du	POPULATION
			10 février 1896.	totale.
Uzès..... (Suite.)	Saint-Quentin-la-Poterie...	2,009	#	2,009
	Uzès.....	4,819	#	4,819
	Villeneuve-lès-Avignon....	2,735	21	2,714
	Alzon.....	714	#	714
	Lasalle.....	2,550	#	2,550
Vigan (Le).	Quissac.....	1,552	5	1,547
	Saint-André-de-Valborgne..	1,587	#	1,587
	Saint-Hippolyte-du-Fort...	4,146	531	3,615
	Sauve.....	2,185	#	2,185
	Sumène.....	2,756	#	2,756
	Treves.....	457	#	457
	Valleraugue.....	2,550	#	2,550
	Vigan (Le).....	5,199	99	5,100
GARONNE (HAUTE-).				
Muret.....	Anterive.....	2,807	#	2,807
	Carbonne.....	2,303	31	2,272
	Cazères.....	2,710	53	2,657
	Cintegabelle.....	2,346	#	2,346
	Fousseret.....	1,989	11	1,978
	Montesquieu-Volvestre....	3,153	20	3,133
	Muret.....	4,064	59	4,005
	Rieumes.....	2,080	#	2,080
	Rieux.....	1,815	7	1,808
	Saint-Lys.....	1,245	6	1,239
Saint-Gaudens.	Aspet.....	2,048	55	1,993
	Aurignac.....	1,265	#	1,265
	Bagnères-de-Luchon.....	3,720	#	3,720
	Barbazan.....	471	30	441
	Boulogne.....	1,892	#	1,892
	Isle-en-Dodon (L').....	2,340	9	2,331
	Montréjeau.....	2,712	62	2,650
	Saint-Beat.....	920	#	920
	Saint-Gaudens.....	6,651	713	5,938
	Saint-Martory.....	1,013	#	1,013
Toulouse....	Salies.....	1,040	42	998
	Cadours.....	813	#	813
	Castanet.....	848	#	848
	Fronton.....	2,328	#	2,328
	Grenade.....	3,622	13	3,609
	Léguévin.....	896	#	896
	Montastruc-la-Conseillère..	998	#	998
	Toulouse.....	149,963	9,735	140,228
	Verfeil.....	1,894	#	1,894
	Villemer.....	3,914	#	3,914
Ville-franche.	Caraman.....	1,818	5	1,813
	Lanta.....	1,326	#	1,326
	Montgriscard.....	877	#	877
	Nailloux.....	1,157	#	1,157
	Revel.....	5,393	105	5,288
	Saint-Félix.....	2,049	#	2,049
	Villefranche.....	2,224	19	2,205

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.

GERS.

Auch.....	14,838	3,377	11,461	9,313
Gimont.....	2,837	143	2,694	1,871
Jegun.....	1,460	16	1,444	608
Saramon.....	1,123	"	1,123	871
Vic-Fezensac.....	3,508	"	3,508	2,708
Cazaubon.....	2,617	"	2,617	760
Condom.....	7,045	113	6,932	4,410
Eauze.....	4,175	67	4,108	1,972
Montréal.....	2,223	"	2,223	595
Nogaro.....	2,170	"	2,170	1,643
Valence.....	1,502	"	1,502	873
Fleurance.....	4,237	12	4,225	3,382
Lectoure.....	4,736	74	4,662	2,708
Mauvezin.....	2,477	"	2,477	1,438
Miradoux.....	1,184	"	1,184	427
Saint-Clar.....	1,530	9	1,521	1,144
Cologne.....	620	"	620	514
Isle-Jourdain (L').....	4,303	31	4,272	2,171
Lombez.....	1,543	12	1,531	947
Samatan.....	2,259	32	2,227	1,317
Aignan.....	1,517	"	1,517	715
Marcillac.....	1,546	10	1,536	1,211
Massenbe.....	1,511	40	1,471	1,081
Miclan.....	1,668	"	1,668	1,012
Mirande.....	3,771	579	3,192	2,617
Montesquiou.....	1,380	6	1,374	355
Plaisance.....	1,834	19	1,815	1,705
Riscle.....	1,848	"	1,848	1,135

GIRONDE.

Auros.....	606	"	606	222
Bazas.....	4,806	219	4,587	2,401
Captieux.....	1,534	"	1,534	718
Grignols.....	1,677	"	1,677	1,071
Langon.....	4,956	66	4,890	3,971
Saint-Symphorien.....	1,996	"	1,996	801
Villandraut.....	1,142	"	1,142	765
Blaye-et-Sainte-Luce.....	4,799	662	4,137	3,354
Bourq.....	2,890	27	2,863	1,598
Reignac.....	2,056	"	2,056	439
Saint-Ciers-Lalande.....	2,700	"	2,700	606
Saint-Sévin.....	1,769	"	1,769	528
Ambarès-et-la-Grave.....	3,200	"	3,200	726
Arcachon.....	8,221	163	8,058	7,988
Audenge.....	1,366	"	1,366	931
Barsac.....	2,974	41	2,933	1,576
Belin.....	1,678	"	1,678	520
Bègles.....	10,372	"	10,372	10,372
Biganos.....	2,039	"	2,039	1,105
Blanquefort.....	2,957	68	2,889	1,093

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complee à part conformement à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Bordeaux... (Suite.)	Bordeaux.....	256,906	9,698	217,208
	Bouscat (Le).....	9,315	81	9,234
	Bruges.....	2,271	43	2,228
	Cadillac.....	2,715	631	2,084
	Carbon-Blanc.....	855	#	855
	Castelnau.....	1,653	#	1,653
	Caudéran.....	10,463	259	10,204
	Cenon.....	2,587	#	2,587
	Créon.....	1,141	9	1,132
	Eysines.....	2,816	61	2,755
	Floirac.....	2,517	#	2,517
	Gradignan.....	2,818	163	2,655
	Gujan.....	4,019	#	4,019
	Labrede.....	1,704	10	1,694
	Léognan.....	2,512	#	2,512
	Listrac.....	2,235	#	2,235
	Lormont.....	3,205	#	3,205
	Mérignac.....	6,713	100	6,613
	Mios.....	2,772	#	2,772
	Pessac.....	4,411	15	4,396
	Podensac.....	1,722	23	1,699
	Portets.....	2,027	77	1,950
	Preignac.....	2,549	#	2,549
	Saint-André-de-Cubzac...	3,916	279	3,637
	Saint-Loubes.....	2,729	9	2,720
	Saint-Médard-en-Jalles...	3,890	105	3,785
	Salles.....	3,862	#	3,862
	Talence.....	9,221	287	8,934
	Teste (La).....	6,663	#	6,663
	Villeneuve-d'Ornon.....	3,316	132	3,184
Lesparre...	Lesparre.....	4,038	61	3,977
	Pauillac.....	5,180	234	4,946
	Saint-Estèphe.....	3,137	34	3,103
	Saint-Laurent-et-Benon...	3,028	#	3,028
	Saint-Vivien.....	1,514	#	1,514
	Branne.....	669	8	661
Libourne...	Castillon-et-Capitourlan...	3,146	7	3,139
	Coutras.....	3,903	#	3,903
	Fronsac.....	1,444	8	1,436
	Guitres.....	1,442	#	1,442
	Libourne.....	18,016	1,282	16,734
	Lussac.....	1,811	#	1,811
	Pujols.....	791	#	791
	Saint-Denis-de-Pile.....	2,569	43	2,526
Réole (La).	Saint-Émilion.....	3,442	#	3,442
	Sainte-Foy-la-Grande.....	3,277	120	3,157
	Vayres.....	2,024	#	2,024
	Monségur.....	1,511	2	1,509
	Pellegrue.....	1,431	#	1,431
	Réole (La).....	4,271	181	4,090
	Saint-Macaire.....	2,283	19	2,264
	Sauveterre-de-Guyenne...	976	35	941
	Targon.....	1,135	#	1,135

COMMUNES.	POPULATION	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION UNICIPAIRE	
	totale.		totale.	agglomérée. au chef-lieu.
HÉRAULT.				
Agde.....	8,478	704	7,774	7,007
Bédarieux.....	5,968	138	5,810	5,459
Bessan.....	3,701	"	3,701	3,466
Béziers.....	48,012	2,743	45,269	41,706
Capestang.....	4,168	"	4,168	3,797
Cazouls-les-Béziers.....	3,740	65	3,675	3,476
Florensac.....	3,548	"	3,548	3,409
Graissessac.....	2,282	"	2,282	2,265
Lespignan.....	2,170	"	2,170	2,078
Marzeillan.....	4,218	"	4,218	4,012
Montagnac.....	3,157	"	3,157	2,857
Murviel.....	2,250	"	2,250	2,038
Nissan.....	2,764	"	2,764	2,469
Pézenas.....	6,595	195	6,402	5,952
Puisserguier.....	3,759	"	3,759	3,500
Roujan.....	1,921	"	1,921	1,760
Saint-Gervais.....	1,690	"	1,690	963
Saint-Thibéry.....	2,137	"	2,137	1,924
Sérignan.....	3,485	"	3,485	3,060
Servian.....	3,376	"	3,376	2,732
Vias.....	2,392	29	2,363	2,025
Villeneuve-les-Béziers.....	2,280	"	2,280	1,824
Caylar (Le).....	678	"	678	653
Clermont-l'Hérault.....	5,083	63	5,020	4,740
Gignac.....	2,786	"	2,786	2,490
Lodève.....	8,416	1,235	7,191	6,955
Lunas.....	1,137	"	1,137	592
Saint-André-de-Sangonis..	2,805	"	2,805	2,621
Aniane.....	2,448	381	2,067	2,017
Castries.....	1,280	6	1,274	1,126
Cette.....	32,729	884	31,845	31,422
Claret.....	628	"	628	386
Cournonterral.....	2,112	5	2,107	2,058
Frontignan.....	3,902	"	3,902	2,971
Ganges.....	4,302	"	4,302	4,216
Lunel.....	7,203	345	6,858	6,515
Marsillargues.....	3,507	"	3,507	3,211
Matelles (Les).....	471	102	369	297
Mauguio.....	2,667	"	2,667	1,914
Mézès.....	6,215	"	6,215	5,864
Montpellier.....	73,931	7,073	66,858	62,717
Pignan.....	2,167	"	2,167	2,133
Poussan.....	2,313	103	2,210	2,119
Saint-Martin-de-Londres...	825	"	825	716
Villeveyrac.....	2,230	"	2,230	2,014
Cessenon.....	2,689	"	2,689	2,057
Olargues.....	909	"	909	756
Olonzac.....	2,110	"	2,110	1,973

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Saint-Pons. (suite.)	Saint-Chinian	3,112	28	3,084
	Saint-Pons	3,049	171	2,878
	Salvetat (La)	3,124	#	3,124
ILLE-ET-VILAINE.				
Fougères...	Antrain	1,550	21	1,529
	Bazouges-la-Pérouse	3,638	#	3,638
	Fougères	20,735	1,104	19,631
	Louigné-du-Désert	3,770	#	3,770
	Saint-Aubin-du-Cormier ..	1,986	21	1,965
	Saint-Brice-en-Cogles	1,960	21	1,939
	S'-Georges-de-Reintembault	2,664	12	2,652
	Saint-Germain-en-Cogles ..	2,467	2	2,465
Montfort...	Tremblay	2,507	#	2,507
	Bécherel	852	15	837
	Bédée	2,445	#	2,445
	Bréal-sous-Montfort.	2,186	5	2,181
	Gaël	2,874	#	2,874
	Ilkudic	4,200	#	4,200
	Maxent	2,102	#	2,102
	Nedrac	2,757	143	2,614
	Montauban	3,355	#	3,355
	Montfort	2,452	75	2,377
	Paimpont	3,016	#	3,016
	Plélan	3,535	#	3,535
Redon.....	Romille	2,325	#	2,325
	Saint-Méen	3,403	298	3,105
	Bain-de-Bretagne	4,920	63	4,857
	Bains	2,692	50	2,642
	Ercée-en-Lamée	2,616	#	2,616
	Fougeray	3,815	#	3,815
	Goven	2,209	#	2,209
	Guichen	3,763	#	3,763
	Guignen	3,200	#	3,200
	Guipry	3,366	#	3,366
	Laillé	2,019	#	2,019
	Langon	2,194	#	2,194
	Maure	3,810	#	3,810
	Messac	2,729	#	2,729
	Pipriac	3,864	#	3,864
Rennes	Pléchâtel	2,277	32	2,245
	Redon	7,034	278	6,756
	Sel (Le)	675	#	675
	Sixt	2,417	#	2,417
	Betton	2,161	29	2,132
	Bouëxière (La)	2,439	55	2,384
	Bruz	3,503	51	3,452
	Cesson	2,218	#	2,218
	Châteaugiron	1,295	37	1,258

CANTONS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée au chef-lieu.
1.)	Dingé.....	2,513	#	2,513	422
	Hédé.....	875	14	861	861
	Janzé.....	4,563	76	4,487	2,095
	Liffré.....	3,001	#	3,001	733
	Melesse.....	2,537	#	2,537	349
	Mordelles.....	2,350	#	2,350	499
	Noyal-sur-Vilaine.....	2,556	10	2,546	319
	Pacé.....	2,456	#	2,456	388
	Piré.....	2,667	#	2,667	568
	Rennes.....	69,937	9,385	60,552	57,249
	Saint-Aubin-d'Aubigné.....	1,755	17	1,738	512
	Baguer-Morvan.....	2,030	#	2,030	249
	Boussac (La).....	2,118	#	2,118	494
2.)	Cancale.....	6,641	#	6,641	3,579
	Châteauneuf-d'Ille- ^{et} -Vilaine	663	#	663	581
	Combourg.....	5,541	38	5,503	1,697
	Dinart-Saint-Enogat.....	5,095	23	5,072	3,802
	Dol.....	4,762	168	4,594	3,741
	Épiniac.....	2,063	#	2,063	238
	Fresnais (La).....	2,088	3	2,085	247
	Meillac.....	2,468	#	2,468	305
	Miniac-Morvan.....	3,098	#	3,098	457
	Paramé.....	4,826	144	4,682	2,011
	Pleine-Fougères.....	2,911	14	2,897	531
	Plerguer.....	2,931	#	2,931	322
	Pleurtaut.....	3,905	65	3,840	719
3.)	Saint-Briac.....	2,168	#	2,168	825
	Saint-Coulomb.....	2,008	#	2,008	480
	Saint-Malo.....	11,476	2,101	9,375	9,035
	Saint-Méloir-des-Ondes...	2,884	#	2,884	524
	Saint-Pierre-de-Plesguen..	2,605	#	2,605	446
	Saint-Servan.....	12,240	984	11,256	9,456
	Tinténiac.....	2,201	29	2,172	857
	Argentré-du-Plessis.....	2,226	7	2,219	624
	Bais.....	2,581	#	2,581	560
	Châteaubourg.....	1,231	50	1,231	596
	Domalain.....	2,042	#	2,042	233
	Guerche-de-Bretagne (La).....	4,665	48	4,617	2,582
	Izé.....	2,076	#	2,076	540
4.)	Martigné-Ferchaud.....	3,963	#	3,963	1,326
	Retiers.....	3,076	#	3,076	985
	Vitré.....	10,584	1,711	8,873	7,459

INDRE.

5.)	Bélâbre.....	1,918	#	1,918	1,018
	Bianç (Le).....	6,764	511	6,253	4,971
	Chaillac.....	2,603	8	2,595	467
	Lignac.....	2,108	#	2,108	472
	Mézières-en-Brenne.....	1,853	#	1,858	780

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 3 du décret du 10 février 1896.		POPULATION totale.	
Blanc (Le).. (suite.)	Saint-Benoit-du-Sault	1,008		1	1,004	
	Saint-Gaultier	2,422		119	2,543	
	Tournon-Saint-Martin	1,581		#	1,581	
Châteauroux	Ardentes	2,665		4	2,661	
	Argenton	6,118		140	5,978	
	Buzançais	4,016		21	4,895	
	Châteauroux	23,863		2,588	21,275	
	Châtillon-sur-Indre	3,628		79	3,549	
	Déols	2,665		19	2,684	
	Ecueillé	1,966		#	1,966	
	Leyroux	4,077		32	4,045	
	Saint-Marcel	2,455		#	2,455	
	Valencay	3,431		#	3,431	
Châtre (La).	Vendœuvres	2,086		#	2,086	
	Villedieu-sur-Indre	2,721		#	2,721	
	Aigurande	2,366		9	2,357	
	Châtre (La)	4,850		71	4,779	
	Cluis	2,192		#	2,192	
	Eguzon	1,712		#	1,712	
	Neuvy-Saint-Sépulchre	2,601		#	2,601	
	Orsennes	2,302		#	2,302	
	Saint-Denis-de-Joubert	2,116		#	2,116	
	Sainte-Sévère-sur-Indre	1,352		#	1,352	
Issoudun...	Chabris	2,836		#	2,836	
	Issoudun	14,116		1,271	12,845	
	Reuilly	2,610		#	2,610	
	Saint-Christophe-en-Bazelle	773		#	773	
	Vatan	2,459		11	2,448	
INDRE-ET-LOIRE.						
Chinon	Azay-le-Rideau	2,280		2	2,278	
	Bourgueil	3,102		10	3,092	
	Chinon	6,187		102	6,085	
	Chouzé-sur-Loire	2,419		1	2,418	
	Cinq-Mars-la-Pile	2,003		#	2,003	
	Ile-Bouchard (L')	1,466		6	1,460	
	Langeais	3,309		32	3,277	
	Richelieu	2,318		11	2,307	
	Sainte-Maure	2,518		44	2,474	
Loches.....	Genillé	2,202		#	2,202	
	Grand-Pressigny (Le)	1,637		#	1,637	
	Haye-Descartes (La)	1,786		#	1,786	
	Ligueil	2,119		33	2,086	
	Loches	5,182		159	5,023	
	Montrésor	697		#	697	
	Preuilly-sur-Claise	1,957		29	1,928	

NOM.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée en chef-lieu.
	Amboise.....	4,463	157	4,306	4,306
	Bléré.....	3,269	"	3,269	1,911
	Château-la-Vallière.....	1,246	2	1,244	921
	Châteaurenault.....	4,492	"	4,492	3,951
	Fondettes.....	2,111	15	2,096	302
	Joué-les-Tours.....	2,462	"	2,462	770
	Montbazou.....	1,143	74	1,069	730
	Montlouis.....	2,053	"	2,053	567
	Neuillé-Pont-Pierre.....	1,616	"	1,616	857
	Neuvy-le-Roi.....	1,513	"	1,513	761
	Richelieu.....	2,317	"	2,317	1,358
	Saint-Cyr-sur-Loire.....	2,539	57	2,482	1,047
	Saint-Pierre-des-Corps.....	2,327	"	2,327	981
	Saint-Symphorien.....	3,579	92	3,487	1,405
	Tours.....	63,267	6,561	56,706	56,706
	Vouvray.....	2,361	"	2,361	1,945
ISÈRE.					
	Allevard.....	2,726	"	2,726	1,800
	Bourg-d'Oisans (Le).....	2,375	50	2,325	1,298
	Chapareillan.....	2,179	50	2,129	921
	Cleffes.....	632	"	632	404
	Corps.....	1,701	35	1,166	1,030
	Domène.....	1,878	"	1,878	1,296
	Goncelin.....	1,505	"	1,505	1,165
	Grenoble.....	64,002	9,753	54,249	50,084
	Mens.....	1,706	60	1,646	1,364
	Monestier-de-Clermont.....	606	"	606	577
	Motte-d'Aveillans (La).....	2,495	"	2,495	703
	Mure (La).....	3,384	117	3,267	3,260
	Pontcharra.....	2,352	38	2,314	1,070
	Saint-Egreve.....	2,575	1,072	1,503	1,426
	Saint-Laurent-du Pont.....	2,627	69	2,558	1,034
	Sassenage.....	1,587	34	1,553	1,040
	Touvet (Le).....	1,384	"	1,384	991
	Tronche (La).....	2,754	642	2,112	1,791
	Valbonnais.....	1,124	"	1,124	424
	Vif.....	2,617	"	2,617	1,168
	Villard-Bonnot.....	2,100	"	2,100	1,443
	Villard-de-Lans.....	1,849	9	1,840	725
	Vizille.....	4,516	41	4,475	3,539
	Voiron.....	12,012	321	11,701	8,039
	Voreppe.....	2,908	27	2,881	1,336
	Moirans.....	3,253	9	3,244	1,906
	Pont-en-Royans.....	1,052	"	1,052	1,012
	Renage.....	2,277	"	2,277	1,606
	Rives.....	3,032	24	3,008	1,841
	Roybon.....	1,842	"	1,842	529
	Saint-Etienne-de-S'-Geoirs.....	1,588	26	1,562	1,017
	Saint-Marcellin.....	3,308	101	3,207	2,672
	Saint-Siméon-de-Bressieux.....	2,310	4	2,306	1,114
	Tullins.....	4,740	86	4,654	3,455
	Vinay.....	2,684	40	2,644	1,539

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Tour-du-Pin (La).	Avenières (Les).....	3,932	#	3,932
	Bourgoin.....	6,659	533	6,106
	Corbelin.....	2,173	#	2,173
	Crémieu.....	1,912	85	1,827
	Dolomieu.....	2,279	#	2,279
	Grand-Lemps (Le).....	1,860	18	1,842
	Jallieu.....	4,415	6	4,409
	Montalieu-Vercieu.....	2,012	#	2,012
	Morestel.....	1,401	31	1,370
	Pont-de-Beauvoisin (Le)...	3,010	112	2,898
	Saint-Chef.....	2,859	16	2,843
	Saint-Geoire.....	2,087	#	2,087
	Tour-du-Pin (La).....	3,704	44	3,660
Vienne.....	Virieu.....	954	2	952
	Beaurepaire.....	2,779	84	2,695
	Côte-Saint-André (La)...	3,826	311	3,515
	Heyrieux.....	1,510	#	1,510
	Meyzieux.....	1,995	612	1,383
	Roussillon.....	1,329	37	1,292
	Saint-Jean-de-Bournay....	3,308	79	3,229
	Saint-Priest.....	2,584	36	2,548
	Saint-Symphorien-d'Ozon..	1,878	57	1,821
	Verpillière (La).....	1,237	22	1,215
	Vienne.....	24,977	1,962	23,015
JURA.				
Dôle.....	Chauxergy.....	529	#	529
	Chaussin.....	1,209	7	1,202
	Chemin.....	405	#	405
	Dampierre.....	946	#	946
	Dôle.....	14,437	1,948	12,489
	Fraisans.....	2,633	#	2,633
	Gendrey.....	470	#	470
	Montbarrey.....	396	#	396
	Montmirey-le-Château...	324	#	324
Lons- le-Saunier.	Roche fort-sur-Nenon.....	483	4	479
	Arin'hod.....	966	#	966
	Beaufort.....	1,160	#	1,160
	Bletterans.....	1,102	32	1,070
	Clairvaux.....	976	#	976
	Conliège.....	879	19	860
	Lons-le-Saunier.....	12,116	2,101	10,015
	Orgelet.....	1,490	24	1,466
	Saint-Amour.....	2,283	14	2,269
	Saint-Julien.....	740	20	720
	Sellières.....	1,400	#	1,400
	Voiteur.....	1,107	51	1,056

	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée au chef-lieu.
y....	Arbois	4,240	125	4,115	3,476
	Champagnole.....	3,676	92	3,584	3,458
	Nozeroy	751	111	640	606
	Planches-en-Montagne (Les).....	226	"	226	170
	Poligny.....	4,321	138	4,183	3,958
	Salins.....	5,607	476	5,131	4,492
	Villers-Farlay	676	"	676	676
ide...	Bouchoux (Les).....	883	19	864	173
	Moirans	1,301	66	1,235	990
	Morez	5,333	64	5,269	5,108
	Rousses (Les).....	2,258	34	2,224	489
	Saint-Claude	10,146	208	9,938	8,917
	Saint-Laurent.....	1,175	50	1,125	745

LANDES.

.....	Castels.....	1,732	"	1,732	713
	Dax.....	10,196	360	9,836	8,307
	Montfort.....	1,543	33	1,510	536
	Peyrehorade	2,562	"	2,562	1,742
	Pouillon.....	3,336	16	3,320	298
	Saint-Martin-de-Seignaux	2,548	"	2,548	343
	Saint-Paul-lès-Dax	3,642	"	3,642	1,731
	Saint-Vincent-de-Tyrosse	1,554	"	1,554	746
	Soustons	3,902	"	3,902	1,653
	Tarnos.....	3,071	"	3,071	470
nt- rsan.	Biscarrosse.....	2,055	"	2,055	238
	Gabarret	1,285	11	1,274	970
	Grenade	1,372	"	1,372	744
	Labrit	1,159	"	1,159	229
	Minizan.....	1,303	"	1,303	259
	Mont-de-Marsan	11,274	1,706	9,568	8,541
	Morcenx.....	2,352	9	2,243	1,261
	Parentis-en-Born.....	1,964	"	1,964	412
	Pissos.....	1,698	"	1,698	600
	Roquefort.....	1,614	5	1,609	1,017
	Sabres.....	2,510	"	2,510	2,362
	Sore.....	1,939	"	1,939	501
	Villeneuve-de-Marsan.....	1,903	13	1,890	1,106
Bever.	Aire	4,510	357	4,153	2,439
	Amou.....	1,599	"	1,599	722
	Geaune.....	651	"	651	458
	Hagetmau	3,089	12	3,077	1,776
	Mugron.....	1,995	75	1,920	672
	Rion.....	2,520	"	2,520	1,134
	Saint-Sever	4,677	55	4,622	2,373
	Tartas.....	3,002	82	2,920	1,831

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
LOIR-ET-CHER.				
Blois	Blois	23,542	3,058	20,484
	Bracieux	1,117	■	1,117
	Contres	2,586	6	2,580
	Cour-Cheverny	2,218	■	2,218
	Herbault	898	8	890
	Marchenoir	672	8	664
	Mer	3,797	■	3,797
	Montrichard	2,830	29	2,821
	Onzain	2,385	93	2,292
	Ouzouer-le-Marché	1,502	■	1,502
	Pontlevoy	2,366	154	2,212
	Saint-Aignan	3,300	16	3,284
Romorantin.	Saint-Georges-sur-Cher	2,244	■	2,244
	Lamotte-Beuvron	2,254	313	1,941
	Lanthenay	2,454	■	2,454
	Mennetou-sur-Cher	1,081	■	1,081
	Neung-sur-Beuvron	1,351	■	1,351
	Romorantin	7,972	609	7,363
	Salbris	2,403	39	2,364
Vendôme...	Selles-sur-Cher	4,360	■	4,360
	Droué	1,172	2	1,170
	Mondoubleau	1,806	■	1,806
	Montoire-sur-le-Loir	3,217	30	3,187
	Morée	1,314	12	1,302
	Saint-Amand-de-Vendôme	806	■	806
	Savigny-sur-Braye	2,954	■	2,954
	Selennes	834	■	834
	Vendôme	9,777	1,143	8,634
LOIRE.				
Montbrison.	Boën	2,720	42	2,678
	Chazelles-sur-Lyon	3,607	■	3,607
	Feurs	3,719	■	3,719
	Montbrison	7,170	754	6,416
	Noirétable	2,052	62	1,990
	Panissières	4,714	■	4,714
	Saint-Bonnet-le-Château	2,383	196	2,187
	Saint-Galmier	3,296	17	3,279
	Saint-Georges-en-Couzan	1,189	8	1,181
	Saint-Jean-Soleymieux	1,163	60	1,103
	Saint-Just-sur-Loire	2,685	204	2,481
	Saint-Marcellin	2,050	■	2,050
	Saint-Rambert	3,049	■	3,049
	Sury-le-Comtal	2,713	■	2,713
	Usson	3,166	■	3,166
	Veauche	2,130	■	2,130

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1895.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Ambierle.....	2,577	#	2,577	686
Belmont.....	3,517	#	3,517	650
Bussièrès.....	2,154	3	2,151	704
Chartieu.....	3,359	196	5,163	4,816
Coteau (Le).....	3,714	69	3,645	3,345
Gresle (La).....	2,201	25	2,176	558
Montagny.....	2,001	12	1,989	825
Néronde.....	1,332	77	1,255	724
Neulize.....	2,063	#	2,063	1,109
Pacaudière (La).....	1,912	#	1,922	1,085
Perreux.....	2,230	76	2,154	447
Régny.....	2,223	#	2,223	1,603
Renaison.....	2,435	#	2,435	1,281
Riorges.....	2,011	#	2,011	115
Roanne.....	33,912	1,114	32,798	32,321
Saint-Germain-Laval.....	2,070	12	2,058	1,498
Saint-Haon-le-Châtel.....	674	#	674	637
Saint-Just-en-Chevalet.....	2,566	#	2,566	770
Saint-Just-la-Pendue.....	2,628	#	2,628	973
Saint-Symphorien-de-Lay.....	2,559	20	2,539	1,202
Bourg-Argental.....	4,513	74	4,439	3,187
Chambon-Feugerolles (Le).....	9,915	61	9,854	5,504
Doizieux.....	2,011	11	2,000	177
Firminy.....	15,771	#	15,771	13,720
Fouillouse (La).....	2,306	31	2,275	1,422
Grand-Croix (La).....	4,765	#	4,765	3,815
Izieux.....	6,785	#	6,785	5,252
Lorette.....	4,224	16	4,208	3,979
Pélussin.....	3,291	#	3,291	1,337
Ricamarie (La).....	7,310	#	7,310	3,516
Rive-de-Gier.....	13,803	167	13,636	13,592
Roche-la-Molière.....	4,789	#	4,789	2,679
Saint-Chanond.....	14,463	36	14,427	14,427
Saint-Étienne.....	136,030	6,800	129,300	120,300
Saint-Genest-Lerpt.....	4,144	194	3,950	1,617
Saint-Genest-Malifaux.....	2,572	99	2,473	801
Saint-Heand.....	2,704	8	2,696	1,020
Saint-Jean-Bonnefonds.....	4,031	21	4,010	884
Saint-Julien-en-Jarret.....	6,488	158	6,330	3,206
Saint-Julien-Molin-Molette.....	2,214	#	2,244	1,841
Saint-Martin-en-Coailleux.....	2,978	239	2,739	332
Saint-Paul-en-Jarret.....	3,568	18	3,550	1,738
Saint-Sauveur.....	2,168	#	2,168	925
Sorbiers.....	2,041	#	2,041	1,057
Talaudière (La).....	3,327	15	3,312	3,005
Terre-Noire.....	3,929	#	3,929	1,641
Unieux.....	4,377	16	4,361	453
Villars.....	2,512	#	2,512	2,012
LOIRE (HAUTE-).				
Auzon.....	1,606	#	1,606	980
Blesle.....	1,513	54	1,459	909
Brioude.....	4,963	225	4,738	4,661
Chaise-Dieu (La).....	1,608	96	1,512	1,084

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Brioude.... (suite.)	Langeac.....	4,391	141	4,532
	Lavoite-Chilhac.....	704	7	711
	Paulhaguet.....	1,624	92	1,716
	Pinols.....	792	7	800
	Sainte-Florine.....	3,079	18	3,097
Puy (Le)...	Allègre.....	1,720	106	1,826
	Cayres.....	1,622	14	1,636
	Coubon.....	2,489	10	2,499
	Craponne.....	4,082	313	4,395
	Espaly-Saint-Marcel.....	2,280	279	2,559
	Fay-le-Froid.....	1,253	40	1,293
	Loudes.....	1,589	27	1,616
	Monastier (Le).....	3,739	113	3,852
	Polignac.....	2,602	7	2,609
	Pradelles.....	1,861	145	1,906
	Puy (Le).....	20,793	3,642	24,435
	Rosières.....	2,434	51	2,485
	Saint-Front.....	2,516	7	2,523
	Saint-Julien-Chapteuil....	3,316	114	3,430
	Saint-Paulien.....	2,717	135	2,852
	Saugues.....	3,827	86	3,913
Yssingeaux.	Solignac-sur-Loire.....	1,355	7	1,362
	Vorey.....	2,217	31	2,248
	Araules.....	2,011	7	2,018
	Aurec.....	2,232	7	2,239
	Bas.....	2,940	12	2,952
	Beauzac.....	2,473	7	2,480
	Chambon-de-Tence (Le)..	2,490	7	2,497
	Dunières.....	3,135	59	3,194
	Lapte.....	2,705	7	2,712
	Mazet-Saint-Voy.....	2,830	7	2,837
	Monistrol-sur-Loire.....	4,918	285	5,203
	Montfaucon.....	1,196	156	1,352
	Retournac.....	3,859	79	3,938
	Riotord.....	3,992	12	4,004
	Saint-Didier-la-Séauve....	5,105	124	5,229
	Saint-Jeures.....	2,672	7	2,679
	Saint-Just-Malmont.....	3,203	94	3,297
	Saint-Maurice-de-Lignon..	2,183	7	2,190
	Saint-Pal-de-Chalençon...	2,322	95	2,417
	Saint-Pal-de-Mons.....	2,376	7	2,383
	Sainte-Sigolène.....	4,463	13	4,476
	Tence.....	4,884	20	4,904
	Yssingeaux.....	8,004	216	8,220
LOIRE-INFÉRIEURE.				
Ancenis....	Ancenis.....	5,048	1,150	6,198
	Belligné.....	2,099	7	2,106
	Cellier (Le).....	2,584	3	2,587

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complee à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Couffé	2,060	"	2,060	270
Joué-sur-Erdre	2,803	"	2,803	464
Ligné	2,636	"	2,636	399
Mésanger	2,790	"	2,790	349
Riaillé	2,268	"	2,268	570
Saint-Herblon	2,692	"	2,692	256
Saint-Mars-la-Jaille	1,845	"	1,845	774
Varades	3,089	"	3,089	673
Abbaretz	2,803	"	2,803	397
Châteaubriant	7,001	117	6,884	5,808
Derval	3,321	46	3,275	710
Erbray	2,726	"	2,726	275
Héric	3,950	"	3,950	558
Issé	2,463	"	2,463	401
Moisdon-la-Rivière	2,544	"	2,544	506
Nort	5,150	42	5,108	1,987
Nozay	3,978	"	3,978	1,446
Rougé	2,734	1	2,733	324
Saffré	3,670	"	3,670	367
Saint-Aubin-des-Châteaux	2,476	"	2,476	384
Saint-Julien-de-Vouvantes	1,724	"	1,724	496
Saint-Vincent-des-Landes	2,082	"	2,082	336
Sion	3,374	"	3,374	537
Soudan	2,652	"	2,652	485
Touches (Les)	2,051	"	2,051	241
Vay	3,298	"	3,298	361
Aigrefeuille	1,391	"	1,391	582
Bouaye	1,433	4	1,429	368
Bouguenais	3,761	165	3,596	368
Carquefou	2,751	10	2,741	539
Chantenay-sur-Loire	16,264	529	15,735	14,517
Chapelle-Basse-Mer (La)	2,854	"	2,854	633
Chapelle-sur-Erdre (La)	2,502	"	2,502	397
Chevrolière (La)	2,073	"	2,073	319
Clisson	2,904	"	2,904	2,334
Doulon	6,004	276	5,728	4,824
Gégné	2,224	"	2,224	447
Indre	3,739	12	3,727	2,609
Legé	4,551	"	4,551	941
Loroux-Bottreau (Le)	3,666	"	3,666	1,177
Machecoul	3,992	23	3,969	1,848
Montbert	2,559	13	2,546	322
Nantes	123,902	8,976	114,926	107,137
Rezé	7,803	84	7,719	553
Saint-Colombin	2,281	"	2,281	359
Saint-Herblain	2,508	4	2,504	230
Saint-Julien-de-Concelles	3,555	"	3,555	609
S'-Philbert-de-Grand-Lieu	3,980	136	3,844	1,048
Saint-Sébastien	2,497	"	2,497	383

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 3 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Nantes..... (Suite.)	Sucé.....	2,507	1	2,507
	Touvois.....	2,147	21	2,168
	Vallet.....	4,739	1	4,740
	Vertou.....	5,321	1	5,322
	Vieilleigne.....	3,393	1	3,394
Paimbœuf..	Arthon-en-Retz.....	2,354	1	2,355
	Bourgneuf-en-Retz.....	2,087	1	2,088
	Clion (Le).....	2,366	1	2,367
	Frossay.....	2,870	1	2,871
	Montagne (La).....	2,595	1	2,596
	Paimbœuf.....	2,134	55	2,189
	Pellerin (Le).....	2,270	15	2,285
	Pornic.....	2,017	26	2,043
	Rouans.....	2,183	1	2,184
	Sainte-Pazanne.....	2,687	1	2,688
S ^t -Nazaire..	Saint-Père-en-Retz.....	3,026	102	3,128
	Avesac.....	3,703	1	3,704
	Batz.....	2,506	1	2,507
	Blain.....	6,601	1	6,602
	Bouvron.....	3,112	14	3,126
	Campbon.....	3,625	48	3,673
	Chapelle-des-Marais (La).....	2,170	1	2,171
	Cordemais.....	2,164	10	2,174
	Couëron.....	5,947	6	5,953
	Croisic (Le).....	2,428	1	2,429
	Donges.....	2,925	13	2,938
	Fay-de-Bretagne.....	3,570	1	3,571
	Fégréac.....	2,946	1	2,947
	Guéméné-Penfao.....	6,765	10	6,775
	Guenrouet.....	3,814	1	3,815
	Guérande.....	7,054	231	7,285
	Herbignac.....	4,199	1	4,200
	Missillac.....	3,840	1	3,841
	Montoir-de-Bretagne.....	8,277	1	8,278
	Plessé.....	5,452	1	5,453
	Pontchâteau.....	4,814	49	4,863
	Saint-Étienne-de-Montluc.....	4,314	1	4,315
	Saint-Gildas-des-Bois.....	2,677	491	3,168
	Saint-Joachim.....	4,863	1	4,864
	Saint-Lyphard.....	2,011	1	2,012
	Saint-Nazaire.....	30,813	1,108	31,921
	Saint-Nicolas-de-Redon.....	2,348	1	2,349
	Savenay.....	3,172	223	3,395
	Turballe (La).....	2,786	158	2,944
	Vigneux.....	3,371	1	3,372
LOIRET.				
Gien.....	Beaulieu.....	2,618	1	2,619
	Bonny-sur-Loire.....	2,162	1	2,163
	Briare.....	5,814	1	5,815

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complee à part conformement à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Châtillon-sur-Loire.....	3,450	"	3,450	2,468
Coullons.....	2,938	"	2,938	917
Gien.....	8,271	191	8,079	6,669
Ouzouer-sur-Loire.....	1,139	"	1,139	537
Sully-sur-Loire.....	2,635	10	2,625	2,111
Amilly.....	2,220	45	2,175	164
Bellegarde.....	1,240	"	1,240	1,200
Châlette.....	2,356	85	2,271	1,234
Châteaurenard.....	2,368	5	2,363	1,291
Châtillon-sur-Coligny.....	2,257	7	2,250	1,712
Courtenay.....	2,738	"	2,738	1,903
Ferrières.....	1,675	9	1,666	1,163
Lorris.....	2,169	"	2,169	1,363
Montargis.....	11,314	1,500	9,814	9,779
Artenay.....	1,053	11	1,042	917
Beaugency.....	3,994	183	3,811	3,305
Châteauneuf-sur-Loire.....	3,392	11	3,381	2,869
Cléry.....	2,558	"	2,558	1,480
Ferté-Saint-Aubin (I.a.)...	3,437	52	3,385	2,450
Ingré.....	2,300	"	2,300	258
Jargeau.....	2,307	"	2,307	1,381
Meung-sur-Loire.....	3,210	48	3,162	2,922
Neuville-aux-Bois.....	2,532	13	2,519	1,337
Olivet.....	3,602	19	3,573	1,389
Orléans.....	66,699	7,577	59,122	56,915
Patay.....	1,462	12	1,450	1,339
Beaune-la-Rolande.....	1,753	3	1,750	979
Malesherbes.....	2,215	42	2,173	1,609
Outarville.....	585	"	585	407
Pithiviers.....	5,821	318	5,503	5,378
Puiseaux.....	2,057	4	2,053	1,918

LOT.

Cahors.....	14,502	2,171	12,331	10,882
Castelnau.....	3,147	29	3,118	900
Catus.....	1,209	"	1,209	607
Cazals.....	797	"	797	483
Lalbenque.....	1,700	"	1,700	545
Lauzès.....	404	"	404	208
Limogne.....	1,241	13	1,219	540
Luzech.....	1,539	16	1,513	706
Montcuq.....	1,868	97	1,771	982
Puy-l'Evêque.....	1,993	12	1,981	922
Saint-Géry.....	668	"	668	298
Bretenoux.....	892	"	892	783
Cajarc.....	1,661	"	1,661	964
Figeac.....	6,310	140	6,170	4,727
Lacapelle-Marival.....	1,307	43	1,264	846
Latronquière.....	550	"	550	290
Livernon.....	772	"	772	411
Saint-Céré.....	3,383	133	3,250	2,788

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Gourdon...	Gourdon.....	4,452	11	4,411
	Gramat.....	2,996	274	2,722
	Labastide-Murat.....	1,395	19	1,376
	Martel.....	2,236	—	2,236
	Payrac.....	1,069	—	1,069
	Saint-Germain.....	954	—	954
	Salviac.....	1,830	—	1,830
	Souillac.....	3,069	42	3,027
	Vayrac.....	1,760	—	1,760
LOT-ET-GARONNE.				
Agen.....	Agen.....	22,730	2,830	19,900
	Aiguillon.....	3,094	28	3,066
	Astaffort.....	2,039	—	2,039
	Beauville.....	1,044	—	1,044
	Laplume.....	1,305	12	1,293
	Laroque-Timbaut.....	1,168	23	1,145
	Lavrac.....	2,586	49	2,537
	Passage (Le).....	2,277	—	2,277
	Port-Sainte-Marie.....	2,211	6	2,205
	Prayssas.....	1,181	—	1,181
	Puymirol.....	1,140	—	1,140
	Bouglon.....	610	—	610
Marmande..	Castelmoron.....	1,649	—	1,649
	Clairac.....	3,203	—	3,203
	Duras.....	1,634	—	1,634
	Lauzun.....	1,116	4	1,112
	Marmande.....	9,888	646	9,242
	Mas-d'Agenais (Le).....	1,862	—	1,862
	Meilhan.....	1,931	19	1,912
	Miramont.....	2,034	66	1,968
	Sainte-Bazille.....	2,079	3	2,076
	Seyches.....	1,084	13	1,071
	Tonneins.....	6,796	—	6,796
	Casteljaloux.....	3,578	48	3,530
Nérac.....	Damazan.....	1,573	3	1,570
	Francescas.....	874	—	874
	Houillès.....	1,187	15	1,172
	Lavardac.....	2,530	—	2,530
	Mézin.....	2,604	22	2,582
	Nérac.....	6,683	88	6,595
Villeneuve- sur-Lot.	Cancon.....	1,274	—	1,274
	Castillonès.....	1,923	91	1,832
	Fumel.....	3,828	11	3,817
	Monclar.....	1,504	—	1,504
	Monflanquin.....	3,086	—	3,086
	Penne.....	2,535	—	2,535
	Sainte-Livrade.....	2,565	—	2,565

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Tournon-d'Agenais.....	1,077	#	1,077	414
Villeneuve-sur-Lot.....	13,561	578	12,983	7,685
Villercal.....	1,617	#	1,617	1,157

LOZÈRE.

Barre.....	546	7	539	304
Florac.....	1,947	26	1,921	1,641
Massegros (Le).....	348	#	348	240
Meyrueis.....	1,526	#	1,526	953
Pont-de-Montvert (Le)...	1,152	#	1,152	508
Sainte-Énimie.....	1,044	24	1,020	567
Saint-Germain-de-Calberte.	1,259	#	1,259	333
Aumont.....	1,298	#	1,298	861
Canourgue (La).....	1,821	96	1,725	1,346
Chanac.....	1,506	46	1,460	969
Fournels.....	531	#	531	208
Malzieu-Ville (Le).....	1,018	31	987	873
Marvejols.....	4,159	270	3,889	3,697
Nasbinais.....	1,291	53	1,238	789
Saint-Alban-sur-Limagnole.	2,519	452	2,067	711
Saint-Chély-d'Apcher.....	1,942	115	1,827	1,322
Saint-Germain-du-Teil...	1,226	#	1,226	434
Serverette.....	760	#	760	617
Bleygard (Le).....	649	50	599	444
Châteauneuf-de-Randon..	731	#	731	445
Grandrieu.....	1,655	57	1,598	354
Langogne.....	3,634	148	3,486	3,099
Mende.....	7,370	1,191	6,179	4,949
Saint-Amans.....	359	#	359	192
Villefort.....	1,201	44	1,157	936

MAINE-ET-LOIRE.

Angers.....	77,164	6,045	71,119	69,484
Bécon.....	2,042	#	2,042	1,024
Chalonnes-sur-Loire.....	4,470	#	4,470	2,166
Louroux-Béconnais (Le)..	2,848	#	2,848	808
Ponts-de-Cé (Les).....	3,530	#	3,530	1,765
Saint-Georges-sur-Loire..	2,354	3	2,351	1,035
Saint-Mathurin.....	2,070	5	2,065	526
Thouarcé.....	1,527	#	1,527	559
Tiercé.....	2,025	6	2,019	655
Treize.....	5,839	#	5,839	678
Baugé.....	3,344	186	3,158	3,029
Beaufort.....	4,278	21	4,257	2,182
Durtal.....	3,065	#	3,065	1,348

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comparée à pari conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Beaugé (Suite.)	Longué.....	4,227	#	4,227
	Mazé.....	3,071	63	3,008
	Morannes.....	2,274	.	2,274
	Noyant.....	1,591	#	1,591
	Seiches.....	1,396	15	1,381
Cholet.....	Beaupréau.....	3,834	201	3,633
	Champtoceaux.....	1,395	#	1,395
	Chemillé.....	4,365	15	4,350
	Cholet.....	17,844	1,794	16,050
	Geste.....	3,405	#	3,405
	Jallais.....	2,802	#	2,802
	Liré.....	2,145	#	2,145
	May-sur-Evre (Le).....	2,008	#	2,008
	Montfaucon.....	705	#	705
	Montjean.....	2,815	#	2,815
	Montrevault.....	761	#	761
	Pommeraye (La).....	2,995	205	2,790
	Saint-Florent-le-Vieil.....	2,096	#	2,096
Saumur....	Saint-Macaire.....	2,097	#	2,097
	Torfou.....	2,189	315	1,874
	Allonnes.....	2,116	#	2,116
	Doue.....	3,277	53	3,224
	Fontevault.....	2,855	1,395	1,460
	Gennes.....	1,566	#	1,566
	Montreuil-Bellay.....	2,011	#	2,011
	Rosiers (Les).....	2,078	#	2,078
	Saint-Lambert-des-Lèves.....	2,200	19	2,181
Segré.....	Saumur.....	16,440	1,385	15,055
	Vihiers.....	1,592	56	1,536
	Candé.....	2,142	12	2,130
	Chateaufort-sur-Sarthe.....	1,439	#	1,439
	Combree.....	2,147	185	1,962
	Freigné.....	2,019	#	2,019
	Lion-d'Angers (Le).....	2,535	#	2,535
	Pouance.....	3,355	62	3,293
Avranches..	Segré.....	3,719	35	3,684
	Avranches.....	7,845	192	7,653
	Brecy.....	2,300	4	2,296
	Ducey.....	1,831	111	1,720
	Grauville.....	12,005	1,563	10,442
	Haye-Pesnel (La).....	978	43	935
	Pontorson.....	2,455	156	2,299
	Saint-James.....	2,965	4	2,961
	Sartilly.....	1,202	20	1,182
	Villedieu.....	3,285	74	3,211

MANCHE.

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Beaumont.....	614	#	614	278
Cherbourg.....	40,783	8,789	32,494	32,481
Equeurdreville.....	5,765	10	5,755	4,610
Octeville.....	3,352	14	3,338	2,499
Tourelville.....	8,304	276	8,028	4,255
Pieux (Les).....	1,358	#	1,358	594
Saint-Pierre-Eglise.....	1,884	114	1,770	1,144
Bréhal.....	1,352	20	1,332	699
Cerisy-la-Salle.....	1,515	#	1,515	517
Coutances.....	7,403	716	6,687	6,687
Gavray.....	1,340	#	1,340	817
Hambye.....	2,039	#	2,039	232
Haye-du-Puits (La).....	1,439	#	1,439	1,239
Lessay.....	1,274	#	1,274	395
Montmartin-sur-Mer.....	998	#	998	764
Périers.....	2,720	54	2,666	2,014
Saint-Malo-de-la-Lande.....	516	#	516	47
Saint-Sauveur-Lendelin.....	1,460	#	1,460	343
Barenton.....	2,208	120	2,088	708
Isigny.....	320	#	320	65
Juvigny.....	758	#	758	323
Mortain.....	2,411	164	2,447	1,936
Saint-Hilaire-du-Harcouët.....	3,836	44	3,792	3,194
Saint-Pois.....	768	#	768	330
Sourdeval.....	3,617	#	3,617	1,578
Teilleul (Le).....	2,104	#	2,104	739
Canisy.....	684	#	684	249
Carantan.....	3,739	198	3,541	3,095
Marigny.....	1,311	#	1,311	543
Percy.....	2,591	#	2,591	535
Saint-Clair.....	563	#	563	165
Saint-Jean-de-Daye.....	343	#	343	139
Saint-Lô.....	11,131	2,181	8,640	8,736
Tessy-sur-Vire.....	1,336	#	1,336	688
Torgny-sur-Vire.....	1,992	87	1,905	1,849
Barneville.....	872	#	872	524
Briquebec.....	2,761	89	2,672	1,490
Brix.....	2,054	34	2,020	155
Montebourg.....	2,161	131	2,030	1,920
Picauville.....	2,503	554	1,949	766
Quettehou.....	1,258	#	1,258	510
Sainte-Mère-Eglise.....	1,353	43	1,310	617
Saint-Sauveur-le-Vicomte.....	2,647	104	2,543	1,392
Saint-Vaast-la-Hougue.....	2,590	#	2,590	2,444
Valognes.....	6,006	422	5,584	4,613

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
MARNE.				
Châlons-sur-Marne.	Châlons-sur-Marne.....	26,630	6,050	20,580
	Ecury-sur-Coole.....	326	—	326
	Marson.....	296	—	296
	Mourmelon-le-Grand.....	7,078	4,709	2,369
	Suippes.....	2,943	95	2,848
	Vertus.....	3,000	117	2,883
Épernay....	Anglure.....	792	—	792
	Avize.....	2,652	29	2,623
	Dormans.....	2,231	6	2,225
	Épernay.....	19,377	487	18,890
	Esternay.....	1,595	—	1,595
	Ère-Champenoise.....	2,093	3	2,090
	Montmirail.....	2,402	125	2,277
	Montmort.....	656	—	656
Reims.....	Sézanne.....	4,801	295	4,506
	Av.....	7,061	60	7,001
	Beine.....	775	—	775
	Bourgogne.....	780	—	780
	Châtillon-sur-Marne.....	1,062	97	965
	Dizy-Magenta.....	2,844	—	2,844
	Fismes.....	3,343	3	3,340
	Pont-Faverger.....	2,092	7	2,085
	Reims.....	107,963	7,719	100,244
	Verzenay.....	2,130	—	2,130
	Verzy.....	1,470	16	1,454
	Ville-en-Tardenois.....	479	—	479
Sainte-Menehould.	Warméville.....	2,358	—	2,358
	Dommartin-sur-Yèvre.....	196	—	196
	Sainte-Menehould.....	5,317	866	4,451
	Ville-sur-Tourbe.....	475	—	475
	Heiltz-le-Maurupt.....	707	—	707
Vitry-le-François.	Saint-Remy-en-Bouzemont- Saint-Genest-et-Isson...	727	—	727
	Sermaize-les-Bains.....	2,523	21	2,502
	Sompuis.....	412	—	412
	Thiéblemont-Farémont...	305	—	305
	Vitry-le-François.....	8,400	644	7,756
MARNE (HAUTE-).				
Chaumont..	Andelot.....	949	—	949
	Arc-en-Barrois.....	1,055	—	1,055
	Bourmont.....	746	9	737
	Châteauvillain.....	1,279	20	1,259
	Chaumont.....	13,428	1,785	11,643
	Clefmont.....	361	—	361
	Juzennecourt.....	282	—	282
	Nogent-en-Bassigny.....	3,428	—	3,428
	Saint-Blin.....	502	—	502
	Vignory.....	519	—	519

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Auberive.....	417	#	417	312
Bourbonne-les-Bains.....	4,154	45	4,111	3,837
Pays-Billot.....	2,237	1	2,236	2,117
Laferté-sur-Amançe.....	474	#	474	430
Langres.....	10,330	2,619	7,711	7,009
Longeau.....	360	#	360	354
Montigny-le-Roi.....	1,036	#	1,036	1,014
Neuilly-l'Évêque.....	1,018	#	1,018	997
Prauthoy.....	809	#	809	809
Varennes-sur-Amançe.....	863	#	863	870
Chevillon.....	1,083	#	1,083	865
Boulaincourt.....	1,069	#	1,069	1,069
Boulevant-le-Château.....	560	#	560	522
Joinville.....	3,814	143	3,671	3,429
Montier-en-Der.....	1,559	19	1,540	1,297
Poissons.....	1,054	#	1,054	1,028
Saint-Dizier.....	13,947	1,094	12,851	9,785
Wassy.....	3,697	95	3,602	2,822

MAYENNE.

Bière.....	984	#	984	471
Château-Gantier.....	7,227	156	7,071	7,071
Cossé-le-Vivien.....	2,808	5	2,803	1,520
Craon.....	4,249	88	4,166	3,373
Erz-en-Bouère.....	1,528	#	1,528	614
Genazé.....	3,549	#	3,549	2,884
Saint-Aignan-sur-Roë.....	984	#	984	453
Saint-Denis-d'Anjou.....	2,159	3	2,156	1,001
Andouillé.....	2,526	#	2,526	718
Argentré.....	1,414	#	1,414	505
Chailland.....	1,728	#	1,728	413
Évron.....	4,158	320	3,838	2,689
Juvigné.....	2,533	#	2,533	461
Laval.....	29,853	3,093	26,760	24,807
Lairon.....	1,036	#	1,036	371
Meslay.....	1,766	32	1,734	1,155
Montsûrs.....	1,638	#	1,638	1,449
Sainte-Suzanne.....	1,448	#	1,448	450
Ambrières.....	2,398	8	2,390	1,309
Sais.....	1,824	8	1,816	770
Châtillon-sur-Colmont.....	2,126	#	2,126	501
Couptrain.....	406	#	406	406
Ernée.....	5,234	145	5,089	3,603
Fougerolles.....	2,444	43	2,401	798
Gorron.....	2,557	34	2,523	1,891
Gorps (La).....	1,336	#	1,336	301
Javron.....	2,087	42	2,045	601
Lassay.....	2,490	200	2,290	1,461
Mayenne.....	10,299	1,921	8,378	7,262
Neau.....	2,475	#	2,471	866
Pezé (La).....	2,822	#	2,822	523
Pré-en-Pail.....	3,044	#	3,044	1,248
Saint-Denis-de-Gastines.....	2,883	#	2,883	885
Villaines-la-Juhel.....	2,583	12	2,571	1,526

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
MEURTHE-ET-MOSELLE.				
Briey.....	Audun-le-Romain.....	541	#	541
	Briey.....	1,001	95	1,096
	Chambley.....	603	#	603
	Conflans.....	621	#	621
	Herserange.....	2,164	#	2,164
	Hussigny-Godbraucg.....	2,370	#	2,370
	Jœuf.....	3,123	#	3,123
	Longuyon.....	3,245	334	2,911
	Longwy.....	7,788	1,566	6,222
	Mont-Saint-Martin.....	2,440	316	2,124
Lunéville...	Willerupt.....	3,659	#	3,659
	Arracourt.....	703	#	703
	Baccarat.....	6,772	919	5,853
	Badonviller.....	1,689	#	1,689
	Bayon.....	1,251	33	1,218
	Blâmont.....	1,934	10	1,924
	Cirey.....	2,315	#	2,315
	Gerbéviller.....	1,596	10	1,586
	Lunéville.....	22,599	4,883	17,716
	Champigneulles.....	3,088	239	2,849
Nancy.....	Dombasle.....	5,206	#	5,206
	Frouard.....	3,683	#	3,683
	Haroué.....	602	164	438
	Jarville.....	3,177	309	2,868
	Laxou.....	3,725	1,703	2,022
	Malzéville.....	3,114	#	3,114
	Maxéville.....	2,366	53	2,313
	Nancy.....	96,306	12,622	83,684
	Nomeny.....	1,348	#	1,348
	Pompey.....	3,094	57	3,037
	Pont-à-Mousson.....	12,701	1,306	11,395
	Pont-Saint-Vincent.....	2,163	254	1,909
	Rosières-aux-Salines.....	2,392	131	2,261
	Saint-Nicolas.....	5,940	1,116	4,824
	Vandœuvre.....	2,110	719	1,391
Toul.....	Varangéville.....	2,390	#	2,390
	Vézelize.....	1,370	#	1,370
	Colombey-les-Belles.....	800	#	800
	Domèvre-en-Haye.....	354	#	354
	Écrouves.....	8,531	7,576	955
	Thiaucourt.....	1,265	32	1,233
	Toul.....	12,201	2,920	9,281
MEUSE.				
Bar-le-Duc..	Ancerville.....	1,872	#	1,872
	Bar-le-Duc.....	18,249	2,584	15,665
	Fains.....	2,075	608	1,467
	Ligny-en-Barrois.....	5,352	23	5,329

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Montiers-sur-Saulx.....	902	#	902	710
Revigny.....	1,810	12	1,798	1,706
Triaucourt.....	860	#	860	785
Vaubecourt.....	802	#	802	782
Vaincourt.....	543	#	543	514
Commercy.....	8,108	2,991	5,117	5,067
Gondrecourt.....	1,611	32	1,579	1,509
Lerouville.....	2,874	1,654	1,220	1,181
Pierrefitte.....	438	#	438	426
Saint-Mihiel.....	9,260	3,911	5,349	5,243
Vaucouleurs.....	3,051	119	2,932	2,752
Vigneulle-les-Hattonchâtel	876	#	876	876
Void.....	1,175	51	1,124	1,111
Damvillers.....	830	#	830	812
Dun-sur-Meuse.....	909	5	904	904
Montfaucon.....	870	#	870	855
Montmédy.....	2,733	652	2,081	1,718
Spincourt.....	453	#	453	416
Stenay.....	4,307	1,235	2,972	2,546
Charny.....	426	#	426	395
Clermont-en-Argonne.....	1,265	13	1,252	1,105
Elain.....	2,809	44	2,765	2,720
Fresnes-en-Wœvre.....	738	#	738	722
Souilly.....	630	#	630	623
Thierville.....	3,169	2,222	947	493
Varennnes-en-Argonne.....	1,309	16	1,293	1,277
Verdun-sur-Meuse.....	22,151	8,766	13,385	12,780

MORBIHAN.

Auray.....	6,466	367	6,099	5,193
Bélz.....	2,880	#	2,880	425
Brech.....	2,356	283	2,073	180
Bobry.....	3,966	#	3,966	449
Camors.....	2,553	#	2,553	393
Carnac.....	2,913	#	2,913	587
Caudan.....	7,999	#	7,999	355
Clégner.....	2,258	10	2,248	218
Erdeven.....	2,293	8	2,285	286
Groix.....	5,222	#	5,222	934
Guidel.....	4,366	32	4,334	954
Hennebont.....	8,071	302	7,772	5,854
Inguiniel.....	2,684	#	2,684	548
Iszinnac.....	3,748	#	3,748	513
Kervignac.....	2,631	#	2,631	436
Languidic.....	7,498	59	7,439	917
Locoal-Mendon.....	2,159	#	2,159	266
Lorient.....	41,894	5,060	36,834	36,434
Palas (Le).....	4,931	953	3,978	2,427
Plomeur.....	13,105	#	13,105	1,058
Plouay.....	4,572	10	4,562	1,598

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'arrêté du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Lorient (Suite.)	Plouhinec	3,820	8	3,820
	Plumergat	2,588	360	2,948
	Pluneret	3,459	470	3,929
	Pluvigner	5,161	26	5,187
	Pont-Scorff	1,861	8	1,869
	Port-Louis	3,468	235	3,703
	Quéven	2,338	8	2,346
	Quiberon	3,060	8	3,068
	Quistinic	2,382	8	2,390
	Riantec	5,981	8	5,989
	Bignan	2,756	21	2,777
	Bréhan-Loudéac	2,686	65	2,751
	Campénéac	2,249	8	2,257
	Guégon	3,125	8	3,133
Ploërmel...	Guer	3,547	8	3,555
	Guilliers	2,267	5	2,272
	Josselin	2,453	142	2,595
	Lanouée	2,440	8	2,448
	Loyat	2,042	8	2,050
	Malestroit	1,685	45	1,730
	Mauron	4,476	8	4,484
	Ménéac	3,805	8	3,813
	Mohon	2,300	8	2,308
	Ploërmel	6,041	560	6,601
	Plumelec	3,043	8	3,051
	Rohan	594	8	602
	Saint-Jean-Brévelay	2,052	8	2,060
	Sérent	3,134	8	3,142
Pontivy....	Taupont	2,231	8	2,239
	Trinité-Porthoët (La)	1,230	8	1,238
	Baud	4,677	36	4,713
	Cléguérec	3,560	4	3,564
	Faouët (Le)	3,142	120	3,262
	Gourin	4,723	91	4,814
	Guéméné	1,868	132	1,999
	Guénin	2,034	3	2,037
	Guern	2,677	8	2,685
	Guiscriff	4,594	54	4,648
	Langonnet	3,681	65	3,746
	Langvéneq	2,322	28	2,350
	Locminé	2,073	62	2,135
	Melrand	3,535	8	3,543
	Meslan	2,168	8	2,176
	Moreac	3,150	8	3,158
	Naizin	2,321	8	2,329
	Noyal-Pontivy	3,545	8	3,553
	Ploërdut	3,426	8	3,434
	Pluméliau	4,603	14	4,617
	Plumelin	2,301	343	2,644
	Pontivy	9,292	1,178	10,470
	Priziac	2,532	275	2,807
	Séglien	2,005	9	2,014

COMMUNES.	POPULATION totale	POPULATION comptée à part conforme ment à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Allaire.....	2,374	"	2,374	319
Baden.....	2,716	"	2,716	636
Caden.....	2,389	"	2,389	247
Carentoir.....	4,069	"	4,069	479
Elven.....	3,432	"	3,432	938
Férel.....	2,026	"	2,026	212
Gacilly (La).....	1,640	"	1,640	840
Grand-Champ.....	3,269	"	3,269	736
Malansac.....	2,279	"	2,279	536
Muzillac.....	2,594	"	2,594	1,375
Nivillac.....	3,544	"	3,544	271
Noyal-Muzillac.....	2,345	"	2,345	443
Peaule.....	2,480	"	2,480	400
Peillac.....	2,007	"	2,007	362
Questembert.....	4,152	18	4,134	1,156
Roche-Bernard (La).....	1,180	"	1,180	1,180
Rochefort-en-Terre.....	653	"	653	626
Saint-Avé.....	2,427	685	1,742	324
Saint-Dolay.....	2,897	"	2,897	702
Sarzeau.....	5,097	188	4,909	770
Sené.....	2,703	"	2,703	402
Surzur.....	2,131	"	2,131	495
Theix.....	2,584	"	2,584	604
Vannes.....	22,189	4,746	17,443	15,532

NIEVRE.

Alligny-en-Morvand.....	2,162	"	2,162	232
Arléuf.....	2,650	"	2,650	355
Château-Chinon.....	2,554	148	2,406	2,406
Châtillon-en-Bazois.....	1,751	8	1,743	1,001
Luzy.....	3,321	"	3,321	2,415
Montsauche.....	1,463	"	1,463	247
Moulins-Engilbert.....	3,214	3	3,211	1,505
Oouroux.....	2,565	"	2,565	529
Villapourçon.....	3,101	"	3,101	189
Brassy.....	2,206	"	2,206	211
Brion.....	472	"	472	376
Clamecy.....	5,501	131	5,370	4,792
Corbigny.....	2,373	126	2,247	1,966
Entrains-sur-Nohain.....	2,365	"	2,365	1,434
Lormes.....	2,886	18	2,868	1,798
Tannay.....	1,177	14	1,163	982
Varzy.....	2,615	46	2,569	1,655
Charité (La).....	5,339	623	4,716	4,338
Cosne.....	8,610	1,464	7,146	5,754
Donzy.....	3,095	7	3,088	1,709
Pouilly.....	2,840	"	2,840	1,866
Prémery.....	2,574	9	2,565	1,345
Saint-Amand-en-Puisaye.....	2,261	"	2,261	1,225

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Nevers.....	Cercy-la-Tour.....	2,392	16	2,376
	Decize.....	5,134	448	4,686
	Dornes.....	2,355	—	2,355
	Fourchambault.....	6,021	17	6,004
	Fours.....	1,574	—	1,574
	Garchizy.....	2,070	—	2,070
	Guérigny.....	3,368	—	3,368
	Imphy.....	2,546	—	2,546
	Lucenay-lès-Aix.....	2,540	—	2,540
	Machine (La).....	4,821	—	4,821
	Nevers.....	27,108	2,843	24,265
	Pougues-les-Baux.....	1,562	1	1,561
	Saint-Benin-d'Azy.....	1,893	—	1,893
Avesnes.....	Saint-Pierre-le-Moutier.....	2,937	9	2,928
	Saint-Saulge.....	2,150	32	2,118
NORD.				
Avesnes.....	Anor.....	4,578	—	4,578
	Avesnelles.....	2,485	—	2,485
	Avesnes.....	6,400	1,217	5,183
	Bavay.....	1,960	171	1,789
	Berlaimont.....	2,648	101	2,547
	Bousies.....	3,109	—	3,109
	Cousolre.....	3,311	18	3,293
	Etrœungt.....	2,233	—	2,233
	Feignies.....	2,948	139	2,809
	Ferrière-la-Grande.....	3,719	—	3,719
	Fourmies.....	15,287	175	15,112
	Glageon.....	2,880	54	2,826
	Gommegnies.....	3,517	—	3,517
	Hautmont.....	11,336	—	11,336
	Jeumont.....	3,626	46	3,580
	Landrecies.....	4,069	639	3,430
	Louvroil.....	4,389	—	4,389
	Maubeuge.....	19,799	1,535	18,264
Cambrai....	Poix-du-Nord.....	2,426	—	2,426
	Quesnoy (Le).....	3,872	603	3,269
	Sains-du-Nord.....	3,886	—	3,886
	Sars-Poteries.....	2,462	—	2,462
	Solre-le-Château.....	1,767	70	1,697
	Trelon.....	1,308	—	1,308
	Wignehies.....	5,987	—	5,987
	Avesnes-lès-Aubert.....	4,702	—	4,702
	Beauvois.....	3,990	—	3,990
	Bertry.....	3,055	—	3,055
	Busigny.....	3,069	—	3,069
	Cambrai.....	25,250	3,302	21,948
	Cateau (Le).....	10,451	28	10,423
	Carnières.....	1,642	—	1,642

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complexe à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1856.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Candry.....	9,460	"	9,460	9,376
Clary.....	2,572	"	2,572	2,474
Crèvecœur-sur-l'Escaut...	2,335	52	2,283	1,911
Escandœuvres.....	2,763	184	2,579	2,556
Fontaine-au-Pire.....	2,337	"	2,337	2,313
Fontaine-Notre-Dame.....	2,064	"	2,064	1,840
Gouzeaucourt.....	2,219	"	2,219	2,130
Haussey.....	2,776	"	2,776	2,650
Iwuy.....	3,976	22	3,954	3,882
Ligny-en-Cambrésis.....	2,218	"	2,218	2,188
Marcoing.....	2,001	"	2,001	1,895
Marets.....	2,874	59	2,815	2,635
Masnières.....	2,615	"	2,615	2,469
Neuvilly.....	2,627	"	2,627	2,602
Quiévy.....	3,317	"	3,317	3,266
Rieux.....	2,176	"	2,176	2,176
Rumilly.....	2,225	"	2,225	2,139
Saint-Aubert.....	2,403	"	2,403	2,366
Saint-Hilaire-lez-Cambrai..	2,355	"	2,355	2,335
Saint-Souplet.....	2,340	"	2,340	2,087
Saulzoir.....	2,130	"	2,130	2,130
Solesmes.....	6,322	125	6,197	5,704
Viesly.....	2,827	"	2,827	2,748
Villers-Outréau.....	2,812	"	2,812	2,757
Wallencourt.....	2,217	"	2,217	2,167
Aniches.....	6,924	"	6,924	6,437
Arleux.....	1,723	"	1,723	1,405
Auberchicourt.....	2,739	"	2,739	2,653
Auby.....	2,685	41	2,644	1,681
Dechy.....	2,394	"	2,394	2,301
Douai.....	1,397	4,682	26,715	20,006
Fenain.....	32,516	"	2,516	2,445
Flers.....	2,504	"	2,504	1,248
Flines-lès-Raches.....	4,074	53	4,021	3,995
Lallaing.....	2,059	4	2,055	1,925
Landas.....	2,078	"	2,078	229
Marchiennes.....	3,246	"	3,246	2,535
Nomain.....	2,364	"	2,364	332
Orchies.....	4,137	121	4,016	3,462
Raimbeaucourt.....	2,599	11	2,588	2,577
Roost-Warendin.....	2,701	"	2,701	2,412
Sin-le-Noble.....	6,969	126	6,843	5,137
Somain.....	6,021	21	6,021	5,161
Waziers.....	2,516	"	2,516	1,923
Bergues.....	5,258	541	4,717	4,717
Bourboorg-Campagne.....	2,812	"	2,812	1,391
Bourbourg-Ville.....	2,513	82	2,431	2,431
Coudekerque-Branche.....	4,365	"	4,365	2,994
Dunkerque.....	39,718	1,858	37,860	37,860
Grand-Fort-Philippe.....	3,029	"	3,029	3,029
Gravelines.....	5,907	202	5,705	3,818
Hondschoote.....	3,315	42	3,273	1,783
Loos-Plage.....	2,704	"	2,704	1,299

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'arrêté du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Dunkerque. (suite.)	Malo-les-Bains.....	3,032	1	3,032
	Petite-Synthe.....	3,311	1	3,311
	Rosendaël.....	8,873	286	9,159
	Saint-Pol-sur-Mer.....	7,492	88	7,580
	Warhem.....	2,117	2	2,119
	Watten.....	2,030	4	2,034
	Wormhoudt.....	3,498	19	3,517
Hazebrouck.	Bailleul.....	13,449	1,535	14,984
	Boeschépe.....	2,208	5	2,213
	Cassel.....	3,562	40	3,602
	Estaires.....	6,569	69	6,638
	Gorgue (La).....	3,968	92	4,060
	Hazebrouck.....	12,571	592	13,163
	Merville.....	7,720	260	7,980
	Méteren.....	2,414	23	2,437
	Morbecque.....	3,222	14	3,236
	Nieppe.....	5,642	34	5,676
	Renescure.....	2,148	20	2,168
	Steenvoorde.....	4,476	72	4,548
	Steenwerck.....	4,056	30	4,086
	Vieux-Berquin.....	2,986	22	2,998
	Annappes.....	2,860	142	2,992
	Annœullin.....	5,013	1	5,014
	Armentières.....	29,603	1,663	31,266
Lille.....	Ascq.....	2,450	1	2,451
	Baisieux.....	2,041	1	2,042
	Bassée (La).....	4,017	113	4,130
	Bauvin.....	2,398	7	2,405
	Bondues.....	3,146	24	3,170
	Bousbecques.....	2,774	21	2,795
	Chapelle-d'Armentières.....	4,262	19	4,281
	Comines.....	7,527	1	7,528
	Croix.....	14,338	1	14,339
	Cysoing.....	3,379	1	3,380
	Erquinghem-Lys.....	2,418	1	2,419
	Faches.....	3,800	1	3,801
	Flers.....	4,085	1	4,086
	Frelighien.....	2,614	57	2,671
	Fretin.....	2,124	1	2,125
	Gondécourt.....	2,183	40	2,223
	Halluin.....	15,781	67	15,848
	Haubourdin.....	7,858	509	8,367
	Hellemmes-Lille.....	6,967	15	7,002
	Hem.....	4,312	44	4,356
	Houplines.....	7,768	112	7,880
	Lambersart.....	4,820	1	4,821
	Lannoy.....	1,929	1	1,930
	Leers.....	3,738	1	3,739
	Lille.....	216,276	11,545	227,821
	Linselles.....	4,634	1	4,635
	Lomme.....	5,677	19	5,696
	Loos.....	8,770	1,488	10,258
	Lys-lès-Lannoy.....	5,604	1	5,605

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu
Madeleine (La).....	10,779	177	10,602	10,507
Marcq-en-Barœul.....	10,392	397	9,995	6,892
Marquette.....	4,930	894	4,036	3,800
Mons-en-Barœul.....	3,575	338	3,337	3,257
Mouveaux.....	5,786	"	5,786	4,449
Neuville-en-Ferrain.....	4,248	"	4,248	2,593
Pérenchies.....	3,164	"	3,164	2,653
Pont-à-Marcq.....	914	8	906	725
Quesnoy-sur-Deûle.....	5,254	98	5,156	2,688
Ronchin.....	3,513	111	3,402	1,876
Roncq.....	6,726	21	6,705	3,835
Roubaix.....	124,661	1,029	123,632	113,899
Sainghin-en-Weppes.....	2,837	23	2,814	2,347
Saint-André.....	2,769	"	2,769	2,355
Santes.....	2,253	"	2,253	1,434
Seclin.....	6,245	65	6,180	5,306
Templeuve.....	3,054	22	3,032	997
Tourcoing.....	73,353	644	72,709	55,705
Wambrechies.....	4,599	5	4,594	2,592
Wasquehal.....	4,901	42	4,859	1,420
Wattignies.....	2,752	10	2,742	1,124
Wattrelos.....	22,731	107	22,624	10,597
Wavrin.....	3,809	"	3,809	2,418
Wervicq-Sud.....	2,311	"	2,311	1,520
Willems.....	2,092	"	2,092	1,709
Abbecon.....	2,919	"	2,919	1,899
Anzin.....	12,768	76	12,742	12,606
Aulnoy.....	2,335	"	2,335	2,045
Bouchain.....	1,527	168	1,359	897
Bruay.....	6,053	"	6,053	3,046
Condé-sur-l'Escaut.....	4,481	499	3,982	2,753
Crespin.....	2,233	"	2,233	2,233
Denain.....	19,916	"	19,916	17,356
Deuchy.....	2,815	"	2,815	2,575
Escaudain.....	3,965	"	3,965	2,541
Fresnes.....	6,844	83	6,761	4,863
Hasnon.....	3,094	"	3,094	1,038
Haspres.....	3,027	"	3,027	2,930
Haveluy.....	2,063	"	2,063	1,906
Hergnies.....	3,533	"	3,533	3,533
Hérin.....	2,350	"	2,350	2,302
Lecelles.....	2,144	"	2,144	1,505
Lourches.....	4,863	130	4,733	4,733
Maing.....	2,528	"	2,528	2,320
Marly.....	2,863	"	2,863	2,494
Marquette.....	2,403	"	2,403	2,374
Onnaing.....	4,613	"	4,613	4,432
Préseau.....	2,119	"	2,119	2,119
Quarouble.....	2,581	"	2,581	2,377
Quiévrechain.....	2,155	"	2,155	1,447
Raismes.....	6,634	"	6,634	3,778
Saint-Amand.....	13,038	228	12,810	9,187
Saint-Saulve.....	3,126	144	2,982	2,352

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.
Valenciennes (suite.)	Sentinelles (La).....	2,735	#	2,735
	Trith-Saint-Léger.....	3,716	#	3,716
	Valenciennes.....	29,912	2,425	27,487
	Vieux-Condé.....	7,125	#	7,125
	Wallers.....	3,669	#	3,669
OISE.				
Beauvais...	Allonne.....	2,433	#	2,433
	Auneuil.....	1,444	#	1,444
	Beauvais.....	19,906	3,271	16,635
	Bresles.....	2,269	20	2,249
	Chaumont.....	1,443	#	1,443
	Coudray-Saint-Germer (Le).....	431	#	431
	Formerie.....	1,340	20	1,320
	Grandvilliers.....	1,647	31	1,616
	Marseille.....	754	#	754
	Méru.....	4,558	#	4,558
Clermont...	Nivillers.....	170	#	170
	Noailles.....	1,465	#	1,465
	Songesons.....	1,035	22	1,013
	Breteuil.....	2,991	68	2,923
	Bury.....	2,412	#	2,412
	Clermont.....	5,731	1,912	3,819
	Crèvecœur-le-Grand.....	2,189	49	2,140
	Froissy.....	581	#	581
Compiègne.	Liancourt.....	4,169	42	4,127
	Maignelay.....	701	18	683
	Mouy.....	3,305	42	3,263
	Saint-Just-en-Chaussée.....	2,370	4	2,366
	Attichy.....	823	#	823
	Chiry-Ourscamps.....	2,050	#	2,050
	Compiègne.....	15,215	2,302	12,913
	Estrées-Saint-Denis.....	1,567	5	1,562
Senlis.....	Guiscard.....	1,413	18	1,395
	Lassigny.....	863	#	863
	Noyon.....	7,458	1,146	6,312
	Ressons-sur-Matz.....	925	#	925
	Ribécourt.....	826	#	826
	Betz.....	627	#	627
	Chantilly.....	4,211	118	4,093
	Creil.....	8,456	8	8,448
Senlis.....	Crépy-en-Valois.....	4,381	50	4,331
	Gouvieux.....	2,360	#	2,360
	Montataire.....	5,936	#	5,936
	Nanteuil-le-Haudouin.....	1,524	#	1,524
	Neuilly-en-Thelle.....	1,607	#	1,607
	Nogent-les-Vierges.....	3,076	30	3,046
	Pont-Sainte-Maxence.....	2,586	208	2,378
	Senlis.....	7,207	1,319	5,888

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
ORNE.				
Alençon.....	17,841	2,454	15,387	14,526
Carrouges.....	888	#	888	687
Courtomer.....	1,011	#	1,011	387
Méle-sur-Sarthe (Le).....	744	18	726	699
Sées.....	4,275	442	3,833	2,836
Argentan.....	6,309	716	5,593	5,070
Briouze.....	1,644	32	1,612	900
Ecouché.....	1,448	53	1,395	1,286
Exmes.....	548	#	548	409
Ferté-Frénél (La).....	456	#	456	392
Gacé.....	1,726	75	1,651	1,454
Merlerault (Le).....	1,270	#	1,270	810
Mortrée.....	1,120	#	1,120	441
Putanges.....	584	#	584	434
Trun.....	1,570	#	1,570	1,443
Vimoutiers.....	3,559	21	3,538	2,430
Athis.....	3,051	5	3,046	482
Céaucé.....	2,807	#	2,806	765
Champsecret.....	2,521	#	2,521	229
Domfront.....	4,966	534	4,432	2,397
Ferté-Macé (La).....	7,775	228	7,547	5,079
Fiers.....	13,404	108	13,296	11,103
Juvigny-sous-Andaine.....	1,333	#	1,333	205
Lonlay-l'Abbaye.....	2,462	#	2,462	429
Messei.....	1,125	#	1,125	343
Pussais.....	1,622	#	1,622	522
Saint-Frambault-sur-Pisse.....	2,173	#	2,173	397
S'-Georges-des-Groseillers.....	2,344	8	2,336	91
Tinchebray.....	4,599	333	4,266	2,771
Bazoches-sur-Hoëne.....	880	#	880	300
Bellême.....	2,599	#	2,599	2,599
Ceton.....	2,761	#	2,761	945
Laigle.....	5,125	46	5,079	4,309
Longny.....	1,860	19	1,841	1,244
Mortagne.....	4,277	61	4,216	3,872
Moulins-la-Marche.....	1,044	#	1,044	763
Nocé.....	1,208	#	1,208	543
Pervenchères.....	718	#	718	165
Rémalard.....	1,616	131	1,485	1,066
Thail (Le).....	1,075	13	1,062	767
Tourouvre.....	1,660	#	1,660	566
PAS-DE-CALAIS.				
Arras.....	26,144	5,058	21,086	20,599
Avion.....	5,900	#	5,900	4,542
Bapaume.....	3,144	308	2,836	2,836
Beaumont-les-Loges.....	550	#	550	550
Bertincourt.....	1,307	#	1,307	1,282
Bicche-Saint-Waast.....	2,073	#	2,073	1,843
Bucquoy.....	2,183	29	2,154	1,984
Croisilles.....	1,555	#	1,555	1,555

ARRONDISSE- MENT.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Arras..... (suite)	Drocourt.....	2,206	1	2,206
	Hernaies.....	2,530	14	2,544
	Marquion.....	825	1	825
	Méricourt.....	3,157	1	3,157
	Oisy-le-Verger.....	2,197	1	2,197
	Pas.....	802	19	821
	Rouvroy.....	2,717	1	2,717
	Vimy.....	1,925	1	1,925
	Vitry-en-Artois.....	2,910	1	2,910
	Annay.....	2,112	1	2,112
	Auchel.....	7,695	15	7,710
	Auchy-les-Labassée.....	2,199	1	2,199
	Barlin.....	2,536	1	2,536
	Béthune.....	11,627	1,098	12,725
	Billy-Berclau.....	2,003	1	2,003
	Billy-Montigny.....	3,391	1	3,391
	Bully.....	3,947	1	3,947
	Beuvry.....	4,235	204	4,439
	Bruay.....	11,380	1	11,380
	Cambrin.....	541	1	541
	Carvin.....	8,614	1	8,614
	Courrières.....	3,908	1	3,908
	Bouvry.....	2,730	1	2,730
	Fleurbaix.....	2,409	1	2,409
	Fouquières-les-Lens.....	2,289	1	2,289
	Harnes.....	4,217	65	4,282
	Hénin-Liétard.....	11,981	28	12,009
	Liersin-Coupigny.....	4,462	1	4,462
	Houdain.....	1,589	1	1,589
Béthune....	Isbergues.....	2,427	1	2,427
	Laventie.....	3,993	157	4,150
	Leforest.....	2,060	1	2,060
	Lens.....	17,227	58	17,285
	Lestrem.....	2,961	1	2,961
	Liévin.....	14,014	1	14,014
	Lillers.....	7,801	17	7,818
	Loos.....	3,490	1	3,490
	Marles.....	2,157	1	2,157
	Mazingarbe.....	4,681	1	4,681
	Montigny-en-Gohelle.....	2,585	1	2,585
	Nœux-les-Mines.....	5,997	1	5,997
	Norrent-Fontes.....	1,288	1	1,288
	Oignies.....	3,212	1	3,212
	Sailly-sur-la-Lys.....	2,407	1	2,407
	Saint-Venant.....	3,197	919	4,116
	Sallaum.....	2,767	1	2,767
	Vendin-le-Vieil.....	3,342	350	3,692
	Vermelles.....	3,007	1	3,007
	Wingles.....	2,901	1	2,901
Boulogne....	Boulogne.....	46,807	1,249	48,056
	Calais.....	56,940	1,547	58,487

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'arrêté du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Desvres	4,712	80	4,632	4,522
Guines	4,270	70	4,191	3,452
Marck	2,800	1	2,800	1,413
Marquise	3,211	4	3,207	2,912
Outreau	4,306	1	4,306	2,687
Portel (Le)	5,611	1	5,611	5,113
Saint-Martin-Boulogne	4,995	405	4,590	3,912
Samer	2,164	1	2,164	1,578
Sangatte	2,067	11	2,056	654
Wimille	2,726	19	2,707	550
Berck	7,039	1,252	5,787	5,787
Campagne-les-Hesdin	1,040	1	1,040	908
Etaples	4,389	1	4,389	4,249
Fruges	3,076	97	2,979	2,105
Hesdin	3,429	831	2,598	2,598
Hucqueliers	691	6	685	685
Montreuil	3,567	539	3,028	2,969
Aire	8,446	937	7,509	4,375
Ardres	2,522	90	2,432	1,236
Arques	4,355	1	4,355	2,216
Audruick	2,979	3	2,976	1,761
Blendecques	2,402	1	2,402	2,198
Epelecques	2,142	1	2,142	295
Fauquembergues	983	9	974	944
Lumbres	1,382	1	1,382	1,223
Oye	2,527	19	2,508	615
Saint-Omer	21,481	3,229	18,252	17,504
Wizernes	2,098	1	2,098	2,098
Aubigny	776	1	776	731
Aux-le-Château	2,721	5	2,716	2,453
Avannes-le-Comte	1,551	6	1,545	1,525
Frévent	4,331	170	4,161	3,826
Heuchin	672	1	672	659
Parcq (Le)	655	1	655	462
Saint-Pol	3,868	365	3,443	3,352

PUY-DE-DÔME.

Ambert	7,709	266	7,443	3,912
Arlanc	5,352	1	5,352	1,748
Cornilhat	2,813	136	2,677	1,144
Job	2,552	1	2,552	310
Marat	2,078	1	2,078	146
Marzac	2,734	13	2,721	586
Olliergues	1,760	94	1,666	663
Saint-Amand-Roche-Savine	1,518	1	1,518	464
Saint-Athème	3,100	1	3,100	1,079
Saint-Cornmain-l'Herm	1,653	32	1,621	630
Viverols	990	34	956	560
Rubière	3,248	1	3,248	3,248
Billom	4,351	573	3,678	3,277

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION 1896	
				totale.	chiff.
Clermont- Ferrand. (suite.)	Bourg-Lastic	1,558	30	1,528	
	Chamalières	2,698	304	2,394	
	Clermont-Ferrand	50,870	7,182	43,688	
	Cournon	2,075	#	2,075	
	Gerzat	2,137	#	2,137	
	Herment	516	21	495	
	Messeix	2,104	4	2,100	
	Pont-du-Château	3,305	12	3,293	
	Rochefort-Montagne	1,434	53	1,381	
	Saint-Amand-Tallende	1,542	47	1,495	
	Saint-Dier	1,386	#	1,386	
	Vertaizon	1,906	#	1,906	
	Veyre-Monton	1,837	113	1,724	
	Vic-le-Comte	2,506	54	2,452	
Issoire	Ardes	1,402	83	1,319	
	Besse	1,733	60	1,673	
	Brassac-les-Mines	2,549	#	2,549	
	Champeix	1,682	49	1,633	
	Issoire	6,011	295	5,716	
	Jumeaux	1,144	#	1,144	
	Latour	2,224	32	2,192	
	Saint-Germain-Lembron ..	2,174	50	2,124	
	Saint-Sauves	2,518	158	2,360	
	Sauxillanges	1,893	28	1,865	
	Taives	2,508	146	2,362	
	Vernet-la-Varenne	2,053	48	2,005	
Riom	Aigueperse	2,325	71	2,254	
	Charbonnières-les-Vieilles ..	2,071	26	2,045	
	Combronde	2,048	6	2,042	
	Ennezat	1,208	12	1,196	
	Giat	2,092	118	1,974	
	Manzat	2,006	48	1,958	
	Menat	1,342	20	1,322	
	Montaigut	1,881	16	1,865	
	Pionsat	2,152	#	2,152	
	Pontaurmur	1,017	22	995	
	Pontgibaud	1,004	72	932	
	Randon	1,700	68	1,632	
	Riom	11,131	2,551	8,580	
	Saint-Eloy	4,508	10	4,498	
	Saint-Gervais	2,458	55	2,403	
	Volvic	3,684	29	3,655	
Thiers	Augerolles	2,201	55	2,146	
	Celles	3,050	19	3,031	
	Châteldon	2,064	#	2,064	
	Courpière	3,077	237	3,310	
	Lezoux	3,645	64	3,581	
	Maringues	3,126	40	3,086	
	Saint-Rémy-sur-Durolle ..	5,433	#	5,433	
	Thiers	17,135	172	16,963	
	Vollore-Ville	2,197	#	2,197	

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
PYRÉNÉES (BASSES-).				
Anglet	5,382	722	4,660	264
Bayonne.....	26,918	2,424	24,494	22,278
Biarritz.....	11,869	#	11,869	10,544
Bidasche	2,538	#	2,538	966
Boucau	3,989	#	3,989	3,179
Cambo	2,012	31	1,981	1,291
Ciboure	2,174	23	2,151	1,164
Espelette	1,317	#	1,317	661
Hasparren	5,591	125	5,466	1,585
Hendaye.....	2,039	41	1,998	1,699
Labastide-Clairence.....	1,364	#	1,364	418
Saint-Jean-de-Luz.....	3,951	75	3,876	2,930
Saint-Pée.....	2,375	#	2,375	363
Urrugne	3,666	#	3,666	462
Ustaritz	2,507	334	2,173	1,530
Iholdy	818	#	818	208
Mauléon-Licharre.....	2,651	180	2,471	2,122
Saint-Etienne-de-Baigorry.....	2,280	#	2,280	649
Saint-Jean-Pied-de-Port...	1,600	132	1,468	1,468
Saint-Palais	1,949	36	1,913	1,703
Tardets-Sorholus	1,102	#	1,102	834
Accous.....	1,072	#	1,072	715
Aramits	986	#	986	384
Arudy.....	1,731	33	1,698	1,448
Laruns	2,063	#	2,063	1,509
Lasseube	2,039	#	2,039	374
Monein	4,236	26	4,210	1,122
Oloron-Sainte-Marie.....	8,960	329	8,631	7,230
Arthez	1,213	#	1,213	762
Arzacq-Arraziguet.....	1,077	#	1,077	631
Lagor	931	#	931	466
Navarrenx	1,271	15	1,256	1,207
Orthez	6,314	113	6,201	4,368
Salies	6,137	26	6,111	3,161
Sauveterre.....	1,556	10	1,546	1,027
Asson	2,521	#	2,521	1,079
Gan	2,698	#	2,698	1,210
Garlin	1,396	40	1,356	582
Jurançon	2,800	#	2,800	1,983
Lembeye	1,063	#	1,063	866
Lescar	1,630	48	1,582	1,377
Montaner	684	#	684	450
Morlaàs	1,444	#	1,444	945
Nay	3,636	40	3,596	3,459
Pau	33,012	3,269	29,743	28,345
Pontacq	2,743	100	2,643	2,016
Thèze	502	#	502	285

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
PYRÉNÉES (HAUTES).				
Argelès	Argelès-Gazost.....	1,882	18	1,864
	Aucun.....	447	#	447
	Lourdes.....	7,758	175	7,583
	Luz.....	1,504	#	1,504
	Saint-Pé.....	2,178	300	1,878
Bagnères-de-Bigorre.	Arreau.....	994	#	994
	Bagnères-de-Bigorre.....	8,837	242	8,595
	Barthe-de-Neste (La).....	679	#	679
	Bordères-Louron.....	403	#	403
	Campan.....	2,744	#	2,744
	Castelnau-Magnoac.....	1,434	#	1,434
	Lannemezan.....	1,794	38	1,756
	Mauléon-Barousse.....	596	7	589
	Saint-Laurent.....	1,327	#	1,327
	Vielle-Aure.....	403	#	403
Tarbes	Castelnau-Rivière-Basse...	1,055	#	1,055
	Galan.....	1,055	4	1,051
	Maubourguet.....	2,429	25	2,404
	Ossun.....	2,025	#	2,025
	Pouyastruc.....	505	#	505
	Rabastens.....	1,156	19	1,137
	Tarbes.....	24,197	4,352	19,845
	Tournay.....	1,139	5	1,134
	Trie.....	1,585	35	1,550
	Vic-en-Bigorre.....	3,719	179	3,540
PYRÉNÉES-ORIENTALES.				
Céret	Argelès-sur-Mer.....	3,307	#	3,307
	Arles-sur-Tech.....	2,275	#	2,275
	Banyuls-sur-Mer.....	3,222	142	3,080
	Céret.....	3,766	45	3,721
	Collioure.....	3,321	136	3,185
	Port-Vendres.....	2,836	156	2,680
	Prats-de-Mollo.....	2,481	48	2,433
Perpignan.	Saint-Laurent-de-Cerdans.	2,803	#	2,803
	Bages.....	2,010	#	2,010
	Baixas.....	2,510	#	2,510
	Elne.....	3,303	#	3,303
	Estagel.....	2,835	#	2,835
	Latour-de-France.....	1,351	#	1,351
	Millas.....	2,208	#	2,208
	Perpignan.....	35,088	2,951	32,137
	Rivesaltes.....	6,010	#	6,010
	S'-Laurent-de-la-Salanque.	4,434	#	4,434
	Saint-Paul.....	2,004	#	2,004
	Salces.....	2,054	#	2,054
	Thuir.....	3,055	13	3,042

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Ille.....	3,298	27	3,271	2,907
Mont-Louis.....	578	249	329	293
Olette.....	935	#	935	662
Prades.....	3,666	138	3,528	3,352
Saillagouse.....	521	#	521	405
Sournia.....	634	#	634	589
Vinça.....	1,574	#	1,574	1,432

RHÔNE.

Arbresle (L').....	3,577	#	3,577	3,170
Bezenay.....	2,039	#	2,039	959
Bron.....	2,665	1,528	1,137	262
Caluire-et-Cuire.....	10,053	1,018	9,035	8,070
Condrieu.....	2,149	46	2,103	906
Ecully.....	2,964	228	2,736	989
Givors.....	11,035	110	10,925	10,057
Grigny.....	2,227	31	2,196	1,571
Larajasse.....	2,298	33	2,265	650
Limonest.....	946	68	878	376
Lyon.....	466,028	17,451	448,577	398,867
Mornant.....	2,053	48	2,005	1,334
Mulatière (La).....	3,420	163	3,257	3,257
Neuville-sur-Saône.....	3,214	349	2,865	1,684
Oullins.....	9,085	449	8,636	8,636
Pierre-Bénite.....	2,742	413	2,329	2,329
Saint-Didier-au-Mont-d'Or.....	2,566	59	2,507	1,868
Saint-Fons.....	4,160	16	4,144	3,183
Sainte-Foy-lès-Lyon.....	2,914	246	2,668	1,627
Saint-Genis-Laval.....	3,435	714	2,721	1,606
S'-Laurent-de-Chamousset.....	1,642	#	1,642	948
Saint-Martin-en-Haut.....	2,851	44	2,807	817
Saint-Rambert-l'Île-Barbe.....	2,283	222	2,061	2,061
S'-Symphorien-sur-Coise.....	2,459	#	2,459	2,264
Tassin-la-Demi-Lune.....	3,518	209	3,309	2,115
Vaugneray.....	1,961	83	1,878	542
Vénissieux.....	3,394	82	3,312	1,877
Villeurbanne.....	21,714	2,055	19,659	19,108
Amplepuis.....	6,960	176	6,784	4,413
Anse.....	2,051	24	2,027	1,333
Beaujeu.....	3,387	143	3,244	2,273
Belleville.....	2,922	78	2,844	2,272
Bois-d'Oingt (Le).....	1,421	5	1,416	924
Bourg-de-Thizy.....	4,405	4	4,401	3,160
Cours.....	5,755	55	5,700	3,842
Cublize.....	2,018	10	2,008	860
Fleurie.....	2,039	18	2,021	1,044
Grandris.....	2,010	25	1,995	1,009
Lamure-sur-Azergues.....	1,329	95	1,234	628
Monsols.....	1,045	40	1,005	302

ARRON- DISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article du décret du 10 février 1894.	POPULATION totale.
Villefranche. (suite.)	Saint-Georges-de-Reneins..	2,620	#	2,620
	Saint-Nizier-d'Azergues...	2,563	1,055	1,508
	Tarare.....	12,028	211	11,817
	Thizy.....	4,892	89	4,803
	Villefranche.....	13,627	710	12,917
	Villié-Morgon.....	2,276	#	2,276

SAÔNE (HAUTE-).

Gray.....	Are.....	2,636	68	2,568
	Autrey-lès-Gray.....	858	#	858
	Champlitte-et-le-Prélot....	2,353	35	2,318
	Dampierre-sur-Salon.....	928	9	919
	Fresne-Saint-Mamès.....	532	#	532
	Gray.....	6,816	999	5,817
	Gy.....	1,680	#	1,680
	Maray.....	862	88	774
	Pesmes.....	1,225	#	1,225
Lure.....	Aillevillers-et-Lyaumont..	2,906	#	2,906
	Champagney.....	4,012	#	4,012
	Faucogney-et-la-Mer.....	1,014	17	997
	Fougerolles.....	5,840	14	5,826
	Fresse.....	2,535	#	2,535
	Héricourt.....	5,499	1,034	4,465
	Lure.....	5,887	973	4,914
	Luxeuil.....	4,959	211	4,748
	Melisey.....	1,762	#	1,762
	Plancher-Bas.....	2,445	#	2,445
	Plancher-les-Mines.....	2,683	#	2,683
	Ronchamp.....	3,494	#	3,494
	Saint-Loup-sur-Semouse...	3,656	#	3,656
	Saulx.....	768	3	765
	Vauvillers.....	1,061	#	1,061
Vesoul.....	Villersexel.....	1,055	51	1,004
	Amance.....	783	#	783
	Combeaufontaine.....	625	#	625
	Jussey.....	2,602	70	2,532
	Monthozon.....	722	17	705
	Noroy-le-Bourg.....	855	#	855
	Port-sur-Saône.....	1,686	11	1,675
	Riox.....	881	13	868
	Scey-sur-Saône-et-S-Albin.	1,567	18	1,549
	Vesoul.....	10,083	1,396	8,687
	Vitrey.....	868	#	868

SAÔNE-ET-LOIRE.

Autun.....	Anost.....	3,069	#	3,069
	Autun.....	15,543	2,031	13,512
	Blanzay.....	5,204	81	5,123

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Couches-les-Mines.....	2,618	#	2,618	1,503
Creusot (Le).....	33,034	445	31,589	19,713
Cussy-en-Morvan.....	2,077	#	2,077	354
Epinac.....	4,145	#	4,145	1,638
Issy-l'Évêque.....	2,079	#	2,079	783
Lucenay-l'Évêque.....	1,041	#	1,041	404
Mesvres.....	1,421	#	1,421	349
Montcenis.....	2,192	#	2,192	1,244
Saint-Léger-sous-Beuvray..	1,788	#	1,788	517
Buxy.....	2,013	10	2,003	1,350
Chagny.....	4,594	93	4,501	4,183
Chalon-sur-Saône.....	26,288	1,837	24,451	23,962
Givry.....	2,334	7	2,527	1,786
Montceau-les-Mines.....	22,467	402	22,065	6,792
Montchanin-les-Mines....	4,380	#	4,380	3,639
Mont-Saint-Vincent.....	673	12	661	377
Saint-Germain-du-Plain...	1,584	#	1,584	334
Saint-Léger-sur-Dheue...	2,162	#	2,162	1,967
Saint-Martin-en-Bresse...	2,027	8	2,019	375
Saint-Vallier.....	6,700	#	6,700	851
Sennecey-le-Grand.....	2,414	35	2,379	1,243
Verdun-sur-le-Doubs.....	1,585	23	1,562	1,472
Bourbon-Lancy.....	4,162	72	4,090	2,003
Charolles.....	3,705	173	3,532	3,013
Chaulgailles.....	4,888	749	4,139	1,846
Clayette (La).....	1,674	74	1,600	1,338
Digoin.....	5,869	131	5,738	4,782
Gueugnon.....	3,789	#	3,789	2,838
Guiche (La).....	933	#	933	375
Marcigny.....	2,578	49	2,529	2,418
Palinges.....	2,254	25	2,229	587
Paray-le-Monial.....	4,088	58	4,030	3,322
Saint-Bonnet-de-Joux....	1,546	13	1,533	585
Sanvignes.....	3,674	#	3,674	352
Semur-en-Brionnais.....	1,298	133	1,165	668
Toulon-sur-Arroux.....	2,005	#	2,005	1,291
Beaurepaire.....	861	32	829	202
Branges.....	2,081	#	2,081	395
Cuisaux.....	1,532	9	1,523	879
Cuisery.....	1,563	13	1,550	913
Louhans.....	4,538	203	4,335	3,411
Montpont.....	2,662	#	2,662	222
Montret.....	1,015	#	1,015	192
Pierre.....	1,985	#	1,985	1,428
Sagy.....	2,515	5	2,510	319
Saint-Germain-du-Bois...	2,654	#	2,654	1,053
Saint-Usge.....	2,250	#	2,250	236
Varennes-Saint-Sauveur..	2,014	#	2,014	308

ARRON- DISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 1 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Mâcon.....	Chapelle-de-Guinchay (La).....	1,940	26	1,911
	Cluny.....	4,273	406	3,867
	Lugny.....	1,027	3	1,024
	Mâcon.....	18,739	2,158	16,581
	Matour.....	1,884	0	1,884
	Romanèche-Thorins.....	2,406	5	2,401
	Romenay.....	3,465	1	3,464
	Saint-Gengoux-le-National.....	1,780	123	1,657
	Tournus.....	4,886	173	4,713
	Tramayes.....	1,853	68	1,785

SARTHE.

Flèche (La).....	Brûlon.....	1,550	1	1,546
	Cerams-Pouilletourte.....	2,197	1	2,197
	Flèche (La).....	10,477	1,049	9,428
	Luché-Pringé.....	2,207	7	2,200
	Lude (Le).....	3,713	17	3,696
	Malicorne.....	1,389	0	1,389
	Mansigné.....	2,063	26	2,037
	Mayet.....	3,465	6	3,459
	Noven.....	2,528	0	2,528
	Pontvallain.....	1,709	0	1,709
Mamers.....	Précigné.....	2,495	115	2,380
	Sablé-sur-Sarthe.....	6,118	100	6,018
	Beaumont-sur-Sarthe.....	1,908	22	1,886
	Bonnétable.....	4,287	25	4,262
	Ferté-Bernard (La).....	5,162	104	5,058
	Fresnay-sur-Sarthe.....	2,834	116	2,718
	Fresnay-s.-Chédouet (La).....	1,140	3	1,137
	Mamers.....	6,024	1,241	4,783
	Marolles-les-Braults.....	2,069	26	2,043
	Montmirail.....	767	0	767
Mans (Le).....	Saint-Paterne.....	464	0	464
	Tuffé.....	1,544	0	1,544
	Ballon.....	1,578	8	1,570
	Changé.....	2,270	0	2,270
	Conflé.....	1,728	26	1,702
	Connerre.....	2,323	0	2,323
	Ecommoy.....	3,716	4	3,712
	Loué.....	1,735	26	1,709
	Mans (Le).....	60,075	6,320	53,755
	Montfort-le-Rotrou.....	877	0	877
	Parigné-l'Évêque.....	3,142	0	3,142
	Savigné-l'Évêque.....	2,118	0	2,118
	Sillé-le-Guillaume.....	3,152	36	3,116
	Suze-sur-Sarthe (La).....	2,574	11	2,563
	Yvré-l'Évêque.....	2,252	45	2,207

N.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée au chef-lieu.
M.	Bessé-sur-Braye.....	2,546	#	2,546	1,591
	Bouloire.....	2,177	#	2,177	821
	Chartre-sur-le-Loir (La)...	1,624	9	1,615	1,272
	Château-du-Loir.....	4,317	106	4,211	3,748
	Grand-Lucé (Le).....	2,042	#	2,042	1,116
	Saint-Calais.....	3,627	163	3,464	2,904
	Vibraye.....	3,028	#	3,028	1,682

SAVOIE.

L.	Albertville.....	6,371	1,675	4,696	3,485
	Beaufort.....	2,286	52	2,234	543
	Grésy-sur-Isère.....	1,062	#	1,062	822
	Ugines.....	2,014	21	1,993	405
Y.	Aix-les-Bains.....	8,328	420	7,908	5,364
	Albens.....	1,779	#	1,779	365
	Chambéry.....	21,762	5,020	16,742	15,596
	Chamoux.....	1,207	#	1,207	638
	Châtellard (Le).....	861	#	861	557
	Echelles (Les).....	812	#	812	658
	Montmélian.....	969	32	937	805
	Motte-Servolex (La).....	2,870	194	2,676	289
	Pont-de-Beauvoisin (Le)...	1,620	198	1,422	1,141
	Rochette (La).....	1,292	#	1,292	1,036
	Ruffieux.....	801	#	801	195
	Saint-Gemix.....	1,912	12	1,900	953
	Saint-Pierre-d'Albignay....	2,951	108	2,843	951
	Yenne.....	2,520	24	2,496	1,130
...	Aime.....	960	#	960	737
	Bourg-Saint-Maurice.....	2,922	314	2,608	899
	Bozel.....	1,124	#	1,124	427
	Modtières.....	2,489	491	1,998	1,949
M.	Aiguebelle.....	945	35	910	831
	Chambre (La).....	741	#	741	607
	Lanslebourg.....	971	108	863	812
	Modane.....	2,771	170	2,601	1,637
M.	Saint-Jean-de-Maurienne..	3,278	160	3,118	2,455
	Saint-Michel.....	2,017	#	2,017	1,361

SAVOIE (HAUTE-).

...	Alby.....	1,097	#	1,097	574
	Anancy.....	12,894	2,885	10,009	9,436
	Faverge.....	2,681	#	2,681	1,294
	Rumilly.....	4,389	693	3,696	2,655
M.	Thônes.....	2,914	41	2,873	1,396
	Thorens.....	2,282	#	2,282	376
	Bonneville.....	2,173	144	2,029	1,411
	Chamonix.....	2,435	25	2,410	572
	Cluses.....	2,403	53	2,350	1,857

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à pari conformément à l'article 2 du décret du	POPULATION
			10 février 1896.	totale.
Bonneville. (Suite.)	Magland.....	2,000	350	1,650
	Mieussy.....	2,006	#	2,006
	Passy.....	2,335	480	1,855
	Roche (La).....	3,318	246	3,072
	Saint-Gervais-les-Bains.....	1,928	54	1,874
	Saint-Jeoire.....	1,515	#	1,515
	Sallanches.....	2,143	150	1,993
	Samoens.....	2,540	31	2,509
	Taninges.....	2,203	77	2,126
Saint-Julien	Viuz-en-Sallaz.....	2,027	#	2,027
	Annemasse.....	2,460	#	2,460
	Cruseilles.....	1,812	#	1,812
	Frangy.....	1,265	#	1,265
	Reignier.....	1,793	33	1,760
	Saint-Julien-en-Genevois.....	1,423	96	1,327
	Seyssel.....	1,510	#	1,510
Thonon- les-Bains.	Abondance.....	1,406	#	1,406
	Biot (Le).....	622	"	622
	Boège.....	1,403	#	1,403
	Douvaine.....	1,295	103	1,192
	Evian-les-Bains.....	2,831	233	2,598
	Thonon-les-Bains.....	5,666	313	5,353
SEINE.				
Paris.....	1 ^{er} arrondissement.....	65,422	885	64,537
	2 ^e arrondissement.....	67,002	49	66,953
	3 ^e arrondissement.....	88,965	119	88,846
	4 ^e arrondissement.....	98,204	940	97,264
	5 ^e arrondissement.....	116,588	4,612	111,976
	6 ^e arrondissement.....	101,409	4,602	96,807
	7 ^e arrondissement.....	99,920	10,036	89,884
	8 ^e arrondissement.....	103,088	1,519	101,569
	9 ^e arrondissement.....	120,311	689	119,622
	10 ^e arrondissement.....	152,092	3,238	148,854
	11 ^e arrondissement.....	125,673	1,348	124,325
	12 ^e arrondissement.....	119,447	5,920	113,527
	13 ^e arrondissement.....	115,220	4,918	110,302
	14 ^e arrondissement.....	122,277	4,787	117,490
	15 ^e arrondissement.....	135,783	3,199	132,584
	16 ^e arrondissement.....	103,260	4,419	98,841
	17 ^e arrondissement.....	185,111	1,290	183,821
	18 ^e arrondissement.....	228,428	666	227,762
	19 ^e arrondissement.....	135,285	547	134,738
	20 ^e arrondissement.....	133,347	1,828	131,519
Saint-Denis.	Asnières.....	24,317	386	23,931
	Aubervilliers.....	27,332	268	27,064
	Bagnolet.....	7,116	16	7,100
	Bois-Colombes.....	10,501	97	10,404
	Bondy.....	4,457	22	4,435
	Boulogne.....	37,418	434	36,984
	Bourget (Le).....	2,550	88	2,462
	Clichy.....	33,895	153	33,742

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Colombes.....	16,798	189	16,609	16,609
Courbevoie.....	20,105	1,261	18,844	18,844
Epinay.....	2,860	42	2,818	1,816
Gennevilliers.....	7,401	#	7,401	2,427
Ile-Saint-Denis (L').....	2,333	28	2,305	2,040
Levallois-Perret.....	47,315	429	46,886	46,886
Lilas (Les).....	7,438	253	7,185	7,149
Nanterre.....	11,950	3,803	8,147	7,237
Neuilly.....	32,730	1,946	30,784	30,784
Noisy-le-Sec.....	8,105	53	8,052	7,915
Pantin.....	25,586	110	25,476	25,476
Pierrefitte.....	2,468	30	2,438	2,400
Pré-Saint-Gervais (Le).....	9,444	114	9,330	9,330
Puteaux.....	19,965	196	19,769	17,769
Romainville.....	2,408	108	2,300	2,192
Rosny.....	3,245	29	3,216	3,076
Saint-Denis.....	54,432	1,868	52,564	52,531
Saint-Ouen.....	30,715	114	30,601	30,601
Stains.....	2,707	117	2,590	1,997
Suresnes.....	9,057	726	8,331	8,331
Villemonble.....	4,901	#	4,901	4,901
Alfortville.....	11,634	20	11,614	11,410
Antony.....	2,533	360	2,173	2,173
Arnouillet-Cachan.....	7,064	570	6,494	6,418
Bourg-la-Reine.....	3,649	295	3,354	3,354
Champigny.....	5,302	75	5,227	5,227
Charenton-le-Pont.....	16,811	520	16,291	16,291
Châtillon.....	3,096	371	2,725	2,725
Choisy-le-Roi.....	9,909	386	9,523	9,517
Clamart.....	6,283	173	6,110	5,642
Créteil.....	4,208	56	4,152	3,150
Fontenay-aux-Roses.....	3,343	445	2,898	2,898
Fontenay-sous-Bois.....	7,220	972	6,248	5,992
Gentilly.....	6,153	251	5,901	5,901
Issy-les-Moulineaux.....	14,031	3,207	10,824	10,821
Ivry.....	24,919	2,691	22,228	22,228
Joinville-le-Pont.....	5,016	271	4,745	4,657
Kremlin-Bicêtre.....	10,804	3,441	7,363	7,363
Maisons-Alfort.....	9,479	485	8,994	8,994
Malakoff.....	11,027	231	10,796	10,796
Montreuil.....	27,087	82	27,005	27,005
Montrouge.....	14,317	372	13,945	13,945
Nogent-sur-Marne.....	9,413	213	9,200	9,200
Perreux (Le).....	8,390	55	8,335	7,975
Saint-Mandé.....	13,371	1,429	11,942	11,942
Saint-Maur.....	20,503	317	20,186	20,186
Saint-Maurice.....	6,927	766	6,161	6,161
Seaux.....	3,926	338	3,588	3,588
Thiais.....	2,771	304	2,467	2,135
Vanves.....	8,741	728	8,013	8,013
Villejuif.....	5,234	1,441	3,793	3,793
Vincennes.....	27,450	4,502	22,949	22,949
Vitry.....	8,010	162	7,848	7,766

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
SERIE INFÉRIEURE.				
Dieppe.....	Bacqueville.....	2,045	#	2,045
	Bellencombre.....	732	#	732
	Dieppe.....	22,439	1,240	21,199
	Envermeu.....	1,506	50	1,556
	Eu.....	4,818	243	4,575
	Longueville.....	689	#	689
	Neuville.....	2,216	#	2,216
	Offranville.....	1,790	115	1,675
	Saint-Nicolas-d'Aliermont..	2,208	#	2,208
	Tôtes.....	734	#	734
	Tréport (Le).....	4,748	#	4,748
	Bléville.....	2,897	84	2,813
	Bolbec.....	12,239	283	12,057
	Criquetot-l'Esneval.....	1,414	#	1,414
Havre (Le).....	Fécamp.....	14,656	208	14,448
	Goderville.....	1,420	40	1,380
	Graville-Sainte-Honorine..	9,344	#	9,344
	Harfleur.....	2,340	#	2,340
	Havre (Le).....	119,470	2,461	117,009
	Lillebonne.....	6,450	#	6,450
	Montivilliers.....	5,258	142	5,116
	Octeville.....	2,086	#	2,086
	Sainte-Adresse.....	2,651	15	2,636
	Saint-Romain-de-Colbosc..	1,876	30	1,846
	Sanvic.....	7,589	537	7,052
	Argueil.....	471	#	471
	Aumale.....	2,328	181	2,147
	Blangy.....	1,788	8	1,780
Neufchâtel..	Forges-les-Eaux.....	1,849	66	1,783
	Gournay.....	4,046	141	3,905
	Londinières.....	1,139	7	1,132
	Neufchâtel.....	4,193	174	3,919
	Saint-Saëns.....	2,420	37	2,383
	Barentin.....	5,082	#	5,082
	Bihorel.....	2,564	137	2,427
	Bois-Guilhaume.....	3,455	188	3,267
	Boos.....	655	#	655
	Buchy.....	764	40	714
Rouen.....	Canteleu.....	3,595	42	3,553
	Caudebec-lès-Elbeuf.....	10,332	59	10,273
	Clères.....	817	#	817
	Darnétal.....	6,743	77	6,666
	Déville-lès-Rouen.....	5,653	18	5,635
	Duchair.....	1,951	#	1,951
	Elbeuf.....	20,542	908	19,634
	Grand-Couronne.....	1,395	#	1,395
	Grand-Quevilly (Le).....	2,132	120	2,012
	Houlme (Le).....	2,215	#	2,215
	Malaunay.....	2,169	#	2,169
	Maromme.....	3,576	#	3,576

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Mont-Saint-Aignan.....	3,729	275	3,454	2,797
Monville.....	2,786	"	2,786	2,259
Notre-Dame-de-Bondeville..	2,897	"	2,897	2,884
Oissel.....	3,855	"	3,855	3,541
Pavilly.....	2,943	44	2,899	2,126
Petit-Quevilly (Le).....	11,737	42	11,695	11,695
Rouen.....	115,219	6,169	107,050	106,825
S ^t -Aubin-Jouxte-Boullong..	3,343	201	3,142	2,730
Saint-Etienne-du-Rouvray..	5,145	1,250	3,995	3,621
Saint-Pierre-lès-Elbeuf....	3,417	"	3,417	3,225
Sotteville-lès-Rouen.....	17,192	913	16,279	15,987
Cany-Barville.....	1,760	"	1,760	1,107
Caudebec-en-Caux.....	2,460	27	2,433	2,433
Dondeville.....	2,788	36	2,750	1,474
Fauville.....	1,322	7	1,315	1,174
Fontaine-le-Dun.....	446	"	446	446
Ourville.....	1,105	4	1,101	403
Saint-Valéry-en-Caux.....	5,912	"	3,912	3,729
Valmont.....	835	"	835	528
Yerville.....	1,534	2	1,532	1,228
Yvetot.....	7,545	456	7,089	6,458

SEINE-ET-MARNE.

Coulommiers.....	6,323	561	5,762	4,797
Ferté-Gaucher (La).....	2,189	1	2,188	1,845
Rebais.....	1,320	142	1,178	962
Rozoy.....	1,390	26	1,364	1,274
Avon.....	2,680	80	2,600	1,049
Chapelle-la-Reine (La)....	862	5	857	727
Château-Landon.....	2,793	67	2,726	1,710
Fontainebleau.....	14,078	3,158	10,920	10,788
Lorrez-le-Bocage.....	914	"	914	553
Montereau-faut-Yonne.....	8,041	65	7,976	7,788
Moret-sur-Loing.....	2,108	97	2,011	2,011
Nemours.....	4,602	101	4,501	4,474
Souppes.....	3,351	30	3,321	1,655
Chelles.....	3,414	26	3,388	3,234
Claye-Souilly.....	1,939	"	1,939	1,602
Crécy-en-Brie.....	865	"	865	865
Dammartin-en-Goële.....	1,682	24	1,658	1,637
Ferté-sous-Jouarre (La)....	4,777	79	4,698	3,738
Jouarre.....	2,313	76	2,237	1,268
Lagny.....	5,341	346	4,995	4,902
Lizy-sur-Ourcq.....	1,831	"	1,831	1,543
Meaux.....	15,520	1,547	11,973	11,828
Brie-Comte-Robert.....	2,688	47	2,641	2,508
Châtelet-en-Brie (Le).....	938	"	938	757
Chaumes.....	2,003	7	1,996	1,454
Melun.....	13,641	2,439	12,202	11,091
Mormant.....	1,377	6	1,371	1,099
Tournan.....	2,052	4	2,048	1,819

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'Article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Provins....	Bray-sur-Seine.....	1,515	7	1,508
	Donnemarie-en-Montois...	972	40	932
	Nangis.....	3,017	32	2,985
	Provins.....	8,855	985	7,870
	Villiers-Saint-Georges.....	953	#	953
SEINE-ET-OISE.				
Corbeil....	Arpajon.....	3,032	17	3,015
	Athis-Mons.....	2,027	#	2,027
	Boissy-Saint-Léger.....	1,088	39	1,049
	Brunoy.....	2,381	47	2,334
	Corbeil.....	9,182	95	9,087
	Draveil.....	2,329	102	2,227
	Essonne.....	9,072	117	8,955
	Juvisy-sur-Orge.....	2,912	#	2,912
	Longjumeau.....	2,440	23	2,417
	Montgeron.....	2,192	#	2,192
	Monthéry.....	2,320	473	1,847
Étampes....	Villeneuve-Saint-Georges..	6,485	38	6,447
	Villiers-sur-Marne.....	2,055	68	1,987
	Étampes.....	8,637	247	8,390
	Ferté-Alais (La).....	950	#	950
	Méréville.....	1,508	#	1,508
Mantes.....	Milly.....	2,276	#	2,276
	Pussay.....	2,103	#	2,103
	Bonnières.....	1,169	5	1,164
	Houdan.....	2,095	1	2,094
	Limay.....	1,597	#	1,597
Pontoise....	Magny-en-Vexin.....	1,989	31	1,957
	Mantes-sur-Seine.....	8,015	275	7,740
	Auvers-sur-Oise.....	2,255	#	2,255
	Beaumont-sur-Oise.....	3,443	133	3,310
	Deuil.....	3,040	#	3,040
	Écouen.....	1,444	237	1,207
	Enghien-les-Bains.....	3,330	94	3,236
	Ermont.....	2,304	54	2,250
	Gagny.....	3,670	18	3,652
	Gonesse.....	2,678	190	2,488
	Isle-Adam (L').....	3,538	#	3,538
	Livry.....	4,056	100	3,956
	Luzarches.....	1,456	101	1,355
	Marines.....	1,636	15	1,621
	Montmorency.....	4,966	170	4,796
	Neuilly-Plaisance.....	4,663	188	4,475
	Neuilly-sur-Marne.....	3,118	1,361	1,757
	Persan.....	2,092	145	1,947
	Pontoise.....	7,992	262	7,730
	Raincy (Le).....	5,826	257	5,569
	Saint-Léon-Taverny.....	2,906	42	2,864
	Saint-Ouen-l'Aumône.....	2,535	73	2,462
	Sarcelles.....	2,199	104	2,095
	Taverny.....	2,415	37	2,378

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Chevreuse.....	1,813	108	1,705	1,470
Dourdan.....	3,211	165	3,046	2,861
Limours.....	1,324	#	1,324	876
Montfort-l'Amaury.....	1,624	52	1,572	1,495
Rambouillet.....	6,090	1,382	4,708	4,186
Argenteuil.....	15,116	189	14,927	13,847
Bezons.....	2,766	118	2,648	2,236
Bougival.....	2,730	26	2,704	2,362
Chatou.....	4,171	60	4,111	3,461
Chaville.....	3,028	29	2,999	2,999
Chesnay (Le).....	3,139	#	3,139	3,139
Conflans-Sainte-Honorine.....	2,701	223	2,478	2,117
Cormeilles-en-Parisis.....	2,285	86	2,199	1,823
Garches.....	2,602	336	2,266	2,043
Herblay.....	2,033	33	2,000	1,717
Houilles.....	2,780	9	2,771	2,771
Maisons-Laffitte.....	5,622	27	5,595	5,595
Marly-le-Roi.....	1,543	89	1,454	1,299
Meudon.....	8,892	715	8,177	8,108
Neulan.....	2,728	56	2,672	2,280
Mureaux (Les).....	2,214	57	2,157	2,078
Palaiseau.....	2,661	118	2,543	2,314
Poissy.....	6,981	1,297	5,684	5,313
Rueil.....	9,680	708	8,972	8,628
Saint-Cloud.....	6,374	857	5,517	5,517
Saint-Cyr-l'Ecole.....	4,205	1,629	2,576	2,547
Saint-Germain-en-Laye.....	16,489	2,180	14,009	13,760
Sannois.....	4,101	25	4,376	4,091
Sartrouville.....	2,215	95	2,120	2,023
Sèvres.....	7,317	306	7,011	7,011
Triel.....	2,632	22	2,610	1,923
Versailles.....	54,874	11,736	43,138	42,812
Vésinet (Le).....	4,895	634	4,261	3,791

SEVRES (DEUX-).

Argenton-Château.....	1,169	73	1,096	1,096
Aubiers (Les).....	2,626	#	2,626	1,274
Bressuire.....	4,668	228	4,440	4,295
Carizav.....	2,011	#	2,011	914
Châtillon-sur-Sèvre.....	1,517	99	1,418	1,412
Courlay.....	2,546	#	2,546	440
Nueil-sous-les-Aubiers.....	2,129	#	2,129	871
Saint-Varent.....	1,965	59	1,906	556
Thouars.....	5,033	749	4,284	3,992
Brioux-sur-Boutonne.....	1,209	7	1,202	638
Celles-sur-Belle.....	1,594	4	1,590	838
Chef-Boutonne.....	2,139	61	2,078	1,715
Lezay.....	2,550	#	2,550	851
Melle.....	2,669	48	2,621	2,313
Mothe-Sainte-Héraye (La).....	2,346	16	2,330	1,828
Pamproux.....	2,041	4	2,037	1,140
Sauzé-Vaussais.....	1,709	#	1,709	902

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Niort.....	Beauvoir-sur-Niort.....	484	#	484
	Breloux.....	2,190	19	2,171
	Champdeniers.....	1,405	7	1,398
	Coulonges-sur-l'Autize....	2,367	#	2,367
	Frontenay.....	1,939	11	1,930
	Mauzé.....	1,563	#	1,563
	Niort.....	23,674	2,499	21,175
	Prahecq.....	1,037	#	1,037
	Saint-Maixent.....	5,370	1,205	4,165
Parthenay..	Airvault.....	1,768	#	1,768
	Allonne.....	2,132	#	2,132
	Chapelle-Saint-Laurent (La)	2,247	#	2,247
	Mazières-en-Gâtine.....	1,146	#	1,146
	Ménigoute.....	1,061	39	1,022
	Moncoutant.....	2,915	23	2,892
	Parthenay.....	6,915	639	6,276
	Saint-Loup-sur-Thouet...	1,354	#	1,354
	Saint-Pardoux.....	2,128	19	2,109
	Secodigny.....	2,455	#	2,455
Abbeville...	Thénezay.....	2,362	4	2,358
	Vasles.....	3,083	#	3,083
SOMME.				
Abbeville...	Abbeville.....	19,669	1,706	17,963
	Ailly-le-Haut-Clocher....	936	#	936
	Ault.....	1,804	#	1,804
	Cayeux-sur-Mer.....	3,471	#	3,471
	Crécy-en-Ponthieu.....	1,592	9	1,583
	Crotoy (Le).....	2,262	#	2,262
	Fruville-Escarbotin.....	2,720	#	2,720
	Gamaches.....	2,205	22	2,183
	Hallencourt.....	1,997	#	1,997
	Moyenneville.....	876	#	876
Amiens....	Nouvion.....	716	#	716
	Rue.....	2,902	66	2,836
	Saint-Valery-sur-Somme..	3,554	79	3,475
Amiens....	Amiens.....	88,731	5,647	83,084
	Boves.....	1,724	#	1,724
	Conty.....	1,169	#	1,169
	Corbie.....	4,299	103	4,196
	Flixecourt.....	2,892	#	2,892
	Hornoy.....	907	#	907
	Molliens-Vidame.....	614	#	614
	Oisemont.....	1,207	41	1,166
	Picquigny.....	1,242	#	1,242
	Poix.....	1,193	40	1,153
	Vignacourt.....	2,680	#	2,680
	Villers-Bocage.....	921	#	921
	Villers-Bretonneux.....	5,173	53	5,120

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Achenx.....	637	#	637	637
Beauquesne.....	2,115	#	2,115	2,101
Beauval.....	2,487	#	2,487	2,466
Bernaville.....	913	#	913	913
Domart.....	1,187	15	1,172	1,129
Doullens.....	4,575	263	4,312	3,272
Saint-Ouen.....	2,762	#	2,762	2,762
Ailly-sur-Noye.....	1,178	#	1,178	1,130
Montdidier.....	4,644	249	4,398	4,135
Moreuil.....	3,121	#	3,121	3,034
Rozières.....	2,611	5	2,606	2,606
Roye.....	4,304	167	4,137	3,656
Albert.....	6,743	92	6,651	6,433
Bray.....	1,325	#	1,325	1,322
Chaulnes.....	1,217	#	1,217	1,071
Combles.....	1,440	#	1,440	1,417
Ham.....	3,254	491	2,763	2,763
Nesle.....	2,285	45	2,240	2,195
Péronne.....	4,816	804	4,012	3,800
Roisel.....	1,758	9	1,749	1,678

TARN.

Alban.....	955	#	955	653
Albi.....	21,948	3,198	18,750	14,983
Ambialet.....	2,504	32	2,472	789
Blaye.....	2,159	#	2,159	480
Carmaux.....	10,068	75	9,993	7,899
Curvalle.....	2,507	#	2,507	89
Monestiers.....	1,403	#	1,403	539
Pampelonne.....	1,742	#	1,742	564
Paulm.....	2,219	#	2,219	46
Réalmont.....	2,642	135	2,507	2,092
Saint-Juéry.....	2,167	#	2,167	1,561
Valderies.....	929	#	929	254
Valence-d'Albigeois.....	1,519	159	1,360	670
Villefranche-d'Albigeois.....	1,369	#	1,369	772
Anglès.....	2,141	#	2,141	485
Brassac.....	2,006	38	1,968	1,268
Castelnau-de-Brassac.....	3,588	74	3,514	98
Castres.....	28,204	3,576	24,628	19,595
Dourgne.....	1,711	30	1,681	778
Labastide-Rouairoux.....	2,820	85	2,735	1,990
Labruguière.....	3,255	#	3,255	1,916
Lacaune.....	3,606	#	3,606	1,643
Lautrec.....	2,674	60	2,614	794
Mazamet.....	13,712	233	13,479	10,621
Montredon-l'abessonnien.....	4,509	52	4,257	933
Murat-sur-Vèbre.....	2,502	35	2,467	400
Boquecourbe.....	1,633	#	1,633	1,079
Saint-Amans-Soult.....	2,602	6	2,596	837
Sortèze.....	2,049	152	1,917	997
Vabre.....	2,509	#	2,509	1,183
Viane.....	2,097	#	2,097	494
Vielmar.....	994	40	954	596

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1866.	POPULATION totale.
Gaillac....	Cadalen.....	1,586	#	1,586
	Castelnau-de-Montmiral ..	2,058	4	2,054
	Cordes.....	1,860	34	1,826
	Gaillac.....	7,527	279	7,248
	Lisle.....	4,006	28	3,978
	Rabastens.....	4,821	8	4,813
	Salvagnac.....	1,619	16	1,603
	Vaour.....	537	41	596
Lavaur....	Cuq-Toulza.....	1,004	#	1,004
	Graulhet.....	7,848	36	7,812
	Lavaur.....	6,382	299	6,083
	Puylaurens.....	4,372	#	4,372
	Saint-Paul-Cap-de-Joux...	1,057	#	1,057
	Saint-Sulpice.....	2,454	41	2,413
TARN-ET-GARONNE.				
Castelsar- rasin.	Beaumont-de-Lomagne...	3,859	83	3,776
	Castelsarrasin.....	7,871	665	7,206
	Grisolles.....	2,127	2	2,125
	Lavit.....	1,519	#	1,519
	Montech.....	2,459	#	2,459
	Saint-Nicolas-de-la-Grave..	2,530	#	2,530
	Verdun-sur-Garonne.....	3,101	5	3,101
Moissac....	Auvillar.....	1,220	10	1,210
	Bourg-de-Visa.....	785	8	777
	Cazes-Mondenard.....	2,278	#	2,278
	Lauzerte.....	2,273	16	2,257
	Moissac.....	8,769	434	8,335
	Montaigu-de-Quercy.....	2,515	#	2,515
	Valence.....	3,430	#	3,430
Montauban.	Caussade.....	4,051	#	4,051
	Caylus.....	4,033	#	4,033
	Lafrançaise.....	3,140	16	3,124
	Molières.....	2,008	#	2,008
	Monclar-de-Quercy.....	1,665	#	1,665
	Montauban.....	29,470	4,178	25,292
	Montpezat-de-Quercy.....	1,996	#	1,996
	Nègrepelisse.....	2,501	39	2,462
	Saint-Antonin.....	4,033	#	4,033
	Septfonds.....	2,192	#	2,192
	Villebrumier.....	618	#	618

COMMUNES.	POPULATION	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
	totale.		totale.	agglomérée au chef-lieu.
VAR.				
Barjols.....	2,413	#	2,413	2,251
Besse.....	1,145	#	1,145	1,051
Brignoles.....	4,824	727	4,597	3,929
Cotignac.....	2,292	#	2,292	1,844
Gonfaron.....	2,524	#	2,524	2,391
Rians.....	1,916	#	1,916	1,676
Roquebrussanne (La).....	728	#	728	684
Saint-Maximin.....	2,419	22	2,397	2,199
Tavernes.....	822	#	822	790
Arcs (Les).....	2,532	#	2,532	1,797
Aups.....	1,892	#	1,892	1,640
Callas.....	1,346	#	1,346	1,160
Cogolin.....	2,054	#	2,054	1,897
Comps.....	613	#	613	557
Draguignan.....	9,963	743	9,220	7,902
Fayence.....	1,526	#	1,526	815
Flayosc.....	2,411	#	2,411	1,726
Fréjus.....	3,510	86	3,424	3,043
Grimaud.....	1,062	#	1,062	580
Lorgues.....	3,196	89	3,107	2,102
Luc (Le).....	2,746	157	2,589	2,311
Muy (Le).....	2,953	#	2,953	2,398
Saint-Raphaël.....	4,270	794	3,476	2,536
Saint-Tropez.....	3,599	34	3,565	3,066
Salernes.....	2,713	#	2,713	2,063
Vidauban.....	2,629	#	2,629	2,012
Beausset (Le).....	1,920	#	1,920	1,491
Bormes.....	2,059	#	2,059	673
Collobrières.....	2,285	#	2,285	2,053
Crau (La).....	3,187	175	3,012	1,506
Cuers.....	3,383	76	3,307	3,019
Garde (La).....	2,398	17	2,381	986
Hyères.....	17,708	2,063	15,645	9,027
Ollioules.....	3,966	#	3,966	2,533
Pierrefeu.....	2,374	101	1,973	1,524
Sanary.....	2,347	#	2,347	1,503
Seyne-sur-Mer (La).....	16,341	958	15,383	9,569
Six-Fours.....	2,813	#	2,823	421
Sollies-Pont.....	2,701	25	2,676	2,131
Toulon.....	95,276	19,891	75,385	70,843
Valette-du-Var (La).....	2,470	#	2,470	1,940
VAUCLUSE.				
Apt.....	5,851	98	5,753	4,538
Bonnieux.....	1,845	#	1,845	777
Cadenet.....	2,522	#	2,522	2,166
Gordes.....	1,638	#	1,638	503
Pertuis.....	4,910	16	4,894	4,141
Tour-d'Aigues (La).....	2,076	108	1,968	1,348

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complexe à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1866.	POPULATION totale.
Avignon....	Avignon.....	45,107	6,951	52,058
	Bédarrides.....	2,049	#	2,049
	Cavaillon.....	9,405	42	9,447
	Courthézon.....	3,105	6	3,111
	Isle-sur-la-Sorgue (L')....	6,266	184	6,450
	Sorgues.....	4,161	17	4,178
	Thor.....	2,610	#	2,610
Carpentras.	Bédoin.....	2,008	#	2,008
	Carpentras.....	10,797	169	10,966
	Mazan.....	2,268	2	2,270
	Monteux.....	3,847	#	3,847
	Mormoiron.....	1,387	#	1,387
	Pernes.....	3,790	51	3,841
	Sarrians.....	2,660	#	2,660
Orange....	Sault.....	2,030	#	2,030
	Beaumes.....	1,467	#	1,467
	Bollène.....	5,484	#	5,484
	Caderousse.....	2,819	#	2,819
	Malauca.....	2,215	#	2,215
	Mondragon.....	2,211	#	2,211
	Orange.....	9,980	166	10,146
Vaucluse.	Vaison.....	2,793	#	2,793
	Vaucluse.....	5,429	71	5,500
VENDEE.				
Fontenay- le-Comte.	Benet.....	2,590	#	2,590
	Bouffère (Le).....	2,977	#	2,977
	Chaillé-les-Marais.....	2,196	#	2,196
	Châtigneraie (La).....	1,944	7	1,951
	Fontenay-le-Comte.....	10,096	1,971	12,067
	Hermenault (L').....	951	#	951
	Luçon.....	6,745	340	7,085
	Maillezais.....	1,360	#	1,360
	Montournais.....	2,241	#	2,241
	Nalliers.....	2,551	#	2,551
	Pouzauges.....	3,407	#	3,407
	Sainte-Hermine.....	1,965	#	1,965
	Saint-Hilaire-des-Loges....	2,532	#	2,532
	Saint-Michel-en-l'Herm....	2,866	#	2,866
	Saint-Pierre-du-Chemin...	2,240	30	2,270
Roche- sur-Yon (La).	Vix.....	2,525	#	2,525
	Aizenay.....	4,298	#	4,298
	Pourcieux.....	2,371	#	2,371
	Bourg-sous-la-Roche-sur- Yon (Le).....	3,020	#	3,020
	Brouzils (Les).....	2,658	71	2,729
	Bruffière (La).....	3,000	#	3,000
	Chaze-le-Vicomte (La)....	2,669	4	2,673
	Chantonnay.....	4,070	145	4,215
	Chavagnes-en-Pailliers....	3,173	416	3,589
	Chauché.....	2,356	#	2,356
Cugand.	Cugand.....	2,186	#	2,186

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1836.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Epesses (Les).....	2,013	#	2,013	1,034
Essarts (Les).....	3,475	#	3,475	1,069
Ferrière (La).....	2,378	#	2,378	598
Gaubretière (La).....	2,162	#	2,162	806
Herbiers (Les).....	3,571	1	3,570	1,809
Lucs-sur-Boulogne (Les)...	2,758	#	2,758	721
Mareuil.....	1,840	12	1,828	1,252
Montaigu.....	1,776	36	1,740	1,740
Mortagne.....	2,198	41	2,137	2,098
Mouchamps.....	3,113	#	3,113	744
Poiré-sur-Vie (Le).....	4,325	#	4,325	684
Rocheservière.....	2,030	#	2,030	931
Roche-sur-Yon (La).....	12,710	2,255	10,435	9,463
Saint-Florent-des-Bois....	2,016	#	2,016	497
Saint-Fulgent.....	2,203	#	2,203	554
Saint-Georges-de-Montaigu	2,368	#	2,368	448
Saint-Hilaire-de-Loulay...	2,207	#	2,207	393
Saint-Laurent-sur-Sevre...	2,906	727	2,179	1,215
Saint-Martin-des-Noyers...	2,305	#	2,305	322
Saint-Philbert-de-Bouaine.	2,323	#	2,323	513
Verrie (La).....	2,265	#	2,265	720
Beauvoir.....	2,534	#	2,534	766
Bouin.....	2,670	14	2,656	1,361
Challans.....	5,453	52	5,401	2,039
Garnache (La).....	3,356	6	3,350	491
Ile-d'Yeu (L').....	3,489	29	3,460	1,424
Mothe-Achard (La).....	961	#	961	751
Moutiers-les-Mauxfaits (Les)	963	#	963	660
Noirmoutier.....	6,093	1	6,092	1,993
Olonne.....	2,929	#	2,929	816
Palluau.....	620	#	620	459
Perrier (Le).....	2,055	#	2,055	329
Sables-d'Olonne (Les)....	11,826	384	11,442	10,261
Sallertaine.....	2,456	#	2,456	385
S ^t -Christophe-du-Ligneron.	2,039	#	2,039	475
Saint-Etienne-du-Bois....	2,484	#	2,484	281
Saint-Gervais.....	2,017	4	2,013	608
Saint-Gilles-sur-Vie.....	1,783	#	1,783	1,326
Saint-Hilaire-de-Riez....	2,925	#	2,925	919
Saint-Hilaire-de-Talmont..	2,932	#	2,932	234
Saint-Jean-de-Monts.....	4,251	3	4,248	910
Soullans.....	2,225	#	2,225	322
Talmont.....	1,155	#	1,155	1,139

VIANNE.

Châtellerault.....	20,014	996	19,018	14,722
Duné.....	790	#	790	342
Leigné-sur-Usseau.....	414	#	414	90
Lencloître.....	2,006	#	2,006	1,347
Maintre.....	2,745	11	2,734	220
Pleumartin.....	1,300	#	1,300	563
Vouneuil-sur-Vienne.....	1,539	#	1,539	324

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896	POPULATION totale
Civray.....	Availles-Limouzine.....	2,250	■	2,250
	Charroux.....	1,876	25	1,851
	Civray.....	2,538	106	2,432
	Couhé.....	1,835	12	1,823
	Gençay.....	1,205	■	1,205
	Usson-du-Poitou.....	2,646	■	2,646
Loudun....	Loudun.....	4,617	185	4,432
	Moucontour.....	801	■	801
	Monts-sur-Guesnes.....	882	2	880
	Trois-Moûtiers (Les).....	1,248	■	1,248
Montmoril- lon.	Chauvigny.....	2,349	■	2,342
	Isle-Jourdain (L').....	1,056	4	1,052
	Lathus.....	2,264	■	2,261
	Lussac-les-Châteaux.....	1,799	2	1,797
	Montmorillon.....	5,281	337	4,944
	Saint-Savin.....	1,623	■	1,623
	Trimouille (La).....	1,842	■	1,842
Poitiers....	Vigean (Le).....	2,068	■	2,068
	Jaulnay.....	2,034	■	2,034
	Lusignan.....	2,139	8	2,131
	Migné.....	2,437	117	2,320
	Mirebeau.....	2,589	6	2,583
	Neuville.....	3,151	■	3,151
	Poitiers.....	38,518	6,140	32,378
	Rouillé.....	2,683	■	2,683
	Saint-Georges.....	1,381	■	1,381
	Saint-Julien-Lars.....	1,183	■	1,183
	Saint-Sauvant.....	2,567	■	2,567
	Vendeuvre-du-Poitou.....	2,533	■	2,533
	Villedieu (La).....	515	■	515
	Vivonne.....	2,493	■	2,493
	Vouillé.....	1,603	■	1,603

Vienne (HAUTE-).

Bellac.	Arnac-la-Poste.....	2,090	■	2,090
	Bellac.....	4,771	1,105	3,666
	Bessines.....	2,756	■	2,756
	Blond.....	2,251	■	2,251
	Bussière-Poitevine.....	2,324	■	2,324
	Châteauponsac.....	4,025	■	4,025
	Compreignac.....	2,167	■	2,167
	Dorat (Le).....	2,835	200	2,635
	Magnac-Laval.....	4,109	564	3,545
	Mézières-sur-Issoire.....	1,455	6	1,449
	Nantiat.....	1,722	■	1,722
	Saint-Sulpice-les-Feuilles..	2,008	■	2,008

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Aixe-sur-Vienne.....	3,699	25	3,674	2,239
Ambazac.....	3,758	24	3,734	800
Bujaleuf.....	2,513	#	2,513	584
Châteauneuf.....	1,747	#	1,747	580
Croisille (La).....	2,361	#	2,361	473
Eymoutiers.....	4,557	54	4,503	2,505
Isle.....	2,165	5	2,160	314
Laurière.....	1,394	#	1,394	480
Limoges.....	77,703	7,300	70,403	64,718
Linards.....	2,055	#	2,055	398
Nedde.....	2,132	#	2,132	405
Neuvic.....	2,008	#	2,008	286
Nieul.....	1,013	12	1,001	363
Peyrat-le-Château.....	2,508	#	2,508	862
Pierre-Buffière.....	957	#	957	818
Saint-Léonard.....	5,630	44	5,586	3,001
Sérilhac.....	2,281	3	2,278	402
Verneuil-sur-Vienne.....	2,120	#	2,120	295
Cussac.....	2,073	4	2,069	240
Dournazac.....	2,494	#	2,494	268
Oradour-sur-Glane.....	2,030	#	2,030	368
Oradour-sur-Vayres.....	3,293	#	3,293	482
Rochechouart.....	4,510	12	4,498	1,924
Saint-Junien.....	9,674	60	9,614	5,965
Saint-Laurent-sur-Gorre..	2,680	#	2,680	540
Saint-Mathieu.....	2,526	#	2,526	386
Vayres.....	2,252	#	2,252	354
Bussière-Galant.....	2,408	#	2,408	321
Châlus.....	2,589	28	2,561	1,565
Coussac-Bonneval.....	3,672	2	3,670	741
Ladignac.....	2,203	#	2,203	413
Nexon.....	3,079	36	3,043	947
Saint-Germain-les-Belles..	2,260	#	2,260	777
Saint-Yrieix.....	8,467	183	8,284	3,645
Vicq.....	2,289	#	2,289	201

VOSGES.

Bains-les-Bains.....	2,487	42	2,445	1,509
Bruyères.....	4,422	1,722	2,700	2,526
Châtel.....	1,351	69	1,282	1,256
Epinal.....	26,525	5,910	20,615	18,580
Fontenoy-le-Château.....	2,133	#	2,133	1,489
Golbey.....	2,311	103	2,208	2,208
Hadol.....	2,238	6	2,232	428
Rambervillers.....	5,706	986	4,720	4,387
Saint-Laurent.....	2,371	16	2,355	939
Thaon-les-Vosges.....	4,285	55	4,230	3,851
Xertigny.....	3,588	34	3,554	854

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION	
		total	total.
			96.
Civray....	Availles-Limouzine.....		
	Charroux.....		131
	Civray.....	0	5
	Couhé.....	106	1
	Gençay.....	5,063	251
Loudun....	Usson-du-Poitou..	1,511	1
	Loudun.....	2,516	99
	Moncontour..	1,683	1
	Monts-sur-G- Trois-Mout'		
Montmoril- lon.	Chauvign.....	941	1
	Isle-Jor.....	1,220	1
	Lathr.....	623	1
	Lus.....	1,625	10
	Me.....	4,164	165
Po	S.....	2,544	879
	resse (La).....	4,560	61
	Russang.....	2,607	40
	Cornimont.....	5,328	1
	Eloyes.....	2,049	39
	Plombières-les-Bains.....	1,869	1
	Remiremont.....	10,479	1,809
	Rupt.....	4,371	46
	Saint-Etienne.....	3,156	901
	Saint-Maurice-sur-Moselle.....	2,790	99
	Saulxures-sur-Moselotte.....	3,420	18
	Thillot (Le).....	3,203	19
Saint-Dié..	Vagny.....	2,866	1
	Val-d'Ajol (Le).....	7,339	16
	Anould.....	3,127	1
	Brouvelieures.....	441	1
	Corcieux.....	1,509	1
	Etival.....	2,470	1
	Fraize.....	3,905	1
	Gérardmer.....	8,811	1,404
	Granges.....	3,689	23
	Laveline.....	2,079	1
	Moussey.....	2,039	1
	Moyenmoutier.....	4,479	1
	Neuveville-lès-Raon.....	2,360	1
	Plainfaing.....	5,322	1
	Provençères-sur-Fave.....	910	1
	Raon-l'Etape.....	4,441	1
	Saint-Dié.....	21,396	2,227
	Senones.....	4,121	22
			4,099

	POPULATION totale.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
.....	18,576	2,862	15,714	15,082
.....	2,353	"	2,353	2,338
.....	1,195	"	1,195	1,195
.....	859	36	823	787
.....	1,111	"	1,111	908
.....	1,182	"	1,182	852
.....	2,721	80	2,641	2,383
.....	1,866	55	1,811	1,280
.....	1,235	5	1,230	1,192
.....	3,320	63	3,257	2,032
.....	2,411	"	2,411	403
.....	2,145	"	2,145	1,792
.....	5,809	125	5,684	5,164
.....	841	"	841	463
.....	1,080	"	1,080	767
.....	2,108	"	2,108	506
.....	863	"	863	573
.....	1,321	"	1,321	1,196
.....	1,994	51	1,943	1,441
.....	2,595	23	2,572	2,478
.....	1,228	"	1,228	685
.....	1,494	"	1,494	1,087
.....	6,299	1,087	5,212	5,045
.....	2,579	44	2,535	2,033
.....	1,805	"	1,805	1,330
.....	4,877	7	4,870	3,635
.....	707	"	707	670
.....	1,820	11	1,809	1,622
.....	14,924	1,327	13,597	13,513
.....	1,037	6	1,031	1,015
.....	1,645	14	1,631	1,631
.....	1,221	"	1,221	1,078
.....	772	"	772	634
.....	452	"	452	361
.....	1,348	"	1,348	1,107
.....	4,749	153	4,596	4,170

TABLEAU N° 4**INDIQUANT****S SECTIONS DE COMMUNES NON CHEFS-LIEUX****DE MOINS 1,000 HABITANTS DE POPULATION AGGLOMÉRÉE**

Tableau indiquant les sections de communes non chefs-lieu
ayant au moins 1,000 habitants de population agglomérée.

NOMS des départements.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POPULATION de la section agglomérée.
ARDÈCHE.....	Aubenas.....	Le Pont-d'Aubenas....	1,091
AVEYRON.....	Aubin.....	Le Gua.....	3,405
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Arles.....	Saint-Louis-du-Rhône..	1,111
		Saint-Martin.....	2,118
		Saint-Cybard.....	1,730
	Angoulême.....	L'Honnneau.....	4,119
		La Bussatte-Saint-Roch.	2,884
		Tourgarnier-les-Bezines	2,880
CHARENTE.....		Saint-Ausonne.....	1,977
	Cognac.....	Cagouillet.....	7,497
		Saint-Martin.....	3,731
		Saint-Jacques.....	2,331
	Confolens.....	Saint-Barthélemy.....	1,214
		Saint-Maxime.....	1,107
CHER.....	Bourges.....	Asnières (village)....	1,713
	Viezy-Village.....	Saint-Martin.....	1,564
CÔTES-DU-NORD...	Saint-Quay.....	Portrieux.....	1,125
	Besançon.....	Saint-Claude.....	1,115
		La Butte.....	2,750
DOUBS.....		Saint-Ferjeux.....	1,007
	Feschcs-le-Châtel....	Le Rondelot.....	1,217
	Lambézellec.....	Kérinou.....	4,571
FINISTÈRE.....	Saint-Pierre-Quilbignon	Pilier-Rouge.....	4,795
	Lauriec.....	Quatre-Moulins.....	1,116
		Le Passage.....	1,712
	Alais.....	Tamaris.....	1,111
	La Grand'Combe.....	Trescol.....	2,177
GARD.....		Champfcauson.....	1,235
	Robiac.....	Rochessadoule.....	1,535
	Saint-Florent.....	Le Martinet.....	1,157
HAUTE-GARONNE..	Toulouse.....	Croix-de-Pierre.....	1,010
	Bègles.....	Saint-Maurice.....	1,234
GIRONDE.....	Caudéran.....	Carloze.....	2,735
	Gujan.....	Mestras.....	2,115
	Veauche.....	Saint-Laurent.....	1,155
LOIRE.....	Saint-Julien-en-Jarret..	La Valette.....	1,618
	S'-Martin-en-Coailleux.	L'Horme.....	1,754
	Chantenay-sur-Loire..	Saint-Clair.....	1,117
LOIRE-INFÉRIEURE.	Rezé.....	Trentemoult.....	1,065
	Montoir-de-Bretagne...	S'-Paul-Trois-Moulins..	1,098
		Trignac.....	1,115

	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POPULATION municipale de la section,	
			agglomérée.	éparse.
MORUEUX.	Tourlaville.....	La Mielle.....	2,994	363
	Ay.....	La Villa.....	1,897	61
	Dizy-Magenta.....	Magenta.....	1,975	"
MORUEUX.	Jœuf.....	Génibois.....	1,038	858
	Pluneret.....	Sainte-Anne.....	1,016	207
	Plœmeur.....	Keryado.....	3,606	600
	Riantec.....	Locmiquélic.....	1,527	"
	Fourmies.....	Trioux-de-Villers.....	1,508	"
	Maubeuge.....	Sous-le-Bois.....	4,375	"
	Flers (Douai).....	Pont-de-la-Deûle.....	1,256	"
	Gravelines.....	Petit-Fort-Philippe.....	1,887	"
	Estaires.....	Nouvelle-France.....	1,048	"
	Faches.....	Douliou.....	1,244	"
	Flers (Lille).....	Thumesnil.....	3,045	"
	Halluin.....	Le Breucq.....	1,127	"
	Hem.....	Le Mont.....	2,454	"
	Lammersart.....	Colbras.....	1,708	"
	Lomme.....	Petit-Lannoy.....	1,601	"
	Mouvaux.....	Canteleu.....	2,932	"
	Wattrelos.....	Marais.....	1,372	"
	Bruay.....	Mont-à-Camp-et-Carnoye.....	1,069	"
	Fresnes.....	Croix-Bouillette.....	1,142	"
	Hasnon.....	Baillerie.....	1,135	"
	Raismes.....	Laboureur.....	1,075	"
	Trieth-Saint-Léger.....	Sapin-Vert.....	1,284	"
AIS.	Alloune.....	Touquet.....	1,248	"
	Chiry-Ourscamps.....	Thiers.....	1,553	"
	Domfront.....	Le Trieu.....	1,552	"
	Ardres.....	Cataine.....	1,061	"
	Auchel.....	Vicoigne.....	1,649	"
	Billy-Berclau.....	Chemis-de-Cambrai-et-Poirier.....	1,117	"
	Bully.....	Voisinlieu.....	1,352	"
	Brocourt.....	Ourscamps.....	1,367	"
	Isbergues.....	Saint-Front.....	1,872	"
	Liévaïn.....	Bois-en-Ardres.....	1,196	"
	Mazingarbe.....	Nimbert.....	1,431	"
	Méricourt.....	Berclau.....	1,418	"
	Rouvroy.....	Les Brebis.....	1,544	"
	Sangatte.....	Brocourt (Mines).....	1,699	"
	Vendin-le-Vieil.....	Pont-à-Balques.....	1,325	"
ME.	Clermont-Ferrand.....	Cité Saint-Fierre.....	1,348	"
	Veyre-Monton.....	Les Brebis.....	2,023	"
		Corons du n° 3.....	1,014	"
		Lavaleresse.....	1,748	"
		Rouvroy (Mines).....	1,613	"
		Les Baraques.....	1,267	"
		La Cité.....	1,042	"
		Montferrand.....	3,618	"
		Monton.....	1,338	"

NOMS des départements.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	1871 NOM de la section
RHÔNE.....	Lyon..	Partie baulieue du III ^e arrondis- sement municipal.	La Villette 13,200
			Sacré-Cœur..... 1,700
			Montchat..... 3,300
			Monplaisir..... 4,500
			Monplaisir-la-Plaine... 2,470
			Le Grand-Trou..... 4,300
			La Mouche..... 3,800
		V ^e arrondis- sement municipal.	Les Grandes-Terres... 1,140
			Saint-Just..... 1,300
		VI ^e arrondis- sement municipal.	Saint-Irénée..... 1,600
SAÔNE-ET-LOIRE..	Vénissieux.....		Bellecombe..... 1,170
			Baraban..... 1,630
			Moulin-à-Vent..... 1,200
			Saint-Charles..... 4,430
			La Molette..... 1,600
		Le Creusot.....	Couronne-et-Pompiers. 1,700
			La Vill'edieu..... 3,600
			Saint-Henri..... 1,700
			Les Riaux..... 1,700
		Épinac.....	La Garenne..... 1,700
SEINE.....	Gennevilliers.....		Villeneuve-la-Garenne.. 1,800
			Les Grésillons..... 2,100
SOMME.....	Fruville.....		Escarbotin..... 1,400
			La Neuville..... 1,200
		Amiens.....	Montières..... 3,300
			Renancourt..... 1,800
VENDÉE.....	Noirmoutier.....		L'Épine..... 1,200
			La Guérinière..... 1,200
VOSGES.....	Portieux.....		La Verrerie..... 1,400
		Vagney.....	Zainvillers..... 1,100
		Plainfaing.....	Habeaurupt..... 1,000

Vu pour être annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur

Signé : LOUIS BARTHÉ

— DÉCRET qui déclare authentiques les Tableaux de la Population de l'Algérie.

Du 31 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 janvier 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du Ministre de l'intérieur,

les nouveaux états de population dressés officiellement par les préfets
de l'Algérie, en exécution du décret du 10 février 1896⁽¹⁾;

les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Arrête :

1°. Les tableaux de la population ci-annexés :

les départements de l'Algérie ;

les arrondissements et des territoires de commandement ;

les communes ,

sont considérés comme seuls authentiques à partir du 1^{er} janvier

les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
faire exécuter le présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois et
du Journal officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 31 décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION totale.
Civray.....	Availles-Limouzine.....	2,250	#	2,250
	Charroux.....	1,876	25	1,851
	Civray.....	2,558	106	2,452
	Couhé.....	1,835	12	1,823
	Gençay.....	1,205	#	1,205
	Usson-du-Poitou.....	2,646	#	2,646
Loudun....	Loudun.....	4,617	183	4,434
	Moncontour.....	801	#	801
	Monts-sur-Guesnes.....	882	?	880
	Trois-Moutiers (Les).....	1,248	#	1,248
Montmoril- lon.	Chauvigny.....	2,349	7	2,342
	Isle-Jourdain (L').....	1,056	4	1,052
	Lathus.....	2,264	#	2,264
	Lussac-les-Châteaux.....	1,799	?	1,797
	Montmorillon.....	5,284	337	4,947
	Saint-Savin.....	1,623	#	1,623
	Trimouille (La).....	1,842	#	1,842
	Vigecant (Le).....	2,068	#	2,068
Poitiers....	Jaulnay.....	2,034	#	2,034
	Lusignan.....	2,139	8	2,131
	Migné.....	2,437	117	2,320
	Mirebeau.....	2,589	6	2,583
	Neuville.....	3,151	#	3,151
	Poitiers.....	38,518	6,140	32,378
	Rouillé.....	2,683	#	2,683
	Saint-Georges.....	1,381	#	1,381
	Saint-Julien-Lars.....	1,183	#	1,183
	Saint-Sauvant.....	2,567	#	2,567
	Vendeuvre-du-Poitou.....	2,533	#	2,533
	Villedieu (La).....	515	#	515
	Vivonne.....	2,493	#	2,493
	Vouillé.....	1,603	#	1,603
VIENNE (HAUTE-).				
Bellac.....	Arnac-la-Poste.....	2,090	#	2,090
	Bellac.....	4,771	1,105	3,666
	Bessines.....	2,756	#	2,756
	Blond.....	2,251	#	2,251
	Bussière-Poitevine.....	2,324	#	2,324
	Châteauponsac.....	4,025	#	4,025
	Compreignac.....	2,167	#	2,167
	Dorat (Le).....	2,835	200	2,635
	Magnac-Laval.....	4,109	564	3,545
	Mézières-sur-Issoire.....	1,455	6	1,449
	Nantiat.....	1,722	#	1,722
	Saint-Sulpice-les-Feuilles..	2,008	#	2,008

COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complexe à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
			totale.	agglomérée au chef-lieu.
Aixe-sur-Vienne.....	3,699	25	3,674	2,239
Ambazac.....	3,758	24	3,734	800
Bujaleuf.....	2,513	#	2,513	584
Châteauneuf.....	1,747	#	1,747	580
Croisille (La).....	2,361	#	2,361	473
Eymoutiers.....	4,557	54	4,503	2,505
Isle.....	2,165	5	2,160	314
Laurière.....	1,394	#	1,394	480
Limoges.....	77,703	7,300	70,403	64,718
Linards.....	2,055	#	2,055	398
Nedde.....	2,132	#	2,132	405
Neuvic.....	2,008	#	2,008	286
Nieul.....	1,013	12	1,001	363
Peyrat-le-Château.....	2,508	#	2,508	862
Pierre-Buffière.....	957	#	957	818
Saint-Léonard.....	5,630	44	5,586	3,001
Sérailhac.....	2,281	3	2,278	402
Verneuil-sur-Vienne.....	2,120	#	2,120	295
Cussac.....	2,073	4	2,069	240
Dournazac.....	2,494	#	2,494	268
Oradour-sur-Glane.....	2,030	#	2,030	368
Oradour-sur-Vayres.....	3,293	#	3,293	482
Rochechouart.....	4,510	12	4,498	1,924
Saint-Junien.....	9,674	60	9,614	5,965
Saint-Laurent-sur-Gorre.....	2,680	#	2,680	540
Saint-Mathieu.....	2,526	#	2,526	386
Vayres.....	2,252	#	2,252	354
Bussière-Galant.....	2,408	#	2,408	321
Châlus.....	2,589	28	2,561	1,565
Coussac-Bonneval.....	3,672	2	3,670	741
Ladignac.....	2,203	#	2,203	413
Nexon.....	3,079	36	3,043	947
Saint-Germain-les-Belles.....	2,260	#	2,260	777
Saint-Yrieix.....	8,467	183	8,284	3,646
Vicq.....	2,289	#	2,289	201

VOSGES.

Bains-les-Bains.....	2,487	42	2,445	1,509
Bruyères.....	4,422	1,722	2,700	2,526
Châtel.....	1,351	69	1,282	1,256
Epinal.....	26,525	5,910	20,615	18,580
Fontenoy-le-Château.....	2,133	#	2,133	1,489
Golbey.....	2,311	103	2,208	2,208
Hadol.....	2,238	6	2,232	428
Rambervillers.....	5,706	986	4,720	4,387
Saint-Laurent.....	2,371	16	2,355	939
Thaon-les-Vosges.....	4,285	55	4,230	3,851
Xertigny.....	3,589	34	3,554	854

ARRONDISSE- MENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part conformément à l'arrêté du 10 février 1866.	POPULATION totale.
Mirecourt.	Charmes.....	3,644	131	3,513
	Darney.....	1,430	5	1,425
	Dompaire.....	1,106	—	1,106
	Mirecourt.....	5,063	251	4,812
	Monthureux-sur-Saône...	1,511	—	1,511
	Portieux.....	2,516	99	2,417
	Vittel.....	1,683	—	1,683
Neuf- château.	Bulgnéville.....	941	—	941
	Châtenois.....	1,220	—	1,220
	Coussey.....	623	—	623
	Lamarche.....	1,625	10	1,515
	Neufchâteau.....	4,164	165	3,999
	Roucoux.....	2,544	879	1,665
Remire- mont.	Bresse (La).....	4,560	61	4,499
	Bussang.....	2,607	40	2,567
	Cornimont.....	5,328	—	5,328
	Éloyes.....	2,049	39	2,010
	Plombières-les-Bains.....	1,869	—	1,869
	Remiremont.....	10,479	1,809	8,670
	Rupt.....	4,371	46	4,325
	Saint-Étienne.....	3,156	902	2,254
	Saint-Maurice-sur-Moselle.	2,790	99	2,691
	Saulxures-sur-Moselotte..	3,420	18	3,402
	Thillot (Le).....	3,203	19	3,184
	Vagney.....	2,866	—	2,866
	Val-d'Ajol (Le).....	7,339	16	7,323
Saint-Dié.	Anould.....	3,127	—	3,127
	Brouvelieures.....	441	—	441
	Corcieux.....	1,509	—	1,509
	Étival.....	2,470	—	2,470
	Fraize.....	3,905	—	3,905
	Gérardmer.....	8,811	1,404	7,407
	Granges.....	3,689	73	3,616
	Laveline.....	2,079	—	2,079
	Moussey.....	2,039	—	2,039
	Moyeumontier.....	4,479	—	4,479
	Neuveville-lès-Raon.....	2,360	—	2,360
	Plainfaing.....	5,322	—	5,322
	Provençères-sur-Fave....	910	—	910
	Raon-l'Étape.....	4,441	—	4,441
	Saint-Dié.....	21,396	2,227	19,169
	Senones.....	4,121	72	4,049

ISSE- S.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION complée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	POPULATION MUNICIPALE	
				totale.	agglomérée au chef-lieu.
YONNE.					
e	Auxerre.....	18,576	2,862	15,714	15,082
	Chablis.....	2,353	#	2,353	2,338
	Coulanges-la-Vineuse....	1,195	#	1,195	1,195
	Coulanges-sur-Yonne....	859	36	823	787
	Courson-les-Carrières....	1,111	#	1,111	908
	Ligny-le-Châtel.....	1,182	#	1,182	852
	Saint-Florentin.....	2,721	80	2,641	2,383
	Saint-Sauveur.....	1,866	55	1,811	1,280
	Seignelay.....	1,235	5	1,230	1,192
	Toucy.....	3,320	63	3,257	2,032
e	Treigny.....	2,411	#	2,411	403
	Vermenton.....	2,145	#	2,145	1,792
	Avallon.....	5,809	125	5,684	5,164
	Guillon.....	841	#	841	463
	Isle-sur-Serein (L').....	1,080	#	1,080	767
	Quarré-les-Tombes.....	2,108	#	2,108	506
	Vézelay.....	863	#	863	573
	Aillant.....	1,321	#	1,321	1,196
	Bléneau.....	1,994	51	1,943	1,441
	Brienon-sur-Armançon....	2,595	23	2,572	2,478
e	Cerisiers.....	1,228	#	1,228	685
	Charny.....	1,494	#	1,494	1,087
	Joigny.....	6,299	1,087	5,212	5,045
	Saint-Fargeau.....	2,579	44	2,535	2,033
	Saint-Julien-du-Sault....	1,805	#	1,805	1,330
	Villeneuve-sur-Yonne....	4,877	7	4,870	3,635
	Chéroy.....	707	#	707	670
	Pont-sur-Yonne.....	1,820	11	1,809	1,622
	Sens.....	14,924	1,327	13,597	13,513
	Sergines.....	1,037	6	1,031	1,015
re	Villeneuve-l'Archevêque..	1,645	14	1,631	1,631
	Ancy-l'e-Franc.....	1,221	#	1,221	1,078
	Cruzy-le-Châtel.....	772	#	772	634
	Flogny.....	452	#	452	361
	Noyers.....	1,348	#	1,348	1,107
	Tonnerre.....	4,749	153	4,596	4,170

TABLEAU N° 4**INDIQUANT****ES SECTIONS DE COMMUNES NON CHEFS-LIEUX****AU MOINS 1,000 HABITANTS DE POPULATION AGGLOMÉRÉE**

Tableau indiquant les sections de communes non chefs-lieu
ayant au moins 1,000 habitants de population agglomérée.

NOMS des départements.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POTEN- tiel de la popu- lation ag- glom- mée.
ARDÈCHE.....	Aubenas.....	Le Pont-d'Aubenas....	1,091
AVEYRON.....	Aubin.....	Le Gua.....	3,409
BOUCHES-DU-RHÔNE.	Arles.....	Saint-Louis-du-Rhône..	1,114
		Saint-Martin.....	2,115
		Saint-Cybard.....	1,730
	Angoulême.....	L'Hommeau.....	4,449
		La Bussatte-Saint-Roch.	2,884
		Tourgnier-les-Bezines	2,786
CHARENTE.....		Saint-Ausonne.....	1,977
	Cognac.....	Cagouillet.....	7,497
		Saint-Martin.....	3,533
		Saint-Jacques.....	2,334
	Confolens.....	Saint-Barthélemy.....	1,236
		Saint-Maxime.....	1,307
CHER.....	Bourges.....	Asnières (village)....	1,711
	Vierzon-Village.....	Saint-Martin.....	1,561
CÔTES-DU-NORD...	Saint-Quay.....	Portrieux.....	1,104
		Saint-Claude.....	1,104
DOUBS.....	Besançon.....	La Bulte.....	1,561
		Saint-Ferjeux.....	1,007
	Fesch-le-Châtel....	Le Rondelot.....	1,151
FINISTÈRE.....	Lambézellec.....	Kérinou.....	1,374
	Saint-Pierre-Quilbignon	Pilier-Rouge.....	1,741
	Lanriec.....	Quatre-Moulins.....	1,111
		Le Passage.....	1,111
	Alais.....	Tamaris.....	1,331
GARD.....	La Grand'Combe.....	Trescol.....	2,171
	Robiac.....	Champclauson.....	1,331
	Saint-Florent.....	Rochessadoule.....	1,331
		Le Martinet.....	1,131
HAUTE-GARONNE..	Toulouse.....	Croix-de-Pierre.....	1,011
GIRONDE.....	Bègles.....	Saint-Maurice.....	1,551
	Caudéran.....	Cardoze.....	2,131
	Gujan.....	Mestras.....	2,131
LOIRE.....	Veauce.....	Saint-Laurent.....	1,151
	Saint-Julien-en-Jarret..	La Valette.....	1,611
	S'-Martin-en-Coailleux.	L'Horre.....	1,751
LOIRE-INFÉRIEURE	Chantenay-sur-Loire..	Saint-Clair.....	1,241
	Rezé.....	Trentemoult.....	1,061
	Montoir-de-Bretagne...	S'-Paul-Trois Moulins..	1,061
		Trignac.....	2,141

Départ.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POPULATION municipale de la section,	
			agglomérée.	éparse.
	Tourlaville.....	La Mielle.....	2,994	363
	Ay.....	La Villa.....	1,897	61
	Dizy-Magenta.....	Magenta.....	1,975	1
MOSELLE.	Jœuf.....	Génibois.....	1,038	858
	Pluneret.....	Sainte-Anne.....	1,016	207
	Plœmeur.....	Keryado.....	3,606	600
	Riantec.....	Locmiquélic.....	1,527	1
	Fourmies.....	Trioux-de-Villers.....	1,508	1
	Maubeuge.....	Sous-le-Bois.....	4,375	1
	Flers (Douai).....	Pont-de-la-Déule.....	1,256	1
	Gravelines.....	Petit-Fort-Philippe.....	1,887	1
	Estaires.....	Nouvelle-France.....	1,048	1
	Faches.....	Doulieu.....	1,244	1
	Flers (Lille).....	Thumesnil.....	3,045	1
	Halluin.....	Le Breucq.....	1,127	1
	Hem.....	Le Mont.....	2,454	1
	Lambersart.....	Colbras.....	1,708	1
	Lomme.....	Petit-Lannoy.....	1,601	1
	Mouvaux.....	Canteleu.....	2,932	1
	Wattrelos.....	Marais.....	1,372	1
		Mont-à-Camp-et-Caroye.....	1,069	1
		Croix-Bouillette.....	1,142	1
		Baillierie.....	1,135	1
		Laboureur.....	1,075	1
		Sapin-Vert.....	1,284	1
		Touquet.....	1,248	1
		Thiers.....	1,553	1
		Le Trieu.....	1,551	1
		Cataine.....	1,061	1
		Vicoigne.....	1,649	1
	Trith-Saint-Léger.....	Chemis-de-Cambrai-et-Poirier.....	1,117	1
	Allonne.....	Voisinlieu.....	1,352	1
	Chiry-Ourscamps.....	Ourscamps.....	1,367	1
	Domfront.....	Saint-Front.....	1,872	1
	Ardres.....	Bois-en-Ardres.....	1,196	1
	Auchel.....	Rimbert.....	1,431	1
	Billy-Berclau.....	Berclau.....	1,418	1
	Bully.....	Les Brebis.....	1,544	1
	Brocourt.....	Brocourt (Mines).....	1,699	1
	Isbergues.....	Pont-à-Balques.....	1,325	1
	Liévin.....	Cité Saint-Fierre.....	1,348	1
	Mazingarbe.....	Les Brebis.....	2,023	1
		Corons du n° 3.....	1,014	1
	Méricourt.....	Lavaleresse.....	1,748	1
	Rouvroy.....	Rouvroy (Mines).....	1,613	1
	Sangatte.....	Les Baraques.....	1,267	1
	Vendin-le-Vil.....	La Cité.....	1,042	1
LE.	Clermont-Ferrand.....	Montferrand.....	3,618	1
	Veyre-Monton.....	Monton.....	1,338	1

NOMS des départements.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POPULATION au 1 ^{er} janvier 1896.
RHÔNE.....	Lyon..	Partie baulieu du III ^e arrondis- sement municipal.	La Villette 13,680
			Sacré-Cœur..... 1,780
			Montchat..... 5,573
			Monplaisir..... 1,574
			Monplaisir-la-Plaine..... 2,474
			Le Grand Trou..... 1,300
			La Mouche..... 3,451
		v ^e arrondisse- ment municipal.	Les Grandes-Terres... 1,414
			Saint-Just..... 1,523
		vi ^e arrondisse- ment municipal.	Saint-Irénée..... 1,991
SAÔNE-ET-LOIRE..	Vénissieux.....		Bellecombe..... 1,239
			Baraban..... 1,636
			Moulin-à-Vent..... 1,086
			Saint-Charles..... 1,137
			La Molette..... 1,090
			Couronne-et-Pompiers.. 1,162
			La Villadiou..... 3,677
			Saint-Henri..... 1,377
			Les Riaux..... 1,708
			La Garenne..... 1,755
SEINE.....	Gennevilliers.....		Villeneuve-la-Garenne.. 1,850
			Les Grésillons..... 2,174
SOMME.....	Fruville.....		Escarbotin..... 1,000
			La Neuville..... 1,580
			Montières..... 3,515
			Renancourt..... 1,090
VENDÉE.....	Noirmoutier.....		L'Épine..... 1,594
			La Guérinière..... 1,214
VOSGES.....	Portieux.....		La Verrerie..... 1,410
			Zainvillers..... 1,115
			Habeaurupt..... 1,022

Vu pour être annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur

Signé : LOUIS BARTHÉLEMY

D. — DÉCRET qui déclare authentiques les Tableaux de la Population de l'Algérie.

Du 31 Décembre 1896.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 janvier 1897.)

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur rapport du Ministre de l'intérieur,

sur nouveaux états de population dressés officiellement par les préfets d'Algérie, en exécution du décret du 10 février 1896⁽¹⁾;

sur propositions du gouverneur général de l'Algérie,

ARRÊTE :

1^{er}. Les tableaux de la population ci-annexés :

des départements de l'Algérie ;

des arrondissements et des territoires de commandement ;

des communes,

sont considérés comme seuls authentiques à partir du 1^{er} janvier

Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois et du Journal officiel du Gouvernement général de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 31 décembre 1896.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Fait et lué : LOUIS BARTHOU.

DENOMBREMENT DE LA POPULATION DE L'ALGÉRIE.

EAU N° 1, indiquant la population de chaque département.

	TERRITOIRES administrés par l'autorité civile.			TERRITOIRES de commandement.		POPULATION		
	NOMBRE			NOMBRE				
	des arrondissements.	des communes de plein exercice.	des communes mixtes.	des communes mixtes.	des communes indigènes.	des territoires administrés par l'autorité civile.	des territoires de commandement.	TOTAL.
.....	5	103	21	3	5	1,313,206	213,461	1,526,667
de.....	7	72	34	"	5	1,671,895	202,611	1,874,506
.....	5	82	18	3	2	888,177	140,071	1,028,248
AUX....	17	257	53	6	12	3,873,278	556,143	4,429,421

été annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

TABEAU N° 2, indiquant la population des arrondissements, des territoires de commandement et le nombre des communes dans les territoires.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE de COMMUNES.	
DÉPARTEMENT D'ALGER.		
Territoire civil.		
Arrondissement d'Alger.....	71	
— de Médéa.....	8	
— de Miliana.....	17	
— d'Orléansville.....	9	
— de Tizi-Ouzou.....	19	
Territoire de commandement.....	8	
TOTAUX.....	132	
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.		
Territoire civil.		
Arrondissement de Batna.....	8	
— de Bône.....	16	
— de Bougie.....	14	
— de Constantine.....	30	
— de Guelma.....	12	
— de Philippeville.....	13	
— de Sétif.....	13	
Territoire de commandement.....	5	
TOTAUX.....	111	

POPULATION MUNICIPALE									
AGGLOMÉRÉE.									
Nationalités diverses.	TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	N. de parents inscrites naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'rabites.	Tunisais.	Marocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
JANA.									
298	4,101	864	36	15	452	1	37	255	1,660
10	3,657	184	#	#	#	#	#	5	189
31	1,938	78	4	5	32	#	#	1	120
76	1,212	229	7	3	114	#	#	63	416
22	4,072	538	#	#	148	#	#	22	708
160	4,151	353	56	6	376	4	3	123	821
2	2,505	249	#	#	#	#	#	2	251
1	1,114	117	5	#	#	#	#	#	122
30	1,699	133	3	#	128	#	#	30	299
2,060	8,108	930	493	336	1,500	10	37	442	3,748
#	2,227	190	#	#	73	#	#	#	263
102	3,934	494	174	53	644	#	37	99	1,501
16	653	152	#	#	37	#	#	16	205
#	25,457	#	#	#	#	#	#	#	#
118	26,961	308	10	3	#	#	#	93	414
482	17,445	130	#	#	#	#	#	39	169
65	34,315	#	#	#	#	#	#	#	#
ANSVILLE.									
9	2,546	188	#	#	36	#	#	9	233
15	4,364	175	#	4	125	#	#	13	317
42	3,413	259	#	4	157	#	4	42	466
962	10,935	1,236	294	99	718	1	51	481	2,910
79	4,766	322	27	#	329	#	18	54	750
597	4,247	642	26	19	1,122	2	29	450	2,290
54	48,814	246	#	#	80	#	#	7	333
104	33,307	31	#	#	#	#	#	#	31
17	37,082	#	#	#	#	#	#	#	#
I-OUZOU.									
10	7,242	231	#	#	#	#	#	10	241
269	12,577	388	#	#	292	#	2	172	854
38	7,745	221	#	#	60	#	#	38	319
147	13,782	806	57	37	2,936	#	4	147	3,987
56	4,194	395	3	2	321	#	1	36	758
37	8,716	284	#	#	22	#	#	36	342
21	5,493	243	#	#	#	#	#	21	264
113	9,270	180	#	#	#	#	#	25	205
6	8,035	111	#	#	16	#	#	6	483
9	7,005	164	#	#	#	#	#	9	173

TABLEAU n° 3, indiquant la population

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Autres Français.
Aïn-Taya.....	1,983	..	568	..	..	..
Alger.....	96,784	4,664	42,004	5,498	4,451	..
Alma.....	3,988	135	550	..	..	..
Ameur-el-Ain.....	1,939	5	419	7	..	..
Arba.....	8,033	114	1,195	15	13	..
Arbat'che.....	2,963	..	201	..	..	..
Attaiba.....	2,287	..	195	..	..	..
Annale.....	5,638	617	837	14	..	..
Baba-Hassen.....	611	26	252	..	..	..
Beni-Mered.....	527	..	348	..	..	..
Birkadem.....	2,014	8	781	3	..	..
Birmandreis.....	1,537	..	482	..	..	..
Bir-Rabalou.....	5,531	..	244	..	..	..
Birtouta.....	2,289	103	405	..	..	..
Blad-Guitoan.....	4,048	..	302	..	..	..
Blida.....	27,772	2,489	6,991	474	100	..
Boufarik.....	8,772	50	4,009	53	36	..
Bouinan.....	3,494	..	247	4	1	..
Bouira.....	7,063	8	892	5	5	..
Boukika.....	910	..	305	..	..	..
Bouzaréa.....	2,348	455	578	..	..	..
Castiglione.....	3,007	25	1,509	..	..	..
Chebli.....	3,090	156	371	..	..	..
Cheragas.....	2,505	46	938	6	..	..
Cherchell.....	9,053	174	1,611	29	17	..
Chiffa (La).....	2,989	..	656	..	..	..
Courbet.....	2,357	..	272	..	..	..
Crescia.....	1,154	..	228	..	..	..
Dely-Ibrahim.....	1,003	307	455	..	..	..
Douéra.....	3,886	199	1,623	4	..	..
Draria.....	1,415	..	483	..	..	..
El-Achour.....	443	..	286	1	..	..
El-Affroun.....	3,210	4	575	9	4	..
El-Biar.....	3,525	522	1,731	26	15	..
Fondouk.....	4,959	65	321	..	..	..
Fort-de-l'Eau.....	2,291	..	893	..	..	..
Fouka.....	998	..	646	..	..	..
Gouraya.....	3,670	..	224	..	..	..
Guyotville.....	2,231	..	745	..	..	..
Hussein-Dey.....	4,266	..	1,192	17	1	..

des départements de l'Algérie.

TIEN MUNICIPALE

AGGLOMERÉE.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents inscrites nature inda par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sojets français, arabes, kabyles, m'abiles.	Tunisiens.	Masocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
1,983	311	#	1	9	#		470	791
92,120	42,004	5,498	4,485	23,346	264	696	15,827	92,120
3,853	395	#	#	92	#	1	310	698
1,934	246	7	2	160	#	2	89	506
7,919	760	13	13	253	#	4	607	1,652
2,963	131	#	#	3	#	#	7	141
2,287	67	#	#	72	#	#	22	161
5,021	622	14	2	849	3	32	429	1,951
585	188	#	#	3	#	#	129	320
527	311	#	#	1	#	#	123	435
2,006	423	3	1	78	#	1	116	622
1,537	114	#	#	17	#	#	113	244
5,331	163	#	#	4	#	#	17	184
2,186	145	#	#	2	#	#	80	227
4,018	130	#	#	1	#	#	32	163
25,283	4,928	474	400	5,949	1	43	1,231	13,026
8,722	3,172	53	36	894	#	#	796	4,951
3,494	166	4	1	144	#	1	80	396
7,055	738	5	5	566	1	19	155	1,489
910	212	#	#	72	#	8	40	332
1,893	157	#	#	10	#	#	73	240
2,982	826	#	#	150	#	#	534	1,510
2,934	170	#	#	119	#	1	208	498
2,459	552	6	#	51	#	#	333	842
8,879	923	29	17	2,563	#	2	376	3,910
2,989	656	#	1	#	#	#	145	802
2,357	114	#	#	#	#	#	37	151
1,154	149	#	#	#	#	#	47	196
696	232	#	#	7	#	1	32	272
3,687	1,325	4	#	80	#	#	405	1,814
1,415	267	#	#	24	#	#	66	357
443	158	#	#	2	#	#	45	175
3,206	481	9	4	359	#	13	334	1,310
3,003	870	3	2	81	#	#	369	1,325
4,894	230	#	#	144	#	22	249	650
2,291	596	#	#	35	#	#	505	1,136
998	571	#	#	2	#	#	129	701
3,670	200	#	#	82	#	#	8	290
2,351	483	#	#	36	#	#	777	1,296
4,266	1,108	17	4	191	#	#	1,457	2,777

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par décret du 24 octobre 1890.	Naturalisés par décret du 24 octobre 1890.	Moins Français.
Koléa.....	5,667	255	1,638	11	10	
Kouba.....	3,050	433	771	4	2	
Mahelma.....	1,087	#	249	#	#	
Maison-Blanche.....	947	#	157	2	#	
Maison-Carrée.....	5,846	258	1,792	2	2	
Marengo.....	4,953	58	1,294	19	9	
Ménerville.....	7,143	57	1,142	#	#	
Meurad.....	3,749	#	274	#	#	
Mouzaïaville.....	4,906	#	1,162	3	#	
Mustapha.....	32,816	2,045	19,699	325	254	
Oued-el-Alleug.....	3,224	#	671	#	#	
Ouled-Fayet.....	759	#	418	#	#	
Palestro.....	3,292	#	375	#	7	
Reghaïa.....	1,543	199	136	#	#	
Rivet.....	4,010	#	147	#	#	
Rouiba.....	2,947	40	445	#	#	
Rovigo.....	7,616	#	289	1	#	
Saint-Eugène.....	4,171	150	1,650	391	273	
Saint-Ferdinand.....	632	#	285	#	#	
Saint-Pierre-Saint-Paul.....	4,959	#	187	#	#	
Saoula.....	1,250	#	267	#	#	
Sidi-Moussa.....	3,007	#	268	#	#	
Souma.....	4,405	#	309	7	1	
Staouéli.....	2,003	90	803	#	#	
Tipaza.....	2,217	#	280	#	#	
<i>Communes mixtes.</i>						
Aïn-Bessem.....	26,275	3	810	#	1	
Aumale.....	33,376	#	27	#	#	
Beni-Mansour.....	19,890	#	270	#	#	
Gouraya.....	22,380	52	414	#	#	
Palestro.....	40,266	#	426	#	#	
Tablat.....	40,164	#	144	15	9	
Berrouaghia.....	2,393	637	739	136	79	
Boghar.....	2,806	395	242	12	6	
Boghari.....	3,179	27	283	132	71	
Damiette.....	3,240	#	287	#	#	
Lodi.....	2,937	23	266	4	2	
Médéa.....	16,235	1,088	1,937	563	920	
<i>Communes mixtes.</i>						
Berrouaghia.....	32,702	49	430	#	#	
Boghari.....	26,475	#	73	#	#	

ATION MUNICIPALE

TOTAL.	AGGLOMÉRÉE.							TOTAL.
	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents Israélites naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français arabes, kabyles, m'zabites.	Tunisiens.	Marocains.	Nationalités diverses.	
5,412	866	11	10	1,228	#	9	442	2,566
2,617	205	#	#	#	#	#	210	415
1,087	208	#	#	7	#	#	28	243
947	42	#	#	30	#	#	22	94
5,588	1,423	2	2	666	1	46	1,375	3,515
4,895	928	19	9	453	2	59	348	1,818
7,086	691	#	#	35	2	#	172	900
3,749	139	#	#	#	#	#	20	159
4,906	723	3	#	1	#	#	121	848
30,771	19,699	325	254	2,461	2	15	8,015	30,771
3,224	305	#	#	1	#	#	11	427
759	185	#	#	9	#	#	47	241
3,292	302	#	7	161	#	#	62	532
1,344	69	#	#	59	#	1	76	305
4,010	102	#	#	104	#	#	111	317
2,907	281	#	#	2	#	#	544	827
7,616	197	1	#	34	#	#	78	310
4,021	1,327	327	232	96	#	12	641	2,635
632	114	#	#	1	#	#	86	201
4,959	103	#	#	#	#	#	34	137
1,250	148	#	#	#	#	#	149	297
3,007	123	#	#	#	#	#	250	373
4,405	217	#	#	#	#	#	76	293
1,913	195	#	#	44	#	#	211	450
2,217	167	#	#	#	#	#	61	228
26,272	357	#	1	277	1	#	41	677
33,376	#	#	#	#	#	#	#	#
19,890	270	#	#	58	#	#	22	350
22,328	#	#	#	#	#	#	#	#
40,266	#	#	#	#	#	#	#	#
40,164	126	15	9	31	#	#	9	190
1,756	587	136	79	269	#	8	49	1,128
2,411	239	12	6	243	#	#	78	578
3,152	283	132	71	#	2	5	107	600
3,240	263	#	#	#	#	#	26	289
2,914	239	4	2	59	#	#	43	347
15,147	1,507	563	920	1,175	3	21	496	4,685
32,853	#	#	#	#	#	#	#	#
26,475	#	#	#	#	#	#	#	#

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION complexe à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	NOMBRE D'INDIGÈNES			
			Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents indigènes naturalisés par décret du 10 février 1896.	Naturalisés par le décret du 10 octobre 1897.	ARABES.
Affreville	4,166	65	1,111	36	13	
Ain-Sultan	3,657	#	231	#	#	
Attafs (Les)	2,121	183	430	4	3	
Bou-Medfa	1,212	#	286	7	3	
Carnot	4,106	34	539	#	#	
Duperré	4,154	3	466	56	6	
Kherba	2,505	#	249	#	#	
Lavarande	1,144	#	143	5	#	
Litré	1,899	#	138	3	#	
Miliana	9,021	913	1,196	493	387	
Rouina	2,227	#	190	#	#	
Teniet-el-Had	4,029	95	602	174	53	
Vesoul-Bentian	653	#	163	#	#	
<i>Communes mixtes.</i>						
Braz	25,457	#	33	#	#	
Djendel	26,968	7	435	10	3	
Hamman-Righa	17,450	5	533	#	#	
Teniet-el-Had	34,381	66	999	10	6	
<i>Communes mixtes.</i>						
Cavaignac	2,546	#	236	#	#	
Charon	4,371	10	175	#	1	
Montenotte	3,473	#	259	#	1	
Orléansville	12,210	1275	1,676	294	99	
Oued-Fajda	4,766	#	418	27	#	
Ténès	4,438	191	756	26	19	
<i>Communes mixtes.</i>						
Cheliff	48,814	#	647	#	#	
Ouarsenis	33,314	7	138	#	#	
Ténès	37,082	#	562	#	#	
<i>Communes mixtes.</i>						
Bois-Sacré	7,294	52	231	#	#	
Bordj-Menaïel	12,577	#	513	#	#	
Camp-du-Maréchal	7,745	#	226	#	#	
Dellys	14,253	471	1,017	57	37	
Dra-el-Mizan	4,349	155	519	3	2	
Fort-National	9,321	605	329	#	#	
Haussonville	5,493	#	243	#	#	
Isserville	9,270	#	397	#	#	
Mek'ra	8,035	#	128	#	#	
Mirabeau	7,005	#	166	#	#	

ET SON MUNICIPALE

TOTAL.	AGGLOMÉRÉE.							TOTAL.
	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'rabites.	Tunisians.	Marocains.	Nationalités diverses.	
4,101	864	36	15	452	1	37	255	1,660
3,657	184	#	#	#	#	#	5	189
1,938	78	4	5	32	#	#	1	120
1,212	229	7	3	114	#	#	63	416
4,072	538	#	#	148	#	#	22	708
4,151	353	56	6	376	4	3	123	821
2,505	249	#	#	#	#	#	2	251
1,144	117	5	#	#	#	#	#	122
1,699	138	3	#	128	#	#	30	299
8,108	930	493	336	1,500	10	37	442	3,748
2,227	190	#	#	73	#	#	#	263
3,934	494	174	53	644	#	37	99	1,501
653	152	#	#	37	#	#	16	205
25,457	#	#	#	#	#	#	#	#
26,961	308	10	3	#	#	#	93	414
17,445	130	#	#	#	#	#	59	169
34,315	#	#	#	#	#	#	#	#
E.								
2,546	188	#	#	36	#	#	9	233
4,364	175	#	4	125	#	#	13	317
3,4-3	259	#	4	157	#	4	42	466
10,935	1,236	294	99	748	1	51	481	2,910
4,766	522	27	#	329	#	18	54	750
4,247	642	26	19	1,122	2	29	450	2,290
48,814	246	#	#	80	#	#	7	333
33,307	31	#	#	#	#	#	#	31
37,082	#	#	#	#	#	#	#	#
7,242	231	#	#	#	#	#	10	241
12,577	388	#	#	292	#	2	172	854
7,745	221	#	#	60	#	#	38	319
13,782	806	57	37	2,936	#	4	147	3,987
4,194	395	3	2	321	#	1	36	758
8,716	284	#	#	22	#	#	36	342
5,493	243	#	#	#	#	#	21	264
9,270	180	#	#	#	#	#	25	205
8,035	111	#	#	16	#	#	6	133
7,005	164	#	#	#	#	#	9	173

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896	Francs d'origine ou naturalisés.	Nés de parents indigènes naturalisés par le décret du 14 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 14 octobre 1870.	Population indigène.
Rebeval.....	5,096	24	270	#	#	#
Tizi-Ouzou.....	27,466	360	1,197	15	9	9
Tizi-Reniff.....	4,512	#	151	#	#	#
<i>Communes mixtes.</i>						
Azeffoun.....	36,693	42	279	12	21	21
Dellys.....	24,686	#	67	#	#	#
Djurjura.....	61,062	13	172	#	#	#
Dra-el-Mizan.....	43,350	#	332	#	#	#
Fort-National.....	53,101	31	121	#	#	#
Haut-Sébaou.....	41,061	#	586	8	2	2
<i>Communes mixtes.</i>						
Bou-Saâda.....	5,763	168	135	235	122	122
Djelfa.....	2,569	513	381	56	31	31
Laghouat.....	6,100	1,189	238	158	121	121
<i>Communes indigènes.</i>						
Boghar.....	33,604	73	56	26	11	11
Bou-Saâda.....	50,642	24	12	7	2	2
Djelfa.....	53,803	#	52	#	#	#
Ghardaïa.....	45,622	1,228	61	10	9	9
Laghouat.....	15,358	135	19	#	7	7
<i>Communes mixtes.</i>						
Batna.....	8,381	1,939	2,062	337	45	45
Biskra.....	8,417	1,060	661	132	#	#
Lambèse.....	1,837	687	396	#	#	#
<i>Communes mixtes.</i>						
Aïn-el-Ksar.....	33,164	13	392	11	4	34
Aïn-Touta.....	28,412	25	351	7	#	374
Aurès.....	26,052	#	17	#	#	26
Khenchela.....	26,550	404	478	#	4	231
Ouled-Soltan.....	38,316	60	134	#	#	38

CTION MUNICIPALE

TOTAL.	AGGLOMÉRÉE.							TOTAL.
	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents étrangers domiciliés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 21 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, maudités.	Tunisiens.	Marocains.	Nationalités diverses.	
5,072	161	"	"	441	"	"	2	604
27,106	1,033	15	9	297	"	"	205	1,559
4,512	151	"	"	"	"	"	4	155
36,651	172	12	21	114	"	"	84	403
24,686	"	"	"	"	"	"	"	"
61,049	172	"	"	"	"	"	19	191
43,350	"	"	"	"	"	"	"	"
53,070	"	"	"	"	"	"	"	"
41,061	362	8	2	49	"	"	35	456

EMENT.

5,595	130	235	122	4,965	5	6	68	5,531
2,056	371	56	34	1,124	8	31	66	1,690
4,911	238	158	124	4,305	1	23	62	4,911
33,531	26	26	14	105	"	11	10	192
50,618	12	7	2	62	2	1	6	92
53,803	"	"	"	"	"	"	"	"
44,394	61	10	9	30,236	"	2	6	30,324
15,223	"	"	"	"	"	"	"	"

ANTINE.

6,442	1,929	337	45	1,512	49	46	297	4,215
7,357	661	132	"	2,015	12	2	272	3,094
1,150	346	"	"	330	1	1	21	699
33,151	68	"	"	84	"	"	"	150
28,387	169	6	"	167	"	"	36	378
26,052	"	"	"	"	"	"	"	"
26,146	478	"	4	872	"	"	130	1,484
38,256	109	"	"	2,082	"	"	5	2,196

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 22 octobre 1896.	Naturalisés par le décret du 22 octobre 1896.
AB					
Ain-Mokra.....	2,395	67	238	#	#
Barral.....	1,364	#	306	#	#
Bône.....	34,498	2,493	12,011	832	479
Bugeaud.....	744	#	272	#	#
Duvivier.....	1,440	#	357	#	#
Duzerville.....	3,307	#	547	#	#
Herbillon.....	2,224	#	215	#	#
La Calle.....	4,970	49	1,376	5	63
Mondovi.....	2,653	124	771	5	#
Morris.....	2,636	1	629	9	5
Nechmeya.....	2,901	#	152	#	#
Penthievre.....	1,934	#	151	#	#
Randon.....	4,986	#	524	#	#
<i>Communes mixtes.</i>					
Beni-Salah.....	18,192	#	658	#	#
Edough.....	18,811	#	80	#	#
La Calle.....	19,797	133	864	#	#
AB					
Akbou.....	1,670	80	600	14	#
Bougie.....	14,299	1,183	2,510	435	75
Djidjelli.....	6,122	120	1,217	#	#
Duquesne.....	3,155	2	182	12	#
El-Aseur.....	1,090	16	338	9	27
Oued-Amizour.....	1,728	2	211	#	29
Strasbourg.....	1,804	#	131	#	#
<i>Communes mixtes.</i>					
Akbou.....	64,720	156	271	#	#
Guerzour.....	66,212	#	134	#	#
Oued-Marsa.....	25,757	38	218	#	#
Soummam.....	104,386	#	372	17	12
Tababort.....	40,463	89	83	#	#
Taher.....	36,762	#	396	#	#
Takitount.....	38,824	14	552	21	14
AB					
Ain-Abid.....	2,879	#	100	3	1
Ain-Beida.....	6,114	65	547	602	71
Ain-Kerma.....	3,864	#	115	#	#
Ain-Smara.....	2,648	#	161	#	#
Ain-Tinn.....	3,679	#	177	#	#

LOS MUNICIPALE

ACCOLONNÉE.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents irréguliers ou par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, indigènes.	Tunisiens.	Marocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
2,328	87	#	#	97	#	1	83	268
1,364	280	#	#	#	#	#	74	354
32,005	11,503	832	479	6,046	353	119	9,103	28,435
744	151	#	#	#	#	#	42	193
1,440	240	#	#	22	2	#	66	330
3,307	266	#	#	209	#	#	240	715
2,224	215	#	#	3	#	#	51	269
4,921	1,196	5	45	199	5	#	1,638	3,088
2,529	531	5	#	380	#	1	297	1,114
2,635	348	9	5	78	1	1	127	569
2,901	146	#	#	#	#	#	17	163
1,934	126	#	#	69	#	#	57	252
4,986	213	#	#	16	#	#	38	267
18,192	82	#	#	4	#	#	15	101
18,811	#	#	#	#	#	#	#	#
19,664	#	#	#	#	#	#	#	#
1,590	348	14	#	444	#	#	31	837
13,116	2,387	435	75	2,938	9	4	762	6,610
6,002	1,173	#	#	2,726	#	#	264	4,163
3,153	124	#	#	27	#	#	5	156
1,074	256	9	27	220	6	#	52	570
1,726	117	#	29	#	#	#	18	164
1,804	80	#	#	4	#	#	1	85
64,564	#	#	#	#	#	#	#	#
66,212	134	#	#	#	#	#	7	141
25,719	#	#	#	#	#	#	#	#
304,386	112	17	12	72	#	#	36	249
40,374	#	#	#	#	#	#	#	#
36,762	220	#	#	18	#	#	3	241
38,810	9	#	#	3	#	#	#	12
2,879	100	3	1	172	8	1	30	315
6,049	524	602	71	3,090	48	34	157	3,526
3,864	115	#	#	196	#	#	5	316
2,648	82	#	#	#	#	#	19	101
3,679	80	#	#	#	#	#	#	80

VE.

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 3 du décret du 10 février 1896.	Principale d'origine ou naturalisée.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 14 octobre 1890.	Naturalisés par le décret du 14 octobre 1890.	Naturalisés par le décret du 14 octobre 1890.
Bizot.....	8,890	/	251	/	/	/
Condé-Smendou.....	12,310	/	322	/	/	/
Constantine.....	51,997	4,226	18,387	1,395	1,628	/
Grarem.....	5,988	/	214	/	19	/
Guettar-el-Aïch.....	1,671	/	51	/	/	/
Hamma.....	4,234	/	193	/	/	/
Khroub.....	9,013	/	489	/	/	/
Mila.....	7,757	27	391	/	/	/
Oued-Atménia.....	6,343	5	205	2	/	/
Oued-Seguïn.....	2,224	5	121	/	/	/
Oued-Zenati.....	12,375	5	598	67	/	/
Ouled-Rahmoun.....	3,250	/	198	/	/	/
Rénier.....	3,073	/	228	/	/	/
Rouffach.....	3,680	/	249	/	/	/
Sidi-Merouane.....	3,976	/	295	/	/	/
Tébessa.....	6,613	481	572	156	89	/
Zéraïa.....	3,610	8	303	/	/	/
<i>Communes mixtes.</i>						
Aïn-M'liia.....	46,147	8	662	24	31	/
Châteaudun-du-Rhumel.....	32,260	/	471	/	/	/
El-Milia.....	51,300	52	249	2	/	/
Fedj-M'zala.....	65,446	76	540	/	/	/
Meskiana.....	20,370	/	135	/	/	/
Morsott.....	21,295	/	559	/	/	/
Oum-el-Bouaghi.....	28,690	/	218	7	/	/
Sedrata.....	26,032	27	269	12	/	/
<i>Communes mixtes.</i>						
Clauzel.....	3,206	12	189	/	/	/
Enchir-Saïd.....	1,458	/	48	/	/	/
Guelaa-bou-Sba.....	1,409	/	136	/	/	/
Guelma.....	7,288	621	1,457	512	46	/
Héliopolis.....	2,767	/	480	/	/	/
Kellermann.....	2,293	/	91	/	/	/
Millesimo.....	3,230	/	143	/	/	/
Petit.....	2,956	/	191	/	/	/
Souk-Ahras.....	7,163	363	2,051	391	/	/
<i>Communes mixtes.</i>						
Oued-Cherf.....	24,499	/	40	/	/	/
Séfia.....	36,006	/	629	/	/	/
Souk-Ahras.....	37,554	100	270	14	9	/

ION MUNICIPALE

AGGLOMÉRÉE.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'zabites.	Tunisiens.	Marocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
8,890	167	„	„	170	„	„	38	375
12,310	322	„	„	„	8	„	„	330
47,771	17,785	1,395	1,628	18,542	179	193	2,669	42,391
3,988	93	„	19	„	„	„	„	112
1,671	51	„	„	65	„	„	2	118
4,234	193	„	„	67	„	„	70	330
9,013	334	„	„	476	1	„	55	866
7,730	391	„	„	1,930	„	1	26	2,348
6,338	146	2	„	672	6	10	19	855
2,219	54	„	„	229	„	„	4	287
12,370	297	67	„	1,082	1	26	169	1,642
3,250	115	„	„	23	„	„	18	156
3,073	238	„	„	„	„	„	14	242
3,680	208	„	„	11	„	„	12	231
3,976	295	„	„	525	„	„	„	820
6,132	367	141	83	2,544	372	10	286	3,803
3,602	139	„	„	„	„	„	2	141
46,139	167	20	30	124	„	1	20	362
32,260	186	„	„	599	2	1	38	826
51,248	164	2	„	380	„	„	10	556
65,370	58	„	„	322	„	„	3	383
20,370	76	„	„	86	10	„	52	224
21,295	„	„	„	„	„	„	„	„
28,690	113	7	4	143	3	„	33	303
26,025	234	12	„	74	11	„	29	360
3,194	34	„	„	24	„	„	„	58
1,458	36	„	„	17	„	„	3	56
1,409	113	„	„	„	„	„	20	133
6,667	1,244	512	46	1,868	124	78	810	4,682
2,767	423	„	„	76	„	1	54	554
2,293	88	„	„	„	„	„	8	96
3,230	129	„	„	7	„	„	61	197
2,958	97	„	„	124	„	„	12	233
6,800	1,675	391	„	1,917	72	47	1,243	5,345
24,499	„	„	„	„	„	„	„	„
36,008	142	„	„	54	„	„	67	263
37,454	„	„	„	„	„	„	„	„

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION complète à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1898.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents irréligieux, illégitimes avant le décret du 24 octobre 1870	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.
Col-des-Oliviers.....	2,999	"	193	"	"
Collo.....	3,040	358	468	"	"
El-Arrouch.....	4,376	137	396	24	"
Gastonville.....	3,297	"	181	"	"
Gastu.....	1,783	9	113	"	"
Jemmapes.....	3,366	2	899	41	"
Philipp-ville.....	20,450	935	7,792	30	"
Robertville.....	5,218	"	368	"	"
Saint-Charles.....	2,448	"	207	"	"
Stora.....	2,503	"	632	"	"
<i>Communes mixtes.</i>					
Attia.....	22,847	"	252	"	"
Collo.....	25,884	"	58	"	"
Jemmapes.....	28,838	"	485	"	"
Aïn-Abessa.....	5,466	"	348	20	13
Aïn-Roua.....	3,390	"	136	"	"
Aïn-Tagrout.....	4,053	"	199	"	"
Bordj-bou-Arréridj.....	7,405	103	654	136	"
Bouhira.....	3,532	"	124	"	"
El-Ouricia.....	3,146	"	170	"	"
Saint-Arnaud.....	5,262	12	450	90	16
Sétif.....	16,061	2,517	2,660	699	200
<i>Communes mixtes.</i>					
Biban.....	46,093	"	390	18	"
Eulmas.....	43,880	"	351	35	10
Maâdid.....	38,086	"	597	4	"
M'sila.....	35,098	4	110	72	23
Rhira.....	44,824	45	521	6	4
<i>Communes indigènes.</i>					
Barika.....	27,244	64	24	17	"
Biskra.....	69,632	129	48	15	"
Khenchela.....	22,277	"	"	"	"
Tébessa.....	35,692	13	"	"	"
Tougourt.....	47,766	378	74	16	"

ATION MUNICIPALE

TOTAL.	AGGLOMÉRÉE.							TOTAL.
	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'habités.	Tunisians.	Marocains.	Nationalités diverses.	

LE.

2,999	47	#	#	111	#	#	4	162
2,682	468	#	#	1,019	#	#	248	1,735
4,239	342	24	#	583	#	3	77	1,029
3,297	144	#	#	145	1	3	4	297
1,774	89	#	#	12	#	#	11	112
5,364	751	44	5	1,017	2	12	314	2,145
19,515	6,594	30	19	1,449	13	7	5,199	13,311
5,218	259	#	#	209	#	#	41	509
2,448	288	#	#	89	1	#	30	208
2,503	552	#	#	13	#	#	150	715
22,847	86	#	#	7	#	#	14	107
25,884	#	#	#	#	#	#	#	#
28,838	103	#	#	37	#	#	14	154

5,466	283	20	13	532	#	#	7	855
3,390	112	#	#	177	9	#	12	310
4,053	128	#	#	#	#	#	"	128
7,302	596	136	#	640	1	17	103	1,533
3,532	64	#	#	360	#	#	14	438
3,146	51	#	#	190	#	#	"	241
5,250	398	90	49	1,101	5	7	68	1,718
13,544	1,912	699	627	1,611	13	17	435	5,314
16,093	109	#	#	#	#	#	#	109
13,880	#	#	#	#	#	#	#	#
38,086	#	#	#	#	#	#	#	#
35,094	110	72	13	4,222	#	#	10	4,437
44,779	124	5	#	19	#	#	21	169

EMENT.

27,180	1	17	#	498	1	2	6	348
69,503	#	#	#	#	#	#	#	#
22,277	#	#	#	#	#	#	#	#
35,679	#	#	#	#	#	#	#	#
47,388	32	#	"	1,361	#	#	2	1,395

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 24 octobre 1896.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1896.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1896.
DEPARTEMENT D'ALGER						
ARRONDISSEMENT D'ALGER						
Ain-el-Hadjar.....	828	#	200	8	1	
Dublineau.....	1,270	18	201	#	#	
Mascara.....	22,303	1,892	5,202	366	111	
Palikao.....	1,056	28	281	101	35	
Saida.....	7,803	2,189	2,801	93	38	
<i>Communes mixtes.</i>						
Cacherou.....	31,954	#	533	24	21	
Frenda.....	21,632	317	431	8	19	
Mascara.....	44,868	#	1,671	27	8	
Saida.....	23,196	16	360	9	4	
ARRONDISSEMENT D'ORAN						
Aboukir.....	1,918	#	285	#	#	
Ain-Sidi-Cherif.....	1,368	21	181	#	#	
Ain-Tédelès.....	2,517	#	624	58	1	
Belle-Côte.....	1,055	#	146	#	#	
Bellevue.....	2,501	#	167	#	#	
Blad-Touaria.....	2,359	#	300	#	#	
Bosquet.....	2,031	#	208	9	4	
Bouguirat.....	841	3	373	5	#	
Hillil (L').....	2,665	#	353	15	1	
Inkermann.....	4,458	4	609	55	18	
Mazagran.....	1,660	#	430	#	#	
Mostaganem.....	17,353	1,930	4,371	116	119	
Noisy-les-Bains.....	2,086	#	393	#	19	
Pélistier.....	2,254	#	280	#	#	
Pont-du-Chélif.....	2,928	21	120	3	2	
Relizane.....	7,930	65	1,788	193	279	
Rivoli.....	1,913	#	584	#	#	
Saint-Aimé.....	1,103	#	491	3	#	
Stidia (La).....	2,055	#	671	12	#	
Tounin.....	1,747	#	142	#	#	
<i>Communes mixtes.</i>						
Ammi-Moussa.....	52,185	135	222	43	18	
Cassaigne.....	24,648	29	676	37	14	
Hillil (L').....	46,414	53	726	#	#	
Renault.....	25,898	16	570	10	6	
Tiaret.....	22,674	110	999	9	6	
Zemmora.....	36,163	101	558	44	38	

POPULATION MUNICIPALE

AGGLOMÉRÉS.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'habités.	Tunisiens.	Marocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
828	161	8	1	48	1	7	460	685
1,252	154	1	1	1	1	19	273	446
20,411	3,971	366	112	8,189	5	929	4,242	17,814
1,028	281	101	35	184	1	117	77	795
5,614	2,199	89	38	808	1	189	706	4,030
31,954	73	5	2	9	1	1	2	91
21,315	356	7	19	1,110	1	93	159	1,744
44,868	1	1	1	1	1	1	1	1
23,180	1	1	1	1	1	1	1	1
1,918	271	1	1	104	1	1	45	420
1,347	160	1	1	65	1	3	11	239
2,517	624	58	1	1	1	1	86	769
1,055	123	1	1	1	1	1	5	128
2,501	155	1	1	199	1	1	57	411
2,359	234	1	1	122	1	1	8	364
2,031	193	9	4	90	1	1	61	357
838	344	5	1	92	1	1	99	540
2,665	306	15	1	211	1	3	56	592
4,454	507	55	18	5	1	27	257	869
1,660	305	1	1	3	1	1	99	407
15,423	4,371	116	119	7,327	3	132	2,908	14,976
2,086	304	1	13	1	1	1	78	395
2,254	51	1	1	4	1	1	1	56
2,907	120	3	2	92	1	1	14	231
7,865	997	193	279	1,500	15	242	642	3,868
1,913	399	1	1	203	1	1	32	634
1,103	471	3	1	1	1	11	39	524
2,055	382	12	1	100	1	2	75	571
1,747	142	1	1	21	1	1	8	171
52,050	146	43	18	166	1	17	48	438
24,619	306	29	12	165	1	7	48	567
46,361	1	1	1	1	1	1	1	1
25,882	421	9	3	197	1	2	20	652
22,514	1	1	1	1	1	1	1	1
36,062	339	39	38	210	1	8	155	789

Série.

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comprise à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1896.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents français domiciliés en Algérie le 1 ^{er} décembre 1890.	Naturalisés par le décret du 14 octobre 1890.	Nés de parents français domiciliés en Algérie le 1 ^{er} décembre 1890.
Aïn-el-Arba.....	1,563	#	225	79	15	
Aïn-el-Türk.....	872	2	265	#	1	
Aïn-Khial.....	3,369	#	672	#	1	
Aïn-Témouchent.....	5,879	58	1,730	208	106	
Arcole.....	949	66	188	#	1	
Arzew.....	5,669	314	2,039	15	1	
Assi-Ameur.....	343	#	128	#	1	
Assi-ben-Okba.....	681	#	218	#	1	
Assi-bou-Nif.....	521	#	227	#	1	
Bou-Henni.....	1,988	#	197	1	1	
Bou-Sfer.....	1,764	#	323	5	1	
Bou-Tléis.....	3,675	#	483	25	1	
Chabel-el-Leham.....	1,520	#	402	#	1	
El-Ançor.....	1,735	#	169	3	1	
Er-Rahel.....	2,256	#	471	25	1	
Fleurus.....	861	#	276	#	1	
Hammam-bou-Hadjar.....	4,312	#	573	15	9	
Kléber.....	814	#	351	#	1	
Legrand.....	822	#	365	#	1	
Lourmel.....	4,134	#	442	18	39	
Mangin.....	1,291	#	170	#	1	
Mers-el-Kébir.....	3,393	229	1,785	#	1	
Misserghin.....	4,387	288	823	12	2	
Mocta-Douz.....	1,860	#	111	#	1	
Oran.....	85,081	4,140	24,088	8,308	2,343	
Oued-Imbert.....	3,253	54	326	31	21	
Perregaux.....	8,634	7	1,496	40	21	
Rio-Salado.....	4,331	32	582	15	1	
Sainte-Barbe-du-Tlélat.....	3,898	25	604	72	16	
Saint-Clond.....	4,768	#	1,684	23	1	
Saint-Denis-du-Sig.....	10,353	72	2,355	925	190	
Saint-Leu.....	5,342	65	733	#	1	
Saint-Louis.....	1,988	#	471	#	1	
Saint-Maur.....	4,193	53	211	18	35	
Senia (La).....	1,578	#	207	2	1	
Sidi-Chami.....	1,374	#	473	#	1	
Tafaraoui.....	6,345	#	141	#	7	
Tiaret.....	5,728	818	1,060	419	70	
Valmy.....	862	#	236	7	1	
<i>Communes mixtes.</i>						
Aïn-Témouchent.....	21,645	#	902	6	2	
Saint-Lucien.....	24,829	3	630	59	19	

ATION MUNICIPALE

AGGLOMERATION.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Nés de parents étrangers naturalisés par le décret du 21 octobre 1870.	Naturalisés par le décret du 21 octobre 1870.	Sujets français, arabes, kabyles, m'zabites.	Tunisins.	Marocains.	Nationalités diverses.	TOTAL.
1,563	225	79	25	540	#	22	56	947
870	225	#	#	62	#	41	428	756
3,369	315	#	#	200	#	25	30	570
5,821	1,448	208	106	838	3	368	1,622	4,593
883	188	#	#	#	#	#	381	569
5,355	1,613	13	#	208	#	2	1,947	3,783
343	128	#	#	71	#	#	144	343
681	208	#	#	#	#	#	198	406
521	227	#	#	#	#	#	187	414
1,988	164	1	2	#	#	#	188	355
1,764	260	5	#	448	#	31	878	1,622
3,675	369	25	#	67	1	8	409	879
1,520	335	#	#	79	#	22	65	451
1,735	115	3	2	3	#	1	839	963
2,256	363	25	#	495	#	35	2	920
861	275	#	#	114	#	#	460	849
4,212	501	15	9	#	#	15	274	814
814	316	#	#	#	#	#	212	528
822	365	#	#	#	#	#	153	518
4,134	390	18	29	34	#	24	690	1,185
1,291	163	#	#	91	#	1	25	280
3,164	1,389	#	#	#	#	#	869	2,258
4,099	661	12	2	#	#	#	1,223	1,898
1,860	59	#	#	53	#	#	5	117
80,941	23,872	8,308	2,343	11,157	44	1,132	33,494	80,350
3,109	174	31	24	12	#	13	272	526
8,627	974	40	22	481	#	197	1,204	2,918
4,209	497	15	1	19	#	39	1,188	1,759
3,873	440	72	16	247	#	31	802	1,608
4,768	1,372	22	1	104	#	23	1,766	3,288
10,281	2,138	925	190	475	#	62	2,938	6,748
5,277	269	#	#	2	#	#	224	495
1,988	450	#	#	81	#	12	392	935
4,140	128	18	35	14	#	19	123	337
1,578	131	2	#	4	#	30	865	1,032
1,374	272	#	#	171	#	2	107	552
6,345	71	#	7	#	#	#	50	128
4,910	863	419	70	1,290	7	553	566	3,768
862	189	7	#	42	#	12	177	427
21,645	#	#	#	#	#	#	#	#
24,816	283	59	19	128	#	31	225	725

COMMUNES.	POPULATION TOTALE.	POPULATION comptée à part conformément à l'article 2 du décret du 10 février 1891.	Frangais d'origine ou naturalisés.	Nés de parents insoumis naturalisés par le décret du 24 octobre 1890.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1890.	Nés de parents insoumis naturalisés par le décret du 24 octobre 1890.
ARRON.						
Bonnier.....	1,846	#	156	#	#	#
Boukanéfis.....	1,244	60	401	20	#	#
Chanzy.....	1,739	5	385	#	#	13
Mercier-Lacombe.....	2,800	29	463	#	#	#
Prudon.....	827	#	156	#	#	#
Sidi-bel-Abbès.....	26,887	3,609	6,950	292	118	#
Sidi-Khaled.....	1,113	#	346	8	6	#
Sidi-Lhassen.....	2,712	37	530	8	7	#
Tassin.....	940	22	344	27	#	#
Tenira.....	1,976	#	236	16	#	#
Tessala.....	2,143	#	130	#	#	#
Trembles (Les).....	2,774	#	196	#	#	#
<i>Communes mixtes.</i>						
Mekerra (La).....	17,126	#	1,197	#	#	#
Telagh (Le).....	16,870	700	747	19	#	#
ARR.						
Beni-Saf.....	5,263	40	329	25	#	#
Hennaya.....	1,637	#	579	29	10	#
Lamoricière.....	2,051	2	285	60	10	#
Nemours.....	3,308	397	757	126	33	#
Pont-de-l'Isser.....	3,716	33	251	25	#	#
Tlemcen.....	34,866	1,888	3,472	2,882	1,817	#
<i>Communes mixtes.</i>						
Ain-Fezza.....	12,823	#	253	#	#	#
Nedroma.....	29,159	#	92	215	112	#
Remchi.....	25,340	#	593	37	19	#
Sebdou.....	14,673	404	324	78	18	#
<i>Communes mixtes.</i>						
Géryville.....	30,420	1,358	257	150	#	#
Méchéria.....	19,808	2,588	598	17	6	#
<i>Commune indigène.</i>						
Yacoubia.....	19,703	563	226	#	9	#
<i>Commune indigène.</i>						
Tiaret-Affou.....	37,078	418	207	23	2	#
<i>Commune mixte.</i>						
Lalla-Maghrnia.....	33,062	1,006	418	301	159	#

Vu pour être annexé au décret du 31 décembre 1896.

ION MUNICIPALE

AGGLOMERÉE.

TOTAL.	Français d'origine ou naturalisés.	Né de parents français ou naturalisés par le décret du 24 octobre 1890.	Naturalisés par le décret du 24 octobre 1890.	Sujets français, arabes, berbères, indigènes.	Tunisienne.	Marocaine.	Nationalités diverses.	TOTAL.
1,846	156	#	#	#	#	#	80	236
1,184	279	20	#	42	#	17	390	748
1,734	249	#	12	17	#	16	196	490
2,771	412	#	#	256	#	96	461	1,225
827	120	#	2	32	#	4	485	613
23,278	1,928	249	128	107	#	1,384	1,543	5,339
1,113	298	8	6	#	#	#	273	585
2,675	362	8	#	129	#	#	444	943
918	544	27	#	49	#	11	287	918
1,976	154	16	#	10	#	25	144	349
2,143	30	#	#	#	#	#	#	30
2,774	79	#	#	#	#	#	285	364
17,126	#	#	#	#	#	#	#	#
16,170	309	10	#	73	#	11	259	662
5,223	292	25	1	39	#	247	1,537	2,141
1,637	579	29	10	#	#	32	#	650
2,049	285	60	102	103	#	#	362	912
2,911	757	126	33	117	#	261	401	1,695
3,683	156	24	#	14	#	#	59	253
32,978	2,217	2,873	1,806	12,766	15	935	1,010	21,622
12,823	103	#	#	13	#	3	79	198
29,159	#	#	#	#	#	#	#	#
25,340	360	37	19	93	#	5	31	545
14,269	209	66	16	102	#	47	228	668
29,062	223	150	#	798	#	22	195	1,388
17,220	567	17	6	364	#	135	249	1,338
19,140	#	#	#	#	#	#	#	#
36,660	31	17	#	191	#	2	45	286
32,056	365	279	146	426	#	419	368	2,003

MENT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846
847
848
849
850
851
852
853
854
855
856
857
858
859
860
861
862
863
864
865
866
867
868
869
870
871
872
873
874
875
876
877
878
879
880
881
882
883
884
885
886
887
888
889
890
891
892
893
894
895
896
897
898
899
900
901
902
903
904
905
906
907
908
909
910
911
912
913
914
915
916
917
918
919
920
921
922
923
924
925
926
927
928
929
930
931
932
933
934
935
936
937
938
939
940
941
942
943
944
945
946
947
948
949
950
951
952
953
954
955
956
957
958
959
960
961
962
963
964
965
966
967
968
969
970
971
972
973
974
975
976
977
978
979
980
981
982
983
984
985
986
987
988
989
990
991
992
993
994
995
996
997
998
999
1000

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1862.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32605. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Seine-Inférieure, d'une ligne de tramway électrique entre Rouen, Blosseville-Bonsecours et Mesnil-Esnard.*

Du 28 Décembre 1896.

(Promulgué au Journal officiel du 31 décembre 1896.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Seine-Inférieure, d'une ligne de tramway à traction électrique, destinée au transport des voyageurs et des messageries entre Rouen (pont Corneille), Blosseville-Bonsecours et Mesnil-Esnard;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet, en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1881 ⁽¹⁾;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 11 février 1896;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Rouen, en date du 30 janvier 1896;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine-Inférieure et de la commission départementale, en date du 20 août 1895, des 20 mars et 21 août 1896;

Vu l'adhésion directe donnée, le 4 juin 1896, par le colonel directeur du génie, à Rouen, en exécution de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽²⁾;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 97 n° 816.

LEAU N° 4 indiquant les sections de commune non chefs-lieux
ayant au moins 1,000 habitants de population agglomérée.

Communes.	NOMS des communes.	NOMS des sections.	POPULATION municipale de la section	
			agglomérée.	éparse.
.....	Ghardaïa (indigène) ..	Beni-Isguen.	5,207	..
		Berrian.	3,041	..
		Bou-Noura.	1,010	..
		Ain-Adjadja (Chott) ..	1,151	..
		El-Ateuf.	2,346	..
		El-Goléa.	26	1,854
		Guerrara.	3,322	..
		Mélika.	2,017	..
		Metlili (Ksar)	1,425	..
		Rouissat (Ksar)	1,546	..
.....	Barika (indigène)	Mdoukal.	1,698	..
		Tolga.	1,894	..
		Ouled-Barafa.	1,103	..
		Zeribet-el-Oued.	1,250	..
	Biskra (indigène)	Sidi-Okba.	3,571	..
		Ouled-Djellal.	4,600	..
		Sidi-Khaled.	2,100	..
		M'Chounech.	1,488	..
		Rassira.	2,995	..
		Serahna.	1,029	..
.....	Khenchela (indigène) ..	Khanga-Sidi-Nadji.	1,214	..
		Nezla.	1,024	..
		Tébesbest.	1,413	..
		Temacine.	1,813	..
		M'raïer-Ourir.	1,554	..
		Kouinine.	2,668	..
		Tarzout.	1,938	..
		Zgoum.	2,065	..
		Guemar.	3,833	..
		Behima.	1,215	..
.....	Néant.	Néant.	..	..

être annexé au décret du 31 décembre 1896.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32601. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'**Tarn**, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 17 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet du Tarn,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont adoptées, en ce qui concerne le département du Tarn, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1896 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part.	POPULATION totale.
Albi.	Albi.	21,490	2,740	18,750

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Février 1897.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32602. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'**Tarn**, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 18 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

(1) Voir ci-dessus, n° 32598.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0" 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et à cinquante centimètres (0" 50) au moins de chaque côté, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles, qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2" 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre quarante centimètres (1" 40) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de ballast exclusivement composé de galet de deux mètres cinquante centimètres (2" 50) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres (0" 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6"), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au moyen d'une bordure d'au moins douze centimètres (0" 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trois centimètres (0" 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0" 30) de largeur. Un intervalle libre de trente centimètres (0" 30) au moins sera réservé entre la verticale de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre quarante centimètres (1" 40) subsistera entre ce matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne formeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins des roues du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1" 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord d'un trottoir :

1° Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres soixante centimètres (2" 60);

2° Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0" 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera

dépendant de la forêt domaniale de Tabassa, commune de Ténès, arrondissement d'Orléansville, département d'Alger, tels qu'ils sont définis au plan annexé au présent décret.

Un lot urbain à désigner ultérieurement par l'autorité compétente sera attribué en toute propriété à l'État dans le centre de colonisation à créer, pour servir à l'établissement d'une maison forestière. (Paris, 26 Février 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception de la loi au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

tions à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours, dans chaque sens, est fixé à quinze.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de deux voitures au plus et leur longueur totale ne dépassera pas vingt mètres (20^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de vingt kilomètres (20^k) à l'heure.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 1 du présent cahier des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et elle prendra fin le 31 décembre 1957.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières et clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, bâtiment spécial pour la production de l'électricité nécessaire pour assurer le service du tramway, conformément aux conditions résultant des articles 14 du présent cahier des charges et 33 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, et installations qui existeront sur la voie publique pour le transport de l'énergie électrique.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les reprendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire

Vu la convention passée, le 25 novembre 1896, entre le préfet de la Seine-Inférieure, agissant au nom du département, et M. Armand Requier, entrepreneur à Rouen, pour la rétrocession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges y annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 15 novembre 1896;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 27 juin 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1880 et 6 août 1881 ⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine-Inférieure, suivant les dispositions du plan ci-dessus visé, d'une ligne de tramway, à traction électrique, destinée au transport des voyageurs et des marchandises entre Rouen (pont Corneille), Blosseville-Bonsecours et Esnard.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour la construction dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de cinq ans à partir de la date du présent décret.

2. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé à procéder à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway ci-dessus visé, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges y annexé.

3. Est approuvée la convention passée, le 25 novembre 1896, entre le préfet de la Seine-Inférieure, au nom du département, et M. Armand Requier, pour la rétrocession du tramway susmentionné conformément aux conditions du cahier des charges y annexé.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Décembre 1896.

Signé : **FÉLIX FAURE**

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **A. TUREL**.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11047.

par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les prix ci-après indiqués dans le tableau suivant, étant stipulé que le droit de péage y entre pour les deux tiers et le prix de transport pour un tiers :

TARIF.

VOYAGEURS.

De Rouen, et *vice versa* :

A Saint-Paul, jonction Eauplet.....	0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c
A Grâce-de-Dieu.....	0 25	0 20
A Blosseville-Bonsecours.....	0 40	0 30
A Mesnil-Esnard.....	0 50	0 40

De chaque station à la suivante.....

0 15 0 10

Trains ouvriers, matin et soir, de Rouen à Mesnil-Esnard, et *vice versa*.

" 0 20

MESSAGERIES.

Par colis :

Jusqu'à 5 kilogrammes.....	0 ^f 30 ^c
De 6 à 15 kilogrammes.....	0 50
De 16 à 30 kilogrammes.....	1 00

le volume ne devant jamais dépasser 0^m 200.

PRIX.	
1 ^{re} classe.	2 ^e classe.
0 ^f 15 ^c	0 ^f 10 ^c
0 25	0 20
0 40	0 30
0 50	0 40
0 15	0 10
"	0 20
	0 ^f 30 ^c
	0 50
	1 00

Pour un chien tenu en laisse et muselé, admis seulement sur la plate-forme d'avant, même prix que pour voyageur de deuxième classe.

Si le service est continué après neuf heures du soir du 1^{er} octobre au 31 mars, et dix heures du soir du 1^{er} avril au 30 septembre, les prix ci-dessus seront doublés.

Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur. Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État, sauf les droits de timbre pour les messageries.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE 1^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges destinée au transport des voyageurs et des messageries.

La traction aura lieu par l'électricité avec fil aérien ; néanmoins, les fils aériens devront être supprimés sur le territoire de la commune de Rouen le jour où cette commune appliquerait la même mesure aux lignes de tramways concédées à elle-même.

Tracé.

2. Cette ligne aura son origine à Rouen (pont de pierre) et empruntera les voies publiques ci-après désignées : une partie de chaussée du port fluvial, la chaussée de la route nationale n° 14, et, après une déviation dans la côte des Aigles, elle suivra sur le chemin de grande communication n° 134 jusqu'à sa jonction avec la route nationale n° 14, qu'elle empruntera de nouveau jusqu'au chemin de Belbeuf, sur le territoire de Mesnil-Esnard.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de trois mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de quatre mois à partir de la même date. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne entière soit achevée et livrée à l'exploitation dans un délai de vingt-quatre mois après le commencement des travaux.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre quarante-quatre centimètres (1^m 44).

La largeur des voitures automobiles et des caisses des véhicules, ainsi que du chargement, ne dépassera pas deux mètres trente centimètres (2^m 30), et la hauteur du matériel roulant, y compris toutes saillies, notamment celles des marchepieds, restera inférieure à deux mètres trente et un centimètres (2^m 31) ; la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres vingt centimètres (4^m 20).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre vingt-huit centimètres (1^m 28).

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à vingt mètres (20^m). Le maximum des déclivités est fixé à neuf centimètres (0^m 09) par mètre.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des modifications au présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles, mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Délais de livraison.

30. Les denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés par le premier train contenant un fourgon et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train. En tout cas, le départ aura lieu le jour même, à moins que la présentation à l'enregistrement ait lieu après sept heures. Les colis qui seront remis après sept heures ne seront expédiés que le lendemain, à moins d'une demande écrite de l'expéditeur, et alors les prix seront doublés.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train ;

2° Le maximum de durée du trajet sera fixé par le préfet, sur la proposition du concessionnaire.

Le préfet déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

Camionnage.

32. Le concessionnaire sera tenu de faire, à Rouen seulement, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui seront confiées.

Les tarifs à percevoir seront fixés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, ces arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transports dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront livrés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité. Dans les chaussées de la route et du chemin, les rails à gorge creuse en acier et du poids de trente-six kilogrammes (36^k) au moins par mètre courant seront posés sur sable pilonné.

Dans les parties sur trottoir et dans la déviation, la voie sera en rails Vignoles en acier, du poids de vingt-cinq kilogrammes (25^k) le mètre, posés sur traverses en bois espacées de quatre-vingt-dix centimètres ($0^m\ 90$) d'axe en axe.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs en des points qui seront désignés par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. En tout cas, les voitures ralentiront aux abords de ces points pour s'arrêter immédiatement si un voyageur demande à monter ou descendre. Ces haltes seront indiquées par des poteaux avec inscriptions très apparentes.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs. Il est toutefois entendu, dès à présent, qu'il sera établi des stations ou des haltes pour le service des voyageurs suivant les indications ci-après :

Sur le territoire de Rouen :

Point terminus près du pont Corneille;
Boulevard Gambetta;
Place Saint-Paul;
Bifurcation de la route nationale n° 182;
Barrière d'octroi.

Sur le territoire de Bonsecours :

Chemin des Noyers;
Grâce-de-Dieu;
Chemin du Calvaire;
Station d'énergie;
Mairie de Bonsecours;
Chemin de Pont-de-l'Arche;
Bifurcation de la route nationale n° 14.

Sur le territoire de Mesnil-Esnard :

Rue de Sébastopol;
Mairie;
Chemin de Belbeuf.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires :

Vu le décret du 3 mars 1877⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique la construction de la bourse de commerce du Havre et autorisé les voies et moyens d'exécution;

Vu la loi du 16 mai 1878, qui a autorisé une imposition extraordinaire de dix centimes par franc, au maximum, sur les patentés de la ville du Havre désignés dans l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir au remboursement de l'emprunt d'un million huit cent quarante-six mille deux cents francs, contracté par la chambre de commerce du Havre, en vue de la construction de la Bourse, avec les autres ressources qui doivent être appliquées à cette destination;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu le décret du 15 mai 1882⁽²⁾, qui a autorisé la chambre de commerce du Havre à contracter un nouvel emprunt de quatre cent trente-huit mille francs, en vue de solder les frais de construction du palais de la bourse de cette ville;

Vu la loi du 15 mai 1882, étendant au service du nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi précitée du 16 mai 1878 sur les patentés de la ville du Havre;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes;

Vu la loi du 20 juillet 1896, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1897, sur les patentés de la ville du Havre compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de neuf centimes mille cent quatre-vingt-dix dix-millièmes (0'091199) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au service des deux emprunts contractés par la chambre de commerce du Havre pour la construction de la bourse, sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à la disposition de cette chambre, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 389, n° 5943.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 730, n° 12380.

sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois il pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'entretien du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement déciderait que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les terrains seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Si le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, se fera conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Le terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective des voies ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 3 du cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu dans l'exécution des travaux.

Si le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat en réduisant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années précédentes à celle où le rachat sera effectué et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des cinq dernières années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net moyen des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront la mise en demeure, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, conformément aux quatrième et le cinquième paragraphes de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'État.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourt la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des Travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 21, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 1881 ainsi que par le présent cahier des charges et dans le cas prévu par l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des Travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État.

voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être versé dans le mois de la décision ministérielle. En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables et la concession ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire en vertu du présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les prix ci-après indiqués dans le tableau suivant, étant entendu que le droit de péage y entre pour les deux tiers et le prix de transport pour un tiers.

TARIF.

VOYAGEURS.

Train, et vice versa :

Saint-Paul, jonction Eauplet.....	0 ^f 15 ^a	0 ^f 10 ^a
Grâce-de-Dieu.....	0 25	0 20
Mosseville-Bonscours.....	0 40	0 30
Mesnil-Esnard.....	0 50	0 40
Chaque station à la suivante.....	0 15	0 10
Ouvriers, matin et soir, de Rouen à Mesnil-Esnard, et vice versa.	"	0 20

MESSAGERIES.

Par :

Jusqu'à 5 kilogrammes.....	0 ^f 30 ^a
De 6 à 15 kilogrammes.....	0 50
De 16 à 30 kilogrammes.....	1 00
Le poids ne devant jamais dépasser 0 ^{me} 200.	

PRIX.	
1 ^{re} classe.	2 ^e classe.
0 ^f 15 ^a	0 ^f 10 ^a
0 25	0 20
0 40	0 30
0 50	0 40
0 15	0 10
"	0 20
0 ^f 30 ^a	
0 50	
1 00	

Un chien tenu en laisse et muselé, admis seulement sur la plate-forme d'avant, à la condition d'être tenu par le voyageur de deuxième classe.

Le service est continué après neuf heures du soir du 1^{er} octobre au 31 mars, et après six heures du soir du 1^{er} avril au 30 septembre, les prix ci-dessus seront doublés.

Pour les enfants de moins de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. De trois à sept ans, ils payent la moitié de la place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, les enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur. Au-dessus de sept ans, ils payent la place entière.

Les prix déterminés ci-dessus comprennent l'impôt dû à l'État, sauf les droits de timbre pour les messageries.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire que s'il effectuait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

Bagages.

24. Les colis à la main qui ne pourront pas trouver place sous les banquettes gêner les autres voyageurs ni le service seront considérés comme marchandises; le tarif indiqué à l'article 23 leur sera applicable; il en sera de même des bagages.

Toutefois, tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de dix kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et sera réduite à cinq kilogrammes (5^k) pour les enfants transportés à moitié prix.

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

Exceptions. — Envois par groupes.

27. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

2° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs (5,000^f);

3° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au platine ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

Abaissment des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1884.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeurerait formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, et des réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises quelconques qui lui seront confiés.

Les colis et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; la réception sera faite, sur le registre de la gare de départ, du prix total du transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions seront faites suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui indiquera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel le transport devra être effectué.

de l'emprunt et, au plus tard, à l'expiration du délai de trente ans fixé par l'article 1^{er}.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de Nice adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ainsi qu'au ministres des finances et au receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu détaillé des recettes perçues dans le port de Nice, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et publié au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,

des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32609. — *DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de la Rochelle à contracter un Emprunt.*

Du 16 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret en date du 9 janvier 1891 ⁽¹⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de la Rochelle à établir et à administrer un outillage public sur les quais du port de la Pallice (Charente-Inférieure);

Vu la décision en date du 4 novembre 1896, par laquelle le ministre des travaux publics, après entente avec le ministre du commerce, a autorisé la chambre de commerce de la Rochelle, en vertu des articles 1 et 16 du cahier des charges annexé au décret précité, à installer trois nouveaux hangars sur les quais du port de la Pallice;

Vu la demande formulée par la chambre de commerce de la Rochelle, notamment dans sa délibération en date du 15 septembre 1896, à l'effet d'obtenir l'autorisation de contracter un emprunt de soixante et onze mille cent francs en vue de subvenir aux dépenses que nécessiteront ces installations complémentaires;

Vu l'avis du ministre des travaux publics;

Vu l'avis du ministre des finances;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1388, n° 25302.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des parts réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés ou non d'un convoyeur. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de la poste une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à verser au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépêches et le convoyeur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service des postes, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entreprise soit subventionnée ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

Les sous-agents des postes et télégraphes seront transportés gratuitement lorsqu'ils seront porteurs d'un billet certifiant qu'ils sont en service; ce billet sera remis au concessionnaire de la voiture. Il ne sera pas admis dans une voiture plus de deux employés.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

37. (Supprimé.)

38. (Supprimé.)

39. (Supprimé.)

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine-Inferieure, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la copie ci-jointe seront supportés par le concessionnaire.

Fait en double à Rouen, en l'hôtel de la préfecture, le 25 novembre 1896.

Le Représentant,

Signé : A. REQUIER.

Le Préfet de la Seine-Inferieure,

Signé : E. HENRIE.

Enregistré à Rouen, le 25 janvier 1897, folio 68-8. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Labroull.

N° 32606. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1897, pour les Dépenses de la Chambre de commerce du Havre (Seine-Inferieure).

Du 13 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

série de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré applicable dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des établissements français de l'Inde le décret du 31 juillet 1896 susvisé.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux journaux officiels de la métropole et des colonies intéressées et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 24 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32611. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Bougie à contracter un Emprunt.

Du 30 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 3 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 14 décembre 1896, rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, qui a déclaré d'utilité publique les travaux de création d'un port à Bougie;

Vu les délibérations de la chambre de commerce de Bougie, des 9 mars et 26 octobre 1895 et sa lettre du 11 septembre 1896, par lesquelles cette compagnie offre à l'État de contribuer à l'exécution d'un projet de création d'un port de commerce à Bougie, par une subvention d'un million de francs gagée sur la perception des péages;

Vu les dépêches du ministre des travaux publics, en date des 29 novembre 1894, 18 juillet et 2 septembre 1895, 8 février et 22 août 1896;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32607. — DÉCRET relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir en 1897, pour les Dépenses de la Chambre et de la Bourse de commerce de Nantes (Loire-Inférieure).

Du 13 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Vu l'arrêté consulaire du 6 messidor an IX ⁽¹⁾, qui a institué une imposition de commerce à Nantes (Loire-Inférieure) ;

Vu le décret en date du 11 août 1808 ⁽²⁾ ;

Vu la loi du 31 juillet 1889, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de trois centimes quatre-vingt quatre centièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes désignées dans l'article 3 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications introduites par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} janvier 1890, avec les autres ressources qui doivent être affectées à destination, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de quatre cent mille francs que ladite chambre a été autorisée à contracter pour subvenir aux travaux de restauration et d'agrandissement de la bourse de Nantes ;

Vu notamment l'article 3 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre de centimes ou fractions de centime à percevoir sera fixé chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; »

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880 ;

Vu la loi du 20 juillet 1896, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1897, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Nantes désignées dans l'article

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 85, n° 706.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 200, n° 364.

loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de trois centimes quatre-vingt-quatre centièmes (1) par franc au principal de la contribution des patentes.

Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Nice, en vue des travaux de restauration et d'agrandissement de la ville, sera mis, sur les mandats du préfet de la Corse, à la disposition de la chambre de commerce, qui en rendra compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 13 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32608. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Nice à contracter un Emprunt.

Du 16 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 janvier 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;
le décret du 3 septembre 1851⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;
le décret du 8 janvier 1897 déclarant d'utilité publique les travaux d'amélioration à exécuter au port de Nice;
la loi du 9 juillet 1896 approuvant l'engagement pris par la ville de Nice de verser à la chambre de commerce trente annuités de huit mille six cent soixante-quatorze francs chacune, pour le remboursement d'un emprunt à contracter par cet établissement en vue de l'amélioration du port;
les délibérations de la chambre de commerce de Nice en date des 11 et 18 mai 1894, 6 mai et 3 septembre 1895, 22 juillet et 15 décembre 1896;
les dépêches du ministre des travaux publics en date des 18 septembre 1894, 12 juin, 7 juillet, 14 septembre et 17 décembre 1896;

Vu les dépêches du ministre des finances en date des 7 décembre et 22 novembre 1896;

Vu l'enquête à laquelle a été soumis le projet et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, du 8 mai 1895;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Nice est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas quatre francs cent (4 p. o/o), une somme de cinq cent quarante-deux mille francs (542,000^f), en vue de concourir, par un subside d'égale somme, à la dépense des travaux d'amélioration du port de cette ville.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de trente ans au plus.

2. Il est institué, à partir de la promulgation du présent décret, sur tout navire, allège ou bateau faisant des opérations commerciales dans le port de Nice, un péage maximum de dix-huit centimes (0^f 18) par tonne métrique de marchandises embarquée ou débarquée dans le port de Nice.

Ce péage sera perçu au profit de la chambre de commerce de Nice pour lui permettre de pourvoir à l'amortissement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er}, concurremment avec le subside annuel de six cent mille six cent soixante-quatorze francs (8,674^f) qui lui sera versé par la ville de Nice, en exécution de la loi du 9 juillet 1896 susvisée.

Seront exempts de ce péage :

1° Les navires appartenant à l'État ou employés à son service pour le transport des marchandises et le matériel qu'ils pourront transporter.

2° Les navires et bateaux naviguant au bornage ou se livrant à la pêche côtière.

3° Les navires en relâche forcée, lorsqu'ils n'auront fait dans le port aucune opération de commerce.

3. La perception du péage établi par l'article précédent est cédée à la chambre de commerce de Nice pour le produit en être exclusivement affecté au paiement des annuités (intérêt et amortissement) de l'emprunt de cinq cent quarante-deux mille francs qui est autorisée à contracter par l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le produit du droit joint aux annuités payées par la ville de Nice aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement

N° 32615. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux de canalisation exécutés par le service des eaux de Versailles et de Marly.*

Du 7 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésorier-payeur général du département de Seine-et-Oise par divers particuliers pour concourir aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1896, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XLVII : *Service des eaux de Versailles et de Marly*, un crédit de dix-neuf mille deux cent cinquante francs (19,250^f) applicable aux travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 7 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de la Rochelle est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excédera pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3^{fr} 85 p. o/o), une somme de soixante et onze mille cent francs (71,100^{fr}), en vue de faire face aux dépenses d'outillage complémentaire susvisé.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé, en totalité ou par fractions, soit avec publicité concurrente, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions des règlements établis.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans une période de vingt-cinq ans.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32610. — *DÉCRET* rendant applicables à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les Établissements français de l'Inde les dispositions du décret du 31 juillet 1896 relatif aux Épreuves écrites de la première partie du baccalauréat de l'Enseignement secondaire classique.

Du 24 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 27 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et sur l'avis du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 novembre 1890⁽¹⁾, rendant applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des établissements français de l'Inde les dispositions du décret du 8 août 1890⁽²⁾, créant un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique;

Vu le décret du 31 juillet 1896, relatif aux épreuves écrites de la première

(1) 1^{re} série, Bull. 3381, n° 23142.

(2) 1^{re} série, Bull. 1346, n° 12322.

N° 32616. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 24 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations de la personne désignée dans l'état ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1893, 1894 et 1895 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 15 avril 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de cinq cent quarante-trois francs soixante-quinze centimes (543⁷⁵) réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893	{ chapitre XIV (Algérie).....	43 ⁷⁵ }	193 ⁷⁵
	{ chapitre XV (Algérie).....	150 00 }	
Exercice 1894	chapitre XIV (Algérie).....	175 00	
Exercice 1895	chapitre XIV (Algérie).....	175 00	
TOTAL.....			543 75

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministère des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre XXI (Algérie) spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu les dépêches du ministre des finances, en date des 22 janvier et 10 octobre 1896;

Vu le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle a été soumis le projet et, notamment, l'avis de la commission d'enquête, en date du 9 janvier 1896;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de Bougie est autorisée à emprunter, au taux d'intérêt de trois francs pour cent (3 p. 100), une somme d'un million de francs (1,000,000^f), en vue de couvrir la dépense des travaux de création d'un port à Bougie, dans les conditions déterminées par le décret susvisé du 14 décembre 1895.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, peut être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en trente-quatre ans au plus.

2. Pour permettre à la chambre de commerce de Bougie de faire face aux engagements résultant de l'article précédent, il sera établi au port de Bougie, à partir de la promulgation du présent décret, des péages « maxima » ci-après, sur tous les navires français ou étrangers entrant dans le port ou restant stationnés dans le port ou le rade, pourvu que l'embarquement et le débarquement des voyageurs et des marchandises soient faits entre les limites actuelles du port, formées, à l'ouest, par le ravin du parc à fourrages, et, à l'est, par les falaises de la pointe Bouak :

I. — Péage ayant pour base le tonneau de jauge.

Navires n'appartenant pas à une ligne de navigation régulière, transportant des passagers ou venant prendre charge, par tonneau de jauge, cinquante centimes (0^f 50^c).

II. — Péage ayant pour base le poids des marchandises embarquées ou débarquées.

Navires appartenant à des lignes de navigation régulières desservant le port, au moins une fois par mois, par tonne métrique (mille kilogrammes (1,000^{kg})) de marchandises embarquées, débarquées ou transbordées, cinquante centimes (0^f 50^c);

Pour l'application de ce droit, le poids des animaux embarqués ou débarqués sera compté :

A raison d'une tonne par tête, pour les espèces chevaline, bovine, asine et porcine;

N° 32617. — DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre une Parcelle de Terrain dépendant de la Forêt domaniale de Soulac.

Du 24 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser l'occupation, par le service militaire, d'une parcelle de terrain forestier d'une superficie d'environ soixante centiares, dépendant de la forêt domaniale de Soulac, près la pointe de Grave, et déjà englobée de fait dans le jardin du gardien de batterie du fort de Verdon, dans les dépendances de la place de Bordeaux;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur la marche à suivre dans tous les cas où il s'agit d'affecter un immeuble domanial à un service public de l'État;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue à Bordeaux, le 20 février 1896, entre les représentants locaux des services civil et militaire intéressés et concluant à faire affecter au département de la guerre la susdite parcelle de terrain, d'une superficie d'environ soixante centiares et telle, au surplus, qu'elle est indiquée par un teinté jaune sur un plan parcellaire dressé, le 16 mars 1897, par le chef du génie de Bordeaux;

Vu l'assentiment donné, le 30 mai 1896, aux conclusions de ce procès-verbal par le président du Conseil, ministre de l'agriculture;

Vu la lettre du 15 octobre 1896, par laquelle le ministre des finances donne également son acquiescement à l'affectation dont il s'agit,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La parcelle de terrain domanial susmentionnée est affectée au service du département de la guerre.

2. Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32618. — DÉCRET qui autorise le Ministre de la Guerre à accepter l'abandon gratuit, par la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, de diverses Parcelles de Terrain, à Colmars (Alpes-Maritimes).

Du 24 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

sent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY**.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : **A. TURMEL**.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : **HENRI BOUTIN**.

N° 32612. — *DÉCRET relatif à une imposition extraordinaire à percevoir en 1897, attribuée à la Ville et à la Chambre de commerce de Paris.*

Du 30 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 27 janvier 1886, qui a autorisé, à partir du 1^{er} janvier 1886, sur certaines classes de patentes de la ville de Paris, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi par franc, au maximum, additionnelle à la contribution des patentes, en vue, tant de la création d'une bourse de commerce que du développement de l'enseignement professionnel des écoles commerciales de la chambre de commerce;

Vu notamment l'article 2, paragraphe 3, de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes ou fractions de centime à percevoir sur chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, sur le rapport du ministre du commerce »;

Vu la loi du 15 juillet 1886 sur les patentes, modifiée par les lois ultérieures;

Vu la loi du 20 juillet 1896, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1897;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu à Paris, en 1897, sur les patentables des premières classes du tableau A et sur ceux qui sont désignés, dans les tableaux B et C, comme passibles d'un droit fixe égal ou supérieur à celui desdites classes, une imposition extraordinaire de deux centimes et demi (0^{fr}025) par franc, additionnelle au principal de la contribution des patentes, dont le produit sera attribué à la ville de Paris et à la chambre de commerce de Paris, dans les conditions déterminées par le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 27 janvier 1886.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

N° 32619. — **DÉCRET** rangeant la commune de Marhoum (Oran) parmi les communes inscrites au tableau C annexé au décret du 31 décembre 1892, fixant les Indemnités de résidence allouées au personnel de l'Enseignement primaire en Algérie.

Du 24 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 29 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 19 juillet 1889, et notamment les articles 4, 12 et 48, paragraphe 11, de cette loi;

Vu la loi du 30 octobre 1886;

Vu le décret du 8 novembre 1887⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi précitée;

Vu l'article 4 du règlement d'administration publique du 24 juillet 1890⁽²⁾;

Vu le décret du 31 décembre 1892⁽³⁾;

Vu la décision en date du 1^{er} août 1895, qui a mis à la charge du budget de l'instruction publique, à partir du 1^{er} juillet 1895, l'école mixte de Marhoum;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Marhoum, située en territoire de commandement, département d'Oran, est rangée parmi les communes inscrites au tableau C annexé au décret du 31 décembre 1892. Le taux de l'allocation destinée à tenir lieu d'indemnité de résidence est fixé à cinq cents francs (500^f) pour les maîtres ou maîtresses titulaires, à deux cent cinquante francs (250^f) pour les stagiaires.

2. Les ministres de l'intérieur, des finances et de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'instruction
publique
et des beaux-arts,

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : **LOUIS BARTHOU.**

Signé : **A. RAMBAUD.**

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1140, n° 18751.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1348, n° 22580.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1533, n° 26173.

ville sera mis, sur les mandats du préfet de la Seine-Inférieure, à disposition de la chambre de commerce, qui aura à rendre compte de son emploi au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BOUCHER.

N° 32614. — DÉCRET portant Règlement sur l'indigénat en ANNAM-TONKIN.

Du 5 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 31 mai 1892 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'internement des Chinois, des indigènes non français et des Asiatiques régis par le décret du 23 août 1871, le séquestre de leurs biens, pourront être ordonnés par le gouverneur général de l'Indo-Chine, en conseil du contentieux, tant que les bandes armées se livreront à la piraterie sur les territoires de l'Indo-Chine ou du Tonkin.

Les décisions rendues à cet effet seront soumises à l'approbation du gouverneur général de l'Indo-Chine et portées, immédiatement après leur approbation, à la connaissance du ministre des colonies.

Elles seront exécutoires par provision.

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'administration des colonies*.

Fait à Paris, le 5 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé : J. DARLAN.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBLANC.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1485, n° 25183.

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUQUER.

N° 3263. — *Décret relatif à une Imposition extraordinaire à percevoir, en 1897, pour les Dépenses de la Chambre de commerce de Rouen (Seine-Inférieure).*

Du 30 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu la loi du 22 juillet 1892, qui a autorisé une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes de cinq centimes cinq cent quarante-quatre millièmes par franc, au maximum, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures sur les patentes, pour concourir, à partir du 1^{er} avril 1892, avec les autres ressources qui pourront être appliquées à cette destination, au service de l'emprunt de sept cent quarante-six mille francs que ladite chambre de commerce a été autorisée à contracter, en vue de l'agrandissement du palais consulaire de Rouen;

Vu notamment l'article 5 de ladite loi, ainsi conçu :

« Le nombre des centimes additionnels à percevoir sera fixé, chaque année, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique »;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880;

Vu la loi du 20 juillet 1896, relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1897.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera perçu, en 1897, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de Rouen compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures, une imposition extraordinaire additionnelle de cinq centimes cent un mille quatre cent soixante-quatorze millièmes (0⁰05101474) par franc, au principal de la contribution des patentes.

2. Le produit de cette imposition, destiné à concourir au remboursement de l'emprunt contracté par la chambre de commerce de Rouen en vue de l'agrandissement du palais consulaire de cette

État des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses personnelles et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENT.	PARTIS versantes.	CHAPITRES et motifs des versements.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.
Seine-et-Oise.		CHAPITRE XLVII. SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY. —		
	M. Gaillard, à Saint-Cloud.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Armengaud, à Saint-Cloud.	4873	1 ^{er} mai 1896.
	M ^{me} v ^{ve} Dutoury, à Vaucresson.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue des Fonds-Huguénots, à Vaucresson.	3353	25 mai 1896.
	M. Sorieux, à Vaucresson.	Idem	3354	Idem.
	M. Delfontaine, à Vaucresson.	Idem	3355	Idem.
	M. Chartier (Joseph), à Marnes.	Idem	3356	Idem.
	M ^{me} veuve Delhomme, au Chesnay.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Jacquilotaux-Vatel, au Chesnay.	4030	13 avril 1896.
	M. Chassoux, à Versailles.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue Jacques-Gonthières, au Chesnay.	4864	1 ^{er} mai 1896.
	M. le comte de Lambert, à Versailles.	Canalisation par l'eau dans les limites de la contre-allée sud de l'avenue de Paris, à Versailles.	11799	14 oct. 1896.
	M. Cazenave, demeurant à Biskra, province de Constantine (Algérie).	Canalisation par l'eau d'une partie de la butte Montbaillon, à Versailles.	13873	27 nov. 1896.
	La commune de Garches.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue de la Tuilerie, à Garches.	14384	9 déc. 1896.
	M. Belland, propriétaire.	Canalisation par l'eau d'une partie du boulevard de Lesseps, à Versailles.	15754	18 déc. 1896.
	M. le directeur de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	Canalisation par l'eau d'une partie de la rue des Creux et de la rue de l'Étang, à Louveciennes.	13836	26 nov. 1896.
				TOTAL.....

DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer et par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 24 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts; sur la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897; sur les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895; sur l'article 9 de la loi du 23 mai 1834; sur le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾; sur le sénatus-consulte du 31 décembre 1861; sur l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur l'administration de l'enseignement public; sur les réclamations de la personne désignée dans l'état ci-joint; et sur ce que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1893, 1894 et 1895 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées ont été prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter; sur le rapport du ministre des finances, en date du 15 avril 1897,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices, un crédit supplémentaire de la somme de cinq cent quatre-vingt-trois francs soixante-quinze centimes (543^{fr} 75^c) réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893	{ chapitre XIV (Algérie).....	43 ^{fr} 75 ^c	} 193 ^{fr} 75 ^c
	{ chapitre XV (Algérie).....	150 00	
Exercice 1894	chapitre XIV (Algérie).....	175 00	} 175 00
Exercice 1895	chapitre XIV (Algérie).....	175 00	
TOTAL.....			543 75

La somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre XXI (Algérie) *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section.

section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAULHÉ.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
Signé : A. RAMBAUD.

ÉTAT de développement des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		REMARQUES.
			par chapitre.	par exercice.	
1893.	XIV.	Enseignement primaire en Algérie. Écoles primaires supérieures, écoles élémentaires soumises à la loi du 20 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.	43 ¹ 75 ⁰	193 ¹ 75 ⁰	Complément de restes dû en 1893 à Noisy-les-Bains. Erreur dans le calcul. Arrêté du 1 ^{er} décembre 1896.
	XV.	Enseignement primaire des indigènes.	150 00		Même observation exercée dans les comptes du 1 ^{er} janvier 1893 et dans les prévisions du 1 ^{er} octobre 1893. La somme qui lui est due doit être ainsi : Chapitre XIV..... Chapitre XV..... TOTAL.....
1894.	XIV.	Enseignement primaire en Algérie. Écoles primaires supérieures, écoles élémentaires soumises à la loi du 20 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes.	175 00	175 00	Complément de restes dû en 1894 à Noisy-les-Bains. Observation que pour 1893.
1895.	XIV.	Idem.....	175 00	175 00	Complément de restes dû en 1895 à Noisy-les-Bains. Observation que pour 1893.
TOTAL.....				543 75	

— DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre une Parcelle de Terrain dépendant de la Forêt domaniale de Soulac.

Du 24 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de la guerre;

vu qu'il y a lieu de régulariser l'occupation, par le service militaire, d'une parcelle de terrain forestier d'une superficie d'environ soixante centiares dépendant de la forêt domaniale de Soulac, près la pointe de Soulac, déjà englobée de fait dans le jardin du gardien de batterie du fort de Soulac, dans les dépendances de la place de Bordeaux;

vu l'arrêté du 14 juin 1833⁽¹⁾ sur la marche à suivre dans tous les cas pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de

procès-verbal de la conférence tenue à Bordeaux, le 20 février 1896, par les représentants locaux des services civil et militaire intéressés, et à faire affecter au département de la guerre la susdite parcelle d'une superficie d'environ soixante centiares et telle, au surplus, qu'elle est indiquée par un teinté jaune sur un plan parcellaire dressé, le 20 février 1897, par le chef du génie de Bordeaux;

vu l'arrêté du 30 mai 1896, aux conclusions de ce procès-verbal; vu l'avis du président du Conseil, ministre de l'agriculture; vu l'arrêté du 15 octobre 1896, par laquelle le ministre des finances donne son acquiescement à l'affectation dont il s'agit,

La parcelle de terrain domanial susmentionnée est affectée au département de la guerre.

Le président du Conseil, ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

— DÉCRET qui autorise le Ministre de la Guerre à accepter l'abandon par la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, de diverses Parcelles de Terrain, à Colmars (Alpes-Maritimes).

Du 24 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de la guerre,

2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

Considérant qu'aux termes d'une délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, en date du 11 novembre 1894, régulièrement approuvée par le préfet des Alpes-Maritimes, le 12 janvier 1895, ladite commune a déclaré faire cession gratuite au domaine de l'État de différentes fractions des parcelles de terrain n^{os} 204, 215, 216, 220, 221 de la section E du plan cadastral de ladite commune et n^{os} 594, 595, 596, 597, 239, 61, 65 et 69 de la section F du même plan cadastral, de fractions de parcelles mesurant ensemble une superficie totale de trente-six mille quatre cent quarante mètres carrés soixante-dix décimètres carrés, occupées par l'administration de la guerre pour l'implantation d'un chemin militaire de Colmars à Saint-Martin-d'Entraunes par le col des Champs, dans les dépendances de la place de Colmars, annexe de celle d'Antibes, et telles, au surplus, qu'elles sont figurées par une teinte verte sur un plan parcellaire dressé, le 20 février 1897, par le chef du génie d'Antibes et désignées dans un état parcellaire à l'appui, contresigné par le préfet des Alpes-Maritimes et par le maire de la commune de Saint-Martin-d'Entraunes;

Vu le projet d'acte passé dans la forme administrative par-devant le préfet des Alpes-Maritimes et précisant l'objet et les conditions de la cession gratuite des parcelles de terrain ainsi consenti en faveur de l'État, en vue des besoins du service militaire;

Vu l'article 910 du Code civil,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre de la guerre, au nom de l'État, est autorisé à accepter, aux clauses et conditions énoncées dans le projet ci-dessus visé, la donation, sous forme d'abandon à titre gratuit, offerte par la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, de différentes fractions de parcelles de terrain à elle appartenant, d'une contenance totale d'environ trente-six mille quatre cent quarante mètres carrés dix décimètres carrés, occupées par l'administration de la guerre pour l'implantation d'un chemin militaire de Colmars à Saint-Martin-d'Entraunes par le col des Champs, dans les dépendances de la place de Colmars, annexe de celle d'Antibes, telles, au surplus, qu'elles sont figurées par une teinte verte sur un plan parcellaire dressé, le 20 février 1897, par le chef du génie d'Antibes, et désignées dans un état parcellaire à l'appui, contresignés également par le préfet des Alpes-Maritimes et par le maire de la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, parties comparant à l'acte administratif susénoncé.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : PÉLISSEUR

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32619. — *DÉCRET rangeant la commune de Marhoum (Oran) parmi les communes inscrites au tableau C annexé au décret du 31 décembre 1892, fixant les Indemnités de résidence allouées au personnel de l'Enseignement primaire en Algérie.*

Du 24 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 29 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu la loi du 19 juillet 1889, et notamment les articles 4, 12 et 48, paragraphe 11, de cette loi;

Vu la loi du 30 octobre 1886;

Vu le décret du 8 novembre 1887⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi précitée;

Vu l'article 4 du règlement d'administration publique du 24 juillet 1890⁽²⁾;

Vu le décret du 31 décembre 1892⁽³⁾;

Vu la décision en date du 1^{er} août 1895, qui a mis à la charge du budget de l'instruction publique, à partir du 1^{er} juillet 1895, l'école mixte de Marhoum;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commune de Marhoum, située en territoire de commandement, département d'Oran, est rangée parmi les communes inscrites au tableau C annexé au décret du 31 décembre 1892. Le taux de l'allocation destinée à tenir lieu d'indemnité de résidence est fixé à cinq cents francs (500^f) pour les maîtres ou maîtresses titulaires, à deux cent cinquante francs (250^f) pour les stagiaires.

2. Les ministres de l'intérieur, des finances et de l'instruction publique et des beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction
publique
et des beaux-arts,

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : A. RAMBAUD.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1140, n° 18751.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1348, n° 22580.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1533, n° 26173.

N° 32620. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (cont)
signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, por
ce qui suit :

1° M. Jacob (*Isidore-René*), né le 9 avril 1862, à Paris, y demeurant
autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Paquin*, et à s'app
légalemment, à l'avenir, *Jacob-Paquin* ;

2° Ledit impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour
opérer sur les registres de l'état civil le changement résultant du pré
décret qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an 1
en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'
(Paris, 27 Juin 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imp
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1863.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

II. — Loi qui autorise des dérogations à l'article 4 de la Loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer.

Du 26 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
I^{re}. Par dérogation à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845 sur le service des chemins de fer, le ministre des travaux publics peut, sur la partie des chemins de fer d'intérêt général, dispenser les propriétaires ou de maintenir des clôtures fixes le long des voies ferrées ou de maintenir des clôtures fixes le long des voies ferrées, toutes les fois que cette mesure lui paraît compatible avec l'intérêt de l'exploitation et la sécurité du public.

La dispense de clôtures ne peut pas être accordée :

1^{re} Sur les lignes ou sections de lignes où circulent plus de trois trains en une heure ;

2^{re} Dans la traversée des lieux habités ;

3^{re} Dans les parties contiguës à des chemins publics, lorsque la voie est en déblai, à niveau ou en remblai de moins de deux

cent cinquante mètres de longueur au moins de chaque côté des voies à niveau ;

4^{re} Aux abords des stations, haltes ou arrêts.

3. Pour les chemins de fer dont les projets n'ont pas encore l'objet d'une enquête d'utilité publique, en vertu des ordonnances du 18 février 1834 ou du 15 février 1835, si le ministre se refuse d'accorder des dispenses de clôtures ou de barrières, mention est faite dans les pièces de l'enquête.

Pour les chemins de fer déjà construits ou qui ont déjà fait l'objet d'une enquête d'utilité publique, la décision ministérielle n'est due qu'après une instruction dans laquelle l'administration, tout d'abord, le préfet et le conseil général du département traversé, que le conseil général des ponts et chaussées, sont appelés à donner leur avis.

4. Les dispenses accordées n'ont qu'un caractère provisoire, le ministre des travaux publics conservant le droit de prescrire à toute époque, et lorsqu'il le reconnaît nécessaire, l'établissement ou le rétablissement de clôtures fixes et de barrières mobiles sur toute section de ligne.

5. La loi du 27 décembre 1880 est abrogée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Mars 1897.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32822. — *Loi qui autorise la Colonie de Madagascar à convertir l'emprunt contracté en 1886 et à procéder à l'émission d'obligations amortissables en soixante ans, garanties par le Gouvernement de la République française.*

Du 5 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Le ministre des colonies, agissant au nom de la Colonie de Madagascar, est autorisé à convertir le solde des obligations pour cent (6 p. 0/0) émises en 1886 en représentation de l'emprunt contracté le 4 décembre 1886 par le Gouvernement malgache, qu'à rembourser l'avance faite pour le service de cet emprunt conformément à la convention du 20 juin 1887.

2. En vue de cette opération, il sera émis, avec la garantie du Gouvernement de la République française et au taux d'intérêt

mum de trois pour cent (3 p. 0/0) soixante mille (60,000) obligations de cinq cents francs (500^f) amortissables en soixante ans.

Ces obligations seront réservées, jusqu'à due concurrence, à la conversion des obligations six pour cent (6 p. 0/0) précitées du gouvernement malgache et au règlement des coupons impayés dans les conditions déterminées par le ministre des colonies et le ministre des finances.

Quarante mille (40,000) obligations seulement seront émises actuellement, les autres vingt mille (20,000) au fur et à mesure du vote des Chambres.

3. La somme restant libre sur le produit de l'opération ne pourra être affectée qu'en dépenses de travaux publics, de casernement et de colonisation et dont les projets seront soumis à l'approbation des Chambres.

Toutefois, est dès à présent autorisée, jusqu'à concurrence de trois millions de francs (3,000,000^f), l'imputation sur cet excédent :

1° Des déficits antérieurs à l'exercice 1897;

2° Des travaux ci-après :

Construction de Blockhaus dans l'Émyrne;

Routes de Tananarive à Tamatave et à Bisanarantsoa;

Construction de phares à Majunga et à Tamatave.

4. Le projet de budget et les situations provisoires ou définitives de chaque exercice de la colonie de Madagascar seront communiqués chaque année aux Chambres, à l'appui du projet de loi de finances.

Tout emprunt contracté par la colonie devra être approuvé par une loi. Est assimilé à un emprunt tout contrat impliquant, pour la colonie, le paiement par annuités des dépenses que ce contrat comporte.

Aucun chemin de fer ne pourra être établi dans la colonie de Madagascar qu'en vertu d'une loi. L'exploitation ne pourra en être concédée que dans la même forme.

5. L'annuité nécessaire, pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt autorisé par la présente loi sera inscrite obligatoirement au budget annuel de la colonie de Madagascar.

Au cas où il deviendrait nécessaire de recourir à la garantie prévue par l'article 2 de la présente loi, les avances du gouvernement français seraient productives d'intérêts à deux et demi pour cent (2 1/2 p. 0/0), jusqu'à l'époque du remboursement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des Colonies,

Signé : GEORGES GONZALEZ.

Le Ministre des Finances,

Signé : PAUL LEROY.

N° 32623. — *Loi qui modifie l'article 48 de la Loi du 13 mars 1875 relative à la Constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale.*

Du 8 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. L'article 48 de la loi du 13 mars 1875 est remplacé par le texte suivant :

Chaque région fournit :

Un nombre d'unités d'artillerie variable d'après les ressources de la région ;

Un bataillon du génie comprenant des compagnies de sapeurs et de sapeurs-conducteurs ;

Un escadron du train des équipages militaires.

Les unités d'artillerie de chaque région forment des groupes d'artillerie territoriaux. Chacun d'eux est commandé par un officier supérieur sous l'autorité du chef de corps actif auquel il est rattaché. Le commandant du groupe peut être du grade de lieutenant-colonel ; dans ce cas, il peut lui être adjoint un ou plusieurs chefs d'escadron.

Il est formé en outre :

Des groupes d'artillerie territoriaux rattachés à la 19^e brigade d'artillerie ;

Un 19^e bataillon du génie et des bataillons de sapeurs de campagne rattachés aux corps de troupes correspondants de l'armée active ;

Un 19^e escadron territorial du train des équipages militaires rattaché au 19^e escadron actif.

Si les nécessités de la mobilisation l'exigent, il pourra en être formé un 20^e escadron territorial rattaché au 20^e escadron actif. Les régions qui fourniront le personnel de ces dernières unités sont déterminées par le ministre de la guerre.

Les cadres des unités d'artillerie, des bataillons du génie et des escadrons du train des équipages militaires sont les mêmes que ceux des unités correspondantes de l'armée active sur le pied de guerre.

Toutefois, il n'existe qu'une seule classe dans les grades de capitaine et de lieutenant.

Le nombre des groupes d'artillerie, le nombre et l'espèce des unités qui comprennent chacun des groupes d'artillerie, des bataillons du génie, des escadrons du train des équipages militaires sont déterminés par le ministre de la guerre.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32624. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique les Travaux d'amélioration du Port de Nice (Alpes-Maritimes).*

Du 8 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 16 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu l'avant-projet présenté par les ingénieurs des travaux maritimes du département des Alpes-Maritimes, pour l'amélioration du port de Nice; ensemble le plan général modifié, en date des 15-17 janvier 1895 et l'évaluation de la dépense, montant à neuf cent trente-six mille francs;

Vu la loi du 9 juillet 1896, approuvant l'engagement pris par la ville de Nice de verser à la chambre de commerce trente annuités de huit mille six cent soixante-quatorze francs chacune, pour le remboursement d'un emprunt à contracter par cet établissement, en vue de l'amélioration du port;

Vu la délibération en date du 12 mai 1894, par laquelle la chambre de commerce de Nice, faisant état de la subvention susindiquée de la ville, s'engage à concourir pour une somme totale de cinq cent quarante-deux mille francs à la dépense de l'amélioration projetée;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur l'avant-projet, et notamment l'avis de la commission d'enquête, en date du 8 mai 1895;

Vu la lettre du préfet des Alpes-Maritimes, du 7 octobre 1895;

Vu les adhésions directes données par le directeur des travaux hydrauliques de la marine et par le directeur du génie, en date des 25 et 30 mai 1895;

Vu les rapports des ingénieurs en date des 18 juillet, 8 octobre 1892, 15-17 janvier 1895 et 21-28 septembre 1895;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, des 26 décembre 1892, 21 février et 14 novembre 1895;

Vu la lettre du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 31 octobre 1894;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 janvier 1896;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 28 mai 1896;

Vu les lois des 3 mai 1841 et 27 juillet 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'améliora-

tion du port de Nice (Alpes-Maritimes), conformément aux décisions générales de l'avant-projet ci-dessus visé, et aux avis émis par le conseil général des ponts et chaussées.

La dépense de ces travaux est évaluée à neuf cent trente-six francs (936,000').

2. Il est pris acte de l'engagement souscrit, par la chambre de commerce de Nice, ainsi qu'il résulte de sa délibération susvisée du 12 mai 1894, de contribuer à la dépense des travaux, avec la ville de Nice, par un subsidé de cinq cent quarante-deux francs (542,000').

Le montant de ce subsidé sera versé au Trésor, par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins des travaux. L'importance des versements partiels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminées par le ministre des travaux publics.

3. Le surplus de la dépense, pris en charge par l'État, sera imputé sur les fonds annuellement inscrits à la deuxième section du budget du ministère des travaux publics pour l'amélioration et l'entretien des ports maritimes.

4. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 8 Janvier, 1897.

Signé : RÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TISSIER.

N° 33695. — *Décret qui autorise le raccordement de la Rendre à Quiévrain (Nord), avec le chemin de fer des Mines de Gravelines.*

Du 8 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 17 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics :

Vu la demande présentée le 13 août 1895, et complétée le 1^{er} septembre 1896, par MM. Buelle et compagnie, fondateurs à Quiévrain (Nord), d'obtenir l'autorisation de raccorder leur usine au chemin de fer de la Compagnie des mines de Crespin, déclaré d'utilité publique par décret du 26 décembre 1891⁽¹⁾, par une voie établie en partie sur des terrains appartenant, en partie sur l'accotement de la route nationale n° 29 ;

Vu le plan produit à l'appui de cette demande et visé, le 23 août 1896,

(1) *Journal officiel*, Bull. lois n° 24743.

par l'ingénieur en chef des mines, chargé de l'arrondissement minéralogique de Douai;

Vu la convention intervenue, le 3 septembre 1895, entre la Compagnie des mines de Crespin et MM. Ruelle et la compagnie, et la lettre, en date du 15 avril 1896, par laquelle le directeur gérant des mines de Crespin sollicite l'autorisation de mettre ladite convention à exécution;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes auxquelles a été soumis le projet, et, notamment, l'adhésion directe, délivrée au deuxième degré par les divers services intéressés;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef des mines, du 17 octobre 1896;

Vu l'avis du préfet du Nord, du 21 octobre 1896;

Vu l'avis du conseil général des mines, du 30 octobre 1896;

Vu le décret du 26 décembre 1891 ⁽¹⁾ et le cahier des charges annexé à ce décret;

Vu la loi du 21 avril 1810, sur les mines, modifiée par la loi du 27 juillet 1880, et, notamment, l'article 44;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. La Compagnie des mines de Crespin (Nord) est autorisée à établir, conformément au plan ci-dessus visé, dont un exemplaire restera annexé au présent décret, sur son chemin de fer déclaré d'utilité publique par le décret du 26 décembre 1891, une souduye destinée à mettre ledit chemin de fer en communication avec un embranchement projeté par MM. Ruelle et compagnie, fondeurs à Quiévrechain.

2. Par dérogation à la disposition prohibitive résultant de l'article 13 du cahier des charges annexé audit décret du 26 décembre 1891, la Compagnie des mines de Crespin est autorisée à faire, sur son chemin de fer, le transport des marchandises en provenance ou à destination de l'usine de MM. Ruelle et compagnie.

3. Les conditions dans lesquelles le raccordement sera établi et les transports seront effectués, seront déterminées par un traité, qui sera soumis à l'approbation du ministre des travaux publics.

4. La Compagnie des mines de Crespin sera tenue de concéder des conditions analogues à tous industriels se trouvant dans une situation semblable à celle de MM. Ruelle et compagnie, qui voudraient, dans l'avenir, se relier de même à son chemin de fer minier. En cas de difficulté, il sera statué par le ministre des travaux publics, la compagnie entendue.

5. L'autorisation donnée par le présent décret est essentiellement précaire et révocable, à toute époque, sans indemnité, pour raison d'intérêt public.

6. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

7. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du

présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32626. — *DÉCRET qui approuve la Substitution à MM. Edmond Coignet, Léon Francq et Paul Grosselin de la Société anonyme dite Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris, comme rétrocessionnaires de la Ligne de tramway de Saint-Germain-en-Laye à Poissy.*

Du 8 Janvier 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 13 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret en date du 24 mai 1895⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique l'établissement d'une ligne de tramway, à traction mécanique, entre Saint-Germain-en-Laye et Poissy, autorisé le département de Seine-et-Oise à pourvoir à la construction et à l'exploitation de ladite ligne, et approuvé la convention passée, le 9 mai 1895, entre le préfet de Seine-et-Oise, au nom du département, et MM. Edmond Coignet, Léon Francq et Paul Grosselin, pour la rétrocession de l'entreprise, ensemble cette convention et le cahier des charges y annexé;

Vu, notamment, l'article 4 de ladite convention, aux termes duquel les rétrocessionnaires doivent constituer, dans un délai de six mois, à compter de la déclaration d'utilité publique, une société anonyme qui se substituera à eux et deviendra solidairement responsable avec eux, vis-à-vis du département, de tous les engagements qu'ils auraient contractés antérieurement;

Vu la demande présentée par MM. Edmond Coignet, Léon Francq et Paul Grosselin à l'effet d'obtenir l'autorisation de se substituer, comme rétrocessionnaires de la ligne de tramway de Saint-Germain-en-Laye à Poissy, à la société anonyme dite *Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris*;

Vu la délibération, en date du 16 avril 1896, du conseil général de Seine-et-Oise;

Vu les rapports des ingénieurs du contrôle, en date des 2-27 et 15-19 juin 1896;

Vu les lettres du préfet de Seine-et-Oise, en date des 6 mai et 15 novembre 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, les tramways, et, notamment, l'article 10;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1717, n° 29829.

Le Conseil d'État entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution à MM. *Edmond Coignet, Léon Francq et Paul Grosselin* de la Société anonyme dite *Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris (Société anonyme)*, comme rétrocessionnaire du tramway de Saint-Germain-en-Laye à Poissy, dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret susvisé du 24 mai 1895.

2. Il est interdit à la Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris, sous peine de déchéance, d'engager son capital, directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction et l'exploitation de la ligne de tramway mentionnée à l'article 1^{er}, sans y avoir été préalablement autorisée par décret rendu en conseil d'État.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics ,

Signé : A. TURREL.

N° 32627. — **DÉCRET** qui approuve la Substitution à M. Cornillon de la Compagnie anonyme du Chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local dans la ville de Lyon.

Du 13 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 22 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi, en date du 14 décembre 1896, qui a : 1° déclaré d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse; 2° approuvé la convention passée entre le maire de Lyon, agissant au nom de la ville, et M. Cornillon, pour la concession de l'entreprise; ensemble cette convention et le cahier des charges annexés à la loi;

Vu, notamment, l'article 4 de ladite convention, aux termes duquel M. Cornillon s'est engagé à constituer, dans le délai de six mois, une société anonyme qui sera substituée au concessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis de la ville de Lyon, de tous les engagements qu'il aura contractés avec cette dernière, ladite substitution devant être approuvée par décret délibéré en conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880;

Vu les demandes présentées par M. Cornillon, d'une part, et par la Compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse, d'autre part, à l'effet d'obtenir l'autorisation de substitution seconde au premier comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local susvisé :

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon, en date du 14 décembre 1896;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef du contrôle, en date du 26 décembre 1896;

Vu l'avis du préfet du Rhône, en date du 1^{er} juin 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 et, notamment, l'article 10;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvée la substitution de M. Cornillon à la « Compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse », comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local dont l'établissement, dans la ville de Lyon, a été déclaré d'utilité publique par la loi du 14 décembre 1896.

2. Il est interdit à la Compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse, d'engager son capital directement ou indirectement, dans une opération autre que la construction ou l'exploitation du chemin de fer d'intérêt local ci-dessus désigné, sans y être préalablement autorisée par décret délibéré en conseil d'Etat.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32628. — *DÉCRET déterminant les conditions auxquelles les dispositions de la Loi du 26 juin 1889 sur la Nationalité sont applicables aux Français nés à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.*

Du 7 Février 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 10 Février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 7 du décret du 26 mai 1881 ⁽¹⁾, relatif à la naturalisation des étrangers en Cochinchine;

Vu le décret du 10 novembre 1882 ⁽²⁾, concernant la naturalisation des étrangers établis en Nouvelle-Calédonie;

Vu la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité, et notamment l'article 5 ainsi conçu :

« Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera :

« 1° Les conditions auxquelles ses dispositions sont applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies »;

Vu le décret du 13 août 1889 ⁽³⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité;

Vu la loi du 22 juillet 1893, portant modification de l'article 8, § 3, et de l'article 9 du Code civil, relativement aux déclarations effectuées en vue d'acquiescer ou de décliner la nationalité française;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ACQUISITION, PERTE ET RECOUVREMENT DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS DANS LES COLONIES AUTRES QUE LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE ET LA RÉUNION.

ART. 1^{er}. Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont déclarés applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, sous les conditions suivantes :

« Art. 7. L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales.

« Art. 8. Tout Français jouira des droits civils.

« Sont Français :

« 1° Tout individu né d'un Français en France, aux colonies ou à l'étranger.

« L'enfant naturel dont la filiation est établie, pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte, pour le père ou la mère, du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père;

« 2° Tout individu né aux colonies de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue;

« 3° Les étrangers naturalisés.

« Peuvent être naturalisés :

« 1° Les étrangers qui peuvent justifier de trois années de résidence ininterrompue dans les colonies.

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 432, n° 10806.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 742, n° 12593.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1260, n° 20354.

« Est assimilé à cette résidence le séjour en pays étrangers par l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ;

« 2° Les étrangers après un an de résidence, s'ils ont rendu des services importants à la France ou à ses colonies, s'ils y ont apporté des talents distingués, ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies ou les protectorats français ;

« 3° L'étranger, après un an de résidence, s'il a épousé une Française.

« Il est statué par décret sur la demande de naturalisation après une enquête sur la moralité de l'étranger.

« Art. 9. Tout individu né aux colonies, d'un étranger, et qui réside, peut, sur sa demande, formée dans l'année de sa majorité, être, sans autres conditions, naturalisé par décret.

« Art. 10. Tout individu né en France, aux colonies ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui réside aux colonies, peut, à tout âge, être naturalisé par décret.

« Art. 12. L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari.

« La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans autres conditions, par le décret qui confère cette qualité au mari, ou au père, ou à la mère.

« Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 12 du présent décret.

« Art. 17. Perdent la qualité de Français :

« 1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

« S'il est encore soumis aux obligations du service militaire par l'armée active, la naturalisation ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français ;

« 2° Le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus aux articles 12 et 18.

« 3° Le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'interdiction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé ;

« 4° Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend part au service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

« Art. 18. Le Français qui a perdu la nationalité française peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France ou dans les colonies françaises, en obtenant sa réintégration par décret.

« La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande.

« Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 12 du présent décret.

« Art. 19. La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française.

« Si son mariage est dissous par la mort du mari ou par le divorce, elle recouvre la qualité de Française, avec l'autorisation du gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou aux colonies ou qu'elle y rentre en déclarant qu'elle veut s'y fixer.

« Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée par le même décret de réintégration, aux enfants mineurs, sur la demande de la mère, ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

« Art. 20. Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

« Art. 21. Le Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger ne pourra rentrer en France ou dans les colonies qu'en vertu d'une permission accordée par décret et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire. »

2. L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrége ce délai. Le délai pourra être réduit à une année.

Les Français qui recouvrent cette qualité après l'avoir perdue acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives.

3. Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'Edit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir.

4. La naturalisation des étrangers et la réintégration dans la qualité de Français donnent lieu à la perception d'un droit de sceau de cent francs au profit de la colonie.

La remise totale ou partielle de ce droit peut être accordée par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des colonies et du ministre de la justice.

TITRE II.

DES FORMES À SUIVRE POUR L'ACQUISITION OU LA RÉPUDIATION DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS DANS LES COLONIES AUTRES QUE LA GUADELOUPE, LA MARTINIQUE ET LA RÉUNION.

5. L'étranger qui veut obtenir la naturalisation dans les colonies doit produire une demande, y joindre son acte de naissance, l'extrait du casier judiciaire et, le cas échéant, son acte de mariage, les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes s'ils sont en langue étrangère.

6. L'étranger qui sollicite la naturalisation après trois ans de résidence ininterrompue dans la colonie, doit joindre à sa demande des documents établissant qu'il y réside actuellement et depuis au moins trois ans.

7. L'étranger qui a épousé une Française doit, s'il veut obtenir la naturalisation après un an de résidence, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine française.

8. L'étranger qui, dans les conditions prévues par l'article 10 du Code civil modifié par le présent décret, sollicite la naturalisation doit produire les actes de naissance ou de mariage de celui de ses parents qui a eu la qualité de Français et de son grand-père dans la même ligne, ainsi que les documents attestant la perte de cette qualité.

9. Si l'intéressé est dans l'impossibilité de se procurer les actes de l'état civil dont la production est exigée par le présent décret, ils sont suppléés par un acte de notoriété dressé dans les formes fixées par l'arrêté ministériel pris d'accord par le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice.

10. La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande de devenir Français, soit par naturalisation, soit par la réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir eux-mêmes la qualité de Français en condition de stage, par application des articles 12 et 18 du Code civil modifiés par le présent décret, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père et la mère.

11. La demande de naturalisation doit être remise, avec les pièces à l'appui, au maire de la commune ou à l'administrateur du territoire dans lequel réside le postulant.

Le maire ou l'administrateur procède d'office à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur. Le résultat de cette enquête est renvoyé avec le procès-verbal et les pièces à l'appui.

des télégraphes et d'après l'avis conforme du président du conseil, ministre de l'agriculture, et du ministre des finances, .

Vu l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892 ;

Vu le décret du 9 février 1894 ;

Vu le décret du 29 juillet 1896 ⁽¹⁾.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les blés-froments tendres, sans distinction d'origine, pourront être importés temporairement en franchise de droits, par tous les bureaux de douane, pour la fabrication des biscuits sucrés, sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 et les articles suivants.

2. Les farines entrant dans la composition des biscuits sucrés destinés à l'exportation devront être au taux de cinquante pour cent (50 p. o/o) d'extraction.

3. La détermination pratique de la proportion de farine ayant servi à la fabrication des biscuits sucrés sera faite par l'analyse chimique, et celle-ci consistera dans le dosage de l'amidon contenu dans les biscuits.

4. La décharge du compte d'importation sera établie d'après la base suivante :

Pour cent kilogrammes (100^k) de farine à cinquante pour cent (50 p. o/o) d'extraction (c'est-à-dire pour soixante-dix kilogrammes [70^k] d'amidon constaté par l'analyse dans les produits exportés), on devra représenter, en outre, le complément exigé pour parfaire l'équivalent du blé de ces cent kilogrammes (100^k) de farine (c'est-à-dire de deux cents kilogrammes [200^k] de blé importés), soit trente-quatre kilogrammes (34^k) de farine à quatre-vingts pour cent (80 p. o/o) d'extraction, soit vingt et un kilogrammes deux cents (21^k 200) de farine à cinquante pour cent (50 p. o/o) d'extraction, plus soixante-deux kilogrammes (62^k) de son.

5. Les biscuits sucrés devront être réexportés ou constitués en entrepôts dans un délai de trois mois ; il en sera de même pour la farine et pour le son.

6. La vérification des biscuits sucrés ne pourra être effectuée que dans les bureaux de douane auprès desquels il a été institué des laboratoires scientifiques et dépendant de la zone dans laquelle l'importation du blé aura eu lieu.

7. Les biscuits sucrés contenant des fruits seront exclus de la compensation.

⁽¹⁾ 22^e séance, Bull. 1894, n° 32735.

Français, est faite, en son nom, par son père; en cas de décès, sa mère; en cas de décès des père et mère ou de leur exclusion, la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 142 et 143 du Code civil, ou, en cas de déchéance de la puissance paternelle, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille.

Ces déclarations sont faites dans les formes prévues par les articles 12 et suivants du présent décret. Elles sont accompagnées de la production de l'acte de naissance du mineur et du décret conféré à son père ou à sa mère, selon le cas, la qualité de Français.

16. Les déclarations faites soit pour renoncer à la faculté de réclamer la qualité de Français, soit pour répudier cette qualité, doivent, après enregistrement, être insérées au *Bulletin des lois*.

Néanmoins, l'omission de cette formalité ne peut pas préjudicier aux droits des déclarants.

Aucun droit du sceau n'est perçu pour les déclarations.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

17. Il n'est rien changé à la condition des indigènes dans les colonies françaises.

18. Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

19. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*, et inséré au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 7 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des colonies,

Signé : J. DARIAN.

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32629. — DÉCRET qui institue dans le département de l'Isère un Comité local des Habitations à bon marché.

Du 9 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 14 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

direction des finances et du contrôle à Madagascar, est modifié comme suit :

« Le service des régies financières relève de cette direction.

« Le directeur des finances et du contrôle est chargé de la surveillance du service du trésorier-payeur, pour tout ce qui concerne le budget local. »

2. Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret.

3. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin officiel* des colonies et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32636. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'extension du Périmètre d'octroi de la ville d'Épinal.*

Du 20 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu la convention passée entre l'État et la ville d'Épinal, le 1^{er} décembre 1889, en vue de l'extension du périmètre d'octroi de cette ville;

Vu l'état constatant qu'une somme totale de dix mille francs a été versée au Trésor par ladite ville, pendant l'année 1896, en exécution de la convention précitée;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxvii : *Fourrages*, de la première section (*Service ordinaire*) du budget de l'exercice 1896, un crédit de dix mille francs (10,000^f), représentant le montant de la redevance annuelle consentie au profit de l'État par la ville d'Épinal, en vue de l'extension de son périmètre d'octroi.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des versements effectués au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville d'Épinal.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*) sur l'exercice 1896, un crédit de cent cinquante-trois mille neuf cent soixante-dix francs dix centimes (153,970¹⁰), savoir :

CHAP. VIII. Indemnités diverses et secours.....	16,950
— X. Matériel des bureaux.....	3,079
— XIII. Appareils et matériel technique d'exploitation.....	17,347
— XIV. Construction et entretien de lignes télégraphiques.....	133,953
TOTAL ÉGAL.....	153,970¹⁰

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor, à cet effet, de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Février 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé: GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et des postes et des télégraphes,
Signé: HENRY BOCCARD.

N° 32631. — DÉCRET qui affecte provisoirement à l'Exploitation formelle la baie du Prory la section mobile de relégués précédemment employée aux Travaux de défrichements sur le domaine de la Ouaniamé (Nouvelle-Calédonie).

Du 12 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu la loi du 27 mai 1885 sur la rélegation des récidivistes;

Vu le décret du 26 novembre 1885⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai précédent et notamment les articles 3 et 33;

Vu le décret du 18 février 1888, portant organisation des sections mobiles de relégués;

Vu le décret du 12 février 1889⁽²⁾, portant constitution d'une section mobile de relégués, affectée, jusqu'à nouvel ordre, au domaine de la Ouaniamé (Nouvelle-Calédonie);

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La section mobile de relégués n° 1, précédemment

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 983, n° 16161.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 984, n° 16162.

En vertu du décret du 12 février 1889, à des travaux de défrichement sur le domaine de la Ouamémie, est affectée à l'exploitation boisée, situé sur les bords du canal de la Havannah, entre le port et le cap Queen-Charlotte (à l'extrémité nord-est de l'état de la baie du Prony).

Des ouvriers seront employés sur ce centre à des travaux de route, de défrichement et d'assainissement, en vue de l'installation sur transports libérés ou récidivistes admis au bénéfice de la peine individuelle et choisis principalement parmi les individus de la section mobile appelée à exécuter lesdits travaux. Ils seront également être employés à l'exploitation des bois.

Il est abrogé l'article premier du décret du 12 février 1889 sus-

ministère des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Journal officiel de la République française* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Paris, le 12 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LERON.

— DÉCRET complétant le texte de l'article 27 du Décret du 9 juin 1896 réorganisant le service de la justice à Madagascar.

Du 12 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 17 février 1897.)

PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Statuts-consulte du 3 mai 1854;

Décret du 28 décembre 1895⁽¹⁾, portant organisation de la justice à Madagascar;

Décret du 9 juin 1896⁽²⁾, réorganisant le service de la justice à Ma-

Madagascar, en rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Il est :

1°. L'article 27 du décret du 9 juin 1896, réorganisant le service de la justice à Madagascar, est complété ainsi qu'il suit : « Les jugements rendus par les tribunaux français à Madagascar, en matière civile, ne sont pas susceptibles de recours en cassation, ni ce

n'est dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 du Code d'instruction criminelle ».

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du ministère des colonies*.

Fait à Paris, le 12 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des colonies

Signé : J. DARLAN.

Signé : ANDRÉ LEROUX

N° 32633. — DÉCRET qui autorise la Chambre de commerce de Nantes à contracter un Emprunt.

Du 15 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu l'article 11 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 22 mars 1896, autorisant l'acquisition par la ville de Nantes du matériel de transport de produit de dragages, évalué huit cent mille francs;

Vu le décret du 29 avril 1896 ⁽²⁾, qui a autorisé la chambre de commerce de Nantes à contracter un emprunt de huit cent mille francs, et à fournir à l'État un subside d'égale somme, pour l'acquisition d'un matériel autorisé par le décret du 22 mars 1896, ledit emprunt devant être remboursé dans un délai maximum de vingt et un ans, au moyen du produit du péage établi par le même décret du 29 avril 1896 ⁽³⁾;

Vu le décret du 13 janvier 1897, autorisant l'exécution des travaux de dragages à exécuter sur la Basse-Loire, pour approfondir le chenal du fleuve, tant en amont qu'en aval du canal maritime, ainsi que l'acquisition du matériel de dragage complémentaire nécessaire à l'exécution et au entretien dudit approfondissement, lesquels travaux et acquisition, évalués à un million neuf cent mille francs, seront payés, jusqu'à concurrence de six cent mille francs, au moyen des subsides fournis par la chambre de commerce avec l'aide de la ville de Nantes;

Vu la loi du 17 décembre 1896, approuvant la délibération du conseil municipal de Nantes du 15 mai 1895, par laquelle le conseil municipal de Nantes a consenti à contribuer à la dépense de la chambre de commerce de Nantes dans sa contribution à la dépense

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 442, n° 3239.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1738, n° 3240.

sur l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en date du 17 février 1897;

le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Tarascon est porté de deux à quatre.

En conséquence, ce tribunal sera composé, à l'avenir, d'un président, de trois juges titulaires et de quatre juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

32639. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre de la justice et des cultes un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895.

Du 15 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi de finances du 16 avril 1895;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu l'état ci-annexé, portant deux créances liquidées à la charge du service de la justice, additionnellement aux restes à payer constatés par le compte définitif de l'exercice 1895;

Considérant que lesdites créances n'excèdent pas le crédit à annuler par la loi de règlement de l'exercice sur le chapitre auquel elles se rattachent,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice et des cultes, en augmentation des restes à payer de l'exercice 1895, un crédit supplé-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Sont exemptés de ce péage :

1° Les navires appartenant à l'Etat ou employés à son service ; dans tout navire, les objets et marchandises appartenant à l'Etat destinés à son service en vertu de contrats réguliers ;

2° Les navires affectés au remorquage, au pilotage ou à la navigation de plaisance ;

3° Les navires effectuant la pêche côtière ou une navigation régulière en amont du port de Nantes ;

4° Les navires entrés en relâche, à moins qu'ils ne se livrent à quelque opération de commerce.

3. La perception du péage maintenue par l'article précédent concédée à la chambre de commerce de Nantes, pour le port de Nantes, sera entièrement affectée au paiement des annuités (intérêts et amortissement) de l'emprunt d'un million huit cent mille francs, conformément à l'article 1^{er} du présent décret.

Cette perception cessera immédiatement après que le principal de l'emprunt aura atteint, en capital et intérêts, la somme nécessaire au complet remboursement de l'emprunt, et, au plus tard, à l'expiration du délai de trente ans fixé par l'article 1^{er}.

Dans les trois premiers mois de chaque année, la chambre de commerce adressera au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, ainsi qu'au ministre des finances, le receveur des douanes chargé de la perception, un compte rendu de la situation des recettes perçues dans le port de Nantes, des frais de perception dans l'année précédente et de sa situation au point de vue de l'amortissement de l'emprunt.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre
des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

Le Ministre
du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BARTHÈLEMY.

N° 32634. — *DÉCRET qui fixe les conditions d'admission temporaire des denrées entrant dans la composition des Biscuits sucrés pour l'exportation.*

Du 16 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

N° 32640. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Sont approuvés les travaux à exécuter par la société générale des chemins de fer économiques, pour l'établissement de barrières au passage à niveau situé au point 34¹ 679^m 2 de la ligne de Châteaumeillant à la Guerche.

La dépense résultant de l'exécution de ces travaux sera imputée sur le compte de deux millions de francs prévu au paragraphe 2 de l'article 3 de la convention du 13 juillet 1885, approuvée par la loi du 11 septembre suivant, pour aménagement des gares communes avec la compagnie d'Orléans et pour installations complémentaires de toute nature, sur les lignes de Sancoins à Lapeyrouse et de Châteaumeillant à la Guerche, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte et sans qu'elles puissent dépasser mille trente-deux francs quinze centimes, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts. (Paris, 7 Novembre 1896.)

N° 32641. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre signé par le ministre des travaux publics) portant :

1° Est déclarée d'utilité publique la rectification de la route nationale n° 5, dans la traverse d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), entre le lieu dit « Mortelay » et le quai d'Évian, avec raccordement de l'avenue de la Gare, suivant la direction générale indiquée par des traits rouges et une teinte rose sur le plan général visé par l'ingénieur en chef, le 14 août 1894, lequel plan restera annexé au présent décret.

L'ancienne direction de la route sera déclassée du jour où la nouvelle route aura été livrée à la circulation sur tout son parcours et elle sera remise, ainsi que le raccordement de l'avenue de la Gare, à la ville d'Évian-les-Bains, qui se charge de leur entretien ;

2° La dépense à la charge de l'État, évaluée à quarante mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour les rectifications des routes nationales ;

3° Il est pris acte des engagements souscrits par le conseil municipal d'Évian-les-Bains dans sa délibération du 15 juillet 1894 ;

4° La ville d'Évian-les-Bains est substituée à l'État pour faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution des travaux, conformément aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

5° La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans le délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 17 Novembre 1896.)

N° 32642. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est autorisée la réfection du pont suspendu de Bourg-Saint-Andéol, sur le Rhône (route nationale n° 86), conformément aux dispositions du

DISPOSITION TRANSITOIRE.

8. En attendant que le type de farine de blé tendre à cinq pour cent (50 p. o/o) d'extraction ait été établi, la décharge calculée à raison de soixante kilogrammes (60^k) de farine au taux de soixante pour cent (60 p. o/o) d'extraction, pour cent kilogrammes (100^k) de blé, et, par conséquent, cent kilogrammes d'amidon contenu dans les biscuits, représentant cent quarante kilogrammes huit cent quatre-vingt (142^k 880) de ces farines viront à décharger deux cent trente-huit kilogrammes (238^k) importé.

9. Toute substitution, toute soustraction, tous abus commises par le service des douanes donneront lieu à l'application des peines et interdictions prononcées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1897.

10. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, le président du Conseil, ministre de l'agriculture, le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BARTHÉLEMY.

N° 33635. — DÉCRET modifiant les attributions de la Direction des finances et du contrôle près la Résidence générale de Madagascar.

Du 17 Février 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 19 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 4 juillet 1896⁽¹⁾, instituant une direction des finances et du contrôle près la résidence générale de Madagascar;

Vu le décret du 8 janvier 1897⁽²⁾, organisant un service de trésorerie à Madagascar,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 2 du décret du 4 juillet 1896, instituant

(1) VII^e série, Bull. 1813, n° 31711.

(2) XII^e série, Bull. 1856, n° 3011.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1864.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32643. — *DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Seine, d'une Ligne de tramway entre le Petit-Ivry et les Halles centrales de Paris.*

Du 12 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 13 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le décret du 9 août 1873 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département de la Seine un réseau de voies ferrées dans Paris et sa banlieue;

Vu les décrets des 18 octobre 1873 ⁽²⁾ et 5 juin 1875 ⁽³⁾, qui ont approuvé les traités de rétrocession passés par le département avec la compagnie générale des omnibus et avec la compagnie des tramways de Paris (réseau Sud);

Vu le décret du 28 septembre 1875 ⁽⁴⁾, qui modifie le tracé de la ligne de Paris à Villejuif;

Vu le décret du 22 avril 1876 ⁽⁵⁾, qui a approuvé le traité d'affermage passé entre la compagnie générale des omnibus et la compagnie des tramways Sud de Paris pour les exploitations de diverses lignes;

Vu le décret du 6 août 1890, qui a autorisé la substitution de la compagnie générale parisienne de tramways à la compagnie des tramways Sud de Paris;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 169, n° 2538.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 195, n° 2929.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 258, n° 4220.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 273, n° 4616.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 301, n° 5176.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : DÉLIEU RASNE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

Signé : GÉRONDE COCHERY.

Signé : RULLON.

N° 32637. — DÉCRET qui autorise la commune de Neuilly (Seine) à percevoir une Taxe de balayage à l'égard des voies de communication livrées à la circulation.

Du 30 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu : la délibération du conseil municipal de la ville de Neuilly, en date du 16 octobre 1896;

Le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé les 21 et 23 décembre 1896, ensemble l'avis du commissaire enquêteur;

Les propositions du préfet de la Seine et les autres pièces de l'affaire;

Les lois des 26 mars 1873 et 5 avril 1884, art. 133, § 13;

L'ordonnance réglementaire du 23 août 1835⁽¹⁾;

Le décret du 14 janvier 1892⁽²⁾, ayant réglé le tarif de la taxe de balayage à percevoir dans la ville de Neuilly pendant la période quinquennale terminée à 1897;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est approuvé et déclaré exécutoire, pendant cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1897, le tarif voté par le conseil municipal de Neuilly, dans sa délibération susvisée du 16 octobre 1896, pour la perception, dans la commune, d'une taxe de balayage à l'égard des voies de communication livrées à la circulation et dont le tableau est ci-annexé.

La taxe sera perçue sur une largeur égale à la moitié des trottoirs et ne pouvant toutefois excéder six mètres. Le droit à percevoir est fixé à douze centimes (0^e 12) par mètre superficiel et par an.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Avril 1897.

Signé : DÉLIEU RASNE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1483, n° 3119.

way susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à cette convention.

Ladite convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

3. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des travaux publics,

Signé : **A. TURREL.**

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix-sept et le cinq janvier,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par décret délibéré en Conseil d'État,

D'une part ;

Et M. G. Aigoïn, président du conseil d'administration de la compagnie générale parisienne de tramways, et M. Ch. Burrell, administrateur, agissant au nom de cette compagnie, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale du 29 mars 1895,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics concède à la compagnie générale parisienne de tramways, qui accepte, une ligne de tramway du Petit-Ivry aux Halles centrales de Paris.

La compagnie s'engage à établir à ses frais, risques et périls, la partie de la ligne à construire et à exploiter la ligne dans toute son étendue, en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

Ce cahier des charges est conforme au cahier des charges type approuvé par le décret du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 6, 7, 10, 11, 12, 19, 23, 29, la suppression des articles 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, et l'addition des articles 11 bis, 15 bis et 37 bis.

2. Les voyageurs seront transportés sans transbordement entre le Petit-Ivry et les Halles centrales.

3. Le département de la Seine pourra à toute époque racheter la concession dans les conditions stipulées aux articles 17 et 19 du cahier des charges.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Pour la Compagnie générale parisienne de tramways :

Un Administrateur,

Lu et approuvé :

Signé : CH. BURRELL.

Le Président
du Conseil d'administration,

Lu et approuvé :

Signé : G. AIGOÏN.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. TURREL.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 22 mai 1897, folio 22, case 17. Reçu un franc vingt-cinq centimes, décimes compris. — Signé : *Morin.*

DÉSIGNATION DES VOIES PUBLIQUES.	SURFACES.	PARTELS	
		nommés à la taxe.	dont le moti- vant est à la charge de la ville de Nemilly.
Rue de l'Ouest.....	1,464	1,464	0
Rue Parmentier.....	7,785	6,125	1,660
Place Parmentier.....	3,478	1,387	2,091
Rue Perronet.....	22,992	17,432	5,560
Rue des Poissonniers.....	4,180	3,780	400
Rue du Pont.....	3,744	3,744	0
Rond-point Porte-Maillot.....	3,705	705	3,000
Route de la Révolte.....	9,238	3,608	0
Avenue de la Révolte.....	9,455	3,655	0
Rond-point de la Révolte.....	7,512	302	0
Boulevard Richard-Wallace.....	30,925	8,225	0
Avenue du Roule.....	54,552	17,874	36,678
Rue de Rouvray.....	3,112	2,391	721
Boulevard des Sablons.....	4,440	1,580	0
Rue de Sablonville.....	6,142	6,022	120
Avenue Sainte-Foy.....	8,784	5,604	3,180
Rue Saint-James.....	5,592	5,592	0
Rue Saint-Pierre.....	2,112	2,112	0
Boulevard de la Saussaye.....	30,444	10,044	20,400
Boulevard de la Seine.....	24,880	7,380	0
Rue Soyier.....	5,025	3,725	1,300
Rue Théophile-Gautier.....	1,337	1,337	0
Rue de l'Urbaine.....	1,440	1,440	0
Boulevard Victor-Hugo.....	55,110	20,160	34,950
Rue Victor-Noir.....	3,372	1,692	1,680
Boulevard de Villiers.....	5,765	2,195	3,570
Rue de Villiers.....	7,500	6,000	1,500
Rue Windsor.....	1,624	1,624	0
Rue Ybry.....	3,347	3,347	0
TOTAUX.....	874,944	408,240	300,461

N° 32638. — DÉCRET qui porte de deux à quatre le nombre des Juges du Tribunal de commerce de Tarascon.

Du 2 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 6 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des

Vu le décret du 6 octobre 1896, qui a créé un tribunal de commerce à Tarascon et en a fixé la composition;

Vu l'article 617 du Code de commerce;

La traction aura lieu par chevaux; cependant, à toute époque de la concession, l'administration pourra autoriser ou prescrire, le concessionnaire entendu, la substitution de la traction mécanique à la traction par chevaux. Ce mode de traction ne pourra être autorisé ou prescrit que par le ministre des travaux publics à la suite d'une enquête. La décision ministérielle déterminera le type du ou des moteurs à employer.

Tracé.

2. La ligne partira à Ivry du rond-point formé par la rue du Milieu et la route stratégique pour aboutir dans Paris rue Rambuteau, près Saint-Eustache; elle présentera le tracé ci-après :

Désignation rendra la ligne si complétée. 4	ITINÉRAIRE DE LA LIGNE définie à la colonne 4. 5
Ivry-les Halles.	Dans Ivry : rues du Milieu et de Paris. Dans Paris : avenue d'Ivry, puis emprunt de la ligne Choisy-le-Roi-Châtelet, entre l'origine de l'avenue d'Ivry et la place du Châtelet, puis avenue Victoria, puis emprunt de la ligne de Paris à Arpajon entre l'avenue Victoria et la rue Baltard, puis emprunt de la ligne Louvre-Cours de Vincennes dans la rue Baltard, puis rue Rambuteau, entre la rue Baltard et la rue du Jour.

modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Établissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

6. Dans les sections où le tramway sera établi dans la chaussée, avec rails noyés, les voies de fer seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet. Les rails des voies à construire seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur qui régnera dans l'entre-rails et s'étendra de chaque côté au moins à cinquante centimètres (0^m 50) en dehors des fortifications, au moins à soixante-dix centimètres dans Paris, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire, qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des dimensions telles qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (toutes saillies comprises) il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres soixante centimètres (2^m 60), permettant à une voiture ordinaire de se ranger pour laisser passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Un intervalle libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé, d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (toutes saillies comprises) et la verticale de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Les travaux touchant à la voie publique pourront être exécutés aux frais du concessionnaire, dans Paris, par le service municipal; hors Paris, par le service ordinaire et vicinal du département, si ces services le jugent utile.

Établissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

7. Si la voie ferrée est établie sur une partie d'accotement qui, tout en restant accessible aux piétons, sera interdite aux voitures ordinaires, la plate-forme occupée par le tramway sera limitée par une bordure en contre-bas du côté de la chaussée et, si l'administration l'exige, par une autre en contre-haut du côté des propriétés river-

mentaire spécial de quatre-vingt-cinq francs (85), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées en charge de cet exercice et pour lesquelles un état a été remis, en double expédition, au ministère des finances, conformément à l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de la justice et des cultes est, en conséquence, autorisé à ordonner les créances sur le chapitre spécial ouvert aux dépenses d'exercices clos, au budget de l'exercice courant, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1864.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin

Fait à Paris, le 15 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*
Signé : J. DAMEL.

*État contenant deux créances additionnelles de l'exercice clos 1896,
au titre du service de la justice.*

NUMÉRO du chapitre.	INDICATION des services.	NOMS ET QUALITÉS des créanciers.	OBJET DES CRÉANCES.
FRANCE.			
XII.	Justices de paix.	M. Rochet, ex-cédé juge de paix de Plouaret, arron- dissement de Lan- nion (Côtes-du- Nord).	Traitements du 15 au 31 jan- vier, jour du décès (5 jours).
		M. Chapard, ex-cédé juge de paix à Montbenoit, ar- rondissement de Ponthierry (Seine).	Traitements des 1 ^{er} au 31 mars, jours de décès.
TOTAL			

ARRÊTÉ le présent état à la somme de quatre-vingt-cinq francs.

Paris, le 15 Mai 1897.

*Le Garde des sceaux, ministre de
la justice et des cultes,*
Signé : J. DAMEL.

Sur la chaussée, les rails pèseront au moins quarante kilogrammes (40^k) le mètre courant, contre-rail compris.

Sur accotement, ils pèseront au moins vingt-trois kilogrammes cinq cents grammes (23^k 500) par mètre courant; ils seront pourvus d'un contre-rail au droit et sur toute la largeur des routes, chemins et entrées charretières existants ou qui viendraient à être créés. L'administration déterminera, le concessionnaire entendu, la forme et le mode d'attache des rails.

Les rails des accotements seront posés sur traverses; ceux employés pour les chaussées reposeront, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, soit sur la forme de sable du pavage, soit sur une couche de béton de ciment de quinze centimètres (0^m 15) d'épaisseur minimum arasée en contre-bas de la chaussée, à une profondeur qui sera fixée suivant les circonstances et la nature du revêtement sans pouvoir, en aucun cas, dépasser vingt-cinq centimètres (0^m 25); sur les parties à construire, la largeur de la fondation de béton excédera de chaque côté celle de la voie de cinquante centimètres (0^m 50) ou de soixante-dix centimètres (0^m 70), suivant les cas, de façon à recevoir les bandes de pavage prescrites extérieures aux rails.

Aux rails du système américain qui existeraient encore, au moment de l'exécution des travaux, sur les lignes de la compagnie demanderesse dont les voies sont empruntées par la nouvelle ligne, on substituera des rails du type des voies neuves au fur et à mesure des remplacements.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les parties en courbe de petit rayon. Toutefois, si la traction mécanique est employée, le préfet de police pourra autoriser la compagnie à n'arrêter ses trains qu'à certains points où il jugerait qu'il n'y a pas d'inconvénients.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

Les bureaux de stations à élever dans la zone des servitudes militaires se réduiront à des baraques mobiles et sans maçonnerie.

11 bis. La compagnie concessionnaire supportera les frais que pourrait occasionner, le cas échéant, la reconstruction de tout ou partie de la ligne, par suite des changements qui seraient apportés à l'état actuel de la fortification.

Elle s'engagera à supprimer la ligne sans indemnité et à première réquisition de l'autorité militaire si les besoins de la défense venaient à l'exiger.

Les terrains de la fortification empruntés par le tramway devront faire l'objet d'une concession temporaire de jouissance sans redevance.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) ou de soixante-dix centimètres (0^m 70), suivant les cas, qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Sur celles où la voie ferrée est sur accotement, la compagnie est chargée d'entretenir la plate-forme occupée par le tramway, y compris les bordures longeant le trottoir; elle est en outre tenue d'assurer le nettoyage de cette plate-forme.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en de-

projet dressé, à la date des 28 février et 21 mars 1896, par les ingénieurs du département de l'Ardèche;

2° La dépense, évaluée à deux cent quinze mille francs, sera imputée sur les fonds inscrits annuellement au budget du ministère des travaux publics pour la construction des ponts dépendant des routes nationales. (Décret du 19 Novembre 1896.)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1864.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'Établissement, dans le département de la Seine, d'une Ligne de tramway entre le Petit-Ivry et les Centrales de Paris.

Du 12 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 13 janvier 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur rapport du ministre des travaux publics;

Décret du 9 août 1873 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique et concédé au département de la Seine un réseau de voies ferrées dans Paris et sa ban-

lieue; Décrets des 18 octobre 1873 ⁽²⁾ et 5 juin 1875 ⁽³⁾, qui ont approuvé des conventions de rétrocession passées par le département avec la compagnie des omnibus et avec la compagnie des tramways de Paris (réseau

interurbain); Décret du 28 septembre 1875 ⁽⁴⁾, qui modifie le tracé de la ligne de la Villejuif;

Décret du 22 avril 1876 ⁽⁵⁾, qui a approuvé le traité d'affermage de la compagnie générale des omnibus et la compagnie des tramways de Paris pour les exploitations de diverses lignes;

Décret du 6 août 1890, qui a autorisé la substitution de la compagnie parisienne de tramways à la compagnie des tramways Sud de

⁽¹⁾ Bull. 169, n° 2538.

⁽²⁾ Bull. 195, n° 2929.

⁽³⁾ Bull. 258, n° 4220.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 273, n° 4616.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 301, n° 5176.

Vu le décret du 5 juin 1891 ⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique un réseau de tramways et qui a approuvé les traités de concession passés entre le ministre des travaux publics et : 1° la compagnie générale des omnibus; 2° la compagnie des tramways de Paris et du département de la Seine; 3° la compagnie générale parisienne de tramways; et qui a notamment consacré cette dernière compagnie une ligne de Choisy-le-Roi au Châtelet;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramway destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchandises entre le Petit-Ivry et les Halles;

Vu, notamment, le plan d'ensemble de ladite ligne;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les limites déterminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1880;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date du 11 février 1895;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Paris, du 26 mars 1895;

Vu les délibérations du conseil général de la Seine, en date des 15 mai 1894 et 11 juillet 1895, ainsi que la délibération du conseil municipal de Paris, en date du 21 juin 1895;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes et notamment l'adoption, le 6 novembre 1895, par le général directeur du génie, de l'exécution de l'article 18 du décret du 16 août 1853 ⁽²⁾;

Vu la convention passée, le 5 janvier 1897, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la compagnie générale parisienne de tramways, pour la concession de l'entreprise, ainsi que le cahier des charges annexé;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 15 mai 1896;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, en date du 20 avril 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai 1880 et 6 août 1881 ⁽³⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine, suivant les dispositions générales énoncées ci-dessus visé, d'une ligne de tramway destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchandises entre le Petit-Ivry et les Halles centrales de Paris.

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit tramway ne sont pas accomplies dans le délai de huit mois à partir de la date du présent décret.

2. Est approuvée la convention passée, le 5 janvier 1897, entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, et la compagnie générale parisienne de tramways pour la concession du

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1411, n° 33818.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 97, n° 846.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11224.

Détails d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis seront inscrits, à la station d'où ils partent et à la station où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la station de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la station de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

30. (Supprimé.)

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.**STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.***Fonctionnaires ou agents du contrôle.*

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés d'un convoyeur et les colis postaux. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet de la concession.

ART. 1^{er}. La ligne de tramway qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au transport des voyageurs et, éventuellement, des marchandises.

DÉSIGNATION DES LIGNES ou trçons de ligne de la présente concession. 1	DÉSIGNATION des voies empruntées. 2	DÉSIGNATION DES des concessions qui doivent compléter les tronçons délais aux concessions 3
Hors Paris : du rond-point formé à Ivry par la rue du Milieu et la route stratégique à la porte d'Ivry. Dans Paris : de la porte d'Ivry à l'avenue de Choisy.	Rues du Milieu et de Paris.	Ligne de Choisy-le-Roi concedée en 1891. Ligne de Paris à Argenteuil en 1891. Ligne du Louvre-Omnibus concedée en 1877.

La ligne sera intra-muros à double voie, excepté avenue d'Ivry; ailleurs à voie unique.

Dans les parties à voie unique, il sera établi des garages aux emplacements désignés par l'administration.

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de deux mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un mois à partir de l'approbation desdits projets. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la ligne soit livrée à l'exploitation quatre mois après l'approbation desdits projets.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de quatre-vingt-quatre centimètres (1^{re} 44).

La largeur des locomotives et des caisses des véhicules, ainsi que de leur matériel, ne dépassera pas deux mètres (2^m), et la largeur du matériel roulant, pris toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètres dix centimètres (2^m 10); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de quatre mètres cinquante centimètres (4^m 50).

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera d'un mètre dix centimètres (1^{er} 10).

Alignements et courbes. — Pentcs et rampes.

5. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon pourra être inférieur à trente mètres (30^m). Le maximum des déclivités sera de quatre millièmes (0^m 040).

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites tant que faire se pourra.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer des dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles.

Jugement des contestations.

40. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

41. Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-annexée seront supportés par le concessionnaire.

Accepté au nom de la compagnie générale parisienne de tramways par le président du conseil d'administration et par l'administrateur soussignés, délégués en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 9 décembre 1896.

Un Administrateur,

Le Président du Conseil d'administration,

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Signé : CH. BURRELL.

Signé : G. AIGOIN.

Arrêté :

Paris, le 5 janvier 1897.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 22 mai 1897, folio 22, case 17. Reçu un franc vingt-cinq centimes. — Signé : Morin.

N° 32644. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la dérivation de la Scarpe autour de Douai et l'achat d'un matériel de dragages pour la Basse-Loire.*

Du 14 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 4130) du receveur particulier des finances de l'arrondissement de Douai (Nord) et 8619, 9487 et 452 du trésorier général du département de la Loire-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 28 juillet, 7 et 28 octobre et 18 novembre 1896, par la commune de Flers-en-Escrebieux et par la chambre de commerce de Nantes, une somme totale de cinq cent onze mille huit cent soixante-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

raines; les verticales passant par l'arête de ces bordures seront distantes de la plus proche du matériel roulant d'au moins cinquante centimètres (0^m 50) par bordure longeant la chaussée, d'au moins trente centimètres (0^m 30) pour l'autre intervalle d'un mètre dix centimètres (1^m 10) au moins sera réservé au trottoir et la plate-forme du tramway et les propriétés riveraines.

Les bordures n'auront pas moins de douze centimètres (0^m 12) de saillie et d'une solidité suffisante.

Si la traction est à chevaux, la plate-forme du tramway sera pavée sur toute la largeur en pavés d'au moins quinze centimètres (0^m 15) de hauteur, reposant sur une couche de sable d'au moins vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur.

Si la traction est mécanique, la bordure longeant le trottoir sera accompagnée et soutenue par un demi-caniveau pavé qui n'aura pas moins de cinquante centimètres (0^m 50) de largeur et le reste de la plate-forme sera formé exclusivement de parties qui étaient en terre au moment de la construction, d'une couche de sable ou de gravier qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) d'épaisseur.

Les rails, qui, à l'extérieur, seront au niveau de la plate-forme du tramway, passeront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des boudins du matériel de la voie ferrée.

Au droit et sur toute la largeur des routes et chemins publics existant lors de la construction de la voie ferrée, comme aussi de ceux qui viendraient à être créés ultérieurement, il sera établi par le concessionnaire, et à ses frais exclusifs, un trottoir dans toute l'étendue de la plate-forme. Il en sera de même sur la largeur qui sera déterminée pour chaque cas en particulier par le préfet, au droit des chemins vicinaux et des entrées charretières existant lors de la construction de la voie ferrée.

Dans le cas de la traction mécanique, les revêtements des trottoirs, pour les parties qui n'étaient pas en terre au moment de la construction, seront établis en pavés de même nature que précédemment et mis en œuvre dans les mêmes conditions.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront être établies d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs, et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir, un mètre dix centimètres (1^m 10);

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées devra être couvert par des fournitures de matériaux neufs de la nature et de la qualité qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer le rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou supprimées qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

10. Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité. Les rails et contre-rails seront en acier.

Sur la chaussée, les rails pèseront au moins quarante kilogrammes (40^k) le mètre courant, contre-rail compris.

Sur accotement, ils pèseront au moins vingt-trois kilogrammes cinq cents grammes (23^k 500) par mètre courant; ils seront pourvus d'un contre-rail au droit et sur toute la largeur des routes, chemins et entrées charretières existants ou qui viendraient à être créés. L'administration déterminera, le concessionnaire entendu, la forme et le mode d'attache des rails.

Les rails des accotements seront posés sur traverses; ceux employés pour les chaussées reposeront, conformément aux dispositions prescrites par le préfet, soit sur la forme de sable du pavage, soit sur une couche de béton de ciment de quinze centimètres (0^m 15) d'épaisseur minimum arasée en contre-bas de la chaussée, à une profondeur qui sera fixée suivant les circonstances et la nature du revêtement sans pouvoir, en aucun cas, dépasser vingt-cinq centimètres (0^m 25); sur les parties à construire, la largeur de la fondation de béton excédera de chaque côté celle de la voie de cinquante centimètres (0^m 50) ou de soixante-dix centimètres (0^m 70), suivant les cas, de façon à recevoir les bandes de pavage prescrites extérieures aux rails.

Aux rails du système américain qui existeraient encore, au moment de l'exécution des travaux, sur les lignes de la compagnie demanderesse dont les voies sont empruntées par la nouvelle ligne, on substituera des rails du type des voies neuves au fur et à mesure des remplacements.

Gares et stations.

11. Les voitures devront s'arrêter en pleine voie pour prendre ou laisser des voyageurs sur tous les points du parcours, sauf dans les parties en courbe de petit rayon.

Toutefois, si la traction mécanique est employée, le préfet de police pourra autoriser la compagnie à n'arrêter ses trains qu'à certains points où il jugerait qu'il n'y a pas d'inconvénients.

Le nombre et l'emplacement des gares, stations et haltes seront arrêtés lors de l'approbation des projets définitifs.

Les bureaux de stations à élever dans la zone des servitudes militaires se réduiront à des baraques mobiles et sans maçonnerie.

11 bis. La compagnie concessionnaire supportera les frais que pourrait occasionner, le cas échéant, la reconstruction de tout ou partie de la ligne, par suite des changements qui seraient apportés à l'état actuel de la fortification.

Elle s'engagera à supprimer la ligne sans indemnité et à première réquisition de l'autorité militaire si les besoins de la défense venaient à l'exiger.

Les terrains de la fortification empruntés par le tramway devront faire l'objet d'une concession temporaire de jouissance sans redevance.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sections à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) ou de soixante-dix centimètres (0^m 70), suivant les cas, qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Sur celles où la voie ferrée est sur accotement, la compagnie est chargée d'entretenir la plate-forme occupée par le tramway, y compris les bordures longeant le trottoir; elle est en outre tenue d'assurer le nettoyage de cette plate-forme.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en de-

hors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages sur les terrains.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens, est fixé à trente-deux.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront de trois voitures au plus et leur longueur ne dépassera pas trente mètres (30^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de douze kilomètres (12^k) à l'heure dans les traverses et de vingt kilomètres (20^k) à l'heure dans les parties hors traverses.

15 bis. L'intérieur des voitures sera chauffé pendant l'hiver, conformément aux prescriptions du préfet de police et à l'aide d'appareils préalablement agréés.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

16. La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 2 du présent décret des charges commencera à courir de la date du décret d'autorisation, et durera jusqu'au 31 mai 1910.

Expiration de la concession.

17. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de l'expiration, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la ligne et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses biens.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la ligne et tous les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il devra, de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que bornes, clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs, grues hydrauliques, machines fixes, bureaux d'attente et de contrôle, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir l'état de la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers tels que le matériel roulant, le matériel des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de prendre en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

L'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui sera faite à dire d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, l'État pourra être obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du tramway pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où l'État décide que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

18. Dans le cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux seront remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

19. L'État aura toujours le droit de racheter la concession dans les conditions stipulées au cahier des charges des lignes concédées à la compagnie générale parisienne des tramways par le décret du 5 juin 1891.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la voie ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourra la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 38, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 6 août 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être reconstitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1881.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.**TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.****Tarif des droits à percevoir.**

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

Par tête et pour le parcours total ou partiel de la ligne :

Dans Paris : première classe, trente centimes (0^f 30); deuxième classe, quinze centimes (0^f 15);

Hors Paris : première classe, dix centimes (0^f 10); deuxième classe, cinq centimes (0^f 05).

Les enfants au-dessous de quatre ans, tenus sur les genoux, seront transportés gratuitement. Il en sera de même des bagages et paquets peu volumineux susceptibles d'être portés sur les genoux sans gêner les voisins et dont le poids n'excédera pas deux kilogrammes (2^{kg}).

Si l'administration le prescrit, et sous réserve d'une entente à intervenir avec les compagnies intéressées, les voyageurs de la ligne du tramway pourront, à la condition pour ceux de la deuxième classe de payer le tarif de la première classe, recevoir une correspondance donnant droit au passage gratuit sur tout le parcours à l'intérieur de Paris, soit de toute ligne de tramway ou d'omnibus partant du point terminus de ladite ligne dans Paris, soit de toute autre ligne de tramway ou d'omnibus partant sur le parcours et possédant un bureau de correspondance au croisement. De même les voyageurs de toute ligne de tramway ou d'omnibus située dans l'intérieur de Paris recevront, aux mêmes conditions, une correspondance donnant droit à un passage gratuit sur la ligne.

Les sous-officiers et soldats en uniforme auront droit aux places de première classe avec correspondance en payant le prix de la deuxième classe.

NOTA. Le concessionnaire organisera, les dimanches et jours de fête exceptionnels, un service matinal à prix réduit.

Ces trains, dits « ouvriers », n'offriront que des places de deuxième classe à un tarif qui ne pourront excéder la moitié du tarif ordinaire. Les voyageurs qui prendront ces trains auront droit à un ticket qui leur permettra de reprendre dans l'autre sens des trains du soir, en profitant de la même bonification de tarif que dans le service matinal.

Les prix ci-dessus déterminés comprennent l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuera lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois ans au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1898.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux militaires.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis seront inscrits, à la station d'où ils partent et à la station où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur le registre de la station de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la station de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

30. (Supprimé.)

Frais accessoires.

31. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du tramway, seront fixés annuellement par le préfet, sur la proposition du concessionnaire. Il en sera de même des frais de transbordement qui seront faits dans les gares de raccordement de la ligne concédée avec une ligne présentant une largeur de voie différente.

32. (Supprimé.)

Traités particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

34. (Supprimé.)

TITRE V.**STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.****Fonctionnaires ou agents du contrôle.**

35. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voyageurs.

Service des postes.

36. Le concessionnaire sera tenu de recevoir dans ses voitures, aux heures des départs réguliers, les sacs de dépêches de la poste escortés d'un convoyeur et les colis postaux. Les sacs seront déposés dans un coffre fermant à clef. Le convoyeur aura droit à une place réservée aussi près que possible de ce coffre.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de l'entreprise une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses agents.

Les prix des transports ci-dessus seront payés par l'administration des postes, conformément aux tarifs homologués, sauf dans le cas où l'État se serait engagé à fournir

au concessionnaire une subvention par annuités. Dans ce cas, les sacs de dépôt et le convoieur devront être transportés gratuitement.

Le concessionnaire pourra être tenu de fixer, d'après les convenances du service, l'heure d'un de ses départs dans chaque sens.

Le montant des dépenses supplémentaires de toute nature que ce service aura imposées au concessionnaire, déduction faite du produit qu'il aura pu en retirer, lui sera payé par l'administration des postes, que l'entrepreneur soit subventionné ou non par le Trésor, suivant le règlement qui en sera fait de gré à gré ou par deux arbitres. En cas de désaccord de ces arbitres, un tiers arbitre sera désigné par le conseil de préfecture.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

37. La somme que le concessionnaire doit verser à la caisse centrale du département chaque année à la date du 1^{er} janvier, afin de pourvoir aux frais du contrôle, calculée d'après le chiffre de soixante-quinze francs (75^f) par kilomètre de maille verbalement concédée.

Le premier versement aura lieu exceptionnellement le 1^{er} du mois qui suivra celui où aura été rendu le décret de concession; il s'appliquera non plus à une année entière, mais seulement à la partie de l'année qui restera à courir à compter de l'audit premier versement.

Permis de stationnement et de location sur la voie publique.

37 bis. En exécution du paragraphe 2 de l'article 34 de la loi du 11 juin 1872, est expressément stipulé que le concessionnaire sera tenu de payer, savoir :

D'une part, aux communes du département de la Seine autres que Paris, des redevances pour établissement de bureaux sur la voie publique et les droits de stationnement aux terminus des lignes qui y seraient en vigueur, conformément à l'article n° 7, de la loi du 5 avril 1884, au jour de l'approbation du présent cahier des charges.

Et, d'autre part, à la ville de Paris : 1° les redevances pour établissement de bureaux sur la voie publique qui y auraient été mises en vigueur en vertu de l'article n° 7, de la loi du 18 juillet 1837 et des articles 17 de la loi du 24 juillet 1867, n° 15, de celle du 5 avril 1884, avant la date de l'approbation du présent cahier des charges, comme aussi les redevances de même nature qui, par application des lois, pourraient être instituées après ladite date et jusqu'à la fin de la concession pour tous les nouveaux bureaux que le concessionnaire viendrait à établir sur la voie publique, et 2° un droit de stationnement qui sera calculé à raison de trente centimes (0^f 30) par chaque départ de voiture effectué d'un terminus situé à l'intérieur de Paris.

Cautionnement.

38. Avant la signature de l'acte de concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de vingt mille francs (20,000^f) en numéraire ou en rente sur l'Etat calculée conformément au décret du 31 janvier 1862, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ses valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire par cinquièmes proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera restitué qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

39. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Paris.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite à l'hôtel de ville.

Jugement des contestations.

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Sarthe, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus énoncée seront supportés par le concessionnaire.

Accepté au nom de la compagnie générale parisienne de tramways par le président du conseil d'administration et par l'administrateur soussignés, délégués en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 9 décembre 1896.

Un Administrateur,

Le Président du Conseil d'administration,

Lu et approuvé :

Lu et approuvé :

Signé : CH. BURRELL.

Signé : G. AIGOIN.

Arrêté :

Paris, le 5 janvier 1897.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

Arrêté à Paris, bureau des actes administratifs, le 22 mai 1897, folio 22, case 17. — franc vingt-cinq centimes. — Signé : Morin.

14. — **DÉCRET** qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour la construction de la Scarpe autour de Douai et l'achat d'un matériel de dragage pour la Basse-Loire.

Du 14 Janvier 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par article, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, et l'emploi des fonds de concours;

les déclarations (n° 4130) du receveur particulier des finances de la commune de Douai (Nord) et 8619, 9487 et 452 du trésorier général du département de la Loire-Inférieure, constatant qu'il a été versé au public, les 28 juillet, 7 et 28 octobre et 18 novembre 1896, par la commune de Flers-en-Escrebieux et par la chambre de commerce de la même commune une somme totale de cinq cent onze mille huit cent soixante-

neuf francs cinquante-neuf centimes (1,869' 59 + 265,000' + 125,000' 120,000') à titre de fonds de concours, d'une part, pour l'acquisition terrains nécessaires à l'exécution des travaux de la dérivation de la Scarpe autour de Douai, d'autre part, pour l'achat d'un matériel complémentaire de dragages pour la Basse-Loire;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 13 janvier 1897,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le get ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre, *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds de concours crédit additionnel de cinq cent onze mille huit cent soixant-neuf francs cinquante-neuf centimes (511,869' 59) applicable, à la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Acquisition des terrains nécessaires à l'exécution des travaux de dérivation de la Scarpe autour de Douai.....	1,869' 59
Achat d'un matériel complémentaire de dragages pour la Basse-Loire (265,000' + 125,000' + 120,000').	510,000' 00

TOTAL comme ci-dessus..... 511,869' 59

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TIRRELL.

N° 32645. — DÉCRET portant réception de la Bulle d'institution canonique de M. Gazaniol pour l'Evêché de Constantine.

Du 1^{er} Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu les articles 4 et 5 de la convention du 26 messidor an IX et l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an X;

Vu le décret du 13 octobre 1896, qui nomme M. Gazaniol, évêque titulaire de Tuburbo, vicaire général de Carthage (Tunisie), à l'évêché de Constantine, vacant par le décès de M. Julien Laferrière;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le Pape Léon XIII audit évêque nommé;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 3 décembre 1896, portant institution canonique de M. *Gazaniol* pour l'évêché de Constantine, est reçue et sera publiée en France en la forme accoutumée.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil d'État. Mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32646. — DÉCRET concernant la fabrication et la vente des Spiritueux en Algérie.

Du 3 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 25 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 19 de la loi du 28 décembre 1895, qui établit un droit de fabrication sur les spiritueux composés en Algérie;

Vu l'article 18 de la même loi qui fixe le taux du droit de consommation sur les alcools en Algérie;

Vu les décrets relatifs à la perception du droit d'octroi de mer dans cette colonie;

Vu le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾ sur l'organisation de l'Algérie;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'établissement et, au plus tard, trois jours après la promulgation du présent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1835, n° 32149.

décret, pour les établissements déjà installés, les fabricants de sinthes ou similaires, de bitters, liqueurs et autres spiritueux composés quelconques de l'Algérie, ainsi que les fabricants d'essences d'extraits concentrés propres à la fabrication de ces produits, sont tenus de faire, par écrit, au bureau de recette de leur circonscription une déclaration générale énonçant :

1° La désignation des locaux, ateliers, magasins et autres dépendances de l'établissement;

2° Les modes de fabrication employés;

3° Le régime de la fabrique quant aux jours et heures de travail;

4° Le nombre et la capacité des vaisseaux et alambics servant à la fabrication et de tous les vaisseaux, foudres et autres récipients d'une contenance supérieure à dix hectolitres (10^h).

Il est interdit d'apporter aucune modification aux objets des déclarations susvisées sans en avoir fait la déclaration au bureau de recette de la circonscription vingt-quatre heures à l'avance.

Les fabricants doivent, en outre, faire connaître la quantité de spiritueux, d'essences et d'extraits concentrés existant en leur possession au moment de leur déclaration.

2. Toute communication intérieure entre le local ou les locaux composant la fabrique et les autres locaux de la même maison ou maisons voisines occupées ou non par le fabricant est interdite; les fermetures reliées entre elles par un scel.

Il est interdit aux fabricants d'emmagasiner des vins et de produits des eaux-de-vie ou alcools en nature dans l'enceinte de leur fabrique et d'y vendre des boissons à consommer sur place.

Il leur est facultatif, d'ailleurs, d'installer dans les locaux de leur même maison autres que ceux affectés à la fabrique des magasins de vente de leurs produits, à la condition que le passage de la fabrique aux magasins se fasse nécessairement par la voie publique; tous les produits placés dans ces magasins doivent être libérés des droits de fabrication et de consommation.

3. Les employés des contributions diverses sont autorisés à pénétrer dans les ateliers et magasins des fabriques à toute heure du jour, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, à l'effet d'y faire toutes les vérifications nécessaires dans l'intérêt de l'impôt et notamment de constater les quantités et le degré des spiritueux restant en magasin.

Ils peuvent également s'introduire de nuit dans les fabriques pour y exercer leur surveillance lorsqu'il résulte des déclarations faites par les fabricants que leurs établissements sont en activité.

Ces vérifications ne peuvent être empêchées par aucun obstacle fait des fabricants, et ceux-ci doivent toujours être en mesure, par eux-mêmes, soit par leurs préposés, s'ils sont absents, de donner immédiatement aux réquisitions.

En cas d'opposition aux vérifications prévues par le présent article,

les employés peuvent procéder dans les conditions spécifiées par l'article 237 de la loi du 28 avril 1816.

4. La contenance déclarée des vaisseaux et des alambics visés dans l'article 1^{er} sera vérifiée par empotement avant qu'il puisse en être fait usage; par exception, celle des vaisseaux actuellement en usage ne sera vérifiée qu'à mesure qu'ils seront vides, mais dans un délai de six mois au plus tard.

La contenance reconnue sera marquée sur chaque vaisseau ou alambic en caractères apparents, gravés ou peints à l'huile par les soins et aux frais du fabricant, qui fournira l'eau et les ouvriers nécessaires pour l'empotement.

Les vaisseaux, foudres et autres récipients de plus de dix hectolitres (10^h) devront être munis d'une jauge ou d'un tube indicateur en verre avec échelle graduée.

5. Lors des vérifications que les employés des contributions diverses sont autorisés à faire dans les fabriques, les fabricants sont tenus de leur déclarer les espèces, quantités et degrés des spiritueux de toute nature existant dans les fûts, vaisseaux, foudres et autres récipients, les espèces et quantités d'essences et d'extraits concentrés en leur possession et, pour ces dernières substances, ainsi que pour les alcoolats et alcoolés, la quantité normale de liqueur qu'elles peuvent produire.

Les employés peuvent opérer sur les matières premières, les produits en cours de transformation et les produits fabriqués les prélèvements d'échantillons qu'ils jugent nécessaires. Ces échantillons sont livrés gratuitement.

6. Les eaux-de-vie, esprits, liqueurs et autres spiritueux quelconques, les essences et extraits concentrés ne peuvent être introduits dans les fabriques qu'en vertu d'acquits-à-caution.

Les fabricants doivent inscrire sur un registre à souche que l'administration met à leur disposition les enlèvements des produits sur lesquels ils acquittent les droits à la sortie de la fabrique. Les inscriptions sont faites successivement en toutes lettres, avant chaque enlèvement. Elles relatent, tant à la souche qu'à l'ampliation, la contenance de chaque fût, le nombre et la capacité des bouteilles, l'espèce, le volume et le degré des produits, la quantité d'alcool pur qu'ils représentent, la quantité normale de liqueur que les alcoolats, alcoolés, essences et extraits concentrés peuvent produire, le jour et l'heure précise de l'enlèvement, le lieu de destination et les noms, demeures et professions des destinataires. Au moment même de l'enlèvement, l'ampliation détachée du registre à souche doit être déposée dans une boîte dûment scellée par les employés.

Les sorties d'eaux-de-vie ou esprits en nature des fabriques doivent être effectuées en présence des agents de la régie. Les déclarations de sorties seront faites, dans les localités qui sont le siège d'un bureau de recette, au moins quatre heures avant l'enlèvement. Pour les

autres localités, ce délai sera augmenté à raison de deux heures par myriamètre de distance existant entre le lieu de la fabrique et la localité où se trouve le bureau spécialement désigné pour recevoir les déclarations.

A l'expiration des délais impartis, si les agents de la régie ne sont pas présentés, le liquoriste pourra procéder à l'enlèvement des produits ayant fait l'objet de sa déclaration en se conformant aux dispositions réglementaires.

Les liqueurs et autres spiritueux, les essences et extraits concentrés non libérés des droits, qui seront expédiés d'une fabrique à une fabrique ou à l'exportation, ne pourront circuler qu'en vertu d'acquets-à-caution. Quelle qu'en soit la quantité, ces expéditions doivent être déclarées dans les conditions prévues au paragraphe précédent et les employés auront la faculté d'apposer sur les fûts ou les caisses, avant l'enlèvement, des plombs qui devront être représentés au service du lieu de destination ou du point d'exportation, sous peine de non-décharge des acquits-à-caution. Lorsqu'il s'agit de vins d'absinthes et similaires, la formalité du plombage sera toujours obligatoire.

En ce qui concerne les essences, extraits concentrés, alcools alcoolés, les acquits-à-caution mentionneront, indépendamment des indications habituelles, la quantité normale de liqueur que ces substances peuvent produire.

7. Sauf le cas d'envoi à l'exportation ou à une fabrique, les liqueurs, les absinthes ou similaires ne peuvent sortir des fabriques circuler et être mis en vente qu'en bouteilles dûment revêtues de vignettes fournies par l'administration et constatant le paiement du droit de fabrication.

Ces vignettes doivent être apposés par les soins et aux frais des fabricants, de telle sorte que le milieu de la bande recouvre le bouchon, que ces deux extrémités s'appliquent de chaque côté du col de la bouteille et que l'adhérence soit complète tant sur le bouchon que sur le verre de la bouteille.

Les employés des contributions diverses tiennent un compte séparé, d'une part, l'entrée et la sortie des vignettes qu'ils ont reçues, d'autre part, l'emploi de celles remises aux fabricants et ceux-ci sont comptables.

Les fabricants sont tenus de payer immédiatement le prix des vignettes qui manquent à leurs charges.

Il est interdit aux fabricants et marchands de vendre ou mettre en vente des absinthes ou similaires qualifiés doubles, triples, etc.

Les absinthes ou similaires devront être vendus ou débités dans les bouteilles mêmes d'origine; il est interdit aux débitants de faire subir aucun coupage, mélange avec d'autres spiritueux ou manipulation quelconque.

8. Il est alloué aux fabricants, sur les alcools, pour ouillage, collage, soutirage et affaiblissement de degré, une déduction de

pour cent (10 p. o/o) par an, calculée en raison de la durée du séjour des liquides en magasin.

Quand les déchets résultant de la fabrication des liqueurs, des bitters, absinthes et produits similaires ou analogues ne sont pas couverts par la déduction ordinaire, les fabricants obtiennent à cet égard un supplément de déduction. Ce supplément est réglé, lors de chaque recensement, dans la limite de trois pour cent (3 p. o/o) des quantités d'alcool afférentes aux liqueurs, aux bitters, absinthes et produits similaires ou analogues fabriqués par distillation ou par macération depuis le recensement précédent.

9. Il est tenu dans chaque fabrique de liqueurs un compte général d'alcool et un compte de produits fabriqués.

Les excédents constatés à ces comptes sont saisissables.

Les manquants constatés au compte général d'alcool sont, après allocation des déductions concédées par l'article précédent, soumis au droit de fabrication des liqueurs sur la base de deux hectolitres (2^h) de liqueur à cinquante degrés (50°) par hectolitre d'alcool pur, indépendamment des droits de consommation et d'octroi de mer en cas d'entrepôt.

Les manquants reconnus au compte des produits fabriqués sont soumis au droit de fabrication d'après la catégorie du tarif à laquelle ils s'appliquent.

10. Toute fabrication d'essence, d'extrait concentré, d'alcoolat ou d'alcoolé propre à la fabrication des liqueurs doit faire l'objet d'une déclaration entraînant une prise en charge à un compte spécial.

Dans les fabriques de liqueurs, les essences, extraits concentrés, alcoolats et alcoolés reçus du dehors sont pris en charge à un même compte, qui garantit le payement du droit de fabrication sur une quantité de spiritueux composés égale à celle que ces substances peuvent normalement produire.

11. Les fabricants de liqueurs sont tenus d'inscrire sur des registres que l'administration met à leur disposition, et au moment même où ils y procèdent, toutes les fabrications et opérations devant donner lieu à une prise en charge ou à une décharge à l'un des comptes prévus aux articles qui précèdent.

Les déclarations inscrites à ces registres servent de base aux comptes tenus par les employés.

12. Les fabricants doivent indiquer exactement la nature et le degré alcoolique des liqueurs et autres spiritueux composés au moyen d'étiquettes collées sur les bouteilles et les récipients de toute espèce, afin de faciliter les vérifications tant au magasin qu'à la sortie des fabriques.

Ces produits doivent être rangés distinctement dans les magasins par degré de richesse alcoolique.

En cas de fausse indication, de fausse déclaration relativement à la richesse alcoolique des liqueurs et autres spiritueux composés,

d'introduction clandestine d'eaux-de-vie ou d'esprits, l'administration pourra exiger que les eaux-de-vie et esprits destinés à la fabrication soient emmagasinés dans des locaux distincts n'ayant aucune communication intérieure avec les autres magasins affectés au commerce des eaux-de-vie et esprits en nature.

13. Les fabricants doivent présenter une caution solvable qui s'engage solidairement avec eux au paiement des droits de fabrication constatés à leurs comptes.

Sous la même condition de faire agréer une caution solvable, les fabricants peuvent obtenir l'entrepôt, en ce qui concerne les droits de consommation et d'octroi de mer, pour les alcools introduits dans les fabriques. Cette concession sera accordée par les préfets après enquête sur la nature et l'importance des opérations de l'intéressé.

14. Les employés établiront, au moins une fois par mois, le compte des droits exigibles d'après les déclarations de sortie et manquants constatés. Ces droits seront mis immédiatement en recouvrement et perçus en numéraire ou en obligations cautionnées.

En cas de déclaration de cesser, les fabricants doivent payer immédiatement les droits sur les quantités formant leurs charges.

15. Les liqueurs et autres spiritueux composés importés en Algérie sont frappés du droit de fabrication au moment de l'importation.

Le paiement de ce droit pour les absinthes et similaires est constaté par des vignettes que la douane fait apposer en sa présence sur les bouteilles par les déclarants.

A l'importation en Algérie, les essences, extraits concentrés, distillats et alcoolés sont soumis au paiement du droit de fabrication proportionnellement à la quantité normale de liqueurs qu'ils peuvent produire.

Sont toutefois autorisés en suspension du paiement des droits les envois de ces divers produits à des fabriques de liqueurs, sous le régime d'acquits-à-caution.

Dans ce cas, la douane a la faculté d'apposer sur les fûts ou caisses des plombs qui doivent être représentés intacts au service de destination, sous peine de non-décharge des acquits-à-caution. Lorsqu'il s'agit d'absinthes et similaires, la formalité du plomb est toujours obligatoire.

16. Les contestations qui pourront s'élever au sujet de la quantité normale de liqueur que les essences, extraits concentrés, alcoolés et alcoolés peuvent produire seront déférées aux commissaires aux impôts institués par les lois des 17 juillet 1822 et 7 mai 1881.

17. Les registres que les fabricants doivent tenir en exécution des articles 6 et 11 du présent décret leur sont fournis gratuitement par l'administration, ainsi que les boîtes destinées à recevoir les bulletins d'enlèvement. Ces registres et ces boîtes doivent être représentés à toute réquisition des employés. Les fabricants sont tenus de remplir les registres sans interruption ni lacune et sans rature ni

et de les rendre au service dès qu'ils sont épuisés ou dans le cas de cessation des travaux.

Dans tous les cas où elle a à plomber des chargements, l'administration des contributions diverses perçoit dix centimes (0'10) par hectare à titre de remboursement des frais de l'opération.

Le même tarif sera appliqué, dans les mêmes circonstances, par les douanes.

Les contraventions aux dispositions de l'article 19 de la loi du 25 novembre 1895 et à celles du présent décret sont constatées par les procès-verbaux des agents des contributions diverses, à la requête du directeur général des contributions indirectes, poursuites et diligences du directeur des contributions diverses du département.

Les procès-verbaux, rédigés dans les vingt-quatre heures de leur notification aux contrevenants ou à leurs représentants, sont affirmés devant le juge de paix dans les trois jours de leur clôture et enregistrés dans les quatre jours de la date de celle-ci, sauf la prorogation du délai prévue par le décret du 19 janvier 1856.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux lorsqu'ils sont rédigés par deux employés des contributions diverses et jusqu'à preuve contraire s'ils ne l'ont été que par un seul.

Les dispositions des articles 16, § 2 et 3, 26, 27, § 1, et 28 du décret du 27 juin 1893, relatif à l'impôt des licences, sont rendues applicables en ce qui concerne le droit de fabrication sur les spirites composés.

Les transactions sur procès-verbaux seront approuvées dans les conditions prévues en matière de contributions indirectes par le décret du 1^{er} novembre 1895.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

147. — *DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du règlement verbal de Bornage de divers ouvrages dépendant de la place de Brest.*

Du 4 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués pour les usages ci-après de la place de Brest, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, sur

Fort et batterie du ravin du Mengam (respectivement classés par le décret du 10 août 1853 et la loi du 27 mai 1889);

Limite extérieure de la zone (procès-verbal de bornage en date du 15 octobre 1896).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32648. — DÉCRET relatif aux Droits de consommation à percevoir à Madagascar et dans ses dépendances.

Du 7 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 9 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 11 décembre 1895 fixant les pouvoirs du résident général de France à Madagascar;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française l'île de Madagascar et ses dépendances;

Le conseil d'administration de la colonie entendu, et après avis du gouverneur général de Madagascar;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les produits de toute origine et de toute provenance portés au tableau ci-annexé, consommés dans la colonie de Madagascar et dans ses dépendances, qu'ils y aient été importés, reçoivent

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

charge, et de les rendre au service dès qu'ils sont épuisés ou dans le cas de cessation des travaux.

18. Dans tous les cas où elle a à plomber des chargements, l'administration des contributions diverses perçoit dix centimes (0'10) par plomb à titre de remboursement des frais de l'opération.

Le même tarif sera appliqué, dans les mêmes circonstances, par le service des douanes.

19. Les contraventions aux dispositions de l'article 19 de la loi du 28 décembre 1895 et à celles du présent décret sont constatées par procès-verbaux des agents des contributions diverses, à la requête du directeur général des contributions indirectes, poursuites et diligences du directeur des contributions diverses du département.

Les procès-verbaux, rédigés dans les vingt-quatre heures de leur déclaration aux contrevenants ou à leurs représentants, sont affirmés devant le juge de paix dans les trois jours de leur clôture et enregistrés dans les quatre jours de la date de celle-ci, sauf la prorogation de délai prévue par le décret du 19 janvier 1856.

Les procès-verbaux sont foi jusqu'à inscription de faux lorsqu'ils ont été rédigés par deux employés des contributions diverses et jusqu'à preuve contraire s'ils ne l'ont été que par un seul.

Les dispositions des articles 16, § 2 et 3, 26, 27, § 1, et 28 du décret du 27 juin 1893, relatif à l'impôt des licences, sont rendues applicables en ce qui concerne le droit de fabrication sur les spiritueux composés.

20. Les transactions sur procès-verbaux seront approuvées dans les conditions prévues en matière de contributions indirectes par le décret du 1^{er} novembre 1895.

21. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32647. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de Bornage de divers ouvrages dépendant de la place de Brest.

Du 4 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

10. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française* au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel des colonies*.

Fait à Paris, le 7 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

TARIF DES TAXES DE CONSOMMATION À MADAGASCAR et dans ses dépendances.			
Marchandises taxées.		Quotité de la taxe.	Tax.
Vins ordinaires titrant 12 degrés ou au-dessous..	en fûts.....	l'hectolitre.	2 fr.
	en bouteilles.....	(B) la bouteille.	1 fr.
Vins ordinaires titrant plus de 12 degrés, et vins de liqueurs.....	en fûts.....	l'hectolitre.	2 fr.
	en bouteilles.....	(F) la bouteille.	0 fr. 15
Vins de Champagne et vins mousseux.....		la bouteille.	0 fr. 25
Cidres et poirés.....		la demi-bouteille.	0 fr. 15
		(B) la bouteille.	0 fr. 30
Bières.....	en fûts.....	l'hectolitre.	2 fr.
	en bouteilles.....	la bouteille.	0 fr. 15
	en fûts.....	l'hectolitre.	2 fr.
Liqueurs (c).....	en bouteilles.....	la bouteille.	0 fr. 15
Rhums, eaux-de-vie, absinthe; autres boissons alcooliques et alcools de toute sorte, y compris les vins mouillés, les vins de raisins secs et tous autres vins non naturels.....		l'hectolitre d'alcool pur.	1 fr.
Opium.....		le kilog.	2 fr.
Poudre à feu.....		Idem.	1 fr.
Pétards et artifices.....		Idem.	1 fr.
	en feuilles ou en côtes....	le kilog. net.	1 fr.
Tabacs.....	cigares et cigarettes.....	Idem.	1 fr.
	autres.....	Idem.	1 fr.
Tissus de toute sorte.....		valeur.	3 fr.
Huiles de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage.....		le kilog. net.	0 fr.
Allumettes.....		Idem.	2 fr.
Cartes à jouer.....		le jeu.	0 fr.

(A) Soit 5 centimes par litre.
(B) Récipient d'une contenance supérieure à 50 centilitres et inférieure ou égale à 1 ltr. la contenance est inférieure à 50 centilitres, le droit sera réduit de moitié; si elle est supérieure à 1 litre, le droit sera perçu sur la contenance réelle.
(C) Telles que l'entend le tarif des douanes de France.

N° 32649. — DÉCRET qui fixe le Prix de vente en Corse des Tabacs fabriqués dans la métropole.

Du 18 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816 sur les tabacs:

ou fabriqués, seront soumis à une taxe de consommation dont la quotité est fixée par le même tableau.

2. Cette taxe est indépendante du droit de douane dont sont frappés ces produits à leur entrée dans la colonie.

La liquidation de cette taxe sera effectuée par le service des douanes et par tous autres agents que le résident général croira devoir désigner, selon les formes prescrites par les règlements suivis en matière de douane à l'importation.

Une remise de deux pour cent sur le produit des liquidations émises sera accordée, à titre d'allocation, aux employés de ce service.

La répartition de cette remise sera établie par un arrêté du résident général, en conseil d'administration.

3. Les boissons, alcools, tissus et produits divers dénommés au tableau ci-annexé ne pourront être importés directement que par les ports où il existe un receveur des douanes françaises.

4. Les contraventions relevées pour fausses déclarations dans la valeur, la quantité ou la qualité, et généralement toutes fraudes en matière de taxes de consommation, seront constatées et poursuivies conformément à la législation douanière.

5. En cas de contestations entre le service de la douane et les intéressés sur la qualité et l'espèce des boissons et alcools, ces boissons et alcools seront soumis à l'analyse des pharmaciens militaires, dont la décision servira de base à la liquidation des droits.

A défaut de pharmaciens militaires, les analyses pourront être confiées à des pharmaciens civils, agréés par l'administration de la colonie. Le service des douanes des ports, où il n'existe pas encore de pharmaciens militaires ou civils agréés par l'administration locale, enverra les échantillons des produits faisant l'objet de contestation au pharmacien militaire ou civil le plus voisin.

6. Les frais d'analyse seront à la charge de la douane lorsque les attestations du déclarant auront été reconnues bien exactes, et à la charge du déclarant en cas contraire.

7. Le présent décret sera applicable aux produits importés à Madagascar et dans ses dépendances, dix jours après l'arrivée dans chaque localité du *Journal officiel* de la colonie, portant promulgation dudit acte.

8. Sont exemptés de tous droits, quelle que soit leur provenance :

Les objets d'habillement contenus dans les bagages des voyageurs, alors même que les voyageurs n'en sont pas accompagnés, mais à la double condition que ces objets portent les traces d'usage et que leur quantité soit en rapport avec la position sociale du propriétaire ;

Les vivres, matières et objets appartenant à l'État.

9. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

N° 32650. — **DÉCRET** qui fixe le *Prix de vente en Corse des Poudres à*

Du 18 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 25 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 29 septembre 1850⁽¹⁾, 12 juin 1890⁽²⁾ et 1^{er} mai 1893⁽³⁾;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 29 mars 1897;

Sur les rapports des ministres des finances et de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le prix de vente en Corse des poudres à feu est fixé ainsi qu'il suit :

ESPÈCES DE POUDRES.	PRIX DE VENTE		
	aux débiteurs par les entrepôts.	aux consommateurs	
		par les débiteurs.	par les consommateurs.
<i>Poudres de mine.</i>			
Poudre de mine (ronde ou anguleuse).....	brute.....	1 00	1 25
	ordinaire.....	1 50	1 75
	forte.....	1 85	2 10
Poudres aux nitrates, type N.....	de sonde n° 3.....	"	"
	d'ammoniaque n° 1.....	"	"
Cartouches comprimées au colon-poudre et au nitrate d'ammo- niaque.....	n° 1.....	2 85	3 15
	n° 2.....	3 10	3 40
<i>Poudres de chasse.</i>			
Poudre de chasse.....	ordinaire (fine).....	6 00	6 50
	forte (superfine).....	7 00	7 50
	spéciale (extra-fine).....	8 00	8 50
	au bois pyroxylé.....	26 80	28 00

NOTA. — Les achats effectués directement par les consommateurs dans les entrepôts ne peuvent être inférieurs à 3 kilogrammes pour la poudre de mine et à 1 kilogramme pour la poudre de chasse.

2. Le ministre des finances et le ministre de la guerre sont chargés de l'exécution.

(1) 1^{re} série, Bull. 314, n° 2465.

(2) 11^{re} série, Bull. 1331, n° 22311.

(3) 11^{re} série, Bull. 1331, n° 22311.

Vu le décret du 27 mars 1880⁽¹⁾, relatif à la vente en Algérie et en Corse des tabacs fabriqués dans la métropole;

Vu l'article 35 de la loi de finances du 26 décembre 1892;

Vu le décret du 9 mai 1894,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le prix de vente en Corse des tabacs fabriqués dans la métropole est fixé ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION DES TABACS.	PRIX DE VENTE par kilogramme		MONTANT par kilogramme de la remise accordée aux entrepreneurs.
	aux débitants.	aux consomma- teurs.	
Cigares vendus en France. — 250 cigares au kilogr.	0 ^f 80 la pièce.....	116 25	125 00
	0 80 <i>idem</i>	92 25	100 00
	0 40 <i>idem</i>	80 25	87 50
	0 35 <i>idem</i>	68 25	75 00
	0 30 <i>idem</i>	56 25	62 50
	0 25 <i>idem</i>	44 25	50 00
	0 20 <i>idem</i>	33 20	37 50
	0 15 <i>idem</i>	27 20	31 25
	0 10 <i>idem</i>	17 00	20 00
	0 075 <i>idem</i>	12 75	15 00
Cigarettes vendues en France. — 1,000 cigarettes au kilogramme.	0 05 <i>idem</i>	8 50	10 00
	50 ^f le kilogr.....	29 80	35 00
	40 <i>idem</i>	25 90	27 50
	35 <i>idem</i>	21 65	25 00
	30 <i>idem</i>	19 25	22 50
	25 <i>idem</i>	17 30	20 00
	20 <i>idem</i>	13 20	15 00
Tabacs étrangers et supérieurs à fumer, à priser et à mâcher.....	15 <i>idem</i>	11 00	12 50
Tabacs ordinaires.....	7 90	9 00	0 10
	6 10	7 00	0 10

2. Les tabacs seront vendus dans les débits en boîtes ou paquets fermés revêtus des marques et vignettes de la régie. Ils ne pourront être introduits sur le continent. Toute infraction à cette dernière disposition sera considérée comme une importation frauduleuse et punie comme telle.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 511, n° 9093.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspon- dances circulant en franchise doit être présentée	ARRONDISSEMENT circonscription ou rue dans l'arron- dissement lequel la correspondance valablement contrainte circule en franchise
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignés dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Conservateurs des hypothèques des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Département Alpes-Maritimes et du Var.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B.	
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Département Alpes-Maritimes et du Var.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice.	Exerce dans les départements des Alpes-Maritimes et du Var les droits de franchise et de contreseing dévolus aux directeurs départementaux de la même administration.	.	.
Distributeurs de papiers timbrés des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B.	.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Département Alpes-Maritimes et du Var.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Département Alpes-Maritimes et du Var.
Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var.....	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B.	.
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Département Alpes-Maritimes et du Var.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	Idem.
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Idem.
Procureurs de la République des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B*.	.
Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	Mêmes droits de franchise et de contreseing que ceux attribués aux receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	.	.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES		FORME sous laquelle la correspondance circulant en franchise doit être présentée.	ARRONDISSEMENT, circonscription ou ressort dans l'étendue duquel la correspondance valablement contresignée circule en franchise.
autorisés à contresigner leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.		
Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements des Alpes-Maritimes et du Var.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B.	"
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	Départements des Alpes-Maritimes et du Var.
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs du timbre*.....	S. B.	<i>Idem.</i>
Receveurs du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var.	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var*.	S. B.	Départements des Alpes-Maritimes et du Var.
Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre des départements des Alpes-Maritimes et du Var.....	Conservateurs des hypothèques*.....	S. B.	Départements des Alpes-Maritimes et du Var.
	Directeur régional de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Nice*.	S. B.	"
	Distributeurs de papiers timbrés*.....	S. B.	Départements des Alpes-Maritimes et du Var.
	Inspecteurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs-contrôleurs des successions et des amendes*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
	Vérificateurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.	S. B.	<i>Idem.</i>
		S. B.	<i>Idem.</i>

N° 32652. — *DÉCRET qui modifie, pour certains arrondissements, le Tableau de répartition des Conseillers d'arrondissement.*

Du 17 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 22 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les articles 20 et 21 de la loi du 22 juin 1833 sur l'organisation des conseils d'arrondissement;

Vu le décret du 24 juin 1892 ⁽¹⁾ qui a fixé le nombre des conseillers d'arrondissement à élire par chaque canton, dans les arrondissements où y a moins de neuf cantons;

Vu les lois des 20 juillet 1892, 14 avril 1893, 25 avril et 21 juillet 1893 qui ont créé un troisième canton à Roubaix (Nord), les cantons d'Ambail d'Aubervilliers, de Boulogne, de Clichy, de Levallois-Perret, de Noisy-le-Puteaux, de Saint-Ouen, d'Ivry, de Montreuil, de Nogent-sur-Marne, Saint-Maur, de Vanves (Seine), le canton de Biarritz (Basses-Pyrénées), un deuxième canton à Tourcoing (Nord);

Vu les nouveaux états de population déclarés authentiques par le décret du 31 décembre 1896 ⁽²⁾;

DÉCRÈTE :

- **ART. 1^{er}.** Le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement entre les cantons, tel qu'il a été arrêté par le décret susvisé, est modifié de la manière suivante :

DÉPARTEMENTS.	ARRONDISSEMENTS.	CANTONS.	POPULATION
Aisne	Château-Thierry	Condé-en-Brie	9,807
		Neuilly-Saint-Front	9,416
	Gannat	Ébreuil	14,151
Allier		Escurolles	14,303
	Lapalisse	Varennes-sur-Allier	14,216
		Vichy	14,348
Alpes (Basses) ..	Castellane	Colmars	2,623
		Entrevaux	2,673
Calvados	Pont-l'Évêque	Dozulé	10,177
		Pont-l'Évêque	9,380
Creuse	Guéret	Dun-le-Palletéau	10,233
		Souterraine (La)	16,016
Dordogne	Ribérac	Saint-Aulaye	9,773
		Verteillac	9,513
Doubs	Besançon	Besançon (canton nord) ..	30,885
		Besançon (canton sud) ..	31,213
Eure-et-Loir	Dreux	Anet	9,885
		Nogent-le-Roi	10,183
Maine-et-Loire ..	Segré	Condé	10,717
		Châteauneuf-sur-Sarthe ..	10,602
Meuse	Verden-sur-Meuse	Charny	11,373
		Fresnes-en-Woëvre	10,817
Nièvre	Cosne	Donzy	10,613
		Pouilly	11,228
Nord	Cambrai	Carnières	31,181
		Cateau (Le)	30,306
Vienne (Haute-) ..	Bellac	Dorat (Le)	11,711
		Nantiat	11,629

2. Les cantons dont le nombre des représentants doit être réduit en vertu de l'article précédent, subiront cette réduction lorsqu'il aura lieu de pourvoir, soit au renouvellement de la série dont font partie, soit au remplacement d'un de leurs conseillers, en

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1491, n° 25283.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1561, n° 31392.

de vacances partielles. Les cantons dont le contingent doit être augmenté éliront alors le nouveau conseiller qui leur est attribué par le même article.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes, chargé par intérim du département de l'intérieur,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32653. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 31 décembre 1896, devant le préfet des Bouches-du-Rhône, portant concession au département des Bouches-du-Rhône, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de quinze mille cinq cent quarante et un francs quatre-vingt-quinze centimes, des parcelles de lais de mer, d'une superficie de dix mille trois cent soixante et un mètres carrés trente centièmes, situées à Marseille, entre le ruisseau de Mirabeau et la batterie de Mouréplane, et laissées en hors ligne, après la construction du chemin dit « du littoral de la Madrague », lesdites parcelles teintées en rose sur le plan annexé à la convention. (*Paris, 25 Mars 1897.*)

N° 32654. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte passé, le 9 novembre 1896, devant le préfet du Morbihan et portant :

1° Substitution de la société *Jules Laureau* et compagnie dans le bénéfice et les obligations de la concession accordée à M. *Le Diberder*, par le décret susvisé du 13 avril 1861, d'un terrain d'un hectare quinze ares provenant du lit du Blavet, au lieu dit « Kérolie », commune d'Hennebont;

2° Réduction à quatre mille huit cent neuf mètres carrés cinq centièmes de la surface concédée; le tout aux clauses et conditions stipulées audit acte et conformément aux indications du plan y annexé. (*Paris, 27 Mars 1897.*)

N° 32655. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif passé, le 17 décembre 1896, devant le préfet de la Loire-Inférieure, portant concession à M. *de Brégeot*, moyennant le prix de trois cent quatre-vingt-treize francs quatre-vingt-quatre centimes et aux autres conditions stipulées dans le contrat, d'une parcelle de terrain maritime, d'une contenance de deux mille six cent vingt-cinq mètres carrés cinquante-huit centièmes, située au lieu dit « Bôles de la Clique », sur la rive droite de l'étier du Pouliguen et désignée par une teinte rose sur le plan annexé audit contrat. (*Paris, 27 Mars 1897.*)

N° 32656. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :
signé par le ministre de l'intérieur) portant :

La juridiction du commissaire de police de Saint-Mihiel (Meuse) est
due aux communes de Chauvencourt et des Paroches (même départe-

Le commissariat de police existant à Cuxac-d'Aude (Aude) est et demeurera
supprimé. (Paris, 2 Avril 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1865.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32657. — *Loi qui approuve une Convention passée entre le ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'État par cette compagnie en 1897.*

Du 12 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 14 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 30 mai 1896, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.

Un exemplaire de ladite convention restera annexé à la présente loi.

2. L'enregistrement de ladite convention ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3^f).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 12 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

XII^e Série.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le trente mai,

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous la forme de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part ;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne*, ladite compagnie représentée par M. Léon Aucoc, président du conseil d'administration, élisant domicile au sein de ladite société, à Paris, boulevard Hausmann, n° 54, et agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'administration en date du 15 mai 1896, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an, au plus tard, à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne s'engage à avancer à l'État, pour l'année 1897, les sommes destinées au dégrèvement qu'il s'est chargé d'effectuer, conformément à l'article 11 de la convention conclue entre l'État et la loi du 20 novembre 1883.

2. Ces avances ne pourront pas dépasser douze millions de francs (12,000,000).

3. Elles seront versées par la compagnie : le premier tiers, le 1^{er} mai 1897 ; les deux autres tiers, en huit termes égaux, le dernier jour de chaque mois, à partir du 31 mai 1897.

L'ensemble de ces avances sera remboursé par l'État en soixante annuités, la première sera à l'échéance du 31 décembre 1898 et la dernière à l'échéance du 31 décembre 1957.

4. Les sommes avancées seront majorées d'intérêts calculés d'après le prix de négociation de l'ensemble des obligations émises par la compagnie pendant l'année 1897, ainsi que des frais de service, droits de timbre et tous autres de la charge de la compagnie, dont sont ou seront frappées les obligations émises en exécution de la présente convention.

Ces intérêts, frais et droits seront décomptés : pour huit mois en ce qui concerne le premier tiers des avances, et pour trois mois et demi en ce qui concerne les autres tiers.

Le prix moyen sera établi, déduction faite de l'intérêt couru au jour de la délivrance des titres et en tenant compte de tous les frais quelconques dont la compagnie devra faire.

Le chiffre de l'annuité de remboursement sera arrêté d'après le prix moyen dessus défini et augmenté des frais de service, droits de timbre et tous autres de la charge de la compagnie dont les obligations sont ou seront frappées.

Les annuités seront payées à terme échu, le 31 décembre de chaque année, la compagnie aura droit, sans qu'elle ait besoin d'en faire la demande, au taux effectif des emprunts de l'année 1897, du montant de chacune d'elles à partir du 1^{er} janvier qui suivra son échéance jusqu'au jour où elle lui sera définitivement soldée, si ce paiement n'a été fait dans le courant de janvier.

5. L'enregistrement de la présente convention ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Approuvé l'écriture :

Signé : LÉON AUCOC.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. TUREL.

Enregistré à Paris (duplicata), bureau des actes administratifs, le 1^{er} mai 1896, folio 11, case 15. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signe : M. A.

N° 32658. — *Loi concernant l'ouverture et l'annulation de Crédits sur l'exercice 1896.*

Du 30 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 31 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 28 décembre 1895 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1896 (Algérie non comprise), des crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à la somme de dix millions six cent soixante-quinze mille trois cent cinquante francs (10,675,350^f). Ces crédits sont répartis par ministères et par chapitres conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1896.

2. Il est ouvert au ministre des finances, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 28 décembre 1895 pour les dépenses du budget général de l'exercice 1896 en Algérie, un crédit supplémentaire de la somme de trente-quatre mille trois cent quatre-vingt-cinq francs quarante-six centimes (34,385^f 46^c) applicable au chapitre 13 (Impositions à la charge de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie).

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1896.

3. Sur les crédits ouverts aux ministres par la loi de finances du 28 décembre 1895 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général de l'exercice 1896 (Algérie non comprise), une somme de quatre millions six cent soixante-dix mille trois cent soixante francs (4,670,360^f) est et demeure définitivement annulée, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 30 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

ÉTATS ANNEXÉS.

ÉTAT A. Tableau, par ministère et par chapitre, des crédits supplémentaires et extraordinaires accordés sur le budget général de l'exercice 1896. (France.)

CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitre.	par ministère.
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
LXXIII.	Remises proportionnelles des percepteurs. — Indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	65,000 ⁰⁰	
LXXXII.	Dépense, diverses de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	11,000 00	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
IV.	Officiers de marine et équipages.....	836,000 00	
V.	Troupes de la marine.....	785,000 00	
XI.	Personnel et agents divers (Écoles, justice, police, surveillance).....	22,000 00	
XII.	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes.....	89,000 00	
XIV.	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	206,410 00	
XVIII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires.	3,350 00	
XXIV.	Matériel de l'administration centrale.....	23,890 00	
XXIX.	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs.....	2,000,000 00	
XXXVIII.	Habille ment (Achats directs et indemnités représentatives).....	300,000 00	
XLI.	Garnement.....	50,000 00	
XLVIII.	Chauffage et éclairage (Achats directs et indemnités représentatives).....	26,900 00	
XLIX.	Fournitures et mobilier d'administration (Achats directs et indemnités représentatives). — Impressions. — Livres et reliures.....	50,000 00	
LI.	Frais de séjour et de tournées. — Frais de route et de transports par terre et frais accessoires.....	80,000 00	
LII.	Gratifications, secours et subventions.....	30,000 00	
LVI.	Dépenses diverses.....	20,000 00	
LXII.	Payements et restitutions à divers offices étrangers et compagnies télégraphiques de câbles sous-marins.....	80,600 00	
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.		
	3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
	1^{re} section. — Commerce et Industrie..		
XXXVIII.	Encouragements aux pêches maritimes.....	1,950,000 00	
XXXIX.	Subventions à la marine marchande.....	2,750,000 00	
XLI.	Primes à la filature de la soie.....	1,296,000 00	
	TOTAL de l'état A (France).....		10,675,000 00

*Tableau, par ministères et par chapitres, des crédits annulés
sur le budget général de l'exercice 1896. (France.)*

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés	
	par chapitre.	par ministère.
MINISTÈRE DES FINANCES.		
4^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Personnel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	5,500 ⁰⁰	65,500 ⁰⁰
Personnel de l'atelier général du timbre.	8,000 00	
Matériel de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	10,000 00	
Matériel de l'atelier général du timbre.	37,000 00	
5^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.		
Répartition de produits d'amendes, saisies et con- fiscations attribués à divers en France.	5,000 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.		
3^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Constructions navales. — Salaires pour l'entretien et l'approvisionnement de la flotte.	194,773 00	4,604,360 00
Services généraux des ports, ateliers, chantiers et magasins. — Salaires. — Constructions navales..	11,637 00	
Constructions navales. — Achats de bâtiments neufs à l'industrie.	2,000,000 00	
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations.	30,450 00	
Travaux extraordinaires de défense des ports mili- taires.	2,288,000 00	
Frais de passage et de transport par mer. — Affre- tements et frais accessoires.	80,000 00	
TOTAL de l'état B (France).		4,670,360 00

N° 32659. — *Décret qui déclare d'utilité publique et concède à la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest des voies ferrées destinées à desservir les quais du bassin de Penhouët au port de Saint-Nazaire.*

Du 30 janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 5 février 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu l'avant-projet et la demande présentés par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en vue de la déclaration d'utilité publique et de la concession à cette compagnie des voies ferrées, tant établies qu'à établir sur les quais du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire; ensemble le plan général, en date du 4 juillet 1894;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet, dans la forme prescrite par le décret réglementaire du 18 mai 1881⁽¹⁾, et notamment l'avis de la commission d'enquête du 23 janvier 1893;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Saint-Nazaire, en date du 15 février 1893;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Nazaire, du 21 mai 1893;

Vu la déclaration du conseil général de la Loire-Inférieure, du 11 mai 1893;

Vu les adhésions directes de l'ingénieur en chef du service maritime, directeur des travaux hydrauliques de la marine, à Lorient, et du directeur du génie, à Nantes, en date des 5, 7 et 27 juin 1893;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 12 octobre 1892 et 18 octobre 1894;

Vu la convention passée, le 30 janvier 1897, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour la concession des voies ferrées susindiquées;

Vu le cahier des charges annexé à ladite convention;

Vu la lettre du directeur de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en date du 10 octobre 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 et le règlement d'administration publique du 6 août 1881⁽²⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont déclarées d'utilité publique les voies ferrées, tant établies qu'à établir sur les quais du bassin de Penhouët, au port de Saint-Nazaire, suivant les dispositions générales du plan susvisé du 4 juillet 1894.

2. Est approuvée la convention passée, le 30 janvier 1897, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, et la compagnie

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 664, n° 11222.

chemins de fer de l'Ouest pour la concession des voies ferrées il s'agit.

La convention, ainsi que le cahier des charges et le plan général sus visés, resteront annexés au présent décret.

Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des*

Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

CONVENTION.

Le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat et sous la réserve d'approbation des présentes par décret délibéré en conseil d'Etat,

D'une part ;

La société anonyme, établie à Paris, sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer de l'Ouest*, ladite compagnie représentée par MM. Delarbre, président, et, vice-président du conseil d'administration, élitant domicile au siège de la société, à Paris, rue de Rome, n° 20, et agissant en vertu des pouvoirs qui ont été conférés par délibération du conseil d'administration, en date du 21 janvier 1897, autorisé à l'effet des présentes par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires du 31 mars 1895,

D'autre part ;

Il est dit et convenu ce qui suit :

1^{re}. Le ministre des travaux publics concède au nom de l'Etat à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, qui accepte cette concession, les voies ferrées établies pour transporter, entre la gare et les quais du bassin de Penhouet à Saint-Etienne, à l'aide soit de locomotives, soit de chevaux, au gré de la compagnie concessionnaire, les marchandises par wagon complet en provenance ou à destination de ladite compagnie de l'Ouest, après en avoir leur transport sur le chemin de fer.

La concession est faite aux clauses et conditions déterminées par le cahier des charges annexé à la présente convention.

Les travaux nécessaires à l'établissement des voies ferrées dont il s'agit ayant été exécutés, en vertu de la convention du 17 juillet 1883, approuvée par la loi du 2 novembre 1883, les dépenses qui seront faites pour leur établissement et leur entretien, ainsi que les recettes qui en proviendront, seront comprises dans les dépenses de la compagnie et l'imputation en sera faite conformément aux dispositions de la convention.

Les frais d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

En double à Paris, le 30 janvier 1897.

Approuvé l'écriture :

Signé : DELLESSERT.

Approuvé l'écriture :

Signé : DELARBRE.

Approuvé l'écriture :

Signé : A. TURTEL.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Objet du cahier des charges. — Tracé des voies ferrées.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet le maintien, l'entretien et l'exploitation des voies ferrées des quais du bassin de Penhouët à Saint Nazaire, concédées à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, désignées ci après, savoir :

a) Une voie de circulation, figurée sur le plan par des traits bleus et rougis, qui se détache des voies de la gare maritime de l'Ouest pour revenir au point de départ, après avoir desservi tous les quais du bassin de Penhouët, en passant par le pont roulant de l'écluse. Cette voie est doublée sur les quais des Grands-Puits, des Darses-aux-Gabarres et des Charbonniers, et les deux voies de circulation parallèles établies sur ces quais sont reliées par des diagonales;

b) Sur le quai de Méans, une voie de manœuvre et de manutention qui se détache de l'une de ses extrémités par une plaque à une voie de manœuvre du quai des Charbonniers;

c) Sur le quai de la Prise-d'Eau et sur le quai des Formes-de-Radoub, une voie de manœuvre et de manutention reliée par des communications à la voie de circulation. A l'extrémité sud du quai de la Prise-d'Eau, cette voie est, en outre, reliée par plaque à la voie du quai de la Cale-aux-Bois;

d) Sur le quai de Penhouët, une voie de manœuvre et de manutention reliée à la voie des quais de la Prise d'Eau et des Formes-de-Radoub par trois voies transversales dont les deux extrêmes passent sur les quais du Brivet et des Antiques;

e) Sur le quai de la Cale-aux-Bois, deux voies de manœuvre et de manutention détachant par un tronc commun de la voie de circulation vers le quai de la Ville d'Eau, pour aboutir, par un autre tronc commun, sur le quai de la Ville où cette voie est relié par plaque à la voie de manœuvre de ce quai;

f) Une voie de manœuvre et de manutention qui se détache de la voie de circulation le long de l'avenue de la Cale-aux-Bois pour desservir le quai des Frégates; cette voie se détache par plaque une voie qui dessert le quai de la Ville;

g) Une voie de manœuvre et de manutention qui se détache par plaques de la voie du quai des Frégates pour se relier par plaques à la voie de manœuvre du quai des Grands-Puits et aux voies de la gare d'Orléans, après avoir franchi le pont roulant; ce tronc commun avec la voie de circulation, à laquelle elle se raccorde en ce point par aiguille;

h) Sur le quai des Grands-Puits, trois voies reliées entre elles et à la voie de circulation par plaques et par aiguilles, et dont une se prolonge sur les quais des Darses-aux-Gabarres et sur le quai des Charbonniers;

i) Sur le quai des Charbonniers, trois voies dont l'une forme le prolongement de la voie des Darses-aux-Gabarres et qui sont reliées entre elles et à la voie de circulation par plaques et par aiguilles.

Les voies concédées seront affectées au service des marchandises; la traction sera faite à l'aide de locomotives ou de chevaux.

Délai d'exécution.

2. Les nouvelles voies tracées en rouge sur le plan susvisé pourront s'être établies successivement, dans la mesure déterminée par le ministre des Travaux publics.

se devront être posées et le service d'exploitation devra y être établi dans un maximum d'un an à partir de la notification de l'approbation des projets de

Modifications ou additions de détail.

la cours d'exécution et pendant toute la durée de la concession, la compagnie a la faculté de proposer les modifications ou additions aux dispositions de détail. Ces modifications et additions ne pourront être effectuées qu'avec l'approbation de l'administration supérieure.

Sur son côté, l'administration pourra ordonner d'office, dans la disposition des voies ferrées, après avoir entendu la compagnie, les modifications de détail dont l'urgence ou les changements à faire sur les voies publiques feraient connaître la nécessité.

Dans aucun cas, ces modifications ne pourront donner lieu à indemnité.

Établissement des voies ferrées.

Les voies ferrées seront posées au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique prête à les recevoir et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'autorisation spéciale. Il en sera de même pour les aiguilles, plaques tournantes et accessoires.

Les contre-rails devront être établis sur tous les points où ils seront reconnus nécessaires par l'administration.

Écoulement des eaux.

La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais les écoulements qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux.

Elle rétablira de même les communications publiques ou particulières que ces travaux obligeraient à modifier.

Exécution des travaux.

La démolition des chaussées et des terre-pleins et l'ouverture des tranchées pour l'entretien des voies seront effectuées avec toute la célérité et toutes les précautions convenables.

Qualité des matériaux.

Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Les matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition de la compagnie.

Le fer, le bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées, ainsi que leurs accessoires, devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Contrôle et surveillance des travaux.

Tous les travaux d'établissement seront exécutés sous le contrôle des ingénieurs de la compagnie, qui seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation.

La compagnie devra observer pour l'éclairage et la garde des chantiers les règles ordinaires de la police.

En cas de négligence, de retard ou de mauvaise exécution, il y aurait immédiatement lieu à pourvoir aux frais de la compagnie après mise en demeure par le préfet du département, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre elle.

pour contravention aux règlements de grande voirie et des dommages-intérêts qu'elle pourrait être passible envers les tiers.

Le montant des avances faites pour travaux exécutés d'office sera recouvré moyen des rôles rendus exécutoires par le préfet.

Reconnaissance et réception des travaux.

9. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de voie mises ainsi pour être livrées à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception des travaux par les ingénieurs chargés du contrôle, de concert avec ceux des autres services intéressés. Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit.

Après cette autorisation, la compagnie pourra mettre en service lesdites parties de voie et y percevoir les prix ci-après déterminés.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien des voies.

10. Les voies ferrées et leurs accessoires devront être entretenus constamment en bon état, de manière que la circulation soit toujours facile et sûre, tant pour les voyageurs que pour les marchandises, et pour les voitures qui les franchissent et pour le public.

Cet entretien comprendra non seulement la surface comprise entre le rail et le rail, mais encore, à droite et à gauche, une largeur de cinquante mètres (50^m) bordant chaque rail.

Lorsque, pour la construction ou la réparation des voies ferrées, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors de la zone ci-dessus indiquée, il devra être pourvu à l'entretien de ces parties pendant six mois à dater de la réception provisoire des ouvrages exécutés. Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains lorsqu'ils auront été modifiés du fait de la construction des voies.

Surveillance et règlements de police.

11. L'entretien et les réparations des voies ferrées, avec leurs dépendances, et le service de l'exploitation seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Le service de l'entretien et de l'exploitation est d'ailleurs assujéti aux règlements généraux de police et de voirie intervenus ou à intervenir, et notamment à ceux qui seront rendus pour régler, la compagnie entendue, la circulation et le stationnement des wagons et des machines et les limites d'heures entre lesquelles cette circulation pourra pas avoir lieu.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

12. La concession des différentes voies ferrées mentionnées à l'article 1^{er} du présent cahier des charges prendra fin de plein droit avec celle de l'ensemble des lignes concédées à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest au terme légal assigné à la dernière concession.

Elle expirera également en même temps que cette concession, si l'état ne

de rachat qu'il s'est réservé par l'article 37 du cahier des charges qui la

Droits de l'État à l'expiration de la concession.

À l'époque prévue par le premier alinéa de l'article précédent et par le seul fait d'expiration de plein droit de la concession, l'État sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur les voies ferrées et leurs dépendances et il entrera immédiatement en jouissance de leurs produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état les voies ferrées et leurs dépendances.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement veut que ces voies doivent être maintenues en tout ou en partie.

Le cas où il déciderait au contraire qu'elles doivent être supprimées en tout ou en partie, les voies à supprimer seront enlevées et les lieux seront remis dans leur état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, sans qu'elle puisse prétendre à une indemnité.

Rachat de la concession.

À toute époque, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession, conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de la loi du 11 juin 1880. Dans ce cas, l'indemnité due à la compagnie sera liquidée comme il est dit au dernier alinéa dudit article.

Le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 12 ci-dessus, il n'y aura pas lieu à l'attribution d'une indemnité spéciale.

Retrait de la concession.

À toute époque, le Gouvernement aura la faculté de supprimer ou de modifier le tracé des voies lorsque la nécessité en aura été reconnue après enquête. Dans ce cas, le retrait de la concession sera opéré dans les formes suivies pour la suppression elle-même et la compagnie sera indemnisée comme en matière de rachat de concession, suivant les dispositions de l'article 14 ci-dessus.

Déchéance.

Faute par la compagnie d'avoir entièrement pourvu à l'exécution et à l'achèvement des travaux dans les délais fixés à l'article 2, faute aussi par elle de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle sera déchue de la concession.

Dans ce cas, les ouvrages seront démolis et les lieux remis dans leur état primitif par les soins et aux frais de la compagnie, si mieux n'aime le Gouvernement conserver les travaux déjà exécutés et en payer la valeur à la compagnie sur l'estimation qui sera faite à dire d'experts.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables à la compagnie si le motif de la cessation des travaux ou l'interruption de l'exploitation provient d'une force majeure dûment constatée ou de faits indépendants de la volonté de la compagnie.

TITRE IV.

ARTICLES ET CONDITIONS RELATIVES AU SERVICE DES MARCHANDISES.

Tarifs à percevoir.

Pour indemniser la compagnie des travaux qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'elle en remplira toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, des prix de transport et des droits de péage qui sont fixés

ci-après, sous réserve des modifications ultérieures prévues par l'article 19 du présent cahier des charges :

I. — TRANSPORT FAIT PAR LA COMPAGNIE.

Tarif par tonne, quelle que soit la longueur du parcours, applicable aux marchandises de toute nature, par wagon complet en provenance ou à destination du réseau de la Compagnie de l'Ouest.

DÉSIGNATION.	PRIX par 1,000 kilogr.	CONDITIONS SPECI.
1^{re} CATÉGORIE.		
Marchandises autres que celles qui sont dénommées dans la 1 ^{re} catégorie.....	0 ^e 30 ^e	
2^e CATÉGORIE.		
Ardoises, argile.....		
Bitumes, bituit de mer, bitumes, bois de chauffage, bois de charpente, bois de charbonnage, de menuiserie et d'ébénisterie non façonnés, bois exotiques en billes ou en bûches, bois de marine, bois de teinture, boues, brai, briques....		
Cachou brut, carreaux de meule, carreaux en terre cuite, céreuse, châtagnes, chaux, ciment, coke, coloplano, craie, cristaux de soude.....		
Eau de mer, échalas, émeri, engrais, extraits tinctoriaux.....		
Farines alimentaires, fécule de pommes de terre....		
Galipot, générateur, goudron, graines, grains, granits.....		
Houilles.....	0 30	
Issues de grains.....		
Lignite, litharge, légumes secs.....		
Marrons, matériaux pour la construction et l'entretien des chaussées, matières résineuses, matières tinctoriales, meules, minium.....		
Os bruts, osiers.....		
Perches, pierres et produits de carrières, plâtre, poires à cidre, pommes à cidre, pommes de terre, produits métallurgiques autres que les machines et les pièces de machines.....		
Sable, scories, sels gemmes et marins, sel hydraté, sels de soude et de potasse, soufre brut, suie....		
Terres employées dans l'industrie, terre végétale, tourbe, tourteaux, toiles, tuyaux.....		
Verre cassé, wagons à terrassement.....		

Ce prix est réduit de 20 centimes par tonne pour les marchandises de fer, bois et poteries, mines, matériaux pavés et pavés macadam.

Il ne sera perçu aucune taxe pour les houilles expédiées du bassin de la Loire.

Les prix ci-dessus comprennent le transport des wagons à charger ou à décharger, mais seulement jusqu'au point des voies de quai accessibles par aiguille le plus près du point désigné par les expéditeurs ou les destinataires. Les manœuvres et déplacements nécessaires pour amener les wagons, soit sur les voies non accessibles par aiguille, soit successivement dans la même journée à portée des mêmes points ou par les mêmes engins de chargement ou de déchargement, ne sont pas à la charge de la Compagnie et seront faits par les expéditeurs ou les destinataires, à leurs frais et sous leur propre responsabilité.

Les taxes ci-dessus sont calculées par poids de dix kilogrammes (10^e) ou centième de tonne, en comptant un minimum de poids de quatre mille kilogrammes par expédition.

Les taxes à percevoir dans les conditions ci-dessus indiquées pour les expéditions

remance ou à destination de la voie des quais s'ajouteront aux taxes des tarifs spéciaux ou communs, applicables sur le chemin de fer pour transport, gare, frais de chargement ou de déchargement et tous autres frais accessoires de nature, lesquelles taxes seront en conséquence perçues comme si la marchandise était en provenance ou à destination de la gare de Saint-Nazaire sans autre atténuation que la réduction prévue au paragraphe ci-après.

Le cas où soit la nature de la marchandise à prendre ou à livrer sur les voies des chemins de fer, soit le chargement ou le déchargement de cette marchandise sur les wagons devra être déterminé par les soins, aux frais et sous la responsabilité de l'expéditeur ou du destinataire; en conséquence, pour cette opération, il sera déduit trente centimes par tonne de la taxe du transport sur le chemin de fer lorsque cette taxe comprendra les frais accessoires.

TRANSPORT FAIT AVEC LEUR PROPRE MATÉRIEL PAR D'AUTRES ENTREPRISES.
 C'est le cas prévu au deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 11 juin 1880.

de péage pour marchandises de toute nature, quelle que soit la longueur parcourue, cinquante centimes (0'50).

La perception aura lieu par tonne avec minimum de perception de cinquante centimes (0'50), même pour un véhicule vide.

En cas de non-paiement du droit de péage ci-dessus, la compagnie de l'Ouest devra laisser librement les trains appartenant aux entrepreneurs qui réclameraient l'usage, mais seulement sur les voies de circulation définies au paragraphe A de l'article 1^{er} du présent cahier des charges et sous réserve de l'observation de certaines conditions concertées entre les administrations en cause et, en cas de désaccord, fixées par l'administration supérieure.

Les voies de manœuvre et de manutention définies aux paragraphes B, C, D, E, F, G, H, I de l'article 1^{er} du présent cahier des charges, l'exploitation devra être assurée exclusivement par la compagnie de l'Ouest.

Les conditions de l'usage de ces voies par une entreprise étrangère à ladite compagnie de l'Ouest seront réglées comme en matière de gare commune, soit par convention conclue entre les parties intéressées, soit, à défaut d'entente entre elles, par le ministre des travaux publics. Le règlement sera basé sur le loyer correspondant à l'établissement desdites voies et sur les dépenses de leur exploitation.

Taxes exceptionnelles.

Les taxes indiquées à l'article 17 ci-dessus pourront être majorées dans la même mesure que les taxes des tarifs appliqués sur le chemin de fer lui-même, dans les mêmes conditions d'application de ces tarifs et les arrêtés ministériels réglant les taxes exceptionnelles édictent les majorations.

Modification et homologation des tarifs.

Les propositions de la compagnie visant soit le relèvement, soit l'abaissement des taxes légales qui résulteraient de l'application du cahier des charges généraux de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en date du 11 juin 1859, aux chemins de fer (voies ferrées, objet de la présente convention), soit les conditions de l'application desdits prix, et en général toutes les propositions de la compagnie relatives à l'exploitation des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges devront être soumises à l'homologation du ministre des travaux publics dans les conditions que les tarifs de transport sur les chemins de fer de l'Ouest. La perception des taxes devra être faite indistinctement et sans aucune faveur.

Délais.

Les délais de transport tels qu'ils sont ou seront réglés pour le transport sur les chemins de fer de l'Ouest, soit par l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 ou par tous autres arrêtés intervenant en remplacement de ce dernier, soit par les conditions des tarifs spéciaux en vigueur sur le chemin de fer, seront augmentés de

quarante-huit heures pour toutes les marchandises en provenance ou à destination des voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges.

Cas d'encombrement.

21. En cas d'encombrement sur les voies faisant l'objet du présent cahier des charges, les délais stipulés à l'article 20 peuvent être augmentés, sur la demande de la compagnie et l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle, par un arrêté public affiché dans la ville de Saint-Nazaire.

Exécution des transports.

22. Au moyen des prix réglés ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la compagnie est obligée d'exécuter constamment avec soin, exactitude, célérité et sans favoritisme, à ses frais et par ses propres moyens, le transport des marchandises seront confiées. Elle sera tenue, à cet effet, de fournir le nombre de wagons, de voitures ou de machines réclamés par les besoins du service, en se conformant aux prescriptions de l'administration.

TITRE V.

CLAUSES DIVERSES.

Sujétions diverses.

23. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par la compagnie pour les dommages ci-après :

Dommages aux voies ferrées ou à leurs accessoires occasionnés par le matériel roulant ;

État de la chaussée et influence pouvant en résulter pour l'entretien des voies ;
Ouverture de nouvelles voies de communication et établissement de nouveaux services de transport en concurrence avec celui du concessionnaire ;

Trouble et interruption du service qui pourraient résulter soit des mesures de police, soit de travaux exécutés sur ou sous la voie publique, tant par l'administration que par les compagnies et les particuliers dûment autorisés ;

Enfin, toute circonstance résultant du libre usage de la voie publique.

Les indemnités qui seraient dues à des tiers pour tous dommages résultant de la construction ou de l'exploitation des voies ferrées et imputables à la faute ou à la négligence de la compagnie seront à sa charge.

Interruption des voies ferrées.

24. En cas d'interruption des voies ferrées par suite des travaux exécutés sur la voie publique ou sur le port, la compagnie pourra être tenue de rétablir momentanément les communications en déplaçant momentanément ses voies.

Assermentation. — Agents de la compagnie.

25. Les agents et les ramonneurs qui seront chargés de la surveillance et de l'entretien des voies ferrées pourront être présentés à l'agrément du préfet et assermentés ; ils auront, dans ce cas, qualité pour dresser des procès-verbaux.

Prolongements et embranchements.

26. L'administration se réserve le droit d'autoriser, la compagnie entendue, les prolongements ou embranchements faisant suite aux voies de la compagnie existantes, sans que celle-ci puisse prétendre à aucune indemnité.

L'exploitation de ces prolongements ou embranchements sera à la charge du propriétaire et n'entraînera pas de la compagnie dont le service se trouvera à l'abri.

les conditions prévues au présent cahier des charges, les marchandises en ce ou à destination du chemin de fer, jusqu'à ou depuis l'origine, sur les port, de ces prolongements ou embranchements.

recevra, en outre, pour la location de son matériel en circulation sur lesdits embranchements, douze centimes (0'12) par tonne pour le premier et quatre centimes (0'04) pour tout autre kilomètre en sus du premier, minimum de tonnage de cinq mille kilogrammes (5,000^{kg}).

Il devra être restitué à la compagnie à l'origine de l'embranchement, heures du soir, le jour même où ils auront été livrés par elle, mais à la condition qu'ils auront été mis à la disposition de l'intéressé avant huit heures. Passé ce délai il sera dû par journée indivisible de vingt-quatre heures et non restitué, les droits de stationnement édictés par l'arrêté ministériel ainsi que le tarif des frais accessoires sur le chemin de fer.

Il pourra circuler sur les voies ferrées faisant l'objet du présent cahier des charges, le matériel des chemins de fer de l'Ouest, que du matériel remplit les conditions de construction et de bon état d'entretien de nature à en permettre la circulation dans les trains de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

En cas de difficultés pour l'exécution du présent article entre la compagnie et les propriétaires de prolongements ou d'embranchements, l'administration statuera.

Jugement des contestations.

Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du présent cahier des charges seront jugées arbitrairement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf au Conseil d'État.

Fait à Paris, bureau des actes administratifs, le 10 février 1897, folio 72.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes, décimes compris. — Signé :

Lo. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les dépenses de l'asile Hériot.

Du 8 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur la proposition du ministre de la guerre;

La loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Le décret du 28 novembre 1884, qui a autorisé le ministre de la guerre à accepter la donation offerte à l'État par M. Hériot, ancien chef de bataillon, pour la création d'un orphelinat destiné à recevoir les enfants de troupe âgés de terre âgés de cinq à treize ans;

L'article 2 de la loi du 12 février 1887, relative à la création de cet orphelinat;

La déclaration constatant qu'une somme de trente mille francs a été versée au Trésor, le 27 janvier 1897, par M. Jousselin, notaire à Paris, au profit de M. Hériot, et qui représente, pour l'année 1896, le montant de la donation consentie par l'acte de donation;

L'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

L'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de con-

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Écoles militaires — Personnel*, de la première section (*Service ordinaire*) du budget de l'exercice 1896, un crédit de trente mille francs (30,000^f), qui sera affecté aux dépenses de l'orphelinat *Hériot*.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par *M^r Jouselin*, notaire à Paris.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mars 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY.**

Signé : **FÉLIX FAURE.**
Le Ministre de la guerre,
Signé : **BILLOT.**

N° 32661. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté au Service des remontes.

Du 8 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture et du commerce du gouvernement tunisien, en date du 5 décembre 1896, allouant au service français des remontes, pour l'année 1896, une subvention de cinq mille francs à titre de fonds de concours;

Vu le récépissé constatant que ladite somme de cinq mille francs a été versée à la caisse du payeur principal de la division d'occupation de Tunisie, par le gouvernement tunisien, le 17 décembre 1896;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre *Remonte générale*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de cinq mille francs (5,000^f), représentant le montant

⁽¹⁾ 21^e série, Bull. 1045, n° 10527.

la subvention annuelle accordée au service des remontes par le gouvernement tunisien.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mars 1897.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

2. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de boursiers au Prytanée militaire de la Flèche.*

Du 8 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la proposition du ministre de la guerre,
la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;
le décret du 14 septembre 1892, qui a attribué au département de la guerre, sur l'émolument du legs universel fait à l'Etat par M. Henry..., une rente annuelle et perpétuelle de huit mille cinq cents francs, dont le tiers affectée intégralement au service de dix boursiers sans trousseau au Prytanée militaire de la Flèche;
les déclarations constatant que le montant de la rente afférente à l'exercice 1896 a été versé à la caisse du receveur central de la Seine par les versements des dépôts et consignations, par acomptes trimestriels, aux dates du 1^{er} avril, 6 juillet, 10 octobre 1896 et 12 janvier 1897;
l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;
l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;
la lettre du ministre des finances,

VU :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur la première section (Service ordinaire) du budget de l'exercice 1896, un crédit de huit mille cinq cents francs (8,500^f) qui sera affecté à l'entretien, pendant cet exercice, de dix boursiers sans trousseau au Prytanée

militaire de la Flèche. Ce crédit sera réparti entre les chapitres suivants :

CHAP. XIV. Écoles militaires. (Matériel).....	7,527
— XXIV. Habillement et campement. (Matériel d'exploitation).....	1,471
TOTAL ÉGAL.....	8,998

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la caisse des dépôts et consignations.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 8 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32663. — DÉCRET modifiant les décrets des 27 janvier et 9 février 1897 relatifs aux provenances des Pays contaminés de peste.

Du 9 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 10 mars 1897).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu l'article 1 de la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire;

Vu les décrets du 19 janvier ⁽¹⁾, du 27 janvier ⁽²⁾ et du 9 février 1897 relatifs aux provenances des pays contaminés de peste;

Vu les délibérations du comité consultatif d'hygiène publique de France des 22 et 27 février 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est interdite jusqu'à nouvel ordre l'importation en France et en Algérie des drilles, des chiffons, des laines, des tapis, des linges de corps ayant servi ou n'ayant pas servi, des habits ou vêtements ayant servi ou n'ayant pas servi, des objets de literie ayant servi ou n'ayant pas servi, des cuirs verts, des peaux fraîches, des débris frais d'animaux, des onglons, des sabots venant directement ou indirectement de toute localité où la peste aura été constatée.

⁽¹⁾ XII^e série. Bull. 1836, n° 32169.

⁽²⁾ XII^e série. Bull. 1836, n° 32171.

est également interdit le transit à travers la France ou l'Algérie
jets désignés à l'article 1^{er} toutes les fois que ce transit donne
un débarquement ou à une manipulation quelconque.

Sont exceptés de la prohibition prescrite par l'article 1^{er} le
de corps, les vêtements, les objets de literie transportés par
rangers pour leur usage personnel. Ces objets ne seront intro-
qu'après désinfection.

Les tapis vieux ou neufs ne pourront entrer en France ou en
qu'après désinfection.

A partir de la promulgation du présent décret, aucun navire
venant d'une localité reconnue contaminée de peste, ou portant
pis provenant, directement ou indirectement, d'une localité
reconnue contaminée de peste ne pourra pénétrer en France ou en
Algérie que par un des ports suivants : Marseille, Alger, Pauillac,
Najaire, le Havre et Dunkerque.

Tout colis contenant quelqu'un des objets visés aux articles 1
du présent décret et provenant d'un des ports de l'océan Indien
que ceux reconnus contaminés de peste, depuis Mascate, y
et les ports du golfe Persique jusqu'au cap Comorin, doit être
muni d'un certificat d'origine visé par un agent consulaire
français.

Sont rapportés les décrets du 19 janvier, du 27 janvier et du
1^{er} février 1897.

Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun
qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera
inséré au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

186. — *DÉCRET qui accorde la Franchise postale à la correspondance
des Juges de paix, relative à la Revision des listes électorales.*

Du 10 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

l'article 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844 ⁽¹⁾;

l'article 22 du décret organique du 2 février 1852 ⁽²⁾ pour l'élection
des membres du Corps législatif et l'article 8 de la loi du 7 juillet 1874, rela-
tive à l'électorat municipal;

Paris, le 11 Mars 1897.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 188, n° 2036 et
3637.

Considérant qu'aux termes de ces articles les juges de paix doivent, en cas d'appel de la part d'électeurs rayés de la liste électorale, statuer sur les frais, ni procédure, par simples avertissements;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont admis à circuler en franchise, par la poste, pendant la période de temps fixée par la loi pour la revision des listes électorales, les avertissements ou convocations adressés par les juges de paix aux électeurs rayés de la liste électorale.

Les juges de paix devront porter sur la suscription de ces lettres les mots : *Revision de la liste électorale*.

2. Sont abrogées toutes dispositions contraires à l'article précédent.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mars 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : **HENRY BOUCHER.**

N° 32665. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Cadastre.*

Du 10 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes pour l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant autorisation de percevoir les contributions directes pour l'exercice 1897 et ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897;

Vu la loi du 29 janvier 1897, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de février 1897 et autorisant à percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics;

Vu la loi du 26 février 1897, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1897 et autorisant à percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics;

Vu le récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de la Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quarante-quatre francs dix-neuf centimes, rep-

le complément du produit des centimes départementaux pour le cadastre compris dans les rôles de 1895; récépissé, constatant le versement par le trésorier-payeur général de la Savoie, à titre de fonds de concours pour dépenses, d'une somme de douze mille cinq cent trente-quatre francs, représentant une partie des centimes départementaux pour dépenses du cadastre compris dans les rôles de 1897; ensemble une somme totale de douze mille cinq cent soixante-dix-neuf centimes; l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique; le rapport du ministre des finances,

ÉTAT :

1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit de douze mille cinq cent soixante-dix-huit francs dix-neuf centimes (12,578¹⁹) au chapitre LXXI du budget dudit exercice : *Partage et d'expertise — Cadastre primitif*.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

66. — DÉCRET qui augmente le nombre des Juges et Juges suppléants du Tribunal de commerce de Marseille.

Du 11 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 14 mars 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; sur le décret du 6 octobre 1890 ⁽¹⁾ qui a créé un tribunal de commerce de Marseille; sur l'ordonnance du 15 décembre 1840 ⁽²⁾, les décrets des 16 février 1841 ⁽³⁾, 23 avril 1875 ⁽⁴⁾ et 10 décembre 1886 ⁽⁵⁾, qui ont augmenté le nombre des membres de ce tribunal;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 275, n° 5270.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 779, n° 9064.

⁽⁴⁾ 11^{re} série, Bull. 666, n° 6252.

⁽⁵⁾ 11^{re} série, Bull. 252, n° 4100.

⁽⁶⁾ 11^{re} série, Bull. 1052, n° 17287.

Vu l'article 617 du Code de commerce ;
Vu l'avis du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des
graphes, en date du 16 décembre 1896 ;
Le Conseil d'État entend,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal de commerce de
seille est porté de dix à treize.

Le nombre des juges suppléants du même tribunal est por
tisé de dix à onze et de onze à douze.

En conséquence, ce tribunal sera composé, à l'avenir, d'un
président, de treize juges titulaires et de douze juges suppléants.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal*
officiel et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

N° 32667. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et
des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours
au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de Besançon.

Du 12 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant fixation d'un douzième du budget
des recettes et des dépenses de l'exercice 1897 ;

Vu la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil
municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un
emprunt de verser chaque année, au Trésor public, une somme de
mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire

Vu le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon
et le ministre de l'instruction publique ;

Vu la déclaration délivrée, le 11 janvier 1897, par le trésorier-payeur
général du Doubs ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 16
1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 6 mars 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 20587.

iris, première section (*Service de l'instruction publique*), un de mille francs (1,000) destiné à assurer, pendant le premier semestre de l'année courante, le service chronométrique de l'atmosphère de Besançon.

La somme sera rattachée au chapitre XXIII : *Observatoires des sciences*, du budget des dépenses de l'exercice 1897.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée par le Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

8. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 12 Mars 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Sur la loi de finances du 24 décembre 1896, portant fixation d'un doublement du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Sur la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893, sur les dépenses de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Sur le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de la ville d'Amiens une somme de mille francs pour servir, pendant le premier trimestre de l'exercice 1897, au paiement du traitement de M. X..., inspecteur des écoles primaires publiques, exerçant dans un poste créé sous la réserve que la ville d'Amiens se chargera du paiement de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Sur la proposition du ministre des finances, en date du 6 mars 1897,

ARRÊTE :

1°. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses

publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice du chapitre XLVII : *Enseignement primaire — Inspecteurs — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles*, un crédit de 1 francs (1,000').

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32669. — DÉCRET portant affectation au Département de la marine du fort Saint-Louis et des Terrains militaires attenants à ce fort (Toulon).

Du 15 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine, exposant la convenance d'affecter à son département le fort Saint-Louis, actuellement déclassé, situé dans l'anse des Vignettes (côté sud du Mourillon, port de Toulon, département du Var), ainsi que l'isthme reliant ce fort au continent et les enrochements qui protègent la tour);

Vu la lettre, en date du 27 février 1897, par laquelle le ministre des finances déclare adhérer à l'affectation dont il s'agit;

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾, réglant la marche à suivre pour l'affectation d'un immeuble domanial à un service public de l'État.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont affectés au département de la marine le fort Saint-Louis et les terrains militaires attenants à ce fort, qui sont désignés par un liséré vert sur le plan ci-annexé (port de Toulon, département du Var).

7. Les ministres de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*, ainsi qu'au *Bulletin de la marine*.

à Paris, le 15 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

0. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés résor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire supérieur.*

Du 16 Mars 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
lois des 24 décembre 1896, 29 janvier et 27 février 1897, portant
de trois douzièmes provisoires du budget des recettes et des dé-
de l'exercice 1897;

loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses
es de l'instruction primaire publique et les traitements du person-
ne service;

bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur mu-
de Pithiviers une somme de quatre cent vingt-cinq francs pour
pendant l'exercice 1897, au paiement du traitement d'un institu-
teur dans un emploi créé, sous la réserve que la commune de Pi-
se chargera du paiement du traitement de ce fonctionnaire et ver-
montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de

Article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

avis du ministre des finances, en date du 11 mars 1897,

ARRÊTE :

1°. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses
tes, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
le section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1897,
PL : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de quatre cent
mq francs (425').

Sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme
au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses
tes.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'Instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMPAL.

N° 32671. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 20 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses de la Trésorerie par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de cent soixante-trois mille quatre-vingt-un francs quatre-vingt-dix-huit centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (Postes et télégraphes), sur l'exercice 1896, un crédit de cent soixante-trois mille quatre-vingt-un francs quatre-vingt-dix-huit centimes (163.489 fr.) savoir :

CHAP. VIII. Indemnités diverses et secours.....	1.900
— X. Matériel des bureaux.....	3.500
— XIII. Appareils et matériel technique d'exploitation....	120.000
— XIV. Construction et entretien de lignes télégraphiques.....	127.789
TOTAL ÉGAL.....	163.489

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *des lois*.

Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

2. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds concours versés au Trésor pour l'établissement de Réseaux téléphoniques lignes interurbaines.

Du 20 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1896;

article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours; relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor pu des villes, établissements publics ou syndicats pour concourir, avec de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques et de interurbaines, lequel s'élève à la somme de cent quatre mille neuf cent dix francs;

vis conforme du ministre des finances,

ARRÊTE :

1°. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (Téléphones), sur l'exercice 1896, un crédit de cent quatre mille neuf cent soixante francs (104.970^f), savoir :

A. VII. Dépenses de premier établissement. (Téléphones)... 104.970^f

est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *des lois*.

Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32673. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à constater par les Comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.*

Du 26 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (Beaux-Arts), additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les dépenses comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus aux budgets des exercices 1894 et 1895 et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture de l'exercice,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895, un crédit de huit mille trois cent soixante-huit francs soixante-dix centimes (8,368⁷/₁₀), montant de nouvelles créances liquidées à la charge de ces exercices, conformément au tableau susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial affecté pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice clos, deuxième section (*Beaux-Arts*), en exécution de l'article 124 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à la Rochelle, le 26 Avril 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY**.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
Signé : **A. RAMBAUD**.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits perçus par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895 et qui sont à ordonner le chapitre des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRES dans le 'gto.	TITULAIRES et motifs des créances.	TOTAL	
		par chapitre.	par exercice.
MINISTÈRE DES AFFAIRES PUBLIQUES.			
Entretien des bâtimens civils.	PALAIS DE L'INDUSTRIE. La Compagnie parisienne du gaz. Fourniture de gaz en 1894..... 649^f80^c Mémoire ayant été égaré..... M. E. Lévy, Fourniture de quincaillerie en 1894..... 12 00 Mémoire produit tardivement.....	661 ^f 80 ^c	661 ^f 80 ^c
Personnel des bâtimens civils.	La Société anonyme du <i>Recueil général des lois et des arrêts</i> et du <i>Journal du Palais</i>. Fourniture en 1895 d'un abonnement au <i>Recueil des arrêts du Conseil d'Etat</i> pour le conseil général des bâtimens civils..... Mémoire produit après la clôture de l'exercice.....	20 00	
Entretien des bâtimens civils.	Le receveur municipal de la ville de Paris. Remboursement d'avances faites par la ville de Paris pour l'éclairage de la rue Rataud (école normale supérieure) : 1^{er} trimestre 1895..... 44^f30^c 2^e trimestre 1895..... 29 29 3^e trimestre 1895..... 52 03 4^e trimestre 1895..... 47 68 Décomptes produits par la ville de Paris après la clôture de l'exercice..... Le receveur municipal de la ville de Paris. Raccordement de trottoirs effectués en 1895 aux abords de l'école des ponts et chaussées..... Métrage produit par la ville de Paris après la clôture de l'exercice.....	153 ^f 30 ^c	
Entretien des bâtimens civils.	INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES. MM. Paul Jeun et A. Bouchon. Ouvrages de gaz exécutés en 1895..... 1^f6^f32^c M. F. Roux, architecte. Honoraires..... 6 65 M. A. Croissant, vérificateur. Honoraires..... 1 66 Mémoire produit après la clôture de l'exercice.....	174 63	
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. M. P. Morand. Souveries à air exécutées en 1895..... 239^f51^c M. J.-L. Pascal, architecte. Honoraires..... 9 58 M. A.-G. Brossard, vérificateur. Honoraires..... 2 39 Ce mémoire ayant été égaré, le duplicata n'a été produit qu'après la clôture de l'exercice.....	251 48	
		2,159 80	

EXERCICES.	CHAPITRE des anciens budgets.		TITULAIRES		TOTAL
	Nombres.	Désignation.	et motifs des créances.		
1895	46	Entretien des bâtiments civils. (suite.)	THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA.		
			M. Pigeonnet père. Travaux de fumisterie exécutés en 1895....	132 ¹ / ₇₉	
			MM. H. Beau et Bertrand-Taillet. Fournitures en 1895.....	105 75	
			L'Association parisienne des propriétaires d'appareils à vapeur. Essais.....	300 00	565 ¹ / ₄₆
			M. Ch. Garnier, architecte. Honoraires.....	21 54	
			M. Gorreau, vérificateur. Honoraires.....	5 38	
			Mémoires produits après la clôture de l'exercice.		
			THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON.		
			MM. Geneste, Herscher et compagnie. Chauffage et ventilation en 1895.....	400 ⁰ / ₀₀	
			M. Blavette, architecte. Honoraires....	12 00	416 ⁰ / ₀₀
	M. P. Bellot, vérificateur. Honoraires....	4 00			
	Mémoire produit après la clôture de l'exercice.				
	48	Entretien des palais nationaux.	PALAIS DE FONTAINEBLEAU.		
			M. Ch. Danger. Travaux de plomberie exécutés en 1895.....	540 ¹ / ₄₆	
			M. Boille, architecte. Honoraires.....	21 62	567 ¹ / ₄₈
			M. A. Parly, vérificateur. Honoraires.....	5 40	
			M. Richard, vétérinaire à Blois. Remboursement de frais de déplacement occasionnés en 1895 par l'acquisition d'un cheval pour le domaine de Saint-Cloud.....	75 32	643 ⁰ / ₀₀
			Mémoires produits trop tard pour être réglés en temps utile.		
			SERVICE DES EAUX DE VERSAILLES ET DE MARLY.		
			M. E. Rabot. Analyses d'eau.....	80 ⁰ / ₀₀	
			M. H. Baillet. Fourniture de bois de construction.....	25 43	
			M. A. Bresson. Fourniture de mercure.....	13 33	
	M. L. Couturier. Réparation d'appareils de précision... }	15 ⁰ / ₀₀	53 00		
	M. G. Delarue. Fourniture de rouennerie.....	63 45			
	M. Fouquet. Réparations.....	36 00			
	M. Frécheville. Fumisterie.....	14 90			
	M. Gramard. Réparation d'outils.....	37 45			
	M. A. Jeannon. Réparation de sabots.....	13 50			
	M. Jouin. Fournitures diverses.....	25 70	524 ⁰ / ₀₀		
M. L. Largemain. Fumisterie.....	15 00				
M. J. Lassalle. Grillages.....	11 76				
M. A. L. et C. Plomberie.....	20 00				
M. Moreille. Peinture.....	12 00				
M. A. Martel. Electricité.....	23 90				
M. Martin. Transport.....	10 00				
M. Roth. Réparation d'outils.....	43 25				
M. Henry Lepaute fils. Entretien d'horlogerie.....	20 00				
M. Datsen père, vérificateur. Honoraires.....	5 38				
Mémoires produits après la clôture de l'exercice.					

Dépenses selon budgets.	Titulaires et motifs des crédits.	TOTAL	
		par chapitre.	par exercice.
Conservatoire des arts et métiers. Restauration de la grande galerie des collections.	CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS. M. Oberlé (Les héritiers ou ayants droit de). Ciment métallique..... 1,721 ⁸⁶ M. Combesse, Peinture..... 2,852 54 M. Gerhardt, architecte. Honoraires. 131 26 M. Dattessen père, vérificateur. Hono- raires..... 43 75 Mémoires produits après la clôture de l'exercice.	4,550 ⁸⁶	
Palais du Louvre et des Tuileries. Travaux de réfection.	PALAIS DU LOUVRE. M. Ch. Milsz fils et compagnie. Ouvrages d'électricité..... 377 ⁴⁰ M. Paul Blondel, architecte. Hono- raires..... 11 32 M. Vincent, vérificateur. Honoraires. 3 77 Mémoire produit trop tard pour être réglé en temps utile.	392 49	7,706 ⁹⁸
	TOTAL.....		8,368 78

4. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Il demeure réaffecté au service des ponts et chaussées, pour recevoir
des matériaux des routes nationales, un terrain situé sur le terri-
toire de Montereau-saut-Yonne (Seine-et-Marne), dépendant de la route
de n° 5 et figuré par une teinte rose sur la copie du plan visée par
leur en chef, le 28 juillet 1896, laquelle restera annexée au présent
ledit terrain remis aux domaines par arrêté préfectoral du 26 août
1896 ayant une contenance de sept cent vingt et un mètres carrés
et seize centimètres carrés. (Paris, 24 Novembre 1896.)

75. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

Approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de
Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, confor-
mément au projet ci-après :

gare d'Alger à Oran :

et d'allongement du quai de chargement de la gare d'Affreville, d'éta-
blissement de voies en diagonale pour la desserte des quais découverts des
de la Relizane et de Perrégaux et d'agrandissement desdits quais, pré-
vu le 1^{er} juillet 1896, avec un détail estimatif montant à huit cent cin-
quante francs, y compris douze pour cent pour frais généraux, intérêts et
amortissement.

Les dépenses faites pour l'exécution de ce projet seront, après vérification
par la commission des comptes, ajoutées, mais seulement pour l'exercice

du droit de portage des documents, est soumis à concurrence d'une somme huit cent cinquante francs au 1^{er} janvier général de premier classe des lettres de poste à l'usage communément, à la convention du 18 3, approuvée par les 19 et 20^{es} articles du 1^{er} janvier suivant, et l'article décret 21 20 septembre 1896. Paris 9 Janvier 1896.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Juillet 1897.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,

J. DARLAC.

* Cette date est celle de la réception au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

E LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1866.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

— *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes.*

Du 26 Février 1897.

(Promulguée au *Journal officiel* du 7 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Ferrières-Courçon (station du chemin de fer à voie étroite de Saint-Jean-d'Angély à Marans) à Épannes (station de la ligne de Niort à la Rochelle).

Il est approuvé l'avenant à la convention du 15 novembre 1892, relative à l'établissement d'un chemin de fer de Ferrières-Courçon, passé, le 23 mars 1896, entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, d'une part, et la Compagnie des chemins de fer départementaux, d'autre part, pour la concession dudit chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes. L'avenant restera annexé à la présente loi.

Aucune émission d'obligations ne pourra avoir lieu qu'en vertu de l'autorisation donnée par le ministre des travaux publics, après l'avis du ministre des finances.

Le compte rendu détaillé de l'exploitation sera remis, tous les ans, au ministre des travaux publics, pour être inséré au *Journal officiel de la République française*.

5. Il est pris acte :

De l'offre faite par le département de la Charente-Inférieure, de la délibération du conseil général de ce département en date du 25 avril 1895, de fournir à l'État, pour l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes, une subvention de vingt mille francs (20,000') par kilomètre situé sur le territoire de ce département.

De l'offre faite par le département des Deux-Sèvres, dans la délibération du conseil général de ce département en date du 23 mars 1895, de fournir à l'État, pour l'établissement de la même ligne, une subvention de vingt mille francs (20,000') par kilomètre situé sur le territoire dudit département.

6. L'enregistrement de l'avenant approuvé par l'article 2 ci-dessus ne donnera lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 26 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TURPIN.

AVENANT.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le vingt-trois mars.

Entre :

Le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État et sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la compagnie de chemins de fer départementaux, dont le siège est à Paris, Louis-le-Grand, n° 5, représentée par M. Zens, administrateur-directeur, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du 14 mars 1896.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre des travaux publics, au nom de l'État, concède, à titre définitif, à la compagnie de chemins de fer départementaux, qui accepte, l'établissement de Ferrières-Courçon à Épannes.

2. La présente concession est faite aux clauses et conditions de la convention approuvée par la loi du 28 mars 1893 et du cahier des charges y annexé, sur modifications et additions qui font l'objet du présent avenant.

3. Les dépenses de premier établissement à porter en compte pour l'établissement ne pourront dépasser un maximum de soixante-trois mille francs (63,000') par kilomètre, sans que le nombre de kilomètres puisse excéder vingt-cinq.

La majoration à ajouter aux dépenses réelles pour les frais généraux, dépenses d'administration centrale et intérêts des capitaux pendant la construction est fixée à douze pour cent (12 p. o/o); elle est comprise dans le maximum kilométrique de soixante-trois mille francs (63,000').

les recettes et les dépenses d'exploitation de l'embranchement seront l'objet d'un compte spécial.

La compagnie exploitera l'embranchement concédé à ses risques et périls.

Enfin, lorsque, dans un exercice, les dépenses d'exploitation, calculées dans les conditions déterminées par les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la convention, seront supérieures aux recettes brutes de toute nature (impôts déduits), la perte prévue pour les lignes principales par le dernier paragraphe dudit article sera affectée, avant tout partage entre l'État et la compagnie, à couvrir les dépenses d'exploitation de l'embranchement.

L'application de l'article 6 ne donne pas lieu à l'allocation de la prime ou si celle-ci est même insuffisante, la totalité ou le surplus du déficit de l'exploitation de l'embranchement seront à la charge de la compagnie.

Enfin, au contraire, les recettes de l'embranchement seront supérieures à la moitié de l'excédent sera attribuée à l'État en remboursement des avances faites payées tant en vertu de la convention que du présent avenant. L'autre moitié appartiendra à la compagnie.

Le présent avenant ne sera passible que du droit fixe de trois francs (3').

Fait à Paris, les jour, mois et an ci-dessus.

Lu et approuvé :

Signé : ZEXS.

Lu et approuvé :

Le Ministre des travaux publics,

Signé : ED. GUYOT-DESSAIGNE.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 26 avril 1897, folio 8.
Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

77. — *Loi qui approuve une Convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest et décline la section du chemin de fer comprise entre Fougères et à Moidrey comprise entre Pontorson et Moidrey.*

Du 1^{er} Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 3 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Est approuvée la convention provisoire passée, le 27 janvier 1894, entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de l'Ouest.

Est déclassée la section du chemin de fer de Vitry à Fougères et Moidrey comprise entre Pontorson et Moidrey, depuis et y compris la route nationale n° 176 jusqu'à la mer, et dont l'établissement a été déclaré d'utilité publique par le décret du 22 décembre 1869.

L'enregistrement de la convention annexée à la présente loi ne donne lieu qu'à la perception du droit fixe de trois francs (3').

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURTEL.

CONVENTION.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatorze et le vingt-sept janvier,

Entre :

M. le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation des présentes par une loi,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de « Compagnie des chemins de fer de l'Ouest », ladite compagnie représentée par MM. *Eduard Buisson*, président, et *Jules Delarbre*, vice-président du conseil d'administration, élus au siège de ladite société, à Paris, gare Saint-Lazare, et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération du conseil d'administration, en date du 1^{er} juin 1893, et sous réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires dans le délai d'un an, au plus tard, à dater de l'approbation des présentes par une loi,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. La compagnie des chemins de fer de l'Ouest renonce à la concession qui lui a été faite, par la convention du 17 juillet 1883, approuvée par la loi du 20 novembre suivant, de la section du chemin de fer de Vitre à Fougères-Moidrey comprise entre Pontorson et Moidrey, depuis et y compris la traversée de la route nationale n° 176 jusqu'à la mer.

Ladite section sera remise gratuitement par la compagnie à l'État aussitôt après le vote de la loi approuvant la présente convention.

Fait double à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Signé : E. BLOUNT, J. DELARBRE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : JONNART.

Enregistré à Paris, bureau des actes administratifs, le 29 avril 1897, case 11. Reçu trois francs soixante-quinze centimes. — Signé : Morin.

N° 32678. — Loi portant ouverture, sur l'exercice 1897, d'un crédit de 100,000 francs pour le service des Pensions civiles (loi du 9 juin 1893).

Du 8 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 10 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit de 100,000 francs pour le service des Pensions civiles.

7, en sus du crédit provenant des extinctions, un crédit supplémentaire de cent mille francs (100,000 fr.) pour l'inscription des pensions civiles liquidées par application de la loi du 9 juin 1853.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

32679. — *LOI qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du Chemin de fer de Carhaix à Châteaulin.*

Du 13 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
Art. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin.

En conséquence, la concession de ce chemin de fer, faite à titre onéreux, à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, par la loi du 25 mars 1885, approuvée par la loi du 10 décembre 1885, est déclarée définitive dans les conditions prévues par ladite loi.

Viendront en déduction des dépenses à la charge de l'État, pour l'établissement dudit chemin de fer, les subventions qui ont été ou seront offertes par les départements, les communes ou les propriétaires intéressés.

Il est pris acte de l'offre faite par le conseil général du Finistère, dans ses délibérations du 23 août 1895 et du 15 avril 1896, de concourir, jusqu'à concurrence d'une somme de trois cent mille francs (300,000 fr.), aux dépenses d'acquisitions des terrains nécessaires à l'établissement de la ligne mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

N° 32680. — *Loi qui autorise : 1° un Emprunt par la Chambre de commerce de la Roche-sur-Yon ; 2° la perception d'une Imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.*

Du 15 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. La chambre de commerce de la Roche-sur-Yon est autorisée à acquérir, en vue de la construction d'un immeuble destiné à l'installation de ses services, un terrain de deux cents mètres carrés (200^m²) de superficie sis dans cette ville, rue Hoche, appartenant à M. Bouet et borné, au fond, par la propriété Guilbaud et, sur les côtés, d'une part, par la propriété Bouet, de l'autre par les propriétés Bouet et Rodier ; ladite acquisition faite moyennant le prix net de six mille six cents francs (3,600'), aux termes de l'engagement souscrit par le vendeur, le 21 mars 1895.

2. La chambre de commerce de la Roche-sur-Yon est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs cent (4 p. 0/0), une somme de vingt-six mille francs (26,000') sera affectée tant aux frais d'acquisition qu'aux dépenses de construction et d'aménagement dudit immeuble.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera en vingt-trois ans.

3. A partir de l'année 1897, il pourra être perçu, sur les patentes de la circonscription de la chambre de commerce de la Roche-sur-Yon, compris dans l'article 38 de la loi du 15 juillet 1880, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois ultérieures relatives aux patentes, une imposition extraordinaire additionnelle au principal de la contribution des patentes.

Cette imposition, qui pourra s'élever annuellement au maximum d'un centime cinquante-sept centièmes (1⁵⁷/₁₀₀) par franc, sera affectée pendant tout le temps nécessaire, au service de l'emprunt précité, concurremment avec les autres ressources qui pourront être affectées à cette destination.

4. La quotité du centime à percevoir sera fixée, chaque année,

un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé: GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé: HENRY BOUCHER.

881. — *Loi portant: 1° annulation de Crédits sur l'exercice 1896; ouverture de Crédits sur l'exercice 1897 (Dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles).*

Du 15 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante: Sur les crédits ouverts aux ministres, au titre du budget de l'exercice 1896, par la loi du 24 décembre 1896, une somme totale de cinq cent quarante-neuf mille cinquante-sept francs quatre-vingt-deux centimes (549,057 fr. 72) est et demeure définitivement annulée, savoir:

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

2^e section. — Service des beaux-arts.

CHAP. LXII. Exposition internationale de Bruxelles..... 65,000 00

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

CHAP. LI. Exposition internationale de Bruxelles. — Commissariat général et installation générale de la section française..... 549,057 72

— LII. Exposition internationale de Bruxelles. — Envoi de délégations ouvrières..... 50,000 00

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAP. XLII bis. Exposition internationale de Bruxelles..... 30,000 00

TOTAL ÉGAL..... 549,057 72

2. Il est ouvert aux ministres, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 29 mars 1897, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1897 (Algérie non comprise), des crédits extraordinaires s'élevant à la somme totale de cinq cent quarante-neuf mille cinquante-sept francs soixante-douze centimes (549,057 fr. 72) répartis comme il suit :

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

2^e section. — Service des beaux-arts.

CHAP. XLV. Exposition internationale de Bruxelles. 65,000

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES
ET DES TÉLÉGRAPHES.

1^{re} section. — Commerce et industrie.

CHAP. LI. Exposition internationale de Bruxelles. — Commissariat général et installation générale de la section française 111,057

— LII. Exposition internationale de Bruxelles. — Envoi de délégations ouvrières. 30,000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAP. XLIII bis. Exposition internationale de Bruxelles. 20,000

TOTAL ÉGAL. 549,057

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

Signé : FÉLIX

Le Ministre de l'instruction
et des beaux-arts.

Signé : A. RAMBAUD

Le Ministre des finances

Signé : GEORGES COCHU

DÉCRET qui affecte à l'Administration des Douanes trois Parcelles de terrains domaniaux de la commune de Mauguio (Hérault).

Du 20 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 27 mars 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur proposition du ministre des finances,
nécessité d'assurer le maintien du poste des douanes du Grau-de-
commune de Mauguio (Hérault);
avis favorable émis par le directeur général des domaines;
ordonnance royale du 14 juin 1833 ⁽¹⁾,

ARRÊTE :

1°. Sont affectées à l'administration des douanes trois par-
celles terrains domaniaux de la commune de Mauguio (Hérault),
sur le plan ci-joint par un liséré jaune.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent
décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

À Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,

Signé : **GEORGES COCHERY.**

DÉCRET qui nomme les Membres de la Commission de vérification des frais de service et de négociation du Trésor public pour l'exercice 1896.

Du 20 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 26 mars 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur proposition du ministre des finances,
décret du 31 décembre 1881 ⁽²⁾ portant règlement d'administration
publique sur la vérification des frais de service et de négociation du Trésor
public en date du 11 février 1897, par laquelle le vice-président du
conseil a été notifié au ministre des finances les élections faites par le
ministre de l'Intérieur en exécution de l'article 2 dudit décret;

partie, 1^{re} section,

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 682, n° 11544.

Vu la lettre, en date du 19 mars 1897, par laquelle le premier président de la Cour des comptes a notifié au ministre des finances, les élections par la Cour conformément au même article,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La commission de vérification des frais de service négociation du Trésor public pour l'exercice 1896 est composée

MM. le général *Mojon*, président de la section des finances
Conseil d'État, *président*;
Bouffet, conseiller d'État;
Camille Lyon, conseiller d'État;
Silvestre de Sacy, conseiller-maître à la Cour des comptes;
Harmand d'Abancourt, conseiller-maître à la Cour des comptes;
Lanjalley, conseiller-maître à la Cour des comptes;
G. Roux, inspecteur général des finances,

auxquels sont adjoints avec voix consultative :

MM. *Michel Tardit*, maître des requêtes au Conseil d'État;
Génie, maître des requêtes au Conseil d'État;
de Perthuis de Laillevault, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la Cour des comptes;
Cavalier, conseiller référendaire de 2^e classe à la Cour des comptes.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32684. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes téléphoniques.

Du 20 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor et des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques, lève à la somme de cinquante-neuf mille dix-huit francs cinquante-cinq centimes; et conformément au ministre des finances,

Il est :

1°. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (*Téléphones*), sur le budget de 1896, un crédit de cinquante-neuf mille dix-huit francs cinquante-neuf centimes (59,018' 59), savoir :

VIII. Matériel. — Dépenses de premier établissement. . . 59,018' 59°

est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Gé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

85. — DÉCRET relatif aux Transactions sur la poursuite des Délits et Contraventions en matière de pêche.

Du 20 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 21 mars 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le décret du Gouvernement de la défense nationale, en date du 7 septembre 1870, conférant à l'administration des ponts et chaussées, chargée de la police, de la surveillance, et de l'exploitation, de la pêche dans les cours d'eau, le droit de transiger sur les délits de pêche dans les zones prévues pour les délits forestiers par la loi du 16 juin 1859 (1); et le décret d'administration publique du 21 décembre 1859 (2); et le décret du 7 novembre 1896 (3) plaçant dans les attributions de

l'administration des forêts le service de la pêche dans les cours autres que les canaux et les rivières canalisées;

Vu les modifications apportées au décret susvisé du 21 décembre 1879 par celui du 22 décembre 1879 ⁽¹⁾, en ce qui concerne la limite de la compétence des conservateurs et du directeur des forêts pour les transactions forestières;

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de l'agriculture.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière de pêche commis sur les cours d'eau de police et la surveillance sont confiées à l'administration des forêts et deviennent définitives comme pour les délits forestiers :

1^o Par l'approbation du conservateur des forêts, lorsque les condamnations encourues ou prononcées, y compris les réparations civiles, ne s'élèvent pas au-dessus de mille francs;

2^o Par l'approbation du directeur des forêts, quand les condamnations sont supérieures à mille francs, sans dépasser deux mille francs;

3^o Par l'approbation du ministre de l'agriculture, quand les condamnations s'élèvent à une somme supérieure à deux mille francs.

2. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,

Signé : J. MÉLINE.

N° 32686. — *DÉCRET qui ouvre des Crédits supplémentaires pour le service des Pensions civiles.*

Du 21 Mars 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 754, n° 7207.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 518, n° 9212.

règlement d'administration publique du 8 août 1892⁽¹⁾;
 Etat des extinctions de pensions civiles arrêté par le ministre des
 à l'expiration de l'année 1896, à la somme de quatre millions deux
 et un mille francs (4,231,000^f);
 tion des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du
 l'Etat entendue,

TE :

1^{er}. Un crédit supplémentaire de mille huit cents francs (1,800^f)
 est ouvert, sur le produit des extinctions survenues au cours de l'an-
 née 1894 et révélées depuis le 1^{er} janvier 1896, pour l'inscription,
 sur l'exercice courant, des pensions civiles de veuves et des secours
 d'orphelins régis par la loi du 9 juin 1853 et résultant de
 décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1893.

Un crédit supplémentaire de trente-deux mille cinq cents francs
 (32,500^f) est ouvert, sur le produit des extinctions survenues au cours
 de l'année 1894 et révélées depuis le 1^{er} janvier 1896, pour l'inscrip-
 tion sur l'exercice courant, des pensions civiles de veuves et des
 secours annuels d'orphelins régis par la loi du 9 juin 1853 et résul-
 tant de décès survenus du 1^{er} juin au 31 décembre 1895.

Les crédits supplémentaires s'élevant ensemble à seize mille
 sept cents francs (16,700^f) sont ouverts, sur le produit des extinctions
 survenues au cours des années 1892, 1893, 1894 et 1895 et révélées
 depuis le 1^{er} janvier 1896, pour l'inscription, sur l'exercice courant,
 des pensions concédées depuis 1892 aux inspecteurs du service des
 finances conformément aux dispositions de la loi du 16 avril
 1896 (art. 67) et du règlement d'administration publique du 3 dé-
 cembre 1896, savoir :

Montant de l'exercice 1893.....	1,550 ^f
Montant de l'exercice 1894.....	2,900
Montant de l'exercice 1895.....	2,900
Montant de l'exercice 1896.....	9,350
TOTAL.....	16,700

Un crédit de quatre millions cent quatre-vingt mille francs
 (4,180,000^f) est ouvert sur le produit des extinctions pour l'inscrip-
 tion sur l'exercice courant, des pensions civiles régies par la loi du
 1853 et résultant d'admissions à la retraite prononcées ou de
 décès survenus du 1^{er} janvier au 31 décembre 1897.

Le crédit est réparti ainsi qu'il suit :

Montant commun pour les veuves et les orphelins.....	1,020,000 ^f
Montant de la justice et des cultes.....	118,000
Montant des affaires étrangères.....	58,000

Ministère de l'intérieur :

Ministère.....	100,000
Algérie.....	15,000
Ministère de la guerre	34,000
Ministère de la marine	15,000
Ministère des colonies.....	15,000
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.....	714,000

Ministère de l'agriculture :

Ministère	15,000
Forêts.....	105,000
Ministère des travaux publics.....	170,000

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes :

Ministère.....	11,000
Postes et télégraphes	590,000
Ministère des finances.....	1,170,000

TOTAL..... 4,180,000

6. Les ministres aux départements ci-dessus sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances ,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32687. — *DÉCRET qui autorise la création, à Paris, quartier de la Chapelle, d'un Etablissement des Petites-Sœurs des Pauvres.*

Du 22 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu l'acte, en date du 30 janvier 1896, aux termes duquel M. Schœlcher

1° A fait donation à la congrégation des Petites-Sœurs des Pauvres, dont le siège est à Saint-Peru, d'un terrain sis à Auteuil-Paris;

2° S'est engagé à édifier sur ce terrain les constructions nécessaires pour un asile de vieillards et à les meubler jusqu'à concurrence d'une somme de cinquante mille francs;

Vu les devis des constructions à édifier, s'élevant à la somme de huit cent quarante-huit mille francs, y compris les honoraires de l'architecte;

Vu la délibération, en date du 21 février 1896, par laquelle le conseil

ation de l'établissement principal des Petites-Sœurs des Pauvres

isation d'accepter la donation sus-énoncée;

ation, à Auteuil, d'un établissement de son ordre, desservi par
seuses;

favorable du conseil municipal de Paris et des autorités diocé-
partementales;

vis du ministre de l'intérieur;

autres pièces produites;

loi du 24 mai 1825;

seil d'Etat entendu,

Le :

1^{re}. Est autorisée la création dans un immeuble sis à Paris,
d'Auteuil, d'un établissement de trente-cinq Petites-Sœurs
wres, à la charge de se conformer exactement aux statuts
par la maison principale et approuvés par décret du 9 jan-

(1).

supérieure de l'établissement des Petites-Sœurs des Pauvres,
par l'article 1^{er} du présent décret, est autorisée à accepter,
audit établissement, et aux clauses et conditions imposées,
son résultant pour lui de la libéralité faite à la congrégation
les-Sœurs des Pauvres, à la date du 30 janvier 1896, par
M. *Schilizzi* et consistant, d'une part, en un terrain
Auteuil-Paris, rues de Varize et d'Erlanger et boulevard Murat,
contenance de dix mille mètres carrés et estimé cinq cent
de francs, et, d'autre part, en constructions et objets mobili-
ledit M. *Schilizzi* s'est engagé à établir et installer sur le
à vue de créer un asile de vieillards.

passé acte public de la donation dont l'acceptation est ci-
torisée.

ministre de l'intérieur aura le droit de faire visiter par ses
l'asile de vieillards fondé par les Petites-Sœurs des Pauvres
lire rendre compte de son fonctionnement.

garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le
de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret,
inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 22 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

Bull. 355, n° 3292.

N° 32688. — DÉCRET qui modifie l'article 185 du Règlement général de pilotage du 5^e Arrondissement maritime (station de la Nouvelle).

Du 22 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 26 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806 ⁽¹⁾ sur le pilotage et l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

Vu le décret du 23 juillet 1859 ⁽²⁾ portant approbation des règlements de pilotage pour le 5^e arrondissement maritime;

Vu l'enquête réglementaire;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 185 du règlement général de pilotage du 5^e arrondissement maritime, relatif à la station de la Nouvelle, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 185. Le service de la station de pilotage de la Nouvelle-Amsterdam consiste :

1^o A aller, dans les temps ordinaires, prendre les navires et leur faire des encablures du port et, lorsque le temps est mauvais, attendre à l'entrée, pour les mouiller dans l'un et l'autre cas;

2^o A signaler, au moyen de ballons, la profondeur de l'eau et au moyen de pavillons, l'état de la mer à l'entrée du port.

Ces signaux et indications sont conformes aux règles généralement adoptées par le service hydrographique de la marine.

2. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin officiel et au Bulletin de la marine.

Fait à Paris, le 22 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ XI^e série, partie supplémentaire, Bull. 595, n° 8873.

N° 32689. — *DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Bonnefonds (Loire).*

Du 23 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 octobre 1882 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par M. *Gaillaume*, ingénieur à Saint-Étienne, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Bonnefonds (Loire);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Loire;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. *Gaillaume*, ingénieur à Saint-Étienne, est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Bonnefonds (Loire), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par le pétitionnaire, lequel plan restera annexé au présent décret.

3. Le bâtiment sera, dans toutes ses parties, de construction légère; il comportera un plafond et un faux grenier.

Des événements, fermés par une toile métallique, seront ménagés tant dans le faux grenier que dans le magasin pour déterminer une large ventilation.

La toiture, non métallique, devra être aussi légère que possible et présenter une saillie suffisante pour protéger les événements du magasin contre les rayons directs du soleil.

Le sol sera soigneusement dallé et les parois du bâtiment seront recouvertes d'un enduit propre à préserver la dynamite contre l'humidité.

Le dépôt sera fermé par deux portes en menuiserie pleine munies chacune d'une serrure de sûreté.

4. Le dépôt sera entouré d'un mur de cinquante centimètres d'épaisseur et de trois mètres de hauteur au-dessus du sol extérieur du dépôt, dans lequel sera disposée une porte solide munie d'une

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 369, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 12552.

serrure de sûreté de deux mètres de hauteur sur un mètre de largeur pour l'accès du dépôt; la partie supérieure du mur ne sera coupée par la baie d'accès.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux auront été vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par l'ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Cette mise en service sera donnée au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis pendant un temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sur l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

6. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra contenir est fixée à cinquante kilogrammes.

7. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de confiance. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt; elles seront portées à l'intérieur du dépôt, sur des tablettes ou un plancher en bois posé au-dessus du sol.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer, seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécial chargé de la garde dont le logement, situé à proximité, sera relié avec les portes du dépôt par des communications électriques et de telle façon que l'ouverture de ces portes ou la simple rupture d'un fil de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée dans le logement du surveillant.

Un chien de garde sera, en outre, maintenu en permanence dans l'enceinte formée par le mur extérieur.

La personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration, des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet elle devra tenir un registre coté et parafé par le maire, sur lequel elle inscrira, jour par jour et sans aucun blanc :

- 1° Les quantités introduites et la date de leur réception;
- 2° La date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immédiat;
- 3° Les quantités qui leur ont été livrées;
- 4° Les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

ploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exécution, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la dynamite.

Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter l'emploi des contributions indirectes leurs vérifications; à fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les mesures et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire le permissionnaire devra évacuer sur le point qui lui sera désigné la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette évacuation ne soit requise par ladite autorité. Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le permissionnaire aucun droit à indemnité.

Le délai accordé au permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir du jour de la délivrance de l'autorisation.

A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire d'autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la tranquillité publique ou de la défense nationale.

Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 10 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BUCHER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32690. — DÉCRET qui institue dans le département de la Loire un Comité local des Habitations à bon marché.

Du 24 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 28 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

Vu la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché, le décret du 21 septembre 1895 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et l'article 5 du décret du 8 août 1895 ⁽²⁾, constituant le conseil supérieur des habitations à bon marché;

Vu l'avis du conseil général de la Loire, en date du 23 août 1895;

Vu l'avis du conseil supérieur des habitations à bon marché, en date du 20 décembre 1895, et l'avis du comité permanent, en date du 17 janvier 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué dans le département de la Loire un comité local des habitations à bon marché.

2. Ce comité aura pour circonscription le département.
Il sera composé de neuf membres.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 24 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32691. — DÉCRET qui rejette le Recours pour abus formé par l'abbé Blanchard, desservant de Souday (Loir-et-Cher).

Du 24 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours présenté par l'abbé Blanchard, desservant de Souday;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1745, n° 30408.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1753, n° 30560.

), ledit recours enregistré au secrétariat général du Conseil d'État, le 28 mai 1896, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer qu'il y a eu dans les arrêtés, en date des 28 mai et 2 juin 1888, par lesquels le maire de Souday a interdit les processions;

les arrêtés précités;

les conclusions prises devant le tribunal de simple police du canton de Souday par l'abbé *Blanchard*, poursuivi pour avoir contrevenu aux arrêtés, le 29 mars 1896, ces conclusions soulevant l'exception

de jugement de sursis rendu par le tribunal de simple police de Montargis le 21 mai 1896;

la lettre de l'évêque, en date du 3 août 1896;

les dépêches du préfet, en date des 9 juin et 29 août 1896;

le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 28 octobre 1896;

tous les autres pièces du dossier;

l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX et les articles 7 et 8 de la loi du 18 germinal an X;

la loi du 5 avril 1884;

considérant que, en prenant, à la date des 28 mai et 2 juin 1888, des arrêtés interdisant les processions sur le territoire de la commune, le maire de Souday a agi dans la limite des attributions de police qui lui sont conférées par la loi;

en effet, si l'article 45 de la loi du 18 germinal an X autorise implicitement les processions publiques dans les communes où il n'existe pas de culte affecté à un autre culte, cette disposition ne fait pas obstacle aux arrêtés que les maires croient devoir prendre dans l'intérêt de la circulation pour prévenir des désordres;

le droit de police de l'administration a été expressément réservé par l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX qui a admis la publicité du culte catholique;

il suit de là que les arrêtés des 28 mai et 2 juin 1888, légalement pris, n'ont porté atteinte ni à l'exercice public du culte catholique tel qu'il a été établi en France, ni à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres;

le Conseil d'État entendu.

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Le recours pour abus formé par l'abbé *Blanchard*, desservant de Souday (Loir-et-Cher), est rejeté.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

N^o 32692. — DÉCRET qui rejette le Recours pour abus formé par l'abbé Bailly, curé de Donzy (Nièvre).

Du 24 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours et le mémoire présentés par l'abbé *Bailly*, curé de Donzy (Nièvre), lesdits recours et mémoires enregistrés au secrétariat général du Conseil d'État, les 29 octobre et 5 décembre 1896, et tendant à ce qu'il soit au Conseil déclarer qu'il y a abus dans l'arrêté, en date du 7 mars 1882, par lequel le maire de Donzy a interdit les processions dans la commune et subsidiairement décider que cet arrêté était temporaire et ne pouvait être appliqué en 1896;

Vu l'arrêté précité;

Vu les observations présentées par l'évêque de Nevers, à la date du 30 octobre 1896;

Vu l'avis du préfet, en date du 5 octobre 1896;

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 28 octobre 1896;

Ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX et les articles 7 et 8 de la loi du 18 germinal an X;

Vu les lois des 16-24 août 1790 et 18 juillet 1837;

Considérant que, en prenant à la date du 17 mars 1882, un arrêté par lequel il interdisait les processions dans la commune, le maire de Donzy a excédé les limites des attributions de police qui lui sont conférées par la loi;

Qu'en effet, si l'article 45 de la loi du 18 germinal an X autorise expressément les processions publiques dans les communes où il n'existe ni temple affecté à un autre culte, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que les maires croient devoir prendre dans l'intérêt de la tranquillité ou pour prévenir des désordres;

Que le droit de police de l'administration a été expressément réservé par l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX qui a admis la police des cultes catholiques;

Qu'il suit de là que l'arrêté du 17 mars 1882, pris en vue de prévenir des désordres, n'a porté atteinte ni à l'exercice public du culte catholique, ni à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres;

Considérant, d'autre part, que la question de savoir si l'arrêté du 17 mars 1882 était encore en vigueur au jour de la contravention est de celles qui appartiennent à l'autorité judiciaire de connaître et que, dès lors, il n'appartient pas au Conseil d'État d'y statuer;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le recours pour abus formé par l'abbé *Bailly*, curé de Donzy (Nièvre), est rejeté.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin*

à Paris, le 24 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARLAN.

2693. — DÉCRET qui constitue en Entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'Exposition internationale de Nice.

Du 25 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, et d'après l'avis conforme du ministre des finances,

les articles 4 et 34 de la loi du 17 décembre 1814 ;

l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les locaux affectés à l'exposition internationale qui doit avoir lieu à Nice, sous la dénomination d'*Exposition-hôtel*, sont constitués en entrepôt réel des douanes.

Les produits destinés à cette expédition seront expédiés directement sur les locaux y affectés, sous le régime du transit international ou du transit ordinaire, par tous les bureaux ouverts à ces opérations.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32694.— *DÉCRET relatif aux Mesures sanitaires applicables en France et en Algérie aux provenances des pays contaminés de peste.*

Du 15 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 16 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1822 sur la police sanitaire;

Vu le décret du 9 mars 1897⁽¹⁾ relatif aux provenances des pays contaminés de peste;

Vu les délibérations du comité consultatif d'hygiène publique de France des 27 février et 5 avril 1897;

Vu le règlement sanitaire général annexé à la convention sanitaire de Venise du 19 mars 1897 (chapitre 2, titre IV), relatif aux marchandises et objets susceptibles d'être prohibés à l'importation,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est interdite, jusqu'à nouvel ordre, l'importation, en France et en Algérie, des drilles, des chiffons, des débris frais de vêtements, des onglons, des sabots venant directement ou indirectement de toute localité où la peste aura été constatée.

2. Est également interdit le transit à travers la France ou l'Algérie des objets désignés à l'article 1^{er}, toutes les fois que ce transit a lieu à un débarquement ou à une manipulation quelconque.

3. Seront admis, après désinfection, les laines brutes ou moutonnées facturées venant directement de toute localité contaminée de peste, les linges de corps ayant servi ou n'ayant pas servi, les hardes ou vêtements ayant servi ou n'ayant pas servi, les objets de literie ayant servi ou n'ayant pas servi, les cuirs verts et peaux fraîches venant directement ou indirectement de toute localité où la peste aura été constatée.

4. Aucun navire provenant d'une localité reconnue contaminée de peste ou portant des objets énumérés à l'article 3 ne pourra pénétrer en France ou en Algérie que par un des ports suivants : Marseille, Alger, Pauillac, Saint-Nazaire, le Havre et Dunkerque.

5. Tout colis contenant quelqu'un des objets visés aux articles 1^{er} et 3 du présent décret et provenant d'un des ports de l'Océan Indien autre que ceux reconnus contaminés de peste, depuis Mascate, compris les ports du golfe Persique jusqu'au cap Comorin, doit être accompagné d'un certificat d'origine visé par un agent consulaire français.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 1865, n° 32663.

et rapporté le décret du 9 mars 1897 susvisé.

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERET.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus des sources d'Aïn-Beida.

Du 15 Avril 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant l'armement et la conservation des places de guerre et postes militaires, les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, en défense de l'État;

le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois

et le rapport du ministre de la guerre,

ARRÊTE :

1°. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage n° 1, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Blockhaus des sources d'Aïn-Beida :

1°. Le poste de la 2^e série par la loi du 27 mai 1889).

2°. Le poste extérieure de la zone des fortifications.

3°. Le procès-verbal de bornage en date du 16 septembre 1896).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32696. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription, procès-verbal de Bornage formant la zone des fortifications de la Bougie.

Du 15 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postales ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État ;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour la ci-après, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Bougie :

(Classée comme place de la 2^e série par la loi du 15 janvier 1897.)
Limite intérieure de la zone des fortifications.

(Procès-verbal de bornage en date du 22 septembre 1896.)

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32697. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 6 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897 ;

Vu les états de créances liquidées à la charge du département de l'instruction publique et des beaux-arts ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 689.

n publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895;
 article 9 de la loi du 23 mai 1834;
 décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;
 Sénatus-consulte du 31 décembre 1861;
 article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;
 les réclamations des diverses communes désignées dans l'état ci-joint;
 considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1893, 1894 et 1895 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes réclamées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquitter;
 le ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897.

ÉTAT :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), en imputation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices, un crédit supplémentaire de la somme de cent trente-neuf mille trente-neuf francs quatre-vingt-onze centimes (39'91), réparti ainsi qu'il suit :

exercice 1893, chapitre LIX.....	81,250' 35"
exercice 1894, chapitre LIX.....	6,931 43
exercice 1895, chapitre LX.....	45,858 13
ENSEMBLE.....	<u>134,029 91</u>

La somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 129 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonner cette somme sur le chapitre LXV spécial : *Dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834.

Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
 Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
 et des beaux-arts,
 Signé : A. RAMBAUD.

État de développement des crédits supplémentaires demandés en comparaison des restes à payer sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

EXERCICES.	NOMBRES des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		NOTIFS DE LA RÉGION
			par créance.	par chapitre.	
1893.	LIX.	Subventions aux départements, villes ou communes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire....	1,787 07		Subventions allouées par le vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire, clos en 1893 aux villes de : Bourg (Ain). Saint-Quentin (Aisne). Privas (Ardèche). Falaize (Calvados). Tulle (Corrèze). Avallon (Côte-d'Or). Beaune (Côte-d'Or). Ambassan (Creuse). Nyon (Drôme). Chartres (Eure-et-Loire). Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire). Quimper (Finistère). Alais (Gard). Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Prénas (Hérault). Saint-Servan (Ille-et-Vilaine). Le Blanc (Indre). Saumur (Maine-et-Loire). Vassy (Haute-Marne). Verdun (Meuse). Valenciennes (Nord). Issouire (Puy-de-Dôme). Vic-Baguerre (Haute-Pyrénées). Annecy (Haute-Savoie). Mont (Seine-et-Oise). Castellarram (Sarthe). Toulon (Var). Remiremont (Vosges).
			8,902 77		
			627 26		
			603 53		
			727 93		
			804 93		
			696 06		
			633 30		
			424 97		
			5,188 99		
			570 89		
			3,089 50		
			725 24		
			445 52		
			3,010 18	81,250 35	
			656 66		
			131 84		
			2,925 40		
			133 11		
			21,515 97		
1894.	LIX.	Idem.....	3,555 76		Subventions allouées par le vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseignement secondaire, clos en 1894 aux villes de : Tulle (Corrèze). Ambassan (Creuse). Alais (Gard). Toulon (Var). La Châtre (Indre). Carpentras (Vaucluse). Remiremont (Vosges). Jeigny (Vosges).
			349 40		
			1,007 16		
			5,659 61		
			16,166 10		
			231 00		
			3 65		
			676 55		
			1,455 86		
			633 30		
			362 62		
			2,738 01	6,931 43	
			255 96		
			166 35		
			553 23		
			766 09		

NOTA. L'inspection des finances vient de procéder à une revision générale de la liquidation des annuités dues en vertu de la loi du 30 juin 1885, pour les emprunts scolaires concernant des établissements d'enseignement secondaire.

Il résulte de ce travail qu'un certain nombre de communes ont droit à des compléments d'annuités pour les exercices 1893, 1894 et 1895.

Les propositions d'ouverture de crédit qui font l'objet du présent décret sont destinées à régulariser la situation signalée par l'inspection des finances.

des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
		par créance.	par chapitre.	
X.	Subventions aux départe- ments, villes ou com- munes destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont con- trattés pour la construc- tion de leurs établisse- ments d'enseignement supérieur, d'enseigne- ment secondaire et d'en- seignement primaire...	1,278 ^f 82 ^c		Subventions allouées pour le ser- vice des annuités des emprunts contractés pour la construction d'établissements d'enseigne- ment secondaire, restées dues en 1895 aux villes de : Laon (Aisne). Saint-Giron (Ariège). Pamiers (Ariège). Aurillac (Cantal). Angoulême (Charente). Confolens (Charente). Tulle (Corrèze). Périgueux (Dordogne). Brest (Finistère). Idem. Saint-Pol-de-Léon (Finistère). Alais (Gard). Idem. La Châtre (Indre). Blois (Loir-et-Cher). Vendôme (Loir-et-Cher). Agon (Lot-et-Garonne). Saumur (Maine-et-Loire). Mortain (Manche). Toul (Meurthe-et-Moselle). Le Mans (Sarthe). Chambéry (Savoie). Béthune (Pas-de-Calais). Vie-Sigorre (Hautes-Pyrénées). Rouen (Seine-Inférieure). Castres (Tarn). Carpentras (Vaucluse).
		411 80		
		510 88		
		46 52		
		4,164 85		
		275 59		
		1,455 86		
		1,449 69		
		552 26		
		3,238 06		
		265 41		
		1,087 37		
		362 62		
		195 75	45,858 ^f 13 ^c	
		823 36		
		304 52		
		1,915 23		
		586 08		
		1,080 04		
		1,497 70		
		83 26		
8,959 29				
832 98				
291 09				
12,631 60				
1,274 68				
485 12				
RÉCAPITULATION.				
exercice 1893, chapitre LIX.....				81,250 ^f 35 ^c
exercice 1894, chapitre LIX.....				6,931 43
exercice 1895, chapitre LX.....				45,858 13
TOTAL.....				134,039 91

98. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer créés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.

Du 10 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;
les états de créances liquidées à la charge du département de l'in-

struction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), pour les exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu les réclamations des personnes désignées dans l'état ci-joint;

Considérant que les comptes définitifs des dépenses des exercices 1894 et 1895 présentent, aux chapitres sur lesquels les sommes redoutées doivent être prélevées, des restes disponibles suffisants pour les acquiescer;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 6 mai 1897.

DÉCRET.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), augmentation des restes à payer constatés par le compte des dépenses, un crédit supplémentaire de la somme de sept mille quatre-vingt-dix-neuf francs soixante-quatorze centimes (7,199⁹⁴) réparti ainsi qu'il suit :

Exercice 1893, chapitre LII.....	2,251 ⁵⁰	
Exercice 1894, chapitre LII.....	1,900 ⁰⁰	
Exercice 1895 { chapitre LII.....	3,008 ³¹	3,01 ⁵⁰
{ chapitre LIX.....	9 ²¹	

ENSEMBLE..... 7,199⁹⁴

Cette somme forme le montant des créances désignées au tableau ci-joint et pour lesquelles des états nominatifs seront adressés au ministre des finances, en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer cette somme sur le chapitre LXV spécial : *Des dépenses des exercices clos*, ouvert à son budget, première section (*Service de l'instruction publique*), conformément à l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 ci-dessus visé.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. REMIEN.

(1) 1^{re} série, Bull. 440, n° 4160.

(2) 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10307.

de développement des crédits supplémentaires demandés en augmentation des restes à payer sur les exercices clos 1893, 1894 et 1895.

NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		NOTICE DE LA DEMANDE.
	par ressource.	par chapitre.	
	600 ⁰⁰		Complément de traitement resté dû en 1893 à :
	300 00		M. Camaz, instituteur à Mont- béliard (Doubs). Erreur de la fixation du traitement garanti. Réclamation du 24 février 1897. Décision ministérielle du 17 mars 1897.
	300 00		M. Brna, instituteur à Lapey- ronde-Mornay (Drôme). Erreur de classement. Réclamation et état de rappel du 4 mars 1897. Décision ministérielle du 16 mars 1897.
	175 00		M. Plessier, instituteur à Beau- siel (Eure). Erreur d'imputa- tion. Rappel de traitement affé- rent à l'exercice 1893. Accordé par décision ministérielle du 23 décembre 1896 et mandaté à tort sur les crédits de l'exercice 1896.
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.....	32 24		M. Durand, instituteur à Frai- sinet (Lozère). Erreur de classe- ment. Réclamation et état de rappel du 3 février 1897. Déci- sion ministérielle du 24 février 1897.
	77 ⁵⁰		M. Auvouy, instituteur à Nan- terre (Seine). Erreur de classe- ment. Réclamation et état de rappel transmis le 23 novembre 1896. Décision ministérielle du 4 mars 1897.
	100 00		M. Izarn, instituteur à Mont- duraussac (Tarn). Erreur dans la fixation du traitement garanti. Réclamation et état de rappel transmis le 14 janvier 1897. Dé- cision ministérielle du 30 mars 1897.
		2,282 ²²	M. Beaupais, instituteur à Saint- Hilaire-du-Voust (Vendée). Er- reur de classement. Réclamation et état de rappel transmis le 30 novembre 1896. Décision mi- nistérielle du 3 mars 1897.
	100 00		Complément de traitement resté dû en 1894 à :
			M. Macstracci, instituteur à Chiavari-di-Verde (Corse). Erreur de classement. Réclamation et état de rappel transmis le 9 fé- vrier 1897. Décision ministérielle du 3 mars 1897.
Idem.....	100 00		M. Romanelli, instituteur à Saint-André-de-Bozis (Corse). Erreur de classement. Réclama- tion et état de rappel transmis le 9 février 1897. Décision mini- stérielle du 3 mars 1897.
	100 00		M. Comiti, instituteur à Porto- Vecchio (Corse). Erreur de clas- sement. Réclamation et état de rappel transmis le 9 février 1897. Décision ministérielle du 3 mars 1897.

EXERCICES.	NUMÉROS des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DE CRÉDIT demandé		REMARQUES DE LA COMMISSION.
			par créances.	par chapitre.	
1894. (suite)	LII. (suite.)	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.....	600 ^f 00 ^c		Complément de traitement de 1894 à : M. Cassin, instituteur bellard, Doubs. Causes que pour l'exercice 1894. M. Durand, instituteur à Saint-Louis, Meuse. Causes pour l'exercice 1894. M. Izard, instituteur à Durauville, Tarn. Causes que pour l'exercice 1894. M. F. Dupont, instituteur à Hildesheim, Westphalie. Causes que pour l'exercice 1894. M. Sauter, instituteur à Hildesheim, Westphalie. Causes que pour l'exercice 1894. Décision ministérielle du 11 février 1895.
				1,900 ^f 00 ^c	
			45 83		Les héritiers de M. Mengy, ex-instituteur à Avignon. Causes parmi les restes passés d'omission. Recours des transmisses le 10 février 1895.
			100 00		M. Harbier, instituteur à Châtredon, Tarn. Causes que pour l'exercice 1894.
			100 00		M. Fomaz, instituteur à Saint-André-de-Ner, Meuse. Causes que pour l'exercice 1894.
			100 00		M. Cassin, instituteur à Vercin, Tarn. Causes que pour l'exercice 1894.
			100 00		M. Marba, instituteur à Velas, Gers. Causes de classement. Recours du 10 décembre 1894. Décision ministérielle du 5 janvier 1895.
1895.	LII.	Idem.....	600 00		M. Cassin, instituteur à bellard, Doubs. Causes que pour l'exercice 1894.
			300 00		M. Brun, instituteur à Roussier-Merle, Tarn. Causes que pour l'exercice 1894.
			354 15		Indemnité complémentaire de l'exercice 1894 du 20 juillet 1895.
			200 00		M. Pélissier, instituteur à Bercy, Tarn. Reclamation de traitement. Recours du 16 février 1895.
			50 00		Mlle Durand, institutrice à Voiron, Tarn. Reclamation de traitement. Recours du 16 février 1895.

des chapitres.	NATURE de la dépense.	MONTANT DU CRÉDIT demandé		MOTIFS DE LA DEMANDE.
		par créance.	par chapitre.	
		200 ⁰ 00 ⁰		Indemnité compensatrice (appli- cation de l'article 32 de la loi du 25 juillet 1893) :
		100 00		M. Rouzier, instituteur à l'accula (Loire). Erreur de classement. Réclamation du 23 décembre 1896 et état de rappel du 15 fé- vrier 1897. Décisions ministé- rielles des 15 janvier et 24 fé- vrier 1897.
		100 00		M. Durand, instituteur à Frais- sinet (Loire). Mêmes causes que pour l'exercice 1893.
		58 33		M. Rey-Gollet, instituteur à Saint-Denis (Seine). Erreur de classement. Réclamation du 23 décembre 1896. Décision mi- nistérielle du 4 mars 1897.
		600 00		M. François, instituteur à Mon- touvilliers (Somme). Erreur dans la fixation du traitement garanti. Réclamation du 26 mars 1897. Décision ministérielle du 5 avril 1897.
			3,008 ⁰ 31 ⁰	M. Larn, instituteur à Mont- durausse (Tarn). Mêmes causes que pour l'exercice 1893.
II. ité.)	Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.....	9 21	9 21	Complément de pension resté dû en 1895 aux héritiers de M. Buis, ex-instituteur à Bou- bers-sur-Canche (Pas-de-Calais). Par suite d'une erreur de la date du décès, il n'a été constaté sur l'état des restes à payer de l'exer- cice 1896 qu'une somme de 75 fr. 69, alors qu'il était dû 84 fr. 70, soit une différence de 9 fr. 21. Réclamation du préfet en date du 30 mars 1897. Déci- sion ministérielle du 7 avril 1897.
IX.	Enseignement primaire. Secours et allocations.			
RÉCAPITULATION.				
	exercice 1893, chapitre LU.....			2,282 ⁰ 22 ⁰
	exercice 1894, chapitre LII.....			1,900 00
	exercice 1895 { chapitre LII.....		3,008 ⁰ 31 ⁰ }	
	{ chapitre LIX.....		9 21 }	3,017 52
	ENSEMBLE.....			7,199 74

2699. — DÉCRET qui modifie diverses Circonscriptions pénitentiaires.

Du 22 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 31 mai 1871, déter-
minant le nombre des circonscriptions pénitentiaires;

XII^e Série.

Vu le décret du 20 mars 1888¹⁾, portant réorganisation de ces circonscriptions;

Vu le décret du 29 septembre 1893, portant suppression de la maison centrale d'Embrun;

Vu la loi de finances du 29 mars 1897;

Vu le décret du 10 mai 1897, portant suppression de la maison centrale d'Albertville;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 30^e, 31^e et 32^e circonscriptions pénitentiaires seront modifiées de la manière suivante, conformément aux indications portées sur la carte annexée au présent décret, savoir :

2. La 20^e circonscription comprendra les prisons du Rhône, de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie; le siège de la direction sera établi à Lyon.

3. La 21^e circonscription comprendra les prisons de la Loire, de la Haute-Loire, du Cantal et de la Lozère; le siège de la direction sera établi à la prison de Saint-Étienne.

4. La 22^e circonscription comprendra les prisons de la Drôme, de la Vaucluse, de l'Isère et des Hautes-Alpes; le siège de la direction sera établi à Valence.

5. La 23^e circonscription comprendra les prisons du Gard, de l'Ardèche; le siège de la direction sera établi à la maison centrale de Nîmes.

6. La 24^e circonscription comprendra les prisons de l'Hérault, de l'Aveyron, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales; le siège de la direction sera établi à la maison centrale de Montpellier.

7. La 30^e circonscription pénitentiaire comprendra les prisons de la Gironde, des Bouches-du-Rhône, du Var, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes; le siège de la direction sera établi à Marseille.

8. Par suite de la suppression de deux circonscriptions pénitentiaires et des modifications énoncées aux articles ci-dessus, les prisons d'arrêt, de justice et de correction, les chambres et dépôts de sûreté seront répartis en trente et une circonscriptions pénitentiaires conformément au tableau ci-annexé.

9. Le ministre de l'intérieur est chargé d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

¹⁾ XII^e série, Bull. 1161, n° 19154.

Tableau des circonscriptions pénitentiaires.

siècles des criptions.	DÉPARTEMENTS.	siècles des circonscriptions.
.....	Seine.....	Paris.
.....	Seine-et-Oise.....	Maison centrale de Poissy.
.....	Eure.....	Maison centrale de Gaillon.
.....	Eure-et-Loir.....	
.....	Seine-Inférieure.....	Rouen.
.....	Pas-de-Calais.....	
.....	Somme.....	
.....	Aisne.....	Maison centrale de Clermont.
.....	Oise.....	Maison centrale de Loos.
.....	Nord.....	
.....	Seine-et-Marne.....	Maison centrale de Melun.
.....	Loiret.....	
.....	Yonne.....	
.....	Ardennes.....	Nancy.
.....	Marne.....	
.....	Meurthe-et-Moselle.....	
.....	Meuse.....	
.....	Aube.....	Maison centrale de Clairvaux.
.....	Haute-Marne.....	
.....	Côte-d'Or.....	Dijon.
.....	Jura.....	
.....	Nièvre.....	
.....	Saône-et-Loire.....	
.....	Doubs.....	Besançon.
.....	Haute-Saône.....	
.....	Vosges.....	
.....	Belfort.....	
.....	Calvados.....	Maison centrale de Beaulieu.
.....	Orne.....	
.....	Ille-et-Villaine.....	Maison centrale de Rennes.
.....	Manche.....	
.....	Mayenne.....	Maison centrale de Landerneau.
.....	Côtes-du-Nord.....	
.....	Finistère.....	
.....	Loire-Inférieure.....	Nantes.
.....	Morbihan.....	
.....	Vendée.....	
.....	Maine-et-Loire.....	Maison centrale de Fontevault.
.....	Sarthe.....	
.....	Deux-Sèvres.....	Maison centrale de Thouars.
.....	Vienne.....	
.....	Cher.....	Tours.
.....	Indre.....	
.....	Indre-et-Loire.....	
.....	Loir-et-Cher.....	
.....	Allier.....	Maison centrale de Riom.
.....	Creuse.....	
.....	Puy-de-Dôme.....	
.....	Rhône.....	Lyon.
.....	Ain.....	
.....	Savoie.....	
.....	Haute-Savoie.....	

NUMÉROS des circonscriptions.	DÉPARTEMENTS.	SIÈGE des circonscriptions.
21 ^e	Loire..... Haute-Loire..... Cantal..... Lozère.....	Saint-Étienne.
22 ^e	Drôme..... Vaucluse..... Isère..... Hautes-Alpes.....	Valence.
23 ^e	Gard..... Ardèche..... Hérault.....	Maison centrale de Nîmes.
24 ^e	Aveyron..... Aude..... Pyrénées-Orientales.....	Maison centrale de Montpellier.
25 ^e	Charente..... Corrèze..... Haute-Vienne.....	Angoulême.
26 ^e	Gironde..... Dordogne..... Charente-Inférieure.....	Bordeaux.
27 ^e	Gers..... Landes..... Basses-Pyrénées..... Hautes-Pyrénées.....	Pau.
28 ^e	Haute-Garonne..... Tarn..... Ariège.....	Toulouse.
29 ^e	Lot..... Lot-et-Garonne..... Tarn-et-Garonne.....	Maison centrale d'Evreux.
30 ^e	Bouches-du-Rhône..... Var..... Basses-Alpes..... Alpes-Maritimes.....	Marseille.
31 ^e	Corse.....	Pénitencier agricole de Châteaubriant.

N° 32700. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la construction d'un Bac sur le Chéloff, à Saint-Aimé (Oran).

Du 22 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1015, n° 10527

es récépissés dont le détail suit, constatant le versement au Trésor, à
s fonds de concours, d'une somme de deux mille cent cinquante
savoir :

NUMÉROS des réce- pissés.	DATES des versements.	PARTIES VERSANTES.	OBJET des versements.	MONTANT des versements.
45	7 nov. 1896.	Le département d'Oran.	Part contributive dans la dépense de construction d'un bac sur le Chélif, à Saint- Aimé.	500 ^f
4	20 nov. 1896.	La Société des pétroles des Ouled - Malaah.	Idem.....	500
30014	11 janv. 1897.	La commune mixte de l'Hillil.	Idem.....	150
30082	15 février 1897.	La commune mixte de Re- nault.	Idem.....	1,000
TOTAL.....				2,150

avis du ministre des finances,

ÉTÉ :

1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'intérieur, au titre du budget
de l'exercice 1897 (*Algérie*), deuxième section, chapitre 12,
2 (*Dépenses de colonisation proprement dites*), un crédit sup-
plémentaire de deux mille cent cinquante francs (2,150^f), applicable
aux travaux de construction d'un bac sur le Chélif, à Saint-Aimé
département d'Oran).

Sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au
des ressources résultant des versements faits au Trésor à titre
de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont char-
gés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des*

à Paris, le 22 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOUL.

N° 32701. — *DÉCRET qui rejette le Recours pour Abus formé par la Verrière, curé de Condrieux (Rhône), Seux et Tamin, vicaires de la paroisse.*

Du 22 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu le recours et le mémoire présentés pour les abbés Verrière, Condrieux (Rhône), Seux et Tamin, vicaires de la même paroisse, les recours et mémoires enregistrés au secrétariat général du Conseil d'Etat le 10 février 1897 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil déclarer qu'il y a eu abus dans les arrêtés, en date des 11 juin 1895 et 8 mai 1896, par lesquels le maire de Condrieux a interdit les processions ou manifestations de culte que ce soit sur le territoire de la commune, à l'exception des cérémonies funèbres;

Vu les arrêtés précités;

Vu le jugement de sursis rendu, conformément aux conclusions des abbés Seux et Tamin, par le tribunal de simple police de Lyon, le 9 mai 1896, en ce qui concerne la contravention à l'arrêté du 11 juin 1895;

Vu les observations présentées par l'archevêque de Lyon, à la date du 2 décembre 1896;

Vu l'avis du préfet du département du Rhône, en date du 20 mai 1897;

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, en date du 9 février 1897;

Ensemble les autres pièces du dossier;

Vu l'article 1^{er} de la Convention du 26 messidor an IX et les articles 1^{er} et 2 de la loi du 18 germinal an X;

Vu la loi du 5 avril 1884;

Considérant qu'en prenant, à la date des 11 juin 1895 et 8 mai 1896, les arrêtés interdisant les processions ou les manifestations de quelque nature qu'elles aient, que ce soit sur le territoire de la commune, à l'exception des cérémonies funèbres, le maire de Condrieux a agi dans la limite des attributions qui lui sont conférées par la loi;

Qu'en effet, si l'article 45 de la loi du 18 germinal an X autorise les processions publiques dans les communes où il n'existe pas de temple affecté à un autre culte, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que les maires croient devoir prendre dans l'intérêt de la tranquillité ou pour prévenir des désordres;

Que le droit de police de l'administration a été expressément réservé par l'article 1^{er} de la Convention du 26 messidor an IX, qui a admis la liberté du culte catholique;

Qu'il suit de là que les arrêtés des 11 juin 1895 et 8 mai 1896 n'ont porté atteinte ni à l'exercice public du culte catholique, tel qu'il a été autorisé par la loi, ni à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses adeptes;

Considérant, d'autre part, que la question de savoir si les arrêtés des 11 juin 1895 et 8 mai 1896 étaient applicables au jour où a été dressé le procès-verbal de contravention est de celles dont il appartient à l'autorité judiciaire de connaître et que, dès lors, il n'y a lieu d'y statuer;

Conseil d'État entendu,

Arrêt :

1°. Le recours pour abus formé par les abbés *Verrière*, *Seux* a été rejeté.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin*

à Paris, le 22 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

2. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le préfet des Vosges est autorisé à passer, au nom de l'État, avec le
tenant de la société « la Jeanne-d'Arc », le contrat d'échange, sans
d'une parcelle de terrain de huit cent trente-deux mètres carrés en-
saisissant partie des dépendances de la manutention militaire d'Épinal
une parcelle de terrain de deux mille deux cents mètres carrés, si-
dit lieu et appartenant à ladite société;
l'échange ne deviendra définitif qu'après avoir été sanctionné par une
les parties ne pourront se mettre en possession qu'après la promul-
gation de cette loi;

Sur les frais occasionnés par l'échange, y compris ceux de transcrip-
tion, de purge, seront supportés, moitié par l'État sur le budget de la
et moitié par la société civile « la Jeanne-d'Arc ». (*Paris, 7 Mars*

3. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif
du 10 décembre 1896, devant le maire de Malaucène, régulièrement
fait, portant concession à M. *Maury*, aux clauses et conditions stipu-
lées moyennant le versement d'une somme de deux cent soixante-
francs trente-cinq centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de
formation, au droit de sa propriété sur la rive droite de la Garonne, au
lit des îlots, commune de Malaucène; ladite parcelle, d'une contenance
de quarante ares quatre-vingt-quatorze centiares, entourée d'un liséré rose
est plan annexé audit acte. (*Paris, 13 Mars 1897.*)

4. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
par le ministre des finances) qui approuve l'acte administratif
du 8 décembre 1896, devant le préfet du Calvados, portant con-
cession définitive à l'association des communes intéressées au chemin de

grande communication n° 84 du département du Calvados, aux conditions stipulées et moyennant le prix de trente et un francs et cinq centimes, d'une portion de terrain maritime, d'une contenance soixante-deux mètres carrés soixante-cinq décimètres carrés, située le littoral de la commune de Langrune, près du moulin de Luc et désignée par une teinte rose sur le plan annexé au contrat. (Paris, 13 juillet 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Juillet 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception de la loi au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1867.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

5. — *Loi qui approuve les Conventions passées : 1° entre l'État et la ville d'Oran ; 2° entre ladite ville et la Société immobilière d'Oran, pour la cession et la transformation d'Établissements militaires.*

Du 11 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 13 janvier 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante :
1°. Sont approuvées : 1° la convention passée entre le préfet du département d'Oran, au nom de l'État, et le maire de la ville d'Oran, au nom de ladite commune, pour la cession et le déplacement d'établissements militaires à Oran ;

2° la convention passée entre le maire de cette ville et la société immobilière d'Oran et par laquelle ladite société est subrogée dans les droits et obligations résultant de la convention précédente avec l'État, et s'engage à mener à bonne fin les travaux d'embellissement et d'assainissement de la ville désignés aux projets annexés ; les conventions annexées à la présente loi.

Il sera ouvert en temps opportun au ministre de la guerre, pour la reconstruction prévue à l'article 4 de la première convention visée, un crédit extraordinaire d'un million cinq cent dix francs (1,510,000) égal au versement à opérer par la ville

Ce crédit sera ouvert à un chapitre spécial du budget sous le titre : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie*, après versement de la somme d'un million cinq cent dix mille francs qui a été effectué.

3. A cet effet, le versement effectué par la ville d'Oran ou par la société immobilière qui lui est subrogée sera porté en recette au compte de services spéciaux du Trésor : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la guerre*, pour être appliqué ultérieurement aux crédits domaniaux de chaque exercice en sommes égales aux crédits employés sur cet exercice.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS LULLY.

CONVENTION.

Les soussignés :

1° M. de Malherbe, préfet du département d'Oran, agissant au nom et en compte de l'État, assisté des représentants des administrations de la guerre et des finances, savoir :

MM. Boileau, chef de bataillon, chef du génie d'Oran, désigné par décret du ministre de la guerre, et Goguelat, directeur des domaines, désigné par décret du ministre des finances.

D'une part;

2° M. Coutures, maire de la ville d'Oran, agissant en cette qualité et dûment autorisé aux fins des présentes par délibération du conseil municipal d'Oran, en date du 11 avril 1894 et dont un extrait certifié conforme demeurera ci-annexé.

D'autre part;

Vu l'ordonnance du 9 novembre 1845 sur l'administration des biens de l'État en Algérie;

Vu le décret du 25 juillet 1860 sur l'aliénation des biens domaniaux;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884;

Vu les décisions du ministre de la guerre, du 31 janvier 1896 et du ministre des finances, du 31 janvier 1896, adhérant, en principe, à la convention qui fait l'objet des présentes.

Il a été arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'État déclare céder, en propriété et en usufruit, à la commune d'Oran, ce qui est accepté par M. Coutures, en sadite qualité, aux clauses et conditions énoncées aux articles suivants, les immeubles militaires dont l'énumération suit :

1° Le terrain occupé par le parc à fourrages et ses dépendances, y compris la parcelle située au sud-ouest et en dehors de la clôture de cet établissement, terrain, désigné par les lettres A, B, C, D, E, F, sur le croquis n° 1 ci-joint, d'une superficie totale d'environ trois hectares trente-cinq ares soixante-dix centiares (3^h 35^a 75^c).

Lesdits immeubles, consignés sous les articles 241, 242, 631 et 70^{es} des

ance des biens affectés du bureau d'Oran (n° 1129, 1132 du tableau général des propriétés de l'État);

le terrain occupé par les quartiers de l'artillerie, des chasseurs, de la remonte, y compris la parcelle cultivée en jardin et située à l'est du quartier des armes, mais non l'emplacement des ateliers d'artillerie marqué par les lettres *a, b, c, f*, sur le croquis n° 2, lequel terrain, désigné par les lettres *A, B, C, D, G, H, I, J, K*, sur ledit croquis n° 2, offre une superficie totale d'environ dix-huit ares quarante-huit centiares soixante-trois centiares (10^h 48^{ca} 73^{ca}). Lesdits immeubles, désignés sous les articles 201, 202, 203, 206 à 215, 763 et 867 du sommaire de consistance des biens affectés du bureau d'Oran (n° 1084 à 1088 du tableau général des propriétés de l'État);

le terrain sur lequel est située en partie l'ancienne lunette Saint-André et marqué par les lettres *M, N, O, P, Q, R, S, T* sur le croquis n° 3, lequel terrain offre une superficie totale d'environ soixante ares (60^a).

le terrain compris dans les consignations faites sous les numéros 233, 841 et 869 du sommaire des biens affectés d'Oran (n° 1153 du tableau général des propriétés de l'État);

les portions de terrains nécessaires tant à l'ouverture des rues *T', T'', T'''*, qu'à l'ouverture, jusqu'à vingt-cinq mètres, du boulevard sud, lesquelles portions sont désignées sous les lettres *a, b, c, M, T, S, P, O, d, d', d'', e, f, g, K, L, m, G, F, n, H, a*, sur le croquis n° 3 et ne comprennent pas la parcelle rectangulaire *d*, détenue par le service des ponts et chaussées.

Les portions sont teintées en jaune sur le croquis; elles sont consignées sous les numéros 233, 841, 869 du sommaire de consistance des biens affectés et sous les articles 235, 1526, 1529, 1530 à 1532, 1539, 1540, 1541 et 1560 du sommaire de consistance des biens non affectés du bureau d'Oran (n° 1153 du tableau général des propriétés de l'État).

la cession qui précède comprend, en principe, celle des bâtiments militaires ou ouvrages de fortification qui s'élèvent sur les terrains plus haut désignés.

En outre, le service du génie aura le droit de prélever, avant toute remise sur les constructions, les matériaux ou objets de toute nature qui pourraient lui être

la commune d'Oran n'entrera en possession et jouissance des immeubles cédés, qu'après en avoir disposé conformément aux lois et règlements en vigueur, qu'au moment de la mesure des remises qui lui en seront faites par l'administration des domaines. Elle recevra elle-même préalablement du service du génie la remise aura lieu:

les immeubles désignés à l'article 1^{er} sous le 1^{er} et 2^o, sauf la parcelle cultivée en jardin et située à l'est du quartier des chasseurs, au plus tard dans les trois mois qui suivront l'achèvement des travaux de reconstruction des établissements militaires;

l'immeuble désigné sous le 3^o et la parcelle cultivée en jardin et située à l'est du quartier des chasseurs, dans les quinze jours qui suivront le versement des fonds de la question à l'article 4. Pour les immeubles désignés au 4^o, après l'affectation de la guerre des terrains domaniaux du Plateau.

En outre, dans les cas de force majeure visés sous l'article 8, les remises d'immeubles seront suspendues dans les mêmes conditions que les travaux.

En son côté, M. Coutures, es qualités, cède à l'État en toute propriété et jouis-

son sol de la portion de la rue du Figuier, comprise entre la rue d'Arbal et le boulevard de Mascara;

le sol de la partie du chemin du cimetière dans la traverse du terrain militaire comprise entre la porte de Valmy et l'ancien chemin du Blockhaus, à la charge par la commune de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir le déclassement de ces chemins et en faire la remise au service des domaines, dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi ratifiant la présente convention.

En outre, es qualités, s'engage également, audit nom, à verser dans la caisse du service des domaines d'Oran, pour le compte du département de la guerre, au profit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés

par les soins du ministère de la guerre», une somme d'un million cinq cent dix mille francs, fixée à forfait et devant être employée intégralement à la reconstruction des établissements militaires déplacés, y compris le magasin à poudre du vieux fort St André.

Ce versement devra être effectué en un seul terme, sans intérêt, dans le mois suivant la promulgation de la loi ratifiant la présente convention.

5. L'État s'engage à faire reconstruire les établissements militaires (parcs aux fourrages, quartiers d'artillerie, des chasseurs, de la remonte et du train des équipages ainsi que le magasin à poudre) dans les délais suivants, savoir :

1° Le parc aux fourrages, dans le délai de deux ans, à partir de la date du versement de fonds prévu à l'article 4;

2° Les autres établissements dans le délai de trois ans, à partir de cette même date. Dans le même délai sera déplacé le magasin à poudre du vieux fort St André.

Ces travaux seront exécutés par l'État ou pour son compte, sous la direction d'après les plans du département de la guerre, à la condition toutefois que la partie nord-est du quartier à construire sur le plateau des Arènes (lettres E. F. G. H. croquis n° 3) soit séparée de celle du lycée des jeunes filles par une distance d'au moins de cinquante mètres, y compris la largeur de la rue T^e et de la rue I.

6. La commune s'engage :

1° A aménager à ses frais, dans le délai fixé par l'article 5 pour la reconstruction des nouveaux établissements militaires, sur tout le périmètre de ceux de ces établissements qui seront à l'intérieur des murs de la ville, des voies macadamisées d'au moins dix mètres de largeur et se raccordant avec les entrées du parc à fourrages des quartiers;

2° A rectifier, à ses frais, dans le même délai, la route de la porte de Valmy au cimetière Tamashouet, suivant le tracé qui sera indiqué par le service du génie;

3° A entretenir dans un bon état de viabilité, tant les rues nouvelles que les anciennes aboutissant aux quartiers et au parc à fourrages, notamment toutes les parties du boulevard du sud non contiguës aux quartiers nouveaux, la route de la porte de Valmy au cimetière Tamashouet, le chemin qui relie le passage à niveau de la porte de Sidi-Chami à la porte de Mostaganem en longeant l'enceinte de la place.

7. La commune s'engage également à étendre dans le délai fixé par les articles 5 et 6 son réseau d'égouts, de façon que les égouts que l'État fera construire de sa part, à ses frais, dans l'intérieur des établissements, puissent se raccorder avec ceux de la ville.

Toutes les portions de ces conduites qui seront à l'extérieur de l'enceinte de la ville, quartier seront construites aux frais de la commune. La construction des égouts tant intérieurs qu'extérieurs fera l'objet d'une entente préalable entre le service du génie et celui de la voirie municipale.

8. Si la place d'Oran est déclarée en état de guerre ou de siège, les délais prévus aux articles 5, 6 et 7 seront suspendus de plein droit jusqu'au moment où l'état de paix sera rétabli.

Dans tout autre cas de force majeure, ces délais pourront également être suspendus par décision du gouverneur général, après avis d'une commission composée par ce haut fonctionnaire et comprenant les représentants de la ville et de l'autorité militaire. Dans l'un et l'autre cas, notification de cette suspension sera faite immédiatement à la municipalité, par le chef du génie, par une lettre administrative de la mairie sera tenu d'accuser réception.

A défaut d'accusé de réception dans les huit jours de la date de la lettre, la suspension pourra être faite au moyen d'un acte extra-judiciaire.

La suspension prendra fin et cette fin sera notifiée de la même manière que la suspension elle-même, aussitôt après que le cas de force majeure dûment établi aura cessé.

En cas de suspension, dans les conditions indiquées ci-dessus, la commune ne pourra exiger aucune indemnité; elle aura droit seulement à l'intérêt produit annuellement de cinq pour cent l'an, pendant la durée de la suspension, pour la fraction de la somme principale d'un million cinq cent dix mille francs, qui restera disponible et non engagée au moment de la suspension des travaux.

es immeubles sont cédés, de part et d'autre, dans l'état où ils se trouveront le jour de la remise, sans garantie de mesure, consistance ou valeur et sans que les parties puissent prétendre à aucune garantie, pour vices cachés, dégradations, réparations ou erreurs dans la désignation.

La commune jouira respectivement des servitudes actives et souffrira des servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, sauf à faire valoir ses droits et à se défendre des autres, à leurs risques, périls et fortune sans aucun recours de part et d'autre et sans pouvoir, en aucun cas, s'appeler en garantie, pour la cause que ce soit.

Les immeubles sont d'ailleurs cédés de part et d'autre, francs et libres de toutes charges et hypothèques.

Ce qui concerne la mosquée et le tombeau de *Mohammed el-Kébir*, la ville s'engage à les conserver dans leur état actuel et à les rendre à leur destination primitive.

Dans le cas où, au moment de la remise faite dans les conditions prévues à l'article 3, les immeubles militaires, objet de cette remise, seraient encore affermés par l'Etat, la commune aura droit aux loyers ou fermages à compter du jour de la remise, sans cependant pouvoir exercer aucun recours en garantie, ni requérir l'indemnité pour raisons de loyers ou fermages qui auraient pu être payés par l'Etat.

La commune n'aura droit ni aux loyers ou fermages échus qui n'auraient pas été payés avant la remise, ni au prorata de ceux courus, mais non échus à la même époque.

En conséquence, la commune sera subrogée aux droits et obligations de l'Etat envers les locataires ou fermiers; en conséquence, des copies des actes de location et de fermage, laissées gratuitement au maire, s'il y a lieu, à l'appui du procès-verbal de la remise des immeubles.

La commune s'engage enfin, de convention expresse :

1° à élever à quatre cent cinquante mètres cubes, par vingt-quatre heures, la consommation gratuite d'eau potable à fournir aux établissements militaires;
2° à assurer, à ses frais, la régularité de cette alimentation.

A défaut de l'exécution par la commune des charges et conditions de la convention, l'Etat aura la faculté de poursuivre l'exécution du contrat par toutes les voies de droit, sans préjudice de tous dommages-intérêts que l'Etat pourra demander à la commune.

L'Etat déclare ne pas s'opposer, en principe, à ce que la commune cède, si elle le veut, à propos, mais à ses risques et périls, et sans aucune garantie de l'Etat, tout ou partie des avantages et charges résultant de la présente convention, soit de gré à gré, soit par adjudication ou de toute autre manière, sous cette double condition que les cessions contenues en la présente convention et dont la commune restera responsable envers l'Etat seront strictement exécutées et que les cessions, quelle qu'en soit la forme, seront consenties suivant les règles ordinaires sur la gestion ou l'aliénation des biens de communes.

Les actes constatant ces cessions demeureront soumis aux droits de timbre, d'enregistrement et autres fixés par les tarifs en vigueur lors de leur passation.

La présente convention sera timbrée au comptant; elle sera enregistrée moyennant un droit fixe d'un franc cinquante centimes en principal; elle sera, en outre, soumise aux formalités hypothécaires qui ne donneront pas lieu à d'autres frais qu'au profit du conservateur, en ce qui concerne la transcription de l'acte.

Les frais de timbre, d'enregistrement, d'inscription et transcription hypothécaire et autres résultant de la présente convention, ceux de grosses et des deux copies du présent acte qui seront remises au service du génie et à la commune, seront à la charge de la commune d'Oran.

Les frais devront être payés entre les mains du secrétaire des actes administratifs de la Direction des domaines à Oran, dans un délai de vingt jours à partir de la signature de la loi approbative de la convention.

Les formalités seront remplies à la diligence de l'administration des domaines, qui conservera, dans les archives des actes administratifs de la Direction, la minute du présent acte.

15. L'État se réserve la propriété des trésors, médailles et monnaies antiques, objets d'art ou d'architecture, armes, mines et minières qui pourraient être trouvés dans les immeubles cédés par lui.

En cas de découverte de cette nature, le maire de la commune d'Oran devra, sous peine de dommages et intérêts à la charge de ladite commune, en informer le préfet d'Oran.

16. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 16 juin 1851, la propriété des sources et cours d'eau existant sur les immeubles aliénés, ainsi que routes et chemins publics et toutes autres dépendances du domaine public qui pourraient s'y rencontrer, sont formellement exclus de la cession.

17. La présente convention ne deviendra définitive et ne produira ses effets lorsqu'elle aura été sanctionnée par une loi, après approbation des ministres de la guerre, des finances et de l'intérieur.

Dans le cas où la sanction législative serait refusée, la convention sera déclarée comme nulle et non avenue, et l'État ni la commune ne pourraient l'un ou l'autre se réclamer réciproquement aucune indemnité.

18. Les clauses et conditions du présent acte sont toutes de rigueur et ne peuvent jamais être réputées comminatoires.

19. Pour l'exécution des présentes, les parties contractantes font élision de tout autre acte, savoir :

Nous, *de Malherbe*, préfet du département d'Oran, en l'hôtel de la préfecture.

Et nous, *Coutures*, maire de la commune d'Oran, en l'hôtel de ville, ont fait les significations relatives à la convention qui précède seront valablement faites.

Dont acte fait et passé à Oran, en l'hôtel de la préfecture, l'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le vingt et un du mois de mars.

Lecture du présent acte a été faite en présence de toutes les parties contractantes qui ont déclaré en accepter toutes les clauses et conditions, et, de ce jour, MM. *Coutures*, *Boilvin* et *Goguelat*, ès qualités, ont signé avec nous, *de Malherbe*, préfet du département d'Oran.

Le Préfet
du département d'Oran,
Signé : DE MALHERBE.

Le Directeur des domaines,
Signé : GOGUELAT.

Le Chef d'Antenne,
chef du bureau,
Signé : BERT.

Vu :

Le Colonel, directeur du génie,
Signé : HENRY.

Le Maire,

Signé : COUTURES.

CONVENTION.

Entre les soussignés :

M. *Pierre Coutures*, chef d'escadron d'artillerie en retraite, officier de la légion d'honneur, maire de la ville d'Oran, agissant en cette dernière qualité en vertu des libérations du conseil municipal, en date du 10 juillet 1891, du 8 août 1893, du 11 et 18 avril 1894,

D'une part;

Et M. *Émile Cayla*, ingénieur, demeurant à Oran, château d'Arnouville, où il a élu domicile, agissant tant en son nom personnel que comme directeur de la Société immobilière d'Oran, anonyme, capital : deux millions de francs 2.000.000 et en vertu des pouvoirs dont il est investi par le conseil d'administration, et dont le dépôt a été fait chez M^r Dufour, notaire à Paris, le 16 février 1893, enregistrement 25 dudit mois, 3^e bureau, folio 94, case 9, et dont une expédition authentique est annexée à la présente convention,

D'autre part;

été convenu et arrêté ce qui suit :

1^{re}. Une convention est intervenue entre la ville d'Oran et le ministre de la guerre, tendant au déplacement du parc à fourrages des quartiers de l'artillerie, des arsenaux, de la remonte, du train des équipages et du magasin à poudre du vieux fort Saint-André.

Une copie de ladite convention est annexée aux présentes.)

La commune d'Oran subroge la Société immobilière d'Oran dans tous les droits et obligations résultant pour elle de sa convention avec le ministre de la guerre sous les conditions imposées au présent contrat.

La Société immobilière d'Oran s'engage envers la ville d'Oran à mener à bonne fin les travaux d'embellissement, d'assainissement de la ville indiqués dans l'avant-cité-annexé.

La Société immobilière d'Oran ouvrira, avec les largeurs indiquées, les rues nouvelles du quartier Karguentah et les prolongements des rues existantes dont le tracé est figuré en rouge sur le plan de l'avant projet, par ses propres moyens et sous sa responsabilité; elle exécutera à ses frais, risques et périls les travaux ainsi que les murs de soutènement, les ouvrages d'art, les égouts, la canalisation de l'eau, les terrassements, les chaussées macadamisées, les rigoles pavées, les trottoirs, les balustrades; en un mot, tous les travaux nécessaires pour assurer la viabilité des voies nouvelles.

La Société immobilière d'Oran, également par ses propres moyens et à ses risques et périls, exécutera les travaux et prendra les charges imposées à la ville par les articles 6 et 7 de la convention susvisée de la ville avec le ministre de la guerre; elle ne sera tenue de construire à ses frais les égouts dont il est question dans ledit article 7 que sur le parcours des rues aux abords des établissements militaires.

La Société immobilière d'Oran complètera jusqu'à la mer les égouts collecteurs existants des Aïn-Rouina, de la Mina et de la Cressonnière.

La Société immobilière d'Oran garantira tous les travaux dont il est question aux articles 2 et 3 ci-dessus, pendant dix ans, et elle devra en assurer l'entretien en particulier, à ses frais, jusqu'à l'expiration de sa garantie, commençant à courir du jour de la réception, aussitôt après leur achèvement partiel, fractionnés par sections immatérielles.

La Société sera tenue de se soumettre à la surveillance et au contrôle de la ville pour tous les travaux énumérés aux articles 2 et 3; elle devra lui assurer l'exercice de son droit par tous les moyens en son pouvoir.

Tous les projets de tous ces travaux devront être soumis à la ville et approuvés par elle avant leur exécution, qui sera ensuite soumise au contrôle et à la surveillance que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics et sous les conditions générales imposées aux entrepreneurs de la ville d'Oran, sauf en ce qui concerne expressément contraire aux clauses de la présente convention.

La ville sera chargée d'assurer l'éclairage et la distribution d'eau potable des principales artères au fur et à mesure de leur réception.

La Société immobilière d'Oran prend à sa charge la moitié des frais d'installation des appareils d'éclairage public et de la garantie résultant du traité de la ville avec la Compagnie du gaz, jusqu'à ce que le chiffre de cette garantie, c'est-à-dire la recette de quatre francs (4^{fr}) par mètre courant de canalisation nouvelle soit couverte, par l'abonnement de l'éclairage de la ville que par celui des particuliers.

Le prolongement du boulevard du Nord, à partir du fortin de Miramar, qui longe le terrain naturel pour se diriger en ligne droite sur l'alignement de la rue existante devant la façade de l'abattoir et aboutira à Gambetta, en franchissant la voie du chemin de fer au moyen d'un pont, pourra, si bon semble à la Société immobilière d'Oran et si le ministre de la guerre l'autorise, n'être exécuté que dans un délai de cinq ans, courant à dater de la notification du décret d'expropriation; mais la Société immobilière d'Oran juge à propos de créer les voies nouvelles avec leurs aménagements prévus, en dehors des établissements militaires, avant la remise des établissements, ou immédiatement après cette remise, elle pourra les exécuter conformément aux prescriptions des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

7. Il est entendu que les terrains communaux et ceux du domaine public municipal qui se trouveront dans les emprises des voies nouvelles y seront incorporés et feront ainsi partie du domaine public municipal.

8. Les parties des voies publiques déclassées deviendront la propriété de la Société immobilière d'Oran, qui fera son affaire des réclamations et conséquences pouvant résulter de ce déclassement.

9. L'entretien des voies nouvelles sera fait sous la surveillance et le contrôle de la ville par la Société immobilière d'Oran et à ses frais, pendant dix ans à partir du jour de leur réception. Elles devront être remises en bon état à la ville à l'expiration de ce délai. La ville les prendra alors en charge définitivement.

En cas de non-exécution des travaux d'entretien reconnus nécessaires par la ville et après une mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois, la ville pourra exécuter ces travaux en régie et au compte de la Société immobilière.

10. Les travaux de raccordement des voies existantes avec les voies nouvelles sont à la charge de la Société immobilière d'Oran, qui fera en outre son affaire des réclamations pouvant se produire à ce sujet.

11. Toutes les autres artères, non comprises dans les plans et avant-projets dont est parlé à l'article 36 et que la Société immobilière d'Oran jugerait à propos d'acquiescer pour le lotissement partiel ou total de ses terrains particuliers, sont exclues du bénéfice de la présente convention et après leur achèvement dans les conditions réglementaires, la ville n'en prendra la charge, à l'expiration des dix années d'entretien, si elle a acquiescé à leur établissement.

12. Le prolongement du boulevard Malakoff jusqu'à sa jonction avec la route nationale n° 2, après le polygone de l'artillerie, et les travaux d'ouverture des rues projetées pour desservir les nouveaux quartiers de Raz-el-Ain, seront exécutés dans les mêmes conditions que celles des quartiers Karguentah, et conformément aux dispositions des articles 2, 4, 5, 7, 8, 9, 10 et 11 ci-dessus.

13. Le maire suivra les négociations engagées avec le ministre de la guerre et d'obtenir la cession des terrains du domaine militaire situés sur le parcours des rues projetées et qui ne sont pas compris parmi ceux désignés dans la convention de la ville avec le même ministre; ces terrains, dont le détail est indiqué dans un plan annexé à la présente convention, seront cédés ensuite à la Société immobilière d'Oran aux prix convenus avec le ministre, d'après les évaluations domaniales.

14. Ladite société s'engage à verser dans les délais qui lui seront imposés le montant des terrains dont la ville a déjà demandé la cession, au ministre de la guerre pour le compte de la Société immobilière d'Oran, suivant l'état provisoire qui lui aura été délivré et qui donnera lieu à une évaluation postérieure et à une ventilation définitive.

Ces terrains devront comprendre au moins les parties essentielles à l'exécution du projet tant de la partie du boulevard du Nord que de la partie du boulevard Viala; mais la ville ne sera tenue qu'à la remise des terrains dont elle obtiendra elle-même la cession sans aucune garantie de sa part pour le succès de ses démarches.

Toutefois, le retard ou la non-obtention de la cession des terrains militaires doit tomber dans la partie du boulevard du Nord, comprise entre la rue Philippe et le port, ne préjudiciant pas à l'exécution du même boulevard entre la rue du port et le mur d'enceinte de Miramar.

La ville fera tous ses efforts pour obtenir les terrains demandés; mais, en cas de difficultés, elle aura la faculté de disjoindre les projets d'alignement et de nivellement de ces deux parties du boulevard du Nord et d'en faire poursuivre séparément l'exécution; elle aura la même faculté pour le boulevard Malakoff.

Il en sera de même pour les terrains occupés actuellement par les ateliers de l'artillerie, ainsi que d'autres lots situés sur le parcours du boulevard du Nord dépendant du domaine de l'artillerie.

15. La ville s'engage à intervenir auprès du ministre de la guerre pour obtenir de lui les modifications de zones et toutes les autorisations qui pourraient être nécessaires pour l'exécution du projet.

Toutefois, la ville ne prend aucun engagement à cet égard, et la seule conséquence

succès de ses démarches ne pourra consister que dans l'inexécution ou la motion de certaines parties du projet. Les changements devront être arrêtés d'un commun accord entre elle et la Société immobilière d'Oran, et, dans ce cas, les voies irréalisables seront abandonnées.

La Société immobilière d'Oran s'engage à verser à la caisse du receveur municipal la versera à son tour et immédiatement dans la caisse du receveur des finances à Oran, payant au nom et en l'acquit de la Société immobilière subrogée en vertu de l'article 13 de la convention avec le ministre de la guerre, pour le compte du département de la guerre, sous le titre : *Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministre de la guerre*, une somme d'un million cinq cent dix mille francs (1,510,000^f), fixée à l'avance devant être employée intégralement à la reconstruction des établissements militaires à déplacer.

La Société immobilière d'Oran versera également à la caisse du receveur municipal, qui en fera immédiatement le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, une somme de deux cent mille francs (200,000^f), à titre de premier cautionnement, pour assurer l'exécution totale du projet.

La moitié de cette somme sera acquise à la ville aussitôt après l'accomplissement des démarches relatives aux formalités auxquelles elle est tenue par la présente convention, quel qu'en soit le résultat; seront également acquis à la ville les intérêts produits par cette moitié du cautionnement.

La somme sera incessible et insaisissable entre les mains de la ville.

Les autres cent mille francs (100,000^f) et les intérêts produits intégralement par la moitié seront remboursés à la Société immobilière d'Oran après l'exécution de tous ses engagements.

À tout moment la société pourra demander à la ville l'échange de ce cautionnement en échange contre une garantie hypothécaire sur immeuble accepté par la ville.

La Société immobilière versera, en outre, et également à la caisse du receveur municipal, qui en fera immédiatement le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, une somme de trois cent mille francs (300,000^f), à titre de deuxième cautionnement pour assurer l'exécution de ses obligations résultant de la présente convention en ce qui concerne seulement : 1° les travaux imposés à la commune par les articles 6 et 7 de la convention passée entre le ministre de la guerre et la ville; 2° les travaux d'infrastructure et de superstructure du boulevard du Nord, au moins la route du port et le parc à fourrages; 3° les travaux d'achèvement jusqu'à la voirie des collecteurs de l'Ain-Rouina, de la Mina et de la Cressonnière.

Il est entendu que le remboursement, à la Société immobilière, de ce deuxième cautionnement, sera effectué en trois fractions d'égales sommes, après réception par la ville des travaux prévus à chacun des 1°, 2° et 3° du paragraphe précédent.

Les intérêts produits par ce deuxième cautionnement seront acquis à la Société immobilière.

Les trois sommes dont il est question aux articles 16, 17 et 18 de la présente convention seront versées à la caisse municipale, ensemble et en un seul terme, dans le délai qui suivra la promulgation de la loi ratifiant la convention passée entre la ville de la guerre et la ville.

Si le versement de la somme d'un million cinq cent dix mille francs (1,510,000^f) prévu à l'article 16, celui de deux cent mille francs (200,000^f) prévu à l'article 17, et celui de trois cent mille francs (300,000^f) prévu à l'article 18 ne sont pas effectués dans le délai fixé par l'article 19, et après une mise en demeure restée infructueuse pendant une durée d'un mois, la Société immobilière d'Oran sera dépourvue et simplement des droits qui lui sont attribués par la présente convention, laquelle par ce fait deviendra nulle et non avenue.

La ville reprendra son entière liberté d'action et la Société immobilière d'Oran ne pourra prétendre, à une époque quelconque, à l'aide de toute autre combinaison financière, à l'exécution de tout ou partie de son projet.

En cas de non-exécution, par la faute de la Société immobilière, des travaux prévus dans la présente convention, et après une mise en demeure suivie de non-effet pendant un délai de six mois, la ville pourra employer le premier cautionnement de deux

cent mille francs (200,000^f) pour tels travaux, compris dans le projet, qu'il lui paraîtrait convenable de terminer ou d'entreprendre, sauf recours contre la Société immobilière d'Oran en remboursement des travaux faits en régie pour son compte, de manière que le premier cautionnement serve toujours de garantie jusqu'à l'achèvement total des travaux du projet; la ville pourra, en outre, et de plein droit, employer le deuxième cautionnement, mais seulement pour l'exécution des travaux dont il est spécialement la garantie.

22. La Société immobilière d'Oran bénéficiera des taxes qui pourront être imposées aux propriétaires riverains, autres que les propriétés communales et nationales, pour la construction des égouts, par application du décret du 26 avril 1833; ces taxes seront encaissées par la ville pour le compte de la Société immobilière d'Oran; elles seront retenues à titre de cautionnement supplémentaire et seront remboursées après l'exécution totale des travaux du projet.

23. Aussitôt après la notification de l'approbation de la présente convention, après le versement des sommes d'un million cinq cent dix mille francs (1,510,000^f) pour le prix des terrains et de cinq cent mille francs (500,000^f) pour les premiers deuxièmes cautionnements, la ville procédera aux formalités nécessaires pour obtenir de l'autorité compétente et dans les formes régulières l'arrêté d'alignement et le nivellement des nouvelles voies projetées et la déclaration d'utilité publique de ces travaux.

La Société immobilière d'Oran devra se conformer, d'ailleurs, sans aucun recours contre la ville, aux modifications qui pourront être prescrites concernant l'alignement et le nivellement des nouvelles rues.

24. Tous les terrains autres que ceux dont il est parlé dans les articles précédents et qui seront nécessaires pour l'établissement des nouvelles rues et l'exécution des travaux projetés, seront achetés et payés par la Société immobilière d'Oran. A cet effet, et l'entreprise étant déclarée d'utilité publique, elle sera investie de tous droits que les lois, décrets, et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et elle sera tenue en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent pour l'administration de ces lois et règlements.

25. Le sol des rues sera remis gratuitement à la ville par la Société immobilière d'Oran aussitôt après leur achèvement, sous les réserves stipulées à l'article 11.

26. La Société immobilière d'Oran sera tenue de commencer les travaux qu'elle doit exécuter, dans les deux mois qui suivront la notification de l'approbation de la présente convention, et si c'est nécessaire, dans les deux mois qui suivront l'acte d'expropriation, et ils seront continués après la remise définitive et complète par la ville des terrains occupés par les établissements militaires, sauf pour les terrains à exécuter dans la partie comprise entre la rue Philippe et la route du port qui pourront être entrepris avant cette remise s'il y a lieu, et sauf aussi pour les travaux à exécuter entre la route du Port et le parc à fourrages et entre les casernes de la guentah et le mur d'enceinte de Miramar, qui devront être terminés et remis à la ville avant cette remise, ainsi qu'il est dit à l'article 29 ci-après.

Elle devra les avoir entièrement terminés dans un délai de cinq ans, à partir de cette remise; toutefois, les travaux imposés à la ville par les articles 6 et 7 de la présente convention avec le ministre de la guerre devront être terminés dans les délais fixés par ladite convention.

La Société immobilière est autorisée, d'ores et déjà, à commencer l'achèvement des collecteurs inachevés de l'Ain-Rouina, de la Mina et de la Cressonnière, non compris au projet, ainsi que le boulevard du Nord dans la traversée du ravin de l'Ain-Rouina et de la Cressonnière sur les terrains qui lui appartiennent; mais elle devra se conformer, à ses risques et périls, aux alignements et aux nivellements prévus, qui lui seront donnés, sans préjudice des formalités à suivre postérieurement pour l'approbation du projet.

27. Tous les employés de la Société immobilière d'Oran, tous les ouvriers d'embauches sur ses chantiers, soit par elle-même, soit par ses entrepreneurs, devront appartenir à la nationalité française. Pour tous les autres ouvriers employés d'imp-

par la Société immobilière d'Oran, ou indirectement par ses entrepreneurs, devra être soumis tous les trois mois à M. le maire par ladite société, justifiant la proportion des ouvriers français, n'est pas moindre de trente pour cent (30/100).

Pour assurer l'exécution de cette clause, la ville se réserve le droit de ne pas recevoir les travaux exécutés en dérogation du paragraphe précédent.

La ville remettra à la Société immobilière d'Oran les terrains et les bâtiments établis militaires mentionnés par la convention avec le ministre de la guerre et dans l'état où ils se trouveront le jour de la remise, conformément à l'art. 28 de ladite convention.

La remise devra être effectuée dans les délais fixés comme maxima, entre le jour de la guerre et la ville, soit :

Le terrain cultivé en jardin et situé à l'est du quartier des chasseurs, et le terrain sur lequel est située en partie l'ancienne lunette Saint-André, dans les quinze jours qui suivent le versement du million cinq cent dix mille francs (1,510,000^f) ; le prix des terrains et des cinq cent mille francs (500,000^f) pour les premier et deuxième cautionnements ;

Les travaux du parc à fourrages dans les deux ans ;

Et les terrains des quartiers de Karguentah, dans les trois ans, sauf les réserves faites aux articles 29, 32 et 33 de la présente convention.

Mais si le ministre de la guerre a fait reconstruire les établissements à déplacer et les délais ci-dessus, la livraison des terrains devra se faire, sauf toujours les réserves visées ci-dessus, dans les trois mois qui suivront l'achèvement des nouveaux bâtiments, sans que les délais fixés puissent être dépassés, sauf pour cas de force majeure dûment constaté par M. le gouverneur général de l'Algérie, conformément à l'article 8 de la convention avec le ministre de la guerre.

Toutefois, les terrains du parc à fourrages et des quartiers de Karguentah, pris dans les 2^e et 3^e de l'article 28 de la présente convention et sauf les réserves faites aux articles 32 et 33, ne seront remis à la Société immobilière par la ville, qu'après la réception des travaux d'infrastructure et de superstructure du boulevard du Nord, au moins entre la route du port et le mur à fourrages, et entre les casernes de Karguentah et le mur d'enceinte de mer.

En même temps que les terrains portés à l'article 29 seront remis à la Société immobilière, la ville lui remettra également son titre de propriété, c'est-à-dire la convention avec le ministre de la guerre.

Il sera dressé procès-verbal, en la forme administrative, de ces opérations.

Les terrains appartenant à l'artillerie et devant faire l'objet d'une convention avec la Société immobilière d'Oran par la ville dès qu'elle en aura la possession, et le prix, calculé d'après l'évaluation domaniale, sera payé par la Société immobilière d'Oran dans les délais stipulés.

Les parcelles de terrains militaires non comprises dans la convention entre la ville et le ministre de la guerre et dont le maire a fait ou doit faire, aux termes de la présente convention, la demande au ministre de la guerre, seront remises par la ville à la Société immobilière dès que la cession lui en aura été faite et que le prix, calculé d'après l'évaluation domaniale, en aura été payé par la Société immobilière dans les délais fixés.

Il est convenu que la ville se réserve :

Dans les terrains du quartier d'artillerie, en dehors des grandes facades et aux deux extrémités de la place des Victoires, un emplacement d'une superficie approximative de mille mètres carrés (5,000^{m²}), y compris les rues latérales, pour la construction d'un marché couvert qu'elle édifiera à ses frais ;

Et une parcelle de mille huit cents mètres carrés (1,800^{m²}), y compris les deux rues latérales, dans le milieu du parc à fourrages, pour la construction d'un édifice militaire.

Toutefois, la ville aura la faculté de construire ces édifices, lorsqu'elle le jugera utile, sans qu'elle puisse distraire ces terrains de l'affectation qui leur est destinée.

33. Le sol des voies existantes ou projetées à travers les terrains militaires du parc à fourrages, des quartiers de Karguentah et de la lunette Saint-André et les emplacements réservés par l'article 32 pour un marché couvert et un édifice public, deviendront propriété incommutable de la ville et seront classés respectivement dans son domaine public et dans son domaine privé, par le fait du paiement à l'État du prix des immeubles militaires susindiqués.

Les autres terrains seront la propriété de la Société immobilière d'Oran, francs et libres de toutes inscriptions légales ou autres.

34. La ville cède à la Société immobilière d'Oran, en échange des deux parcelles ci-dessus réservées pour un marché et un édifice public, les terrains qui étaient destinés autrefois au déplacement du parc à fourrages et qui occupent une superficie approximative de trente mille cent mètres carrés (30,100^m) donnant lieu à compensation, à la condition que dans le surplus du terrain non occupé, soit pour le passage du boulevard du Nord, ou par les rues destinées à desservir cet emplacement, et dans la partie limitant le rempart, dans toute sa longueur entre la route de Guelma et le boulevard du Nord, sur une largeur de cinquante mètres (50^m), la Société immobilière d'Oran devra créer un square dont l'entretien incombera à la ville après sa réception.

Les terrains cédés par le présent article à la Société immobilière d'Oran lui seront remis par la ville dans les quinze jours qui suivront le versement des fonds dont il est question aux articles 16, 17 et 18.

Il sera dressé procès-verbal de cette remise en la forme administrative.

35. Dès que les terrains des quartiers de Karguentah auront été remis à la Société immobilière suivant les articles 28, 29 et 30 de la présente convention, elle sera tenue de procéder, à ses frais, au rasement de tous les bâtiments ou casernes existant dans lesdits quartiers et à la désinfection des terrains, selon les moyens qui devront être approuvés par le conseil d'hygiène.

36. Trois plans d'avant-projets, acceptés d'un commun accord et portant la date du 1^{er} mai 1893, sont joints à la présente convention, pour fixer les engagements réciproques des parties contractantes; ils sont signés par M. Mathieu, alors maire d'Oran, et par M. Cayla.

Les boulevards et les rues à ouvrir, en vertu des articles 2 et 12 de la présente convention, y sont tracés; mais leurs alignements et leurs nivellements définitifs comme aussi les parties des voies publiques à déclasser, seront arrêtés ultérieurement entre la ville et les services publics intéressés et la Société immobilière d'Oran se tenue de s'y conformer.

Trois autres plans en date du 20 mars 1893 et signés également par M. Mathieu, alors maire, et par M. Cayla, indiquent les parcelles de terrains réservées ou cédées et les avant-projets à exécuter en vertu des articles 32 et 34 de la présente convention.

Les égouts collecteurs dont il est parlé à l'article 3 sont figurés sur un plan d'avant-projet qui porte la même date que la présente convention et sont signés par les parties.

37. Dans le cas où la convention de la ville avec le ministre de la guerre vient à subir des changements avant d'être définitive, la Société immobilière d'Oran pourra, à volonté, soit renoncer au bénéfice de la présente convention, qui serait alors purement et simplement annulée, soit conclure avec la ville un nouvel arrangement basé sur les mêmes bases que la présente convention et comportant les changements, charges et obligations exigés.

38. La présente convention ne sera valable qu'après son approbation par l'autorité supérieure.

39. Tous les frais, de quelque nature qu'ils soient, auxquels donnera lieu l'exécution de la présente convention, seront à la charge de la Société immobilière d'Oran.

40. Toutes les contestations qui pourraient s'élever relativement à l'exécution de la

Les conventions seront jugées par le conseil de préfecture d'Oran, sauf recours au conseil d'État.

En double original, en l'hôtel de ville d'Oran, le vingt-trois avril mil huit cent vingt-quatorze.

Signé : CAYLA.

Signé : COUTURES.

12706. — *Loi qui autorise la ville de Lisieux (Calvados) à contracter un Emprunt et à proroger des Surtaxes d'octroi.*

Du 30 Janvier 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 31 janvier 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

Art. 1^{er}. La ville de Lisieux (Calvados) est autorisée à emprunter, **taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq cent pour cent (3' 85 p. o/o), une somme de cent quatre-vingt-neuf sept cent quatre-vingt-dix-huit francs (189,798'), destinée à voir, avec d'autres ressources, aux frais de restauration et d'agrandissement du collège, et remboursable en trente ans, tant au moyen d'élévements sur les revenus ordinaires qu'à l'aide d'une subvention annuelle de l'État et du produit de surtaxes d'octroi à percevoir pendant les années 1897 et 1898.**

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, le gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Est autorisée, jusqu'au 31 décembre 1898 inclusivement, la perception des surtaxes de quatre-vingt-seize centimes (0' 96) par litre de vin et de deux francs (2') par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, fruits à l'eau-de-vie, liqueurs aromatisées, actuellement perçues à l'octroi de Lisieux.

Les surtaxes sont indépendantes des droits de trois francs quatre francs par hectolitre de vin et de quinze francs par hectolitre d'alcool, établis à titre de taxes principales.

Le produit des surtaxes mentionnées en l'article précédent sera exclusivement affecté à l'amortissement de l'emprunt de cent quatre-

vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix-huit francs à contracter en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus.

L'administration municipale est tenue de justifier chaque année au préfet, de l'emploi de ce produit dont le compte général, tant de recette qu'en dépense, sera fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : LOUIS BARTHOT.

N° 32707. — *Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 5 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante-dix centimes pour cent (3^{fr} 70 p. 0/0), une somme de trois millions soixante mille cinq cents francs (3,060,500^{fr}), remboursable en trente ans et destinée tant à convertir quatre emprunts antérieurement contractés en vertu des lois des 23 juillet 1886, 12 juillet 1888, 20 février 1890 et 13 juin 1891, qu'à pourvoir à diverses dettes et dépenses nouvelles énumérées dans une délibération municipale du 29 janvier 1896, ayant pour objet notamment le prix de terrains expropriés pour travaux de voirie, l'élargissement de la rue Saint-Jacques, la construction d'un marché couvert et d'une école pratique de commerce et d'industrie.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1897, dix centimes soixante centièmes (0,60) additionnels au principal de ses quatre contributions d'impôt sur le produit de cette imposition, évalué en totalité à deux millions cent quatre-vingt mille francs (2,580,000) environ, servira à pourvoir l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec le prélèvement annuel sur le produit des taxes extraordinaires d'octroi et des impositions extraordinaires de huit centimes et d'un centime cinquante centièmes établies par les lois des 23 juillet 1886 et 12 juillet 1888 cesseront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32708. — *Loi qui autorise le département de la Charente à contracter un Emprunt.*

Du 11 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 13 Février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte est :

Art. 1^{er}. Le département de la Charente est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à l' taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 100), une somme de soixante mille francs (60,000), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante mille francs autorisé par l'article ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32709. — *Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 13 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Indre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt-un francs (43,481^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Indre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, treize centièmes de centime (0^{fr} 13) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des int-

au remboursement de l'emprunt de quarante-trois mille cent quatre-vingt-un francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus. L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

1710. — *Loi qui approuve un Engagement pris par la ville de Noyon (Oise) et autorise cette ville à s'imposer extraordinairement.*

Du 11 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 13 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — 1^{re}. Sont approuvées les délibérations prises par le conseil municipal de Noyon (Oise), à la date des 25 mai 1888 et 23 septembre 1891, en tant qu'elles ont pour objet de verser au département en vue de la construction des chemins de fer d'intérêt local de la Guiscard et à Lassigny et de Bussy à Ercheu, pendant toute la durée de la concession, deux subventions annuelles de deux mille et treize francs trente-quatre centimes (2,613^{fr} 34) et de mille cent cinquante francs (1,450^{fr}).

La ville de Noyon est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant cinquante-quatre ans à partir de 1897, du nombre de centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes nécessaires pour faire face au paiement des subventions prévues à l'article précédent, sans toutefois que l'imposition annuelle puisse excéder cinq centimes (0^{fr} 05).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 11 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32711. — *Loi relative à la Propriété foncière en Algérie.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au *Journal officiel* du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les procédures soit d'ensemble, soit partielles, effectuées par les titres II et III de la loi du 26 juillet 1873 et par la loi du 28 avril 1887 pour la constatation de la propriété privée et la constitution de la propriété individuelle, sont et demeurent abrogées.

Néanmoins, les opérations commencées en exécution de ces lois pourront être continuées jusques et y compris la délivrance des titres de propriété.

Il pourra être procédé aux opérations d'acquisition ou d'édification de plusieurs parcelles, soit par l'État, soit par les particuliers, conformément à la procédure d'enquête partielle prévue par la présente loi.

2. Les titres délivrés par l'administration des domaines, à la suite des procédures édictées par la présente loi, assureront, à l'avenir, la propriété entre les mains des bénéficiaires de ces titres : les droits réels non légalement maintenus à la suite de ces procédures seront définitivement abolis, quelles que soient la nature et la date de l'acte constatant ces droits.

3. A compter de la délivrance de ces titres, les immeubles auxquels ils se réfèrent resteront, quels que soient leurs propriétaires, soumis à toutes les prescriptions de la loi française, sauf les exceptions prévues aux articles 16, 17 et 18 ci-après.

4. Dans tout territoire compris dans le périmètre d'application de la présente loi, tel qu'il est déterminé par l'article 12 ci-après, les propriétaires comme les acquéreurs, sans distinction de nationalité ni d'origine, pourront toujours prendre l'initiative des procédures organisées par la présente loi, afin d'obtenir la délivrance des titres de propriété ci-dessus indiqués.

5. Les intéressés qui désireront obtenir les titres délivrés par l'administration des domaines devront adresser au préfet du département, en territoire civil, ou au général commandant la division, en territoire militaire, une requête en délivrance de titre.

Cette requête devra contenir une désignation, aussi précise que possible, de l'immeuble, ses tenants et aboutissants, sa contenance approximative, ainsi qu'une élection de domicile faite par le requérant.

se sera non avenue si elle n'est accompagnée de la consignation des frais. La réception de la requête sera consignée sur un *ad hoc* et récépissé en sera donné à l'intéressé.

Dans les trente jours qui suivront le dépôt de la requête, un agent de l'administration, désigné par le préfet ou le général, se rendra sur les lieux, accompagné du requérant, ou lui dûment autorisé, et procédera au bornage de l'immeuble et au lever du plan, s'il n'a déjà été procédé.

Il désignera l'agent de l'administration et fixant le jour des opérations, qui sera, vingt jours au moins à l'avance, inséré au *Journal de l'Algérie*. Avis en sera donné au directeur des domaines, par l'agent requérant, par lettre recommandée, adressée au domicile du requérant. Il sera, en outre, publié, dans les principaux marchés de la tribu, affiché, en français et en arabe, à la mairie de la commune et partout où besoin sera.

Les insertions et publications constitueront, pour tous les intéressés, une mise en demeure d'avoir à produire tous documents ou titres propres à établir des droits auxquels ils prétendraient sur l'immeuble objet de la requête. Leurs dires, et les témoignages qu'ils produiront à l'appui, seront recueillis, par l'agent de l'administration et consignés au procès-verbal.

Le procès-verbal des opérations faites et des dires recueillis sera déposé à la mairie pendant un délai de quarante-cinq jours à compter de sa clôture. Sa traduction en arabe sera déposée, pendant le même délai, entre les mains de l'adjoint indigène de la situation des lieux. Ce double dépôt sera porté à la connaissance des intéressés, dans les dix jours de la clôture du procès-verbal, par un avis affiché au lieu de la commune et par des publications sur les marchés de la tribu.

Durant ce délai de quarante-cinq jours, toutes personnes pourront prendre communication et faire consigner, à la suite du procès-verbal, tous les dires et réclamations concernant les droits réels qu'elles pourraient avoir à exercer sur l'immeuble dont il s'agit.

Dans les dix jours qui suivront l'expiration de ce délai, l'agent de l'administration rédige le premier procès-verbal se rendra de nouveau sur les lieux, si de nouvelles réclamations se sont produites, et rédigera un second procès-verbal définitif. Il constatera les réclamations qui se seront produites en temps utile et donnera son avis motivé, tant sur le mérite de la requête originaire que sur lesdites réclamations. Il devra, en outre, signer, dans son procès-verbal, les droits pouvant appartenir à l'Etat sur l'immeuble et que l'enquête lui aura révélés.

Conformément à l'article 2 ci-dessus, l'immeuble objet de la requête demeurera libre et affranchi de tous les droits réels qui n'ont point été réclamés en temps utile. Toute réclamation ou réclamation ultérieure n'ouvrira plus aux prétendants droit qu'une action personnelle contre celui qui aura bénéficié de leur déchéance.

9. Le procès-verbal définitif et les pièces à l'appui seront transmis au directeur des domaines.

Celui-ci devra procéder de suite à l'établissement et à la délivrance des titres, dans le cas où le procès-verbal ne constaterait aucune réclamation, sauf ce qui sera dit à l'article 13 ci-après.

Dans le cas contraire, s'il s'agit d'un droit réclamé par l'État en son nom, le procès-verbal sera communiqué au gouvernement général. Dans tous les cas, le titre ne pourra être établi et délivré qu'autant que le requérant rapportera mainlevée de toutes réclamations consignées au procès-verbal.

La mainlevée devra consister, soit en une renonciation écrite des auteurs de la réclamation, soit en une décision judiciaire rendue définitivement cette réclamation.

Lorsque la requête émane d'un acquéreur, celui-ci pourra contraindre son vendeur à poursuivre la mainlevée des réclamations sous peine de résiliation du contrat et de tous dommages-intérêts.

Les réclamants pourront, s'il y a lieu, être condamnés à des dommages-intérêts envers le requérant.

10. Si des réclamations portant non sur la propriété même, mais sur des charges pesant sur cette propriété, sont reconnues, le requérant pourra, néanmoins, obtenir délivrance d'un titre, les charges reconnues y seront inscrites. L'acquéreur pourra demander la résiliation de la vente et des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

11. La requête en délivrance de titres et les opérations y relatives seront considérées comme non avenues si, dans les six mois qui suivront la transmission du procès-verbal au directeur des domaines, le requérant n'a pas fait connaître à ce dernier, par une notification mentionnant les actes introductifs d'instance, qu'il poursuit, et s'agit d'un acquéreur, que son vendeur poursuit la mainlevée des réclamations produites.

12. Les dispositions qui précèdent ne seront appliquées qu'à la région du Tell algérien, délimitée conformément à l'article 3 du décret du 26 juillet 1873, et, en dehors du Tell, aux territoires délimités par les arrêtés spéciaux du gouverneur général.

13. Lorsqu'une demande d'enquête partielle aura lieu en un territoire délimité par application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, le plan parcellaire dressé afin de régulariser, d'après la jouissance effective, la situation de l'occupant de la terre, sera homologué par l'arrêté pris par le gouverneur général en conseil de gouvernement.

A dater de cet arrêté, les occupants maintenus en possession seront considérés comme propriétaires, à titre privé, des terres qu'ils auront été reconnus possesseurs.

A partir de la publication de l'arrêté d'homologation du gouverneur général dans le *Journal officiel* de l'Algérie, les contestations relatives à la propriété de ces territoires seront de la compétence des tribunaux judiciaires.

Dans les territoires où les lois des 26 juillet 1873 et 28 avril ont reçu leur application, les détenteurs de titres français non aurent un délai de six mois, à compter de la publication de la loi, pour actionner en reconnaissance de leurs droits les titulaires des titres délivrés par l'administration des domaines, en vertu des lois précitées.

Ils auront, avant l'expiration de ce délai, faire parvenir au directeur des domaines une copie de leur assignation ou de la reconnaissance qui serait faite de leurs droits.

A l'expiration de ce délai, tous les droits non révélés, qui ne peuvent exister sur lesdites propriétés, seront purgés.

Les titres non touchés par les assignations devront être, par les soins du directeur des domaines, munis d'une mention spéciale qui sera produite sur toutes les expéditions délivrées désormais.

La même mention sera portée sur le double déposé à la conservation des hypothèques. Elle y sera apposée par le conservateur des hypothèques, sur le vu de l'état des assignations, qui lui sera communiqué, tous les mois, par le directeur des domaines.

Les titres touchés par les assignations ne pourront être munis de la mention qu'après le règlement définitif des litiges.

Les titres munis de cette mention produiront les mêmes effets que les titres délivrés postérieurement à la présente loi.

Les transactions entre indigènes concernant les immeubles ne font l'objet des titres prévus aux articles 1 et 2 de la présente loi que ceux délivrés antérieurement en vertu des lois du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887 pourront, dans les territoires déterminés par décret du gouverneur général, tant que ces immeubles demeurent entre les mains des indigènes, avoir lieu par actes du ministère des Indes.

Ils seront assujettis à la formalité de la transcription hypothécaire, conformément à la loi du 23 mars 1855.

Lorsque le partage ou la licitation d'un immeuble rural, dont tout ou partie appartient à des indigènes musulmans, sera demandé, soit par un copropriétaire, soit par le tuteur, curateur ou administrateur de l'un des copropriétaires, le tribunal attribuera, si faire se peut, en nature, au demandeur, une part de l'immeuble représentant ses droits; si l'immeuble n'est pas commodément partageable, l'article 827 du Code civil ne sera pas applicable. Dans ce cas, le partage sera fait entre familles, et un ou plusieurs copropriétaires de la part affectée à la famille dont fait partie le demandeur auront le choix ou d'accepter la licitation ou de lui payer une somme représentant la valeur de ses droits sur l'immeuble. A défaut d'entente amiable entre les copropriétaires de la part revenant à la même famille, cette somme sera arbitrée par le tribunal, dont le jugement contiendra condamnation solidaire des défendeurs au paiement de ladite somme avec les intérêts et les frais.

Les jugements rendus en cette matière ne seront susceptibles d'opposition ni d'appel.

18. Les dispositions des articles 11 et suivants de la loi du 28 mai 1887, relative aux licitations et partages où figurent des indigés, continueront à être appliquées.

Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets ou ordonnances contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32712. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante centimes pour cent (3^{fr} 63 p. 100), une somme de quatre-vingt-sept mille trois cent dix-neuf francs (97,319^{fr}), remboursable vingt-cinq ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

2. Le département de la Corrèze est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer

ordinairement, pendant les années 1898, 1899 et 1900, quatre centimes de centime (0⁴²) additionnels au principal quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix mille trois cent dix-neuf francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-dix-sept mille trois cent dix-neuf francs précité seront prélevés, de 1901 à 1922 inclus, suivant la décision du conseil général, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32713. — *Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un Emprunt.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

Art. 1^{er}. Le département de la Corse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes par cent (3⁶³ p. o/o), une somme de cinquante-quatre mille (54,000), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou, à défaut, à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-quatre mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32714. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^f 80 p. o/o), une somme de cinquante-cinq mille francs (55,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1898 et affectée à la construction d'une caserne de gendarmerie à la Mure.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinquante-cinq mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

À Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32715. — *Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un Emprunt.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1°. Le département de la Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent soixante mille francs (160,200^f), remboursable en trente ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux, subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou, à défaut, à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent soixante mille deux cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes additionnels dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

À Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32716. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de quatre-vingt mille francs (83,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1907 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux autorisés par la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du conseil général de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Pyrénées est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, neuf centièmes de centime (0^{fr} 19) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des contributions extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32717. — Loi qui autorise le département de la Savoie à modifier l'affectation d'un reliquat d'Emprunt.

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter une somme de trois cent neuf mille francs (309,000^f), restant disponible sur l'emprunt de six cent trente-quatre mille francs autorisé par la loi du 11 décembre 1886 pour la construction des écoles normales primaires, aux dépenses ci-après :

Jusqu'à concurrence de deux cent trente-quatre mille sept cent dix francs (234,718^f), au paiement de la subvention promise à la commune de Annecy, déclaré d'utilité publique par la loi du 11 août 1882;

Jusqu'à concurrence de dix-neuf mille cent vingt-six francs (19,126^f), aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880;

Jusqu'à concurrence de cinquante-cinq mille cent cinquante francs (55,156^f), à divers travaux à exécuter à la sous-préfecture de Annecy, au bâtiment des archives, aux casernes de gendarmerie et aux travaux d'amélioration des routes départementales.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32718. — Loi qui autorise la ville d'Amiens (Somme) à contracter un Emprunt.

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Amiens (Somme) est autorisée à em-

prunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3¹ 55 p. o/o), une somme de cent quatre-vingt mille francs (180,000^f), remboursable en vingt ans sur les revenus ordinaires de la caisse municipale et destinée à pourvoir aux frais d'acquisition d'un terrain en vue de la construction d'un théâtre.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endorsement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passeront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32719. — *Loi qui établit d'office une Imposition extraordinaire sur la commune de Verneuil (Cher).*

Du 16 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 18 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office sur la commune de Verneuil (Cher), pendant vingt-cinq ans à partir de 1897, une imposition extraordinaire de quatorze centimes cinquante centièmes (14^e additionnelle au principal des quatre contributions directes, dont le produit, évalué à six mille neuf cent cinquante francs (6,950^f) environ, servira à rembourser, en principal et intérêts, l'emprunt de quatre mille quatre cent soixante-dix francs (4,470^f) que ladite commune est tenue de contracter, en vertu d'un arrêté préfectoral du 13 octobre 1896, pour la construction d'une maison d'école.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

BO. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.

Du 4 Juin 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les états de créances liquidées à la charge du département des finances, annuellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895;

l'article 9 de la loi du 23 mai 1834;

l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général de la comptabilité publique;

considérant qu'aux termes de ces articles les créances comprises dans la ci-dessus visés peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent aux services prévus par les budgets des exercices précités et que leur montant n'excède pas le chiffre encore disponible des crédits qui ont été annulés au cours de ces exercices;

la proposition du ministre des finances,

DÉCÈTE :

1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de trois mille neuf cent vingt-cinq centimes (3,920^f56).

Un état nominatif des créances comprises dans le tableau ci-dessus sera adressé, en double expédition, à la direction générale de la comptabilité publique, conformément à l'article 119 du décret du 31 mai 1862.

Le ministre des finances est autorisé à ordonnancer ces créances sur un chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices clos au 31 mai de l'exercice 1897, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

Il sera pourvu aux dépenses dont il s'agit au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

*État des crédits supplémentaires ouverts en augmentation des restes à payer
portés dans les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895.*

EXERCICES.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
			par article.	par chapitre.	par exercice.
1894.	CHAPITRE LXXIII. Remises proportionnelles des percepteurs. (Art. 1 ^{er} .)	Le trésorier-payeur général des Hautes-Pyrénées. Remises des percepteurs ⁽¹⁾ ...	9 ⁰⁰	9 ⁰⁰	
	CHAPITRE LXXVI. Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires. (Art. 4.)	Le trésorier-payeur général des Hautes-Pyrénées. Frais de distribution des avertissements ⁽²⁾	15 00	15 00	15 00
	CHAPITRE LXXIX. Frais de distribution des avertissements. (Art. 1.)	Le receveur central de la Seine. Frais de distribution des avertissements relatifs aux rôles des taxes assimilées ⁽³⁾	2,363 94	2,363 94	
	CHAPITRE LXXIV. Remises proportionnelles des percepteurs. (Art. 1 ^{er} .)	Le trésorier-payeur général de l'Aveyron. Remises des percepteurs ⁽¹⁾	310 39	310 39	
1895.	CHAPITRE LXXV. Frais de perception des centimes affectés aux dépenses de l'instruction primaire.	Le trésorier-payeur général des Deux-Sèvres. Frais de perception des centimes de l'instruction primaire ⁽²⁾	4 97	4 97	4 97
	CHAPITRE LXXXVIII. Personnel des contributions indirectes. (Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er} .)	Le receveur principal des contributions indirectes à Alençon (Orne). Traitement ⁽³⁾	91 04	91 04	
	CHAPITRE LXXXIX. Matériel des contributions indirectes. (Art. 1 ^{er} , § 3.)	Le receveur principal des contributions indirectes à Béziers (Hérault). Frais d'emballage et de transport d'échantillons destinés à l'analyse ⁽⁴⁾	13 40		

(1) Le montant de ces remises a été avancé par le trésorier-payeur général, qui a pu en poursuivre la régularisation avant la clôture de l'exercice. — (2) Ces créances n'ont pu être soldées en temps utile, par suite d'insuffisance de crédits; un crédit supplémentaire de 4,363 fr. 94 pour objet n'a été voté que le 31 mars 1896. — (3) Cette somme, n'ayant pu être mandatée en temps utile, a été payée à divers percepteurs par le trésorier-payeur général qui en demande la régularisation. — (4) Montant de la retenue exercée pour cause de maladie sur le traitement de M. Bazas, receveur principal à Alençon, pour la période du 8 au 31 décembre 1895, et attribuée à l'interimaire chargé de son service. Le Conseil d'Etat ayant décidé ultérieurement que la maladie de cet agent, déclarée par un certificat de médecin contracté dans le service et que son traitement intégral lui était dû, le comptable a dû pourvoir à la régularisation de la somme de quatre-vingt-onze francs quatre centimes à titre d'avance par le service expéditeur et le service destinataire.

CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par article.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE LXXXIX. Matériel des contributions indirectes.	Le lieutenant commandant la compagnie des sapeurs-pompiers, à Collonges (Ain). Frais de transport de poudres à feu ⁽¹⁾	80 ^f 00 ^c	93 ^f 80 ^c	
CHAPITRE XL. Loyers et indemnités. (Art. 1 ^{er} , § 4.)	Le receveur principal des contributions indirectes à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Indemnité de déplacement ⁽²⁾	30 60	30 60	215 ^f 44 ^c
CHAPITRE XCI. Dépenses diverses. (Art. 4.)	Le trésorier-payeur général à Dijon (Côte-d'Or). Contributions foncières des bacs et francs-bords ⁽³⁾	0 42	0 42	
CHAPITRE XCII. Achat de tabacs, etc. (Art. 1 ^{er} , § 2.)	M. Galy, receveur entreposeur à Albertville (Savoie). Frais accessoires dans les entrepôts ⁽⁴⁾	48 09	48 09	
CHAPITRE XCVI. Pensions de retraites des préposés et ouvriers (Art. 1 ^{er} : Tabacs.)	L'orphelin Beaumont. Secours annuel ⁽⁵⁾	200 00	200 00	248 51
ALGÉRIE.				
CHAPITRE VII. Matériel de la topographie. (Art. 2.)	M. Guende, à Alger. Fournitures de bureau et imprimés ⁽⁶⁾	744 20	744 20	
CHAPITRE XII. Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre.	Le receveur des contributions diverses à Ain-Temouchent. Contribution foncière à l'occasion du local occupé par le service des ponts et chaussées ⁽⁷⁾	9 11	9 11	753 31
TOTAL.....			3,920 56	

mis de garde de divers convois de poudre destinés à l'entrepôt de Gex et dont l'officier commandant n'a demandé la liquidation qu'à la fin de 1896. — ⁽²⁾ Frais de route avancés à M. Biquet, à Verry, et dont la régularisation a été demandée tardivement. — ⁽³⁾ Imposition extraordinaire pour 1895 que le percepteur de Bligny-sur-Ouche n'a réclamée qu'en août 1896. — ⁽⁴⁾ Frais de bon et de refongage de colis vides et d'apposition de plombs dont l'intéressé n'a demandé le versement qu'à la fin de 1896. — ⁽⁵⁾ La mère, ouvrière à la manufacture de Reuilly, est décédée le 1^{er} en possession de droits à pension. La situation de l'orphelin Beaumont n'a été connue de l'administration qu'en avril 1897. — ⁽⁶⁾ Le mémoire n'a été produit par l'intéressé qu'en mars 1897. Le service intéressé a demandé, en mars 1897, le paiement de cette créance.

le présent état à la somme de trois mille neuf cent vingt francs cinquante-six

, le 4 Juin 1897.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32721. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) qui reporte au 20 mai 1897, le délai fixé par l'article 2 du décret du 20 mai 1893, pour les expéditions nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Grenoble-Vizille, par Gières et Uriage (Isère). (Paris, 23 Décembre 1896.)



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Août 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1868.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

32722. — *Loi concernant la fabrication, la circulation et la vente des Vins artificiels.*

Du 6 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 7 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. La fabrication industrielle, la circulation et la vente des raisins secs ou autres vins artificiels, à l'exception des vins mousseux et des vins de marc et de sucre régis par l'article 3, sont exclues du régime fiscal des vins et soumises aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique totale actuelle en puissance.

Les raisins secs à boisson ne pourront circuler qu'en vertu d'acquittement garantissant le paiement du droit général de consommation à raison de trente litres (30^l) d'alcool par cent kilogrammes (100^k) s'ils sont à destination des fabricants, et le paiement des droits de circulation à raison de six francs (6^f) par cent kilogrammes (100^k) s'ils sont à destination des particuliers pour leur consommation de famille.

La fabrication et la circulation en vue de la vente des vins de sucre sont interdites.

Cette interdiction est applicable aux cidres et poirés produits autrement que par la fermentation des pommes et poires fraîches, ou sans sucrage.

La détention, à un titre quelconque, de ces vins, cidres et poirés est interdite à tout négociant, entrepositaire ou débitant de liquides.

Les boissons de cidre d'un degré alcoolique inférieur à trois degrés ne seront pas comprises dans cette interdiction.

La détention visée par le paragraphe 3 du présent article n'est interdite lorsqu'elle n'a pas lieu en vue de la vente.

La circulation des boissons de marc, dites piquettes, provenant de l'épuisement des marcs par l'eau, sans addition d'alcool, de sucre ou de matières sucrées, est autorisée si ces boissons sont à destination de particuliers pour consommation familiale; elles ne seront soumises qu'à un droit de circulation d'un franc (1') par hectolitre.

4. Sont punies des peines portées à l'article 1^{er} de la loi du 25 février 1872 :

1° Toute infraction aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi;

2° Toute déclaration d'enlèvement de boissons faite sous un nom supposé, ou sous le nom d'un tiers sans son consentement, et la déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement de boissons non effectivement réalisé.

5. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux infractions à la présente loi.

6. La présente loi est applicable en Algérie et dans les colonies. Elle entrera en vigueur à partir du 15 août prochain.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce,
de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉRIS.

N° 32723. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds concours pour allocation à l'association des inventeurs et artistes industriels.

Du 25 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

La loi du 28 décembre 1895 portant fixation du budget général de l'exercice 1896;

L'article 13 de la loi du 6 juin 1843 relatif à l'emploi des fonds de concours;

La déclaration de versement d'une somme de vingt mille francs par le receveur des domaines du département de la Seine et provenant d'un legs fait à l'État par le sieur Giffard;

L'avis conforme du ministre des finances,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, première section (*Commerce et industries*) sur l'exercice 1896, chapitre VIII : *Encouragements aux manufactures et au commerce*, un crédit de vingt mille francs (20,000^f) à affecter sur les fonds de concours pour l'allocation à l'association des inventeurs et artistes industriels de pareille somme à prélever sur le montant des legs fait à l'État par le sieur Henry Giffard, en exécution du décret du 1^{er} juin 1895.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par le présent décret au moyen des recettes effectuées à cet effet à titre de fonds de concours.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

24. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes téléphoniques.

Du 25 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

La loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget et des dépenses de l'exercice 1896;

L'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours; le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des communes, des sociétés et des particuliers pour concourir, avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes téléphoniques,

lequel s'élève à la somme de deux cent soixante-dix-sept francs cinquante centimes;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (Téléphones), pour l'exercice 1896, un crédit de deux cent soixante-dix-sept francs cinquante centimes (277^f 50), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

CHAP. IV. Matériel de l'Algérie.

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à prendre sur les fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 25 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32725. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Lignes et de Bureaux télégraphiques.

Du 25 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public par des communes, des sociétés et des particuliers pour concours avec les fonds de l'État, aux frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, lequel s'élève à la somme de deux mille sept cent vingt-six francs cinquante et un centimes;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

avis conforme du ministre des finances,

ÊTRE :

1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, deuxième section (*Postes et télégraphes*), exercice 1896, un crédit de deux mille sept cent quatre-vingt-neuf francs cinquante et un centimes (2,786^f 51), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

P. III. Personnel de l'Algérie.....	139 ^f 33 ^c
— IV. Matériel de l'Algérie.....	2,647 18
TOTAL ÉGAL.....	<u>2,786 51</u>

Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de concours.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*.

À Paris, le 25 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

16. — DÉCRET qui ouvre au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'établissement de Réseaux téléphoniques Lignes interurbaines.

Du 25 Mars 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

La loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1896;
l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours; le relevé ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor par des villes, établissements publics ou syndicats pour concourir, au fonds de l'État, aux frais d'établissement de réseaux téléphoniques Lignes interurbaines, lequel s'élève à la somme de trois mille francs;

Vu l'avis conforme du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, troisième section (Téléphones), à l'exercice 1896, un crédit de trois mille francs (3,000^f), savoir :

SERVICE DE L'ALGÉRIE.

CHAP. IV. Matériel de l'Algérie. 3,000^f

2. Il est pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent par le moyen de ressources spéciales versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 25 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAUPEL.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

N° 31727. — DÉCRET qui autorise un Virement de crédits au Budget annuel de la Caisse des Invalides de la marine (Exercice 1896).

Du 25 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrages de la dette viagère et de pensions continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en est effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédits à mettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sur les crédits ouverts par la loi de finances du 28 décembre 1895, au titre du chapitre III : Demi-soldes et pensions de

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

du budget de la caisse des invalides de la marine, exercice une somme de trois cent cinquante-huit mille cinq cent cinquante-neuf centimes (358,505' 59) est annulée et transférée à un chapitre spécial: *Rappels d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées sur exercices clos.*

Les paiements effectués en 1896, à titre d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées sur exercices clos, montant à trois cent cinquante-huit mille cinq cent cinquante-neuf centimes (358,505' 59), sont déduits du chapitre III: *Demi-soldes et pensions dérivées*, et réimputées au chapitre spécial: *Rappels d'arrérages de demi-soldes et de pensions dérivées sur exercices clos.*

Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et annexé au projet de loi sur le règlement définitif de l'exercice 1896.

Fait à Paris, le 25 Mars 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé: G. BARNARD.

12728. — *Décret qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune de Cherbourg (Manche).*

Du 27 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 10 mai 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875⁽¹⁾ et 28 octobre 1875 sur la poudre dynamite;

la demande formée par MM. Albéry et Pignot, entrepreneurs à Cherbourg, à l'effet d'être autorisés à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune de Cherbourg (Manche); les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

l'avis du préfet de la Manche;

l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

décrète:

1°. MM. Albéry et Pignot, entrepreneurs à Cherbourg, sont autorisés à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur

le territoire de la commune de Cherbourg (Manche), sous les conditions énoncées aux articles suivants.

2. Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble produit par les pétitionnaires, lequel plan restera annexé au présent décret.

La chambre de dépôt sera installée au fond d'une excavation sept mètres environ de profondeur, figurée sur le plan de détail également annexé au présent décret, dans une galerie de retour de dix mètres de profondeur sur un mètre quatre-vingts centimètres de hauteur au moins et un mètre de largeur, creusée perpendiculairement à la direction de l'excavation.

Une galerie symétrique sera creusée en face de la chambre de dépôt.

La chambre de dépôt sera fermée par une porte en bois et l'entrée de l'excavation par une grille en fer; la porte et la grille seront munies de serrures de sûreté.

3. Un cavalier en terre de cinq mètres de hauteur et de dix mètres de longueur au moins, dont le pied ne sera pas à plus de trois mètres de l'entrée de l'excavation, sera élevé en face de l'entrée pour arrêter toutes les projections en cas d'explosion.

4. Les parois et le sol de la chambre de dépôt seront revêtus d'un enduit capable de mettre la dynamite à l'abri de l'humidité.

5. Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux devront être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avant cette mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'assistance de l'autorité municipale soit nécessaire.

6. La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra contenir est fixée à cinquante kilogrammes.

7. La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de chambre.

Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les amorces fulminantes, la poudre, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et ce service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement de la garde.

La grille d'entrée de l'excavation et la porte de la chambre de détonation seront reliées avec le logement des exploitants, placé à proximité des communications électriques établies de telle façon que la fermeture de la grille ou de la porte ou la rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'alarme placée à l'intérieur du logement.

Personne qui délivrera la dynamite aura à justifier, à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, elle devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel elle inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

les quantités introduites et la date de leur réception ;

la date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage immé-

diat des quantités qui leur ont été livrées ;

les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'excavation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre de dynamite.

Les permissionnaires seront tenus d'emmagasiner les caisses de dynamite de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux employés des contributions indirectes leurs vérifications ; ils devront fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres instruments nécessaires à leurs opérations.

Dans le cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, les permissionnaires devront évacuer sur le point qui leur sera désigné la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette évacuation ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour les permissionnaires aucun droit à indemnité.

Le délai accordé aux permissionnaires, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir de la notification de l'autorisation.

À toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire de nouvelles mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

Les permissionnaires devront d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1878, 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, ainsi qu'aux lois et

règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

14. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRI BOCHER.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

Le Ministre des finances.
Signé : GAZONAS COCHU.

N° 32729. — DÉCRET qui autorise l'établissement d'un Dépôt de Dynamite sur le territoire de la commune du Croisic (Loire-Inférieure).

Du 27 Mars 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre;

Vu la loi du 8 mars 1875 et les décrets des 24 août 1875 ⁽¹⁾ et 28 août 1881 ⁽²⁾ sur la poudre dynamite;

Vu la demande formée par le service des ponts et chaussées, et d'être autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de la commune du Croisic (Loire-Inférieure);

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé;

Vu l'avis du préfet de la Loire-Inférieure;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le service des ponts et chaussées est autorisé à établir un dépôt de dynamite de deuxième catégorie sur le territoire de

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 269, n° 4517.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 739, n° 1155.

anne du Croisic (Loire-Inférieure), sous les conditions énoncées dans les articles suivants.

Le dépôt sera établi dans l'emplacement marqué sur le plan ci-joint produit par le service des ponts et chaussées et conformément au plan de détail qui y est joint; ces plans resteront annexés au présent décret.

Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux doivent être vérifiés, sur l'ordre du préfet du département, par un ingénieur des mines ou des ponts et chaussées qui, avec le concours d'un ingénieur des poudres et salpêtres délégué par le ministre de la Guerre, s'assurera que toutes les conditions ci-dessus ont été remplies, et, sur le compte qui lui sera rendu par ces ingénieurs, le préfet autorisera, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt. Avis de mise en service sera donné au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le dépôt sera en outre, au point de vue technique, soumis en tout temps au contrôle des ingénieurs des poudres et salpêtres, sans que l'intervention de l'autorité municipale soit nécessaire.

La quantité maximum de dynamite que le dépôt pourra recevoir sera fixée à cinquante kilogrammes.

La manutention du dépôt sera confiée à des hommes de choix. Les caisses contenant les cartouches de dynamite ne devront être ouvertes qu'en dehors de la chambre du dépôt.

Les matières inflammables autres que la dynamite, et spécialement les corps fulminants, la poudre, les matières en ignition, les matières siliceuses, les outils en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

La clôture extérieure ne sera ouverte que pour le service du dépôt, et le service ne se fera que de jour.

Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement désigné par le préfet de la garde; son logement sera relié avec les portes du dépôt par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication feront fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement à l'intérieur du logement.

Les portes du dépôt seront munies de serrures de sûreté.

Personne qui délivrera la dynamite aura à justifier à toute réquisition du préfet, de ses délégués et des agents de l'administration des contributions indirectes, de l'emploi de cet explosif. A cet effet, il devra tenir un registre coté et paraphé par le maire, sur lequel il inscrira jour par jour et sans aucun blanc :

les quantités introduites et la date de leur réception;

la date des livraisons faites aux ouvriers pour un usage im-

médiat des quantités qui leur ont été livrées;

les noms, prénoms et demeures de ces ouvriers.

L'emploi de la dynamite délivrée aux ouvriers sera en outre rigoureusement vérifié.

6. Dans le cas où des négligences seraient constatées dans l'exploitation, la suppression du dépôt pourra être prononcée dans les conditions déterminées par l'article 9 de la loi du 8 mars 1875 sur la poudre dynamite.

7. Le service permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses de cartouches de dynamite de manière à éviter l'encombrement et faciliter aux employés des contributions indirectes leurs ventes; elle devra fournir à ces employés la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

8. En cas de guerre et à la première réquisition de l'autorité militaire, le service permissionnaire devra évacuer, sur le point qui sera indiqué, la dynamite renfermée dans le dépôt, à moins que cette dynamite ne soit requise par ladite autorité.

Si l'évacuation n'est pas opérée dans le délai prescrit, la destruction de la dynamite pourra être ordonnée, sans qu'il en résulte pour le service permissionnaire aucun droit à indemnité.

9. Le délai accordé au service permissionnaire, sous peine de déchéance, pour l'installation du dépôt, est fixé à six mois à partir de la notification de l'autorisation.

10. A toute époque, l'administration supérieure pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la défense nationale.

11. Le service permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes les dispositions de la loi du 8 mars 1875 et des décrets des 24 août 1875 et 28 octobre 1882 sur la poudre dynamite, et qu'aux lois et règlements existants ou à intervenir et régissant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

12. Les ministres du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de l'intérieur, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 Mars 1897.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

Signé : FÉLIX FAURE.
Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BOCCUS.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHET.

730. — *DÉCRET qui modifie le Règlement général de pilotage de l'Algérie (station d'Alger).*

Du 28 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de la marine;

la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806 ⁽¹⁾ sur le pilo-

et l'article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

l'ordonnance du 10 août 1841 ⁽²⁾ sur le pilotage des bâtiments à va-

les articles 1 et 2 du décret du 26 août 1881 ⁽³⁾ relatifs aux attributions du ministre de la marine en matière de police de la navigation en France; et à l'application, en Algérie, des dispositions qui concernent ce service;

le décret du 23 mars 1886 ⁽⁴⁾, portant approbation du règlement général de pilotage sur les côtes de l'Algérie;

les décrets des 14 décembre 1889 ⁽⁵⁾ et 4 août 1892 ⁽⁶⁾ modificatifs du précédent;

l'instruction réglementaire;

l'avis du comité des inspecteurs généraux de la marine;

Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les articles 36, 41 et 42 du règlement général annexé au décret du 23 mars 1886 sont modifiés ainsi qu'il suit :

§. 36. Les bâtiments de l'État à voiles, français et assimilés, entrant à l'entrée et à la sortie des ports algériens où fonctionne un service de pilotage, celui d'Alger excepté, les droits ci-après, savoir :

aux dont le déplacement est inférieur à 1,001 tonneaux.	30 ^f
aux dont le déplacement est de 1,001 à 2,000 tonneaux.	50
aux dont le déplacement est de 2,001 à 5,000 tonneaux.	70
aux dont le déplacement est supérieur à 5,000 tonneaux.	100

Alger, le tarif ci-dessus est réduit de moitié.

Art. 41. Le nombre des pilotes de la station d'Alger est fixé à huit, dont un chef pilote.

Les pilotes reçoivent une solde fixe déterminée comme suit :

Le chef pilote.....	2,800 ^f
Le pilote.....	2,400
Le jeune pilote.....	2,000

⁽¹⁾ n° série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ n° série, Bull. 840, n° 9498.

⁽³⁾ n° série, Bull. 654, n° 11036.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1008, n° 16559.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1298, n° 21631.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1497, n° 25393.

Art. 42. Les navires de commerce à voiles, français et assimilés, payent pour droit de pilotage par tonneau de jauge :

A l'entrée.	0 0
A la sortie.	0 0
D'Alger à Sidi-Ferruch et <i>vice versa</i>	0 0
D'Alger à Matifou et <i>vice versa</i>	0 0

Dans ces derniers trajets, l'emploi de pilote n'est obligatoire que pour l'entrée ou la sortie qui se payent suivant le tarif.

Les navires tant à voiles qu'à vapeur, relâchant à Alger sans justification d'opérations commerciales, sont exonérés du droit de pilotage à l'entrée et à la sortie. Les changements de mouillage se payent six francs (6^e), quel que soit le tonnage du navire.

Pour l'application du premier paragraphe de l'article 12, la zone d'Alger est comprise entre l'entrée du port et une ligne passant par le musoir nord et par le clocher d'Hussein-Dey.

2. L'article ci-après est introduit dans le règlement général de pilotage de l'Algérie sous le numéro 42 bis.

Art. 42 bis. Le matériel de la station d'Alger comprend obligatoirement une chaloupe à moteur mécanique. Cette embarcation est entretenue, d'une façon constante, à l'état d'armement.

3. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la marine* et au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 28 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BERNARD.

N° 32731. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire supérieur.

Du 29 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par la commune de Pithiviers (Loiret) une somme de mille deux cent soixante-quinze

sur servir, pendant l'exercice 1896, au paiement du traitement de sur de l'école primaire supérieure exerçant dans un emploi créé-
 réserve que la commune de Pithiviers se chargera du paiement du
 nt de l'instituteur occupant ledit emploi et versera le montant de
 pense au Trésor public, à titre de fonds de concours;
 rticle 13 de la loi du 6 juin 1843;
 rticle 52 du décret du 31 mai 1882⁽¹⁾;
 vis du ministre des finances, en date du 25 mars 1897.

RE :

1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses
 iées, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
 le section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1896,
 le XLIX : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de mille
 nt soixante-quinze francs (1,275').

sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme
 au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses
 iées.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le
 ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
 de l'exécution du présent décret.

À Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
 Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
 et des beaux-arts,
 Signé : A. RAYNAUD.

32732. — DÉCRET portant réduction de la taxe des Télégrammes échangés entre la France et l'Algérie.

Du 29 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 30 mars 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la loi du 21 mars 1878 et en particulier l'article 2, ainsi conçu : « Les
 us-marine, sémaphorique et urbain, et généralement les taxes acces-
 ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégra-
 intérieur en harmonie avec celles du service international pourront
 iées par décret; néanmoins celles de ces dispositions qui pourront
 les recettes de l'État devront être soumises à l'approbation des
 iées dans la prochaine loi des finances »;

le décret du 25 août 1879⁽²⁾, qui a fixé à dix centimes par mot la taxe
 grammes échangés entre la France et l'Algérie ou la Tunisie;
 les décrets des 9 avril 1887, 28 décembre 1893⁽³⁾ et 15 avril 1895⁽⁴⁾;

⁽¹⁾ série, Bull. 1045, n° 10527.
⁽²⁾ série, Bull. 488, n° 8701.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1525, n° 25963.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1697, n° 29438.

Sur la proposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe des télégrammes privés ordinaires originaux de la France continentale, de la Corse, de la principauté de Monaco, des vallées d'Andorre, à destination de l'Algérie ou de la Tunisie, réciproquement, est fixée à cinq centimes (0'05) par mot, avec minimum de perception de cinquante centimes par télégramme.

2. La taxe ci-dessus est réduite à trois centimes trois quarts (0'03 3/4) par mot, avec minimum de perception de cinquante centimes (0'50) en faveur des télégrammes destinés à être publiés dans les journaux.

Cette dernière taxe est abaissée à deux centimes et demi (0'02 1/2) en faveur des télégrammes de même nature déposés après dix heures du soir et avant sept heures du matin.

Lorsque la taxe totale d'un télégramme contient une fraction demi-décime, cette somme est augmentée de la quantité nécessaire pour compléter le demi-décime.

3. L'expéditeur d'un télégramme privé échangé entre la France, la Corse, la principauté de Monaco ou les vallées d'Andorre, d'une part, l'Algérie ou la Tunisie, d'autre part, peut demander que ce télégramme soit transmis par priorité, avant les télégrammes ordinaires, sur les câbles reliant la France à l'Algérie et à la Tunisie; il doit acquiescer dans ce cas une taxe totale de dix centimes (0'10) par mot, avec minimum d'un franc (1') par télégramme.

Les télégrammes internationaux jouissent de la priorité sur les câbles sous-marins; ils ne sont soumis, de ce fait, à aucune taxe supplémentaire.

Les télégrammes destinés à être publiés dans les journaux peuvent être transmis avec priorité sur les câbles sous-marins moyennant le paiement d'une taxe de cinq centimes (0'05) par mot, avec un minimum de perception d'un franc (1') quelle que soit l'heure de la dépôt.

4. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRI BOCHER.

31733. — Décret portant Règlement du concours pour la nomination des Auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État.

Du 30 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 31 mars 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

sur l'article 5, paragraphe 6, de la loi du 24 mai 1872 sur le conseil d'État, portant : « Les auditeurs de deuxième classe sont nommés au concours, dans les formes et aux conditions qui seront déterminées dans un règlement que le conseil d'État sera chargé de faire » ;

sur l'article 4 de la loi du 1^{er} juillet 1887, portant : « Chaque année, s'il y a lieu, un concours sera ouvert dans le mois de décembre pour la nomination d'autant d'auditeurs de deuxième classe qu'il y aura de places vacantes » ;

sur la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée ;

le Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

TITRE I^{er}.

PRONONCE DU CONCOURS ET FORMATION DE LA LISTE DES CANDIDATS.

Art. 1^{er}. Chaque année, au mois de septembre, le garde des sceaux, ministre de la justice, indique par un arrêté le nombre des places d'auditeur de deuxième classe qui seront mises au concours au mois de décembre suivant.

L'arrêté du garde des sceaux sera inséré au *Journal officiel* avec le texte des articles 4, 5, 6, 7 et 11 du présent règlement et adressé immédiatement aux préfets des départements ainsi qu'aux recteurs des académies.

Le délai entre l'insertion de l'arrêté au *Journal officiel* et le jour pour l'ouverture du concours sera de deux mois au moins.

Dans le cas où des places deviendraient vacantes dans cet intervalle, elles pourront être ajoutées, par un nouvel arrêté pris avant l'ouverture du concours, au nombre de celles précédemment indiquées.

Les aspirants se feront inscrire au secrétariat général du conseil d'État, dans les vingt jours à partir de l'insertion de l'arrêté au *Journal officiel* ; ils déposeront au secrétariat général leur acte de naissance, ainsi que les pièces justificatives des conditions énoncées dans l'article suivant.

Les aspirants auront aussi la faculté de se faire inscrire et de produire les pièces, dans le même délai, au secrétariat de la préfecture de leur résidence. La liste des inscriptions et les pièces seront transmises, dans les dix jours, par les préfets au secrétariat général du conseil d'État.

5. Peuvent seuls se faire inscrire, en vue du concours, les Français jouissant de leurs droits, qui justifient avoir satisfait aux obligations imposées par les lois sur le recrutement de l'armée et avoir eu, au 1^{er} janvier de l'année du concours, vingt et un ans au moins et vingt-cinq ans au plus; cette limite d'âge est abaissée à vingt-quatre ans pour les candidats qui ne justifient pas d'un an de présence sous les drapeaux.

Tout candidat doit produire soit un diplôme de licencié en droit, en sciences ou en lettres, soit un diplôme de l'école des chartes, ou un certificat attestant qu'il a satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique, de l'école nationale des mines, de l'école nationale des ponts et chaussées, de l'école centrale des arts et manufactures, de l'école forestière, de l'école spéciale militaire ou de l'école navale, soit un brevet d'officier dans les armées de terre ou de mer.

6. La liste des inscriptions sera close par le secrétaire général du conseil d'État cinq jours après l'expiration du délai fixé par l'article 4 pour l'envoi des pièces.

7. La liste des candidats qui seront admis à concourir sera dressée et arrêtée définitivement par le vice-président du conseil d'État assisté des présidents de section.

Cinq jours au moins avant l'ouverture du concours, elle sera déposée au secrétariat général du conseil d'État, où toute personne pourra en prendre communication.

TITRE II.

ORGANISATION DU JURY.

8. Le jury du concours se composera de trois conseillers d'État dont un faisant les fonctions de président, et de deux maîtres des requêtes désignés par le garde des sceaux, ministre de la justice.

Le président du jury aura la direction et la police du concours; aura voix prépondérante en cas de partage, sauf pour la nomination des candidats.

Un secrétaire et un secrétaire adjoint, pris dans le personnel des bureaux du conseil d'État, seront attachés au jury.

9. Le nombre des juges présents jusqu'à la fin des épreuves ne pourra être moindre de trois.

10. Il sera dressé procès-verbal de chaque séance et le procès-verbal sera signé par chacun des juges.

TITRE III.

MATIÈRES DES ÉPREUVES.

Les épreuves du concours porteront :

sur les principes du droit politique et constitutionnel fran-

sur les principes généraux du droit des gens;

sur les principes généraux du droit civil français et l'organisa-
tion judiciaire de la France;

sur l'organisation administrative et sur les matières adminis-
tratives indiquées dans le programme joint au présent règlement;

sur les éléments de l'économie politique.

TITRE IV.

NATURE ET MODE DES ÉPREUVES.

Il y aura des épreuves préparatoires et des épreuves défini-
tives. Les résultats des unes et des autres entreront en compte pour
le classement définitif des candidats.

Les épreuves préparatoires comprendront une composition
écrite, sur un sujet relatif au droit public ou à la législation ad-
ministrative, et un exposé oral.

Le sujet de composition, commun à tous les candidats, sera
tiré au sort entre trois sujets choisis séance tenante par le jury et
mis sous enveloppes cachetées. Le tirage au sort sera fait par le pré-
sident en présence des candidats.

Les candidats seront immédiatement renfermés de manière à
n'avoir aucune communication avec le dehors.

La surveillance sera confiée à l'un des juges désignés par le pré-
sident du jury. Les candidats ne pourront s'entraider dans leur tra-
vail. Ils ne pourront procurer d'autre secours que les lois françaises. Le temps
alloué pour la composition sera de six heures.

Les compositions seront faites sur un papier délivré aux candidats
sur lequel ils inscriront leurs noms et prénoms.

Après le dépôt de la composition sur le bureau, le secrétaire du
jury placera en tête un numéro d'ordre qui sera répété sur le manu-
scrit. Il détachera à l'instant les têtes des compositions et les réunira
dans une enveloppe cachetée qui ne sera ouverte qu'après la fixation
de la note attribuée à chaque candidat.

Les sujets d'exposé oral, choisis par le jury en nombre égal à
celui des concurrents, seront renfermés dans des enveloppes cache-
tées. Sur chacune desquelles le président et le candidat à qui elle
est attribuée par un tirage au sort apposeront leur signature.

Cette enveloppe sera remise au candidat une heure avant le commencement de son épreuve.

Pendant l'heure de préparation, le candidat pourra consulter les collections annotées de lois et règlements et les recueils d'arrêts pris à cet effet dans une salle où il sera conduit.

L'exposé ne durera pas plus d'un quart d'heure.

17. Dès que l'audition des exposés sera terminée, le jury arrête la liste des candidats admis à subir les épreuves définitives. Cette liste, dressée par ordre alphabétique, sera déposée au secrétariat général du conseil d'État, où les concurrents pourront en prendre communication.

18. Les épreuves définitives comprendront une épreuve par écrit sur un sujet commun à tous les candidats et un examen oral.

19. L'épreuve par écrit consistera en une composition comportant l'application des matières du programme à une affaire déterminée ou à une question spéciale choisie séance tenante par le jury.

20. La composition sera faite dans les conditions fixées par l'article 15 ci-dessus. Toutefois, les candidats pourront se servir des collections et recueils mentionnés à l'article 16.

21. L'examen oral durera trois quarts d'heure.

Les interrogations seront faites par les membres du jury, et l'argumentation entre les concurrents.

22. Les épreuves orales auront lieu en séance publique; l'ordre à suivre entre les candidats sera indiqué par un tirage au sort.

TITRE V.

JUGEMENT.

23. Lorsque les épreuves seront terminées, le président prononcera la clôture du concours et le jury procédera, immédiatement et en séance secrète, à la délibération.

24. Si, d'après le résultat du concours, le jury estime qu'il n'y a pas lieu à nomination ou qu'il n'y a pas lieu de nommer à toutes les places vacantes, il en sera fait déclaration en séance publique.

25. La liste des nominations sera dressée par ordre de mérite.

26. Le jury pourra faire procéder à un nouvel examen oral et à la nomination des candidats qui se trouveraient placés sur le même rang.

27. Le jugement sera rendu sans désenparer, et le résultat proclamé en séance publique. Extrait du procès-verbal signé par le président et tous les juges sera transmis immédiatement au président de la République et au garde des sceaux, ministre de la justice.

TITRE VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET GÉNÉRALES.

La disposition de l'article 5 ci-dessus, qui abaisse à vingt ans la limite d'âge pour les candidats ne justifiant pas d'une présence sous les drapeaux, ne sera pas applicable, lors du cours du mois de décembre 1897, aux candidats qui se sont présentés au concours de 1896.

Sont abrogés les décrets du 14 octobre 1872, du 19 février et du 14 août 1879.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Président du Conseil d'Etat,*

Signé : J. DARLAN.

ANNEXE.

Annexe détaillée des matières administratives arrêtée en exécution du paragraphe 4 de l'article 11 du présent Règlement.

I.

Organisation, attributions et mode de procéder de l'administration préposée aux intérêts de l'État. — Agents et conseils qui composent la hiérarchie administrative.

Organisation, attributions et mode de procéder des agents et conseils préposés à la gestion des intérêts locaux dans les départements et les communes. — Rapports de ces administrations avec l'autorité centrale.

Organisation spéciale à l'Algérie et aux colonies.

Organisation des protectorats.

Contentieux administratif. — Ses différentes branches. — Organisation, attributions et mode de procéder des diverses juridictions administratives.

Principe de la séparation des pouvoirs, notamment de l'indépendance de l'autorité administrative à l'égard de l'autorité judiciaire. — Conflits d'attributions positifs et négatifs.

II.

Budget de l'État. — Comment il est préparé, voté, modifié et réglé. — Principes généraux de la comptabilité publique. — De l'établissement, de la liquidation et du règlement des dettes de l'État. — Du recouvrement des créances de l'État.

Des diverses ressources de l'État. — Des impôts directs : leur assiette et leur recouvrement. — Des impôts indirects : notions générales sur leur assiette. — Des monopoles. — Des produits de la gestion des biens de l'État.

De la dette publique. — Des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.
Des pensions civiles. — Des pensions des armées de terre et de mer. — Des pensions servies sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Des charges et des ressources des départements.

Des charges et des ressources des communes. — Des biens communaux. — Les immeubles affectés aux services publics communaux, notamment des églises, presbytères et cimetières.

Des charges et des ressources des colonies.

Du régime des cultes. — Rapports de l'État avec les différents cultes au point de vue spirituel et au point de vue temporel. — Administration, charges et revenus des établissements publics institués pour le service des différents cultes reconnus. — Règles spéciales aux congrégations religieuses.

Du régime de l'instruction publique. — Enseignement supérieur, secondaire, primaire. — Droits et obligations des citoyens. — Pouvoirs de l'autorité publique. — Dépenses imposées à l'État, aux départements et aux communes pour l'organisation de l'instruction publique à ses différents degrés. — Établissements publics d'instruction publique qui se rattachent au service de l'instruction publique. — Leur administration.

De l'assistance publique. — Constitution et administration de ses différents services et établissements. — Règles spéciales aux aliénés, aux enfants assistés et aux enfants moralement abandonnés.

Des établissements d'utilité publique institués en vue de l'assistance ou de la pitié. — Voyance. — Des caisses d'épargne, des caisses de retraites pour la vieillesse.

Règles relatives au mode d'exécution des travaux publics. — Des marchés ou concessions. — Des concessions de travaux.

Des dommages causés par l'exécution des travaux publics.

De l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Routes nationales et départementales. — Établissement des routes. — Droits et charges de l'État et des départements. — Obligation et droits des riverains. — Le tracé, l'alignement et des autres servitudes imposées aux riverains. — Police de la grande voirie. — Police du roulage.

Chemins de fer. — Divers modes d'exécution de ces chemins. — Droits et obligations de l'État et des compagnies concessionnaires. — Exécution des travaux. — Servitudes imposées aux riverains. — Règles générales de l'exploitation.

Chemins de fer d'intérêt local et tramways.

Voie urbaine. — Droits et charges des communes. — Obligations et droits des riverains. — Police.

Chemins vicinaux. — Leur établissement. — Ressources spéciales au moyen desquelles ils sont exécutés et entretenus. — Obligations et droits des riverains. — Police.

Chemins publics ruraux. — Différence de leur condition légale et de celle des chemins vicinaux.

Du rivage de la mer. — Conservation, délimitation, administration, police du rivage. — Concession des lais et relais de mer et du droit d'endigage.

Des ports maritimes. — Règles spéciales de police de ces ports.

Cours d'eau navigables et flottables. — Leur condition légale. — Ses conséquences. — Droits des propriétaires riverains. — Concessions de prises d'eau pour la mise en mouvement des usines et pour l'irrigation des terres. — Obligation des riverains, notamment en ce qui concerne le chemin de halage. — Police des cours d'eau navigables et de la navigation.

Canaux de navigation. — Canaux exploités par l'État. — Canaux concédés. — Exploitation. — Obligation des riverains. — Police spéciale de la navigation sur les canaux.

Outillage d'exploitation des ports maritimes, des cours d'eau navigables et des canaux.

Des cours d'eau flottables à bûches perdues. — Régime spécial de ces cours d'eau.

Des cours d'eau non navigables ni flottables. — Leur condition légale. — Droits des riverains. — Établissement de barrages et de prises d'eau pour les usines et pour l'irrigation. — Curage. — Règles de police.

Endiguement des cours d'eau. — Dessèchement des marais.

De la pêche dans la mer, dans les cours d'eau navigables, dans les cours d'eau non navigables et dans les étangs. — Droits de l'État et des particuliers. — Police de la pêche.

associations syndicales. — Organisation et mode de procéder de ces associations, mines, minières et carrières.
 Régime forestier. — Du régime des bois et forêts appartenant aux particuliers.
 Reboisement des montagnes.
 Postes, télégraphes et téléphones.
 Institutions établies dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. — Comices agricoles, concours, haras. — Chambres de commerce, chambres de métiers des arts et manufactures.
 Enfants de prud'hommes.
 Recrutement professionnels.
 Régulation et surveillance des sociétés d'assurances sur la vie.
 Usines dangereuses, insalubres et incommodes. — Des machines à vapeur et moteurs.
 Règlements sur le travail industriel.
 Hygiène publique et de la police sanitaire.
 Sources d'eaux minérales. — Protection et exploitation de ces sources.
 Armée publique. — Organisation de l'armée de terre et de mer. — Recrutement. — Officiers. — Places fortes et fortifications. — Servitudes imposées à la propriété en vue de la défense du territoire. — Régime de la zone frontière. — Travaux militaires. — Ports.
 Navigation maritime. — Marine marchande, ports maritimes.
 Nationalité. — Droits du gouvernement à l'égard des étrangers.
 Changements de nom.

32734. — DÉCRET qui porte de dix-huit à vingt et un le nombre des membres de la Chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône).

Du 30 Mars 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

arrêté du 3 nivôse an XI ⁽¹⁾, qui a établi une chambre de commerce de Marseille;

le décret du 10 mai 1872, qui a porté à dix-huit le nombre des membres de cette compagnie;

la demande par laquelle la chambre de commerce de Marseille sollicite l'augmentation du nombre de ses membres;

l'avis du préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 28 janvier 1897, transmettant les autres pièces de l'instruction;

l'article 6 du décret du 3 septembre 1851 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'organisation des chambres de commerce;

le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le nombre des membres de la chambre de commerce de Marseille est porté de dix-huit à vingt et un.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32735. — DÉCRET qui accorde la Franchise postale à certaines correspondances relatives au service de l'Exposition internationale de Bruxelles de 1897.

Du 31 Mars 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, sans bandes ou sous plis fermés, la correspondance relative au service de l'Exposition internationale de Bruxelles de 1897, expédiée sous le contreseing du commissaire général de la section française à cette exposition et adressée aux fonctionnaires et personnes désignées ci-après :

Architecte de l'Exposition;
Chargés d'affaires de France à l'étranger;
Délégués ouvriers nommés par le ministre;
Directeur des beaux-arts;
Entrepreneurs de l'exposition;
Exposants;
Maires;
Membres des comités nommés par le ministre;
Membres des commissions nommés par le ministre;
Membres de la commission supérieure;
Membres du jury international;
Ministres plénipotentiaires de France à l'étranger;

(1) 1^{re} série, Bull. 1154, n° 11656.

lets;

Présidents des chambres syndicales ouvrières;

Membres des chambres syndicales ouvrières;

Membres des comités nommés par le ministre;

Membres des commissions nommés par le ministre;

Membre de la commission supérieure;

Pré-fets.

Est admise à circuler en franchise, par la poste, sous bandes non pliées, la correspondance relative au service de la section française des beaux-arts à l'Exposition internationale de Bruxelles 1897, expédiée sous le contreseing du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts aux fonctionnaires et personnes désignés :

Ministres d'affaires de France à l'étranger;

Directeur des beaux-arts;

Directeurs de l'Exposition;

Membres;

Membres des comités et commissions nommés par le ministre;

Membres du jury d'admission;

Membres du jury international des récompenses;

Membres plénipotentiaires de France à l'étranger;

Présidents des sociétés des beaux-arts;

Membres du jury d'admission;

Membres du jury international;

Membres des comités et commissions nommés par le ministre;

Présidents des comités et commissions nommés par le mi-

La correspondance adressée à ceux des fonctionnaires ou personnes désignés dans les articles 1 et 2 du présent décret, qui réside à l'étranger, devra être déposée au guichet d'un bureau de poste inscrit sur un bordereau spécial, pour être affranchie gratuitement en timbres-poste, ainsi que le prescrit le règlement du 15 septembre 1875 concernant les dépêches officielles provenant ou destinées à l'étranger.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 31 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRI BOUCHER.

N° 32736. — NOTIFICATION de l'adhésion du Gouvernement britannique, de ce qui concerne le Protectorat de Sarawak (Bornéo), à la Convention postale universelle du 4 juillet 1891.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

En exécution de l'article 24 de la convention d'union postale universelle du 4 juillet 1891⁽¹⁾, le Conseil fédéral suisse a notifié au Gouvernement de la République que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a adhéré à la convention précitée en ce qui concerne le protectorat de Sarawak (Bornéo), à partir du 1^{er} juillet 1897.

N° 32737. — DÉCRET portant promulgation en Annam et au Tonkin de diverses lois relatives au Service postal et télégraphique.

Du 1^{er} Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la nécessité d'assurer la répression des délits en matière postale et télégraphique sur le territoire de l'Annam et du Tonkin;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont promulgués dans toute l'étendue de l'Annam et du Tonkin les textes ci-dessous énumérés, relatifs à la répression des délits en matière postale et télégraphique :

Lois des 26, 29 avril 1790 et 21 septembre 1792, ainsi que le décret du 27 prairial an ix, relatif au transport des correspondances par l'État.

Loi du 22 juin 1854, concernant la répression de la fraude en matière postale.

Loi du 4 juin 1859 sur les valeurs déclarées.

Loi du 25 janvier 1873 sur les objets recommandés et les valeurs déclarées.

Décret du 10 août 1790 relatif à l'inviolabilité des correspondances.

Décret du 24 août 1848. Insertion dans les dépêches en franchise de correspondances étrangères au service de l'État.

Loi du 16 octobre 1849. Emploi de timbres-poste ayant déjà servi.

⁽¹⁾ Décret de promulgation du 26 juin 1892, Bull. 1486, n° 25193.

du 27 juin 1792 et décret du 20 mars 1888. Taxes des lettres pour les armées.

du 29 mars 1889 et décret du 16 avril 1889. Objets de correspondance non affranchis, émanant de fonctionnaires et relatifs au public.

du 6 avril 1879. Cartes postales, journaux et ouvrages périodiques.

du 25 juin 1856 sur la taxe des imprimés et autres objets de correspondance admis au tarif réduit.

du 12 juillet 1856 relatif à l'échange des journaux et imprimés entre la France, les colonies et les pays étrangers.

du 8 juillet 1882. Mode d'expédition des journaux et imprimés.

du 25 mars 1892, concernant la taxe des lettres insuffisamment affranchies et celle des objets à taxe réduite, expédiés sans suraffranchissement.

du 17 novembre 1844. Plis en franchise.

du 22 frimaire an VII, articles 20 et 34, et lois des 16-17 juin 1805, article 10. Délais d'enregistrement des procès-verbaux de commission.

du 17 avril 1879 sur le recouvrement des effets de commerce par la poste.

du 11 juin 1880. Droits de la poste sur les chemins de fer et local et les tramways.

du 3 mai 1853 sur le transport des lettres et sur l'échange des correspondances entre la France et ses colonies.

du 29 novembre 1850 sur la correspondance télégraphique.

du 20 décembre 1884, concernant la répression des infractions à la convention sur la protection des câbles sous-marins.

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel du Ministère des Colonies*.

Fait à Paris, le 1^{er} Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

38. — DÉCRET qui rapporte la disposition du décret du 13 décembre 1866 transférant de Romans (Drôme) à Valence (même département) l'Établissement principal des Sœurs du Saint-Sacrement.

Du 2 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu le décret du 13 décembre 1866 ⁽¹⁾, qui a notamment autorisé le transfert de l'établissement principal des sœurs du Saint-Sacrement de Romans à Valence;

Vu, en date du 25 août 1896, les délibérations des conseils d'administration des établissements des religieuses du Saint-Sacrement de Valence et de Romans, en vue d'obtenir :

1° Le transfert de l'établissement principal de Valence à Romans;

2° Le maintien, à titre de simple établissement, de la maison de Valence;

Vu les avis favorables des conseils municipaux de Romans et de Valence et des autorités diocésaine et départementale;

Vu les autres pièces produites;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est rapportée la disposition du décret du 13 décembre 1866, qui a transféré de Romans (Drôme) à Valence (même département) l'établissement principal des sœurs du Saint-Sacrement reconnu par décret du 13 janvier 1813 ⁽²⁾.

En conséquence, l'établissement principal de ladite congrégation reste fixé à Romans.

2. Est maintenu à Valence (Drôme), à titre d'établissement particulier composé de douze religieuses vouées à l'hospitalité et à l'enseignement, l'établissement des sœurs du Saint-Sacrement, ainsi que comme établissement principal par le décret sus-rapporté du 13 décembre 1866, à la charge par lesdites sœurs de se conformer exactement aux statuts adoptés pour les religieuses de cet ordre et approuvés par décret du 13 janvier 1813.

3. Le ministre de l'intérieur aura le droit de faire visiter par ses délégués l'hospice dirigé, dans l'établissement de Valence, par les sœurs du Saint-Sacrement, et de se faire rendre compte de son fonctionnement.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Avril 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : **J. DARLAN.**

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1457, n° 14832.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 477, n° 833.

99. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Instruction publique.*

Du 6 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Sur les lois des 24 décembre 1896, 29 janvier et 27 février 1897, portant approbation de trois douzièmes provisoires de l'exercice 1897;

Sur la délibération, en date du 8 avril 1897, par laquelle le conseil général du département de la Haute-Garonne a décidé la création, à la faculté de sciences de Toulouse, d'un cours d'hydrologie à la charge du département et a alloué un traitement annuel de trois mille francs au professeur chargé de cet enseignement;

Sur la déclaration délivrée par le trésorier-payeur général de ce département le 6 février dernier, constatant qu'il a été versé au Trésor une somme de trois mille francs représentant, pour l'année entière, le traitement dont est titulaire le professeur;

Sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Sur l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Sur l'avis du ministre des finances, en date du 2 avril 1897,

ARRÊTE :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'Instruction publique*), un crédit de trois mille francs (3,000^f).

Cette somme sera rattachée au budget de l'exercice 1897, chapitre 1^{er} : *Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les départements*.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32740. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer, statés par le Compte définitif de l'exercice 1895.

Du 28 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'état ci-annexé des créances liquidées à la charge du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, deuxième section (Beaux-arts) additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés antérieurement au compte définitif de l'exercice 1895;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant qu'aux termes de l'article 126 du décret précité les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des services prévus au budget de l'exercice 1895 et que leur montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en augmentation des restes à payer et des droits constatés arrêtés par le compte définitif de l'exercice 1895, un crédit de vingt-trois mille cinq cent trente-huit francs soixante-douze centimes (123,538⁷²), montant de nouvelles créances liquidées à la charge de cet exercice, conformément au tableau susindiqué.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice 1895, deuxième section (Beaux-Arts), en exécution de l'article 126 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources ordinaires de l'exercice courant.

4. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

nouvelles créances reconnues en augmentation des restes à payer et des droits con-
trétés par le compte définitif de l'exercice 1893 et qui sont à ordonnances sur le
des exercices clos du budget de l'exercice courant dans les conditions prévues par
198 du décret du 31 mai 1862.

CHAPITRES anciens budgets.		TOTAL	
Désignation.	TITRES et motifs des créances.	par chapitre.	par exercice.
École normale supérieure. Transfert de l'infirmerie et agrandisse- ment du service de la physique.	M. Gautier, inspecteur des bâtiments civils. Indemnité pour la surveillance des grands travaux exécutés en 1895 à l'école nor- male supérieure, en vue du transfert de l'infirmerie et de l'agrandissement du ser- vice de la physique. (Arrêté du 24 février 1897.)	200 ^f 00 ^c	
	Cette indemnité n'a pu être accordée plus tôt parce qu'il était nécessaire que la liquida- tion fût terminée, afin de savoir s'il restait un disponible.		
Transfert des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra- Comique.	MAGASIN DE DÉCORS DE L'OPÉRA.		
	M. L. Dior. Terrasse.....	496 ^f 37 ^c	
	M. F. Testet. Egout et canalisa- tion.....	11,797 40	
	M. Chapelle. Ma- çonnerie.....	2,713 ^f 50 ^c 341 24 8,526 69	32,581 43
	M. Lévêque :		
	Menuiserie....	4,173 09	
	Charpente....	34 68	4,207 77
	M. Charles Duvelle :		
	Couverture et plomberie.....	50,257 25	
	Couverture....	312 57	50,569 82
	MM. Mathias et Garnier Plôm- berie d'eau.....	309 42	
	MM. Gaget, Pérignon et compa- gnie. Prise de branchement..	163 98	
	M. Simonet. Menuiserie.....	310 47	
	MM. Baudet, Do- non et compa- gnie. Serrure- rie.....	4,175 ^f 98 ^c 2,558 16 9,934 99 234 27	16,903 40
	L'association d'ou- vriers peintres le Travail. Pein- ture.....	465 16 12 80 42 15	520 11
	La Société indus- trielle des télé- phones. Avera- tisseur d'incen- die.....	142 75 325 00	167 75
	M. A. Paré. Géométrie.....	52 00	
	M. A. Chevoan. Photographie..	215 00	
		118,594 91	
	M. Ch. Garnier, architecte. Ho- noraires.....	3,657 85	
	M. P. Garreau, vérificateur. Ho- noraires.....	1,185 95	
	Ces mémoires ont été produits trop tardive- ment et, en outre, la liquidation n'a pas été faite plus tôt par suite d'un désaccord avec l'un des principaux entrepreneurs, désaccord qui vient seulement d'être aplani.		

AVENANT.

Entre :

La compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 138, représentée par M. Gustave Noblemaire, directeur, stipulant au présent sous réserve de l'approbation du conseil d'administration,

D'une part ;

Et la compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue du sud de Marseille, dont le siège est à Paris, rue Saint-Honoré, n° 379, représentée par M. Arthur Scott, son président, stipulant au présent sous réserve de l'approbation du conseil d'administration,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

L'article 8 du traité susénoncé du 10 octobre 1884 est abrogé et remplacé par le qu'il suit :

« A partir du 1^{er} juillet 1892, la compagnie du Vieux-Port et de la banlieue sud de Marseille payera à la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour tous frais d'exploitation, y compris frais de contrôle, contributions diverses, et pour la location du matériel roulant une redevance annuelle de douze mille francs (12,000). Cette redevance sera payée par quart à la fin de chaque trimestre. »

Toutes les autres dispositions du traité du 10 octobre 1884 sont intégrales et demeurent maintenues en vigueur.

Le présent avenant devra, pour être valable, être ratifié par une loi.

Les frais d'enregistrement seront à la charge de la compagnie du Vieux-Port et de la banlieue sud de Marseille.

Fait double à Paris, le 7 décembre 1892.

Approuvé suivant décision du conseil d'administration en date du 23 octobre 1892 :

Le Directeur de la compagnie,

Signé : G. NOBLEMAIRE.

Approuvé suivant décision du conseil d'administration en date du 15 décembre 1892 :

Le Président du conseil d'administration,

Signé : A. Scott.

Enregistré à Paris, le 8 mars 1897, folio 68. Reçu trois francs soixante centimes. — Signé : Jouvin.

N° 33743. — *Loi qui autorise le département du Calvados à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Février 1897.

(Promulguée en Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte est le suivant :

ART. 1^{er}. Le département du Calvados est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de cent douze mille francs.

so), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subvention-virtu de la loi du 12 mars 1880.

emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de

conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de ré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre l'érieur.

département du Calvados est également autorisé, conformément la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, et d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts le pour cent (3' 80 p. 0/0), une somme de trois cent cinquante mille francs (354,000'), remboursable en trente ans à le 1898 et applicable aux travaux des chemins vicinaux de communication non susceptibles d'être subventionnés par

emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de

conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de ré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre l'érieur.

département du Calvados est enfin autorisé, conformément mande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quarante-deux centimes de centime (0' 42) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts remboursement des deux emprunts de cent douze mille francs trois cent cinquante-quatre mille francs autorisés par les art. 2 ci-dessus.

imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Paris, le 20 Février 1897.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32744. — *Loi qui autorise le département du Gard à modifier le taux d'intérêt de deux Emprunts à contracter.*

Du 20 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Gard est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à contracter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3' 65 p. o/o), l'emprunt de quatre-vingt-huit mille francs prévu par l'article 2 de la loi du 20 mars 1896 et l'avance complémentaire de soixante-six mille francs restant à réaliser sur l'emprunt de cent douze mille francs prévu par l'article 1^{er} de la même loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32745. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à contracter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3' 63 p. o/o), une somme de trente francs (30,000'), remboursable en trente ans à partir de 1898 et de

sont applicables aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département des Hautes-Pyrénées est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à lever extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, des centimes de centime (0^e 13) additionnels au principal des contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de trente mille francs fait par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

146. — *Loi qui autorise la ville de Beaune (Côte-d'Or) à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. La ville de Beaune (Côte-d'Or) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingts centimes par cent (3^e 80 p. 100), une somme de deux millions de francs

(2,000,000'), remboursable en quarante-cinq ans et destinée à convertir un emprunt antérieurement contracté en vertu d'une loi du 24 juillet 1889 qu'à pourvoir à diverses dépenses nouvelles autorisées dans deux délibérations municipales des 4 novembre 1896 et 1^{er} janvier 1897, et ayant pour objet, notamment, la réfection du pavage, l'ouverture de rues nouvelles, la construction d'aqueducs de lavoirs et des réparations aux bâtiments communaux.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant quarante-cinq ans à partir de 1897, seize centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition, évalué en totalité à au moins trois cent mille francs (1,300,000') environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un paiement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

L'imposition extraordinaire de seize centimes additionnels, établie par la loi du 24 juillet 1889, cessera d'être mise en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32747. — *Loi qui distrait la commune de Clamart (Seine) du canton de Sceaux et la rattache au canton de Vanves.*

Du 20 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — La commune de Clamart est distrait du canton

n° 1869.

— 1591 —

aux (arrondissement de Sceaux, département de la Seine) et
même au canton de Vanves (même arrondissement et même dé-
partement).

présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32748. — Loi qui autorise le département de la Corse
à modifier l'affectation d'un reliquat d'emprunt.

Du 21 Février 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 février 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Le département de la Corse est autorisé, confor-
mément à la demande que le conseil général en a faite, à affecter
comme de vingt-deux mille deux cent treize francs quinze cen-
tes (22,213¹⁵), restant disponible sur l'emprunt de cinquante
francs autorisé par la loi du 6 août 1881 pour combattre le
typhus, aux dépenses ci-après :

Entretien de l'ancienne caserne de gendarmerie d'Ajaccio
et de l'installation, dans cet immeuble départemental, des ser-
vices de la voirie vicinale et du vice-rectorat;
Entretien, dans les dépendances des mêmes bâtiments, d'une
salle d'examen et d'un local servant d'annexe aux archives départe-
mentales.

présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

à Paris, le 21 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32749. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 3 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de soixante-treize mille sept cent quatre-vingt-trois francs (73,783^{fr}), remboursable en cinquante ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 11 juillet 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du conseil général de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-treize mille sept cent quatre-vingt-trois francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1870.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

12750. — *Loi qui autorise le département de l'Hérault à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1°. Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois cent pour cent (3' 63 p. 0/0), une somme de cent quarante-huit deux cent quarante-huit francs (148,248'), remboursable en ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars

l'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou, à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le département de l'Hérault est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quinze centimes de centime (0' 15) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent quarante-huit deux cent quarante-huit francs autorisé par l'article 1° ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32751. — *Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Indre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. 0/0), une somme de quatre mille quatre cent soixante et un francs (4,461^f), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Indre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, un centime de centime (0^e 01) additionnel au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des chemins vicinaux et au remboursement de l'emprunt de quatre mille quatre cent soixante et un francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

1872. — *Loi qui autorise le département de la Lozère à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE LA LOI dont la teneur

est la suivante : Le département de la Lozère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux qui pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour 100 p. 100, une somme de soixante-deux mille huit cents (62,800), remboursable en trente ans à partir de 1898 et dont l'emploi sera applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou, à défaut, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à cet effet seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département de la Lozère est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quarante centièmes de centime (0^e 41) additionnels au principal des contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-deux mille huit cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes additionnels dont le maximum est fixé chaque année par la loi relative aux contributions directes, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32753. — *Loi qui approuve un Engagement pris par la ville de Mâcon (Saône-et-Loire) et autorise ladite ville à s'imposer extraordinairement.*

Du 3 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 6 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvées les délibérations prises, à la date du 18 août et 18 septembre 1893, par le conseil municipal de Mâcon (Saône-et-Loire), en tant qu'elles ont pour objet l'engagement contractuel de verser au département, en vue de l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Mâcon à Fleurville, une subvention annuelle de douze mille trois cents francs (12,300'), payable pendant toute la durée de la concession.

2. La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant soixante-huit ans à partir de 1897, jusqu'à concurrence de six centimes (0^e 06), le nombre de centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes nécessaires pour assurer le paiement de la subvention promise.

Le nombre de centimes à mettre chaque année en recouvrement dans les limites du maximum ci-dessus, sera fixé par arrêté du Préfet.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32754. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 9 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont le texte suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé

nément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs le-quinze centimes pour cent (3¹ 75 p. o/o), une somme de cent et un mille huit cents francs (41,800¹), remboursable en trente ans à partir de 1897 et applicable aux dépenses d'acquisition et de propriété de la caserne de gendarmerie de Royan.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Foncier de France.

Toutes les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de quelque nature qu'ils soient, seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de quarante et un mille huit cents francs autorisés par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Paris, le 9 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

156. — *Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

1^{re}. Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3¹ 63 p. o/o), une somme de cent vingt mille francs (120,300¹), remboursable en trente ans à partir de

1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du conseil municipal de l'intérieur.

2. Le département d'Ille-et-Vilaine est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatrevingts centimes pour cent (3^f 80 p. 0/0), une somme de trois cent mille sept cents francs (36,700^f), remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable aux travaux des chemins vicinaux non susceptibles d'être subventionnés par l'État.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du conseil municipal de l'intérieur.

3. Le département d'Ille-et-Vilaine est enfin autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, deux cent seize millièmes de centime (0^e 216) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement des emprunts de cent vingt mille trois cents francs et de trente-six mille sept cents francs autorisés par les articles 1 et 2 ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi des finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

2756. — *Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 9 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingt-cinq pour cent (3^{fr} 85 p. o/o), une somme de quatre-vingt-deux francs (82,000^{fr}) remboursable en trente ans à partir de 1898, affectable à l'acquisition du mobilier destiné à l'asile public de la Charité.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté au porteur ou transmissibles par endossement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la Société du Foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le département de la Nièvre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, dix-neuf centimes de centime (0^{fr} 19) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts au remboursement de l'emprunt de quatre-vingt-deux mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes additionnels dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32757. — *Loi qui établit d'office, en 1897, une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne).*

Du 9 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ARTICLE UNIQUE. Il sera établi d'office, en 1897, sur la commune de Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne), une imposition extraordinaire de seize centimes trente centièmes (16³⁰) additionnels au principal de ses quatre contributions directes, dont le produit, prévu par la loi du 25 mars 1880, de cent soixante francs (660^f) environ, servira à couvrir le déficit des budgets de 1896 et 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32758. — *Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 20 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 mars 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est la suivante :

ART. 1^{er}. Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3⁶³ p. o/o), une somme de cinq mille deux cent seize francs (5,216^f), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1897, et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence,

soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'être des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la Société du Foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le département de la Corrèze est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1898, 1899 et 1900, deux centimes de centime (0.02) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinq mille deux cent francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

L'imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cinq mille deux cent seize francs précité seront prélevés, de 1901 à 1922 inclus, suivant la demande du conseil général, sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32759. — LOI qui autorise le département de l'Aude à contracter des Emprunts et à s'imposer extraordinairement.

Du 29 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux

ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3'63 p. o/o), une somme de cent soixante et un mille cent francs, remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun à subventionner et à partir du 12 mars 1880.

2. Le département de l'Aude est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3'63 p. o/o), une somme de cinquante-cinq mille quatre cents francs (55,400'), remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable au paiement du complément de sa part contributive dans les frais de rachat du pont à péage de Saint-Marc.

3. Le département de l'Aude est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3'63 p. o/o), une somme de dix-huit mille cinq cents francs (18,500'), remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable au rachat du pont à péage de Puichéric.

4. Le département de l'Aude est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3'80 p. o/o), une somme de cinquante mille francs (50,000'), remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable aux travaux des chemins vicinaux non susceptibles d'être subventionnés par l'État.

5. Les emprunts de cent soixante et un mille cent francs, cinquante-cinq mille quatre cents francs, dix-huit mille cinq cents francs et de cinquante mille francs, autorisés par les articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, pourront être réalisés soit avec publicité et concurrence, soit à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

6. Le département de l'Aude est enfin autorisé, suivant la demande du conseil général, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, quatre-vingt-six centièmes de centime (0'86) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit :

1° Au service des intérêts et au remboursement des emprunts de cent soixante et un mille cent francs, cinquante-cinq mille quatre

francs, dix-huit mille cinq cents francs et de cinquante mille francs autorisés par les articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus;

A l'entretien des chemins vicinaux nouvellement construits;

Au complément, après rachat, des crédits d'entretien des ponts adus de Saint-Marcel et de Puichéric.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes ordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32760. — LOI qui autorise le département de la Mayenne à contracter un Emprunt.

Du 29 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3⁶³ p. 0/0), une somme de vingt-six mille francs (26 000^f), remboursable en vingt-cinq ans à partir de 1897 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux ordinaires à entretenir en vertu de la loi du 12 mars 1880.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à la gré et par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer à la gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de vingt-six mille francs autorisé par l'article 1^{er}

ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en exécution de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé: LOUIS BARTHOU.

N° 32761. — *Loi qui autorise le département de la Nièvre à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 29 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département de la Nièvre est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^{fr} 63 p. o/o), une somme de cent treize mille trois cents francs (113,300^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1898 et exclusivement applicable aux travaux des chemins vicinaux à subventionner en vertu de la loi du 12 mars 1880.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Nièvre est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à s'imposer extraordinairement, pendant trente ans à partir de 1898, vingt-six centièmes de centime (0^{fr} 26) additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent treize mille trois cents francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus.

Cette imposition sera recouvrée indépendamment des centimes

ordinares dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32762. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter divers Emprunts de conversion.*

Du 29 Mars 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 1^{er} avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3¹ 70 p. 0/0), une somme de cent cinquante-mille deux cents francs (156,200^f), remboursable en dix-neuf ans à partir de 1897 et applicable au remboursement par anticipation d'une fraction de l'emprunt de trois cent soixante-quinze mille francs autorisé par la loi du 5 août 1885.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le département de la Haute-Savoie est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3¹ 70 p. 0/0), une somme de quatre-vingt-un mille huit cent cinquante francs (81,850^f), remboursable en vingt ans et demi à partir de 1897 et applicable au remboursement par anticipation d'une fraction de l'emprunt de trois cent soixante-quinze mille francs autorisé par la loi du 5 août 1885.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

3. Le département de la Haute-Savoie est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3¹ 70 p. 0/0), une somme de quarante-six mille trois cents francs (46,300^f), remboursable en vingt et un ans et demi à partir de 1897 et applicable au remboursement par anticipation d'une fraction de l'emprunt de trois cent soixante-quinze mille francs autorisé par la loi du 5 août 1885.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

4. Le département de la Haute-Savoie est également autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3¹ 70 p. 0/0), une somme de dix-sept mille deux cent quatre-vingt-dix francs (17,290^f), remboursable en vingt-deux années et demie à partir de 1897 et applicable au remboursement par anticipation d'une partie de l'emprunt de trois cent soixante-quinze mille francs autorisé par la loi du 5 août 1885.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

5. Le département de la Haute-Savoie est enfin autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-dix centimes pour cent (3¹ 70 p. 0/0), une somme de quatre-vingt-seul

à trois cent soixante francs (89,360), remboursable en dix-neuf et demi à partir de 1897 et applicable au remboursement par participation de l'emprunt de cent douze mille six cents francs autorisé par la loi du 30 décembre 1886.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit sur des de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement des emprunts autorisés par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 ci-dessus ne seront prélevés sur les ressources créées par les lois des 5 août 1885 (2) et 30 décembre 1886 (art. 2).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

1763. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 divers Crédits non employés en 1886, affectés aux Réparations d'Édifices diocésains.

Du 5 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes; sur la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget de l'exercice 1897;

sur le décret du 29 mai 1896⁽¹⁾, portant report à l'exercice 1896 d'une somme de dix-neuf mille huit cent trente et un francs dix-huit centimes disponible sur les crédits ouverts au ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes (Service des cultes), exercice 1895, pour le paiement de versements effectués à titre de fonds de concours;

sur le décret du 12 février 1897, portant ouverture au ministère de la justice et des cultes (Service des cultes), exercice 1896, d'un crédit de cent quatre-vingt-douze francs soixante-quatre centimes, représentant le montant de versements effectués à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, rappelé par l'article 51 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Considérant que sur lesdites sommes de :

1°.....	19,831 ¹⁸
2°.....	140,692 ⁵⁴

Soit ensemble..... 160,523⁸¹

il n'a été employé que..... 136,713⁸³

et qu'il convient de reporter la différence de..... 23,809⁹⁹

au budget des cultes de l'exercice 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de la justice et des cultes (*Service des cultes*), exercice 1897, la somme de vingt-trois mille huit cent neuf francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (23,809⁹⁹), représentant le montant de fonds de concours non employés sur l'exercice 1896, savoir :

CHAPITRES.	ENTREPRISES.	CRÉDITS OUVERTS	
		par entreprise.	par chapitre.
XIV. (Grosses réparations des édifices diocésains.)	Restauration des bâtiments de l'évêché de Rodez.	2,500 ⁰⁰	
	Réfection du dallage de la cathédrale d'Amiens.	17,693 ⁶¹	
	Décoration de la chapelle de Notre-Dame-du-Mont-Carmel de la cathédrale de Perpignan.	1,321 ⁴¹	23,809 ⁹⁹
	Établissement d'un calorifère dans la cathédrale de Rennes.	2,289 ⁹⁷	

2. Pareille somme de vingt-trois mille huit cent neuf francs quatre-vingt-dix-neuf centimes (23,809⁹⁹) est et demeure assaffectée au chapitre xiv du budget du ministère de la justice et des cultes (*Service des cultes*) de l'exercice 1896.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

4. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé : J. DARBAN.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1045, n° 10527.

4. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes situées dans le département de la Seine, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 8 Juin 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 10 juin 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

En vertu des lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Article 1^{er}, § 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Et les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du mois;

En raison du décès de M. Tolain, sénateur du département de la Seine,

ARRÊTE :

1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine sont convoqués pour le dimanche 20 juin 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Seine, se réunira au chef-lieu le dimanche 20 juin 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

La réunion des conseils municipaux et les opérations électlectorales pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

Série. Bull. 290, n° 4942.

N° 32765. — DÉCRET qui rapporte les dispositions de l'article 7 du décret du 3 mars 1897 concernant la fabrication des Spiritueux en Algérie.

Du 10 Juin 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 1^{er} juillet 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 mars 1897, qui réglemente la perception du droit de fabrication sur les spiritueux composés en Algérie, spécialement l'alcide;
Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont rapportées les dispositions de l'article 7 du décret du 3 mars 1897.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel, inséré au Bulletin de loi et au Bulletin officiel des actes du Gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 10 Juin 1897.

Signé : FELIX FACRE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32766. — DÉCRET qui crée un Polygone exceptionnel dans la deuxième zone des servitudes de la place de Montlouis.

Du 12 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1891, 17 juillet 1891 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et places militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé, dans la deuxième zone des servitudes de la place de Montlouis, un polygone exceptionnel limité au nord par la

(1) 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

de du bastion 3 de l'enceinte; à l'est par la ligne déterminée par les bornes 14 et 31 (nouvelle) de la deuxième zone des servitudes ouest par le côté nord de la route nationale n° 116.

Les constructions seront autorisées dans ce polygone, après autorisations souscrites par les intéressés de démolir sans indemnité, en cas de guerre.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Juin 1897.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé: BILLOT.

1897. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département des Landes, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 15 Juin 1897.

(Prépublié au Journal officiel du 17 juin 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 30 décembre 1875;

les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du mois;

vu le décès de M. Pazat, sénateur du département des Landes,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département des Landes sont convoqués pour le dimanche 27 juin 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département des Landes, se réunira au chef-lieu le dimanche 27 juin 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

La réunion des conseils municipaux et les opérations électo-

rales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32768. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département du Pas-de-Calais, à l'effet de nommer leurs délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 15 Juin 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 17 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

Vu l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 30 décembre 1875;

Vu les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876 ⁽¹⁾, portant convocation de tous les conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30^e même mois;

Attendu le décès de M. Camascasso, sénateur du département du Pas-de-Calais,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département du Pas-de-Calais sont convoqués pour le dimanche 27 juin 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

2. Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département du Pas-de-Calais, se réunira au chef-lieu le dimanche 1^{er} août 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

3. La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 290, n° 4942.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

1869. — DÉCRET qui convoque les Conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine-Inférieure, à l'effet de nommer leurs Délégués en vue de l'élection d'un Sénateur.

Du 22 Juin 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 24 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

sur les lois du 2 août 1875 et du 9 décembre 1884;

sur l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 30 décembre 1875;

sur les articles 3 et 4 du décret du 3 janvier 1876⁽¹⁾, portant convocation des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 30 du dit mois;

Attendu le décès de M. Casimir-Périer, sénateur du département de la Seine-Inférieure;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les conseils municipaux des communes comprises dans le département de la Seine-Inférieure sont convoqués pour le dimanche 4 juillet 1897, à l'effet de nommer leurs délégués et suppléants en vue de l'élection d'un sénateur.

Le collège électoral, formé des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des délégués municipaux du département de la Seine-Inférieure, se réunira au chef-lieu le dimanche 8 août 1897, pour procéder à l'élection d'un sénateur.

La réunion des conseils municipaux et les opérations électorales, tant pour l'élection des délégués et suppléants que pour la nomination du sénateur, auront lieu suivant les formes déterminées par les lois et décret ci-dessus visés.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32770. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une Somme non employée en 1896 applicable aux dépenses de colonisation.

Du 28 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu les décrets des 13 juin ⁽²⁾ et 28 septembre 1896 ⁽³⁾, ouvrant au chapitre XII : *Dépenses de colonisation*, du budget du ministère de l'intérieur deuxième section, exercice 1896, un crédit total de 72,366' 38"
provenant de fonds de concours versés au Trésor au titre des soultes de rachat du séquestre;

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ce crédit, les paiements effectués pendant le cours de l'exercice 1896 ne s'étant élevés qu'à la somme de 12,366' 17"

Il reste un reliquat disponible de 59,890' 41"

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget de l'exercice 1897 du ministère de l'intérieur (Algérie), deuxième section, chapitre XII : *Dépenses de colonisation*, une somme de cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix francs quarante et un centimes (59,890' 41), applicable aux dépenses d'achat de terres pour la colonisation.

2. Pareille somme de cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix francs quarante et un centimes est annulée au chapitre XII : *Dépenses de colonisation*, du budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1896 (Algérie), deuxième section.

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} au moyen

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

(2) XII^e série, Bull. 1779, n° 31121.

(3) XII^e série, Bull. 1815, n° 31745.

ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de con-

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont
rés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
st.

it à Paris, le 28 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : LOUIS BARTHOU.

771. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
né par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

it approuvés les travaux à exécuter et les dépenses à faire par la com-
e des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements, pour les
dissements et améliorations de la gare de Souk-Ahras, compris dans
objets présentés par la compagnie, les 8 janvier 1896 et 3 juin 1896.
épenses résultant de l'exécution desdits projets seront imputées sur
pte de deux millions ouvert, conformément à l'article 6 de la conven-
du 23 mai 1885, approuvée par la loi du 28 juillet suivant, pour tra-
complémentaires sur le chemin de fer de Souk-Ahras à Tébessa, jusqu'à
rrance des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être
es audit compte et dans la limite d'un maximum de dix-huit mille
e cent soixante-huit francs vingt-cinq centimes, lequel comprend, sa-

ties de transbordement.....	9,312' 08"
ties de dépôt.....	932 67
réservoir d'alimentation.....	2,667 25
terrassements.....	761 67
osses à piquer.....	1,446 49
omme à valoir.....	1,669 16
TOTAL.....	16,789 32
mins généraux et intérêts (20 p. 0/0).....	1,678 93
ENSEMBLE.....	18,468 25

Paris, 28 Décembre 1896.)

772. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
né par le ministre des travaux publics) portant :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux de prolongement du boule-
de rive gauche, au port de Rouen, sur quatre cent vingt mètres de
neur, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet pré-
à la date des 5-13 novembre 1895, 18-20 février 1896, par les ingé-
rs du service de la navigation de la Seine maritime et aux avis du

conseil général des ponts et chaussées, des 16 octobre 1894. 6 janvier et 10 juillet 1896;

2° La dépense, évaluée à soixante-dix-huit mille francs, sera prélevée sur la dotation des travaux d'amélioration et d'extension du port de Rouen (loi du 11 mars 1885). (Paris, 13 Janvier 1897.)

ERRATUM.

XII^e série, *Bulletin des lois* n° 1750, page 5, n° 30505. — Décret du 15 janvier 1896.

Au lieu de :

M. *Dreyfus* (*Théophile*), né le 21 mai 1851, à Schlestadt (Bas-Rhin), demeurant à Bruxelles (Belgique), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Fleury*, et à s'appeler légalement, à l'avenir *Dreyfus-Fleury*.

Lire :

M. *Dreyfuss*, etc..... à l'avenir, *Dreyfuss-Fleury*.



Certifié conforme:

Paris, le 10^e Août 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

32773. — *Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un Emprunt.*

Du 29 Mars 1897.

(Promulguée au *Journal officiel* du 6 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. Le département de la Charente-Inférieure est autorisé, même à la demande que le conseil général en a faite, à inter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs treize-quinze centimes pour cent (3¹ 75 p. o/o), une somme de cent mille francs (200,000^f), remboursable en trente ans à de 1897 et exclusivement applicable aux travaux de construction d'aménagement de quartiers nouveaux dans l'asile publics de Lafond.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, ou gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

XII^e Série.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent mille francs autorisé par l'article ci-dessus seront prélevés sur les bonis de l'asile et, au besoin, sur les ressources normales du département.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 Mars 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

774. — *Loi qui autorise la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à contracter un Emprunt.*

Du 2 Avril 1897.

Promulguée au Journal officiel du 6 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs cinquante centimes pour cent (3^f 50 p. o/o), une somme de six millions quatre cent cinquante mille francs (6,450,000^f), remboursable en cinquante ans sur les revenus ordinaires de la caisse municipale et destinée à pourvoir à l'établissement d'une canalisation spéciale pour la distribution des eaux potables.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

32775. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de travaux publics.*

Du 20 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu l'état A ci-annexé des sommes versées dans les caisses du Trésor public et des départements, des communes et des particuliers pour concourir avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1896;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 février 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, première section, chapitre xxix : *Routes et ponts. Entretien et grosses réparations*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel montant à trente-quatre mille seize francs quatre-vingt-un centimes (34,016⁸¹) et réparti entre diverses entreprises, conformément à l'état B annexé au présent décret.

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GABRIEL COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURREL.

ÉTAT A.

Etat des sommes versées au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques et destinées à être rattachées au budget de l'exercice 1896.

DÉPARTEMENTS.	PARTIES VERSANTES.	RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	NUMÉROS des récépissés.	DATES des versements.	MONTANT des versements.
Loiret.....	La compagnie des tramways d'Orléans.	Orléans.....	4801	1896. 27 août.	900 ⁰⁰
	La ville de Châlons.	Châlons.....	4455	22 septembre.	10,71 ⁰⁰
Marne. ...	La ville de Reims...	Reims.....	396	21 janvier.	4,000 ⁰⁰
	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	5798	4 septembre.	4,000 ⁰⁰
Saône-et-Loire.	La ville de Mâcon...	Mâcon.....	3950	8 septembre.	6,000 ⁰⁰
Savoie (Haute-).	La compagnie des tramways d'Annemasse à Samoëns.	Saint-Julien...	2129	7 novembre.	661 ⁰⁰
	M. Destouches.....	Paris.....	19578	17 juin.	35 ⁶⁶
	L'administration des postes et télégraphes.	<i>Idem</i>	33034	21 octobre.	397 ⁰⁰
	La compagnie des chemins de fer nantais.	<i>Idem</i>	36786	20 novembre.	115 ²⁰
Seine.....	M. Bourgeois.....	<i>Idem</i>	36882	21 novembre.	10 ⁶¹
	M. Stumpf.....	<i>Idem</i>	37280	25 novembre.	12 ⁶⁰
	M. Foulon.....	<i>Idem</i>	37507	27 novembre.	11 ⁰⁰
	M. Mathieu.....	<i>Idem</i>	37521	<i>Idem</i> .	56 ⁷⁰
	MM. Georgi et compagnie.	<i>Idem</i>	38137	2 décembre.	107 ⁶⁰
	La compagnie parisienne du gaz.	<i>Idem</i>	39191	11 décembre.	1,367 ⁰⁷
Seine-et-Oise.	La compagnie générale des omnibus, concessionnaire du tramway de Sèvres à Versailles.	Versailles.....	13330	14 novembre.	5,210 ⁰⁰
Tarn.....	Le département....	Albi.....	4103	5 novembre.	50 ⁰⁰
	La commune de Carmaux.	<i>Idem</i>	4517	9 décembre.	50 ⁰⁰
TOTAL....					34,016 ⁸⁴

ÉTAT B.

partition, par entreprise, d'un crédit additionnel de 34,016 fr. 81 ouvert au ministre des travaux publics, pour l'emploi de fonds de concours, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre XXIX : Routes et ponts. — Entretien et grosses réparations.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES auxquelles les fonds sont destinés.	MONTANT des crédits.
Orléans.....	Travaux de pavage de la rue Dauphine, à Orléans (route nationale n° 20).....	900 ^f 00 ^e
Marne.....	Réfection du pavage des routes nationales n° 3 et 4, dans les rues du Faubourg-de-Marne, de Marne, d'Orfeuil et Croix-des-Teinturiers, à Châlons..... 10,771 ^f	18,771 00
Saône-et-Loire.	Pavage de la rue du Faubourg-Cérès, à Reims (route nationale n° 51) (4,000 ^f + 4,000 ^f).... 8,000	6,000 00
Savoie (Haute-).	Réfection du pavage des rues de Paris et de Saône, à Mâcon (route nationale n° 6).....	661 00
Seine.....	Entretien des routes nationales n° 202, 203 et 206.....	2,374 81
Seine-et-Oise.	Entretien de tranchées ouvertes sur les chaussées des routes nationales du département de la Seine (35 ^f 66 + 32 ^f 04 + 1,445 ^f 20 + 10 ^f 64 + 12 ^f 60 + 14 ^f + 56 ^f + 106 ^f 60 + 1,367 ^f 07).....	5,210 00
Marne.....	Entretien de la route nationale n° 10, entre Sèvres et Versailles.....	100 00
	Modification de trois bouches d'égout dans la traverse de Carmaux (route nationale n° 88) (50 ^f + 50 ^f).....	
	TOTAL.....	34,016 81

32776. — DÉCRET qui affecte au Département de l'instruction publique et des beaux-arts une Parcelle de terrain pour l'agrandissement de la Faculté des sciences de l'Université de Rennes.

Du 3 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Vu l'avis exprimé par le ministre des travaux publics, dans sa lettre du 1^{er} décembre 1896;

Vu l'adhésion du ministre des finances, en date du 26 mars 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une parcelle de terrain, d'une contenance de mille cinq cents mètres (1,500^m) carrés, à provenir du comblement de la cale de Viarmes, située à Rennes, sur la rive droite de la Vilaine, telle

qu'elle est désignée au plan annexé au présent décret, est affectée au département de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'agrandissement de la faculté des sciences de l'université de Rennes.

2. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32777. — DÉCRET qui ouvre au *Ministre de la justice et des cultes* (art. de la justice), sur l'exercice 1897, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la reconstitution des registres de l'état civil de Montélimar (Drôme)*.

Du 3 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1897 et répartition, par chapitres, des crédits affectés au ministère de la justice et des cultes (service de la justice) pour ledit exercice;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le récépissé délivré par le receveur des finances de Valence (Drôme) le 17 décembre 1896, sous le numéro 6065, constatant qu'il a été versé à sa caisse, par le département, à titre de fonds de concours pour la reconstitution des registres de l'état civil détruits par un incendie au palais de justice de Montélimar, la somme de trois cent quatre-vingt-neuf francs soixante-trois centimes;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice 1897, un crédit de trois cent quatre-vingt-neuf francs soixante-trois centimes (389^f 63^c) applicables à la reconstitution des registres de l'état civil détruit par un incendie au palais de justice de Montélimar (Drôme).

Ce crédit sera imputé au chapitre xix du budget : *Reconstitution des actes de l'état civil de la ville de Paris et des départements*.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

oyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'encours, par le département de la Drôme.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des*

ait à Paris, le 3 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,
Signé : J. DARLAN.

18778. — *DÉCRET qui distrait du Régime forestier, pour être remis au service des Domaines, en vue de la colonisation, des Terrains dépendant de la forêt domaniale de Chettaba, commune d'Aïn-Smara (Constantine).*

Du 3 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du président du conseil, ministre de l'agriculture,

vu les propositions de l'administration des forêts tendant à la distraction du régime forestier, pour être remis au service des domaines, en vue de la colonisation, de terrains, d'une contenance de quatre cent cinquante et un hectares vingt-neuf ares dix centiares, dépendant de la forêt domaniale de Chettaba; lesdites propositions approuvées par le président du Conseil, ministre de l'agriculture;

vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie et celui du conseil de Gouvernement;

vu l'article 1^{er} du Code forestier;

vu les décrets des 10 décembre 1860 ⁽¹⁾, 30 avril 1861 ⁽²⁾, 7 octobre 1871 ⁽³⁾, avril 1881;

La section des travaux publics, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont distraits du régime forestier, pour être remis au service des domaines, en vue de la colonisation, les terrains, d'une contenance de quatre cent cinquante et un hectares vingt-neuf ares dix centiares, dépendant de la forêt domaniale de Chettaba, commune d'Aïn-Smara, arrondissement de Constantine, département de

⁽¹⁾ II^e série, Bull. 881, n° 8488.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 69, n° 603.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 927, n° 9003.

Constantine, tels qu'ils sont **délimités aux plans annexés au présent décret.**

2. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 3 Avril 1897.

Signé : FELIX FAURE.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,*

Signé : J. MÉLINE.

N° 32779. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers Travaux militaires.*

Du 4 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu les conventions passées entre l'État et :

1° La ville de Sézanne (Marne), le 11 juillet 1895, pour l'entretien du casernement de la garnison de cette localité;

2° La ville de Châteauroux, le 28 mai 1890, pour la location des champs de tir et de manœuvres de la garnison de cette ville;

3° La ville de Tarbes, le 2 juin 1895, pour la couverture de la partie la plus élevée de l'Ayguerotte, longeant la façade nord de la caserne Reilly;

Vu l'état des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, en exécution de ces conventions;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 29 mars 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

B. n° 1870. — 1625 —

cice 1896, des crédits s'élevant à la somme de trois mille sept cinquante francs (3,750'), répartis comme il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL).

ézanne. — Entretien du casernement de la garnison.....	1,250'
hâteauroux. — Location de champs de tir et de manœuvres.....	750
TOTAL POUR LA 1 ^{re} SECTION.....	2,000

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLII. — CASERNEMENTS.

arbes. — Couverture d'une partie du ruisseau de l'Ayguerotte....	1,750
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	3,750

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes désignées dans le présent décret.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

1896. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 6 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;
Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses de l'instruction publique et les traitements du personnel de service;
Vu le règlement d'administration publique du 4 novembre 1894, article 5;

XII^e Série.

82..

Vu l'état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par des départements, des communes et par des particuliers, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, une somme de vingt et un mille cent quatre-vingt-quinze francs sept centimes pour servir, pendant l'exercice 1896 :

1° Au paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles primaires publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les communes ou particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours ;

2° Au paiement des traitements des instituteurs et institutrices occupant des emplois régulièrement créés dans des écoles primaires annexes à des établissements de bienfaisance et d'assistance publique fondés et entretenus par les départements ou les communes ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ ;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 2 avril 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1896, chapitre LI : *Enseignement primaire élémentaire en France, pour les villes de plus de cent cinquante mille âmes*, un crédit de vingt et un mille cent quatre-vingt-quinze francs sept centimes (21,195¹/₀₇).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.
Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMEAU.

N° 32781. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 6 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts :

Loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893 sur les dépenses de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel enseignant;

Règlement d'administration publique du 4 novembre 1894, article 5; état récapitulatif ci-joint, constatant qu'il a été versé par des départements, des communes et par des particuliers, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, une somme de dix-sept mille neuf cent quatorzevingt-cinq centimes pour servir, pendant l'exercice 1896 :

Le paiement des traitements des instituteurs et institutrices des écoles publiques exerçant dans des emplois créés sous la réserve que les départements ou particuliers se chargeront du paiement des traitements des instituteurs occupant lesdits emplois et verseront le montant de cette dette au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Le paiement des traitements des instituteurs et institutrices occupant des emplois régulièrement créés dans des écoles primaires annexées à des établissements de bienfaisance et d'assistance publique fondés et entretenus par les départements ou les communes;

Article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾;

Avis du ministre des finances, en date du 2 avril 1897,

ARRÊTÉ :

1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, la 1^{re} section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1896, le crédit de 17,914,25 francs, en faveur de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les dépenses de plus de cent cinquante mille âmes, un crédit de dix-sept mille neuf cent quatorze francs vingt-cinq centimes (17,914²⁵).

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des Finances,
Signé : GEORGES COCHET.

Le Ministre de l'Instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

N° 32782. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour Dépenses publiques.

Du 6 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1896;

Vu la loi du 9 janvier 1896, qui a ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit supplémentaire de la somme de la cent trente-huit mille cent sept francs soixante centimes, représentant l'indemnité payée par la Chine, en réparation du meurtre de M. Dutreuil de Rhins, et notamment les articles 2 et 3 de ladite loi, ainsi conçus :

« Art. 2. Sur ce crédit, une somme de cent mille francs sera versée à la caisse des dépôts et consignations, à titre de fondation *Dutreuil de Rhins*.

« Art. 3. Les arrérages provenant de cette fondation seront versés chaque année, au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques rattachés au crédit du chapitre des voyages et missions scientifiques (ministère de l'instruction publique, première section) »;

Vu la déclaration délivrée le 11 janvier 1897 par le caissier-payeur central, constatant qu'il a été versé, le même jour, au Trésor public, à la caisse des dépôts et consignations, une somme de deux mille deux cent vingt francs, montant de trois trimestres d'arrérages échus le 1^{er} janvier 1897, de la rente de deux mille neuf cent soixante francs trois pour cent provenant de la fondation *Dutreuil de Rhins*;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatifs à la recette et à l'emploi des fonds de concours pour dépenses publiques;

Vu l'avis du ministre des finances en date du 2 avril 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section, un crédit de la somme de deux mille deux cent vingt francs (2,220^f).

Cette somme sera rattachée au chapitre XXXVII : *Voyages et missions*, du budget de l'exercice 1896.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

re des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret.

à Paris, le 6 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

33. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, le crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses militaires.*

Du 7 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la proposition du ministre de la guerre,

la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

la convention passée, le 11 juillet 1895, entre l'État et la ville de Sézanne (Marne), pour l'entretien du casernement de la garnison de cette

ville; la convention passée, le 15 juin 1885, entre l'État et la ville de Saint-Nicolas-du-Port, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser au Trésor, en vue de concourir à la dépense de location d'un champ de manœuvres, la moitié du produit annuel de la taxe d'abatage du bétail consommé par la troupe;

l'état des sommes versées au Trésor, par les villes ci-dessus désignées, en exécution de ces conventions;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours; la lettre du ministre des finances en date du 2 avril 1897,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XLIX : *Engagements du génie (matériel)* de la première section du budget de l'exercice 1896, des crédits s'élevant à la somme de mille soixante-dix francs soixante centimes (1,074^f 60) qui sera répartie comme suit :

Sézanne. — Entretien du casernement de la garnison.....	500 ^f 00 ^c
Saint-Nicolas-du-Port. — Location d'un champ de manœuvres. .	574 60
TOTAL ÉGAL.....	1,074 60

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des sommes versées au

Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes ci-dessus désignées.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Avril 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32784. — *DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des invalides de la marine, exercice 1897, un Crédit destiné au paiement de Dettes sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Construction et à la Navigation.*

Du 10 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 est inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine :

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893 :

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 avril 1897 :

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de cinquante-neuf mille huit cent un francs vingt-deux centimes (59,801²²) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2° de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1577 n° 26939.

crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, ice 1897, au chapitre spécial ouvert à cet effet et intitulé : *rs aux marins victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs les, et subventions aux chambres de commerce et à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins toutes autres institutions pouvant leur être utiles.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources nant des retenues faites en 1897 sur les primes à la construction à la navigation.

Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, in en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui inséré au *Bulletin des lois*.

it à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,
Signé : G. BESNARD.

785. — DÉCRET qui charge le Gouverneur général de l'Algérie de statuer les questions relatives aux Impôts arabes qui peuvent être actuellement lées par des décisions ministérielles.

Du 12 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 25 avril 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des finances et du ministre de l'intérieur;
le décret du 31 décembre 1896⁽¹⁾, qui a réorganisé le service de la e administration en Algérie,

CRÈTE :

RT. 1^{re}. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, par délégation du ministre des finances, de statuer sur toutes les questions tives aux impôts arabes qui peuvent être actuellement réglées par décisions ministérielles.

Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

fait à Paris, le 12 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOUD.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHER.

N° 32786. — *DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de Bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications de la batterie du Rocher-Picouleau, dépendant de la Place de Djidjelli.*

Du 15 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après de la place de Djidjelli, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Batterie du Rocher-Picouleau :

(Classé en 2^e série par la loi du 15 janvier 1885).

Limite extérieure de la zone des fortifications.

(Procès-verbal de bornage du 29 octobre 1896).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32787. — *DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de Bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus sud de Ténès.*

Du 15 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

ement et la conservation des places de guerre et postes militaires,
me les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications,
à la défense de l'État;
le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois
ces;

le rapport du ministre de la guerre,

ARRÊTÉ :

r. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage
ès, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage
terrains militaires formant la zone de fortification, visés et
uvés par le ministre de la guerre, savoir :

Blockhaus sud de Ténès :

assé comme poste de la 2^e série par la loi du 27 mai 1889).
site extérieure de la zone des fortifications.
ocès-verbal de bornage en date du 20 septembre 1896).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
b, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

t à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

88. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du
procès-verbal de Bornage des terrains militaires formant la zone des fortifi-
cations du Fort du Montburt, dépendant de la Place de Montbéliard.

Du 15 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

es lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant
ement et la conservation des places de guerre et postes militaires
que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications,
à la défense de l'État;
le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois
ces;

le rapport du ministre de la guerre,

ARRÊTÉ :

r. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage
rès de la place de Montbéliard, le plan de circonscription et le

1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 881.

procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort du Montbart :

(Classé comme poste de la 1^{re} série par la loi du 29 décembre 1881).

Limite extérieure de la zone des fortifications.

(Procès-verbal de bornage en date du 21 septembre 1896).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32789. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications d'ouvrages dépendant de la Place de Lyon.

Du 15 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après de la place de Lyon, les plans de circonscription et les procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Enceinte de la Croix-Rousse :

(Décret de classement du 4 août 1868).

Limites intérieure et extérieure de la zone des fortifications.

(Procès-verbaux de bornage en date du 7 septembre 1896)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Enceinte de la rive gauche du Rhône ;

du 21 août 1864).

limites intérieure et extérieure de la zone des fortifications.

Procès-verbaux de bornage en date des 9 et 11 septembre 1896).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
et, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

1890. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du
procès-verbal de Bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications
de la Place de Calais.

Du 15 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

considérant que les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant
l'armement et la conservation des places de guerre et postes militaires
ont imposé à la propriété, autour des fortifications,
des servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications,
la défense de l'État ;

le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾, pour l'application des lois
citées.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de
circonscription et le procès-verbal en date du 16 septembre 1896,
et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant le
bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de la
Place de Calais, modifiée par le décret du 7 août 1896, entre les
nos 110 et 47, d'une part, et 44 et 43, de l'autre.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32791. — *NOTIFICATION de l'Accession du Gouvernement britannique, pour la Colonie anglaise de Ceylan, à la Convention télégraphique internationale signée à Saint-Petersbourg le 22 juillet 1875.*

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

En exécution de l'article 18 de la convention télégraphique de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875 ⁽¹⁾, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris vient d'annoncer au Gouvernement de la République française que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a notifié au Gouvernement impérial et royal son accession à ladite convention internationale pour la colonie anglaise de Ceylan.

N° 32792. — *DÉCRET qui admet à circuler en franchise par la poste les Lettres simples provenant ou à l'adresse des militaires ou marins détachés en Crète.*

Du 17 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 25 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 mai 1871, relative aux immunités postales accordées aux militaires ou marins faisant partie des armées en campagne;

Vu l'article 23 de la loi de finances du 16 avril 1895, qui a modifié l'article 3 de la loi susvisée;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

• DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les lettres simples, c'est-à-dire ne pesant pas plus de 15 grammes, provenant ou à l'adresse des militaires ou marins détachés en Crète, sont admises à circuler en franchise par la poste.

2. Les mandats de poste dont le montant ne dépasse pas 50 francs, adressés aux militaires ou marins désignés en l'article précédent, et expédiés par ces derniers, sont exempts du droit postal de 1 p. 10.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Journal officiel.

Fait à Paris, le 17 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 307, n° 5280.

N° 32793. — *DÉCRET relatif aux Déclarations en douane des Marchandises arrivant ou à destination de l'étranger.*

Du 18 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 23 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

l'article 5 de la loi du 7 mai 1881;

et la proposition du ministre des finances,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} juin 1897, les déclarations à remettre aux douanes cesseront d'être obligatoirement rédigées sur des feuilles délivrées par l'administration. Les déclarants les établiront en double expédition sur des imprimés conformes aux modèles approuvés par le Ministre des finances dont des types seront déposés dans les bureaux de commerce et dans les bureaux de douane, et dont ils s'approvisionneront librement dans le commerce, sous la seule condition d'observer, dans le libellé, les indications prescrites par le modèle officiel.

L'administration des douanes pourra autoriser le débarquement des marchandises avant le dépôt des déclarations de détail; déterminera, dans ce cas, le nombre d'expéditions du manifeste devront être fournies au bureau des douanes à titre de déclaration sommaire.

Les formules d'acquits-à-caution ou de passavants recevront, sous les soins du service des douanes, le timbre établi par l'article 19 de la loi du 28 avril 1816, au moment où elles seront déposées dans les bureaux pour y être enregistrées. Le prix de ce timbre sera pris en compte au moment de son application.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 18 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32794. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses militaires.*

Du 24 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

et la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre, pour l'exercice 1897;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Ain-el-Hadjar, en date du 20 août 1896, aux termes de laquelle ladite commune s'engage à verser, à titre de fonds de concours, une somme de quarante mille francs pour part contributive dans les frais d'installation d'un pénitencier militaire;

Vu la convention passée, le 22 septembre 1867, entre l'État et cette commune, pour l'établissement dudit pénitencier;

Vu la convention passée, le 2 octobre 1896, entre l'État et la ville du Blanc, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de verser, à titre de fonds de concours, une somme de deux mille francs pour part contributive dans les frais de déplacement du champ de tir actuel de la garnison;

Vu l'état des sommes versées au Trésor, par les parties ci-dessus désignées, en exécution de ces conventions;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 14 avril 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget général de l'exercice 1897, des crédits s'élevant à la somme de quarante-deux mille francs (42,000^f), qui sera répartie comme suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE. (MATÉRIEL D'EXPLOITATION.)

Ain-el-Hadjar. — Installation d'un pénitencier militaire. 40,000^f

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLII. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR, STANDS ET MANÈGES.

Le Blanc. — Déplacement du champ de tir de la garnison..... 2,000

TOTAL ÉGAL..... 42,000

2. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par la commune d'Ain-el-Hadjar et la ville du Blanc.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera
inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

95. — *DÉCRET modifiant les articles 3 et 4 du Décret du 4 octobre
constitutif des Tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées
à la transportation des condamnés aux travaux forcés.*

Du 24 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de la marine;

les articles 3 et 4 du décret du 4 octobre 1889 ⁽¹⁾, constituant les tri-
bunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation
des condamnés aux travaux forcés;

les avis des ministres des colonies et de la justice et des cultes;
le conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

1^{er}. Les articles 3 et 4 du décret du 4 octobre 1889 sont mo-
difiés comme suit :

3. Le tribunal maritime spécial est composé de :

un officier supérieur du corps de la marine ou des troupes de la
gendarmerie ou de la guerre ou, à défaut, un commissaire ou commis-
saire adjoint des colonies, président, et de quatre juges, savoir :

un magistrat de première instance;

un officier du grade de capitaine ou de lieutenant;

un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire ayant au moins
le grade de sous-chef de bureau;

un sous-officier appartenant à l'un des corps de troupe de la gar-
de nationale à l'exclusion des surveillants militaires.

(Le nombre des juges reste sans changement.)

4. S'il ne se trouve pas sur les lieux un nombre suffisant d'of-
ficiers ou de fonctionnaires du grade requis, la présidence des tribu-
naux maritimes spéciaux peut être confiée à un officier du grade de
colonel appartenant au corps de la marine ou aux troupes de la
gendarmerie ou de la guerre ou, à défaut, à un sous-commissaire de la
marine ou des colonies.

L'officier du grade de capitaine ou de lieutenant-juge peut être remplacé par un sous-lieutenant.

Dans les colonies pénitenciaires autres que la Guyane ou la Nouvelle-Calédonie, les tribunaux maritimes spéciaux, s'ils ne peuvent être constitués conformément à l'article 3, sont composés de trois juges, savoir :

Un officier du grade de capitaine ou, à défaut, un sous-commissaire de la marine ou des colonies, président.

(Le reste sans changement.)

2. Le ministre de la marine, le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*, au *Bulletin de la loi* et aux *Bulletins officiels de la marine et du ministère des colonies*.

Fait à Rochefort, le 24 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FACEL.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEBON.

Le Ministre de la marine,
Signé : G. BENOIST.

Signé : J. DARLAN.

N° 32796. — *DÉCRET relatif aux droits à percevoir des aspirants aux Certificats d'études supérieures et au Diplôme de licencié en sciences.*

Du 28 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts :

Vu l'article 6 de la loi du 27 février 1880, portant qu'un décret rendu sur le rapport du ministre de l'instruction publique, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique, détermine le tarif des droits d'inscription, d'examen, de certificat d'aptitude et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades ;

Vu le décret du 22 août 1854⁽¹⁾ ;

Vu le décret du 22 janvier 1896⁽²⁾, instituant dans les facultés des sciences des certificats d'études supérieures et fixant les conditions d'obtention du diplôme de licencié en sciences ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'instruction publique, en date du 14 janvier 1897 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les droits à percevoir, au profit du Trésor public, sont :

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 217, n° 1957.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1761, n° 3075.

tion des certificats d'études supérieures institués dans les fa-
des sciences par le décret susvisé du 22 janvier 1896, sont
trente francs (30^f) et répartis de la manière suivante :

amen.....	20 ^f
ificat.....	5
a du certificat.....	5
TOTAL.....	30

Les droits à percevoir pour l'obtention du diplôme de licencié
nces sont fixés à quarante francs (40^f).

Les droits visés à l'article 1^{er} sont consignés par le candidat
de subir l'examen.

Quittance constatant le versement des droits visés à l'article 2
exécée aux certificats produits en vue de l'obtention du diplôme.

Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne
pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué pour
en perd le montant des droits qu'il a consignés.

Il fait remboursement aux candidats ajournés des droits de
at et de visa.

Le présent décret sera appliqué à partir du 15 mai 1897.

Le ministre des finances et le ministre de l'instruction publique
beaux-arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
tion du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et
au *Journal officiel*.

à Paris, le 28 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
gné : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

**g. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des
arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés
sorsor pour l'érection d'un Monument aux Morts, dans le cimetière du
Lachaise.**

Du 28 Avril 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dé-
le l'exercice 1897;

rticle 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du dé-
31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des dé-

érie, Lull. 1045, n° 10527.

partements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 27 mars 1897, une somme de vingt mille francs, représentant la dernière annuité de la part contributive de la ville de Paris (cinquante mille francs) dans les frais d'exécution d'un monument aux morts commandé à M. Bartholomé;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre *xxii* : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de vingt mille francs (20,000^f), applicable aux frais d'exécution d'un monument aux morts commandé à M. Bartholomé.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Signé : A. RAUGER.

N° 32798. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour l'érection, à Nantes, d'un Monument à la mémoire des morts de la Loire-Inférieure morts pour la Patrie.

Du 28 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 53 de la loi du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des dé-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

1870.

— 1643 —

les communes ou des particuliers, pour concourir avec ceux de
les dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par dé-
crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été
du ministre pour le même objet;
leprésenté du trésorier-payeur général de la Loire-Inférieure, consta-
a été versé au Trésor, le 29 décembre 1896, une somme de mille
vingt-sept francs quatre-vingts centimes, à titre de fonds de con-
sur l'érection, à Nantes, d'un monument à la mémoire des enfants
e-Inférieure morts pour la patrie;
du ministre des finances,

2 :

7. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des
les, sur les fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième sec-
tion-Arts), chapitre xxii : *Travaux d'art, décoration d'édifices*
Paris et dans les départements, un crédit de mille cinq cent
francs quatre-vingts centimes (1,527⁸⁰), applicable aux
exécution du monument qui doit être érigé, à Nantes, aux
le la Loire-Inférieure morts pour la patrie.

era pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au
les ressources spéciales résultant des versements faits au Tré-
re de fonds de concours.

ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le
des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 28 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,
né : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

— DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des
arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés
pour les Dépenses de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel
de Toulouse.

Du 28 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dé-
penses de l'exercice 1897;
article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du
loi du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des dé-

lie. Bull. 1045, n° 10527.

partements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui sont accordés au ministre pour le même objet;

Vu le reçu du trésorier-payeur général de la Haute-Garonne, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 21 décembre 1896, une somme de neuf mille deux cents francs, à titre de troisième acompte sur les soixante-douze mille francs représentant la part contributive de la ville de Toulouse dans les dépenses nécessitées par la restauration de la salle des Illustres de son hôtel de ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur les fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de neuf mille deux cents francs (9,200^f), applicable aux travaux de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent, par le moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts
Signé : A. RAMEAU.

N° 32800. — DÉCRET supprimant le Conseil de guerre de Diego-Suarez, constituant deux Conseils de guerre et un Conseil de revision pour Madagascar.

Du 28 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 2 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857;

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1854;

Vu les lois des 18 mai et 31 décembre 1875, modifiant les codes de justice militaire pour les armées de terre et de mer;

Vu la loi du 9 août 1819 sur l'état de siège;

édret du 21 juin 1858⁽¹⁾, indiquant, selon le grade, le rang ou e l'accusé, la composition du conseil de guerre pour le jugement individus qui, dans les services de la marine, sont assimilés aux militaires, aux termes des articles 10 et 13 du Code de justice our l'armée de mer et de l'article 2 du règlement d'administration usvisé;

édrets des 27 juillet et 9 août 1878, 2 avril 1885, 9 janvier et 1889⁽²⁾, complémentaires ou modificatifs du précédent;

édrets des 5 mars 1864⁽³⁾, 21 mars 1868⁽⁴⁾ et 21 mars 1887, portant à l'organisation et au fonctionnement des conseils de as les colonies;

édret du 24 août 1888⁽⁵⁾, rendant justiciables des conseils de Diégo-Suarez les individus inculpés de crimes ou de délits mili- de nature à compromettre la sécurité de la colonie;

édret du 4 octobre 1889⁽⁶⁾, portant règlement d'administration pour l'application aux colonies du Code de justice militaire pour mer et notamment les articles 4 et 7;

du 6 août 1896, déclarant Madagascar colonie française; eil d'État entendu,

1 :

Il est établi deux conseils de guerre et un conseil de revi- manents à Tananarive. Ces juridictions ont pour ressort de la colonie et ses dépendances.

conseil de guerre permanent de Diégo-Suarez est supprimé eil de revision de la Réunion déchargé de l'examen des n revision auxquels peuvent donner lieu les affaires ressor- ux territoires de Sainte-Marie-de-Madagascar, Mayotte et nces, Nossi-Bé, Diégo-Suarez et dépendances.

dispositions du décret du 4 octobre 1889 sont applicables à car. Toutefois, les attributions conférées par cet acte aux urs des colonies sont dévolues, à défaut de gouverneur, à général ou supérieur commandant les troupes stationnées onie.

archives du conseil de guerre de Diégo-Suarez seront versées du premier conseil de guerre de Tananarive.

et abrogées, dans le décret du 4 octobre 1889, toutes les ns contraires à celles du présent décret.

ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent ui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de la à celui du ministère des colonies et publié au *Journal officiel*.

Paris, le 28 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

ie, Bull. 616, n° 5706.

rie, Bull. 1229, n° 20467.

ie, Bull. 1294, n° 12202.

(1) XII^e série, Bull. 1583, n° 15916.

(2) XII^e série, Bull. 1199, n° 19885.

(3) XII^e série, Bull. 1281, n° 21310.

N° 32801. — *DÉCRET portant réglementation de la Pêche du corail sur les côtes de l'Algérie.*

Du 1^{er} Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

Vu la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière en France;

Vu le décret du 22 novembre ⁽¹⁾ suivant, rendant cette loi applicable à l'Algérie;

Vu le décret du 22 novembre 1883 ⁽²⁾, réglementant la pêche du corail en Algérie;

Vu le décret du 2 juillet 1894, portant règlement sur la pêche côtière en Algérie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La pêche du corail en Algérie est autorisée dans les conditions prévues au décret du 22 novembre 1883, sauf pendant les mois de juillet, d'août et de septembre.

2. Elle ne pourra être exercée que par des bateaux français.

3. Les étrangers non naturalisés ne pourront entrer que pour un quart dans la composition des équipages, conformément à la loi de navigation du 21 septembre 1793.

Toutefois, cette proportion pourra être exceptionnellement dépassée à la moitié pour les bateaux devant se livrer à la récolte du corail au dehors des eaux algériennes.

4. Les contraventions aux articles 1, 2 et 3 du présent décret seront poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 9 janvier 1852.

5. Les règlements et arrêtés relatifs à la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie sont abrogés en tout ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

6. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BERNARD.

⁽¹⁾ X^e série, Bull. 483, n° 3561.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 614, n° 1180.

12. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-é par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui autorise ministration des forêts à remettre au service de la colonisation mille cent quarante et un hectares cinquante ares de terrains boisés, dépendant de la forêt domaniale d'El-Ksar, commune de Tilmouni, arrondissement de Sidi-bel-Abbès, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret.

Chacun des lots à former avec les terrains compris dans les limites ci-dessus, la soumission au régime forestier prendra fin à dater du jour l'acte translatif de propriété sera devenu définitif.

L'administration forestière sera consultée toutes les fois qu'il y aura de supprimer des chemins existants dans les terrains déclassés ou modifier l'assiette; les nouveaux tracés devront assurer, dans tous les cas, la desserte des massifs contigus maintenus sous le régime forestier.
(Paris, 26 Décembre 1896.)

13. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-é par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui autorise ministration des forêts à remettre au service de la colonisation sept dix hectares dix ares de terrains boisés, dépendant de la forêt domaniale de Sidi-Youb, commune de Tilmouni, arrondissement de Sidi-bel-Abbès, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret.

Chacun des lots à former avec les terrains compris dans les limites ci-dessus, la soumission au régime forestier prendra fin à dater du jour l'acte translatif de propriété sera devenu définitif.

L'administration forestière sera consultée toutes les fois qu'il y aura de supprimer des chemins existants dans les terrains déclassés ou modifier l'assiette; les nouveaux tracés devront assurer, dans tous les cas, la desserte des massifs contigus maintenus sous le régime forestier.
(Paris, 26 Décembre 1896.)

14. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-é par le président du Conseil, ministre de l'agriculture) qui autorise ministration des forêts à remettre au service de la colonisation trois vingt hectares quarante-sept ares quarante centiares de terrains boisés, dépendant de la forêt domaniale de Hannach, commune de Mes-arrondissement de Sidi-bel-Abbès, département d'Oran, tels qu'ils sont délimités au plan annexé au présent décret.

Chacun des lots à former avec les terrains compris dans les limites ci-dessus, la soumission au régime forestier prendra fin à dater du jour l'acte translatif de propriété sera devenu définitif.

L'administration forestière sera consultée toutes les fois qu'il y aura de supprimer des chemins existants dans les terrains déclassés ou modifier l'assiette; les nouveaux tracés devront assurer, dans tous les cas, la desserte des massifs contigus maintenus sous le régime forestier.
(Paris, 26 Décembre 1896.)

N° 32805. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des travaux publics) portant qu'il sera prélevé sur les crédits alloués annuellement au ministère des travaux publics, pour la construction des ponts, une somme de sept cent cinquante mille francs applicable à la construction du pont Alexandre III à établir, sur la Seine, à Paris, dans l'axe de l'esplanade des Invalides. (Paris, 8 Janvier 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Août 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

66. — *Loi qui ouvre au Ministre de la marine, sur l'exercice 1897, un crédit supplémentaire au titre du Budget annexe de la caisse des invalides de la marine (Fonds ordinaire de secours).*

Du 21 Juin 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juin 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1897, un crédit supplémentaire de la somme de trois cent mille francs (300,000) applicable au chapitre IV : *Fonds annuel de secours et gratifications de réforme renouvelables.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources propres audit budget annexe pour l'exercice 1897. A cet effet, les évaluations de ce budget annexe de la caisse des invalides de la marine pour l'exercice 1897 sont augmentées d'une somme égale de 300,000 francs applicable au chapitre XI : *Subvention au département de la marine.*

Il est ouvert au ministre de la marine, au titre du budget général de l'exercice 1897, un crédit supplémentaire de la somme de trois cent mille francs (300,000) applicable au chapitre LVIII : *Subvention à la caisse des invalides de la marine.*

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNIER.

N° 32807. — DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, d'une ligne de Tramway à traction mécanique entre l'Hôpital-du-Dey (commune d'Alger) et la Colonne-Voirol (commune de Mustapha).

Du 13 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 20 janvier 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement, dans le département d'Alger, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs, entre l'Hôpital-du-Dey (commune d'Alger) et la Colonne-Voirol (commune de Mustapha) ;

Vu, notamment, les plans d'ensemble de ladite ligne ;

Vu les pièces de l'enquête d'utilité publique ouverte sur cet avant-projet en exécution de l'article 29 de la loi du 11 juin 1880 et dans les formes terminées par le règlement d'administration publique du 18 mai 1884 ;

Vu, notamment, la délibération de la commission d'enquête, en date des 3 septembre, 10, 14 et 23 octobre 1895 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce d'Alger, en date du 17 mai 1895 ;

Vu les délibérations du conseil municipal d'Alger, en date des 31 août 1894, 5 juillet et 2 septembre 1895, ainsi que les délibérations du conseil municipal de Mustapha, en date des 3 septembre 1894 et 1^{er} septembre et 2 septembre 1895 ;

Vu les délibérations de la commission départementale et du conseil général d'Alger, en date des 6 septembre et 6 novembre 1895 ;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, en date du 27 avril 1896 ;

Vu l'adhésion donnée, le 21 mai 1896, par le ministre de la guerre, aux conclusions prises par la commission mixte des travaux publics ;

Vu le décret, en date du 17 septembre 1896, par lequel les communes d'Alger et de Mustapha sont constituées en syndicat à l'effet d'obtenir la concession du tramway de l'Hôpital-du-Dey à la Colonne-Voirol, avec faculté de rétrocession à la société française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston ;

(¹) XII^e série, Bull. 629, n° 10747.

convention passée, le 15 décembre 1896, entre M. *Marcier*, agissant en qualité de président du syndicat des deux communes d'Alger et de Mustapha, d'une part, et M. *Dalaise*, représentant de la compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, d'autre part, pour la rétrocession de l'entreprise du tramway, ainsi que le cahier des charges annexé;

1° lettres du gouverneur général de l'Algérie, en date des 2 avril, 7 juillet et 22 décembre 1896;

2° avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 305 et 9 juillet 1896;

3° lettre du ministre de l'intérieur, en date du 1^{er} août 1896;

4° loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways;

5° règlements d'administration publique, en date des 18 mai (1) et 1881 (2);

le conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, suivant les dispositions générales du plan ci-joint, d'une ligne de tramway, à traction mécanique, destinée au transport des voyageurs entre l'Hôpital-du-Dey (commune de Mustapha) et la Colonne-Voirol (commune de Mustapha).

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme définitive si les expropriations nécessaires pour l'exécution du tramway ne sont pas accomplies dans le délai de trois ans à compter de la date du présent décret.

Le syndicat des communes d'Alger et de Mustapha est autorisé à procéder à la construction et à l'exploitation de la ligne de tramway ci-dessus désignée, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions du cahier des charges ci-joint.

Est approuvée la convention passée, le 15 décembre 1896, entre le syndicat des communes d'Alger et de Mustapha, d'une part, et la société française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, d'autre part, pour la rétrocession du tramway susmentionné, conformément aux conditions du cahier des charges annexé à la convention.

La convention, ainsi que le cahier des charges et le plan d'ensemble ci-dessus visés, resteront annexés au présent décret.

Dans le délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le rétrocessionnaire devra constituer une société anonyme qui sera substituée.

La substitution devra être approuvée par décret délibéré en conseil d'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

CONVENTION.

Entre M. *Gustave Mercier*, membre du conseil municipal de la ville d'Alger, étant aux présentes en qualité de président du syndicat des communes d'Alger et Mustapha, constitué par décret du 17 septembre 1896, et, en outre, comme spécialement autorisé à l'effet des présentes par délibérations du comité du syndicat en date des 28 novembre dernier et 7 décembre courant,

D'une part;

Et la compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, dont le siège est à Paris, rue de Londres, n° 27, représentée par M. *Adolphe Dalais*, propriétaire à Mustapha, villa Emma-Louise, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibérations du conseil d'administration de ladite compagnie, en date des 26 mars et 6 novembre 1896,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le syndicat des communes ci-dessus désigné s'engage à rétrocéder à la compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, pour une durée égale à la durée de la concession qui pourra être accordée par l'Etat, l'entretien et l'exploitation d'une ligne intercommunale de tramways à traction électrique par fil aérien, destinée exclusivement au service des voyageurs.

Cette ligne partira de l'Hôpital-du-Dey (commune d'Alger) pour aboutir à la Colonne-Voirol (commune de Mustapha).

Elle sera divisée en deux sections : la première, de l'Hôpital-du-Dey au point kilométrique 2 kilom. 800, route nationale d'Alger à Laghouat; la deuxième section, de ce point à la Colonne-Voirol, point kilométrique 5 kilom. 680, route nationale de Laghouat.

2. La compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, présentée par M. *Dalais*, déclare accepter cette rétrocession; elle lui est faite conformément à la loi du 11 juin 1880, au décret du 6 août 1881, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 38 de ladite loi, et aux conditions stipulées au cahier des charges de la concession aux communes syndiquées auxquelles M. *Dalais* en nom déclare souscrire.

Le rétrocessionnaire sera, en conséquence, assujéti envers les communes d'Alger et de Mustapha à toutes les obligations imposées à ces communes elles-mêmes par le cahier des charges.

3. Aussitôt après la déclaration d'utilité publique et dans le délai de six mois, à peine de déchéance, la compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston s'oblige à se substituer une société anonyme spéciale, constituée conformément aux lois des 24 juillet 1867 et 1^{er} août 1893, pour une durée au moins égale à la durée de la concession.

4. La substitution d'accumulateurs ou de tout autre système au fil aérien du système actuel de traction, en vue de l'exploitation de la ligne rétrocessionnée, aura lieu à la requête des communes syndiquées dès qu'il sera démontré, par l'expérience acquise dans une ville de France ou de l'étranger, que ce nouveau système présente, par ses conditions de sécurité et d'économie comme dépense d'exploitation, des avantages égaux à ceux donnés par le fil aérien.

la supputation de la dépense annuelle d'exploitation du système à substituer
lement, seront compris l'intérêt et l'amortissement du capital constitué pour
rière exploitation.

est spécifié, conformément à l'article 30 de la loi du 11 juin 1880, que, dans
tion du cahier des charges annexé au présent traité, ont été supprimés les
24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 38 et 39 du cahier des charges-type, annexé au
la 6 août 1881, et ont été modifiés les articles 1, 3, 4, 5, 6, 8, 11, 13, 15,
29, 33, 34 et 36 du même cahier des charges-type.

le personnel employé sur la ligne sera composé, pour les deux tiers au moins
aux français ou indigènes.

apports du personnel avec le rétrocessionnaire seront l'objet d'une réglemen-
ultérieure appropriée au mode de traction et d'exploitation, conformément aux
décrets régissant la matière.

es communes concessionnaires ne pourront à toute époque exercer à l'égard du
cessionnaire la faculté de rachat de la concession à elles faite par l'État qu'aux
ions dans lesquelles l'État peut lui-même l'exercer à leur égard aux termes de
39 du cahier des charges ci-annexé et en vertu d'un décret délibéré en conseil
conformément à l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

u représentation des avantages auxquels les communes d'Alger et de Mustapha
à prétendre, à titre de droits de stationnement ou autres, le rétrocessionnaire
à partir du jour de la mise en exploitation de la première section, une rede-
annuelle fixée, pour la ville d'Alger, à dix mille quatre-vingt-onze francs vingt-
centimes (10,091¹/₂₅) et, pour celle de Mustapha, à trois mille six cent cin-
quante francs dix centimes (3,650¹/₁₀).

À partir du 5 septembre 1900, le rétrocessionnaire versera chaque année par dou-
ble, dans les caisses municipales d'Alger et de Mustapha, en leur garantissant le
somme de redevance ci-dessus fixée, une participation de deux et demi pour cent
(2 p. 0/0) dans les recettes brutes réalisées par la perception du prix des places
passagers sur la ligne concédée.

La participation sera répartie entre les communes dans la même proportion que
dans les liquidations de ce pourcentage sera faite tous les mois, contradictoire-
ment par les soins du syndicat des communes et du rétrocessionnaire, sur un état
d'après les feuilles de perception ou les carnets de tickets et suivant un mode
d'administration intérieure.

Dans le mois qui suivra la déclaration d'utilité publique, le rétrocessionnaire
versera à la Caisse des dépôts et consignations une somme de quinze mille francs
(15,000¹/₁₀) en numéraire ou en rente sur l'État, calculée conformément au décret du
27 février 1872, ou en bons du Trésor avec transfert, au profit de ladite caisse, de
ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

La somme formera le cautionnement de l'entreprise; dix mille francs (10,000¹/₁₀)
tendus au concessionnaire aussitôt après la réception définitive des travaux.
Les autres cinq mille francs (5,000¹/₁₀) ne seront remboursés qu'après l'expiration de
la concession.

Le rétrocessionnaire fait dès à présent éléction de domicile à Alger, rue Savi-
gnon n° 2, ou en tout autre lieu de ladite ville qui pourra être ultérieurement fixé
pour le siège de son exploitation.

Tous les pièces, actes ou ordres lui seront signifiés ou adressés à ce domicile.
Le dernier. Les frais de timbre, d'enregistrement, d'impression, expéditions ou
autres auxquels donneront lieu le cahier des charges général, ainsi que les pré-
sentes conventions, seront supportés par le rétrocessionnaire.

En double à Alger, le 15 décembre 1896.

Le Représentant
de la Société rétrocessionnaire,

Signé : DALATSE.

Le Président du Syndicat,

Signé : G. MENCEN.

registré à Alger (A. A.), le 12 mars 1897, folio 17, case 2. Reçu cinquante-cinq
francs, décimes compris. — Signé : Pittalugo.

CARTER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION

Objet de la concession.

ART 1^{er}. La ligne de tramways qui fait l'objet du présent cahier des charges est destinée au service exclusif des voyageurs.
La traction aura lieu par moteur mécanique.

Tracé.

2. La ligne partira de l'Hôpital-du-Dey commune d'Alger pour aboutir à la Colonne-Voirol (commune de Mustapha). Elle sera divisée en deux sections : la première, de l'Hôpital-du-Dey à la station sanitaire (hôtel d'Orléans) au point kilométrique 2,800, route nationale n° 1 d'Alger à Laghouat; la deuxième, de ce dernier point à la Colonne-Voirol au point kilométrique 5 kilom. 680, route nationale d'Alger à Laghouat; sa longueur totale approximative est de sept mille trois cents mètres (7,300^m).

La ligne empruntera les voies publiques ci-après désignées.

Extra muros :

Chemin vicinal n° 2;
Chemin vicinal n° 8 (rue de l'Oued-M'Kacel);
Chemin vicinal n° 3;
Chemin d'intérêt commun n° 19;
Tronçon du chemin de grande communication n° 1.

Intra muros :

Avenue Bab-el-Oued;
Rue Bab-el-Oued;
Route nationale n° 1, formant les voies suivantes :
Rue Ouest (place du Gouvernement);
Rue Bab-Azoun;
Place de la République;
Rue Damont-d'Urville;
Rue d'Isly.

Extra muros :

Rue Michelet (route nationale n° 1);
Route nationale n° 1 (du Plateau-Sautière à la Colonne-Voirol).

Délais d'exécution.

3. Les projets d'exécution seront présentés dans un délai de six mois à partir de la date du décret déclaratif d'utilité publique.

Les travaux devront être commencés dans un délai de trois mois à partir de la notification de l'approbation du projet d'exécution. Ils seront poursuivis et terminés de telle façon que la section de l'Hôpital-du-Dey à la station sanitaire (hôtel d'Orléans) au point kilométrique 2,800 de la route nationale d'Alger à Laghouat, soit livrée à l'exploitation un an après la date fixée pour le commencement des travaux.

Ce délai est porté à dix-huit mois pour la section du Plateau-Sautière à la Colonne-Voirol.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètre cinq centimètres (1^m 055) (1).

La hauteur des voitures automobiles et des caisses des véhicules ainsi que de leur matériel ne dépassera pas deux mètres (2^m) et la largeur du matériel roulant, y compris les saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, ne pourra être que de deux mètres (2^m); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera de quatre mètres (4^m).

Sur les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords intérieurs des rails, sera d'un mètre cinq cent soixante-cinq millimètres (1^m 565), et celle des arcs sans arcades, et d'un mètre trois cent soixante-cinq millimètres (1^m 365), pour les arcs à arcades. Des fils conducteurs portés par des poteaux ou des fils supports transversaux fixés au moyen de rosaces aux façades des immeubles ne descendront à aucun cas à moins de six mètres (6^m) au-dessus de la chaussée.

Alignements et courbes. — Ponts et rampes.

Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne sera inférieur à vingt mètres (20^m). Le maximum des déclivités est fixé à quatre centimètres (0^m 40).

Les déclivités pourront atteindre exceptionnellement cinquante-huit millimètres dans la première section et soixante-sept millimètres (0^m 067) dans la deuxième section.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites de moitié pour faire saillie.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux pouvoirs publics du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration compétente.

Abaissement de la voie ferrée. — Parties accessibles aux voitures ordinaires.

La ligne du tramway devant être établie dans tout son parcours sur la chaussée commune aux voitures ordinaires, il ne pourra être fait emploi que de rails noyés. Les rails de fer seront posés au niveau du sol, sans saillie ni dépression, suivant le profil normal de la voie publique, et sans aucune altération de ce profil, soit dans le sens transversal, soit dans le sens longitudinal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet.

Les rails seront compris dans un pavage de vingt centimètres (0^m 20) d'épaisseur posés dans l'entre-raile et à cinquante centimètres (0^m 50) au moins de chaque côté conformément aux dispositions prescrites par le préfet, sur la proposition du concessionnaire qui restera chargé d'établir à ses frais ce pavage.

La chaussée pavée de la voie publique sera d'ailleurs conservée ou établie avec des matériaux tels qu'en dehors de l'espace occupé par le matériel du tramway (saillies comprises), il reste une largeur libre de chaussée d'au moins deux mètres cinquante centimètres (2^m 50), permettant à une voiture ordinaire de se ranger facilement pour passer le matériel du tramway avec le jeu nécessaire.

Le pavage libre d'au moins un mètre dix centimètres (1^m 10) de largeur sera réservé d'autre part, entre le matériel de la voie ferrée (saillies comprises) et la limite de l'arête extérieure de la plate-forme de la voie publique.

Abaissement de la voie ferrée. — Parties non accessibles aux voitures ordinaires.

La voie ferrée est établie sur un accotement qui, tout en restant accessible aux voitures ordinaires, sera interdit aux voitures ordinaires, elle reposera sur une couche de balast ou de gravier composée de pierre cassée ou de sable graveleux d'un mètre quatre-vingt dix centimètres (1^m 90) de largeur et d'au moins trente-cinq centimètres d'épaisseur.

Cet alignement adopté par les chemins de fer à voie étroite de l'Algérie, notamment pour les lignes départementales.

(0^m 35) d'épaisseur totale, qui sera arasée de niveau avec la surface de l'accotement relevé en forme de trottoir.

La partie de la voie publique qui restera réservée à la circulation des voitures ordinaires présentera une largeur d'au moins six mètres (6^m), mesurée en dehors de l'accotement occupé par la voie ferrée et en dehors des emplacements qui seront affectés au dépôt des matériaux d'entretien de la route.

L'accotement occupé par la voie ferrée sera limité, du côté de la route, au maximum d'une bordure d'au moins douze centimètres (0^m 12) de saillie, d'une solidité suffisante; dans les parties de routes et de chemins dont la déclivité dépassera trente centimètres (0^m 03) par mètre, cette bordure sera accompagnée et soutenue par un caniveau pavé qui n'aura pas moins de trente centimètres (0^m 30) de largeur. L'intervalle libre de trente centimètres (0^m 30) au moins sera réservé entre la saillie de l'arête de cette bordure et la partie la plus saillante du matériel de la voie ferrée; un autre intervalle libre d'un mètre dix centimètres (1^m 10) subsistera entre le matériel et la verticale de l'arête extérieure de l'accotement de la route.

Cependant, la verticale de la partie la plus saillante du matériel ne dépassera pas l'arête extérieure de l'accotement.

Les rails qui, à l'extérieur, seront au niveau de l'accotement régularisé, ne sailliront sur l'entre-rails que la saillie nécessaire pour le passage des bords du matériel de la voie ferrée.

Traverses des villes et villages.

8. Dans les traverses des villes et des villages, les voies ferrées devront, à moins d'une autorisation spéciale du préfet, être établies avec rails noyés dans la chaussée entre les deux trottoirs, ou du moins entre les deux zones à réserver pour l'établissement de trottoirs ou arcades et suivant le type décrit à l'article 6.

Le minimum des largeurs à réserver est fixé d'après les cotes suivantes :

(A) Pour un trottoir ou pour l'emplacement à ménager en vue de son établissement à partir des limites des propriétés riveraines, un mètre quarante centimètres (1^m 40).

(B) Entre le matériel de la voie ferrée (partie la plus saillante) et le bord du trottoir ou de l'emplacement à ménager en vue de son établissement :

1^o Quand on réserve le stationnement des voitures ordinaires, deux mètres centimètres (2^m 60);

2^o Quand on supprime ce stationnement, trente centimètres (0^m 30).

(C) L'espacement libre entre deux voitures aux croisements, soixante-dix centimètres (0^m 70);

(D) Dans les rues bordées d'arcades :

1^o Le minimum de largeur à ménager aux points de croisements entre le matériel roulant et le bord des arcades sera de quatre-vingt-dix centimètres (0^m 90);

2^o L'espacement entre deux voitures aux croisements pourra être réduit à cinquante centimètres (0^m 50) de façon à réserver toujours deux mètres soixante centimètres sur un des côtés;

(E) Dans les parties où la chaussée entre trottoirs aura au moins neuf mètres treize centimètres (9^m 13) de largeur, la voie unique sera placée de telle façon qu'une seconde voie puisse être établie dans les conditions fixées par le cahier des charges.

Exécution des travaux.

9. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chemins de fer sera couvert par des fournitures de matériaux neufs, de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Pour le rétablissement des chaussées pavées au moment de la pose de la voie ferrée, il sera fourni, en outre, la quantité de boutisses nécessaire afin d'opérer ce rétablissement suivant les règles de l'art, en évitant l'emploi des demi-pavés.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées romaines ou romaines neuves, qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection, seront livrés à la disposition du concessionnaire.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Voies.

Les voies devront être établies d'une manière solide et avec des matériaux de qualité.

rails seront de deux calibres différents :

pour les chaussées pavées ou à paver en bois, en acier à gorge de onze centimètres (11) de hauteur et de vingt-huit kilogrammes (28^k) au mètre courant, posés sur une couche de sable convenablement installée sur quatre à cinq centimètres (4 à 5) d'épaisseur suivant l'usure du pavage déjà existant. Elle sera noyée dans le sol et encastrée dans la plate-forme de béton de quatre centimètres (4) de hauteur, de façon que la partie supérieure du boudin soit à fleur du pavage. L'écartement entre les rails sera régulier de la voie sera assuré au moyen d'un contreventement formé par des traverses transversales en fer plat placées à trois mètres (3^m) d'axe en axe ; pour les chaussées ordinaires, les rails seront également à gorge, en acier de dix-huit kilogrammes au mètre courant, noyés dans un pavage en pierre de deux (2^m) de largeur et posés sur une couche de béton de vingt centimètres (20) d'épaisseur sur la base et de douze centimètres (12) d'épaisseur. Pour les accotements, les rails seront du type Vignole du poids de quinze kilogrammes (15^k) au mètre et posés sur traverses en chêne ou en acier espacées de quatre-vingt-dix centimètres en moyenne. Les rails seront fixés sur ces traverses au moyen de tirefonds et de boulons eux par des éclisses en acier.

Gares et stations.

Le tramway ne s'arrêtera qu'aux arrêts et aux croisements à fixer conformément au présent article sur les parties à voie unique telles que :

Entre le lycée et la place du Gouvernement ;
Entre la place du Gouvernement et le croisement de la place Bresson ;
Sur toute la longueur de la rue Dumont-d'Urville ;
Sur la section de la station Sanitaire à la Colonne-Voirol où cependant, en cas de croisements, le tramway s'arrêtera :
En face du palais du Gouvernement général ;
À l'entrée du boulevard Bru ;
Au refoulement du chemin vicinal de Birmandreiss.
et toutefois entendu dès à présent qu'il sera établi des stations ou des haltes au service des voyageurs, suivant les indications ci-après.

Première section.

À principal tête de ligne en la porte de l'Hôpital-du-Dey.
à proximité de la rue Jean-Jacques-Rousseau, route de la Bouzaréa, en face la route du Frais-Vallon (chemin d'intérêt local n° 10).
à l'entrée en face de la rue qui mène au stand.
à l'entrée aux portes Bab-el-Oued.
à l'entrée place du Lycée.
à l'entrée rue Bab-el-Oued, en face l'église de Notre-Dame-des-Victoires.
à l'entrée place du Gouvernement.
à l'entrée contre le refuge de la petite place Bresson.
à l'entrée place de la République, en face le square.
à l'entrée au carrefour des rues Dumont-d'Urville, Henri-Martin et rue d'Isly.
à l'entrée rue d'Isly, en face la halle aux grains.
à l'entrée aux portes d'Isly.
à l'entrée rue Michelet, devant les écoles supérieures, à proximité du boulevard -
accueil.
à l'entrée rue Michelet, à proximité de la rue Bourlon.
à l'entrée au Plateau-Saulière, en face la rue Edgar-Quinet.
à l'entrée, fin de la première section, en face l'hôtel d'Orient, au point kilométrique
Km. 800 de la route d'Alger à Laghouat.

Deuxième section.

à l'entrée, palais du gouvernement général.

Croisement et arrêt, Mustapha supérieur (église).

Arrêt, entrée du boulevard Bru.

Arrêt, chemin vicinal de Birmandreiss.

Arrêt, tête de ligne de la Colonne-Voirol.

Si, en cours d'exploitation, la nécessité est reconnue de multiplier les arrêts en pleine voie sur le parcours ci-dessus, leur établissement pourra être prescrit par arrêté du préfet, après avis du service du contrôle, le concessionnaire entendu.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

12. Sur les sections où la voie ferrée est accessible aux voitures ordinaires (sauf à rails noyés dans la chaussée), l'entretien, qui est à la charge du concessionnaire, comprend le pavage des entre-rails et de l'entre-voie, ainsi que des zones de cinquante centimètres (0^m 50) qui servent d'accotements extérieurs aux rails.

Sur les parties où la voie ferrée restera accessible aux piétons seulement, cet entretien comprendra en outre celui de l'infrastructure sur la même largeur. Les dépenses d'entretien des parties de voies sur lesquelles le tramway sera établi dans la zone des fortifications seront réparties entre les services intéressés après études en commun mixtes.

Réfection des parties de route ou de chemin atteintes par les travaux de la voie ferrée.

13. Lorsque, pour la construction ou la réparation de la voie ferrée, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors des zones ou de l'accotement indiqués ci-dessus, il devra être pourvu par le concessionnaire à l'entretien de ces parties pendant une année à dater de la réception provisoire des travaux de réfection; il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains.

Dans le cas où les administrations locales poursuivraient (avant l'établissement de la voie) la construction d'un pavage en bois sur toute la largeur de la chaussée, les concessionnaires auraient à payer aux services intéressés le montant qui incombait à la voie sur une largeur de deux mètres (2^m), calculé sur le prix pour lequel un pavage aurait été consenti.

La pose des rails devrait avoir lieu en même temps que le pavage.

Nombre minimum des voyages.

14. Le nombre minimum des voyages qui devront être faits tous les jours dans chaque sens sur la ligne est fixé à cent quatre-vingt-quatre trains pour la première section et à un minimum de trente trains pour la deuxième section.

Limitation de la vitesse et de la longueur des trains.

15. Les trains se composeront d'une voiture automobile avec faculté de remorque d'une voiture supplémentaire pour les jours de fêtes ou à certains moments de la journée, lorsque les besoins du service l'exigeront.

Leur longueur totale ne dépassera pas vingt-cinq mètres (25^m).

La vitesse des trains en marche sera au plus de quinze kilomètres (15^k) à l'heure dans la traversée d'Alger et de vingt kilomètres (20^k) au delà, sauf dans la partie de la traversée d'Alger comprise entre la place du Lycée et le square Bresson, où la vitesse ne dépassera pas dix kilomètres (10^k) à l'heure.

Toutefois, la vitesse maximum pourra être réduite par le préfet, s'il juge nécessaire de le faire pour assurer la sécurité publique.

Les voitures automobiles seront pourvues, en sus du frein à main, de moyen de freinage électrique, de manière qu'une voiture isolée puisse être arrêtée sur une longueur de dix mètres (10^m) dans les conditions normales d'adhérence.

L'effectif du matériel roulant comprendra au moins quinze voitures automobiles et treize ordinaires. Le concessionnaire devra toujours avoir le matériel nécessaire pour assurer le service d'une bonne exploitation.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

La durée de la concession de la ligne mentionnée à l'article 1 du présent cahier des charges est fixée à cinquante ans.
Elle commencera à courir de la date du décret d'autorisation.

Expiration de la concession.

L'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette date, l'État sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur la voie ferrée pendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits. Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien la voie ferrée et les immeubles faisant partie du domaine public qui en dépendent. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant de ladite voie, tels que les barrières, clôtures, les changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, appareils hydrauliques, usines destinées à la production de l'énergie électrique, machines, appareils d'attente et de contrôle, fils aériens et tous accessoires qui en dépendent, etc.

Les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, l'État aura le droit de saisir les revenus du tramway et de les employer à rétablir en bon état la voie ferrée et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de le faire pleinement et entièrement à cette obligation.

Quant à ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des gares, l'outillage des ateliers et des gares, l'État se réserve le droit de les saisir en totalité ou pour telle partie qu'il jugera convenable, à dire d'experts, sans pouvoir y être contraint. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à l'État.

Après l'expiration, si le concessionnaire le requiert, de reprendre en outre les matériaux combustibles et approvisionnements de tout genre, sur l'estimation qui en sera faite d'experts; et, réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois l'État ne sera obligé de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation pendant six mois.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables qu'au cas où le Gouvernement décide que les voies ferrées doivent être maintenues en tout ou en partie.

Remise des lieux dans l'état primitif.

En cas où le Gouvernement déciderait, au contraire, que les voies ferrées doivent être supprimées en tout ou en partie, ces voies seront enlevées et les lieux remis dans l'état primitif par les soins et aux frais du concessionnaire, sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité.

Rachat de la concession.

L'État aura toujours le droit de racheter la concession.

Le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Le rachat de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière ou, au plus tard, à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 1 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui auraient eu lieu pendant l'exécution des travaux.

Le rachat de la concession entière est réclamé par l'État après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on réglera le prix du rachat au relevé des produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui

auront précédé celle où le rachat sera effectué, et en y comprenant les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux premières années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée par le concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la même période des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, savoir : le quatrième et le cinquième paragraphe de l'article 17, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire, dans tous les cas, pour l'Etat.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, par suite d'un changement dans le classement des routes et chemins empruntés par la ligne ferrée, une nouvelle autorité serait substituée à celle de qui émane la concession.

La nouvelle autorité aura les mêmes droits que celle qui a fait la concession.

Déchéance.

20. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet tous les projets définitifs, ou s'il n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par l'article 3, il encourt la déchéance, qui, après mise en demeure, sera prononcée par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme qui aura été déposée à titre de cautionnement viendra la propriété de l'Etat et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

21. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 3, faute aussi par lui d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par le règlement d'administration publique du 25 mars 1881 ainsi que par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 17 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions qui seraient prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit la déchéance. Dans tous les cas, il sera statué par le ministre des travaux publics, après mise en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement devra être restitué dans le mois de la décision ministérielle.

En cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire conformément à l'article 41 du règlement d'administration publique du 6 août 1880.

Cas de force majeure.

22. Les dispositions des deux articles qui précèdent ne seraient pas applicables si la déchéance ne serait pas encourue, dans le cas où le concessionnaire n'aurait pas rempli ses obligations par suite de cas de force majeure dûment constatés.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS.

Tarif des droits à percevoir.

23. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il sera tenu de faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir pendant toute la durée de la concession les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés.

Pour l'établissement du tarif, la ligne a été divisée en tronçons limités aux stations ou arrêts ci-après désignés :

Tarif des droits à percevoir.

DÉSIGNATION DES SECTIONS DE LIGNE.	DROITS de péage.	TRANS- PORT.	TARIF total.
PREMIÈRE CLASSE.			
De l'enceinte intra muros des portes d'Isly aux portes Bab-el-Oued ; 1000 mètres kilométriques du profil en long du projet : 0 kil. 900 3 kil. 150.....	0 ^e 10 ^e	0 ^e 05 ^e	0 ^e 15 ^e
Hôpital-du-Dey :			
La place du Gouvernement, point kilométrique 1 kil. 700.	0 10	0 05	0 15
La Station sanitaire, point kilométrique 4 kil. 430.....	0 13	0 07	0 20
Mustapha supérieur (église).....	0 30	0 15	0 45
L'entrée du boulevard Bru.....	0 40	0 20	0 60
La Colonne-Voïrol.....	0 43	0 22	0 65
La place du Gouvernement, point kilométrique 1 kil. 700 :			
La Station sanitaire.....	0 10	0 05	0 15
Mustapha supérieur (église).....	0 27	0 13	0 40
L'entrée du boulevard Bru.....	0 30	0 15	0 45
La Colonne-Voïrol.....	0 33	0 17	0 50
La Station sanitaire, point kilométrique 4 kil. 430 :			
Mustapha supérieur (église).....	0 13	0 07	0 20
L'entrée du boulevard Bru.....	0 20	0 10	0 30
La Colonne-Voïrol.....	0 27	0 13	0 40
Mustapha supérieur (église) :			
L'entrée du boulevard Bru.....	0 10	0 05	0 15
La Colonne-Voïrol.....	0 13	0 07	0 20
L'entrée du boulevard Bru à la Colonne-Voïrol.....	0 10	0 05	0 15
DEUXIÈME CLASSE.			
De l'enceinte intra muros des portes d'Isly aux portes Bab-el-Oued ; 1000 mètres kilométriques du profil en long du projet, 0 kil. 900 3 kil. 150.....	0 07	0 03	0 10
Hôpital-du-Dey :			
La place du Gouvernement, point kilométrique 1 kil. 700.	0 07	0 03	0 10
La Station sanitaire, point kilométrique 4 kil. 430.....	0 10	0 05	0 15
Mustapha supérieur (église).....	0 20	0 10	0 30
L'entrée du boulevard Bru.....	0 27	0 13	0 40
La Colonne-Voïrol.....	0 30	0 15	0 45
La place du Gouvernement, point kilométrique 1 kil. 700 :			
La Station sanitaire.....	0 07	0 03	0 10
Mustapha supérieur (église).....	0 17	0 08	0 25
L'entrée du boulevard Bru.....	0 20	0 10	0 30
La Colonne-Voïrol.....	0 23	0 12	0 35
La Station sanitaire, point kilométrique 4 kil. 430 :			
Mustapha supérieur (église).....	0 10	0 05	0 15
L'entrée du boulevard Bru.....	0 13	0 07	0 20
La Colonne-Voïrol.....	0 17	0 08	0 25
Mustapha supérieur (église) :			
L'entrée du boulevard Bru.....	0 07	0 03	0 10
La Colonne-Voïrol.....	0 10	0 05	0 15
L'entrée du boulevard Bru à la Colonne-Voïrol.....	0 07	0 03	0 10

Tout tronçon entamé est dû comme s'il avait été parcouru en entier.

Enfants.

Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent pas, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.

De trois à sept ans, ils payent demi-place pour péage et transport et ont droit à une place distincte.

Toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.

Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.

Dans aucun cas il n'y aura de places au-dessous de dix centimes (0^e 10), péage et transport compris.

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aurait droit qu'aux prix fixés pour le péage.

24. (Supprimé.)

25. (Supprimé.)

26. (Supprimé.)

27. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

28. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet, conformément aux dispositions de la loi du 11 juin 1880.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ou aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigènes.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

Délais d'expédition.

29. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs.

30. (Supprimé.)

31. (Supprimé.)

32. (Supprimé.)

Traité particuliers.

33. A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

Le préfet, agissant en vertu de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète équité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le tramway.

Conditions de l'emploi de la ligne par une autre compagnie.

Dans le cas où une partie de la ligne serait empruntée par une autre compagnie, de péage à attribuer au concessionnaire serait conforme à celui indiqué au du tarif des droits à percevoir annexé au présent cahier des charges.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance de la voie ferrée seront transportés gratuitement dans les voitures de voya-

Servies des postes.

L'administration des postes aura, en outre, le droit de fixer aux voitures de ligne une boîte aux lettres, dont elle fera opérer la pose et la levée par ses

concessionnaire, transportera gratuitement, sauf en cas de manque de place, les colis du service des postes et télégraphes porteurs de plis ou dépêches dont ils la responsabilité.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

Frais de contrôle.

La somme que le concessionnaire doit verser chaque année à la date du 1^{er} janvier de pourvoir aux frais du contrôle, sera calculée d'après le chiffre de soixante-francs (75^f) par kilomètre de voie concédée.

Le premier versement aura lieu à la caisse du trésorier-payeur du département dans les trois mois qui suivront le décret d'utilité publique; il sera dû pour le le entier pendant lequel aura été rendu ce décret.

Supprimé.)

Supprimé.)

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront administrativement par le conseil de préfecture du département d'Alger, puis au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention ci-dessus seront supportés par le concessionnaire.

Dispositions spéciales.

Le concessionnaire sera tenu de se conformer à toutes les dispositions édictées par les lois du 6 août 1881 pour tout ce qu'elles n'ont pas de contraire soit aux clauses du présent cahier des charges, soit à celles de la convention de ce jour.

Fait à Alger, le 15 décembre 1896.

Lu et approuvé :

Président de la Société rétrocessionnaire,

Signé : DALAIS.

Lu et approuvé :

Le Président du Syndicat,

Signé : G. MARCIER.

N° 32808. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Bâtiments et Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 16 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'année 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de quatre-vingts millions de francs, sur lesquels la somme à concéder sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder le même le maximum de soixante-dix millions de francs;

Vu les décrets n° 98, 129, 199, 214, 259, 315, 348, 381, 383 et 411 du 16 mars ⁽¹⁾, 2 avril ⁽²⁾, 27 mai ⁽³⁾, 10 juin ⁽⁴⁾, 16 juillet ⁽⁵⁾, 29 août ⁽⁶⁾, 17 septembre ⁽⁷⁾, 27 ⁽⁸⁾ et 31 octobre ⁽⁹⁾ et 13 décembre 1896 ⁽¹⁰⁾, qui ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits additionnels montant à onze millions six cent mille francs;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les récépissés (n° 37816 et 38880) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 30 novembre et 9 décembre 1896, par les compagnies des chemins de fer du Nord et d'Orléans, une somme totale d'un million sept cent cinquante mille francs (1,250,000' + 500,000') pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à ces compagnies en vertu des conventions annexées aux lois précitées du 20 novembre 1883;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 14 janvier 1897.

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI: *Bâtiments et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours versés par les compagnies des chemins de fer

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1799, n° 31497.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1801, n° 31544.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31683.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31687.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1817, n° 31807.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1838, n° 32228.

⁽⁷⁾ XII^e série, Bull. 1841, n° 31777.

⁽⁸⁾ XII^e série, Bull. 1851, n° 31807.

⁽⁹⁾ XII^e série, Bull. 1854, n° 31807.

⁽¹⁰⁾ XII^e série, Bull. 1856, n° 31807.

⁽¹¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10027.

B. n° 1871.

— 1665 —

et d'Orléans, en exécution des conventions de 1883, un crédit annuel d'un million sept cent cinquante mille francs (1,750,000).

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de secours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.*

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

809. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, au titre du Budget annexe des Chemins de fer de l'État, un Crédit supplémentaire pour Dépenses non susceptibles d'évaluation fixe.

Du 16 Janvier 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget annuel des dépenses et des recettes de l'exercice 1896;

la loi de finances du 29 décembre 1882, qui a rattaché, pour ordre, au budget général le budget annexe des chemins de fer de l'État, et notamment l'article 7 de cette loi, lequel est ainsi conçu : « Les crédits supplémentaires ou extraordinaires reconnus nécessaires dans le cours d'un exercice pourront être ouverts par décrets contresignés des ministres des travaux publics et des finances; toutefois ces crédits devront être soumis à la sanction du pouvoir législatif dans le délai d'un mois lorsque les Chambres se réunissent, ou, dans le cas contraire, dans la première quinzaine de la plus prochaine réunion »;

et le rapport des ministres des travaux publics et des finances,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre du budget annexe des chemins de fer de l'État, pour l'exercice 1896, un crédit supplémentaire de quatre cent soixante et un mille francs (461,000), applicable au chapitre IV dudit budget : *Dépenses non susceptibles d'évaluation fixe.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des produits de l'exécution des chemins de fer de l'État pendant l'exercice 1896.

Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui

sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois* et qui sera soumis à la ratification des Chambres dans les délais déterminés par l'article 7 précité de la loi de finances du 29 décembre 1882.

Fait à Paris, le 16 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TUREL.

N° 32810. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'aménagement de Voies ferrées sur les quais du Port de Philippeville.*

Du 20 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour l'exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu le récépissé (n° 18) du payeur particulier de l'arrondissement de Philippeville (département de Constantine), constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 13 octobre 1896, par la chambre de commerce de Philippeville, une somme de quinze mille cinq cents francs, à titre de fonds de concours, pour l'exécution des voies ferrées des quais du port de ladite ville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 janvier 1897.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire (état B) de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre XII : *Amélioration des ports en Algérie*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de quinze mille cinq cents francs (15,500^f), applicable à l'établissement de voies ferrées sur les quais du port de Philippeville.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

t, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

t à Paris, le 20 Janvier 1897.

Signé: **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre des finances,
Signé: **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre des travaux publics,
Signé: **A. TURREL.**

Art. 1. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Études et travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 28 Janvier 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des travaux publics;

la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par loi, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

l'article 67 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant l'exercice 1896, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de vingt millions de francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le chiffre de soixante-dix millions de francs;

les décrets n° 98, 129, 199, 214, 259, 315, 348, 381, 383, 441 et 348 en date du 6 mars (1), 2 avril (2), 27 mai (3), 10 juin (4), 16 juillet (5), 29 août (6), 17 septembre (7), 27 (8) et 31 octobre (9), 13 décembre 1896 (10) et 16 janvier 1897 (11),

ont ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, pour l'attribution de fonds de concours versés par les compagnies, conformément aux conventions annexées auxdites lois du 20 novembre 1883, des crédits annuels montant à treize millions trois cent cinquante mille francs;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (12) sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

le récépissé (n° 41570) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 31 décembre 1896, par la Compagnie des chemins de fer du Midi, une somme d'un million deux cent cinquante mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux effectués par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883;

I^{re} série, Bull. 1799, n° 31497.

II^e série, Bull. 1801, n° 31544.

III^e série, Bull. 1811, n° 31683.

IV^e série, Bull. 1811, n° 31687.

V^e série, Bull. 1817, n° 31807.

VI^e série, Bull. 1838, n° 32228.

(1) XII^e série, Bull. 1841, n° 32279.

(2) XII^e série, Bull. 1854, n° 32519.

(3) XII^e série, Bull. 1854, n° 32521.

(4) XII^e série, Bull. 1856, n° 32548.

(5) Voir ci-dessus, n° 32808.

(6) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 janvier 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LX : *Travaux et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer du Midi, en exécution de la convention de 1883, un crédit supplémentaire d'un million deux cent cinquante mille francs (1,250,000).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.
Le Ministre des travaux publics,
Signé : A. TURPIN.

N° 32812. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Travaux et Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.

Du 28 Janvier 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1896, portant ouverture, sur l'exercice 1897, de crédits provisoires applicables aux dépenses du mois de janvier 1897 ;

Vu le décret du même jour ⁽¹⁾, fixant la répartition de ces crédits par ministère et par chapitre ;

Vu l'article 18 de ladite loi, d'après lequel les travaux à exécuter pendant le mois de janvier 1897, soit par les compagnies de chemins de fer, soit par l'État, à l'aide des fonds que ces compagnies mettront à la disposition du Trésor, conformément aux conventions ratifiées par les lois du 20 novembre 1883, ne pourront excéder, sans y comprendre le matériel roulant, le maximum de six millions six cent soixante-sept mille francs, sur lesquels la somme à constituer sous forme d'avances remboursables en annuités ne pourra excéder elle-même le maximum de cinq millions huit cent quatre-vingt mille francs ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours ;

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1820, n° 31862.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10307.

le récépissé (n° 30261) du receveur central du département de la Seine, tant qu'il a été versé au Trésor public, le 9 janvier 1897, par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, une somme de quatre cent cinquante mille francs pour le paiement des dépenses afférentes aux travaux exécutés par l'État sur les lignes qui ont été concédées à cette compagnie en vertu de la convention annexée à la loi précitée du 20 novembre 1883; la lettre du ministre des finances, en date du 28 janvier 1897.

ARTICLE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget annexe de l'exercice 1897, deuxième section, chapitre LX : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi des fonds de concours versés par la compagnie des chemins de fer d'Orléans, en exécution de la convention de 1883, un crédit additionnel de quatre cent cinquante-cinq mille francs (455,000^f).

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des sommes encaissées par le Trésor, au compte : *Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883*.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 28 Janvier 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

813. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour dépenses relatives à la navigation.*

Du 6 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre des travaux publics;

la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par ministère, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

la déclaration (n° 39360) du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 12 décembre 1896, par l'administration du journal *la Navigation*, une somme de six cent

soixante-quinze francs, à titre de fonds de concours, pour le paiement de l'indemnité allouée à divers éclusiers à raison de l'envoi périodique au journal, pendant le deuxième semestre de 1896, de renseignements concernant les mouvements de la batellerie sur diverses voies navigables;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 février 1897,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, première section, chapitre *Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce*, pour l'emploi de fonds de concours, le crédit additionnel de six cent soixante-quinze francs (675^{fr}), applicable au paiement de l'indemnité allouée à divers éclusiers à raison de l'envoi périodique au journal *la Navigation* de renseignements concernant les mouvements de la batellerie sur diverses voies navigables.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par l'administrateur du journal *la Navigation*.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TURREL.

N° 32814. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour *Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Du 9 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 24 décembre 1896 portant ouverture, sur l'exercice 1897, de crédits provisoires applicables aux dépenses du mois de janvier 1897;

Vu le décret du même jour ⁽¹⁾ fixant la répartition de ces crédits par ministère et par chapitre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations ci-après désignées constatant qu'il a été versé au Trésor public, par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux relatifs à l'établissement de diverses lignes

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1820, n° 31862.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10597.

chemins de fer, une somme totale de cent dix-neuf mille neuf cent six-vingt francs quatre-vingt-dix-sept centimes, savoir :

RÉCEPISSES.		RÉCETTES des finances qui ont reçu les fonds.		ISARINS VERSEMENTS.	MONTANT des versements.
Numé- ro.	DATE.				
ANNÉE 1866.					
e.....	1286	15 décembre.	Troyes.....	Commune d'Auxon.....	2,939 ^f 07 ^c
bs.....	671	Idem.....	Pontarlier....	Commune de Grand Combe.....	2,020 00
s.....	672	Idem.....	Idem.....	Idem.....	1,280 00
bs.....	3207	Idem.....	Saint-Calais..	Commune de Château- du-Loir.....	2,500 00
de.....	1871	27 novembre.	Albertville....	Commune d'Outrechaîne.	200 00
déc.....	6376	18 décembre.	Fontenay-le- Comte.....	Commune de Thouarsais- Boildroux.....	2,400 00
ane.....	5224	15 décembre.	Châtellerault..	Ville de Châtellerault....	25,000 00
	4241	Idem.....	Idem.....	Commune de St-Genest..	2,000 00
haute- saône.	7675	9 décembre..	Limoges.....	Le Département.....	3,115 00
	7676	Idem.....	Idem.....	Idem.....	2,404 40
	7677	Idem.....	Idem.....	Idem.....	75,000 00
	7678	Idem.....	Idem.....	Idem.....	1,118 50
TOTAL comme ci-dessus.....					119,976 97

la lettre du ministre des finances, en date du 8 février 1867.

SCRÉTÉ :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1867, deuxième section, chapitre LX : *Etudes d'avaux de chemins de fer exécutés par l'État, pour l'emploi de la loi de concours*, un crédit additionnel de cent dix-neuf mille (976^f 97^c) applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département de l'Aube. — Établissement du chemin de fer de Saint-Florian à Vitry-le-François.....	2,939 ^f 07 ^c
Département du Doubs. — Établissement des chemins de fer de Besançon à la frontière suisse et de Gilley à Pontarlier (2,020 ^f + 1,280 ^f).....	3,300 00
Département de la Sarthe. — Déplacement de la gare des marchandises de Châteaudeau-du-Loir (ligne de Saumur à Châteaudeau-du-Loir).....	2,500 00
Département de la Savoie. — Établissement du chemin de fer d'Albertville à Annecy.....	200 00
Département de la Vendée. — Établissement d'une passerelle sur la ligne de Fontenay-le-Comte à Cholet.....	2,400 00
Département de la Vienne. — Établissement des chemins de fer de Loudun à Châtellerault et de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin (25,000 ^f + 2,000 ^f).....	27,000 00
Département de la Haute-Vienne. — Établissement des chemins de fer de Limoges à Brive, Limoges à Eymoutiers, Limoges au Dorat, Saillat à Bussières-Galant et Eymoutiers à Meymac (3,115 ^f + 2,404 ^f 40 ^c + 75,000 ^f + 1,118 ^f 50 ^c).....	81,657 90
TOTAL ÉGAL.....	119,976 97

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TUREL.

N° 32815. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 une Somme non employée en 1896, applicable à la Construction de diverses Lignes de chemins de fer.

Du 11 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 24 décembre 1896 portant ouverture, sur l'exercice 1897, de crédits provisoires applicables aux dépenses du mois de janvier 1897;

Vu le décret du même jour ⁽¹⁾ fixant la répartition de ces crédits par ministère et par chapitre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les décrets n°s 112, 128, 208, 284, 351, 355 et 393 des 25 mars ⁽³⁾, 2 avril ⁽⁴⁾, 3 juin ⁽⁵⁾, 7 août ⁽⁶⁾, 18 ⁽⁷⁾ et 23 septembre ⁽⁸⁾ et 5 novembre 1896, qui ont ouvert au ministère des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI: *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, des crédits additionnels s'élevant ensemble à la somme de deux millions neuf cent quatre-vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-neuf centimes (874,494^f 67^c + 537,578^f 91^c + 763,042^f 26^c + 262,600^f 90^c + 154,729^f 99^c = 250,000^f + 141,540^f 16^c) applicables à la construction de diverses lignes de chemins de fer.

Vu les documents administratifs desquels il résulte que, sur ladite somme de deux millions neuf cent quatre-vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-six francs quatre-vingt-neuf centimes, il reste actuellement disponible celle de sept cent vingt-trois mille deux cent quatre-vingts francs, dont le report peut être effectué sur l'exercice 1897, en vertu des dispositions de l'article 52 susvisé du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾;

(1) XI^e série, Bull. 1820, n° 31862.

(2) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

(3) XII^e série, Bull. 1799, n° 31398.

(4) XII^e série, Bull. 1802, n° 31548.

(5) XII^e série, Bull. 1813, n° 31710.

(6) XI^e série, Bull. 1818, n° 31821.

(7) XII^e série, Bull. 1841, n° 32881.

(8) XI^e série, Bull. 1813, n° 32324.

(9) XII^e série, Bull. 1852, n° 32491.

La lettre du ministre des finances, en date du 9 février 1897.

Article :

1°. Est reportée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1897, deuxième section, chapitre LX : *Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, une somme de sept cent trois mille deux cent quatre-vingts francs (723,280^f), applicable au blissement de diverses lignes de chemins de fer et non em-
ployés sur les crédits ouverts, pour l'emploi de fonds de concours, chapitre correspondant de l'exercice 1896.

Pareille somme de sept cent vingt-trois mille deux cent quatre-vingts francs est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère des travaux publics, exercice 1896, deuxième section, chapitre LXI : *Travaux et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1° au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour l'entreprise mentionnée audit article.

Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des travaux publics,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. TURREL.

16. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable aux Travaux de réfection des Dignes de la basse Seine.

Du 20 Février 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

La loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

L'article 66 de ladite loi, d'après lequel le ministre des travaux publics est autorisé à exécuter pendant l'année 1896, sur les fonds à verser à titre de concours par les chambres de commerce, villes, départements et autres administrations, des travaux relatifs aux rivières, canaux et ports maritimes, s'élevant maximum, à la somme de quatre millions sept cent mille francs;
La déclaration (n° 13569) du trésorier général du département de la

Seine-Inférieure, constatant qu'il a été versé au Trésor public, le 31 décembre 1896, par la chambre de commerce de Rouen, une somme de cent mille francs pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1896 et relatifs à la réfection des digues de la basse Seine;

Considérant que les crédits additionnels précédemment ouverts au ministre des travaux publics sur l'exercice 1896, en vertu de l'article 66 précité de la loi du 28 décembre 1895, ne s'élèvent en totalité qu'à la somme d'un million trois cent quatre-vingt-huit mille cinq cent trente francs quatre-vingt-neuf centimes, inférieure de trois millions trois cent onze mille quatre cent soixante-neuf francs onze centimes à celle qui a été fixée comme maximum des dépenses autorisées par ledit article;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 février 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire, deuxième section, de l'exercice 1896, chapitre *Amélioration des rivières*, pour l'emploi de fonds d'avances versés par la chambre de commerce de Rouen, un crédit additionnel de cent mille francs (100,000'), applicable aux travaux de réfection des digues de la basse Seine.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds d'avances, pour l'entreprise mentionnée audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FELIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics.
Signé : A. TURMEL.

N° 32817. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la marine un Crédit supplémentaire en augmentation des Restes à payer constatés par les Comptes des exercices 1894 et 1895.

Du 4 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

at des créances liquidées à la charge du département de la marine, bellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des 1894 et 1895;

Article 9 de la loi du 23 mai 1834;

Article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général d'impabilité publique;

Lettre du ministre des finances, en date du 3 juin 1897;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ les créances comprises dans l'état, visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des dépenses prévues par les budgets des exercices précités et que leur montant ne dépasse pas les restants de crédits à annuler en clôture d'exercice,

ARRÊTÉ :

1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, en augmentation des dépenses à payer constatées par les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de vingt-six mille quatre cent sept francs soixante-trois centimes (26,417⁷³), montant des dépenses désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et pour lesquelles des états nominatifs ont été dressés, en double expédition, au ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret susmentionné du 31 mai 1862,

Exercice 1894.....	5,529 ³²
Exercice 1895.....	20,888 ⁴¹
TOTAL ÉGAL.....	26,417⁷³

Le ministre de la marine est autorisé à ordonnancer ces créances au chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au 31 décembre de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

Le ministre de la marine sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer après les comptes définitifs des exercices 1894 et 1895, et qui sont à ordonnance au budget de l'exercice courant.

EXERCICES.	NUMÉROS et désignation des chapitres.	NOMS DES CRÉANCES et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
			par créance.	par chapitre.	P. M.
1894.	CHAPITRE XIXVI. Habillement. (Achats directs et indemnités représentatives.)	Le commandant du détachement du 2 ^e régiment d'artillerie de marine à la Réunion. Remboursement du montant d'une cession d'effets d'habillement faite par la masse individuelle au service de l'habillement...	114 ¹ 00 ⁰	114 ¹ 00 ⁰	
	CHAPITRE XLVI. Fournitures et mobilier d'administration. (Achats directs et indemnités représentatives.) Impressions, livres et reliures.	Le directeur de l'imprimerie nouvelle à Saigon. Fourniture de registres et d'imprimés faite à l'arsenal de Saigon en 1894.....	1,123 00	1,123 00	
		La compagnie des Messageries maritimes, à Marseille. Transports de colis divers par les paquebots.....	10 62		
		La même compagnie. Même motif.....	3,955 81		
	CHAPITRE XLVII. Frais de passage et de transport par mer. Affrètements et frais accessoires.	La compagnie des Bateaux à vapeur de la Pointe-à-Pitre. Transport, de la Basse-Terre à la Pointe-à-Pitre, d'un marin déserteur en décembre 1894.....	5 50		
1895.		L'agent comptable des traites de la marine. Dépense comprise dans les traites du consulat de France à Colombo.....	189 00	4,160 93	
	CHAPITRE LII. Dépenses diverses.	Le même. Même motif.....	131 39	131 39	
	CHAPITRE X. Personnel administratif. (Corps secondaires.)	M. Langrand (Théodore), agent comptable. Parfait paiement des cinq dixièmes de son supplément annuel de 485 francs, du 1 ^{er} janvier au 30 juin 1895.....	48 50	48 50	
	CHAPITRE XLV. Constructions navales. (Achats de bâtiments neufs à l'industrie.)	La société anonyme des forges et chantiers de la Méditerranée. Complément de primes de consommation de charbon acquises par l'appareil à vapeur du La-touche-Tréville.....	4,600 00	4,600 00	

NUMÉROS et désignation des chapitres.	NOMS DES CRÉANCIERS et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
		par créance.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE XXXI. Artillerie. Armes. Entretien et ser- vice courant.	Le conseil d'administration du détachement du 1 ^{er} ré- giment d'artillerie de ma- rine en Cochinchine. Rem- boursement au corps de la valeur de pièces d'armes neuves versées dans les magasins de l'artillerie de la place, à Saïgon.....	569 ^f 58 ^c		
	Le caissier-payeur central du Trésor public, chargé d'en créditer le compte au tré- sorier-payeur de Diego- Suarez. Remboursement des sommes payées au chef ar- murier du bataillon d'in- fanterie de marine de Diego-Suarez pour primes d'entretien des armes pen- dant le 4 ^e trimestre 1895..	613 50		
	Le même. Remboursement des sommes avancées pour l'entretien et la réparation des armes du bataillon d'infanterie de marine de Diego-Suarez pendant le 4 ^e trimestre 1895.....	81 33	1,264 ^f 41 ^c	
CHAPITRE XXXII. Matériel de tor- pillerie.	M. Bernard, mécanicien à Oran. Entretien du poste de torpilleurs d'Oran, du 12 août au 22 octobre 1895.	66 07		
	Le même. Même motif, du 23 octobre au 31 décembre 1895.....	63 28	129 35	
CHAPITRE XXXV. Travaux hydrau- liques et bâti- ments civils. Entretien et ser- vice courant.	M. Piche fils. Réparations ef- fectuées au mobilier de l'hôpital principal de la ma- rine, à Toulon.....	32 13		
	La Compagnie des chemins de fer départementaux. Part contributive de la marine dans les frais d'entretien, en 1895, de la conduite d'alimentation d'eau du poste des torpilleurs, à Ajaccio.....	30 00	62 13	
CHAPITRE XXXVI. Habillement. (Achats directs et indemnités représentati- ves.)	MM. Teisserenc-Visseque frères. Remise d'une pénalité infli- gée sur une fourniture de drap et de molleton.....	74 67	74 67	
CHAPITRE XXXVII. Vivres. (Achats di- rects et indem- nités représen- tatives.)	Le trésorier-payeur de la Co- chinchine. Remboursement du montant de cessions de vivres faites à Pnom-Penh à la canonnière la Baïon- nette, en juin 1895.....	202 92		

AN- NÉE.	NOM "et désignation" des chapitres.	NOM DES CRÉANCIERS et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
			par créance.	par chapitre.	par année.
1895. (Suite)	CHAPITRE XXVII. Vivres. (Achats di- rects et indem- nités représen- tatives.) (Suite.)	L'agent comptable des traites de la marine. Dépense com- prise dans les traites de l'avis-transport la Nivère..	20 ¹ 00 ⁵		
		Le même. Dépenses comprises dans les traites de la lég- ation de France à Lisbonne.	713 16		
		Le conseil d'administration du bataillon d'infanterie de marine de la Réunion. Rem- boursement du montant des indemnités de vivres acquises à des artilleurs du détachement de Tamatave en subsistance à la Réunion pendant le 4 ^e trimestre 1895.....	50 10		
		Le conseil d'administration du 6 ^e régiment d'infanterie de marine. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour fourniture de four- rages.....	235 32		
				1,321 ¹ 50	
	CHAPITRE XL. Outillage et ser- vice général des ports, arsenaux, chantiers et ma- gasins. Con- structions na- vales.	M. Amidj, négociant à Nossi- Bé. Fournitures diverses faites pour le service du parc à charbon de la ma- rine en novembre 1895....	4 05	4 05	
	CHAPITRE XLVI. Fournitures et mobilier d'ad- ministration. (Achats divers et indemnités représentati- ves.) Impres- sions, livres et reliures.	M. Comte, à Toulon. Fourni- ture de flambeaux bronzés.	20 00	20 00	
	CHAPITRE XLVII. Frais de passage et de transport par mer. Affre- tements et frais accessoires.	La compagnie des Messageries maritimes. Transport de di- vers colis par les paque- bots.....	14 00		
		La même compagnie. Même motif.....	10 59		
		La même compagnie. Même motif.....	110 95		
		La même compagnie. Même motif.....	29 85		
		La même compagnie. Même motif.....	1,005 31		
		La Compagnie générale trans- atlantique. Frais de trans- port de matériel naval....	2,511 11		

NUMÉROS et désignation des chapitres.	NOMS DES ORDONNATEURS et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
		par créance.	par chapitre.	par exercice.
	Le caissier-payeur central du Trésor public, chargé d'en créditer le compte du trésorier-payeur de Diégo-Suarez. Remboursement d'avances faites pour frais de transport de vivres destinés au <i>Dumont-d'Urville</i> , en novembre 1895.....	225 ^f 20 ^c		
	Le même. Remboursement d'avances faites pour frais de débarquement de colis en octobre et décembre 1895.....	8 50		
	La compagnie des Messageries maritimes. Frais de passage sur le <i>Sydney</i> d'un lieutenant de vaisseau à destination de la <i>Comète</i> , à Yokohama.....	935 00		
CHAPITRE XLVII. Frais de passage et de transport par mer. Affrè- tements et frais accessoirs. (suite.)	La même compagnie. Frais de passage, de Nouméa à Marseille, du nommé <i>Juncour</i> , matelot de 3 ^e classe.	276 00		
	La même compagnie. Frais de passage, de Shanghai à Saïgon, de M. <i>Howard</i> , lieutenant de vaisseau....	259 00		
	La même compagnie. Frais de passage, de Tamatave à Marseille, du nommé <i>Coulon</i> , quartier-maitre.....	210 50		
	La même compagnie. Frais de passage, de Shanghai à Marseille, de divers officiers-mariniers, quartiers-maitres et marins.....	1,785 00		
	L'agent comptable des traites de la marine. Dépense comprise dans les traites du consulat de Batavia.....	1,903 22		
	M. de <i>Bezaure</i> , consul de France à Newcastle. Remboursement de ses avances du 1 ^{er} trimestre 1895.....	88 30		
	Le trésorier-payeur de la Martinique. Remboursement au service local des droits de statistique dus pour le mois d'octobre 1895.....	0 75		
			9,373 ^f 28 ^c	
CHAPITRE XLVIII. Frais de séjour et de tournées. Frais de route et de transport par terre et frais accessoirs	La compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Transport de matériel pendant l'année 1895.....	641 50		
	Le contrôle commun aux sept grands réseaux français. Transport de personnel de la marine pendant l'année 1895.....	296 32		

EXERCICE.	NUMÉROS et désignation des chapitres.	NOMS DES CRÉANCIERS et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
			par créance.	par chapitre.	par exercice.
1895. (Suite)	CHAPITRE XLVIII. Frais de séjour et de tournées. Frais de route et de transport par terre et frais accessoires. (suite.)	Le contrôle commun aux sept grands réseaux français. Transport de matériel na- val pendant le 4 ^e trimestre 1895.....	950 ^f 35 ^c		
		L'agent comptable des traités de la marine. Dépenses comprises dans les traités du consulat de Batavia....	2,003 11	3,891 ^f 28 ^c	
		Le trésorier des Invalides de la marine à Marseille. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour se- cours de 0 fr. 10 à l'enfant âgé de moins de dix ans du nommé <i>Montoy</i> , quartier- maître mécanicien.....	9 20		
		Le trésorier des Invalides de la marine à Ajaccio. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour se- cours de 0 fr. 10 à l'enfant âgé de moins de dix ans du nommé <i>Poggioli</i> , quartier- maître de timonerie.....	8 60		
		Le même. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour secours de 0 fr. 10 aux enfants âgés de moins de dix ans du nommé <i>Croce</i> , quartier-maître fourrier....	18 40		
		Le trésorier des Invalides de la marine à Toulon. Rem- boursement d'avances fai- tes, en 1895, pour secours de 0 fr. 10 aux enfants âgés de moins de dix ans du nommé <i>Le Gendre</i> , quar- tier-maître charpentier....	36 60		
		Le même. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour secours de 0 fr. 10 à l'enfant âgé de moins de dix ans du nommé <i>Poli</i> , quartier-maître canonnier.	7 30		
		Le préposé de la caisse des Invalides de la marine à Antibes. Remboursement d'avances faites, en 1895, pour secours de 0 fr. 10 à l'enfant âgé de moins de dix ans du nommé <i>Layet</i> , quartier-maître canonnier.	12 90		
		Le trésorier des Invalides de la marine à Toulon. Rem- boursement d'avances fai- tes, en 1895, pour secours de 0 fr. 10 à l'enfant âgé de moins de dix ans du nommé <i>Gardet</i> , quartier- maître infirmier.....	9 20		
				102 10	
	CHAPITRE XLIX. Gratifications, se- cours et sub- ventions.				

NUMÉROS et désignation des chapitres.	NOM DES CRÉANCIERS et détail des créances.	MONTANT DE LA DÉPENSE		
		par créance.	par chapitre.	par exercice.
CHAPITRE LII. Dépenses diverses.	M. de Bazancourt, -consul de France à Newcastle. Remboursement de ses avances du 1 ^{er} trimestre 1895.....	1 ^{er} 76 ^e		
	L'agent comptable des traites de la marine. Dépense comprise dans les traites de la légation de France à Lisbonne.....	12 63		
	Le trésorier-payeur de la colonie de la Côte d'Ivoire à Grand-Bassam. Remboursement au service local de frais de télégrammes expédiés pour le compte du service de la marine en septembre et octobre 1895....	66 10		
	M. Bérard, greffier du tribunal civil de Morisix. Délivrance d'extraits de casiers judiciaires.....	16 65		
			97 ^e 14 ^e	20,888 ^e 41 ^e
TOTAL.....				26,417 73

ré le présent tableau à la somme de vingt-six mille quatre cent dix-sept francs treize centimes.

, le 3 Juin 1897.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

18. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, crédit, à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour Dépenses militaires.

Du 9 Juin 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la proposition du ministre de la guerre;

la loi du 29 mars 1897 portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1897;

la convention passée entre l'État et la ville d'Embrun, le 8 juin 1896, portant, pour cette ville, l'engagement de concourir, pour une somme de mille francs, aux dépenses d'extension du casernement;

la convention passée entre l'État et la ville d'Orléansville, le 5 septembre 1896, et stipulant, pour cette ville, l'engagement de concourir, pour une somme de sept mille francs, aux dépenses d'installation d'un atelier aux publics;

Vu les conventions passées :

1° Avec la ville de Dijon, pour la location du champ de tir et de manœuvres de la garnison ;

2° Avec la ville de Tarbes, le 2 juin 1895, pour la couverture de la partie du ruisseau de l'Ayguerote, longeant la façade nord de la caserne de Reffyé ;

Vu l'état des sommes versées au Trésor par les villes ci-dessus désignées, en exécution de ces conventions ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 juin 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget de l'exercice 1897, des crédits s'élevant à la somme totale de quinze mille sept cent quarante-deux francs quatre-vingt-six centimes (15,742⁸⁶), répartie ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE (MATÉRIEL).

Embrun. — Extension du casernement.....	6,000 ⁰⁰
Orléansville. — Installation d'un atelier de travaux publics....	7,000 ⁰⁰
Dijon. — Location du champ de tir et de manœuvres.....	742 ⁸⁶

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLI. — CASERNEMENTS.

Tarbes. — Couverture d'une partie du ruisseau de l'Ayguerote, longeant la façade nord de la caserne de Reffyé.....	2,000 ⁰⁰
--	---------------------

TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	15,742⁸⁶
--------------------------------	----------------------------

2. Il sera pourvu à ces crédits au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par les villes désignées d'une part.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juin 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE
Le Ministre de la guerre,
Signé : BELLON.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1819. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'exécution de la Carte régulière de la Régence de Tunis.*

Du 9 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur la proposition du ministre de la guerre;

sur la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des dépenses du Ministère de la guerre pour l'exercice 1897;

sur les décrets rendus par S. A. le bey de Tunis, les 10 janvier et 27 décembre 1888, et aux termes desquels son gouvernement s'engage à fournir au gouvernement français :

1° Une subvention annuelle de trente mille francs pour la triangulation du territoire de la Régence;

2° Une subvention annuelle de vingt mille francs (laquelle a été portée à quatre-vingt mille francs, suivant la proposition faite par M. le Résident général de France à Tunis, le 6 mars 1893, et acceptée par le ministre de la guerre le 13 avril suivant) pour l'exécution d'une carte régulière dudit territoire;

sur les récépissés constatant que le montant des subventions afférentes à l'exercice 1897 a été versé à la caisse du payeur de la division d'occupation de Tunisie le 3 mars 1897;

sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

sur l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

sur la lettre du ministre des finances, en date du 3 juin 1897.

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre v : *Service géographique — Personnel*, de la première section du budget de l'exercice 1897, un crédit de soixante-quatre mille francs (64,000^f), sera réparti comme suit :

Triangulation du territoire de la Régence de Tunis.....	30,000 ^f
Exécution d'une carte régulière dudit territoire.....	34,000
TOTAL ÉGAL.....	64,000

Il sera pourvu à ce crédit au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, par le gouvernement tunisien.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Juin 1897.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 3353. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre de l'intérieur) portant ce qui suit :

Le commissariat de police existant à Hasparren (Basses-Pyrénées) est et demeure supprimé.

Il est créé un commissariat de police à Fumay (Ardennes). (Paris, 21 Août 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 14^e Août 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1872.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32821. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 5 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 8 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. — Art. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3^f 65 p. o/o), une somme de quatre-vingt-douze cent cinquante francs (92,500^f), remboursable en trente ans à partir du 1^{er} janvier 1898 et applicable au paiement des subventions promises à la commune de Ussel en vue de l'établissement du chemin de fer d'intérêt général de Ussel à Ussel.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit à gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit au moyen de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Toutes les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

N° 32824. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à changer l'affectation de fonds d'Emprunt.*

Du 5 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 8 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de cent huit mille francs (108,000^f) sur l'emprunt d'un million soixante-cinq mille francs approuvé par la loi du 24 juillet 1893.

Cette somme servira à la construction d'un réseau d'égouts dans le quartier de la Ville-Halluard.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 5 Avril 1897.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FACRE.

N° 32825. — *Loi qui autorise le département de la Haute-Saône à contracter un Emprunt.*

Du 8 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 10 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Saône est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-cinq centimes pour cent (3^f 65 p. o/o), une somme de deux cent mille francs (200,000^f), remboursable en trente ans à partir de 1898 et applicable au paiement des subventions promises à l'État pour la construction du chemin de fer d'intérêt général de Lure à Louches-les-Forges.

Cet emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre

obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de deux cent mille francs autorisé par l'article 1^{er} des lois susdites seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32826. — *Loi qui autorise la ville de Valence (Drôme) à changer l'affectation de fonds d'Emprunt.*

Du 8 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 10 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Valence (Drôme) est autorisée à changer l'affectation d'une somme de soixante-cinq mille trois cent soixante-neuf francs quatre-vingt-seize centimes (65,366⁹⁶) sur l'emprunt de six millions huit cent cinquante mille francs approuvé par la loi du 18 février 1891.

Cette somme servira à diverses dépenses énumérées dans une délibération municipale du 12 février 1897, notamment au paiement de la part contributive de la ville dans les frais de reconstruction du pont suspendu.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 8 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32827. — *Loi qui ouvre au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1897, un crédit extraordinaire destiné au paiement de dépenses occasionnées par l'épidémie de peste aux Indes.*

Du 9 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 11 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est ouvert au ministre de l'intérieur, en addition aux crédits accordés par la loi de finances du 29 mars 1897, au titre du budget général de l'exercice 1897, un crédit extraordinaire de deux cent cinquante-sept mille francs (257,000 fr.), qui sera inscrit à un chapitre spécial, n° LIV bis, sous le titre de *Epidémie de peste*.

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32828. — *Loi qui autorise le département du Gard à contracter deux Emprunts.*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 16 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Gard est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-trois centimes pour cent (3^f 63 p. o/o), une somme de cent seize mille six cents

8 (116,600'), remboursable en trente ans à partir de 1897 et
sivement applicable aux travaux des chemins vicinaux de
le communication et d'intérêt commun à subventionner en
de la loi du 12 mars 1880.

l'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,
le gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre
obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit
de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale
retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de
ce.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer
à gré seront préalablement soumises à l'approbation du mi-
nistre de l'intérieur.

Le département du Gard est également autorisé, conformément
à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un
d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs soixante-cinq cen-
tes pour cent (3' 65 p. 0/0), une somme de cent trente-trois mille
se cent francs (133,400'), remboursable en trente ans à partir
de 1897 et applicable aux travaux des chemins vicinaux de grande
communication et d'intérêt commun non susceptibles d'être subven-
tionnés par l'Etat.

l'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence,
le gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre
obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit
de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale
retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de
France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer
à gré seront préalablement soumises à l'approbation du mi-
nistre de l'intérieur.

Les fonds nécessaires au service des intérêts et au rembour-
sement des emprunts de cent seize mille six cents francs et de cent
trente-trois mille quatre cents francs autorisés par les articles 1 et 2
ci-dessus seront prélevés sur le produit des centimes extraordinaires
dont le maximum est fixé chaque année par la loi de finances, en
vertu de la loi du 10 août 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre
des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32829. — *Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt.*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser trois francs quatre-vingts centimes pour cent (3^{fr} 80 p. o/o), une somme de soixante-douze mille francs (72,000^{fr}), remboursable en trente ans à partir de 1897 et affectée aux travaux de construction d'une caserne de gendarmerie à Vizille.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la société du Crédit foncier de France.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Les fonds nécessaires au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de soixante-douze mille francs autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus seront prélevés sur les ressources ordinaires du budget départemental.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : FÉLIX FAURE.

N° 32830. — *Loi qui autorise la ville d'Angoulême (Charente) à contracter un Emprunt.*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Angoulême (Charente) est autorisée à

inter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-centimes pour cent (3' 80 p. o/o), une somme de quatre-vingt-sept mille francs (99,000'), remboursable en 1907 sur ses revenus ordinaires et destinée à pourvoir à diverses dépenses d'intérêt communal énumérées dans une délibération municipale du 23 février 1895 et ayant pour objet, notamment, l'agrandissement de maisons d'école et l'établissement d'un bureau de poste. L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, à gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Trésor public, aux conditions de ces établissements. Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer sont préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

31. — *Loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs soixante centimes pour cent (3' 60 p. o/o), une somme de six millions de francs (6,000,000'), remboursable, savoir :

1 million cent cinquante mille francs en sept ans ;

cinq millions huit cent cinquante mille francs en quarante ans ;

la dite somme destinée tant à convertir un emprunt antérieurement contracté en vertu d'une loi du 7 août 1880 qu'à pourvoir à diverses dépenses nouvelles énumérées dans une délibération municipale du 17 août 1896 et ayant pour objet, notamment, la transformation du quartier Viraclaud, la construction d'égouts, l'agrandissement

ment de plusieurs écoles, la surélévation du pont Saint-Étienne, la construction de quais et l'amélioration de la distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, et directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La portion de l'emprunt applicable à la construction d'égouts et à l'élargissement du pont Saint-Étienne et les travaux au payement desquels elle doit servir ne pourront être entrepris qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement par addition au principal de ses quatre contributions directes, à savoir :

Pendant sept ans à partir de 1897, vingt-deux centimes (0^e 22).

Pendant quinze ans à partir de 1904, douze centimes (0^e 12).

Le produit de ces impositions, évalué en totalité à deux millions cinq cent onze mille francs (2,511,000^e) environ, servira à rembourser l'emprunt en capital et intérêts, concurremment avec un prélèvement annuel sur les revenus ordinaires de la caisse municipale.

Les impositions extraordinaires de douze et dix centimes additionnels, établies par les lois des 5 août 1874 et 21 juillet 1891, ne seront d'être mises en recouvrement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32832. — *Loi qui autorise la ville de Remiremont (Vosges) à contracter un Emprunt.*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Remiremont (Vosges) est autorisée à

emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre francs pour cent (4 p. o/o), une somme de cent dix mille francs (110,000'), remboursable en quarante ans sur les revenus ordinaires de la caisse municipale et destinée à pourvoir, avec d'autres ressources, aux frais d'entretien de la distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer sont préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32833. — Loi qui autorise la commune d'Asnières (Seine) à contracter un Emprunt.

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. La commune d'Asnières (Seine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt n'excédant pas trois francs quatre-vingt-cinq centimes pour cent (3'85 p. o/o), une somme de sept cent quatre-vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-un francs (769,381'), remboursable en trente ans sur le produit des taxes spéciales de l'octroi destinée à pourvoir, avec une subvention du département, à la construction d'un hôtel de ville.

L'emprunt pourra être réalisé soit avec publicité et concurrence, de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou du Crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer

seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32834. — *Loi qui modifie les Limites territoriales des Communes de Nogent-sur-Marne et de Joinville-le-Pont (Seine).*

Du 10 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 15 avril 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les parcelles de terrain figurées au plan annexé à la présente loi par une teinte rose sont distraites de la commune de Nogent-sur-Marne (canton de Nogent-sur-Marne, département de la Seine) et annexées à la commune de Joinville-le-Pont (canton de Saint-Maur, département de la Seine).

Les parcelles de terrain figurées au plan annexé à la présente loi par une teinte verte sont distraites de la commune de Joinville-le-Pont (canton de Saint-Maur, département de la Seine) et annexées à la commune de Nogent-sur-Marne (canton de Nogent-sur-Marne, département de la Seine).

En conséquence, la limite entre les deux communes est rectifiée conformément à la ligne pointillée en rouge sur le plan annexé à la présente loi, suivant les lettres A B C D.

2. Les dispositions qui précèdent recevront leur exécution sans préjudice des droits d'usage et autres qui peuvent être respectivement acquis.

3. Après la modification de leurs limites, les communes de Nogent-sur-Marne et de Joinville-le-Pont resteront respectivement chargées du remboursement de leur passif.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32835. — *Loi portant application à Madagascar du Tarif général des douanes.*

Du 16 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

est la suivante. L'île de Madagascar et ses dépendances sont placées sous le régime douanier institué par la loi du 11 janvier 1892 sur les colonies et possessions françaises non comprises dans l'exception prévue par le paragraphe 2 de l'application de ladite loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce,
Industrie, des postes
et des télégraphes.

Le Ministre des finances,

Le Ministre des colonies,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : ANDRÉ LEBON.

HENRY BOUCHER.

N° 32836. — *Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de Voies ferrées sur les quais du Port de la Pallice.*

Du 31 Janvier 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 5 février 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du ministre des travaux publics;

l'avant-projet présenté par l'administration des chemins de fer de la date du 13 décembre 1892, en vue de la déclaration d'utilité publique des voies ferrées établies ou à établir tant sur les quais proprement dits que sur les boulevards de ceinture nord et sud du port de la Pallice; le plan général desdites voies;

le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans la forme prescrite par le décret réglementaire du 18 mai 1881, et notamment l'avis de la commission d'enquête du 15 avril 1893;

la délibération de la chambre de commerce de la Rochelle du 20 mars

1893; la délibération du conseil municipal de la Rochelle du 7 avril 1893;

la délibération du conseil général de la Charente-Inférieure du 13 septembre 1893;

Vu les adhésions directes de l'ingénieur en chef du département, du directeur des travaux hydrauliques de la marine à Rochefort, et du colonel directeur du génie à la Rochelle, en date des 26-31 octobre 1893 et 17 février 1894;

Vu les avis du conseil général des ponts et chaussées, en date des 16 mai 1892, 30 janvier 1893 et 30 avril 1896;

Vu la loi du 11 juin 1880 et le règlement d'administration publique du 5 août 1881⁽¹⁾;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE. — TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Sont déclarées d'utilité publique les voies ferrées établies ou à établir sur les quais du port de la Pallice, suivant les dispositions générales du projet dressé par l'administration des chemins de fer de l'État, et notamment le plan général en date du 13 décembre 1892.

Tracé,

Ces voies comprennent :

1^o Les voies établies ou à établir sur les quais et arrière-quais du bassin énumérés ci-après, qui sont figurées sur les plans n^o 1 et n^o 2 du dossier d'enquête d'utilité publique⁽²⁾.

A. Halte :

Une transversale reliant le groupe des voies de la halte formant le terminus de la ligne de la Rochelle à la Pallice avec le groupe des voies du quai Nord au moyen d'une batterie de plaques tournantes.

B. Arrière-quai Nord :

Les voies desservant l'arrière-quai Nord, au nombre de cinq, sont parallèles au mur de quai (deux sont en place, une troisième est amorcée), quatre d'entre elles sont en prolongement des voies de la halte; la cinquième voie est en partie établie parallèlement aux précédentes, au delà de la chaussée de ceinture; elles sont limitées au droit de l'extrémité ouest du bassin.

Un pont à bascule de vingt tonnes (20') est établi sur la deuxième voie.

Cette deuxième voie est prolongée; elle traverse le boulevard de ceinture à son extrémité et suit le brise-lames sur toute sa longueur; elle sera plus tard doublée, dans la partie du brise-lames seulement, d'une autre voie desservant des estacades projetées, qui recevront deux voies reliées avec elle par trois transversales.

De cette voie se détachera un raccordement passant au sud de la

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 664, n^o 11222.

⁽²⁾ Les voies établies sont tracées en

traits pleins. Les voies à établir sont indiquées en traits pointillés.

du gardien du phare et se prolongeant le long de l'extrémité brise-lames.

roupe est relié avec le groupe du quai Nord à l'aide de trois es de plaques tournantes par trois voies transversales.

ie longeant le brise-lames sera établie de façon à laisser toute pour l'installation éventuelle d'un chemin de fer portatif des-transporter les torpilles, sans manutention ni changement de sion, à bord des torpilleurs.

Quai Nord :

voies qui desservent le quai Nord sont au nombre de quatre it de la halte et au nombre de trois (dont deux en place et orcée), sur le reste du quai; elles se détachent de la voie ale et sont posées parallèlement au mur de quai.

voies sont reliées quatre fois entre elles au moyen de plaques; lagonale et trois raccordements en boucles permettent les unications directes, d'une voie à l'autre.

groupe des voies du quai Nord est relié :

groupe des voies de la halte au moyen d'une batterie de pla-par une voie transversale;

groupe des voies d'arrière-quai Nord au moyen de trois batte-plaques, par voies transversales;

groupe des voies du quai de l'Entrepôt à l'aide d'une plaque, voie du quai Est.

1. Quai Est :

voie est établie sur le quai Est parallèlement au mur de quai ; rt de liaison, au moyen de plaques tournantes, entre les voies oupe desservant le quai Nord et les voies du groupe desservant i de l'Entrepôt.

2. Quai de l'Entrepôt :

voies desservant le quai de l'Entrepôt se détachent par aiguille oupe des voies du quai Nord, elles sont au nombre de cinq (sont établies). A l'origine la voie est unique, puis elle se divise ux faisceaux affectés à chaque côté du quai.

premier faisceau comprend trois voies (deux sont établies), leles au mur du quai; elles sont reliées trois fois entre elles au n de plaques, deux diagonales (une seule est établie) per-ant la communication directe d'une voie à l'autre.

deuxième faisceau comprend deux voies (une seule est établie) leles au mur de quai, reliées deux fois entre elles à l'aide de es tournantes.

s deux faisceaux communiquent deux fois entre eux au moyen aques par deux transversales.

groupe des voies du quai de l'Entrepôt est relié :

Au groupe des voies du quai Nord à l'aide d'une batterie et de deux plaques par la voie du quai Est;

Au groupe des voies du quai Sud au moyen de deux batteries et de deux plaques.

F. Quai Sud :

Les voies desservant le quai Sud, au nombre de trois (deux sont établies), se détachent par aiguilles des voies du quai de l'Entrepôt; elles suivent une direction parallèle au mur de quai.

La deuxième voie est prolongée jusqu'à la première cale de radoub en vue du raccordement par plaque de la voie la desservant.

Ces voies sont reliées quatre fois entre elles à l'aide de batteries et de plaques. Le groupe des voies du quai Sud communique : avec le groupe des voies du quai de l'Entrepôt, au moyen de deux batteries et de plaques; avec le groupe des voies d'arrière-quai Sud, au moyen de trois batteries et de plaques par trois voies transversales.

G. Arrière-quai Sud :

Les voies desservant l'arrière-quai Sud au nombre de quatre (une seule est établie) se détachent par aiguille des voies du quai Sud; à l'origine la voie est unique.

Ces voies, qui suivent une direction parallèle au mur de quai, sont reliées trois fois entre elles au moyen de plaques.

Une voie annexe de ce groupe est projetée au delà de la chaussée de ceinture; elle sera reliée trois fois, à l'aide de plaques, aux voies voisines, et pourra être reliée par une diagonale à la voie d'accès au quai Sud.

Le groupe des voies de l'arrière-quai Sud communique :

Au groupe des voies du quai Sud à l'aide de trois batteries et de plaques par trois voies transversales.

H. Cales de radoub :

La voie des cales de radoub, en six tronçons, contourne ces dernières parallèlement aux murs d'enceinte. À chaque changement de direction de la voie est placée une plaque pour permettre la jonction de deux tronçons consécutifs.

Des traversées sont réservées pour le passage des voitures et des piétons sur toutes les voies établies autour du bassin, soit sur les quais, soit sur les arrière-quais ;

2° La voie projetée sur le boulevard Nord figurée sur les plans n° 1 bis et n° 7 du dossier d'enquête d'utilité publique. Cette voie se détachera, par rebroussement, de la voie actuelle du brise-lames, passera entre les terrains concédés à la marine et à la ville de la Rochelle et suivra l'accotement sud du boulevard Nord sur toute sa longueur.

3° La voie projetée sur le boulevard Sud, figurée sur les plans n° 1 bis et n° 13 du même dossier. Cette voie se détachera de la voie

iroir du port, franchira les terre-pleins au moyen d'un pont mé-
trique d'une seule portée, d'une ouverture de quarante mètres cin-
quante centimètres (40^m 50), et viendra suivre l'accotement du bou-
levard Sud, dont une partie sera desservie par rebroussement.

Toutes les voies décrites aux trois paragraphes de cet article sont
voies de manutention et de manœuvre.

Les plans généraux susvisés resteront annexés au présent décret.

La construction, l'entretien et l'exploitation des voies seront effec-
tués par l'administration des chemins de fer de l'État, aux clauses et
conditions suivantes :

Destination des voies.

Toutes les voies ci-dessus seront affectées au service des mar-
chandises; la traction y sera faite à l'aide de locomotives ou de che-
vaux.

Les voies prolongeant celles de la halte jusqu'au brise-lames
sont affectées au service des voyageurs et des marchandises.

Délai d'exécution.

Les nouvelles voies ne seront établies que successivement, au-
tant qu'il y a mesure des besoins reconnus et dans la mesure déterminée
par le ministre des travaux publics.

Les voies devront être posées et le service d'exploitation devra y
être établi dans un délai maximum d'un an, à partir de la notifica-
tion de l'approbation des projets de détail.

Pour celles de ces voies qui doivent occuper, sur le terre-plein du
quai, des emplacements non encore créés, ce délai d'un an courra à
compter du jour où les emplacements les concernant seront réguliè-
rement livrés à l'administration des chemins de fer de l'État.

Modifications ou additions de détail.

En cours d'exécution, et pendant toute la durée de l'exploita-
tion, l'administration des chemins de fer de l'État aura la faculté de
poser des modifications ou additions aux dispositions de détail
adoptées. Ces modifications ou additions ne pourront être effectuées
sans l'approbation de l'administration supérieure.

De son côté, l'administration supérieure pourra ordonner d'office,
pour la disposition des voies ferrées, les modifications de détail dont
l'urgence ou les changements à faire sur les voies publiques fe-
raient connaître la nécessité.

Dans tous les cas, les frais de ces modifications seront supportés
entièrement par le budget des chemins de fer de l'État.

Construction.

Les chaussées existantes seront rétablies suivant un profil régulier
se raccordant avec le pavage projeté des quais; l'écoulement des
eaux pluviales y sera assuré et des contre-raills seront posés au fur et

à mesure des besoins constatés par l'expérience et des projets approuvés par le ministre des travaux publics.

Écoulement des eaux et communications.

6. L'administration des chemins de fer de l'État sera tenue de rétablir et d'assurer, aux frais de son budget, les écoulements d'eau qui seraient arrêtés, suspendus ou modifiés par ses travaux.

Elle rétablira, de même, les communications publiques ou particulières que ces travaux l'obligeraient à modifier.

Exécution des travaux.

7. La démolition des chaussées et des terre-pleins et l'ouverture des tranchées pour la pose et l'entretien des voies seront exécutées avec toute la célérité et toutes les précautions convenables.

Qualité des matériaux.

8. Le déchet résultant de la démolition et du rétablissement des chaussées sera couvert par des fournitures de matériaux de la nature et de la qualité de ceux qui sont employés dans lesdites chaussées.

Les vieux matériaux provenant des anciennes chaussées remaniées ou refaites à neuf et qui n'auront pas trouvé leur emploi dans la réfection seront laissés à la libre disposition de l'administration des chemins de fer de l'État.

Les fers, bois et autres éléments constitutifs des voies ferrées, ainsi que leurs accessoires, devront être de bonne qualité et propres à remplir leur destination.

Contrôle et surveillance des travaux.

9. Les travaux d'établissement seront exécutés sous le contrôle des ingénieurs du service maritime.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la sûreté de la circulation.

On devra observer pour l'éclairage et la garde des chantiers les règles ordinaires de la voirie.

Reconnaissance et réception des travaux.

10. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de voie assez étendues pour être livrées à la circulation, il sera procédé à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception des travaux par les ingénieurs chargés du contrôle; sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration supérieure autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des voies dont il s'agit.

Après cette autorisation, l'administration des chemins de fer de l'État pourra mettre en service lesdites parties de voie et y percevoir les prix ci-après déterminés.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien des voies.

1. Les voies ferrées et leurs accessoires devront être entretenus constamment en bon état, de manière que la circulation soit toujours sûre et sûre, tant pour les wagons circulant sur les rails que pour les véhicules qui les franchissent et pour le public.

L'entretien comprendra non seulement la surface existant entre les rails de chaque voie ferrée, mais encore, à droite et à gauche, une largeur de cinquante centimètres (0^m 50) bordant chaque rail.

Quand, pour la construction ou la réparation des voies ferrées, il sera nécessaire de démolir des parties pavées ou empierrées de la voie publique situées en dehors de la zone ci-dessus indiquée, il devra être pourvu à l'entretien de ces parties pendant six mois à compter de la réception provisoire des ouvrages exécutés.

Il en sera de même pour tous les ouvrages souterrains lorsqu'ils auront été modifiés du fait de la pose des voies.

Surveillance et règlement de police.

2. L'entretien et la réparation des voies ferrées et le service de l'exploitation seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration supérieure.

Le service de l'entretien et de l'exploitation est d'ailleurs assujéti aux règlements généraux de police et de voirie intervenus ou à intervenir, et notamment à ceux qui seront rendus pour régler la circulation et le stationnement des wagons et des machines et les limites des zones entre lesquelles cette circulation ne pourra avoir lieu.

TITRE III.

TARIFS ET CONDITIONS RELATIVES AU SERVICE DES MARCHANDISES.

Tarifs à percevoir.

1. L'administration des chemins de fer de l'État est autorisée à percevoir les droits de péage, de transport et de location de wagons dont les tarifs sont fixés ci-après, sous réserve des modifications ultérieures que pourra apporter l'article 14 du présent décret.

1^{er} TRANSPORTS FAITS PAR L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

MARCHANDISES EN PROVENANCE OU À DESTINATION DU RÉSEAU DE L'ÉTAT.

1. Les marchandises de toute nature, par wagon complet, en prove-

nance ou à destination du réseau de l'État, ne sont assujetties à aucune taxe.

L'administration des chemins de fer de l'État assure le transport des wagons à charger ou à décharger, mais seulement jusqu'au point des voies de quai accessibles par aiguille le plus voisin du point désigné par les expéditeurs ou les destinataires. Les manœuvres et déplacements nécessaires pour amener les wagons soit sur les voies non accessibles par aiguille, soit successivement, dans la même journée, à portée des mêmes points ou des mêmes engins de chargement ou de déchargement, ne sont pas à la charge de l'administration des chemins de fer de l'État et seront faits par les expéditeurs ou les destinataires, à leurs frais et sous leur propre responsabilité.

Quelle que soit la nature de la marchandise à prendre ou à livrer sur les voies des quais, le chargement ou le déchargement de cette marchandise sur les wagons devra être effectué par les soins, aux frais et sous la responsabilité de l'expéditeur ou du destinataire.

Les marchandises autres que celles expédiées directement au port qui, adressées d'abord en gare, seraient, en cours de transport ou à l'arrivée en gare, avant ou après déchargement, l'objet d'une demande de réexpédition au port, seront passibles de nouveaux frais de port et, s'il y a lieu, de nouveaux frais de chargement.

MARCHANDISES EN PROVENANCE OU À DESTINATION D'ENTREPÔTS PARTICULIERS

Lorsque les exigences du service le permettront, exigences dont l'administration des chemins de fer de l'État sera seule juge, cette administration pourra se charger du transport des marchandises entre les navires et les entrepôts particuliers.

A. Tarif par tonne, quelle que soit la longueur du parcours, applicable aux marchandises de toute nature, par wagon complet, en provenance ou à destination d'entrepôts particuliers : trente centimes (0^e 30) par tonne.

Ce prix comprend le transport des wagons à charger ou à décharger depuis un point des voies de quais voisin du navire, soit jusqu'à un autre point des mêmes voies ou des voies de la gare, soit jusqu'en deçà de l'aiguille ou de la plaque tournante reliant lesdites voies à un embranchement particulier.

La taxe ci-dessus sera calculée par poids de dix kilogrammes 1^{er} ou centième de tonne, en comptant un minimum de poids de quatre mille kilogrammes (4,000^e) par expédition.

B. Tarif par wagon, la manutention, les manœuvres et la traction étant faites par le commerce : trois francs (3^e) par wagon et par période indivisible de vingt-quatre heures. Ce prix de trois francs comprend les droits de péage.

Les taxes prévues au troisième paragraphe de l'article 21 ci-dessus seront perçues, s'il y a lieu, en outre des prix par tonne ou par wagon ci-dessus fixés.

TRANSPORTS FAITS AVEC LEUR PROPRE MATÉRIEL PAR D'AUTRES ENTREPRISES, EN VERTU DU DEUXIÈME PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 11 JUIN 1880.

Sur les voies de manœuvre et de manutention définies à l'article 1^{er} du présent décret, l'exploitation devra être assurée exclusivement par l'administration des chemins de fer de l'État.

Les conditions de l'usage de ces voies par une entreprise étrangère ou l'administration des chemins de fer de l'État seront réglées, comme en matière de gare commune, soit par convention spéciale conclue entre les parties intéressées, soit, à défaut d'entente entre elles, par le ministre des travaux publics. Le règlement sera basé sur le loyer correspondant aux frais d'établissement desdites voies et sur les dépenses de leur exploitation.

Modification et homologation des tarifs.

14. Les propositions de l'administration des chemins de fer de l'État visant soit le relèvement, soit l'abaissement des tarifs dans les limites des maxima fixés à l'article 13 ci-dessus, soit les conditions d'application desdits prix et, en général, toutes les propositions de l'administration des chemins de fer de l'État relatives aux tarifs concernant l'exploitation des voies ferrées faisant l'objet du présent décret, devront être soumises à l'homologation du ministre des travaux publics dans les mêmes conditions que les tarifs de transports sur le chemin de fer de l'État.

La perception des taxes devra être faite indistinctement et sans aucune faveur.

Délais.

15. Les délais de transport, tels qu'ils sont ou seront réglés pour le transport sur le chemin de fer de l'État par les arrêtés intervenus à intervenir, soit par les conditions d'application des tarifs spéciaux en vigueur sur le chemin de fer, seront augmentés de vingt-quatre heures pour toutes les marchandises en provenance ou à destination des voies ferrées faisant l'objet du présent décret.

Pour les wagons en provenance ou à destination d'entrepôts particuliers, le délai de transport sera, au maximum, de vingt-quatre heures, comptées du moment où le wagon prêt à être expédié aura été remis à l'administration des chemins de fer de l'État.

Cas d'encombrement.

16. En cas d'encombrement sur les voies faisant l'objet du présent décret, les délais stipulés à l'article 15 peuvent être augmentés, sur demande de l'administration des chemins de fer de l'État et l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle, par un arrêté préfectoral affiché dans la ville de la Rochelle et sur le port de la Pallice.

N° 32837. — **DÉCRET** qui ouvre au *Ministre des travaux publics*, sur l'exercice 1896, un *Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'amélioration des Ports de Binic et de Rouen et la construction de Quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville.*

Du 20 Février 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par chapitre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour cet exercice;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, relatif à l'emploi des fonds de concours;

Vu les déclarations (n° 5197) du trésorier général du département des Côtes-du-Nord, (n° 11414) du trésorier général du département de la Seine-Inférieure et (n° 10152) du receveur particulier de l'arrondissement du Havre (Seine-Inférieure), constatant qu'il a été versé au Trésor public, les 7 et 5 novembre et 9 décembre 1896, par les chambres de commerce de Saint-Brieuc, de Rouen et du Havre, une somme totale de cent trente-six mille cinq cent cinquante-neuf francs trente-quatre centimes (136,559^f 34^c), à titre de fonds de concours, pour l'amélioration des ports de Binic et de Rouen et pour la construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 février 1897.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre 178 : *Amélioration et extension des ports maritimes*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de cent trente-six mille cinq cent cinquante-neuf francs trente-quatre centimes (136,559^f 34^c), à verser, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Travaux d'amélioration du port de Binic.....	25,000 ^f 00 ^c
Travaux d'amélioration du port de Rouen.....	100,000 00
Construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville.....	11,559 34
TOTAL ÉGAL.....	136,559 34

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent et, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

uit à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

838. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 96, un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor pour Études Travaux de Chemins de fer exécutés par l'État.*

Du 20 Février 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Je rapporte du ministre des travaux publics;

La loi de finances du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 et répartition, par titre, des crédits affectés au ministère des travaux publics pour ledit exercice;

L'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾ sur la comptabilité publique, à l'emploi des fonds de concours;

Les déclarations ci-après désignées, constatant qu'il a été versé au public par divers intéressés, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'établissement de diverses lignes de chemins de fer, une somme totale de six cent sept mille neuf cent trente-deux francs, savoir :

AN- NÉE:	RÉCÉPISSÉS.		RECETTES des finances où les fonds ont été versés.	PARTIES VERSANTES.	MONTANT des versements.
	NUMÉROS	DATES.			
ANNÉE 1896.					
de....	5728	16 novembre.	Besançon.....	La commune de l'Hôpital-du-Gros-Bois.	50'
de....	522	28 novembre.	Pontarlier....	La commune de Gilley.	10,000
de....	1257	12 décembre.	Nantes.....	La commune de Pornic.	982
de....	1367	15 décembre.	Idem.....	La commune de Cheméré.	900
de....	5695	24 novembre.	Bar-le-Duc....	Le département...	50,000
de....	1851	27 octobre.	Moutiers.....	La commune de Saint-Martin-de-Belleville.	5,000
de....	1878	30 octobre.	Idem.....	La commune de Bois.	1,000
TOTAL ÉGAL.....					67,932

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 19 février 1897,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget ordinaire de l'exercice 1896, deuxième section, chapitre LII : *Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'État*, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit additionnel de soixante-sept mille neuf cent trente-deux francs (67,932^f), applicable, dans la proportion suivante, aux entreprises ci-après désignées, savoir :

Département du Doubs. — Établissement du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse (50' + 10,000')	10,000 ^f
Département de la Loire-Inférieure. — Établissement des chemins de fer nantais rachetés par l'État (982' + 900')	1,882
Département de la Meuse. — Établissement du chemin de fer de Lérrouville à Sedan.....	50,000
Département de la Savoie. — Établissement du chemin de fer d'Albertville à Moutiers (5,000' + 1,000')	6,000
TOTAL égal.....	67,932

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article précédent au moyen des ressources spéciales versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour les entreprises mentionnées audit article.

3. Le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 Février 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre des travaux publics.
Signé : A. TUREL.

N° 32839. — DÉCRET portant modification du décret du 20 mars 1895, organisant la surveillance du procureur général sur les Établissements pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie et celle du procureur de la République sur ceux de la Guyane.

Du 4 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 7 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 20 mars 1895⁽¹⁾, organisant la surveillance du procureur

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1897, n° 29431.

3. n° 1872.

— 1711 —

al sur les établissements pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie et celle
ocureur de la République sur ceux de la Guyane;
le décret du 16 décembre 1896, portant réorganisation du service
justice à la Guyane,

ART. 1^{er} :

1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 20 mars 1895 est modifié ainsi
suit :

Le procureur général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et
ocureur général de la Guyane feront, toutes les fois qu'ils le
ont nécessaire et au moins une fois par an, une tournée d'in-
ion dans les établissements pénitentiaires situés dans leur
rt.

ils pourront, en cas d'empêchement, charger de cette inspec-
en leur lieu et place, leur substitut ou le président de la cour
el.

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent
t, qui sera inséré au *Journal officiel de la République française*,
Bulletin des lois et au *Bulletin officiel des colonies*.

It à Paris, le 4 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

140. — *DÉCRET qui établit une taxe spéciale sur certaines marchandises
de provenance indirecte importées à la Guinée française.*

Du 4 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 7 avril 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre des colonies;

l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892;

l'article 3 de la loi du 7 mai 1881;

les décrets des 1^{er} août 1889⁽¹⁾, 17 décembre 1891 et 10 mars 1893,
nt organisation de la colonie de la Guinée française;

l'avis du ministre du commerce, en date du 23 novembre 1896;

section des finances, de la guerre, de la marine et des colonies du
il d'Etat entendue.

ART. 1^{er} :

1^{er}. Les produits et marchandises importés à la Guinée fran-

1^{er} série, Bull. 1279, n° 11279.

caise des pays étrangers et qui ne seraient pas originaires de ces pays seront soumis aux taxes spécifiées ci-après :

Tissus de toute nature, vêtements confectionnés, etc., vingt-cinq francs (25^f) les cent kilogrammes (100^{kg}) net;

Tabac fabriqué en feuilles, dix francs (10^f) les cent kilogrammes (100^{kg}) brut;

Poudre de traite et autres, vingt francs (20^f) les cent kilogrammes (100^{kg}) brut;

Autres marchandises, trois francs soixante centimes (3^f 60^c) les cent kilogrammes (100^{kg}) brut.

2. Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin des colonies*.

Fait à Paris, le 4 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEBON.

N° 32841. — DÉCRET qui promulgue, dans les Colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 20 juin 1896, modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile.

Du 9 Avril 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 24 avril 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 20 juin 1896, portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La loi du 20 juin 1896, portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile, est applicable dans les colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

2. Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*.

B. n° 1872.

— 1713 —

publique française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel des*
ies.

fit à Paris, le 9 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

Le Ministre des colonies,

Signé : ANDRÉ LEDON.

342. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 7, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la construction du Canal de la Saygonade (Haute-Garonne).*

Du 14 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de l'agriculture ;

la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des recettes
dépenses de l'exercice 1897 ;

l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds
concours ;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la
abilité publique ;

la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre
de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre mille
cents francs pour travaux de construction du canal de la Saygonade ;
l'avis du ministre des finances,

RÈTE :

1°. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice
un crédit de quatre mille sept cents francs (4,700^f) applicable
suit :

budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre xxxv : *Études
aux exécutés par l'État.*

Le crédit sera affecté à la construction du canal de la Saygonade.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au
des versements effectués, à titre de fonds de concours, par
département de la Haute-Garonne.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 14 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,*

Signé : J. MÉLIN.

Gazette, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32843. — *DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1897 un Crédit non employé en 1896, affecté à l'élargissement d'un Chemin forestier de la série de Blandas.*

Du 14 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu le décret du 11 juin 1896⁽¹⁾ rattachant au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1896, quatrième partie, chapitre XLIX : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de trois mille francs versée dans les caisses du Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, pour élargissement d'un chemin forestier de la série de Blandas;

Attendu que ces fonds n'ont pu être employés au titre de l'exercice 1896, que jusqu'à concurrence de deux mille deux cent un francs quarante-sept centimes;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1897, quatrième partie, chapitre L : *Restauration et conservation des terrains en montagne*, une somme de sept cent quatre-vingt-dix-huit francs cinquante-sept centimes (798^{fr} 57) applicable à l'élargissement d'un chemin forestier de la série de Blandas et employée sur les crédits ouverts, à titre de fonds de concours, au chapitre correspondant de l'exercice 1896.

2. Pareille somme de sept cent quatre-vingt-dix-huit francs cinquante-sept centimes est et demeure annulée au budget du ministère de l'agriculture, exercice 1896, quatrième partie, chapitre XLIX : *Restauration et conservation des terrains en montagne*.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours.

4. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1811, n° 31692.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 1037.

B. n° 1872.

— 1715 —

és, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
t, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 14 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

144. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
sé par le ministre des travaux publics) portant :

Est et demeure modifié, ainsi qu'il suit, le tarif annexé au décret du
1896, relatif aux droits à percevoir au bac des Cuves, sur l'Allier :

CHEVAUX ET BESTIAUX.

.....
outons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de din-
dons destinés à la vente..... 0'01"
outons, brebis, boucs, chèvres, allant au pâturage ou en reve-
nant, ou allant d'une partie à une autre d'une même propriété.... 0 005
.....

VOITURES PUBLIQUES SUSPENDUES.

.....
iture à quatre roues et à un cheval (conducteur compris) 0 30
.....

VOITURES PUBLIQUES NON SUSPENDUES.

.....
iture à quatre roues et à un cheval (conducteur compris)..... 0 25
.....

Le décret susvisé du 7 mai 1896 continuera à recevoir son exécution,
qui concerne le surplus du tarif. (*Paris, 20 Janvier 1897.*)

145. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-
sé par le ministre des travaux publics) portant :

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter pour la mise en
t le parachèvement de la ligne d'Alençon à Condé (construction de
ns de garde aux passages à niveau n° 46, 48 et 136, établissement
basé au kilomètre 42+100 et aménagement d'un franc-bord entre les
ètres 56+645 et 57+480), conformément aux dispositions des plans
aux produits par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, à la
le 9 mai 1896, lesquels resteront annexés au présent décret;

Pour l'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution desdits tra-
la compagnie des chemins de fer de l'Ouest est substituée aux droits

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de la Colonisation

Le ministre des Finances

Le ministre de l'Intérieur

Le ministre de la Justice

Le ministre de la Guerre

Le ministre de la Marine

Le ministre de l'Instruction publique

Le ministre de l'Industrie et du Commerce

Le ministre de l'Enseignement technique

Le ministre de l'Hygiène, de l'Assistance publique et de la Prévoyance sociale

Le ministre de l'Économie générale

Le ministre de l'Énergie

Le ministre de l'Équipement

Le ministre de l'Urbanisme

Le ministre de l'Aménagement du territoire

réduit sera affecté aux travaux de curage du nouveau Vistre

sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au des versements effectués, à titre de fonds de concours, par communes du Cailar et de Saint-Laurent-d'Aigouze.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

à Paris, le 14 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

150. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à l'entretien de l'École de laiterie de Poligny (Jura).

Du 21 Avril 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'agriculture;

la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des recettes et dépenses de l'exercice 1897;

l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

la déclaration ci-annexée, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de six mille francs pour entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura);

sur l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit de six mille francs (6,000^f) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A), chapitre VIII : *Subventions à diverses institutions agricoles*.

Ce crédit sera affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des versements effectués, à titre de fonds de concours, par le département du Jura.

3. Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,
Signé : J. MÉLINE.

N° 32851. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la Remonte des Haras.

Du 21 Avril 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1897 ;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 sur l'emploi des fonds de concours ;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu les cent seize déclarations ci-annexées, constatant le versement au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, d'une somme de quatre cent cinquante-trois mille deux cent quatre francs soixante-huit centimes, prélèvement d'un pour cent sur le pari mutuel en faveur de l'élevage ;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1897, un crédit de quatre cent cinquante-trois mille deux cent quatre francs soixante-huit centimes (453,204^{fr} 68) applicable comme suit :

Budget ordinaire, troisième partie (état A) :

CHAP. XXXI. Remonte des haras.....	447,804 ^{fr} 68
CHAP. LX. Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses....	5,400 ^{fr} 00
Total.....	453,204^{fr} 68

(1) XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

B. n° 1873.

— 1723 —

5 crédits seront affectés aux dépenses prévues par la loi du 2 juin
décret du 7 juillet 1891.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par le présent décret au
en des versements effectués, à titre de fonds de concours, par les
tés de courses.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances sont
gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
et, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

fait à Paris, le 21 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Agriculture,

Signé : J. MÉZAN.

1852. — DÉCRET qui rapporte le Décret du 20 juillet 1896 relatif à
exportation en France des Drilles, Chiffons, Linges, Hardes, etc., venant
Egypte.

Du 23 Avril 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 4 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport des ministres de l'intérieur et des finances;

1. le décret du 20 juillet 1896 ⁽¹⁾ qui a interdit jusqu'à nouvel ordre
portation en France des drilles et chiffons ainsi que des linges de corps,
es, vêtements portés et objets de literie tels que matelas, couver-
s, etc. (non transportés comme bagages) venant d'Egypte;
l'avis du comité de direction des services de l'hygiène,

CHÈRE :

ART. 1^{er}. Le décret susvisé du 20 juillet 1896 est rapporté.

Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont
gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
et, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

fait aux Sables-d'Olonne, le 23 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOL.

N° 32853. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des finances, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor par divers communes du département de Meurthe-et-Moselle pour les Dépenses du recensement de leur Cadastre.*

Du 2 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 7 août 1850, portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851;

Vu la loi du 18 juillet 1892, relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1893;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes pour l'exercice 1897;

Vu les déclarations de versement tenant lieu de récépissés, constatant le versement par le trésorier-payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, d'une somme de six mille huit cent soixante-treize francs soixante-deux centimes, représentant la part contributive des communes de Betainvillers, Saint-Germain, Villacourt, Saint-Remimont et Velaive-sous-Amance dans les frais de renouvellement de leur cadastre;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique,

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1897, un crédit de six mille huit cent soixante-treize francs soixante-deux centimes (6,873¹/₆₂) au chapitre LXXI du budget dudit exercice : *Frais d'arpentage et d'expertise — Cadastre primitif.*

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources versées au Trésor à cet effet, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10517.

854. — DÉCRET portant réglementation du cadre du Personnel chargé du service de la Police de la ville de Roubaix.

Du 2 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

la proposition du ministre de l'intérieur;

la loi du 5 avril 1884;

les décrets des 17 avril 1889⁽¹⁾ et 15 juin 1892⁽²⁾;

la délibération du conseil municipal de Roubaix, en date du 24 décembre 1896,

DÉCRETE :

Art. 1^{er}. Le cadre du personnel de la police de la ville de Roubaix est fixé conformément au tableau ci-annexé.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Mai 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE.**

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : **LOUIS BARTHOU.**

Tableau portant réglementation du cadre du personnel chargé de la police de la ville de Roubaix.

- 1 commissaire central,
- 4 commissaires d'arrondissement,
- 1 secrétaire-chef,
- 1 secrétaire en second,
- 4 secrétaires d'arrondissement,
- 1 inspecteur de police,
- 2 sous-inspecteurs,
- 6 brigadiers,
- 5 sous-brigadiers,
- 87 agents,
- 2 gardes champêtres.

BRIGADE DE SÛRETÉ.

- 1 inspecteur,
- 1 brigadier,
- 14 agents.

N° 32855. — *DÉCRET concernant l'Établissement et l'Inspection des Crèches.*

Du 2 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 26 février 1862 ⁽¹⁾, concernant les crèches;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1862, ayant le même objet;

Vu les délibérations du conseil supérieur de l'assistance publique, en date des 10 et 11 mars 1897;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La crèche a pour objet de garder et de soigner les enfants en bas âge pendant les heures de travail de leur mère.

Les enfants y reçoivent jusqu'à ce qu'ils puissent entrer à l'école maternelle, ou jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur troisième année, les soins hygiéniques et moraux qu'exige leur âge.

2. Nulle crèche n'est ouverte sans l'autorisation du préfet : cette autorisation n'est refusée que lorsque les locaux destinés à la crèche ne satisfont pas aux conditions indispensables d'hygiène ou lorsque les personnes qui doivent être préposées à l'établissement ne présentent pas des garanties suffisantes.

3. L'arrêté préfectoral qui autorise l'ouverture d'une crèche fixe le nombre des enfants qui pourront être réunis.

4. Les personnes ou les sociétés qui possèdent une crèche adressent au préfet un représentant auquel sont adressées les notifications prévues par le présent décret et par le règlement pour l'exécution de l'article ci-dessous.

5. Le ministre de l'intérieur et le préfet ont le droit de faire inspecter les crèches par leurs délégués; ils se font rendre compte périodiquement du fonctionnement des crèches et s'assurent qu'elles se conforment aux conditions qui leur sont imposées.

6. Si le préfet juge que par une installation défectueuse ou par défaut de soins, une crèche met en danger la vie ou la santé des enfants, il ordonne la fermeture provisoire de cette crèche. Le représentant de l'établissement est mis en demeure de remédier aux défectuosités signalées. Après trois mises en demeure restées sans effet et sur avis conforme du conseil départemental d'hygiène, l'installation accordée à la crèche est retirée.

7. En cas d'épidémie survenue dans une crèche cette crèche est fermée soit par les personnes ou les sociétés qui la possèdent, soit

(1) XI^e série, Bull. 1869, n° 10019.

par le préfet; elle n'est réouverte qu'après que le préfet a fait constater qu'elle a été désinfectée.

Le ministre de l'intérieur détermine par un règlement : 1° les notions d'hygiène que doit remplir tout local affecté à une crèche, que celles qui doivent être observées dans la tenue de l'établissement;

Les garanties exigées des directrices de crèches et des personnes dans les crèches, donnent des soins aux enfants;

Les registres que les directrices de crèches doivent tenir.

Le décret susvisé du 26 février 1862 est abrogé.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent

à Paris, le 2 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

3686. — DÉCRET relatif aux experts médecins devant les Tribunaux en Algérie.

Du 3 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 25 mai 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre;

la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, et notamment les paragraphes 2 et 3 de l'article 14, ainsi conçus :

« Le règlement d'administration publique, revisera les tarifs du décret du 1811 ⁽¹⁾ en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins.

« Le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles devra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux ;

l'article 35 de la loi précitée, portant :

« Les règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies et fixeront les conditions transitoires ou spéciales qu'il sera nécessaire d'édicter ou de prescrire ; »

le décret du 7 août 1896 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique sur l'application à l'Algérie de la loi précitée;

le avis du conseil consultatif du gouvernement de l'Algérie, en date du 1896;

le décret du 28 juin 1891 ⁽³⁾, contenant règlement pour l'administra-

tion publique de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police et tarif général des frais;
Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE I^{er}.

DES CONDITIONS DANS LESQUELLES EST CONFÉRÉ LE TITRE D'EXPERT MÉDECIN DEVANT LES TRIBUNAUX.

ART. 1^{er}. Au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée, la cour d'appel d'Alger, en chambre du conseil, le procureur général entendu, désigne, sur les listes de propositions des tribunaux de première instance du ressort, des docteurs en médecine à qui elle confère le titre d'expert devant les tribunaux.

La désignation de médecins militaires ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation de l'autorité militaire supérieure dont ils dépendent.

2. Les propositions du tribunal et les désignations de la cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la cour d'appel.

3. En dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui n'aurait pas le titre d'expert. Toutefois, suivant les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent.

En cas d'empêchement des médecins experts résidant dans l'arrondissement et s'il y a urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine français de leur choix.

CHAPITRE II.

DES HONORAIRES, VACATIONS, FRAIS DE TRANSPORT ET DE SÉJOUR DES EXPERTS MÉDECINS.

4. Chaque médecin requis par des officiers de justice ou de police judiciaire ou commis par ordonnance, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle, reçoit à titre d'honoraires :

- 1^o Pour une visite avec premier pansement, huit francs (8^{fr});
- 2^o Pour toute opération autre que l'autopsie, dix francs (10^{fr});
- 3^o Pour autopsie avant inhumation, vingt-cinq francs (25^{fr});
- 4^o Pour autopsie après exhumation, trente-cinq francs (35^{fr}).

Au cas d'autopsie d'un nouveau-né, les honoraires sont de quinze et vingt-cinq francs (15 et 25^{fr}), suivant que l'opération a eu lieu avant inhumation ou après exhumation.

Le rapport écrit donne droit au minimum à une vacation de francs (5').

Le coût des fournitures reconnues nécessaires pour les opérations est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

Il n'est rien alloué pour soins et traitements administrés soit avant le premier pansement, soit après les visites ordonnées d'office.

En cas de transport à plus de deux kilomètres (2^{km}) de leur résidence, les médecins reçoivent, par kilomètre parcouru, en allant et revenant :

Vingt centimes (20^c) si le transport a été effectué en chemin de fer.

Soixante centimes (60^c) si le transport a eu lieu autrement.

Dans le cas où les médecins sont retenus dans le cours de leur voyage par force majeure, ils reçoivent une indemnité de dix francs par chaque journée de séjour forcé en route, à la condition de produire, à l'appui de leur demande d'indemnité, un certificat du juge de paix ou du maire de la localité, constatant la cause du séjour forcé.

Il est alloué aux médecins, outre les frais de transport, s'il y a lieu, une vacation de cinq francs (5') à raison de leurs dépositions, devant un tribunal, soit devant un magistrat instructeur.

Les médecins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où se trouve le tribunal, soit le juge d'instruction devant lequel ils sont appelés, il leur est alloué, sur leur demande, une indemnité de dix francs (10') par chaque journée de séjour forcé.

2. Sont abrogées toutes les dispositions du décret du 18 juin 1892 en ce qu'elles ont de contraire au présent chapitre.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

1. Les officiers de santé reçus antérieurement au 1^{er} décembre 1892 et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 de la loi du 30 novembre 1892 peuvent être portés sur la liste d'experts près les tribunaux s'ils réunissent les conditions de nationalité et de résidence prévues à l'article 2 du présent décret. Ils ont droit aux mêmes honoraires, vacations, frais de transport et de séjour que les docteurs en médecine.

2. Le tarif prévu au chapitre II du présent décret ne sera appliqué qu'aux opérations requises postérieurement à sa publication.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, le ministre de l'intérieur et le ministre de la guerre sont chargés, cha-

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera
publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé: **FÉLIX FAURE**

Le Ministre de la guerre,

Signé: **BARLOT**.

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé: **J. DARLAN**.

Le Ministre de l'Instruction,

Signé: **LOUIS BARTHU**.

N° 32857. — *DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Saint-Béat
(Haute-Garonne) à tenir des Audiences foraines à Cierp.*

Du 3 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 29 ventôse an 12;

Vu l'article 49 du code de procédure civile;

Vu la loi du 21 mars 1896;

Vu les délibérations, en date des 31 mai et 22 décembre 1896, par
lesquelles le conseil municipal de Cierp (Haute-Garonne) a émis le vœu que
le juge de paix du canton de Saint-Béat fût autorisé à tenir des audiences
foraines à Cierp et voté une indemnité pour ce magistrat et son greffier.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne)
est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémen-
taire à Cierp.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est
chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé: **FÉLIX FAURE**

Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,

Signé: **J. DARLAN**.

N° 32858. — *DÉCRET relatif à l'Affranchissement des lettres de convocation
aux examens expédiées par les recteurs d'Académie, les doyens des facultés,
les directeurs des Écoles supérieures du Gouvernement et les inspecteurs
des Académies.*

Du 6 Mai 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 12 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 mars 1889, portant que la taxe applicable aux extra-

pondances officielles non affranchies, expédiées sous le contreseing de fonctionnaires désignés par décret, et ne possédant pas la franchise postale avec les destinataires, est égale à la taxe d'affranchissement préalable dont ces correspondances étaient passibles;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 s'appliquera aux lettres de convocation, aux examens, circulant dans les conditions déterminées par ladite loi et expédiées par les recteurs d'Académie, les doyens des facultés, les directeurs des écoles supérieures du gouvernement et les inspecteurs des académies.

2. La disposition qui précède sera exécutoire à partir du 1^{er} juin 1897.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRI BOUCHER.

N° 32859. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1897, un Crédit destiné au paiement de Dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Construction et à la Navigation.

Du 6 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine »;

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897;

⁽¹⁾ *Moniteur*, Bull. 2577, n° 14639.

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de cent trente-deux mille cent vingt-six francs vingt deux centimes (132,126' 22) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2^o de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1897, au chapitre spécial ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles, et subventions aux chambres de commerce et à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues encaissées, en 1897, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,
Signé : G. BESNARD.

N^o 32860. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la location du Magasin d'habillement de Nantes.

Du 7 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Nantes, le 3 février 1887, par laquelle cette ville s'engage à contribuer, pour une somme de

ois mille francs par an, à la dépense de location des immeubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la place;

Vu la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs, représentant la part de cette contribution afférente au dixième semestre 1896, a été versée au Trésor, par ladite ville, le 13 mai 1897;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897,

DÉCRETS :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre xxxiv, *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^{fr}), qui sera affecté à la location du magasin central d'habillement de Nantes.

2. Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

N° 32861. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des listes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 7 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, additionnellement aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895;

Vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique;

Vu l'avis du ministre des finances;

Considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10577.

services prévus au budget des exercices ci-dessus désignés et que le montant n'excède pas les crédits restant à réaliser en clôture d'exercice.

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de vingt-quatre mille huit cent huit francs quatre-vingt-dix centimes (24,808⁹⁹), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

Exercices.	1 ^{re} section.	2 ^e section.	TOTAL.
Exercice 1893.....	145 ⁰⁰	71 ²⁷	116 ²⁷
Exercice 1894.....	1,959 16	6,910 36	8,869 52
Exercice 1895.....	13,721 85	3,099 25	16,821 10
TOTAUX.....	15,826 01	8,832 98	24,658 99

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces crédits sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 121 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre de la guerre,
Signé : **BILLOT.**

N° 32862. — DÉCRET portant homologation des Plans de délimitation et de procès-verbaux de bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Belfort.

Du 9 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et places mi-

taires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les ouvrages ci-après de la place de Belfort, les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort du Ballon de Servance et sa batterie annexe

Procès-verbal de bornage du 30 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 29 décembre 1881.

Ouvrage du Haut-Bois :

Procès-verbal de bornage du 5 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 27 mai 1889.

Ouvrage de Fougères :

Procès-verbal de bornage du 3 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 27 mai 1889.

Batteries de Chèvremont :

Procès-verbal de bornage du 9 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

Batteries de Méroux :

Procès-verbal de bornage du 1^{er} octobre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

Batterie de la Tête des Planches :

Procès-verbal de bornage du 21 septembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

Batterie de Dorans :

Procès-verbal de bornage du 23 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 720, et Bull. 105, n° 882.

ARTICLE 2. — Le Ministre de l'Intérieur, sur l'approbation du présent décret, pourra en autoriser l'exécution et en insérer au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre de l'Intérieur

Signé : J. DARBAN.

Ministre de la justice et des cultes,

Signé : LOUIS BARTHÉLEMY.

Signé : J. DARBAN.

N° 32858. — DÉCRET relatif au Juge de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne) et aux audiences foreuses à Cierp.

Du 3 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le rapport en date des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 29 mars 1889;

Vu l'arrêté en date du 20 décembre 1896;

Vu la loi du 22 mars 1897;

Sur les observations en date des 31 mai et 22 décembre 1896, par lesquelles le conseil municipal de Cierp (Haute-Garonne), a émis le vœu que le juge de paix du canton de Saint-Béat fût autorisé à tenir des audiences foreuses à Cierp et pour une indemnité pour ce magistrat et son greffier.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne) est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémentaire à Cierp.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice et des cultes,

Signé : J. DARBAN.

N° 32858. — DÉCRET relatif à l'Affranchissement des lettres de convocation aux examens expédiées par les recteurs d'Académie, les doyens des facultés, les directeurs des Ecoles supérieures du Gouvernement et les inspecteurs des Académies.

Du 6 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 12 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 29 mars 1889, portant que la taxe applicable aux lettres

ances officielles non affranchies, expédiées sous le contreseing de fonctionnaires désignés par décret, et ne possédant pas la franchise postale les destinataires, est égale à la taxe d'affranchissement préalable dont correspondances étaient passibles;

Le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes;

CARTE :

Art. 1^{er}. La taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 s'appliquera aux lettres de convocation, aux examens, circulant dans les conditions déterminées par ladite loi et expédiées par les recteurs, les doyens, des facultés, les directeurs des écoles supérieures du gouvernement et les inspecteurs des académies.

La disposition qui précède sera exécutoire à partir du 1^{er} juin

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRI BOUCAU.

1889. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1897, un Crédit destiné au paiement de Dépenses et fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Confection et à la Navigation.

Du 6 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

En l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « il est des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes imputées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera imputé parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine »; En le décret, en date du 25 juillet 1893 (1), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893; En la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897;

Journal officiel, Bull. 2577, n° 18939.

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, une somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvement de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de cent trente-deux mille cent vingt-six francs vingt deux centimes (132,126¹/₂) destiné au paiement : 1^o de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2^o de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1897, au chapitre spécial ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles, et subventions aux chambres de commerce et à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.*

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues encaissées, en 1897, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 6 Mai 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.
Le Ministre de la marine,
Signé : G. BISSARD.

N^o 32860. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, affecté à la location du Magasin d'habillement de Nantes.

Du 7 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1896;

Vu la convention passée entre l'État et la ville de Nantes, le 3 février 1887, par laquelle cette ville s'engage à contribuer, pour une somme de

mille francs par an, à la dépense de location des immeubles occupés par le magasin central d'habillement et de campement de la place;

la déclaration constatant qu'une somme de mille cinq cents francs, représentant la part de cette contribution afférente au dixième semestre, a été versée au Trésor, par ladite ville, le 13 mars 1897;

l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, relatif aux fonds de concours; la lettre du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897,

CRÈTES :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le chapitre XXXIV : *Habillement et campement — Matériel d'exploitation*, de la première section du budget de l'exercice 1896, un crédit de mille cinq cents francs (1,500^f), qui sera affecté à la location du magasin central d'habillement de Nantes.

Il sera pourvu à ce crédit au moyen de la somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, par la ville de Nantes.

Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BILLOT.

1861. — *Décret qui ouvre au Ministre de la guerre un Crédit supplémentaire en augmentation des restes à payer constatés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895.*

Du 7 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de la guerre;

vu l'état des créances liquidées à la charge du ministère de la guerre, inscrites au budget aux restes à payer et aux droits constatés arrêtés par les Comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895;

vu l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ sur la comptabilité publique; vu l'avis du ministre des finances;

considérant que, aux termes de l'article 126 précité, les créances comprises dans l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles concernent des

services prévus au budget des exercices ci-dessus désignés et que le montant n'excède pas les crédits restant à annuler en clôture d'exercice.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, en augmentation des droits constatés et des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs des exercices 1893, 1894 et 1895, un crédit supplémentaire de vingt-quatre mille huit cent huit francs quatre-vingt-dix centimes (24,808^f 99), montant des créances qui ont été liquidées à la charge de ces exercices, savoir :

EXERCICES.	1 ^{re} SECTION.	2 ^e SECTION.	TOTAL.
Exercice 1893.....	145 ^f 00 ^c	74 ^f 2 ^c	219 ^f 12 ^c
Exercice 1894.....	1.959 16 ^f	6.910 46 ^f	8.869 62 ^f
Exercice 1895.....	13.721 85 ^f	2.998 26 ^f	16.720 11 ^f
TOTAUX.....	15,826 01^f	8,982 98^f	24,808 99^f

2. Le ministre de la guerre est autorisé à ordonnancer ces crédits sur les chapitres spéciaux ouverts pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 11 du décret du 31 mai 1862.

3. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources générales de l'exercice courant.

4. Le ministre de la guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 Mai 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**

Le Ministre des finances,
Signé : **GEORGES COCHERY.**

Le Ministre de la guerre,
Signé : **BILLOT.**

N° 32862. — DÉCRET portant homologation des Plans de délimitation et de procès-verbaux de bornage des zones de servitudes des divers ouvrages dépendant de la place de Belfort.

Du 9 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes mili-

ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;
 Le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois
 et le rapport du ministre de la guerre,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour les zones ci-après de la place de Belfort, les plans de délimitation et procès-verbaux de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Fort du Ballon de Servance et sa batterie annexée :

Procès-verbal de bornage du 30 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 29 décembre 1889.

Ouvrage du Haut-Bois :

Procès-verbal de bornage du 5 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 29 mai 1889.

Ouvrage de Fougerais :

Procès-verbal de bornage du 3 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la première série par la loi du 29 mai 1889.

Batteries de Chèvremont :

Procès-verbal de bornage du 9 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 29 mai 1889.

Batteries de Méroux :

Procès-verbal de bornage du 1^{er} octobre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 29 mai 1889.

Batterie de la Tête des Planches :

Procès-verbal de bornage du 21 septembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 29 mai 1889.

Batterie de Dorans :

Procès-verbal de bornage du 23 novembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 29 mai 1889.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 720, et Bull. 105, n° 882.

Batterie de Sévenans :

Procès-verbal de bornage du 10 septembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

Batterie de Bromont :

Procès-verbal de bornage du 1^{er} septembre 1896.

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32863. — DÉCRET portant homologation du plan de délimitation et du bornage des zones de servitudes de la batterie de Toga, à Bastia.

Du 9 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage des zones de servitudes, visés et approuvés par le ministre de la guerre.

Batterie de Toga, à Bastia :

Ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du 27 mai 1889.

Procès-verbal de bornage du 1^{er} octobre 1896.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 91, n° 720, et Bull. 105, n° 882.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
et, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

861. — DÉCRET portant homologation du plan de délimitation et bornage
de la zone des servitudes de la batterie du Creux-Saint-Georges, à
Toulon.

Du 9 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concer-
nant le classement et la conservation des places de guerre et postes mili-
taires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifica-
tions pour la défense de l'État.

le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois
citées;

sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués pour l'ouvrage
ci-dessus, le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage de la
zone des servitudes, visés et approuvés par le ministre de la
guerre, savoir :

Batterie du Creux-Saint-Georges, à Toulon :

l'ouvrage classé comme poste de la deuxième série par la loi du
21 mai 1889.

le procès-verbal du 7 janvier 1897.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent
décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 9 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32865. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.*

Du 11 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1863 et l'article 31 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre, pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 16 mars 1897, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du premier trimestre 1897 de la subvention faite par la ville d'Alger à son école nationale des beaux-arts;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algérie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450⁰) applicable aux dépenses de l'établissement précité.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 11 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBADO.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1866. — DÉCRET qui accorde la Franchise postale à la Correspondance officielle échangée entre le contrôleur civil à Gafsa (Tunisie) et le commandant supérieur du Cercle de Tébessa (Algérie).

Du 12 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 27 novembre 1844⁽¹⁾ sur les postes postales;

l'article 8 de la convention intervenue entre la France et la Régence nîs, le 20 mars 1888;

le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes,

ARRÊTE :

1. 3) Est admise à circuler en franchise, par la poste, sous es, la correspondance officielle échangée entre le contrôleur à Gafsa (Tunisie) et le commandant supérieur du cercle de Tébessa (Algérie).

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

1887. — DÉCRET qui fixe la Tasse d'affranchissement des Colis postaux expédiés par la voie de Roumanie (via Constantza) à destination des bureaux postaux établis en Turquie.

Du 12 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 19 mai 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 3 mars, 12 et 13 avril 1892;

les décrets des 24 septembre 1881⁽²⁾ et 27 juin 1892⁽³⁾;

la notification du bureau international de l'Union postale universelle

IX^e série, Bull. 1154, n° 11656.

(2) XII^e série, Bull. 1499, n° 25415.

XI^e série, Bull. 685, n° 11599 et
O.

relative à la majoration de la taxe applicable aux colis postaux à destination des bureaux autrichiens établis en Turquie;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La taxe à percevoir en France, en Corse, en Algérie et dans les bureaux ou établissements français à l'étranger, pour l'affranchissement des colis postaux expédiés par la voie de Roumanie (jus Constantza) à destination des bureaux autrichiens établis en Turquie, est augmentée de vingt-cinq centimes.

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui est inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

Signé : HENRY BOUCHER.

N° 32368. — DÉCRET qui nomme deux membres de la Commission des comptes des Ministres pour l'exercice 1892 et l'année 1893.

Du 12 Mai 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 18 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 22 décembre 1893⁽¹⁾, relatif à la commission de vérification des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1892 et l'année 1893;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission chargée de l'examen des comptes rendus par les ministres pour l'exercice 1892 et l'année 1893 :

MM. Camille Lyon, conseiller d'État, en remplacement de M. Marquès di Braga;

Michel Tardit, maître des requêtes au Conseil d'État, en remplacement de M. Camille Lyon.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1604, n° 27441.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.
Fait à Paris, le 12 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

32869. — *DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Tartas (Landes) à tenir des Audiences foraines à Rion.*

Du 14 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;
la loi du 29 ventôse an IX;
l'article 42 du Code de procédure civile;
la loi du 21 mars 1896;
la délibération du 21 mai 1896, par laquelle le conseil municipal de (Landes) a émis le vœu que le juge de paix du canton de Tartas fût autorisé à tenir des audiences foraines à Rion et voté une indemnité pour le greffier;
Conseil d'État entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Tartas (Landes) est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémentaire à Rion.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,
Signé : J. DARLAN.

32870. — *DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Saint-Clair (Manche) à tenir des Audiences foraines à Cerisy-la-Forêt.*

Du 14 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la loi du 29 ventôse an IX;

Vu l'article 42 du code de procédure civile;

Vu la loi du 21 mars 1896;

Vu les délibérations des 19 août, 27 septembre 1896 et 14 février 1897 par lesquelles le conseil municipal de Cerisy-la-Forêt (Manche) a émis le vœu que le juge de paix du canton de Saint-Clair fût autorisé à tenir des audiences foraines à Cerisy-la-Forêt et voté une indemnité pour ce mandat et son greffier;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Saint-Clair (Manche), est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémentaire à Cerisy-la-Forêt.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Mai 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : **J. DARRAS**.

N° 32871. — **DÉCRET** qui attribue au Département de l'instruction publique un crédit supplémentaire ouvert par la loi du 8 avril 1897, pour l'exercice 1897, pour l'inscription des pensions civiles.

Du 18 Mai 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 23 mai 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 20 de la loi du 9 juin 1853;

Vu l'article 51 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892;

Vu le règlement d'administration publique du 8 août 1892;

Vu la loi du 8 avril 1897, qui a ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1897, pour l'inscription des pensions civiles, un crédit supplémentaire de cent mille francs;

La section des finances du Conseil d'État entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit supplémentaire de cent mille francs (100,000) ouvert sur l'exercice 1897, pour l'inscription des pensions civiles,

par application de la loi du 9 juin 1853, est attribué au
ment de l'instruction publique.

seront imputées sur ce crédit que les pensions résultant
sont à la retraite prononcées du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les ministres des finances et de l'instruction publique ont
chaque en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Paris, le 18 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Ministre des finances,

é : GEORGES COCHERY.

1. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des
arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés
pour les Dépenses de l'Observatoire de Toulouse.

Du 18 Mai 1897.

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget général
des ét des dépenses de l'exercice 1897;
délibération du conseil municipal de Toulouse, en date du 30 dé-
1871, par laquelle cette ville s'est engagée à verser annuellement
une de dix mille francs pour acquitter les dépenses de son obser-

déclaration délivrée par le trésorier-payeur général de la Haute-
Garonne, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 29 mars dernier, par le
conseil municipal de Toulouse, une somme de cinq mille francs à titre
de sur la subvention de la ville;

Article 13 de la loi du 8 juin 1843 et l'article 52 du décret du
1862 (1);

avis du ministre des finances, en date du 14 mai 1897.

RE :

1°. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des
arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un
le cinq mille francs (5,000), représentant la moitié de la
allocation applicable aux dépenses de l'observatoire de Toulouse
l'année courante.

La somme sera rattachée au chapitre XXIII : *Observatoires des
sciences*, du budget des dépenses de l'exercice 1897.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMEAU.

N° 32873. — DÉCRET qui conserve la qualité d'officier de police judiciaire des Administrateurs et Adjointes de communes mixtes placés hors cadres et à la disposition du Service de la sûreté générale.

Du 19 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 30 avril 1872 ⁽¹⁾, conférant les attributions d'officier de police judiciaire aux chefs de circonscriptions cantonales;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 21 décembre 1875, supprimant la dénomination de « circonscriptions cantonales » et remplaçant par celle de « commune mixte »;

Vu le décret du 3 octobre 1878 ⁽²⁾, conférant les attributions d'officier de police judiciaire aux adjoints titulaires, aux administrateurs de communes mixtes;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 26 septembre 1875, plaçant hors cadres et mettant à la disposition du service de la sûreté générale un certain nombre d'administrateurs et adjoints de communes mixtes;

Considérant que si de la combinaison des divers textes ci-dessus énumérés, il résulte que la qualité d'officier de police judiciaire appartient aux administrateurs et adjoints titulaires, aux administrateurs des communes mixtes, aucun texte de loi ou décret n'a jusqu'à présent reconnu cette qualité aux administrateurs et adjoints de communes mixtes placés hors cadres et à la disposition du service de la sûreté générale;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de la sécurité, que ces personnes placées aux chefs-lieux de certains arrondissements pour s'occuper notamment de la police des indigènes puissent assurer dans la région où ils ont la surveillance, le service de la police judiciaire et qu'il y a lieu, lors, de leur faire conférer ce mandat par une disposition formelle;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice, des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les administrateurs et les adjoints de communes mixtes

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 95, n° 1183.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1197, n° 1912.

n° 1873.

— 1745 —

des cadres et mis à la disposition du service de la sûreté conservent leur qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice et des cultes, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du décret.

Paris, le 19 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHOU.

Signé : J. DARLAN.

174. — DÉCRET qui attribue aux Inspecteurs de la police de sûreté, Chefs de poste, la qualité d'Officier de police judiciaire.

Du 19 Mai 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, en date des 10 février 1890, et 10 janvier 1892, instituant un service de sûreté dans les départements d'Alger, de Constantine et d'Oran;

Décret du 24 mars 1892, qui réorganise en Algérie le service de la sûreté et place à la tête de chaque brigade de ce service un commissaire qui, en tant que commissaire de police, jouit, aux termes des articles 11 du Code d'instruction criminelle, de la qualité d'officier de police judiciaire;

Considérant que les inspecteurs de la sûreté détachés comme chefs de poste dans certains centres y tiennent les fonctions et place d'un commissaire de police, en même temps qu'ils y remplissent des fonctions analogues à celles d'un sous-officier de gendarmerie, chef de brigade, officier de police judiciaire, en vertu du décret du 30 avril 1872 (1);

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les inspecteurs de la police de sûreté, chefs de poste, officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République,

Les fonctionnaires transmettent, sans délai, au procureur de la République, les procès-verbaux, actes, pièces et instruments dressés par eux, et, en cas d'arrestation de l'inculpé, ils le mettent à la disposition.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice et des cultes.

cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHES.

N° 32875. — DÉCRET relatif aux pouvoirs et attributions des inspecteurs de la police de sûreté de l'Algérie.

Du 19 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les arrêtés du gouverneur général de l'Algérie en date des 10 février et 21 avril 1890 et 10 janvier 1891, instituant un service de sûreté dans les départements d'Alger, de Constantine et d'Oran;

Vu l'arrêté du 24 mars 1892 complétant et réorganisant ce service;

Considérant que le service de la police de sûreté a été organisé en Algérie en grande partie pour suppléer à l'insuffisance du nombre des brigades de gendarmerie, et que les attributions de ses inspecteurs sont analogues à celles des gendarmes;

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de la sécurité, que les procès-verbaux de ces inspecteurs soient munis de la force probante;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. Les procès-verbaux des inspecteurs de la police de sûreté de l'Algérie font foi en justice dans les limites et sous les règles tracées par l'article 498 du décret du 1^{er} mars 1854, pourvu qu'ils soient conformes au règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé : LOUIS BARTHES.

76. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

1^{er}. Sont autorisés : 1^{er} l'exécution des travaux de dragages à exécuter Loire pour approfondir le chenal du fleuve, tant en amont qu'en aval du maritime ; 2^o l'acquisition du matériel de dragages nécessaire à l'entretien dudit approfondissement, conformément aux décisions de la décision ministérielle du 28 juillet 1895 et aux avis du général des ponts et chaussées en date des 2 juin et 20 juillet

Il est pris acte de l'engagement souscrit par la chambre de commerce de la Loire, ainsi qu'il résulte de sa délibération en date du 24 mars 1896, par laquelle l'État une subvention d'un million de francs pour l'exécution des travaux de dragages et l'achat du matériel, évalués ensemble à un million cent mille francs.

Le montant de ce subside sera versé au Trésor par acomptes successifs

l'importance des versements partiels et l'époque à laquelle ils devront être effectués seront déterminées par le ministre des travaux publics.

Le reste de la dépense, évaluée à neuf cent mille francs, mis à la charge de l'État, sera imputé sur les crédits ouverts annuellement à la section du budget du département des travaux publics pour l'entretien des rivières. (Paris, 13 Janvier 1897.)

77. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant :

Sont déclarés d'utilité publique, conformément aux dispositions générales de l'avant-projet présenté par le syndicat de Mongauzy (Gironde), les travaux à exécuter par ce syndicat pour la régularisation et le redressement des rives de l'association, sur la rive droite de la Garonne.

Le syndicat de Mongauzy est autorisé à procéder à l'acquisition des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, en se conformant aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 ;

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux n'ont pas été accomplies dans un délai de cinq ans, à dater du présent décret. (Paris, 20 Janvier 1897.)

878. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui autorise le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs de trois mille francs fait par M^{me} Millevoye, veuve du général de ce nom, à chacun des trois régiments d'infanterie indiqués ci-après, savoir :

Le 60^e d'infanterie,

Le 18^e d'infanterie,

Et le 1^{er} régiment de tirailleurs algériens.

Chaque somme de trois mille francs sera convertie en un titre de rente pour cent sur l'État français portant l'immatriculation suivante :

« Le ministre de la guerre : legs fait par M^{me} veuve Milot au 60^e régiment d'infanterie, ou (18^e régiment d'infanterie), ou (1^{er} régiment de tirailleurs algériens). »

Les arrérages de chacun de ces titres de rente seront remis chaque année, par le colonel intéressé, sous le nom de *prix Milot*, au soldat le plus méritant de son régiment. (Paris, 31 Mars 1897.)

ERRATA.

XII^e série. *Bulletin des lois* n° 1861. — Décret du 31 décembre 1896, qui donne authentiques les tableaux de la population de la France.

Page 1242 :

Charente..... Angoulême, au lieu de : population totale, 50,069; population comptée à part, 5,843, il faut : population totale, 50,069; population comptée à part : 5,543.

Page 1386 :

Nord..... Frélingien (arrondissement de Lille), dernière colonne : au lieu de : 1,450, il faut : 1,452.

Page 1290 :

Pas-de-Calais..... Hénin-Liétard (arrondissement de Béthune); au lieu de : population totale, 11,981, il faut : population totale, 11,581.

Page 1292 :

Puy-de-Dôme..... Courpière (arrondissement de Thiers); au lieu de : population municipale totale, 3,340, il faut : population municipale totale, 3,440.

Page 1301 :

Seine..... Puteaux (arrondissement de Saint-Denis), dernière colonne : au lieu de : 17,769, il faut : 19,769.

Page 1808 :

Tarn-et-Garonne.... Moissac, dernière colonne; au lieu de : 4,835, il faut : 4,835.



Certifié conforme :

Paris, le 24^e Août 1897.

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1874.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1897. — *DÉCRET portant Modification du Règlement général du pilotage du quatrième arrondissement maritime.*

Du 20 Mai 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 30 mai 1897.)

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

le rapport du ministre de la marine;

la loi du 15 août 1792, le décret du 12 décembre 1806⁽¹⁾ sur le pilotage article 8 de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande;

le décret du 3 mars 1858⁽²⁾, déclarant les règlements et tarifs de pilotage annexés exécutoires dans toute l'étendue du quatrième arrondissement maritime;

les décrets des 17 mai 1861, 18 janvier 1865, 28 mai 1872, 4 juillet 1874, 13 août 1883 et 5 août 1890⁽³⁾, modifiant certains des règlements et tarifs susvisés;

l'instruction réglementaire;

l'avis du comité des inspecteurs généraux de la marine;

Conseil d'État entendu,

CRÈTE :

Art. 1^{er}. Les articles 29, 43, 88, 90, 114, 115, 116, 116 bis, 117, 123, 124, 125, 126, 127, 130, 132 et 132 bis du règlement général de pilotage pour le quatrième arrondissement maritime, en

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 129, n° 2074.

⁽²⁾ 1^{re} série, partie supplémentaire,

517, n° 7680.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1349, n° 22595.

date du 3 mars 1858, ainsi que les tarifs insérés à la suite des articles 123, 132, 138 et 155, sont remplacés par les articles et par les tarifs suivants :

« Art. 29. Le pilote embarqué sur un bâtiment de l'Etat appelé à réaliser des expériences reçoit, en outre de la taxe de pilotage telle qu'elle est fixée au tarif pour la sortie du port et la rentrée, une indemnité journalière dont les conditions d'allocation sont déterminées par le tableau ci-après :

	PRIX A RABONN DE TONNAGE DES BÂTIMENTS.					
	De 300 tonneaux et au- dessous.	De 501 à 1,000.	De 1,001 à 2,000.	De 2,001 à 3,000.	De 3,001 à 4,000.	De 4,001 à 5,000.
Pour chaque journée au cours de laquelle le bâtiment a effectué des essais, quelle que soit la distance parcourue (toute journée commencée étant due)...	18 ^f	24 ^f	30 ^f	36 ^f	42 ^f	48 ^f
Pour chaque journée passée à bord, au mouillage ou à la mer, le bâtiment ne faisant pas d'essais.....	6	6	6	6	6	6

NOTA. — Les deux indemnités ci-dessus ne peuvent se cumuler pour la même journée.

« Art. 43. Les bateaux-pilotes portent dans leurs voiles une bande peinte en noir, d'un mètre de hauteur, et, de chaque côté de cette bande, les lettres initiales de leur station, ainsi que les numéros indiqués par les commissaires de l'inscription maritime.

« Les lettres et numéros ont les dimensions fixées par l'article 103 du décret du 4 juillet 1853, portant règlement sur la pêche maritime côtière dans l'arrondissement de Rochefort.

« Les lettres adoptées pour indiquer les stations de pilotage sont les suivantes :

Station de la Rochelle — la Pallice..... L. R.

« Art. 88. Les pilotes des Sables qui conduisent un bâtiment dans les stations voisines de la leur et qui sont dans l'impossibilité constatée d'effectuer leur retour chez eux par leurs embarcations reçoivent, à titre d'indemnité de déplacement, savoir :

De l'île de Ré aux Sables.....	3 ^f
De la Rochelle ou de la Pallice aux Sables.....	20
De Rochefort aux Sables.....	25
De Saint-Gilles aux Sables.....	10
De la Barre-du-Mont et de Beaufort aux Sables.....	20

« Art. 90. Par application des termes de l'article 86, premier paragraphe, les bâtiments sortants et qui se rendent au large ou vers une autre station ont le droit de congédier le pilote en dehors du mouillage.

1874.

— 1751 —

pilote appelé par un bâtiment à destination des Sables reçoit, timent est forcé de relâcher dans les pertuis, la taxe du trajet outre de celle du trajet n° 1 ou du trajet n° 2, lorsqu'il l'a dans le port ou en rade des Sables.

STATION DES SABLES.

TARIF.

PRIX À RAISON DU TONNAGE DES BÂTIMENTS													OBSERVA- TIONS.																		
PILOTAGES.	de 100 tonneaux et au-dessous.		de 101 à 150.		de 151 à 200.		de 201 à 250.		de 251 à 300.		de 301 à 350.			de 351 à 400.		de 401 à 450.		de 451 à 500.		de 501 à 600.		de 601 à 700.		de 701 à 800.		de 801 à 900.		de 901 à 1,000.		Augmentation par tonneau au-dessus de 1,000.	
	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	
mer ou par le travers Nouck, dans le port Sables.....	22	17 00	32	37 00	42	52	62	72	82	92	102	112	0 10	Pilotages obligatoires.																	
mer ou par le travers Nouck, en rade des Sables.....	12	17 00	22	27 00	31	42	52	62	72	82	92	102	0 10																		
rade des Sables, en lans du Nouck, dans port.....	15	17 50	20	22 50	25	30	35	40	45	50	55	60	0 05																		
le travers des deux Sables dans le port.....	10	12 50	15	17 50	20	25	30	35	40	45	50	55	0 05																		
dehors du Nouck jus- qu'à l'île d'Yeu ou en rade de Saint-Gilles....	24	26 00	28	30 00	32	36	39	42	44	46	48	50	0 02	Pilotages facultatifs.																	

Les prix fixés par ce tarif sont les mêmes, que le pilote ait été ou non forcé de mouiller pendant ainsi que l'exprime l'article 17 des dispositions générales et sauf l'indemnité supplémentaire l'article 18.

Fixés par le présent tarif sont augmentés de 25 p. 0/0 de 1^{er} octobre au 31 mars.

De 2,000 tonneaux, l'augmentation par tonneau est réglée comme suit pour les bâtiments de

De 2,001 à 3,000 tonneaux.....	0 02
De 3,000 et au-dessus.....	0 01

Les prix fixés par ce tarif sont les mêmes, que le pilote ait été ou non forcé de mouiller pendant ainsi que l'exprime l'article 17 des dispositions générales et sauf l'indemnité supplémentaire l'article 18.

Les prix fixés par le présent tarif sont augmentés de 25 p. c/o du 1^{er} octobre au 31 mars.

De 2,000 tonnes, l'augmentation par tonneau est réglée comme suit pour les bâtiments de

De 2,001 à 3,000 tonnes..... 0^{fr} 02
De 3,000 et au-dessus..... 0 01

114. Les pilotes de la Rochelle—la Pallice, de l'île de Ré, station extérieure de la Charente et de Marennnes concourent eux et avec les pilotes des Sables indistinctement pour l'entrée des bâtiments venant de la mer à destination de tous les ports et des pertuis.

En conséquence, par application de l'article 10 des dispositions générales, le pilote de l'une de ces stations qui, le premier, aborde un bâtiment, en conserve la conduite jusqu'à la première station de pilotage de la station de destination.

Cette limite est ainsi fixée :

Points précis où le pilote chargé de la conduite du navire doit hisser le signal d'appel pour se faire remplacer par le pilote de la station de destination.

- 1° Pour les bâtiments à destination de la Charente ou de la Seudre : l'île d'Aix..... { Par le travers de la pointe N.-O. de l'île d'Aix, ou encore à la pointe E. de l'île, s'il l'emène par la passe entre les îles.
- 2° Pour les bâtiments à destination des ports, havres et rades proprement dits de l'île de Ré : les rades mêmes de l'île..... { A la pointe de Loix ou à la pointe de Sables-Martin, mais seulement si le bâtiment doit se rendre à l'un des ports ou havres de l'île.
- 3° Pour les bâtiments à destination des rivières du Lay et de Marans : les battures desdites rivières ou la rade de l'Aiguillon..... { Selon que le navire se présentera par le port de Breton ou celui d'Antioche, le signal sera hissé au dehors des battures desdites rivières ou à la pointe de l'Aiguillon, et il sera modifié comme suit :
Pour la rivière du Lay, le pavillon à la couleur d'artimon ;
Pour les canaux, le pavillon au grand mât ;
Pour la rivière de Marans, le pavillon au mât de misaine.
- 4° Pour les bâtiments à destination des canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm : la rade de l'Aiguillon..... { Par le travers de la pointe de Sables-Martin, le signal restera hissé jusqu'à ce que le navire trouve dans l'alignement des feux du port ou qu'il relève la poudrière dans le N.-N.-E.
- 5° Pour les bâtiments à destination du port de la Rochelle : la rade de Chef-de-Baie..... { Selon que le navire se présentera par le port de Breton ou celui d'Antioche, le signal sera hissé à l'E. et O. avec le phare de Saint-Martin ou N.-E. avec le phare de Chauveau ; dans les deux cas, le signal sera hissé jusqu'à l'arrivée en rade de la Pallice.
- 6° Pour les bâtiments à destination du port de la Pallice : la rade de la Pallice..... {

« Si le pilote qui conduit le bâtiment appartient à la station de destination, il en conserve encore la conduite jusqu'au point de mouillage ou d'amarrage.

« Dans le cas contraire et si, après avoir hissé le signal d'appel aux points précédemment désignés, il ne se présente point de pilote de la station de destination, il poursuivra sa route, comme il est dit au troisième paragraphe de l'article 10 des dispositions générales, c'est-à-dire qu'il conduira :

Jusqu'au port des Barques..... { Les bâtiments destinés pour la Charente et qui voudront donner de suite en rivière, sans à passer, suivront jusqu'à Rochefort, s'il n'est pas déterminé le port des Barques par un pilote de la station inférieure de la Charente, après avoir arboré le signal à l'approche de ce point, c'est-à-dire à deux milles de distance.

Jusqu'au banc de Charret, dit Lamouroux (baïse du Nord). { Les bâtiments destinés pour la Seudre et qui ne voudront pas mouiller en rade de l'île d'Aix, mais à poursuivre jusqu'au Chapus et même jusqu'à Tremblade, mais pas plus loin, s'il n'est pas arboré à Charret ou au Chapus par un pilote de Marennes, après avoir arboré le signal d'appel à l'approche de chacun de ces deux points, c'est-à-dire à deux milles de distance.

, n° 1874.

— 1753 —

dans les ports ou havres
de Ré.....

Les bâtiments destinés pour ces points et qui ne voudront pas mouiller sur les rades propres de l'île.

l'Aiguillon.....

Les bâtiments destinés pour le Lay et qui ne voudront pas mouiller en rade de l'Aiguillon, sauf à poursuivre jusqu'à Morigu, s'il n'est pas démonté à l'Aiguillon par un pilote du Lay, après avoir arboré le signal à l'approche de ce point, c'est-à-dire à deux milles de distance.

u Braud.....

Les bâtiments destinés pour la rivière de Marans et qui ne voudront pas mouiller en rade de l'Aiguillon, sauf à poursuivre jusqu'au port de Marans, s'il n'est pas démonté par un pilote de la rivière, après avoir arboré le signal à l'approche du Braud, c'est-à-dire à deux milles de distance.

la pointe aux Herbes ou
borge de Saint-Michel-en-
m.....

Les bâtiments destinés pour les canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm et qui ne voudront pas mouiller en rade de l'Aiguillon.

dans le port de la Ro-
s.....

Les bâtiments destinés pour ce port et qui ne voudront pas mouiller en rade de Chef-de-Baie.

dans le port de la Pal-
.....

Les bâtiments destinés pour ce port et qui ne voudront pas mouiller en rade de la Pallice.

rt. 115. Pour la sortie des bâtiments et pour les mouvements
tion à station, les droits et prérogatives des pilotes de la Ro-
-la Pallice, de l'île de Ré, de la station extérieure de la Charente
la Seudre sont distincts et définis comme suit :

POUR LA STATION DE LA ROCHELLE-LA PALLICE.

rt. 116. Les pilotes de la Rochelle-la Pallice ont le droit exclusif
nduire jusqu'aux points ci-après désignés les bâtiments sortant
m ou l'autre de ces ports pour les destinations suivantes :

a mer directement.....

Jusqu'en dehors des dangers de la Baleine ou de Chassiron.

l'île de Ré.....

Jusque sur les rades proprement dites de l'île, où ils seront relevés par les pilotes de l'île de Ré, si le bâtiment se rend dans un des ports ou havres de cette île, en ayant soin de faire le signal à Sablanceau.

les rivières du Lay et de
rans.....

Jusqu'aux battures desdites rivières ou à la rade de l'Aiguillon. Arrivés à l'un de ces points, ils seront relevés par les pilotes du Lay ou de Marans, si le bâtiment est destiné pour l'intérieur des rivières, et en ayant soin de faire le signal à la pointe de l'Aiguillon ou en dehors des battures desdites rivières.

les canaux de Luçon, de
lat-Michel-en-l'Herm ou
ur la rade de l'Aiguillon...

Jusqu'à la rade de l'Aiguillon, où ils seront relevés par les pilotes de Luçon, si le bâtiment est destiné pour les canaux, en ayant soin de faire le signal à la pointe de l'Aiguillon.

la Charente et la Seudre..

Jusqu'à l'île d'Aix, où ils seront relevés, soit par les pilotes de la station extérieure de la Charente, soit par les pilotes de Marennes, après avoir fait le signal par le travers de la pointe N.-O. de l'île d'Aix.

« Les pilotes de la Rochelle-la Pallice ont, en outre, le droit exclusif de prendre :

« 1° A Chef-de-Baie, les navires venant à destination de la Rochelle des points ci-dessus spécifiés, c'est-à-dire de l'île de Ré, des rivières du Lay et de Marans, des canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm, de la rade de l'Aiguillon, de la Charente et de la Seudre;

« 2° En rade de la Pallice, les navires venant de l'un de ces points à destination de la Pallice.

« Enfin, s'il ne se trouve pas de pilote de l'île de Ré pour relever à Chef-de-Baie ou à Sablanceau, les pilotes de la station extérieure de la Charente qui amènent des bâtiments pour la rade du pertuis Breton ou pour la mer, les pilotes de la Rochelle-la Pallice ont le droit de monter à bord de ces bâtiments à Chef-de-Baie, sans pouvoir être démontés par les pilotes de l'île de Ré, une fois le trajet commencé.

« Art. 116 bis. Les pilotes de la Rochelle-la Pallice ont, de plus, le droit, au même titre que les pilotes de l'île de Ré, d'offrir leurs services aux navires mouillés ou de passage en rade de la Pallice.

POUR LA STATION DE L'ÎLE DE RÉ.

« Art. 117. Le pertuis Breton, depuis la Baleine jusqu'à la pointe de Sablanceau, sur la côte de l'île de Ré, et depuis la pointe du Grand-Cou jusqu'à Chef-de-Baie, sur la côte du continent, est considéré comme formant une seule rade.

« Les pilotes de l'île de Ré exécutent seuls, dans les limites ci-dessus fixées, tous les mouvements des bâtiments, excepté dans les cas prévus par les articles 114, 116, 116 bis et 118, et sous la réserve des droits reconnus aux pilotes de l'Aiguillon, de Luçon, de Marans et de la Rochelle-la Pallice.

« De même encore et par extension, les pilotes de l'île de Ré ont le droit de conduire jusqu'à l'île d'Aix les bâtiments sortant de l'un des points compris dans leur parcours propre et qui sont destinés pour la Charente ou pour la Seudre.

« Dans ce dernier cas, aussi bien que lorsqu'ils conduisent des bâtiments destinés pour les rivières du Lay et de Marans, pour les canaux de Luçon et de Saint-Michel-en-l'Herm, pour la Rochelle et pour la Pallice, ils mettent le signal et ils sont relevés par les pilotes de ces stations, aux points déterminés par les paragraphes numérotés 1, 3, 4, 5 et 6 de l'article 114.

POUR LA STATION EXTÉRIEURE DE LA CHARENTE.

« Art. 118. Les pilotes de la station extérieure de la Charente ont le droit exclusif de conduire jusqu'aux points ci-après désignés les bâtiments sortant de la Charente pour destinations suivantes :

Pour la mer directement, par le { Jusqu'au dehors des dangers, par les travers de
pertuis d'Antioche..... { la pointe de Chardonnière.

la mer, par le pertuis Bre-	Jusqu'à Chef-de-Baie ou à Sablanceau, points auxquels ils seront relevés par les pilotes de l'île de Ré, ou, à défaut, par ceux de la Rochelle-la Pallice, après avoir eu soin de faire le signal par le travers d'Angoulins.
l'île de Ré, les rivières du et de Marans, les canaux Luçon et de Saint-Michel- l'Herm et la rade de l'Ai- Bon.....	<i>Idem.</i>
la Rochelle, jusqu'à Chef- Baie.....	Où ils seront relevés par les pilotes de la Rochelle-la Pallice, après avoir eu soin de mettre le signal par le travers d'Angoulins.
la Pallice, jusqu'en rade la Pallice.....	
la Sèvre.....	Jusqu'à l'île d'Aix, pour y être relevés par les pilotes de Marennes, en ayant soin de mettre le signal avant d'arriver sur la rade de cette île.

Ils ont encore le droit exclusif de prendre à l'île d'Aix tous les navires venant de la mer ou des autres stations à destination de la Charente, et de les conduire jusqu'au mouillage, c'est-à-dire jusqu'à Rochefort ou jusqu'à la Charente, limite extrême de la station.

Ils ont également le droit de prendre à la pointe des Palles, pour mettre en mer par le pertuis d'Antioche, les bâtiments sortant de la Charente.

Enfin, les pilotes de la station extérieure de la Charente ont encore le droit de prendre aux Palles, pour les conduire jusqu'à Chef-de-Baie, les bâtiments qui se rendent de la Sèvre vers l'un des points du pertuis Breton et en dehors de ce pertuis; dans ce dernier cas, ils seront relevés à Chef-de-Baie par les pilotes de l'île de Ré, ainsi qu'il vient d'être dit.

POSITION SPÉCIALE AUX TROIS STATIONS DE LA ROCHELLE, DE L'ÎLE DE RÉ ET DE ROCHEFORT (STATION EXTÉRIEURE).

Art. 123. Les pilotes de la Rochelle-la Pallice, de l'île de Ré et de la station extérieure de la Charente concourent pour l'exécution du service ci-après indiqué :

Lorsque le capitaine d'un navire mouillé en dedans des dangers de la Baleine ou de Chassiron veut reprendre la mer pour gagner la rade de Bordeaux, et demande un pilote pour faire route, le pilote qui le conduit reçoit pour ce service spécial le salaire ci-après :

Pour un navire de 100 tonneaux et au-dessous, 100 francs;

Pour un navire de 101 à 200 tonneaux, 140 francs;

Pour un navire de 201 à 300 tonneaux, 188 francs;

Pour un navire de 301 tonneaux et au-dessus, 220 francs.

STATIONS DES SABLES-D'OLONNE, DE L'ÎLE DE RÉ, DE LA ROCHELLE-LA PALLE
DE ROCHFORD ET DE MARENNES.

(Tarif commun.)

NUMÉROS D'ORDRE. des pilotes ou trajets.		PILOTAGES.												PRIX À RAISON DU TONNAGE DES BÂTIMENTS.											
		de 100 tonneaux et au-dessous.												au-dessus de 100 tonnes.											
		de 101 à 150.		de 151 à 200.		de 201 à 250.		de 251 à 300.		de 301 à 400.		de 401 à 500.		de 501 à 600.		de 601 à 700.		de 701 à 800.		de 801 à 900.		de 901 à 1000.		Augmentation pour chaque tonneau au-dessus du précédent.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
De la mer (en dehors des dangers de la Baleine ou de Chassiron), par le pertuis Breton jusqu'aux points ci-après :																									
1	A l'île d'Aix.....	22	29	35	40	45	54	63	71	79	87	94	99	0 05											
2	A la rade de Chef-de-Baie.....	24	34	44	54	64	71	78	85	92	97	102	107	0 05											
3	A la rade de l'Aiguillon par les battures de la rivière de Marans....	27	49	57	65	72	80	88	96	104	112	119	126	0 07											
4	Aux battures de la rivière du Lay ou les rades de l'île de Ré..	22	32	37	42	46	52	58	63	68	73	78	83	0 04											
De la mer (en dehors des dangers de la Baleine ou de Chassiron), par le pertuis d'Antioche jusqu'aux points ci-après :																									
1 bis	A l'île d'Aix.....	22	29	35	40	45	54	63	71	79	87	94	99	0 05											
2 bis	A la rade de Chef-de-Baie.....	24	34	44	54	64	71	78	85	92	97	102	107	0 05											
3 bis	A la rade de l'Aiguillon par les battures de la rivière de Marans....	45	55	65	75	84	95	106	117	128	139	149	158	0 08											
4 bis	Aux battures de la rivière du Lay ou les rades de l'île de Ré..	27	32	37	42	46	52	58	63	68	73	78	83	0 04											
De la mer (en dehors des dangers de la Baleine ou de Chassiron), par les deux pertuis.																									
5	A la rade de La Pallice.	24	34	44	54	64	71	78	85	92	97	102	107	0 05											

NOTA. — Les prix fixés par ce tarif ne varient pas, que le pilote ait été forcé ou non de mouiller pendant le trajet, ainsi que l'exprime l'article 17 des dispositions générales, sauf l'indemnité supplémentaire prévue par l'article 18.

Ce tarif est appliqué aux navires à voiles ou à vapeur, soit de l'État, soit du commerce. Dans les conditions déterminées par l'article 59 bis du règlement.

Au-dessous de 2,000 tonneaux, l'augmentation par tonneau est réglée comme suit pour les bâtiments de l'État : de 2,001 à 3,000 tonneaux, 0 fr. 05; de 3,001 tonneaux et au-dessus, 0 fr. 01.

STATION DE LA ROCHELLE-LA PALLICE.

rt. 124. La station de la Rochelle-la Pallice se compose d'un c des pilotes, de huit pilotes et de deux aspirants.

rt. 125. Le nombre, le matériel d'armement et l'équipage des rations affectés au service de la station de la Rochelle-la Pallice déterminés comme suit :

ait embarcations pontées, de treize tonneaux au moins, grées aloupes, ayant chacune pour matériel, outre les mâts, voiles et uvres que comporte ce genre d'armement, deux ancres, deux ts ou chaînes de soixante-six mètres, une ligne et un plomb de e, trois avirons, une gaffe, un compas de route, deux défenses, nal de signaux.

eur équipage est formé du pilote, de deux matelots et d'un se.

rt. 126. Les limites propres à la station de la Rochelle-la Pal- ainsi que le droit de parcours attribué aux pilotes de cette on, sont définis par les articles 114, 115, 116, 116 *bis* et 123. ar modification aux dispositions qui font l'objet du premier raphe de l'article 1^{er}, les capitaines des navires venant de la à destination du port de la Rochelle ont le droit, à l'entrée, de er le service des pilotes qui les abordent en dedans de la tour ichelien.

À la sortie, ils ont le droit d'exiger les services des pilotes jusqu'à uite extrême de la station. Toutefois, les pilotes embarqués sur avires à vapeur peuvent, avec l'assentiment du capitaine, mais ue celui-ci ait le droit d'imposer ce débarquement, quitter le re avant d'arriver à la limite de leur station. Dans ce cas, ils ne ivent que la moitié du pilotage leur revenant pour le parcours er.

Art. 127. Conformément à l'article 25 des dispositions générales, arrage du bâtiment conduit par un pilote dans le port de la Ro- le ou dans celui de la Pallice est toujours obligatoire et ne donne t à aucun supplément de salaire.

Néanmoins, s'il est constaté par le capitaine de port que l'opé- on n'a pu avoir lieu dans la même marée, il est accordé dans ce une indemnité de six francs, quelle que soit d'ailleurs la force bâtiment, et lors même que l'amarrage nécessite plusieurs mou- ents; ce supplément n'est exigible que sur la présentation du ificat du capitaine de port.

Art. 130. Par exception à l'article 26 des dispositions générales, ilote qui est conservé par le capitaine à bord d'un navire mouillé rade de la Rochelle (ou de Chef-de-Baie) ou en rade de la Pallice, ont les journées sont payées conformément à l'article précédent, peut exiger rien de plus si l'apparence du temps, ou le mauvais ps même, ou encore quelque autre circonstance que ce soit, lige d'appareiller pour un autre mouillage plus commode ou s sûr, excepté pour entrer dans le port, auquel cas seulement il

lui est alloué, en sus de l'indemnité supplémentaire pour *sejour* forcé, et outre son premier pilotage jusqu'à la rade de la Rochelle ou à celle de la Pallice, un second pilotage de la rade dans le port.

« Art. 132. Les pilotes de la Rochelle-la Pallice sont chargés, dans l'un et l'autre de ces ports, des mouvements des navires et de leur déplacement, soit dans l'avant-port, soit dans l'intérieur, soit de l'avant-port à l'intérieur et *vice versa*.

« Il leur est alloué neuf francs par marée. A l'égard des mouvements du port à l'avant-port et réciproquement, l'indemnité est due que lorsque ces mouvements sont isolés, c'est-à-dire lorsqu'ils ont pour objet de porter d'un point à un autre un navire antérieurement ancré ou amarré. Lorsqu'il s'agit d'un bâtiment arrivant ou partant, le salaire n'est exigible que dans le cas prévu par l'article 131 et au taux qui s'y trouve fixé.

« Quant aux mouvements dans l'intérieur du port, il demeure facultatif aux capitaines de les opérer eux-mêmes avec l'autorisation et sous la surveillance du capitaine de port; si le pilote est appelé, il reçoit six francs par marée, ainsi qu'il est déterminé ci-dessus.

STATION DE LA ROCHELLE-LA PALLICE.

TARIF.

NOMBRES D'ORDRE des pilotages ou trajets.	PILOTAGES.	PRIX À RAISON DU TONNAGE DES BÂTIMENTS.											
		de 100 tonneaux et au-dessous.	de 101 à 150.	de 151 à 200.	de 201 à 250.	de 251 à 300.	de 301 à 350.	de 351 à 400.	de 401 à 500.	de 501 à 600.	de 601 à 700.	de 701 à 800.	de 801 à 900.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1	Du port de la Rochelle à la mer par les deux pertuis en dehors des dangers de la Baleine ou de Chassiron.....	40	60	75	90	105	124	140	150	166	170	180	190
2	Du port de la Rochelle en rade de la Pallice et <i>vice versa</i>	20	30	40	50	56	65	72	80	88	96	104	112
3	Du port de la Rochelle en rade de Chef-de-Baie et <i>vice versa</i>	16	23	30	36	42	50	56	62	68	75	80	86
4	De la rade de Chef-de-Baie à file d'Aix.....	17	24	31	38	41	52	59	65	70	75	80	85
5	De la rade de Chef-de-Baie aux rades de file de Ré.....	16	23	30	36	42	50	56	62	68	75	80	86
6	De la rade de Chef-de-Baie à la rade de l'Aiguillon ou aux balises du Lay et de la rivière de Marans.....	17	24	31	38	41	52	59	65	70	75	80	85
7	De la rade de la Pallice dans le port de la Pallice et <i>vice versa</i> ..	10	15	20	24	28	32	36	40	41	45	51	57

NOTA. — Les prix fixés par ce tarif sont les mêmes, que le pilote ait été ou non forcé de sejourner pendant le trajet, ainsi que l'exprime l'article 17 des dispositions générales, et sans l'augmentation supplémentaire prévue à l'article 138.

Ce tarif est applicable aux navires à voiles ou à vapeur, soit de l'état, soit de commerce, dans les conditions déterminées par l'article 59 bis du règlement.

Au-dessus de 2,000 tonnes, l'augmentation par tonneau est réglée comme suit pour les bâtimens de l'état : de 2,001 à 3,000 tonnes, 0 fr. 02; de 3,001 tonnes et au-dessus, 0 fr. 01.

Art. 132 bis. L'usage des embarcations de marée, d'aide ou de secours, dont il est fait mention à l'article 42 des dispositions générales, est gratuit dans le port de la Rochelle.

Les embarcations affectées à ce service doivent être en bon état, pourvues de bancs, d'avirons et de gaffes.

Le bâtiment qui les emploie paye, à chacun des hommes qui sont employés, pour services rendus en dedans de la digue de Richelieu, le salaire et démarrage compris. 3' 00"

Et si ces opérations nécessitent deux marées consécutives le salaire est de 4 50

En outre, il est payé pour chaque embarcation le même prix que pour un homme.

Le nombre d'hommes à employer est déterminé par le capitaine en fonction de l'assistance.

Si, pour une cause quelconque, celui-ci congédie les embarcations d'aide avant que le navire ait effectué son entrée ou sa sortie, et si le travail des hommes ait duré moins de deux heures, il ne sera alloué que la moitié des salaires fixés ci-dessus.

Dans tous les cas, le montant des salaires est compté au pilote qui conduit le navire et qui est chargé de la répartition.

Les capitaines sont libres d'employer comme embarcations d'aide leurs propres canots ou ceux de tous autres navires, et de les faire servir par des marins embarqués ou travaillant à la journée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables au port de la Rochelle.

Art. 138.

STATION DE L'ÎLE DE RÉ.

TARIF.

NOMBRES D'ORDRES des pilotages ou trajets.	PILOTAGES.	PRIX À RAISON DU TONNAGE DES BÂTIMENTS										
		de 100 tonneaux et au-dessous.	de 101 à 150.	de 151 à 200.	de 201 à 250.	de 251 à 300.	de 301 à 400.	de 401 à 500.	de 501 à 600.	de 601 à 700.	de 701 à 800.	de 801 à 900.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1	Des rades de l'île et des battures de la rivière du Lay à la mer, par le pertuis Breton, en dehors des dangers de la Baleine.....	27	32	37	42	46	52	58	63	68	73	78
2	De la rade de l'Aiguillon ou des battures de la rivière de Marans à la mer, par le pertuis Breton, en dehors des dangers de la Baleine.....	41	49	57	65	72	80	88	96	104	112	119
3	Des rades de l'île et des battures de la rivière du Lay à la mer, par le pertuis d'Antioche, en dehors des dangers de Chassiron.....	27	32	37	42	46	52	58	63	68	73	78
4	De la rade de l'Aiguillon ou des battures de la rivière de Marans à la mer, par le pertuis d'Antioche, en dehors des dangers de Chassiron.....	45	55	65	75	84	95	106	117	128	139	149
5	Des rades de l'île dans le fief d'Ars..	15	17	19	21	23	26	29	32	34	36	38
6	Du fief d'Ars au lieu de délestage dans ledit fief et retour (par chaque mouvement).....	7	8	9	10	11	13	15	17	19	21	23
7	Des rades de l'île à la jetée de Loix..	10	12	14	16	18	22	26	29	32	35	38
8	Mouvements pour changement de place dans lesdites rades.....	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
9	Des rades de l'île dans l'intérieur des ports de l'île.....	12	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32
10	Des rades de l'île aux battures du Lay et de la rivière de Marans, ou en rade de l'Aiguillon.....	15	17	19	21	23	27	31	35	39	43	47
11	Des rades de l'île, des battures de la rivière du Lay et de la rivière de Marans, ou encore de la rade de l'Aiguillon à la rade de Chef-de-Baie.	15	17	19	21	23	27	31	35	39	43	47
12	Des rades de l'île et des battures de la rivière du Lay et de la rivière de Marans, ou encore de la rade de l'Aiguillon à l'île d'Aix.....	30	33	36	39	42	45	48	51	54	57	60
13	De la Baleine en rade des Sables ou au Nouck (pilotage facultatif)....	24	26	28	30	32	36	39	44	48	52	56

NOTA. — Les prix fixés par ce tarif sont les mêmes, que le pilote ait été ou non forcé de mouler pendant le trajet, ainsi que l'exprime l'article 17 des dispositions générales, et sauf indemnité supplémentaire prévue à l'article 18.

Ce tarif est applicable aux navires à voiles ou à vapeur, soit de l'État, soit de commerce, dans les conditions déterminées par l'article 39 bis du règlement.

Au-dessus de 2,000 tonneaux, l'augmentation par tonneau est réglée comme suit pour les bâtimens de l'État : de 2,001 à 3,000 tonneaux, 0 fr. 02; de 3,001 tonneaux et au-dessus, 0 fr. 01.

TARIF.

NOMBRES D'ORDRE des pilotes ou trepels.	PILOTAGES.	PRIX à raison du tonnage des bâtiments.										PRIX à raison du tirant d'eau des bâtiments.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
		de 100 tonneaux et au-dessous.	de 101 à 150.	de 151 à 200.	de 201 à 250.	de 251 à 300.	de 301 à 350.	de 351 à 400.	de 401 à 500.	de 501 à 600.	de 601 à 700.	de 701 à 800.	de 801 à 900.	au-dessus de 1,000. Augmentation par tonneau	fr. c.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	de 1 ^m 60 et au-dessous.	fr.	de 1 ^m 60 à 1 ^m 95.	fr.	de 1 ^m 95 à 2 ^m 14.	fr.	de 2 ^m 14 à 2 ^m 37.	fr.	de 2 ^m 37 à 2 ^m 57.	fr.	de 2 ^m 57 à 3 ^m 19.	fr.	de 3 ^m 19 à 3 ^m 52.	fr.	de 3 ^m 52 à 3 ^m 84.	fr.	de 3 ^m 84 à 4 ^m 16.	fr.	de 4 ^m 16 à 4 ^m 48.	fr.	de 4 ^m 48 à 4 ^m 80.	fr.	de 4 ^m 80 à 5 ^m 12.	fr.	de 5 ^m 12 à 5 ^m 44.	fr.	de 5 ^m 44 à 5 ^m 76.	fr.	de 5 ^m 76 à 6 ^m 8.	fr.	de 6 ^m 8 à 6 ^m 40.	fr.	de 6 ^m 40 à 6 ^m 72.	fr.	de 6 ^m 72 à 7 ^m 4.	fr.	de 7 ^m 4 à 7 ^m 36.	fr.	de 7 ^m 36 à 7 ^m 68.	fr.	de 7 ^m 68 à 8 ^m 0.	fr.	de 8 ^m 0 à 8 ^m 32.	fr.	de 8 ^m 32 à 8 ^m 64.	fr.	de 8 ^m 64 à 9 ^m 0.	fr.	de 9 ^m 0 à 9 ^m 32.	fr.	de 9 ^m 32 à 9 ^m 64.	fr.	de 9 ^m 64 à 10 ^m 0.	fr.	de 10 ^m 0 à 10 ^m 32.	fr.	de 10 ^m 32 à 10 ^m 64.	fr.	de 10 ^m 64 à 11 ^m 0.	fr.	de 11 ^m 0 à 11 ^m 32.	fr.	de 11 ^m 32 à 11 ^m 64.	fr.	de 11 ^m 64 à 12 ^m 0.	fr.	de 12 ^m 0 à 12 ^m 32.	fr.	de 12 ^m 32 à 12 ^m 64.	fr.	de 12 ^m 64 à 13 ^m 0.	fr.	de 13 ^m 0 à 13 ^m 32.	fr.	de 13 ^m 32 à 13 ^m 64.	fr.	de 13 ^m 64 à 14 ^m 0.	fr.	de 14 ^m 0 à 14 ^m 32.	fr.	de 14 ^m 32 à 14 ^m 64.	fr.	de 14 ^m 64 à 15 ^m 0.	fr.	de 15 ^m 0 à 15 ^m 32.	fr.	de 15 ^m 32 à 15 ^m 64.	fr.	de 15 ^m 64 à 16 ^m 0.	fr.	de 16 ^m 0 à 16 ^m 32.	fr.	de 16 ^m 32 à 16 ^m 64.	fr.	de 16 ^m 64 à 17 ^m 0.	fr.	de 17 ^m 0 à 17 ^m 32.	fr.	de 17 ^m 32 à 17 ^m 64.	fr.	de 17 ^m 64 à 18 ^m 0.	fr.	de 18 ^m 0 à 18 ^m 32.	fr.	de 18 ^m 32 à 18 ^m 64.	fr.	de 18 ^m 64 à 19 ^m 0.	fr.	de 19 ^m 0 à 19 ^m 32.	fr.	de 19 ^m 32 à 19 ^m 64.	fr.	de 19 ^m 64 à 20 ^m 0.	fr.	de 20 ^m 0 à 20 ^m 32.	fr.	de 20 ^m 32 à 20 ^m 64.	fr.	de 20 ^m 64 à 21 ^m 0.	fr.	de 21 ^m 0 à 21 ^m 32.	fr.	de 21 ^m 32 à 21 ^m 64.	fr.	de 21 ^m 64 à 22 ^m 0.	fr.	de 22 ^m 0 à 22 ^m 32.	fr.	de 22 ^m 32 à 22 ^m 64.	fr.	de 22 ^m 64 à 23 ^m 0.	fr.	de 23 ^m 0 à 23 ^m 32.	fr.	de 23 ^m 32 à 23 ^m 64.	fr.	de 23 ^m 64 à 24 ^m 0.	fr.	de 24 ^m 0 à 24 ^m 32.	fr.	de 24 ^m 32 à 24 ^m 64.	fr.	de 24 ^m 64 à 25 ^m 0.	fr.	de 25 ^m 0 à 25 ^m 32.	fr.	de 25 ^m 32 à 25 ^m 64.	fr.	de 25 ^m 64 à 26 ^m 0.	fr.	de 26 ^m 0 à 26 ^m 32.	fr.	de 26 ^m 32 à 26 ^m 64.	fr.	de 26 ^m 64 à 27 ^m 0.	fr.	de 27 ^m 0 à 27 ^m 32.	fr.	de 27 ^m 32 à 27 ^m 64.	fr.	de 27 ^m 64 à 28 ^m 0.	fr.	de 28 ^m 0 à 28 ^m 32.	fr.	de 28 ^m 32 à 28 ^m 64.	fr.	de 28 ^m 64 à 29 ^m 0.	fr.	de 29 ^m 0 à 29 ^m 32.	fr.	de 29 ^m 32 à 29 ^m 64.	fr.	de 29 ^m 64 à 30 ^m 0.	fr.	de 30 ^m 0 à 30 ^m 32.	fr.	de 30 ^m 32 à 30 ^m 64.	fr.	de 30 ^m 64 à 31 ^m 0.	fr.	de 31 ^m 0 à 31 ^m 32.	fr.	de 31 ^m 32 à 31 ^m 64.	fr.	de 31 ^m 64 à 32 ^m 0.	fr.	de 32 ^m 0 à 32 ^m 32.	fr.	de 32 ^m 32 à 32 ^m 64.	fr.	de 32 ^m 64 à 33 ^m 0.	fr.	de 33 ^m 0 à 33 ^m 32.	fr.	de 33 ^m 32 à 33 ^m 64.	fr.	de 33 ^m 64 à 34 ^m 0.	fr.	de 34 ^m 0 à 34 ^m 32.	fr.	de 34 ^m 32 à 34 ^m 64.	fr.	de 34 ^m 64 à 35 ^m 0.	fr.	de 35 ^m 0 à 35 ^m 32.	fr.	de 35 ^m 32 à 35 ^m 64.	fr.	de 35 ^m 64 à 36 ^m 0.	fr.	de 36 ^m 0 à 36 ^m 32.	fr.	de 36 ^m 32 à 36 ^m 64.	fr.	de 36 ^m 64 à 37 ^m 0.	fr.	de 37 ^m 0 à 37 ^m 32.	fr.	de 37 ^m 32 à 37 ^m 64.	fr.	de 37 ^m 64 à 38 ^m 0.	fr.	de 38 ^m 0 à 38 ^m 32.	fr.	de 38 ^m 32 à 38 ^m 64.	fr.	de 38 ^m 64 à 39 ^m 0.	fr.	de 39 ^m 0 à 39 ^m 32.	fr.	de 39 ^m 32 à 39 ^m 64.	fr.	de 39 ^m 64 à 40 ^m 0.	fr.	de 40 ^m 0 à 40 ^m 32.	fr.	de 40 ^m 32 à 40 ^m 64.	fr.	de 40 ^m 64 à 41 ^m 0.	fr.	de 41 ^m 0 à 41 ^m 32.	fr.	de 41 ^m 32 à 41 ^m 64.	fr.	de 41 ^m 64 à 42 ^m 0.	fr.	de 42 ^m 0 à 42 ^m 32.	fr.	de 42 ^m 32 à 42 ^m 64.	fr.	de 42 ^m 64 à 43 ^m 0.	fr.	de 43 ^m 0 à 43 ^m 32.	fr.	de 43 ^m 32 à 43 ^m 64.	fr.	de 43 ^m 64 à 44 ^m 0.	fr.	de 44 ^m 0 à 44 ^m 32.	fr.	de 44 ^m 32 à 44 ^m 64.	fr.	de 44 ^m 64 à 45 ^m 0.	fr.	de 45 ^m 0 à 45 ^m 32.	fr.	de 45 ^m 32 à 45 ^m 64.	fr.	de 45 ^m 64 à 46 ^m 0.	fr.	de 46 ^m 0 à 46 ^m 32.	fr.	de 46 ^m 32 à 46 ^m 64.	fr.	de 46 ^m 64 à 47 ^m 0.	fr.	de 47 ^m 0 à 47 ^m 32.	fr.	de 47 ^m 32 à 47 ^m 64.	fr.	de 47 ^m 64 à 48 ^m 0.	fr.	de 48 ^m 0 à 48 ^m 32.	fr.	de 48 ^m 32 à 48 ^m 64.	fr.	de 48 ^m 64 à 49 ^m 0.	fr.	de 49 ^m 0 à 49 ^m 32.	fr.	de 49 ^m 32 à 49 ^m 64.	fr.	de 49 ^m 64 à 50 ^m 0.	fr.	de 50 ^m 0 à 50 ^m 32.	fr.	de 50 ^m 32 à 50 ^m 64.	fr.	de 50 ^m 64 à 51 ^m 0.	fr.	de 51 ^m 0 à 51 ^m 32.	fr.	de 51 ^m 32 à 51 ^m 64.	fr.	de 51 ^m 64 à 52 ^m 0.	fr.	de 52 ^m 0 à 52 ^m 32.	fr.	de 52 ^m 32 à 52 ^m 64.	fr.	de 52 ^m 64 à 53 ^m 0.	fr.	de 53 ^m 0 à 53 ^m 32.	fr.	de 53 ^m 32 à 53 ^m 64.	fr.	de 53 ^m 64 à 54 ^m 0.	fr.	de 54 ^m 0 à 54 ^m 32.	fr.	de 54 ^m 32 à 54 ^m 64.	fr.	de 54 ^m 64 à 55 ^m 0.	fr.	de 55 ^m 0 à 55 ^m 32.	fr.	de 55 ^m 32 à 55 ^m 64.	fr.	de 55 ^m 64 à 56 ^m 0.	fr.	de 56 ^m 0 à 56 ^m 32.	fr.	de 56 ^m 32 à 56 ^m 64.	fr.	de 56 ^m 64 à 57 ^m 0.	fr.	de 57 ^m 0 à 57 ^m 32.	fr.	de 57 ^m 32 à 57 ^m 64.	fr.	de 57 ^m 64 à 58 ^m 0.	fr.	de 58 ^m 0 à 58 ^m 32.	fr.	de 58 ^m 32 à 58 ^m 64.	fr.	de 58 ^m 64 à 59 ^m 0.	fr.	de 59 ^m 0 à 59 ^m 32.	fr.	de 59 ^m 32 à 59 ^m 64.	fr.	de 59 ^m 64 à 60 ^m 0.	fr.	de 60 ^m 0 à 60 ^m 32.	fr.	de 60 ^m 32 à 60 ^m 64.	fr.	de 60 ^m 64 à 61 ^m 0.	fr.	de 61 ^m 0 à 61 ^m 32.	fr.	de 61 ^m 32 à 61 ^m 64.	fr.	de 61 ^m 64 à 62 ^m 0.	fr.	de 62 ^m 0 à 62 ^m 32.	fr.	de 62 ^m 32 à 62 ^m 64.	fr.	de 62 ^m 64 à 63 ^m 0.	fr.	de 63 ^m 0 à 63 ^m 32.	fr.	de 63 ^m 32 à 63 ^m 64.	fr.	de 63 ^m 64 à 64 ^m 0.	fr.	de 64 ^m 0 à 64 ^m 32.	fr.	de 64 ^m 32 à 64 ^m 64.	fr.	de 64 ^m 64 à 65 ^m 0.	fr.	de 65 ^m 0 à 65 ^m 32.	fr.	de 65 ^m 32 à 65 ^m 64.	fr.	de 65 ^m 64 à 66 ^m 0.	fr.	de 66 ^m 0 à 66 ^m 32.	fr.	de 66 ^m 32 à 66 ^m 64.	fr.	de 66 ^m 64 à 67 ^m 0.	fr.	de 67 ^m 0 à 67 ^m 32.	fr.	de 67 ^m 32 à 67 ^m 64.	fr.	de 67 ^m 64 à 68 ^m 0.	fr.	de 68 ^m 0 à 68 ^m 32.	fr.	de 68 ^m 32 à 68 ^m 64.	fr.	de 68 ^m 64 à 69 ^m 0.	fr.	de 69 ^m 0 à 69 ^m 32.	fr.	de 69 ^m 32 à 69 ^m 64.	fr.	de 69 ^m 64 à 70 ^m 0.	fr.	de 70 ^m 0 à 70 ^m 32.	fr.	de 70 ^m 32 à 70 ^m 64.	fr.	de 70 ^m 64 à 71 ^m 0.	fr.	de 71 ^m 0 à 71 ^m 32.	fr.	de 71 ^m 32 à 71 ^m 64.	fr.	de 71 ^m 64 à 72 ^m 0.	fr.	de 72 ^m 0 à 72 ^m 32.	fr.	de 72 ^m 32 à 72 ^m 64.	fr.	de 72 ^m 64 à 73 ^m 0.	fr.	de 73 ^m 0 à 73 ^m 32.	fr.	de 73 ^m 32 à 73 ^m 64.	fr.	de 73 ^m 64 à 74 ^m 0.	fr.	de 74 ^m 0 à 74 ^m 32.	fr.	de 74 ^m 32 à 74 ^m 64.	fr.	de 74 ^m 64 à 75 ^m 0.	fr.	de 75 ^m 0 à 75 ^m 32.	fr.	de 75 ^m 32 à 75 ^m 64.	fr.	de 75 ^m 64 à 76 ^m 0.	fr.	de 76 ^m 0 à 76 ^m 32.	fr.	de 76 ^m 32 à 76 ^m 64.	fr.	de 76 ^m 64 à 77 ^m 0.	fr.	de 77 ^m 0 à 77 ^m 32.	fr.	de 77 ^m 32 à 77 ^m 64.	fr.	de 77 ^m 64 à 78 ^m 0.	fr.	de 78 ^m 0 à 78 ^m 32.	fr.	de 78 ^m 32 à 78 ^m 64.	fr.	de 78 ^m 64 à 79 ^m 0.	fr.	de 79 ^m 0 à 79 ^m 32.	fr.	de 79 ^m 32 à 79 ^m 64.	fr.	de 79 ^m 64 à 80 ^m 0.	fr.	de 80 ^m 0 à 80 ^m 32.	fr.	de 80 ^m 32 à 80 ^m 64.	fr.	de 80 ^m 64 à 81 ^m 0.	fr.	de 81 ^m 0 à 81 ^m 32.	fr.	de 81 ^m 32 à 81 ^m 64.	fr.	de 81 ^m 64 à 82 ^m 0.	fr.	de 82 ^m 0 à 82 ^m 32.	fr.	de 82 ^m 32 à 82 ^m 64.	fr.	de 82 ^m 64 à 83 ^m 0.	fr.	de 83 ^m 0 à 83 ^m 32.	fr.	de 83 ^m 32 à 83 ^m 64.	fr.	de 83 ^m 64 à 84 ^m 0.	fr.	de 84 ^m 0 à 84 ^m 32.	fr.	de 84 ^m 32 à 84 ^m 64.	fr.	de 84 ^m 64 à 85 ^m 0.	fr.	de 85 ^m 0 à 85 ^m 32.	fr.	de 85 ^m 32 à 85 ^m 64.	fr.	de 85 ^m 64 à 86 ^m 0.	fr.	de 86 ^m 0 à 86 ^m 32.	fr.	de 86 ^m 32 à 86 ^m 64.	fr.	de 86 ^m 64 à 87 ^m 0.	fr.	de 87 ^m 0 à 87 ^m 32.	fr.	de 87 ^m 32 à 87 ^m 64.	fr.	de 87 ^m 64 à 88 ^m 0.	fr.	de 88 ^m 0 à 88 ^m 32.	fr.	de 88 ^m 32 à 88 ^m 64.	fr.	de 88 ^m 64 à 89 ^m 0.	fr.	de 89 ^m 0 à 89 ^m 32.	fr.	de 89 ^m 32 à 89 ^m 64.	fr.	de 89 ^m 64 à 90 ^m 0.	fr.	de 90 ^m 0 à 90 ^m 32.	fr.	de 90 ^m 32 à 90 ^m 64.	fr.	de 90 ^m 64 à 91 ^m 0.	fr.	de 91 ^m 0 à 91 ^m 32.	fr.	de 91 ^m 32 à 91 ^m 64.	fr.	de 91 ^m 64 à 92 ^m 0.	fr.	de 92 ^m 0 à 92 ^m 32.	fr.	de 92 ^m 32 à 92 ^m 64.	fr.	de 92 ^m 64 à 93 ^m 0.	fr.	de 93 ^m 0 à 93 ^m 32.	fr.	de 93 ^m 32 à 93 ^m 64.	fr.	de 93 ^m 64 à 94 ^m 0.	fr.	de 94 ^m 0 à 94 ^m 32.	fr.	de 94 ^m 32 à 94 ^m 64.	fr.	de 94 ^m 64 à 95 ^m 0.	fr.	de 95 ^m 0 à 95 ^m 32.	fr.	de 95 ^m 32 à 95 ^m 64.	fr.	de 95 ^m 64 à 96 ^m 0.	fr.	de 96 ^m 0 à 96 ^m 32.	fr.	de 96 ^m 32 à 96 ^m 64.	fr.	de 96 ^m 64 à 97 ^m 0.	fr.	de 97 ^m 0 à 97 ^m 32.	fr.	de 97 ^m 32 à 97 ^m 64.	fr.	de 97 ^m 64 à 98 ^m 0.	fr.	de 98 ^m 0 à 98 ^m 32.	fr.	de 98 ^m 32 à 98 ^m 64.	fr.	de 98 ^m 64 à 99 ^m 0.	fr.	de 99 ^m 0 à 99 ^m 32.

2. A la suite de l'article 124 du règlement général de pilotage pour le 4^e arrondissement maritime, est inséré un nouvel article ainsi conçu :

« Art. 124 bis. Le syndic des pilotes de la Rochelle-la Pallice est choisi et nommé comme il est dit à l'article 5 des dispositions générales.

« Il exerce les attributions définies à l'article 6 des mêmes dispositions et, en outre, tient un registre constatant l'entrée et la sortie de tout bâtiment soit français, soit étranger, soumis au pilotage, son tonnage, la distance à laquelle il a été abordé ou conduit, et le nom du pilote qui a effectué le pilotage.

« Il est alloué au syndic des pilotes, à titre d'honoraires, un droit de deux pour cent du prix de tout pilotage effectué soit par les pilotes de la Rochelle-la Pallice, soit, s'il s'agit de navires à destination de l'un ou l'autre de ces ports, par les pilotes des autres stations comprises dans le premier paragraphe de l'article 114.

« Cette rétribution est supportée moitié par les bâtiments pilotes, moitié par les pilotes. En conséquence, le syndic des pilotes majoré d'un pour cent le prix de chaque pilotage dont le bulletin, pour être payable, doit être visé par lui, et il reçoit des mains des pilotes les deux pour cent qui lui reviennent. »

3. Les articles 122 et 128 du règlement général de pilotage pour le 4^e arrondissement maritime sont et demeurent supprimés.

4. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Paris, le 20 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAUL.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 32880. — DÉCRET qui affecte au Département de la guerre un terrain dépendant de la Forêt domaniale de Braconne.

Du 22 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Vu le procès-verbal de la conférence tenue, le 4 décembre 1896, au sujet du projet d'affectation au département de la guerre d'une parcelle de la forêt domaniale de Braconne, destinée au transfèrement du camp des troupes stationnant au champ de tir permanent de l'artillerie du domaine corps d'armée;

Vu l'adhésion du ministre de l'agriculture, président du conseil des ministres, en date du 15 avril 1897;

L'adhésion du ministre des finances, en date du 1^{er} mai 1897;

le décret du 24 mars 1852 ⁽¹⁾, par lequel est remise en vigueur l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽²⁾ sur les affectations d'immeubles domaniaux à divers services publics,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Est affecté au département de la guerre (*Service de l'artillerie*), pour le transfèrement du camp des troupes stationnant au camp de tir permanent de l'artillerie du douzième corps, le terrain pendant de la forêt domaniale de Braconne, qui est délimité par un coteau jaune sur le plan ci-joint.

Cette affectation comprendra non seulement le sol, mais encore les bois qui seront conservés sur pied; elle aura, toutefois, lieu sous les conditions et réserves stipulées dans les articles suivants.

1. La parcelle, dont l'affectation au département de la guerre fait l'objet du présent décret, devra être séparée du surplus de la forêt par un fossé de deux mètres (2^m) d'ouverture, d'un mètre (1^m) de profondeur et de vingt centimètres (0^m 20) de largeur au fond. Ce fossé sera pris entièrement sur le terrain militaire et établi par les soins et aux frais du service de l'artillerie, sous la direction du service forestier, dans le mois qui suivra la remise de la parcelle.

2. Le service forestier devra, sur cette parcelle, faire abattre, fanner et transporter, aux frais de l'autorité militaire, hors du nouveau camp, sur le sol du surplus de la forêt, tous les bois de futaie et les taillis qui lui seront désignés, à toute époque, par le service de l'artillerie.

3. Toutefois, ces opérations pourront être faites par l'autorité militaire, avec les ressources dont elle dispose, si elle le juge à propos, sous la direction du service forestier.

4. La même autorité aura également la faculté d'obtenir du service forestier la vente sur pied des bois désignés par le service de l'artillerie pour être abattus. Le département de la guerre n'aura, dans ce cas, à supporter aucuns frais.

5. Les bois exploités dans les conditions indiquées au précédent article seront vendus au profit du Trésor, pour le compte de l'administration des forêts, par les soins du service forestier.

6. Ceux de ces bois que l'autorité militaire voudrait employer directement lui seraient délivrés sur estimation contradictoire proposée par les représentants locaux des services de l'artillerie et forestier; en cas de désaccord, l'estimation serait arrêtée, après examen, par le conservateur des forêts.

Leur prix serait remboursé par voie de virement de compte. Dans le cas où l'administration des forêts aurait fait, pour l'abatage et le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 506, n° 3840.

⁽²⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

façonnage de ces bois, une avance au département de la guerre, la portion du prix correspondant à cette avance sera seule rattachée au budget des dépenses de ladite administration; le surplus sera versé au Trésor (produit des forêts).

7. Les opérations que l'administration des forêts jugerait utile d'effectuer en vue du bon entretien des parties boisées ne pourront être entreprises qu'avec le consentement de l'autorité militaire.

8. Le nouvel emplacement du camp sera soumis au régime forestier en ce qui concerne les délits de bois et de chasse.

L'exercice de la chasse y sera formellement interdit.

9. La circulation dans l'enceinte de la partie concédée et entourée ainsi qu'il est dit à l'article 3, sera libre, même en dehors des chemins, pour le personnel forestier, mais dans les portions boisées seulement.

10. Le département de la guerre prendra à sa charge le règlement et le paiement de toutes les indemnités qui pourront être réclamées, soit par des usagers, soit par les fermiers actuels de la chasse, à raison de trouble apporté à l'exercice de leur droit.

11. Le département de la guerre ne pourra changer la destination du nouveau camp; en cas d'abandon de ce camp par l'autorité militaire, la parcelle affectée par le présent décret fera retour de plein droit à l'administration des forêts, et les frais de reboisement des parties qui auraient été défrichées ou déboisées, ou même simplement clairiérées, seront à la charge du budget de la guerre, au vu du mémoire arrêté par le conservateur des forêts.

12. Les troupes qui viendront occuper le nouveau camp, leurs chevaux, voitures ou matériel quelconque, ne pourront passer sur le surplus de la forêt, ni s'écarter des routes conduisant directement à leurs baraquements.

13. Les dommages occasionnés aux routes conduisant au camp, ainsi d'ailleurs que tous les autres dommages qui pourraient être causés par les troupes autour dudit camp, seront remboursés à l'administration des forêts par voie de virement de compte, et évalués, à la première demande du service forestier, par une commission formée d'un agent forestier et d'un officier d'artillerie. Dans le cas où l'accord ne s'établirait pas, la tierce expertise serait conférée de plein droit au conservateur des forêts.

14. Les ministres de l'agriculture, des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 22 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

2881. — *DÉCRET qui crée un Polygone exceptionnel en avant du front 26-27 de l'enceinte de la place de Besançon.*

Du 23 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819, et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État ;

sur le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des précitées ;

sur le rapport du ministre de la guerre,

ÉCRÉTE :

ART. 1^{er}. Il est créé en avant du front 26-27 de l'enceinte de Besançon, un polygone exceptionnel limité, à l'ouest, par le polygone exceptionnel du faubourg Rivotte créé par décret du 4 février 1882, sud par la porte Taillée, à l'Est par le Doubs et au Nord par une ligne tracée parallèlement à la courtine 26-27, à cent mètres du devant de la tour 26.

2. Les constructions seront autorisées dans ce polygone après soumissions souscrites par les intéressés de démolir sans indemnité, en cas de guerre, et de se conformer à un plan d'alignement approuvé par le ministre de la guerre.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

32882. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les frais d'érection à Valence d'un Monument à la mémoire de Bancel.*

Du 25 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ;

sur la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897 ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780 et Bull. 105, n° 882.

sion chargée de préparer un projet de revision des documents à fournir aux Chambres, en remplacement de M. Tolain.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

N° 32885. — DÉCRET portant modification de l'Article 47
du Décret du 9 novembre 1853 sur les Pensions civiles.

Du 27 Mai 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 6 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances;

Vu la loi du 9 juin 1853 ⁽¹⁾;

Vu le décret du 9 novembre 1853, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 47 du décret du 9 novembre 1853 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, par application des paragraphes 1 et 2 de l'article 5 de la loi du 9 juin 1853, continue à exercer ses fonctions jusqu'à la délivrance de son brevet de pension, à moins de décision contraire rendue sur sa demande ou motivée soit par la suppression de son emploi, soit par l'intérêt du service.

« Après la délivrance de son brevet de pension, il peut encore, lorsque l'intérêt du service l'exige, être maintenu momentanément en activité.

« En cas de prolongation de ses services, conformément aux deux paragraphes précédents, il ne peut y avoir lieu à un supplément de liquidation, et la jouissance de la pension part du jour de la cessation effective du traitement.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fonctionnaires tenus de produire un certificat de non-débet. »

(1) XI^e série, Bull. 104, n° 869.

Le présent décret ne sera appliqué qu'aux fonctionnaires admis à valoir leurs droits à la retraite après sa promulgation.

Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des*

fait à Paris, le 27 Mai 1897.

Signé . FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

2886. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses d'entretien de la Propriété de Léon Gambetta, dite « des Jardies », à Sèvres.

Du 29 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
 vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;
 vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égalé somme additionnellement à ceux qui ont été ordonnés au ministre pour le même objet;
 vu le récépissé du receveur central du département de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 11 janvier 1897, par la caisse des dépôts et consignations, une somme de six cent soixante-sept francs quatre-vingt-cinq centimes formant le solde, au 31 décembre 1896, du compte de la section *Héritiers Gambetta et Comité des Alsaciens-Lorrains* et applicable à l'entretien de la propriété de Léon Gambetta dite « des Jardies », à Sèvres;
 vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XLV : *Entretien des palais nationaux*, un crédit de six cent soixante-sept francs quatre-vingt-dix centimes (7⁹⁰), applicable à l'entretien de la propriété de Léon Gambetta dite « des Jardies », à Sèvres.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

N° 32887. — *DÉCRET qui fixe les Taxes à acquitter pour l'Affranchissement des correspondances à destination du Protectorat britannique de Sarawak.*

Du 29 Mai 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 20 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la communication du conseil fédéral suisse notifiant l'admission de l'union postale du protectorat britannique de Sarawak;

Vu la loi du 13 avril 1892;

Vu le décret du 27 juin 1892 ⁽¹⁾, concernant les correspondances ordinaires et recommandées;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les taxes à acquitter en France, en Algérie, dans les bureaux français à l'étranger et dans les colonies françaises pour l'affranchissement des correspondances à destination du protectorat britannique de Sarawak seront perçues conformément au tableau annexé au décret susvisé du 27 juin 1892.

Les lettres non affranchies provenant du protectorat britannique de Sarawak seront taxées à raison de cinquante centimes par quinze grammes.

Les dispositions des articles 5 (3^e et 4^e alinéas), 6 et 7 du même décret seront, en outre, applicables aux correspondances à destination ou provenant du protectorat britannique de Sarawak.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} juillet 1897.

3. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1487, n° 25201.

graphes et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des colonies,
Signé : ANDRÉ LEHON.

Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

2888. — DÉCRET qui reporte à l'exercice 1897 un Crédit ouvert en 1896 titre de fonds de concours au Département de la marine pour travaux de prolongement du boulevard Grignan, à Toulon.

Du 29 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de la marine,

vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1897;

vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

vu le décret du 12 juin 1896 ⁽²⁾ qui a ouvert au ministre de la marine, l'exercice 1896, un crédit de cinq mille cinq cents francs représentant le montant de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours, à la ville de Toulon;

considérant qu'aucune dépense n'a été imputée en 1896 sur le crédit ouvert par le décret précité du 12 juin;

vu la lettre du ministre des finances en date du 22 mai 1897;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est reporté au budget du ministère de la marine, exercice 1897, chapitre XXXVIII : *Travaux hydrauliques et bâtiments civils. Travaux neufs et grandes améliorations*, le crédit de cinq mille cinq cents francs (5,500^f) ouvert au chapitre correspondant du budget de l'exercice 1896 à titre de fonds de concours pour les travaux à effectuer pour l'administration de la marine aux frais de la ville de Toulon, en vue du prolongement du boulevard Grignan.

2. Pareille somme de cinq mille cinq cents francs est et demeure inscrite au budget ordinaire du ministère de la marine, exercice 1896, chapitre XXXV : *Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations*.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1789, n° 31300.

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de fonds de concours par la ville de Toulon.

4. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAUPEL

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la marine,

Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : G. BESNARD.

N° 32889. — DÉCRET qui reporte à l'Exercice 1897 une somme restée en emploi en 1896, affectée aux Travaux à entreprendre à l'établissement des Pupilles de la marine.

Du 29 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine,

Vu la loi du 29 mars 1897 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾ portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 31 août 1885 qui a autorisé le ministre des finances à accepter le legs universel fait à l'État par M. Henri Giffard;

Vu le décret du 14 septembre 1892 ⁽²⁾ qui a attribué au département de la marine une somme de cent cinquante mille francs prélevée sur les fonds dudit legs pour être affectée à de nouvelles constructions à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine à Brest, sous la condition que le pavillon principal portera le nom de *Pavillon Giffard*;

Vu le décret du 1^{er} juin 1893 ⁽³⁾ qui a ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1893, un crédit de cent cinquante mille francs représentant le montant de pareille somme versée au Trésor par l'administration des domaines à titre de fonds de concours pour ces travaux;

Vu le décret du 9 février 1894 ⁽⁴⁾ qui a autorisé le report à l'exercice 1894 de ce crédit de cent cinquante mille francs demeuré sans emploi en 1893;

Vu le décret du 3 juin 1895 ⁽⁵⁾ qui a autorisé le report à l'exercice 1895 d'une somme de cent un mille trois cent quatre-vingt-neuf francs non employée en 1894 sur le crédit de cent cinquante mille francs ouvert par le décret précité du 9 février 1894 ⁽⁴⁾;

Vu le décret du 28 mai 1896 ⁽⁶⁾ qui a autorisé le report de ladite somme de cent un mille trois cent quatre-vingt-neuf francs à l'exercice 1896;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1509, n° 25637.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1583, n° 26711.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 1615, n° 27499.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1706, n° 29601.

⁽⁶⁾ XII^e série, Bull. 1786, n° 31776.

les documents administratifs desquels il résulte que sur ce crédit il a été employé en 1896 qu'une somme de seize mille cent soixante-treize francs et qu'il reste en disponible de quatre-vingt-cinq mille deux cent seize francs.

La lettre du ministre des finances en date du 22 mai 1897;

RÈTE :

Art. 1^{er}. Est reportée au budget du ministère de la marine — exercice 1897, chapitre xxxviii — *Travaux hydrauliques et bâtiments* — *Travaux neufs et grandes améliorations*, une somme de quatre-vingt-cinq mille deux cent seize francs (85,216^f) applicable aux travaux de construction à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine à Brest et non employée sur le crédit de cent mille francs (101,389^f) ouvert à titre de fonds de concours au chapitre correspondant de l'exercice 1896.

Pareille somme de quatre-vingt-cinq mille deux cent seize francs (85,216^f) est et demeure annulée au budget ordinaire du ministère de la marine, exercice 1896, chapitre xxxv — *Travaux hydrauliques et bâtiments civils* — *Travaux neufs et grandes améliorations*.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources spéciales versées au Trésor à titre de concours par l'administration des domaines.

Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

1890. — *DÉCRET qui autorise le Juge de paix du canton de Decize (Nièvre) à tenir des Audiences foraines à la Machine.*

Du 3 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;
 vu la loi du 29 ventôse an ix;
 vu l'article 42 du code de procédure civile;
 vu la loi du 21 mars 1896;
 vu la délibération du 18 septembre 1896, par laquelle le conseil municipal de la Machine (Nièvre) a émis le vœu que le juge de paix du canton de Decize fût autorisé à tenir des audiences foraines à la Machine et voté une indemnité pour ce magistrat et son greffier;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le juge de paix du canton de Decize (Nièvre) est autorisé à tenir, tous les quinze jours, une audience supplémentaire à la Machine.

2. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32891. — *Décret portant homologation du bornage du Polygone exceptionnel de Fives-Saint-Maurice, à Lille.*

Du 4 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851 concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de délimitation et le procès-verbal de bornage en date du 28 décembre 1896, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant le polygone exceptionnel créé par décret du 30 septembre 1896, entre le cimetière de l'Est et la gare de Fives, à Lille.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 91, n° 780 et Bull. 105, n° 881.

1892. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses du Service chronométrique de l'Observatoire de Besançon.*

Du 10 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
 sur la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget général recettes et des dépenses de l'exercice 1897;
 sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1861;
 sur la délibération, en date du 27 mai 1882, par laquelle le conseil municipal de Besançon a autorisé le maire de cette ville à contracter un engagement de verser chaque année, au Trésor public, une somme de quatre mille francs destinée à assurer le service chronométrique de l'observatoire;
 sur le traité intervenu, le 31 du même mois, entre le maire de Besançon et le ministre de l'instruction publique;
 sur la déclaration délivrée, le 9 de ce mois, par le trésorier-payeur général du Doubs;
 sur l'avis du ministre des finances, en date du 3 juin 1897,

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), un crédit de mille francs (1,000^f) destiné à assurer, pendant le deuxième semestre de l'année courante, le service chronométrique de l'observatoire de Besançon.

Cette somme sera rattachée au chapitre XXIII : *Observatoires des artements*, du budget des dépenses de l'exercice 1897.

Il sera pourvu à la dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : A. RAMBAUD.

N° 32893. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.*

Du 10 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts

Vu la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;

Vu la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893, sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service;

Vu le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de Calais une somme de neuf cent vingt-neuf francs treize centimes pour servir, pendant l'exercice 1897, au paiement des traitements d'une directrice et de professeurs à l'école supérieure de filles de Calais exerçant dans des emplois créés sous la réserve que la ville de Calais se chargera du paiement des traitements de ces fonctionnaires et versera le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843;

Vu l'article 52 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 3 juin 1897.

DÉCRETS:

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, première section (*Service de l'instruction publique*), sur l'exercice 1897, chapitre I : *Enseignement primaire supérieur*, un crédit de neuf cent vingt-neuf francs treize centimes (929^f 13).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juin 1897.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : FÉLIX FAURE.
*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
Signé : A. RAMBAUD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

1894. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscriptions et du procès-verbal de Bornage de la zone des fortifications de la place d'Ain-ben-Khélil (redoute et camp baraqué).

Du 16 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État.

Sur le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾, pour l'application des lois citées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal du 12 octobre 1896, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant le bornage (lignee extérieure) des terrains militaires formant la zone des fortifications de la place d'Ain-ben-Khélil (redoute et camp baraqué).

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

1895. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de Bornage de la zone des fortifications de la place d'Ain-Sefra (redoute et camp baraqué).

Du 23 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires, ainsi que les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications pour la défense de l'État;

Sur le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois citées;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal du 10 août 1891, visés et approuvés par le ministre de la guerre, et concernant le bornage (limite extérieure) des terrains militaires formant la zone des fortifications de la place d'Aïn-Sefra (redoute et camp baraqué).

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32896. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du Procès-verbal de bornage de la zone extérieure du Blockhaus des Dunes, dépendant de la place d'Aïn-Sefra.

Du 23 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;

Vu le décret réglementaire du 10 août 1853 ⁽¹⁾ pour l'application des lois précitées;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués, pour l'ouvrage ci-après de la place d'Aïn-Sefra, le plan de circonscription et le procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications, visés et approuvés par le ministre de la guerre, savoir :

Blockhaus des Dunes (ouvrage classé comme poste de 1^{re} série par la loi du 27 mai 1889) :

Limite extérieure de la zone des fortifications;
Procès-verbal de bornage du 11 octobre 1896.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 682.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

fait à Paris, le 23 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

1897. — DÉCRET portant homologation du Plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone extérieure des Fortifications du fort Lapin, à Calais.

Du 23 Juin 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant le classement et la conservation des places de guerre et postes militaires ainsi que les servitudes imposées à la propriété, autour des fortifications, pour la défense de l'État;
le décret réglementaire du 10 août 1853⁽¹⁾ pour l'application des lois ci-dessus;

sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués le plan de circonscription et le procès-verbal du 11 janvier, visés et approuvés par le ministre de la guerre et concernant le bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications du fort Lapin, à Calais, modifié par décret du 2 décembre 1896, pour incorporer dans cette zone des terrains occupés par le magasin à poudre et l'atelier de chargement construits à l'est dudit ouvrage.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

fait à Paris, le 23 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

1898. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contresigné par le ministre des finances et le ministre des travaux publics) qui approuve l'acte administratif passé, le 9 janvier 1897, devant le maire d'Espalais (Tarn-et-Garonne), portant concession à M. Laporte et à

M^{me} Mouleng, aux clauses et conditions stipulées et moyennant le versement d'une somme de cent quatre-vingt-trois francs trente-quatre centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de leur propriété, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit « Saint-Projet » commune d'Espalais, ladite parcelle d'une contenance de quinze ares dix-sept centiares quatre-vingts centièmes et entourée d'un lisère rose sur le plan annexé audit acte. (Paris, 9 Avril 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 26^e Août 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes.*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du *Bulletin* au Ministère de la justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1875.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

9. — *Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le territoire commune du Mont-Dore, d'un Chemin de fer d'intérêt local, du pont adier, sur la Dordogne, au «Salon-du-Capucin».*

Du 13 Avril 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 17 avril 1897.)

SENAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

1^{re}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la commune du Mont-Dore, d'un chemin de fer d'intérêt local, à traction électrique, partant du chemin de grande communication n° 13, près du pont Meynadier, sur la Dordogne, et allant au plateau de la montagne dit «Salon-du-Capucin».

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme non avenue, si les expropriations nécessaires pour l'exécution dudit chemin ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

La commune du Mont-Dore est autorisée à pourvoir à l'exécution de la ligne dont il s'agit, comme chemin de fer d'intérêt local, sous les dispositions de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux clauses et conditions de la convention passée, le 1^{er} avril 1896, entre le maire de la commune du Mont-Dore, d'une part, et M. Girard, entrepreneur de travaux publics, à Perrier, d'autre part, en vertu du cahier des charges joint à cette convention.

Des copies certifiées conformes de ces convention et cahier de charges resteront annexées à la présente loi.

4. Dans un délai de six mois à partir de la déclaration d'utilité publique, le concessionnaire devra constituer une société anonyme.

La société qui sera ainsi formée se substituera au concessionnaire et deviendra solidairement responsable avec lui, vis-à-vis de la commune, de tous les engagements qu'il aurait contractés en son nom dernière.

Cette substitution devra être approuvée par un décret du conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 11 juin 1880.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 Avril 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé : A. TURREL.

CONVENTION.

Entre M. Léon Chabory, conseiller général du Puy-de-Dôme, maire de la commune du Mont-Dore, agissant au nom de ladite commune en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée par délibérations du conseil municipal en date du 28 octobre 1896 et du 1^{er} avril 1896,

D'une part;

Et M. Jean Giraudon, entrepreneur de travaux publics, demeurant à Perrier, Issoire,

D'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Chabory, en sa qualité de maire du Mont-Dore, au nom de la commune, concède à M. Giraudon, qui accepte, la construction et l'exploitation du chemin de fer funiculaire du Mont-Dore au « Salon-du-Capucin ».

2. Cette concession est faite aux conditions du cahier des charges annexé à la présente convention, lequel est conforme au cahier des charges type approuvé par le conseil du 6 août 1881, sauf les modifications apportées aux articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

3. Il est stipulé, en outre, que M. Giraudon s'engage à payer à la commune du Mont-Dore une somme de mille francs (1,000^f) pour chacune des dix premières années de la concession et de mille deux cents francs (1,200^f) pour chacune des années suivantes, et ce, à partir du jour où la concession aura commencé à courir.

Ladite somme sera payable à la caisse du receveur municipal de la commune du Mont-Dore le 1^{er} novembre de chaque année.

4. La présente convention n'aura d'effet qu'en vertu de la loi à intervenir pour approuver la concession du chemin de fer.

Fait double, le 1^{er} avril 1896.

Signé : CHABORY, maire.

Signé : GIRAUDON.

Enregistré gratis à Rochefort, le 25 mai 1897, folio 19, case 6. — Signé : BUREAU.

CAHIER DES CHARGES.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

Tracé.

Le chemin de fer d'intérêt local qui fait l'objet du présent cahier des charges partira d'un point situé au lieu dit « les Pradets », à vingt mètres (20^m) environ au nord-ouest du bâtiment *Turdif* et à trente-cinq mètres (35^m) de la façade sud-est du bâtiment *Giraudon*, lesdits bâtiments situés sur la rive gauche de la Dordogne, à cinquante mètres (50^m) environ du pont Meynadier. Il se dirige ensuite en ligne droite jusqu'à un point du lieu dit « le Carrefour » situé sur le chemin dit « des Rigolets », à cinquante mètres (50^m) environ du salon de Nica. Le chemin de fer est destiné au transport des voyageurs et des bagages.

Délai d'exécution.

Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an, à partir de la loi déclarative d'utilité publique. Ils seront poursuivis de telle façon que le funiculaire du chemin de fer au Salon-du-Capucin soit livré à l'exploitation dans le délai de deux années de la même date.

Approbation des projets.

Aucun travail ne pourra être entrepris pour l'établissement du chemin de fer et ses dépendances, sans que les projets en aient été approuvés, conformément à l'article 3 de la loi du 11 juin 1880, pour les projets d'ensemble, par le conseil municipal, pour les projets de détail des ouvrages, par le préfet, sous réserve de l'approbation spéciale du ministre des travaux publics, dans le cas où les travaux affectent des cours d'eau ou des chemins dépendant de la grande voirie.

En outre, les projets d'ensemble comprenant le tracé, les terrassements et l'emplacement des stations, seront remis au préfet dans les six mois au plus tard de la promulgation de la loi déclarative d'utilité publique.

Le préfet, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef du département, soumettra les projets au conseil municipal, qui statuera définitivement, sauf le droit, réservé au conseil municipal, de statuer à nouveau sur lesdits projets.

Les expéditions des projets ainsi approuvés seront remises au concessionnaire par le conseil municipal, l'autre restera entre les mains du préfet.

Pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'autorité compétente.

Projets antérieurs.

Le concessionnaire pourra prendre copie, sans déplacement, de tous les plans, devis et projets qui auraient été antérieurement dressés aux frais de la commune.

Pièces à fournir.

Les projets d'ensemble qui doivent être produits par le concessionnaire comprennent : pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

- 1° un extrait de la carte au quatre-vingt-millième (1/80000);
- 2° un plan général à l'échelle d'un deux millième (1/2000);

3° Un profil en long à l'échelle d'un millièmè ($1/1000$) pour les longueurs et d'un cinquièmè ($1/500$) pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison. Au-dessous de ce profil sera annexé, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes de la voie en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

4° Un certain nombre de profils en travers, à l'échelle de cinq millièmè ($1/200$) pour mètrè, et le profil-type de la voie à l'échelle de deux centimètrè ($1/50$) pour mètrè;

5° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit au-dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiqués tant sur le plan que sur le profil en long, le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

Acquisition de terrains. — Ouvrages d'art. — Établissement de la deuxième voie.

6. Les terrains seront acquis, les ouvrages d'art et les terrassements seront exécutés pour une voie en profil courant et pour deux voies en croisement.

Les terrains acquis pour l'établissement du chemin de fer ne pourront pas servir à une autre destination.

Largeur de la voie. — Gabarit du matériel roulant.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être d'un mètrè (1^m).

La largeur des caisses des véhicules, ainsi que de leur chargement, ne devra pas dépasser deux mètrès trente centimètrès ($2^m 30$), et la largeur du matériel roulant, prise toutes saillies, notamment celle des marchepieds latéraux, restera inférieure à deux mètrès cinquante centimètrès ($2^m 50$); la hauteur du matériel roulant au-dessus des rails sera au plus de trois mètrès soixante centimètrès ($3^m 60$) au milieu du croisement.

La largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètrès (2^m).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de soixante-cinq centimètrès ($0^m 75$).

L'épaisseur de la couche de ballast sera d'au moins trente-cinq centimètrès ($0^m 35$) et l'on ménagera, au pied de chaque talus du ballast, une banquette de largeur telle que l'arête de cette banquette se trouve à quatre-vingt-dix centimètrès ($0^m 90$) au moins de la verticale de la partie la plus saillante du matériel roulant.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par le préfet, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

Alignements et courbes. — Pentes et rampes.

8. Le maximum des déclivités est fixé à cinq cent quarante-cinq millièmè ($1/2222$). Les changements de déclivités devront être raccordés par des courbes d'au moins deux mètrès (10^m) de rayon.

Le concessionnaire aura la faculté, dans des cas exceptionnels, de proposer aux dispositions du présent article les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable du préfet.

Gares et stations.

Il y aura que deux gares ou stations : une à chaque extrémité de la ligne. L'inférieure ou de départ sera placée au lieu dit « les Pradets ». La supérieure ou d'arrivée sera établie au lieu dit « le Carrefour ». Le concessionnaire sera tenu, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre au préfet les projets de détail de chaque gare, station ou halte, lesquels composeront :

un plan à l'échelle d'un cinq-centième (1/500) indiquant les voies, les quais, les trottoirs et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords ; une élévation des bâtiments à l'échelle d'un centimètre (0" 01) par mètre ; un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet sont indiquées.

Traversée des routes et chemins.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir les communications interceptées par la ligne de fer, suivant les dispositions qui seront approuvées par l'administration départementale.

Passages au-dessus des routes et chemins.

Quand le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route nationale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par le ministre des Travaux publics ou le préfet, suivant le cas, en tenant compte des circonstances mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres pour la route nationale, à sept mètres (7") pour la route départementale, à cinq mètres (5") pour un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun et à quatre mètres (4") pour un simple chemin vicinal.

Les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5") au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4" 30) au moins.

La hauteur entre les parapets sera au moins de cinq mètres (5"). La hauteur de ces parapets ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à un mètre (1").

(Supprimé.)

(Supprimé.)

Rectification des routes.

Quand il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder dix centimètres (0" 03) par mètre pour les routes nationales et cinq centimètres (0" 05) pour les routes départementales et les chemins vicinaux. Le préfet restera tenu, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette règle, et en ce qui touche les routes départementales et les chemins vicinaux ; le préfet statuera en tout ce qui touche les routes nationales.

Écoulement des eaux. — Débouché des ponts.

Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais, pendant la durée de la concession, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours aurait été interrompu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les ravissements, détériorations, coupures ou bouleversements de la circulation et des voies publiques qui pourraient être causés par les eaux torrentielles en cas d'orage.

(Supprimé.)

Maintenance des communications.

Le concessionnaire sera tenu de prendre à ses frais toutes les mesures nécessaires pour que la circulation publique ne soit ni interrompue, ni dangereuse.

Exécution des travaux.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, pontceaux, ponts et viaducs à construire à la suite des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers seront en maçonnerie en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

Voies.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité, de telle sorte qu'elles ne tendent pas à se défoncer par suite de la pesanteur du chemin.

Les rails seront en acier et du poids de dix-huit kilogrammes (18^k) au mètre courant sur les voies de circulation.

L'espacement maximum des traverses sera de quatre-vingt-dix centimètres, l'axe d'axe en axe.

Clôtures.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, ou par toute autre clôture dont le mode et la disposition seront agréés par le préfet. Le concessionnaire pourra, conformément à l'article 20 de la loi du 11 juin 1866, être dispensé de poser des clôtures sur tout ou partie de la voie, mais il devra fournir des justifications spéciales pour être dispensé d'en établir.

Indemnités de terrains et de dommages.

21. Les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, et, en général, pour l'exécution de tous les travaux auxquels peut donner lieu cet établissement, seront achetés et payés par le concessionnaire.

La commune du Mont-Dore devra lui livrer gratuitement ceux desdits terrains qui lui appartiennent.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

Droits conférés au concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, par l'exécution des travaux dépendant de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc., et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Servitudes militaires.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des côtes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux militaires.

Mines.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine qui pourraient être imposés par le ministre des travaux publics, ainsi que les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

Carrières.

Le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou pouvant l'être, il ne pourra être livré à la circulation avant que les terrains qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayés ou consolidés, que le ministre des travaux publics pourrait ordonner à cet effet exécutés par les soins et aux frais du concessionnaire.

Contrôle et surveillance des travaux.

Les travaux seront soumis au contrôle et à la surveillance du préfet, sous l'autorité du ministre des travaux publics.

Ils seront conduits de manière à nuire le moins possible à la liberté et à la circulation. Les chantiers ouverts sur le sol des voies publiques seront éclairés et fermés pendant la nuit.

Les travaux seront exécutés directement par le concessionnaire, qui pourra procéder à la régie ou de trait, direct pour la fourniture et la pose de la voie et pour l'armement des appareils de traction funiculaire.

Le contrôle et la surveillance du préfet auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et les qui résulteront des projets approuvés.

Réception des travaux.

Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé à leur reconnaissance et, s'il y a lieu, à leur réception provisoire par un ou plusieurs commissaires que le préfet nommera.

Le procès-verbal de reconnaissance sera remis au préfet, qui autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation du chemin, après l'accomplissement des prescriptions de l'article 30 ci-dessus.

Bornage et plan cadastral.

Immédiatement après l'achèvement des travaux, et au plus tard six mois après la mise en exploitation de la ligne ou de chaque section, le concessionnaire fera faire un bornage contradictoire avec chaque propriétaire riverain, en présence d'un représentant du département; ainsi qu'un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec les riverains, par le préfet, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été construits. Tout état sera accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous les ouvrages.

Les expéditions dûment certifiées des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas seront dressées aux frais du concessionnaire et déposées dans les archives de la préfecture, l'autre dans celles de la mairie de la commune.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, ou acquis ultérieurement, et qui, par cela même, deviendront intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à la rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

Entretien.

Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu et si il y sera pourvu d'office à la diligence du préfet et aux frais du concessionnaire, le préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions antérieures édictées par l'article 39.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de taxes que le préfet exécutera.

30. (Supprimé.)

Matériel roulant.

31. Les voitures de voyageurs devront être faites d'après les meilleurs modèles satisfaisant à toutes les conditions réglées ou à rectifier pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts disposés équivalent et n'auront qu'un étage; construites en bois, ou en métal, et la tête de la voie. Ces voitures seront complètement couvertes, garnies de banquettes et de dossiers, munies de rideaux en été; on y accèdera de plein-pied au moyen d'un escalier.

L'intérieur de chaque compartiment contiendra l'indication du nombre de places dans le compartiment. Les wagons seront de bonne et solide construction et seront tenus en bon état. Chaque voiture sera munie de deux freins dont l'un agissant automatiquement en cas de rupture du câble. Les deux autres sont agissant sur l'essieu d'avant, l'autre sur l'essieu d'arrière; ils se manœuvreront à la main.

Tous ces freins seront à friction.

Une plate-forme de manœuvre sera ménagée à chacune des extrémités de la voiture pour le conducteur chargé de la manœuvre du frein.

Chaque voiture ne pourra être mise en service qu'après avoir été soumise à la commission de réception des travaux, composée des commissaires dont il est parlé à l'article 27 ci-dessus, et qui devra faire suffisamment d'épreuves et d'expériences pour se rendre compte de l'efficacité des freins.

Le câble en fils d'acier devra être calculé de manière qu'un maximum de dix fils ne travaillent qu'au dixième de leur charge de rupture. Il sera soumis, avant son emploi, à des épreuves qui seront fixées par la commission dont il est parlé à l'article 27 ci-dessus et qui auront lieu devant elle. Il y aura toujours un câble de change éprouvé prêt à être mis en place.

Toutes les parties du matériel roulant seront de bonne et solide construction. Le vu du procès-verbal de reconnaissance des voitures et du câble devra être communiqué et auquel il sera joint le procès-verbal de reconnaissance des travaux du chemin. Après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre le chemin en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de tout son matériel, de se soumettre à tous les règlements en matière.

Le service du contrôle aura le droit de faire procéder à de nouvelles épreuves toutes les fois qu'il le jugera convenable. Tous les frais d'épreuves du matériel sont à la charge du concessionnaire.

Nombre minimum des trains.

32. Le nombre minimum des trains qui desserviront tous les jours la ligne entre Paris et Orléans dans chaque sens est fixé à douze pendant la période d'exploitation comprise entre le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre. Ils ne circuleront qu'entre le lever et le coucher du soleil. Toutefois, s'il est nécessaire d'établir quelques trains de nuit, chaque voiture devra être éclairée à l'avant et à l'arrière au moyen d'une forte lampe à réflecteur. Toutefois, chaque train, avant de se mettre en marche, pourra attendre d'avoir à transporter au moins huit voyageurs.

Règlements de police et d'exploitation.

33. Le concessionnaire supportera les dépenses qu'entraînera l'exécution de ces

arrêts, décrets, décisions ministérielles et arrêtés préfectoraux rendus ou à rendre en vertu de la loi du 15 juillet 1845 et de celle du 11 juin 1880, au sujet de la concession de l'exploitation du chemin de fer.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation du préfet les règlements intérieurs relatifs à l'exploitation du chemin de fer.

Il déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de la vitesse des convois de voyageurs et de marchandises sur les différentes sections de la ligne, la durée du trajet et le tableau de la marche des trains.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

Durée de la concession.

La durée de la concession, pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent décret, commencera à courir de la date de la loi qui approuvera la concession. Cette concession prendra fin soixante-dix ans après.

Expiration de la concession.

L'époque fixée pour l'expiration de la concession et par le seul fait de cette loi, la commune sera subrogée à tous les droits du concessionnaire sur la ligne et ses dépendances, et elle entrera immédiatement en jouissance de tous les biens.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer, tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendant également du chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voie, tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, usines, etc.

Les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, la commune du Mont-Dore aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si le concessionnaire ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

Ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, les turbines, dynamos, machines fixes, lignes aériennes, la commune se réserve le droit de les reprendre en totalité pour telle partie qu'elle jugera convenable, à dire d'experts, mais sans pouvoir être contrainte. La valeur des objets repris sera payée au concessionnaire dans les six mois qui suivront l'expiration de la concession et la remise du matériel à la commune.

La commune sera tenue, si le concessionnaire le requiert, de reprendre les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, sur estimation qui en sera faite d'experts, et réciproquement, si la commune le requiert, le concessionnaire sera tenu de céder ces approvisionnements de la même manière. Toutefois, la commune ne pourra être obligée de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

Rachat de la concession.

La commune aura toujours le droit de racheter la concession. Le rachat a lieu avant l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, conformément au paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 11 juin 1880. Ce

terme de quinze ans sera compté à partir de la mise en exploitation effective de la ligne entière, ou au plus tard à partir de la fin du délai qui est fixé dans l'article 35 du présent cahier des charges, sans tenir compte des retards qui surviendront en fin de l'achèvement des travaux.

Si le rachat de la concession entière est demandé par la commune après l'expiration des quinze premières années de l'exploitation, on règle le prix de rachat en relevant les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les six années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, et on y comptera les annuités qui auront été payées à titre de subvention; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la ligne nière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les six mois qui suivront le rachat, le remboursement auxquels il aurait droit à l'expiration de la concession, suivant les deux derniers paragraphes de l'article 35, la reprise de la totalité des objets mobiliers étant ici obligatoire dans tous les cas pour la commune.

Le concessionnaire ne pourra élever aucune réclamation dans le cas où, le chemin concédé ayant été déclaré d'intérêt général, l'Etat sera substitué à la commune dans tous les droits que cette dernière tient de la loi du 11 juin 1880 et du présent cahier des charges.

Si l'Etat rachète la concession passé le terme de quinze années qui est fixé dans le paragraphe 1^{er} du présent article, le rachat sera opéré suivant les dispositions qui précèdent. Dans le cas où, au contraire, l'Etat déciderait de racheter la concession avant l'expiration de ce terme, l'indemnité qui pourra être due au concessionnaire sera liquidée par une commission spéciale, conformément au paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 11 juin 1880.

Déchéance.

37. Si le concessionnaire n'a pas remis au préfet les projets définis au 1^{er} et n'a pas commencé les travaux dans les délais fixés par les articles 2 et 3, il encourra la déchéance, qui sera prononcée par le ministre des travaux publics, après avis en demeure, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Dans ces deux cas, la somme de dix mille francs (10,000^f) qui aura été versée, ainsi qu'il sera dit à l'article 66, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de la commune et lui restera acquise.

Achèvement des travaux en cas de déchéance.

38. Faute par le concessionnaire d'avoir poursuivi et terminé les travaux dans les délais et conditions fixés par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les autres obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, et dans le cas prévu par l'article 10 de la loi du 11 juin 1880, il encourra soit la perte partielle de son cautionnement dans les conditions prévues par l'acte de concession, soit la perte totale de ce cautionnement, soit enfin la déchéance. Dans tous les cas, il sera tenu sur la demande de la commune, après mise en demeure par le ministre des travaux publics, sauf recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Dans les deux premiers cas, le cautionnement sera reconstitué dans le mois de la décision administrative.

Dans le cas de déchéance, il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer de la ligne à l'exploitation.

Nul ne sera admis à concourir à cette adjudication s'il n'a été préalablement agréé par le préfet.

En effet, les personnes qui voudraient concourir seront tenues de déclarer, dans un délai qui sera fixé, leur intention par écrit déposé à la préfecture et accompagné des pièces propres à justifier des ressources nécessaires pour remplir les engagements contractés.

Les pièces seront examinées par le préfet en conseil de préfecture. Chaque soumissionnaire sera informé de la décision prise en ce qui le concerne et, s'il y a lieu, du résultat de l'adjudication.

Les personnes qui auront été admises à concourir devront faire, soit à la caisse des contributions et consignations, soit à la trésorerie générale du département, le dépôt de cautionnement, qui devra être égal au moins au trentième de la dépense à faire par le concessionnaire.

L'adjudication aura lieu suivant les formes indiquées aux articles 11, 12, 13, 15 de l'ordonnance royale du 10 mai 1829.

Les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges substitué au concessionnaire évincé, pour recevoir les subventions de toute nature et échoir aux termes de l'acte de concession; le concessionnaire évincé recevra le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété de la commune.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera faite sur les mêmes bases après un délai de trois mois. Cette fois, les soumissions ne pourront être inférieures à la mise à prix. Si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les travaux exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à la commune.

Interruption de l'exploitation.

Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie pendant la période prévue à l'article 32 ci-dessus, le préfet prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, le concessionnaire ne peut valablement justifier qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, la concession ne sera pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le préfet des travaux publics. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes les dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Cas de force majeure.

Les dispositions des trois articles qui précèdent ne seraient pas applicables, et la concession ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

Tarif des droits à percevoir.

Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges et sous la condition expresse qu'il en remplit exactement toutes les obligations, il est autorisé à percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1^{er} VOYAGEURS.

Trajet simple :

Montée.....

Descente.....

Trajet double, montée et descente.....

2^{es} BAGAGES ET COLIS.

Taxe unique par course (montée et descente) pour un poids inférieur et jusqu'à 25 kilogrammes inclusivement.....

Pour un poids supérieur à 25 kilogrammes jusqu'à 50 kilogrammes inclusivement.....

NOTA. Les bagages et colis d'un poids supérieur à 50 kilogrammes ne seront point transportés.

PRIX			
de	de	de	de
paye.	transport.	montée.	descente.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 67	0 33	1 30	
0 33	0 16	0 65	
1 01	0 49	1 30	
0 30	0 10	0 65	
0 40	0 20	0 65	

Les prix déterminés ci-dessus ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus au concessionnaire qu'autant qu'il effectuerait lui-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, il n'aura droit qu'aux prix fixés pour le port.

Composition des trains.

42. Les trains ne seront composés que d'une seule voiture contenant quatre places au minimum.

Bagages.

43. Seront admis à titre gratuit les petits colis à main portés par les voyageurs de nature à être casés facilement sans être une cause de gêne pour les voyageurs.

44. (Supprimé.)

45. (Supprimé.)

46. (Supprimé.)

Abaissement des tarifs.

47. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable d'abaisser, avec ses conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif, les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée en temps d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation du préfet ou du ministre des travaux publics, suivant les distinctions établies par l'article 1 de la loi du 11 juin 1880 et conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, et aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux militaires.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et le transport.

Détails d'expédition.

48. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et

, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, denrées, marchandises
 is quelconques qui lui seront confiés.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

Traité particuliers.

A moins d'une autorisation spéciale du préfet, il est interdit au concession-
 conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement
 irectement avec des entreprises de transports de voyageurs ou de marchan-
 ar terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être,
 angements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises des
 les mêmes voies de communication.

réfet, agissant en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 15 novembre 1846,
 sa les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les di-
 entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

Fonctionnaires ou agents du contrôle et de la surveillance.

Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la sur-
 veillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de voya-

même faculté sera accordée aux agents des contributions indirectes et des
 se chargés de la surveillance du chemin de fer dans l'intérêt de la perception
 pôt.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

Lignes télégraphiques.

Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, s'il en est requis par le mai-
 les travaux publics, les lignes et appareils télégraphiques ou téléphoniques des-
 transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploi-
 devra toutefois, avant l'établissement des lignes, se pourvoir de l'autorisation
 être des postes et des télégraphes.

concessionnaire est tenu de se soumettre à tous les règlements d'administration
 ne concernant l'établissement et l'emploi des appareils télégraphiques ou télé-
 ques, ainsi que l'organisation à ses frais du contrôle de ce service par les agents
 tat.

agents des postes et des télégraphes voyageant pour le contrôle du service de
 électrique du chemin de fer ou du service postal exécuté sur cette ligne auront
 et de circuler gratuitement dans les voitures du concessionnaire, sur le vu de
 personnelles qui leur seront délivrées.

fonctionnaires, agents et ouvriers commissionnés chargés de la construction,
 surveillance et de l'entretien des lignes télégraphiques et de transmission d'éner-
 getique ont accès dans les gares et stations et sur la voie ferrée et ses dépen-
 sa, pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police
 sure.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

(Supprimé.)

Concessions ultérieures des nouvelles lignes.

59. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne peut donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

La commune du Mont-Dore s'interdit de faire aucune autre concession d'un chemin de fer funiculaire sur le même versant de la montagne du Capucin, sur une ligne de cinq cents mètres (500^m).

60. (Supprimé.)

61. (Supprimé.)

Contribution foncière.

62. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer sont assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

Agents du concessionnaire.

63. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

Inspecteurs spéciaux.

64. Il pourra être institué près du concessionnaire un ou plusieurs commissaires chargés d'exercer une surveillance spéciale sur tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des agents du contrôle.

Frais de contrôle.

65. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux et le loyer du contrôle de l'exploitation seront supportés par le concessionnaire.

Afin de pourvoir à ces frais, le concessionnaire sera tenu de verser chaque année à la caisse centrale du trésorier-payeur général du département, une somme de cent francs (100^f).

Si le concessionnaire ne verse pas la somme ci-dessus réglée aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera levé comme en matière de contributions directes.

Cautionnement.

66. Immédiatement après l'approbation définitive de la concession, le concessionnaire déposera à la caisse des dépôts et consignations une somme de dix mille francs (10,000^f) en numéraire ou en rentes sur l'État calculées conformément au décret du 31 janvier 1872, ou en bons du Trésor, avec transfert, au profit de ladite caisse, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Les quatre cinquièmes en seront rendus au concessionnaire après l'achèvement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après l'expiration de la concession.

Élection de domicile.

67. Le concessionnaire devra faire élection de domicile au Mont-Dore.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie du Mont-Dore.

Jugement des contestations.

Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration et de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Doubs, sauf recours au Conseil d'État.

Frais d'enregistrement.

Les frais d'enregistrement du présent cahier des charges et de la convention faite seront supportés par le concessionnaire.

double au Mont-Dore pour être annexé à la convention en date de ce jour.

Mont-Dore, le 1^{er} avril 1896.

Le Concessionnaire,

Signé : GIRAUDON.

Le Maire du Mont-Dore,

Signé : CHATELAIN.

enregistré gratis à Rochefort, le 13 mai 1897, folio 19, case 5. — Signé : Barreyre.

100. — *Loi modifiant, en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les articles 5, 48 et 49 de la loi 15 juillet 1889 sur le Recrutement de l'armée.*

Du 1^{er} Mai 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 4 mai 1897.).

SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur

ARTICLE UNIQUE. L'article 5 et les trois derniers paragraphes de l'article 48 de la loi du 15 juillet 1889 ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891.

Les conditions prescrites aux paragraphes 3^o et 4^o de l'article 59 de la loi du 15 juillet 1889 ne sont pas exigées des hommes ayant bénéficié de la loi du 26 mars 1891 qui contracteront des engagements militaires de quatre ou de cinq ans.

Ils ne pourront, en cas d'inconduite grave durant leur présence sous les drapeaux, être envoyés aux bataillons d'infanterie de discipline, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, à des compagnies spéciales désignées pour accomplir leurs périodes d'exercices.

Ils ne seront pas inscrits visés au paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 24 décembre 1896 bénéficiant des dispositions du présent article et ne pourront, en cas d'inconduite grave, recevoir, par décision ministérielle, une destination disciplinaire dans les mêmes conditions que les hommes du recrutement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la guerre,

Signé : BILLOT.

N° 32901. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour l'érection à Aigues-Vives (Gard) d'un Monument à la mémoire d'Émile Jamais.*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts:

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 51 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du trésorier-payeur général du Gard, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 29 mars 1897, une somme de vingt-cinq mille francs par M. Marguerit, trésorier du comité, à titre de fonds de concours pour l'érection à Aigues-Vives d'un monument à la mémoire d'Émile Jamais;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRETE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XXII : *Travaux d'art — Décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de vingt-cinq mille francs (25,000'), applicable aux frais d'érection à Aigues-Vives d'un monument à la mémoire d'Émile Jamais.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10527.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Signé : A. RAMBAUD.

Décret. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1896, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français.*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
Vu la loi du 28 décembre 1895, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1896;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé délivré par le receveur central de la Seine, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 6 mars 1897, une somme de deux mille cent trente et un francs trente-huit centimes, par la ville de Paris, pour sa part contributive dans les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français pendant le quatrième trimestre 1896;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1896, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre XLIX : *Matériel des régies des palais nationaux*, un crédit de deux mille cent trente et un francs trente-huit centimes (2,131³⁸), applicable à la part contributive de la ville de Paris dans les frais d'éclairage électrique, en 1896, du Palais-Royal des abords du Théâtre-Français.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

⁽¹⁾ XI^e série, BuL. 1045, n° 10527.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 5 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

N° 32903. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours mis au Trésor, applicable aux Dépenses de restauration de l'Eglise de Dormans (Marne).*

Du 5 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 51 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du receveur des finances d'Épernay, constatant qu'il a versé au Trésor, le 13 mars 1897, une somme de deux mille sept cent cinquante francs quatre-vingt-un centimes par le receveur municipal de Dormans pour la restauration de l'église de cette ville;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (Beaux-Arts), chapitre xxxviii : *Conservation des monuments historiques, acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée*, un crédit de deux mille sept cent cinquante francs quatre-vingt-un centimes (2,730^f 81), applicable aux travaux de restauration de l'église de Dormans (Marne).

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.
Fait à Paris, le 5 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

1897. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les Dépenses de l'Enseignement primaire.

Du 10 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;
sur la loi de finances du 29 mars 1897, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1897;
sur la loi du 19 juillet 1889 et la loi du 25 juillet 1893, sur les dépenses ministérielles de l'instruction publique et les traitements du personnel de ce service;
sur le bordereau ci-joint, constatant qu'il a été versé par le receveur municipal de la ville d'Amiens une somme de mille francs pour servir, pendant le deuxième trimestre de l'exercice 1897, au paiement du traitement de *M. Baudier*, inspecteur des écoles communales d'Amiens, exerçant dans l'emploi créé sous la réserve que ladite ville se chargera du paiement de l'élément de ce fonctionnaire et versera le montant de cette dépense au Trésor public, à titre de fonds de concours;
sur l'article 13 de la loi du 6 juin 1863;
sur l'article 50 du décret du 31 mai 1862;
sur l'avis du ministre des finances, en date du 3 juin 1897,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert, à titre de fonds de concours pour dépenses ministérielles, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, 1^{re} section (Service de l'instruction publique), sur l'exercice 1897, à titre de fonds de concours, pour l'Enseignement primaire — Inspecteurs — Inspectrices locales et départementales des écoles maternelles, un crédit de mille francs (1,000^f).

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen de pareille somme versée au Trésor public, à titre de fonds de concours pour dépenses ministérielles.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le

— 1800 —

ministres des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
Signé : A. RAMPAL.

N° 32905. — DÉCRET qui modifie l'article 4 du décret du 16 mai 1884
relatif à la Perception des droits universitaires en Algérie.

Du 15 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 16-mai 1884 ⁽¹⁾ relatif à la perception des droits universitaires en Algérie;

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 4 du décret du 16 mai 1884 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 4. Le trésorier-payeur d'Alger est chargé des fonctions de receveur des droits universitaires en Algérie.

« L'exécution du service de la perception des droits universitaires est rémunérée au moyen d'une allocation fixe, dont le montant est déterminé par le ministre des finances. »

2. L'article 5 du même décret est abrogé.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*
Signé : A. RAMPAL.

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 839, n° 14290.

1896. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour Décoration d'Édifices publics.*

Du 15 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts;

Sur la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Sur l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Sur le récépissé ci-joint du receveur des finances de Riom, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 10 avril 1897, une somme de mille francs par la société du musée de Riom, pour solde de sa part contributive dans les frais d'exécution en marbre d'un groupe intitulé « Baiser filial », par Mombur;

Sur l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (Beaux-Arts), chapitre xxii : *Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements*, un crédit de mille francs (1,000^f), applicable aux frais d'exécution en marbre d'un groupe intitulé « Baiser filial », par Mombur.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor, à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Signé : A. RAMBAUD.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10527.

N° 32907. — *Décret qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours au Trésor pour les Travaux de restauration de l'Eglise Saint-Léger, à Soissons.*

Du 15 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

Vu l'article 13 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 53 du décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers pour concourir, avec ceux de l'État, à des dépenses d'intérêt public donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme additionnellement à ceux qui ont été accordés au ministre pour le même objet;

Vu le récépissé du receveur des finances de Soissons, constatant qu'il a été versé au Trésor, le 9 avril 1897, une somme de vingt-cinq mille francs par M. l'évêque de Soissons, à titre de fonds de concours pour les travaux de restauration de l'église Saint-Léger, à Soissons;

Vu l'avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre xxxvii : *Conservation des monuments historiques, acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée*, un crédit de vingt-cinq mille francs (25,000^f), applicable aux travaux de restauration de l'église Saint-Léger, à Soissons.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au Trésor à titre de fonds de concours.

3. Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RANBAUD.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1045, n° 10527.

2908. — **DÉCRET** qui rectifie, en ce qui concerne le département de l'Aveyron, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 17 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur;

vu le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de population de la France;

vu les rectifications proposées par le préfet de l'Aveyron,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées, en ce qui concerne le département de l'Aveyron, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1896 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT:	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION complète à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Lozère.....	Luc.....	1,315	"	1,315	148

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

2909. — **DÉCRET** qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Lozère, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 17 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur;

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1861, n° 32598.

Vu le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet de la Lozère,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont approuvées, en ce qui concerne le département de la Lozère, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1896 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part.	POPULATION BONNE ou DÉFAUT	
				totale.	différence.
Mende.....	Mende.....	7,370	1,191	6,179	1,191

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32910. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département du Nord, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 17 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de la population de la France;

Vu les rectifications proposées par le préfet du Nord,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont approuvées,

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1861, n° 32598.

B. n° 1875.

— 1805 —

, en ce qui concerne le département du Nord, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1896 :

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENTS.	COMMUNES.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part.	POPULATION normale ou municipale	
				totale.	agglomérée.
Arrondissement de Valenciennes.....	Fourmies.....	15,287	175	15,112	14,586
Arrondissement de Valenciennes.....	Gravelines.....	5,907	202	5,705	1,904
Arrondissement de Valenciennes.....	Hazebrouck.....	12,571	592	11,979	8,328
Arrondissement de Valenciennes.....	Raismes.....	6,634	..	6,634	4,179

. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

18911. — DÉCRET qui rectifie, en ce qui concerne le département de la Vendée, le Tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896.

Du 17 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

sur le rapport du ministre de l'intérieur,

par le décret du 31 décembre 1896 ⁽¹⁾, qui déclare authentiques les tableaux de population de la France;

les rectifications proposées par le préfet de la Vendée,

arrête :

Art. 1^{er}. Les rectifications comprises au tableau ci-après sont apportées en ce qui concerne le département de la Vendée, aux tableaux de population joints au décret du 31 décembre 1896 :

1^{re} série, Bull. 1861, n° 32598.

RECTIFICATIONS AU TABLEAU N° 3.

ARRONDISSEMENT.	COMMUNE.	POPULATION totale.	POPULATION comptée à part.	POPULATION totale.	
				totale.	à part.
Les Sables-d'Olonne.....	Les Sables-d'Olonne.....	11,826	384	11,442	442

2. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : LOUIS BARTHOU.

N° 32912. — **DÉCRET** modifiant le régime du Cabotage algérien

Du 18 juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'arrêté du gouverneur général en date du 30 juin 1836, réglant l'exercice du cabotage en Algérie;

Vu le décret du 7 septembre 1856⁽¹⁾ sur le cabotage dans les eaux algériennes;

Vu les décrets des 16 octobre 1867 et 15 janvier 1895⁽²⁾ sur l'extension des limites du cabotage algérien;

Vu les décrets des 9 juillet 1874 et 15 avril 1885⁽³⁾ relatifs à l'amélioration de la situation du cabotage algérien;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie en conseil;

Sur le rapport du ministre de la marine;

Le comité des inspecteurs généraux de la marine entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La concession des divers brevets spéciaux de patrons de cabotage algérien est supprimée.

2. A partir du 1^{er} janvier 1898, la faculté de commander les navires à vapeur armés pour effectuer le cabotage tant en Algérie qu'en

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 433, n° 4067.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1679, n° 29074.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 929, n° 15280.

niée, est réservée aux inscrits maritimes titulaires du brevet de titre au cabotage, sauf l'exception prévue à l'article 3.

b. Les inscrits maritimes actuellement titulaires du brevet de titre au cabotage algérien conserveront, à titre de mesure transitoire, leurs droits au commandement des navires à voiles et à vapeur dans les limites indiquées sur leurs brevets.

Néanmoins, ils ne pourront pas être appelés au commandement des navires à vapeur de plus de cent tonneaux (100^u), affectés à un service régulier de passagers; cependant, à titre de mesure transitoire, ceux d'entre eux qui sont actuellement en possession du commandement d'un vapeur d'un tonnage même supérieur à cent tonneaux (100^u), pourront continuer à l'exercer.

c. A partir du 1^{er} janvier 1898, les équipages des navires au cabotage seront composés conformément à l'acte de navigation du 1^{er} septembre 1793.

Néanmoins, s'il était dûment constaté que cette règle n'est pas immédiatement réalisable, pour un bâtiment, l'ancienne disposition du deuxième paragraphe de l'article 10 du décret du 15 avril 1885 pourrait continuer à lui être appliquée, à titre transitoire et tout à fait exceptionnel, c'est-à-dire que la proportion d'étrangers entrant dans la composition de son équipage pourrait s'élever momentanément au-dessus du quart, mais sans dépasser la moitié.

5. Les dispositions antérieures sur le cabotage algérien sont abrogées en tout ce qu'elles ont de contraire aux dispositions du présent décret.

6. Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel de la France* et au *Bulletin officiel de l'Algérie*.

Fait à Paris, le 18 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre de la marine,

Signé : G. BESNARD.

N° 33913. — *Décret concernant le Remboursement des cautionnements des Comptables de l'État.*

Du 23 Juin 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 1^{er} Juillet 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur l'ordonnance du 20 mai 1865;

Sur l'ordonnance du 24 août 1841⁽¹⁾;

Sur la série, Bull. 843, n° 9539.

Vu le règlement de la comptabilité du ministère des finances, du 26 décembre 1866 (§ 35);

Vu le décret du 18 décembre 1869 sur l'organisation intérieure du ministère des finances;

Vu les lettres du ministre de l'intérieur, en date du 17 mai et du 15 juin 1897;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances ordonnance annuellement, au nom des comptables en exercice, les intérêts dus sur l'intégrité des sommes détenues par le Trésor à titre de cautionnement, de reliquat et de supplément de cautionnement pour la garantie de plusieurs gestions successives.

Ces intérêts sont ordonnancés dans le département où le titulaire exerce ses fonctions.

Toutefois, lorsque les cautionnements sont affectés spécialement à la garantie d'une gestion déterminée, les intérêts sur les cautionnements et reliquats de cautionnements non appliqués à la gestion courante sont ordonnancés dans le département où ont été exercées les fonctions garanties par ces cautionnements et reliquats de cautionnements.

2. Les percepteurs-receveurs municipaux, justiciables de la Cour des comptes ou des conseils de préfecture, sont admis, en cas de cessation définitive de leurs fonctions, à réclamer le remboursement des deux premiers tiers de leur cautionnement, en produisant au ministre des finances les pièces désignées au tableau annexé au présent décret.

Le dernier tiers du cautionnement pourra être remboursé également, s'il est fourni, en remplacement de ce reliquat, un cautionnement équivalent en rentes sur l'État.

3. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

TABEAU des justifications à fournir par le percepteur-receveur municipal qui doit obtenir le remboursement des deux premiers tiers de son cautionnement.

1^o Certificat d'inscription au nom du titulaire; à son défaut, une déclaration de perte ou d'impossibilité de produire le titre, rédigée sur papier timbré et dûment légalisée par le maire et le préfet ou sous-préfet; s'il n'y a pas eu de certificat d'inscription.

2. les récépissés de versements ou certificats de comptables du Trésor public (art. 1 du Gouvernement du 24 germinal an VIII).

Les bailleurs de fonds doivent produire, outre le certificat d'inscription, les certificats de privilège de second ordre qui leur ont été délivrés, ou une déclaration de te dans la forme indiquée ci-dessus.

1° Certificat de non-opposition délivré par le greffier, enregistré, visé par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement de la résidence du titulaire, conformément à la loi du 6 ventôse an XIII, qui ne prescrit pas la formalité de l'affiche de la cessation des fonctions; ledit certificat délivré postérieurement au jour de cessation des fonctions.

2° Certificat du receveur des finances constatant : 1° que la comptabilité du titulaire fait ressortir aucun débet à sa charge; 2° que les derniers comptes de gestion ont été soumis à l'autorité chargée de les juger; 3° que les maires et administrateurs des communes et établissements publics dont la gestion est confiée au percepteur-receveur municipal consentent au remboursement des deux premiers tiers du cautionnement.

Le certificat du receveur des finances doit être revêtu du visa du trésorier-payeur général.

32914. — *DÉCRET portant déclaration d'Abus dans une lettre de l'évêque de Clermont adressée, le 16 avril 1897, à plusieurs Établissements religieux de son diocèse.*

Du 26 Juin 1897.

(Promulgué au Journal officiel du 30 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport de la section de l'intérieur, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts du Conseil d'État,

Vu la dépêche, en date du 2 mai 1897, par laquelle le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, propose de déclarer qu'il y a abus :

Dans la lettre du 16 avril 1897, adressée par l'évêque de Clermont aux prieures des sœurs de la Visitation, de Sainte-Ursule, de Saint-Joseph-Bon-Pasteur, de la Miséricorde, de Notre-Dame, et du Bon-Secours-de-Clermont, à la suite de jugements condamnant ces communautés au paiement des taxes dues par application des lois de finances des 28 décembre 80, 29 décembre 1884 et 16 avril 1895;

Vu ladite lettre, insérée le 17 avril 1897 dans la *Semaine religieuse* de Clermont, organe officiel de l'évêché;

Vu la dépêche du 1^{er} mai 1897, par laquelle le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, informe l'évêque de Clermont du recours pour abus qu'il a formé et l'invite à prendre connaissance du dossier au secrétariat général du conseil d'État et à produire telles observations qu'il jugera convenables;

Vu le mémoire présenté au nom de l'évêque de Clermont, enregistré au secrétariat général du conseil d'État le 24 mai 1897;

Vu l'article 1^{er} de la convention du 26 messidor an IX;

Vu le décret du 25 février 1810, qui déclare loi de l'État l'édit de mars 82, sur la déclaration du clergé de France de la même année;

Vu les articles 6 et 10 de la loi du 18 germinal an X;

Vu la loi du 24 mai 1825;

Considérant que la lettre susvisée, insérée dans la *Semaine religieuse*, organe officiel de l'évêché, et adressée par l'évêque de Clermont comme

supérieur hiérarchique à plusieurs établissements religieux de son diocèse, attaque des jugements rendus par les tribunaux et censure d'une façon injurieuse les pouvoirs publics;

Que ce prélat, en détournant de son véritable objet l'autorité qui ne lui a été conférée sur les établissements religieux qu'en vue d'assurer la discipline et le respect des lois, a commis une usurpation et un excès de pouvoir, cas d'abus prévus par l'article 6 de la loi du 18 germinal an x;

Considérant en outre que, dans la même lettre, l'évêque de Clermont incite les établissements placés sous sa juridiction, à résister aux injonctions de l'autorité publique et à refuser le paiement d'un impôt légalement établi; qu'ainsi il a contrevenu aux lois et règlements de la République, cas d'abus prévu par l'article précité;

Considérant, enfin, que l'évêque appelle les excommunications de l'Église sur les représentants des pouvoirs publics qualifiés par lui de « spoliateurs » et qu'il fait entrevoir « des malédictions terribles » aux particuliers qui « rendraient acquéreurs des biens appartenant aux établissements religieux vendus par autorité de justice;

Que ces menaces de peines spirituelles à l'occasion d'actes qui ne tiennent que des lois civiles, sont de nature à troubler les consciences et à engendrer en scandale public, cas d'abus prévu par le même article de la loi du 18 germinal an x;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il y a abus dans la lettre de l'évêque de Clermont, en date du 16 avril 1897.

2. Ladite lettre est et demeure supprimée.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 Juin 1897.

Signé : **FÉLIX FAURE**

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

Signé : J. DARLAN.

N° 32915. — *DÉCRET qui fixe les quantités de Produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou à des traitants de faveur du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898.*

Don 26 Juin 1897.

(Brouillé au Journal officiel du 30 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur les propositions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture;

Vu la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des
 Remiens de faveur à certains produits tunisiens à leur entrée en France;
 Vu, notamment, l'article 5, paragraphe D, de ladite loi, portant que,
 que année, des décrets du Président de la République rendus sur les pro-
 positions des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce
 de l'agriculture, détermineront, d'après les statistiques officielles fournies
 le résident général, les quantités auxquelles s'appliqueront les disposi-
 des articles 1, 2 et 3 de ladite loi;
 Vu les statistiques fournies par le résident général,

SÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités de céréales en grains
 rigine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en
 nchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898,
 ns les conditions de la loi susvisée :

Blé, 800,000 quintaux métriques;
 Orge, 650,000 quintaux métriques;
 Avoine, 50,000 quintaux métriques;
 Maïs, 40,000 quintaux métriques.

2. Sont fixées ainsi qu'il suit les quantités des produits ci-après dé-
 mmés d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être
 mises en franchise à leur entrée en France, du 1^{er} juillet 1897 au
 juin 1898, dans les conditions de la loi susvisée :

Espèce chevaline, 1,000 têtes;
 Espèce asine et mulassière, 1,000 têtes;
 Espèce bovine, 25,000 têtes;
 Espèce ovine, 30,000 têtes;
 Espèce caprine, 1,000 têtes;
 Espèce porcine, 2,000 têtes;
 Volailles vivantes ou mortes, 8,000 kilogrammes;

Gibier vivant ou mort:

Sanglier, 20,000 kilogrammes;
 Autre et tortues, 2,000 kilogrammes.

3. Est fixée à cent soixante-quinze mille hectolitres (175,000^h) la
 antité de vins de raisins frais, d'origine et de provenance tuni-
 nnes, qui pourra être admise en France, du 1^{er} juillet 1897 au
 18 juin 1898, dans les conditions de la loi susvisée.

4. Est fixée à la somme de six millions de francs (6,000,000^f) la
 leur des quantités de produits d'origine et de provenance tuni-
 nnes non dénommés dans les articles 1 et 2 de la loi susvisée,
 i, dans les conditions de cette loi et sous réserve des exceptions pré-
 es dans son article 4, pourront, du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898,
 e admises en payant en France, conformément aux dispositions
 l'article 3 de ladite loi, les droits les plus favorables perçus sur les
 oduits similaires étrangers.

5. Les ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Juin 1897.

Le Ministre des finances,
Signé: GEORGES COCHERY.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'agriculture,*
Signé: J. MÉLINE.

Signé: FÉLIX FAURE.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé: G. HANOTAUL.

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*
Signé: HENRY BOUCHER.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Septembre 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 1876.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

916. — *Loi qui proroge jusqu'au 31 mai 1898 la loi du 13 janvier 1892, en ce qui concerne les Primes à la filature de la soie.*

Du 21 Juin 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 23 juin 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur est :

ARTICLE UNIQUE. Les dispositions de la loi du 13 janvier 1892 sont prorogées jusqu'au 31 mai 1898, en ce qui concerne les encouragements à accorder à la filature de la soie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre du commerce, de l'industrie
des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BODCHER.

N° 32917. — *Loi qui autorise l'acquisition par l'État des bâtiments du Collège Sainte-Barbe.*

Du 24 Juin 1897.

(Promulguée au Journal officiel du 26 juin 1897.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 11 novembre 1896, entre le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, d'une part, et la société du collège Sainte-Barbe et la société du Crédit foncier de France, d'autre part.

Un exemplaire de ladite convention restera annexé à la présente loi.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un crédit extraordinaire de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f), qui fera l'objet d'un chapitre spécial à inscrire à la première section : *Service de l'instruction publique*, du budget du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts, sous le n° LXVI et le libellé : *Acquisition des bâtiments du Collège Sainte-Barbe à Paris.*

Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources générales du budget de l'exercice 1897.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,
Signé : A. RAMBAUD.

N° 32918. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1897, un Crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor pour les Dépenses de l'École nationale des beaux-arts d'Alger.

Du 29 Mai 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1897;

et l'article 15 de la loi de finances du 6 juin 1843 et l'article 52 du décret du 31 mai 1862 (1), aux termes desquels les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'Etat, à des dépenses d'intérêt public, donnent lieu à l'ouverture, par décret, d'un crédit d'égale somme, additionnellement à ceux qui ont été alloués au ministre pour le même objet;

sur le récépissé du trésorier-payeur d'Alger, constatant qu'il a été versé au trésor, le 4 mai 1897, une somme de quatre mille quatre cent cinquante francs, montant du deuxième trimestre 1897 de la subvention allouée par la loi d'Alger à son école nationale des beaux-arts;

sur l'avis du ministre des finances,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sur le fonds du budget de l'exercice 1897, deuxième section (*Beaux-Arts*), chapitre 1 (Algerie) : *Subvention à l'école nationale des beaux-arts d'Alger*, un crédit de quatre mille quatre cent cinquante francs (4,450^{fr}) applicable aux dépenses de l'établissement cité.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article précédent au moyen des ressources spéciales résultant des versements faits au trésor à titre de fonds de concours.

Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 Mai 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,

Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,

Signé : A. RAMBAUD.

39919. — DÉCRET qui ouvre au Budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine, exercice 1897, un Crédit destiné au paiement de Dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la Construction et à la Navigation.

Du 4 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 41 de la loi de finances du 26 juillet 1893, portant que « le

produit des prélèvements de quatre pour cent sur le montant des primes instituées par les articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 30 janvier 1893 sera inscrit parmi les recettes du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, sous la rubrique : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, et que « des crédits en somme égale à ces prélèvements seront ouverts, par décrets contresignés par les ministres de la marine et des finances, au budget de la caisse des invalides de la marine ».

Vu le décret, en date du 25 juillet 1893 ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 30 janvier 1893 :

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 3 juin 1897 :

Sur le rapport du ministre de la marine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la marine, sur l'exercice 1897, au titre du budget annexe de la caisse des invalides de la marine, en somme égale aux recettes constatées au compte : *Prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande*, un crédit de trente-sept mille neuf cent dix-huit francs soixante-neuf centimes (37,918⁶⁹) destiné au paiement : 1° de secours aux marins français du commerce victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles; 2° de subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles.

Ce crédit sera classé dans le budget des dépenses de ladite caisse, exercice 1897, au chapitre spécial ouvert à cet effet, et intitulé : *Secours aux marins victimes de naufrages et autres accidents ou à leurs familles, et subventions aux chambres de commerce et à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins ou de toutes autres institutions pouvant leur être utiles*.

2. Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources provenant des retenues faites, en 1897, sur les primes à la construction et à la navigation.

3. Le ministre de la marine et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE.

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la marine,
Signé : G. BESVARD.

⁽¹⁾ 211^e série, Bull. 1577, n° 26939.

12920. — **DÉCRET** qui admet à circuler en franchise la Correspondance de service échangée entre divers Fonctionnaires.

Du 16 Juin 1897.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

les articles 1 et 2 de l'ordonnance du 17 novembre 1844⁽¹⁾ sur les franchises postales;

l'article 8 de la convention intervenue entre la France et la Régence d'Alger, le 20 mars 1888;

et le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est admise à circuler en franchise, par la poste, sous les conditions ci-dessous, la correspondance de service échangée entre les fonctionnaires désignés au tableau annexé au présent décret.

Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE,

Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,

Signé : HENRY BOUCHER.

DÉSIGNATION DES FONCTIONNAIRES ET DES PERSONNES

autorisées à contre-signer leur correspondance de service.	auxquels la correspondance de service des fonctionnaires et des personnes désignées dans la colonne ci-contre doit être remise en franchise.
Administrateur de la commune mixte de la Calle.....	Chef de l'annexe de Tabarca (Tunisie)*. Contrôleur civil à Souk-el-Arba (Tunisie)*.
Administrateur de la commune mixte de Bordj-Bou-Orja.....	Contrôleur civil de Thala (Tunisie)*.
Administrateur de la commune mixte de Souk-el-Arba.....	Contrôleur civil à Souk-el-Arba (Tunisie)*. Contrôleur civil au Kef (Tunisie)*.
Chefs de cantonnement à Blandan et à la Malle.....	Chefs des circonscriptions forestières d'Ain- Draham, Souk-el-Arba et Tabarka (Tunisie)*.
Chefs de cantonnement de Souk-el-Arba.....	Chefs des circonscriptions forestières d'Ain- Draham et de Souk-el-Arba (Tunisie)*.
Chefs de cantonnement à Tébessa.....	Chef de la circonscription forestière de Gafsa (Tunisie)*.
Chefs du service forestier à Bône.....	Chefs des circonscriptions forestières d'Ain- Draham et de Souk-el-Arba (Tunisie)*.
Chefs du service forestier à la Calle.....	Chefs des circonscriptions forestières d'Ain- Draham, Souk-el-Arba et Tabarka (Tunisie)*.
Chefs du service forestier à Constantine.....	Chef de la circonscription forestière à Gafsa (Tunisie)*.
Commandant supérieur, administrateur de la commune indigène de Tébessa.....	Chef de l'annexe de Tozeur (Tunisie)*. Contrôleur civil de Gafsa (Tunisie)*.
Conservateur des forêts à Constantine.....	Directeur des forêts, à Tunis*.

N° 32921. — *Décret qui reporte à l'exercice 1897 une Somme en emploi en 1896 affectée à divers Travaux et Dépenses militaires.*

Du 26 Juin 1897.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Vu la loi du 29 mars 1897, portant fixation du budget des dépenses du ministère de la guerre pour l'exercice 1897;

Vu les décrets des 5 ⁽¹⁾ et 24 juin ⁽²⁾, 23 juillet ⁽³⁾, 7 août ⁽⁴⁾, 3 septembre ⁽⁵⁾, 2 ⁽⁶⁾ et 22 octobre ⁽⁷⁾, 26 novembre 1896 ⁽⁸⁾ et 12 janvier 1897 ⁽⁹⁾, qui ont ouvert au ministre de la guerre, à titre de fonds de concours, sur le budget de l'exercice 1896 :

- 1° Un crédit de quatre-vingt-dix mille francs pour la construction d'un nouvel arsenal à Sousse (décret du 5 juin 1896), ci..... 90,000 fr
- 2° Un crédit de mille cinq cents francs pour l'exécution de réparations au pont dormant de la porte de Tournay, à Condé (décret du 5 juin 1896), ci..... 1,500 fr
- 3° Un crédit total de trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-onze francs soixante et un centimes pour l'acquisition de terrains nécessaires à l'extension d'un champ de manœuvres à Chartres (décrets des 5 et 24 juin 1896), ci.... 39,961 fr
- 4° Un crédit de cent trois mille francs dix-huit centimes pour l'exécution de travaux de modifications à l'enceinte fortifiée de la place de Besançon, entre la tour n° 19 et le quai Vauban (décret du 24 juin 1896), ci..... 103,000 fr
- 5° Un crédit de cent trente-cinq mille francs pour l'élargissement de la porte Saint-Martin, à Perpignan (décret du 24 juin 1896), ci..... 135,000 fr
- 6° Un crédit total de sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept francs cinquante centimes pour la dépense de location d'un champ de manœuvres et de tir à Amiens (décrets des 24 juin et 26 novembre 1896), ci..... 7,497 fr
- 7° Un crédit de quarante mille francs pour l'extension du casernement de la place de Batna (décret du 24 juin 1896), ci..... 40,000 fr
- 8° Un crédit de cent trente-trois mille trois cent vingt-huit francs pour la construction et l'aménagement de divers établissements militaires en Tunisie (décret du 24 juin 1896), ci..... 133,328 fr
- 9° Un crédit de soixante-douze mille quatre cent sept francs vingt-huit centimes pour l'organisation d'un quartier de cavalerie dans la place de Beaune (décret du 24 juin 1896), ci..... 72,407 fr

(1) XII^e série, Bull. 1789, n° 31287 et 31288.

(2) XII^e série, Bull. 1796, n° 31472.

(3) XII^e série, Bull. 1814, n° 31732.

(4) XII^e série, Bull. 1818, n° 31821.

(5) XII^e série, Bull. 1821, n° 31870.

(6) XII^e série, Bull. 1823, n° 31919.

(7) XII^e série, Bull. 1827, n° 32044.

(8) XII^e série, Bull. 1832, n° 32263.

(9) XII^e série, Bull. 1838, n° 32523.

3. n° 1876.

— 1819 —

Un crédit de seize francs trente-sept centimes pour l'acquisition du casernement de la place de Magnac-Laval (décret du 24 juin 1896), ci.....	18 ^f 87 ^c
Un crédit de cinquante et un mille cent cinquante francs pour la construction d'un quartier de cavalerie à (décret du 24 juin 1896), ci.....	51,150 00
Un crédit de vingt-huit mille deux cents francs pour l'instruction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie à Pithiviers (décret du 24 juin 1896), ci.....	28,200 00
Un crédit total de seize mille six cent soixante-six francs et soixante-six centimes pour la réorganisation du régiment de la Barollière, à Lunéville (décrets des 24 juin et 7 juillet 1896), ci.....	16,666 66
Un crédit total de quatre-vingt mille francs pour la réorganisation de la caserne Vaillant, à Dijon (décrets des 24 juin et 7 août 1896), ci.....	80,000 00
Un crédit de dix mille francs pour l'installation d'un régiment d'infanterie à Romans (décret du 24 juin 1896), ci.....	10,000 00
Un crédit de dix-sept mille francs pour l'établissement d'un champ de tir au lieu dit « la Tour-Ronde », à Gap (décret du 24 juin 1896), ci.....	17,000 00
Un crédit de cinquante mille francs pour la construction d'un ou de plusieurs appareils de navigation pneumatique [legs Giffard] (décret du 24 juin 1896), ci.....	50,000 00
Un crédit de cinq mille cinq cents francs pour l'exécution, à Besançon, de travaux de dérasement du bastion de l'enceinte du corps de place (décret du 7 août 1896), ci.....	5,500 00
Un crédit de onze mille francs pour la construction, à Omer, d'un stand militaire dans le fossé de la courtine 3-47 de l'enceinte déclassée du corps de place (décret du 22 septembre 1896), ci.....	11,000 00
Un crédit de mille cinq cents francs pour la réorganisation du champ de tir de la place de Condé (décret du 22 octobre 1896), ci.....	1,500 00
Un crédit de dix mille francs pour les travaux de restauration de la caserne A de l'ancien collège de la place de Magnac-Laval (décret du 22 octobre 1896), ci.....	10,000 00
Un crédit de deux cent mille francs pour la construction de nouveaux casernements dans la place de Melun (décret du 22 octobre 1896), ci.....	200,000 00
Un crédit de quatre mille sept cents francs pour l'établissement de passerelles aux portes militaires de Calais, d'Hardyck et de Furnes, à Dunkerque (décret du 12 janvier 1897), ci.....	4,700 00
TOTAL.....	1,108,457 60
Considérant que, sur le montant de ces divers crédits, il a été employé, en 1896, qu'une somme de.....	344,168 42
Il reste disponible de.....	764,289 18

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 24 juin 1897:

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Sur le crédit total d'un million cent huit mille quatre cent cinquante-sept francs soixante centimes (1,108,457⁶⁰ ouvert au ministre de la guerre, au titre du budget de l'exercice 1896, par les décrets susmentionnés, un report est autorisé à l'exercice 1897, jusqu'à concurrence de la somme de sept cent soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-neuf francs dix-huit centimes (764,289¹⁸), qui sera répartie ainsi qu'il suit :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

**CHAP. XLV. — ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE
(MATÉRIEL D'EXPLOITATION.)**

Sousse. Construction d'un nouvel arsenal..... 4,038⁰⁰

CHAP. XLIX. — ÉTABLISSEMENTS DU GÉNIE. (MATÉRIEL.)

Condé-sur-Escaut. Réparation du pont dormant de la porte de Tournay.....	1,300 ⁰⁰
Besançon. Modifications à l'enceinte fortifiée de la place, entre la tour n° 19 et le quai Vauban.....	55,678 ⁰⁰
Perpignan. Élargissement de la porte Saint-Martin.....	1,000 ⁰⁰
Amiens. Location d'un champ de manœuvres et de tir.....	3,249 ⁵⁰
Batna. Extension du casernement.....	40,000 ⁰⁰
Tunisie. Construction et aménagement de divers établissements militaires.....	120,543 ⁰⁰
Besançon. Dérasement du bastion n° 17 de l'enceinte du corps de place.....	1,054 ⁷⁷
Condé-sur-Escaut. Réorganisation du champ de tir.....	1,500 ⁰⁰
Magnac-Laval. Restauration de la caserne A de l'ancien collège.	10,000 ⁰⁰
Dunkerque. Établissement de passerelles aux portes militaires de Calais, de Mardyck et de Furnes.....	4,700 ⁰⁰

TOTAL pour le chapitre XLIX..... 245,315³¹

TOTAL pour la 1^{re} section..... 249,413⁹⁷

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XXVII. — BÂTIMENTS MILITAIRES.

Beaune. Organisation d'un quartier de cavalerie.....	72,407 ⁵⁸
Magnac-Laval. Extension du casernement.....	16 ³⁷

TOTAL pour le chapitre XXVII..... 72,423⁹⁵

CHAP. XLI. — CASERNEMENTS.

Noyon. Construction d'un quartier de cavalerie.....	30,150 ^f 00 ^c
Pithiviers. Construction d'un casernement pour un bataillon d'infanterie.....	14,300 00
Lunéville. Réorganisation du quartier de la Barollière.....	10,000 00
Dijon. Réorganisation de la caserne Vaillant.....	80,000 00
Romans. Installation d'un régiment d'infanterie.....	10,000 00
Melfun. Construction de nouveaux casernements.....	180,000 00
TOTAL pour le chapitre XLI.....	324,450 00

CHAP. XLII. — CHAMPS DE MANŒUVRES, DE TIR,
STANDS ET MANÈGES.

Chartres. Acquisition de terrains pour l'extension du champ de manœuvres.....	39,991 ^f 61 ^c
Gap. Établissement d'un champ de tir.....	17,000 00
Saint-Omer. Construction d'un stand militaire.....	11,000 00
TOTAL pour le chapitre XLII.....	67,991 61

CHAP. XLVII. — TÉLÉGRAPHIE ET AÉROSTATION MILITAIRES.

Legs Giffard. Construction d'un ou de plusieurs appareils de navigation aérienne.....	50,000 ^f 00 ^c
TOTAL pour la 2 ^e section.....	514,865 20
TOTAL pour la 1 ^{re} section.....	249,423 92
TOTAL GÉNÉRAL.....	764,289 18

Une somme de sept cent soixante-quatre mille deux cent tre-vingt-neuf francs dix-huit centimes (764,289^f 18) est et de-
vra être annulée sur les chapitres ci-après du budget du ministère de
la guerre de l'exercice 1896, savoir :

1^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.

CHAP. XLV. Établissements de l'artillerie. (Matériel d'explo- itation).....	1,098 ^f 60 ^c
— XLIX. Établissements du génie. (Matériel).....	245,325 32
TOTAL pour la 1 ^{re} section.....	249,423 92

2^e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAP. XLVII. Bâtiments militaires.....	72,423 ^f 65 ^c
— XLI. Casernements.....	324,450 00
— XLII. Champs de manœuvres, de tirs, stands et ma- nèges.....	67,991 61
— XLVII. Télégraphie et aérostation militaires.....	50,000 00
TOTAL pour la 2 ^e section.....	514,865 26
TOTAL GÉNÉRAL ÉGAL.....	764,289 18

3. Il sera pourvu aux crédits ouverts par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des sommes versées au Trésor, à titre de fonds de concours, pour le paiement des dépenses énumérées audit article.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre des finances,
Signé : GEORGES COCHERY.

Le Ministre de la guerre,
Signé : BELLON.

N° 32922. — DÉCRET modifiant celui du 12 janvier 1894, relatif à la Correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur.

Du 28 Juin 1897.

(Promulgué au *Journal officiel* du 29 juin 1897.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les lois des 29 novembre 1850, 28 mai 1853, 9 décembre 1871, 21 mars 1878 et notamment l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, ainsi conçu :

« Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines et généralement toutes les taxes accessoires ainsi que les mesures propres à mettre les régie du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international pourront être fixées par décrets; néanmoins, celles de ces dispositions qui pourront affecter les recettes de l'État devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi de finances ».

Vu les décrets des 12 janvier 1894⁽¹⁾, 17 août 1895⁽²⁾, 11 octobre 1895⁽³⁾, 19 novembre 1895⁽⁴⁾;

Vu le règlement de service international arrêté, à Budapest, le 22 juin 1896 et approuvé par la loi du 28 juin 1897;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 4, 9, 14, 17, 21, 37, 38, 41, 44, 59, 70, 71, 72, 84, 92, 93, 101, 102, 104 du décret du 12 janvier 1894 sont modifiés et remplacés par les suivants :

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 1612, n° 27636.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1747, n° 3041

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1718, n° 29862.

Art. 4. Les bureaux télégraphiques établis dans les maisons éclusées, dans les voies navigables ou dans les sémaphores, ainsi que ceux dans les gares de chemins de fer ou dans les locaux appartenant à des communes, à des compagnies ou sociétés ou à des particuliers et qui participent au service de la correspondance privée, soumis, en ce qui concerne les heures d'ouverture, à des règles concertées entre l'administration des postes et des télégraphes et les administrations, les compagnies ou les particuliers relèvent les gérants de ces bureaux.

Art. 9. Les indications éventuelles caractérisent les télégrammes aux : elles sont relatives au mode de remise, à la réponse payée, au mode de réception, au collationnement, aux télégrammes à faire et aux télégrammes multiples.

Art. 14. Toute personne peut demander l'enregistrement à un ou à d'une ou de plusieurs adresses convenues ou abrégées.

L'enregistrement est subordonné à l'acceptation par le receveur de l'adresse proposée et au versement d'une taxe d'abonnement qui est fixée à quarante francs (40^f) par an, courant du 1^{er} janvier, ou à vingt francs (20^f) par semestre indivisible, courant du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, ou à cinq francs (5^f) pour un mois.

L'abonnement est dû pour chaque adresse convenue ou abrégée et est payé par la même personne.

Lorsqu'un télégramme est adressé à un tiers chez une personne, le fait d'enregistrer une adresse abrégée ou convenue, le ou les représentants l'adresse enregistrée doivent être précédés de l'une des mentions « chez », « aux soins de » ou de toute autre équivalente.

Art. 17. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'une ou dans plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale (tableau n° 3), ou dans l'un des idiomes basque, breton, gascon ou provençal.

Art. 21. Les noms propres ne peuvent figurer dans les télégrammes rédigés, en tout ou en partie, en langage convenu qu'autant qu'ils y sont employés, avec leur signification, en langage clair. Toutefois, les noms propres qui figurent dans le vocabulaire officiel peuvent être admis avec un sens convenu.

Art. 37. Les mots, nombres, signes ajoutés par le bureau expéditeur dans l'intérêt du service, les signes de ponctuation, apostrophes, traits d'union ne sont pas taxés.

Les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis.

Art. 38. Dans le langage clair, les mots simples ou composés en usage dans la langue française, les noms propres de lieux, de pays, de circonscriptions administratives, de voies publiques et les numéros des habitations, si les expressions employées reproduisent exactement les dénominations officielles, comptent pour un mot.

• Toutefois, les noms patronymiques appartenant à une seule et même personne, les noms des navires, les nombres écrits en toutes lettres, lorsqu'ils sont écrits en un seul mot, sans apostrophe ni trait d'union, comptent pour autant de mots que ces expressions contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

• Les mots des langues étrangères comptent pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

• Art. 41. Les groupes de chiffres comptent pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent. Les points, les virgules, les barres de division et les tirets qui entrent dans la formation des groupes comptent chacun pour un chiffre.

• Art. 44. Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage chiffré, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères.

• Si un télégramme mixte comprend un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions de l'article 41.

• Si un télégramme ne comprend qu'un texte en langage clair et un texte en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les règles applicables au langage clair (art. 38), et les parties en langage chiffré, suivant les règles applicables au langage chiffré (art. 41).

• Art. 59. L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme sera remis à son correspondant lui soit notifiée par télégraphe ou par poste aussitôt après la remise. Il inscrit alors soit l'indication éventuelle « accusé réception » ou « PC », soit l'indication éventuelle « accusé réception postal » ou « PCP ».

• Art. 70. La personne qui demande au bureau d'arrivée de faire suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité sans indication de transmissions successives à d'autres localités.

• Art. 71. Lorsque la réexpédition d'un télégramme avec réponse payée est demandée et qu'elle entraîne une modification dans la valeur du bon, le bureau qui fait suivre indique au bureau d'arrivée le montant de la somme versée par l'expéditeur. Un bon d'égale valeur est délivré au destinataire par le bureau qui effectue la remise du télégramme.

• Art. 72. Un télégramme, dit télégramme multiple, peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans

localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité, avec ou sans réexpédition par poste ou par exprès. L'expéditeur doit inscrire en tête de l'adresse l'indication éventuelle « adresses » ou « T.M. », qui entre dans le nombre des mots.

Art. 84. Le lieu d'arrivée s'entend :

De l'agglomération où est situé le bureau télégraphique ;

De l'enceinte de la gare s'il s'agit d'un bureau-gare, ou de l'établissement où est placé l'appareil s'il s'agit d'un bureau de sémaphore, d'écluse, de barrage, etc. ;

Dans les localités ayant un octroi, la zone de distribution gratuite ne peut s'étendre au delà de la zone soumise à cet octroi, alors que cette dernière serait plus restreinte que la partie agglomérée.

Art. 92 et 93. Les télégrammes qui doivent être réexpédiés par un pays autre que le pays de destination télégraphique sont assujettis à une taxe de cinquante centimes (0^e 50) perçue au départ.

Art. 101. Sont remboursées à ceux qui les ont versées si la demande en est faite, ou à la suite d'une réclamation visant l'exécution du service :

* La taxe intégrale de tout télégramme qui n'est pas parvenu à destination par le fait du service télégraphique ;

* La taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, n'a été remis au destinataire ou au service d'arrivée, lorsque ce dernier est chargé du transport, qu'après un délai de douze heures. La durée de la fermeture des bureaux d'arrivée et de transport par exprès n'entre pas dans le calcul de ce délai ;

* La taxe des avis de service échangés pour rectifier des erreurs matérielles au télégraphe ;

* La taxe de tout télégramme collationné qui n'a pu manifester son objet par suite d'erreurs de transmission, lorsque ces erreurs n'ont pas été rectifiées par avis de service taxé ;

* La somme versée pour une réponse payée d'avance, si le destinataire n'a pas fait usage du bon de réponse et si ce bon a été délivré dans un bureau, dans le délai de six semaines qui suit la date de délivrance du bon avec une demande de remboursement à effectuer au profit de l'expéditeur ;

* La taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été prévu.

Art. 102. Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement s'applique exclusivement aux télégrammes non parvenus à destination, aux avis de service rectificatifs, aux télégrammes collationnés qui ont été dénaturés, y compris les taxes accessoires.

« Art. 104. L'expéditeur et le destinataire peuvent, dans le même délai et en justifiant de leur qualité, obtenir sans frais communication des originaux au bureau de dépôt. »

2. Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1897 et qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 28 Juin 1897.

Signé : FÉLIX FAURE

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,
Signé : HENRY BOUCHER.

ANNEXES.

Tableaux n^{os} 2 et 3 annexés au décret du 19 janvier 1894, mis en concordance avec les nouvelles dispositions stipulées par le décret du 28 juin 1897.

TABEAU N^o 2.

Indications éventuelles.	Sig- nature
« Réponse payée ».....	R
« Réponse payée x mots ».....	Rx
« Collationnement ».....	T
« Accusé-réception » (télégraphique).....	PC
« Accusé réception postal ».....	PO
« Faire suivre ».....	FS
« Faire suivre arrhes ».....	FA
« Poste ».....	P
« Poste recommandée ».....	PR
« Exprès payé ».....	AP
« Exprès payé télégraphe ».....	AT
« Poste restante ».....	PR
« Poste restante recommandée ».....	PRR
« Réexpédié ».....	R
« Télégraphe restant ».....	TR
« x adresses ».....	TX
« Multiples arrhes ».....	TA
« Téléphones ».....	T
« Remettre ouvert ».....	RO
« Remettre en mains propres ».....	MP
« Communiquer toutes adresses ».....	C

TABLEAU N° 5.

*Langues dont l'usage est permis
dans la correspondance télégraphique privée internationale.*

- | | |
|----------------------------------|------------------------|
| 1. Le français. | 20. Le japonais. |
| 2. L'anglais. | 21. Le latin. |
| 3. L'allemand. | 22. Le luxembourgeois. |
| 4. L'annamite (quoc-ngu). | 23. Le malais. |
| 5. L'arabe. | 24. Le norvégien. |
| 6. L'arménien. | 25. Le persan. |
| 7. Le bohème (tchèque). | 26. Le petit russe. |
| 8. Le bulgare. | 27. Le polonais. |
| 9. Le croate. | 28. Le portugais. |
| 10. Le danois. | 29. Le roumain. |
| 11. L'esclavonien. | 30. Le routhène. |
| 12. L'espagnol (castillan). | 31. Le russe. |
| 13. Le flamand. | 32. Le serbe. |
| 14. Le grec. | 33. Le siamois. |
| 15. L'hébreu. | 34. Le slovaque. |
| 16. Le hollandais (néerlandais). | 35. Le slovène. |
| 17. Le hongrois. | 36. Le suédois. |
| 18. L'illyrique. | 37. Le turc. |
| 19. L'italien. | |

32923. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant ce qui suit :

ont approuvés les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de l'est-Algérien, conformément au projet suivant : ligne de Sainte-Barbe-Nélat à Sidi-bel-Abbès.

Projet d'agrandissement de la gare de Sidi-bel-Abbès, présenté, le 3 juin 6, avec un détail estimatif montant à cent soixante-dix-neuf mille deux cents francs, y compris douze pour cent pour frais généraux et intérêts.

La dépense résultant de l'exécution de ce projet sera imputée sur le compte de cinq millions cent mille francs ouvert, conformément à l'article 5 de la convention du 16 mai 1885, approuvée par la loi du 16 juillet suivant, sur les travaux complémentaires sur les lignes de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, Sidi-bel-Abbès à Ras-el-Mâ, la Sénia à Aïn-Témouchent et de Tlemcen, jusqu'à concurrence des sommes qui seront définitivement reconnues devoir être portées audit compte. (Paris, 16 Janvier 1897.)

32924. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (contre-signé par le ministre des finances et le ministre des travaux publics) qui approuve l'acte administratif passé, le 22 février 1897, devant le maire de Verdun (Tarn-et-Garonne), régulièrement délégué, portant concession à M^{me} de Marville, née de Preissac, aux clauses et conditions stipulées et

moyennant le versement d'une somme de huit cent sept francs soixante-treize centimes, d'une parcelle d'alluvion en voie de formation au droit de sa propriété, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit « Mauvert », commune de Verdun, ladite parcelle d'une contenance de deux hectares quinze ares quarante centiares cinquante centièmes, entourée d'un liseré rose sur le plan annexé audit acte. (Paris, 27 Mai 1897.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Septembre 1897.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*

J. DARLAN.

* Cette date est celle de la réception du décret
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le *Bulletin des Lois*, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Impression nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME LIV DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

PREMIER SEMESTRE DE 1897.

DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 1897.

(N^{os} 1836 à 1876.)

A

us. Décret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé *Bailly*, curé de Donzy (Nièvre), B. 1866, p. 1502. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé *Blanchard*, desservant de Souday (Loir-et-Cher), B. 1866, p. 1500. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé *Candron*, desservant de l'église succursale de Grez-sur-Loing (Seine-et-Marne), B. 1850, p. 730. — Décret portant déclaration d'abus dans une lettre de l'évêque de Clermont adressée, le 16 avril 1897, à plusieurs établissements religieux de son diocèse, B. 1875, p. 1809. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par les sieurs *de Financé*, *Oudin* et autres, élèves et supérieur du séminaire de Moulins (Allier), B. 1848, p. 644. — Dé-

cret qui rejette le recours pour abus formé par l'abbé *Moeris*, curé de Saint-Ayoul, à Provins (Seine-et-Marne), B. 1848, p. 645. — Décret qui rejette le recours pour abus formé par les abbés *Verrière*, curé de Condrieux (Rhône), *Seux* et *Tamin*, vicaires de la même paroisse, B. 1866, p. 1518.

ADJOINTS. Décrets portant qu'un adjoint en sus du nombre déterminé par la loi sera nommé dans les localités ci-après : section de Guagno-les-Bains, commune de Poggiolo, canton de Soccia, arrondissement d'Ajaccio (Corse), B. 1839, p. 147; — section de Bourcefranc, commune de Marennes, canton et arrondissement dudit (Charente - Inférieure), B. 1840, p. 190.

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domaine*.

ALGÉRIE. Décret relatif au service hospitalier en Algérie, B. 1855, p. 873. — Décret concernant la fabrication et la vente des spiritueux en Algérie, B. 1864, p. 1431. — Décret qui rapporte les dispositions de l'article 7 du décret du 3 mars 1897 concernant la fabrication des spiritueux en Algérie, B. 1869, p. 1610. — Loi relative à la propriété foncière en Algérie, B. 1867, p. 1538. — Décret qui charge le gouverneur général de l'Algérie de statuer sur les questions relatives aux impôts arabes qui peuvent être actuellement réglées par des décisions ministérielles, B. 1870, p. 1631. — Décret relatif aux experts médecins devant les tribunaux en Algérie, B. 1873, p. 1727. — Décret qui modifie l'article 4 du décret du 16 mai 1884 relatif à la perception des droits universitaires en Algérie, B. 1875, p. 1800. — Décret modifiant le régime de cabotage algérien, B. 1875, p. 1806.

ARMÉE. Loi modifiant l'organisation des régiments d'infanterie, B. 1847, p. 508. — Loi modifiant : 1° les lois des 18 mars 1889 et 25 juillet 1893 relatives au rengagement des sous-officiers; 2° la loi du 17 décembre 1892 relative à l'augmentation du nombre de décorations accordées aux armées de terre et de mer; 3° la loi des cadres du 25 juillet 1893, B. 1850, p. 713. — Loi

portant modification à l'article 1 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (hommes exclus de l'armée), B. 1859, p. 1119. — Loi qui modifie l'article 48 de la loi du 13 mars 1855 relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale, B. 1863, p. 1368. — Loi modifiant, en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les articles 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, B. 1895, p. 1795.

ARRONDISSEMENTS. Voyez *Canton d'arrondissement*.

AUTORISATIONS. Décret qui autorise le sieur Decan à maintenir à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer les contreforts de sa maison située en bordure de la Halle de la Demi-Lune (ligne d'Harleur à Montvilliers), B. 1841, p. 223. — Décret qui autorise M. Jeannot dit l'ortin, à construire une fosse dans un terrain à droite du chemin de fer de Poitiers à Limoges à moins de deux mètres du pied du talus de cette voie ferrée, la gare de Montmorillon, B. 1847, p. 628. — Décret qui autorise le sieur Thomas à construire à la limite même du chemin de fer de Montluçon à Moulins un appentis sur un terrain qui se trouve en bordure de ce chemin de fer, dans la traversée de la commune de Montluçon, B. 1868, p. 1361.

B

BACS. Décrets approuvant les tarifs pour la perception des droits de péage : Bac d'Isles-les-Meldeuses, sur la rivière de Marne, au territoire de la commune d'Armenières (Seine-et-Marne), B. 1856, p. 934. — Décret qui modifie le

tarif annexé au décret du 7 mai 1896 relatif aux droits à percevoir au bac des Cures, sur l'Aisne, B. 1872, p. 1715.

BATTERIES. Voyez *Fortification*.
BOURNE ET MANGANESE. Loi concernant la répression de la fraude

dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, B. 1852, p. 783.

Bourses et Chambres de Commerce.

Dispositions générales. Décret qui autorise la chambre de commerce de Valenciennes à établir et à administrer des grues pour la manutention des marchandises sur le port public de l'Escaut à Valenciennes, B. 1860, p. 1159. — Décret qui porte de dix-huit à vingt et un le nombre des membres de la chambre de commerce de Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 1868, p. 1575.

Emprunts. Décrets qui autorisent les bourses et chambres de commerce ci-après à contracter des emprunts : Bougie, B. 1862, p. 1371; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1863, p. 1404; — Nice (Alpes-Maritimes), B. 1862, p. 1367; — Rochelle [la] (Charente-Inférieure), B. 1862, p. 1369; — Roche-sur-Yon (la), B. 1866, p. 1486.

Impositions extraordinaires. Décrets qui autorisent les bourses et chambres de commerce ci-après à s'imposer extraordinairement : Havre [le] (Seine-Inférieure), B. 1866, p. 1364; — Nantes (Loire-Inférieure), B. 1862, p. 1366; — Paris, B. 1862, p. 1374; — Roche-sur-Yon [la] (Vendée), B. 1866, p. 1486; — Rouen (Seine-Inférieure), B. 1862, p. 1375.

Contributions spéciales. Décrets relatifs à des contributions spéciales à percevoir, en 1897, pour les dépenses des bourses et chambres de commerce ci-après : chambres et bourses de commerce de l'Algérie, B. 1853, p. 837; diverses chambres et bourses de commerce, B. 1854, p. 865.

BREVETS D'INVENTION. Décret qui proclame soixante et une cessions de brevets d'invention, B. 1845, p. 329. — Décret qui proclame des brevets d'invention

et des certificats d'addition, B. 1845, p. 336. — Décret qui proclame cinquante-quatre cessions de brevets d'invention, B. 1858, p. 969. — Décret qui proclame des brevets d'invention et des certificats d'addition, B. 1858, p. 975.

BUDGET.

Dispositions générales. (Budget général.) Loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896, B. 1865, p. 1451.

Exercice 1897. Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, des crédits provisoires applicables au mois de février 1897; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, B. 1837, p. 29. — Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1897, par la loi du 29 janvier 1897, B. 1837, p. 33. — Loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1897; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, B. 1840, p. 153; — Décret portant répartition, par ministères et par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1897, par la loi du 26 février 1897, B. 1840, p. 157; — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1897, B. 1847, p. 509; — Loi portant ouverture, sur l'exercice 1897, d'un crédit d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), B. 1866, p. 1484; — Loi portant : 1° annulation de crédits sur l'exercice 1896; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1897 (dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles), B. 1866, p. 1487.

AGRICULTURE.

Exercice 1893. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1844, p. 322.

Exercice 1894. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1844, p. 316; B. 1844, p. 323.

Exercice 1895. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1844, p. 325; B. 1857, p. 965; B. 1860, p. 1171.

Exercice 1896. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : affecté à la remonte des haras, B. 1844, p. 300; — pour encouragements à l'industrie chevaline, B. 1846, p. 493; B. 1848, p. 656; — affecté aux dépenses du personnel de l'hydraulique agricole, B. 1847, p. 624; — pour l'entretien de l'école d'agriculture d'Écully (Rhône), B. 1853, p. 829; — pour la confection du plan parcellaire de la digue à la mer en Camargue, B. 1853, p. 830; — affecté au traitement du secrétaire du Herd-Book français, B. 1853, p. 831; — affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Mamirolle (Doubs), B. 1853, p. 832.

Exercice 1897. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor affecté à la construction du canal de la Saygonade (Haute-Garonne), B. 1873, p. 1713; — pour travaux de curage du Nouveau-Vistre (Gard), B. 1873, p. 1720; — affecté à l'entretien de l'école de laiterie de Poligny (Jura), B. 1873, p. 1721; — affecté à la remonte des haras, B. 1873, p. 1722.

Report à l'exercice 1897 de sommes non employées en 1896 : — affectée à l'élargissement d'un chemin forestier de la série de Blandas, B. 1872, p. 1714; — affectée à la remonte des Haras, B. 1873, p. 1719.

COLONIES.

Exercices 1892, 1893 et 1894.

Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1843, p. 773; B. 1851, p. 764.

Exercice 1896. Ouverture de crédit extraordinaire pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam, B. 1836, p. 1.

Exercice 1897. Ouverture de crédit extraordinaire pour les funérailles de M. Rousseau, gouverneur général de l'Indo-Chine, B. 1837, p. 28.

COMMERCE, INDUSTRIE,
POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Exercices 1893, 1894 et 1895. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1848, p. 647; B. 1850, p. 736; B. 1850, p. 739.

Exercice 1896. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour l'entretien d'élèves à l'école nationale d'horlogerie de Clus (Haute-Savoie), B. 1853, p. 87; — pour les frais d'établissement de lignes et de bureaux télégraphiques, B. 1855, p. 109; B. 1863, p. 1401; B. 1865, p. 1474; B. 1868, p. 1556; — applicable aux dépenses de Disposition de 1900, B. 1856, p. 99; B. 1856, p. 99; — pour l'établissement de réseaux télégraphiques et de lignes interurbaines, B. 1865, p. 1475; B. 1868, p. 1555; — pour l'établissement de lignes téléphoniques, B. 1866, p. 149; B. 1868, p. 1555; — pour allocation à l'association des inventeurs et artistes industriels, B. 1866, p. 1504.

FINANCES.

Exercices 1893, 1894 et 1895. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1841, p. 214.

Exercices 1896 et 1897. Ouverture de crédit supplémentaire, B. 1867, p. 1549.

Exercice 1897. Ouverture de crédits supplémentaires pour le service des pensions civiles, B. 1866, p. 1492.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : affecté aux dépenses du renouvellement du cadastre, B. 1846, p. 497 ; — pour les dépenses du cadastre, B. 1848, p. 654 ; B. 1865, p. 1468 ; — par diverses communes du département de Meurthe-et-Moselle, pour les dépenses du renouvellement de leur cadastre, B. 1873, p. 1724.

GUERRE.

Exercices 1893, 1894 et 1895. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1843, p. 280 ; — B. 1873, p. 1733.

Exercice 1896. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : affecté à l'entretien du casernement de la garnison de Sézanne (Marne), B. 1838, p. 96 ; — affecté à l'organisation de magasins au quartier Saint-Joseph, à Bastia, B. 1838, p. 97 ; — pour l'établissement de passerelles aux portes militaires de Calais, de Mardyck et de Furnes, Dunkerque, B. 1838, p. 98 ; — pour la location d'immeubles à Nantes, B. 1844, p. 317 ; B. 1873, p. 1732 ; — pour dépenses militaires à Douai, B. 1852, p. 793 ; — affecté à la location du magasin d'habillement de Montpellier, B. 1852, p. 794 ; — pour l'extension du périmètre d'octroi de la ville d'Épinal, B. 1863, p. 1409 ; — pour les dépenses de l'orphelinat Hériot, B. 1865, p. 1463 ; — affecté au service des remontes, B. 1865, p. 1464 ; — pour l'entretien de boursiers au Prytanée militaire de la Flèche, B. 1865, p. 1465 ; — pour l'exécution de divers travaux militaires, B. 1870, p. 1624 ; — pour dépenses militaires, B. 1870, p. 1629.

Exercice 1897. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour dépenses militaires, B. 1870, p. 1637 ; B. 1871, p. 1681 ; —

affecté à l'exécution de la carte régulière de la Régence de Tunis, B. 1871, p. 1683.

Report à l'exercice 1897 d'une somme non employée en 1896, affectée à divers travaux et dépenses militaires, B. 1876, p. 1818.

INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS.

Exercice 1893. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1854, p. 866.

Exercices 1893, 1894 et 1895. Ouverture de crédits supplémentaires, B. 1854, p. 869 ; B. 1859, p. 1134 ; B. 1862, p. 1379 ; B. 1866, p. 1506 ; B. 1866, p. 1509.

Exercices 1894 et 1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1865, p. 1476.

Exercice 1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1868, p. 1582.

Exercice 1896. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieur, B. 1839, p. 139 ; B. 1868, p. 1566 ; — pour les travaux de canalisation d'eau exécutés par les soins du service des eaux de Versailles et de Marly, B. 1842, p. 262 ; B. 1862, p. 1377 ; — pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 1850, p. 734 ; B. 1870, p. 1625 ; B. 1870, p. 1626 ; — applicable aux frais d'acquisition d'un immeuble en vue du dégagement de l'ancienne cathédrale de Laon, B. 1850, p. 742 ; — pour les dépenses d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français, B. 1853, p. 833 ; — pour dépenses publiques, B. 1870, p. 1628.

Exercice 1897. Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour dépenses publiques, B. 1853, p. 835 ; — pour les dépenses des écoles nationales des beaux-arts,

des arts décoratifs et d'art industriel, B. 1854, p. 868; — pour les dépenses du service chronométrique de l'observatoire de Besançon, B. 1865, p. 1470; B. 1874, p. 1775; — pour les dépenses de l'enseignement primaire, B. 1865, p. 1471; B. 1874, p. 1776; B. 1875, p. 1799; — pour les dépenses de l'enseignement primaire supérieur, B. 1865, p. 1473; — pour les dépenses de l'instruction publique, B. 1868, p. 1581; — pour l'érection d'un monument aux morts, dans le cimetière du Père-Lachaise, B. 1870, p. 1641; — pour l'érection, à Nantes, d'un monument à la mémoire des enfants de la Loire-Inférieure morts pour la patrie, B. 1870, p. 1642; — pour les dépenses de restauration de la salle des Illustres de l'hôtel de ville de Toulouse, B. 1870, p. 1643; — pour les dépenses de l'école nationale des beaux-arts d'Alger, B. 1873, p. 1738; B. 1876, p. 1814; — pour les dépenses de l'observatoire de Toulouse, B. 1873, p. 1743; — pour les frais d'érection, à Valence, d'un monument à la mémoire de Bancel, B. 1874, p. 1765; — applicable aux travaux de curage de la pièce d'eau des Suisses, dans le domaine de Versailles, B. 1874, p. 1766; — pour les dépenses d'entretien de la propriété de Léon Gambetta, dite « des Jardies », à Sèvres, B. 1874, p. 1769; — pour l'érection, à Aigues-Vives (Gard), d'un monument à la mémoire d'Émile Jamais, B. 1875, p. 1796; — applicable aux dépenses de restauration de l'église de Dormans (Marne), B. 1875, p. 1798; — pour les frais d'éclairage électrique du Palais-Royal et des abords du Théâtre-Français, B. 1875, p. 1797; — pour décoration d'édifices publics, B. 1875, p. 1801; — pour les travaux de restauration de l'église Saint-Léger, à Soissons, B. 1875, p. 1802.

FINANCES.

Exercice 1896. Ouverture d'un crédit supplémentaire pour interventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance pour le travail et secours d'extrême urgence, B. 1842, p. 122.

Ouverture de crédits extraordinaires : destiné à venir en aide aux victimes des inondations, B. 1837, p. 27; — destiné au paiement de dépenses occasionnées par l'épidémie de peste aux Indes, B. 1872, p. 1690.

Exercice 1897. Ouverture d'un crédit à titre de fonds de concours versé au Trésor applicable à la construction d'un bac sur le Chéniff, à Saint-Ainé (Oise), B. 1866, p. 1516.

Report à l'exercice 1897, de sommes non employées en 1896 affectées à l'entretien des locaux militaires, B. 1856, p. 931. — applicable aux dépenses de rationalisation, B. 1869, p. 1614.

JUSTICE ET CULTES.

Exercices 1893, 1894 et 1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1851, p. 765.

Exercice 1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1861, p. 1413.

Exercice 1896. Ouverture d'un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour travaux exécutés à divers édifices diocésains, B. 1848, p. 653.

Exercice 1897. Ouverture d'un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor, applicable à la reconstitution des registres de l'état civil de Montélimar (Drôme), B. 1870, p. 1622.

Report à l'exercice 1897, de crédits non employés en 1896 affectés aux réparations d'édifices diocésains, B. 1869, p. 1607.

MARINE.

Exercices 1894 et 1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1871, p. 1074.

Exercice 1896. Décret qui autorise un virement de crédits au budget annexe de la caisse des valides de la marine, B. 1868, p. 1558.

Exercice 1897. Ouverture d'un crédit supplémentaire au titre du budget annexe de la caisse des valides de la marine (fonds d'indemnités de secours), B. 1871, p. 1649; — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1848, p. 649; — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1870, p. 1630; — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1873, p. 1731; — Ouverture au budget annexe de la caisse des invalides de la marine d'un crédit destiné au paiement de dépenses sur fonds provenant de retenues de quatre pour cent sur les primes à la construction et à la navigation, B. 1876, p. 1815. Report à l'exercice 1897 de sommes non employées en 1896; pour travaux de percement du boulevard Grignan, à Toulon, B. 1874, p. 1771; — affectée aux travaux à entreprendre à l'établissement des pupilles de la marine, B. 1874, p. 1772.

TRAVAUX PUBLICS.

Exercices 1892, 1893 et 1894. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1839, p. 104.

Exercices 1892, 1893, 1894 et XII^e Série.

1895. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1854, p. 858.

Exercices 1893 et 1894. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1851, p. 758.

Exercice 1894. Ouverture d'un crédit supplémentaire, B. 1841, p. 197.

Exercice 1896. Ouverture d'un crédit supplémentaire pour dépenses non susceptibles d'évaluation fixe (budget annexe des chemins de fer de l'État), B. 1871, p. 1665.

Ouverture d'un crédit à titre de fonds d'avances versés au Trésor, applicable aux travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure, B. 1841, p. 209.

Ouverture de crédits à titre de fonds de concours versés au Trésor : pour études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État, B. 1838, p. 95; B. 1841, p. 203; B. 1841, p. 206; B. 1843, p. 278; B. 1852, p. 788; B. 1854, p. 848; B. 1854, p. 851; B. 1856, p. 918; B. 1860, p. 1169; B. 1871, p. 1664; B. 1871, p. 1667; B. 1871, p. 1668; B. 1871, p. 1670; B. 1872, p. 1709; — pour le paiement des indemnités allouées aux agents chargés du service météorologique des ports de Boulogne, Dieppe, Honfleur, Saint-Malo et Bayonne, B. 1841, p. 204; — pour l'exécution de travaux aux ports d'Alger et de Philippeville, B. 1841, p. 210; — applicable aux frais de manœuvre et d'entretien du pont de Vic, sur le canal de Calais, B. 1841, p. 211; — pour l'exécution de travaux publics, B. 1841, p. 213; B. 1841, p. 215; B. 1843, p. 272; B. 1857, p. 938; B. 1857, p. 958; B. 1870, p. 1619; — pour travaux relatifs à l'amélioration des ports de Dunkerque, de Cette et de Rouen, B. 1842, p. 260; — pour indemnités allouées à des agents des ports de Boulogne et de Calais, B. 1843, p. 274; —

pour la construction de pontceaux sur la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune de Duperré (Alger), B. 1843, p. 275; — pour l'exécution du nivellement général du département du Pas-de-Calais, B. 1843, p. 276; — pour le paiement du traitement de l'éclusier chargé de la manœuvre des portes d'accès du canal de Bourgidou, B. 1843, p. 277; — pour le paiement de l'indemnité allouée à divers agents de la navigation, B. 1844, p. 297; — applicable aux travaux d'amélioration des ports maritimes, B. 1846, p. 491; B. 1850, p. 729; B. 1857, p. 903; — applicable à divers travaux de navigation intérieure, B. 1848, p. 639; B. 1853, p. 822; B. 1856, p. 924; — applicable aux travaux d'amélioration du port de Philippeville, B. 1851, p. 757; — applicable aux travaux d'amélioration et d'extension des ports maritimes, B. 1851, p. 762; — pour le paiement de l'indemnité allouée aux officiers et maîtres de port chargés de la perception des recettes des grues du port d'Alger, B. 1852, p. 787; — pour les dépenses d'entretien des phares, fanaux et balises, B. 1852, p. 790; — pour l'exécution de travaux sur le réseau des chemins de fer de l'État, B. 1852, p. 792; — pour les dépenses de l'inspection des carrières du département de la Seine, B. 1854, p. 856; — pour les travaux d'amélioration du port de Saint-Malo-Saint-Servan et la construction d'une nouvelle entrée au port de Saint-Nazaire, B. 1854, p. 857; — pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en Algérie, B. 1854, p. 862; — pour la cons-

truction d'une cale au port de Dellys et l'amélioration du port de Philippeville, B. 1856, p. 921; — pour les dépenses de construction de trottoirs et caniveaux pavés le long de la route nationale n° 4, dans la traverse de la commune d'Affreville (Alger), B. 1857, p. 960; — pour la construction de trottoirs le long de la route nationale n° 1, dans la traverse de la commune de Birou (Alger), B. 1857, p. 961; — pour les dépenses d'entretien des collections minéralogiques de l'école des mines de Saint-Etienne, B. 1857, p. 962; — pour la dérivation de la Scarpe autour de Douai et l'achat d'un matériel de dragages pour la Rame-Lait, B. 1864, p. 1429; — pour l'abaissement de voies ferrées sur les quais du port de Philippeville, B. 1871, p. 1666; — pour dépenses relatives à la navigation, B. 1871, p. 1669; — applicable en vue de réfection des digues de la Basse-Seine, B. 1871, p. 1677; — pour l'amélioration des ports de Binic et de Rouen et la construction de quais maritimes sur la rive sud du canal de Tancarville, B. 1872, p. 1708.

Report à l'exercice 1897, une somme non employée en 1872 applicable à la construction de diverses lignes de chemins de fer, B. 1871, p. 1672.

SOUVERAINS DES DÉPARTEMENTS

Décret portant inscription d'office d'un crédit au budget de département de Construction pour l'exercice 1897, B. 1861, p. 771; — décret portant inscription d'office d'un crédit au budget de département d'Oran pour l'exercice 1897, B. 1861, p. 772.

C

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE. Voyez *Postes et télégraphes*.
CANAUX. Voyez *Navigations*.

CANTONS

Indication par département de modifications intervenues aux c.

criptions cantonales. Seine : qui distrair la commune de amart (Seine) du canton de eaux et la rattache au canton Vanves, B. 1869, p. 1590.

CAUTIONNEMENTS.

Décret concernant le remboursement des cautionnements des comptables de l'État, B. 1875, 1807.

CHAMBRES DE COMMERCE. Voyez *chambres de commerce.*

CHÉMIN DE FER.

Dispositions générales. Loi qui autorise des dérogations à l'art. 4 de la loi du 15 juillet 1845, celle qui concerne les clôtures des barrières de chemin de fer, B. 1863, p. 1385. — Loi qui prouve un avenant au traité du 10 octobre 1884 passé entre la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la compagnie concessionnaire des chemins de fer du Nord, B. 1869, p. 1585.

Chemins de fer d'intérêt local. Décret qui approuve la substitution aux concessionnaires primitifs de la société anonyme dite *compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère*, comme concessionnaire du réseau de chemin de fer d'intérêt local du département du Finistère, B. 1854, p. 850. — Décret qui approuve la substitution à M. Corvillon, de la compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon-Saint-Paul à Oullivier et à Loyasse, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local dans la ville de Lyon (Rhône), B. 1863, p. 1393. — Décret qui modifie l'article 41 des cahiers des charges annexés aux lois des 8 juin 1888 et 9 décembre 1891, relatives à l'établissement de deux lignes de chemins de fer d'intérêt local dans le département de la Haute-Loire, B. 1838, p. 92.

Loi qui déclare d'utilité publique : l'établissement, dans le

département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jullien, B. 1849, p. 661 ; — l'établissement, sur le territoire de la commune du Mont-Dore, d'un chemin de fer d'intérêt local, du pont Meynadier, sur la Dordogne, au Salon-du-Capucin (Puy-de-Dôme), B. 1875, p. 1781.

Concessions. Décret qui déclare d'utilité publique et concède à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest des voies ferrées destinées à desservir les quais du bassin de Penhouët au port de Saint-Nazaire, B. 1865, p. 1454. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Farrières-Gourçon à Épannes, B. 1866, p. 1481. — Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin, B. 1866, p. 1485 ; — l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier la mine d'Amance à la ligne de Nancy à Moncel et d'un raccordement, sur cette ligne, près la gare d'Eulmont-Agincourt, B. 1857, p. 943. — Décret qui autorise le raccordement de la fondrie Ruselle, à Quévechain (Nord) avec le chemin de fer des mines de Crespin (Nord), B. 1863, p. 1390.

Conventions. Loi qui approuve une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la Dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général, B. 1843, p. 267. — Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'État par cette compagnie en 1897, B. 1865, p. 1449. — Loi qui approuve une conven-

tion passée entre l'État et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest et décline la section du chemin de fer de Vitry à Fougères et à Moidrey, comprise entre Pontorson et Moidrey, B. 1866, p. 183.

Travaux :

Chemins de fer algériens. Sont approuvés : les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements pour l'établissement de nouvelles voies de garage et de dépôt, B. 1845, p. 467; — les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements pour augmentation du matériel roulant sur la ligne de Soukaras à Tébesa, B. 1849, p. 711; — les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Bône à Guelma et prolongements, pour les agrandissements et améliorations de la gare de Soukaras, B. 1869, p. 1615; — les travaux à exécuter par la compagnie franco-algérienne en vue de l'établissement d'un pont à bascule à la gare de Méchéria, B. 1856, p. 934; — les travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer de l'Ouest-Algérien sur la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, B. 1876, p. 1827.

Chemins de fer départementaux. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la station de Lamastre (ligne de Tournon à Lamastre), B. 1855, p. 903.

Chemins de fer économiques. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour la construction d'un quai d'embarquement pour bestiaux à la Halte-de-Launoy, sur la ligne de Châteaumeillant à la Guerche, B. 1851, p. 774; — les travaux à exécuter par la société générale des chemins de fer économiques pour l'établissement de barrières au passage à

niveau situé au point 34677 de la ligne de Châteaumeillant à la Guerche, B. 1863, p. 1415.

Chemins de fer de l'Est. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour l'agrandissement de la gare de Nancy-Saint-Georges (ligne de Champigneulle à Lavelle), B. 1845, p. 466.

Chemins de fer de l'Ouest. Sont approuvés les travaux à exécuter pour la mise en état et le parachèvement de la ligne d'Alençon à Condé, B. 1872, p. 171.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. Sont approuvés : les travaux à exécuter pour l'établissement entre Bellevue, Beraudière et Montmartre, de voies de surface destinées à remplacer la ligne secondaire de Clapiers à la Béraudière, B. 1856, p. 17; — les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, sur son réseau algérien, ligne d'Alger à Osm, B. 1845, p. 466; les travaux à exécuter par cette compagnie sur son réseau algérien (ligne de Philippeville à Constantine, B. 1849, p. 711; — les travaux à exécuter par ladite compagnie, sur son réseau algérien (ligne d'Alger à Oran), B. 1865, p. 1673.

Chemins de fer d'Alsace. Decs qui déclare d'utilité publique le chemin de fer reliant la partie sud de la mine de Champigneulle au chemin de fer de l'Est, B. 1846, p. 469. — Loi qui déclare d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de chemins de fer, à voie étroite d'Uzerche à Tuile, de la ligne précédente à Treignac et de l'Alsace à Argentat, B. 1854, p. 841.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Loi modifiant l'article 171 du Code d'instruction criminelle relatif à l'appel des jugements de simple police, B. 1852, p. 777. COLIS POSTAUX. Voyez Postes et télégraphes.

ONIES ET PROTECTORATS.

Colonies.

Dispositions générales. Décret modifiant les articles 3 et 4 du décret du 4 octobre 1889 constitutif des tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des condamnés aux travaux forcés, 1870, p. 1639.

Dispositions applicables à une seule colonie. — *Guinée française.* Décret portant réorganisation du service de la justice à la Côte-d'Ivoire, B. 1844, p. 310. — Décret qui établit une taxe spéciale sur certaines marchandises de provenance indirecte importées de la Guinée française, B. 1872, p. 1711.

Guyane. Décret portant réorganisation du service de la justice à la Guyane, B. 1844, p. 301.

Indo-Chine. Décret portant réorganisation de l'assessorat en Cochinchine, B. 1844, p. 318.

Madagascar. Décret suspendant la faculté de former un recours en révision contre les jugements des conseils de guerre maritimes dans la partie de l'île de Madagascar en état de siège, B. 1850, p. 735. — Décret portant organisation du service de la Trésorerie à Madagascar, B. 1856, p. 926. — Loi qui autorise la copie de Madagascar à convertir un emprunt contracté en 1886 et à recéder à l'émission d'obligations amortissables en soixante ans, garanties par le Gouvernement de la République française, 1863, p. 1386. — Décret complétant le texte de l'article 27 du décret du 9 juin 1896 réorganisant le service de la justice à Madagascar, B. 1863, p. 1403. — Décret modifiant les attributions de la Direction des finances et du contrôle près la résidence générale de Madagascar, B. 1863, p. 1408. — Décret relatif aux droits de consommation à percevoir à Madagascar et dans ses

dépendances, B. 1864, p. 1438.

— Décret supprimant le conseil de guerre de Diégo-Suarez et constituant deux conseils de guerre et un conseil de revision permanents à Tananarive, B. 1870, p. 1644. — Loi portant application à Madagascar du tarif général des douanes, B. 1872, p. 1697.

Nouvelle-Calédonie. Décret qui affecte provisoirement à l'exploitation forestière de la baie du Prony la section mobile de relégués précédemment employée à des travaux de défrichement sur le domaine de la Ouamélie (Nouvelle-Calédonie), B. 1863, p. 1402.

Réunion (La). Loi qui érige en commune la localité des Trois-Bassins détachée de la commune de Saint-Leu (Réunion), B. 1854, p. 843.

Sénégal. Décret relatif aux dépenses de l'enseignement primaire à la charge des communes dans la colonie du Sénégal, B. 1844, p. 315.

Dispositions applicables à plusieurs colonies. Décret rendant applicables à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les établissements français de l'Inde, les dispositions du décret du 31 juillet 1896 relatif aux épreuves écrites de la première série de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique, B. 1862, p. 1370. — Décret déterminant les conditions auxquelles les dispositions de la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité, sont applicables aux colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, B. 1863, p. 1394. — Décret portant modification du décret du 20 mars 1895, organisant la surveillance du procureur général sur les établissements pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie et celle du procureur de la République sur ceux de la Guyane, B. 1872, p. 1710. — Décret qui promulgue, dans les

colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la loi du 20 juin 1896, modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile, B. 1872, B. 1712.

Protectorats.

Annam et Tonkin. Décret portant règlement sur l'indigénat en Annam-Tonkin, B. 1862, p. 1376. — Décret portant promulgation en Annam et au Tonkin de diverses lois relatives au service postal et télégraphique, B. 1868, p. 1578.

Tunisie. — Décret qui crée une justice de paix à Béja (Tunisie), B. 1855, p. 902.

COMITÉ CONSULTATIF DES CHEMINS DE FER. Décret qui modifie le nombre des membres du comité consultatif des chemins de fer, B. 1854, p. 852.

COMMISSAIRES DE POLICE. Voyez *Police.*

COMMUNES ET VILLES.

Érections, créations. — Loi qui distrait de la commune d'Angoulins (Charente-Inférieure) la section de Châtelailillon et l'érige en commune distincte, B. 1839, p. 101. — Loi qui distrait de la commune de Gentilly (Seine) la section du Kremlin-Bicêtre et l'érige en municipalité distincte, B. 1842, p. 229. — Loi qui distrait de la commune de Gourdan (Haute-Garonne) le hameau de Seilhan et l'érige en municipalité distincte, B. 1839, p. 102.

Changements de dénomination. La commune d'Athies, canton et arrondissement de Laon (Aisne), portera désormais le nom d'*Athies-sous-Laon*, B. 1858, p. 1215. — La commune de Bordères-près-Arreau, arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées), portera désormais le nom de *Bordères-Louron*, B. 1838, p. 99. — La commune de Bordères, canton et arrondissement de Tarbes (Hautes-Pyrénées), prendra dé-

sormais le nom de *Bordères-l'Échez*, B. 1840, p. 190. — La commune de Bourgneuf, canton de Saint-Florent-le-Viel, arrondissement de Cholet (Maine-et-Loire), prendra désormais le nom de *Bourgneuf-en-Mauges*, B. 1840, p. 190. — La commune de Cambo, arrondissement de Bayonne (Basses-Pyrénées), prendra désormais le nom de *Camboles-Bains*, B. 1838, p. 669. — La commune de Celles, canton de Mussy-sur-Seine, arrondissement de Bar-sur-Seine (Aube), prendra désormais le nom de *Celles-sur-Ouche*, B. 1840, p. 190. — La commune de Craponne, arrondissement du Puy (Haute-Loire), prendra désormais le nom de *Graponne-sur-Arzon*, B. 1851, p. 871. — La commune de Frotenay, canton dudit, arrondissement de Niort (Deux-Sèvres), prendra le nom de *Frotenay-Rohan-Rohan*, B. 1854, p. 872. — La commune de Saint-Cyprien, canton de Conques, arrondissement de Rodez (Aveyron), prendra désormais le nom de *St-Cyprien-sur-Dourdou*, B. 1840, p. 190. — La commune de Saint-Nazaire, canton de Buzet-Visa, arrondissement de Marmande (Tarn-et-Garonne), portera désormais le nom de *Saint-Nazaire-de-Valentignolles*, B. 1838, p. 99. — La commune de Saint-François-d'Excideuil, canton de Sorens-lez-Églises, arrondissement de Périgueux (Dordogne), prendra désormais le nom de *Saint-François-sur-l'Isle*, B. 1843, p. 30. — La commune de Salin, canton de Lens, arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), prendra désormais le nom de *Salin-mines*, B. 1840, p. 190.

Délimitation. Loi qui modifie les limites territoriales des communes de Nogent-sur-Marne et de Joinville-le-Pont (Seine). B. 1872, p. 1696.

Emprunts et impositions sur

ordinaires. Lois qui autorisent les villes et communes ci-après à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement : Amiens (Somme), B. 1867, p. 1547; Angoulême (Charente), B. 1872, p. 1692; Asnières (Seine), B. 1872, p. 1695; — Beaune (Côte-d'Or), B. 1869, p. 1589; Biarritz (Basses-Pyrénées), B. 1842, p. 227; — Cannes (Alpes-Maritimes), B. 1840, p. 149; — Dijon (Côte-d'Or), B. 1842, p. 259; — Épernay (Marne), B. 1872, p. 1687; — Limoges (Haute-Vienne), B. 1872, p. 1693; — Lisieux (Calvados), B. 1867, p. 1533; — Mâcon (Saône-et-Loire), B. 1869, p. 1596; Mans [Sarthe], B. 1867, p. 1534; Marseille (Bouches-du-Rhône), B. 1840, p. 150; B. 1870, p. 1618; Meaux (Seine-et-Marne), B. 1842, p. 235; Montpellier (Hérault), B. 1842, p. 260; — Nantes (Loire-Inférieure), [engagement], B. 1842, p. 236; — Noyon (Oise), B. 1867, p. 1536; — Remiremont (Vosges), B. 1872, p. 1694; Rennes (Ille-et-Vilaine), B. 1842, p. 231; — Rochefort (Charente-Inférieure), B. 1842, p. 228; — Valence (Drôme), B. 1842, p. 246; B. 1872, p. 1689.

Modifications d'emprunts autorisés. Loi qui autorise la ville de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) à changer l'affectation de fonds d'emprunt.

Communes imposées d'office. Baillif (Hautes-Pyrénées), B. 1842, p. 256; — Grues (Vendée), B. 1842, p. 247; — Saint-Donat (Drôme), B. 1839, p. 104; Saint-Hilaire-Lastours (Haute-Vienne), B. 1869, p. 1600; — Verneuil (Cher), B. 1867, p. 1548.

Successions. Voyez *Domaine*.

Transpositions. Décret qui rapporte la disposition du décret du 13 décembre 1866 qui a transféré de Romans (Drôme) à Valence (même département) l'établissement principal des sœurs du Saint-Sacrement, B. 1868, p. 1579.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Dispositions diverses. Décret qui modifie, pour certains arrondissements, le tableau de répartition des conseillers d'arrondissement, B. 1864, p. 1445.

CONSEIL D'ÉTAT. Décret portant règlement du concours pour la nomination des auditeurs de 2^e classe au Conseil d'État, B. 1868, p. 1569. — Décret qui nomme M. Chardenet auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'État, B. 1853, p. 839. — Décret portant nomination de M. Vel-Durand, préfet du département du Nord, conseiller d'État en service ordinaire, B. 1836, p. 3. — Décret nommant M. Quinette de Rochemont, conseiller d'État en service extraordinaire, B. 1836, p. 9. — Décret qui nomme M. Wurtz, maître des requêtes, et M. Degournay, auditeur de 1^{re} classe au Conseil d'État, B. 1853, p. 838.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

Annulations de délibérations. Décrets qui annulent les délibérations prises par les conseils généraux des départements ci-après : Aude, B. 1856, p. 191; — Bouches-du-Rhône, B. 1859, p. 147; — Seine, B. 1851, p. 775; — Var, B. 1839, p. 148.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. Notification de l'adhésion du gouvernement britannique, en ce qui concerne le protectorat de Sarawak (Bornéo), à la convention postale universelle du 4 juillet 1891, B. 1868, p. 1578. — Notification de l'accession du gouvernement britannique, pour la colonie anglaise de Ceylan, à la convention télégraphique internationale signée à Saint-Petersbourg le 22 juillet 1875, B. 1870, p. 1636.

CRÈCHES. Décret concernant l'établissement et l'inspection des crèches, B. 1873, p. 1726.

D

DÉCORATIONS ET MÉDAILLES.

Légion d'honneur. Loi sur les récompenses nationales, B. 1847, p. 505. — Loi relative aux récompenses à décerner à l'occasion de la mission Hourst sur le cours du Niger, de l'exposition nationale et coloniale de Rouen et de l'exposition internationale d'Atlanta (Géorgie), B. 1856, p. 905.

Décorations étrangères. Décret qui complète l'article 1^{er} du décret du 22 mars 1875 relatif aux droits de chancellerie à payer pour les autorisations de porter des décorations étrangères, B. 1850, p. 733.

Médailles. Décret qui abroge les dispositions limitatives des décrets des 16 décembre 1871 et 28 octobre 1879, applicables à une certaine catégorie de médailles militaires, B. 1857, p. 967.

DÉNOMBREMENT. Voyez *Population*.

DÉPARTEMENTS.

Emprunts et impositions extraordinaires. Ont été autorisés à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement les départements ci-après : Ain, B. 1840, p. 151; — Aisne, B. 1842, p. 237; — Allier, B. 1840, p. 152; B. 1842, p. 238; — Alpes (Basses-), B. 1842, p. 256; — Alpes-Maritimes, B. 1842, p. 239; B. 1847, p. 501; — Ardèche, B. 1842, p. 240; B. 1847, p. 503; — Ariège, B. 1847, p. 502; — Aube, B. 1842, p. 257; — Aude, B. 1869, p. 1601; — Aveyron, B. 1875, p. 1803; — Calvados, B. 1869, p. 1586; — Cantal, B. 1842, p. 241; — Charente, B. 1867, p. 1535; — Charente-Inférieure, B. 1837, p. 21; B. 1869, p. 1596; B. 1870, p. 1617; B. 1873, p. 1717; — Corrèze, B. 1867, p. 1542; B. 1869, p. 1600; — Corse, B. 1837, p. 22; B. 1867, p. 1543; B. 1869, p. 1591; — Creuse, B. 1869, p. 1592;

B. 1872, p. 1685; — Dordogne, B. 1842, p. 248; — Eure-et-Loir (engagements), B. 1840, p. 12; — Eure-et-Loir, B. 1842, p. 24; B. 1842, p. 237; — Finistère, B. 1842, p. 258; — Gard, B. 1849, p. 1588; B. 1872, p. 1690; — Gers, B. 1841, p. 193; — Gironde, B. 1842, p. 242; — Ille-et-Vilaine, B. 1837, p. 23; B. 1837, p. 27; B. 1841, p. 193; B. 1842, p. 249; B. 1869, p. 1597; — Indre, B. 1867, p. 1536; B. 1869, p. 1591; — Isère, B. 1842, p. 250; B. 1842, p. 504; B. 1867, p. 1544; B. 1872, p. 1692; — Jura, B. 1842, p. 242; — Landes, B. 1837, p. 24; — Loir-et-Cher, B. 1842, p. 239; — Loire, B. 1867, p. 1545; — Loire (Haute-), B. 1842, p. 244; — Loire-Inférieure, B. 1842, p. 193; B. 1842, p. 251; — Lot, B. 1842, p. 252; — Lozère, B. 1869, p. 1591; B. 1875, p. 1803; — Manche, B. 1873, p. 1718; — Mayenne, B. 1869, p. 1603; — Meurthe, B. 1842, p. 233; — Nièvre, B. 1869, p. 1599; B. 1869, p. 1604; — Nord, B. 1875, p. 1804; — Oran, B. 1842, p. 245; — Pyrénées (Basses-), B. 1867, p. 1546; — Pyrénées (Hautes-), B. 1869, p. 1598; — Pyrénées-Orientales, B. 1867, p. 1686; — Saône (Haute-), B. 1867, p. 1688; — Saône-et-Loire, B. 1842, p. 234; — Savoie, B. 1841, p. 191; B. 1842, p. 253; — Savoie (Haute-), B. 1869, p. 1605; — Seine-Inférieure, B. 1842, p. 254; — Seine-et-Marne, B. 1842, p. 245; — Sèvres (Deux-), B. 1837, p. 23; B. 1837, p. 26; B. 1842, p. 253; — Somme, B. 1837, p. 23; — Tarn, B. 1842, p. 255; — Tarn-et-Arge, B. 1842, p. 255; — Vendée, B. 1837, p. 25; B. 1875, p. 1804.

Modifications d'emprunts autorisées. A été autorisée à modifier les conditions d'emprunt le dé-

arrondissement de la Savoie, B. 1867, p. 1547.

PURÉE.

Élections. Décrets convoquant, à l'effet d'élire des députés, les collèges électoraux des circonscriptions ci-après : première circonscription d'Aix (Bouches-du-Rhône), B. 1839, p. 140; — première circonscription d'Auxerre (Yonne), B. 1839, p. 141; — première circonscription de Beauvais (Oise), B. 1839, p. 142; — deuxième circonscription de Béziers (Hérault), B. 1839, p. 143; — circonscription du Blanc (Indre), B. 1836, p. 12; — première circonscription de Bordeaux (Gironde), B. 1836, p. 11; — première circonscription de Brest (Finistère), B. 1848, p. 667; — première circonscription de Cahors (Lot), B. 1839, p. 144; — deuxième circonscription de Douai (Nord), B. 1839, p. 145; — circonscription de Gray (Haute-Saône), B. 1839, p. 146; — première circonscription de Laon (Aisne), B. 1836, p. 7; — première circonscription de Lannion (Côtes-du-Nord), B. 1856, p. 930; — deuxième circonscription de Libourne (Gironde), B. 1836, p. 13; — deuxième circonscription de Marmers (Sarthe), B. 1847, p. 626; — deuxième circonscription de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), B. 1855, p. 901; — première circonscription de la Tour-du-Pin (Isère), B. 1836, p. 14; — circonscription de Vouziers (Ardennes), B. 1847, p. 627.

OMAIN.

Dispositions générales. Décret relatif à la vente des objets mobiliers appartenant à l'État ou régis par l'administration des domaines, B. 1848, p. 667. — Décret qui approuve la substitution de la société *Jules Lauer* et compagnie dans le béné-

fice et les obligations de la concession accordée à M. *Le Diberder* par le décret du 13 avril 1861 d'un terrain provenant du lit du Blavet, au lieu de *Kérolis*, commune d'Hennebont (Morbihan), B. 1864, p. 1447. — Loi qui approuve les conventions passées : 1° entre l'État et la ville d'Oran; 2° entre ladite ville et la société immobilière d'Oran pour la cession et la transformation d'établissements militaires, B. 1867, p. 1521.

Affectations d'immeubles domaniaux à divers : à l'administration des domaines, de trois parcelles de terrains domaniaux de la commune de Mauguio (Hérault), B. 1866, p. 1489; — au département des finances (administration des douanes), d'une parcelle de terrain sur laquelle est construit le corps de garde du quai de Locudy (arrondissement de Quimper, Finistère), B. 1836, p. 18; — au département de la guerre, d'une parcelle de terrain dépendant de la forêt domaniale de Soulac, B. 1862, p. 1381; — au département de la guerre, d'un terrain dépendant de la forêt domaniale de Benconne, B. 1874, p. 1762; — au département de l'instruction publique et des beaux-arts, d'une parcelle de terrain pour l'agrandissement de la faculté des sciences de l'université de Rennes, B. 1870, p. 1621; — au département de la marine, des terrains domaniaux situés au Cap-Ferret, commune de la Teste (Gironde), B. 1850, p. 732; — au département de la marine, de l'ancienne caserne déclarée de l'île Molène (Finistère), B. 1851, p. 768; — au département de la marine, du fort Saint-Louis et des terrains militaires attenants à ce fort, B. 1865, p. 1472; — au département des travaux publics (service des ponts et chaussées), pour recevoir les dépôts de matériaux des routes nationales, d'un

terrain situé sur le territoire de Montereau-Faut-Yonne (Seine-et-Marne), dépendant de la route nationale n° 5. B. 1865, p. 1479.

Cessions d'affectation. Décret relatif à la remise d'un immeuble par le service des ponts et chaussées et des mines à l'administration des domaines, B. 1843, p. 271.

Acquisitions. Loi qui autorise l'acquisition par l'État des bâtiments du collège Sainte-Barbe, B. 1876, p. 1814.

Concessions de droits et cessions d'immeubles domaniaux : à la ville de Boulogne-sur-Mer, des terrains des anciennes fortifications de la Haute-Ville, B. 1857, p. 937; — à M^{me} Defos, d'une parcelle d'alluvion, sur la droite de la Garonne, commune de Grenade (Haute-Garonne), B. 1840, p. 190; — à MM. Gigo-dot et Feugier, de deux atterrissements sur la rive gauche du Rhône, au territoire de Porcieu-Amblagnieu (Isère), B. 1840, p. 191; — à M^{me} Hubert, de parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, commune de Grenade (Haute-Garonne), B. 1840, p. 191; — à M. Laporte et à M^{me} Moulenq, d'une parcelle d'alluvion sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit Saint-Projet, commune d'Espalis (Tarn-et-Garonne), B. 1874, p. 1779; à M^{me} de Marveille, née de Preismé, d'une parcelle d'alluvion, sur la rive gauche de la Garonne, au lieu dit Merveys, commune de Verdun (Tarn-et-Garonne), B. 1876, p. 1827; — à M. Maury, d'une parcelle d'alluvion sur la rive droite de la Garonne, au lieu dit les Flots, commune de Malause (Tarn-et-Garonne), B. 1866, p. 1519; — à la compagnie des chemins de fer du Nord, de terrains militaires déclassés comprenant la gare d'Aire-sur-la-Lys et ses abords, B. 1859, p. 1200; — à la chambre de

commerce de la Rochelle (Garente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la dernière zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, B. 1860, p. 1149; — à la commune de Saint-Jean-de-Lux, d'une parcelle de terrain retranchée du lit de la Nivelle, commune de Saint-Jean-de-Lux (Basses-Pyrénées), B. 1837, p. 67; — au département du Var, d'un terrain militaire à Toulon, B. 1859, p. 117.

Concessions de lais de mer et terrains maritimes : à l'association des communes intéressées au chemin de grande communication n° 84 du département de Calvados, d'une portion de terrain maritime situé sur la lisière de la commune de Langrenn près du moulin de Lac, B. 1860, p. 1519; — au département de Bouches-du-Rhône, de parcelles de lais de mer situés à Marseille entre le ruisseau de Miraban et la batterie de Mourépane, B. 1860, p. 1447; — à M. de Bregat, d'une parcelle de terrain maritime situé au lieu dit Bôles de la Chapelle, sur la rive droite de l'Écluse-Puilinguen (Loire-Inférieure), B. 1861, p. 1447; — à la corporation des patrons pêcheurs du Lavandou, d'une parcelle de lais de mer faisant partie du lais de mer mis au quartier du Lavandou, commune de Bormes (Var), B. 1836, p. 18; — à la ville de Honfleur (Calvados), d'un emplacement à conquérir sur le domaine public maritime entre le phare de l'hôpital et la jetée de l'ouest, à Honfleur, B. 1861, p. 660; — à M. Reischer, d'une parcelle de terrain à conquérir sur la mer au quartier de la Madrague-de-Montredon, sur la lisière de Marseille, B. 1837, p. 6; — à la société anonyme des Barges et chantiers de la Méditerranée, d'une parcelle de lais de mer située à la Seyne, quartier des Mouinebèques, B. 1868, p. 1113.

Echanges de biens domaniaux :
Loi qui approuve l'échange, entre l'État et M. *Beche*, de terrains forestiers dans le département des Basses-Alpes, B. 1851, p. 745;
— entre l'État et la société la *Jeune-d'Arc*, de parcelles de terrain dans Épinat, B. 1866, p. 1519.
Domaines congédiables. Loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congédiables, B. 1847, p. 506.

INS ET LEGS.

Décrets qui autorisent, savoir : le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter les dons faits par divers à l'école d'application du service de santé du Val-de-Grâce, B. 1836, p. 18; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter pour l'école militaire de Saint-Maixent le legs du capitaine *Scheurer*, B. 1837, p. 67; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter pour les enfants mineurs des militaires de la gendarmerie de l'arrondissement de Castres (Tarn), le legs du colonel *de Cillart de Kermaingay*, B. 1837, p. 68; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter pour le 1^{er} régiment de tirailleurs algériens le legs de M^{me} *Henriette Rérolle*, veuve de M. *Frédéric Moreau*, B. 1844, p. 327; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter la donation sous forme d'abandon gratuit de diverses parcelles de terrain faite par la commune de Saint-Martin-d'Entraunes, B. 1862, p. 1381; — le ministre de la guerre, au nom de l'État, à accepter le legs de M^{me} *Millot*, veuve du général de ce nom, fait aux 60^e et 18^e régiments d'infanterie et au 1^{er} régiment de tirailleurs algériens, B. 1873, p. 1747; — le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, au nom de l'État, à refuser le legs d'un tableau de L. *Robert* fait au Louvre par M. *Justin Brisac*, B. 1869, p. 1148.

— Décret portant que, sur le legs universel fait à l'État par M. *Henri Giffard*, il est attribué à la société l'*Alliance française* pour la propagation de la langue française une somme supplémentaire de vingt-cinq mille francs, B. 1846, p. 500.

DOUANES.

Dispositions générales. Décret qui interdit l'importation en France des drilles, chiffons, etc., ainsi que des cuirs verts, peaux, débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée, B. 1836, p. 7. — Décret qui interdit l'importation en France et en Algérie, ainsi que le transit à travers ces pays, des drilles, chiffons, etc., des cuirs verts, peaux fraîches, débris frais d'animaux, etc., provenant de Bombay ou de toute autre localité des Indes où la peste aurait été constatée, B. 1836, p. 8. — Décret relatif à l'introduction en France et en Algérie des marchandises provenant de Bombay, de Kuratchi ou de toute autre localité où l'existence de la peste aura été constatée, B. 1836, p. 15. — Décret qui rapporte le décret du 20 juillet 1896 relatif à l'importation en France des drilles, chiffons, linges, hardes, etc., venant d'Égypte, B. 1873, p. 1723; — Décret relatif aux déclarations en douane des marchandises arrivant ou à destination de l'étranger, B. 1870, p. 1637.

Importation. Décret qui modifie l'article 6 du décret du 29 juillet 1896, relatif à l'admission temporaire des blés importés pour la mouture, B. 1846, p. 494. — Décret qui fixe la quantité de produits d'origine et de provenance tunisiennes qui pourront être admises en franchise ou à des traitements de faveur du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898, B. 1876, p. 1810.

Exportation. Décret qui fixe les conditions d'admission temporaire des blés tendres entrant dans la composition des biscuits sucrés pour l'exportation, B. 1863, p. 1406.

Entrepôts réels. Décret qui constitue en entrepôt réel des douanes les locaux affectés à l'exposition internationale de Nice, B. 1866, p. 1503.

DYNAMITE.

Dépôts. Décret qui modifie le dix-huitième paragraphe de l'ar-

ticle 8 du décret du 10 avril 1864 qui a autorisé l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Arles (Bouches-du-Rhône), B. 1861, p. 769. — Décrets qui autorisent des dépôts de dynamite sur le territoire des communes ci-après : Cherbourg (Manche), B. 1868, p. 1559; Croisic (Loire-Inférieure), B. 1868, p. 1562; — Saint-Jean-de-Bonnefonds (Loire), B. 1866, p. 1497.

E

EAUX MINÉRALES ET ÉTABLISSEMENTS THERMAUX. Décret qui déclare d'intérêt public la source minérale dite des *Vieux-Bains*, située sur le territoire de la commune de Hammam-bou-Hadjar (Oran), B. 1853, p. 836.

ÉCHANGES. Voyez *Domaines*.

ÉLECTIONS. Voyez *Députés, Sénat*.

EMPRUNTS. Voyez *Départements, Communes et villes, Bourses et chambres de commerce*.

ENTREPÔTS. Voyez *Douanes*.

ERRATA. B. 1750, p. 5; voyez B. 1869, p. 1615; — B. 1861, p. 1242, 1286, 1290, 1292, 1301 et 1308; voyez B. 1873, p. 1748.

ÉTAT CIVIL.

NOMS.

Décrets aux termes desquels les personnes ci-après désignées sont autorisées : *Ali ben Amar*, à substituer à son nom celui de *Ben Amar*, B. 1844, p. 328; — *Belkacem ben Essaid*, à substituer à son nom celui de *Dahmane* (*Belkacem Bensaid*), B. 1844, p. 328; — *M. Besson* (*Joseph-François-Théophile*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Léaud*, B. 1851, p. 775; — *M. Borelli* (*Paul-Alfred-Casimir-Jérôme*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Plagniol*, B. 1836, p. 18; — *M. Cartier* (*Charles-Bernard*) et *M. Cartier* (*Jean-Marie-Joseph*),

à ajouter à leur nom patronymique celui de *Brusson*, B. 1855, p. 903; — *M. Chair* (*Edouard-Michel*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Bray*, B. 1836, p. 19; — *M. Esnault* (*Bernard-Augustin*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Frézier*, B. 1855, p. 904; — *M. Gaissaly* (*Ferdinand*), à substituer à son nom patronymique celui de *Seignac*, B. 1851, p. 77; — *M. Jacob* (*Isidore-Aur.*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Paquin*, B. 1862, p. 121; — *M. Passart* (*Jean-Marie et M^{lle} Passart* (*Anne-Marie*), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Monier*, B. 1840, p. 191; — *M. Richard* (*Ulysse-Félix* et *M. Richard* (*Ulysse-Félix*), à ajouter à leur nom patronymique celui de *Delisle*, B. 1838, p. 96; — *M. Robin* (*Marie-Émile-Germain*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Herzog*, B. 1838, p. 19; — *M. Royer* (*Charles*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Chevreau*, B. 1850, p. 69; — *M. Scellier* (*Louis-Henri-Germain*), à ajouter à son nom patronymique celui de *Guerrin*, B. 1850, p. 743; — *M. Seneur* (*Jean-Baptiste*), à faire précéder son nom patronymique de celui de *Preynat*, B. 1840, p. 191; —

M. Thomas, dit Collignon (Benoit), à ajouter à son nom patronymique celui de Collignon, B. 1836, p. 19; — M. Weill (Gabriel-Henri), à ajouter à son nom patronymique celui de Martignan, B. 1836, p. 19; — M. Westphalen (Louis-Edouard) et M. Westphalen

(Maurice-Edouard-Adrien), à ajouter à leur nom patronymique celui de Lemaître, B. 1856, p. 935. **ÉVÊCHÉS.** Décret portant réception de la bulle d'institution canonique de M. Gazzaniol pour l'évêché de Constantine, B. 1864, p. 1430.

F

FORÊTS. Décret qui distrait du régime forestier, pour être remis au service des domaines, en vue de la colonisation, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Chettaba, commune d'Aïn-Smara (Constantine), B. 1870, p. 1623. — Décret qui distrait du régime forestier, pour être remis à la commune de plein exercice d'El-Ancor, des terrains dépendant de la forêt domaniale de M'silah, commune de Bou-Ser, arrondissement et département d'Oran, B. 1842, p. 264. — Décret qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains dépendant de la forêt domaniale des Righas, commune d'Hammam-Righa, arrondissement de Miliana (Alger), B. 1839, p. 147. — Décret qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Meftah, commune de Messer (Oran), B. 1860, p. 1179. — Décret qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Harridj, commune de Messer (Oran), B. 1860, p. 1179. — Décret qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Hannach, commune de Messer (Oran), B. 1870, p. 1617. — Décret qui distrait du régime fo-

restier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains dépendant de la forêt domaniale de Tabassa, commune de Ténès (Alger), B. 1861, p. 1351. — Décret qui distrait du régime forestier, pour être remis au service de la colonisation, des terrains dépendant de la forêt domaniale d'Ilassi-Dabo, commune de Tilmouni (Oran), B. 1861, p. 1351. — Décret qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale d'El-Ksar, commune de Tilmouni, arrondissement de Sidi-bel-Abbès (Oran), B. 1870, p. 1647. — Décret qui autorise l'administration des forêts à remettre au service de la colonisation des terrains boisés dépendant de la forêt domaniale de Sidi-Youb, commune de Tilmouni (Oran), B. 1870, p. 1647.

FORTIFICATIONS.

Délimitation et bornage de zones de fortifications et terrains militaires. Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus des sources d'Ain-Beida, B. 1866, p. 1505. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone des fortifications de la place d'Ain-ben-Khéil (redoute et camp baraqué), B. 1874, p. 1777. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage

de la zone des fortifications de la place d'Ain-Sefra (redoute et camp baraqué), B. 1874, p. 1777. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone extérieure du blockhaus des Dunes, dépendant de la place d'Ain-Sefra, B. 1874, p. 1778. — Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Belfort, B. 1869, p. 1146. — Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage des zones de servitudes de divers ouvrages dépendant de la place de Belfort, B. 1873, p. 1784. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage formant la zone des fortifications de la place de Bougie, B. 1866, p. 1506. — Homologation des plans de circonscription et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications de divers ouvrages dépendant de la place de Brest, B. 1848, p. 648. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de divers ouvrages dépendant de la place de Brest, B. 1864, p. 1437. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la limite extérieure de la zone des fortifications de la place de Calais, B. 1870, p. 1635. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage de la zone ex-

terérieure des fortifications du fort Lapin, à Calais, B. 1874, p. 1779. — Homologation du plan de circonscription et des procès-verbaux de bornage des terres militaires formant la zone des fortifications d'ouvrages dépendant de la place de Lyon, B. 1870, p. 1634. — Homologation à plan de circonscription et de procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du fort de Murbart, dépendant de la place de Montbéliard, B. 1870, p. 1611. — Homologation du plan de circonscription et du procès-verbal de bornage des terrains militaires formant la zone des fortifications du blockhaus sud de Téb (Algérie), B. 1870, p. 1632.

Zones de servitudes, polygones exceptionnels. Homologation du plan de délimitation et du bornage des zones de servitudes de la batterie de Toga, à Bône, B. 1873, p. 1736. — Décret qui crée un polygone exceptionnel dans la deuxième zone des servitudes de la place de Montau, B. 1869, p. 1610. — Homologation du plan de délimitation et bornage de la zone des servitudes de la batterie du Creux-Saint-Georges, à Toulon, B. 1873, p. 1737. — Décret qui crée un polygone exceptionnel et sur du front 26-27 de l'escarpement de la place de Besançon, B. 1870, p. 1765. — Homologation du bornage du polygone exceptionnel de Fives-Saint-Maurice, à Lille, B. 1874, p. 1774.

G

GREFFIERS. Loi tendant au rétablissement de postes de commis-

greffiers dans divers tribunaux, B. 1850, p. 714.

H

HABITATIONS À BON MARCHÉ. Décrets qui instituent des comités locaux

des habitations à bon marché dans les départements créés :

aire, B. 1866, p. 1500; —
ère, B. 1863, p. 1400.

LES. Décret portant règlement
administration publique pour
exécution de la loi du 11 juin
1896 sur les halles centrales de
Paris, B. 1862, p. 795.

HYÈNE PUBLIQUE. Décret modifiant

POSITIONS EXTRAORDINAIRES. Voyez
Départements, Communes et villes,
Bourses et chambres de commerce.
TRAUCTION PUBLIQUE. Décret ran-
geant la commune de Marhoun
(Oran) parmi les communes in-
scrites au tableau C annexé au
décret du 31 décembre 1892,
fixant les indemnités de rési-

les décrets des 27 janvier et 9 fé-
vrier 1897 relatifs aux prove-
nances des pays contaminés de
la peste, B. 1865, p. 1466. —
Décret relatif aux mesures sani-
taires applicables en France et
en Algérie aux provenances des
pays contaminés de peste, B. 1866,
p. 1504.

dence allouées au personnel de
l'enseignement primaire en Algé-
rie, B. 1862, p. 1383. — Décret
relatif aux droits à percevoir des
aspirants aux certificats d'études
supérieures et au diplôme de li-
cencié es sciences, B. 1870,
p. 1640.

JOURNAL OFFICIEL. Décret qui fixe le
cadre du personnel du *Journal*
officiel, B. 1836, p. 4.
JURÉS DE PAIX. Décret qui auto-
rise le juge de paix du canton de
Boissy-Saint-Leger (Seine-et-Oise)
à tenir une audience supplémen-
taire à Villeneuve-Saint-Georges,
B. 1863, p. 834. — Décret qui
autorise le juge de paix du canton
de Breteville-sur-Laizé (Calvados)
à tenir, chaque mois, une au-
dience supplémentaire à Saint-
Sylvain, B. 1851, p. 766. — Dé-
cret qui autorise le juge de paix
du canton de Carvin (Pas-de-Calais)
à tenir une audience supplé-
mentaire à Henin-Liétard, B. 1844,
p. 326. — Décret qui autorise le
juge de paix du canton de Decize

(Nièvre) à tenir des audiences fo-
raïnes à la Machine, B. 1874,
p. 1773. — Décret qui autorise le
juge de paix du canton d'Héris-
son (Ailier) à tenir une audience
supplémentaire à Coëne-sur-l'Oeil,
B. 1848, p. 650. — Décret qui
autorise le juge de paix du can-
ton de Saint-Béat (Haute-Garonne)
à tenir des audiences foraines à
Clerp, B. 1873, p. 1730. — Dé-
cret qui autorise le juge de paix
du canton de Saint-Clair (Manche)
à tenir des audiences foraines à
Cerisy-la-Forêt, B. 1873, p. 1741.
— Décret qui autorise le juge de
paix du canton de Tartas (Landes)
à tenir des audiences foraines à
Rion, B. 1873, p. 1741.

L

LEÇON D'HONNEUR. Voyez *Décora-*
tions et médailles.

LEÇON. Voyez *Bons et legs.*

M

MARINE.

Marine marchande. Décret qui fixe la part proportionnelle du montant des prélèvements de quatre pour cent sur les primes à la marine marchande à affecter, en 1897, aux subventions aux chambres de commerce ou à des établissements d'utilité publique, pour la création et l'entretien d'hôtels de marins, etc., B. 1850, p. 741.

MINES. Décret concernant l'organisation de l'école nationale supérieure des mines, B. 1855, p. 874.

MINISTÈRES.

Dispositions générales. Décret qui nomme deux membres de la commission de vérification des

comptes des ministres pour l'exercice 1892 et l'année 1893, B. 1873 p. 1740.

Dispositions générales à chaque ministère. Ministres.

Intérieur. Décret qui charge la garde des sceaux, ministre de la justice, de l'intérim du ministère de l'intérieur, B. 1851, p. 772.

— Décret qui charge le garde des sceaux, ministre de la justice, de l'intérim du ministère de l'intérieur, B. 1859, p. 1147.

Travaux publics. Décret relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics, B. 1841, p. 200.

MONNAIES. Décret qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises, B. 1836, p. 5.

N

NAVIGATION.

Navigation intérieure. Canaux. Décret qui autorise l'exécution des travaux de dragage à exécuter sur la Loire pour approfondir le chenal du fleuve, tant en amont qu'en aval du canal maritime, et l'acquisition du matériel de dragage nécessaire à l'exécution de ces travaux, B. 1873, p. 1747.

Rivières. Sont déclarés d'utilité publique les travaux à exécuter : 1° pour le dégagement du lit du Rhône en amont et en aval des arches de rive gauche du Pont-Saint-Esprit (Vaucluse); 2° pour la construction d'une nouvelle arche marinière au même pont à

la suite de celle existant contre la rive droite (Gard), B. 1858, p. 17; — les travaux à exécuter dans la traversée de Paris, pour la transformation en ports établis d'une partie des ports de berge de la Gare, d'Amsterdam, de Saint-Bernard, des Invalides, du Gros-Cailhon, de l'île des Cygnes et de Javel, etc., sur la Seine, B. 1851, p. 774; — les travaux à exécuter par le syndicat de Moncaury (Gironde) pour la régularisation et le redressement des digues de l'association, sur la rive droite de la Garonne, B. 1873, p. 171.

Noms. Voyez *État civil*.

O

OCTROIS.

Créations et prorogations de surtaxes. Lois ou décrets qui créent ou prorogent des surtaxes d'oc-

trois dans les villes et communes ci-après : Aix-les-Bains (Savoie), B. 1843, p. 282; B. 1848, p. 699; Arcachon (Gironde), B. 1851,

69; Aubagne (Bouches-du-Rhône), B. 1843, p. 283; B. 1848, 630; — Bailleul (Nord), B. 1843, 284; B. 1848, p. 631; Bourgoin (Savoie), B. 1843, p. 269; — Vray (Vienne), B. 1838, p. 70; — Ermont (Oise), B. 1843, p. 285; — Condé-sur-l'Escaut (Nord), B. 1838, p. 71; Coray (Finistère), B. 1838, p. 72; — Igny (Basses-Alpes), B. 1843, 286; B. 1848, p. 632; — Eloul (Seine-Inférieure), B. 1838, 172; — Ferté-Macé (la) (Orne), B. 1843, p. 287; B. 1848, p. 633; — Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure), B. 1838, p. 73; Guéret (Creuse), B. 1843, p. 288; B. 1848, 633; Guilvinec (Finistère), B. 1848, p. 634; — Hirson (Aisne), B. 1843, p. 265; — Lannec (Nord), B. 1843, p. 289; B. 1848, p. 635; Lisieux (Calvados), B. 1867, p. 1533; — Meaux (Seine-et-Marne), B. 1838, 74; Mende (Lozère), B. 1838,

p. 75; Menton (Alpes-Maritimes), B. 1838, p. 75; Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), B. 1838, p. 76; Morez (Jura), B. 1843, p. 290; B. 1848, p. 636; — Nantua (Ain), B. 1838, p. 77; — Palais (Morbihan), B. 1838, p. 78; Poissy (Seine-et-Oise), B. 1843, p. 266; Pont-l'Évêque (Calvados), B. 1838, p. 78; Pontoise (Seine-et-Oise), B. 1838, p. 79; — Roscoff (Finistère), B. 1838, p. 80; Rumengol (Finistère), B. 1843, p. 270; — Saint-Dié (Vosges), B. 1843, p. 291; B. 1854, p. 842; Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), B. 1843, p. 292; B. 1848, p. 636; Sisteron (Basses-Alpes), B. 1843, p. 293; B. 1848, p. 637; — Tarascon (Bouches-du-Rhône), B. 1838, p. 81; Thonon (Haute-Savoie), B. 1843, p. 294; B. 1848, p. 638; — Villefranche (Alpes-Maritimes), B. 1843, p. 295; B. 1848, p. 639; Vouziers (Ardennes), B. 1843, p. 270.

P

ALIMENT. Décret qui nomme deux membres de la commission de révision des documents à fournir aux chambres, B. 1851, p. 769. — Décret qui nomme un membre de la commission de révision des documents à fournir aux Chambres, B. 1874, p. 1767. Voyez *Baas*, *Ponts*.

PÊCHE. *Pêche maritime.* Décret portant réglementation de la pêche du corail sur les côtes de l'Algérie, B. 1870, p. 1646. — Décret relatif aux transactions sur la poursuite des délits et contraventions en matière de pêche, B. 1866, p. 1491.

Pêche fluviale. Décret relatif à la pêche dans les eaux françaises du lac Léman, B. 1841, p. 202. *maisons.*

Pensions civiles. Décret portant règlement d'administration pu-

blique pour l'exécution de l'article 67 de la loi de finances du 16 avril 1895, concernant les pensions des inspecteurs des forêts, B. 1844, p. 298. — Décret relatif à la liquidation des pensions départementales, B. 1849, p. 710. — Décret qui attribue au département de l'instruction publique le crédit supplémentaire ouvert par la loi du 8 avril 1897, pour l'inscription des pensions civiles, B. 1873, p. 1742. — Décret portant modification de l'article 47 du décret du 9 novembre 1853 sur les pensions civiles, B. 1874, p. 1768.

Pensions militaires et de la marine. Loi portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-marins des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus impropres à l'embarquement par

suite des fatigues de la navigation, B. 1837, p. 29.

PETITES-SŒURS DES PAUVRES. Décret qui autorise la création à Paris, quartier d'Auteuil, d'un établissement des Petites-Sœurs des pauvres, B. 1866, p. 1494.

PILOTAGE. Décret modifiant celui du 6 mai 1896 sur les conditions d'admission à l'emploi de pilote dans les grands ports du premier arrondissement maritime, B. 1851, p. 767. — Décret qui modifie l'article 185 du règlement général de pilotage du v^e arrondissement maritime (station de la Nouvelle), B. 1866, p. 1496. — Décret qui modifie le règlement général de pilotage de l'Algérie (station d'Alger), B. 1868, p. 1565. — Décret portant modification du règlement général de pilotage du iv^e arrondissement maritime, B. 1874, p. 1749.

PISCICULTURE. Décret qui supprime deux réserves de pêche établies, par le décret du 22 décembre 1894, sur la rivière d'Oise canalisée, dans le département de Seine-et-Oise, B. 1854, p. 847.

POLICE.

Dispositions générales. Décret qui fixe le cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Bordeaux, B. 1846, p. 498. — Décret portant réglementation du cadre du personnel chargé du service de la police de la ville de Roubaix, B. 1873, p. 1725.

Commissaires de police. Créations. Décrets qui créent des commissaires de police dans les villes ci-après : Charbonnières (Rhône), p. 1841, p. 324 ; — Fumay (Ardennes), B. 1871, p. 1684 ; — Lille (Nord), B. 1854, p. 871 ; — Paris (aux halles centrales de la ville de), B. 1836, p. 18.

Suppressions. Décrets qui suppriment les commissariats de police existant dans les villes ci-après : Cuxac-d'Aude (Aude), B. 1864, p. 1448 ; — Gimont (Gers),

B. 1836, p. 18 ; — Hasparren (Basses Pyrénées), B. 1871, p. 1684.

Extensions de juridiction. La juridiction du commissaire de police de Carmaux (Tarn) est étendue à la commune de Lescure (même département), B. 1841, p. 224. — La juridiction du commissaire de police de Charbonnières (Rhône) est étendue aux communes de Dardilly, la Tour-de-Salvagny et Marcy-l'Étoile (même département), B. 1851, p. 840. — La juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est étendue à la commune de Marcq-en-Barœul (même département), B. 1837, p. 67. — La juridiction du commissaire de police de Saint-Mihiel, Meuse, est étendue aux communes de Chauvencourt et des Paroche (même département), B. 1861, p. 1448.

Reduction de juridiction. La juridiction du commissaire de police de la Madeleine (Nord) est supprimée dans les communes de Marquette et de Marquet-Barœul, B. 1837, p. 67.

POLICE DE SÛRETÉ GÉNÉRALE. Décret qui conserve la qualité d'officiers de police judiciaire aux administrateurs et adjoints de communes mixtes placés hors cadre et mis à la disposition du service de la sûreté générale, B. 1873, p. 1744. — Décret qui attribue aux inspecteurs de la police de sûreté, chefs de poste, la qualité d'officiers de police judiciaire, B. 1873, p. 1745. — Décret relatif aux pouvoirs et attributions des inspecteurs de la police de sûreté de l'Algérie, B. 1873, p. 1746.

PONTS.

Ponts : constructions et réparations. Décret qui autorise la construction d'un pont fixe en acier, en remplacement du pont suspendu de Fleuryville (Savoie et-Loire) sur la Saône (route nationale n° 6 annexe), B. 1860, p. 1179. — Décret portant

ra prélevé sur les crédits alloués annuellement au ministre des travaux publics pour la construction des ponts, une somme de sept cent cinquante mille francs applicable à la construction du pont *Alexandre III*, à établir, sur la Seine, à Paris, dans l'axe de l'Esplanade des Invalides, B. 1870, p. 1648.

à péage. Ponts suspendus, modifications de tarifs, rachats, suppressions de péage. Décret qui autorise la reconstruction du pont suspendu sur lequel la route nationale n° 138 franchit la Sarre à Beaumont (Sarthe), R. 1845, p. 46. — Décret qui autorise la reconstruction du pont suspendu de Bourg-Saint-Andéol, sur le Rhône (route nationale n° 86), B. 1863, p. 1415.

POPULATION. Décret qui déclare authentiques les tableaux de la population de France, B. 1861, p. 1181. — Décret qui déclare authentiques les tableaux de la population de l'Algérie, B. 1861, p. 1321. — Décret qui déclare authentique le tableau de la population des sections de commune non chefs-lieux ayant au moins mille habitants de population agglomérée (Algérie), B. 1861, p. 1347.

Décrets qui rectifient le tableau de population n° 3 déclaré authentique par le décret du 31 décembre 1896, en ce qui concerne les départements ci-après : Ariège, B. 1861, p. 1350; — Tarn, B. 1861, p. 1350. *Ports.* Décret qui modifie l'article 4 du décret du 15 juillet 1854, portant organisation du personnel des officiers et maîtres de port préposés à la police des ports maritimes de commerce, B. 1856, p. 917. — Décret qui modifie l'article 31 du cahier des charges annexé au décret du 24 avril 1894, portant réglementation du service d'outillage de la chambre de commerce de Bordeaux sur les quais et dépendances du port

de cette ville, B. 1846, p. 479; — Décret qui déclare d'utilité publique la création d'un port de commerce à Bougie (Constantine), B. 1856, p. 920. — Décret portant que la grande écluse du Nord, récemment construite au port de Dunkerque, prendra la dénomination d'*écluse Trystram*, B. 1860, p. 1179. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux d'amélioration du port de Nice (Alpes-Maritimes), B. 1863, p. 1389. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de voies ferrées sur les quais du port de la Pallice, B. 1872, p. 1697. — Décret relatif à l'exploitation de la forme de radoub du port de commerce de Rochefort, B. 1854, p. 853. — Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, au port de Rouen, d'un pont à transbordeur pour la traversée de la Seine, B. 1856, p. 906. — Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de prolongement du boulevard de Rive gauche, au port de Rouen, B. 1869, p. 1615.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Postes. Décret relatif aux lettres déposées, après les levées générales, dans les bureaux des communes de Clichy-la-Garenne, Saint-Ouen-sur-Seine, Saint-Denis-sur-Seine et Pantin, B. 1853, p. 828. — Décret qui fixe les taxes à acquitter pour l'affranchissement des correspondances à destination du protectorat britannique de Sarawak, B. 1874, p. 1770. — Décret relatif à l'affranchissement des lettres de convocation aux examens expédiées par les recteurs d'académie, les doyens des facultés, les directeurs des écoles supérieures et les inspecteurs des académies, B. 1873, p. 1730.

Télégraphes. Décret portant réduction de la taxe des télégrammes échangés entre la France et l'Algérie, R. 1868, p. 1567. — Décret

modifiant celui du 12 janvier 1894 relatif à la correspondance télégraphique privée dans le régime intérieur, B. 1876, p. 1822.

Colis postaux. Décret relatif aux taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination de la colonie anglaise de Natal, B. 1846, p. 496. — Décret relatif aux taxes à payer pour l'affranchissement des colis postaux à destination du Guatemala, du Paraguay, de l'Australie, de la Nouvelle-Guinée britannique, de la Nouvelle-Zélande, des îles Fidji, des Nouvelles-Hébrides et des îles Seychelles, B. 1848, p. 651. — Décret qui fixe les taxes à percevoir pour l'affranchissement des colis postaux expédiés directement de France à Costa-Rica, B. 1860, p. 1177. — Décret qui fixe la taxe d'affranchissement des colis postaux expédiés par la voie de Roumanie (via Constantza) à destination des bureaux autrichiens établis en Turquie, B. 1873, p. 1739.

Franchises postales. Décret qui admet à circuler en franchise par la poste, en cas de mobilisation, la

correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires, B. 1850, p. 732. — Décret qui admet à circuler en franchise la correspondance de service échangée entre certains fonctionnaires, B. 1860, p. 1172; B. 1864, p. 1443. B. 1876, p. 1817. — Décret qui accorde la franchise postale à la correspondance des juges de paix relative à la revision des listes électorales, B. 1865, p. 1467. — Décret qui accorde la franchise postale à certaines correspondances relatives au service de l'exposition internationale de Bruxelles de 1897, B. 1897, p. 174. — Décret qui accorde la franchise postale à la correspondance officielle échangée entre le commandant supérieur du cercle de Tébessa, Algérie, B. 1873, p. 1739.

POUDRES ET SALPÊTRES. Décret qui fixe le prix de vente, en Cas, des poudres à feu, B. 1864, p. 1443.

PRISONS, MAISONS D'ARRÊT, DE RÉFORMATION, DE CORRECTION ET DE RÉFORMES. Décret qui modifie certaines circonscriptions pénitentiaires, B. 1866, p. 1513.

R

RIVIÈRES. Voyez *Navigation*.
ROUTES DÉPARTEMENTALES.

Savoie (Haute-). Décret qui reporte au 31 décembre 1899 le délai fixé par l'article 3 du décret du 15 janvier 1886 pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution des travaux de rectification et d'élargissement de la route départementale n° 4, de Genève à Chamonix, B. 1845, p. 467.

ROUTES NATIONALES.

Classements. Décret qui déclare

classé, comme faisant partie integrante de la route nationale n° 7, le chemin vicinal ordinaire n° 1 de la commune de Saint-Sauveur (Vosges), dit chemin du Haut-de-la-Dare, B. 1845, p. 467.

Travaux. Sont déclarés d'utilité publique : les travaux de rectification de la route nationale n° 1 dans la traverse d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), entre le lieu dit Martelay et le quai d'Évian, avec raccordement de l'avenue de la Gare, B. 1863, p. 1413.

S

SÉMAPHORES. Loi sur la militarisation et l'organisation des gendarmes des

électro-sémaphores de la marine B. 1850, p. 715.

SENATEURS.

Convocation des collèges électoraux en vue d'élections. Décrets convoquant les conseils municipaux des communes comprises dans les départements après, à l'effet de nommer des députés en vue de l'élection sénateurs : Alpes (Basses), 1856, p. 933; — Aube, B. 1848, 558; — Doubs, B. 1855, p. 900; — Finistère, B. 1886, p. 16; — Loire-et-Loire, B. 1841, p. 221; — Isère, B. 1841, p. 222; — Jura,

B. 1847, p. 625; — Landes, B. 1869, p. 1611; — Pas-de-Calais, B. 1869, p. 1612; — Pyrénées-Orientales, B. 1836, p. 2; — Seine, 1869, p. 1609; — Seine-inférieure, B. 1869, p. 1613; — Vendée, B. 1856, p. 932.

SOIES. Loi qui proroge jusqu'au 31 mai 1898 la loi du 13 janvier 1892, en ce qui concerne les primes à la filature de la soie. B. 1876, p. 1813.

SUCRES. Loi relative au régime des sucres, B. 1862, p. 778.

T

cs. Décret qui fixe le prix de vente, en Corse, des tabacs fabriqués dans la métropole, B. 1864, 1440.

s. Décret qui autorise la commune de Neuilly (Seine) à percevoir une taxe de balayage des rues de communication livrées à circulation, B. 1863, p. 1410.

168. Décret qui autorise la société anonyme de tannage et de remorquage de l'Oise à établir un service de tannage à vapeur sur chaînes entre Chauny et Janville, 1846, p. 473.

TRAMWAYS.

Dispositions générales. Décret qui modifie l'article 23 du cahier des charges de la concession du tramway d'Annemasse à Samoëns, annexé au décret du 29 décembre 1868, B. 1838, p. 93. — Décret qui approuve la substitution de sociétés anonymes des tramways de Boulogne-sur-Mer à la compagnie anglo-française de tramways comme rétrocessionnaire du réseau de tramways concédé à la ville de Boulogne-sur-Mer, B. 1853, 809. — Décret qui approuve le traité passé entre la ville de Cherbourg et M. Etienne Laval pour la rétrocession du réseau de tramways de Cherbourg et sa banlieue, B. 1854, p. 844. — Décret qui approuve la substitution à la compagnie française des

chemins de fer à voie étroite de la société anonyme dite *Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine* comme rétrocessionnaire du réseau de tramways d'Ille-et-Vilaine, B. 1856, p. 921.

— Décret qui modifie, dans la traverse de Voiron, le tracé de la ligne de tramways des Quatre-Chemins à Voiron, dont l'établissement, dans le département de l'Isère, a été déclaré d'utilité publique par décret du 19 octobre 1892, B. 1860, p. 1178. — Décret qui approuve la substitution à MM. Claret et Thonvard de la société anonyme dite *Compagnie du tramway de Grenoble à Chapareillan* comme rétrocessionnaire du tramway de Grenoble (gare Paris-Lyon-Méditerranée) à Chapareillan, B. 1846, p. 490. — Décret qui proroge au 20 mai 1897 le délai fixé par l'article 2 du décret du 20 mai 1893 pour les expropriations nécessaires à l'établissement de la ligne de tramway de Grenoble à Vizille par Gières et Uriage (Isère), B. 1867, p. 1552. — Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer à voie étroite de Saint-Étienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions, pour l'installation sur trottoirs de la voie du tramway de Saint-Étienne à Rive-de-Gier,

entre l'octroi de Saint-Étienne et Saint-Chamond, B. 1851, p. 223.

— Décret qui approuve la substitution à MM. Edmond Caignet, Léon Francq et Paul Groselin de la société anonyme dite *Compagnie des tramways mécaniques des environs de Paris* comme rétrocessionnaire de la ligne de Saint-Germain-en-Laye à Poissy, B. 1863, p. 1392. — Décret qui reporte au 1^{er} août 1897 le délai fixé par l'article 1^{er} du décret du 18 août 1893 pour les expropriations de la ligne de tramway de Saint-Vallier au Grand-Serre (Drôme), B. 1857, p. 968.

Travaux. Décrets qui déclarent d'utilité publique : l'établissement, dans le département d'Alger, d'une ligne de tramway à traction mécanique entre l'Hôpital-du-Dey (commune d'Alger) et la Colonne-Voirol (commune de Mustapha), B. 1871, p. 1650; — l'établissement, dans le département de Loir-et-Cher, de deux lignes de tramways, B. 1839, p. 112; — l'établissement, dans la ville de Nantes, de deux lignes de tramways à traction par moteurs à air comprimé et approuve la rétrocession de ces lignes à la Compagnie des tramways de Nantes, B. 1850, p. 716; — le prolongement, dans le département de Meurthe-et-Moselle, d'une ligne de tramway du pont d'Essey au Bon-Coin (réseau de Nancy ou de sa banlieue), B. 1851, p. 746; — l'établissement, dans le département du Rhône, d'une ligne de tramway entre Lyon et Cussel-Villeurbanne (convention

et cahier des charges; annexes), B. 1838, p. 81; — l'établissement, dans le département du Rhône, d'un tramway entre Lyon et L'Isle-sur-Saône, B. 1846, p. 481; — l'établissement, dans le département de la Haute-Savoie, d'une ligne de tramway entre Annecy et Thônes, B. 1855, p. 854; — l'établissement d'un réseau de tramways dans la ville de Laval (Sarthe), B. 1857, p. 97; — l'établissement, dans le département de la Seine, d'une ligne de tramways entre le Petit-Pont et les Halles centrales de Paris, B. 1857, p. 1417; — l'établissement, dans le département de la Seine-et-Oise, d'une ligne de tramway électrique entre Boulogne-Billancourt et Villebon-sur-Seine, B. 1862, p. 1353; — l'établissement d'une ligne de tramway entre Montmorency, Joinville-le-Pont et Saint-Germain (Seine-et-Oise), B. 1859, p. 1123.

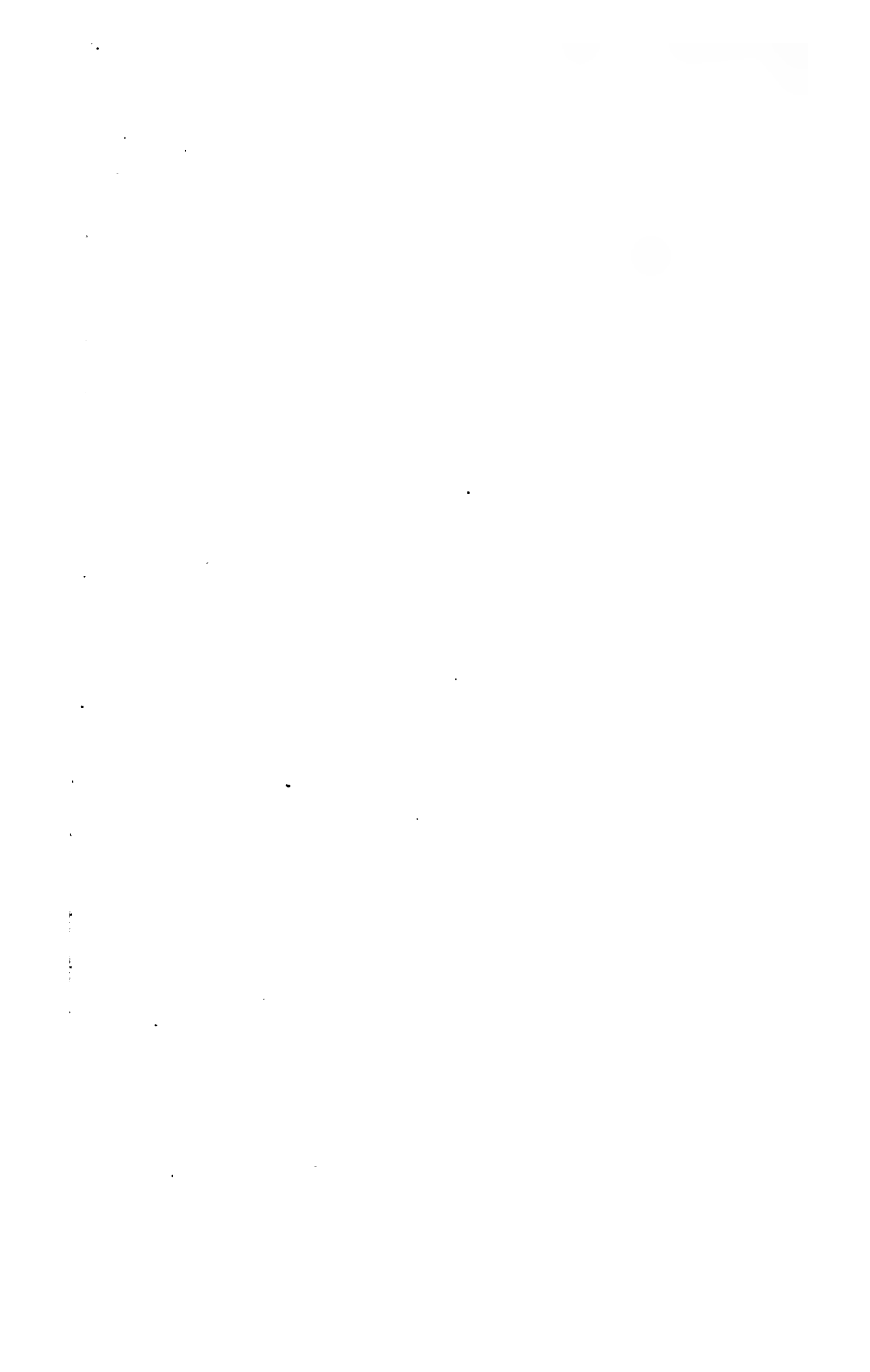
TRÉSOR PUBLIC. Divers réquisitoires et au contrôle de dépenses qui engagent le Trésor public, B. 1856, p. 143; — loi qui nomme les membres de la commission de vérification des frais de service et de représentation du Trésor public pendant l'exercice 1896, B. 1866, p. 146.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. Loi qui porte de deux à quatre le nombre des juges suppléants du tribunal de commerce de Valenciennes, B. 1863, p. 1412; — loi qui augmente le nombre des juges et juges suppléants du tribunal de commerce de Marseille, B. 1865, p. 146.

V

VINS. Loi concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins officiels, B. 1868, p. 1553.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DE TOME LIV, PARTIE PRINCIPALE.





To read for this book should be returned to
a library or for sale contact below



3 6105 062 553 396



349.44
F81
12th ser.
v. 54

594826

To avoid fine this book should be returned on
or before the date last stamped below

1900-1901



3 6105 062 553 396

349.44
F81
12th ser.
v. 54

594826